



Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 14 - Numéro 48

7 décembre 2017

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2017

ISSN 1710-4149

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	6
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Tribunal administratif des marchés financiers	10
2.1 Rôle d'audiences	
2.2 Décisions	
3. Distribution de produits et services financiers	74
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
4. Indemnisation	105
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	
4.5 Fonds d'assurance-dépôts	

4.6 Autres décisions	
5. Institutions financières	112
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Autres décisions	
6. Marchés de valeurs et des instruments dérivés	733
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Agréments et autorisations de mise en marché de dérivés	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées	857
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	
8. Entreprises de services monétaires et Contrats publics	1009
8.1 Avis et communiqués	
8.2 Réglementation	
8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires	
8.4 Autorisation de contracter / sous-contracter avec un organisme public	
8.5 Autres décisions	
9. Régimes volontaires d'épargne-retraite	1015
9.1 Avis et communiqués	
9.2 Réglementation	

- 9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite
- 9.4 Autres décisions

Liste des acronymes et abréviation :

- Autorité : Autorité des marchés financiers
instituée en vertu de la LAMF
- TMF : Tribunal administratif des marchés financiers
- CSF : Chambre de la sécurité financière
- ChAD : Chambre de l'assurance de dommages
instituée en vertu de la LDPSF
- OAR : Organismes d'autoréglementation et
organismes dispensés de reconnaissance
à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la
surveillance de l'Autorité
- OCRCVM : Organisme canadien de réglementation
du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Tribunal administratif des marchés financiers

2.1 Rôle d'audiences

2.2 Décisions

2.1 RÔLE D'AUDIENCES



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 décembre 2017 – 9 h 30					
2017-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Alex Estivern Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de conditions à l'inscription, de suspension d'inscription et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
7 décembre 2017 – 14 h 00					
2017-011	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Charlito Hael et Charlito Hael, faisant affaires sous entreprise individuelle la dénomination sociale « Services financiers APO » Parties intimées Banque CIBC et Banque TD Canada Trust Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Derome Avocats	Lise Girard	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage	Audience pro forma

6 décembre 2017

1

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 décembre 2017 – 14 h 00					
2015-027	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Kamran Shahid et 9322-5746 Québec Inc. Parties intimées Imran Shahid et 7267711 Canada Inc. Parties intimées Banque de Montréal, Banque TD Canada Trust, Caisse Populaire Desjardins de Sault-Au-Recollet- Montréal-Nord, Groupe CHCR Inc., Officier de la publicité des droits de la circonscription foncière de La Prairie et Desi Times Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Léonard Waxman	Lise Girard	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage	Audience pro forma
2016-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse André Lesage, Louise Angers et 4144589 Canada Inc.	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage	Audience pro forma



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 décembre 2017 – 14 h 00					
2017-042	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Serge Boileau, Services Financiers Mélanie Boileau inc., Services Financiers Josée Boileau inc., Mélanie Boileau et Josée Boileau Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fontaine Panneton Joncas Bourassa & Associés	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, de conditions à l'inscription, de retrait des droits d'inscription, de radiation d'inscription, de suspension d'inscription et de mesure propre au respect de la loi	Audience pro forma
2017-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Craig Levett Partie intimée Rabbin Shalom Chriqui et Centre Chabad Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l. Dunton Rainville s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de remise des audiences	Audience pro forma
2016-011	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Craig Levett Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de modification d'un délai prévu à une entente de Craig Levett	Audience pro forma

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 décembre 2017 – 14 h 00					
2017-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande d'amendement d'une demande de levée partielle des ordonnances de blocage	Audience pro forma
	Plexcorps et Plexcoin Parties intimées				
	Sabrina Paradis Royer Partie intimée	Levasseur, Gagnon, Lanthier Avocats			
	DL Innov inc., Gestio inc. et Dominic Lacroix Parties intimées	Roy & Charbonneau Avocats			
	Facebook Canada LTD Partie mise en cause	Langlois avocats, s.e.n.c.r.l.			
	Banque Royale Du Canada, Shopify inc., Shopify Payments Canada inc. et Wells Fargo Canada Corporation Parties mises en cause				
	Jean Lelièvre Syndic, Partie intervenante	Savonitto et Ass. inc.			



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 décembre 2017 – 14 h 00					
2009-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de levée des ordonnances de blocage	Audience pro forma
	Fondation Fer de Lance, Paul. M. Gélinas, Michel Hamel, et George E. Fleury Parties intimées	M ^e Daniel Ovadia			
	Lapointe Rosenstein Marchand Melançon s.e.n.c.r. Partie intimée	Gilbert Simard Tremblay			
	Jean-Pierre Demarais Partie intimée	M ^e Jean-Pierre Demarais			
	Fondation Fer de Lance Turks and Caicos Partie intimée				

RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 décembre 2017 – 14 h 00					
2009-017 <u>(suite)</u>	<p>2849-1801 Québec inc., Ghyslain Lemay, Michel Roy, Pierre Forget, 9177-8977 Québec inc., Mario Lavoie, Gilles Bédard, Éric Lambert, France Côté, Gérard Doiron, Ivan Nadeau, Daniel Blanchette, Gérard Bourquet, Pascal Bousquet, Claude Martel, 9151-0628 Québec inc., Hervé Martin, Jacques Preschoux, Yves Carrier, Régis Loisel, Solutions Chemco inc. et Sylvain Auger Parties intervenantes</p> <p>Les Investissements Denise Verreault inc. Les Entreprises Richard Beaupré inc. Parties intervenantes</p> <p>Procureur général du Québec Partie mise en cause</p>	O'Brien Avocats, s.e.n.c.r.l.			

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
8 décembre 2017 – 9 h 30					
2017-005	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Steve Carson Partie intimée Martin Giroux Partie intimée Yannick Jetté Partie intimée Unissa Assurances Inc. Partie intimée Corporation Inovalife Inc. et Martin Leblanc Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Morency Société d'Avocats, sencl Lévesque Lavoie Avocats inc. Lavery, De Billy s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande d'interdiction d'agir à titre de dirigeant responsable, nomination d'un dirigeant responsable, radiation d'inscription, pénalité administrative, suspension d'inscription et mesure de redressement	Conférence préparatoire
2017-033	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse World Financial Group Insurance Agency of Canada inc., Ma Florence Delgado et Iordan Dimitrov Iordanov Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Blake, Cassels & Graydon s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de suspension d'inscription, de nomination d'un dirigeant responsable et mesure propre au respect de la loi	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
13 décembre 2017 – 9 h 30					
2017-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dany Lefebvre Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de conditions à l'inscription, de suspension d'inscription et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
14 décembre 2017 – 14 h 00					
2017-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Plexcorps et Plexcoin Parties intimées Sabrina Paradis Royer Partie intimée DL Innov inc., Gestio inc. et Dominic Lacroix Parties intimées Facebook Canada LTD Partie mise en cause Banque Royale Du Canada, Shopify inc., Shopify Payments Canada inc. et Wells Fargo Canada Corporation Parties mises en cause Jean Lelièvre Syndic, Partie intervenante	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Levasseur, Gagnon, Lanthier Avocats Roy & Charbonneau Avocats Langlois avocats, s.e.n.c.r.l. Savonitto et Ass. inc.	Lise Girard	Contestation d'une décision rendue ex parte et demande de prolongation des ordonnances de blocage	Audience pro forma
2017-029	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Éric Desaulniers Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers McCarthy Tétraut s.e.n.c.r.l., s.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative	Audience pro forma



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
2015-024	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage	Audience pro forma
	Gisements Pétroliers De Contrôle Britannique Ltée Partie intimée	Bloomfield et Avocats - McCarthy Tétraut s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
14 décembre 2017 – 14 h 00					
2016-011	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de blocage et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience pro forma
	Josh Baazov Partie intimée	Boro, Polnicky, Lighter Avocats Delegatus Services juridiques inc.			
	Craig Levett Partie intimée	Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l.			
	David Baazov Partie intimée	Norton Rose Fulbright Canada s.e.n.c.r.l., s.r. l.			
	Le Groupe Stars Inc. Partie mise en cause	Osler, Hoskin & Harcourt			

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
2015-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse David Tran, Jacques Paquin et Logiciels HFT Quants inc. Parties intimées Caisse Desjardins de Lévis Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage	Audience pro forma
14 décembre 2017 – 14 h 00					
2017-040	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Compagnie d'assurance Combined d'Amérique et Guy Sauvé Parties intimées 515963 N.B. inc., f.a.s.l.r.s APAC, anciennement connue sous le nom de Protocol Services Financiers et Claudette Tremblay Parties intimées VoxData Solutions inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Osler, Hoskin & Harcourt, S.E.N.C.R.L./s.r.l. Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L.,s.r.l. BCF s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de suspension d'inscription, conditions à l'inscription, nomination d'un dirigeant responsable, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience pro forma



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
2017-038	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Akron Assurance limitée, Christian Girard, Jean Maxcène Darius et GEMMA Communication Ip Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois Avocats s.e.n.c.r.l	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de suspension d'inscription, nomination d'un dirigeant responsable, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience pro forma
14 décembre 2017 – 14 h 00					
2017-039	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Gexel Telecom International inc. Partie intimée 9218-6006 Québec inc., f.a.s.l.r.s Assurancia Groupe Tardif SF et Patrice Tardif Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dentons Canada Llp Dussault Lemay Beauséne s.e.n.c.r.l	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de suspension d'inscription, nomination d'un dirigeant responsable, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience pro forma
15 décembre 2017 – 9 h 30					
2016-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Christopher Minkoff et 6337741 Canada Inc. Parties intimées Groupe Financier Fort Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers RSSJ Avocats inc. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, conditions à l'inscription, interdiction d'agir à titre de dirigeant et mesure de redressement.	Conférence préparatoire

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
18 décembre 2017 – 9 h 30					
2017-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Habitat Multi Générations, Fernand Stuart et Claude Trépanier Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande d'imposition de pénalité administrative, de mesures de redressement et d'interdiction d'opérations sur valeur	Audience au fond
21 décembre 2017 – 14 h 00					
2017-018	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse O.T. Mining Corporation Inc. et Rosemary Christensen Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers BCF s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant	Conférence préparatoire
8 janvier 2018 – 9 h 30					
2014-010	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Investissements Nubia inc., Georges Pierre JR et Marie- Esther Dumond Parties intimées Serge St-Martin Partie intimée Banque Tangerine Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin, s.e.n.c.r.l., s.r.l.	Lise Girard	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage et contestation de l'intimé Georges Pierre JR	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
10 janvier 2018 – 14 h 00					
2017-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Plexcorps et Plexcoin Parties intimées Sabrina Paradis Royer Partie intimée DL Innov inc., Gestio inc. et Dominic Lacroix Parties intimées Facebook Canada LTD Partie mise en cause Banque Royale Du Canada, Shopify inc., Shopify Payments Canada inc. et Wells Fargo Canada Corporation Parties mises en cause Jean Lelièvre Syndic, Partie intervenante	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Levasseur, Gagnon, Lanthier Avocats Roy & Charbonneau Avocats Langlois avocats, s.e.n.c.r.l. Savonitto et Ass. inc.	Lise Girard Elyse Turgeon	Demande d'amendement	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
11 janvier 2018 – 9 h 30					
2017-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Plexcorps et Plexcoin Parties intimées Sabrina Paradis Royer Partie intimée DL Innov inc., Gestio inc. et Dominic Lacroix Parties intimées Facebook Canada LTD Partie mise en cause Banque Royale Du Canada, Shopify inc., Shopify Payments Canada inc. et Wells Fargo Canada Corporation Parties mises en cause Jean Lelièvre Syndic, Partie intervenante	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Levasseur, Gagnon, Lanthier Avocats Roy & Charbonneau Avocats Langlois avocats, s.e.n.c.r.l. Savonitto et Ass. inc.	Lise Girard Elyse Turgeon	Demande d'amendement	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
17 janvier 2018 – 9 h 30					
2017-034	Ali Reza Sultani Partie demanderesse Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières «OCRCVM» Partie intimée	O.C.R.C.V.M.	Elyse Turgeon	Demande de révision d'une décision de l'OCRCVM	Révision au fond
18 janvier 2018 – 9 h 30					
2017-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse William J. Henry & Associés Inc. et Édouard Guay Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, de nomination d'un dirigeant responsable, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, suspension d'inscription, conditions à l'inscription, mesure de redressement et mesure propre au respect de la loi	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
18 janvier 2018 – 14 h 00					
2011-031 2012-045	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Daniel L'Heureux, 9248-8543 Québec inc., Nosfinances.com inc. et Revenu Québec – Direction principale des biens non réclamés pour Claude Lemay consultant inc. et succession de Claude Lemay Parties intimées</p> <p>Suzie Paquet, Banque de Montréal, Banque Nationale du Canada, Caisse Desjardins du Grand-Coteau et Caisse populaire Hochelaga-Maisonneuve Parties mise en cause</p>	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de levée des ordonnances de blocage	Audience pro forma
2014-036	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Daniel L'heureux, 9248-8543 Québec inc., Nosfinances.com inc., succession de Claude Lemay et Claude Lemay Consultant Inc.</p>	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande d'imposition d'une pénalité administrative et d'ordonnance de restitution	Audience pro forma

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
19 janvier 2018 – 14 h 00					
2017-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse William J. Henry & Associés Inc. et Édouard Guay Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, de nomination d'un dirigeant responsable, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, suspension d'inscription, conditions à l'inscription, mesure de redressement et mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
22 janvier 2018 – 9 h 30					
2016-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Richard Brouillard, Mario Corriveau, Johanne L'heureux, Luc Vallée et Jocelyn Deschênes Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller et d'imposition de pénalité administrative	Audience au fond
23 janvier 2018 – 9 h 30					
2016-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Richard Brouillard, Mario Corriveau, Johanne L'heureux, Luc Vallée et Jocelyn Deschênes Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller et d'imposition de pénalité administrative	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
24 janvier 2018 – 9 h 30					
2016-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Richard Brouillard, Mario Corriveau, Johanne L'heureux, Luc Vallée et Jocelyn Deschênes Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller et d'imposition de pénalité administrative	Audience au fond
25 janvier 2018 – 9 h 30					
2016-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Richard Brouillard, Mario Corriveau, Johanne L'heureux, Luc Vallée et Jocelyn Deschênes Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller et d'imposition de pénalité administrative	Audience au fond
25 janvier 2018 – 14 h 00					
2017-035	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michèle Clément Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Cayer Ouellette & Associés	Lise Girard	Demande de pénalité administrative et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience pro forma
26 janvier 2018 – 9 h 30					
2016-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Richard Brouillard, Mario Corriveau, Johanne L'heureux, Luc Vallée et Jocelyn Deschênes Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller et d'imposition de pénalité administrative	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
31 janvier 2018 – 14 h 00					
2017-028	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Bertrand Lussier et Partie intimée Options affaires Québec inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Roy et Associés Criminalistes	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller et de gestionnaire de fonds d'investissement, d'interdiction d'opérations sur valeurs, de refus de dispense, de mesures de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Conférence préparatoire
2 février 2018 – 9 h 30					
2017-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Paul Kalalian Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande d'imposition d'une pénalité administrative	Conférence préparatoire
5 février 2018 – 9 h 30					
2016-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Christopher Minkoff et 6337741 Canada Inc. Parties intimées Groupe Financier Fort Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers RSSJ Avocats inc. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, conditions à l'inscription, interdiction d'agir à titre de dirigeant et mesure de redressement.	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
6 février 2018 – 9 h 30					
2016-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Christopher Minkoff et 6337741 Canada Inc. Parties intimées Groupe Financier Fort Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers RSSJ Avocats inc. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, conditions à l'inscription, interdiction d'agir à titre de dirigeant et mesure de redressement.	Audience au fond
7 février 2018 – 9 h 30					
2016-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Christopher Minkoff et 6337741 Canada Inc. Parties intimées Groupe Financier Fort Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers RSSJ Avocats inc. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, conditions à l'inscription, interdiction d'agir à titre de dirigeant et mesure de redressement.	Audience au fond
8 février 2018 – 9 h 30					
2016-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Christopher Minkoff et 6337741 Canada Inc. Parties intimées Groupe Financier Fort Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers RSSJ Avocats inc. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, conditions à l'inscription, interdiction d'agir à titre de dirigeant et mesure de redressement.	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
8 février 2018 – 14 h 00					
2016-016	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Contestation d'une décision rendue ex parte et demande de prolongation de blocage	Audience pro forma
	Pouya Hajiani Partie intimée	Langlois Avocats s.e.n.c.r.l.			
	Mahsa Sotoudeh et Bahador Bakhtiari Parties intimées	Cardinal Léonard Denis, Avocats			
	RBC Direct Investing Inc. Partie mise en cause				
9 février 2018 – 9 h 30					
2016-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, conditions à l'inscription, interdiction d'agir à titre de dirigeant et mesure de redressement.	Audience au fond
	Christopher Minkoff et 6337741 Canada Inc. Parties intimées	RSSJ Avocats inc.			
	Groupe Financier Fort Inc. Partie intimée	Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.			

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
12 février 2018 – 9 h 30					
2016-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Christopher Minkoff et 6337741 Canada Inc. Parties intimées Groupe Financier Fort Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers RSSJ Avocats inc. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, conditions à l'inscription, interdiction d'agir à titre de dirigeant et mesure de redressement.	Audience au fond
13 février 2018 – 9 h 30					
2016-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Christopher Minkoff et 6337741 Canada Inc. Parties intimées Groupe Financier Fort Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers RSSJ Avocats inc. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, conditions à l'inscription, interdiction d'agir à titre de dirigeant et mesure de redressement.	Audience au fond
14 février 2018 – 9 h 30					
2016-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Christopher Minkoff et 6337741 Canada Inc. Parties intimées Groupe Financier Fort Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers RSSJ Avocats inc. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, conditions à l'inscription, interdiction d'agir à titre de dirigeant et mesure de redressement.	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
15 février 2018 – 9 h 30					
2016-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Christopher Minkoff et 6337741 Canada Inc. Parties intimées Groupe Financier Fort Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers RSSJ Avocats inc. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, conditions à l'inscription, interdiction d'agir à titre de dirigeant et mesure de redressement.	Audience au fond
16 février 2018 – 9 h 30					
2016-017	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Christopher Minkoff et 6337741 Canada Inc. Parties intimées Groupe Financier Fort Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers RSSJ Avocats inc. Donati Maisonneuve s.e.n.c.r.l.	Lise Girard Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, conditions à l'inscription, interdiction d'agir à titre de dirigeant et mesure de redressement.	Audience au fond
19 février 2018 – 9 h 30					
2017-013	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Crédit 2 GO Inc., Luc Dagenais et Sylvain Dagenais Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Morin Daoud, Avocats et Médiateurs	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'opérations sur valeurs et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
20 février 2018 – 9 h 30					
2017-013	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Crédit 2 GO Inc., Luc Dagenais et Sylvain Dagenais Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Morin Daoud, Avocats et Médiateurs	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'opérations sur valeurs et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
21 février 2018 – 9 h 30					
2017-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Assurances M. Lagrange Inc. et Jonathan Laurin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Cabinet de services juridiques inc.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable ou d'un chef de la conformité, de suspension d'inscription, de conditions à l'inscription, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
22 février 2018 – 9 h 30					
2017-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Assurances M. Lagrange Inc. et Jonathan Laurin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Cabinet de services juridiques inc.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable ou d'un chef de la conformité, de suspension d'inscription, de conditions à l'inscription, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 février 2018 – 9 h 30					
2017-021	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Assurances M. Lagrange Inc. et Jonathan Laurin Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Cabinet de services juridiques inc.	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable ou d'un chef de la conformité, de suspension d'inscription, de conditions à l'inscription, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
27 février 2018 – 9 h 30					
2016-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Gescoro Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Jeannot & associés I.I.p. s.e.n.c.r.l	Jean-Pierre Cristel	Demande de suspension de permis, de pénalité administrative et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
28 février 2018 – 9 h 30					
2016-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Gescoro Inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Jeannot & associés I.I.p. s.e.n.c.r.l	Jean-Pierre Cristel	Demande de suspension de permis, de pénalité administrative et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
1^{er} mars 2018 – 9 h 30					
2017-024	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Transactions Excel inc., Serge Lacroix et Stéphane Létourneau Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.	Lise Girard	Demande d'ordonnance de blocage, de pénalité administrative, d'interdiction d'opérations sur valeurs, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Conférence préparatoire



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
2 mars 2018 – 9 h 30					
2017-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dominic Lacroix, DI Innov Inc., Micro-Prêts Inc. et Gap Transit Inc. Parties intimées Régis Roberge et Finaone inc. Parties intimées Banque Royale du Canada et Paule McNicoll Parties mises en cause Jean Lelièvre Syndic, Partie intervenante	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Roy & Charbonneau Avocats Savonitto et Ass. inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de levée partielle des ordonnances de blocage et contestation	Audience au fond
5 mars 2018 – 9 h 30					
2017-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Craig Levett Partie intimée Rabbin Shalom Chriqui et Centre Chabad Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l. Dunton Rainville s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
6 mars 2018 – 9 h 30					
2017-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Craig Levett Partie intimée Rabbin Shalom Chriqui et Centre Chabad Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l. Dunton Rainville s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative	Audience au fond
7 mars 2018 – 9 h 30					
2017-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Craig Levett Partie intimée Rabbin Shalom Chriqui et Centre Chabad Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l. Dunton Rainville s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative	Audience au fond
8 mars 2018 – 9 h 30					
2017-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Craig Levett Partie intimée Rabbin Shalom Chriqui et Centre Chabad Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l. Dunton Rainville s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
9 mars 2018 – 9 h 30					
2017-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Craig Levett Partie intimée Rabbin Shalom Chriqui et Centre Chabad Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fishman Flanz Meland Paquin s.e.n.c.r.l. Dunton Rainville s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative	Audience au fond
12 mars 2018 – 9 h 30					
2017-028	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Bertrand Lussier et Partie intimée Options affaires Québec inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Roy et Associés Criminalistes	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller et de gestionnaire de fonds d'investissement, d'interdiction d'opérations sur valeurs, de refus de dispense, de mesures de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
13 mars 2018 – 9 h 30					
2017-028	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Bertrand Lussier et Partie intimée Options affaires Québec inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Roy et Associés Criminalistes	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller et de gestionnaire de fonds d'investissement, d'interdiction d'opérations sur valeurs, de refus de dispense, de mesures de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
14 mars 2018 – 9 h 30					
2017-028	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Bertrand Lussier et Partie intimée Options affaires Québec inc. Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Roy et Associés Criminalistes	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller et de gestionnaire de fonds d'investissement, d'interdiction d'opérations sur valeurs, de refus de dispense, de mesures de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
20 mars 2018 – 9 h 30					
2017-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michel Plante Partie intimée SOLO International Inc. Partie intimée Frederick Langford Sharp Partie intimée Shawn Van Damme, Vincenzo Antonio Carnovale et Pasquale Antonio Rocca Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Marc R. Labrosse Langlois Avocats s.e.n.c.r.l LCM Avocats inc.	Jean-Pierre Cristel	Requête de l'intimé Michel Plante en rejet de la demande	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
26 mars 2018 – 9 h 30					
2017-027	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 9190-4995 Québec inc. et Cindy Laflamme Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Tremblay Bois Mignault Lemay S.E.N.C.R.L.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, de conditions à l'inscription, de suspension d'inscription et de mesure propre au respect de la loi	Conférence préparatoire
26 avril 2018 – 14 h 00					
2017-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michel Plante Partie intimée SOLO International Inc. Partie intimée Frederick Langford Sharp Partie intimée Shawn Van Damme, Vincenzo Antonio Carnovale et Pasquale Antonio Rocca Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Marc R. Labrosse Langlois Avocats s.e.n.c.r.l. LCM Avocats inc.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience pro forma



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
1^{er} mai 2018 – 9 h 30					
2017-022	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Savaria Chabot gestion de patrimoine inc. et François Savaria Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers LGB Avocats Regroupement d'avocats autonomes	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, de suspension d'inscription, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
2 mai 2018 – 9 h 30					
2017-022	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Savaria Chabot gestion de patrimoine inc. et François Savaria Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers LGB Avocats Regroupement d'avocats autonomes	Elyse Turgeon	Demande de pénalités administratives, de suspension d'inscription, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
6 juin 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Conférence préparatoire



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
20 août 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
21 août 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
22 août 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 août 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
24 août 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
27 août 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
28 août 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
29 août 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
30 août 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
31 août 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
4 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
5 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
6 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
10 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
11 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
12 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
13 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
14 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
17 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
18 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
19 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
20 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
21 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
24 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
25 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
26 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
27 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
28 septembre 2018 – 9 h 30					
2015-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription	Audience au fond

6 décembre 2017

2.2 DÉCISIONS

Aucune information.

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Protocole d'entente en matière de consultation, de coopération et d'échange d'information concernant les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Le 1^{er} décembre 2017, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») et la Gibraltar Financial Services Commission (GFSC), l'organisme de supervision et de surveillance des marchés de valeurs de Gibraltar, ont conclu un protocole d'entente en matière de consultation, de coopération et d'échange d'information concernant les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs. Ce faisant, la GFSC s'ajoute aux 29 autres autorités de supervision et de surveillance de fonds d'investissement alternatifs et de gestionnaires de fonds alternatifs de l'Union européenne ayant signé un tel protocole avec l'Autorité.

Le protocole prévoit la consultation, la coopération et l'échange d'information aux fins de la supervision et de la surveillance des gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs qui exercent des activités transfrontalières dans les territoires des autorités signataires conformément aux lois qui régissent ces autorités et aux obligations qui leur incombent, et dans la mesure où ces lois et obligations le permettent. Il vise l'accomplissement de la mission des autorités signataires, soit la protection des investisseurs, la promotion de l'intégrité des marchés financiers, le maintien de la confiance des investisseurs et la réduction du risque systémique.

Dans le cadre du protocole, les autorités s'engagent à coopérer pleinement, dans la mesure permise par la loi. Les autorités signataires se consulteront régulièrement au sujet de la supervision en général, de l'exploitation, des activités et de la réglementation des entités visées ainsi que de tout autre sujet d'intérêt commun ayant trait à la supervision de ces entités. Il est prévu que la coopération visera surtout les questions relatives à la réglementation des entités visées, notamment celles concernant la demande initiale d'autorisation, de désignation, de reconnaissance, d'agrément, d'inscription ou de dispense d'obligations, les questions relatives à la supervision et la surveillance continue d'une entité visée, de même que les mesures ou approbations réglementaires ou celles relatives à la supervision d'une entité visée qui peut avoir une incidence sur l'exploitation de l'entité dans le territoire d'une autre autorité.

Le 7 décembre 2017

Avis de publication.

Avis 31-351 du personnel des ACVM, Avis 17-0229 de l'OCRCVM et Bulletin #0736-M de l'ACFM – Conformité aux obligations relatives à l'Ombudsman des services bancaires et d'investissement

(Texte publié ci-dessous)



Canadian Securities
Administrators

Autorités canadiennes
en valeurs mobilières

Avis 31-351 du personnel des ACVM, Avis 17-0229 de l'OCRCVM et Bulletin #0736-M de l'ACFM

Conformité aux obligations relatives à l'Ombudsman des services bancaires et d'investissement

Le 7 décembre 2017

Introduction et objet

Le présent avis est publié conjointement par le personnel des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (ACFM) (collectivement, le **personnel** ou **nous**).

L'existence d'un service indépendant de règlement des différends qui soit équitable et efficace est importante pour la protection des investisseurs au Canada et essentielle à l'intégrité et à la confiance des marchés des capitaux. Nous appuyons fermement l'Ombudsman des services bancaires et d'investissement (OSBI) dans sa fonction de service indépendant de règlement des différends à la disposition des clients en vertu du *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le **Règlement 31-103**)¹.

Le 1^{er} mai 2014, les ACVM ont publié l'Avis 31-338 du personnel des ACVM, *Indications à l'intention des courtiers et conseillers inscrits qui ne sont pas membres d'un organisme d'autorégulation sur l'information à fournir aux clients au sujet des services de règlement des différends*, qui donne aux sociétés inscrites des indications sur la façon de remplir leur obligation d'offrir aux clients souhaitant porter plainte un service indépendant de règlement des différends ou de médiation.

Nous publions le présent avis du personnel (l'**avis**) pour exposer nos préoccupations concernant les systèmes de traitement des plaintes de certaines sociétés inscrites et leur participation aux services de l'OSBI. Les recommandations de dédommagement formulées par l'OSBI ne sont pas des décisions exécutoires pour les sociétés ou les clients². Cependant, nous sommes d'avis que, sous l'angle des risques, les situations qui suivent sont parfois l'indication que les pratiques de traitement des plaintes de la société posent problème :

¹ Conformément au Règlement 31-103, tous les courtiers et conseillers inscrits à l'extérieur du Québec doivent offrir les services de l'OSBI à leurs clients. Au Québec, l'Autorité des marchés financiers (l'**Autorité**) offre un service de médiation aux résidents du Québec qui sont clients des courtiers inscrits et conseillers inscrits; les sociétés inscrites dans la province doivent informer leurs clients de l'existence de ces services.

² Conformément au protocole d'entente intervenu entre l'OSBI et les ACVM, l'OSBI a subi une évaluation indépendante de ses activités et de ses pratiques dans le secteur de l'investissement conformément au mandat qu'il lui a été confié en février 2016. L'une des principales constatations présentées dans le rapport de l'évaluateur indépendant porte sur l'incapacité de l'OSBI à obliger les sociétés à respecter ses recommandations de dédommagement, ce qui fait « [qu']il lui est difficile d'assumer le rôle fondamental d'un ombudsman, soit d'obtenir réparation pour tous les consommateurs qui ont été lésés ». Les ACVM poursuivent l'étude, en collaboration avec l'OSBI, des options envisageables pour renforcer sa capacité à obtenir réparation pour les investisseurs.

- le refus de dédommager le client conformément aux recommandations de l'OSBI;
- les offres récurrentes de règlement pour des montants inférieurs à ceux recommandés par l'OSBI.

Dans le cadre de nos examens axés sur les risques, nous prêterons une attention particulière à ces situations.

De tels agissements pourraient indiquer que la société n'aurait pas fait ce qui suit :

- participer de bonne foi au processus de l'OSBI;
- se conformer à la norme de diligence applicable;
- mettre en œuvre et appliquer des procédures efficaces de traitement des plaintes.

Le cas échéant, nous pourrions faire enquête sur la société, ce qui pourrait mener à la prise d'autres mesures présentées dans le présent avis.

Si l'Autorité dispose de son propre service de règlement des différends, son personnel peut tout de même adhérer au point de vue du personnel des autres membres des ACVM au sujet des pratiques de traitement des plaintes des sociétés et de leur participation aux services de l'OSBI.

Nous abordons par ailleurs ici les problèmes que nous avons observés sur la façon dont certaines sociétés ont recours à un « ombudsman » interne dans le cadre de leur système de traitement des plaintes. Il apparaît que les clients ne sont pas toujours clairement informés de la possibilité de recourir aux services de l'OSBI dans les délais prévus par le Règlement 31-103 et les règles applicables des OAR, de sorte qu'ils sont dirigés vers un ombudsman interne alors que les délais pour soumettre la plainte à l'OSBI ou tenter une poursuite civile continuent de courir.

Contexte

Obligations réglementaires

Conformément au paragraphe 4 de l'article 13.16 du Règlement 31-103, la société inscrite doit, à ses frais, mettre à la disposition du client un service indépendant de règlement des différends ou de médiation pour traiter les plaintes relatives aux activités de courtage ou de conseil de la société ou de ses représentants. Le paragraphe 6 de cet article oblige la société à l'extérieur du Québec à prendre des mesures raisonnables pour que l'OSBI soit le service indépendant de règlement des différends ou de médiation mis à la disposition du client.

Nous nous attendons à ce que la société maintienne son adhésion à l'OSBI (sauf si elle est inscrite uniquement au Québec), participe au processus de règlement des différends conformément à son obligation d'agir avec honnêteté, bonne foi et loyauté dans ses relations avec ses clients et réponde à chaque plainte des consommateurs d'une manière qu'un investisseur raisonnable jugerait équitable et efficace.

Les sociétés inscrites membres de l'OCRCVM ou de l'ACFM, y compris celles inscrites au Québec, doivent respecter les règles de leur organisme d'autorégulation (**OAR**) qui leur sont applicables pour être membres de l'OSBI.

L'OCRCVM et l'ACFM (collectivement, les OAR) s'attendent à ce que leurs membres respectifs utilisent les services de l'OSBI conformément à leur obligation de ne pas avoir une conduite commerciale inappropriée ou préjudiciable à l'intérêt public. Les OAR ont par ailleurs établi des règles précises en matière de traitement des plaintes, qui prévoient notamment que les courtiers membres doivent établir des politiques et des procédures écrites pour veiller à ce que les plaintes soient réglées de manière efficace, équitable et rapide. La participation de la société aux services de l'OSBI doit se faire conformément à ces règles.

Nous examinerons les systèmes de traitement des plaintes des sociétés et pourrions faire enquête en conséquence.

Processus de l'OSBI

Si, à l'issue de l'examen d'une plainte, l'OSBI juge que la société inscrite devrait dédommager un client pour une perte financière attribuable aux agissements ou omissions de celle-ci, il transmettra à la société une recommandation écrite en ce sens qui présentera un résumé des faits de l'affaire et les motifs de sa recommandation, dont le montant du dédommagement.

L'OSBI peut adresser à la société la recommandation non exécutoire de verser au client un dédommagement pouvant atteindre 350 000 \$, s'il juge que le client n'a pas été traité équitablement, en tenant compte des éléments suivants :

- les faits et les circonstances de l'affaire;
- les critères de services financiers et de pratiques commerciales adéquates;
- les codes de pratique ou de déontologie pertinents;
- la réglementation sectorielle et le droit;
- les mesures prises par l'investisseur, le cas échéant, pour limiter son préjudice financier.

Lorsque l'OSBI recommande à la société de dédommager le client et que celle-ci refuse (un **cas de refus**), il doit publier une déclaration sur son site Web pour informer le public de sa recommandation, du refus de la société et des détails de la plainte. Depuis 2012, 19 refus ont ainsi été publiés³.

Le personnel des ACVM et des OAR reçoit de l'OSBI, par l'entremise du Comité mixte des organismes de réglementation (**CMOR**), composé de représentants désignés des ACVM, de l'OCRCVM et de l'ACFM, de l'information sur les plaintes, notamment les cas de refus. Le CMOR rencontre régulièrement l'OSBI pour traiter d'enjeux de gouvernance et de questions opérationnelles, notamment l'efficacité des services qu'il offre.

Examen des pratiques en matière de traitement des plaintes

Les ACVM et les OAR mettent tout en œuvre pour que les investisseurs bénéficient d'un mécanisme indépendant de règlement des différends efficace et équitable. Dans nos efforts pour protéger les investisseurs et assurer la conformité des personnes inscrites à leurs normes de conduite, nous prenons régulièrement connaissance de l'information rendue publique au sujet des

³ Certains de ces refus comportaient plus d'un cas lié au même agissement. Ces refus visaient 25 investisseurs, qui se sont vu refuser des dédommagements totalisant 2 670 000 \$ depuis 2012.

sociétés inscrites, notamment les cas de refus. Nous recevons également de l'information d'autres sources, comme le CMOR, qui surveille les données sur les dossiers fermés de l'OSBI et se penche sur les tendances qui s'en dégagent et les problèmes qu'elles soulèvent.

Nous prendrons note des cas où une société inscrite est impliquée dans un cas de refus ou fait des offres récurrentes de règlement pour des montants inférieurs à ceux recommandés par l'OSBI. À notre avis, ces données peuvent, sous l'angle des risques, être l'indication que les pratiques de traitement des plaintes de la société posent problème ou faire douter qu'elle participe aux services de l'OSBI de bonne foi ou conformément à la norme de diligence applicable.

Selon les faits et les circonstances propres à chaque cas, nous pourrions conclure qu'il est approprié d'enquêter sur les agissements ou le système de conformité de la société.

Nous pourrions également mener une enquête dans le cas où une société est citée dans un nombre disproportionné de règlements, que le montant recommandé par l'OSBI ait été respecté ou non.

Exemples de manquements potentiels

Voici des exemples de manquements potentiels dans les pratiques de traitement des plaintes en ce qui a trait à l'OSBI :

- ne pas aviser adéquatement un client de l'existence des services de l'OSBI dans les délais requis conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 13.16 et au sous-paragraphe *j* du paragraphe 2 de l'article 14.2 du Règlement 31-103 ou aux règles des OAR;
- faire de fausses déclarations au sujet des services de l'OSBI dans les communications avec un client (par exemple, laisser entendre que ces services ne sont pas mis immédiatement à sa disposition en vertu des obligations par la place et l'importance accordée à l'OSBI comme service de règlement des différends, par le vocabulaire employé pour décrire les délais à respecter afin d'utiliser ses services ou par l'ordre indiqué des possibilités de traitement de la plainte après réception de la décision de la société);
- exercer des pressions sur un client pour qu'il n'utilise pas les services de l'OSBI⁴;
- omettre d'établir et d'appliquer des politiques et des procédures concernant la notification aux clients du moment et de la manière de soumettre une plainte à l'OSBI pour enquête;
- ne pas prêter toute sa collaboration et son assistance à l'OSBI dans le cadre de son enquête au sujet d'une plainte conformément à son mandat ou aux règles des OAR;
- presser un client d'accepter une offre.

⁴ Se reporter à l'article 13.16 de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*.

Interventions réglementaires possibles

Le personnel ne présumera pas qu'il y a un problème de conformité chaque fois qu'une société inscrite ne suit pas une recommandation de l'OSBI en refusant de dédommager un client ou en offrant un montant de règlement inférieur à celui recommandé par celui-ci, pas plus qu'il ne procédera automatiquement à un examen dans chacun des cas. Cependant, si cela lui paraît justifié, il peut discuter de ses préoccupations avec la société ou entreprendre un examen formel. Le personnel conclura vraisemblablement plus souvent qu'une enquête ou un examen s'impose lorsque la société manifeste une tendance à refuser de dédommager des clients suivant les recommandations de l'OSBI ou à offrir des montants de règlement inférieurs à celles-ci.

Le personnel dispose d'un éventail de mesures réglementaires s'il conclut, à l'issue d'un examen approprié, que les lois et règlements sur les valeurs mobilières n'ont pas été respectés. En voici des exemples :

- recommander des conditions à l'inscription de la société ou des personnes physiques inscrites afin d'atténuer les risques liés au problème cerné;
- procéder, à l'égard de la société inscrite ou de la personne physique inscrite, à une enquête sur les infractions à la loi relativement au problème.

Toute mesure réglementaire prise par le personnel respectera le cadre réglementaire actuel, ce qui comprend l'occasion d'être entendu, le cas échéant.

Ombudsman interne

Conformément à l'article 13.15 du Règlement 31-103, la société doit traiter chaque plainte qui lui est faite d'une manière qu'un investisseur raisonnable jugerait efficace et équitable. Les règles de l'OCRCVM et de l'ACFM imposent des obligations comparables à leurs membres. La Règle 2500B de l'OCRCVM, *Traitement des plaintes des clients*, exige que la réponse détaillée à la plainte d'un client soit présentée d'une manière équitable, claire et non trompeuse. La Règle 2.11, *Plaintes*, et le Principe Directeur n°3 de l'ACFM, *Traitement des Plaintes, Enquêtes du Personnel de Supervision et Discipline Interne*, exigent que chaque membre établisse des politiques et des procédures écrites pour traiter les plaintes et veiller à ce qu'elles soient réglées rapidement et équitablement.

En vertu de l'article 13.16 du Règlement 31-103, la société doit mettre à la disposition du client les services de l'OSBI lorsqu'elle l'informe de sa décision concernant la plainte ou 90 jours après la réception de la plainte, selon la première de ces dates. Nous souhaitons rappeler aux sociétés inscrites que l'*Instruction générale relative au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations des personnes inscrites* renferme des indications en vue de respecter les dispositions de l'article 13.16, notamment :

« La société inscrite ne devrait pas mettre à la disposition du client en même temps les services de l'OSBI et ceux d'un autre service indépendant de règlement des différends ou de médiation. Ce chevauchement ne serait pas conforme à l'obligation de prendre des mesures raisonnables pour que l'OSBI soit le service indépendant offert au client. Sauf au

Québec, nous nous attendons à ce que le client ne fasse appel à d'autres fournisseurs de services pour l'application de l'article 13.16 que dans des circonstances exceptionnelles. ».

Certes, l'article 13.16 du Règlement 31-103 n'interdit pas le recours à un ombudsman interne, mais celui-ci ne constitue pas une « solution de rechange » à l'OSBI, en ce sens que le client aurait à choisir l'un ou l'autre. Les services de l'OSBI doivent être mis à la disposition du client même si ce dernier a déposé sa plainte auprès de l'ombudsman interne. Les règles des OAR établissent des obligations qui doivent être respectées lorsque la société offre à ses clients les services d'un ombudsman interne.

De l'avis du personnel, une réponse équitable et efficace exclut tout risque de confusion chez les clients. Dès que le système de traitement des plaintes d'une société inscrite prévoit un ombudsman interne, il y a possibilité que les clients confondent l'ombudsman interne de la société avec l'OSBI. Toute pratique induisant les clients à croire qu'ils doivent choisir d'utiliser les services de l'« ombudsman » interne avant qu'ils ne puissent avoir recours à ceux de l'OSBI serait incompatible avec les dispositions du Règlement 31-103 et des règles des OAR qui exigent de mettre à la disposition du client les services de l'OSBI au plus tard 90 jours après la réception de la plainte.

En définitive, les investisseurs pourraient ne pas connaître tous les choix qui s'offrent à eux ou se lasser de cette procédure laborieuse et ainsi abandonner leur réclamation, ou accepter un montant de règlement inférieur à celui qu'ils auraient pu obtenir s'ils avaient consulté directement l'OSBI après avoir reçu la décision de la société sur leur plainte.

Le préjudice pour le client est d'autant plus grave que le délai de 180 jours pour utiliser les services de l'OSBI après avoir reçu la décision de la société continue de courir pendant les procédures de l'ombudsman interne, sauf si le service indépendant, la société et le client à l'origine de la plainte ont convenu, pour des questions d'équité, de délais d'avis plus longs que ceux de 90 et 180 jours.

Nous signalons également que les délais de prescription pour obtenir réparation en justice continuent de courir pendant les procédures de l'ombudsman interne.

Nous rappelons aux sociétés offrant les services d'un ombudsman interne qu'elles doivent traiter leurs clients équitablement et mettre à leur disposition les services de l'OSBI.

Dans les communications avec les clients, nous soulignons l'importance pour les sociétés offrant les services d'un ombudsman interne d'indiquer clairement ce qui suit :

- l'ombudsman interne est au service de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle et, contrairement à l'OSBI, ne constitue pas un service indépendant de règlement des différends;
- le client peut déposer une plainte auprès de l'OSBI sans passer par l'ombudsman interne si la société ne lui a pas transmis un avis écrit de sa décision dans les 90 jours suivant le dépôt de sa plainte auprès d'elle;

- le client qui n'est pas satisfait de la décision de la société peut déposer immédiatement une plainte auprès de l'OSBI sans passer par l'ombudsman interne et dispose de 180 jours suivant la réception de la décision de la société pour saisir l'OSBI de sa plainte;
- les services de l'OSBI sont gratuits;
- l'utilisation des services de l'ombudsman interne se fait de manière volontaire et l'estimation, d'après les données historiques, du temps nécessaire aux procédures de l'ombudsman interne;
- le délai de prescription continue de courir pendant que l'ombudsman interne examine une plainte, ce qui peut nuire à la capacité du client d'intenter une poursuite civile.

Les indications sur les services de l'OSBI devraient être présentées avec la même importance que celles se rapportant à l'ombudsman interne, être claires, transparentes et faciles à comprendre, inclure les coordonnées complètes de l'OSBI, et permettre aux clients de prendre une décision éclairée concernant leurs choix en matière de résolution des plaintes.

Tout système de traitement des plaintes qui a pour effet d'induire les investisseurs en erreur ou de les laisser des façons citées plus haut ne saurait être acceptable.

Questions

Pour toute question, prière de s'adresser à l'une des personnes suivantes :

François Vaillancourt
Analyste expert en réglementation – pratiques
de distribution
Autorité des marchés financiers
514 395-0337, poste 4806
francois.vaillancourt@lautorite.qc.ca

Christopher Jepson
Senior Legal Counsel
Compliance and Registrant Regulation
**Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario**
416 593-2379
cjepson@osc.gov.on.ca

Lina Creta
Senior Advisor
Investor Office
**Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario**
416 204-8963
lcreta@osc.gov.on.ca

Carlin Fung
Senior Accountant
Compliance and Registrant Regulation
**Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario**
416 593-8226
cfung@osc.gov.on.ca

Meg Tassie
Senior Advisor
British Columbia Securities Commission
604 899-6819
mtassie@bcsc.bc.ca

Eniko Molnar
Legal Counsel
Market Regulation
Alberta Securities Commission
403 297-4890
eniko.molnar@asc.ca

Liz Kutarna
Deputy Director, Capital Markets
**Financial and Consumer Affairs Authority
of Saskatchewan**
306 787-5871
liz.kutarna@gov.sk.ca

Stephanie Atkinson
Senior Enforcement Counsel
Nova Scotia Securities Commission
902 424-8562
stephanie.atkinson@novascotia.ca

Thomas W. Hall
Superintendent of Securities
Department of Justice
**Gouvernement des Territoires du Nord-
Ouest**
867 767-9305
tom_hall@gov.nt.ca

Rhonda Horte
Securities Officer
Bureau du surintendant des valeurs mobilières
du Yukon
Gouvernement du Yukon
867 667-5466
rhonda.horte@gov.yk.ca

Steve Dowling
Office of the Superintendent of Securities
Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard
902 368-4551
sddowling@gov.pe.ca

Doug Harris
Vice-président, avocat général et secrétaire
général
**Organisme canadien de réglementation
du commerce des valeurs mobilières**
416 646-7275
dharris@iiroc.ca

Mark McElman
Senior Legal Counsel
**Commission des services financiers et des
services aux consommateurs
(Nouveau-Brunswick)**
506 658-3117
mark.mcelman@fcbn.ca

John O'Brien
Superintendent of Securities
Office of the Superintendent of Securities
**Gouvernement de Terre-Neuve-et-
Labrador**
709 729-4909
JohnOBrien@gov.nl.ca

Chris Besko
Director, General Counsel
**Commission des valeurs mobilières du
Manitoba**
204 945-2561
chris.besko@gov.mb.ca

Jeff Mason
Superintendent of Securities
Gouvernement du Nunavut
867 975-6591
jmason@gov.nu.ca

Paige Ward
Avocate générale, secrétaire générale et vice-
présidente, Politiques
**Association canadienne des courtiers de
fonds mutuels**
416 943-5838
pward@mfd.ca

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
ALLAIRE	CINDY	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-12-04
ARCHAMBAULT	ELOÏSE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-24
ARSENAULT	EMMANUEL	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2017-11-30
AUBÉ	MÉLISSA	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-11-24
BACHAND	CAROLE	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-12-01
BACKS	SANDRA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-28
BAKER	MICHEL	CABN PLACEMENTS INC.	2017-11-29
BARNÈS	ANNIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-20
BASQUE	JESSICA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-24
BASTIEN-POULIOT	STÉPHANIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-28
BEAUDOIN	ANNIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-28
BEAUDOIN	SAMUEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-30
BELAIR	JOELLE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-23
BÉLANGER	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-23
BÉLANGER	DANIEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-27
BÉLANGER-MURPHY	FRANCIS	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-30
BENJELLOUN	ISMAIL	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-11-28
BENTLEY	SEAN	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-11-17
BOLDUC	HELENE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-30
BOUCHARD	ANDRÉ	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-29
BOUCHARD	SYLVANE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-12-01
BOUCHARD-BOULIANE	ETIENNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-24
BOULIANE DUFRESNE	SIMON	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-30
BOURGAULT	GÉRALD	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30
BOUSQUET	JACINTHE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
BRUNET	DANIEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-30
CABANNES	CARLOS	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-11-24
CALLA	DANIEL	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-11-30
CARON	JEAN	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-29
CARRIER	HÉLÈNE	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC..	2017-11-21
CHABOT	LOUIS GEORGES	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2017-12-01
CHARTRAND	LUC	VALEURS MOBILIÈRES WHITEHAVEN INC.	2017-12-01
CLOUTIER-THERRIEN	VICKY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-28
CORBEIL	ISABELLE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-30
CÔTÉ-BERNIER	ANTOINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-27
CRISPIN	BENOIT	VALEURS MOBILIÈRES WHITEHAVEN INC.	2017-11-27
CRYER	RON	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2017-11-27
CYR	GUYLAINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-24
DAHAN	LIAT	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-11-30
DENAULT	CHANTAL	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2017-11-28
DESJARDINS	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30
DESJARDINS	SOPHIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-29
DESROSIERS	MARYSE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-27
DLOUHY	PETER	GESTION D'ACTIFS LESTER INC.	2017-11-30
DUBEAU	ANDRÉ-ANNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-27
DURAND	MARIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-28
EMERY-PROULX	PIER-ALEXANDRE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-30
FATOUH	KHALIL	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-10-27
FLEURANTIN	ROODZ HUGUES	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-27
FORTIER	GISÈLE	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2017-12-01
FULHAM	NANCY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-28
GAGNON	LOUIS-MARTIN	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-12-01
GAUDREAU	KEVEN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-27

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
GAUTHIER	JULIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-24
GAUTHIER	RENÉE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-30
GAUVIN	BENOIT	EXCEL PRIVATE WEALTH INC.	2017-12-01
GIGUERE	ALEXANDRINE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-30
GUILLEMETTE	LAURENCE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-30
HÉBERT	FRANÇOIS	VALEURS MOBILIÈRES WHITEHAVEN INC.	2017-11-27
JOLY	CHANTAL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30
JONCAS	LISE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-24
KEMGNE KUIE	STEPHANIE HORTENSE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-24
KRUMMEN	CLAUDE	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2017-12-01
LABELLE	LUCIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30
LACHANCE-FRECHETTE	MARIE-PIER	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-23
LAFEUILLE	DENIS	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-11-29
LAGACÉ	ADRIENNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-27
LAGROTTERIA	TONINA	FONDS D'INVESTISSEMENT HSBC (CANADA) INC.	2017-12-02
LALONDE	MICHEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-30
LAROUCHE	CLAUDIA	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-12-01
LEBRUN	STEPHANIE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-12-01
LEDOUX	MARC	VALEURS MOBILIÈRES WHITEHAVEN INC.	2017-11-27
LEFEBVRE	NICOLE	SERVICES EN PLACEMENTS PEAK INC.	2017-11-30
LÉVESQUE	CHANTAL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30
LONGTIN	SERGE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30
LUSSIER	YVES	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30
MC SWEEN	NATHALIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-22
MÉVIL	MARYSE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-24
MICHAUD	FRANCINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30
MIGLIARA	GIOVANNI	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-12-04
MOREL	HERVÉ	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
MORIN	MARCEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-29
NERON	MARIE-CLAUDE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-30
PACE	FELICIA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-11-24
PANORIOS	PANAYIOTA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-11-27
PAQUIN-LÉPINE	LINDA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-24
PARENT	FÉLIX	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-28
PARENT	JACQUELINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30
PATENAUDE	SYLVIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-28
POIRIER	KARINE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-08
PORLIER	DOLORÈS	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30
POULIOT	LISE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-27
POULIOT	JOSÉE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2017-11-24
PRIOR	JOHN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-29
PURTAK	PAWEL	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-12-04
ROBERT	STEPHANE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-29
ROBERT	JEAN-DANIEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-29
ROUSSEAU	KRYSTEL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-27
SEFRANI	SELMA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-29
SÉRÉ-COUTEIGHT	TED	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-12-04
SEVIGNY	NORMAND	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30
SHEEHY	JOHANNE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-30
SPENARD	MICHEL	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-11-28
ST-LAURENT	GINETTE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-28
STROUMBAKOS	TASOS	PLACEMENTS SCOTIA INC.	2017-11-23
TADDEO	JAMES	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2017-11-28
TALBOT	STEVE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-01-23

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
TAWFIK	HEBA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-20
TOBIN	PASCAL	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2017-11-29
TREMBLAY	RENE	VALEURS MOBILIÈRES WHITEHAVEN INC.	2017-12-01
TREMBLAY-MASSA	VIVIANE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2017-11-30
VALLIÈRES	MANUEL	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-11-20
VÉZINA	JEAN-GUY	EXCEL PRIVATE WEALTH INC.	2017-11-30
WEBB	SARAH	PLACEMENTS CIBC INC.	2017-12-01
WIEDER	ÉLÉONORE RENÉE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2017-11-27
ZAVOS	EVANGELOS	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2017-11-22
ZHANG	CHUN YU	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2017-11-30

Conseillers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
DLOUHY	PETER	GESTION D'ACTIFS LESTER INC.	2017-11-30
SENECAL	DENIS	LES CONSEILLERS EN VALEURS RAZORBILL INC	2017-11-28
HOUDE	RICHARD	BUREAU FAMILIAL RICHTER INC.	2017-11-29

Cabinets de services financiers

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, et les mentions spéciales, de C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
6a Planification financière	

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
100678	AUBÉ, ROBERT	2a	2017-11-30
100964	BACHAND, CAROLE	6a	2017-12-01
100971	BACKS, SANDRA	6a	2017-11-29
102252	BELIVEAU, LOUISE	6a	2017-12-04
102366	BELLINI, ANTONIO	6a	2017-11-29
102820	BERNIER, LISETTE	6a	2017-12-05
106647	CHAPUT, CLAUDE	1a	2017-12-04
113263	GAGNON, ANDRÉ	6a	2017-11-29
118200	LAFEUILLE, DENIS	1a	2017-11-30
118380	LAFRANCE, YVES	3a	2017-12-01
119266	LAPLANTE, GINETTE	6a	2017-12-05
121951	LOCAS, PIERRE	1a	2017-11-30

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
124089	MOLLOY, EDMOND	6a	2017-12-01
124472	MORIN, MARCEL	1a	2017-11-30
130773	SEVIGNY, NORMAND	6a	2017-12-01
131263	SPENARD, MICHEL	1a	2017-12-01
133706	VAILLANCOURT, LÉO	1a	2017-11-30
138699	BARNÈS, ANNIE	6a	2017-11-29
139680	LALONDE, MICHEL	1a	2017-11-30
141213	PASTENA, ELISABETTA	2b	2017-12-01
142376	GONTHIER, DANIELLE	1a	2017-12-04
145685	BOLDUC, HELENE	6a	2017-11-30
150713	FORTIN, NANCY	3a	2017-11-30
151452	BRUNET, DANIEL	1a	2017-11-30
151452	BRUNET, DANIEL	6a	2017-11-30
152246	BOUCHER, FRANCIS	3a	2017-11-29
157566	DONAGHY, CAROLE	4b	2017-12-05
159557	CARON, SYLVIE	4a	2017-12-05
161113	GAGNON, SYLVIE	1b	2017-12-01
166361	BLACKBURN, PIERRE	1b	2017-12-01
167437	HARMASSI, KIM	5b	2017-12-01
169001	KATERELOS, REGINA	5b	2017-12-01
174212	MARCOUX, ISABELLE	3b	2017-12-01
175910	POULIN, MARTIN	3b	2017-12-04
180113	BOISSÉ, LUCIE	6a	2017-12-01
180432	RIMBAULT, OLIVIER	1a	2017-12-04
182474	AMARA, DANIEL	3b	2017-11-29
182827	BARIBEAU, CHRISTINE	4b	2017-12-04
186118	CORTÈS, VIRGINIA	3b	2017-12-05
186197	LAGOGIANNIS, STAVROS	1a	2017-11-30
188740	OUELLETTE, ROBIN	1a	2017-11-30
189981	ISABELLE, PASCALE	1a	2017-12-04
190479	BOURGALT, CAROLINE	1a	2017-12-05
191173	SMALL, KATHLEEN	5a	2017-12-05
193746	SANTERRE, PASCAL	5a	2017-11-30
194424	CHAMPAGNE, RAYMOND	4b	2017-12-05
196996	ADAM, CHRISTIAN	1b	2017-11-29
198447	BOUCHARD-BOULIANE, ETIENNE	6a	2017-11-29
198520	RIOUX, SONYA	1a	2017-11-30
198533	CLOUTIER, CAROLINE	1a	2017-12-04
199566	LANDRY-OUELLETTE, ANNIE	3b	2017-12-01
202905	GAGNON, LOUIS-MARTIN	1a	2017-12-01
203696	GAUTHIER, RENÉE	1a	2017-11-30

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
204948	GIGUERE, ALEXANDRINE	6a / 1a	2017-11-30
205133	HERRON, VÉRONIK	3b	2017-11-30
205648	DI MENNA, CRISTIANA	1a / 2a	2017-12-05
207043	EID, GEORGES	1a	2017-12-04
207548	BEAUDOIN, SAMUEL	1a	2017-11-30
207640	BOULIANE DUFRESNE, SIMON	6a	2017-12-04
207784	GUILLEMETTE, LAURENCE	1a	2017-11-30
208302	LETSON, ANDREW JOSEPH	4b	2017-11-30
208512	TARDIF, KATHERINE	1b	2017-12-01
208918	PATINO, LUCILA	1b	2017-12-01
209243	GAUTHIER-RIOPEL, GUILLAUME	3b	2017-12-04
211598	CORBEIL, ISABELLE	1a	2017-11-30
211825	EMERY-PROULX, PIER-ALEXANDRE	1a	2017-11-30
213757	FOURNIER, AMELIE	4a	2017-11-30
214048	HOULE, SEBASTIEN	1a	2017-12-04
214081	ROBERT, STEPHANE	1a	2017-11-30
214273	BÉLANGER-MURPHY, FRANCIS	1a	2017-11-30
214702	LESSARD, ALEXANDRE	4b	2017-12-05
214733	BAJOU, ISSAM	3b	2017-12-01
214991	LABRIE, MARIE PIERRE	1a	2017-12-04
215630	WANG, YI	2a	2017-12-01
215805	TSIAMPOURAS, DEMETRIOS	1a	2017-12-01
215911	HAMEL, DAVID	1a	2017-12-04
216523	LI, YUAN	1a	2017-12-04
216773	TADDEO, JAMES	2a / 1a	2017-11-30
216860	BÉLANGER, DANIEL	1a	2017-11-29
217668	HETU, SEBASTIEN	1b	2017-12-01
218477	LÉVESQUE, MAXIME	1a	2017-11-30
218539	BEAULIEU, CHANTAL	1a	2017-11-30
218562	BERGEVIN, YANNICK	1a	2017-12-04
218869	BENJELLOUN, ISMAIL	1a	2017-11-30
219270	BELANGER, MARC-ANDRE	1a	2017-11-30
219344	BERTHIAUME, BRUCE	1b	2017-12-01
219401	BOUBIEN, MATHIEU	1a	2017-12-04
219636	DELUY, SARAH-GÉRALDINE	3b	2017-12-05
219701	BESNER, MELANIE	5a	2017-12-04
219953	BÉLANGER, GENEVIÈVE	1b	2017-12-01
220095	BILODEAU, RÉMI	1b	2017-12-01
220220	BOUCHARD, MICHEL	3b	2017-12-01
220303	LEVESQUE, GENEVIEVE	4b	2017-11-30
220374	OUMET, AMÉLIE	3b	2017-11-30

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
220738	DÉCHAUX, SIMON	1a	2017-11-30
220821	LAVERTU, ANDRE	3b	2017-12-04
220872	BEAUDOIN-ROY, CHARLES	4c	2017-12-05
221046	ROY, JONATHAN	4b	2017-11-29
221067	BOURQUE, MARC-OLIVIER	3b	2017-12-01

Non-renouvellement

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité n'a pas été renouvelée à la date d'échéance. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date d'annulation de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une remise en vigueur et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès d'un agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez vous référer à la légende mentionnée ci-dessous pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6, et les mentions spéciales, C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	

4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)

5a Expertise en règlement de sinistres

5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers

5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises

6a Planification financière

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date d'annulation
106689	VAUTIER-CHARBONNEAU	MANON	6A	2017-12-01
133719	VAILLANCOURT	MARLÈNE	1A / 2A	2017-12-01
133724	VAILLANCOURT	PATRICK	1A	2017-12-01
133738	VAILLANT	MARTIN	6A	2017-12-01
133855	VAN WYCK	PAUL	1A / 6A	2017-12-01
134035	VERDI	FRANCINE	4A	2017-12-01
134052	VERMETTE	DANIEL	1A	2017-12-01
134097	VERRIER	MICHEL	4A	2017-12-01
134141	VÉZINA	JEAN-GUY	1A	2017-12-01
134200	VIAU	MONIQUE	1A	2017-12-01
134293	VILLEMAIRE	JEAN-CLAUDE	6A / 1A	2017-12-01
134347	VILLENEUVE	MONIQUE	4A	2017-12-01
134378	VINCENT	DANIEL	6A	2017-12-01
134471	WADDEL	ROGER	4A	2017-12-01
134475	WAGNER	HÉLÈNE	4A	2017-12-01
134490	WALL	AURÉLIE	4A	2017-12-01
134494	WALSH	BRUCE	3B	2017-12-01
134503	WANG	HONG	1A	2017-12-01
134521	WATTS	MICHEL	6A	2017-12-01
134597	WILLIAMS	ÉRIC	6A	2017-12-01
134689	YACOVELLI,	LORRAINE	3A	2017-12-01
134709	YAZBECK	SAMI	1A / 2A	2017-12-01
134736	YOUNG	PIERRE	4A	2017-12-01
134783	ZARAYAN	TAHEREH	1A	2017-12-01
135124	VALLÉE	STEVE	1A	2017-12-01
142634	VINCENT	DANIEL	6A	2017-12-01
143672	ZAMBON	KARYN	2A	2017-12-01
143891	ZBINDEN	EVELYN	5A	2017-12-01
144214	WALSH	DEREK	2B / 1A	2017-12-01

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date d'annulation
145691	VEILLETTE	NADIA	6A / 1A	2017-12-01
149065	WEEKES	RAY	6A	2017-12-01
149534	VÉRONNEAU	ANNE-MARIE	6A	2017-12-01
150461	VIAU	SUZANNE	5B	2017-12-01
151851	WARD	LYNDA	3B	2017-12-01
153669	VAUDREUIL	NICOLAS	1A	2017-12-01
156140	VEILLEUX	PIERRE	3B, E	2017-12-01
157773	VANIER	NICOLE	4B	2017-12-01
159631	VAILLANCOURT	ROBERT	1A	2017-12-01
161985	ZHANG	YONG	2A / 1A	2017-12-01
163381	WATTIER	PIERRETTE	4B	2017-12-01
166506	VINET	ALEXANDRE	3B	2017-12-01
166889	YAO	YONG HONG	1A	2017-12-01
167760	YIP	ALLAN CHI WAI	6A	2017-12-01
168645	VILLENEUVE	ANDRÉE	4B	2017-12-01
169455	VÉZINA	ISABELLE	1A	2017-12-01
169941	VALLIÈRES	JULIE	1A	2017-12-01
173865	VERREAULT	JULIE	4A	2017-12-01
176216	ZHANG	YUNING	1A	2017-12-01
178112	VILLENEUVE	KATHERINE	1A	2017-12-01
179429	VIGNEUX	CAROLINE	4A	2017-12-01
181057	VALIQUETTE	PIERRE	1A	2017-12-01
184279	WIN	JESSICA	6A	2017-12-01
185013	WOLFE-LAMARRE	ANTOINE	1A	2017-12-01
185699	VACHON	ALEXANDRE	1B	2017-12-01
187367	YEE	STEVEN	3B	2017-12-01
187789	VÉLIZ DIAZ	VICTOR MANUEL	1A	2017-12-01
187843	ZHANG	CHUN YU	1A	2017-12-01
188301	VILLENEUVE	SABRINA	3B	2017-12-01
190288	VIGNEAULT	ÉRIC	5A	2017-12-01
190737	YAN	YIMIN	1A	2017-12-01
191490	WANG	ZHE NI	1A	2017-12-01
191514	VISTRO	ROLAND	1A	2017-12-01
191717	VALLIÈRES	NICOLAS	3B	2017-12-01
193089	VOYER	CARL-ÉRIC	1A	2017-12-01
193374	VERRET TREMBLAY	DAVE	1A	2017-12-01
196263	ZHANG	SHENGSHENG	1A	2017-12-01
196947	VERREAULT	SABRINA	3B	2017-12-01
197386	VOYER LESSARD	SOPHIE	3B	2017-12-01
197609	VERSCHURE	ANTHONIUS	1A	2017-12-01
197876	YANIRE	KARINE	5A	2017-12-01
198582	VEILLETTE	MARILYNE	1A	2017-12-01

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date d'annulation
198649	ZEROUALI OUARITI	EL MEHDI	1A	2017-12-01
199361	VINCENT	ISRAËL	3B	2017-12-01
202061	VALLÉE	GUILLAUME	1A	2017-12-01
202656	VANDAL	JONATHAN	1A /6A	2017-12-01
202896	ZHANG	LI	1A	2017-12-01
203152	YE	GAN	1A	2017-12-01
203454	WANG	JIANG HONG	1A	2017-12-01
204621	VERTEFEUILLE	ANDRÉ	1A	2017-12-01
204876	WU	YANTING	1A	2017-12-01
206061	VALLIÈRES	MATHIEU	1A / 6A	2017-12-01
206370	ZHAO	HONGSHUO	1A	2017-12-01
206660	VERVILLE-POLI	YANNICK	5B	2017-12-01
206855	WEHBE	ALFRED	6A	2017-12-01
207076	ZITOUNI	HIND	1A	2017-12-01
207932	YAMBA NGUEPNANG,	GAELE SANDRINE	1A	2017-12-01
208030	YEH	LINDA L.	1B	2017-12-01
208666	XIE	DAN DAN	1A	2017-12-01
208685	VADEBONCOEUR	CATHY	1A	2017-12-01
208717	VERRET	SÉBASTIEN	3B	2017-12-01
209066	VEILLETTE	CHRISTIAN	1A / 2A	2017-12-01
209470	VAILLANCOURT	DENIS	1A	2017-12-01
210227	VEILLEUX	FRANCIS	1A	2017-12-01
210302	WEISHAR	LEE	1A	2017-12-01
211614	VILLENEUVE	SYLVIE	1A	2017-12-01
211935	VACHON	PAUL	1B	2017-12-01
211937	VILLABURU CALVA	ALFONSO	1A	2017-12-01
211974	VU	MINH CHAU	1A	2017-12-01
213108	XIN	LIN	1A	2017-12-01
213122	WEI	PO CHEN	1A	2017-12-01
213135	VALLÉE	STÉPHANIE	1A	2017-12-01
213171	YARI	PARVIN	1A	2017-12-01
213249	WITTY	LINDA	4B	2017-12-01
213663	VERMETTE	GABRIEL	3B	2017-12-01
214135	VERREAULT- MOREAU	ÉMILIE	3B	2017-12-01
214459	WEAVER	ADAM	1A / 2A	2017-12-01
214465	VALLIÈRES	MÉLISSA	3B	2017-12-01
214881	VAILLANT ST-JULES	CHLOÉ	1A	2017-12-01
214904	VILJEAN	RODEMIRMA	1B	2017-12-01
215110	WANG	SONG	4B	2017-12-01
215127	VERDI	VÉRONIQUE	1A	2017-12-01

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date d'annulation
215362	WRIGHT	NEMBHARD	1A	2017-12-01
215503	ZAIER	HOUDA	1B	2017-12-01
215575	VIRASACK	PHET ANONG	1A	2017-12-01
215592	ZHAO	WEI	2A / 1A	2017-12-01
215702	VAVAL	CASSANDRA	1A	2017-12-01
215803	VENDETTE	JEAN-CLAUDE	1A	2017-12-01
215807	WYLIE	KEELEY	4C	2017-12-01
216121	ZEGGANE	AZIZ	1A	2017-12-01
216277	VIGAN	NONVIGNON ARMAND	1A	2017-12-01
216346	VARY	ÉLAINE	1B	2017-12-01
216381	WARREN	FRÉDÉRIK	1A	2017-12-01
216417	VICKERY	NATHALIE	1A	2017-12-01
216429	VÉRONNEAU	MARTIN	1A	2017-12-01
216728	ZBIRI	WAFI	1B	2017-12-01
216839	YOUNES	AYA	1A	2017-12-01
216933	YACOUBI	MONIA	1A	2017-12-01
217211	WEISSLER	JACQUES	1A	2017-12-01
217316	ZAOUALI	HAYTHEM	1A	2017-12-01
217340	YI	BAO YU	1A	2017-12-01
217437	ZMIT	KARIM	1A	2017-12-01
217524	VARIN	SOPHIE	1A	2017-12-01
217622	ZHONG	YU TAO	1A	2017-12-01
217892	VALLERAND	GUILLAUME	1A	2017-12-01
218249	VINCENT	MARIE ÉLIZABETH	1A	2017-12-01
218289	VALLIÈRES	FRÉDÉRIC	1A	2017-12-01
218324	VALLIÈRES	JOANNE	2B	2017-12-01
218850	WAGUE	AMADOU	4B	2017-12-01
218871	WILSON	CLAIRE	1B	2017-12-01
218930	VOLIKAS	LEONARDO	4A	2017-12-01
219149	YOUNG	JEVON	1A	2017-12-01
219624	VILLENEUVE	VALÉRIE	3B	2017-12-01
219669	VILLENEUVE	MICHEL	1B	2017-12-01
220465	YACINTHE	JONATHAN	1A	2017-12-01
220475	VALENCE-LANDRY	ARIANE	3B	2017-12-01
220905	VALERIO	CEDRIC	1A	2017-12-01

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
LES CONSEILLERS EN VALEURS RAZORBILL INC	SENECAL	DENIS	2017-11-28

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
LES CONSEILLERS EN VALEURS RAZORBILL INC.	SENECAL	DENIS	2017-11-28

Gestionnaires

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
LES CONSEILLERS EN VALEURS RAZORBILL INC	SENECAL	DENIS	2017-11-28
SOCIETE DE GERANCE DES FONDS FMOQ INC.	LANGLOIS	YVES	2017-10-25

3.5.2 Les cessations d'activités

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
501408	PIERRE LOCAS	ASSURANCE DE PERSONNES	2017-11-30
506122	DANIEL PERREAULT	ASSURANCE DE PERSONNES	2017-12-01
512247	ERIC LOCAS	ASSURANCE DE PERSONNES	2017-11-29
512540	LÉO VAILLANCOURT	ASSURANCE DE PERSONNES	2017-11-30
515083	AFL ASSURANCES GÉNÉRALES INC.	ASSURANCE DE DOMMAGES	2017-12-04
515486	SOLUTIONS FINANCIÈRES N. JACQUES INC.	ASSURANCE DE PERSONNES / ASSURANCE COLLECTIVE DE PERSONNES / PLANIFICATION FINANCIÈRE	2017-12-01

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
600193	SERVICES FINANCIERS ROGER MARTINS INC.	ASSURANCE DE PERSONNES / ASSURANCE COLLECTIVE DE PERSONNES	2017-12-01
602444	ELISABETTA PASTENA	ASSURANCE COLLECTIVE DE PERSONNES	2017-12-01
602552	SERVICES FINANCIERS ROSABELLE LAVOIE INC.	ASSURANCE DE PERSONNES / ASSURANCE COLLECTIVE DE PERSONNES /	2017-12-01
602755	JEAN-FRANÇOIS THIFFAULT	ASSURANCE DE PERSONNES	2017-12-01

3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsables, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
WESTCOURT CAPITAL CORPORATION	KAUFMAN	SARAH	2017-12-05

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
MELLON CAPITAL MANAGEMENT CORPORATION	OOMEN	MATTHEW	2017-12-02
NEUBERGER BERMAN BRETON HILL ULC	ZUCKERMAN	HEATHER	2017-12-01
NEUBERGER BERMAN BRETON HILL ULC	AMATO	JOSEPH	2017-12-05
NEUBERGER BERMAN BRETON HILL ULC	ARNOLD	WILLIAM	2017-12-01

Gestionnaire

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
MELLON CAPITAL MANAGEMENT CORPORATION	OOMEN	MATTHEW	2017-12-02

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
602948	9369-3752 QUEBEC INC.	ÉTIENNE DUBOIS	ASSURANCE DE PERSONNES / ASSURANCE COLLECTIVE DE PERSONNES	2017-11-29
602950	SERVICES FINANCIERS GEELY ROUSSEL INC.	GEELY ROUSSEL	ASSURANCE DE PERSONNES	2017-11-30
602953	SERVICES FINANCIERS L. NADEAU INC.	LILY NADEAU	ASSURANCE DE PERSONNES	2017-12-05

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Fonds d'assurance-dépôts
 - 4.6 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS

Aucune information.

4.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Mise à jour par l'Autorité des marchés financiers du Guide de l'actuaire concernant la production du rapport sur la situation financière actuelle et prévue des assureurs de dommages

Cet avis s'adresse aux assureurs de dommages à charte du Québec assujettis à la *Loi sur les assurances*, RLRQ, c. A-32 (la « Loi »), ainsi qu'à leur actuaire désigné.

Conformément à l'article 298.13 de la Loi, l'actuaire désigné doit préparer, avant la fin de chaque exercice financier, une étude sur la situation financière actuelle de l'assureur. En vertu de ce même article, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») demande que cette étude porte également sur la situation financière prévue de l'assureur et décrive les répercussions financières qui pourraient découler de ses activités.

Dans le but d'aider l'actuaire désigné à produire le rapport découlant de cette étude, l'Autorité publie annuellement un guide afin de préciser ses attentes.

À cet effet, l'Autorité a mis à jour le guide suivant :

- Guide de l'actuaire concernant la production du rapport sur la situation financière actuelle et prévue des assureurs de dommages (incluant le fichier Excel à transmettre).

Ce guide, tel que mis à jour, vise la préparation du rapport sur la situation financière actuelle et prévue des assureurs de dommages devant être transmis à l'Autorité **avant le 1^{er} juin 2018**. Ce rapport doit être basé sur les résultats audités de l'assureur au **31 décembre 2017**.

Disponibilité du guide sur le site Web de l'Autorité

Ce guide, tel que mis à jour, est disponible dans la section suivante du site Web de l'Autorité :

<https://lautorite.qc.ca/professionnels/assureurs/>

Un tableau présentant les principales modifications apportées au guide est également disponible à cet endroit sur le site Web de l'Autorité.

Dépôt électronique des documents et sanctions administratives

Pour plus de détails concernant les documents et renseignements à fournir à l'Autorité, le dépôt électronique des documents et les sanctions administratives qui s'appliquent, veuillez consulter les avis publiés de temps à autre sur le site Web de l'Autorité concernant le dépôt de l'état annuel.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Info-divulgations@lautorite.qc.ca

Le 7 décembre 2017

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

5.2.1 Consultation

Aucune information.

5.2.2 Publication

Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital en assurance de personnes (Loi sur les assurances, RLRQ, c. A-32)

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital* (la « Ligne directrice ») s'appliquant aux assureurs titulaires d'un permis pour pratiquer l'assurance de personnes au Québec. La date de prise d'effet de la Ligne directrice est le 1^{er} janvier 2018.

La Ligne directrice est publiée ci-après et disponible sur la page d'accueil du site Web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca, sous l'onglet « professionnels », en sélectionnant « Assureurs », « Lignes directrices » et « Assurance de personnes ».

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvain St-Georges, FSA, FICA
 Direction de l'encadrement du capital des institutions financières
 Autorité des marchés financiers
 Téléphone : (418) 525-0337, poste 2385
 Numéro sans frais : 1 877 525-0337
 Courrier électronique : sylvain.st-georges@lautorite.qc.ca

Le 7 décembre 2017

DÉCISION N° 2017-PDG-0137

Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de donner des lignes directrices applicables aux assureurs concernant la suffisance du capital, après consultation du ministre des Finances (le « Ministre »), conformément à l'article 325.0.1 et au paragraphe 1.1° du premier alinéa et au deuxième alinéa de l'article 325.0.2 de la *Loi sur les assurances*, RLRQ, c. A-32 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de donner une ligne directrice prévu à l'article 325.0.1 de la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 29 juin 2017 [(2017) vol. 14, n° 25, B.A.M.F., section 5.2.1] du projet de modification de la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital* (la « ligne directrice »);

Vu les modifications apportées au projet de modification de la ligne directrice à la suite de cette consultation;

Vu la consultation effectuée auprès du Ministre, conformément à l'article 325.0.1 de la Loi;

Vu le projet de la ligne directrice modifiée proposé par la Direction principale de l'encadrement des institutions financières, de la résolution et de l'assurance-dépôts et la recommandation du surintendant de l'encadrement de la solvabilité de donner celle-ci;

En conséquence :

L'Autorité donne la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital* modifiée, dont le texte est annexé à la présente décision, et en autorise la publication au Bulletin.

La *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital* modifiée prend effet le 1^{er} janvier 2018.

Fait le 5 décembre 2017.

Louis Morisset
Président-directeur général

Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres en assurance de personnes

L'Autorité des marchés financiers révoque la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres* (la « Ligne directrice ») s'appliquant aux assureurs titulaires d'un permis pour pratiquer l'assurance de personnes au Québec. La date de prise d'effet de la révocation de la Ligne directrice est le 1^{er} janvier 2018.

À compter du 1^{er} janvier 2018, la Ligne directrice est remplacée par la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital*.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvain St-Georges, FSA, FICA
Direction de l'encadrement du capital des institutions financières
Autorité des marchés financiers
Téléphone : (418) 525-0337, poste 2385
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
Courrier électronique : sylvain.st-georges@lautorite.qc.ca

Le 7 décembre 2017

DÉCISION N° 2017-PDG-0138

Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres

Vu la décision n° 2016-PDG-0175, en date du 5 décembre 2016, par laquelle l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a donné la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres* modifiée, conformément à l'article 325.0.1 de la *Loi sur les assurances*, RLRQ, c. A-32 (la « Loi ») (B.A.M.F., vol. 13, n° 50, section 5.2.2);

Vu la décision n° 2017-PDG-0137, en date du 5 décembre 2017, par laquelle l'Autorité a donné la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital* modifiée, conformément à l'article 325.0.1 de la Loi et a autorisé sa publication au Bulletin de l'Autorité;

Vu le remplacement de la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres* par la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital*;

Vu l'analyse de la Direction principale de l'encadrement des institutions financières, de la résolution et de l'assurance-dépôts et la recommandation du surintendant de l'encadrement de la solvabilité de révoquer la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres* pour le motif que cette révocation n'est pas contraire à l'intérêt public;

En conséquence :

L'Autorité révoque la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres*.

La présente décision prend effet le 1^{er} janvier 2018.

Fait le 5 décembre 2017.

Louis Morisset
Président-directeur général

Avis relatif à la révocation de la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres* en assurance de personnes

À compter du 1^{er} janvier 2018, la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres* (les « EMSFP ») est révoquée et est remplacée par la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital* (l'« ESCAP »).

Par conséquent, à compter du 1^{er} janvier 2018, toute référence aux expressions ou acronymes « exigences en matière de suffisance des fonds propres », « fonds propres », « EMSFP » ou « QFP » doit être considérée respectivement comme une référence aux expressions ou acronymes « exigences de suffisance du capital », « capital », « ESCAP » ou « formulaire ESCAP » dans les documents suivants publiés au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers ou sur notre site web :

- *Avis de l'Autorité des marchés financiers relatif au cadre de sanctions administratives pécuniaires imposées en cas de production tardive de renseignements ou documents (articles 405.1 et suivants de la Loi sur les assurances)*, publié le 7 juin 2012 [(2012) vol. 9, n° 23, B.A.M.F., section 5.1];
- *Avis de l'Autorité des marchés financiers portant sur la vérification du ratio relatif au test du capital minimal pour les assureurs de dommages et du ratio relatif aux exigences en matière de suffisance des fonds propres pour les assureurs de personnes*, publié le 3 octobre 2013 [(2013) vol. 10, n° 39, B.A.M.F., section 5.1] (la référence à la page 10.020 du formulaire QFP doit être considérée comme une référence à la page 10.100 du formulaire ESCAP);
- *Guide de présentation d'une demande de constitution d'une compagnie d'assurance à charte québécoise* (mars 2008);

- *Guide de présentation d'une demande d'autorisation au ministre des Finances concernant l'attribution ou le transfert d'actions avec droit de vote par une compagnie d'assurance à charte québécoise* (mars 2008);
- *Guide de présentation portant sur la conformité d'une cession d'entreprise par un assureur titulaire d'un permis au Québec* (mars 2008);
- *Guide sur l'utilisation des véhicules de garantie* (juillet 2013);
- *Ligne directrice sur la gestion du capital* (mai 2015), publiée le 30 avril 2015 [(2015) vol. 12, n° 17, B.A.M.F., section 5.2.2];
- *Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance* (juillet 2013), publiée le 11 juillet 2013 [(2013) vol. 10, n° 27, B.A.M.F., section 5.2.2];
- *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base s'appliquant aux coopératives de services financiers* (janvier 2017), publiée le 22 décembre 2016 [(2016) vol. 13, n° 51, B.A.M.F., section 5.2.2];
- *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital s'appliquant aux caisses non membres d'une fédération, aux sociétés de fiducie et aux sociétés d'épargne* (janvier 2017), publiée le 22 décembre 2016 [(2016) vol. 13, n° 51, B.A.M.F., section 5.2.2];
- *Schéma des lignes directrices* (décembre 2016).

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvain St-Georges, FSA, FICA
Direction de l'encadrement du capital des institutions financières
Autorité des marchés financiers
Téléphone : (418) 525-0337, poste 2385
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
Courrier électronique : sylvain.st-georges@lautorite.qc.ca

Le 7 décembre 2017



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

LIGNE DIRECTRICE SUR LES EXIGENCES DE SUFFISANCE DU CAPITAL

Assurance de personnes

Janvier 2018

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Chapitre 1. Sommaire et exigences générales	2
1.1 Sommaire	2
1.2 Ratio minimal, ratio cible d'intervention et ratio cible interne de capital	5
1.3 Méthode comptable	9
1.4 Exigences générales	10
1.5 Définitions.....	15
Chapitre 2. Capital disponible	16
2.1 Capital de catégorie 1.....	16
2.2 Capital de catégorie 2.....	38
2.3 Composition du capital et limites	46
2.4 Disposition transitoire	47
Chapitre 3. Risque de crédit – éléments au bilan.....	49
3.1 Capital requis du risque de crédit pour les actifs au bilan	50
3.2 Sûretés.....	61
3.3 Garanties et dérivés de crédit.....	69
3.4 Titres adossés à des créances	76
3.5 Mises en pension, prises en pension et accords de prêt de titres	78
Annexe 3-A : Correspondance des notations	80
Chapitre 4. Risque de crédit – activités hors bilan	81
4.1 Contrats sur dérivé gré à gré	81
4.2 Compensation de contrats sur dérivé	84
4.3 Instruments hors bilan, autres que des dérivés.....	90
4.4 Engagements	92
Chapitre 5. Risque de marché	97
5.1 Risque de taux d'intérêt	97
5.2 Risque relatif aux actions.....	119
5.3 Risque lié à l'immobilier	127
5.4 Fonds communs de placement.....	128
5.5 Risque lié aux produits indexés	129
5.6 Risque de change.....	131
Annexe 5-A : Correspondance des notations	139
Chapitre 6. Risque d'assurance	140
6.1 Projection des flux de trésorerie de passif d'assurance	141
6.2 Risque de mortalité.....	143
6.3 Risque de longévité	150
6.4 Risque de morbidité.....	151
6.5 Risque de déchéance.....	156
6.6 Risque relatif aux dépenses	159

6.7	Crédit pour les ententes de réassurance et les ententes spéciales avec les titulaires de police.....	160
Chapitre 7. Risque relatif aux garanties des fonds distincts.....		165
7.1	Détermination du capital requis à partir des facteurs prescrits.....	165
7.2	Modèle interne.....	197
7.3	Modalités relatives au calcul.....	252
Chapitre 8. Risque opérationnel.....		256
8.1	Formule du risque opérationnel.....	256
8.2	Expositions et facteurs du risque opérationnel.....	256
Chapitre 9. Produits avec participation et produits ajustables.....		261
9.1	Crédit pour les produits avec participation.....	261
9.2	Crédit pour les produits ajustables contractuellement.....	266
9.3	Produits avec participation ajustables contractuellement.....	269
Chapitre 10. Crédit pour la réassurance.....		272
10.1	Définitions.....	272
10.2	Base d'évaluation des passifs cédés.....	272
10.3	Déduction du Capital disponible pour la réassurance non agréée.....	273
10.4	Fonds détenus et véhicules de garantie.....	275
10.5	Calcul du capital requis ou des Dépôts admissibles.....	277
Chapitre 11. Regroupement et diversification des risques.....		284
11.1	Diversification à l'intérieur des risques.....	284
11.2	Diversification entre les risques.....	287
11.3	Coussin de solvabilité global.....	291

Introduction

Objectif de la ligne directrice

La Loi sur les assurances, RLRQ, c. A-32 (la « Loi ») prescrit une exigence selon laquelle tout assureur doit suivre des pratiques de gestion saine et prudente¹. De plus, elle prévoit que des lignes directrices portant notamment sur la suffisance du capital peuvent être données aux assureurs².

Les lignes directrices visent essentiellement à accroître la transparence et la prévisibilité des critères sur lesquels l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») se base pour évaluer si les institutions financières respectent leur obligation de suivre des pratiques de gestion saine et prudente. La capacité des institutions de s'acquitter de leurs obligations envers les épargnants, les titulaires de police et les bénéficiaires³ constitue notamment l'une des composantes fondamentales présidant à l'atteinte de cet objectif. Les exigences de suffisance du capital à l'intention des assureurs de personnes présentées dans la présente ligne directrice traduisent ce principe.

Champ d'application

La présente ligne directrice est applicable aux assureurs titulaires d'un permis pour pratiquer l'assurance de personnes au Québec (les « assureurs »).

Date de prise d'effet

La présente ligne directrice prend effet le 1^{er} janvier 2018 et ne peut être appliquée avant cette date.

Interprétations

Puisque les exigences qui sont décrites dans la ligne directrice agissent essentiellement en qualité de guides à l'intention des assureurs, les modalités, termes et définitions qu'elle comporte peuvent ne pas couvrir toutes les situations qui se présentent dans la pratique. Ainsi, l'Autorité s'attend à ce que l'assureur lui soumette au préalable, le cas échéant, toutes situations dont la présente ligne directrice ne prévoirait pas le traitement ou dont le traitement proposé n'apparaîtrait pas s'appliquer de manière adéquate. Il en est de même de toute difficulté découlant de l'interprétation des exigences énoncées dans la présente ligne directrice.

¹ Article 222.1 de la Loi.

² Articles 325.0.1 et 325.0.2 de la Loi.

³ Dans la présente ligne directrice, « titulaires de police » peut aussi faire référence aux « épargnants » et aux « bénéficiaires » selon le contexte.

Chapitre 1. Sommaire et exigences générales

Ce chapitre présente un sommaire des Exigences de suffisance du capital en assurance de personnes (l'« ESCAP »). Les éléments particuliers de l'ESCAP sont décrits de façon détaillée dans les chapitres suivants.

1.1 Sommaire

1.1.1 Ratios ESCAP

L'ESCAP mesure la suffisance du capital d'un assureur. Il fait partie d'un ensemble d'indicateurs utilisés par l'Autorité pour évaluer la condition financière d'un assureur. Les ratios ne doivent pas être utilisés isolément pour classer et noter des assureurs.

Les éléments considérés dans le calcul du capital comprennent ceux qui contribuent à la solidité financière pendant les périodes où l'assureur est soumis à des tensions et à la protection des titulaires de police et des créanciers en cas de liquidation.

Le **Ratio ESCAP total** est fondé sur la protection des titulaires de police et des créanciers en cas de liquidation de l'assureur. La formule suivante est utilisée pour le calculer :

$$\frac{\text{Capital disponible} + \text{Attribution de l'avoir} + \text{Dépôts admissibles}}{\text{Coussin de solvabilité global}}$$

Le **Ratio ESCAP de base** est fondé sur la solidité financière de l'assureur pendant les périodes où il est soumis à des tensions. La formule suivante est utilisée pour le calculer :

$$\frac{\text{Capital de catégorie 1} + 70 \% \text{ de l'Attribution de l'avoir} + 70 \% \text{ des Dépôts admissibles}}{\text{Coussin de solvabilité global}}$$

Les éléments composant ces formules sont décrits ci-dessous.

1.1.2 Capital disponible

Le Capital disponible est composé du capital des catégories 1 et 2, en tenant compte des déductions, des limites et des restrictions. Il comprend le capital des filiales consolidées aux fins de l'ESCAP (voir la section 1.3). Le Capital disponible est défini au chapitre 2.

1.1.3 Attribution de l'avoir

Le montant d'Attribution de l'avoir se trouvant au numérateur des Ratios ESCAP total et ESCAP de base (les « ratios ESCAP ») est fondé sur les provisions pour écarts défavorables (PÉD) calculées selon la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB) ou selon toute autre méthode prescrite en vertu des *Normes de pratique* de l'Institut canadien des actuaires (ICA) et servant au calcul des passifs des contrats d'assurance

portés aux états financiers de l'assureur⁴. Toute PÉD incluse dans l'Attribution de l'avoir en lien avec un risque particulier doit correspondre à une PÉD incluse dans le passif total présenté dans les états financiers. Les PÉD particulières incluses dans l'Attribution de l'avoir utilisée pour calculer les ratios ESCAP sont les suivantes :

- les PÉD liées aux hypothèses de scénarios des taux d'intérêt sans risque qui sont associées aux produits d'assurance, à l'exception des contrats de fonds distincts, calculées après réduction pour toute forme de réassurance; et
- les PÉD pour les hypothèses non économiques suivantes qui sont associées aux produits d'assurance, à l'exception des contrats de fonds distincts, calculées après réduction pour la réassurance agréée uniquement : la mortalité des personnes assurées, la mortalité des rentiers, la morbidité, les retraits et retraits partiels, la déchéance antisélective, les frais et les options offertes aux détenteurs de polices⁵. Ces PÉD sont décrites dans les *Normes de pratique* de l'ICA.

Toutes les autres PÉD, incluant les PÉD pour les hypothèses économiques, autres que celles liées aux taux d'intérêt sans risque, (p. ex., celles liées aux écarts de crédit, aux devises et aux frais de placement), les PÉD pour les hypothèses non économiques autres que celles énumérées ci-dessus (p. ex., celles liées au risque opérationnel) et les PÉD qui sont associées aux contrats de fonds distincts, sont exclues de l'Attribution de l'avoir.

La détermination du montant de l'Attribution de l'avoir doit être décrite clairement dans le *Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital*.

1.1.4 Dépôts admissibles

Sous réserve de limites, les Dépôts excédentaires des réassureurs non agréés (voir les sections 6.7.1 et 10.5.4) et les provisions pour fluctuation des réclamations (voir la section 6.7.4) peuvent être reconnus comme des Dépôts admissibles dans le calcul du Ratio ESCAP total et du Ratio ESCAP de base. La reconnaissance de ces montants est assujettie aux conditions de transfert des risques énoncées à la section 10.5.

La détermination du montant des Dépôts admissibles doit être décrite clairement dans le *Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital*.

1.1.5 Coussin de solvabilité global et exigence marginale

Les exigences de capital des assureurs ont été établies à un niveau cible d'intervention visant à atteindre une espérance conditionnelle unilatérale de 99 % (« ECU (99) ») sur une période d'un an, incluant une provision terminale. Lorsque requis, ces exigences ont

⁴ Les approximations permises par les *Normes de pratique* de l'ICA qui sont utilisées pour calculer les PÉD doivent être utilisées également aux fins de l'ESCAP.

⁵ Les PÉD incluses dans l'Attribution de l'avoir comprennent les PÉD pour le risque d'assurance de tous les produits que l'assureur a acceptés en vertu d'ententes de coassurance modifiée et excluent les PÉD pour le risque d'assurance des produits que l'assureur a cédés en vertu d'ententes de coassurance modifiée constituées en réassurance agréée.

été établies en faisant preuve de jugement professionnel. Les exigences de capital de la présente ligne directrice servent à calculer les exigences de capital au niveau cible.

Le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) d'un assureur est égal à la multiplication de la somme du montant global de capital requis, réduit des crédits, pour chacune des six régions par un coefficient de 1,05. Un montant global de capital requis est calculé pour les régions suivantes :

- Canada;
- États-Unis;
- Royaume-Uni;
- Europe (sauf le Royaume-Uni);
- Japon;
- autres pays.

Les passifs et les risques qui leur sont associés sont attribués aux régions selon l'endroit où la police originale qui est liée au passif a été souscrite. Les actifs adossés aux passifs sont attribués à la même région que celle des passifs auxquels ils sont adossés selon la MCAB. Les actifs adossés à l'excédent sont attribués à la région dans laquelle l'entité qui détient les actifs est établie.

Le montant global de capital requis pour une région comprend les montants de capital requis pour chacun des cinq risques suivants :

- risque de crédit (chapitres 3 et 4);
- risque de marché (chapitre 5);
- risque d'assurance (chapitre 6);
- risque relatif aux garanties de fonds distincts (chapitre 7);
- risque opérationnel (chapitre 8).

La somme des montants de capital requis est réduite par des crédits pour les produits avec participation et produits ajustables admissibles (chapitre 9) et pour la diversification des risques (chapitre 11). De plus, l'assureur peut obtenir un crédit (par une réduction d'exigences de risque particulières ou la reconnaissance d'un montant dans les Dépôts admissibles) pour les mécanismes d'atténuation des risques suivants :

- la réassurance (capital requis du risque d'assurance, ainsi que celui d'autres risques pour lesquels la réassurance est reconnue explicitement);
- les sûretés, les garanties et les dérivés de crédit (exigence du risque de crédit pour les actifs à revenu fixe et les actifs de réassurance);
- les autres instruments dérivés employés à des fins de couverture (capital requis du risque de marché);

- la titrisation d'actif (capital requis du risque de crédit).

Tout mécanisme (incluant la titrisation) en vertu duquel un tiers accepte d'indemniser un assureur pour des prestations découlant du risque d'assurance (ou y consent) est traité comme de la réassurance aux fins des exigences de capital et est assujéti aux exigences du chapitre 10.

Les sûretés, les garanties et les dérivés de crédit peuvent être utilisés pour réduire les exigences du risque de crédit pour les actifs financiers à revenu fixe et pour les actifs de réassurance agréée. Leurs conditions d'utilisation et le traitement de capital à appliquer sont décrits dans les sections 3.2, 3.3 et 10.5.3. Les déductions du Capital disponible pour la réassurance non agréée décrites dans la section 10.3 peuvent être réduites par l'utilisation de véhicules de garantie sous réserve des conditions énoncées à la section 10.4. Les instruments dérivés employés à des fins de couvertures d'actions peuvent être utilisés pour réduire les exigences du risque de marché des actions, comme décrit dans la section 5.2.4, et les instruments dérivés employés comme couvertures du risque de change peuvent être utilisés pour réduire le capital requis du risque de change, comme décrit dans les sections 5.6.2 et 5.6.4. La titrisation peut être utilisée pour réduire le capital requis du risque de crédit, comme prévu au chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers. Les garanties qui fournissent une protection par tranche sont traitées comme de la titrisation synthétique et sont couvertes par les exigences de ce même chapitre.

La réassurance dont l'objectif est l'atténuation des risques de crédit ou de marché associés aux actifs au bilan de l'assureur cédant (p. ex., le risque relatif aux actions et le risque lié à l'immobilier), peu importe si elle atténue d'autres risques simultanément, doit satisfaire aux conditions et suivre le traitement de capital spécifiés aux sections 10.5.3 et 10.5.4 afin que l'assureur puisse réduire le capital requis pour ces risques.

Alors que le Coussin de solvabilité global est l'exigence de capital calculée pour l'ensemble des affaires d'un assureur, une exigence marginale est calculée pour une partie des affaires. L'exigence marginale mesure l'impact sur le Coussin de solvabilité global de retirer une partie des affaires, en tenant compte de l'incidence du crédit pour diversification des risques. Par exemple, si un assureur se compose des deux portefeuilles A et B et que leurs coussins de solvabilité individuels sont respectivement de 30 et de 50 et que le Coussin de solvabilité global de l'assureur est de 70, l'exigence marginale du portefeuille A est égale à 20, soit la différence entre le Coussin de solvabilité global de l'assureur (70) et le coussin de solvabilité individuel du portefeuille B (50). En d'autres mots, l'exigence marginale du portefeuille A représente l'impact sur le Coussin de solvabilité global de l'assureur de retirer ce portefeuille.

1.2 Ratio minimal, ratio cible d'intervention et ratio cible interne de capital

La gestion du capital constitue un processus très large qui englobe non seulement la mesure de la suffisance du capital, mais également l'ensemble des stratégies, politiques et procédures par lesquelles une institution détermine et planifie l'utilisation de son capital.

Alors que la présente ligne directrice définit les attentes de l'Autorité en matière de suffisance du capital essentielles à une gestion saine et prudente, la *Ligne directrice sur la gestion du capital*, donnée par l'Autorité, a pour objectif d'énoncer les principes devant guider et encadrer la gestion du capital au sein des institutions financières à un niveau davantage global, voire en amont de la détermination du niveau minimal de capital réglementaire.

Outre les principes visant la gestion du capital tels que :

- l'intégration aux activités de planification stratégique et au cadre de gestion des risques;
- la présence d'une solide structure de gouvernance;
- la mise en œuvre d'un cadre de gestion du capital aligné avec le profil de risque de l'institution et d'une stratégie propice au maintien de niveaux de capital adéquats;

la *Ligne directrice sur la gestion du capital* définit les attentes de l'Autorité quant aux différents niveaux de capital incrémentaux⁶ qu'une institution financière devrait maintenir, compte tenu des exigences réglementaires, de son profil de risque et de ses autres besoins actuels ou projetés. Ces niveaux sont établis en relation avec les exigences relatives au calcul du Ratio ESCAP total.

Dans le cadre de ses activités de surveillance, l'Autorité s'attend au maintien d'un Ratio ESCAP total de 100 % et d'un Ratio ESCAP de base de 70 %, ces derniers constituant les **ratios cibles d'intervention**. Ces ratios ont pour but de permettre à l'Autorité d'identifier rapidement les problèmes, d'intervenir ensuite en temps opportun lorsque la situation d'un assureur l'exige et d'avoir une assurance raisonnable que les mesures prises par l'assureur corrigeront les problèmes.

Aussi, pour la protection de ses titulaires de police, l'assureur doit minimalement et de façon continue maintenir un Ratio ESCAP total de 90 %. De même, pour sa solidité financière générale, l'assureur doit minimalement et de façon continue maintenir un Ratio ESCAP de base de 55 %. Ces ratios constituent les **ratios minimaux**. Les ratios cibles d'intervention permettent ainsi d'absorber davantage de pertes inattendues en égard aux risques couverts par la présente ligne directrice que les ratios minimaux.

Les ratios cibles d'intervention et les ratios minimaux correspondent aux niveaux de capital réglementaire dont il est question dans la *Ligne directrice sur la gestion du capital*.

Toutefois, les ratios ESCAP ne reflètent pas expressément la prise en compte de tous les risques. En effet, ces ratios reposent sur des hypothèses simplificatrices propres à une approche standard d'évaluation. La quantification de plusieurs de ces risques par une telle méthodologie qui s'appliquerait à tous les assureurs n'est pas justifiée compte tenu, d'une part, du niveau d'exposition et du profil de risque qui varient d'un assureur à l'autre et, d'autre part, de la difficulté à les mesurer par une méthode standard.

⁶ Capital réglementaire, cible interne de capital et capital excédentaire.

Par conséquent, l'Autorité demande à chaque assureur d'évaluer l'adéquation globale de son capital par rapport à son profil de risque, et ce, dans une optique de gestion saine et prudente. Cette évaluation se fait par l'établissement de **ratios cibles internes de capital** excédant les ratios cibles d'intervention.

Pour établir ses ratios cibles internes de capital, l'assureur doit déterminer le niveau de capital nécessaire pour couvrir les risques liés à ses activités en prenant notamment en considération son appétit pour le risque et les résultats des tests de sensibilité selon différents scénarios et simulations⁷. Ainsi, en plus des risques qui sont déjà pris en compte par le calcul des ratios ESCAP, les ratios cibles internes de capital doivent également considérer d'autres risques, notamment :

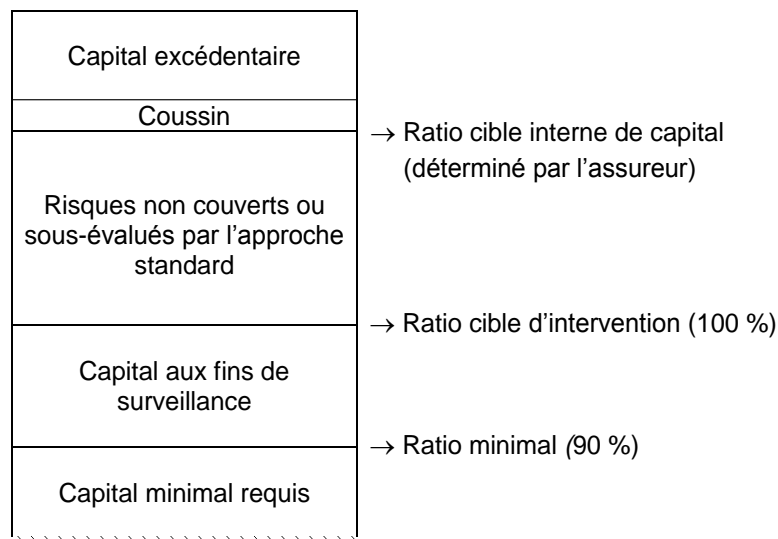
- les risques résiduels de crédit, de marché et d'assurance; par exemple, certains risques liés aux transferts de risque sont des risques de marché non couverts par le calcul des ratios ESCAP;
- le risque de liquidité;
- le risque de concentration;
- les risques juridiques et réglementaires;
- le risque stratégique;
- le risque de réputation.

La détermination des ratios cibles internes de capital permet donc à chaque assureur de tenir compte de ces risques de façon appropriée. Afin d'être cohérents avec le capital requis pour les risques couverts par le calcul des ratios ESCAP, le capital requis pour chacun des risques identifiés devra être déterminé à un niveau de confiance minimal équivalent à une ECU (99) sur une période d'un an, incluant une provision terminale. Cette exigence peut être satisfaite en s'inspirant, par exemple, de scénarios défavorables mais plausibles de l'examen dynamique de suffisance du capital (« EDSC »), ou encore de scénarios de simulation de crise. L'impact des différents scénarios devrait être comparé aux ratios cibles internes de capital proposés et non au ratio de capital actuel de l'assureur.

⁷ Afin de s'assurer que les ratios cibles internes de capital excèdent les ratios cibles d'intervention, l'assureur devrait exprimer ses niveaux de capital cibles internes établis en pourcentage de son Coussin de solvabilité global, évalué en fonction de la présente ligne directrice, et comparer le tout aux ratios minimaux et aux ratios cibles d'intervention.

Les attentes de l'Autorité peuvent être illustrées graphiquement comme suit pour le Ratio ESCAP total :

Ratio minimal, ratio cible d'intervention et ratio cible interne de capital



Sur la base de ce graphique, l'assureur devra également prévoir un montant de capital (représenté par le coussin) pour tenir compte du caractère variable des ratios ESCAP et de la possibilité que ceux-ci chutent sous ses ratios cibles internes de capital dans le cadre de ses activités courantes en raison notamment de la volatilité normale des marchés et des résultats d'assurance. Des éléments tels que les limitations liées à l'accès au capital devraient également être considérés dans la détermination de ce coussin.

De plus, l'Autorité s'attend à ce qu'un assureur détienne du capital excédentaire au niveau de capital qu'il a déterminé pour son ratio cible interne de capital total, incluant le coussin. Ce capital pourrait être nécessaire afin de :

- maintenir ou atteindre une cote de solvabilité;
- considérer les innovations au sein de l'industrie en permettant, par exemple, le développement de nouveaux produits;
- tenir compte des tendances au chapitre des regroupements, notamment les possibilités d'acquisition de portefeuilles ou de sociétés;
- préparer l'assureur à l'évolution de la situation internationale, dont les développements professionnels normatifs comme les modifications aux normes comptables et actuarielles.

Les ratios cibles internes de capital doivent être divulgués dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital (voir la section 1.4.1). À la demande

de l'Autorité, l'assureur doit lui transmettre un document qui justifie, par des explications s'appuyant sur une méthode et des données appropriées, les ratios cibles internes de capital qu'il a établis. L'Autorité peut demander la détermination de nouveaux ratios cibles internes de capital si les justifications ne permettent pas de démontrer, à sa satisfaction, la pertinence et la suffisance des ratios cibles soumis.

Dans le cadre de ses activités de surveillance, toute dérogation aux ratios cibles internes de capital entraînera une action de l'Autorité modulée en fonction des circonstances et des mesures de redressement adoptées par l'assureur pour respecter à nouveau les cibles établies.

1.3 Méthode comptable

Sauf indication contraire, les montants utilisés pour calculer le Capital disponible, l'Attribution de l'avoir, le Coussin de solvabilité global et leurs composantes sont fondés sur les montants présentés dans les états financiers de l'assureur ou utilisés pour les calculer ainsi que sur les autres informations financières incluses dans le relevé trimestriel VIE et le supplément annuel VIE. Ces montants sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus en vigueur au Canada (PCGR)⁸ ainsi qu'avec les instructions relatives à l'état annuel VIE et les avis relatifs à la comptabilité de l'Autorité.

Ces états financiers et informations doivent être ajustés comme décrit ci-dessous afin de déterminer les valeurs comptables assujetties à des exigences de capital ou qui sont utilisées dans les calculs de l'ESCAP. Les états financiers et les informations selon les PCGR canadiens doivent être redressés aux fins de l'ESCAP et présentés conformément aux instructions suivantes :

- Les états financiers doivent être redressés afin que seules les filiales qui ne sont pas des filiales d'assurance de dommages ou des filiales financières réglementées dissemblables⁹ soient présentées sur une base consolidée.
- Les filiales d'assurance de dommages et les filiales financières réglementées dissemblables doivent être déconsolidées et présentées selon la méthode de la mise en équivalence.

En ce qui concerne le traitement des éléments liés aux filiales déconsolidées, seule la part de l'assureur en proportion de toutes les catégories de Capital disponible doit être considérée. Par exemple, si l'assureur détient un montant de 60 de l'avoir des actionnaires d'une filiale déconsolidée (Capital de catégorie 1 de la filiale) et un montant de 10 de débenture subordonnée (Capital de catégorie 2 de la filiale) et qu'un investisseur externe détient un montant de 20 de l'avoir des actionnaires de la filiale et

⁸ Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a adopté les normes internationales d'information financière (IFRS) à titre de PCGR du Canada pour les entreprises ayant une obligation d'information du public, y compris les assureurs. La source principale des PCGR du Canada est le Manuel des Comptables professionnels agréés du Canada.

⁹ Voir la section 2.1.2.7 pour les définitions de « filiales d'assurance de dommages » et de « filiales financières réglementées dissemblables ».

un montant de 10 de débenture subordonnée, la part de l'assureur est de 70 % (soit $(60 + 10) / (60 + 20 + 10 + 10)$).

1.4 Exigences générales

1.4.1 Formulaire de divulgation prescrit et Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital

Les éléments des calculs requis par la présente ligne directrice et leurs résultats doivent être présentés dans le formulaire de divulgation prescrit (le « formulaire ESCAP »). Ce formulaire est composé des pages du relevé trimestriel ESCAP, auxquelles s'ajoutent les pages du supplément annuel ESCAP pour le dépôt de fin d'année.

Le rapport requis en vertu des *Normes de pratique* de l'ICA (le « Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital ») doit comprendre l'énoncé d'opinion concernant le caractère approprié des calculs relatifs aux exigences de capital et, lorsqu'applicable, l'énoncé d'opinion concernant le caractère approprié des modèles internes utilisés pour déterminer le capital requis à l'égard des garanties de fonds distincts.

Le formulaire ESCAP et le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital doivent être transmis à l'Autorité selon les exigences contenues dans l'Avis de l'Autorité relatif au dépôt de l'état et autres documents qui se trouve sur le site Web de l'Autorité (<http://www.lautorite.qc.ca>).

1.4.2 Signature du représentant désigné et signature de l'actuaire

Le premier certificat apparaissant à la page titre du formulaire ESCAP doit être signé par un représentant de l'assureur désigné par le conseil d'administration. Dans le cas du dépôt de fin d'année, cette personne ne doit pas être l'actuaire désigné en vertu des articles 298.3 et 298.4 de la Loi (l'« actuaire »).

Le second certificat apparaissant à la page titre du formulaire ESCAP n'est requis que pour le dépôt de fin d'année. Il doit être signé par l'actuaire.

1.4.3 Audit

Les ratios ESCAP doivent faire l'objet d'un audit selon les exigences présentées dans l'avis de l'Autorité publié au Bulletin de l'Autorité le 3 octobre 2013¹⁰.

1.4.4 Hypothèses de meilleure estimation

Les Hypothèses de meilleure estimation utilisées pour calculer le capital requis des risques d'assurance et de marché sont celles utilisées dans le scénario de base de la MCAB. Les Hypothèses de meilleure estimation consistent en :

¹⁰ (2013) vol. 10, n° 39, B.A.M.F., section 5.1.

- les hypothèses du scénario de base pour les taux d'intérêt comme spécifiées par les *Normes de pratique* de l'ICA; et
- la meilleure estimation de toutes les autres hypothèses, où ces hypothèses sont cohérentes avec le scénario de base des taux d'intérêt.

1.4.5 Utilisation d'approximations

L'assureur doit respecter les *Normes de pratique* de l'ICA concernant les critères d'importance et les approximations lorsqu'il utilise les approximations permises par l'ESCAP. Toutes les approximations utilisées, de même qu'une description des validations effectuées pour mesurer leur efficacité et des étapes suivies pour raffiner et corriger les approximations inefficaces, doivent être présentées dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

De plus, l'assureur doit respecter les instructions suivantes.

L'utilisation d'approximations pour les calculs de l'ESCAP n'est pas permise lorsque la plupart des données ou des informations sont disponibles à partir d'autres processus internes et qu'elles sont utilisées pour le calcul des passifs aux fins des états financiers. Par exemple, si un assureur effectue sa mise à l'essai des scénarios de la MCAB en temps réel, il ne pourra pas utiliser des flux de trésorerie d'actif et de passif d'une période précédente aux fins de l'ESCAP. Dans ce cas, les approximations pour l'ESCAP ne doivent être utilisées que si les calculs réels ne peuvent pas être effectués en temps réel (c.-à-d. que les calculs d'évaluation sont effectués avec les données d'une période précédente).

Une approximation utilisée par l'assureur doit être cohérente d'un trimestre à l'autre, à moins que la validation de son efficacité nécessite sa modification afin d'augmenter son exactitude ou qu'elle ne soit plus requise à la suite d'une amélioration des processus de l'assureur.

Les approximations suivantes peuvent être utilisées dans le calcul des éléments de l'ESCAP correspondants¹¹.

1. Sections 2.1.1.5, 2.1.2.6 et 2.2.1.4 : l'assureur peut approximer une exigence marginale de capital en utilisant les données du trimestre précédent pour déterminer le ratio de l'exigence marginale de capital sur le coussin de solvabilité individuel, puis en multipliant ce ratio par le coussin de solvabilité individuel courant. De plus, une approximation fondée sur les données du trimestre précédent peut être utilisée pour calculer l'Exigence marginale de capital des sections 2.1.1.5 et 2.2.1.4 si le montant de capital détenu par des tiers investisseurs ou attribuable à des parts des actionnaires sans contrôle demeure très inférieur à la limite applicable.

¹¹ Seules les approximations de la liste suivante peuvent être utilisées aux fins du calcul des éléments qui ont un impact important sur les ratios ESCAP. D'autres approximations non importantes peuvent être utilisées dans le calcul des ratios ESCAP.

-
2. Section 2.1.2.9.2 : l'assureur peut utiliser les données du trimestre précédent pour déterminer les exigences individuelles et totales CR_{vol} , CR_{cat} , CR_{vol} et CR_{cat} .
 3. Section 3.1.2 : les flux de trésorerie du trimestre précédent peuvent être utilisés pour approximer l'échéance effective des expositions au risque de crédit assujetties à cette section. Si cette approximation est utilisée, l'assureur doit appliquer des ajustements appropriés pour des changements importants à l'inventaire des actifs dus notamment aux cessions ou aux échéances qui se sont produits depuis la fin du trimestre précédent.

Dans un environnement de bas taux d'intérêt, lorsque l'assureur utilise l'approche fondée sur la moyenne pondérée pour calculer l'échéance effective des expositions avec des entreprises liées, il peut appliquer les poids en fonction des valeurs marchandes plutôt que des flux de trésorerie totaux non actualisés des expositions individuelles.

4. Sections 3.1.7 et 3.1.8 : l'assureur peut estimer les proportions de comptes débiteurs et de primes échues de moins de 60 jours et de 60 jours ou plus à l'aide des données du trimestre précédent.
5. Section 3.1.7 : l'assureur peut approximer les actifs de réassurance par réassureur aux fins de l'application du seuil de zéro à l'aide des données du trimestre précédent pour déterminer le pourcentage des passifs cédé à chaque réassureur, puis en multipliant ces pourcentages par le montant total actuel des passifs cédés.
6. Sections 5.1.2 et 5.1.3 : les flux de trésorerie du trimestre précédent, en association avec les mises à jour et les ajustements utilisés par l'assureur dans sa mise à l'essai des scénarios de la MCAB avec les flux de trésorerie d'une période précédente, peuvent être utilisés pour déterminer le scénario le plus défavorable et projeter tous les flux de trésorerie.
7. Section 5.1.3.3 : les impacts défavorables liés au redressement des participations sur les bonifications d'assurance libérée peuvent être ignorés.
8. Sections 5.1.3.16 et 6.1 : l'impôt sur les revenus de placement et les écarts temporaires liés à l'impôt peuvent être projetés selon le pire scénario de taux d'intérêt de la MCAB plutôt que le scénario de base.
9. Section 5.6.1 : l'assureur peut approximer le montant maximal de la position courte de compensation pour une monnaie d'une région (voir la section 1.1.5) à l'aide de la formule suivante :

$$120 \% \times \frac{CRB_{monnaie}}{\sum CRB} \times CSI$$

où :

- $CRB_{monnaie}$ est le capital requis de base, défini ci-dessous, pour les affaires libellées dans la monnaie en cause;
- $\sum CRB$ est la somme des montants de capital requis de base de toutes les monnaies de la région;
- CSI est le coussin de solvabilité individuel de la région, dont le capital requis du risque de change est exclus, le capital requis du risque d'assurance est calculé

après réduction pour toute forme de réassurance et tous les crédits pour la diversification à l'intérieur des risques, pour la diversification entre les risques, ainsi que pour les produits avec participation et pour les produits ajustables liés au montant global de capital requis sont pris en considération.

Le capital requis de base, $CRB_{monnaie}$, est la somme des montants suivants libellés dans la monnaie en cause :

- 2,8 % de tous les passifs;
- 0,24 % des montants nets au risque des produits d'assurance temporaire et des autres produits d'assurance vie qui n'accordent pas de valeurs de rachat importantes;
- 2,4 % des passifs :
 - des produits d'assurance vie qui accordent des valeurs de rachat importantes;
 - des produits avec participation;
 - des produits d'assurance accident, maladie et invalidité;
- 4,8 % des passifs de rente;
- 4,4 % des passifs de certificats de placement garanti (« CPG ») ou de la valeur notionnelle des CPG synthétiques (par ex. des « wraps »); et
- 4,8 % des valeurs garanties des fonds distincts.

Dans la sommation ci-dessus, les passifs d'assurance, les montants nets au risque et les valeurs garanties des fonds distincts doivent être fondés sur les Hypothèses de meilleure estimation et doivent être déterminés après réduction pour toute forme de réassurance. La valeur garantie des fonds distincts est définie comme étant la valeur actuarielle actualisée de toutes les prestations payables aux titulaires de police en supposant que la valeur de tous les comptes est nulle et le demeure pour toute la durée des polices.

Jusqu'à l'exercice de fin d'année 2018 inclusivement, l'assureur peut approximer le montant maximal de la position courte de compensation pour une monnaie d'une région à l'aide de la formule suivante :

$$120 \% \times \frac{P_{monnaie}}{\sum P} \times CSI$$

où :

- $P_{monnaie}$ est le montant de passif dans la monnaie en cause;
- $\sum P$ est le montant total des passifs de toutes les monnaies de la région.

10. Sections 6.2.1 et 6.5.1 : l'assureur peut utiliser les flux de trésorerie décalés d'au plus un an pour la réalisation des tests utilisés pour déterminer quels produits sont fondés sur la survie ou les décès ou pour déterminer quels produits sont fondés sur les échéances ou sensibles aux échéances.

-
11. Section 6.2.2.1 : l'assureur peut utiliser un décalage d'au plus un an pour le calcul du ratio de la composante du risque de volatilité calculée pour l'assurance vie individuelle sur le montant des réclamations prévues l'année suivante.
 12. Sections 6.4.3, 6.4.4, 6.5.3, 6.5.4 et 6.6.1 : pour les composantes de volatilité et de catastrophe des risques de morbidité et de décès, les chocs appliqués aux Hypothèses de meilleure estimation s'appliquent à la première année seulement, le choc étant nul par la suite. Si un assureur ne peut appliquer les chocs sur des années partielles de calendrier dû à une limitation liée à son logiciel, ce dernier peut appliquer le choc pour le reste de l'année de calendrier et un choc différent pour l'ensemble de l'année de calendrier suivante. Le second choc devrait être égal au choc de l'ESCAP multiplié par la proportion de l'année de calendrier en cours qui est écoulée. Par exemple, si l'assureur prépare le dépôt de l'ESCAP pour la fin du premier trimestre de l'année 20x1 et que l'ESCAP prévoit un choc de 30 %, alors l'assureur peut utiliser un choc de 30 % pour le reste de l'année 20x1 et un choc de 7,5 % pour l'ensemble de l'année 20x2.

Si cette approximation est utilisée pour le risque relatif aux dépenses, le second choc représentant le report provenant de la première année doit être ajouté au choc de 10 % dans la deuxième année.
 13. Section 6.5.3 : un assureur peut approximer le capital requis pour la composante de volatilité du risque de décès en déterminant la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis à un choc de +/- 30 % dans la première année et en soustrayant la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.
 14. Sections 6.7.1, 6.7.4 et 9.2 : afin de déterminer une exigence marginale de capital pour le risque d'assurance, l'assureur peut utiliser les données du trimestre précédent pour déterminer le ratio de l'exigence marginale de capital pour le risque d'assurance sur le coussin de solvabilité individuel pour le risque d'assurance, puis appliquer ce ratio au coussin de solvabilité individuel pour le risque d'assurance courant. Un assureur peut utiliser cette approximation si une variation par rapport au trimestre précédent (p. ex., du crédit pour diversification ou des poids relatifs des différents risques) n'a pas un impact important sur les résultats
 15. Section 8.2.2 : jusqu'à l'exercice de fin d'année 2018 inclusivement, l'assureur peut omettre de convertir les primes, les valeurs des comptes et les passifs libellés dans une monnaie étrangère en dollars canadiens au taux de change courant.

1.4.6 Exercice jumelé de l'assurance de personnes et de l'assurance de dommages

Les états financiers d'un assureur exerçant à la fois en assurance de personnes et en assurance de dommages doivent être scindés en un secteur d'assurance de personnes et un secteur d'assurance de dommages en attribuant tous les éléments du bilan et tous les instruments hors bilan à l'un ou l'autre secteur. Le secteur d'assurance de dommages doit alors être traité comme s'il s'agissait d'une filiale d'assurance de dommages et le traitement prévu par la présente ligne directrice pour ce type de filiale doit lui être appliqué (voir les sections 1.3, 2.1.2.7 et 2.2.3.2).

Dans le cas d'une filiale exerçant à la fois en assurance de personnes et en assurance de dommages, son secteur d'assurance de dommages doit aussi être traité comme s'il s'agissait d'une filiale d'assurance de dommages et le traitement prévu par la présente ligne directrice pour ce type de filiale doit lui être appliqué (voir les sections 1.3, 2.1.2.7 et 2.2.3.2).

1.5 Définitions

1.5.1 Concepts relatifs aux liens corporatifs et terminologie

À moins que le contexte ne l'indique autrement, les concepts relatifs aux liens corporatifs, tels que les filiales, coentreprises et entreprises liées, ainsi que la terminologie, doivent être interprétés dans la présente ligne directrice en fonction des dispositions des PCGR.

1.5.2 Participation notable dans une personne morale

Aux fins de la présente ligne directrice, un assureur a une participation notable dans une personne morale quand lui-même et les entités qu'il contrôle détiennent la propriété effective :

- soit d'un nombre total d'actions comportant plus de dix pour cent des droits de vote attachés à l'ensemble des actions en circulation de cette personne morale;
- soit d'un nombre total d'actions représentant plus de vingt-cinq pour cent de l'avoir des actionnaires de cette personne morale.

Chapitre 2. Capital disponible

Le présent chapitre définit les éléments composant le Capital disponible, énonce les critères de qualification des instruments de capital et établit les limites de composition du capital.

Les considérations fondamentales pour déterminer la qualification des éléments de capital d'un assureur comprennent :

1. la disponibilité, soit si l'élément de capital est entièrement payé et la mesure dans laquelle il est disponible pour absorber les pertes;
2. la permanence, soit la période pendant laquelle l'élément de capital est disponible pour absorber les pertes;
3. l'absence de charges et de frais de service obligatoires, soit la mesure dans laquelle l'élément de capital est libre de paiements ou de charges obligatoires; et
4. la subordination, soit la mesure et les circonstances dans lesquelles l'élément de capital est subordonné aux droits des titulaires de police et des créanciers généraux de l'assureur en cas d'insolvabilité ou de liquidation.

Le Capital disponible total comprend le Capital de catégories 1 et 2 définis aux sections 2.1 et 2.2 ci-dessous.

2.1 Capital de catégorie 1

2.1.1 Capital brut de catégorie 1

Le Capital brut de catégorie 1 est égal à la somme des éléments suivants :

Instruments de capital de catégorie 1

- les actions ordinaires émises par l'assureur satisfaisant aux critères énoncés à la section 2.1.1.1;
- les instruments de capital de catégorie 1 émis par l'assureur, autres que des actions ordinaires :
 - qui satisfont aux critères énoncés aux sections 2.1.1.2 à 2.1.1.4; ou
 - qui ne satisfont pas aux critères énoncés aux sections 2.1.1.2 à 2.1.1.4, mais, s'ils ont été émis avant le 25 septembre 2014, qui satisfont aux critères inclus aux sections 2.2.5.1 ou 2.2.5.2 de la version de la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres* dont la prise d'effet était le 1^{er} janvier 2014 (la « Ligne directrice EMSFP 2014 »)¹² (ces instruments sont assujettis aux mesures de transition définies à la section 2.4.1);

¹² La Ligne directrice EMSFP 2014 est disponible à partir de la page 1792 de la section 5.2 du Bulletin de l'Autorité du 19 décembre 2013, volume 10, n° 50.

- les instruments émis par des filiales consolidées de l'assureur et détenus par des tiers investisseurs :
 - qui satisfont aux critères de classification en actions ordinaires énoncés à la section 2.1.1.1 ou en instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, énoncés aux sections 2.1.1.2 à 2.1.1.4 (ces instruments sont assujettis aux conditions de la section 2.1.1.5 et aux mesures de transition définies à la section 2.4.2); ou
 - qui ne satisfont pas aux critères énoncés aux sections 2.1.1.2 à 2.1.1.4, mais, s'ils ont été émis avant le 25 septembre 2014, qui satisfont aux critères inclus aux sections 2.2.5.1 ou 2.2.5.2 de la Ligne directrice EMSFP 2014 (ces instruments sont assujettis aux mesures de transition définies aux sections 2.4.1 et 2.4.2);

Éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital

- le surplus d'apport, incluant :
 - la prime d'émission résultant de l'émission d'instruments de capital inclus dans le Capital brut de catégorie 1¹³; et
 - les autres surplus d'apport résultant de sources autres que le profit (p. ex., les contributions et les fonds initiaux des membres d'une société mutuelle et les autres contributions des actionnaires en excédent des montants alloués au capital-actions pour les sociétés par actions), à l'exception des primes d'émission résultant de l'émission d'instruments de capital inclus dans le Capital de catégorie 2;
- les bénéfices non répartis;
- le cumul ajusté des autres éléments du résultat global (« AÉRG »);
- le compte avec participation;
- le compte sans participation des sociétés mutuelles;
- les éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables aux parts des actionnaires sans contrôle qui satisfont aux conditions de la section 2.1.1.5;
- l'ajustement de l'avoir aux fins de l'ESCAP défini ci-dessous.

Afin de déterminer le cumul ajusté des AÉRG, les éléments suivants sont renversés du montant présenté total de cumul des AÉRG :

- l'impact des changements à son propre risque de crédit, soit le cumul des gains et des pertes après impôt sur les passifs évalués à la juste valeur découlant de changements dans le risque de crédit de l'assureur;

¹³ Lorsque le remboursement de la prime est sujet à l'autorisation de l'Autorité.

-
- la réserve pour couverture de flux de trésorerie, soit le cumul des gains et des pertes de juste valeur sur les instruments dérivés détenus aux fins de couverture de flux de trésorerie relativement à la couverture d'éléments qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur au bilan (p. ex., prêts et titres de créance);
 - les immeubles occupés par leur propriétaire, soit le cumul des gains de réévaluation de juste valeur après impôt sur les immeubles occupés par leur propriétaire (modèle de la réévaluation).

L'ajustement de l'avoir aux fins de l'ESCAP comprend le renversement des éléments suivants :

- l'impact des changements dans son propre risque de crédit, soit le cumul des gains et des pertes après impôt sur les passifs évalués à la juste valeur découlant de changements dans le risque de crédit de l'assureur;
- les éléments suivants liés aux immeubles :
 - les gains ou les pertes de juste valeur après impôt sur les immeubles occupés par leur propriétaire découlant de la conversion aux IFRS (modèle du coût)¹⁴;
 - le cumul des pertes de réévaluation après impôt sur les immeubles occupés par leur propriétaire (modèle de la réévaluation);
 - les gains ou les pertes jusqu'à la date de transfert sur les immeubles occupés par leur propriétaire qui étaient classés auparavant comme immeubles de placement¹⁵;
- les éléments de participation discrétionnaire présentés comme une composante des capitaux propres qui est incluse dans le Capital brut de catégorie 1.

2.1.1.1 Critères d'admissibilité des actions ordinaires

Les instruments de capital classés comme actions ordinaires doivent satisfaire à tous les critères ci-dessous.

1. L'instrument représente la créance la plus subordonnée advenant la liquidation de l'assureur.

¹⁴ Les montants renversés doivent correspondre à la différence entre le coût déterminé lors de la transition aux IFRS (soit au 1^{er} janvier 2010 pour les assureurs dont la fin d'exercice est le 31 décembre) et la valeur établie selon la moyenne mobile tout juste avant la conversion aux IFRS (soit au 31 décembre 2010 pour ces mêmes assureurs).

¹⁵ Le montant du renversement est la différence entre le coût présumé de l'immeuble à la date de transfert en immeuble occupé par son propriétaire et soit la valeur établie selon la moyenne mobile tout juste avant la transition aux IFRS réduite des amortissements ultérieurs (lorsqu'ils ont été comptabilisés) si l'immeuble a été acquis avant la transition aux IFRS, soit le coût d'acquisition initial réduit des amortissements ultérieurs (lorsqu'ils ont été comptabilisés) si l'immeuble a été acquis après la transition aux IFRS.

-
2. L'instrument donne droit à une réclamation sur les actifs résiduels proportionnelle à la part de capital émis, une fois que toutes les créances de rang supérieur ont été remboursées, en cas de liquidation (autrement dit, il s'agit d'une réclamation illimitée et variable et non pas fixe ou plafonnée).
 3. L'instrument a une durée indéterminée et n'est jamais remboursé sauf en cas de liquidation, hormis les cas de rachat discrétionnaire ou les autres moyens de réduire sensiblement le capital de manière discrétionnaire dans les limites permises par la législation applicable et sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité.
 4. Au moment de l'émission de l'instrument, l'assureur ne crée aucune attente à l'effet que l'instrument sera racheté, remboursé ou annulé et le matériel promotionnel ainsi que les dispositions statutaires ou contractuelles ne comportent aucune modalité qui pourrait susciter pareille attente.
 5. Les distributions (y compris celles des bénéficiaires non répartis) sont effectuées à même les éléments distribuables. Le niveau des distributions n'est d'aucune façon lié ou associé au montant payé à l'émission et n'est pas soumis à un plafond contractuel (sauf dans la mesure où un assureur ne peut effectuer des distributions que dans la limite du montant des éléments distribuables ou dans la mesure où la distribution effectuée sur le capital prioritaire doit être payée en premier).
 6. Les distributions ne sont en aucun cas obligatoires. Le non-paiement ne constitue donc pas un événement de défaut.
 7. Les distributions ne sont effectuées qu'une fois toutes les obligations juridiques et contractuelles honorées et les paiements sur les instruments de capital prioritaire effectués. Cela signifie qu'il n'y a pas de distributions préférentielles, même au titre d'autres éléments classés dans le capital de la plus haute qualité.
 8. Ce sont ces instruments qui, lorsqu'ils sont émis, absorbent la première et, proportionnellement, la plus grande part des pertes, le cas échéant, dès qu'elles surviennent. Dans les instruments de capital de la plus haute qualité, chaque instrument absorbe les pertes pour assurer la continuité d'exploitation proportionnellement et *pari passu* avec tous les autres.
 9. Le montant versé est comptabilisé en qualité de capitaux propres (et non de passif) lors de la détermination d'un bilan de liquidation (bilan d'insolvabilité).
 10. L'instrument est émis directement et libéré¹⁶, et l'assureur ne peut pas avoir financé directement ou indirectement l'achat de l'instrument. Lorsque la

¹⁶ Un instrument de capital libéré s'entend généralement d'un instrument dont la contrepartie a été reçue en échange de l'instrument de façon définitive par l'assureur, est évalué de manière fiable, est entièrement sous le contrôle de l'assureur et n'expose pas ce dernier directement ou indirectement au risque de crédit de l'investisseur.

contrepartie de l'instrument est autre qu'un montant en espèces, son émission doit être autorisée au préalable par l'Autorité.

11. Le montant versé en contrepartie de l'instrument n'est adossé ni à des sûretés ni à une garantie¹⁷ de l'émetteur ou d'une entreprise liée¹⁸. De plus, il n'est assorti d'aucun dispositif rehaussant, sous une forme juridique ou économique, le rang de la créance.
12. L'émission de l'instrument n'est faite qu'avec l'accord exprès des propriétaires de l'assureur émetteur donné, soit directement, ou si la législation applicable le permet, par le conseil d'administration ou par d'autres personnes dûment autorisées par les propriétaires.
13. L'instrument est clairement et séparément inscrit comme des capitaux propres au bilan de l'assureur, lequel est préparé conformément aux normes comptables en vigueur.

Les critères pour les actions ordinaires s'appliquent également aux sociétés sans capital-actions, par exemple les sociétés mutuelles d'assurance, en tenant compte de leur constitution et de leur structure juridique particulières. L'application des critères devrait permettre de préserver la qualité des instruments en exigeant qu'ils soient réputés être tout à fait équivalents aux actions ordinaires pour ce qui est de leur qualité de capital en égard à leur capacité d'absorber les pertes et qu'ils ne comportent pas de caractéristiques pouvant affaiblir la situation de l'assureur sur la base de la continuité de l'exploitation lorsque ce dernier est en difficulté.

2.1.1.2 Critères d'admissibilité des instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires

Des instruments, autres que des actions ordinaires, sont admissibles en qualité d'éléments de capital de catégorie 1 s'ils satisfont à tous les critères ci-dessous.

1. L'instrument est émis et acquitté en espèces ou, sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité, par d'autres moyens de paiement.
2. L'instrument est subordonné aux titulaires de police, aux créanciers ordinaires et aux détenteurs de dettes subordonnées de l'assureur.
3. L'instrument n'est adossé ni à des sûretés ni à une garantie de l'émetteur ou d'une autre entreprise liée et il n'est assorti d'aucun dispositif rehaussant, sous une

¹⁷ Dans le contexte de la présente ligne directrice, les termes « sûretés » et « garanties » sont utilisés au sens générique.

¹⁸ Une entreprise liée peut comprendre une société mère, une société sœur, une filiale ou toute autre société affiliée. Une société de portefeuille est une entreprise liée, qu'elle fasse ou non partie intégrante du groupe d'assurances consolidé.

forme juridique ou économique, le rang de la créance par rapport à ceux des titulaires de police et des créanciers¹⁹.

4. L'instrument a une durée indéterminée; autrement dit, il n'a pas de date d'échéance et il ne comporte ni progression²⁰ ni aucune autre incitation au rachat²¹.
5. L'instrument peut comporter une option de remboursement anticipé à l'initiative de l'émetteur, mais celle-ci ne peut être exercée qu'après un minimum de cinq ans.
 - a. Pour exercer une option de remboursement, l'assureur doit au préalable obtenir l'autorisation de l'Autorité.
 - b. Le comportement de l'assureur et les modalités de l'instrument ne doivent en rien laisser croire que l'option sera exercée.
 - c. L'assureur ne doit pas exercer l'option sauf s'il remplit l'une des conditions suivantes :
 - i. Il remplace l'instrument remboursé par un même montant de capital de qualité égale ou supérieure, y compris une hausse des bénéfices non répartis et à des conditions viables en fonction de son revenu²².
 - ii. Il démontre que la position de son capital est supérieure aux ratios cibles internes de capital une fois l'option de rachat exercée²³.
6. Tout remboursement de principal (p. ex., par rachat ou remboursement anticipé) nécessite l'autorisation préalable de l'Autorité, et l'assureur ne doit pas présumer ni laisser croire au marché que cette autorisation lui sera accordée.
7. Les paiements de dividendes ou de coupons doivent être entièrement discrétionnaires.
 - a. L'assureur doit avoir toute liberté d'annuler, à tout moment, les distributions ou paiements²⁴.

¹⁹ En outre, si un assureur a recours à une entité *ad hoc* pour émettre du capital aux investisseurs et qu'il lui fournit un support explicite (y compris par surdimensionnement d'une garantie) ce soutien constituerait un rehaussement en violation de ce critère.

²⁰ Une progression s'entend d'une option d'achat assortie d'une augmentation préétablie de l'écart de crédit initial de l'instrument à une date ultérieure par rapport au taux initial de dividende (ou de distribution) après avoir pris en compte l'écart de swap entre l'indice de référence initial et le nouvel indice de référence. La conversion d'un taux fixe à un taux flottant (ou vice versa) accompagnée d'une option d'achat sans augmentation de l'écart de crédit ne constituerait pas une progression.

²¹ Une option d'achat assortie d'une exigence ou d'une option à l'intention de l'investisseur de convertir l'instrument en actions ordinaires si l'option n'est pas exercée est un exemple d'incitatif au rachat.

²² Les émissions de remplacement peuvent se faire lorsque l'instrument est remboursé, mais pas après.

²³ Les ratios cibles internes de capital sont définis à la section 1.2.

²⁴ Le pouvoir discrétionnaire d'annuler les distributions ou paiements à tout moment a notamment pour effet d'interdire les « dividendes forcés ». Un instrument assorti d'un mécanisme de dividende forcé oblige l'assureur émetteur à effectuer un paiement de dividende ou de coupon sur l'instrument s'il a fait un paiement sur un autre instrument de capital ou une autre action (normalement plus subordonné).

-
- b. L'annulation des paiements discrétionnaires ne doit pas constituer un événement de défaut ou de crédit.
 - c. L'assureur doit avoir entièrement accès aux distributions annulées afin de s'acquitter de ses obligations à leur échéance.
 - d. L'annulation des distributions ou paiements ne doit pas imposer de restrictions à l'assureur, sauf en ce qui concerne les distributions aux détenteurs d'actions ordinaires.
- 8. Le paiement de dividendes ou de coupons doit être imputé aux éléments distribuables.
 - 9. L'instrument ne peut pas comporter de clause liant le dividende au risque de crédit; autrement dit, le montant de dividende ou coupon ne peut pas être redéfini périodiquement en fonction, intégralement ou partiellement, du degré de solvabilité de l'assureur, par exemple sa cote de crédit ou ses ratios ESCAP²⁵.
 - 10. L'instrument ne peut faire apparaître le passif supérieur à l'actif si la législation applicable détermine que, dans ce cas, l'assureur est insolvable.
 - 11. Outre les actions privilégiées, les instruments inclus dans le Capital de catégorie 1 doivent être comptabilisés comme des capitaux propres selon les normes comptables applicables.
 - 12. L'instrument ne peut avoir été acheté par l'assureur ou par une entreprise liée sur laquelle l'assureur exerce son contrôle ou une influence notable, et l'assureur ne peut avoir financé directement ou indirectement l'achat de l'instrument.
 - 13. L'instrument ne peut présenter de caractéristiques nuisant à la recapitalisation, comme des dispositions imposant à l'émetteur d'indemniser les investisseurs si un nouvel instrument est émis à un prix inférieur au cours d'une période déterminée.
 - 14. Si l'instrument n'est pas émis directement par une entité opérationnelle²⁶ ou la société de portefeuille du groupe consolidé (p. ex., il provient d'une entité *ad hoc*), le produit du placement doit être à la disposition immédiate et illimitée d'une entité opérationnelle ou de la société de portefeuille du groupe consolidé de telle manière que soient respectés ou dépassés tous les autres critères d'admissibilité dans le Capital de catégorie 1²⁷.
-

Une telle obligation implique qu'il y a absence d'un pouvoir discrétionnaire d'annuler les distributions ou paiements en tout temps. En outre, l'expression « annuler les distributions ou paiements » veut dire révoquer pour toujours ces paiements. Les modalités qui obligent l'assureur à faire des distributions ou paiements en nature ne sont autorisées en aucun temps.

²⁵ L'assureur peut avoir recours à un indice général comme taux de référence dans lequel il est une entité de référence; cependant, le taux de référence ne doit pas afficher une corrélation importante avec la cote de crédit de l'assureur. Si l'assureur a l'intention d'émettre des instruments de capital dans le cadre desquels la marge est liée à un indice général dans lequel il est une entité de référence, celui-ci doit s'assurer que le dividende ou coupon n'est pas sensible au crédit.

²⁶ Une entité opérationnelle est une entité établie pour faire des affaires avec des clients dans le but d'enregistrer des bénéfices pour son propre compte.

²⁷ Il est entendu que les seuls actifs qu'une entité *ad hoc* peut détenir sont des instruments interentreprises émis par l'assureur ou une entreprise liée dont les modalités satisfont aux critères de

Des instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, peuvent être achetés en tout temps aux fins d'annulation sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité. Il est entendu que l'achat aux fins d'annulation ne constitue pas une option d'achat au sens des critères d'admissibilité de la présente section.

Des options en cas d'événement fiscal ou réglementaire peuvent être exercées durant la vie d'un instrument sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité et pourvu que l'assureur n'ait pas été en mesure d'anticiper un événement du genre au moment de l'émission. Si l'assureur choisit d'inclure une option en cas d'événement réglementaire dans un instrument, cet événement doit être « la date, indiquée dans une lettre de l'Autorité à l'assureur, à laquelle l'instrument cessera d'être entièrement considéré comme un élément admissible de capital de catégorie 1 de l'assureur sur une base consolidée ».

Les mécanismes de suspension des versements de dividendes qui interrompent les versements sur les actions ordinaires ou les instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, sont autorisés pourvu que le mécanisme en question ne nuise pas à la discrétion totale que doit avoir en tout temps l'assureur d'annuler les versements ou les dividendes sur les instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, et qu'il n'ait pas pour effet d'empêcher la recapitalisation de l'assureur comme mentionné dans le critère 13 ci-dessus. Par exemple, il ne serait pas admissible qu'un mécanisme de suspension des dividendes applicable à un instrument de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires :

- ait pour effet de suspendre les paiements sur un autre instrument qui lui, pour sa part, ne bénéficie pas de discrétion quant aux paiements susmentionnés;
- interdise les versements aux actionnaires pendant une période qui s'étend au-delà de la date de reprise des versements de dividendes ou des paiements sur cet instrument;
- empêche le fonctionnement normal de l'assureur ou toute activité de restructuration, y compris les acquisitions ou cessions.

Il est permis qu'un mécanisme de suspension des dividendes ait pour effet d'interdire des opérations qui s'apparentent au versement d'un dividende telles que le rachat discrétionnaire d'actions par l'assureur.

Capital de catégorie 1 ou les dépassent. Autrement dit, les instruments émis à l'entité *ad hoc* doivent satisfaire à tous les critères d'admissibilité du Capital de catégorie 1 ou les dépasser comme si l'entité *ad hoc* en soi était un investisseur final – c'est-à-dire que l'assureur ne peut émettre un instrument de capital de moindre qualité ou une dette de rang supérieur à une entité *ad hoc* et faire en sorte que cette dernière émette des instruments de capital de qualité supérieure à des tiers investisseurs afin d'obtenir une reconnaissance en qualité de Capital de catégorie 1.

Une modification ou une variation des modalités d'un instrument de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, qui influe sur sa constatation en qualité de Capital disponible ne sera permise que si l'Autorité l'a autorisée au préalable²⁸.

L'assureur peut « rouvrir » l'offre d'instruments de capital pour augmenter le montant de principal de l'émission initiale à condition que les options de rachat ne puissent être exercées, avec l'autorisation préalable de l'Autorité, qu'à compter du cinquième anniversaire de la date d'échéance de la dernière tranche de titres qui a été rouverte. Cependant, il ne peut rouvrir l'offre si :

- sa date initiale d'émission était le 24 septembre 2014 ou avant; et
- elle ne satisfait pas aux critères de la présente section.

Les options de désendettement ne peuvent être exercées qu'à compter du cinquième anniversaire de la date de clôture et avec l'autorisation préalable de l'Autorité.

2.1.1.3 Instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, émis à l'intention d'une société mère

En plus de devoir satisfaire aux critères d'admissibilité et aux exigences minimales stipulées dans la présente ligne directrice, les instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, émis par l'assureur à l'intention d'une société mère, directement ou indirectement, peuvent être inclus dans le Capital disponible pourvu que l'assureur avise l'Autorité de l'émission interentreprises et lui fournisse :

- une copie des modalités de l'instrument;
- le classement attendu de l'instrument aux fins du Capital disponible;
- la raison motivant la décision de ne pas émettre d'actions ordinaires au lieu de l'instrument de capital en question;
- la confirmation que le taux et les modalités de l'instrument sont au moins aussi avantageux pour l'assureur que les conditions du marché;
- la confirmation que l'incapacité de verser les dividendes ou les intérêts, selon le cas, sur l'instrument visé n'aura pas pour effet, maintenant ou ultérieurement, de rendre la société mère incapable de respecter ses propres obligations de service de la dette et d'entraîner l'application de dispositions de manquement réciproque ou des incidents de crédit aux termes d'ententes ou de contrats conclus par l'assureur ou la société mère.

²⁸ La modification, la bonification ou le renouvellement d'un instrument émis en faveur d'une entreprise liée peuvent être visés par les dispositions de la Loi relative aux transactions avec des personnes intéressées et des personnes liées aux administrateurs et dirigeants.

2.1.1.4 Instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, émis par des succursales et des filiales à l'étranger

En plus de respecter les autres exigences prescrites dans la présente ligne directrice, si l'assureur souhaite inclure dans son Capital disponible consolidé des instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, émis par une succursale ou une filiale se trouvant à l'étranger, il doit fournir à l'Autorité :

- une copie des modalités de l'instrument;
- une attestation d'un membre de la haute direction de l'assureur et une analyse à l'appui préparée par l'assureur confirmant que l'instrument satisfait aux critères d'admissibilité régissant la catégorie de Capital disponible dans laquelle l'assureur souhaite inclure l'instrument sur une base consolidée;
- un engagement de la part de l'assureur et de la filiale confirmant que l'instrument ne sera pas remboursé, acheté à des fins d'annulation ou modifié sans l'autorisation préalable de l'Autorité. Cet engagement ne sera pas nécessaire si l'autorisation préalable de l'Autorité est intégrée aux modalités de l'instrument.

2.1.1.5 Filiales consolidées ayant émis des instruments de capital de catégorie 1 à des tiers investisseurs et parts des actionnaires sans contrôle

Les instruments et éléments de capital suivants peuvent être admissibles en partie dans le capital consolidé de catégorie 1 de l'assureur mère²⁹ :

- i. les actions ordinaires et les instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, émis par des filiales de l'assureur (sauf des filiales déconsolidées aux fins de la présente ligne directrice) et détenus par des tiers investisseurs; et
- ii. les éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables à des parts des actionnaires sans contrôle³⁰.

Un instrument de capital de catégorie 1 émis par une filiale consolidée et détenu par un tiers investisseur est inclus dans le capital consolidé de catégorie 1 si :

1. il est émis pour la capitalisation de la société mère et satisfait à tous les critères suivants :

²⁹ Si les états financiers consolidés de l'assureur incluent une entité de fonds communs de placement sans levier financier qui n'est pas déduite du capital disponible et qu'une partie des unités des fonds n'est pas assujettie aux exigences de la section 5.4, toutes les parts des actionnaires sans contrôle dans l'entité de fonds communs de placement doivent être exclues du capital disponible de l'assureur.

³⁰ Les éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables aux parts des actionnaires sans contrôle associées à une filiale consolidée sont composés des éléments de capital de catégorie 1 des parts des actionnaires sans contrôle liés à la filiale qui satisfont aux critères d'admissibilité du Capital de catégorie 1 et qui sont présentés aux capitaux propres dans le bilan de l'assureur, moins le montant des instruments de capital des catégories 1 et 2 émis par la filiale et détenus par des tiers investisseurs qui y sont inclus.

-
- a. la filiale utilise le produit de l'émission pour acheter un instrument semblable de l'assureur mère qui satisfait aux critères de la section 2.1.1.1 ou des sections 2.1.1.2 à 2.1.1.4;
 - b. les modalités de l'émission, de même que les virements intersociétés, doivent faire en sorte que l'investisseur soit placé dans la même situation que si l'instrument était émis par l'assureur mère;
 - c. l'instrument détenu par le tiers investisseur ne peut être implicitement garanti par d'autres actifs (p. ex., des espèces) détenus par la filiale;
- ou
2. il a été émis avant le 28 octobre 2016 et est admissible en tant que Capital disponible selon la section 2.4.2.

Les instruments de capital de catégorie 1 émis par une filiale consolidée et détenus par des tiers investisseurs qui ne satisfont pas aux critères précédents et les éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables à des parts des actionnaires sans contrôle peuvent être inclus dans le capital consolidé de catégorie 1 de l'assureur mère en appliquant la Limite de participation des tiers déterminée selon cette formule :

$$\begin{aligned} & \text{Pourcentage de participation des tiers} \\ & \times (\text{Exigence marginale de capital de la filiale} \\ & \quad + \text{Total des déductions du Capital disponible de la filiale}) \end{aligned}$$

où :

- « Pourcentage de participation des tiers » est égal au résultat de la division de :
 - la somme du montant total de tous les instruments de capital de catégories 1 et 2 émis par la filiale et détenus par des tiers investisseurs qui ne satisfont pas aux critères précédents et des éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables aux parts des actionnaires sans contrôle; par
 - la somme du Capital disponible et de l'Attribution de l'avoir de la filiale;
- « Exigence marginale de capital de la filiale »³¹ est égal à :
 - la différence entre le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) de l'assureur et le Coussin de solvabilité global de l'assureur en excluant la filiale, où ces coussins sont calculés après réduction pour toute forme de réassurance, lorsque la somme des instruments de capital de catégories 1 et 2 émis par une filiale et détenus par des tiers et des éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables à des parts des actionnaires sans contrôle, est égale à au moins 1 % du Capital brut de catégorie 1; ou

³¹ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

- l'exigence de capital de la filiale calculée selon les exigences réglementaires locales à un niveau local équivalent au niveau cible d'intervention de l'ESCAP³², lorsque la somme des instruments de capital des catégories 1 et 2 émis par une filiale et détenus par des tiers et des éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables à des parts des actionnaires sans contrôle, est inférieure à 1 % du Capital brut de catégorie 1.

Le détail du calcul du montant inclus dans le Capital de catégorie 1 doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

2.1.2 Déductions du Capital brut de catégorie 1

Les éléments suivants sont déduits du Capital brut de catégorie 1 pour déterminer le Capital net de catégorie 1. Aucun facteur de risque de crédit n'est appliqué aux items qui sont déduits du Capital brut de catégorie 1.

2.1.2.1 Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels

Le montant d'écarts d'acquisition à déduire est le montant après déconsolidation des filiales selon la section 1.3, mais incluant les écarts d'acquisition inclus dans la valeur comptable des participations notables en actions (voir la section 1.5.2). Le montant à déduire doit être réduit des passifs d'impôt différé (« PID ») associés qui seraient éteints si les écarts d'acquisition étaient dépréciés ou décomptabilisés.

De plus, tous les autres actifs incorporels (incluant ceux liés aux logiciels) doivent être déduits du Capital brut de catégorie 1. De même, les montants à déduire sont les montants après déconsolidation des filiales selon la section 1.3, mais incluant les autres actifs incorporels inclus dans la valeur comptable des participations notables en actions (voir la section 1.5.2). Ces montants à déduire doivent être réduits des PID associés qui seraient éteints si les actifs incorporels étaient dépréciés ou décomptabilisés.

2.1.2.2 Participations dans son propre Capital de catégorie 1

Les participations de l'assureur dans ses propres actions ordinaires (p. ex., des actions de trésorerie) et dans ses propres instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, détenues directement ou indirectement, sont déduites du Capital brut de catégorie 1, si elles n'ont pas été déjà décomptabilisées en vertu des IFRS.

De plus, tout instrument de capital de catégorie 1 que l'assureur pourrait être contractuellement obligé d'acheter doit être déduit du Capital brut de catégorie 1.

³² L'assureur doit communiquer par écrit avec l'Autorité pour déterminer l'équivalence du territoire local de la filiale si ce territoire n'a pas établi la mesure de confiance du niveau cible d'intervention à une ECU (99) ou une VAR (99,5).

2.1.2.3 Participations croisées dans des instruments de capital de catégorie 1 de sociétés bancaires, d'assurance et financières

Les participations croisées dans des instruments de capital de catégorie 1 (p. ex., Assureur A détient des participations dans des instruments de capital de catégorie 1 d'Assureur B, qui détient en retour des participations dans des instruments de capital de catégorie 1 d'Assureur A) qui visent à gonfler artificiellement la position de capital de l'assureur directement ou indirectement sont déduites du Capital brut de catégorie 1.

2.1.2.4 Actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies

Chaque actif net au titre des régimes de retraite à prestations définies (incluant l'effet de la limitation au plafond de l'actif) est déduit du Capital brut de catégorie 1. Chaque actif doit être réduit des PID associés qui seraient éteints si l'actif était déprécié ou décomptabilisé. Les montants d'actif à déduire sont les montants après déconsolidation des filiales selon la section 1.3.

L'assureur peut réduire cette déduction du montant des remboursements disponibles d'actifs excédentaires au titre des régimes de retraite à prestations définies auxquels l'assureur a accès de manière illimitée et sans restrictions, sous réserve de l'obtention d'une autorisation écrite préalable de l'Autorité³³. Le détail du calcul de la déduction doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

2.1.2.5 Actifs d'impôt différé

Les ajustements décrits dans la présente section sont fondés sur les montants d'impôt différé non actualisés inscrits au bilan de l'assureur et sur les positions d'impôt différé de chaque entité juridique consolidée, à l'exception des filiales déconsolidées selon la section 1.3.

Les actifs d'impôt différé (« AID ») doivent être classés comme des AID découlant d'écarts temporaires (« AID temporaires ») ou des AID autres que ceux découlant d'écarts temporaires (« AID non temporaires »). Par exemple, les AID qui ont trait aux crédits d'impôt et au report de pertes d'exploitation sont classés comme des AID non temporaires.

Aucun ajustement n'est requis selon la présente section pour les entités juridiques se trouvant dans une position nette de passif d'impôt différé (« PID »). Les ajustements associés aux entités juridiques se trouvant dans une position nette d'AID sont décrits dans les sections 2.1.2.5.1 et 2.1.2.5.2 ci-dessous.

Dans la présente section, les PID admissibles sont ceux qui peuvent compenser des AID aux fins comptables au niveau de l'entité juridique, sauf ceux qui ont fait l'objet

³³ Afin d'obtenir cette autorisation, l'assureur doit démontrer à l'Autorité qu'il a clairement droit à l'excédent et qu'il a un accès illimité et sans restrictions aux actifs excédentaires du régime de retraite. L'Autorité pourra notamment demander comme justification un avis juridique indépendant acceptable et une autorisation préalable des participants au régime de retraite et de l'organisme de réglementation du régime de retraite.

d'une compensation avec les déductions pour les écarts d'acquisition, les autres actifs incorporels et les actifs au titre des régimes de retraite à prestations définies. Les PID admissibles sont attribués au prorata entre les AID temporaires et les AID non temporaires.

Le détail du calcul des montants liés aux AID doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

2.1.2.5.1 AID – autres que ceux découlant d'écarts temporaires

L'assureur doit déduire 100 % des AID non temporaires, réduits des PID admissibles, du Capital brut de catégorie 1.

2.1.2.5.2 AID – découlant d'écarts temporaires

L'assureur doit déduire le montant obtenu par la formule suivante du Capital brut de catégorie 1 :

$$\frac{\max[AIDT_{net} - 0,1 \times (C1_{brut} - C1_{déductions}); 0]}{0,9}$$

où :

- $AIDT_{net}$ est égal aux AID temporaires, réduits des PID admissibles.
- $C1_{brut}$ est égal au Capital brut de catégorie 1.
- $C1_{déductions}$ est égal à la somme de toutes les déductions au Capital brut de catégorie 1 des sections 2.1.2.1 à 2.1.2.5.1 et des sections 2.1.2.6 à 2.1.2.10.

Les AID temporaires inclus dans le Capital disponible sont soumis à une limite de 10 % du Capital net de catégorie 1. Ils sont assujettis à un facteur de risque de crédit de 25 % (voir la section 3.1.8).

Exemple : AID

L'exemple suivant présente les montants liés aux AID pour une entité juridique autonome :

Élément	Montant	Calcul
Capital brut de catégorie 1	4 075	
Toutes les déductions du Capital brut de catégorie 1, sauf celles liées aux deux types d'AID	2 000	
AID non temporaires	100	
AID temporaires	300	
PID associés aux écarts d'acquisition	50	
Autres PID	100	
Position nette d'AID	250	$= (100 + 300) - (50 + 100)$
PID attribués aux ADI non temporaires	25	$= 100 \times 100 / 400$; le calcul exclut les PID associés aux écarts d'acquisition
PID attribués aux ADI temporaires	75	$= 100 \times 300 / 400$; le calcul exclut les PID associés aux écarts d'acquisition
AID non temporaires, réduits des PID admissibles	75	$= 100 - 25$
AID temporaires, réduits des PID admissibles	225	$= 300 - 75$
Capital brut de catégorie 1, réduits des déductions des sections 2.1.2.1 à 2.1.2.5.1 et des sections 2.1.2.6 à 2.1.2.10	2 000	$= 4 075 - 2 000 - 75$
AID déduits du Capital brut de catégorie 1		
AID non temporaires	75	
AID temporaires	28	$= (225 - 10 \% \times 2 000) / 0,9$
Validation		
le montant inclus dans le Capital disponible n'excède pas	197	$= 225 - 28$
10 % du Capital net de catégorie 1	197	$= 10 \% \times (4 075 - 2 000 - 75 - 28)$
Exigence pour les AID temporaires inclus dans le Capital disponible	49	$= 197 \times 25 \%$

2.1.2.6 Actifs grevés

Les actifs grevés en excédent du montant admissible sont déduits du Capital brut de catégorie 1³⁴. Le montant admissible, calculé pour chaque portefeuille d'actifs grevés et des passifs qu'ils garantissent³⁵, est égal à la somme de :

- la valeur des passifs au bilan garantis par les actifs grevés;
- l'exigence marginale de capital³⁶, limitée à zéro, à l'égard des actifs grevés et des passifs qu'ils garantissent.

La déduction est réduite du montant suivant :

- 50 % du montant calculé de déduction qui est lié aux immeubles autrement grevés pour garantir des activités d'emprunt hypothécaire.

Aux fins de calculer le montant admissible, l'exigence marginale de capital est égale à la différence entre le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) de l'assureur et le Coussin de solvabilité global de l'assureur en excluant les actifs grevés et les passifs qu'ils garantissent, où ces coussins sont calculés après réduction pour toute forme de réassurance. Ce calcul doit utiliser les montants après déconsolidation des filiales selon la section 1.3.

Le montant au bilan des passifs garantis par des actifs grevés qui ne sont pas en excédent du montant admissible et ne sont pas déduits du Capital disponible est assujéti à la section 3.5 de la présente ligne directrice.

Les actifs grevés suivants sont exclus et ne doivent pas être inclus dans le calcul de la déduction pour actifs grevés décrit ci-dessus :

- les actifs relatifs aux opérations de financement de valeurs mobilières hors bilan (c.-à-d., prêts et emprunts de titres, ainsi que mises et prises en pension) qui n'ont pas pour effet de générer un passif au bilan;
- les actifs grevés pour garantir des passifs liés à des dérivés soumis à une compensation centrale et à des dérivés de gré à gré;
- les actifs grevés conformément aux règles prévues au Code civil du Québec pour garantir des activités d'emprunt hypothécaire.

Les actifs grevés relatifs aux opérations de financement de valeurs mobilières hors bilan qui sont exclus en vertu de 1) ci-dessus sont assujéti à la section 3.5 de la présente ligne directrice.

³⁴ Les actifs grevés sont tous assujéti aux exigences des risques de crédit et de marché des chapitres 3 et 5 étant donné que ces exigences peuvent compenser la déduction du Capital brut de catégorie 1.

³⁵ La caractéristique distinctive d'un portefeuille est que tous les actifs du portefeuille sont disponibles afin de couvrir n'importe lequel des passifs correspondants.

³⁶ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

2.1.2.7 Participations dans des instruments de capital de filiales d'assurance de dommages et de filiales financières réglementées dissemblables

Aux fins de la présente ligne directrice :

- une filiale d'assurance de dommages est une filiale qui est un assureur de dommages ou pourrait être considérée comme un assureur de dommages si elle était constituée au Canada;
- une filiale financière réglementée dissemblable est soit une filiale dont la réglementation qui lui est applicable lui requiert des exigences de suffisance de capital ou soit une filiale qui, si elle était constituée au Canada, aurait de telles exigences. Cette filiale n'est cependant pas un assureur de personnes ou une filiale d'assurance de dommages.

Pour une filiale d'assurance de dommages, la déduction totale dans le Capital disponible est égale à la somme des montants suivants (voir la section 1.3 pour les filiales dont le pourcentage de détention est inférieur à 100 %) :

- la somme de tous les montants déduits et renversés du Capital disponible de la filiale calculés selon la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance du capital* en assurances de dommages (le « TCM »);
- le montant obtenu en multipliant le capital minimal requis de la filiale calculé selon le TCM par 1,5.

À compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2018, la déduction concernant les filiales d'assurance de dommages peut être réduite du montant suivant pour chacune des filiales :

$$\left(1 - \frac{n}{16}\right) \times (\text{Somme de tous les montants déduits et renversés du Capital disponible} + 0,5 \times \text{Capital minimal requis})$$

Où n correspond au nombre de trimestres écoulés depuis le 31 décembre 2014.

La déduction totale dans le Capital disponible doit être répartie ainsi :

- 50 % doit être déduit du capital net de catégorie 1; et
- 50 % doit être déduit du capital brut de catégorie 2.

Les participations dans des instruments financiers de filiales financières réglementées dissemblables sont déduites dans la catégorie de capital où l'instrument serait admissible s'il était émis par l'assureur lui-même. Lorsqu'un instrument émis par une filiale financière réglementée dissemblable satisfait aux critères énoncés à la section 2.1.1.1 ou à la section 2.1.1.2, il est déduit du Capital brut de catégorie 1. Si un instrument dans lequel l'assureur a investi ne satisfait pas aux critères d'admissibilité du capital des catégories 1 ou 2, l'instrument est déduit du Capital brut de catégorie 1.

Le montant déduit est la valeur comptable de la filiale déconsolidée présentée comme une participation évaluée selon la méthode comptable de la mise en équivalence, comme précisé dans la section 1.3. La déduction de ce montant comprend donc les écarts d'acquisition, les autres actifs incorporels, les actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies, les AID, les actifs grevés, le cumul des AÉRG et tous les autres actifs nets de la filiale déconsolidée, puisque la déconsolidation devrait renverser ces montants avant leurs déductions respectives du Capital brut de catégorie 1.

Lorsque l'assureur octroie une facilité telle qu'une lettre de crédit ou une garantie qui est traitée comme du capital³⁷ par la filiale financière réglementée dissemblable, le montant en entier de la facilité doit être déduit du Capital brut de catégorie 1³⁸.

Aucun facteur de risque de crédit n'est appliqué aux participations dans des filiales financières réglementées dissemblables, ni aux lettres de crédit et garanties ou aux autres facilités octroyées à ces filiales lorsqu'elles ont été déduites du Capital disponible. Lorsque des lettres de crédit ou des garanties leur sont accordées et qu'elles ne sont pas déduites du Capital disponible, elles sont traitées comme des substituts directs de crédit, conformément à la présente ligne directrice (voir les chapitres 3 et 4).

Les renseignements détaillés des calculs doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

2.1.2.8 Excédents des valeurs de rachat sur les passifs actuariels calculés globalement

Les excédents des valeurs de rachat sur les passifs actuariels (les « Excédents ») sont calculés globalement par groupe de produits après réduction pour toute forme de réassurance. La déduction du Capital brut de catégorie 1 est la somme des Excédents positifs calculés pour chaque groupe de produits, où les Excédents positifs d'un groupe sont égaux au plus élevé des Excédents globaux du groupe ou de zéro. Toutes les polices à l'intérieur d'un groupe doivent faire partie de la même branche d'activité (comme défini dans le formulaire VIE), être contractuellement similaires et doivent éventuellement accorder des valeurs de rachat notables. Les polices qui n'accordent jamais de valeurs de rachat ne peuvent pas servir à compenser les Excédents des polices qui en accordent. Les valeurs de rachat utilisées dans le calcul des Excédents doivent être réduites de tous les frais de rachat, ajustements à la valeur marchande et autres déductions que l'assureur pourrait raisonnablement s'attendre à appliquer lorsqu'une police est rachetée. Les passifs des polices utilisés dans le calcul des Excédents comprennent les flux de trésorerie d'impôt différé selon les hypothèses d'évaluation requises par les *Normes de pratique* de l'ICA avant tout ajustement comptable pour la présentation de l'impôt différé au bilan.

³⁷ C'est-à-dire que la facilité peut être utilisée en cas d'insuffisance du capital de la filiale financière réglementée dissemblable et elle est subordonnée aux droits de ses clients.

³⁸ Bien que la facilité n'ait pas été utilisée, les ressources ne seraient pas disponibles pour couvrir les exigences de capital de l'assureur si elle était utilisée.

2.1.2.9 Passifs actuariels négatifs calculés police par police

Le calcul des passifs actuariels négatifs (les « Passifs négatifs ») doit être effectué police par police après réduction pour toute forme de réassurance³⁹. Les Passifs négatifs (calculés police par police) peuvent être ajustés par l'application d'un facteur en pourcentage, puis réduits des montants qui peuvent être récupérés en cas de rachat. La déduction du Capital brut de catégorie 1 est le montant total des Passifs négatifs ajustés (calculés police par police), réduits des montants récupérables au rachat, mais où le montant net pour chaque police est sujet à un minimum de zéro. Les passifs des polices utilisés dans le calcul du montant des Passifs négatifs (calculés police par police) comprennent les flux de trésorerie d'impôt différé selon les hypothèses d'évaluation requises par les *Normes de pratique* de l'ICA, avant tout ajustement comptable pour la présentation de l'impôt différé au bilan.

Le montant de Passifs négatifs (calculés police par police) doit être calculé pour tous les produits de toutes les branches d'activité, incluant les affaires d'assurance collective et d'assurance contre les accidents et la maladie. Le calcul doit inclure :

- les Passifs négatifs de chaque certificat des polices d'assurance collective dont les primes ou les passifs sont basés sur les caractéristiques propres des assurés, comme les groupes associations ou l'assurance créancier;
- l'excédent, si positif, des frais d'acquisition différés de toute police sur ses frais de résiliation ou de rachat; et
- les provisions de remboursement négatives d'assurance collective lorsque la récupération n'est pas totalement certaine, calculées police par police.

Le Passif négatif pour une police peut être ajusté en le multipliant par un facteur de 70 %, s'il provient des portefeuilles suivants :

- les assurés actifs de produits canadiens d'assurance maladie souscrits individuellement;
- les produits canadiens d'assurance vie souscrits individuellement.

Aucun ajustement n'est appliqué aux Passifs négatifs associés à tout autre portefeuille. Le Passif négatif ajusté d'une police peut ensuite être réduit encore jusqu'à un minimum de zéro par la somme des montants suivants récupérables au rachat :

- 85 % du remboursement net de commission de la police;
- γ multiplié par 70 % de l'exigence marginale du risque d'assurance de la police, où γ est le coefficient défini à la section 1.1.5; et

³⁹ Les Passifs négatifs comprennent ceux que l'assureur a acceptés en vertu d'ententes de coassurance modifiée et excluent ceux que l'assureur a cédés en vertu d'ententes de coassurance modifiée réputées constituer de la réassurance agréée.

- un montant défini ci-dessous si la police est acceptée en vertu d'un traité de réassurance temporaire renouvelable annuellement (« TRA »).

Cependant, le montant total maximum de la réduction pour les montants récupérables au rachat qui est applicable à la déduction du Capital de catégorie 1 pour les Passifs négatifs ajustés (calculés police par police) est limité à 25 % du montant suivant :

- le Capital brut de catégorie 1; moins
- la somme de toutes les déductions du Capital brut de catégorie 1 utilisées dans le calcul du Capital net de catégorie 1 selon la section 2.1.2, excluant les Passifs négatifs; moins
- le montant total des Passifs négatifs ajustés (calculés police par police) sans aucune réduction pour les montants récupérables au rachat.

Afin d'utiliser tout montant récupérable au rachat pour compenser le Passif négatif ajusté d'une police, le montant doit être calculé pour cette police isolément. Les sections suivantes fournissent des détails supplémentaires sur le calcul de chacun des montants.

2.1.2.9.1 Remboursements nets de commission

Le remboursement net de commission pour une police est égal à $S \times C$, où S est le facteur utilisé pour ajuster le Passif négatif de la police (soit 70 % ou 100 %) et C est le remboursement de commission de la police que l'assureur pourrait raisonnablement s'attendre à récupérer lorsque la police est rachetée. Le montant de remboursement utilisé doit être basé sur le barème de remboursement de la police et il doit être réduit de toute commission cédée ou allocation de réassurance.

2.1.2.9.2 Exigences marginales du risque d'assurance

L'exigence marginale du risque d'assurance pour une police est égale à la somme des exigences marginales de la police pour chacun des risques d'assurance. Dans le calcul de la compensation du Passif négatif ajusté d'une police, l'exigence marginale du risque d'assurance de la police doit être réduite de tout montant de crédit dont l'assureur a bénéficié pour les dépôts du titulaire de police et les ajustements pour l'assurance collective (voir les sections 6.7.2 et 6.7.3). Chaque exigence marginale de la police doit être calculée après réduction pour toute forme de réassurance. Toutes les exigences marginales de police des produits avec participation et des produits ajustables admissibles doivent être multipliées par 30 %. Le Passif négatif ajusté d'une police ne peut pas être compensé par une exigence marginale du risque d'assurance si l'assureur a pris en compte une provision pour fluctuation des réclamations de réassurance couvrant la police dans son calcul des Dépôts admissibles.

Pour une police se trouvant dans une région (voir la section 1.1.5), l'exigence marginale de la police pour le risque de mortalité est obtenue par cette formule :

$$0,4 \times \left(\frac{cr_{vol}^2 + 2 \times cr_{cat} \times CR_{cat} - cr_{cat}^2}{\sqrt{CR_{vol}^2 + CR_{cat}^2}} + cr_n + cr_t \right)$$

où⁴⁰ :

- cr_{vol} est la composante de volatilité du risque de mortalité de la police;
- cr_{cat} est la composante de catastrophe du risque de mortalité de la police;
- CR_{vol} est la composante de volatilité du risque de mortalité pour toutes les affaires de la région de la police;
- CR_{cat} est la composante de catastrophe du risque de mortalité pour toutes les affaires de la région de la police;
- cr_n est la composante de niveau du risque de mortalité de la police;
- cr_t est la composante de tendance du risque de mortalité de la police.

L'exigence marginale de la police pour le risque relatif aux dépenses est égale à 40 % de l'exigence totale de la police pour ce risque. Pour tous les autres risques, l'exigence marginale de la police est obtenue par cette formule :

$$0,4 \times \left(\frac{2 \times cr_{vol} \times CR_{vol} + 2 \times cr_{cat} \times CR_{cat} - cr_{vol}^2 - cr_{cat}^2}{\sqrt{CR_{vol}^2 + CR_{cat}^2}} + cr_n + cr_t \right)$$

où⁴¹ :

- cr_{vol} est la composante de volatilité du risque d'assurance particulier de la police (multipliée par le facteur de fluctuation statistique de la région de la police, s'il y a lieu);
- cr_{cat} est la composante de catastrophe du risque d'assurance particulier de la police;
- CR_{vol} est la composante de volatilité du risque d'assurance particulier pour toutes les affaires de la région de la police;
- CR_{cat} est la composante de catastrophe du risque d'assurance particulier pour toutes les affaires de la région de la police;

⁴⁰ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁴¹ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

- cr_n est la composante de niveau du risque d'assurance particulier de la police (multipliée par le facteur de fluctuation statistique de la région de la police, s'il y a lieu);
- cr_t est la composante de tendance du risque d'assurance particulier de la police.

2.1.2.9.3 Polices acceptées en vertu d'un traité TRA

Si une police a été acceptée en vertu d'un traité de réassurance TRA admissible (défini comme un traité dont les primes sont pleinement garanties et qui ne confère pas de partage de profits), l'ajustement qui peut être utilisé pour réduire le Passif négatif de la police est le suivant :

$$PN \times \min\left(\frac{A - B}{A}; 0,25\right)$$

où :

- PN est le Passif négatif ajusté de la police;
- A est le total des Passifs négatifs ajustés pour toutes les polices incluses dans les traités de réassurance TRA admissibles de l'assureur, calculés police par police;
- B est le total des Passifs négatifs ajustés pour tous les traités de réassurance TRA admissibles de l'assureur, calculés traité par traité.

2.1.2.10 Autres items déduits du Capital brut de catégorie 1

Les items suivants doivent être déduits du Capital brut de catégorie 1 :

- toutes les exigences liées aux passifs cédés dans le cadre d'ententes de réassurance non agréée, réduites des crédits applicables (voir les sections 10.3 et 10.4);
- les options achetées pour lesquelles l'assureur choisit une déduction en vertu de la section 5.2.3.3.

2.1.3 Capital net de catégorie 1 et Capital de catégorie 1

Le Capital net de catégorie 1 est égal au Capital brut de catégorie 1 moins les déductions du Capital brut de catégorie 1.

L'assureur dont les déductions du Capital brut de catégorie 2 sont supérieures au Capital brut de catégorie 2 doit déduire l'excédent du Capital net de catégorie 1. Le Capital de catégorie 1 est égal au Capital net de catégorie 1 moins 50 % de la déduction totale pour les participations dans des filiales d'assurance de dommages et moins les déductions du Capital brut de catégorie 2 qui excèdent le Capital brut de catégorie 2 (voir la section 2.2.4).

2.2 Capital de catégorie 2

2.2.1 Capital brut de catégorie 2

Le Capital brut de catégorie 2 est égal à la somme des éléments suivants :

- les instruments de capital de catégorie 2 émis par l'assureur :
 - qui satisfont aux critères énoncés aux sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3; ou
 - qui ne satisfont pas aux critères énoncés aux sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3, mais, s'ils ont été émis avant le 25 septembre 2014, qui satisfont aux critères inclus aux sections 2.3.2.1 ou 2.3.2.2 de la Ligne directrice EMSFP 2014 (ces instruments sont assujettis aux mesures de transition définies à la section 2.4.1);
- les instruments émis par des filiales consolidées de l'assureur et détenus par des tiers investisseurs :
 - qui satisfont aux critères de classification en Capital de catégorie 2 énoncés aux sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3 (ces instruments sont assujettis aux conditions de la section 2.2.1.4 et aux mesures de transition définies à la section 2.4.2); ou
 - qui ne satisfont pas aux critères énoncés aux sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3, mais, s'ils ont été émis avant le 25 septembre 2014, qui satisfont aux critères inclus aux sections 2.3.2.1 ou 2.3.2.2 de la Ligne directrice EMSFP 2014 (ces instruments sont assujettis aux mesures de transition définies aux sections 2.4.1 et 2.4.2);
- les éléments de capital de catégorie 2, autres que des instruments de capital, définis à la section 2.2.1.5.

2.2.1.1 Critères d'admissibilité des instruments de capital de catégorie 2

Les instruments ne pourront être admis en qualité d'éléments de capital de catégorie 2 qu'à condition de satisfaire à tous les critères ci-dessous.

1. L'instrument est émis et payé en espèces ou, sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité, par d'autres moyens de paiement.
2. L'instrument est subordonné aux titulaires de police et aux créanciers ordinaires de l'assureur.
3. L'instrument n'est adossé ni à des sûretés ni à une garantie de l'émetteur ou d'une autre entreprise liée et il n'est assorti d'aucun dispositif rehaussant, sous une forme juridique ou économique, le rang de la créance par rapport à celles des titulaires de police et des créanciers ordinaires.

-
4. Échéance :
- a. L'échéance initiale de l'instrument est d'au moins cinq ans.
 - b. Sa reconnaissance dans le Capital disponible durant les cinq dernières années précédant l'échéance s'effectue sur la base d'un amortissement linéaire.
 - c. L'instrument ne comporte ni progression⁴² ni aucune autre incitation au rachat.
5. L'instrument peut comporter une option de remboursement anticipé à l'initiative de l'émetteur, mais celle-ci ne peut être exercée qu'après un minimum de cinq ans.
- a. Pour exercer une option de remboursement, l'assureur doit au préalable obtenir l'autorisation de l'Autorité.
 - b. Le comportement de l'assureur et les modalités de l'instrument ne doivent en rien laisser croire que l'option sera exercée⁴³.
 - c. L'assureur ne doit pas exercer l'option sauf s'il remplit l'une des conditions suivantes :
 - i. s'il remplace l'instrument remboursé par un même montant de capital de qualité égale ou supérieure, y compris une hausse des bénéfices non répartis et à des conditions viables en fonction de son revenu^{44,22};
 - ii. s'il démontre que la position de son capital est supérieure aux ratios cibles internes de capital une fois l'option de rachat exercée⁴⁵.
6. L'investisseur ne doit pas avoir le droit de précipiter les paiements programmés (principal ou intérêts), sauf en cas de faillite, d'insolvabilité ou de liquidation.
7. L'instrument ne peut pas comporter de clause liant le dividende au risque de crédit; autrement dit, le montant du dividende ou coupon ne peut pas être redéfini périodiquement en fonction, intégralement ou partiellement, du degré de solvabilité de l'assureur, par exemple sa cote de crédit ou ses ratios ESCAP⁴⁶.

⁴² Une progression s'entend d'une option d'achat assortie d'une augmentation préétablie de l'écart de crédit initial de l'instrument à une date ultérieure par rapport au taux initial de dividende (ou de distribution) après avoir pris en compte l'écart de swap entre l'indice de référence initial et le nouvel indice de référence. La conversion d'un taux fixe à un taux flottant (ou vice versa) accompagnée d'une option d'achat sans augmentation de l'écart de crédit ne constituerait pas une progression.

⁴³ Une option d'achat de l'instrument après cinq ans, mais avant le début de la période d'amortissement, ne sera pas réputée être un incitatif au rachat tant et aussi longtemps que l'assureur ne fait rien pour laisser croire qu'il exercera son option d'achat.

⁴⁴ Les émissions de remplacement peuvent se faire lorsque l'instrument est remboursé, mais pas après.

⁴⁵ Les ratios cibles internes de capital sont définis à la section 1.2.

⁴⁶ L'assureur peut avoir recours à un indice général comme taux de référence dans lequel il est une entité de référence; cependant, le taux de référence ne doit pas afficher une corrélation importante avec la cote de crédit de l'assureur. Si l'assureur a l'intention d'émettre des instruments de capital dans

-
8. L'instrument ne peut avoir été acheté par l'assureur ou par une entreprise liée sur laquelle l'assureur exerce son contrôle ou une influence notable et l'assureur ne peut avoir financé directement ou indirectement l'achat de l'instrument.
9. Si l'instrument n'est pas émis directement par une entité opérationnelle⁴⁷ ou la société de portefeuille du groupe consolidé (p. ex., par une entité *ad hoc*), le produit du placement doit être à la disposition immédiate et illimitée d'une entité opérationnelle ou de la société de portefeuille du groupe consolidé de telle manière que soient respectés ou dépassés tous les autres critères d'admissibilité du Capital de catégorie 2⁴⁸.

Les instruments de capital de catégorie 2 ne doivent pas renfermer de clauses ou de dispositions restrictives en cas de rendement insuffisant qui permettraient au détenteur d'accélérer le remboursement, à moins d'insolvabilité, de faillite ou de liquidation de l'émetteur.

Des instruments de capital de catégorie 2 peuvent être achetés en tout temps aux fins d'annulation, sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité. Il est entendu que l'achat aux fins d'annulation ne constitue pas une option de remboursement anticipé au sens des critères d'admissibilité de la présente section.

Des options en cas d'événement fiscal ou réglementaire peuvent être exercées durant la vie d'un instrument sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité et pourvu que l'assureur n'ait pas été en mesure d'anticiper un événement du genre au moment de l'émission. Si l'assureur choisit d'inclure un événement réglementaire dans un instrument de capital de catégorie 2, cet événement doit être « la date, indiquée dans une lettre de l'Autorité à l'assureur, à laquelle l'instrument cessera d'être entièrement considéré comme un élément admissible de capital de catégorie 2 de l'assureur ou inclus comme Capital disponible total fondé sur les risques, sur une base consolidée ».

Une modification ou une variation des modalités d'un instrument de capital de catégorie 2 qui influence son admissibilité à titre de Capital disponible ne sera permise que si l'Autorité l'a autorisée au préalable⁴⁹.

le cadre desquels la marge est liée à un indice général dans lequel il est une entité de référence, celui-ci doit s'assurer que le dividende ou coupon n'est pas sensible au crédit.

⁴⁷ Une entité opérationnelle est une entité établie pour faire des affaires avec des clients dans le but d'enregistrer des bénéfices pour son propre compte.

⁴⁸ Il est entendu que les seuls actifs qu'une entité *ad hoc* peut détenir sont des instruments interentreprises émis par l'assureur ou une entreprise liée dont les modalités satisfont aux critères de Capital de catégorie 2 ou les dépassent. Autrement dit, les instruments émis à l'entité *ad hoc* doivent satisfaire à tous les critères d'admissibilité du Capital de catégorie 2 ou les dépasser comme si l'entité *ad hoc* en soi était un investisseur final – c'est-à-dire que l'assureur ne peut émettre une dette de rang supérieur à une entité *ad hoc* et faire en sorte que cette dernière émette des instruments de capital admissibles à des tiers investisseurs afin d'obtenir une reconnaissance en qualité de Capital de catégorie 2.

⁴⁹ La modification, la bonification ou le renouvellement d'un instrument émis en faveur d'une entreprise liée peuvent être visés par les dispositions de la Loi relative aux transactions avec des personnes intéressées et des personnes liées aux administrateurs et dirigeants.

L'assureur peut « rouvrir » l'offre d'instruments de capital pour augmenter le montant de principal de l'émission initiale à condition que les options de rachat ne puissent être exercées, avec l'autorisation préalable de l'Autorité, qu'à compter du cinquième anniversaire de la date d'échéance de la dernière tranche de titres qui a été rouverte. Cependant, il ne peut rouvrir l'offre si :

- sa date initiale d'émission était le 24 septembre 2014 ou avant; et
- elle ne satisfait pas aux critères de la présente section.

Les options de désendettement ne peuvent être exercées qu'à compter du cinquième anniversaire de la date de clôture et avec l'autorisation préalable de l'Autorité.

Les passifs financiers de l'assureur qui ne sont pas admissibles à titre de Capital disponible sont assujettis à l'exigence du risque de taux d'intérêt (voir la section 5.1).

2.2.1.2 Instruments de capital de catégorie 2 émis à l'intention d'une société mère

En plus de devoir satisfaire aux critères d'admissibilité et aux exigences minimales stipulées dans la présente ligne directrice, les instruments de capital de catégorie 2 émis par l'assureur à l'intention d'une société mère, directement ou indirectement, peuvent être inclus dans le Capital de catégorie 2 pourvu que l'assureur avise l'Autorité de l'émission interentreprises et lui fournisse :

- une copie des modalités de l'instrument;
- le classement attendu de l'instrument aux fins du Capital disponible;
- la raison motivant la décision de ne pas émettre d'actions ordinaires au lieu de l'instrument de capital en question;
- la confirmation que le taux et les modalités de l'instrument sont au moins aussi avantageux pour l'assureur que les conditions du marché;
- la confirmation que l'incapacité de verser les dividendes ou les intérêts, selon le cas, sur l'instrument visé n'aura pas pour effet, maintenant ou ultérieurement, de rendre la société mère incapable de respecter ses propres obligations de service de la dette et d'entraîner l'application de dispositions de manquement réciproque ou des incidents de crédit aux termes d'ententes ou de contrats conclus par l'assureur ou la société mère.

2.2.1.3 Instruments de capital de catégorie 2 émis par des succursales et des filiales à l'étranger

Les instruments de créance émis par une succursale ou une filiale d'un assureur qui est située à l'étranger doivent être régis par les lois canadiennes. L'Autorité peut toutefois renoncer à cette exigence si l'assureur peut démontrer qu'un niveau de subordination comparable à ce que prévoient les lois canadiennes peut être réalisé.

En plus de satisfaire aux autres exigences prescrites dans la présente ligne directrice, si l'assureur souhaite inclure dans son Capital disponible consolidé un instrument de capital émis par une succursale ou une filiale qui se trouve l'étranger, il doit fournir à l'Autorité :

- une copie des modalités de l'instrument;
- une attestation d'un membre de la haute direction de l'assureur et une analyse à l'appui préparée par l'assureur confirmant que l'instrument satisfait aux critères d'admissibilité régissant la catégorie de Capital disponible dans laquelle l'assureur souhaite inclure l'instrument sur une base consolidée;
- un engagement de la part de l'assureur et de la filiale confirmant que l'instrument ne sera pas remboursé, acheté à des fins d'annulation ou modifié sans l'autorisation préalable de l'Autorité. Cet engagement ne sera pas nécessaire si l'autorisation préalable de l'Autorité est intégrée aux modalités de l'instrument.

2.2.1.4 Filiales consolidées ayant émis des instruments de capital de catégorie 2 à des tiers investisseurs

Les instruments de capital de catégorie 2 émis par des filiales de l'assureur (sauf des filiales déconsolidées aux fins de la présente ligne directrice) et détenus par des tiers investisseurs peuvent être admissibles en partie dans le capital consolidé de catégorie 2 de l'assureur mère.

Un instrument de capital de catégorie 2 émis par une filiale consolidée et détenu par un tiers investisseur est inclus dans le capital consolidé de catégorie 2 si :

1. il est émis pour la capitalisation de la société mère et satisfait à tous les critères suivants :
 - a. la filiale utilise le produit de l'émission pour acheter un instrument semblable de l'assureur mère qui satisfait aux critères des sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3;
 - b. les modalités de l'émission, de même que les virements intersociétés, doivent faire en sorte que l'investisseur soit placé dans la même situation que si l'instrument était émis par l'assureur mère;
 - c. l'instrument détenu par le tiers investisseur ne peut être effectivement garanti par d'autres actifs (p. ex., des espèces) détenus par la filiale;

ou
2. il a été émis avant le 28 octobre 2016 et est admissible en tant que Capital disponible selon la section 2.4.2.

Le montant qui peut être inclus dans le capital consolidé de catégorie 2 de l'assureur mère pour les instruments de capital de catégorie 2 émis par une filiale et détenus par des tiers investisseurs qui ne satisfont pas aux critères précédents est égal au moindre de :

-
- la valeur des instruments de capital de catégorie 2 émis par la filiale et détenus par des tiers investisseurs qui ne satisfont pas aux critères précédents;
 - la différence entre la Limite de participation des tiers calculée à la section 2.1.1.5 et le montant des instruments de capital et des éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables aux parts des actionnaires sans contrôle, inclus dans le capital consolidé de catégorie 1 qui sont émis par la filiale et détenus par des tiers investisseurs;
 - 50 % de la Limite de participation des tiers calculée à la section 2.1.1.5.

Le détail du calcul du montant inclus dans le Capital de catégorie 2 doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

2.2.1.5 Éléments de capital de catégorie 2, autres que des instruments de capital

Les éléments de capital de catégorie 2, autres que des instruments de capital, sont les suivants :

- tous les montants déduits du Capital brut de catégorie 1 pour les Passifs négatifs (voir la section 2.1.2.9), l'exigence pour passifs cédés police par police compensés (voir la section 10.3.2) et l'exigence pour montant total négatif de passifs cédés (voir la section 10.3.3);
- 75 % du montant déduit du Capital brut de catégorie 1 pour les excédents des valeurs de rachat sur les passifs actuariels (voir la section 2.1.2.8);
- l'Actif admissible des régimes de retraite, soit 50 % de la déduction du Capital brut de catégorie 1 pour les actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies (voir la section 2.1.2.4);
- le montant d'ajustement pour amortir l'impact de la période courante sur le Capital disponible lié aux passifs (actifs) nets au titre des régimes de retraite à prestations définies;
- la prime d'émission résultant de l'émission d'instruments de capital inclus dans le Capital de catégorie 2⁵⁰.

L'assureur peut faire le choix non récurrent d'amortir l'impact sur le Capital disponible lié aux passifs (actifs) nets au titre des régimes de retraite à prestations définies. L'impact pouvant être amorti dans chaque période est composé de la variation dans chaque période :

- a) du cumul des réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies présenté dans les AÉRG qui est inclus dans le Capital brut de catégorie 1;

⁵⁰ Une prime d'émission qui n'est pas admissible à titre de Capital de catégorie 1 ne sera admissible à titre de Capital de catégorie 2 que si les actions qui l'ont générée sont admissibles à titre de Capital de catégorie 2.

- b) de la déduction des actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies du Capital brut de catégorie 1 (voir la section 2.1.2.4);
- c) de l'Actif admissible des régimes de retraite inclus dans le Capital de catégorie 2.

Le montant pouvant être amorti dans chaque période correspond à la somme des impacts obtenus en a), b) et c) ci-dessus. Il s'amortit sur une base linéaire sur la durée de la période d'amortissement. Cette période s'étend sur douze trimestres et débute la première journée du trimestre courant. Cette décision est irrévocable et l'assureur devra continuer d'amortir à chaque trimestre le nouvel impact sur le Capital disponible des périodes subséquentes. Le détail du calcul du montant d'ajustement doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

2.2.2 Amortissement des instruments de capital de catégorie 2

Les instruments de capital de catégorie 2 sont soumis à un amortissement linéaire au cours des cinq dernières années précédant l'échéance. À mesure que l'échéance de ces instruments devient imminente, les soldes en cours doivent être amortis selon la séquence suivante :

Années résiduelles	Admis dans le capital
5 ans et plus	100 %
entre 4 et 5 ans	80 %
entre 3 et 4 ans	60 %
entre 2 et 3 ans	40 %
entre 1 et 2 ans	20 %
moins d'un an	0 %

L'amortissement doit être calculé à la fin de chaque trimestre d'exercice sur la base du tableau ci-dessus. L'amortissement doit ainsi débiter pendant le premier trimestre qui se termine dans la cinquième année civile avant l'échéance. Par exemple, si un instrument échoit le 31 octobre 2025, il y a amortissement de 20 % de l'émission le 1^{er} novembre 2020. C'est cet amortissement qui doit être inscrit dans le formulaire ESCAP au 31 décembre 2020. Un amortissement supplémentaire de 20 % doit être reflété dans chaque formulaire ESCAP au 31 décembre subséquent.

Le détail du calcul de l'amortissement doit être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

2.2.3 Déductions du Capital brut de catégorie 2

Les éléments suivants sont déduits du Capital brut de catégorie 2. Aucun facteur de risque de crédit n'est appliqué aux items qui sont déduits du Capital brut de catégorie 2.

2.2.3.1 Participations dans son propre Capital de catégorie 2

Les participations de l'assureur dans ses propres instruments de capital de catégorie 2, détenus directement ou indirectement, sont déduites du Capital brut de catégorie 2, s'ils n'ont pas déjà été décomptabilisés en vertu des IFRS.

De plus, tout instrument de capital de catégorie 2 que l'assureur pourrait être contractuellement obligé d'acheter doit être déduit du Capital brut de catégorie 2.

2.2.3.2 Participations dans des instruments de capital de filiales d'assurance de dommages et de filiales financières réglementées dissemblables

Pour une filiale d'assurance de dommages, la déduction totale dans le Capital disponible est égale à la somme des montants suivants (voir la section 1.3 pour les filiales dont le pourcentage de détention est inférieur à 100 %) :

- la somme de tous les montants déduits et reversés du Capital disponible de la filiale calculés selon le TCM;
- le montant obtenu en multipliant le capital minimal requis de la filiale calculé selon le TCM par 1,5.

À compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2018, la déduction concernant les filiales d'assurance de dommages peut être réduite du montant suivant pour chacune des filiales :

$$\left(1 - \frac{n}{16}\right) \times (\text{Somme de tous les montants déduits et reversés du Capital disponible} + 0,5 \times \text{Capital minimal requis})$$

Où n correspond au nombre de trimestres écoulés depuis le 31 décembre 2014.

La déduction totale dans le Capital disponible doit être répartie ainsi :

- 50 % doit être déduit dans le capital net de catégorie 1; et
- 50 % doit être déduit dans le capital brut de catégorie 2.

Les participations dans des instruments financiers de filiales financières réglementées dissemblables (voir la section 2.1.2.7) sont déduites dans la catégorie de capital où l'instrument serait admissible s'il était émis par l'assureur lui-même. Lorsqu'un instrument émis par une filiale financière réglementée dissemblable satisfait aux critères énoncés à la section 2.2.1.1, il est déduit du Capital brut de catégorie 2. Si un instrument dans lequel l'assureur a investi ne satisfait pas aux critères d'admissibilité du capital de catégorie 2, l'instrument est déduit du Capital brut de catégorie 1 (voir la section 2.1.2.7).

Un facteur de risque de crédit n'est pas appliqué aux participations dans des filiales financières réglementées dissemblables, ni aux autres facilités octroyées à ces filiales lorsqu'elles ont été déduites du Capital disponible.

Les renseignements détaillés des calculs doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

2.2.3.3 Participations croisées dans des instruments de capital de catégorie 2 de sociétés bancaires, d'assurance et financières

Les participations croisées dans des instruments de capital de catégorie 2 (p. ex., Assureur A détient des participations dans des instruments de capital de catégorie 2 d'Assureur B, qui détient en retour des participations dans des instruments de capital de catégorie 2 d'Assureur A), convenues directement ou indirectement, qui visent à gonfler artificiellement la position de capital de l'assureur sont déduites du Capital brut de catégorie 2.

2.2.4 Capital net de catégorie 2 et Capital de catégorie 2

Le Capital net de catégorie 2 est égal au Capital brut de catégorie 2 moins les déductions du Capital brut de catégorie 2 décrites dans la section 2.2.3. Toutefois, le Capital net de catégorie 2 ne doit pas être inférieur à zéro. Si le total des déductions du Capital brut de catégorie 2 est supérieur au Capital brut de catégorie 2, l'excédent doit être déduit du Capital net de catégorie 1 (voir la section 2.1.3).

Puisque le Capital de catégorie 2 ne peut pas être supérieur au Capital net de catégorie 1, le Capital de catégorie 2 est égal au moindre du Capital net de catégorie 2 et du Capital net de catégorie 1.

2.3 Composition du capital et limites

Les exigences de composition du capital et les limites suivantes s'appliquent aux éléments de capital après la prise en compte des déductions et des ajustements prescrits. Aux fins du calcul des limites décrites ci-dessous, les instruments assujettis aux mesures de transition définies aux sections 2.4.1 et 2.4.2 sont exclus des instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, et des instruments de capital de catégorie 2.

1. Le Capital de catégorie 1 doit être constitué essentiellement de l'avoir des actionnaires et de l'avoir des titulaires de police. Par conséquent, le total des éléments suivants doit être égal ou supérieur à 75 % du Capital net de catégorie 1 :
 - a. les actions ordinaires émises par l'assureur qui satisfont aux critères de la section 2.1.1.1;
 - b. les instruments émis par des filiales consolidées de l'assureur et détenus par des tiers investisseurs, qui satisfont les critères d'admissibilité des actions ordinaires énoncés à la section 2.1.1.1 et sous réserve de la section 2.1.1.5;
 - c. le surplus d'apport :

-
- i. la prime d'émission résultant de l'émission d'instruments de capital de catégorie 1 inclus dans le calcul de cette limite;
 - ii. les autres surplus d'apport résultant de sources autres que le profit (p. ex., les contributions et les fonds initiaux des membres d'une société mutuelle et les autres contributions des actionnaires en excédent des montants alloués au capital-actions pour les sociétés par actions), à l'exception des primes d'émission résultant de l'émission d'instruments de capital qui ne sont pas inclus dans le calcul de la présente limite;
 - d. les bénéfices non répartis;
 - e. le cumul ajusté des AÉRG;
 - f. le compte avec participation;
 - g. le compte sans participation des sociétés mutuelles;
 - h. les éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables aux parts des actionnaires sans contrôle, sous réserve de la section 2.1.1.5;
 - i. l'ajustement de l'avoir aux fins de l'ESCAP défini à la section 2.1.1.
2. Le Capital de catégorie 2 (en tenant compte de l'amortissement des instruments de capital) ne doit pas être supérieur à 100 % du Capital net de catégorie 1.

2.4 Disposition transitoire

2.4.1 Instruments de capital émis avant le 25 septembre 2014

Les instruments de capital émis avant le 25 septembre 2014 qui ne satisfont pas aux critères d'admissibilité définis aux sections 2.1.1.1, 2.1.1.2 à 2.1.1.4 et 2.2.1.1 à 2.2.1.3, mais qui satisfont aux critères définis aux sections 2.2.5.1 ou 2.2.5.2 de la Ligne directrice EMSFP 2014, sont assujettis au traitement suivant.

1. Les instruments demeurent admissibles comme du Capital disponible jusqu'à la première date de remboursement au pair ou la date de prise d'effet d'une caractéristique constituant un incitatif au rachat (c.-à-d. la date de prise d'effet de l'échéance), si cette date est antérieure.
2. Le cas échéant, les options en cas d'événement réglementaire ne pourront pas être exercées jusqu'à la fin de la période d'admissibilité de l'instrument.
3. Si la date de prise d'effet d'une échéance d'un instrument de capital de catégorie 2 se trouve pendant la période d'admissibilité et que l'émetteur choisit de ne pas exercer l'option de rachat malgré l'incitatif au rachat, l'instrument demeurera admissible dans le Capital disponible en autant qu'il satisfasse aux critères d'admissibilité définis dans les sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3.
4. Les règles d'amortissement du Capital de catégorie 2 s'appliquent encore aux instruments de catégorie 2 pendant les cinq dernières années précédant leur échéance.

-
5. Pendant la période d'admissibilité, les entités *ad hoc* associée à des instruments novateurs des catégories 1 et 2 ne doivent, en aucun temps, détenir des actifs qui excèdent sensiblement le montant global des instruments novateurs. L'Autorité considérera que la structure excède sensiblement les instruments novateurs si l'excédent est supérieur à 25 % dans le cas d'une structure fondée sur un actif et à 3 % dans le cas d'une structure fondée sur un prêt. Les montants supérieurs à ces limites doivent être autorisés par l'Autorité.

Les dispositions précédentes s'appliquent aux instruments émis par l'assureur ainsi qu'à ceux émis par des filiales consolidées à des tiers investisseurs.

2.4.2 Filiales consolidées ayant émis des instruments de capital à des tiers investisseurs

Un instrument de capital de catégorie 1 ou de catégorie 2 émis par une filiale de l'assureur et détenu par un tiers investisseur est admissible en tant que Capital disponible consolidé si :

1. il satisfait aux critères d'admissibilité du capital des catégories 1 ou 2 :
 - a. inclus aux sections 2.2.5.1, 2.2.5.2, 2.3.2.1 ou 2.3.2.2 de la Ligne directrice EMSFP 2014, sous réserve des mesures de transition définies à la section 2.4.1, s'il a été émis avant le 25 septembre 2014;
 - b. énoncés aux sections 2.1.1.1, 2.1.1.2 à 2.1.1.4 ou 2.2.1.1 à 2.2.1.3, s'il a été émis avant le 28 octobre 2016;

et

2. il satisfait aux critères suivants :
 - a. l'instrument n'est pas échu ou n'a pas été remboursé;
 - b. la première date de remboursement au pair qui suit le 27 octobre 2016 n'est pas passée.

Si un tel instrument n'a pas d'échéance, ni de date de remboursement au pair, il n'est plus admissible à partir du 1er janvier 2028.

Chapitre 3. Risque de crédit – éléments au bilan

Le risque de crédit est le risque de perte découlant d'un défaut potentiel d'une partie ayant une obligation financière auprès de l'assureur. Le capital requis considère le risque de défaut lui-même, ainsi que le risque que l'assureur subisse des pertes en raison de la détérioration de la solvabilité du créancier. Les facteurs de risque de crédit s'appliquent notamment aux obligations financières suivantes : les prêts, les titres de créance, les actifs et les comptes débiteurs de réassurance, les instruments dérivés, les montants dus des titulaires de police, des agents et des courtiers et les autres actifs.

L'exigence de capital pour les actifs au bilan est calculée en appliquant des facteurs de risque de crédit aux valeurs au bilan de ces actifs. Les mêmes facteurs s'appliquent aux actifs adossant les produits avec participation et produits ajustables admissibles. Une réduction du capital requis en raison de l'effet potentiel d'atténuation des risques lié aux réductions des participations ou à l'ajustabilité contractuelle est calculée séparément pour les produits avec participation et produits ajustables (voir le chapitre 9). Des sûretés, des garanties et des dérivés de crédit peuvent être utilisés afin de réduire le capital requis du risque de crédit⁵¹. Un facteur de risque de crédit de 0 % est attribué aux éléments constituant un portefeuille de titres dont une garantie octroyée par la Caisse de dépôt et placement du Québec en vigueur le 27 octobre 2016 supprime en tout temps tout risque de crédit pour l'assureur. Les attributs de cette garantie doivent être les mêmes que ceux mentionnés dans la section 3.3. Un facteur de risque de crédit de zéro est appliqué aux actifs déduits du Capital disponible. Le revenu de placements couru doit être présenté avec l'actif auquel il se rapporte et obtenir le même facteur que ce dernier.

De plus, l'exigence de capital du risque de crédit pour certains types de risques liés aux actifs est calculée en utilisant des techniques qui diffèrent de l'application des facteurs réguliers.

- L'exigence de capital pour les titres adossés à des créances est décrite dans la section 3.4.
- L'exigence de capital pour les mises en pension, prises en pension et accords de prêt de titres est décrite dans la section 3.5.
- Les actifs adossant les produits indexés ne sont pas assujettis à des facteurs de risque de crédit. Ils sont plutôt inclus dans le calcul du facteur de corrélation décrit dans la section 5.5.
- Les actifs détenus par les titulaires de police dans les fonds distincts de l'assureur ne sont pas assujettis aux exigences du présent chapitre⁵².

Le calcul du capital requis pour les items hors bilan est décrit dans le chapitre 4.

⁵¹ Le capital requis du risque de crédit peut aussi être réduit en vertu de certaines ententes de réassurance agréées, comme décrit à la section 10.5.3.

⁵² Voir la section 5.4 pour le traitement des actifs des entités consolidées de fonds communs de placement.

3.1 Capital requis du risque de crédit pour les actifs au bilan

La valeur comptable des actifs au bilan est utilisée pour calculer leur capital requis du risque de crédit.

3.1.1 Utilisation de notations

Plusieurs facteurs du présent chapitre dépendent des notations attribuées à un actif ou à un débiteur. Pour utiliser un facteur fondé sur une notation, l'assureur doit satisfaire à toutes les conditions énoncées dans la présente section. Les assureurs peuvent reconnaître les notations de crédit des agences de notation suivantes :

- DBRS;
- Fitch Ratings;
- Moody's Investors Service;
- Standard & Poor's Ratings Services.

L'Annexe 3-A présente la correspondance entre les catégories de notation utilisées dans la présente ligne directrice et par différentes agences de notation. Il faut noter que les catégories de notation de l'ESCAP ne comprennent pas de modificateurs.

L'assureur doit choisir les agences de notation auxquelles il entend recourir puis utiliser de manière cohérente les notations de ces dernières pour chaque type de créance. L'assureur ne peut pas sélectivement choisir entre les évaluations fournies par différentes agences de notation.

Les notations utilisées pour déterminer un facteur doivent être disponibles publiquement, c'est-à-dire qu'elles doivent être publiées sous une forme facilement disponible et incluses dans la matrice de transition de l'agence de notation. En conséquence, les notations qui sont mises à la seule disposition des parties à une transaction ou à quelques parties ne respectent pas cette exigence.

Si l'assureur s'en remet à plusieurs agences de notation et qu'il n'existe qu'une seule notation pour une créance en particulier, c'est cette notation qui devra être utilisée pour en déterminer l'exigence de capital. S'il existe deux notations effectuées par des agences de notation choisies par l'assureur produisant des notes différentes, il doit appliquer le facteur de risque de crédit qui correspond à la plus faible des deux notations. Si le nombre de notations produites par les agences de notation choisies par l'assureur dépasse deux, l'assureur doit exclure l'une des notations qui correspond au plus faible facteur de risque de crédit, puis utiliser la notation qui correspond au plus faible facteur de risque de crédit qui subsiste (c.-à-d. que l'assureur doit utiliser la deuxième notation la plus élevée parmi celles qui sont disponibles, en tenant compte de toutes les occurrences de la notation la plus élevée).

Lorsque l'assureur détient une émission particulière de titres à laquelle s'applique une ou des notations portant sur cette émission, le facteur de risque de crédit de la créance

sera basé sur ces notations. Lorsque la créance de l'assureur n'est pas un placement dans un titre portant une notation explicite, les conditions qui suivent sont appliquées.

1. Lorsque l'emprunteur dispose d'une notation explicite pour un titre d'emprunt émis, mais que la créance de l'assureur n'est pas un placement dans ce titre particulier, une notation BBB ou mieux à l'égard du titre noté ne peut être appliquée à la créance non évaluée de l'assureur que si cette créance est de rang égal (*pari passu*) ou supérieur à tous égards à celui de la créance évaluée. Autrement, la notation de crédit ne peut être utilisée et la créance de l'assureur doit être traitée comme une obligation non notée.
2. Lorsque l'emprunteur bénéficie d'une notation d'émetteur, celle-ci s'applique habituellement aux créances de premier rang non garanties de cet émetteur. En conséquence, seules les créances de premier rang de cet émetteur peuvent bénéficier d'une notation de qualité supérieure (BBB ou mieux). Les autres créances non évaluées de l'émetteur sont traitées comme des créances non notées. Si la notation de l'émetteur ou de l'une de ses émissions est BB ou moins, cette notation doit être utilisée pour déterminer l'exigence de capital pour une créance non évaluée de l'émetteur.
3. Les évaluations à court terme sont censées concerner une émission donnée. Elles ne peuvent être utilisées que pour déduire les facteurs de risque de crédit appliqués aux créances provenant du titre noté et ne peuvent être étendues à d'autres créances à court terme. Une évaluation à court terme ne peut en aucun cas être utilisée pour appuyer l'exigence de capital d'une créance à long terme non évaluée.
4. Lorsque le facteur de risque de crédit portant sur une exposition non évaluée repose sur la notation d'une exposition équivalente de l'emprunteur, des notations en devises étrangères doivent être utilisées pour les expositions en devises étrangères. Les notations en dollars canadiens, si elles sont distinctes, ne doivent être utilisées que pour établir les facteurs de risque de crédit des créances libellées en dollars canadiens.

Les conditions supplémentaires qui suivent s'appliquent à l'utilisation des notations.

1. Les évaluations externes appliquées à une personne morale faisant partie d'un groupe ne peuvent être utilisées pour établir les facteurs de risque de crédit des autres personnes morales du groupe.
2. Aucune notation ne peut être induite pour une personne morale non évaluée en se fondant sur les actifs qu'elle possède.
3. Afin d'éviter la double comptabilisation des facteurs de rehaussement du crédit, l'assureur ne peut reconnaître l'atténuation du risque de crédit en vertu des sections 3.2 et 3.3 si le rehaussement du crédit a déjà été pris en compte dans la notation explicite de l'émission.
4. L'assureur ne peut pas reconnaître une notation si cette notation est au moins en partie basée sur un soutien non financé (p. ex., des garanties, du rehaussement de crédit et des facilités de trésorerie) fournie par l'assureur lui-même ou l'une de ses sociétés affiliées.

5. L'évaluation doit prendre en considération et refléter le montant total de l'exposition au risque de crédit encourue par l'assureur pour tous les paiements qui lui sont dus. Plus particulièrement, si le capital et les intérêts sont dus à l'assureur, l'évaluation doit prendre en considération et refléter la totalité du risque de crédit lié tant au principal qu'aux intérêts.

L'assureur ne peut pas se fonder sur une évaluation non sollicitée pour déterminer le facteur de risque de crédit d'un actif, sauf pour un actif représentant une exposition à un État pour lequel il n'existe pas d'évaluation sollicitée.

3.1.2 Facteurs de risque de crédit fondés sur des notations externes

Les facteurs de risque de crédit dans le tableau ci-dessous s'appliquent aux expositions de crédit notées qui satisfont aux critères énoncés dans la section 3.1.1. Ces facteurs peuvent être utilisés pour les expositions suivantes : les obligations, les prêts, les prêts hypothécaires, les garanties et expositions hors bilan. Cependant, ces facteurs ne peuvent pas être utilisés pour des expositions à des réassureurs (voir la section 3.1.7), des titres adossés à des créances (voir la section 3.4) et des instruments de capital (incluant les dettes subordonnées) émises par des institutions financières canadiennes ou étrangères qui sont admissibles comme capital réglementaire pour l'émetteur (voir la section 5.2.2). Les facteurs varient selon la notation et l'échéance effective de l'exposition.

Catégorie de notation ⁵³	Échéance effective en années					
	1	2	3	4	5	10
AAA	0,25 %	0,25 %	0,50 %	0,50 %	1,00 %	1,25 %
AA	0,25 %	0,50 %	0,75 %	1,00 %	1,25 %	1,75 %
A	0,75 %	1,00 %	1,50 %	1,75 %	2,00 %	3,00 %
BBB	1,50 %	2,75 %	3,25 %	3,75 %	4,00 %	4,75 %
BB	3,75 %	6,00 %	7,25 %	7,75 %	8,00 %	8,00 %
B	7,50 %	10,00 %	10,50 %	10,50 %	10,50 %	10,50 %
Inférieure à B	15,50 %	18,00 %	18,00 %	18,00 %	18,00 %	18,00 %

Dans le cas des échéances effectives comprises entre 1 et 10 ans, le facteur applicable doit être déterminé par interpolation linéaire entre les deux échéances effectives les plus proches indiquées dans le tableau ci-dessus. Pour les échéances effectives supérieures

⁵³ L'Annexe 3-A contient un tableau présentant les notations équivalentes de DBRS, Fitch Ratings, Moody's Investors Service et Standard & Poor's Ratings Services.

à 10 ans, il conviendrait d'utiliser le facteur correspondant à l'échéance effective de 10 ans. Dans le cas des échéances effectives inférieures à 1 an, il conviendrait d'utiliser le facteur correspondant à l'échéance effective de 1 an.

Pour un instrument dont l'échéance des flux de trésorerie est déterminée, l'échéance effective⁵⁴ est définie ainsi :

$$\text{Échéance effective (E)} = \frac{\sum_t t \times FT_t}{\sum_t FT_t}$$

où :

FT_t sont les flux de trésorerie (principal, intérêts et frais) que doit contractuellement payer l'emprunteur à la période t .

Si l'assureur ne peut pas calculer l'échéance effective des paiements contractuels selon la formule ci-dessus, il peut utiliser à titre d'échéance effective la durée restante maximale (en années) que l'emprunteur peut prendre pour s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles (principal, intérêts et frais) selon les conditions de l'accord de prêt. Normalement, ceci correspondra à l'échéance nominale de l'instrument.

Si une obligation négociée comprend une option intégrée d'encaissement anticipé à l'avantage de son détenteur, l'assureur peut utiliser les flux de trésorerie jusqu'à la date de prise d'effet de la clause pour calculer l'échéance effective si le rendement jusqu'à cette date est supérieur au rendement à l'échéance en se fondant sur la valeur marchande courante de l'obligation. Pour tout titre de créance, l'existence d'une clause de remboursement anticipé n'a pas d'impact sur le calcul de l'échéance effective.

Pour les dérivés soumis à un accord général de compensation, l'échéance moyenne pondérée des transactions doit être utilisée lors du calcul de l'échéance effective. De plus, le montant notionnel de chaque transaction doit être utilisé pour pondérer l'échéance.

Lorsque l'assureur a des expositions multiples avec une entité ou avec des entreprises liées⁵⁵, il doit regrouper toutes les expositions au sein de chaque notation et catégorie d'actif (p. ex., hypothèques notées A, obligations et prêts notés BBB) avant de calculer l'échéance effective pour les expositions^{56, 57}.

⁵⁴ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁵⁵ Une entreprise liée peut comprendre une société mère, une société sœur, une filiale ou toute autre société affiliée.

⁵⁶ L'échéance effective pour les expositions avec des entreprises liées au sein de chaque notation peut être également calculée comme la moyenne pondérée des échéances effectives des expositions individuelles. Le poids devant être appliqué à l'échéance de chaque exposition est égal au résultat de la division des flux de trésorerie totaux non actualisés de l'exposition aux flux de trésorerie totaux non actualisés de toutes les expositions des entreprises liées.

⁵⁷ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

3.1.3 Titres à court terme

Un facteur de 0,3 % s'applique aux dépôts à vue, chèques, acceptations et obligations semblables auprès d'institutions de dépôts réglementées assujetties aux exigences de solvabilité du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (Comité de Bâle) et dont la date d'échéance originale est inférieure à trois mois.

Les facteurs de risque de crédit dans le tableau ci-dessous s'appliquent aux titres à court terme notés qui satisfont aux critères énoncés dans la section 3.1.1.

Catégorie de notation ⁵⁸	Facteur
C1	0,3 %
C2	0,6 %
C3	2,5 %
Toutes les autres notations à court terme	10 %

3.1.4 Entités admissibles pour un facteur de 0 %

Les obligations, billets et autres titres des entités qui suivent sont admissibles à un facteur de risque de crédit de 0 % :

- le gouvernement du Canada;
- les États notés AA ou mieux et leurs banques centrales, à condition qu'une telle notation s'applique à la devise dans laquelle une obligation est libellée⁵⁹;
- les États non notés pour lesquels les participants à l'« Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public⁶⁰ » ont assigné une classification de risque pays de 0 ou 1 aux obligations libellées dans la monnaie nationale de l'État;
- les gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada;
- les mandataires des gouvernements du Canada, de ses provinces et territoires dont les dettes constituent, en vertu de leurs lois habilitantes, des obligations directes de ces gouvernements;
- la Banque des règlements internationaux;

⁵⁸ L'Annexe 3-A contient un tableau présentant les notations équivalentes de DBRS, Fitch Ratings, Moody's Investors Service et Standard & Poor's Ratings Services.

⁵⁹ Les obligations des États notés moins de AA- ne peuvent pas se voir attribuer un facteur de 0 % et sont plutôt assujetties aux exigences énoncées à la section 3.1.2.

⁶⁰ Cette classification peut être consultée sur le site Web de l'OCDE (<http://www.oecd.org>), à la page « Crédits à l'exportation » du thème « Échanges ».

-
- le Fonds monétaire international;
 - la Communauté européenne et la Banque centrale européenne;
 - les banques multilatérales de développement ci-après :
 - Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD);
 - Société financière internationale (SFI);
 - Banque asiatique de développement (BAsD);
 - Banque africaine de développement (BAfD);
 - Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD);
 - Banque interaméricaine de développement (BID);
 - Banque européenne d'investissements (BEI);
 - Fonds européen d'investissement (FEI);
 - Banque nordique d'investissement (NIB);
 - Banque de développement des Caraïbes (CDB);
 - Banque islamique de développement (BID);
 - Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB);
 - La Facilité internationale de financement pour la vaccination (IFFIm);
 - Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA);
 - les entités du secteur public, sur des territoires situés à l'extérieur du Canada où :
 - la notation des territoires est de AA ou mieux; et
 - l'organisme national de surveillance des banques des territoires d'origine autorise les banques sous sa surveillance à utiliser un coefficient de pondération de 0 % pour les entités du secteur public, en vertu de l'Accord de Bâle;
 - les bourses et chambres de compensation reconnues qui servent de contreparties centrales⁶¹ pour les opérations de financement par dérivés et titres.

⁶¹ Une contrepartie centrale (« CPC ») est une entité qui en s'interposant entre les contreparties à des contrats négociés sur un ou plusieurs marchés financiers, devient la contrepartie en droit, agissant comme acquéreur face à tout vendeur et cédant face à tout acheteur. Une contrepartie centrale admissible (« CPCA ») est une entité qui détient un permis pour exercer en tant que contrepartie centrale (incluant un permis délivré par confirmation et exemption) et qui est autorisée par l'organisme de réglementation ou de supervision pertinent à exercer en tant que tel pour les produits offerts. Ceci est assujéti à la disposition que la CPC est soumise à la supervision prudentielle du territoire où elle est établie et que l'organisme de réglementation ou de supervision de ce territoire a mis en place et indiqué publiquement qu'il applique en permanence à cette CPC des règles et réglementations nationales conformes aux *Principes pour les infrastructures de marchés financiers* du CSPR-OICV. Pour être admissible au facteur de 0 %, la CPC doit couvrir par des sûretés, sur une base journalière, ses expositions au risque de crédit envers toutes ses contreparties, de manière à assurer sa protection à l'égard du risque de crédit. Le facteur de 0 % ne peut pas être appliqué aux opérations qui ont été

3.1.5 Titres de créance non notés

Les titres à court terme non notés dont l'échéance originale est inférieure à un an se voient attribuer le facteur de risque de crédit correspondant à une notation de la catégorie C3, à moins qu'un émetteur dispose de titres à court terme dont l'évaluation justifie une exigence de capital de 10 %. Si un émetteur a de tels titres en circulation, toutes les créances non notées de l'émetteur, qu'elles soient à court ou à long terme, se voient également imposer un facteur de risque de crédit de 10 %, à moins que l'assureur utilise des techniques reconnues d'atténuation du risque de crédit (voir les sections 3.2 et 3.3) pour ces créances.

Lorsqu'il n'est pas possible d'induire une notation pour une obligation ou un prêt en utilisant les règles de la section 3.1.1, l'assureur doit utiliser le facteur de risque de 6 %. Ce facteur s'applique aussi aux instruments dérivés ou autres transactions sur les marchés de capitaux pour lesquels une notation ne peut pas être induite. Cependant, les obligations non notées de municipalités québécoises se voient attribuer les facteurs applicables aux expositions de crédit notées A selon la section 3.1.2.

3.1.6 Prêts hypothécaires⁶²

L'assureur peut utiliser un facteur fondé sur les notations de la section 3.1.2 pour un prêt hypothécaire si ce prêt satisfait aux critères d'utilisation des notations énoncés à la section 3.1.1. Pour les autres prêts hypothécaires, les facteurs suivants s'appliquent :

Facteur	Catégorie de prêt hypothécaire
0 %	Prêts hypothécaires garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (« SCHL ») ou assurés en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (« LNH ») ou de programmes provinciaux d'assurance hypothécaire équivalents
Voir ci-dessous	Prêts hypothécaires garantis par des assureurs hypothécaires privés
2 %	Prêts hypothécaires résidentiels admissibles et marges de crédit hypothécaire résidentiel admissibles
6 %	Prêts hypothécaires commerciaux (bureaux, magasins de détail, usines, hôtels, autres)
6 %	Prêts hypothécaires résidentiels non admissibles et marges de crédit hypothécaire résidentiel non admissibles

refusées par la CPC, ni à l'égard des placements en actions, des fonds de garantie ou des obligations de fonds de défaut liés à la CPC. Lorsqu'une CPC exerce dans un territoire qui ne possède pas un organisme de réglementation de CPC qui applique les Principes à la CPC, l'Autorité peut déterminer si la CPC satisfait à cette définition.

⁶² Les titres adossés à des créances hypothécaires, à des créances hypothécaires avec flux groupés ou à toute autre créance ne sont pas assujettis à la présente section, mais à la section 3.4.

Facteur	Catégorie de prêt hypothécaire
10 %	Prêts hypothécaires garantis par des terrains non aménagés (p. ex., financement de travaux de construction), autres que des terrains servant à l'agriculture ou à l'extraction de minéraux. Un immeuble récemment construit ou rénové sera considéré comme en construction jusqu'à ce qu'il soit achevé et loué à 80 %
10 %	Partie d'un prêt hypothécaire qui est fondée sur une augmentation de valeur due à un changement de vocation du bien hypothéqué
18 %	Prêts hypothécaires dépréciés et restructurés, réduits des radiations et des provisions spécifiques

Lorsqu'un prêt hypothécaire est en grande partie assurée par un assureur hypothécaire privé qui détient une garantie de sécurité auprès du gouvernement du Canada (p. ex., une garantie accordée en vertu de la Loi sur la protection de l'assurance hypothécaire résidentielle⁶³), l'assureur doit prendre en compte l'effet d'atténuation du risque exercé par la garantie en comptabilisant la partie de l'exposition qui est couverte par la garantie de sécurité du gouvernement du Canada de la même manière que s'il s'agissait d'une exposition couverte directement par ce dernier. Le reste de l'exposition doit être traité comme une exposition au garant de l'hypothèque selon les règles énoncées à la section 3.3.

Les prêts hypothécaires et les marges de crédit hypothécaires résidentiels doivent satisfaire à l'un des critères suivants afin d'être admissibles au facteur de 2 % :

1. Le prêt ou la marge de crédit est garanti par une hypothèque de premier rang sur un immeuble résidentiel en copropriété ou possédant un à quatre logements, est consenti à une ou plusieurs personnes ou garanti par une ou plusieurs personnes, n'est pas en souffrance depuis 90 jours ou plus et son ratio prêt-valeur ne dépasse pas 80 %.
2. Le prêt ou la marge de crédit est garanti par une hypothèque subsidiaire de premier rang ou non, sur un immeuble résidentiel en copropriété ou possédant un à quatre logements, est consenti à une ou plusieurs personnes ou garanti par une ou plusieurs personnes, à la condition qu'aucune autre partie que l'assureur ne détienne une hypothèque de premier rang ou intermédiaire sur ledit immeuble. De plus, le prêt ou la marge de crédit ne doit pas être en souffrance depuis 90 jours ou plus et le ratio prêt-valeur de tous les prêts détenus par l'assureur et garantis par le même immeuble ne dépasse pas 80 %.

Les participations dans des propriétés hôtelières ou détenues en multipropriété ne sont pas admissibles au facteur de 2 %.

⁶³ L.C. 2011, ch. 15, art. 20.

3.1.7 Actifs de réassurance et comptes débiteurs

Facteur	Actifs de réassurance et comptes débiteurs
0,7 %	Comptes débiteurs découlant de réassurance agréée
0,7 %	Primes de réassurance exigibles d'assureurs assujettis à une réglementation fédérale ou provinciale
2,5 %	Actifs de réassurance découlant de réassurance agréée
5 %	Comptes débiteurs de moins de 60 jours ⁶⁴ , incluant les comptes débiteurs découlant de réassurance non agréée
10 %	Comptes débiteurs de 60 jours ou plus ⁶⁵ , incluant les comptes débiteurs découlant de réassurance non agréée

Les définitions de réassurance agréée et non agréée se trouvent à la section 10.1. L'exigence de capital liée à un actif de réassurance agréée qui est calculée à l'aide du facteur de 2,5 % peut être réduite en raison de circonstances particulières (voir la section 10.5.3).

Les actifs de réassurance positifs peuvent être compensés par les actifs de réassurance négatifs pour chacun des réassureurs. Le montant total des actifs de réassurance par réassureur est limité à zéro⁶⁶ à l'intérieur de chaque bloc homogène de produits avec participation d'une même région (voir le chapitre 9) et de chaque bloc de produits sans participation d'une même région. Les véhicules de garantie fournis par les réassureurs dans le cadre de réassurance agréée peuvent être reconnus, sous réserve de la satisfaction aux critères des sections 3.2 et 3.3.

3.1.8 Autres éléments

Facteur	Autres éléments
0 %	Espèces conservées dans les locaux de l'assureur
0 %	Gains non réalisés et créances courues sur les contrats à terme de gré à gré, les swaps, les options achetées et les instruments dérivés similaires lorsqu'ils ont été pris en compte dans le calcul des instruments hors bilan
0 %	Tout élément déduit du Capital disponible, y compris les écarts d'acquisition, les autres actifs incorporels, les actifs d'impôt différé et les placements dans les filiales déconsolidées et considérées selon la méthode de la mise en équivalence selon la section 1.3
0 %	Primes échelonnées impayées non échues

⁶⁴ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁶⁵ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁶⁶ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

Facteur	Autres éléments
5 %	Primes échues depuis moins de 60 jours ⁶⁷ , incluant les primes échelonnées
10 %	Primes échues depuis 60 jours ou plus ⁶⁸ , incluant les primes échelonnées
10 %	Valeur comptable d'éléments divers (p. ex., soldes débiteurs de représentants, frais payés d'avance et reportés)
10 %	Montant des remboursements disponibles d'actifs excédentaires au titre des régimes de retraite à prestations définies inclus dans le Capital de catégorie 1 (voir la section 2.1.2.4)
10 %	Titres et autres catégories de placements qui ne font l'objet d'aucun traitement explicite dans les sections 3.1, 5.2, 5.3 ou 5.4
20 %	Actifs détenus pour la vente ⁶⁹
25 %	Actifs d'impôt différé non déduits du Capital disponible

3.1.9 Contrats de location

3.1.9.1 Preneur

Lorsque l'assureur est le preneur en vertu d'un contrat de location simple, aucun capital n'est requis. Dans le cas d'un contrat de location-financement, l'exigence de capital pour le bien loué, selon sa présentation au bilan de l'assureur, est basée sur l'immeuble loué sous-jacent selon la section 5.3.

3.1.9.2 Bailleur

L'assureur peut utiliser un facteur de 0 % pour les contrats de location qui représentent une obligation directe d'une entité admissible selon la section 3.1.4 au facteur de risque de crédit de 0 %. Ce même facteur peut également être appliqué à un contrat de

⁶⁷ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁶⁸ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁶⁹ Un assureur peut utiliser le facteur de 20 % ou une option de reclassement. Si l'assureur choisit d'utiliser le facteur de 20 %, les passifs détenus pour la vente qui sont liés doivent être inclus dans le calcul de l'exigence de capital. En vertu de l'option de reclassement, les actifs détenus pour la vente sont reclassés dans le bilan selon leur nature. Par exemple, des immeubles détenus pour la vente pourraient être reclassés immeubles de placement ou un groupe d'actifs destinés à être cédés qui est classé comme étant détenu pour la vente pourrait être reconstitué. Si cette option est choisie, les dépréciations résultant de la réévaluation des actifs au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts anticipés de la vente ne doivent pas être renversées lors du reclassement ou de la reconstitution; les dépréciations doivent être maintenues dans l'actif aux fins de l'ESCAP. Les dépréciations doivent être appliquées aux actifs reclassés et reconstitués conformément avec la méthode de dépréciation des actifs détenus pour la vente. Si un assureur applique cette option à un groupe d'actifs destinés à être cédés, un formulaire ESCAP pro forma incluant l'impact anticipé de la vente doit accompagner le formulaire régulier lors de sa transmission à l'Autorité. Dans le formulaire pro forma, le calcul doit inclure tous les éléments ayant un impact sur les résultats (par exemple, le profit ou la perte projeté lors de la vente et l'impact projeté des autres transactions et ententes conclues en relation avec la vente), peu importe s'ils ont été reconnus à la date du bilan. Le détail des ajustements requis au formulaire pro forma doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

location garanti par une telle entité si la garantie est conforme aux critères de reconnaissance en vertu de la section 3.3. Le facteur de 0 % ne peut être utilisé pour les contrats de location d'assureurs qui n'ont pas de recours direct à une entité admissible à un facteur de 0 % selon les modalités de l'obligation, même si l'entité est le preneur sous-jacent.

Dans le cas d'un contrat de location-financement, un facteur de risque de crédit de 6 % s'applique si seul l'équipement est grevé pour le contrat de location. Si le contrat de location est aussi grevé de la garantie générale du preneur et que le contrat est noté ou qu'une notation peut lui être induite en vertu de la section 3.1.1, le facteur de risque de crédit pour le contrat est le même que celui octroyé selon la section 3.1.2 pour une obligation ayant la même notation et la même échéance effective que le contrat. Une notation doit être applicable au débiteur direct de l'instrument détenu par l'assureur (ou par le garant direct, si la constatation est autorisée en vertu de la section 3.3), qui peut ne pas être le preneur sous-jacent. Si une notation ne peut être induite, le facteur de risque de crédit est de 6 %.

Les renseignements détaillés des calculs et des facteurs utilisés doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

3.1.10 Actifs dépréciés et restructurés

Les exigences de la présente section pour les actifs dépréciés et restructurés remplacent les exigences qui s'appliquent normalement à un actif productif. Elles doivent être appliquées en remplacement, plutôt qu'en addition des exigences qui étaient exigées pour l'actif avant qu'il ne devienne déprécié ou ne soit restructuré.

Un facteur de 18 % s'applique à la partie non couverte d'un actif (c.-à-d. la partie non couverte par une sûreté ou une garantie) qui est déprécié, qui a été restructuré ou pour lequel il existe un doute raisonnable au sujet de la collecte rapide du montant intégral du principal et de l'intérêt (y compris le prêt qui, d'après les modalités du contrat, accuse un retard de plus de 90 jours) et qui ne comporte pas de notation externe de la part d'une agence mentionnée à la section 3.1.1. Ce facteur est appliqué à la valeur comptable nette de l'actif au bilan, et défini comme le solde du principal de l'actif réduit des radiations et des provisions spécifiques. Aux fins de la définition de la partie couverte d'un actif en souffrance, la sûreté et les garanties admissibles sont les mêmes qu'aux sections 3.2 et 3.3.

Un actif est réputé restructuré lorsque l'assureur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, fait à ce dernier une concession qu'il n'accorderait pas en d'autres circonstances. Le facteur de 18 % continuera de s'appliquer aux actifs restructurés jusqu'à ce que les flux de trésorerie aient été perçus pour au moins un an, conformément aux modalités de la restructuration.

3.1.11 Offre de protection de crédit

Lorsque l'assureur garantit un titre de créance (p. ex., au moyen de la vente d'un dérivé de crédit) ou qu'il reproduit synthétiquement les flux de trésorerie d'un titre de créance

(p. ex., à l'aide de la réassurance), il doit détenir le même montant de capital que s'il avait détenu le titre directement. Ces expositions doivent être présentées comme des instruments hors bilan conformément au chapitre 4.

Lorsque l'assureur fournit une protection de crédit sur une tranche de titrisation notée BBB ou mieux au moyen d'un dérivé de crédit au premier défaut à partir d'un panier d'actifs, l'exigence de capital est calculée comme étant le produit de la valeur notionnelle du dérivé et du facteur de risque de crédit correspondant à la notation de la tranche, pourvu que cette notation représente une évaluation de la tranche sous-jacente ne tenant pas compte de la protection de crédit fournie par l'assureur. Si le produit sous-jacent n'a pas reçu de notation externe, l'assureur peut soit 1) traiter la valeur notionnelle intégrale du dérivé à titre de position de première perte dans une structure par tranches et appliquer un facteur de risque de crédit de 60 % (voir la section 3.4.3), ou il peut 2) calculer l'exigence de capital comme étant le produit de la valeur notionnelle et de la somme des facteurs de risque de crédit pour chaque actif du panier. Dans le cas d'un dérivé de crédit au second défaut où le produit sous-jacent n'a pas de notation externe, l'assureur peut exclure de la somme l'actif du panier ayant le facteur de risque de crédit le plus faible s'il recourt à la deuxième approche.

3.2 Sûretés

Une transaction assortie de sûretés désigne toute transaction dans laquelle :

- l'assureur a une exposition effective ou potentielle au risque de crédit;
- l'exposition effective ou potentielle est couverte en totalité ou en partie par des sûretés fournies par la contrepartie⁷⁰ ou par un tiers pour le compte de celle-ci.

Les conditions suivantes doivent être respectées avant qu'un allègement de capital soit autorisé pour toute forme de transactions assorties de sûretés.

1. L'effet des sûretés ne peut être pris en compte deux fois. En conséquence, les créances faisant l'objet d'une notation spécifique intégrant déjà l'existence d'une couverture ne peuvent bénéficier d'une reconnaissance additionnelle liée à l'existence des sûretés. Tous les critères de la section 3.1.1 au sujet de l'utilisation des notations demeurent applicables aux transactions assorties de sûretés.
2. Toute la documentation utilisée dans le cadre de prises de sûretés doit être exécutoire pour toutes les parties et être valide juridiquement dans toutes les juridictions concernées. L'assureur doit vérifier ces aspects préalablement au moyen de recherches suffisantes et fonder sa conclusion sur une base juridique appuyée. Ces recherches doivent être actualisées, au besoin, pour garantir la validité juridique permanente de cette documentation.

⁷⁰ Dans la présente section, le terme « contrepartie » est utilisé pour désigner une partie vis-à-vis de laquelle un assureur inscrit une exposition de crédit au bilan ou hors bilan ou une exposition potentielle de crédit. Cette exposition peut, par exemple, prendre la forme d'un prêt en espèces ou en titres (où la contrepartie serait généralement appelée l'emprunteur), de titres fournis comme sûreté, d'un engagement ou d'une exposition dans le cadre d'un contrat sur dérivé de gré à gré.

-
3. Le mécanisme juridique par lequel la sûreté est donnée en garantie ou transférée doit permettre de s'assurer que l'assureur peut à son gré la réaliser ou acquérir la propriété de l'actif grevé en cas de défaut, d'insolvabilité ou de faillite (ou d'un ou plusieurs autres incidents de crédit définis dans la documentation relative à la transaction) de la contrepartie (et, le cas échéant, du gardien de la sûreté). En outre, l'assureur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour remplir les conditions relevant de la législation applicable aux sûretés dont il bénéficie afin de s'assurer qu'il pourra exercer celles-ci (p. ex. en faisant inscrire ses droits sur les sûretés) ou les compenser valablement, dans le cas de remise par transfert de propriété de l'actif grevé.
 4. Il ne doit pas exister de corrélation positive importante entre la qualité de crédit de la contrepartie et la valeur de la sûreté. Par exemple, les titres émis par la contrepartie, ou par toute société affiliée ne sont donc pas admissibles.
 5. La réalisation d'une sûreté le moment venu implique que l'assureur doit disposer de procédures claires et rigoureuses lui permettant de garantir que toutes les conditions juridiques requises en cas de défaut de la contrepartie ou de réalisation de la sûreté sont bien observées et que cette dernière peut rapidement être réalisée.
 6. Lorsque la sûreté est détenue par un gardien, l'assureur doit prendre des dispositions appropriées pour s'assurer que ce dernier opère bien une ségrégation entre les sûretés et ses propres actifs.

Les transactions assorties de sûretés sont classées selon qu'elles sont 1) des prêts sur police, 2) des transactions sur les marchés de capitaux ou 3) d'autres formes de prêt garanti. La catégorie des transactions sur les marchés de capitaux comprend les transactions assimilables aux pensions (mises/prises en pension et prêts/emprunts de titres) et d'autres transactions sur les marchés de capitaux (transactions sur dérivés de gré à gré et prêts sur marge).

L'actuaire doit expliquer dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital comment il s'est assuré que les sûretés satisfont aux conditions précédentes. La documentation appuyant ces explications doit être conservée et mise à la disposition de l'Autorité à sa demande.

3.2.1 Avances sur police

Les prêts à l'égard desquels des polices d'assurance sont fournies à titre de sûreté auront un facteur de risque de crédit de 0 % s'ils satisfont les conditions suivantes.

1. Le prêt et la police doivent tous deux être émis par l'assureur, qui doit continuer à les détenir.
2. La durée du prêt ne dépasse pas la durée de la police.
3. L'assureur a le droit légal de compensation et l'intention d'exercer ce droit si le prêt n'est pas remboursé ou si la police est annulée.
4. Les sommes dues aux termes du prêt, y compris les intérêts non versés, ne sont jamais supérieures aux sommes à être versées aux termes de la police.

5. La police se terminera si le solde du prêt excède sa valeur de rachat.

Si l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas respectée, un facteur de risque de crédit de 10 % doit être appliqué au prêt.

3.2.2 Sûretés financières admissibles

Les sûretés suivantes peuvent être acceptées aux fins des prêts garantis et des transactions sur les marchés de capitaux.

- Les titres de créance notés par une agence de notation reconnue (voir la section 3.1.1) lorsque les titres sont :
 - notés BB ou mieux et émis par une entité admissible à un facteur d'obligation de 0 %;
 - notés BBB ou mieux et émis par d'autres entités (y compris des banques, des assureurs et des courtiers en valeurs mobilières); ou
 - à court terme et notés S3 ou mieux.
- Les titres de créance non notés par une agence de notation reconnue lorsqu'ils remplissent tous les critères suivants :
 - Les titres sont émis par une banque canadienne dont les actions sont notées sur une bourse reconnue.
 - L'échéance initiale des titres est inférieure à un an.
 - Les titres entrent dans la catégorie de créance de premier rang.
 - Toutes les émissions de titres de créance effectuées par la banque qui sont de même rang ont été notées au moins BBB ou S3 par une agence de notation reconnue.
- Les actions (y compris les obligations convertibles en actions) entrant dans la composition d'un indice principal.
- L'or.
- Les fonds communs de placement lorsque :
 - leur cours est publié chaque jour;
 - les fonds se limitent à investir dans les instruments susmentionnés⁷¹.

En outre, les sûretés qui suivent peuvent être prises en compte pour des transactions sur les marchés de capitaux :

⁷¹ Cependant, l'utilisation d'instruments dérivés par un fonds commun de placement uniquement pour couvrir les placements réputés « sûretés financières admissibles » ne doit pas empêcher les parts de ce fonds commun d'être reconnues comme des sûretés financières admissibles.

- les actions (y compris les obligations convertibles en actions) n'entrant pas dans la composition d'un des principaux indices, mais qui sont inscrites à une bourse reconnue, et les fonds communs de placement qui comprennent ces actions et obligations.

Pour être prise en compte dans une transaction sur prêts garantis, une sûreté doit être transportée en garantie au minimum pour la durée du prêt. Pour être prise en compte dans une transaction sur les marchés de capitaux, elle doit être garantie de manière à ce que la sûreté ne puisse être libérée à moins que ce ne soit justifié par les fluctuations du marché, que la transaction ne soit réglée ou que la sûreté ne soit remplacée par une sûreté dont la valeur est à tout le moins égale.

3.2.3 Prêts garantis

Les sûretés reçues à l'égard de prêts garantis doivent être réévaluées à la valeur du marché au moins aux six mois. La valeur marchande de la sûreté qui est libellée dans une devise différente de celle du prêt doit être réduite de 30 %. La partie d'un prêt garanti par la valeur marchande de sûretés financières admissibles se voit attribuer le facteur de risque de crédit applicable à l'instrument de sûreté, sous réserve d'un seuil de 0,375 %, en tenant compte de l'exception ci-après. L'excédent du prêt se voit attribuer le facteur de risque se rapportant à la contrepartie.

Un facteur de risque de crédit de 0 % peut être utilisé pour une transaction de prêt garanti, si :

1. le prêt et la sûreté sont libellés dans la même devise; et
2. la sûreté se compose intégralement de titres admissibles à un facteur de risque de crédit de 0 %; et
3. la valeur marchande de la sûreté est au moins 25 % supérieure à la valeur comptable du prêt.

3.2.4 Transactions sur les marchés de capitaux

3.2.4.1 Introduction

Lorsqu'il accepte une sûreté pour une transaction sur les marchés de capitaux, l'assureur doit calculer une exposition redressée pour la contrepartie aux fins de suffisance de capital dans le but de tenir compte des effets de cette sûreté. À l'aide de décotes, l'assureur doit redresser le montant de 1) l'exposition vis-à-vis de la contrepartie ainsi que 2) la valeur de la sûreté reçue dans le cadre des obligations de la contrepartie. Ces ajustements sont faits afin de tenir compte de la possible variation de ces montants⁷², occasionnée par les fluctuations de marché. Il en résulte, tant pour l'exposition que pour la sûreté, des montants ajustés en fonction de la volatilité. Sauf dans le cas où un volet de la transaction porte sur des liquidités, le montant ajusté est

⁷² Le montant des expositions peut varier, par exemple lorsque les titres sont prêtés.

plus élevé dans le cas de l'exposition et plus faible pour la sûreté. De surcroît, si l'exposition et la sûreté sont libellées dans des devises différentes, un ajustement supplémentaire à la baisse doit être effectué sur le montant ajusté de la sûreté afin de tenir compte de la volatilité liée aux possibles fluctuations de change futures.

Si le montant de l'exposition est supérieur à celui de la sûreté, les deux étant ajustés en fonction de la volatilité (y compris tout autre ajustement au titre du risque de change), l'exigence de capital correspond à la différence entre ces deux montants, multipliée par le facteur de risque de crédit approprié pour la contrepartie.

La section 3.2.4.2 décrit le niveau de chaque décote utilisée. Les décotes dépendent du type d'instrument et du type de transaction. Les montants des décotes sont ensuite calibrés en utilisant la racine carrée d'une formule liée au temps, en fonction de la fréquence des appels de marge. La section 3.2.4.3 énonce les conditions selon lesquelles l'assureur peut utiliser des décotes de 0 % pour certains types de transactions assimilées à des pensions comprenant des obligations d'État. Enfin, la section 3.2.4.4 décrit le traitement des accords généraux de compensation.

3.2.4.2 Calcul de l'exigence de capital

Pour une transaction sur les marchés de capitaux assortie de sûreté, le montant de l'exposition après atténuation du risque se calcule ainsi :

$$E^* = \max (0 ; [E \times (1 + D_e) - S \times (1 - D_s - D_{fx})])$$

où :

- E^* est la valeur de l'exposition après atténuation du risque;
- E est la valeur actuelle de l'exposition;
- D_e est la décote appropriée pour l'exposition;
- S est la valeur actuelle de la sûreté reçue;
- D_s est la décote appropriée pour la sûreté;
- D_{fx} est la décote appropriée pour asymétrie des devises entre la sûreté et l'exposition.

Le montant de l'exposition après atténuation du risque est multiplié par le facteur de risque de crédit approprié pour la contrepartie afin d'obtenir les exigences rattachées à la transaction assortie de sûreté.

Lorsque la sûreté se compose d'un panier d'actifs, la décote à appliquer à ce panier correspond à la moyenne des décotes applicables aux actifs du panier, la moyenne étant pondérée en fonction de la valeur marchande des actifs du panier.

Le tableau ci-après présente les décotes standard, exprimées en pourcentage :

Notation de l'émission de titres de créances	Échéance résiduelle	Titres admissibles au facteur de risque de crédit de 0 %	Autres titres	Titrisations
AAA à AA S1	≤ 1 an	0,5	1	2
	>1 an et ≤ 3 ans	2	3	8
	>3 an et ≤ 5 ans		4	
	>5 an et ≤ 10 ans	4	6	16
	> 10 ans		12	
A à BBB S2 et S3	≤ 1 an	1	2	4
	>1 an et ≤ 3 ans	3	4	12
>3 an et ≤ 5 ans	6			
Titres de créances bancaires non notés	>5 an et ≤ 10 ans	6	12	24
	> 10 ans		20	
BB	Toutes	15	Non admissible	Non admissible
Actions et obligations convertibles des grands indices et or		20		
Autres actions et obligations convertibles inscrits sur une bourse reconnue		30		
Fonds communs de placement		Plus forte décote applicable à tout titre dans lequel le fonds peut investir		

La décote standard applicable au risque de change, quand l'exposition et la sûreté sont libellées dans des devises différentes, est de 8 %.

Pour les transactions dans lesquelles l'assureur prête des espèces, la décote qui doit être appliquée à l'exposition est de 0 %⁷³. Pour les transactions dans lesquelles l'assureur prête des instruments non admissibles (c.-à-d. des titres de société de qualité inférieure à BBB-), la décote applicable à l'exposition doit être la même que celle applicable à une action négociée sur une bourse reconnue n'entrant pas dans la composition d'un des grands indices.

⁷³ Un assureur peut appliquer une décote de 0 % pour les espèces reçues comme sûreté si les espèces en question sont détenues au Canada sous forme d'un dépôt à l'une des filiales bancaires de l'assureur.

Dans le cas des transactions garanties sur dérivés hors cote, le terme $E \times (1 + D_e)$ de l'équation E^* , qui représente le montant de l'exposition rajusté en fonction de la volatilité avant atténuation du risque, est remplacé par le montant d'exposition pour la transaction sur dérivés calculé à l'aide de la méthode d'évaluation du risque courant décrite dans la section 4.1. Il s'agit du coût de remplacement positif de la transaction, majoré de l'exposition future possible, ou pour une série de contrats admissibles pour compensation, du coût de remplacement net des contrats, majoré de A_{Net} (voir la section 4.2.2 pour la définition). La décote pour le risque de change doit être appliquée en cas de non-concordance entre la devise de la sûreté et celle du règlement, mais aucun rajustement supplémentaire au-delà d'une décote simple pour risque de change n'est requis si la mesure de la sûreté, du règlement et de l'exposition comporte plus de deux devises.

Toutes les décotes standard énumérées ci-dessus sont ensuite calibrées en utilisant la racine carrée d'un facteur lié au temps, selon la formule suivante :

$$D_t = D \times \sqrt{\frac{N+T-1}{10}}$$

où :

- D_t représente une décote utilisée pour calculer le montant de l'exposition après atténuation du risque;
- D est la décote standard susmentionnée pour l'exposition ou la sûreté;
- N représente le nombre réel de jours ouvrables entre les appels de marge en vertu de la transaction;
- T équivaut à 5 pour des transactions assimilées aux pensions et 10 pour toutes les autres transactions sur les marchés des capitaux.

3.2.4.3 Conditions d'utilisation des décotes de 0 %

L'assureur peut appliquer des décotes de 0 % à l'exposition et à la sûreté pour les transactions assimilées aux pensions qui satisfont aux conditions suivantes et pour lesquelles la contrepartie est un participant principal du marché, selon les critères ci-après.

1. L'exposition et la sûreté sont des liquidités ou des titres émis par le gouvernement du Canada ou par les gouvernements provinciaux ou territoriaux du Canada.
2. L'exposition et la sûreté sont libellées dans la même devise.
3. Soit il s'agit d'une opération à un jour, soit l'exposition et la sûreté sont réévaluées quotidiennement à la valeur marchande et soumises à un appel de marge quotidien.

-
4. Suite à un défaut d'appel de marge par une contrepartie, le délai requis entre la dernière réévaluation à la valeur marchande ayant précédé ce défaut et la réalisation⁷⁴ de la sûreté ne peut pas dépasser quatre jours ouvrables.
 5. Le règlement de la transaction s'effectue par le biais d'un système de règlement reconnu pour ce type de transaction.
 6. L'accord est couvert par une documentation standard du marché pour les transactions assimilables aux pensions sur les titres concernés.
 7. La documentation régissant la transaction précise que, si la contrepartie ne respecte pas l'obligation de livrer les liquidités, les titres ou la marge de garantie, ou si elle vient à faire défaut, la transaction peut être immédiatement résiliable.
 8. En cas de défaut, que la contrepartie soit ou non insolvable ou en faillite, l'assureur a le droit sans restrictions et le caractère exécutoire de saisir immédiatement la sûreté et de la réaliser à son profit.

Les intervenants principaux comprennent les entités ci-dessous :

- emprunteurs souverains, banques centrales et organismes publics;
- banques et courtiers en valeurs mobilières;
- autres établissements financiers (y compris les assureurs) bénéficiant d'une note AA- ou mieux;
- fonds communs de placement réglementés et soumis à des exigences de capital ou de niveau d'endettement;
- caisses de retraite réglementées;
- organismes de compensation reconnus.

3.2.4.4 Traitement des transactions assimilables aux pensions régies par des accords généraux de compensation

Les effets des accords de compensation bilatérale couvrant les transactions assimilables aux pensions sont pris en compte au cas par cas s'ils sont légalement exécutoires dans chaque juridiction concernée, lors d'un défaut de la contrepartie, que celle-ci soit ou non insolvable ou en faillite. En outre, les accords de compensation doivent :

1. accorder à la partie non défaillante le droit de résilier et de dénouer rapidement toutes les transactions découlant de l'accord en cas de défaut, y compris en cas d'insolvabilité ou de faillite de la contrepartie;

⁷⁴ Cela ne signifie pas que l'assureur doit toujours réaliser la sûreté, mais plutôt qu'il le peut dans les délais impartis.

2. procéder à la compensation des gains et pertes sur les transactions (y compris la valeur de toute sûreté) résiliées et dénouées à cet effet afin que seul un montant net soit dû par une partie à l'autre;
3. autoriser la réalisation ou la compensation rapide de la sûreté en cas de défaut;
4. être légalement exécutoire, en lien avec les droits découlant des dispositions ci-dessus, dans chaque juridiction concernée, en cas de défaut sans égard à l'insolvabilité ou à la faillite de la contrepartie.

Pour les transactions assimilables aux pensions régies par des accords généraux de compensation, le montant de l'exposition, après atténuation du risque, est calculé comme suit :

$$E^* = \max (0 ; [\sum E - \sum S + \sum (E_t \times D_t) + \sum (E_{fx} \times D_{fx})])$$

où :

- E^* est la valeur de l'exposition après atténuation du risque;
- E est la valeur actuelle de l'exposition;
- S est la valeur actuelle de la sûreté reçue;
- E_t est la valeur absolue de l'exposition nette sur un titre donné faisant partie de l'accord;
- D_t est la décote appropriée pour E_t ;
- E_{fx} est la valeur absolue de l'exposition nette dans chaque devise faisant partie de l'accord qui est différente de la devise de règlement;
- D_{fx} est la décote appropriée à l'asymétrie de devises.

Toutes les autres règles liées au calcul des décotes figurant à la section 3.2.4.2 s'appliquent de la même manière à l'assureur utilisant des accords de compensation bilatérale couvrant les transactions assimilables aux pensions.

3.3 Garanties et dérivés de crédit

Lorsque les garanties⁷⁵ ou dérivés de crédit sont directs, explicites, irrévocables et sans restrictions, et que l'assureur a rempli certaines conditions opérationnelles minimales en matière de gestion des risques, celui-ci sera autorisé à prendre en compte l'effet des protections acquises sous cette forme aux fins du calcul de ses exigences de capital. Le traitement du capital repose sur l'approche de substitution, en vertu de laquelle la partie couverte de l'exposition vis-à-vis de la contrepartie obtient le facteur de risque de crédit du garant ou du vendeur de protection et la partie non couverte conserve le facteur de risque de crédit de la contrepartie. Ainsi, seules les garanties octroyées ou les protections fournies par les entités ayant un facteur de risque inférieur à celui de la

⁷⁵ Les lettres de crédit pour lesquelles l'assureur est le bénéficiaire sont incluses dans la définition de garanties et obtiennent le même traitement.

contrepartie entraînent une réduction des exigences de capital. Plusieurs garants et fournisseurs de protection sont admissibles.

L'actuaire doit expliquer dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital comment il s'est assuré que les garanties et dérivés de crédit satisfont aux conditions de la présente section. La documentation appuyant ces explications doit être conservée et mise à la disposition de l'Autorité à sa demande.

3.3.1 Exigences opérationnelles communes aux garanties et dérivés de crédit

L'effet de la protection de crédit ne peut être pris en compte deux fois. En conséquence, aucune reconnaissance au niveau du capital n'est accordée à la protection de crédit à l'égard des créances faisant l'objet d'une notation spécifique intégrant déjà l'existence de cette protection. Tous les critères de la section 3.1.1 au sujet de l'utilisation de notations demeurent applicables aux garanties et dérivés de crédit.

Une garantie (contre-garantie) ou un dérivé de crédit doit satisfaire à tous les critères ci-dessous pour être reconnu dans le calcul du capital requis.

1. Il doit représenter une créance directe sur le fournisseur de la protection et porter explicitement sur des expositions spécifiques ou un portefeuille d'expositions afin de définir clairement et de manière irréfutable l'étendue de la couverture.
2. Sauf en cas de non-paiement par l'acquéreur de la prime due au titre du contrat de protection, il doit être irrévocable et ne doit comporter ainsi aucune clause autorisant le fournisseur de protection à annuler unilatéralement la couverture ou permettant d'en augmenter le coût effectif par suite d'une détérioration de la qualité du crédit de la créance couverte⁷⁶.
3. Il doit être également inconditionnel; aucune clause du contrat de protection qui ne relèverait pas de la volonté directe de l'assureur ne pouvant dispenser le fournisseur de la protection de son obligation de paiement rapide au cas où la contrepartie initiale n'aurait pas effectué les paiements dus.
4. Toute la documentation utilisée pour justifier les garanties et les dérivés de crédit doit être contraignante pour toutes les parties et valide juridiquement dans toutes les juridictions concernées. L'assureur doit vérifier ces aspects préalablement au moyen de recherches juridiques suffisantes et fonder sa conclusion sur une base juridique solide. Ces recherches doivent être actualisées, au besoin, pour garantir la certitude juridique permanente de cette documentation⁷⁷.

3.3.2 Exigences opérationnelles complémentaires pour les garanties

Une garantie peut être reconnue si elle satisfait aux conditions suivantes.

⁷⁶ À noter que la condition d'irrévocabilité ne nécessite pas que les échéances de la protection de crédit et de l'exposition concordent, mais plutôt que l'échéance convenue ex ante ne puisse pas être réduite ex post par le fournisseur de la protection.

⁷⁷ L'avis juridique et la documentation sur lequel il se fonde doivent être mis à la disposition de l'Autorité sur demande.

-
1. En cas de défaut ou de non-paiement de la contrepartie, l'assureur peut rapidement poursuivre le garant pour qu'il s'acquitte de tous les arriérés au titre du contrat régissant la transaction. Le garant peut s'acquitter de l'ensemble des arriérés par un paiement unique à l'assureur ou il peut assumer les obligations futures de paiement de la contrepartie couverte par la garantie. L'assureur doit avoir le droit de recevoir ces paiements du garant sans être obligé de poursuivre la contrepartie en justice pour qu'elle s'acquitte de ses arriérés.
 2. La garantie est une obligation explicitement couverte par un contrat qui engage la responsabilité du garant.
 3. Sauf disposition de la phrase suivante, la garantie couvre tous les types de paiements que l'emprunteur est censé effectuer au titre du contrat régissant la transaction, par exemple le montant notionnel et les marges de garantie. Si une garantie ne couvre que le paiement du principal, il convient de traiter les intérêts et autres paiements non couverts comme montants non garantis, conformément à la section 3.3.5.

3.3.3 Exigences opérationnelles complémentaires pour les dérivés de crédit

Un dérivé de crédit peut être reconnu s'il satisfait aux conditions suivantes.

1. Les incidents de crédit précisés par les parties contractantes doivent couvrir au minimum :
 - a. le non-paiement des montants dus au titre des conditions de l'engagement sous-jacent alors en vigueur (compte tenu toutefois d'un délai de grâce correspondant étroitement à celui prévu par l'engagement sous-jacent);
 - b. la faillite, l'insolvabilité ou l'incapacité du débiteur de régler ses dettes, son impossibilité de respecter ses échéances de paiement ou la reconnaissance par écrit de celle-ci et autres événements analogues;
 - c. la restructuration de l'engagement sous-jacent impliquant l'abandon ou le report du principal, des intérêts ou des commissions avec, pour conséquence, une perte sur prêt (telle qu'amortissement, provision spécifique ou autre débit similaire porté au compte de résultat).
2. Si le dérivé de crédit couvre des engagements qui n'incluent pas l'engagement sous-jacent, c'est l'avant-dernier élément de la présente série qui précisera si l'asymétrie d'actifs peut être autorisée.
3. Le dérivé de crédit ne doit pas expirer avant l'échéance du délai de grâce éventuellement nécessaire pour la survenance d'un défaut à l'égard de l'engagement sous-jacent par suite d'une absence de paiement.
4. Les dérivés de crédit qui prévoient un règlement en liquidités ne sont pris en compte pour le calcul du capital que s'il existe une procédure d'évaluation solide permettant une estimation fiable de la perte. Les évaluations de l'actif sous-jacent

ultérieures à l'incident de crédit doivent se faire dans des délais très précis. Si l'actif de référence précisé dans le contrat du dérivé de crédit pour le règlement en liquidités est différent de l'actif sous-jacent, c'est l'avant-dernier élément de la présente série qui précisera si l'asymétrie d'actifs peut être autorisée.

5. S'il est nécessaire, pour effectuer le règlement, que l'acheteur de la protection ait le droit ou la capacité de transférer l'actif sous-jacent au fournisseur de la protection, il doit être prévu dans les conditions de cet actif que l'autorisation d'une telle cession ne peut être raisonnablement refusée.
6. L'identité des parties chargées de décider si un incident de crédit s'est effectivement produit doit être clairement établie. Cette décision n'incombe d'ailleurs pas au seul vendeur de la protection; l'acheteur doit également avoir le droit ou la capacité d'informer le fournisseur de la survenance d'un tel incident.
7. Une asymétrie entre l'actif sous-jacent et l'actif de référence aux termes du contrat sur dérivé de crédit (c.-à-d. l'actif utilisé pour déterminer la valeur du règlement en liquidités ou l'actif livrable) peut être autorisée : 1) si l'actif de référence est d'un rang égal ou inférieur à celui de l'actif sous-jacent et 2) si l'actif sous-jacent et l'actif de référence émanent du même emprunteur (c.-à-d. la même entité juridique) et s'il existe des clauses de défaut croisé ou de remboursement anticipé croisé dont le caractère exécutoire est assuré.
8. Une asymétrie entre l'actif sous-jacent et l'actif utilisé pour déterminer si un incident de crédit s'est produit peut être autorisée : 1) si ce dernier actif est de rang égal ou inférieur à celui de l'actif sous-jacent et 2) si l'actif sous-jacent et l'actif de référence émanent du même emprunteur (c.-à-d. la même entité juridique) et s'il existe des clauses de défaut croisé et de remboursement anticipé croisé dont le caractère exécutoire est assuré.

Seuls les swaps sur défaillance et les swaps sur rendement total dont la protection du crédit est équivalente à celle de garanties sont susceptibles d'être pris en compte. Si, après avoir acheté une protection par le biais d'un swap sur rendement total, l'assureur comptabilise les paiements nets reçus à ce titre comme des revenus nets, mais n'enregistre pas la détérioration correspondante de la valeur de l'actif couvert (soit en réduisant sa juste valeur, soit en augmentant les provisions), cette protection ne sera pas prise en compte.

Les autres types de dérivés de crédit ne sont pas pris en compte.

3.3.4 Garants et fournisseurs de protection admissibles

La protection accordée par les entités suivantes peut être prise en compte par l'assureur :

- les entités admissibles à un facteur de risque de crédit de 0 % en vertu de la section 3.1.4;

- les entités du secteur public, les banques et les courtiers en valeurs mobilières possédant une notation externe et assujetties à un facteur de risque de crédit inférieur à celui de la contrepartie;
- d'autres entités possédant présentement une notation externe BBB ou mieux, mais qui possédait une notation de A ou mieux lorsque la protection de crédit a été fournie. Ceci comprend une protection de crédit fournie par les sociétés affiliées à l'emprunteur lorsqu'elles sont assujetties d'un facteur de risque de crédit inférieur à celui de l'emprunteur.

Toutefois, l'assureur ne peut reconnaître une garantie ou une protection de crédit liée à une exposition à un tiers lorsque la garantie ou la protection de crédit est fournie par une société affiliée à l'assureur. Ce traitement traduit le principe selon lequel les garanties d'un groupe d'entreprises liées ne peuvent se substituer au capital de l'assureur.

3.3.5 Traitement du capital

La partie couverte de l'exposition vis-à-vis de la contrepartie reçoit le facteur de capital du fournisseur de protection et la partie non couverte conserve le facteur de la contrepartie sous-jacente.

Si le montant garanti (ou sur lequel porte la protection de crédit) est inférieur à celui de l'exposition et si les parties protégée et non protégée sont de même rang, c'est-à-dire que l'assureur et le garant se partagent proportionnellement les pertes, un allègement du capital est possible, également sur une base proportionnelle : la partie protégée de l'exposition bénéficie alors du traitement applicable aux garanties/dérivés de crédit admissibles, l'autre partie étant considérée comme non garantie. Si l'assureur transfère une partie du risque relatif à une exposition, en une ou plusieurs tranches, à un ou des vendeurs de la protection, tout en conservant un certain niveau de risque, et que le risque transféré et le risque conservé ne sont pas de même rang, il peut obtenir une protection soit pour la tranche supérieure (soit une position de deuxième perte), soit pour la tranche inférieure (soit une position de première perte). Dans ce cas, ce sont les dispositions définies au chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers qui s'appliquent.

Les seuils d'importance relative s'appliquant aux paiements pour lesquels aucuns paiements ne sont faits en cas de défaut sont traités à titre de positions de première perte dans une structure par tranches et se voient affectés un facteur de risque de crédit de 60 % en vertu de la section 3.4.3.

3.3.6 Asymétries de devises

Lorsque la protection de crédit est libellée dans une devise différente de celle de l'exposition, entraînant une asymétrie, le montant de l'exposition censée être protégée représentera 70 % du montant nominal de la protection de crédit, convertie au taux de change en vigueur.

3.3.7 Asymétries d'échéances

Une asymétrie d'échéances existe lorsque l'échéance résiduelle d'une protection de crédit est inférieure à celle de l'exposition sous-jacente. En cas d'asymétrie d'échéances et que l'échéance initiale de la protection de crédit est inférieure à un an, la protection n'est pas reconnue. Par conséquent, l'échéance de la protection pour les expositions à échéance initiale de moins d'un an doit concorder pour être prise en compte. De plus, la protection de crédit à échéance résiduelle d'au plus trois mois n'est pas reconnue en cas d'asymétrie d'échéances. La protection de crédit est partiellement prise en compte dans les autres cas assortis d'une asymétrie d'échéances selon les conditions définies ci-dessous.

L'échéance de l'exposition sous-jacente et celle de la protection de crédit doivent être définies avec prudence. L'échéance effective de l'exposition sous-jacente doit être considérée comme la date la plus éloignée possible à laquelle la contrepartie doit s'acquitter de son obligation, en tenant compte de tout délai de grâce applicable. Pour la protection de crédit, on doit tenir compte des options implicites qui peuvent en réduire la durée, afin d'utiliser l'échéance effective la plus proche possible. Si l'option d'achat est laissée à la discrétion du vendeur de la protection, l'échéance sera toujours fixée à la date de la première option d'achat. Si l'option d'achat est laissée à la discrétion de l'assureur acheteur de la protection, mais que les clauses de l'accord à l'origine de la couverture comportent une incitation positive pour cet assureur à anticiper la transaction avant son échéance contractuelle, c'est la durée allant jusqu'à la première option d'achat qui sera censée être l'échéance effective. Par exemple, si le coût de progression des taux se produit de concert avec une option d'achat ou si le coût réel de la protection augmente avec le temps alors que la qualité du crédit demeure inchangée ou s'améliore, l'échéance effective correspondra à l'échéance résiduelle jusqu'à la première option d'achat.

En cas d'asymétrie d'échéances, le rajustement suivant est appliqué :

$$P_a = P \times \frac{t - 0,25}{T - 0,25}$$

où :

- P_a est la valeur de la protection de crédit ajustée pour asymétrie d'échéances;
- P est le montant nominal de la protection de crédit, ajusté pour asymétrie de devises, le cas échéant
- t est le moins élevé entre T et l'échéance résiduelle de l'accord de protection de crédit, exprimée en années
- T est le moins élevé entre 5 et l'échéance résiduelle de l'exposition, exprimée en années.

3.3.8 Contre-garanties souveraines

Une créance peut être couverte par une garantie, contre-garantie elle-même indirectement par un emprunteur souverain; elle peut alors être considérée comme bénéficiant d'une garantie souveraine, aux conditions suivantes.

1. L'État souverain fournissant la contre-garantie soit admissible au facteur de risque de crédit de 0 %.
2. La contre-garantie souveraine couvre tous les éléments de risque de crédit de la créance.
3. La garantie initiale et la contre-garantie satisfont l'une et l'autre à toutes les exigences opérationnelles pour les garanties, sauf que la contre-garantie ne doit pas forcément être directement et explicitement liée à la créance initiale.
4. La couverture est adéquate et aucun historique de données ne laisse supposer que la couverture de la contre-garantie n'équivaut pas, en fait, à celle d'une garantie directe d'emprunteur souverain.

3.3.9 Garanties consenties par des entités du secteur public

L'assureur ne peut pas reconnaître les garanties offertes par des entités du secteur public, y compris les administrations provinciales et territoriales du Canada, qui nuiraient à la concurrence du secteur privé. L'assureur doit s'adresser au gouvernement du pays hôte (souverain) pour déterminer si une entité du secteur public est en concurrence avec le secteur privé.

3.3.10 Autres aspects liés au traitement de l'atténuation du risque de crédit

L'assureur qui utilise plusieurs techniques d'atténuation du risque de crédit (p. ex., une sûreté et une garantie couvrant partiellement une exposition) pour couvrir une même exposition doit subdiviser cette dernière en parties couvertes chacune par un type d'instrument (p. ex., l'une correspond à la sûreté et l'autre à la garantie) et calculer séparément l'exigence de capital de chaque partie. Lorsque la protection de crédit octroyée par un seul fournisseur présente des échéances différentes, elle doit être subdivisée en protections distinctes.

Il arrive qu'un assureur obtienne une protection de crédit sur un panier de signatures de référence et que le premier cas de défaut parmi ces signatures déclenche la mise en œuvre de la protection de crédit; l'incident de crédit met aussi un terme au contrat. Dans ce cas, l'assureur peut prendre en compte la protection de crédit pour l'actif du panier qui a la plus faible exigence de capital, mais seulement si son montant nominal est inférieur ou égal à celui du dérivé de crédit. Dans le cas où le second défaut parmi les actifs du panier déclenche la protection de crédit, l'assureur ayant obtenu cette protection par le biais de ce produit ne peut prendre en compte la protection sur l'actif du panier qui a l'exigence de capital la plus faible que si la protection au premier défaut a également été obtenue ou si l'un des actifs du panier a déjà fait l'objet d'un défaut.

3.4 Titres adossés à des créances

La catégorie des titres adossés à des créances comprend toutes les titrisations, notamment les titres adossés à des créances hypothécaires et les titres adossés à des créances hypothécaires avec flux groupés, ainsi que les autres expositions résultant de la stratification ou du découpage en tranches d'une exposition de crédit sous-jacente. Pour les expositions découlant de transactions de titrisation, l'assureur doit prendre connaissance du chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers afin de déterminer s'il y a des fonctions fournies (p. ex., du rehaussement de crédit et des facilités de trésorerie) qui exigent du capital pour le risque de crédit. Le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital doit indiquer les fonctions fournies et, s'il y a lieu, présenter le calcul de l'exigence de capital découlant de ces fonctions.

3.4.1 Titres hypothécaires LNH

Le facteur applicable aux titres hypothécaires garantis par la SCHL en vertu de la LNH est de 0 %, puisque les engagements de la SCHL constituent des obligations légales du gouvernement du Canada.

3.4.2 Titres hypothécaires à détention indirecte

Les titres hypothécaires à détention indirecte se voient affecter l'exigence de capital des prêts hypothécaires sous-jacents, pourvu que toutes les conditions suivantes soient remplies.

1. Le bloc de prêts hypothécaires sous-jacents ne contient que des prêts hypothécaires qui étaient entièrement productifs au moment où le titre a été créé.
2. Les titres absorbent leur juste part des pertes, au prorata.
3. Une structure d'accueil a été établie pour la titrisation et l'administration des prêts hypothécaires mis en commun.
4. Les prêts hypothécaires sous-jacents sont confiés à un tiers indépendant qui les détient au nom des personnes ayant investi dans les titres et qui de ce fait les détiennent.
5. Les accords portant sur la structure d'accueil et le fiduciaire comportent le respect des obligations suivantes.
 - a. Si on emploie un administrateur pour exécuter les fonctions administratives, la structure d'accueil et le fiduciaire doivent surveiller le rendement de l'administrateur ou de l'agent.
 - b. La structure d'accueil ou le fiduciaire doivent fournir des renseignements détaillés et réguliers sur la structure et le rendement des prêts hypothécaires mis en commun.

-
- c. La structure d'accueil et le fiduciaire doivent être juridiquement distincts de l'initiateur des prêts hypothécaires mis en commun.
 - d. La structure d'accueil et le fiduciaire doivent être responsables pour tout dommage ou perte aux investisseurs causés par leur mauvaise gestion des prêts hypothécaires mis en commun ou celle de leur agent.
 - e. Le fiduciaire doit détenir en priorité les droits sur les prêts hypothécaires sous-jacents au nom des détenteurs des titres.
 - f. L'accord doit prévoir pour le fiduciaire l'obligation de prendre des mesures clairement énoncées dans les cas de défaut d'un débiteur hypothécaire.
 - g. Le détenteur du titre doit avoir une part au prorata dans les prêts hypothécaires sous-jacents, sinon la structure qui émet le titre ne doit avoir que des éléments de passif liés à l'émission du titre hypothécaire.
 - h. Les flux de trésorerie des prêts hypothécaires sous-jacents doivent correspondre aux exigences des flux de trésorerie du titre sans recours indu à un revenu de réinvestissement.
 - i. La structure d'accueil ou le fiduciaire ne peut investir des flux de trésorerie avant la distribution aux investisseurs que dans des instruments à court terme du marché monétaire (sans aucun risque important de réinvestissement) ou dans de nouveaux prêts hypothécaires entièrement productifs.

Un facteur de 12 % est attribué aux titres hypothécaires à détention indirecte qui ne respectent pas les normes précitées. Les titres à coupon zéro et les autres catégories de titres (les dettes résiduelles prioritaires et de second rang) qui assument plus que leur part des pertes au prorata se voient attribuer un facteur de 12 %. Les titres hypothécaires émis en tranches sont assujettis au traitement de capital décrit dans le chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers.

Si le bloc sous-jacent d'actifs se compose de prêts hypothécaires ayant des exigences de capital différentes, l'exigence applicable au titre correspond à la plus élevée applicable au bloc d'actifs. Dans le cas où le bloc sous-jacent d'actifs comprend des prêts hypothécaires devenus dépréciés, la proportion du titre attribuable à ces prêts doit être traitée comme un prêt déprécié selon les exigences de la section 3.1.10.

Les renseignements détaillés du calcul et des facteurs utilisés doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

3.4.3 Autres titres adossés à des créances

Les exigences de capital pour tous les autres titres adossés à des créances sont fondées sur leurs notations externes. Afin d'utiliser des notations externes pour déterminer l'exigence de capital, l'assureur doit respecter toutes les exigences opérationnelles pour l'utilisation des notations énoncées au chapitre 6 (Dispositions

relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers.

Pour les titres adossés à des créances (autres que les retitrisations) notés BBB ou mieux, l'exigence de capital est la même que l'exigence prescrite dans la section 3.1.2 pour une obligation ayant la même notation et la même échéance que le titre. Si la notation d'un titre adossé à des créances est de BB, l'assureur peut reconnaître la notation seulement s'il est un tiers investisseur dans le titre, et non son initiateur. Le facteur de risque de crédit pour un titre adossé à des créances (autre qu'une retitrisation) dont la notation est de BB dans lequel l'assureur est un tiers investisseur est 300 % de l'exigence pour une obligation dont la notation est de BB et ayant la même échéance que le titre.

Les facteurs de risque de crédit pour des titres adossés à des créances qui sont à court terme (autres que des retitrisations) et qui sont notés S3 ou mieux sont les mêmes que ceux prescrits dans la section 3.1.3 pour les obligations à court terme ayant la même notation.

Le facteur de risque de crédit pour les retitrisations notées BBB ou mieux, ou S3 ou mieux, est 200 % du facteur de risque applicable à un titre adossé à des créances ayant la même notation et la même échéance que la retitrisation.

Le facteur de risque de crédit pour tout autre titre adossé à des créances qui n'est pas mentionné précédemment (y compris les titres non notés) est de 60 %.

Voir le chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers au sujet des exigences de capital supplémentaires qui peuvent découler des expositions à la titrisation. Les renseignements détaillés du calcul des exigences de capital supplémentaires doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

3.5 Mises en pension, prises en pension et accords de prêt de titres

Une mise en pension de titres représente un accord en vertu duquel un cédant accepte de vendre des titres à un prix déterminé et de les racheter à une date déterminée à un prix déterminé. Puisque la transaction est assimilée à une mesure de financement au plan comptable, les titres demeurent inscrits au bilan. Compte tenu du fait que ces titres sont temporairement attribués à une autre partie, le facteur de risque de crédit alloué à l'exposition doit être le plus élevé des deux éléments suivants :

- le facteur du titre devant être racheté;
- le facteur relié à une exposition à la contrepartie de la transaction, compte tenu de toute sûreté admissible (voir la section 3.2).

Une prise en pension est le contraire d'une mise en pension et suppose l'achat et la revente ultérieure d'un titre. Les prises en pension sont assimilées à des prêts garantis, ce qui traduit la réalité économique de la transaction. Le risque doit donc être mesuré

comme une exposition à la contrepartie. Lorsque l'actif temporairement acquis est un titre qui répond à la définition de sûreté admissible au sens de la section 3.2, le montant de l'exposition peut être réduit en conséquence.

Dans le cadre d'un prêt de titres, un assureur peut agir à titre de mandant en procédant au prêt de ses propres titres ou encore en qualité de mandataire en accordant des prêts de titres pour le compte de ses clients. Lorsque l'assureur agit à titre de mandant, l'exigence de capital correspond au plus élevé des deux éléments suivants :

- l'exigence de capital applicable au titre prêté; ou
- l'exigence de capital relative à une exposition de l'emprunteur des titres. L'exposition de l'emprunteur peut être réduite lorsque l'assureur détient une sûreté admissible, comme décrit à la section 3.2. Lorsque l'assureur accorde un prêt de titres par l'entremise d'un mandataire et reçoit une garantie explicite que les titres seront recouverts, il peut considérer ce mandataire comme l'emprunteur, sous réserve des conditions énoncées à la section 3.3.

Lorsque l'assureur agissant à titre de mandataire accorde un prêt de titres pour le compte d'un client en vertu d'une entente assortie d'une garantie prévoyant que les titres prêtés seront recouverts faute de quoi l'assureur en remboursera la valeur marchande, l'assureur doit calculer l'exigence de capital comme s'il agissait à titre de mandat. L'exigence de capital correspond à une exposition envers l'emprunteur des titres, où le montant d'exposition peut être réduit lorsque l'assureur détient une sûreté admissible, comme décrit à la section 3.2.

Les méthodes décrites ci-haut ne s'appliquent pas aux mises en pension ou aux prêts de titres adossant les produits indexés de l'assureur comme décrits à la section 5.5. Si l'assureur conclut une entente de mise en pension ou de prêt mettant en cause des actifs du genre, l'exigence de capital correspond à l'exigence pour l'exposition à la contrepartie ou à l'emprunteur (en tenant compte de la sûreté admissible) à laquelle vient s'ajouter l'exigence applicable en vertu de la section 5.5.

Annexe 3-A : Correspondance des notations

Notation des titres à long terme				
Catégorie de notation	DBRS	Fitch Ratings	Moody's Investors Service	Standard & Poor's Ratings Services
AAA	AAA	AAA	Aaa	AAA
AA	AA(high) à AA(low)	AA+ à AA-	Aa1 à Aa3	AA+ à AA-
A	A(high) à A(low)	A+ à A-	A1 à A3	A+ à A-
BBB	BBB(high) à BBB(low)	BBB+ à BBB-	Baa1 à Baa3	BBB+ à BBB-
BB	BB(high) à BB(low)	BB+ à BB-	Ba1 à Ba3	BB+ à BB-
B	B(high) à B(low)	B+ à B-	B1 à B3	B+ à B-
Inférieure à B	CCC ou inférieure	Inférieure à B-	Inférieure à B3	Inférieure à B-

Notation des titres à court terme				
Catégorie de notation	DBRS	Fitch Ratings	Moody's Investors Service	Standard & Poor's Ratings Services
S1	R-1 (high) à R-1 (low)	F1+, F1	P-1	A-1+, A-1
S2	R-2 (high) à R-2 (low)	F2	P-2	A-2
S3	R-3	F3	P-3	A-3
Autres	Inférieure à R-3	Inférieure à F3	NP	Inférieure à A-3

Chapitre 4. Risque de crédit – activités hors bilan

L'expression « activité hors bilan » utilisée dans la présente ligne directrice englobe des dérivés, des garanties, des engagements et des accords contractuels similaires dont le montant total du principal notionnel peut ne pas être comptabilisé au bilan. Ces instruments sont assujettis à une exigence de capital en vertu du présent chapitre, peu importe qu'ils aient été comptabilisés ou non à la juste valeur au bilan.

Le risque principal associé aux activités hors bilan de l'assureur est le défaut de la contrepartie à la transaction (c.-à-d. le risque de crédit de contrepartie). La valeur nominale d'un instrument hors bilan ne constitue pas toujours l'exposition au risque de crédit de l'instrument. Afin d'estimer l'exposition de crédit potentielle des instruments hors bilan, l'assureur doit utiliser un montant d'équivalent-crédit. La méthode pour déterminer le montant d'équivalent-crédit des instruments dérivés est décrite dans les sections 4.1 et 4.2. Afin de déterminer l'exposition approximative potentielle de crédit pour les activités hors bilan non couvertes par les sections 4.1 et 4.2, la valeur nominale de l'instrument doit être multipliée par un facteur de conversion du crédit pour obtenir un montant d'équivalent-crédit (voir les sections 4.3 et 4.4). Le montant d'équivalent-crédit qui en résulte est ensuite assujéti du facteur de risque de crédit approprié attribuable à la contrepartie (voir la section 3.1), ou, le cas échéant, du facteur attribué aux sûretés (voir la section 3.2) ou au garant (voir la section 3.3). Une réduction du capital requis en raison de l'effet potentiel d'atténuation des risques lié aux réductions des participations ou à l'ajustabilité contractuelle est calculée séparément pour les produits avec participation et produits ajustables (voir le chapitre 9).

L'assureur doit aussi consulter le chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers. Ce chapitre énonce le cadre réglementaire pour les transactions de titrisation, incluant celles qui génèrent des expositions hors bilan.

4.1 Contrats sur dérivé gré à gré

Les contrats à terme (de gré à gré), les swaps, les options achetées et les instruments dérivés de gré à gré similaires requièrent un traitement spécial puisque les assureurs sont exposés au risque de crédit, non pour la totalité de leur valeur nominale, mais seulement pour le coût potentiel de remplacement du flux de trésorerie (sur les contrats faisant apparaître un gain) en cas de défaillance de la contrepartie. Les montants en équivalent-crédit sont calculés au moyen de la méthode d'évaluation du risque courant et se voient appliquer le facteur de défaut d'actif approprié à la contrepartie. En vertu de la section 3.1.4, un facteur de défaut d'actif de 0 % s'applique aux opérations sur dérivés effectuées par l'entremise de contreparties centrales admissibles.

La majoration servant au calcul du montant en équivalent-crédit dépend de l'échéance du contrat et de la volatilité des taux et des prix qui sous-tendent ce type d'instrument. Les options achetées hors cote doivent être incluses avec les mêmes facteurs de conversion que les autres instruments.

-
- Les contrats sur taux d'intérêt comprennent :
 - les swaps de taux d'intérêt dans une seule monnaie;
 - les swaps de base;
 - les contrats à terme de taux d'intérêt et les produits avec des caractéristiques semblables;
 - les contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt;
 - les options sur taux d'intérêt achetées.

 - Les contrats sur devises comprennent :
 - les contrats sur or⁷⁸;
 - les swaps de devises;
 - les swaps simultanés de taux et de devises;
 - les contrats de change à terme;
 - les contrats à terme standardisés sur devises;
 - les options sur devises achetées.

 - Les contrats sur actions comprennent :
 - les contrats à terme standardisés;
 - les contrats à terme de gré à gré;
 - les swaps;
 - les options achetées;
 - les instruments dérivés similaires sur actions particulières ou sur indices d'actions.

 - Les contrats sur métaux précieux (p. ex., argent, platine et palladium), sauf les contrats sur or, comprennent :
 - les contrats à terme standardisés;
 - les contrats à terme de gré à gré;
 - les swaps;
 - les options achetées;
 - les instruments dérivés similaires sur métaux précieux.

 - Les contrats sur les autres produits de base comprennent :

⁷⁸ Les contrats sur or sont traités comme des contrats sur devises aux fins du calcul du risque de crédit.

- les contrats à terme standardisés;
- les contrats à terme de gré à gré;
- les swaps;
- les options achetées;
- les instruments dérivés similaires ayant pour éléments sous-jacents des contrats sur produits énergétiques, productions agricoles ou métaux non-ferreux (p. ex., aluminium, cuivre et zinc);
- autres contrats sur les métaux non précieux.

L'assureur doit calculer le montant d'équivalent-crédit attribuable à ces contrats en utilisant la méthode d'évaluation du risque courant. En vertu de cette méthode, l'assureur additionne :

- le coût de remplacement total (obtenu par l'évaluation au prix du marché) de tous ses contrats à valeur positive;

et

- un montant correspondant à l'exposition potentielle future de crédit (la majoration), calculée en multipliant le montant du principal notionnel par l'un des facteurs suivants :

Échéance résiduelle	Taux d'intérêt	Devises et or	Actions	Métaux précieux (sauf or)	Produits de base
Jusqu'à un an	0,0 %	1,0 %	6,0 %	7,0 %	10,0 %
De plus d'un an à cinq ans	0,5 %	5,0 %	8,0 %	7,0 %	12,0 %
Plus de cinq ans	1,5 %	7,5 %	10,0 %	8,0 %	15,0 %

Les considérations supplémentaires suivantes doivent être prises en compte.

1. Pour les contrats comportant plusieurs échanges successifs de principal, les facteurs doivent être multipliés par le nombre de paiements prévus au contrat et restant dus.
2. Pour les contrats dont la structure prévoit un règlement des positions aux dates de paiement déterminées et dont les termes sont redéfinis à ces dates de manière à ce que leur valeur marchande soit ramenée à zéro, l'échéance résiduelle est égale à la durée restant à courir jusqu'à la date du paiement suivant. Pour les contrats sur taux d'intérêt à échéance résiduelle supérieure à un an se conformant aux conditions précédentes, le facteur de majoration est assujéti à un plancher de 0,5 %.

-
3. Les contrats qui n'entrent pas expressément dans l'une des colonnes du tableau précédent sont assimilables aux contrats sur produits de base.
 4. En ce qui concerne les swaps taux variable contre taux variable dans une monnaie unique, aucun facteur de majoration ne sera calculé puisque l'exposition au crédit est évaluée uniquement sur la base de la valeur marchande.
 5. Les majorations sont calculées par rapport aux montants effectifs et non apparents de notionnel. Lorsque le notionnel effectif se trouve amplifié du fait de la structure de la transaction, par exemple par effet de levier, l'assureur doit déterminer l'exposition potentielle future en fonction du notionnel effectif. Par exemple, un notionnel présenté de 1 million \$ dont les paiements seraient calculés au double du TIOL (LIBOR) aurait un notionnel effectif de 2 millions \$.
 6. Les majorations pour exposition potentielle future de crédit doivent être établies pour tous les contrats hors cote (sauf les swaps à taux variable contre taux variable dans une seule monnaie), que le coût de remplacement soit positif ou négatif.
 7. Aucune majoration pour exposition potentielle future n'est requise pour les dérivés de crédit. Le montant d'un dérivé en équivalent-crédit représente le montant le plus élevé entre sa valeur marchande et zéro.

4.2 Compensation de contrats sur dérivé

4.2.1 Conditions pour la compensation

L'assureur est autorisé à compenser les contrats sur la base de la novation ou toute forme de compensation juridiquement valide. La novation désigne un contrat écrit bilatéral entre deux contreparties en vertu duquel toute obligation d'une partie envers l'autre de livrer une monnaie précisée à une date déterminée est automatiquement éteinte et remplacée par l'obligation de verser un montant unique, lequel résulte de la compensation des montants dont chaque contrepartie était redevable envers l'autre en vertu de toutes les obligations éteintes.

L'assureur désirent compenser des transactions par novation ou par une autre forme de compensation bilatérale doit démontrer au préalable à l'Autorité que les conditions suivantes sont réunies.

1. L'assureur doit avoir conclu avec chaque contrepartie un contrat ou un accord de compensation créant une seule obligation juridique couvrant toutes les transactions compensées. Par l'effet d'un tel mécanisme, l'assureur assume une seule obligation de paiement ou ne peut réclamer qu'un montant unique selon la somme nette des valeurs positives et négatives, au prix du marché, de toutes ses transactions avec cette contrepartie en cas de manquement, de faillite ou de liquidation ou dans des circonstances semblables.

-
2. L'assureur doit disposer d'avis juridiques⁷⁹ écrits et fondés prévoyant, en cas de contestation juridique, que les autorités judiciaires et administratives concernées décideront que l'exposition en vertu de l'accord de compensation équivaut au montant net sous le régime :
 - a. des lois en vigueur là où les contreparties ont été constituées en personne morale et des lois de toute instance applicables aux succursales en cause;
 - b. des lois régissant chacune des transactions; et,
 - c. des lois régissant tout contrat ou accord requis aux fins de compensation.
 3. L'assureur applique des procédures internes pour s'assurer qu'avant d'inclure une transaction dans une tranche de compensation aux fins du capital, la transaction est prise en compte dans les avis juridiques qui satisfont aux critères susmentionnés.
 4. L'assureur doit avoir adopté des procédures pour permettre un réexamen des caractéristiques juridiques des dispositifs de compensation en fonction des modifications éventuelles des lois afin de préserver la validité de ces dispositifs.
 5. L'assureur conserve tous les documents nécessaires dans ses dossiers et les met à la disposition de l'Autorité sur demande.

Aucun contrat contenant une disposition de dégagement ne sera admissible à la compensation aux fins du calcul des exigences de capital. Une disposition de dégagement s'applique en cas de manquement de l'une des contreparties pour dégager partiellement ou totalement l'autre partie de l'obligation de lui verser des paiements.

4.2.2 Calcul de l'exposition

L'exposition de crédit afférent aux transactions avec compensation bilatérale sur contrats à terme (de gré à gré), swaps, options achetées et instruments dérivés similaires correspond à la somme du coût de remplacement net au prix du marché, s'il est positif, et d'une exposition potentielle future de crédit (une majoration) calculée sur le principal notionnel de chacun des contrats sous-jacents. Toutefois, aux fins du calcul de l'exposition potentielle future de crédit associée aux contrats assujettis à des accords de compensation exécutoires et dont le principal notionnel équivaut aux flux de trésorerie, le principal notionnel correspond aux encaissements nets échus à chaque date d'évaluation et pour chaque devise.

Ces contrats sont réputés en constituer un seul parce que la compensation des contrats dans une même devise venant à échéance à la même date réduira à la fois le coût de remplacement et l'exposition potentielle future de crédit. L'exposition courante (c.-à-d. le

⁷⁹ Les avis juridiques doivent généralement être reconnus comme tels par le milieu juridique dans le pays d'origine de l'entreprise ou dans un mémoire juridique portant d'une manière raisonnée sur tous les enjeux pertinents.

coût de remplacement) des régimes de compensation multilatérale est en fonction des règles de répartition des pertes de la chambre de compensation.

Les majorations brutes doivent être calculées en fonction des obligations juridiques au titre des flux de trésorerie, dans toutes les monnaies. On y arrive en compensant toutes les sommes à recevoir et à payer dans la même monnaie, pour chaque date d'évaluation. Les obligations de flux de trésorerie compensées sont converties en dollars canadiens en utilisant les cours à terme actuels pour chaque date d'évaluation. Une fois converties, les sommes à recevoir à chaque date d'évaluation sont additionnées, et la majoration brute est calculée en multipliant la somme à recevoir par le facteur de majoration approprié.

L'exposition potentielle future de crédit pour les transactions compensées (A_{Net}) est égale à la somme des éléments suivants :

- 40 % de la majoration calculée selon la méthode en vigueur (A_{Brut})⁸⁰;
- 60 % du produit obtenu en multipliant A_{Brut} par RNP, où RNP est le ratio du niveau de coût de remplacement net sur le niveau du coût de remplacement positif des transactions assujetties à des accords de compensation exécutoires.

Le RNP peut être calculé pour chaque contrepartie ou pour l'ensemble d'un portefeuille pour toutes les transactions assujetties à des accords de compensation exécutoires. Dans le premier cas, un RNP distinct est calculé pour chaque contrepartie. Dans le deuxième, un seul RNP est établi et appliqué à toutes les contreparties. L'assureur doit choisir une méthode et l'utiliser de façon cohérente par accord de compensation et par exercice.

4.2.2.1 Étapes du calcul du montant en équivalent-crédit des contrats compensés

Étape 1 Pour chaque contrepartie assujettie à la compensation bilatérale, déterminer les majorations et le coût de remplacement pour chaque transaction. Une feuille de calcul semblable à celle figurant ci-dessous peut servir à cette fin.

⁸⁰ A_{Brut} est égal à la somme des expositions potentielles futures de crédit (c.-à-d. au produit obtenu en multipliant le principal notionnel de chaque opération par le facteur de majoration approprié selon la section 4.1) pour toutes les opérations assujetties à des accords de compensation exécutoires.

Contrepartie					
Transaction	Principal notionnel (1)	Facteur de majoration (voir 4.1) (2)	Exposition potentielle future de crédit (1) x (2) = (3)	Coût de remplacement positif (4)	Coût de remplacement négatif (5)
1					
2					
etc.					
Total			A_{Brut}	R⁺	R⁻

Étape 2 Calculer le coût de remplacement net pour chacune des contreparties. Ce coût est égal au plus élevé de zéro et de la somme des coûts de remplacement positifs et négatifs ($R^+ + R^-$). Le coût de remplacement négatif d'une contrepartie ne peut servir à compenser le coût de remplacement positif d'une autre contrepartie.

Étape 3 Calculer le RNP. Dans le cas d'un assureur utilisant la méthode d'un RNP distinct par contrepartie, le RNP est égal au résultat obtenu en divisant le coût de remplacement net calculé à l'étape 2 par le coût de remplacement positif (R^+ calculé à l'étape 1).

Aux fins de la méthode d'un RNP par portefeuille, le RNP correspond au résultat obtenu en divisant le somme des coûts de remplacement nets pour chacune des contreparties assujetties à la compensation bilatérale par la somme des coûts de remplacement positifs pour ces mêmes contreparties.

Exemple : Calcul du RNP

Transaction	Contrepartie 1		Contrepartie 2		Contrepartie 3	
	Principal notionnel	Valeur au prix du marché	Principal notionnel	Valeur au prix du marché	Principal notionnel	Valeur au prix du marché
Transaction 1	100	10	50	8	30	-3
Transaction 2	100	-5	50	2	30	1
Coût de remplacement positif (R ⁺)		10		10		1
Coût de remplacement net (« RN »)		5		10		0
RNP (par contrepartie)	0,5		1		0	
RNP (portefeuille)	$\Sigma RN / \Sigma R^+ = 15/21 = 0,71$					

Étape 4 Calculer A_{Net} pour chacune des contreparties assujetties à la compensation bilatérale. Toutefois, le RNP applicable dépendra de ce que l'assureur utilise la méthode du RNP distinct par contrepartie ou la méthode du RNP par portefeuille. L'assureur doit choisir la méthode qu'il désire utiliser, puis l'appliquer à toutes les transactions compensées.

Pour les contrats compensés où le coût de remplacement net > 0,
 A_{Net} est égal à : $(0,4 \times A_{Brut}) + (0,6 \times RNP \times A_{Brut})$.

Pour les contrats compensés où le coût de remplacement net est nul,
 A_{Net} est égal à : $(0,4 \times A_{Brut})$

Étape 5 Calculer le montant en équivalent-crédit pour chaque contrepartie en faisant la somme du coût de remplacement net (calculé à l'étape 2) et de A_{Net} (calculée à l'étape 4).

Note : Des contrats peuvent inclure des compensations entre différents types d'instruments dérivés (p. ex., taux d'intérêt, devises et actions). Dans ce cas, l'assureur doit allouer le coût de remplacement net aux types d'instruments dérivés au prorata du coût de remplacement net des types d'instruments dont le coût de remplacement brut est positif.

Exemple : Compensation de l'exposition potentielle future de crédit des contrats assujettis à la compensation par novation

Supposons qu'un assureur a six contrats avec la même contrepartie, de même qu'un accord de compensation exécutoire avec cette même contrepartie :

Contrat	Principal notionnel	Évaluation à la valeur du marché
A	10	1
B	20	-2
C	10	-1
D	40	4
E	30	3
F	20	-2

Les contrats A et B sont assujettis à la compensation par novation, tout comme les contrats C et D. De ce fait, les deux contrats sont remplacés par un seul. Ainsi, pour calculer les exigences de capital, l'assureur remplacerait les contrats A et B par le contrat A+ et les contrats C et D par le contrat C+, pour ensuite compenser les montants notionnels et calculer le nouveau montant évalué à la valeur du marché.

Contrat	Principal notionnel	Évaluation à la valeur du marché
A+	10	-1
C+	30	3
E	30	3
F	20	-2

Supposons que le facteur de majoration de tous les contrats est de 5 %. L'exposition potentielle future de crédit est calculée pour chaque contrat. A_{Brut} est la somme des expositions potentielles futures de crédit :

Contrat	Principal notionnel	Facteur de majoration (5 %)	Exposition de crédit potentielle	Coût de remplacement positif	Coût de remplacement négatif
A+	10	0,05	0,5	0	-1
C+	30	0,05	1,5	3	0
E	30	0,05	1,5	3	0
F	20	0,05	1,0	0	-2
Total			4,5	6	-3

Le coût de remplacement net est de 3 (c.-à-d. 6 - 3; soit le plus élevé de zéro et de la somme des coûts de remplacement positifs et négatifs).

Le RNP est de 0,5 (c.-à-d. 3 / 6; soit le résultat obtenu en divisant le coût de remplacement net par le coût de remplacement positif).

A_{Net} est égal à $(0,4 \times 4,5) + (0,6 \times 0,5 \times 4,5) = 3,15$.

Le montant en équivalent-crédit est de 6,15 (c.-à-d. 3 + 3,15; soit la somme du coût de remplacement net et de A_{Net}).

4.3 Instruments hors bilan, autres que des dérivés

Les définitions incluses dans la présente section s'appliquent aux expositions hors bilan qui ne sont pas des dérivés couverts par la section 4.1.

4.3.1 Substituts directs de crédit (facteur de conversion de 100 %)

Les substituts directs de crédit comprennent les garanties et les instruments équivalents qui garantissent des créances financières. Avec un substitut direct de crédit, le risque de perte pour l'assureur dépend directement de la solvabilité de la contrepartie.

Les substituts directs de crédit peuvent prendre les formes suivantes.

- Les garanties accordées au nom de clients et en vertu desquelles l'assureur pourrait être tenu d'assumer les obligations financières de ces clients en cas de défaut de ces derniers; par exemple, des garanties de :
 - paiement de dettes existantes relatives à des services;
 - paiement relatif à un contrat d'achat;
 - paiement de baux financiers, de prêts ou de prêts hypothécaires;
 - paiement de chèques non certifiés;
 - versement de taxes (de vente) à l'État;

-
- paiement de dettes existantes relatives à l'achat de marchandises;
 - paiement d'une prestation de retraite sans capitalisation; et
 - obligations financières assumées par le biais de la réassurance.
- Les garanties financières à première demande ou autres obligations irrévocables et équivalentes servant de garanties financières, comme les lettres de crédit soutenant l'émission d'effets de commerce.
 - Les participations à risque dans des acceptations bancaires et les participations à risque dans des lettres de crédit financières; les participations à risque constituent des garanties de la part de l'assureur participant en vertu desquelles, si le client concerné ne respecte pas ses obligations, il indemnise l'émetteur du montant total d'intérêt et de principal qui lui est attribuable.
 - Les opérations de prêt de titres, lorsque l'assureur est responsable envers son client de tout manquement à recouvrer les titres prêtés.

4.3.2 Engagements de mise et de prise en pension (facteur de conversion de 100 %)

Une mise en pension est une transaction par laquelle la vente d'un titre ou d'un autre actif s'accompagne d'un engagement simultané de la part du vendeur de racheter l'actif de l'acheteur initial à un prix prédéterminé après une période déterminée. Une prise en pension consiste en l'achat d'un titre ou d'un autre actif avec engagement simultané de la part de l'acheteur qu'après une période déterminée, l'acheteur revendra l'actif au vendeur initial à un prix prédéterminé. Si ces transactions ne sont pas comptabilisées au bilan, elles doivent être présentées parmi les engagements hors bilan et assorties d'un facteur de conversion de crédit de 100 %.

4.3.3 Achats à terme d'actifs⁸¹ (facteur de conversion de 100 %)

Il s'agit d'engagements d'acheter un prêt, un titre ou tout autre actif à une date future déterminée, habituellement selon des modalités prédéterminées.

4.3.4 Dépôts terme contre terme (facteur de conversion de 100 %)

Il s'agit d'un accord entre deux parties en vertu duquel l'une paie et l'autre reçoit un taux d'intérêt convenu sur un dépôt qui doit être placé par une partie auprès de l'autre à une date ultérieure prédéterminée. De tels dépôts se distinguent des contrats à terme de taux d'intérêt du fait que le dépôt est effectivement effectué.

4.3.5 Actions et titres partiellement libérés (facteur de conversion de 100 %)

Il s'agit de transactions où seule une partie du prix d'émission ou de la valeur nominale d'un titre acheté a été payée et où l'émetteur peut réclamer le solde (ou un autre

⁸¹ Cette catégorie ne comprend pas une transaction au comptant dont le contrat prévoit qu'elle doit être réglée à l'intérieur de la période normale de règlement.

versement), soit à une date prédéterminée au moment de l'émission, soit à une date future non précisée.

4.3.6 Éventualités liées à des transactions (facteur de conversion de 50 %)

Les éventualités liées à des transactions ont trait aux activités commerciales courantes d'une contrepartie, lorsque le risque de perte pour l'assureur dépend de la vraisemblance d'un événement futur indépendant de la solvabilité de la contrepartie. Essentiellement, les éventualités liées à des transactions sont des garanties qui soutiennent l'exécution particulière de transactions ou d'entreprises non financières ou commerciales plutôt que les obligations financières générales de clients. Les garanties liées à l'exécution excluent explicitement les postes liés à l'inexécution d'obligations financières.

Les garanties liées à l'exécution et les garanties non financières comprennent des engagements tels que des garanties de bonne exécution, les contre-garanties, les indemnités et les garanties de bonne exécution à première demande. Ces garanties représentent les obligations qui garantissent l'exécution de contrats ou d'activités non financières ou commerciales, notamment les accords garantissant :

- le rendement des sous-traitants et des fournisseurs;
- les contrats de main-d'œuvre et de matériaux;
- la livraison de marchandise, les soumissions et les cautionnements de soumission;
- les garanties de remboursement de cautions ou de charges payées d'avance dans les cas de non-exécution.

4.3.7 Éventualités liées à des activités commerciales (facteur de conversion de 20 %)

Ces instruments comprennent les éléments à court terme à dénouement automatique liés à des activités commerciales comme les lettres de crédit commerciales et les lettres de crédit documentaires émises par l'assureur et qui ont ou auront comme garantie l'expédition concernée.

Les lettres de crédit émises au nom d'une contrepartie adossées à des lettres de crédit dont la contrepartie est bénéficiaire (« lettres adossées ») doivent être présentées comme des lettres de crédit documentaires.

Les lettres de crédit notifiées par l'assureur pour lesquelles l'assureur agit comme agent de remboursement ne doivent pas être considérées comme un actif à risque.

4.4 Engagements

Les engagements sont des accords qui obligent un assureur, à la demande d'une contrepartie :

-
- à accorder du crédit sous la forme de prêts ou de participation à des prêts, de créances au titre de baux financiers, de prêts hypothécaires, de découverts, d'acceptations, de lettres de crédit, de garanties ou de substituts de prêts; ou
 - à acheter des prêts, des titres, des comptes débiteurs ou d'autres actifs.

Le risque lié à la prise d'un engagement est que l'assureur soit contraint à accorder du crédit ou à acheter des actifs à des conditions moins favorables que celles du marché. La présence d'une forme de contrepartie, comme un frais d'engagement, pourrait normalement signifier que l'assureur fournit un avantage financier potentiel au tiers qui nécessiterait une exigence de capital.

Les engagements pour lesquels l'assureur a un droit absolu de refus, a le droit sans restrictions d'établir le taux d'intérêt d'emprunt au moment de l'exercice ou pour lesquels le prix d'achat de l'actif est sa juste valeur marchande ne sont pas assujettis à une exigence de capital. Les engagements excluent les avances sur police non utilisées, c'est-à-dire la partie de la valeur de rachat d'une police qui n'a pas fait l'objet d'une avance sur police.

4.4.1 Échéance

L'assureur doit utiliser l'échéance initiale définie ci-dessous pour la déclaration des engagements.

4.4.1.1 Échéance initiale

L'échéance initiale d'un engagement doit être mesurée à compter de la date où l'engagement a été accepté par le client, peu importe si l'engagement est révocable ou irrévocable, conditionnel ou sans condition, jusqu'à la première des dates suivantes :

- la date prévue d'échéance de l'engagement; ou
- la date à laquelle l'assureur peut, à son choix, annuler sans condition l'engagement.

Une clause de détérioration importante ne donne pas une protection suffisante à l'égard d'un engagement pour que celui-ci soit considéré comme révocable sans condition.

Lorsque l'assureur s'engage à accorder une facilité à une date future (un engagement à terme), il faut mesurer l'échéance initiale de l'engagement à compter de la date d'acceptation de l'engagement jusqu'à la date finale où elle peut être utilisée.

4.4.1.2 Renégociation d'un engagement

Si les parties s'entendent, un engagement peut être renégocié avant son échéance. Si la renégociation requiert une évaluation du crédit du client conformément aux normes de l'assureur en matière de crédit et confère à cet assureur une entière discrétion pour ce qui est du renouvellement ou de la prorogation de l'engagement et de la modification d'autres modalités de l'engagement, l'engagement initial peut, à la date d'acceptation des nouvelles modalités par le client, être considéré comme étant à échéance; dans ce

cas, un nouvel engagement peut être appliqué. Si de nouvelles modalités ne sont pas négociées, l'engagement initial demeure en vigueur jusqu'à l'échéance initiale. Le processus de renégociation doit être clairement documenté.

Dans le cas de transactions en consortium et à participation, l'assureur participant doit pouvoir exercer ses droits de renégociation indépendamment des autres membres du consortium.

Lorsque ces conditions ne sont pas toutes remplies, la date initiale de l'engagement doit être utilisée pour déterminer l'échéance.

4.4.2 Facteurs de conversion en équivalent-crédit

Le facteur de conversion en équivalent-crédit qui s'applique à un engagement dépend de son échéance. On considère que les engagements à longue échéance comportent un risque plus élevé parce que la période entre les réévaluations du crédit est relativement longue et qu'il y a relativement peu d'occasions de retirer l'engagement si la qualité du crédit du tireur se détériore.

Les facteurs de conversion qu'il faut appliquer aux engagements sont classés dans les catégories suivantes.

Facteur de conversion de 50 %

- Engagements et engagements à terme avec une échéance initiale de plus d'un an.
- Facilités d'émission garantie et facilités de prise ferme renouvelables (voir la section 4.4.3.6).
- Partie non encore utilisée d'un engagement à consentir un prêt qui sera utilisé en un certain nombre de tranches, certaines dans un délai inférieur à un an et certaines dans un délai supérieur à un an.

Facteur de conversion de 20 %

- Engagements et engagements à terme avec une échéance initiale d'un an ou moins.

Facteur de conversion de 0 %

- Engagements révocables sans condition par l'assureur, à tout moment et sans préavis, ou devenant automatiquement caducs en cas de dégradation de la solvabilité de l'emprunteur. Cela suppose que l'assureur réalise au moins une fois par année une évaluation en bonne et due forme de la facilité, ce qui lui permet de relever toute détérioration apparente de la qualité du crédit. Les engagements vis-à-vis de la clientèle de détail sont révocables sans condition si l'assureur est contractuellement autorisé à les annuler dans les limites permises par la réglementation relative à la protection des consommateurs et les dispositions législatives connexes.

4.4.3 Types particuliers d'engagements

4.4.3.1 Engagements sans échéance ou variables

Un facteur de conversion en équivalent-crédit de 0 % s'applique aux engagements sans échéance ou variables qui sont révocables sans condition à tout moment et sans préavis, tels que les marges de cartes de crédit, les marges personnelles de crédit et les autorisations de découvert de comptes chèques personnels qui ne sont pas utilisées.

4.4.3.2 Engagements permanents non confirmés

Les engagements variables qui sont révocables par l'assureur à tout moment sous réserve d'un préavis ne constituent pas des engagements révocables sans condition et font l'objet d'un facteur de conversion de 50 %. Les engagements à long terme doivent être révocables sans préavis pour faire l'objet du facteur de 0 %.

4.4.3.3 Engagements utilisés dans un certain nombre de tranches

Un facteur de conversion en équivalent-crédit de 50 % s'applique à un engagement de consentir un prêt (ou d'acheter un actif) qui doit être utilisé en un certain nombre de tranches, certaines dans un délai d'un an ou moins et certaines dans un délai de plus d'un an. Dans ces cas, il ne faut accorder aucune importance à la capacité de renégocier les modalités des tranches ultérieures. Souvent, ces engagements portent sur des projets immobiliers dont l'assureur peut difficilement se retirer sans mettre son placement en danger.

Lorsque la facilité comporte des tranches non liées et lorsque les conversions sont permises entre les tranches de plus d'un an et de moins d'un an (c.-à-d. lorsque l'emprunteur peut choisir les termes de l'échéance des engagements) un facteur de conversion de 50 % s'applique à tout l'engagement.

Lorsque la facilité comporte des tranches non liées et lorsque les conversions ne sont pas permises entre les tranches de plus d'un an et de moins d'un an, chaque tranche peut alors être convertie séparément, selon son échéance.

4.4.3.4 Engagements portant sur des montants variables

Dans le cas des engagements qui portent sur des montants qui varient pendant la durée de l'engagement, comme le financement d'une entreprise sujette à une variation saisonnière des flux de trésorerie, le facteur de conversion doit s'appliquer au montant inutilisé maximal qui peut être utilisé pendant le reste de la durée de l'engagement.

4.4.3.5 Engagements à consentir un prêt comportant une échéance de plus d'un an

Un engagement à consentir un prêt comportant une échéance de plus d'un an, mais qui doit être utilisé dans un délai inférieur à un an peut être traité comme un instrument à

échéance de moins d'un an, à la condition que toute partie non utilisée de l'engagement soit automatiquement annulée à la fin de la période pendant laquelle il peut être utilisé.

Toutefois, si par une combinaison d'utilisations, de remboursements, de nouvelles utilisations, ou d'autres options, le client peut avoir accès à une marge de crédit au-delà d'un an, sans que l'assureur ait la possibilité d'annuler sans condition l'engagement en moins d'un an, l'engagement est converti à 50 %.

4.4.3.6 Facilités d'émission garantie et facilités de prise ferme renouvelables

Les facilités d'émission garantie et les facilités de prise ferme renouvelables sont des ententes en vertu desquelles un emprunteur peut émettre des billets à court terme, pour des échéances variant normalement entre trois et six mois, jusqu'à concurrence d'une limite fixée sur une période de temps prolongée, souvent au moyen d'offres répétées à un syndicat soumissionnaire. Si à un moment quelconque, les effets ne sont pas vendus par le soumissionnaire à un prix acceptable, un souscripteur à forfait (ou un groupe de souscripteurs à forfait) les achète à un prix prescrit.

4.4.3.7 Engagements portant sur des transactions hors bilan

En cas d'engagement à fournir un élément hors bilan, l'assureur doit prendre le plus bas des deux facteurs de conversion en équivalents-crédits applicables.

Chapitre 5. Risque de marché

Le risque de marché découle de variations potentielles dans les taux ou les prix de divers marchés, tels que les marchés obligataires, de change, des actions et des marchandises. L'exposition à ce risque provient d'activités d'investissement ainsi que d'autres activités commerciales qui créent des positions au bilan et hors bilan. Le risque de marché aux fins de l'ESCAP comprend les risques liés aux taux d'intérêt, aux actions, à l'immobilier ainsi que le risque de change. Une réduction du capital requis en raison de l'effet potentiel d'atténuation des risques lié aux réductions des participations ou à l'ajustabilité contractuelle est calculée séparément pour les produits avec participation et produits ajustables (voir le chapitre 9). Un facteur de risque de marché de 0 % est attribué aux éléments constituant un portefeuille de titres dont une garantie octroyée par la Caisse de dépôt et placement du Québec en vigueur le 27 octobre 2016 supprime en tout temps tout risque de marché pour l'assureur. Les attributs de cette garantie doivent être les mêmes que ceux mentionnés dans la section 3.3.

Les risques relatifs aux garanties des fonds distincts sont couverts dans le chapitre 7. Par conséquent, aucune exigence du présent chapitre ne s'applique aux passifs liés à ces garanties et aux actifs qui leurs sont adossés sous la MCAB (incluant les couvertures), ni aux actifs détenus par les titulaires de police dans les fonds distincts de l'assureur (et aux passifs liés), sauf les exigences liées aux couvertures décrites aux sections 5.2.3 et 5.2.4.

Les sections 5.2 à 5.4 concernent des risques de marché associés à des actifs particuliers. Elles ne s'appliquent pas à des actifs adossés à des produits indexés qui sont inclus dans le calcul du facteur de corrélation de la section 5.5. Le revenu de placements couru des actifs assujettis au risque de marché doit être présenté avec l'actif auquel il se rapporte et obtenir le même facteur que ce dernier.

Un engagement à acheter un actif négocié qui est exposé au risque de marché doit être traité comme une option de vente vendue selon la section 5.2.3.3. L'exigence de capital pour un engagement à acheter un actif non négocié est égale au produit de la valeur de l'engagement, du facteur de conversion en équivalent-crédit applicable de la section 4.4 et du facteur de risque de marché applicable.

5.1 Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque de perte financière découlant de la fluctuation des taux d'intérêt sur le marché. La dimension la plus importante de ce risque est l'impact net attribuable à la volatilité des taux d'intérêt sur le désappariement entre les flux de trésorerie des actifs et des passifs sensibles aux taux d'intérêt.

Une méthode fondée sur la projection des flux de trésorerie est utilisée pour mesurer l'impact économique de chocs soudains sur les taux d'intérêt. Le capital requis du risque de taux d'intérêt correspond à la perte maximale selon quatre scénarios de choc prescrits différents. Pour chaque scénario, la perte est définie comme la diminution de la position nette de l'assureur à la suite de la réévaluation des flux de trésorerie des actifs et des passifs en raison du changement des Taux d'actualisation du scénario initial à ceux du scénario de choc. La position nette utilisée pour mesurer la perte de chaque

scénario est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie des actifs (incluant les actifs appuyant le capital ou l'excédent) et celle des flux de trésorerie des passifs. Le capital requis du risque de taux d'intérêt est calculé pour chaque région (voir la section 1.1.5).

5.1.1 Taux d'actualisation du scénario initial

Les Taux d'actualisation du scénario initial correspondent à des taux d'intérêt sans risque majorés d'écarts, qui tendent vers un taux d'intérêt ultime (« TIU ») majoré d'un écart ultime. Des Taux d'actualisation du scénario initial sont prescrits pour le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Europe (sauf le Royaume-Uni) et le Japon. Les Taux d'actualisation du scénario initial pour les autres pays sont ceux des États-Unis.

Les taux d'intérêt sans risque sont basés sur les taux suivants :

- Canada – les taux au comptant des obligations du gouvernement du Canada
- États-Unis – les taux au comptant des bons du Trésor américain
- Royaume-Uni – les taux au comptant des obligations souveraines de référence du Royaume-Uni
- Europe (sauf le Royaume-Uni) – les taux au comptant des obligations du gouvernement de l'Allemagne
- Japon – les taux au comptant des obligations du gouvernement du Japon

Le TIU pour le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni est un taux au comptant de 4,5 %. Les TIU pour l'Europe (sauf le Royaume-Uni) et le Japon sont respectivement de 2,8 % et de 1,0 %.

Les taux d'intérêt au comptant sans risque utilisés dans le scénario initial sont déterminés selon la méthode suivante.

- a) Pour les flux de trésorerie de l'année 0 à l'année 20, les taux d'intérêt sont les taux d'intérêt au comptant sans risque publiés.
- b) Pour les flux de trésorerie entre l'année 20 et l'année 70, les taux d'intérêt sont obtenus par interpolation linéaire entre le taux au comptant de l'année 20 et le TIU.
- c) Pour les flux de trésorerie de l'année 70 et au-delà, les taux d'intérêt sont le TIU.

Les écarts sont définis selon la méthode suivante.

- a) De l'année 0 à l'année 20, l'écart est 90 % de l'écart moyen du marché.
- b) Entre l'année 20 et l'année 70, l'écart provient de l'interpolation linéaire de 90 % de l'écart moyen du marché sur l'échéance 20 ans à un écart ultime de 80 points de base.
- c) À l'année 70 et au-delà, l'écart ultime est de 80 points de base.

Les écarts moyens du marché entre l'année 0 et l'année 20 sont déterminés à l'aide des écarts du marché à la date d'évaluation d'après un indice reconnu d'obligations de sociétés de qualité supérieure choisi par l'assureur. L'indice retenu doit être publié par un fournisseur d'information fiable et doit être utilisé uniformément d'une période à l'autre. Afin d'être reconnu, un indice d'obligations de sociétés de qualité supérieure doit respecter les critères suivants :

1. l'indice est composé d'obligations de sociétés avec une notation de BBB ou supérieure;
2. l'indice est composé d'une sélection représentative des obligations de sociétés de qualité supérieure de la juridiction qu'il couvre (p. ex., la distribution des notations et des secteurs est alignée avec celle du vaste marché obligataire corporatif de qualité supérieure de la juridiction); et
3. l'indice est produit par un fournisseur fiable⁸².

Les Taux d'actualisation du scénario initial, y compris ses composantes de taux d'intérêt sans risque et d'écarts, de même que les indices utilisés et la méthodologie pour les obtenir doivent être divulgués dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital pour chacune des durées et chaque région.

Détermination des taux d'actualisation du scénario initial

Ce qui suit explique le calcul des taux au comptant sans risque et des écarts du marché pour les blocs de produits avec et sans participations.

Taux au comptant sans risque

Étape 1 : obtenir les taux de rendement au pair sans risque

L'assureur recueillerait premièrement les taux de rendement au pair sans risque (semestriels). Ces taux peuvent être obtenus de différentes sources, notamment :

- *Taux de rendement des titres du Trésor canadiens avec des échéances de 10 ans ou moins* : une source où ces taux peuvent être obtenus est le site Web de la Banque du Canada :
 - Bons du trésor (échéances d'un an ou moins) : <http://www.banqueducanada.ca/taux/taux-dinteret/bons-du-tresor/recherche-dix-dernieres-annees/>
 - Obligations (échéances de plus d'un an) :

⁸² Un fournisseur fiable devrait au minimum construire des indices de référence avec un processus transparent et objectif ainsi que produire des indices qui sont une représentation fidèle du segment de marché visé et qui utilisent une approche de rebalancement qui reflète les changements de marché en temps opportun et de manière ordonnée.

<http://www.banqueducanada.ca/taux/taux-dinteret/rendements-des-obligations-recherche-dix-dernieres-annees/>

Les séries pertinentes pour des échéances pertinentes sont les suivantes :

Échéance	Séries
3 mois	V39065
6 mois	V39066
1 an	V39067
2 ans	V39051
3 ans	V39052
5 ans	V39053
7 ans	V39054
10 ans	V39055

- *Taux de rendement des titres du Trésor canadiens avec des échéances de 10 ans ou plus* : une source où ces taux peuvent être obtenus est <https://fr.investing.com/rates-bonds/canada-20-year-bond-yield-historical-data>. Par exemple, le taux au 31 décembre 20xx peut être obtenu sous la colonne « Dernier ».
- *Taux de rendement des titres du Trésor américains* : une source où ces taux peuvent être obtenus est le site Web du Département du Trésor des États-Unis : <https://www.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/interest-rates/Pages/TextView.aspx?data=yield>.
- *Bloomberg* : les assureurs possédant un accès à Bloomberg pourraient obtenir les taux de rendement au pair d'obligations de référence d'émetteurs souverains qui peuvent être appropriés pour les cinq régions de l'ESCAP à l'aide des codes de courbe suivants :

Région	Code de courbe	Nom de la courbe
Canada	I7	CAD Canada Sovereign Curve
États-Unis	I25	US Treasury Actives Curve
Royaume-Uni	I22	GBP United Kingdom Sovereign Curve
Europe (sauf le Royaume-Uni)	I13	EURO Benchmarks Curve
Japon	I18	JPY Japan Sovereign Curve

Par exemple, les taux de rendement au pair des obligations souveraines canadiennes pourraient être obtenus de la façon suivante :

- Entrer « GC I7 ».
- Sélectionner la date de fin de trimestre appropriée comme date de la courbe.
- Récupérer la donnée « Mid-YTM » (taux semestriel de rendement à l'échéance) en plaçant le curseur sur chaque échéance de la courbe de rendement ou en exportant les données dans un fichier Excel.

Bien que les taux obtenus ci-dessus soient liés à une devise spécifique, il est présumé que leur utilisation est appropriée pour tous les produits d'une région (p. ex., les taux en euros seraient utilisés pour tous les produits européens).

Étape 2 : convertir les taux de rendement au pair en taux au comptant

Les formules suivantes seraient utilisées pour convertir des taux de rendement semestriels au pair en taux au comptant (taux à coupon zéro) :

$$Taux_{coupon\ zéro,t} = \begin{cases} (1 + \frac{Taux_{semestriel\ pair,t}}{2})^2 - 1, & \text{si } t = \frac{1}{2} \\ \left[100 \times (1 + \frac{Taux_{semestriel\ pair,t}}{2}) / VA_{dernier\ paiement,t} \right]^{\frac{1}{t}} - 1, & \text{si } t \geq 1 \end{cases}$$

$$VA_{dernier\ paiement,t} = 100 \left(1 - \frac{Taux_{semestriel\ pair,t}}{2} \sum_{n=1}^{t \times 2 - 1} VA_{n/2} \right)$$

$$VA_t = \frac{1}{(1 + Taux_{zéro\ coupon,t})^t}$$

Les taux d'intérêt au pair sans risque qui ne sont pas obtenus directement peuvent être déterminés en utilisant une interpolation linéaire (p. ex., pour les durées 4, 6, etc.). Les valeurs de $Taux_{coupon\ zéro,t}$ pour $t = 1, 2, \dots, 20$ déterminées à l'aide des formules ci-dessus constitueraient la courbe de taux au comptant sans risque.

Écarts du marchéÉtape 1 : sélectionner un indice d'obligations de sociétés de qualité supérieure

Le tableau suivant fournit des exemples d'indices qui sont réputés respecter les critères afin d'être reconnus comme des indices d'obligations de sociétés de qualité supérieure :

Région	Indice
Canada	<ul style="list-style-type: none"> • FTSE TMX All Corporate Bond Index • Bloomberg CAD Investment Grade Corporate Bond Index (code de courbe de Bloomberg BCAD)
États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Barclays USD Liquid Investment Grade Corporate Index • Bank of America Merrill Lynch US Corporate Bond Index • Citi Corporate Investment Grade Index • Bloomberg USD Investment Grade Corporate Bond Index (code de courbe de Bloomberg BS76)
Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> • S&P UK Investment Grade Index • Bloomberg GBP Investment Grade European Corporate Bond Index (code de courbe de Bloomberg BGBP)
Europe (sauf le Royaume-Uni)	<ul style="list-style-type: none"> • S&P Eurozone Investment Grade Corporate Bond Index • Bloomberg EUR Investment Grade European Corporate Bond Index (code de courbe Bloomberg BS78)

Étape 2 : Obtenir les taux de rendement au pair des obligations de sociétés de qualité supérieure

De façon similaire au processus décrit plus haut pour obtenir les taux de rendement au pair sans risque, les taux de rendement au pair des obligations de qualité supérieure doivent être obtenus de sources appropriées pour les échéances pertinentes (c.-à-d. 3 mois, 6 mois, 1 an, 2 ans, etc.). L'assureur utiliserait toutes les échéances disponibles et il n'en utiliserait moins que lorsque qu'il y est contraint par la source de données.

À titre d'exemple, les taux de rendement au pair des obligations de sociétés américaines pourraient être obtenus dans Bloomberg de la façon suivante :

- Entrer « GC BS76 ».
- Sélectionner la date de fin de trimestre appropriée comme date de la courbe.
- Récupérer la donnée « Mid-YTM » en plaçant le curseur sur chaque échéance de la courbe ou en exportant les données dans un fichier Excel.

Il existe plusieurs territoires (p. ex., Canada, Royaume-Uni, Japon) pour lesquels un assureur ne pourrait pas trouver de courbes préétablies de taux de rendement d'obligations de sociétés de qualité supérieure qui fournissent toute l'information nécessaire. Pour ces territoires, l'assureur pourrait utiliser un outil de construction de

courbes pour recueillir les taux de rendement obligataires requis. De façon plus générale, l'assureur pourrait extraire les données de chaque composante de l'indice et construire la courbe en appliquant des filtres appropriés et en utilisant un modèle approprié d'ajustement de la courbe. Par exemple, une courbe de taux de rendement d'obligations de sociétés de qualité supérieure canadiennes pourrait être construite à l'aide de l'outil de construction de courbes de Bloomberg en utilisant la procédure suivante :

- Entrer « SRCH ».
- Sélectionner « Asset Classes – Corporates ».
- Appliquer les filtres suivants :
 - Security Status: Active
 - Country of Incorporation: Canada
 - Currency: Canadian Dollar
 - Maturity Type: Bullet or Callable or Puttable
 - Coupon Type: Fixed
 - Security Type: Exclude Inflation-Linked Note
 - BICS Classification: Exclude government
 - Bloomberg Composite Rating: Investment Grade
- Enlever les observations aberrantes (si requis).
- Cliquer sur « Actions » et sauvegarder la courbe.
- Entrer « CRV ».
- Cliquer sur « Fitted Curve ».
- Sélectionner « Bond Search ».
- Sélectionner la courbe sauvegardée.
- Cliquer sur « Construct Curve ».
- Sélectionner « Regression: N-S-S (Nelson-Siegel-Svensson) » pour ajuster la courbe.
- Sauvegarder la courbe.
- Entrer « GC » et le nom de la courbe de l'écran précédent.
- Sélectionner la date de fin de trimestre appropriée.
- Récupérer la donnée « Mid-YTM » en plaçant le curseur sur chaque échéance de la courbe ou en exportant les données dans un fichier Excel.

D'autres filtres pourraient être appliqués en fonction de la nature du marché des obligations de sociétés dans un territoire en particulier. Par exemple, les obligations de sociétés indexées sur l'inflation sont communes au Royaume-Uni et ces dernières

faussent la courbe des taux de rendement des obligations. Par conséquent, celles-ci devraient être exclues.

Mis à part Bloomberg, les assureurs qui souscrivent à une source de données provenant d'un fournisseur d'indice peuvent recevoir la donnée « Mid-YTM » d'échéances clés de façon regroupée. Dans certains cas, les données individuelles pour toutes les obligations de l'indice sont fournies. Si c'est le cas, l'assureur appliquerait les filtres appropriés (similaire à ceux présentés plus haut) et utiliser un modèle approprié d'ajustement de la courbe.

Il y a plusieurs méthodes pour extraire les taux de rendement au pair d'un indice. L'assureur choisirait une méthode appropriée compte tenu des données dont il dispose (p. ex., il utiliserait les données sur les obligations sous-jacentes si elles sont disponibles et il n'utiliserait les données sommaires, telles que la donnée « Mid-YTM » pour un sous-ensemble d'échéances clés, que si les données plus détaillées ne sont pas facilement disponibles). La méthodologie utilisée serait cohérente d'une période à l'autre.

Étape 3 : convertir les taux de rendement au pair des obligations de sociétés de qualité supérieure en taux au comptant

Les formules et les considérations énoncées à l'étape 2 pour les *Taux au comptant sans risque* seraient utilisées pour effectuer cette conversion.

5.1.2 Scénarios de choc

Les flux de trésorerie d'actif et de passif sont actualisés à la durée zéro à l'aide des taux d'actualisation des quatre scénarios de choc prescrits. Le scénario de choc retenu pour déterminer le capital requis est celui qui produit la plus petite valeur actualisée nette (c.-à-d. la différence entre les valeurs actualisées des actifs et des passifs) des flux de trésorerie après avoir pris en compte des récupérations résultant des réductions des participations. Le scénario de choc retenu pour le capital requis peut être différent selon la région.

5.1.2.1 Spécification des scénarios de choc

Pour chaque scénario de choc, les taux d'actualisation annualisés sont calculés selon la méthode suivante.

- a) Pour les taux d'actualisation jusqu'à la 20^e année, les Taux d'actualisation du scénario initial sont ajustés en calculant :
 - i) un ajustement au taux d'actualisation de 90 jours (T ou S);
 - ii) un ajustement au taux d'actualisation de 20 ans (B ou C);
 - iii) les ajustements pour toutes les années intermédiaires par interpolation linéaire des coefficients servant à calculer les ajustements i) et ii) ci-dessus.

- b) Entre la 20^e et la 70^e année, les taux d'actualisation sont déterminés par interpolation linéaire entre le taux d'actualisation de 20 ans ajusté et le taux d'actualisation ultime ajusté.
- c) À la 70^e année et au-delà, un ajustement (L) est fait au taux d'actualisation ultime.

Les quatre scénarios de choc par rapport au scénario initial sont les suivants :

1. Baisse du taux d'intérêt à court terme (en additionnant le choc T.), baisse du taux d'intérêt à long terme (en additionnant le choc B.) et baisse du TIU (en soustrayant le choc L).
2. Hausse du taux d'intérêt à court terme (en additionnant le choc S₊), hausse ou baisse du taux d'intérêt à long terme (en additionnant le choc C.) et baisse du TIU (en soustrayant le choc L).
3. Hausse du taux d'intérêt à court terme (en additionnant le choc T₊), hausse du taux d'intérêt à long terme (en additionnant le choc B₊) et hausse du TIU (en additionnant le choc L).
4. Baisse du taux d'intérêt à court terme (en additionnant le choc S₋), hausse du taux d'intérêt à long terme (en additionnant le choc C₊) et hausse du TIU (en additionnant le choc L).

Les chocs de taux d'intérêt à utiliser (T, S, B et C) correspondent aux fonctions linéaires suivantes des racines carrées des taux d'intérêt sans risque courants, soumis à un plancher de 0,5 % :

$$T_{\pm} = 0,0049 \pm 0,139\sqrt{\max(r_{0,25}; 0,005)}$$

$$S_{\pm} = 0,0039 \pm 0,111\sqrt{\max(r_{0,25}; 0,005)}$$

$$B_{\pm} = 0,0028 \pm 0,102\sqrt{\max(r_{20}; 0,005)}$$

$$C_{\pm} = 0,0023 \pm 0,007\sqrt{\max(r_{20}; 0,005)}$$

où :

- $r_{0,25}$ est égal au taux d'intérêt sans risque de 90 jours courant;
- r_{20} est égal au taux d'intérêt sans risque de 20 ans courant;
- r est exprimé en nombre décimal (p. ex., 0,05 pour 5 %).

Les chocs des taux d'intérêt interpolés selon les quatre scénarios de choc qui sont tous ajoutés aux Taux d'actualisation du scénario initial peuvent être exprimés par les formules suivantes :

$$i) \quad -(0,139468 - 0,001873t)\sqrt{\max(r_t; 0,005)} + (0,00492658 - 0,00010633t)$$

$$ii) \quad (0,112699 - 0,005997t)\sqrt{\max(r_t; 0,005)} + (0,00394084 - 0,00008336t)$$

$$\text{iii) } (0,139468 - 0,001873t)\sqrt{\max(r_t; 0,005)} + (0,00492658 - 0,00010633t)$$

$$\text{iv) } -(0,112699 - 0,005997t)\sqrt{\max(r_t; 0,005)} + (0,00394084 - 0,00008336t)$$

où :

r_t est égal au taux d'intérêt sans risque pour l'échéance t , lorsque t est compris entre 90 jours et 20 ans.

Aucun plancher de zéro ne s'applique aux Taux d'actualisation du scénario initial et des scénarios de choc et aucun ajustement n'est apporté si un taux d'intérêt est négatif.

Le choc L appliqué au TIU, qui est une baisse dans les deux premiers scénarios et une hausse dans les deux derniers scénarios, est égal à 40 points de base pour le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni et les autres pays, 25 points de base pour l'Europe (sauf le Royaume-Uni) et 20 points de base pour le Japon.

Les taux d'actualisation de chacun des scénarios de choc doivent être divulgués dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital pour chacune des durées et chaque région.

5.1.2.2 Détermination du scénario le plus défavorable⁸³

Afin de déterminer le scénario de choc le plus défavorable qui est utilisé pour calculer le capital requis, la perte de l'assureur en vertu d'un scénario de choc (« PSC ») pour chaque région doit être calculée à l'aide de la formule suivante :

$$PSC = RTI_{\text{sans par brut}} + \sum_i \max(RTI_{i \text{ par brut}} - F_{i \text{ choc}}; RTI_{i \text{ par st brut}}; 0)$$

où :

- $RTI_{\text{sans par brut}}$ est le capital requis du risque de taux d'intérêt des produits sans participation d'une région en vertu du scénario de choc; il est égal à la baisse (ou la valeur négative de la hausse) de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie des actifs et des passifs liés aux produits sans participation de la région par rapport au scénario initial.
- La sommation englobe tous les blocs de produits avec participation de la région (voir le chapitre 9).
- $RTI_{i \text{ par brut}}$ est le capital requis du risque de taux d'intérêt du bloc de produits avec participation de la région en vertu du scénario de choc; il est égal à la baisse (ou la valeur négative de la hausse) de la valeur actualisée nette de tous les flux de trésorerie des actifs et passifs du bloc de produits avec participation par rapport au scénario initial. Tous les actifs et les passifs du bloc sont inclus, peu importe si le

⁸³ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

risque de taux d'intérêt sur les actifs et les passifs est transféré aux titulaires de police.

- $RTI_{i \text{ par st brut}}$ est le capital requis du risque de taux d'intérêt pour les actifs et passifs d'un bloc de produits avec participation dont le risque de taux d'intérêt n'est pas transféré aux titulaires de police (p. ex., l'excédent, les PÉD et les fonds accessoires, incluant les actifs auxquels ils sont adossés); il est égal à la baisse (ou la valeur négative de la hausse) de la valeur actualisée nette de tous les flux de trésorerie de ces éléments par rapport au scénario initial.
- Si les pertes découlant du risque de taux d'intérêt peuvent être récupérées par des réductions des participations, $F_{i \text{ choc}}$ est égal à 75 % de la valeur actualisée des flux de trésorerie des participations redressés du bloc qui sont utilisés dans le calcul du risque de taux d'intérêt (voir la section 5.1.3.3) à l'aide des taux d'actualisation du scénario de choc. Si les pertes découlant du risque de taux d'intérêt ne peuvent pas être récupérées par des réductions des participations, $F_{i \text{ choc}}$ est égal à zéro.

Le scénario le plus défavorable utilisé pour calculer le capital requis du risque de taux d'intérêt pour les régions autres que le Canada et les États-Unis est le scénario qui produit la valeur la plus élevée de PSC selon les explications précédentes. Pour le Canada et les États-Unis, le même scénario défavorable est utilisé pour calculer le capital requis du risque de taux d'intérêt des deux régions. Il s'agit du scénario qui produit la valeur suivante la plus élevée :

$$\max(PSC_{\text{Canada}}; 0) + \max(PSC_{\text{États-Unis}}; 0)$$

5.1.2.3 Capital requis du risque de taux d'intérêt

Lorsque l'assureur a déterminé le scénario le plus défavorable pour chaque région, le capital requis du risque de taux d'intérêt des produits sans participation d'une région est égal à :

$$RTI_{\text{sans par}} = \max(RTI_{\text{sans par brut}}; 0)$$

en vertu de ce scénario. Le capital requis du risque de taux d'intérêt pour chaque bloc de produits avec participation d'une région avant la prise en compte de l'effet des participations est égal à :

$$RTI_{i \text{ par}} = \max(RTI_{i \text{ par brut}}; 0)$$

en vertu du scénario le plus défavorable⁸⁴. Le capital requis du risque de taux d'intérêt, pour la partie qui ne transfère pas de risques d'un bloc de produits avec participation, qui

⁸⁴ Si le capital requis du risque de taux d'intérêt pour un bloc de produits avec participation est positif en vertu du scénario le plus défavorable, l'assureur a l'option de choisir de traiter le bloc comme des produits sans participation en vertu de ce scénario. Si l'assureur fait ce choix :

1. le capital requis du risque de taux d'intérêt du bloc de produits avec participation (sans tenir compte de réductions aux participations) est ajouté au capital requis du risque de taux d'intérêt des produits sans participation, avant l'application du seuil de zéro au capital requis des produits sans participation;

est utilisé pour calculer le seuil de l'exigence des produits avec participation (voir la section 9.1.2) est égal à :

$$RTI_{i \text{ par st}} = \max(RTI_{i \text{ par st brut}}; 0)$$

Bien que le même scénario soit utilisé pour le Canada et les États-Unis, les montants de capital requis du risque de taux d'intérêt pour ces régions sont calculés distinctement, selon l'hypothèse que les gains d'une région ne peuvent pas compenser les pertes de l'autre région.

Le capital requis du risque de taux d'intérêt pour chaque bloc de produits avec participation est utilisé pour le calcul de l'exigence individuelle du bloc (voir la section 11.2) et de son crédit pour les produits avec participation (voir la section 9.1.2). Le montant $F_i \text{ choc}$ utilisé pour déterminer le scénario le plus défavorable doit être conforme aux montants $C_i \text{ défavorable}$ et $K_i \text{ seuil}$ utilisés pour déterminer le crédit pour les produits avec participation pour un bloc dans la section 9.1.2.

La détermination du scénario de choc le plus défavorable et de l'exigence de risque de taux d'intérêt des produits avec participation doit être décrite dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital pour chaque région.

Exemple : Risque de taux d'intérêt

Le scénario de choc le plus défavorable du risque de taux d'intérêt est déterminé selon le gain ou la perte du bloc de produits sans participation de la région en vertu de chaque scénario ($RTI_{\text{sans par brut}}$), le gain ou la perte des blocs de produits avec participation de la région ($RTI_{i \text{ par brut}}$ et $RTI_{i \text{ par st brut}}$) et du montant disponible des participations pour transférer les pertes liées aux taux d'intérêt du bloc de produits avec participation ($F_i \text{ choc}$). Les montants $RTI_{\text{sans par brut}}$, $RTI_{i \text{ par brut}}$ et $RTI_{i \text{ par st brut}}$ correspondent aux montants bruts de capital requis des blocs de produits sans participation et avec participation, avant le prise en compte des seuils. Ils seront donc positifs s'il y a une perte dans le bloc en vertu d'un scénario et négatifs s'il y a un gain dans le bloc en vertu d'un scénario.

Les prémisses qui sous-tendent la mesure de perte par scénario PSC sont que les gains du bloc de produits avec participation seront ultimement transférés aux titulaires de police (et ne pourront donc pas compenser les pertes des produits sans participation) et que les pertes du bloc de produits avec participation en vertu d'un scénario ne doivent pas être prises en compte si elles peuvent être transférées aux titulaires de police par une réduction des participations.

Dans la situation où tout le risque de taux d'intérêt est transféré aux titulaires de police et que les participations d'un assureur sont amplement suffisantes pour absorber les pertes des blocs de produits avec participation, le scénario de choc le plus défavorable sera uniquement déterminé par les gains ou les pertes du bloc de produits sans

-
2. le capital requis du risque de taux d'intérêt du bloc de produits avec participation utilisé dans le calcul du capital requis individuel du bloc et de son crédit pour les produits avec participation est fixé à zéro.

participation, puisque le terme $\max(RTI_{i\ par\ brut} - F_{i\ choc}; RTI_{i\ par\ st\ brut}; 0)$ sera nul pour tous les scénarios.

Dans l'exemple suivant, le scénario de choc le plus défavorable est le scénario 2 s'il n'y a dans la région qu'un bloc de produits avec participation qui ne comporte aucun élément ne transférant pas le risque et si les valeurs de $RTI_{sans\ par\ brut}$, $RTI_{par\ brut}$ et F_{choc} selon chacun des scénarios sont les suivantes :

Scénario	$RTI_{sans\ par\ brut}$	$RTI_{par\ brut}$	F_{choc}	PSC
1	800	800	5 000	800
2	1 400	-100	5 500	1 400
3	-600	2 500	4 000	-600
4	1 000	-700	3 000	1 000

Selon le scénario 2, l'assureur utilisera une valeur de $RTI_{sans\ par} = 1\ 400$ pour le capital requis du risque de taux d'intérêt dans le calcul de $K_{sans\ par}$, une valeur de $RTI_{par} = 0$ pour le capital requis du risque de taux d'intérêt dans les calculs de K , K_{seuil} et $K_{int\ér\et\ r\édu\it}$ du bloc de produits avec participation et une valeur de $C_{d\éfavorable} = 5\ 500$ dans le calcul du crédit du bloc de produits avec participation.

Si le montant disponible des participations est faible ou si les participations ne peuvent pas être utilisées pour transférer le risque de taux d'intérêt, les pertes du bloc de produits avec participation peuvent alors affecter la détermination du scénario de choc le plus défavorable. Par exemple, le scénario de choc le plus défavorable devient le scénario 3 si F_{choc} change ainsi selon chacun des scénarios :

Scénario	$RTI_{sans\ par\ brut}$	$RTI_{par\ brut}$	F_{choc}	PSC
1	800	800	90	1 510
2	1 400	-100	100	1 400
3	-600	2 500	80	1 820
4	1 000	-700	50	1 000

Selon le scénario 3, l'assureur utilisera une valeur de $RTI_{sans\ par} = 0$ pour le capital requis du risque de taux d'intérêt dans le calcul de $K_{sans\ par}$, une valeur de $RTI_{par} = 2\ 500$ pour le capital requis du risque de taux d'intérêt dans les calculs de K , K_{seuil} et $K_{int\ér\et\ r\édu\it}$ du bloc de produits avec participation et une valeur de $C_{d\éfavorable} = 80$ dans le calcul du crédit du bloc de produits avec participation. Dans cette situation, l'assureur aurait toutefois avantage à traiter le bloc de produits avec participation comme des produits sans participation pour le risque de taux d'intérêt. S'il prend cette décision, il utilisera une valeur de $RTI_{sans\ par} = 1\ 900$ pour le capital requis du risque de taux d'intérêt dans le

calcul de $K_{\text{sans par}}$ et une valeur de $RTI_{\text{par}} = 0$ pour le capital requis du risque de taux d'intérêt dans les calculs de K , K_{seuil} et $K_{\text{intérêt réduit}}$, alors que $C_{\text{défavorable}}$ sera encore égal à 80.

Il faut noter que, si les participations d'un assureur sont disponibles, mais que ce dernier utilise une valeur de 0 pour F_{choc} dans tous les scénarios pour déterminer le scénario de choc le plus défavorable parce qu'il ne peut pas transférer le risque de taux d'intérêt, il doit utiliser 100 % du capital requis du risque de taux d'intérêt des produits avec participation dans le calcul de K_{seuil} .

5.1.3 Projection des flux de trésorerie⁸⁵

Les flux de trésorerie sont déterminés à la date du bilan. Ils sont projetés après réduction pour toute forme de réassurance (c.-à-d. que, si un passif d'assurance est adossé en partie ou en tout par un actif de réassurance au bilan, les flux de trésorerie de passif sont réduits des flux de trésorerie de tous les passifs adossés d'assurance cédée et les flux de trésorerie de tous les actifs de réassurance adossés sont exclus des flux de trésorerie de l'actif)⁸⁶. Il ne doit y avoir aucune hypothèse de réinvestissement des flux de trésorerie de l'actif. Les flux de trésorerie de passif doivent inclure les MÉD d'assurance projetées selon la MCAB. Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs (sauf les flux de trésorerie des passifs des produits avec participation, des produits ajustables, des produits indexés et de l'impôt futur) qui sont sensibles aux taux d'intérêt doivent changer selon le scénario de taux d'intérêt.

Pour les produits avec participation, ajustables, indexés et les produits qui ne sont pas sensibles aux taux d'intérêt, les mêmes flux de trésorerie de passif sont utilisés pour tous les scénarios de taux d'intérêt. Pour les produits avec participation, les flux de trésorerie des participations redressés doivent être projetés selon la méthode décrite dans la section 5.1.3.3 et tous les autres flux de trésorerie doivent être projetés selon les Hypothèses de meilleure estimation auxquelles sont ajoutées les MÉD de risque d'assurance. Les flux de trésorerie ne doivent pas être ajustés pour tenir compte de réductions ou d'augmentations prévues des participations attribuables à la hausse ou à la baisse des taux d'intérêt de chaque scénario. Une réduction du capital requis en raison de l'effet potentiel d'atténuation des risques lié aux réductions des participations ou à l'ajustabilité contractuelle est calculée séparément pour les produits avec participation et produits ajustables (voir le chapitre 9).

Le traitement des flux de trésorerie des actifs et des passifs particuliers est décrit ci-dessous.

⁸⁵ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁸⁶ Les flux de trésorerie de passif sont réduits des flux de trésorerie des passifs cédés en vertu d'ententes de réassurance à retenue de fonds et les flux de trésorerie des passifs assumés en vertu d'ententes de réassurance à retenue de fonds sont inclus dans les flux de trésorerie de passif. Si une entente de coassurance modifiée transfère effectivement le risque de taux d'intérêt lié à un passif d'assurance et à un portefeuille d'actifs qui lui sont adossés, les flux de trésorerie du passif et des actifs doivent être exclus de la projection des flux de trésorerie.

5.1.3.1 Actifs avec flux de trésorerie fixes

Un flux de trésorerie fixe correspond à un montant précis fixé par contrat et sa valeur ne dépend pas des prix du marché ou des taux d'intérêt futurs. Un flux de trésorerie est considéré fixe par contrat s'il est payable peu importe le respect de certaines conditions par le payeur (c.-à-d. qu'il ne dépend pas de l'atteinte d'un niveau cible de profitabilité par le payeur) et que le manquement d'en faire le paiement serait considéré comme un cas de défaut. Pour les actifs avec des flux de trésorerie fixes, l'assureur doit projeter les mêmes flux de trésorerie que ceux utilisés pour l'évaluation au bilan. Les flux de trésorerie d'actif qui sont inclus dans l'évaluation des passifs selon la MCAB doivent être projetés en étant réduits des frais d'investissement et tous les autres flux de trésorerie d'actif doivent être projetés sans être réduits des frais d'investissement.

5.1.3.2 MÉD selon la MCAB et provisions pour perte comptables

Les flux de trésorerie projetés ne doivent pas refléter l'impact des pertes prévues de C-1 selon la MCAB, des MÉD de C-1 selon la MCAB, ni les provisions pour perte comptables du bilan selon IFRS 9. Pour plus de clarté, aucun montant ne doit réduire les flux de trésorerie d'actif en lien avec ces trois éléments, ni aucun montant ne doit augmenter les flux de trésorerie de passif en lien avec ces éléments.

Les flux de trésorerie de passif doivent être projetés en reflétant l'impact des MÉD du risque d'assurance selon la MCAB. Pour plus de clarté, chaque hypothèse d'assurance utilisée pour projeter les flux de trésorerie de passif doit être égale à l'Hypothèse de meilleure estimation majorée des MÉD du risque d'assurance selon la MCAB, soit l'hypothèse utilisée pour les états financiers de l'assureur.

Tous les flux de trésorerie doivent être projetés sans refléter l'impact des provisions C-3 et des provisions du risque de change de la MCAB.

5.1.3.3 Participations des passifs avec participation

Les flux de trésorerie des participations utilisés dans le scénario initial sont différents de ceux projetés en vertu de la MCAB. Dans le scénario initial, les flux de trésorerie des participations de la MCAB doivent être projetés de nouveau afin de produire des flux de trésorerie des participations redressés par l'application d'un ajustement nivelé (p. ex., déterminé à l'aide d'un processus itératif) à l'échelle de participation afin que l'excédent au bilan du bloc de produits avec participation soit maintenu en vertu des Taux d'actualisation du scénario initial de l'ESCAP. En d'autres mots, la valeur actualisée des actifs en excédent des passifs calculée à l'aide des Taux d'actualisation du scénario initial doit être égale à l'excédent au bilan.

Si une partie des participations est projetée en vertu de la MCAB de sorte à d'être distribuée sous la forme d'assurance libérée additionnelle, la même proportion des participations redressées doit être projetée de sorte à être distribuée sous forme d'assurance libérée additionnelle⁸⁷.

⁸⁷ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

Dans la nouvelle projection de l'échelle de participation, l'assureur doit seulement inclure les flux de trésorerie de l'actif et du passif dont les rendements sont transférés aux titulaires de police par des variations des participations. Si les revenus d'investissement liés à l'excédent et aux PÉD (incluant les fonds accessoires) ne sont pas des éléments qui sont transférés aux titulaires de police, ces flux de trésorerie doivent être exclus. Si les actifs qui doivent être exclus sont mêlés avec d'autres actifs, l'assureur doit les enlever en présumant qu'ils sont adossés dans une proportion fixe du total (en pratique, un pourcentage fixe de réduction des actifs à toutes les durées peut être présumé).

Les flux de trésorerie des participations redressés qui sont projetés pour le scénario initial doivent demeurer identiques pour tous les scénarios de choc.

Exemple : Redressement des participations des passifs avec participation

Un assureur possède un bloc de produits avec participation avec des flux de trésorerie totaux sous-jacents (incluant les actifs supportant l'excédent provenant de composantes avec et sans transfert) tel qu'illustré en (A). L'assureur utilise les taux d'actualisation de la MCAB pour déterminer la valeur actualisée nette totale des flux de trésorerie pour les produits avec participation, ce qui engendre un excédent au bilan selon la MCAB de 445 \$ en (B). Dans certaines situations, les flux de trésorerie des actifs (p. ex., les titres à revenu non fixe) sont projetés différemment dans l'ESCAP comparativement à la MCAB. L'excédent au bilan résultant de ces flux financiers et des Taux d'actualisation du scénario initial de l'ESCAP est 338 \$ (D), lequel est différent de l'excédent sous la MCAB. Dans l'ESCAP, l'assureur (en utilisant un processus itératif (E), (F)) applique un ajustement nivelé à l'échelle de participations de sorte que les flux de trésorerie du passif ajustés (G), actualisés en utilisant les Taux d'actualisation du scénario initial de l'ESCAP, génère une valeur actualisée totale (H) égale à l'excédent au bilan de 445 \$ (B) calculé initialement en vertu de la MCAB.

Année	Taux d'actualisation du scénario de base de la MCAB	Taux d'actualisation du scénario initial de l'ESCAP
1	2,48 %	1,48 %
2	2,52 %	1,52 %
3	2,66 %	1,66 %
4	2,81 %	1,81 %
5	2,99 %	1,99 %

Durée	Flux de trésorerie totaux des produits avec participation									
	(A)					(C)				
	MCAB					ESCAP (Avant l'ajustement à l'échelle de participation de 10 %)				
	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)
	Autre	Part.	Total			Autre	Part.	Total		
Année 0	900	300	30	330	570	1 000	300	30	330	670
Année 1	900	400	40	440	460	850	400	40	440	410
Année 2	900	550	55	605	295	850	550	55	605	245
Année 3	800	800	80	880	-80	760	800	80	880	-120
Année 4	700	900	90	990	-290	675	900	90	990	-315
Année 5	500	1 000	100	1 100	-600	480	1 000	100	1 100	-620
Total	4 700	3 950	395	4 345	355	4 615	3 950	395	4 345	270

Durée	Valeur actualisée totale des flux de trésorerie									
	(B)					(D)				
	MCAB					ESCAP (Avant l'ajustement à l'échelle de participation de 10 %)				
	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)
	Autre	Part.	Total			Autre	Part.	Total		
Année 0	900	300	30	330	570	1 000	300	30	330	670
Année 1	889	395	40	435	454	844	397	40	437	407
Année 2	867	530	53	583	284	831	538	54	591	240
Année 3	749	749	75	824	-75	729	768	77	845	-115
Année 4	635	817	82	899	-263	634	845	85	930	-296
Année 5	438	876	88	964	-526	439	915	92	1 007	-567
Total	4 479	3 667	367	4 034	445	4 477	3 763	376	4 139	338

Durée	Flux de trésorerie totaux des produits avec participation									
	(E)					(G)				
	ESCAP (Ajustement itératif à l'échelle de participation) (Échelle de participation de 8 %)					ESCAP (Après l'ajustement à l'échelle de participation) (Échelle de participation de 7,2 %)				
	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)
	Autre	Part.	Total			Autre	Part.	Total		
Année 0	1 000	300	24	324	676	1 000	300	21	321	679
Année 1	850	400	32	432	418	850	400	29	429	421
Année 2	850	550	44	594	256	850	550	39	589	261
Année 3	760	800	64	864	-104	760	800	57	857	-97
Année 4	675	900	72	972	-297	675	900	64	964	-289
Année 5	480	1 000	80	1 080	-600	480	1 000	72	1 072	-592
Total	4 615	3 950	316	4 266	349	4 615	3 950	283	4 233	382

Durée	Valeur actualisée totale des flux de trésorerie									
	(F)					(H)				
	ESCAP (Ajustement itératif à l'échelle de participation) (Échelle de participation de 8 %)					ESCAP (Après l'ajustement à l'échelle de participation) (Échelle de participation de 7,2 %)				
	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)
	Autre	Part.	Total			Autre	Part.	Total		
Année 0	1 000	300	24	324	676	1 000	300	21	321	679
Année 1	844	397	32	429	415	844	397	28	425	418
Année 2	831	538	43	581	250	831	538	38	576	255
Année 3	729	768	61	829	-100	729	768	55	823	-93
Année 4	634	845	68	913	-279	634	845	61	906	-272
Année 5	439	915	73	989	-549	439	915	66	981	-541
Total	4 477	3 763	301	4 064	413	4 477	3 763	269	4 033	445

5.1.3.4 Obligations et billets remboursables ou encaissables par anticipation et à taux variable

Pour le scénario initial et les scénarios de choc, les flux de trésorerie associés à une obligation remboursable par anticipation qui comporte des coupons fixes doivent être projetés jusqu'à la date de rachat (c.-à-d. une des dates de remboursement ou la date d'échéance) à laquelle la valeur actualisée des flux de trésorerie aux taux d'intérêt du scénario produit la valeur la plus faible. Pour une obligation encaissable par anticipation qui comporte des coupons fixes, les flux de trésorerie du scénario initial et des scénarios de choc doivent être projetés jusqu'à la date de rachat à laquelle la valeur actualisée des flux de trésorerie aux taux d'intérêt du scénario produit la valeur la plus élevée.

Les obligations et les billets à taux variable doivent être présentés à leur valeur marchande comme un flux de trésorerie à la durée zéro.

5.1.3.5 Immeubles

L'assureur doit inclure, à la durée zéro, l'excédent de la valeur de l'immeuble au bilan (y compris les participations à titre de commanditaire dans des sociétés en commandite dont l'objet est la gestion d'immeubles, comme si l'assureur détenait directement les immeubles détenus par ces sociétés) sur la valeur actualisée des flux de trésorerie fixes en utilisant les Taux d'actualisation du scénario initial. Lorsqu'aucun flux de trésorerie n'est projeté, la valeur au bilan totale de l'immeuble doit être incluse comme un flux de trésorerie à la durée zéro. Le montant des flux de trésorerie à la durée zéro doit être le même pour tous les scénarios de taux d'intérêt.

L'assureur doit inclure les flux de trésorerie fixes des baux dans la période au cours de laquelle le contrat prévoit qu'ils seront reçus. Aucune hypothèse de renouvellement des contrats ou des baux ne doit être supposée. Les loyers payés d'avance doivent être traités comme un flux de trésorerie à la durée zéro. Les flux de trésorerie doivent exclure les remboursements projetés pour les frais d'exploitation qui sont payés par le locateur (p. ex., les impôts fonciers et les coûts des services publics). Les flux de trésorerie d'un bail dont les modalités prévoient une période en franchise de loyer suivie d'une période avec loyer doivent être inclus dans la valeur actualisée des flux de trésorerie du bail.

5.1.3.6 Actions privilégiées et instruments novateurs

Pour les actions privilégiées et les instruments novateurs qui ne constituent pas des participations notables (voir la section 1.5.2), les dividendes prévus jusqu'à la première date de remboursement par anticipation ou de rachat doivent être traités comme des flux de trésorerie fixes, alors que le produit de rachat doit être traité comme un flux de trésorerie à la date de rachat. L'assureur doit inclure, comme un flux de trésorerie à la durée zéro, l'excédent de la valeur au bilan du placement sur la valeur actualisée des flux de trésorerie fixes en utilisant les Taux d'actualisation du scénario initial. Dans le cas des actions privilégiées à taux variable et des actions privilégiées présentement rachetables, l'assureur doit traiter la valeur marchande totale comme un flux de trésorerie à la durée zéro. Le montant des flux de trésorerie à la durée zéro doit être le même pour tous les scénarios de taux d'intérêt.

5.1.3.7 Placements à revenu non fixe

Les placements à revenu non fixe (« RNF ») comprennent tous les actifs⁸⁸ qui n'ont pas de flux de trésorerie fixés par contrat. Les actions et les placements en infrastructure sans flux de trésorerie fixés par contrat en sont des exemples. Cependant, les immeubles, les actions privilégiées et les instruments novateurs sont exclus de la définition de la présente section puisqu'ils sont traités distinctement dans l'exigence de risque de taux d'intérêt.

⁸⁸ Ils incluent les actifs reproduits synthétiquement (voir la section 5.2.3).

Afin de refléter approximativement la partie non sensible aux taux d'intérêt des flux de dividendes d'un placement RNF, 33 % de la valeur du placement⁸⁹ est projetée comme des flux de trésorerie qui échoient après la durée zéro, alors que la partie restante de la valeur du placement (67 %) est maintenue comme un flux de trésorerie à la durée zéro. Pour tout $t \geq 1$, un flux de trésorerie selon la proportion suivante de la valeur du placement est projeté comme un flux de trésorerie de l'année t :

$$\frac{4,1 \times 0,89^t}{A_t} \%$$

où :

A_t est le facteur d'actualisation du scénario initial de la durée t à la durée zéro.

5.1.3.8 Fonds de placement – Produits indexés

Si l'exigence du risque des produits indexés est utilisée (voir la section 5.5), les flux de trésorerie du passif doivent être égaux aux flux de trésorerie de l'actif dans chaque scénario. Cependant, les garanties de taux d'intérêt minimum doivent être reflétées si elles sont plus élevées que les flux de trésorerie de l'actif.

Si l'exigence du risque des produits indexés n'est pas utilisée, les flux de trésorerie du passif doivent être les mêmes que ceux utilisés pour l'évaluation au bilan. Si aucune garantie de taux d'intérêt minimum ne s'applique, la valeur du compte doit être incluse comme un flux de trésorerie à la durée zéro. Les flux de trésorerie pour la partie des frais de gestion des placements utilisée pour couvrir les frais de placement et les autres frais d'administration doivent être inclus avec les flux de trésorerie des actifs et des passifs.

5.1.3.9 Fonds de placement – Produits sans transfert de risque direct

Si la valeur du compte d'une police est liée à un fonds obligataire, mais ne varie pas directement avec la valeur du fonds obligataire, les flux de trésorerie du fonds doivent être projetés de manière à ce que la valeur du fonds change selon la variation des taux d'intérêt de chaque scénario.

Dans le cas des fonds communs de placement ou des fonds de placement qui détiennent des actifs sans flux de trésorerie fixes (p. ex., des actions et des immeubles), l'assureur doit traiter les fonds selon la catégorie des actifs détenus par ceux-ci. Par exemple, les fonds d'actions doivent être traités selon la section 5.1.3.7 et les immeubles doivent être traités selon la section 5.1.3.5. Si ces traitements ne peuvent pas être appliqués (p.ex., si les flux de trésorerie des baux des immeubles ne sont pas connus), la valeur au bilan du fonds doit être incluse comme un flux de trésorerie à la durée zéro.

⁸⁹ Pour les positions de couverture par actions qui reçoivent un crédit selon la section 5.2.4, la valeur équivalente au delta de la position de couverture doit être utilisée comme la valeur du placement.

5.1.3.10 Créances titrisées

Dans le cas des créances titrisées dont les flux de trésorerie sont fixes, l'assureur doit projeter les flux de trésorerie fixes sous-jacents. Dans le cas des créances titrisées dont les flux de trésorerie ne sont pas fixes, l'assureur doit utiliser la valeur au bilan comme un flux de trésorerie à la durée zéro.

5.1.3.11 Instruments de capital émis par l'assureur

Les instruments de capital émis par l'assureur lui-même et qui sont admissibles en tant que Capital disponible selon le chapitre 2 (comme les actions privilégiées et les dettes subordonnées) doivent être exclus de la projection des flux de trésorerie de passif.

5.1.3.12 Swaps de taux d'intérêt et de devises

Les flux de trésorerie projetés pour un swap de taux d'intérêt doivent inclure ceux qui sont prévus être payés ou reçus en vertu de la partie fixe du swap. De plus, pour un swap dont l'assureur effectue les paiements fixes, le montant notionnel du swap doit être projeté comme une rentrée de fonds à la durée zéro et comme une sortie de fonds à son échéance. Pour un swap dont l'assureur reçoit les paiements fixes, le montant notionnel du swap doit être projeté comme une sortie de fonds à la durée zéro et comme une rentrée de fonds à son échéance.

Les mêmes traitements s'appliquent à la partie d'un swap de devises qui effectue ou reçoit les paiements fixes.

5.1.3.13 Autres instruments dérivés sur taux d'intérêt

Les instruments dérivés sur taux d'intérêt, autres que des swaps, doivent être inclus comme du flux de trésorerie d'actif ou de passif à la durée zéro dans tous les scénarios. Dans chaque scénario, le flux de trésorerie à la durée zéro pour le dérivé est égal à la juste valeur du dérivé selon les taux d'intérêt sans risque du scénario. Les justes valeurs sous les scénarios de choc doivent être calculées en ne présumant aucun changement à la volatilité sous-jacente des taux d'intérêt.

5.1.3.14 Hypothèques inversées et prêts garantis

Dans le cas des hypothèques inversées et des prêts garantis à taux d'intérêt fixe, les flux de trésorerie doivent être projetés à l'aide des Hypothèses de meilleure estimation (y compris les hypothèses de mortalité). Si les actifs comportent des taux d'intérêt variables, ils doivent être présentés à titre de flux de trésorerie à la durée zéro. Si le modèle de l'assureur utilisé pour l'évaluation aux états financiers peut projeter adéquatement les actifs à taux d'intérêt variable, alors les flux de trésorerie de l'actif peuvent être mis à jour pour les taux d'intérêt de chaque scénario de choc.

5.1.3.15 Avances sur police

Dans le cas des avances sur police dont le taux d'intérêt est fixe ou assujéti à des maximums garantis, les flux de trésorerie doivent être projetés en utilisant des

hypothèses de mortalité et de déchéance cohérentes avec celles utilisées pour l'évaluation des polices correspondantes. Dans le cas des avances sur police à taux variable sans maximum garanti, le montant des avances doit être présenté à titre de flux de trésorerie à la durée zéro.

5.1.3.16 Impôts différés

Les flux de trésorerie projetés doivent inclure les flux de trésorerie découlant de l'impôt sur les revenus de placement et des écarts temporaires liés à l'impôt projetés selon la MCAB⁹⁰. Aucun autre flux de trésorerie lié à l'impôt ne doit être inclus dans la projection. Les flux de trésorerie liés aux écarts temporaires liés à l'impôt ne doivent pas être projetés de nouveau pour refléter le scénario de taux d'intérêt.

5.1.3.17 Hypothèses dynamiques liées aux taux d'intérêt

Si l'assureur projette les flux de trésorerie d'assurance selon la MCAB à l'aide d'hypothèses dynamiques (p. ex., pour les déchéances) qui varient en fonction des taux d'intérêt, les flux de trésorerie de passif projetés dans le scénario initial des taux d'intérêt et dans les scénarios de choc doivent refléter ces hypothèses (c.-à-d. que les hypothèses établies dynamiquement de chaque scénario de taux d'intérêt doivent varier de façon à être conformes au scénario).

5.1.3.18 Flux de trésorerie liés à l'inflation

La projection des flux de trésorerie de dépenses et de paiements de prestation liés à des ajustements au coût de la vie doit tenir compte de l'impact d'une hypothèse d'inflation qui varie conformément avec chaque scénario. Les taux d'inflation doivent conserver la même relation avec les taux d'intérêt sans risque que celle retenue pour l'évaluation selon la MCAB. Par exemple, si un assureur génère des taux d'inflation dynamiques sous la MCAB, le même générateur doit être utilisé pour produire des taux d'inflation du scénario initial et des scénarios de choc qui sont conformes avec ces scénarios.

5.1.3.19 Autres instruments financiers

La projection des flux de trésorerie pour les passifs qui sont classés comme des instruments financiers aux états financiers et qui ne sont pas couverts dans les sections précédentes dépend de l'existence ou non d'une option de remboursement à la demande du titulaire du contrat. Si l'instrument n'est pas remboursable, l'assureur doit projeter les mêmes flux de trésorerie que ceux utilisés pour l'évaluation au bilan. Si l'instrument est remboursable à la demande du titulaire du contrat, les flux de trésorerie doivent être projetés en vertu du scénario initial et des scénarios de choc jusqu'à la date de remboursement où la valeur actualisée des flux de trésorerie selon les taux du scénario est la plus élevée. Plus particulièrement, la valeur au bilan des passifs de type dépôt doit être traitée comme un flux de trésorerie à la durée zéro.

⁹⁰ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

5.1.3.20 Assurance vie universelle

Pour la plupart des produits, on ne doit projeter que les flux de trésorerie contractuels et il ne doit y avoir aucune hypothèse de réinvestissement. L'assurance vie universelle (VU) est une exception puisque le contrat survit à toute période d'intérêt garantie du compte d'investissement. Il faut donc une hypothèse de réinvestissement afin de générer les taux crédités qui sont utilisés pour projeter des flux de trésorerie de meilleure estimation pour les primes, les frais et les prestations liés aux polices, ainsi que les dépenses.

L'assureur doit utiliser les Taux d'actualisation du scénario initial et des scénarios de choc (voir les sections 5.1.1 et 5.1.2) afin d'actualiser les flux de trésorerie de VU. Les taux crédités doivent varier adéquatement en fonction du scénario testé, incluant le scénario initial. La relation entre les taux crédités redressés aux fins de l'ESCAP et les taux d'actualisation de l'ESCAP sous chaque scénario doit être cohérente et doit maintenir le même lien qui existe entre les taux crédités réels et les taux d'actualisation qui sont dérivés des actifs (à revenu fixe et à revenu non fixe) adossés aux produits VU particuliers en vertu du scénario de base de la MCAB.

Si le contrat d'assurance vie universelle comporte des garanties de taux d'intérêt minimum, l'effet de ces garanties doit être pris en compte dans le scénario testé.

Si le rendement d'une garantie du compte d'investissement d'un contrat d'assurance vie universelle est lié à celui d'actifs particuliers et que ces derniers sont détenus par l'assureur, les flux de trésorerie de ces actifs et passifs doivent être inclus avec les flux de trésorerie des autres produits indexés (voir la section 5.5). Si les actifs adossés ne sont pas détenus, les flux de trésorerie doivent être projetés à l'aide d'hypothèses compatibles avec celles utilisées pour l'évaluation au bilan, puis ajustés selon le scénario testé.

5.2 Risque relatif aux actions

Le risque relatif aux actions est le risque de perte financière découlant de la fluctuation potentielle du cours des actions ordinaires et de leurs dérivés. Il comprend les éléments risque systémique et risque particulier influant sur la fluctuation du cours des actions.

5.2.1 Actions ordinaires

L'exigence de capital de tous les investissements considérés comme des actions ordinaires (y compris les titres d'indice boursier, les portefeuilles d'actions sous gestion, les fiducies de revenu, les sociétés en commandite dont l'objet n'est pas la gestion d'immeubles et les participations en coentreprise) doit être calculée en appliquant un facteur à la valeur marchande de l'investissement. Le facteur de base est de 35 % pour les actions des marchés développés et 45 % pour les actions des autres marchés. Le facteur de base est augmenté de 5 points de base (c.-à-d. à 40 % ou 50 %) si :

- les actions ne sont pas cotées sur une bourse publique reconnue (p. ex., les placements en actions privés);

- la participation de l'assureur dans les actions constitue une participation notable (voir la section 1.5.2) sans contrôle.

Actions ordinaires	
35 %	Participation dans des actions cotées des marchés développés qui ne constitue pas une participation notable
40 %	Participation dans des actions non cotées des marchés développés ou qui constitue une participation notable
45 %	Participation dans des actions cotées des autres marchés qui ne constitue pas une participation notable
50 %	Participation dans des actions non cotées des autres marchés ou qui constitue une participation notable

Le facteur pour une participation notable doit s'appliquer à la valeur de la participation réduite du montant des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels qui lui sont associés qui est déduit du Capital brut de catégorie 1 selon la section 2.1.2.1.

Les marchés développés comprennent les pays définis comme marchés développés par au moins deux des cinq fournisseurs de données suivants : Dow Jones & Company, FTSE Group, MSCI Inc., Russell Investments et Standard and Poor's.

Les facteurs de risque relatif aux actions ordinaires pour les participations notables ne s'appliquent pas à une participation dans une entité de fonds communs de placement qui constitue une participation notable si l'entité n'utilise pas de levier financier pour accroître son avoir en empruntant sur les marchés, ni pour majorer ses placements. L'exigence de capital doit plutôt s'appliquer aux actifs de l'entité de fonds communs de placement en fonction des exigences de la section 5.4. Par exemple, les facteurs pour les participations notables ne s'appliquent pas lorsque l'assureur possède une participation notable dans un fonds communs de placement par l'entremise d'une transaction qui est structurée de telle manière à transférer les rendements inaltérés (c.-à-d. sans garantie de rendement) dans la participation notable au porteur des parts du fonds.

Le traitement pour la compensation de positions longues et courtes d'actions identiques ou étroitement corrélées est décrit dans la section 5.2.4.

5.2.2 Actions privilégiées

L'exigence de capital pour les actions privilégiées dépend de leurs notations. Elle est calculée en appliquant les facteurs présentés dans le tableau suivant à leurs valeurs marchandes. L'Annexe 5-A présente la correspondance entre les catégories de notation utilisées dans le tableau ci-dessous et par différentes agences de notation. La section 3.1.1 énonce les exigences liées à l'utilisation des notations.

Catégorie de notation	Facteur
P1	3 %
P2	5 %
P3	10 %
P4	20 %
P5 et sans notation	Facteur de risque des actions ordinaires

Pour les investissements dans des instruments de capital, autres que des actions ordinaires ou privilégiées, émis par des institutions financières canadiennes ou étrangères qui sont admissibles en capital selon les normes de solvabilité du territoire d'origine de l'institution financière (p. ex., les dettes subordonnées), le facteur applicable est le plus élevé des facteurs suivants :

1. le facteur pour les actions privilégiées associé à :
 - a. la notation des émissions de premier rang non garanties; ou
 - b. si l'émetteur n'a pas de notation pour des émissions de premier rang non garanties, la notation la plus élevée assignée à ses titres de créance non garantis en circulation;
2. le facteur de risque de crédit défini à la section 3.1 qui est associé à la notation et à l'échéance de l'instrument de capital.

5.2.3 Actifs reproduits synthétiquement et produits dérivés

La présente section décrit l'exigence de capital pour les transactions qui augmentent l'exposition de l'assureur au risque de marché et pour lesquelles le plein montant notionnel de la transaction peut ne pas être inscrit au bilan, telles que les transactions de produits dérivés. L'assureur doit calculer des exigences de capital en fonction du montant d'exposition et du risque sous-jacent total assumé en vertu de ces transactions, peu importe si elles sont comptabilisées au bilan et de la façon dont elles le sont.

La présente section s'applique aux actifs adossés aux passifs des garanties des fonds distincts, à l'exception des actifs qui servent clairement de couvertures pour le risque de garantie des fonds distincts de l'assureur dans le cadre d'une stratégie de couverture autorisée par l'Autorité (voir la section 7.2.8). Aucun capital additionnel n'est requis en vertu de la présente section pour les couvertures des passifs de produits indexés qui ont été prises en compte dans le calcul du facteur de corrélation selon la section 5.5.

Les exigences de la présente section s'appliquent distinctement des exigences de risque de crédit de la contrepartie découlant de transactions hors bilan. Les exigences pour les coûts potentiels de remplacement définies dans la section 3.1 et dans le chapitre 4 s'appliquent aussi aux transactions décrites dans la présente section.

5.2.3.1 Position courte sur actions

L'exigence de capital pour une position courte sur actions ou sur indices qui ne compense pas en partie ou en entier une position longue en actions est la même que pour une position longue de la même ampleur. Les positions dont la compensation peut être reconnue et le traitement correspondant sont décrits dans la section 5.2.4.

5.2.3.2 Contrats à terme et swap

L'exigence de capital pour une position de contrat à terme d'actions ou d'indices est la même que pour la position au comptant équivalente. Elle doit être présentée comme si la position était courante. L'exigence de capital pour un swap est la même que celle d'une série de transactions de contrats à terme qui reproduit le swap.

Exemple : Contrat à terme et swap

- 1) Un assureur a réalisé une transaction de contrat à terme standardisé pour acheter des actions à une date future. L'assureur doit inscrire une exposition en actions d'un montant égal à la valeur marchande courante totale des actions sous-jacentes au contrat à terme.
- 2) Un assureur a réalisé une transaction de swap, dont le terme est d'un an, pendant laquelle il paiera le rendement total (coupons et gain de capital) d'une obligation d'État avec une échéance de 10 ans et recevra le rendement sur un indice d'actions notionnel qui valait 100 \$ au moment de la transaction. La valeur de l'indice d'actions est maintenant de 110 \$. L'assureur doit inscrire une exposition en actions de 110 \$ pour la position longue dans l'indice et des flux de trésorerie de passif dans le calcul du risque de taux d'intérêt pour la position courte dans l'obligation.

5.2.3.3 Options sur actions

La méthode devant être utilisée pour déterminer l'exigence de capital pour les options sur actions qui ont été achetées et pour celles qui ont été vendues est décrite ci-dessous. Cette méthode ne doit pas être appliquée aux options sur actions intégrées dans les produits vendus aux titulaires de police. L'exigence de capital du risque de marché des polices intégrant une option sur actions doit être calculée en utilisant la méthodologie pour les produits indexés (voir la section 5.5) ou celle pour les garanties de fonds distincts (voir le chapitre 7) selon le produit en cause.

L'exigence de capital pour une option (ou une combinaison d'options sur la même action sous-jacente) est déterminée par la construction d'une matrice à deux dimensions des variations de valeur de la position d'option selon divers scénarios de marché, à l'aide du modèle d'évaluation utilisé pour les états financiers. Dans la première dimension de la matrice, l'assureur doit évaluer le prix de la position d'option sur une fourchette couvrant une étendue correspondant à l'exigence de risque des actions au-dessus et au-dessous de la valeur courante de l'action ou de l'indice sous-jacent, divisée en intervalles égaux présentant au moins sept observations (incluant l'observation courante). La deuxième dimension de la matrice comporte un changement dans la volatilité de l'action ou de

l'indice sous-jacent égal à $\pm 25\%$ de sa volatilité courante. L'exigence de capital pour la position d'option est alors égale à la plus importante baisse de valeur calculée dans la matrice. L'application de la méthode et la description détaillée de l'analyse réalisée doivent être divulguées dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital⁹¹.

Pour une option achetée, comme alternative à la construction d'une matrice de scénarios, l'assureur peut déduire la valeur comptable de l'option du Capital disponible de catégorie 1.

Exemple : Option sur actions

Un assureur a vendu une option d'achat sur une action canadienne cotée sur une bourse publique. Cette action possède maintenant une valeur marchande de 100 \$ et une volatilité de 20 %. La première dimension de la matrice doit couvrir une étendue de valeurs de 65 \$ à 135 \$, divisée en six intervalles de 11,67 \$ chacun, et la deuxième dimension devrait supposer que la volatilité demeure à 20 %, augmente à 25 % (= 20 % + 25 % \times 20 %) ou diminue à 15 % (= 20 % - 25 % \times 20 %). Si la variation de la valeur de la position d'option de l'assureur selon les divers scénarios de marché est celle présentée dans le tableau ci-dessous, alors l'exigence de capital pour l'option est de 25,83 \$.

Gain (perte) attribuable à la variation de la valeur de l'option

Volatilité	Valeur de l'action						
	65,00 \$	76,67 \$	88,33 \$	100,00 \$ (courante)	111,67 \$	123,33 \$	135,00 \$
15 %	10,36 \$	9,65 \$	7,11 \$	1,86 \$	(5,78 \$)	(14,85 \$)	(24,54 \$)
20 % (courante)	10,01 \$	8,59 \$	5,36 \$	0,00 \$	(7,21 \$)	(15,72 \$)	(24,99 \$)
25 %	9,37 \$	7,31 \$	3,58 \$	(1,89 \$)	(8,85 \$)	(16,96 \$)	(25,83 \$)

5.2.3.4 Obligations indexées sur actions

La valeur comptable inscrite au bilan d'une obligation indexée sur actions ou indices doit être décomposée en la somme d'un montant « revenu fixe » (équivalent à la valeur

⁹¹ L'assureur doit pouvoir démontrer une compréhension détaillée du modèle d'évaluation utilisé pour construire la matrice de scénarios. Le modèle doit être revu et testé de façon indépendante sur une base continue à la satisfaction de l'Autorité. Les prix de marché, les volatilités et les autres entrants dans le modèle d'évaluation doivent faire l'objet de vérifications par une personne objective et qualifiée qui n'est pas proche ou sinon impliquée dans les transactions ou qui ne possède pas un pouvoir de décision à ce sujet. Un assureur qui n'applique pas la méthode de la matrice à la satisfaction de l'Autorité doit déduire la valeur comptable totale de l'option achetée du Capital disponible de catégorie 1.

actualisée des paiements garantis minimums de l'obligation) et d'un montant représentant la valeur de l'option intégrée dans l'obligation. La partie « revenu fixe » de l'obligation doit être classée comme une exposition en obligation assujettie à l'exigence de risque de crédit fondée sur la notation et l'échéance de l'obligation, et le montant résiduel doit être traité comme une option sur actions.

Exemple : Obligation indexée sur actions

Un assureur a acheté une obligation indexée sur actions détenant la notation A d'une banque canadienne pour 10 000 \$. L'obligation garantit le paiement dans deux ans du prix d'achat de 10 000 \$ plus le prix d'achat multiplié par 65,7 % du pourcentage d'accroissement (si positive) du S&P 500 jusqu'à l'échéance de l'obligation. L'assureur utilise le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes pour la préparation de ses états financiers. La volatilité implicite de l'indice d'actions est de 25 %, la courbe de rendement est nivelée, le taux sans risque annuel est de 5 % et le taux d'emprunt annuel de la banque émettrice est de 6,5 %. L'exigence de capital total pour cette obligation est de (88,17 \$ + 1 118,92 \$ + 17,09 \$ =) 1 224,18 \$, soit la somme des trois exigences suivantes.

1. Une exigence pour obligation

La valeur de la partie « revenu fixe » de l'obligation est de $10\,000\ \$ / (1,065\ \%)^2 = 8\,816,59\ \$$. L'exigence de risque de crédit, basée sur la notation A et l'échéance de deux ans de l'obligation, est de 1 % de ce montant, soit 88,17 \$.

2. Une exigence pour option

La valeur de l'option d'achat intégrée dans l'obligation, incluant le risque de crédit de l'émetteur, est le montant résiduel, soit 1 183,41 \$. Dans la matrice de scénarios d'option, la plus grande perte se produira si la valeur de l'indice diminue de 35 %, conjointement avec une baisse de la volatilité de l'indice jusqu'à 18,75 %. Il s'agit d'une diminution de la valeur de l'option de 1 118,92 \$, soit l'exigence de capital pour l'option.

3. Une exigence de risque de crédit de contrepartie (selon le chapitre 4)

Le montant d'exposition de l'option est calculé à l'aide de la méthode d'évaluation du risque courant de cette façon :

Évaluation au prix du marché positive + Facteur x Notionnel

$$= 1\,183,41\ \$ + 8\ \% \times 6\,570\ \$$$

$$= 1\,709,01\ \$$$

Puisque l'obligation porte la notation A, l'exigence de capital est de 1 % du montant d'exposition courant, soit 17,09 \$.

5.2.3.5 Obligations convertibles

L'exigence de capital d'une obligation convertible est égale à la somme de l'exigence de capital du risque de crédit pour la partie « revenu fixe » de l'obligation et de l'exigence pour options sur actions pour le bon de souscription intégré dans l'obligation. L'exigence de capital pour la partie « revenu fixe » est égale à la multiplication du facteur de risque de crédit de l'obligation (basé sur sa notation et son échéance) par la valeur actualisée des paiements garantis minimums de l'obligation. L'exigence de capital pour le bon de souscription intégré doit être calculée en utilisant la méthode de la matrice des scénarios (voir la section 5.2.3.3) pour les options sur actions, où les gains et les pertes sont basés sur la variation de la valeur de la partie « bon de souscription » de l'obligation (si la méthode d'évaluation détermine une valeur explicite à cette partie) ou sur la variation de la valeur globale de l'obligation.

Une méthode alternative pouvant être utilisée par l'assureur est de classer la valeur au bilan globale de l'obligation convertible comme une exposition en actions et de calculer l'exigence de capital de l'obligation en appliquant le facteur de risque de marché des actions à la valeur de l'obligation.

5.2.4 Reconnaissance des couvertures par actions

Les couvertures par actions ou par options de positions en actions peuvent être reconnues si elles respectent les conditions de la présente section. Cependant, elles ne peuvent pas être reconnues si elles sont :

- adossées aux passifs des titulaires de produits indexés pour lesquels un facteur est calculé conformément à la section 5.5; ou
- utilisées dans le cadre d'une stratégie de couverture pour les garanties de fonds distincts lorsque l'assureur utilise la méthode avec reconnaissance de cette stratégie présentée à la section 7.2.8.

Aussi, de telles couvertures ne peuvent être reconnues que si la partie qui fournit la couverture est un garant admissible selon la section 3.3.4.

5.2.4.1 Compensation des positions longues et courtes sur actions

Actifs de référence identiques

Les positions longues et courtes dans la même action ou le même indice sous-jacent peuvent être considérées comme des positions symétriques. Un montant d'exigence de capital doit donc être détenu uniquement pour la position nette.

Actifs de référence étroitement corrélés

Lorsque les titres ou les indices sous-jacents associés à une position longue et à une position courte ne sont pas exactement les mêmes, mais qu'ils sont étroitement corrélés (p. ex., un indice boursier général et un sous-indice de grandes capitalisations), l'assureur doit calculer le facteur d'exigence de capital à l'égard de la position combinée

au moyen de la méthode de facteur de corrélation décrite dans la section 5.5.2. Cependant, le facteur maximum est le double du facteur pour les actions ordinaires approprié dans ce cas-ci. Si l'assureur n'a pas détenu la position courte pendant toute la période de référence du calcul du facteur de corrélation, mais que le titre ou l'indice sur lequel repose la position courte a eu un cours publié au moins chaque semaine lors des deux dernières années, l'assureur peut faire le calcul comme s'il avait détenu la position courte pendant toute la période. Cependant, le rendement des positions courtes gérées activement ne peut être induit pour les périodes pendant lesquelles les positions n'étaient pas réellement détenues et les fonds communs de placement qui sont gérés activement à l'externe ne peuvent pas être considérés comme des positions courtes compensatoires dans une relation de couverture inexacte. Les renseignements détaillés du calcul doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

5.2.4.2 Reconnaissance des couvertures par options

Actifs de référence identiques

Si l'actif de référence d'une option est exactement le même que celui sur lequel repose une position en actions, l'assureur peut exclure la détention d'actions dans son calcul d'exigence de capital pour ses expositions en actions et considérer plutôt la variation de valeur intégrée de la position d'actions avec l'option dans la construction de la matrice de scénarios (voir la section 5.2.3.3).

Actifs de référence étroitement corrélés

Si l'actif de référence d'une option n'est pas exactement le même que celui sur lequel repose une position en actions, mais qu'il est étroitement corrélé à ce dernier, il faut calculer le facteur d'exigence de capital à l'égard de la compensation des positions courtes et longues de l'actif de référence de l'option et de l'actif sur lequel repose la position en actions en utilisant la méthode décrite dans la section 0. L'assureur peut alors exclure la détention d'actions dans son capital requis pour ses expositions en actions et considérer plutôt la variation de valeur intégrée de la position d'actions avec l'option dans la construction de la matrice de scénarios (voir la section 5.2.3.3). Cependant, la variation de l'actif de référence de l'option selon chaque scénario doit être considérée comme étant supérieure ou inférieure à la variation de l'action (afin de générer une valeur inférieure à la position de l'option) d'un montant égal à l'exigence de capital pour des positions symétriques. Aucun autre ajustement ne doit être apporté aux changements présumés de volatilité d'actif dans les scénarios pour tenir compte de l'asymétrie des actifs. Les renseignements détaillés du calcul doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

Exemple : Couverture par options

Un assureur détient une position longue sur un indice boursier principal dans un marché développé et détient également une option d'achat et une option de vente sur différents indices étroitement corrélés à l'indice principal. Le facteur F le plus élevé au cours des quatre trimestres précédents entre l'indice de référence de l'option d'achat et l'indice

principal, calculé conformément à la section 5.5.2, est de 3 %, et le facteur F le plus élevé des quatre trimestres précédents entre l'indice de référence de l'option de vente et l'indice principal est de 1 %. L'assureur devra donc construire une matrice de scénarios dans laquelle le cours de l'indice principal se situerait entre 35 % en-dessous et 35 % au-dessus de sa valeur actuelle, tandis que l'indice sous-jacent de l'option d'achat se situerait entre 38 % en-dessous et 32 % au-dessus de sa valeur actuelle, et l'indice sous-jacent de l'option de vente se situerait entre 34 % en-dessous et 36 % au-dessus de sa valeur actuelle. Dans les scénarios de la colonne du centre de la matrice, l'indice principal conservera sa valeur actuelle, tandis que l'indice sous-jacent de l'option d'achat sera inférieur de 3 % à sa valeur actuelle et l'indice sous-jacent de l'option de vente sera supérieur de 1 % à sa valeur actuelle.

Il faut noter que, pour une position courte en options, la direction de l'ajustement pour tenir compte de la corrélation sera contraire à celle d'une position longue en options. Ainsi, si l'assureur avait vendu les options d'achat et de vente au lieu de les acheter, l'indice sous-jacent de l'option d'achat se serait situé entre 32 % en-dessous et 38 % au-dessus de sa valeur actuelle dans la matrice de scénarios et l'indice sous-jacent de l'option de vente se serait situé entre 36 % en-dessous et 34 % au-dessus de sa valeur actuelle.

5.3 Risque lié à l'immobilier

Le risque de marché lié à l'immobilier est le risque de perte financière découlant de la fluctuation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie des immeubles de placement et des détentions d'autres immobilisations corporelles. Cette exigence s'applique aussi aux participations à titre de commanditaire dans des sociétés en commandite dont l'objet est la gestion d'immeubles, comme si l'assureur détenait directement les immeubles détenus par ces sociétés.

5.3.1 Immeubles de placement

La valeur comptable des immeubles de placement comporte deux volets : les baux en vigueur et la valeur résiduelle de l'immeuble. Pour les baux en vigueur, l'exigence de capital est calculée pour le risque de crédit (voir la section 3.1.9.2) et pour le risque de taux d'intérêt (voir la section 5.1). Le montant d'exposition utilisé pour déterminer l'exigence du risque de crédit est la valeur actualisée des flux de trésorerie des baux contractuels, incluant les remboursements projetés pour les frais d'exploitation payés par le locateur, à l'aide des Taux d'actualisation du scénario initial décrits dans la section 5.1.1. La valeur résiduelle d'un immeuble de placement est la valeur au bilan à la date du bilan, réduite de la valeur actualisée des flux de trésorerie fixes prévus au contrat déterminés conformément à la section 5.1.3.5, mais incluant les flux de trésorerie des loyers payés d'avance. L'exigence de capital pour la valeur résiduelle de l'immeuble est calculée en appliquant un facteur de 30 % à cette valeur.

Les renseignements détaillés des calculs et des facteurs utilisés doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

5.3.2 Autres immobilisations corporelles

Dans le cas des immeubles occupés par leur propriétaire⁹², l'exigence de capital correspond à la différence (si positive) entre leur valeur aux fins de l'ESCAP et 70 % de leur juste valeur à la date du bilan, où leur valeur aux fins de l'ESCAP est la suivante :

- la valeur établie selon la moyenne mobile tout juste avant la transition aux IFRS réduite des amortissements ultérieurs (lorsqu'ils ont été comptabilisés) si les immeubles ont été acquis avant la transition aux IFRS;
- le coût d'acquisition initial réduit des amortissements ultérieurs (lorsqu'ils ont été comptabilisés) si les immeubles ont été acquis après la transition aux IFRS.

Dans le cas de toutes les autres immeubles sans flux de trésorerie garantis par contrat, y compris les biens relatifs au pétrole et au gaz, les terres à bois et les propriétés agricoles, l'exigence de capital correspond à la différence (si positive) entre la valeur au bilan de l'immeuble à la date du bilan et 70 % de sa juste valeur à la même date.

Si la juste valeur d'un immeuble n'est pas disponible, l'exigence de capital est égale à 30 % de sa valeur au bilan. L'exigence de capital doit être calculée individuellement pour chaque immeuble.

L'exigence de capital pour les autres immobilisations corporelles est égale à 30 % de leur valeur au bilan.

Les renseignements détaillés des calculs doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

5.4 Fonds communs de placement

Le facteur pour les placements en fonds communs de placement⁹³, fonds indicial négociable en bourse, fonds distincts et fiducies d'investissement immobilier sans levier⁹⁴ est la moyenne pondérée des facteurs des risques de marché et de crédit s'appliquant aux actifs dans lesquels le fonds est autorisé à investir. Le calcul des

⁹² Si l'assureur loue à un tiers une partie d'un immeuble qu'il occupe, il peut traiter le bail comme si celui-ci portait sur un local d'un immeuble de placement.

⁹³ Si le bilan consolidé de l'assureur inclut une entité de fonds communs de placement sans levier financier et que le placement dans cette entité n'est pas déduit du Capital disponible, les exigences de la présente section s'appliquent à la partie des fonds dont le rendement est retenu par l'assureur pour son propre compte. Les exigences de la présente section ne s'appliquent pas à la partie des fonds pour laquelle l'assureur peut démontrer à la satisfaction de l'Autorité (1) que des titulaires de police ou des investisseurs externes en détiennent la propriété, (2) l'existence d'une obligation contractuelle de transférer tout le rendement et (3) que l'assureur est en mesure de suivre et de distinguer ces unités de celles détenues pour son propre compte. La partie des fonds à laquelle ne s'appliquent pas les exigences de la présente section est assujettie aux exigences du risque lié aux produits indexés de la section 5.5.

⁹⁴ Les fonds utilisant un levier sont ceux qui émettent des titres de créance ou des actions privilégiées, ou qui emploient des instruments dérivés financiers pour accroître le rendement. Les fonds dont le levier n'est pas important peuvent être considérés comme des fonds sans levier.

pondérations et des facteurs repose sur l'hypothèse que le fonds investit en premier lieu, et jusqu'à la limite maximale autorisée par son prospectus ou sa notice annuelle (si elle est plus à jour), dans des catégories d'actifs auxquelles s'applique l'exigence de capital la plus élevée. Ensuite, on doit supposer que le fonds investit, jusqu'aux limites maximales autorisées, dans des catégories d'actifs pour lesquelles l'exigence de capital est de moins en moins élevée, jusqu'à ce qu'une répartition de 100 % soit atteinte. Le facteur s'appliquant aux fonds communs de placement correspond à la somme des produits des pondérations et des facteurs correspondant à la répartition présumée des placements.

En l'absence de limites spécifiques relatives aux catégories d'actifs, ou si le fonds ne respecte pas les limites énoncées dans son prospectus ou sa notice annuelle, la valeur totale du fonds est soumise à l'exigence de capital la plus élevée qui s'applique à un des titres que détient le fonds ou dans lequel il est autorisé à investir. Un fond qui utilise un levier est traité comme un placement en actions et se voit affecter le facteur de risque relatif aux actions approprié pour le fonds selon la section 5.2.1.

Les renseignements détaillés du calcul et du coefficient utilisé doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

5.5 Risque lié aux produits indexés

5.5.1 Portée d'application

Les facteurs du risque de crédit de la section 3.1 et les exigences du risque de marché des sections 5.2 à 5.4 ne s'appliquent pas aux actifs adossés aux produits indexés. Ces actifs doivent tous être segmentés et inclus dans la page appropriée du formulaire ESCAP. Ils font l'objet de facteurs fondés sur la corrélation historique entre les rendements hebdomadaires des actifs et des passifs selon la section 5.5.2.

Le calcul du facteur de corrélation peut être utilisé pour les produits indexés, comme les polices d'assurance vie universelle, qui possèdent les caractéristiques suivantes.

- Les actifs et passifs de ces contrats sont détenus dans le fonds général de l'assureur.
- La police précise le rendement auquel le titulaire a droit. Le rendement est fondé sur un indice, qui peut être soumis à un plancher. Voici des exemples de ce genre de rendements :
 - le même rendement qu'un indice public particulier. Il peut s'agir, entre autres, d'un indice boursier public, d'un indice obligataire, d'un indice mis à jour par une institution financière, etc.
 - le même rendement que ce que rapporte un des fonds distincts ou fonds communs de placement de l'assureur;
 - le même rendement que ce que rapporte un fonds commun de placement d'une autre société.

-
- L'assureur peut investir dans des actifs autres que ceux qui constituent les indices.

Les conditions suivantes doivent être respectées.

1. Tous les actifs adossés aux produits indexés doivent être segmentés en sous-groupes.
2. Pour chacun des indices dont il est question dans les produits, il faut maintenir un sous-groupe distinct d'actifs.
3. Les rendements (à la valeur marchande) de chaque sous-groupe d'actifs doivent être suivis.
4. Tous les transferts vers, ou depuis, un sous-groupe d'actifs doivent être effectués à la valeur marchande.

5.5.2 Exigence de capital

Le facteur F applicable à un sous-groupe particulier d'actifs est obtenu par cette formule :

$$F = 20 \times (C - B + B \times \sqrt{2 - 2A})$$

où :

- A représente la corrélation historique entre les rendements crédités aux fonds des titulaires de police et les rendements des actifs du sous-groupe;
- B correspond au minimum entre l'écart type des rendements des actifs et l'écart type des rendements crédités aux fonds des titulaires de police;
- C correspond au maximum entre l'écart type des rendements des actifs et l'écart type des rendements crédités aux fonds des titulaires des polices.

Il faut calculer un facteur pour chacun des sous-groupes d'actifs.

Les corrélations historiques et les écarts types doivent être calculés sur une base hebdomadaire et couvrir les 52 semaines antérieures. Les rendements des sous-groupes d'actifs se mesurent par l'augmentation de leur valeur marchande, réduite des flux de trésorerie des titulaires de police.

Le facteur F des 52 semaines antérieures doit être calculé à chaque trimestre. L'exigence de capital est égale au produit du plus élevé des facteurs trimestriels calculés pour les quatre derniers trimestres à la juste valeur des actifs dans le sous-groupe d'actifs à la fin du trimestre.

Au lieu d'utiliser les fonds des titulaires de police dans les calculs, l'assureur peut se servir des valeurs de rachat ou les passifs des polices pour mesurer la corrélation. La même base doit être appliquée pour toutes les périodes.

Les facteurs des risques de crédit et de marché doivent être appliqués aux actifs adossés :

- à des produits indexés qui ne sont pas segmentés en sous-groupes;
- à des produits indexés pour lesquels il est impossible de calculer F ;
- à de nouveaux fonds pendant les trois premiers trimestres. En tenant compte de l'exigence d'utiliser le plus élevé des facteurs trimestriels calculés pour les quatre derniers trimestres, ceci signifie que l'exigence correspond à celle des actifs sous-jacents pour les 18 premiers mois d'existence des nouveaux fonds.

Par simplification, l'assureur peut choisir d'appliquer le facteur pour les actions ordinaires selon la section 5.2.1, approprié aux actifs énumérés ci-dessus.

Lorsque la stratégie d'investissement utilisée repose sur des indices synthétiques, il existe certains risques de crédit que le titulaire de police n'assume pas directement. Par exemple, il peut s'agir du risque de crédit relatif aux titres à revenu fixe et au risque de contrepartie relatif aux instruments dérivés qui sont achetés dans le cadre des stratégies reposant sur des indices synthétiques. L'exigence de capital pour ces risques de crédit doit être détenue par l'assureur, en plus des exigences relatives aux produits indexés requises par la présente section.

Dans le cas des produits indexés comportant une garantie de prestation minimale de décès, l'exigence à l'égard des garanties en cas de décès liées aux fonds distincts doit être appliquée. Cette exigence peut être obtenue à l'aide de la méthode décrite dans le chapitre 7.

5.6 Risque de change

Le risque de change est le risque de perte financière attribuable aux changements du montant et de l'échéance des flux de trésorerie à la suite de la fluctuation des taux de change. Le calcul du capital requis du risque de change comporte trois étapes. La première étape vise à mesurer l'exposition dans chaque monnaie. La deuxième étape vise à calculer l'exigence de capital pour le portefeuille de positions dans des monnaies différentes, soit 30 % de la somme des montants suivants :

- le montant le plus élevé de (i) la somme des positions longues ouvertes nettes dans chaque monnaie et (ii) la somme des positions courtes ouvertes nettes dans chaque monnaie;
- la position ouverte nette sur l'or⁹⁵, indépendamment du signe de celle-ci.

Une exigence au titre de la volatilité des monnaies est ensuite ajoutée, le cas échéant. Lors de la dernière étape, le capital requis global du risque de change est attribué aux blocs des produits avec et sans participation de chaque région.

⁹⁵ L'or est traité comme une position de change et non comme une marchandise, parce que sa volatilité correspond davantage à celle des devises.

5.6.1 Mesure de l'exposition dans une seule monnaie

La position ouverte nette dans chaque monnaie (y compris l'or) est égale au total des montants suivants :

- la position nette au comptant, soit l'excédent du total de l'actif sur celui du passif, dans la monnaie en cause, y compris l'intérêt couru et les dépenses à payer, mais à l'exception des provisions pour risque de change conservées dans les passifs des contrats d'assurance. La position nette au comptant est calculée après réduction pour toute forme de réassurance (c.-à-d. que les flux de trésorerie de passif sont réduits des flux de trésorerie de tous les passifs d'assurance cédée et que tous les flux de trésorerie des actifs de réassurance sont exclus des flux de trésorerie de l'actif)⁹⁶;
- la position nette à terme (soit tous les montants nets des opérations de change à terme, y compris les contrats à terme sur monnaie et le principal des swaps de monnaies);
- les garanties (et instruments semblables) dont l'activation future est certaine et qui seront probablement irrécouvrables;
- les revenus futurs non courus et les dépenses futures qui ne sont pas à payer mais déjà entièrement couverts par l'assureur (voir la section 5.6.5);
- une position courte de compensation⁹⁷ jusqu'à 120 % du coussin de solvabilité individuel pour les actifs et les passifs libellés dans la monnaie en cause. La valeur du pourcentage peut être choisie par l'assureur et elle peut varier par monnaie. Le coussin de solvabilité individuel des produits libellés dans une monnaie particulière doit être calculé en regroupant toutes les exigences découlant des actifs et des passifs dans la monnaie, en :
 - excluant le capital requis du risque de change;
 - calculant le capital requis du risque d'assurance après réduction pour toute forme de réassurance; et
 - prenant compte de tous les crédits pour la diversification à l'intérieur des risques, pour la diversification entre les risques, ainsi que pour les produits avec participation et pour les produits ajustables liés aux exigences regroupées (voir les chapitres 9 et 11);
- tout autre élément représentant un gain ou une perte sur devises.

⁹⁶ Les flux de trésorerie de passif sont réduits des flux de trésorerie des passifs cédés en vertu d'ententes de réassurance à retenue de fonds et les passifs dus aux réassureurs en vertu d'ententes de réassurance à retenue de fonds sont inclus dans les flux de trésorerie de passif.

⁹⁷ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

Exemple : Compensation du risque de change

Supposons qu'un assureur de personnes détient les positions d'actif et de passif suivantes :

Devise	Valeur des actifs libellés en devise étrangère (CAD)	Valeur des passifs libellés en devise étrangère (CAD)
USD	1 000	500
EUR	210	200
GBP	300	400
JPY	0	0
Autres devises	400	200
Total	1 910	1 300

Devise	Coussin de solvabilité individuel
USD	37,50
EUR	10,00
GBP	12,50
JPY	-
Autres devises	15,00
Total	75,00

La compensation est définie comme une position courte pouvant aller jusqu'à 120 % du coussin de solvabilité individuel dans chaque devise. Dans cet exemple, le coussin de solvabilité individuel pour le dollar américain est de 37,50, de sorte que la compensation maximale admise est de $120\% \times 37,50 = 45$ pour l'exposition au dollar américain. Une compensation de 10 est utilisée pour la position en euro (100 % de 10) afin de réduire l'exposition nette à l'euro à zéro. L'exposition à la livre sterling est négative (position courte), donc aucune compensation n'est calculée puisque toute compensation augmenterait la position courte sur la livre sterling. Pour les autres devises, la compensation permise maximale est de $120\% \times 15 = 18$. On peut noter que tout pourcentage, jusqu'à 120 %, peut être utilisé par l'assureur pour générer la plus faible exposition nette dans chaque devise.

Devise	Compensation possible
USD	45,00
EUR	10,00
GBP	0
JPY	0
Autres devises	18,00
Total	73,00

Les positions structurelles suivantes et les couvertures connexes sont exclues du calcul des positions ouvertes nettes sur monnaie :

- les actifs adossés à l'excédent qui sont entièrement déduits du Capital disponible de l'assureur (p. ex., les écarts d'acquisition);
- les positions acquises en rapport avec le placement net de capital dans une entreprise étrangère et qui ont pour conséquences comptables de réduire ou d'éliminer ce qui constituerait par ailleurs un changement de l'ajustement à la conversion de devises;
- les positions en actifs et passifs correspondant à des placements dans des entreprises étrangères et qui sont entièrement déduits du Capital disponible de l'assureur (voir la section 2.1.2).

5.6.2 Traitement des options

Si l'assureur a acheté ou vendu des options sur devises, il doit exécuter le calcul de la matrice des scénarios décrit dans la section 5.2.3.3, où les variations de la valeur mesurée correspondent à celles de la position ouverte nette de la monnaie et des options combinées, et où la fourchette des valeurs utilisées pour la monnaie dans la matrice est de 30 % supérieure et inférieure à sa valeur courante, plutôt que 35 %. L'ampleur de la position ouverte nette dans la monnaie après ajustement pour tenir compte des options équivaut alors à 3,33 fois la plus importante baisse de la valeur de l'option dans la rangée du centre de la matrice. Si cette baisse s'opère dans une colonne où la valeur de la monnaie diminue, la position doit être traitée comme longue, et si elle est constatée dans une colonne où la valeur de la monnaie augmente, cette position doit être réputée courte.

Si la plus importante baisse de toute la matrice des scénarios est supérieure à la plus importante baisse de valeur de sa rangée du centre, la différence représente l'exigence de capital pour volatilité des monnaies et ce montant est ajouté à l'exigence de capital du risque de change.

5.6.3 Traitement des opérations peu importantes

Le risque de change est évalué sur une base consolidée. Sur le plan technique, il peut être peu commode d'inclure certaines positions sur monnaie dont les montants sont négligeables. Dans ces cas, la limite interne pour chaque monnaie peut être substituée aux positions, sous réserve d'un contrôle ex post adéquat des positions effectives par rapport à ces limites. Dans ces circonstances, le montant des limites doit être ajouté à la position ouverte nette dans chaque monnaie, quel qu'en soit le signe.

5.6.4 Mesure des positions à terme sur monnaies

Les positions à terme sur monnaies doivent être évaluées aux cours de change courants du marché au comptant. Il ne conviendrait pas d'utiliser des cours de change à terme puisque, dans une certaine mesure, ils tiennent compte des écarts entre les taux d'intérêt courants. L'assureur qui fonde normalement sa gestion comptable sur les valeurs actualisées nettes devrait les utiliser pour chaque position, sur la base des taux d'intérêt courants avec une évaluation aux taux courants au comptant, pour mesurer ses positions à terme sur les monnaies et sur l'or.

5.6.5 Intérêt couru et non acquis, revenu à recevoir et non acquis et dépenses à payer et non dues

L'intérêt couru, le revenu à recevoir et les dépenses à payer sont traités comme une position s'ils sont sujets aux fluctuations des taux de change. L'intérêt et le revenu futurs attendus mais non acquis ainsi que les dépenses prévues non dues peuvent être inclus si leur montant est connu avec certitude et entièrement couvert par des contrats de change à terme. L'assureur doit appliquer un régime uniforme à l'intérêt et au revenu non acquis ainsi qu'aux dépenses non dues, et ce régime doit être expliqué dans des politiques écrites. La sélection des positions qui sont uniquement favorables à une réduction de la position globale n'est pas permise.

5.6.6 Calcul du capital requis pour le portefeuille

Le montant nominal (ou valeur actualisée nette) de la position ouverte nette sur chaque devise et sur l'or est converti en dollars canadiens sur la base du cours au comptant. Le capital requis est égal à 30 % de la position ouverte nette globale, qui est égale à la somme des montants suivants :

- le plus élevé (en valeur absolue) de la somme des positions courtes ouvertes nettes et de celle des positions longues ouvertes nettes réduite des compensations;
- la position ouverte nette (courte ou longue) sur l'or, (indépendamment du signe).

Le capital requis est majoré du total des exigences du risque de volatilité de chaque devise, le cas échéant, pour établir le capital requis global.

Exemple : Capital requis du risque de change pour un portefeuille

Un assureur détient les positions de change nettes suivantes. Ces positions ouvertes ont été converties en dollars canadiens, sur la base du cours au comptant. Le signe plus (+) dénote une position d'actif; le signe moins (-) reflète une position de passif. Ces positions comprennent la valeur d'options dont l'exigence de capital pour volatilité des monnaies est de 10.

JPY	EUR	GBP	CHF	USD	OR
+50	+100	+150	-20	-180	-35
+300			-200		-35

Dans cet exemple, l'assureur détient des positions longues dans trois monnaies (yen, euro et livre sterling), des positions courtes dans deux autres monnaies (le franc suisse et le dollar américain) et une position courte sur l'or. La ligne du milieu du tableau précédent indique la position ouverte nette dans chacune des monnaies et dans l'or. La somme des positions longues sur des monnaies est de +300 et celle des positions courtes sur des monnaies est de -200.

Le capital requis du risque de change est calculé d'après la somme du montant le plus élevé de la somme des valeurs absolues des positions nettes longues ou courtes et de la valeur absolue de la position sur l'or. Le facteur utilisé est 30 %. Dans cet exemple, la position longue globale (300) serait ajoutée à la position sur l'or (35), d'où l'obtention d'une position globale de 335. Ce résultat est ensuite multiplié par 30 %, ce qui donne un capital requis de 100,50 \$. Enfin, l'exigence de capital pour volatilité des monnaies de 10 est ajoutée à ce montant, résultant en un capital requis global de 110,50 \$.

5.6.7 Attribution du capital requis pour un portefeuille

Après le calcul du capital requis global du risque de change, ce capital est attribué par région en proportion de la contribution des positions nettes longues de change ou des positions nettes courtes de change de la région (selon celles qui sont utilisées pour calculer le capital requis) au capital requis global du risque de change. À l'intérieur d'une région, le capital requis est attribué entre les blocs de produits avec et sans participation en proportion de la répartition des passifs dans la région.

Exemple : Attribution du capital requis global du risque de change

En suivi à l'exemple de la section précédente, le capital requis global de 100,50 \$ est attribué au Japon, à l'Europe (sauf le Royaume-Uni) et au Royaume-Uni de cette façon :

- Japon : $50 / 300 \times 100,50 \$ = 16,75 \$$
- Europe (sauf le Royaume-Uni) : $100 / 300 \times 100,50 \$ = 33,50 \$$
- Royaume-Uni : $150 / 300 \times 100,50 \$ = 50,25 \$$

Puisque le capital requis global est fondé sur les positions longues plutôt que sur les positions courtes, la position courte sur le franc suisse n'entraîne pas une attribution additionnelle à l'Europe (sauf le Royaume-Uni) et aucun capital requis n'est attribué aux États-Unis.

Si on retrouve un bloc de produits sans participation et deux blocs de produits avec participation au Royaume-Uni dont les passifs sont les suivants :

- Sans participation : 800
- Bloc 1 de produits avec participation : 300
- Bloc 2 de produits avec participation : 400

Alors, le capital requis de 50,25 \$ attribué au Royaume-Uni est réattribué de cette façon :

- Sans participation : 26,80 \$
- Bloc 1 de produits avec participation : 10,05 \$
- Bloc 2 de produits avec participation : 13,40 \$

5.6.8 Réassurance non agréée

Un calcul d'exigence distinct doit être effectué pour chaque groupe de passifs qui est adossé par un portefeuille distinct d'actifs en vertu d'ententes de réassurance non agréée. Un portefeuille est défini par le fait que tous ses actifs sont disponibles pour acquitter tous les passifs correspondants. Chaque calcul doit tenir compte des passifs cédés ainsi que des actifs qui appuient le crédit prévu à la section 10.4.1, y compris les Dépôts excédentaires. Si certains actifs appuyant les passifs cédés sont conservés par l'assureur cédant (p. ex., la coassurance à retenue de fonds), le passif correspondant de l'assureur doit être traité comme un actif dans le calcul des positions ouvertes des polices cédées. Si les passifs cédés sont libellés dans une monnaie étrangère, cette devise doit être utilisée comme la devise de base dans le calcul de l'exigence (le dollar canadien est alors traité comme une monnaie étrangère).

L'exigence du risque de change pour chaque groupe de passifs cédés est ajoutée à l'exigence de l'assureur, sans compenser les positions ouvertes entre les affaires cédées et les affaires de l'assureur conservées ou entre différents groupes de polices cédées.

5.6.9 Exonération de l'exigence pour risque de change

L'assureur opérant sur devises pour des volumes négligeables et ne prenant pas de positions de change pour son propre compte peut être exonéré d'exigences du risque de change si :

-
- le volume de ses opérations de change (c.-à-d., le plus élevé de la somme des positions longues brutes et de celle des positions courtes brutes dans toutes les devises) ne dépasse pas 100 % de son Capital disponible total; et
 - sa position de change ouverte nette globale ne dépasse pas 2 % de son Capital disponible total.

Toute exonération doit être justifiée dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

Annexe 5-A : Correspondance des notations

Notation des actions privilégiées / obligations				
Catégorie de notation	DBRS	Fitch Ratings	Moody's Investors Service	Standard & Poor's Ratings Services
P1	Pfd-1 / AAA à AA(low)	AAA à AA-	Aaa à Aa3	P-1 / AAA à AA-
P2	Pfd-2 / A(high) à A(low)	A+ à A-	A1 à A3	P-2 / A+ à A-
P3	Pfd-3 / BBB(high) à BBB(low)	BBB+ à BBB-	Baa à Baa3	P-3 / BBB+ à BBB-
P4	Pfd-4 / BB(high) à BB(low)	BB+ à BB-	Ba1 à Ba3	P-4 / BB+ à BB-
P5	Pfd-5 et D / inférieure à BB(low)	Inférieure à BB-	Inférieure à Ba3	P-5 / Inférieure à BB-

Chapitre 6. Risque d'assurance

Le risque d'assurance est le risque de perte découlant de l'obligation de payer des prestations et des dépenses sur les polices d'assurance et les rentes qui excèdent les montants prévus. Le risque d'assurance comprend les risques suivants :

- le risque de mortalité sur l'assurance vie;
- le risque de longévité sur les rentes;
- le risque de morbidité sur les assurances revenu d'invalidité (RI), invalidité de courte (ICD) et de longue durée (ILD), contre les maladies graves (MG), soins de longue durée (SLD), exonération des primes (EP) et contre les accidents et la maladie (A-M);
- le risque de déchéance et de comportement des titulaires de police;
- le risque relatif aux dépenses.

Le capital requis du risque d'assurance couvre le risque que les résultats d'assurance réels soient défavorables en comparaison avec les Hypothèses de meilleure estimation (voir la section 1.4.4). Le capital requis considère les résultats défavorables découlant des composantes suivantes :

- i) la mauvaise estimation du niveau des Hypothèses de meilleure estimation (risque de niveau);
- ii) la mauvaise estimation de la tendance future des Hypothèses de meilleure estimation (risque de tendance);
- iii) le risque de volatilité dû aux fluctuations aléatoires;
- iv) le risque de catastrophe dû à un événement unique de grande envergure.

Le capital requis du risque d'assurance est déterminé à l'aide d'une méthode fondée sur la projection des flux de trésorerie qui mesure l'impact économique d'un choc unique ou s'échelonnant sur plusieurs années sur les Hypothèses de meilleure estimation des taux de mortalité, d'amélioration future de la mortalité, de morbidité, de déchéance et de dépenses. Une exigence de capital est calculée pour les composantes des risques de niveau, de tendance, de volatilité et de catastrophe pour chaque risque d'assurance. À l'exception de la composante du risque de volatilité de mortalité, l'exigence de capital de chaque composante est calculée comme la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et celle des flux de trésorerie de meilleure estimation. Pour chaque région (voir la section 1.1.5), les composantes sont calculées par police, totalisées par produit et additionnées sur l'ensemble des produits par composante de risque. La composante du risque de volatilité de mortalité est fondée sur une formule prescrite et elle est calculée globalement par produit. Pour cette composante, le montant de capital requis pour le regroupement des produits au sein d'une même région est égal à la racine carrée de la somme du capital requis au carré pour chaque produit. Les composantes de capital requis des produits avec participation et produits ajustables sont calculées comme si les produits étaient sans participation et non ajustables.

Sauf indication contraire, les quatre composantes de risque pour chaque type de risque d'assurance sont regroupées à l'aide de la formule suivante en faisant la racine carrée de la somme des composantes du risque de volatilité au carré et du risque de catastrophe au carré, à laquelle sont ajoutées les composantes du risque de niveau et du risque de tendance :

$$CR_{risque} = \sqrt{(CR_{vol}^2 + CR_{cat}^2)} + CR_{niveau} + CR_{tendance}$$

où :

- CR_{risque} est le capital requis total du risque d'assurance particulier;
- CR_{vol} est la composante de capital requis du risque de volatilité;
- CR_{cat} est la composante de capital requis du risque de catastrophe;
- CR_{niveau} est la composante de capital requis du risque de niveau;
- $CR_{tendance}$ est la composante de capital requis du risque de tendance.

Chacune des composantes de risque est soumise à un plancher de zéro par région. Le capital requis du risque de volatilité est calculé à l'aide de formules qui couvrent une année complète, alors que le risque de capital du risque de catastrophe est calculé à l'aide de chocs qui surviennent pendant la première année en débutant la journée qui suit la date d'évaluation.

Le regroupement du capital requis des risques d'assurance est décrit dans le chapitre 11. Les montants de capital requis sont regroupés séparément pour les produits sans participation et pour les blocs de produits avec participation (voir le chapitre 9).

Les méthodologies présentées dans le présent chapitre ne sont pas appliquées aux produits de garantie liée aux fonds distincts, aux instruments financiers ou aux régimes d'avantages sociaux non assurés en assurance collective en vertu desquels l'assureur n'assume aucun risque et ne détient aucun passif pour les réclamations. Ces produits doivent être exclus du calcul de l'exigence du risque d'assurance.

6.1 Projection des flux de trésorerie de passif d'assurance

Les flux de trésorerie utilisés pour déterminer le capital requis du risque d'assurance sont calculés à l'aide des Hypothèses de meilleure estimation selon la section 1.4.4. Les flux de trésorerie de meilleure estimation et ceux soumis au choc sont projetés sur la durée des passifs par région. Les flux de trésorerie de meilleure estimation ne tiennent pas compte des MÉD de la MCAB. L'échelle de participation des produits avec participation ne doit pas refléter l'impact des chocs du risque d'assurance.

Tous les flux de trésorerie de meilleure estimation et ceux soumis au choc sont projetés après réduction pour la réassurance agréée (voir le chapitre 10)⁹⁸ à l'exception des ententes de réassurance en excédent de pertes (voir la section 6.7.5)⁹⁹. Pour les coussins de solvabilité CS_1 , CS_2 et CS_3 définis à la section 6.7, les flux de trésorerie sont projetés après réduction pour la réassurance agréée et sans tenir compte des éléments supplémentaires particuliers au calcul. Les flux de trésorerie projetés peuvent refléter les reprises futures planifiées de réassurance en autant que toutes les dispositions des reprises soient aussi considérées.

Les flux de trésorerie projetés doivent inclure les flux de trésorerie découlant de l'impôt sur les revenus de placement et des écarts temporaires liés à l'impôt qui sont projetés selon la MCAB¹⁰⁰. Aucun autre flux de trésorerie liés à l'impôt sur le revenu ne doit être inclus dans la projection. Les flux de trésorerie des écarts temporaires liés à l'impôt ne doivent pas être projetés de nouveau pour refléter les chocs du risque d'assurance.

Aux fins du calcul du capital requis du risque d'assurance, les flux de trésorerie de meilleure estimation et ceux soumis au choc sont actualisés avec les taux prescrits selon la région où leurs passifs sont inclus, plutôt que selon la monnaie dans laquelle leurs passifs sont libellés. Les flux de trésorerie, y compris les participations des produits avec participation, ne doivent pas être redressés afin de refléter les taux d'actualisation prescrits.

Les taux d'actualisation au comptant sont nivelés et sont les suivants :

- 5,3 % pour le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni;
- 3,6 % pour l'Europe, sauf le Royaume-Uni;
- 1,8% pour le Japon;
- 5,3 % pour les autres pays.

Pour le calcul du capital requis, les produits d'assurance collective souscrits individuellement doivent être traités comme des produits d'assurance individuelle. Les flux de trésorerie de passif d'assurance collective peuvent être projetés sur la durée du passif ou au-delà de celle-ci. L'assureur peut projeter les flux de trésorerie de l'assurance collective (sauf les passifs liés aux assurés invalides) sur la durée de la période de garantie des taux de prime (normalement la date de renouvellement), conformément à la MCAB. Il peut aussi choisir de les projeter sur une période complète d'un an et utiliser un facteur réduit si la durée de la période de garantie des taux de prime est inférieure à un an. Dans les cas où la durée résiduelle du passif est inférieure

⁹⁸ Les flux de trésorerie comprennent ceux qui correspondent aux passifs acceptés en vertu d'ententes de coassurance modifiée et excluent ceux qui correspondent aux produits cédés en vertu d'ententes de coassurance modifiée réputées constituer de la réassurance agréée.

⁹⁹ L'approche de projection des flux de trésorerie pourrait ne pas être appropriée pour les produits acceptés en vertu d'ententes de réassurance en excédent de pertes. Avant d'accepter une entente de réassurance en excédent de pertes, l'assureur doit communiquer avec l'Autorité afin de s'assurer que l'entente soit reflétée adéquatement dans le calcul de son Coussin de solvabilité global.

¹⁰⁰ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

à un an et que les flux de trésorerie de passif des assurés actifs des produits d'assurance collective sont projetés sur une durée complète d'un an, un facteur de 75 % est appliqué aux montants de prestation de décès utilisés pour déterminer le risque de volatilité de mortalité de la section 6.2 et aux flux de trésorerie projetés qui sont utilisés pour déterminer les exigences pour tous les autres risques de mortalité et de morbidité des sections 6.2 et 6.4.

6.2 Risque de mortalité

Le risque de mortalité est le risque relatif à la variabilité des flux de trésorerie du passif due à la survenance des décès. Les composantes des risques de niveau et de tendance sont calculées pour tous les produits d'assurance vie individuelle et d'assurance vie collective souscrits individuellement qui sont exposés au risque de mortalité. Les composantes des risques de volatilité et de catastrophe sont calculées pour tous les produits d'assurance vie individuelle et collective qui sont exposés au risque de mortalité. Le capital requis du risque de mortalité est calculé pour les produits de décès et mutilation accidentels (« DMA ») et pour toute autre exposition au risque de mortalité du fonds général. Cependant, aucun capital requis du risque de mortalité n'est calculé pour les produits assujettis aux risques de longévité ou de morbidité, tels que les rentes différées, l'exonération des primes et les maladies graves.

Le capital requis du risque de mortalité est calculé pour chaque région à l'aide de la formule suivante :

$$CR_{mortalité} = \sqrt{(CR_{vol}^2 + CR_{cat}^2)} + CR_{niveau} + CR_{tendance}$$

Un crédit de diversification est accordé pour les composantes des risques de niveau et de tendance entre les produits d'assurance vie souscrits individuellement fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès décrits ci-dessous (voir la section 11.1.1).

Toutes les projections de flux de trésorerie ainsi que tous les montants de prestation et de passif utilisés pour déterminer le capital requis du risque de mortalité sont calculés après réduction pour la réassurance agréée (voir la section 10.1).

Le montant net au risque pour une police ou un ensemble de produits, souscrits directement ou acceptés en vertu de réassurance, consiste à l'excédent du capital assuré net total des polices en question sur le passif actuariel net total de ces mêmes polices, où les montants de capital assuré et de passif actuariel sont réduits pour la réassurance agréée.

Aux fins du capital requis du risque de mortalité, les prestations de décès de base comprennent la couverture d'assurance temporaire supplémentaire, la couverture des produits avec participation découlant des participations (bonifications d'assurance libérée et bonifications d'assurance temporaire) et la hausse des prestations de décès associée aux polices d'assurance vie universelle (c.-à-d. les polices dont la prestation de décès se compose de la somme du capital assuré et des fonds investis).

6.2.1 Désignation des produits fondés sur la survie et des produits fondés sur les décès

Le capital requis du risque de mortalité est calculé séparément pour les produits fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès. Tous les produits d'assurance vie individuelle et d'assurance vie collective souscrits individuellement soumis à un risque de mortalité doivent d'abord être désignés produits fondés sur la survie ou fondés sur les décès aux fins de regroupement.

L'assureur doit regrouper ses polices en portefeuilles de produits similaires ayant des caractéristiques similaires, puis déterminer si chaque portefeuille est fondé sur la survie ou sur les décès à l'aide du test décrit ci-dessous. Les composantes des risques de niveau et de tendance doivent être combinées pour ce test.

Le test est réalisé en calculant avec les taux d'évaluation de la MCAB ou les taux d'actualisation décrits dans la section 6.1 la valeur actualisée des flux de trésorerie¹⁰¹ pour chaque portefeuille où un choc de risque de niveau de -15 % est appliqué à l'Hypothèse de meilleure estimation des taux de mortalité et un choc de risque de tendance de +75 % est appliqué à l'Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la mortalité. L'assureur doit comparer le résultat de ce calcul à la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation, à l'aide des mêmes taux d'actualisation. Si la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc est supérieure à la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation, le portefeuille est désigné comme étant fondé sur les décès. Dans le cas contraire, il est désigné comme étant fondé sur la survie.

6.2.2 Risque de niveau

Une composante du risque de niveau est calculée pour tous les produits d'assurance vie individuelle et d'assurance vie collective souscrits individuellement qui sont exposés au risque de mortalité. La composante du risque de niveau de mortalité est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation pour toutes les durées, déterminée séparément pour les produits fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès.

Afin d'éviter tout double comptage avec le risque de volatilité de mortalité, la composante du risque de niveau est réduite par la partie liée à la hausse de l'Hypothèse de meilleure estimation de mortalité pour la première année suivant la date du bilan. Le capital requis pour la première année est calculé comme la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation où le choc de niveau est appliqué seulement la première année et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

¹⁰¹ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

6.2.2.1 Produits fondés sur la survie

Le choc du risque de niveau des produits fondés sur la survie est une hausse permanente de l'Hypothèse de meilleure estimation des taux de mortalité à chaque âge. Les taux de mortalité augmentés sont calculés à l'aide de la formule suivante :

$$(1 + \text{Facteur}) \times \text{Taux de mortalité de meilleure estimation}$$

Dans cette formule, le terme Facteur est le moindre de :

- a) 11 % plus 20 % du ratio de la composante du risque de volatilité calculée pour l'assurance vie individuelle sur le montant des réclamations prévues l'année suivante¹⁰², réduit de la réassurance;
- b) 25 %.

Le ratio en a) ci-dessus est le même pour tous les produits d'assurance vie individuelle à l'intérieur d'une région¹⁰³.

6.2.2.2 Produits fondés sur les décès

Le choc de risque de niveau des produits fondés sur les décès est une baisse permanente de 15 % de l'Hypothèse de meilleure estimation des taux de mortalité à chaque âge pour chaque police, à toutes les durées de la police (c.-à-d. -15 % pour toutes les années).

6.2.3 Risque de tendance

La composante du risque de tendance est calculée pour tous les produits d'assurance vie individuelle et d'assurance vie collective souscrits individuellement qui sont exposés au risque de mortalité. La composante du risque de tendance de mortalité est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation pour toutes les durées, déterminée séparément pour les produits fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès.

6.2.3.1 Produits fondés sur la survie

Le choc de risque de tendance des produits fondés sur la survie est une baisse de 75 % de l'Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la mortalité pendant 25 ans, suivie d'aucune amélioration (c.-à-d. une baisse de 100 %) par la suite.

¹⁰² Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

¹⁰³ La composante de volatilité utilisée dans le calcul du ratio est celle de l'ensemble des produits avec et sans participations de la région, laquelle sera inférieure à la somme des composantes pour les produits avec et sans participations calculées séparément.

6.2.3.2 Produits fondés sur les décès

Le choc de risque de tendance des produits fondés sur les décès est une hausse permanente de 75 % de l'Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la mortalité à toutes les durées.

6.2.4 Risque de volatilité

La composante du risque de volatilité est calculée pour tous les produits d'assurance vie individuelle et collective qui sont exposés au risque de mortalité. Elle est calculée globalement (c.-à-d. pour les produits fondés sur la survie et les décès) par région pour l'ensemble des produits.

Afin de calculer cette composante, l'assureur doit répartir son portefeuille de produits d'assurance en groupes de produits similaires. Les produits de décès de base et les produits DMA ne doivent pas être inclus dans un même groupe. De même, les produits d'assurance individuelle ne peuvent pas être regroupés avec les produits d'assurance collective.

La composante du risque de volatilité est calculée à l'aide de la formule suivante :

$$\sqrt{\sum_{\text{Décès de base}} CR^2} + \sqrt{\sum_{\text{DMA}} CR^2}$$

où :

- ces sommations sont faites sur l'ensemble des groupes de produits de décès de base et de produits DMA respectivement;
- CR est l'élément de volatilité pour le groupe de produits.

La formule pour CR est la suivante :

$$CR = 2,7 \times A \times E/F$$

où :

- A est l'écart-type des prestations de décès nets projetées de l'année suivante pour le groupe de produits (incluant les prestations projetées après la durée du passif pour les produits d'assurance collective) et est défini par la formule suivante :

$$A = \sqrt{\sum q(1-q)c^2}$$

où :

- q est l'Hypothèse de meilleure estimation de taux de mortalité d'une police particulière;
- c est le capital assuré de la police, après réduction pour la réassurance agréée ;
- la sommation est faite sur l'ensemble des polices. Le calcul doit être basé sur les prestations au niveau de la police, plutôt que sur les prestations par assuré. Plusieurs polices couvrant le même assuré peuvent être considérées comme des polices distinctes, mais des couvertures différentes d'un même assuré sous une seule police doivent être regroupées. Si ce regroupement ne peut se faire en raison des limites des systèmes, l'assureur doit en approximer l'impact et le prendre en compte dans la composante du risque de volatilité de mortalité;
- E est le montant net au risque total pour toutes les polices dans le groupe;
- F est le capital assuré net total pour toutes les polices dans le groupe.

Lorsque les données disponibles ne sont pas suffisantes pour calculer A pour un groupe de produits, mais que les montants de capital assuré net de chaque police ou certificat (pour les produits d'assurance collective) dans le groupe sont connus, l'approximation suivante doit être utilisée pour calculer A :

$$A \approx \sqrt{\frac{P \times \sum c^2}{F}}$$

où :

- P est la valeur projetée des prestations de décès nets totaux de l'année suivante pour toutes les polices dans le groupe (incluant les prestations projetées après les dates de renouvellement des polices);
- la sommation est faite sur l'ensemble des polices ou certificats (pour les produits d'assurance collective) dans le groupe et c est le capital assuré net de la police ou du certificat;
- F est le capital assuré net total des polices dans le groupe.

Lorsque les données disponibles ne sont pas suffisantes pour calculer A pour un groupe de produits et que les montants de capital assuré net ne sont pas tous connus, une approximation de A pour le groupe peut être obtenue en utilisant un groupe comparable de produits de l'assureur pour lequel la composante du risque de volatilité peut être calculée de façon exacte. Pour le groupe dont la composante du risque de volatilité est déterminée de façon approximative, A peut être calculé à l'aide de l'approximation suivante :

$$A \approx \frac{A_c \times \sqrt{N_c}}{P_c} \times \sqrt{P} \times \sqrt{\max\left(\frac{F}{n}; \frac{P}{N}\right)}$$

où :

- A_c est A calculé de façon exacte pour le groupe comparatif;
- N_c et N sont respectivement les nombres projetés totaux de décès de l'année suivante pour toutes les polices dans le groupe comparatif et pour toutes les polices dans le groupe pour lequel A est déterminé de façon approximative;
- P_c et P sont respectivement les valeurs projetées des prestations de décès nettes totales de l'année suivante pour toutes les polices dans le groupe comparatif et pour toutes les polices dans le groupe pour lequel A est déterminé de façon approximative;
- F est le capital assuré net total des polices dans le groupe pour lequel A est déterminé de façon approximative;
- n est le nombre total d'assurés couverts par les polices dans le groupe pour lequel A est déterminé de façon approximative.

L'utilisation de l'approximation précédente est soumise aux conditions suivantes :

1. Il n'existe aucun élément permettant de conclure qu'il y a une probabilité importante que la distribution des montants nets de capital assuré du groupe comparatif, mesurée par le ratio de l'écart-type à la moyenne, est moins dispersée que celle du groupe pour lequel A est déterminé de façon approximative. Il peut ne pas être approprié de baser l'approximation sur l'ensemble du portefeuille de produits de même type de l'assureur. L'actuaire de l'assureur doit être en mesure d'expliquer, à la satisfaction de l'Autorité, en quoi l'utilisation de l'approximation basée sur le groupe comparatif produit des résultats appropriés.
2. L'assureur doit utiliser des groupes comparatifs de produits d'assurance individuelle pour la détermination des approximations des groupes de produits d'assurance individuelle et des groupes comparatifs de produits d'assurance collective pour les approximations des groupes de produits d'assurance collective. L'assureur peut utiliser des groupes de produits de décès de base pour la détermination des approximations des groupes de produits DMA, mais il ne peut pas utiliser des groupes de produits DMA pour la détermination des approximations des groupes de produits de décès de base.
3. Pour tout groupe de produits utilisé comme groupe comparatif, le nombre d'assurés couverts par le groupe comparatif doit être supérieur ou égal au nombre total d'assurés couverts par tous les groupes pour lesquels les approximations sont basées sur le groupe comparatif.
4. Si cette approximation est utilisée pour des groupes de produits de décès de base d'assurance individuelle, l'ensemble des groupes ne doit pas représenter une proportion importante du portefeuille de produits global de l'assureur.

Pour les groupes de polices comprenant uniquement des polices d'assurance collective traditionnelle parrainées par l'employeur, l'assureur peut utiliser l'approximation

précédente sans se baser sur un groupe de produits comparables en remplaçant le facteur du groupe de comparaison $A_c \times \sqrt{N_c}/P_c$ par 1,75 dans l'approximation. Le facteur de 1,75 peut être utilisé pour approximer A pour un groupe, seulement si chaque police d'assurance collective dans le groupe exige que les employés sont tenus de rester activement au travail pour le promoteur du régime afin de maintenir la couverture. En particulier, un tel groupe ne doit pas contenir des couvertures d'assurance créateur, association, publi-postage ou personnes à charge.

Lorsque les données disponibles ne sont pas suffisantes pour calculer A pour un groupe de produits et que l'écart-type des montants de capital assuré net n'est pas connu, l'approximation suivante peut également être utilisée pour calculer A :

$$A \approx \sqrt{P} \times \sqrt{c_{min} + c_{max} - \frac{c_{min} \times c_{max}}{F/n}}$$

où :

- P est la valeur projetée des prestations de décès nets totaux de l'année suivante pour toutes les polices dans le groupe (incluant les prestations projetées après les dates de renouvellement des polices);
- c_{min} est plus petit ou égal au plus petit montant de capital assuré net parmi toutes les polices (ou certificats) couvrant un seul assuré dans le groupe;
- c_{max} est le montant le plus élevé de capital assuré net ou de limite de rétention parmi toutes les polices (ou certificats) couvrant un seul assuré dans le groupe;
- F est le capital assuré net total des polices dans le groupe;
- n est le nombre total d'assurés couverts par les polices dans le groupe.

La valeur du montant de capital assuré net moyen F/n utilisée dans la formule précédente doit être exacte et ne peut pas être basée sur une estimation. Si l'assureur ne peut pas établir avec certitude le montant de capital assuré net moyen et une limite inférieure c_{min} aux montants de capital assuré net, il doit utiliser la valeur $c_{min} = 0$ dans la formule. L'approximation se résume alors à :

$$A \approx \sqrt{P \times c_{max}}$$

L'utilisation d'une approximation pour le calcul de A et son choix doivent être décrits clairement dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

6.2.5 Risque de catastrophe

La composante du risque de catastrophe est calculée pour tous les produits d'assurance vie individuelle et collective qui sont exposés au risque de mortalité. Elle est calculée globalement (c.-à-d. produits fondés sur la survie et les décès) par région pour l'ensemble des produits.

Le choc du risque de catastrophe correspond à une hausse absolue du nombre de décès par mille assurés dans l'année suivant la date du bilan (incluant les prestations projetées après les dates de renouvellement des produits d'assurance collective). Il varie selon la région des produits de la façon suivante :

Canada	1,0
États-Unis	1,2
Royaume-Uni	1,2
Europe, sauf le Royaume-Uni	1,5
Autres régions	2,0

Le risque de catastrophe de mortalité des produits DMA doit être calculé avec 20 % des chocs ci-dessus.

La composante du risque de catastrophe est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation, pour toutes les années.

6.3 Risque de longévité

Le risque de longévité est le risque relatif à la hausse des flux de trésorerie du passif due à la hausse de l'espérance de vie résultant de variations dans le niveau et la tendance des taux de mortalité.

Le capital requis du risque de longévité est calculé pour chaque région à l'aide de la formule suivante :

$$CR_{longévité} = CR_{niveau} + CR_{tendance}$$

6.3.1 Risque de niveau

La composante du risque de niveau de longévité est calculée pour tous les produits de rente qui sont exposés au risque de longévité. La composante du risque de niveau est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation. Le choc requis est une baisse permanente des Hypothèses de meilleure estimation des taux de mortalité à tous les âges comme ceci :

Rentes non enregistrées – Canada, États-Unis et Royaume-Uni	-20 %
Rentes enregistrées – Canada	-10 %
Rentes enregistrées – États-Unis et Royaume-Uni	-12 %
Rentes non enregistrées et enregistrées – autres régions	-15 %

Les rentes enregistrées sont définies comme étant celles achetées avec de l'épargne retraite admissible aux crédits d'impôt (c.-à-d. avant impôt).

6.3.2 Risque de tendance

La composante du risque de tendance de longévité est calculée pour tous les produits de rente qui sont exposés au risque de longévité. Le choc requis pour le risque de tendance est une hausse permanente de 75 % de l'Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la mortalité. Le choc s'applique à chaque année d'amélioration de la mortalité sur la durée des contrats. Pour plus de clarté, les flux de trésorerie soumis au choc du risque de tendance correspondent aux flux de trésorerie de meilleure estimation auxquels est appliquée 175 % de l'Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la mortalité.

La composante du risque de tendance de longévité est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.4 Risque de morbidité

Le risque de morbidité est le risque relatif à la variabilité des flux de trésorerie du passif due à l'incidence des réclamations d'assurance invalidité ou maladie (y compris l'assurance contre les maladies graves) des titulaires de police, ainsi qu'aux taux de cessation. Les taux de cessation sont définis comme la proportion des assurés invalides qui ne sont plus invalides à la fin d'une année, peu importe si c'est en raison d'un rétablissement ou d'un décès.

Les chocs de morbidité ont été établis afin d'inclure l'impact du risque de mortalité.

Les produits d'assurance collective exposés au risque de morbidité qui sont souscrits individuellement sont assujettis aux chocs applicables aux produits d'assurance individuelle, plutôt qu'à ceux applicables aux produits d'assurance collective.

Les avenants de remboursement des primes doivent être inclus dans les flux de trésorerie des produits sous-jacents. Les variations du passif de l'avenant de remboursement des primes doivent être prises en considération dans le calcul du capital requis.

Dans les cas où l'assureur n'utilise pas des hypothèses de taux d'incidence et de cessation dans le calcul de ses passifs selon la MCAB, les chocs des taux d'incidence et de cessation doivent être appliqués aux primes nettes souscrites ajustées selon le ratio prestations-primes attendu (c.-à-d. que les chocs en pourcentage prescrits pour les hypothèses de taux d'incidence ou de cessation doivent plutôt être appliqués aux primes nettes souscrites ajustées selon le ratio prestations-primes pour les composantes des risques de niveau, de volatilité et de catastrophe). Le ratio prestations-primes attendu doit inclure les prestations encourues ainsi que les prestations encourues, mais non déclarées (PEMND).

Des exigences de capital requis du risque de morbidité sont calculées pour les risques de niveau, de tendance, de volatilité et de catastrophe. Le capital requis total du risque de morbidité est calculé séparément pour chaque région à l'aide de la formule suivante :

$$CR_{morbidité} = \sqrt{CR_{vol}^2 + CR_{cat}^2} + CR_{niveau} + CR_{tendance}$$

6.4.1 Risque de niveau

La composante du risque de niveau est calculée pour les produits qui sont exposés au risque de morbidité. La base d'exposition à laquelle s'applique le choc varie selon le statut de l'assuré : actif ou invalide.

Pour les assurés actifs souscrits individuellement ayant une période de couverture garantie de plus de 12 mois, le choc pour le risque de niveau est une hausse permanente des Hypothèses de meilleure estimation des taux d'incidence de morbidité pour chaque âge. Les assurés actifs ayant une période de couverture garantie de 12 mois ou moins et les produits d'assurance collective qui ne sont pas souscrits individuellement ne sont pas assujettis au choc pour le risque de niveau.

Pour les assurés invalides, le choc pour le risque de niveau est une baisse permanente des Hypothèses de meilleure estimation des taux de cessation de morbidité pour chaque âge. Les chocs des taux de cessation de morbidité pour le risque de niveau s'appliquent aux assurés qui sont invalides à la date du bilan. Pour les PEMND, si l'approche fondée sur l'approximation (c.-à-d. primes nettes souscrites ajustées selon le ratio prestations-primes attendu) n'est pas utilisée, un facteur doit être appliqué au passif des PEMND. Ce facteur est égal au ratio de la composante du risque de niveau lié à la cessation de morbidité (avant les crédits pour le risque de morbidité décrits dans la section 11.1.2) sur la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation pour chaque catégorie de produit du risque de morbidité (p. ex., RI – invalides, ILD – invalides, ICD – invalides).

Les hypothèses des taux de mortalité ne doivent pas changer en raison des chocs aux taux d'incidence ou de cessation puisque ces chocs considèrent implicitement l'impact de changements potentiels aux taux de mortalité.

Les facteurs pour les chocs du risque de niveau sont les suivants :

Base d'exposition	Type de produit	Facteur de choc
Taux d'incidence	RI - actifs	+25 %
	EP - actifs	+25 %
	MG	+35 %
	SLD - actifs	+30 %
	Autres produits A-M	+20 %
Taux de cessation	RI - invalides	-25 %
	ILD – invalides	-25 %
	ICD – invalides	-25 %
	EP – invalides	-30 %
	SLD – invalides	-25 %

La composante du risque de niveau de morbidité est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation. Les composantes du risque de niveau de morbidité des produits d'assurance invalidité, MG et SLD peuvent être réduites par un crédit de diversification à l'intérieur des risques déterminé à l'aide d'un facteur de fluctuation statistique (voir la section 11.1.2).

6.4.2 Risque de tendance

Une composante du risque de tendance est calculée pour les produits couvrant les types d'assurés suivants :

- les assurés actifs des produits avec une période de couverture garantie de deux ans ou plus, comme l'assurance MG individuelle, l'assurance RI individuelle et les autres produits d'assurance A-M;
- les assurés invalides des produits offrant une protection d'invalidité, comme les produits d'assurance ILD, RI et EP.

Si aucune Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la morbidité n'est utilisée, la composante du risque de tendance est de zéro.

Le choc du risque de tendance est une baisse permanente de 100 % de l'Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la morbidité. Les flux de trésorerie soumis au choc pour le risque de tendance sont calculés à l'aide des flux de trésorerie de meilleure estimation et d'une hypothèse de taux annuels d'amélioration future de la morbidité de 0 %.

La composante du risque de tendance de morbidité est la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.4.3 Risque de volatilité

La composante du risque de volatilité est calculée par l'application d'un choc unique aux taux d'incidence de la première année pour tous les assurés actifs qui sont exposés au risque de morbidité. Pour les produits d'assurance individuelle, le choc pour le risque de volatilité applicable la première année est calculée indépendamment du choc utilisé pour le risque de niveau (voir la section 6.4.1). Les hypothèses de taux de cessation ne doivent pas être changées en raison des chocs appliqués aux taux d'incidence.

Les facteurs applicables la première année¹⁰⁴ pour les chocs du risque de volatilité sont les suivants :

Base d'exposition	Type de produit	Facteur de choc
Taux d'incidence	RI individuelle - actifs	+25 %
	EP individuelle - actifs	+25 %
	MG individuelle	+50 %
	SLD individuelle - actifs	+30 %
	Assurance maladie individuelle	+15 %
	Assurance dentaire individuelle	+20 %
	Assurance voyage individuelle	+30 %
	Assurance prêt individuelle	+30 %
	Autres produits A-M	+30 %
	ICD et ILD collective – actifs	+25 %
	EP collective – actifs	+25 %
	MG collective	+50 %
	SLD collective – actifs	+30 %
	Assurance maladie collective	+15 %
	Assurance dentaire collective	+20 %
	Assurance voyage collective	+50 %
	Assurance prêt collective	+50 %

La composante du risque de volatilité de morbidité est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

Les composantes du risque de volatilité de morbidité des produits d'assurance invalidité, MG, SLD, voyage ainsi que dentaire et maladie collective (incluant les autres produits d'assurance A-M collective) peuvent être réduites par un crédit de diversification à l'intérieur des risques déterminé à l'aide de facteurs de fluctuation statistique (voir la section 11.1.2).

¹⁰⁴ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

6.4.4 Risque de catastrophe

La composante du risque de catastrophe est calculée par l'application d'un choc unique aux taux d'incidence de la première année¹⁰⁵ pour tous les assurés actifs qui sont exposés au risque de morbidité. Le choc s'applique comme un multiple à l'Hypothèse de meilleure estimation de morbidité (c.-à-d. $(1 + \text{Facteur de choc}) \times \text{Hypothèse de meilleure estimation}$). Les chocs de catastrophe ne s'appliquent pas aux taux d'incidence de l'assurance maladie ou dentaire collective, de l'assurance voyage individuelle ou collective et de l'assurance prêt.

Les facteurs pour les chocs du risque de catastrophe sont les suivants :

Base d'exposition	Type de produit	Facteur de choc
Taux d'incidence	RI individuelle - actifs	+25 %
	ICD et ILD collective – actifs	+25 %
	EP individuelle et collective – actifs	+25 %
	MG individuelle	+5 %
	MG collective	+5 %
	SLD individuelle et collective – actifs	+10 %
	Autres produits A-M (à l'exception des produits invalidité et MG)	+25 %

La composante du risque de catastrophe de morbidité est la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.5 Risque de déchéance

Le risque de déchéance est le risque relatif à la variabilité des flux de trésorerie du passif due à l'incidence des déchéances et des autres comportements des titulaires de police. Le risque de déchéance comprend le risque découlant des options permettant la déchéance partielle ou totale des contrats d'assurance par les titulaires de police ainsi que la diminution, l'interruption ou la reprise de la couverture d'assurance (p. ex., l'option de réduire les primes des contrats d'assurance vie universelle).

Le capital requis du risque de déchéance est calculé pour tous les produits des polices d'assurance vie individuelle, RI individuelle (assurés actifs), MG individuelle, SLD

¹⁰⁵ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

individuelle (assurés actifs) et des autres produits d'assurance A-M qui sont exposés au risque de déchéance.

Les chocs de déchéance sont appliqués aux produits d'assurance individuelle, y compris les produits d'assurance collective souscrits individuellement. Des exigences de risque de déchéance sont calculées pour les risques de niveau et de tendance combinés, ainsi que pour les risques de volatilité et de catastrophe. Lorsqu'un choc augmente le taux de déchéance au-delà de 97,5 %, le taux de déchéance soumis au choc est limité à 97,5 %. Les flux de trésorerie soumis au choc ne doivent inclure aucune hypothèse d'amélioration future de la tendance des déchéances. Si l'assureur utilise des hypothèses de déchéance dynamiques qui varient selon les taux d'intérêt, l'Hypothèse de meilleure estimation doit être la même que celle retenue dans le scénario de base de la MCAB et elle ne doit pas être ajustée pour refléter les taux d'actualisation prescrits (voir la section 6.1) utilisés pour calculer l'exigence de capital.

Aux fins d'agrégation, l'exigence des produits fondés sur les déchéances est calculée séparément de l'exigence des produits sensibles aux déchéances.

Le capital requis du risque de déchéance est calculé séparément pour chaque région à l'aide de la formule suivante :

$$CR_{déchéance} = \sqrt{CR_{vol}^2 + CR_{cat}^2} + CR_{niveau+tendance}$$

6.5.1 Désignation des produits fondés sur les déchéances et des produits sensibles aux déchéances¹⁰⁶

Les produits fondés sur les déchéances et les produits sensibles aux déchéances sont présumés être corrélés négativement aux fins de l'ESCAP. La direction du choc de déchéance doit être testée afin de déterminer si les produits sont fondés sur les déchéances ou sensibles aux déchéances. L'assureur doit utiliser le regroupement de produits qu'il a mis en place pour établir ses Hypothèses de meilleure estimation de déchéance (afin de générer des portefeuilles de produits similaires ayant des caractéristiques similaires), puis tester chaque portefeuille individuel en appliquant simultanément les chocs de niveau, de tendance et de volatilité afin de déterminer s'il est fondé sur les déchéances ou sensible aux déchéances. Aux fins du test de désignation, les chocs doivent être d'abord appliqués comme une hausse des taux de déchéance (sensibles aux déchéances) pour toutes les années de la police, puis comme une baisse des taux de déchéance (fondés sur les déchéances) pour toutes les années de la police. La désignation s'effectue par portefeuille en fonction de la valeur actualisée la plus élevée selon les taux d'évaluation de la MCAB ou les taux d'actualisation décrits dans la section 6.1 (il faut noter que la valeur actualisée pour chacun des tests peut être inférieure à la valeur actualisée de meilleure estimation, après réduction pour la réassurance agréée). Lorsque la désignation est faite, elle est utilisée pour l'application des chocs appropriés pour le risque de catastrophe et le calcul des exigences des

¹⁰⁶ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

produits fondés sur les déchéances et sensibles aux déchéances incluses dans la matrice de diversification.

6.5.2 Risques de niveau et de tendance

Une composante combinée est calculée pour les risques de niveau et de tendance. Le choc combiné consiste en un changement permanent de $\pm 30\%$ des Hypothèses de meilleure estimation des taux de déchéance pour chaque âge et chaque durée, où les chocs de déchéance sont appliqués de manière conforme à la façon dont les MÉD de déchéance sont appliquées aux fins d'évaluation¹⁰⁷. Pour l'application des chocs des risques de niveau et tendance, l'assureur peut déterminer leur direction en comparant les valeurs de rachat avec les passifs calculés avec les taux d'évaluation de la MCAB ou les taux d'actualisation définis à la section 6.1.

La composante combinée pour les risques de niveau et de tendance est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.5.3 Risque de volatilité

Le choc pour le risque de volatilité est égal à $\pm 30\%$ dans la première année¹⁰⁸ et est calculé séparément du choc utilisé pour les risques de niveau et de tendance (voir la section 6.5.2). Le choc doit être appliqué de manière conforme à la façon dont les MÉD de déchéance sont appliquées aux fins d'évaluation¹⁰⁷. Les flux de trésorerie soumis au choc après la première année sont les flux de trésorerie de meilleure estimation affectés par le choc de la première année.

Le choc de première année sur les taux de déchéance est la somme des impacts d'un choc de $\pm 30\%$ pour les risques de niveau et de tendance et d'un choc de $\pm 30\%$ pour le risque de volatilité. Par conséquent, le choc de volatilité du risque de déchéance peut être calculé ainsi :

$$\text{VA des flux de trésorerie (taux de déchéance soumis au choc de } \pm 60\% \text{ dans la première année)} - \text{VA des flux de trésorerie (taux de déchéance soumis au choc de } \pm 30\% \text{ dans la première année)}^{109}$$

où $\pm 60\%$ représente la somme des chocs de volatilité et de niveau et tendance du risque de déchéance et $\pm 30\%$ représente seulement le choc de niveau et tendance.

L'exigence de risque de chaque portefeuille est soumise à un plancher de zéro.

¹⁰⁷ Comme décrit dans la note éducative de l'ICA *Marges pour écarts défavorables*, publiée en novembre 2006. L'exigence de capital globale obtenue pour chaque portefeuille devra être positive.

¹⁰⁸ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

¹⁰⁹ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

6.5.4 Risque de catastrophe

Les chocs du risque de catastrophe sont les suivants :

- pour les produits sensibles aux déchéances, une hausse absolue de 20 points de pourcentage à l'Hypothèse de meilleure estimation de déchéance de la première année¹¹⁰ seulement;
- pour les produits fondés sur les déchéances, une baisse proportionnelle de 40 % de l'Hypothèse de meilleure estimation de déchéance de la première année¹¹¹ seulement.

La composante du risque de catastrophe de chacun des portefeuilles ne peut pas être négative.

La composante du risque de catastrophe de déchéance est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.6 Risque relatif aux dépenses

Le risque relatif aux dépenses est le risque relatif à la variabilité défavorable des dépenses qui sont engagées pour le service des contrats d'assurance ou de réassurance (p. ex., la variabilité des flux de trésorerie du passif pour les dépenses due à la variation des polices en vigueur, à des réclamations, des résiliations et des rachats excédentaires, à la diminution des nouvelles affaires et à d'autres circonstances pouvant avoir un impact sur les dépenses unitaires).

Tous les frais d'administration qui sont estimés (y compris les frais en fonction des primes, autres que les commissions, et les frais de réclamations) sont soumis au choc. Le choc ne doit pas être appliqué aux écarts temporaires liés à l'impôt qui sont reflétés dans le passif, ni aux dépenses qui sont garanties par des contrats avec des tiers.

Le capital requis du risque relatif aux dépenses est calculé globalement pour les risques de niveau, de tendance, de volatilité et de catastrophe pour chaque région.

6.6.1 Risques de volatilité, de niveau, de tendance et de catastrophe

Le choc combiné consiste en un choc permanent aux Hypothèses de meilleure estimation de dépense, incluant l'inflation¹¹², pour tous les produits d'assurance¹¹³. Le choc consiste en une hausse de 20 % en première année suivie d'une hausse

¹¹⁰ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

¹¹¹ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

¹¹² L'Hypothèse de meilleure estimation d'inflation est la même que celle retenue dans le scénario de base de la MCAB et ne doit pas être ajustée pour refléter les taux d'actualisation prescrits (voir la section 6.1) utilisés pour calculer l'exigence de capital.

¹¹³ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

permanente de 10 % pour toutes les années subséquentes de la police. Il est appliqué aux frais d'administration. Les taxes sur les primes et l'impôt sur le revenu de placement sont exclus.

Le capital requis du risque relatif aux dépenses est égal à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.7 Crédit pour les ententes de réassurance et les ententes spéciales avec les titulaires de police

6.7.1 Réassurance non agréée

Dans le cas d'ententes de réassurance non agréée (voir la section 10.1.1), les Dépôts excédentaires obtenus de la part du réassureur (voir la section 10.5.4) afin de servir à garantir les prestations en vertu d'une entente de réassurance particulière ou d'un groupement d'ententes peuvent être reconnus comme des Dépôts admissibles dans le calcul du Ratio ESCAP total et du Ratio ESCAP de base (voir la section 1.1). Les Dépôts excédentaires qui peuvent être reconnus sont assujettis à la limite suivante :

$$\min\left(\frac{CD + AA}{CS_2}; 1,5\right) \times (CS_0 - CS_1 - C) - PÉD$$

où :

- *CD* est le Capital disponible total de l'assureur;
- *AA* est l'Attribution de l'avoir (voir la section 1.1.3) calculée après réduction pour toute forme de réassurance;
- *CS₀* est le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) pour l'ensemble du portefeuille de produits de l'assureur, calculé après réduction pour la réassurance agréée uniquement (c.-à-d. sans réduction pour la réassurance non agréée);
- *CS₁* est le Coussin de solvabilité global¹¹⁴, calculé après réduction pour la réassurance agréée, et excluant :
 - les risques d'assurance réassurés en vertu des ententes de réassurance non agréée garanties par les Dépôts excédentaires, et;
 - l'exigence du risque de change liée à ces ententes de réassurance non agréée (voir la section 5.6.8);
- *CS₂* est le Coussin de solvabilité global, calculé après réduction pour toute forme de réassurance, et excluant toutes les exigences de risque de change liées à la réassurance non agréée;

¹¹⁴ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

- C est le montant des positions de risque conservées (voir la section 10.5.2) en vertu des ententes de réassurance non agréée garanties par les Dépôts excédentaires;
- *PÉD* est la *PÉD* selon la MCAB pour les risques d'assurance réassurés en vertu des ententes de réassurance non agréée garanties par les Dépôts excédentaires.

Dans l'étape intermédiaire du calcul de CS_0 , CS_1 et CS_2 , la quantité E (voir la section 11.2.2) comprend toutes les exigences des risques de crédit et de marché associés aux véhicules de garantie liés à la réassurance non agréée (voir la section 10.4.3), sauf les exigences du risque de change en cause dans le calcul. Les facteurs de fluctuation statistique (voir la section 11.1) utilisés dans les calculs de CS_0 , CS_1 et CS_2 varieront selon le Coussin de solvabilité global calculé. Le montant de capital requis du risque opérationnel est égal pour CS_0 , CS_1 et CS_2 et il est calculé comme spécifié dans le chapitre 8 sans aucune modification.

Tous les Dépôts excédentaires reconnus dans les Dépôts admissibles doivent être pleinement disponibles, selon les modalités des ententes, pour couvrir les prestations découlant des risques pour lesquels l'assureur prend un crédit. Si une partie d'un Dépôt excédentaire n'est pas disponible, selon les modalités de l'entente, pour couvrir les prestations découlant d'un risque qui est inclus dans la limite ci-dessus, cette partie du dépôt ne peut pas être reconnue dans les Dépôts admissibles. Par exemple, si la limite des Dépôts admissibles pouvant être reconnue est de 500 \$, mais qu'une entente de réassurance non agréée ne couvre que les prestations excédentaires jusqu'à un montant de 300 \$, alors la partie du dépôt excédant 300 \$ ne peut pas être reconnue dans les Dépôts admissibles, même si le montant total couvert en vertu de l'entente de réassurance excède le Niveau nécessaire défini à la section 10.5.2.

Le calcul de la limite et des Dépôts admissibles doivent être décrits dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

6.7.2 Dépôts de titulaires de police

Les dépôts admissibles de titulaires de police¹¹⁵, sauf les passifs actuariels et les provisions pour prestations à payer ainsi que les provisions pour remboursements dus, peuvent être utilisés pour réduire le capital requis du risque d'assurance d'une police. Ces dépôts doivent satisfaire aux critères suivants.

1. Ils sont effectués par les titulaires de police.
2. Ils sont disponibles pour le règlement des réclamations (p. ex., les provisions pour fluctuations des réclamations et pour la stabilisation des primes et les provisions accumulées pour bonification).
3. Ils ne sont remboursés aux titulaires de police qu'après l'expiration de la police, déduction faite des montants déjà affectés.

¹¹⁵ Les dépôts effectués par des agents ou des courtiers peuvent aussi être reconnus s'ils satisfont aux mêmes critères que les dépôts admissibles effectués par des titulaires de police.

Lorsque l'assureur est en mesure de recouvrer à l'égard d'un dépôt des prestations excédentaires pour une police particulière, au premier dollar et sur une base de coassurance à 100 %, le montant de la réduction du Coussin de solvabilité global se limite au moins élevé du montant du dépôt et de la somme des exigences marginales de la police (voir la section 2.1.2.9.2) pour chaque risque d'assurance atténué par le dépôt, calculées après réduction pour toute forme de réassurance. Si le montant que l'assureur est en mesure de recouvrer à l'égard d'un dépôt est assujéti à une entente de partage de risques, l'assureur ne peut prendre le crédit du dépôt que si les deux parts des prestations que lui et le titulaire de police assument en vertu de l'entente ne diminuent pas au fil de l'augmentation des réclamations excédentaires totales. Si l'assureur peut prendre le crédit du dépôt aux termes d'une entente de partage de risques, le montant de la réduction du Coussin de solvabilité global se limite au moins élevé du montant du dépôt et la partie des exigences marginales de la police qui serait attribuée au titulaire de police selon la formule de partage des risques.

L'utilisation d'un crédit doit être décrite clairement dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

6.7.3 Ajustements pour l'assurance collective

Le Coussin de solvabilité global peut être réduit si une couverture d'assurance collective incluse dans le calcul du capital requis du risque d'assurance est munie d'une caractéristique de réduction de risque qui permet le transfert complet du risque. Les caractéristiques admissibles sont les suivantes :

- une « garantie de risque inexistant »;
- le remboursement de déficit par le titulaire de police, sans obligation de renouvellement de la police à l'échéance;
- une convention de non-responsabilité en vertu de laquelle le titulaire de police est légalement redevable à l'assureur.

Le montant de réduction du Coussin de solvabilité global est égal au produit d'un facteur d'ajustement et de la somme des exigences marginales de la police (voir la section 2.1.2.9.2), calculées après réduction pour toute forme de réassurance. Le facteur d'ajustement est de 95 % si le titulaire de la police d'assurance collective est un gouvernement fédéral, provincial ou territorial du Canada et de 85 % pour tous les autres titulaires de police.

Lorsqu'une police est munie d'une de ces caractéristiques de réduction de risque, mais que le montant maximal exigible auprès du titulaire de police (selon les dispositions du contrat d'assurance) est sujet à une limite, le crédit pour la caractéristique de réduction de risque doit être calculé comme le crédit pour dépôts admissibles décrit dans la section 6.7.2, avec les adaptations suivantes :

- le montant maximal exigible doit remplacer le montant du dépôt dans le calcul;

- le montant de crédit est multiplié par 95 % si le titulaire de la police est un gouvernement fédéral, provincial ou territorial du Canada et par 85 % pour les autres titulaires de police.

L'utilisation d'ajustements doit être décrite dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

6.7.4 Provisions pour fluctuation des réclamations de réassurance et ententes similaires

Les provisions pour fluctuation des réclamations, les dépôts ou les positions de risque conservées par l'assureur cédant afin de réduire le risque du réassureur aux termes d'une entente de réassurance peuvent être inclus dans les Dépôts admissibles du réassureur. Ces provisions pour fluctuation des réclamations, dépôts ou positions de risque qui peuvent être reconnus sont assujettis à la limite obtenue par la formule suivante :

$$\min\left(\frac{CD + AA}{CS_2}; 1,5\right) \times (CS_2 - CS_3 - d) - PÉD$$

où :

- CD , AA et CS_2 sont définis dans la section 6.7.1;
- CS_3 est le Coussin de solvabilité global¹¹⁶, calculé après réduction pour toute forme de réassurance, et excluant toutes les exigences de risque de change liées à la réassurance non agréée ainsi que l'entente de réassurance pour laquelle la provision pour fluctuation des réclamations ou une autre entente a été mise en place;
- d est le montant de réduction appliquée au Coussin de solvabilité global en raison des dépôts des titulaires de police et des ajustements pour l'assurance collective (voir les sections 6.7.2 et 6.7.3) pour les produits acceptés en vertu de l'entente de réassurance;
- $PÉD$ est la PÉD selon la MCAB, calculée après réduction pour toute forme de réassurance, pour les risques d'assurance acceptés en vertu de l'entente.

L'ajout d'un montant dans les Dépôts admissibles et le calcul de la limite doivent être décrits dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

6.7.5 Crédit pour réassurance en excédent de pertes

L'assureur cédant peut réduire ses exigences de capital requis du risque d'assurance pour les risques qu'il a réassurés en vertu d'ententes de réassurance en excédent de pertes (incluant la réassurance catastrophe). Un crédit est calculé séparément pour le capital requis de chaque risque d'assurance avant la diversification entre les risques.

¹¹⁶ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

Pour chaque composante, sauf celle du risque de volatilité de mortalité, le crédit est déterminé en calculant l'augmentation de la valeur de l'actif de réassurance correspondant à une entente de réassurance en excédent de pertes résultant des chocs particuliers de la composante (c.-à-d. que les flux de trésorerie projetés pour la composante n'incluent pas les montants récupérés en vertu de l'entente). Pour la composante du risque de volatilité de mortalité, le crédit est déterminé en calculant la réduction de la variance des prestations de décès nets de l'année suivante.

Toute réduction du capital requis du risque d'assurance est assujettie à l'autorisation préalable de l'Autorité. Pour obtenir cette autorisation, l'assureur cédant devra démontrer la validité de son modèle pour évaluer l'actif de l'entente de réassurance en excédent de pertes sous l'effet des chocs pertinents du risque d'assurance. Comme exigence minimale d'autorisation, le modèle d'évaluation doit englober plus que l'évaluation déterministe d'un seul ensemble de flux de trésorerie.

Si le réassureur qui fournit la protection en excédent de pertes est assujetti aux exigences de la présente ligne directrice, l'assureur cédant doit garder dans ses registres la certification de l'actuaire du réassureur établissant que le réassureur a inclus toutes les réductions présentées par l'assureur cédant dans son propre calcul du risque d'assurance en vertu de l'ESCAP. Si l'entente de réassurance en excédent de pertes constitue de la réassurance non agréée en vertu de la section 10.1, le traitement des Dépôts excédentaires donnés pour couvrir le capital requis du risque d'assurance cédé est le même que celui décrit dans la section 6.7.1.

L'utilisation d'un crédit doit être décrite clairement dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

Chapitre 7. Risque relatif aux garanties des fonds distincts

Le capital requis du présent chapitre vise à tenir compte du risque relatif aux garanties de rendement des fonds distincts ou à des produits offrant des garanties similaires. Le capital requis pour ce risque peut être déterminé en utilisant des facteurs prescrits ou en utilisant un modèle interne.

L'utilisation des facteurs prescrits est décrite à la section 7.1. L'assureur peut choisir une des deux méthodes décrites, sous réserve des conditions qui y sont spécifiées.

Afin de pouvoir utiliser un modèle interne, une autorisation préalable de l'Autorité est nécessaire. À cette fin, l'assureur devra satisfaire aux conditions décrites dans la section 7.2. Trois méthodes existent pour évaluer le risque des garanties des fonds distincts avec un modèle interne. Une seule méthode reconnaît les stratégies de couverture des marchés des capitaux (les « stratégies de couverture ») et est présentée à la section 7.2.8. Les deux autres méthodes sont présentées à la section 7.2.7. Lorsque l'assureur a obtenu une autorisation de l'Autorité pour utiliser une de ces méthodes, il ne peut pas en utiliser une autre sans obtenir une nouvelle autorisation.

Un assureur qui utilise des stratégies d'atténuation des risques autres que les stratégies de couverture, comme par exemple des ententes de réassurance, doit communiquer avec l'Autorité afin de connaître l'approche à utiliser.

7.1 Détermination du capital requis à partir des facteurs prescrits

L'assureur qui n'a pas fait approuver son modèle interne conformément aux modalités décrites à la section 7.2 doit déterminer le capital requis en utilisant les facteurs prescrits.

L'assureur a l'opportunité de choisir une des deux méthodes décrites dans la présente section. Lors du premier exercice où la présente section est applicable, l'assureur doit déterminer de façon irrévocable la méthode qu'il entend utiliser pour calculer le capital requis.

7.1.1 Méthode globale

7.1.1.1 Total brut du capital requis (TBCR)

Des facteurs sont prévus pour une gamme de produits standardisés couvrant les prestations de décès minimales garanties (PDMG) et les prestations à échéance minimales garanties (PEMG) couramment offertes pour les garanties de fonds distincts au Canada et aux États-Unis. Suit une description générale des gammes de produits modélisées. On trouvera des précisions à ce sujet au tableau 4 (page 182).

Les gammes de PDMG modélisées comprennent :

- **Remboursement des primes (RP)** : prestation de décès garantie équivalant au plus élevé de la valeur du compte et des primes versées.

- **Cumul annuel de 5 % (CUMUL)** : prestation garantie dont le montant augmente au taux composé de 5 % par année à chaque anniversaire du contrat, le montant garanti étant bloqué à l'âge de 80 ans.
- **Valeur maximale à l'anniversaire/rétablissement annuel (VMA)** : rétablissement annuel automatique de la garantie à chaque anniversaire du contrat, le rétablissement étant bloqué à l'âge de 80 ans.
- **Contrat de report sur 10 ans (PDMG_10)** : la garantie peut être rétablie et l'échéance résiduelle est rétablie à 10 ans. Aucun rétablissement n'est permis dans les 10 dernières années avant l'échéance du contrat.

Les gammes de PEMG modélisées comprennent :

- **Date d'échéance fixe (FIXE)** : la garantie est uniforme et s'applique jusqu'à la date d'échéance fixe.
- **Contrat de report sur 10 ans à l'échéance (PEMG_10)** : la garantie peut être rétablie et l'échéance résiduelle est rétablie à 10 ans. Aucun rétablissement n'est permis dans les 10 dernières années avant l'échéance du contrat.
- **Garantie minimale de rachat après 10 ans (GMRE_10)** : la garantie s'applique 10 ans après l'émission du contrat. Si la valeur garantie à 10 ans est plus élevée que la valeur au compte lors du rachat, une prestation additionnelle égale à la différence est versée.

Il est prévu que le TBCR aux fins de l'ESCAP s'appliquera séparément à chaque police, c'est-à-dire individuellement. Si l'assureur procède par « cellule », il prendra soin de regrouper uniquement les polices largement semblables. Autrement dit, toutes les polices d'une « cellule » doivent comporter des caractéristiques largement semblables en ce qui a trait aux attributs susceptibles d'avoir une incidence sur le capital fondé sur le risque (p. ex., définition des prestations garanties, âge atteint, durée de la police, échéance résiduelle, ratio de la valeur marchande à la valeur garantie, composition de l'actif, etc.). Le TBCR et les provisions techniques nettes détenues aux fins de déterminer les exigences de capital pour les fonds distincts à l'aide de facteurs prescrits ou autorisés ne doivent pas inclure l'impôt différé.

Le TBCR d'un portefeuille correspond à la somme des TBCR calculés pour chaque police ou chaque cellule. Le résultat pour une police ou une cellule donnée peut être négatif, nul ou positif. Par contre, le TBCR du portefeuille ne peut être négatif.

Le TBCR d'une police donnée est égal à :

$$TBCR = VG \times \hat{f}(\tilde{\theta}) - VC \times \hat{g}(\tilde{\theta})$$

où :

-
- VG = prestation minimale garantie courante;
 - VC = solde courant;
 - $\hat{f}(\tilde{\theta})$ = facteur de coût des prestations;
 - $\hat{g}(\tilde{\theta})$ = facteur de marge de compensation;
 - $\tilde{\theta}$ est un vecteur qui définit les caractéristiques de risque de la police.

Les facteurs $\hat{f}(\tilde{\theta})$ et $\hat{g}(\tilde{\theta})$ sont décrits de façon plus détaillée à l'étape 4 (voir la section 7.1.1.6). Le TBCR est calculé séparément pour chaque prestation minimale garantie (décès, échéance et rachat).

Les hypothèses types des facteurs du TBCR sont décrites dans la section 7.1.1.2.

Le calcul du TBCR d'une police ou d'une cellule comporte quatre (4) grandes étapes :

Étape 1 - Classification de l'actif sous-jacent (voir la section 7.1.1.3);

Étape 2 - Détermination des attributs de risque (voir la section 7.1.1.4);

Étape 3 - Repérage des nœuds appropriés (voir la section 7.1.1.5);

Étape 4 - Détermination du capital requis à l'aide des fonctions fournies (voir la section 7.1.1.6).

Dans un premier temps, l'assureur doit classer la valeur de l'actif de la police ou de la cellule visée en transposant l'actif sous-jacent total dans l'une des catégories de fonds prescrites. Des facteurs de TBCR sont prévus pour chaque catégorie d'actif.

La deuxième étape consiste à déterminer (ou à dériver) les attributs appropriés de la police ou de la cellule visée. Les attributs permettant d'accéder aux tableaux de facteurs et de calculer les valeurs nécessaires sont les suivants :

- type de produit (« définition de la garantie »), P ;
- niveau de garantie, G ;
- ajustement en fonction de la valeur garantie au retrait partiel (« ajustement PDMG/PEMG »), A ;
- type de fonds, F ;
- âge atteint par le titulaire de police, X (pour les PDMG seulement, réduire de quatre ans pour les femmes);
- âge à l'échéance du contrat, M (pour les PDMG seulement, réduire de quatre ans pour les femmes);

-
- période d'ici la prochaine échéance, T ;
 - ratio de la valeur du compte à la valeur garantie, ϕ ;
 - total « équivalent » des frais fondés sur le compte, RFG (« ratio des frais de gestion »);
 - taux d'utilisation du rétablissement, R (le cas échéant);
 - taux de rachat « dans le cours », S (prestations de rachat garanties seulement).

Autres valeurs requises pour chaque police :

- valeur totale du compte servant au calcul des prestations garanties, VC ;
- PDMG, PEMG et GMRE courantes;
- Écart total net disponible pour couvrir les prestations garanties (« marge de compensation »), α .

Les étapes suivantes (repérage des nœuds appropriés et détermination du capital requis à l'aide des fonctions fournies) sont expliquées respectivement dans les sections 7.1.1.5 et 7.1.1.6. Une application a été mise au point pour faciliter la tâche aux assureurs. L'assureur qui ne peut l'utiliser devra concevoir son propre logiciel. Le cas échéant, il devra communiquer par écrit avec l'Autorité pour obtenir des consignes précises sur la façon de mettre au point ses propres fonctions de recherche et d'extraction. Un exemple montrant le calcul des divers facteurs de l'exigence appliqués à une police fictive est présenté à la section 7.1.1.7 **Erreur! Source du renvoi introuvable.**

Dans la section 7.1.1, « VG » désigne collectivement les PDMG, les PEMG et les GMRE. De même, « VC » désigne le solde du compte ou sa valeur marchande. Le total « équivalent » des frais au compte doit inclure tous les montants imputés aux comptes des titulaires de police et s'exprimer sous forme d'écart nivelé par année (en points de base). Cette valeur est le ratio des frais de gestion (RFG) et correspond au quotient obtenu en divisant le montant moyen (en dollars) imputé aux fonds des titulaires de police pour une année donnée par la valeur moyenne du compte. Le RFG varie normalement selon le type de fonds et représente la somme des frais de gestion des placements, des charges au titre de la mortalité et des dépenses, des frais de garantie, des primes de risque, etc. L'écart total disponible pour couvrir les prestations garanties (c.-à-d. le coût des PDMG, des PEMG et des GMRE) est la « marge de compensation » (α) et doit faire abstraction des frais et des charges fondées sur l'écart (p. ex., les frais de maintien, les frais de gestion des placements, les commissions de suivi, les montants nécessaires à l'amortissement des frais d'acquisition reportés, etc.). La description du calcul du RFG et de α figure à la section sur le redressement des marges de compensation (voir la section 7.1.1.8).

La définition des PDMG, des PEMG et des GMRE d'une police ou d'une cellule donnée ne correspond peut-être pas exactement à celles fournies. Dans certains cas, il peut être raisonnable d'utiliser les facteurs et les formules d'un autre type de produit. Dans d'autres cas, l'assureur peut déterminer le TBCR à partir de deux définitions de garantie distinctes et interpoler les résultats pour obtenir une valeur appropriée qu'elle attribuera à la police ou à la cellule en question. Par contre, si le type de police est suffisamment différent de ceux fournis et s'il n'y a pas de façon évidente ou commode d'obtenir un résultat raisonnable, l'assureur devra communiquer par écrit avec l'Autorité.

La formule générale du TBCR est la suivante :

$$TBCR = VG \times h(\circ) \times w(\circ) \times f(\circ) - \frac{\alpha}{100} \times VC \times g(\circ)$$

où :

- VG = prestation minimale garantie courante (en dollars);
- VC = solde courant (en dollars);
- $f(\circ) = f(\tilde{\theta})$ = facteur de coût par 1 \$ de VG ;
- $g(\circ) = g(\tilde{\theta})$ = facteur de marge de compensation par 1 \$ de VC (selon l'hypothèse d'un écart disponible de 100 points de base);
- $h(\circ) = h(\tilde{\theta})$ = facteur pour diversification de l'actif;
- $w(\circ) = w(\tilde{\theta})$ = facteur pour diversification chronologique.

Ainsi, $\tilde{\theta}$ représente globalement les attributs de risque (p. ex., type de produit, niveau de garantie, catégorie d'actif, âge atteint, etc.) de la police, ou un quelconque sous-ensemble pertinent de ces attributs. En outre, α correspond à l'écart net (la marge de compensation, exprimée en points de base par année) disponible pour couvrir les prestations garanties.

Si un produit comporte plus d'une garantie, à moins que l'assureur ne propose une solution de rechange justifiable pour répartir la marge totale disponible entre les divers types de garantie (p. ex., des charges pour le risque expressément définies), la répartition doit se faire en fonction des coûts bruts proportionnels des prestations garanties. Un exemple de ce concept se retrouve à la section 7.1.1.8.

Concrètement, $f(\circ)$, $g(\circ)$, $h(\circ)$ et $w(\circ)$ sont des valeurs interpolées à partir du tableau des facteurs. L'emploi de ce tableau est discuté plus en détails à l'étape 4 (voir la section 7.1.1.6). Cette grille des facteurs est un vaste tableau de valeurs préétablies créé par modélisation stochastique pour un large éventail de combinaisons de l'ensemble des attributs de risque. Cet ensemble est défini par les caractéristiques des polices et des produits qui influent sur le profil de risque des activités : type des produits (définition des garanties), catégorie de fonds, âge atteint, ratio VC/VG , échéance résiduelle, etc.

7.1.1.2 Hypothèses pour les facteurs publiés de la méthode du TBCR

Chaque nœud du tableau des facteurs est le résultat de la modélisation d'une cellule donnée suivant l'hypothèse d'un dépôt unique de 100 \$.

Tableau 1 : Hypothèses du modèle et caractéristiques du produit

Frais de compte (<i>RFG</i>)	Variet selon la catégorie de fonds; voir le tableau 2 de la présente section (page 172).
Marge de compensation de base	100 points de base par année
Description des PDMG	<ul style="list-style-type: none"> ▪ RP = remboursement des primes ▪ CUMUL = cumul de 5 % (taux composé), bloqué à l'âge de 80 ans ▪ VMA = rétablissement annuel (valeur maximale à l'anniversaire), bloqué à l'âge de 80 ans ▪ PDMG_10 = contrat de report sur 10 ans
Description des PEMG et des GMRE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ FIXE = date d'échéance fixe ▪ GMRE_10 = prestation avec garantie minimale de rachat après 10 ans ▪ PEMG_10 = prestation avec report sur 10 ans à l'échéance
Ajustement de la VG au retrait	La valeur marchande au prorata et la valeur au pair sont testées séparément.
Frais de rachat	Ignorés (Nuls).
Taux de déchéance de base	6 % par année pour toutes les durées; voir aussi « Facteur de déchéance dynamique ».
Retraits partiels	Taux nivelé de 4 % par année pour toutes les durées (en % de la VC). Aucune dynamique.
Taux de report (renouvellement)	85 % tous les 10 ans (PDMG_10 et PEMG_10 seulement).
Facteur de déchéance dynamique	<p>Taux de déchéance réel = $\lambda \times$ (Taux de déchéance de base), où :</p> $\lambda = \min \left[\lambda^+; \max \left[\lambda^-; \left[a + b \times \left(\frac{VG}{VC} \right) \right] \times [c + d \times \min(h; T)] \right] \right]$ <p>$\lambda^+ = 1,6667$, $\lambda^- = 0,3333$, $a = -0,0952$, $b = 0,8010$, $c = 0,6279$, $d = 0,0654$, $h = 10$ et $T =$ période d'ici la prochaine échéance.</p>
Mortalité	100 % de la table 1986-1992 de l'ICA pour les hommes, âge au dernier anniversaire, agrégée, ultime

Frais fixes, frais annuels	Ignorés (Nuls).
Taux d'escompte	Taux annuel effectif de 5,5 % (non dynamique).
Rétablissement facultatif de la VG	Dès que le ratio VC/VG dépasse 115 % (maximum de 2 rétablissements par année). Aucun rétablissement autorisé au cours des 10 ans précédant l'échéance finale du contrat.
Rachat « dans le cours » (GMRE_10 seulement)	Dès que la prestation est payable (10 ans après l'émission ou le dernier rétablissement) et que le ratio VC/VG est inférieur à 85 %.

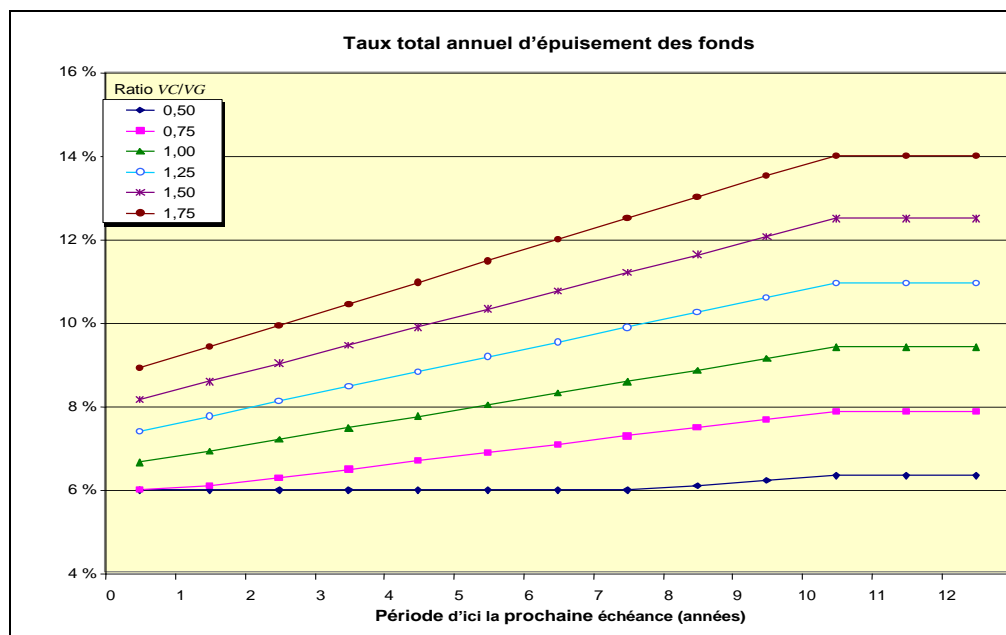
Notes afférentes au développement des facteurs

- Le cumul des PDMG est composé (ni intérêt simple, ni majoré à chaque anniversaire) et s'applique à la valeur garantie lors du cumul précédent.
- Le taux de déchéance de base est le taux de résiliation des polices (rachats). On présume que la résiliation (le rachat) survient tout au long de l'année de la police, et non uniquement à l'anniversaire.
- On présume que les retraits partiels surviennent à la fin de chaque période (trimestre).
- Les frais de compte (*RFG*) représentent la somme (annuelle, en points de base) des montants imputés aux fonds des titulaires de police (p. ex., la somme des frais de gestion des placements, des charges au titre de la mortalité et des dépenses, des primes de risque, des frais de police et d'administration, etc.). On présume que ces frais surviennent tout au long de l'année de la police, et non uniquement à l'anniversaire.
- Dans le cas des PDMG_10 et des PEMG_10, le contrat est reconduit pour 10 ans, et ce, tous les 10 ans. La prestation garantie est rétablie à Z % de la VC (après versement d'une prestation majorée à échéance pour les garanties « dans le cours »), où Z vaut habituellement 75 ou 100.
- La garantie minimale de rachat à l'échéance (GMRE_10) s'applique 10 ans après l'émission du contrat. Si la valeur garantie à 10 ans est plus élevée que la valeur au compte lors du rachat, une prestation additionnelle égale à la différence est versée.

Tableau 2 : Frais de compte (points de base par année)

Catégorie d'actif / Fonds	Frais de compte (RFG)
Marché monétaire	110
Revenu fixe (obligations)	200
Équilibré	250
Titres à faible volatilité	265
Titres très diversifiés	265
Titres à risque intermédiaire	280
Titres dynamiques/exotiques	295

Les taux annualisés d'épuisement total des fonds (c.-à-d. comprenant le taux fixe de retrait partiel annuel de 4 %) pour divers ratios VC/VG et différentes échéances résiduelles sont indiqués au graphique 1.

Graphique 1 : Taux d'épuisement des fonds (déchéance + retrait partiel) selon le ratio VC/VG et l'échéance résiduelle

7.1.1.3 Étape 1 - Classification de l'actif sous-jacent

Les critères suivants doivent servir à choisir les facteurs, les paramètres et les formules de l'actif sous-jacent que représente une prestation garantie donnée. Lorsque disponible, la volatilité du rendement total annualisé à long terme du fonds (ou une référence appropriée) devrait respecter les limites prescrites. À cette fin, l'expression « long terme » s'entend du double de la période de projection moyenne qui serait appliquée lors de l'essai du produit dans un modèle stochastique (habituellement au moins 25 ans).

Lorsque les données relatives au fonds ou la référence sont insuffisantes ou non fiables, l'actif sous-jacent du fonds devrait être promu à une catégorie de volatilité supérieure à la catégorie autrement désignée. Dans le cadre de l'examen de la classification des actifs, on doit tenir compte de la volatilité supplémentaire des rendements attribuable à la présence d'un risque sur les devises, des effets de liquidité (acheteur-vendeur), de la vente à découvert et des positions spéculatives.

Les actifs sous-jacents et les fonds doivent être classés dans l'une des sept (7) catégories d'actif suivantes :

1. Marché monétaire
2. Revenu fixe
3. Équilibré
4. Titres à faible volatilité
5. Titres très diversifiés
6. Titres à risque intermédiaire
7. Titres dynamiques/exotiques

Marché monétaire/court terme. Le fonds est investi dans des instruments du marché monétaire à échéance résiduelle moyenne de moins de 365 jours.

Revenu fixe. Les fonds sont investis principalement dans des titres à revenu fixe de qualité supérieure. Jusqu'à 25 % des sommes contenues dans cette catégorie peuvent être investies dans des titres boursiers diversifiés ou dans des obligations à rendement élevé. La volatilité prévue du rendement de cette catégorie de fonds sera inférieure à celle des fonds équilibrés.

Équilibré. Cette catégorie renferme des titres à revenu fixe et une plus grande proportion de titres boursiers. La proportion « revenu fixe » doit être supérieure à 25 % du portefeuille. En outre, la proportion de titres dynamiques ou « spécialisés » ne doit pas dépasser le tiers (33,3 %) du total des titres boursiers détenus. Si le fonds contrevient à l'une de ces règles, il doit être classé comme fonds d'investissement en actions. La volatilité à long terme de ces fonds oscille habituellement entre 8 % et 13 %.

Titres à faible volatilité. Ce fonds est comparable au fonds de titres très diversifiés et s'accompagne des caractéristiques supplémentaires indiquées ci-après. Seuls les fonds qui seraient par ailleurs groupés dans les titres très diversifiés sont admissibles à ce fonds. Dans le cas des fonds étrangers, la volatilité doit tenir compte de l'incidence du taux de change.

La volatilité prévue du fonds devrait être inférieure à 15,5 % (sur une base annuelle) et la proportion de titres dynamiques/exotiques du fonds devrait être inférieure à 33,3 % du montant des titres boursiers totaux établi selon la valeur marchande. En outre, l'ensemble de l'actif doit remplir au moins l'une des conditions suivantes :

- le fonds conserve en permanence des soldes d'encaisse et de revenu fixe relativement élevés (plus de 10 % de la valeur marchande de l'actif) dans le cadre de sa stratégie de placement;
- le fonds est axé sur le « revenu » et renferme une proportion importante (plus de 10 % de la valeur marchande de l'actif) d'actions à dividendes élevés et périodiques qui sont automatiquement réinvestis dans le fonds.

Titres très diversifiés. Les fonds sont investis dans un portefeuille très diversifié de titres canadiens, américains et internationaux. La partie des titres internationaux doit comprendre des titres liquides sur des marchés bien développés. Les fonds regroupés dans cette catégorie affichent une volatilité à long terme comparable à celle du TSX. La volatilité à long terme de ces fonds devrait normalement osciller entre 13 % et 19 %.

Titres à risque intermédiaire. Cette catégorie de fonds comporte des caractéristiques du portefeuille de titres très diversifiés et du portefeuille de titres dynamiques. La volatilité à long terme de ces fonds oscille entre 19 % et 25 %.

Titres dynamiques/exotiques. Cette catégorie se compose de fonds plus risqués auquel cas le risque peut provenir a) de marchés sous-développés, b) de marchés incertains, c) d'une grande volatilité du rendement, d) d'une grande spécificité (p. ex., une branche d'activité précise), etc. De façon générale, ces fonds (ou ce marché de référence) n'ont pas suffisamment d'antécédents pour permettre le calcul d'une volatilité à long terme ou encore, leur volatilité est très élevée. Cette catégorie doit être employée chaque fois que la volatilité prévue à long terme (sur une base annuelle) ne peut être déterminée ou dépasse 25 %.

Sélection de catégories de placement pertinentes. La sélection de catégorie de placements pertinente doit s'effectuer au niveau auquel s'applique la garantie. Dans le cas de garanties s'appliquant à chaque dépôt, la sélection du fonds est simple. Cependant, lorsque la garantie s'applique à plusieurs dépôts ou à un contrat global, l'approche peut être plus compliquée. Dans ce cas, il convient de déterminer pour chaque police la catégorie dans laquelle les placements doivent être regroupés et de classer les actifs qui s'y rapportent en conséquence.

On a alors recours à un processus individuel qui désigne les fonds « regroupés », détermine le profil de risque des fonds détenus (permet éventuellement de calculer la

volatilité attendue à long terme des fonds d'après les repères du marché indiqués) et permet de classer l'actif total sous-jacent dans l'une des catégories définies. L'actif sous-jacent s'entend ici des actifs composant les fonds (options d'investissement des fonds distincts ou du compte général) sur la base desquels la garantie sera déterminée. Par exemple, si la garantie s'applique séparément pour chaque année de dépôt dans le contrat, le processus susmentionné serait appliqué de façon distincte pour ce qui est de l'exposition au risque chaque année de dépôt.

En somme, le jumelage de la garantie au titre des prestations (c.-à-d. l'actif sous-jacent qui s'applique au calcul des prestations minimales garanties) à l'une des catégories d'actif prescrites comporte plusieurs étapes :

1. Jumeler chaque option d'investissement des fonds distincts ou du compte général à l'une des catégories d'actif prescrites. Le jumelage de certains fonds ira de soi, mais, dans d'autres cas, il faudra passer en revue la politique d'investissement, les repères de rendement, la composition et la volatilité à long terme du fonds.
2. Combiner les engagements jumelés pour déterminer la volatilité à long terme prévue du portefeuille actuel de fonds. Cela exige un calcul fondé sur la volatilité à long terme prévue de chaque fonds et sur la corrélation entre les catégories d'actif prescrites indiquées au tableau 3 (page 176).
3. Évaluer la composition de l'actif et la volatilité prévue (calculée à l'étape 2) du portefeuille actuel pour déterminer la catégorie d'actif qui reflète la mieux l'actif sous-jacent, en tenant dûment compte des contraintes et des directives mentionnées précédemment dans la présente section.

À l'**étape 1**, l'assureur ne doit utiliser les résultats réels du fonds, soit les rendements historiques comprenant les réinvestissements, que pour guider la détermination de la volatilité à long terme prévue. En raison de la limitation des données et de changements des objectifs, des styles ou de la gestion des placements (p. ex., regroupement de fonds, révision de la politique sur les placements, différents gestionnaires de fonds, etc.), l'assureur pourrait devoir accorder plus de poids à la volatilité à long terme prévue des rendements de référence du fonds. De façon générale, l'assureur doit faire preuve de prudence et ne pas être trop optimiste en supposant que les rendements futurs seront systématiquement moins volatiles que les marchés sous-jacents.

À l'**étape 2**, l'assureur doit calculer la « volatilité des fonds actuels détenus » (σ pour le fonds sous-jacent à classer) au moyen de la formule suivante, en utilisant les facteurs de volatilité et de corrélations figurant au tableau 3.

$$\sigma = \sqrt{\sum_{i=1}^n \sum_{j=1}^n w_i w_j \rho_{ij} \sigma_i \sigma_j}$$

où :

- $w_i = \frac{VC_i}{\sum_k VC_k}$ représente la valeur relative du fonds i exprimée en proportion de la valeur totale du contrat;
- ρ_{ij} est le facteur de corrélation entre les catégories d'actif i et j ;
- σ_i est la volatilité de la catégorie d'actif i (tableau 3).

Tableau 3: Facteurs de volatilité et corrélations des catégories d'actif prescrites

VOLATILITÉ ANNUELLE		COMPTE GÉNÉRAL	MARCHÉ MONÉTAIRE	REVENU FIXE	ÉQUILIBRÉ	TITRES À FAIBLE VOLATILITÉ	TITRES TRÈS DIVERSIFIÉS	TITRES À RISQUE INTERMÉD.	TITRES DYNAMIQUES
1 %	COMPTE GÉNÉRAL	1	0,50	0,15	0	0	0	0	0
1 %	MARCHÉ MONÉTAIRE	0,50	1	0,20	0	0	0	0	0
6 %	REVENU FIXE	0,15	0,20	1	0,50	0,25	0,25	0,20	0,10
11 %	ÉQUILIBRÉ	0	0	0,50	1	0,80	0,95	0,75	0,65
15 %	TITRES À FAIBLE VOLATILITÉ	0	0	0,25	0,80	1	0,80	0,75	0,65
17 %	TITRES TRÈS DIVERSIFIÉS	0	0	0,25	0,95	0,80	1	0,75	0,65
22 %	TITRES À RISQUE INTERMÉD.	0	0	0,20	0,75	0,75	0,75	1	0,70
26 %	TITRES DYNAMIQUES	0	0	0,10	0,65	0,65	0,65	0,70	1

Exemple : Classification des fonds

Supposons que trois fonds (à revenu fixe, à titres très diversifiés et à titres dynamiques) sont offerts à des clients pour un produit comportant une garantie visant l'ensemble du contrat (c.-à-d. pour tous les fonds détenus aux termes de la police).

La valeur des fonds détenus (en dollars) pour cinq exemples de polices est présentée dans ce tableau :

	1	2	3	4	5
VM Fonds X (revenu fixe) :	5 000 \$	6 000 \$	8 000 \$	-	5 000 \$
VM Fonds Y (titres très diversifiés) :	9 000 \$	5 000 \$	2 000 \$	5 000 \$	-
VM Fonds Z (titres dynamiques) :	1 000 \$	4 000 \$	-	5 000 \$	5 000 \$
Valeur marchande totale :	15 000 \$	15 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$
VM Totale – Portefeuille de titres	10 000 \$	9 000 \$	2 000 \$	10 000 \$	5 000 \$
Pourcentage de revenu fixe (A) :	33 %	40 %	80 %	0 %	50 %
Test de revenu fixe (A > 75 %) :	Non	Non	Oui	Non	Non
% de titres dynamiques (B) :	10 %	44 %	S.O.	50 %	100 %
Test du portefeuille équilibré (A > 25 % et B < 33,3 %) :	Oui	Non	S.O.	Non	Non
Volatilité des fonds détenus :	12,0 %	12,1 %	6,5 %	19,6 %	13,6 %
Classification du fonds :	Équilibré	Titres très diversifié ¹¹⁷	Revenu fixe	Titres à risque intermédiaire	Titres très diversifiés

La volatilité des fonds détenus pour la police n° 1 correspond à $\sqrt{A + B} = 12,04 \%$.

où :

$$A = \left(\frac{5}{15} \times 0,06\right)^2 + \left(\frac{9}{15} \times 0,17\right)^2 + \left(\frac{1}{15} \times 0,26\right)^2$$

$$= 1,1104 \%$$

¹¹⁷ Bien que la volatilité laisse supposer un « fonds équilibré », les critères de fonds équilibré n'ont pas été respectés. Ce portefeuille passe au niveau de celui des titres très diversifiés. Dans le cas des fonds classés dans les titres très diversifiés, il faudrait procéder à une analyse supplémentaire pour déterminer s'ils peuvent être reclassés parmi les titres à faible volatilité. Dans l'exemple précité, aucun ne satisfait aux critères.

$$\begin{aligned}
 B &= 2 \cdot \left(\frac{5}{15} \cdot \frac{9}{15}\right) (0,25 \times 0,06 \times 0,17) + 2 \cdot \left(\frac{5}{15} \cdot \frac{1}{15}\right) (0,10 \times 0,06 \times 0,26) + 2 \cdot \\
 &\left(\frac{9}{15} \cdot \frac{1}{15}\right) (0,65 \times 0,17 \times 0,26) \\
 &= 0,3388 \%
 \end{aligned}$$

Il importe de noter que la volatilité serait sous-estimée si nous devons supposer l'absence de toute corrélation (p. ex., tous les rendements sur les marchés sont indépendants) puisque B contribue de façon importante à la valeur finale.

7.1.1.4 Étape 2 - Détermination des attributs de risque

La démarche par tableaux appliquée au TBCR produit une grille multidimensionnelle en testant un grand nombre de combinaisons des attributs des polices. Les résultats sont exprimés sous forme de facteurs. Le TBCR est calculé en consultant (au moyen d'une « clé ») les vastes tableaux multidimensionnels de valeurs et en procédant par interpolation linéaire multidimensionnelle. La « clé » de recherche dépend des attributs de risque de la police définie ainsi :

$$\tilde{\theta} = (P, G, A, F, X, M, T, \phi, \Delta, R, S)$$

où :

- ϕ est le ratio VC/VG de la prestation garantie à l'étude;
- Δ est le « Delta RFG »;
- R est le taux d'utilisation de l'option de rétablissement facultatif (le cas échéant);
- S est le taux de rachat « dans le cours » des polices $GMRE_{10}$.

Le « Delta RFG » est calculé d'après la différence entre le RFG réel et sa valeur présumée aux fins d'essai des facteurs (tableau 2, page 172), sous réserve d'un plafond (plancher) de 100 points de base (-100 points de base). On trouvera des précisions au tableau 4 (page 182).

Pour les PDMG, on compte $4 \times 2 \times 2 \times 7 \times 4 \times 4 \times 5 \times 7 \times 3 \times 2 = 376\,320$ « nœuds » dans le tableau des facteurs de base. L'interpolation ne sera permise que pour six (6) dimensions : l'âge à l'échéance du contrat (M), l'âge atteint (X), la période d'ici la prochaine échéance (T), le ratio VC/VG (ϕ), le Delta RFG (Δ) et le taux d'utilisation de l'option de rétablissement (R). Le taux de rachat « dans le cours » ne s'applique pas aux PDMG.

Pour les PEMG, on compte $3 \times 2 \times 2 \times 7 \times 1 \times 7 \times 5 \times 7 \times 3 \times 2 \times 2 = 246\,960$ « nœuds » dans le tableau des facteurs de base. L'interpolation ne sera permise que pour six (6) dimensions : l'âge à l'échéance du contrat (M), la période d'ici la prochaine échéance (T), le ratio VC/VG (ϕ), le Delta RFG (Δ), le taux d'utilisation de l'option de redressement (R) et le taux de rachat « dans le cours » (S). Le taux de rachat « dans le cours » (S) ne s'applique qu'au produit « $GMRE_{10}$ ». Les tests des PEMG et

des GMRE supposent que tous les assurés ont atteint l'âge de 55 ans à la date de calcul.

Des fonctions sont prévues pour aider l'assureur à appliquer la méthodologie du TBCR. Ces fonctions, qui sont décrites plus en détails à l'étape 4 (voir la section 7.1.1.6), effectuent la recherche nécessaire dans les tableaux de facteurs et les interpolations linéaires multidimensionnelles qui s'y rattachent. Si un assureur ne peut utiliser les outils à sa disposition, il devra développer son propre logiciel. Dans ce cas, l'assureur devrait communiquer par écrit avec l'Autorité pour obtenir des consignes précises.

Les facteurs PDMG et PEMG/GMRE se retrouvent, respectivement, dans les fichiers « GMDBFactors_CTE95.csv » et « GMMBFactors_CTE95.csv ». Il s'agit de fichiers texte renfermant des valeurs séparées par des virgules où chaque ligne indique les facteurs d'une police d'essai d'après la clé de recherche qui s'y rattache. Les lignes se terminent par des caractères de nouvelle ligne et d'interligne. Des facteurs sont également prévus au niveau de confiance ECU (80); les fichiers pertinents sont « GMDBFactors_CTE80.csv » et « GMMBFactors_CTE80.csv ». Les facteurs des fichiers « GMDBFactors_CTE95.csv » et « GMMBFactors_CTE95.csv » doivent être utilisés pour déterminer le capital requis.

Chaque ligne des tableaux de facteurs comporte trois colonnes, qui sont décrites plus en détails ci-après.

1	2	3
Identificateur d'essai (clé)	Facteur de coût de base ou de diversification	Facteur de marge de compensation de base ou zéro (s.o.)

Chaque cas d'essai (c.-à-d., un nœud sur la grille multidimensionnelle des facteurs) peut être identifié spécifiquement au moyen de sa clé, soit l'enchaînement des clés d'attributs des polices pertinentes (ou un sous-ensemble quelconque de ces dernières) précédé de l'un des codes de facteur. Les codes de facteur sont décrits ci-après :

Code de facteur	Description
1	Facteurs de « coût » et de « marge de compensation » de base des PDMG
2	Facteurs de « coût » et « marge de compensation » de base des PEMG et des GMRE
3	Facteurs de redressement pour diversification de l'actif pour les options des PDMG
4	Facteurs de redressement pour diversification de l'actif pour les options des PEMG et des GMRE
5	Facteurs de redressement pour diversification chronologique pour les options des PDMG
6	Facteurs de redressement pour diversification chronologique pour les options des PEMG et des GMRE

Facteur de coût de base. Il s'agit du terme $f(\circ)$ de la formule du TBCR. Les valeurs du tableau des facteurs représentent un niveau de confiance ECU (95) (ou ECU (80)) de la distribution de l'échantillon¹¹⁸ de la valeur actualisée des flux de trésorerie des prestations minimales garanties (excédant la valeur du compte) pour toutes les années futures (c.-à-d. jusqu'à l'échéance du contrat ou après 30 ans, selon la première éventualité), normalisée selon la valeur garantie courante¹¹⁹. Les clés des attributs des polices pour les facteurs de coût figurent au tableau 4 (page 182).

Facteur de marge de compensation de base. Il s'agit du terme $g(\circ)$ de la formule du TBCR. Les valeurs du tableau des facteurs représentent un niveau de confiance ECU (95) (ou ECU (80)) de la distribution de l'échantillon de la valeur actualisée des flux de trésorerie des facteurs de marge de compensation pour toutes les années futures (c.-à-d. jusqu'à l'échéance du contrat ou après 30 ans, selon la première éventualité), normalisée selon le solde courant du compte. Les facteurs de marge de compensation de base reposent sur l'hypothèse $\hat{\alpha} = 100$ points de base de « marge de compensation » (écart net disponible pour couvrir les prestations garanties). Les clés des attributs des polices pour les facteurs de marge de compensation figurent au tableau 4 (page 182).

Facteur de redressement pour diversification de l'actif. Il s'agit du terme $h(\circ)$ de la formule du TBCR. Le terme $h(\circ) = h(P, G, R, S)$ est un facteur d'ajustement qui reflète les avantages de la diversification des fonds (composition de l'actif) pour l'assureur (c.-à-d. à l'échelle de l'ensemble du portefeuille). À noter que $h(\circ) \leq 1$ dépend du type de produit P , du niveau de garantie G , du taux d'utilisation de l'option de rétablissement R

¹¹⁸ En fait, la distribution de l'échantillon de la « valeur actualisée du coût net » = VA(demandes de prestations) – VA(marge de compensation) a servi à déterminer les résultats de scénarios qui reposent sur la mesure de risque ECU (95). Les « facteurs de coût » et les « facteurs de marge de compensation de base » sont calculés d'après les mêmes scénarios.

¹¹⁹ En d'autres termes, les « facteurs de coût de base » sont exprimés « par 1 \$ de prestations garanties courantes » et les « facteurs de marge de compensation » le sont « par 1 \$ de solde du compte » sur la base d'un écart disponible de 100 points de base par année.

(le cas échéant) et du taux de rachat « dans le cours » S (GMRE seulement). Les clés de recherche des facteurs de redressement pour diversification de l'actif figurent au tableau 5 (page 183).

Le facteur de redressement (DF) doit être égal à 1 dans les fonctions $Cout$ et $TBFPR$ (voir la page 188).

Facteur de redressement pour diversification chronologique. Il s'agit du terme $w(\circ)$ de la formule du TBCR. Le terme $w(\circ) = w(P, G, F, R, S)$ est un facteur de redressement qui vise à saisir les avantages (c.-à-d. la réduction nette du coût des prestations garanties) d'un profil d'échéances dispersé. Ce redressement s'applique uniquement au facteur de garantie à l'échéance, et non aux facteurs des prestations de décès. À noter que $w(\circ) \leq 1$ dépend aussi de catégorie de fonds F . Si l'assureur ne satisfait pas au critère de redressement pour diversification chronologique, alors $w(\circ) = 1$ (c.-à-d., il n'y a aucun avantage pour diversification chronologique).

Même si la structure autorise d'autres valeurs, le facteur de redressement pour diversification chronologique des PDMG est fixé à 1. Les clés de recherche des facteurs de redressement pour diversification chronologique figurent au tableau 6 (page 184).

Ce facteur est fixé à 0 ou à 1 d'après les résultats d'un test de diversification chronologique.

Pour exécuter le test, les échéances en vigueur pour chaque produit et chaque garantie à l'échéance doivent être groupées selon le nombre de trimestres jusqu'à l'échéance (p. ex., 1, 2, ..., N). Dans le cas des polices à durée limitée assorties d'une option de renouvellement (« report »), la date d'échéance la plus rapprochée (et non la date d'échéance finale de la police) doit être utilisée. La valeur marchande pour chaque trimestre futur est déterminée à partir de la valeur marchande à la date du calcul.

Si la valeur marchande courante au cours d'un trimestre donné est supérieure à 10 % de la valeur totale, le portefeuille échoue le test. Si la valeur marchande courante au cours de chaque trimestre est égale ou inférieure à 10 % de la valeur totale, le portefeuille réussit le test. Si le portefeuille échoue le test, le facteur DT est fixé à 0 dans les fonctions $Cout$ et $TBFPR$ (voir la page 188). Dans les autres cas, il est fixé à 1.

Tableau 4 : Grille de nœuds des facteurs de coût et de marge de compensation

Attributs des polices		Clé : Valeurs possibles et description
Type de produit, <i>P</i> .	PDMG	0 : Remboursement des primes. 1 : Cumul (5 % par année). 2 : Valeur maximale à l'anniversaire (VMA). 3 : Report sur 10 ans.
	PEMG & GMRE	0 : Échéance fixe. 1 : Valeur de rachat (10 ans) (prestation versée au rachat). 2 : <i>Non utilisé</i> . 3 : Report sur 10 ans.
Niveau de garantie (% des dépôts), <i>G</i> .		0 : 75 % 1 : 100 %
Ajustement de la <i>VG</i> au retrait partiel, <i>A</i> .		0 : Au prorata, selon la valeur marchande. 1 : Au pair.
Catégorie de fonds, <i>F</i> .		0 : <i>Non utilisé</i> . 1 : Marché monétaire. 2 : Revenu fixe (obligations). 3 : Équilibré. 4 : Titres à faible volatilité. 5 : Titres très diversifiés. 6 : Titres à risque intermédiaire. 7 : Titres dynamiques/exotiques.
Âge à l'échéance du contrat, <i>M</i> . (années depuis la date d'évaluation)	PDMG	0 : 5 ans 1 : 15 ans 2 : 25 ans 3 : 30 ans
	PEMG & GMRE	0 : 1 an 4 : 10 ans 1 : 3 ans 5 : 20 ans 2 : 5 ans 6 : 30 ans 3 : 8 ans
Âge atteint (dernier anniversaire), <i>X</i> .	PDMG	0 : 35 2 : 65 1 : 55 3 : 75
	PEMG & GMRE	0 : 55
Période d'ici la prochaine échéance, <i>T</i> . (années depuis la date d'évaluation)		0 : 1 an 3 : 8 ans 1 : 3 ans 4 : 10+ ans 2 : 5 ans
Ratio solde courant à valeur garantie, ϕ .		0 : 0,25 4 : 1,25 1 : 0,50 5 : 1,50 2 : 0,75 6 : 2,00 3 : 1,00
Écart entre les charges annuelles du compte et les hypothèses du tableau 2 à la page 172 (« Delta <i>RFG</i> »), Δ		0 : -100 points de base 1 : 0 point de base 2 : +100 points de base
Taux d'utilisation de l'option de rétablissement, <i>R</i> .		0 : 0 % 1 : 100 %

Attributs des polices		Clé : Valeurs possibles et description
Taux de rachat « dans le cours » (GMRE seulement), S.		0 : 0 % 1 : 100 %

Il importe de noter que les clés de recherche des tableaux de facteurs définissent certaines valeurs de façon différente des paramètres (arguments) qui sont transmis aux fonctions de recherche et d'extraction, comme l'indique le tableau ci-après. On trouvera des précisions à l'étape 4 (voir la section 7.1.1.6).

Attribut de la police	Définition de la clé	Argument de la fonction
Âge à l'échéance du contrat, M	Années depuis la date d'évaluation, soit « Âge à l'échéance du contrat » moins « Âge atteint »	Âge réel à l'échéance du contrat
Ratio VC/VG , ϕ	Ratio du solde courant (VC) à la valeur garantie (VG)	VC et VG sont fournis séparément
Delta RFG , Δ	« RFG réel » moins « RFG présumé », en points de base. Les taux du RFG présumé sont indiqués au tableau 2 (page 172).	Le RFG (taux annualisé, en points de base par année) est transmis directement

Tableau 5 : Grille de nœuds des facteurs de redressement pour diversification de l'actif

Attribut de la police		Clé : Valeurs possibles et description
Type de produit, P .	PDMG	0 : Remboursement des primes. 1 : Cumul (5 % par année). 2 : Valeur maximale à l'anniversaire (VMA). 3 : Report sur 10 ans.
	PEMG & GMRE	0 : Échéance fixe. 1 : Valeur de rachat (10 ans) (prestation versée au rachat). 2 : <i>Non utilisé.</i> 3 : Report sur 10 ans.
Niveau de garantie (% des dépôts), G .		0 : 75 % 1 : 100 %
Taux d'utilisation de l'option de rétablissement, R .		0 : 0 % 1 : 100 %
Taux de rachat « dans le cours » (GMRE seulement), S.		0 : 0 % 1 : 100 %

Tableau 6 : Grille de nœuds des facteurs de redressement pour diversification chronologique

Attribut de la police		Clé : Valeurs possibles et description
Type de produit, <i>P</i> .	PDMG	0 : Remboursement des primes. 1 : Cumul (5 % par année). 2 : Valeur maximale à l'anniversaire (VMA). 3 : Report sur 10 ans.
	PEMG & GMRE	0 : Échéance fixe. 1 : Valeur de rachat (10 ans) (prestation versée au rachat). 2 : <i>Non utilisé.</i> 3 : Report sur 10 ans.
Niveau de garantie (% des dépôts), <i>G</i> .		0 : 75 % 1 : 100 %
Catégorie de fonds, <i>F</i> .		0 : <i>Non utilisé.</i> 1 : Marché monétaire. 2 : Revenu fixe (obligations) 3 : Équilibré. 4 : Titres à faible volatilité. 5 : Titres très diversifiés. 6 : Titres à risque intermédiaire. 7 : Titres dynamiques/exotiques.
Taux d'utilisation de l'option de rétablissement, <i>R</i> .		0 : 0 % 1 : 100 %
Taux de rachat « dans le cours » (GMRE seulement), <i>S</i> .		0 : 0 % 1 : 100 %

7.1.1.5 Étape 3 - Repérage des nœuds appropriés

Le tableau 7 fournit certains exemples de clés de recherche (en supposant que les charges en fonction des fonds, en taux annuel, sont égales à l'hypothèse de base, d'où $\Delta = 0$), tandis que le tableau 8 indique les valeurs des « coûts de base » et « marge de compensation de base » tirées du tableau des facteurs pour un échantillon de polices à PDMG et à PEMG. Toutes les polices de l'échantillon du tableau 8 utilisent un niveau de garantie de 100 %, des *RFG* de base et aucun rétablissement. Comme nous l'avons vu, les facteurs de marge de compensation de base des tableaux reposent sur l'hypothèse d'un écart disponible de 100 points de base. Les facteurs de marge de compensation sont donc établis par le ratio $\frac{\alpha}{100}$, où α = la marge de compensation réelle (en points de base par année) de la police évaluée. Par conséquent, le facteur de marge de la 7^e police représente exactement la moitié du facteur pour le nœud « 11105214210 » (la 4^e police de l'échantillon au tableau 8), soit $0,02093 = 0,5 \times 0,04187$.

Si un produit comporte plus d'une option (c.-à-d., une prestation garantie), à moins que l'assureur ne propose une solution de rechange justifiable pour répartir la marge totale disponible entre les divers types de garantie (p. ex., des charges pour le risque clairement définies), la répartition doit se faire en fonction des coûts bruts proportionnels des prestations garanties. Un exemple de cette répartition se retrouve à la section 7.1.1.7.

Tableau 7 : Exemples de clés de recherche

CLÉ	TYPE DE NŒUD	PRODUIT / %VG	AJUST. VG	CATÉGOR. DE FONDS	ÂGE ATT. / ÂGE ÉCH.	PROCH. ÉCH.	VC/VG	% UTILIS. RÉTABL.	% ÉCH. DLC
10103214110	A	PDMG-RDP / 100 %	Prorata	Équilibré	65 / 80	10+	50 %	0 %	S.O.
200150444110	A	PEMG-Fixe / 75 %	Au pair	Titres très diversifiés	55 / 75	5	125 %	100 %	S.O.
3311	B	PDMG_10 / 100 %	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	100 %	S.O.
43100	B	PEMG_10 / 100 %	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	0 %	S.O.
611411	C	GMRE_10 / 100 %	S.O.	Titres à faible volatilité	S.O.	S.O.	S.O.	100 %	100 %

A = Facteurs de coût de base et de marge de compensation; B = Facteurs de redressement pour diversification de l'actif; C = Facteurs de redressement pour diversification chronologique.

Tableau 8 : Exemples de nœuds de la grille des facteurs de base

CLÉ	PRODUIT	AJUST. VG	CATÉGOR. DE FONDS	ÂGE ATT. / ÂGE ÉCH.	PROCH. ÉCH.	VC/VG	COMP.	FACTEUR DE COÛT	FACTEUR DE MARGE
10113124310	PDMG RDP	Au pair	Équilibré	55 / 80	10+	1,00	100	0,01802	0,05762
10113214310	PDMG RDP	Au pair	Équilibré	65 / 80	10+	1,00	100	0,03926	0,04747
10113302310	PDMG RDP	Au pair	Équilibré	75 / 80	5	1,00	100	0,04443	0,02653
11105214210	PDMG Cumul 5 %	Prorata	Titres très diversifiés	65 / 80	10+	0,75	100	0,16780	0,04187
11105214310	PDMG Cumul 5 %	Prorata	Titres très diversifiés	65 / 80	10+	1,00	100	0,13091	0,04066
11105214410	PDMG Cumul 5 %	Prorata	Titres très diversifiés	65 / 80	10+	1,25	100	0,09925	0,03940
11105214210	PDMG Cumul 5 %	Prorata	Titres très diversifiés	65 / 80	10+	0,75	50	0,16780	0,02093
231050513100	PEMG_10	Prorata	Titres très diversifiés	55 / 75	3	1,00	100	0,32250	0,05609
231050523100	PEMG_10	Prorata	Titres très diversifiés	55 / 75	5	1,00	100	0,25060	0,05505
231050533100	PEMG_10	Prorata	Titres très diversifiés	55 / 75	8	1,00	100	0,16758	0,05545

7.1.1.6 Étape 4 - Détermination du capital requis à l'aide des fonctions fournies

Des fonctions spéciales ont été prévues dans le fichier « SegFundFactorCalc.dll » (bibliothèque de liaisons dynamiques C++) pour l'extraction des facteurs de « coût », de « marge de compensation » et de « diversification » dans les fichiers de facteurs et pour l'exécution de l'interpolation linéaire multidimensionnelle. Des fonctions personnalisées

intégrées à une « macro complémentaire » Microsoft® Visual Basic sont incluses dans le fichier « AMFCalcFacteurs.xla » afin de permettre l'appel des routines de C++ dans Microsoft Excel avec VBA¹²⁰. Les arguments des fonctions sont décrits dans le tableau 9. Tous les paramètres ne s'appliquent pas à toutes les fonctions (c.-à-d., certaines sont facultatives et (ou) ne s'appliquent pas). Les clés des paramètres d'entrée sont présentées au tableau 4 (page 182).

Les instructions d'installation de l'application sont présentées à la section 7.1.1.7.

¹²⁰ *Visual Basic Edition Applications.*

Tableau 9 : Paramètres d'entrée (arguments) des fonctions de recherche/extraction fournies

Paramètre d'entrée – Nom de la variable	Type de variable	Description
<i>B</i> – BenefitType	Entier long	Code de type de prestation (1= PDMG, 2= PEMG/GMRE).
<i>P</i> – ProductCode	Entier long	Code de définition de produit.
<i>G</i> – GuarCode	Entier long	Code de niveau de garantie.
<i>A</i> – GVAadjustCode	Entier long	Ajustement de la VG au retrait partiel.
<i>F</i> – FundCode	Entier long	Code de catégorie de fonds.
<i>M</i> – FinalMatAge	Virgule flottante double	Âge du rentier à l'échéance du contrat (en années).
<i>X</i> – AttainedAge	Virgule flottante double	Âge atteint par le rentier (en années).
<i>T</i> – TimeToMat	Virgule flottante double	Période avant la date de la prochaine échéance (en années).
<i>VCVG</i> – MVGV	Virgule flottante double	Ratio du solde du compte à la valeur garantie (<i>VC</i> / <i>VG</i>).
<i>RFG</i> – MER	Virgule flottante double	Total équivalent des frais du compte (annualisée, en points de base).
<i>R</i> – ResetUtil	Virgule flottante double	Taux d'utilisation du rétablissement (de 0 à 1).
<i>S</i> – SurrenderUtil	Virgule flottante double	Taux de rachat « dans le cours » (de 0 à 1).
<i>MC</i> – RiskCharge	Virgule flottante double	Marge de compensation (annualisée, en points de base).
<i>VC</i> – AccountValue	Virgule flottante double	Solde actuel du compte, en dollars.
<i>VG</i> – GuarValue	Virgule flottante double	Valeur garantie actuelle, en dollars.
<i>DF</i> – FundDivAdj	Virgule flottante double	Fraction du redressement pour diversification de l'actif reflété dans le facteur de coût rajusté (de 0 à 1).
<i>DT</i> – TimeDivAdj	Virgule flottante double	Fraction du redressement pour diversification chronologique reflété dans le facteur de coût rajusté (de 0 à 1).

Voir la page 180 pour les instructions de configuration des paramètres des facteurs *DF* et *DT*.

Selon la notation utilisée précédemment,

$$TBCR = VG \times h(\circ) \times w(\circ) \times \text{facteur de coût de base} - \frac{\alpha}{100} \times VC \\ \times \text{facteur de marge de base}$$

$$\begin{aligned}
 &= VG \times h(\circ) \times w(\circ) \times f(\tilde{\theta}) - \frac{\alpha}{100} \times VC \times g(\tilde{\theta}) \\
 &= VG \times \hat{f}(\tilde{\theta}) - VC \times \hat{g}(\tilde{\theta}) \\
 &= \hat{F}(\tilde{\theta}) - VC \times \hat{G}(\tilde{\theta})
 \end{aligned}$$

Les fonctions VBA sont les suivantes :

Cout(B; P; G; A; F; M; X; T; VC; VG; RFG; R; S; MC; DF; DT)

Calcule le *coût en dollars rajustés* $\hat{F}(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant. Les arguments S et MC sont obligatoires, bien que les calculs ne tiennent pas compte de l'argument MC (c.-à-d., la marge de compensation n'a aucune incidence sur la composante du « coût »). De plus, les calculs de PDMG ne tiennent pas compte de l'argument S (c.-à-d., S = 0 si B = 1). Les facteurs DF et DT sont facultatifs et on présume une valeur zéro s'ils sont absents.

Marge(B; P; G; A; F; M; X; T; VC; VG; RFG; R; S; MC; DF; DT)

Calcule la *marge de compensation en dollars rajustés* $\hat{G}(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant. L'argument S est obligatoire, bien que les calculs de PDMG n'en tiennent pas compte (c.-à-d., S = 0 si B = 1). Les facteurs DF et DT sont quant à eux facultatifs et les calculs n'en tiennent pas compte (c.-à-d., les facteurs de diversification s'appliquent uniquement à la composante du « coût »).

TBFPR(B; P; G; A; F; M; X; T; VC; VG; RFG; R; S; MC; DF; DT)

Calcule le *TBCR en dollars rajustés* $\hat{F}(\tilde{\theta}) - \hat{G}(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant. L'argument S est obligatoire, bien que les calculs de PDMG n'en tiennent pas compte (c.-à-d., S = 0 si B = 1). Les facteurs DF et DT sont facultatifs et on présume une valeur zéro s'ils sont absents.

L'utilisation de la fonction *Cout* avec $VC = VC/VG$, $VG = 1$ et $DF = DT = 0$ permet d'extraire le *facteur de coût de base* $f(\tilde{\theta})$. De la même manière, le *facteur de marge de base* $g(\tilde{\theta})$ peut être obtenu en appelant la fonction *Marge* avec $VG = VG/VC$, $VC = 1$ et $MC = 100$.

À des fins de référence, la liste des routines C++ sous-jacentes se retrouve ci-après. Ces outils sont également disponibles à titre de fonctions VBA; leur nom est alors précédé du préfixe « x » (p. ex., xFacteurCoutPDMG).

FacteurCoutPDMG(P; G; A; F; M; X; T; VCVG; RFG; R)

Calcule le *facteur coût de base* des PDMG $f(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant.

FacteurMargePDMG(P; G; A; F; M; X; T; VCVG; RFG; R; MC)

Calcule le *facteur de marge de compensation calibré* des PDMG $\hat{g}(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant. Dans ce cas particulier, le facteur de marge de compensation de base (c.-à-d., par tableau) a déjà été calibré par le ratio $\frac{\alpha}{100}$ pour tenir compte de la marge disponible réelle. Pour extraire le facteur par tableau $g(\tilde{\theta})$, utilisez $MC = 100$.

DiversificationFondsPDMG(P; G; R)

Calcule le *facteur de redressement pour diversification de l'actif* des PDMG $h(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant.

DiversificationChronoPDMG(P; G; F; R)

Calcule le *facteur de redressement pour diversification chronologique* des PDMG $w(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant. Actuellement, $w(\tilde{\theta}) = 1$ pour tous les nœuds; cet appel de fonction n'est donc pas requis pour les PDMG.

FacteurCoutPEMG(P; G; A; F; M; X; T; VCVG; RFG; R; S)

Calcule le *facteur de coût de base* des PEMG/GMRE $f(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant.

FacteurMargePEMG(P; G; A; F; M; X; T; VCVG; RFG; R; S; MC)

Calcule le *facteur de marge de compensation calibré* des PEMG/GMRE $\hat{g}(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant. Dans ce cas particulier, le facteur de marge de compensation de base (c.-à-d., par tableau) a déjà été calibré par le ratio $\frac{\alpha}{100}$ pour tenir compte de la marge disponible réelle. Pour extraire le facteur par tableau $g(\tilde{\theta})$, utilisez $MC = 100$.

DiversificationFondsPEMG(P; G; R; S)

Calcule le *facteur de redressement pour diversification de l'actif* des PEMG/GMRE $h(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant.

DiversificationChronoPEMG(P; G; F; R; S)

Calcule le *facteur de redressement pour diversification chronologique* des PEMG/GMRE $w(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant.

7.1.1.7 Installation et utilisation des routines de calcul de facteurs de l'Autorité

Les fichiers indiqués au tableau 10 incluent les outils « Calcul de facteurs de l'AMF » fournis par l'Autorité pour permettre à l'assureur de calculer le TBCR pour les options PDMG, PEMG et GMRE.

Tableau 10 : Outils de calcul de facteurs de l'Autorité– Fichiers requis

Nom du fichier	Description
Setup.exe	Programme de configuration de Windows® servant à décompresser et à installer les outils de calcul.
AMFCalcFacteurs.xla	Macro complémentaire Microsoft® Excel Visual Basic. Cette fonctionnalité sert d'interface avec les routines C++ pour en permettre l'appel directement à partir de classeurs Microsoft® Excel (elles peuvent être appelées de la même manière que les fonctions Excel intégrées).
SegFundFactorCalc.dll	Bibliothèque de liaisons dynamiques C++ qui inclut les fonctions de recherche et d'interpolation décrites dans la section 7.1.1.7.
GMDBFactors_CTE95.csv GMMBFactors_CTE95.csv	Fichiers de valeurs séparées par des virgules (format texte) contenant les facteurs et les paramètres décrits à l'étape 2 (voir la section 7.1.1.4). Chacune des « lignes » du fichier correspond à une police d'essai identifiée par les clés de recherche du tableau 4 (page 182). Ces lignes incluent trois (3) entrées et se termine par des caractères de retour à la ligne et d'interligne. Voir l'étape 2 (voir la section 7.1.1.4) pour plus de détails. Des fichiers comprenant des facteurs au niveau de confiance ECU (80) sont également fournis.

Installation initiale des routines de calcul de facteurs de l'Autorité

Exécuter l'utilitaire de configuration et suivre les instructions à l'écran. Cette opération permettra de décompresser les fichiers et d'enregistrer le fichier DLL dans le registre des programmes de Windows.

Utilisation des routines de calcul de facteurs de l'Autorité

- Ouvrir « AMFCalcFacteurs.xla » dans Microsoft® Excel.
- Lorsque la boîte de dialogue s'affiche, sélectionner le niveau de confiance ECU approprié pour le calcul (ECU (95) ou ECU (80)). Cette fonction permet de contrôler les tableaux de facteurs qui sont lus en mémoire. Ainsi, pour un classeur donné, on ne peut accéder qu'à un seul ensemble de fichiers de facteurs (c.-à-d. ECU (80) ou ECU (95)).

Notes au sujet des fonctions VBA :

- La macro complémentaire Microsoft® doit être chargée (dans Excel) avant d'appeler les fonctions VBA.

- Les fichiers de facteurs et la macro complémentaire Microsoft® Excel (*.xla) devront se retrouver dans le même répertoire.
- Pour afficher le programme VBA, appuyez sur « Alt-F11 ».
- Comme pour les fonctions Excel intégrées, un appel de fonction Excel de type VBA doit être précédé du caractère « + » ou « = ».

Exemple : Outil de calcul

Supposons les paramètres de police et de produit figurent dans le tableau ci-dessous. De même, il est présumé que le portefeuille satisfait aux critères d'application des facteurs de redressement pour diversification chronologique.

Paramètre / Attribut	Valeur	Description / Notes
Valeur du compte (VC)	90,00 \$	Valeur totale du compte à la date d'évaluation, en dollars.
Dépôt initial	100,00 \$	Dépôt initial, en dollars.
PDMG (VG)	100,00 \$	Prestation de décès minimale garantie courante, en dollars.
PEMG (VG)	100,00 \$	Prestation à échéance minimale garantie courante, en dollars.
Niveau de garantie	100 %	Valeur garantie initiale en % du dépôt initial.
Sexe	Femme	Réduire l'âge de 4 ans pour X et M (PDMG seulement).
Âge atteint réel (X)	62	Âge atteint à la date d'évaluation (en années).
Âge à l'échéance du contrat (M)	85	Âge à l'échéance du contrat (en années).
Période avant la prochaine échéance (T), PDMG	23	Période avant la prochaine date d'échéance/de report (en années).
Période avant la prochaine échéance (T), PEMG	3	Période avant la prochaine date d'échéance/de report (en années).
Ajustement de VG	Prorata	VG ajustée au prorata de la VM au retrait partiel.
Catégorie de fonds	Titres très diversifiés	Garantie du contrat jumelée à des titres très diversifiés selon les instructions de classification des fonds de l'étape 1 (voir la section 7.1.1.3).
RFG	265	Total des charges imputées aux titulaires de police (en points de base).
Code de produit PDMG (P)	0	Code de définition de produit selon la clé de recherche du tableau 4 (page 182).

Paramètre / Attribut	Valeur	Description / Notes
Code de produit PEMG (<i>P</i>)	3	Code de définition de produit selon la clé de recherche du tableau 4 (page 182).
Code de niveau de garantie (<i>G</i>)	1	Code de garantie selon la clé du tableau 4 (page 182).
Code d'ajustement de VG (<i>A</i>)	0	Ajustement de la VG au retrait partiel selon le tableau 4 (page 182).
Code de fonds (<i>F</i>)	5	Code de catégorie de fonds selon la clé de recherche du tableau 4 (page 182).
Recours au rétablissement des PEMG (<i>R</i>)	0,35	Taux d'utilisation du rétablissement (de 0 à 1).
Rachat « dans le cours » (<i>S</i>)	0	Taux de rachat « dans le cours » (de 0 à 1).
Écart total attribué (<i>MC</i>)	80	Marge de compensation totale combinée (PDMG et PEMG) (points de base par année).
Diversification de l'actif (<i>DF</i>)	1	Crédit pour diversification de l'actif.
Diversification chronologique (<i>DT</i>)	1	Crédit pour diversification chronologique (PEMG).

D'après les notations de la section 7.1.1.1,

$$\begin{aligned}
 TBCR &= VG \times h(\circ) \times w(\circ) \times \text{facteur de coût de base} - \frac{\alpha}{100} \times VC \\
 &\quad \times \text{facteur de marge de base} \\
 &= VG \times h(\circ) \times w(\circ) \times f(\tilde{\theta}) - \frac{\alpha}{100} \times VC \times g(\tilde{\theta}) \\
 &= VG \times \hat{f}(\tilde{\theta}) - VC \times \hat{g}(\tilde{\theta}) \\
 &= \hat{F}(\tilde{\theta}) - VC \times \hat{G}(\tilde{\theta}) \\
 \hat{f}_{PDMG}(\tilde{\theta}) &= \text{Cout}(1; 0; 1; 0; 5; 81; 58; 23; 0,9; 1; 265; 0; 0; 80; 1; 1) \\
 &= 0,04592 \\
 \hat{f}_{PEMG}(\tilde{\theta}) &= \text{Cout}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 0,9; 1; 265; 0,35; 0; 80; 1; 1) \\
 &= 0,32849
 \end{aligned}$$

À défaut de charges de risque précises et bien définies pour chaque prestation garantie, l'écart total des frais est attribué en fonction du coût de la prestation, ce qui donne (en points de base par année) :

$$\alpha_{PDMG} = \frac{0,04592}{(0,04592+0,32849)} \times 80 = 0,12264 \times 80 = 9,81 \text{ points de base par année pour couvrir les PDMG et } \alpha_{PEMG} = 80 - 9,81 = 70,19 \text{ points de base par année pour couvrir les PEMG.}$$

$$\begin{aligned} \hat{F}_{PDMG}(\tilde{\theta}) &= \text{Cout}(1; 0; 1; 0; 5; 81; 58; 23; 90; 100; 265; 0; 0; 9,81; 1; 1) \\ &= 4,59 \$ = 0,04592 \times 100 \$ \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \hat{F}_{PEMG}(\tilde{\theta}) &= \text{Cout}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 90; 100; 265; 0,35; 0; 70,19; 1; 1) \\ &= 32,85 \$ = 0,32849 \times 100 \$ \end{aligned}$$

À titre indicatif, les *facteurs de coût de base* (avant redressement pour diversification) sont les suivants :

$$\begin{aligned} f_{PDMG}(\tilde{\theta}) &= \text{Cout}(1; 0; 1; 0; 5; 81; 58; 23; 0,9; 1; 265; 0; 0; 9,81) \\ &= 0,04794 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} f_{PEMG}(\tilde{\theta}) &= \text{Cout}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 0,9; 1; 265; 0,35; 0; 70,19) \\ &= 0,36461 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} g_{PDMG}(\tilde{\theta}) &= \text{Marge}(1; 0; 1; 0; 5; 81; 58; 23; 0,9; 1; 265; 0; 0; 100) \\ &= 0,04697 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} g_{PEMG}(\tilde{\theta}) &= \text{Marge}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 0,9; 1; 265; 0,35; 0; 100) \\ &= 0,06890 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \hat{G}_{PDMG}(\tilde{\theta}) &= \text{Marge}(1; 0; 1; 0; 5; 81; 58; 23; 90; 100; 265; 0; 0; 9,81) \\ &= 0,41 \$ = 0,04697 \times 90 \$ \times \left(\frac{9,81}{100}\right) \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \hat{G}_{PEMG}(\tilde{\theta}) &= \text{Marge}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 90; 100; 265; 0,35; 0; 70,19) \\ &= 4,35 \$ = 0,06890 \times 90 \$ \times \left(\frac{70,19}{100}\right) \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} TBFP_{PDMG} &= TBFP(1; 0; 1; 0; 5; 81; 58; 23; 90; 100; 265; 0; 0; 9,81; 1; 1) \\ &= 4,18 \$ \\ &= 4,59 \$ - 0,41 \$ \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} TBFP_{PEMG} &= TBFP(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 90; 100; 265; 0,35; 0; 70,19; 1; 1) \\ &= 28,50 \$ \\ &= 32,85 \$ - 4,35 \$ \end{aligned}$$

Finalement, le TBCR de la police est de 4,18 \$ + 28,50 \$ = 32,68 \$.

Les facteurs de redressement pour diversification de l'actif et pour diversification chronologique peuvent aussi être obtenus au moyen d'autres fonctions en fixant DF ou DT à zéro selon ce qui est requis et en résolvant l'autre facteur. Par exemple, si $DF = 1$ et $DT = 0$, la composante PEMG correspond à ce qui suit :

$$0,34307 = \text{Cout}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 0,9; 1; 265; 0,35; 0; 80; 1; 0).$$

Par contre, si $DF = 1$ et $DT = 1$, nous avons obtenu $\hat{f}_{PEMG}(\tilde{\theta}) = 0,32849$ (voir plus haut dans la présente section). Le facteur de redressement pour diversification chronologique des PEMG est donc égal à $0,9575 = \frac{0,32849}{0,34307}$.

7.1.1.8 Redressement des marges de compensation

Les frais de compte totaux équivalents (« RFG ») visent à tenir compte de tous les montants déduits des fonds des titulaires de police, et non uniquement ceux couramment exprimés sous forme de frais fondés sur les écarts. Le RFG doit comprendre, entre autres, les frais de gestion des placements, les charges au titre de la mortalité et des dépenses, les frais d'administration, les frais de police et les primes de risque. Il devra être exprimé en points de base par année correspondant au montant imputé à la valeur du compte. Il pourrait être nécessaire d'estimer l'équivalent du RFG si des droits sont prélevés sur les comptes des titulaires de police, mais ne sont pas exprimés en points de base de la valeur du compte.

La marge de compensation, α , représente le montant total disponible pour couvrir les prestations garanties et l'amortissement de l'allocation pour frais de rachat non amortis après prise en compte de la plupart des autres dépenses liées aux polices (dont les frais généraux). La marge de compensation, exprimée en points de base annuels imputés à la valeur du compte, doit être réputée disponible en permanence dans tous les scénarios futurs. Par contre, la marge de compensation ne doit pas inclure les frais par police comme les droits annuels liés aux polices puisqu'ils font partie des frais fixes. Il est souvent utile d'interpréter la marge de compensation sous la forme $\alpha = RFG - X$, où X correspond à la somme des montants suivants :

- les frais de gestion des placements et de consultation;
- les commissions, les bonis (dividendes) et les paiements incitatifs;
- les frais de maintien;
- les montants requis pour amortir les frais d'acquisition non amortis (après déduction des droits de rachat applicables).

7.1.1.9 Détermination du capital requis

Pour la détermination du capital requis, le TBCR doit être calculé séparément pour ces deux ensembles de polices :

Ensemble 1 : les polices souscrites avant le 1^{er} janvier 2011;

Ensemble 2 : les polices souscrites à compter du 1^{er} janvier 2011.

Le TBCR pour la totalité de l'exposition de garantie de fonds distincts (le TBCR total) correspondra à la somme de 115 % du TBCR de l'Ensemble 1 et de 130 % du TBCR de l'Ensemble 2.

Le TBCR net est obtenu en soustrayant le crédit pour cession en réassurance du TBCR total. Enfin, le capital requis s'obtient en soustrayant provisions techniques nettes détenues au TBCR net.

7.1.2 Méthode en fonction des dates de paiement prévues

Pour la détermination du capital requis, les calculs des étapes suivantes doivent être réalisés séparément pour ces deux ensembles de polices :

Ensemble 1 : les polices souscrites avant le 1^{er} janvier 2011;

Ensemble 2 : les polices souscrites à compter du 1^{er} janvier 2011.

Étape 1 : Attribution des contrats à trois groupes

Les contrats de garanties liées aux fonds distincts sont attribués à trois groupes en fonction de l'échéance résiduelle et de l'âge du rentier à la date de fin du trimestre :

Groupe	Caractéristiques
1	Contrats dont l'échéance résiduelle est de 1 an ou moins <i>ou</i> dont l'âge du rentier est de 85 ans ou plus.
2	Contrats dont l'échéance résiduelle est de plus de 1 an <i>et</i> dont l'âge du rentier est de moins de 85 ans, <i>à l'exclusion</i> des contrats dont l'échéance résiduelle est de plus de 5 ans et dont l'âge du rentier est de moins de 80 ans.
3	Contrats dont l'échéance résiduelle est de plus de 5 ans <i>et</i> dont l'âge du rentier est de moins de 80 ans.

Étape 2 : Répartition des provisions techniques à l'égard des garanties liées aux fonds distincts aux trois groupes

Les provisions techniques à l'égard des garanties liées aux fonds distincts pour l'ensemble du portefeuille (déterminées en conformité avec les *Normes de pratique* de l'ICA) sont réparties aux trois groupes en fonction des exigences d'après une ECU (80) calculées avec le logiciel de l'Autorité. En particulier, si P sont les provisions techniques à l'égard des garanties liées aux fonds distincts pour l'ensemble du portefeuille (déterminées en conformité avec les *Normes de pratique* de l'ICA), E_i est la somme des exigences d'après une ECU (80) pour les contrats du groupe i calculées avec le logiciel de l'Autorité et P est positif, alors la provision technique répartie au groupe i est :

$$P_i = \alpha_i \times P$$

où :

$$\alpha_i = \frac{\max(E_i; 0)}{\max(E_1; 0) + \max(E_2; 0) + \max(E_3; 0)}$$

si :

$P \leq 0$, alors la provision technique répartie à chaque groupe est 0.

Étape 3 : Calcul du capital requis pour les contrats du groupe 1

Le capital requis pour les contrats du groupe 1 est calculé comme étant la différence entre le TBCR pour les contrats du groupe 1 et P_1 , la provision technique répartie au groupe 1. Le TBCR pour les contrats du groupe 1 correspond à la somme des montants de TBCR de chacun des contrats du groupe 1.

Le TBCR de chacun des contrats du groupe 1 est égal à :

$$\text{ECU (95)} + 50 \% \times (\text{ECU (95)} - \text{ECU (80)}),$$

où :

les valeurs ECU (80) et ECU (95) sont calculées avec le logiciel de l'Autorité.

Étape 4 : Calcul du capital requis pour les contrats du groupe 2

Le capital requis pour les contrats du groupe 2 est calculé comme étant la différence entre le TBCR pour les contrats du groupe 2 et P_2 , la provision technique répartie au groupe 2. Le TBCR pour les contrats du groupe 2 correspond à la somme des montants de TBCR de chacun des contrats du groupe 2. Le TBCR de chacun des contrats du groupe 2 est égal à une ECU (95), où les valeurs de l'ECU (95) sont calculées avec le logiciel de l'Autorité.

Étape 5 : Calcul du capital requis pour les contrats du groupe 3

Le capital requis pour les contrats du groupe 3 est calculé comme étant la somme de :

- 95 % du capital requis à la fin du trimestre précédent pour les contrats classés dans le groupe 3 à la fin du trimestre précédent; et
- 5 % de l'excédent des montants de l'ECU (95) à la fin du trimestre en cours pour le groupe 3 sur P_3 ,

sous réserve :

- d'un plancher égal à $\text{ECU (95)} - 25 \% \times (\text{ECU (95)} - \text{ECU (80)}) - P_3$; et
- d'un plafond égal à $\text{ECU (95)} - P_3$.

Dans cette étape, ECU (80) et ECU (95) représentent respectivement les sommes des montants de l'ECU (80) et de l'ECU (95) du trimestre en cours pour le groupe 3 calculés avec le logiciel de l'Autorité.

Étape 6 : Calcul du capital requis pour l'ensemble du portefeuille

Le capital requis pour la totalité du portefeuille est calculé comme étant la somme de 115 % des montants de capital requis de l'Ensemble 1 obtenus aux étapes 3, 4 et 5 et de 130 % des montants de capital requis de l'Ensemble 2 obtenus aux étapes 3, 4 et 5.

Informations additionnelles

L'assureur qui utilise cette méthode doit le divulguer dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital et y produire des renseignements sur les montants de capital requis en fonction des groupes prédéfinis relatifs à l'échéance résiduelle et à l'âge du rentier.

L'Autorité s'attend à ce que les assureurs qui utilisent cette méthode effectuent annuellement, ou plus fréquemment si nécessaire, des projections prospectives des exigences de capital, particulièrement lorsque les profils d'échéance résiduelle et d'âge de rentier de ses contrats sont tels qu'il est prévu qu'un nombre important de contrats vont migrer d'un groupe prédéfini à un autre.

7.2 Modèle interne

L'Autorité peut permettre l'utilisation d'un modèle interne¹²¹ aux fins du calcul du capital requis du risque relatif aux garanties des fonds distincts, et ce, tant pour les affaires canadiennes que pour les affaires étrangères. Ainsi, l'assureur qui souhaite utiliser son modèle interne afin de déterminer le capital requis des fonds distincts doit satisfaire aux conditions énoncées ci-après et obtenir une autorisation préalable de l'Autorité.

Au moment de la transmission de la demande d'autorisation à l'Autorité, l'assureur doit être en mesure de démontrer que le modèle soumis est entièrement documenté et utilisé. De plus, les principales limites du modèle interne doivent être connues et

¹²¹ L'expression « modèle interne » recouvre l'ensemble des processus, méthodes, contrôles, modèles ainsi que les systèmes informatiques et de collecte de données qui permettent d'évaluer le risque des fonds distincts.

Un modèle est un sous-élément du modèle interne. Aux fins de la présente ligne directrice, un modèle est défini comme étant l'assemblage de concepts représentant de manière simplifiée une chose réelle en vue de la comprendre et d'en prédire le comportement à l'aide de notions statistiques, financières, économiques, mathématiques ou autres. Un modèle comprend des hypothèses, des données et des algorithmes.

documentées de même que les circonstances où le modèle interne fonctionne efficacement ou non.

Une description détaillée des exigences se trouve dans les prochaines sections. Les exigences couvrant l'utilisation de stratégies de couverture ne s'appliquent qu'à l'assureur qui a fait une demande à cet effet.

7.2.1 Principales phases menant à l'obtention de l'autorisation

Le processus menant à l'autorisation pour l'utilisation du modèle interne est composé de quatre phases distinctes et consécutives, soit :

1. le dépôt de la demande formelle;
2. les travaux de mise en œuvre aux fins du calcul du capital requis et la réalisation de calculs parallèles;
3. l'octroi de l'autorisation;
4. la surveillance continue.

Afin de s'assurer de la pertinence du processus et d'autoriser l'assureur à utiliser son modèle interne aux fins du calcul du capital requis, les trois premières phases doivent être complétées.

7.2.1.1 Phase 1 : dépôt de la demande formelle

Lors de la Phase 1, l'assureur soumet à l'Autorité la demande formelle ainsi que différents documents nécessaires au processus d'autorisation.

Documents exigés

La demande formelle soumise à l'Autorité doit inclure, notamment, les documents suivants :

1. une lettre de présentation du chef de la gestion des risques destinée à l'Autorité incluant les informations suivantes :
 - a. l'état d'avancement des travaux de mise en œuvre ainsi que l'autoévaluation de conformité aux exigences décrites aux sections 7.2.2 à 7.2.8 (les « Exigences ») en précisant la nature et l'ampleur des travaux qui doivent être complétés;
 - b. le détail des informations ayant été soumises au conseil d'administration (ou à un (des) comité(s) désigné(s) par celui-ci) en regard des travaux de mise en œuvre du modèle interne;
2. une copie de la résolution :
 - a. d'un (des) comité(s) désigné(s) par le conseil d'administration lui recommandant d'approuver la demande formelle à être transmise à l'Autorité, le cas échéant;

-
- b. du conseil d'administration, approuvant que la demande formelle soit soumise;
 - 3. une description du processus d'autoévaluation de conformité aux Exigences, incluant les rôles et responsabilités de chacun des intervenants;
 - 4. une autoévaluation de conformité par rapport aux Exigences selon les quatre axes¹²²;
 - 5. une attestation de l'adéquation de l'autoévaluation de conformité aux Exigences de la part du chef de la gestion des risques;
 - 6. une liste des travaux effectués par l'équipe de validation et l'audit interne, notamment ceux qui ont mené aux opinions, ceux à l'égard des opérations ainsi que ceux à l'égard des contrôles internes opérationnels visant le processus d'autorisation. À la demande de l'Autorité, une description de ces travaux pourrait être exigée;
 - 7. une documentation conformément aux Exigences;
 - 8. les écarts de conformité aux Exigences pour lesquels l'assureur entend demander une exemption à l'Autorité;
 - 9. le plan de mise en œuvre approuvé par le conseil d'administration ainsi qu'une opinion de forme négative donnée par l'audit interne au sujet de ce dernier, notamment à l'égard de la capacité à réaliser le plan de mise en œuvre et de la suffisance des ressources financières et humaines;
 - 10. une opinion de forme positive donnée par l'audit interne quant à l'ensemble des documents exigés dans le dépôt de la demande formelle, à l'adéquation de l'autoévaluation de conformité aux Exigences ainsi qu'à la conception et à l'efficacité des contrôles internes opérationnels mis en place.

À la suite de l'obtention des renseignements, l'Autorité examinera la nécessité d'obtenir des informations additionnelles qu'elle pourra demander à l'assureur si elle le juge nécessaire. De plus, l'Autorité discutera avec l'assureur afin de s'assurer que son plan de mise en œuvre est cohérent et réaliste.

Autoévaluation

L'assureur doit soumettre à l'Autorité une autoévaluation de conformité aux Exigences. La démonstration doit être effectuée en fonction de la décomposition des Exigences selon quatre axes auxquels seront associés des mesures de succès.

Plan de mise en œuvre

L'assureur doit soumettre à l'Autorité son plan de mise en œuvre. L'assureur doit veiller à ce que les renseignements suivants y figurent :

¹²² Ces quatre axes sont : le cadre formel, l'opérationnalisation du cadre formel, la reddition de compte ainsi que les contrôles en place. Les définitions des quatre axes sont présentées à la section 7.2.1.5. Il est possible qu'un ou plusieurs axes ne soient pas pertinents pour certaines mesures de succès.

-
1. les plans d'action présentant les différentes initiatives permettant de résorber les écarts, le cas échéant;
 2. un échéancier détaillé pour la mise en œuvre des différents plans d'action associés aux écarts identifiés, le cas échéant;
 3. le détail des ressources financières allouées ainsi que le nombre et l'expertise des ressources humaines;
 4. le document type (c.-à-d., gabarit) qui sera utilisé pour produire le rapport trimestriel de suivi et de conformité aux Exigences.

De plus, une reddition de compte quant à l'avancement des travaux par rapport au plan de mise en œuvre sera exigée à la fonction de gestion des risques sur une base trimestrielle jusqu'à l'obtention de l'autorisation.

L'Autorité assurera un suivi périodique de l'évolution des travaux visant la conformité aux Exigences. L'Autorité s'attend à ce que les travaux de l'assureur progressent selon le plan de mise en œuvre soumis.

L'assureur peut effectuer des travaux de mise en œuvre pendant la Phase 1. Dans ce cas, les exigences prévues au Volet 2A s'appliquent à ces derniers.

7.2.1.2 Phase 2 : travaux de mise en œuvre et calculs parallèles

La Phase 2 se décompose en deux volets : le volet de travaux de mise en œuvre et le volet de calculs parallèles. Ces deux volets sont décrits ci-dessous.

Volet 2A : travaux de mise en œuvre

Lors de ce volet, l'assureur doit fournir à l'Autorité le rapport trimestriel de suivi et de conformité aux Exigences, lequel comprend :

1. la mise à jour trimestrielle de l'échéancier;
2. la mise à jour trimestrielle de l'autoévaluation de conformité aux Exigences;
3. la mise à jour trimestrielle de la documentation satisfaisant les Exigences;
4. les documents relatifs à la demande d'autorisation transmis au conseil d'administration (ou à un (des) comité(s) désigné(s) par celui-ci) au cours du trimestre;
5. les écarts de conformité aux Exigences pour lesquels l'assureur entend demander une exemption à l'Autorité;
6. l'opinion de forme négative donnée par l'audit interne à l'égard du rapport trimestriel de suivi et de conformité aux Exigences;
7. l'opinion de forme négative donnée par l'équipe de validation à l'égard des aspects techniques du modèle interne utilisé relativement aux Exigences.

Volet 2B : calculs parallèles

L'Autorité examine la validité du calcul du capital requis lors du Volet 2B. Avant le début du Volet 2B, les écarts de conformité quantitatifs vis-à-vis des Exigences doivent être résolus. Les écarts de conformité vis-à-vis des Exigences qui n'ont pas d'impact quantitatif peuvent être traités en parallèle pendant le présent volet. Le cas échéant, les exigences prévues au Volet 2A s'appliquent.

Au cours du Volet 2B, l'assureur doit produire et communiquer à l'Autorité un rapport sur les résultats de ses calculs de capital requis pour quatre trimestres consécutifs.

L'Autorité examinera les travaux en cours et déterminera si l'assureur peut progresser à la phase suivante.

7.2.1.3 Phase 3 : octroi de l'autorisation

Lors de cette phase, l'Autorité accorde une autorisation sous réserve de l'adéquation des résultats obtenus aux phases précédentes ainsi qu'à la satisfaction des Exigences.

Une mise à jour de la demande formelle présentée à la Phase 1 doit être soumise à l'Autorité à la fin des travaux de mise en œuvre, laquelle doit tenir compte de tous les changements survenus depuis le dépôt initial de la demande. Cette demande actualisée doit inclure les documents suivants :

1. une autoévaluation de conformité aux Exigences;
2. une attestation de l'adéquation de l'autoévaluation de conformité aux Exigences à jour et signée par le chef de la gestion des risques;
3. une opinion de forme positive donnée par l'unité chargée de l'audit interne et par l'équipe de validation couvrant :
 - a. l'ensemble des documents transmis à l'Autorité;
 - b. l'adéquation de l'autoévaluation de conformité aux Exigences selon les quatre axes, incluant les Exigences techniques qui sont décrites dans ces documents;
 - c. la conception et l'efficacité des contrôles internes opérationnels mis en place;
4. une copie de la résolution indiquant que le conseil d'administration a reçu toutes les informations nécessaires afin d'assumer ses responsabilités en regard du modèle interne;
5. les écarts de conformité aux Exigences pour lesquels l'assureur a demandé une exemption à l'Autorité.

L'octroi de l'autorisation signifie que l'assureur doit utiliser son modèle interne aux fins du calcul de son capital requis.

7.2.1.4 Phase 4 : surveillance continue

Cette dernière phase débute dès que l'autorisation finale est octroyée. À partir de cette date, l'assureur doit se conformer sur une base continue aux Exigences.

De plus, il doit démontrer que les processus et procédures mis en place demeurent efficaces. Pour ce faire, le chef de la gestion des risques doit soumettre annuellement à l'Autorité une attestation de conformité aux Exigences comportant les informations suivantes :

1. les écarts de conformité aux Exigences pour lesquels l'assureur a demandé une exemption à l'Autorité. Sur une base annuelle, une réévaluation du statut de ces exemptions (p. ex., sur la base de la variation des positions ou des portefeuilles) doit être présentée ainsi que les justifications appuyant le maintien ou l'abandon des exemptions;
2. les modifications apportées au modèle interne aux fins du calcul du capital requis;
3. l'autoévaluation de conformité aux Exigences.

L'audit interne doit donner une opinion de forme négative portant sur les deux premiers points énumérés ci-haut. L'équipe de validation doit donner une opinion de forme positive à l'égard des aspects techniques du modèle interne utilisé relativement aux Exigences et du deuxième point ci-haut. De plus, l'audit interne doit soumettre annuellement à l'Autorité une opinion de forme positive par rapport aux éléments revus dans le cadre de sa revue annuelle prévue dans sa planification pluriannuelle portant sur :

1. l'adéquation de l'autoévaluation de conformité aux Exigences selon les quatre axes ainsi que l'attestation de conformité du chef de la gestion des risques à l'égard de cette dernière;
2. la conception et l'efficacité des contrôles internes opérationnels mis en place.

Dans ses travaux de l'année, l'audit interne doit au minimum inclure les éléments qui ont subi une modification depuis sa révision précédente.

Aussi, l'assureur doit fournir un rapport de surveillance périodique à l'Autorité. Le contenu de ce rapport est défini à la section 7.2.10.

Changements

Si des changements sont apportés au modèle interne, l'assureur doit démontrer à l'Autorité qu'il respecte toujours les Exigences. La notion de changements significatifs et non significatifs ainsi que les attentes de l'Autorité à l'égard de ces changements sont présentées à la section 7.2.9.

Écarts de conformité non résolus

S'il existe des écarts de conformité aux Exigences qui sont non résolus (c.-à-d., qui ont été jugés non significatifs par l'Autorité) après la date de l'octroi de l'autorisation et pour lesquels l'Autorité n'a pas accordé d'exemption, ceux-ci doivent être résorbés dans un délai défini par l'Autorité qui ne dépasse pas trois ans. Au cours de cette période, un rapport trimestriel de suivi et de conformité aux Exigences doit être soumis à l'Autorité. Une attestation annuelle du chef de la gestion des risques doit être soumise à l'Autorité indiquant l'avancement des travaux liés aux écarts de conformité non résolus. De plus, l'audit interne doit donner trimestriellement une opinion de forme négative sur le rapport trimestriel de suivi et de conformité aux Exigences et doit donner annuellement une opinion de forme négative sur l'attestation du chef de la gestion des risques.

L'audit interne doit donner une opinion de forme positive vis-à-vis l'autoévaluation de conformité aux Exigences lorsque les écarts de conformité sont résolus.

7.2.1.5 Définition des quatre axes

L'autoévaluation de conformité aux Exigences doit être faite sur la base des quatre axes suivants. L'utilisation de ces axes permet d'encadrer l'autoévaluation et de s'assurer que l'ensemble des Exigences soit couvert. Il est possible qu'un ou plusieurs axes ne soient pas pertinents pour certaines mesures de succès. L'autoévaluation doit être faite seulement pour les axes qui sont pertinents pour chaque mesure de succès.

Cadre formel

Axe qui englobe l'encadrement formel mis en place par l'assureur - À ce titre, il faut retrouver, notamment, les politiques, méthodologies, mandats ainsi que les rôles et responsabilités approuvés par le conseil d'administration.

Opérationnalisation du cadre formel

Axe qui couvre les moyens qui sont utilisés pour s'assurer que le cadre formel est opérationnalisé au sein de l'assureur - Cet axe réfère aux systèmes et procédures ainsi qu'à la documentation qui y est associée pour permettre le fonctionnement efficace du cadre formel.

Reddition de compte

Axe qui couvre l'ensemble des moyens qui sont utilisés pour communiquer notamment au chef de la gestion des risques, à la haute direction et au conseil d'administration, le statut de l'assureur par rapport au cadre formel - Ces moyens peuvent prendre la forme d'un statut par rapport à l'évolution d'un projet ou de la conformité par rapport à une limite sur une base continue. La reddition de comptes doit comporter des mécanismes formels et faire l'objet de suivis par la haute direction et le conseil d'administration.

Contrôles

Axe qui traite des contrôles mis en place pour s'assurer, entre autres, que le cadre formel est adéquatement opérationnalisé et que les données sources et les calculs sont fiables.

7.2.2 Documentation

L'Autorité s'attend à ce que la documentation du modèle interne soit complète, cohérente et à jour. L'Autorité s'attend à ce que la documentation (c.-à-d. les documents élaborés par l'assureur, livres, articles scientifiques, documents élaborés par des tierces parties, etc.) soit suffisante pour qu'un expert indépendant (interne ou externe) soit en mesure de répliquer, au besoin, les résultats obtenus et de porter un jugement sur les travaux effectués en ce qui a trait au modèle interne. Des travaux qui ont été effectués par des tierces parties ne soustraient pas l'assureur aux exigences de documentation.

S'il existe des différences entre les hypothèses, les modèles stochastiques ou la structure de modélisation qui sont utilisés pour l'évaluation des provisions techniques, le calcul du capital requis, la stratégie de couverture et la tarification, celles-ci doivent être clairement identifiées dans la documentation et les justifications de ces différences doivent être documentées.

La documentation doit notamment comprendre les éléments suivants :

1. La description des produits et des fonds de placement :
 - a) la description sommaire des produits, la représentation mathématique des produits dans le modèle interne ainsi que les écarts entre les produits vendus dans la réalité et leur représentation mathématique;
 - b) la description du portefeuille selon les facteurs de risque importants :
 - la garantie;
 - la durée avant l'échéance de la garantie;
 - la phase d'accumulation et de décaissement;
 - l'âge des titulaires de polices;
 - c) la description des fonds de placement :
 - la valeur des actifs;
 - le style de gestion;
 - la politique de placement;
 - la répartition de l'actif sous gestion avec leurs indices de référence respectifs;
 - d) un sommaire des frais de gestion et des frais chargés pour la garantie par produit et catégorie de fonds de placement;
 - e) la description des frais généraux, des commissions, des charges au rachat et des échelles de récupération de commissions.

2. La description du modèle interne :

- a) la description de la méthode d'évaluation aux fins du calcul du TBCR :
- approche bifurquée ou approche globale;
 - méthode globale ou méthode en fonction des dates de paiements prévus;
 - avec ou sans reconnaissance de la stratégie de couverture;
 - niveau d'agrégation (produit, année d'émission, segment du marché, etc.);
 - taux d'actualisation;
- b) la description des données utilisées pour les calculs et leur provenance;
- c) la description du générateur de nombre aléatoire;
- d) la description du générateur de scénarios économiques real-world :
- son étendue (taux d'intérêt, indices obligataires, indices de marchés boursiers, inflation, etc.);
 - justification du choix du générateur retenu;
 - nombre de scénarios et fréquence des projections (pas de temps);
 - détermination des paramètres et données utilisées;
 - description mathématique des modèles (p. ex., un modèle de taux d'intérêt, un modèle pour générer des rendements boursiers, un modèle pour générer des rendements obligataires, etc.);
 - description des données utilisées;
 - description détaillée des méthodes de calibration des modèles économétriques;
 - modélisation des actifs de couverture;
 - analyse du risque de base pour la méthode de reproduction de fonds pour les fonds avec les expositions les plus élevés;
- e) la description du générateur de scénarios économiques neutres au risque utilisé dans le cadre de la stratégie de couverture :
- son étendue (taux d'intérêt, indices obligataires, indices de marchés boursiers, inflation, etc.);
 - justification du choix du générateur retenu;
 - nombre de scénarios et fréquence des projections (pas de temps);
 - détermination des paramètres et données utilisées;
 - description mathématique des sous-modèles (p. ex., un modèle de taux d'intérêt et un modèle pour générer des rendements boursiers);
 - description des données utilisées;
 - description détaillée des méthodes de calibration des modèles économétriques;
- f) la description et la justification des hypothèses non économiques, notamment :
- les taux de mortalité et, s'il y a lieu, leur taux d'amélioration;

-
- les taux de déchéance, incluant les fonctions liées à la détermination des taux dynamiques;
 - les transferts entre les fonds;
 - les rééquilibrages d'actifs entre les fonds et à l'intérieur des fonds;
 - les réinitialisations des garanties;
 - le moment du décaissement pour les garanties de retrait;
 - le choix de l'option de décaissement pour les garanties de retrait;
 - le montant du décaissement périodique;
 - les frais généraux;
- g) la description des calculs des sensibilités dans les opérations quotidiennes de la stratégie de couverture de même que dans les projections real-world pour le calcul des inefficacités de couverture;
- h) la méthode de compression des données, le cas échéant;
- i) le détail des technologies et logiciels utilisés;
- j) les descriptions mathématiques et les références utilisées (articles scientifiques, livres, etc.) liées au modèle interne;
- k) la description de la modélisation des instruments financiers liés à la stratégie de couverture;
- l) la description de la méthodologie de reproduction des fonds à l'intérieur du modèle interne;
- m) les taux d'actualisation utilisés pour escompter les flux de trésorerie et la justification de ceux-ci;
- n) la durée de la période de projection retenue.
3. Gouvernance du modèle interne :
- a) la description des rôles et responsabilités des principaux utilisateurs et autres intervenants;
- b) le curriculum vitae des principaux utilisateurs, des membres de l'équipe de conception et des membres de l'équipe de validation;
- c) la documentation formelle de l'appétit pour le risque lié aux garanties de fonds distincts, des niveaux de tolérance aux risques, des limites d'exposition aux risques et des mécanismes de surveillance en découlant, le cas échéant;
- d) les pratiques relatives à la tenue des données et aux changements au modèle interne devant inclure un accès restreint;
- e) le processus d'agrégation des données et de production des rapports nécessaires à l'établissement de la valeur des engagements relatifs aux garanties de fonds distincts;
- f) les mesures mises en place pour assurer l'objectivité et l'indépendance des principaux utilisateurs et autres intervenants;

g) les mécanismes permettant d'assurer la relève des personnes-clés.

4. Stratégie de couverture :

- a) la description de la stratégie de couverture (p. ex., couverture delta/rho, produits couverts et non couverts, niveau de la couverture, etc.);
- b) le niveau et la justification du choix des balises de rééquilibrage;
- c) les informations relatives aux ententes avec les contreparties pour les swaps, notamment une description sommaire de l'entente, le montant nominal en vigueur par contrepartie, l'existence de clauses permettant à la contrepartie de mettre fin à l'entente;
- d) la description des instruments financiers utilisés dans le portefeuille de couverture (contrats à terme de gré à gré ou standardisés, swaps, transactions entre lignes d'affaire au sein de l'assureur le cas échéant, etc.);
- e) la description du processus quotidien des opérations de couverture en précisant les services qui ont été impartis;
- f) les rapports de gains et perte et une description de la mesure d'efficacité liés à la stratégie de couverture.

5. Analyse de sensibilité :

L'assureur doit effectuer une analyse de sensibilité, minimalement, sur :

- a) le choc lors d'approximation numérique des lettres grecques (« grecques »), le cas échéant;
- b) les paramètres de la méthode de reproduction des fonds;
- c) les balises de transaction;
- d) le paramètre de choix de l'option de décaissement pour les garanties de retrait;
- e) le taux d'actualisation des erreurs de couverture.

6. Simulation de crise :

La présente section est complémentaire à la *Ligne directrice sur les simulations de crise*.

Plusieurs scénarios de simulation de crise doivent être élaborés par l'assureur. Ces scénarios doivent minimalement inclure des chocs de marchés boursiers et de taux d'intérêt. Les scénarios doivent mettre en lumière le risque du portefeuille

de fonds distincts¹²³. Par exemple, l'assureur doit minimalement considérer les scénarios suivants :

- a) taux d'intérêt demeurant faibles sur une longue période;
- b) baisse des marchés boursiers sur une longue période;
- c) forte volatilité;
- d) baisse du degré de solvabilité de l'assureur (appels de marge / contrats swaps);
- e) manque de liquidité sur les marchés;
- f) dépôts supplémentaires de la part des titulaires de polices.

Une version sommaire de l'analyse des simulations de crise doit être présentée à la haute direction.

L'Autorité peut, à sa discrétion, exiger que l'assureur ajoute des éléments spécifiques à sa documentation.

7.2.3 Gouvernance

L'assureur qui prévoit utiliser un modèle interne doit démontrer à l'Autorité que sa gouvernance, ses mécanismes de contrôle interne et l'utilisation d'un modèle interne sont suffisamment avancés. La présente section précise des aspects de gouvernance supplémentaires qui ne sont pas considérés dans la *Ligne directrice sur la gouvernance*¹²⁴, la *Ligne directrice sur les critères de probité et de compétence*¹²⁵ et la *Ligne directrice sur la gestion intégrée des risques*¹²⁶.

Quoique la *Ligne directrice sur la gouvernance*, la *Ligne directrice sur les critères de probité et de compétence* et la *Ligne directrice sur la gestion intégrée des risques* soient applicables, il est à noter que l'assureur n'a pas à produire d'autoévaluation par rapport à celles-ci aux fins du processus d'autorisation visant à reconnaître l'utilisation d'un modèle interne.

7.2.3.1.1 Rôles et responsabilités de la haute direction et du conseil d'administration

La haute direction et le conseil d'administration sont responsables de s'assurer que les exigences pour l'utilisation du modèle interne sont respectées.

¹²³ Par exemple, une baisse des marchés boursiers sur les trois prochains mois pourrait ne pas permettre de mettre en lumière le risque d'un produit avec une concentration de maturités éloignée ou pour des garanties de décaissement n'ayant pas débuté.

¹²⁴ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la gouvernance*, avril 2009.

¹²⁵ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur les critères de probité et de compétence*, juin 2012.

¹²⁶ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la gestion intégrée des risques*, avril 2009.

La haute direction et le conseil d'administration doivent désigner des personnes ayant la responsabilité de :

1. approuver une politique de gouvernance qui s'assure d'une séparation entre les fonctions de supervision. Ceci comprend une séparation claire entre la conception¹²⁷ et la validation du modèle interne;
2. s'assurer que les ressources humaines, financières et matérielles suffisent pour que les fonctions de supervision puissent mener à bien leurs tâches;
3. s'assurer que les exercices de validation se fassent sur une base récurrente minimale annuelle;
4. mettre en place des mécanismes afin de s'assurer que les conclusions des activités de validation et de revue des processus soient transmises à la haute direction et au conseil d'administration;
5. s'assurer que les contrôles internes soient efficaces;
6. s'assurer que les exigences de la tenue de données soient satisfaites (voir la section 7.2.5 « Tenue de données »);
7. s'assurer que les exigences du test d'utilisation soient satisfaites (voir la section 7.2.6 « Test d'utilisation »);
8. s'assurer que le modèle interne soit doté d'une documentation complète, cohérente et à jour (voir la section 7.2.2 « Documentation »);
9. approuver l'utilisation du modèle interne pour déterminer le capital requis et approuver les changements significatifs au modèle interne (voir la section 7.2.9 « Changements et suivi »);
10. s'assurer que la stratégie de couverture soit dotée de politiques et procédures adéquates;
11. s'assurer que la stratégie de couverture soit toujours opérationnelle en cas de départ du personnel ou en cas de problème technologique (p. ex., panne informatique);
12. s'assurer qu'un suivi de l'efficacité de la stratégie de couverture soit effectué;
13. s'assurer qu'un plan soit en place pour assurer la continuité des activités.

7.2.3.2 Rôles et responsabilités supplémentaires de la haute direction

La haute direction applique les politiques approuvées par le conseil d'administration. La gestion des activités financières de l'entreprise se fait avec transparence notamment en informant le conseil d'administration et l'Autorité des situations qui ont un impact important sur le modèle interne et l'efficacité de la stratégie de couverture.

¹²⁷ La conception comprend le développement et l'implémentation du modèle interne.

L'Autorité s'attend aussi à ce que la haute direction s'assure :

1. qu'il y ait un processus de reddition de compte en place pour s'assurer que les conclusions et recommandations de l'équipe de validation et de l'audit interne soient considérées par les instances décisionnelles¹²⁸. En particulier, l'équipe de validation, par le biais du chef de la gestion des risques, et l'audit interne doivent avoir l'opportunité, minimalement une fois par année, de présenter leurs constatations au conseil d'administration (ou un comité désigné par celui-ci);
2. que les activités de l'équipe de conception, de l'équipe de validation et de l'audit interne ne soient pas biaisées par toute forme d'influence au sein de l'assureur. La conception, la validation et l'audit du modèle interne doivent être effectuées par des parties qui ne profiteront ni directement ni indirectement des résultats découlant de celui-ci. En particulier, l'Autorité s'attend à ce que la rémunération des responsables de l'équipe de conception, de l'équipe de validation et de l'audit interne soit indépendante des résultats du modèle interne. De plus, ces équipes doivent être indépendantes des équipes responsables de la tarification ou du calcul des provisions techniques, soit les utilisateurs du modèle interne. L'assureur doit présenter à l'Autorité la documentation à cet effet;
3. que les politiques de gestion des risques de l'assureur renferment des attributions aux fins de l'élaboration, de la mise en œuvre, de la tenue à jour continue et de l'application de pratiques visant à satisfaire aux exigences de l'utilisation du modèle interne.

7.2.3.3 Équipe de conception

L'équipe de conception s'occupe du développement et de l'implémentation du modèle interne et peut effectuer sa propre validation. Cependant, l'équipe de validation doit revoir leurs travaux.

L'équipe de conception doit s'assurer de la « transparence » du modèle interne. Par « transparence », on entend la capacité de tiers, notamment les auditeurs externes ou des organismes de surveillance de l'assureur, d'observer et de comprendre les objectifs du modèle interne. Les travaux de l'équipe de conception doivent être documentés.

7.2.3.4 Fonction de gestion des risques

La fonction de gestion des risques doit être indépendante des branches d'activité, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être impliquée dans la génération des bénéfices (p. ex., la tarification ou le calcul des provisions techniques). De plus, elle doit avoir une rémunération cohérente avec l'indépendance de la fonction, particulièrement celle des responsables de la validation.

Ses responsabilités en regard du modèle interne sont de :

1. former une équipe de validation;

¹²⁸ Les instances décisionnelles sont définies dans la *Ligne directrice sur la gouvernance*.

-
2. déterminer et implanter un cadre de validation du modèle interne et d'utilisation de jugement d'expert qui considère :
 - a) la stratégie d'affaires;
 - b) l'appétit pour le risque, la tolérance et les limites aux risques ainsi que les métriques utilisées;
 - c) le profil de risque lié à l'ensemble des opérations de l'assureur;
 - d) la définition de l'importance d'un risque à l'égard des garanties de fonds distincts et du risque de modèle (comme défini à la section 7.2.4 « Validation et audit interne »).
 3. s'assurer que les sources de risque de modèle soient gérées et que les extrants du modèle interne soient suffisamment fiables et stables afin que la haute direction puisse prendre des décisions adéquates;
 4. recommander ou non l'utilisation du modèle interne.

Par ailleurs, cette fonction est la responsable ultime des simulations de crise et prend en compte tous les risques importants¹²⁹ associés aux opérations de l'assureur, dont ceux liés à la stratégie de couverture. Elle a ainsi accès à toutes les activités de l'assureur.

En raison de son indépendance, la fonction de gestion des risques et l'équipe de validation ne peuvent pas participer au développement ni à l'implémentation du modèle interne¹³⁰.

7.2.3.5 Fonction d'audit interne

La fonction d'audit interne fournit, avec la plus grande indépendance, une assurance au conseil d'administration et à la haute direction sur la qualité et l'efficacité des contrôles internes et du programme de gouvernance. Elle considère toutes les activités liées au modèle interne et doit évaluer également les interactions avec les autres activités de l'assureur. Sa fonction est permanente et distincte de la fonction de gestion des risques. La fonction d'audit interne doit avoir un mandat clair et des ressources suffisantes et qualifiées.

L'Autorité s'attend à ce que l'audit interne examine l'efficacité des mécanismes de contrôle interne qui ont pour but d'assurer le respect des exigences de l'utilisation de modèle interne. Pour ce faire, l'assureur doit fournir un rapport à l'Autorité contenant minimalement :

1. une description de l'étendue de l'audit effectué;

¹²⁹ Comme indiqué dans la Ligne directrice sur la gestion intégrée des risques.

¹³⁰ Cas particulier, les utilisateurs directs qui manipulent les extrants du modèle interne ne sont pas considérés indépendants puisqu'ils font partie du risque de modèle (voir la section 7.2.4 « Validation et audit interne »).

-
2. une évaluation de l'efficacité opérationnelle du modèle interne;
 3. une évaluation de l'efficacité opérationnelle de la stratégie de couverture.

En prévision de l'autorisation de l'utilisation d'un modèle interne, les activités de l'audit interne doivent minimalement comprendre :

1. une mise en correspondance des exigences de l'approche par modèle interne et du programme d'audit;
2. un plan détaillé d'audit qui indique les activités à examiner annuellement et celles qui sont visées par un cycle prédéterminé pour évaluer le respect des exigences d'utilisation du modèle interne;
3. une revue des contrôles et processus sur une base récurrente, avec une fréquence annuelle minimale;
4. une vérification du processus d'escalade qui doit être en place pour faciliter la circulation de l'information vers la haute direction;
5. une description de la portée de l'audit et une évaluation de la conception et de l'efficacité des mécanismes de contrôle interne visant à assurer le respect de toutes les exigences de l'utilisation du modèle interne;
6. un examen des rapports produits par l'équipe de validation et un examen de l'efficacité des mécanismes de contrôle interne pour assurer l'indépendance de l'équipe de validation;
7. le détail des travaux de l'audit interne qui seraient impartis à une autre fonction qui respecte les mêmes critères d'indépendance;
8. une évaluation de la pertinence des ressources et des compétences requises pour la conduite des travaux d'audit et de validation;
9. une présentation de leurs constatations au conseil d'administration;
10. une évaluation de la gestion des risques et de la gouvernance entourant le modèle interne.

Le comité d'audit doit rencontrer régulièrement la fonction de gestion des risques. Le but de ces rencontres est de s'assurer, en se basant sur les analyses communiquées par l'audit interne, que l'ensemble des risques est adéquatement couvert.

7.2.3.6 Dérogations au modèle interne

Dans le cadre de ses opérations, il est possible que l'assureur déroge des résultats de son modèle interne lors de la prise de certaines décisions, par exemple, lors de la tarification, dans sa stratégie de couverture ou lors du calcul des provisions techniques. Lorsqu'il fait usage de telles dérogations, l'assureur doit s'assurer :

1. que les politiques qui précisent les cas où il est possible d'effectuer des dérogations sont adéquates;
2. que les dérogations sont adéquatement justifiées et documentées;

3. que les dérogations n'indiquent pas une faiblesse dans le modèle interne.

En particulier, l'Autorité veut s'assurer que le modèle interne autorisé aux fins du calcul du capital requis quantifie adéquatement les risques de l'assureur. Advenant un grand nombre de dérogations au modèle interne, l'assureur doit s'assurer de mettre en place des mesures correctives.

7.2.4 Validation et audit interne

Compte tenu de l'importance que revêt le risque de modèle, la conformité de l'assureur aux exigences énoncées dans la présente section constituera un facteur important dans la décision de l'Autorité d'autoriser initialement l'assureur à recourir à son modèle interne et à l'appliquer en permanence par la suite. L'Autorité s'attend à ce que le modèle interne soit validé et qu'il y ait une revue des processus liés à ce dernier.

L'Autorité s'attend à ce que l'équipe de validation et l'audit interne possèdent l'expertise, les ressources et l'indépendance nécessaires pour apprécier la conception, le fonctionnement et la quantification des risques du modèle interne. L'Autorité s'attend à obtenir une description documentée des compétences de ces équipes.

Lorsque l'équipe de validation ou de l'audit interne ne possède pas l'expertise technique nécessaire, l'assureur doit sélectionner d'autres experts indépendants (internes ou externes). De plus, si l'Autorité le juge nécessaire, elle peut demander à des experts externes d'effectuer, en partie ou en totalité, les travaux de l'équipe de validation.

L'Autorité s'attend à ce que les rôles des experts composant l'équipe de validation et l'audit interne soient énoncés et documentés.

Le risque de modèle se définit comme étant le risque que des conséquences défavorables se produisent ou que des décisions inappropriées soient prises en raison des lacunes ou des limites du modèle, de son implémentation incorrecte, de l'utilisation d'hypothèses ou de données erronées ou d'un choix de modèle inapproprié.

Par ailleurs, un modèle interne qui a été conçu par un tiers ne soustrait pas l'équipe de validation et l'audit interne de ses responsabilités. L'assureur se doit de posséder une compréhension suffisante et une documentation complète du modèle interne développé à l'externe. Puisque des risques supplémentaires sont liés à l'utilisation de tiers pour des tâches importantes, il est essentiel de vérifier que l'assureur ait mis en place des contrôles adéquats et de s'assurer de la continuité des tâches confiées à des tiers.

De plus, la pertinence des données externes utilisées et l'uniformité par rapport aux données internes doivent être analysées et documentées. Enfin, les conclusions des activités de validation et de revue des processus doivent faire l'objet de reddition de compte à la haute direction et au conseil d'administration.

7.2.4.1 Équipe de validation

L'assureur doit tenir compte de toutes les données et questions importantes qui se rapportent à la validation du modèle interne.

Notamment, l'Autorité s'attend à ce que l'équipe de validation comprenne les risques à l'égard des garanties de fonds distincts. De plus, elle doit comprendre la stratégie de couverture et les risques résiduels non couverts. L'équipe de validation doit évaluer le développement et l'implémentation du modèle interne.

La validation du développement du modèle interne

L'équipe de validation doit analyser le modèle interne, les hypothèses ainsi que leurs interactions.

Par conséquent l'équipe de validation doit :

1. s'assurer que l'étalonnage des modèles économétriques est adéquat et que tout ajustement apporté n'est pas effectué à des fins de réduction du capital requis;
2. s'assurer que les modèles économétriques se comportent comme attendu, notamment relativement aux faits stylisés (p. ex., modèle de taux d'intérêt avec inversions de courbe, modèle de marché boursier qui génère des effets similaires aux crises financières, modèle de marché boursier qui génère de la corrélation négative entre la volatilité et les rendements, etc.);
3. s'assurer que l'historique de données favorise un ensemble large de scénarios des marchés afin de déterminer notamment les corrélations entre les indices de référence et les écarts de rendement par rapport aux taux sans risque;
4. s'assurer que les modèles économétriques sont robustes (p. ex., l'ajout de nouvelles données historiques ne doit pas avoir d'impact important sur les résultats produits par le modèle interne);
5. démontrer à l'Autorité que l'assureur ne fait pas preuve de moins de conservatisme dans le calcul du capital requis que dans les autres calculs effectués dans le cadre de leurs opérations;
6. s'assurer que les limites du modèle interne ont été clairement identifiées et documentées;
7. exécuter des analyses de sensibilité sur les risques pris individuellement et de façon agrégée;
8. considérer l'importance des risques en situation où la garantie est très dans le cours (p. ex., situation pour laquelle le ratio de la valeur marchande sur la valeur garantie est faible);
9. valider que les applications mises en œuvre sont identiques aux modèles théoriques;
10. déterminer toutes les limitations connues du processus courant de la validation, le cas échéant. Lorsqu'il y a de telles limitations, l'équipe de validation doit les documenter;
11. documenter les composantes qui ne sont pas prises en compte dans la validation;

-
12. s'assurer que les approximations sont adéquates et n'augmentent pas excessivement l'instabilité du modèle interne;
 13. vérifier le caractère raisonnable de l'utilisation du jugement d'expert et documenter ses conclusions;
 14. effectuer des tests unitaires visant à reproduire les calculs pour les expositions importantes;
 15. valider la qualité des données;
 16. s'assurer, dans la mesure du possible, que le contrôle ex post (backtesting) et que les comparaisons des modèles avec des modèles concurrents (benchmarking) sont effectués adéquatement et que le risque de modèle soit considéré.

La validation de l'implémentation du modèle interne

L'équipe de validation doit s'assurer que le modèle interne développé est bien implémenté. Pour ce faire, l'équipe de validation doit :

1. s'assurer qu'il n'y a pas d'erreur dans le code du programme informatique et dans son exécution;
2. vérifier que le traitement des données d'entrée soit complet.

Autres éléments de validation

Enfin, l'équipe de validation doit s'assurer que :

1. L'infrastructure technologique est adéquate.
2. Les postes des états financiers et les résultats du modèle interne sont cohérents.
3. La tenue des données est adéquate (voir section 7.2.5 « Tenue de données »).
4. Le test d'utilisation est satisfaisant (voir section 7.2.6 « Test d'utilisation »).
5. La documentation satisfait les exigences (voir section 7.2.2 « Documentation »).
6. Les exigences quantitatives sont respectées (voir section 7.2.7 « Exigences quantitatives sans reconnaissance d'une stratégie de couverture » et 7.2.8 « Exigences quantitatives avec reconnaissance d'une stratégie de couverture »).
7. Les changements sont adéquats et effectués de façon conforme (voir section 7.2.9 « Changements et suivi »).

Par ailleurs, les risques importants relevés par l'équipe de validation doivent faire l'objet d'une étude plus approfondie dans les simulations de crise.

Aussi, l'équipe de validation doit faire un suivi périodique de ses propres recommandations et conclusions.

7.2.4.2 Audit interne

L'assureur doit s'assurer que ses processus et ses contrôles sont adéquats. L'audit interne a la responsabilité d'effectuer une revue des processus relatifs :

1. à la tenue de données;
2. à la cohérence entre les postes des états financiers et les résultats du modèle interne¹³¹;
3. à la qualité et à la performance de l'infrastructure technologique;
4. à la documentation du modèle interne;
5. aux changements apportés au modèle interne;
6. aux travaux de l'équipe de validation;
7. à la divulgation des problèmes rencontrés et au processus d'escalade;
8. à la détermination du personnel autorisé à effectuer des modifications au modèle interne;
9. à la stratégie de couverture.

L'audit interne doit aussi s'assurer que les utilisateurs :

1. ont les autorisations pour utiliser le modèle interne;
2. ont les compétences et l'expérience pour utiliser le modèle interne;
3. comprennent le risque de modèle et les limites du modèle interne;
4. comprennent la tolérance et les limites aux risques de l'assureur;
5. n'omettent pas de fournir des informations importantes qui ont un impact sur les processus décisionnels en s'assurant qu'il y ait des procédures et contrôles en place à cette fin;
6. font la synthèse de l'information de façon pertinente pour que la haute direction puisse bien comprendre l'exposition courante de l'assureur aux garanties de fonds distincts;
7. sont en mesure d'expliquer tous les écarts entre les gains et pertes et les résultats du modèle interne;
8. n'effectuent pas des changements au modèle interne sans autorisation ou ne modifient pas les intrants sans autorisation.

L'audit interne doit s'assurer que l'assureur satisfait aux exigences du test d'utilisation. De plus, il doit faire un suivi périodique de ses propres recommandations et conclusions.

¹³¹ La revue des processus doit inclure les processus qui font le lien entre les résultats du modèle interne et les postes des états financiers de sorte à ce que les états financiers reflètent les résultats du modèle interne. L'objectif n'est pas de vérifier la concordance des soldes ou de la divulgation financière.

L'audit interne peut également, à sa discrétion ou à la demande de l'Autorité, effectuer certaines validations techniques.

Contrôles internes liés aux opérations de la stratégie de couverture

Pour l'assureur doté d'une stratégie de couverture, les opérations quotidiennes liées à la stratégie nécessitent des dispositifs efficaces de contrôle.

En effet, une défaillance des contrôles rend l'assureur vulnérable aux possibilités de fraudes internes ou d'erreurs pouvant entraîner de lourdes pertes. Ainsi, l'audit interne doit s'assurer que :

1. les opérateurs de marché sont identifiés lorsqu'ils effectuent des opérations et ces derniers ont un accès qui est conforme à leurs fonctions (c.-à-d., sécurité);
2. les confirmations de transactions intrajournalières entre le front office de l'assureur et le front office de la contrepartie sont enregistrées et conservées;
3. les confirmations de transactions intrajournalières entre le back office de l'assureur et le back office de la contrepartie sont enregistrées et conservées;
4. le back office peut confirmer les opérations avec chaque contrepartie pour en valider l'authenticité et l'exactitude;
5. le suivi sur les opérations du front office par le middle office est efficace relativement au respect des balises de rééquilibrage des actifs de couverture;
6. les processus sont en place pour traiter les transactions ayant des écarts de concordance;
7. les définitions sont clairement établies pour les cas majeurs de non-concordance et les facteurs qui déclenchent un processus d'escalade;
8. la structure hiérarchique du front office et l'étanchéité entre les fonctions des front office, middle office et back office sont adéquates, en particulier à l'égard de l'indépendance du back office;
9. le fonctionnement des balises de rééquilibrage est documenté, le cas échéant.

Par ailleurs, étant donné que les balises de rééquilibrage représentent le cœur du fonctionnement de la stratégie de couverture, toute dérogation aux ordres de rééquilibrage des positions venant du modèle interne doivent être adéquatement justifiées et documentées (voir la section 7.2.3.6). De plus, les conséquences des délais dans la réalisation du rééquilibrage, une fois la balise atteinte, sur la performance de la couverture, doivent être documentées.

7.2.4.3 Documentation

L'assureur doit documenter la validation et la revue de l'audit interne des processus de son modèle interne afin de s'assurer que toutes les parties chargées de l'examen des documents comprennent la portée, la méthodologie ainsi que les conclusions tirées des activités de validation et de revue des processus.

7.2.4.4 Ajustements après la validation et la revue des processus

L'assureur doit ajuster son modèle interne pour tenir compte des conclusions tirées des travaux de l'équipe de validation et de l'audit interne. Le chef de la gestion des risques doit être avisé des lacunes importantes qui ont été constatées. Les mesures correctives doivent être mises en place dans un délai raisonnable et elles doivent être documentées.

L'assureur doit établir des processus périodiques (fréquence minimale annuelle) pour valider son modèle interne et revoir les processus qui y sont associés. La validation et la revue des processus qui y sont associés sont également tributaires de situations ou événements spéciaux.

De plus, une procédure de résolution doit être implémentée afin de concilier les opinions données par l'équipe de conception, par l'équipe de validation et par l'audit interne.

7.2.5 Tenue de données

Les données extraites des systèmes d'information de l'assureur constituent une assise importante aux fins de l'établissement et de l'utilisation du modèle interne. En effet, les données recueillies servent notamment d'intrants pour la projection de l'en vigueur et lors de l'établissement des hypothèses de projection.

Afin de mener à bien la mise en œuvre du modèle interne, l'assureur doit relever les défis que posent la gestion des données et l'exécution des programmes informatiques. La présente section précise les attentes de l'Autorité en énonçant les exigences de la tenue de données pour l'assureur qui adopte un modèle interne pour les garanties de fonds distincts.

L'Autorité s'attend à ce que l'assureur tienne compte de l'ensemble des données disponibles et des enjeux importants se rapportant aux intrants de son modèle interne et à ce qu'il dispose des données de nature à étayer efficacement ses processus de mesure et de gestion du risque des garanties de fonds distincts.

Toutes les données qui ont servi à l'évaluation et à la gestion du risque des garanties de fonds distincts doivent être conservées de façon adéquate. L'assureur doit stocker des données historiques globales pour l'ensemble des entités juridiques et des zones géographiques. Ces données doivent notamment porter sur les nouveaux dépôts, les rachats, les transferts entre les fonds, l'exercice des réinitialisations et les choix entre les différentes options de décaissement.

L'expression « tenue des données » s'entend des principales composantes du cycle de gestion des données, notamment la collecte des données, leur traitement, l'accès à celles-ci et leur extraction, de même que leur conservation et leur stockage. L'assureur a la responsabilité de mettre en place un cadre de tenue de données et doit documenter chacune des composantes mentionnées ci-dessus conformément aux exigences de la présente section.

7.2.5.1 Gouvernance entourant le processus de tenue de données

La haute direction doit jouer un rôle dans l'identification, l'évaluation et la gestion des risques afférents à la tenue de données.

De ce fait, l'Autorité s'attend à ce que la haute direction :

1. mette en place un cadre de gestion de données et s'assure que les procédures afférentes sont documentées;
2. établisse à l'échelle de l'organisation une procédure de gestion des données et s'assure que les moyens adéquats sont déployés afin d'obtenir une participation active des instances ayant une responsabilité sur ces données (c.-à-d., la gestion des risques, la conformité, le responsable de la branche d'activité, la gestion des technologies de l'information), en vue d'atteindre cet objectif;
3. veille à ce que la tenue des données garantisse la sécurité, la confidentialité, l'intégrité et la vérifiabilité des données tout au long du cycle de gestion des données, incluant des normes minimales de qualité;
4. veille à ce que l'assureur détienne les infrastructures technologiques permettant l'accessibilité des données en temps opportun, tant en période normale qu'en période de tension et qu'elles demeurent accessibles advenant un changement significatif dans l'architecture de données;
5. instaure des programmes de validation et de vérification indépendants des diverses fonctions de tenue des données;
6. voit à ce que des procédures adéquates soient en place et que les responsabilités soient définies afin de s'assurer de la conformité au cadre de gestion des données¹³²;
7. s'assure que toutes les données nécessaires à l'évaluation des garanties de fonds distincts sont disponibles à cette fin.

De plus, la structure de l'assureur ne doit pas faire obstacle aux capacités de tenue de données sur les risques au niveau consolidé ou à tout autre niveau pertinent au sein de l'organisation (p. ex., au niveau non consolidé ou au niveau de chaque juridiction où l'assureur exerce ses activités). En d'autres termes, les processus de tenue de données ne doivent pas être affectés par les choix de l'assureur relativement à sa nature juridique ou à son implantation géographique.

7.2.5.2 Collecte de données

Dans l'évaluation du capital requis, la « collecte des données » consiste à déterminer les éléments de données requis à partir de diverses sources internes et externes, à les valider et à les extraire pour ensuite les acheminer vers les bases ou dépôts de données opérationnels appropriés.

¹³² AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la conformité*, avril 2009.

Ainsi, l'assureur doit :

1. documenter la définition, la collecte et le regroupement des données en indiquant notamment la ventilation des données par produits ainsi que des flux de données ou d'autres identificateurs, au besoin;
2. instituer des normes de sécurité, d'intégrité, d'intégralité, d'exactitude, de vérifiabilité, de pertinence et de disponibilité des données;
3. repérer des lacunes dans les données, prendre les mesures correctives nécessaires et, le cas échéant, documenter les solutions manuelles ou informatisées utilisées pour satisfaire aux exigences en matière de données;
4. instaurer, au besoin, des normes, politiques et procédures d'épuration des données, de concordance, de validation des champs, de reformatage ainsi que de décomposition des données, le cas échéant;
5. mettre en place des procédures de détection et de signalement d'erreurs entre les séries de données et les systèmes sources (en aval ou externes). Cette procédure de détection et signalement d'erreurs doit être documentée et accessible aux fonctions de contrôle de l'assureur. De plus, des rapports périodiques doivent être préparés à la haute direction en indiquant les mesures de correction des erreurs signalées.

7.2.5.3 Traitement des données

La partie « traitement des données » comprend une grande variété de tâches liées à la gestion des données, entre autres la décomposition du traitement en de multiples processus informatiques ou manuels, la transmission, l'authentification de la source, la validation, le rapprochement, etc.

Le processus de traitement des données de l'assureur doit :

1. assurer des niveaux appropriés de validation initiale et d'épuration des données pour chaque processus ainsi que lors d'une conciliation avec des processus connexes, le cas échéant;
2. instaurer des procédures adéquates de contrôle des modifications apportées aux données, notamment l'origine de la modification, l'autorisation, les modifications de programme, les tests, le traitement en parallèle, les approbations, la mise en production et les contrôles;
3. limiter les manipulations des données afin de réduire le risque opérationnel. Par manipulation de données, on entend aussi bien les manipulations manuelles qu'automatisées. En ce qui concerne les données sur les contrats, l'Autorité s'attend à ce que la majorité des données utilisées proviennent directement des systèmes administratifs et qu'il y ait peu de données provenant d'autres sources;
4. établir une procédure et une infrastructure de traitement des données relativement au suivi du cycle de vie des contrats qui concerne entre autres les dépôts, les rachats, le moment du déclenchement et le choix de l'option de décaissement, les réinitialisations, les transferts entre fonds et le suivi des erreurs. Ces données sont

essentielles entre autres lors de la détermination ou de l'adéquation de certaines hypothèses;

5. garantir des niveaux appropriés de validation et d'épuration initiales des données afin d'éviter l'introduction de biais. Les biais introduits doivent être documentés;
6. mettre en place les contrôles afin de s'assurer qu'un personnel autorisé ayant l'expertise adéquate effectue le traitement;
7. assurer un degré approprié de sauvegarde en cas de sinistre et de reprise des activités afin d'atténuer la perte des données ou de leur intégrité;
8. instaurer des procédures adéquates de contrôle du changement en ce qui a trait aux modifications apportées au cadre de traitement des données.

L'assureur doit spécifier des procédures afin d'établir des seuils de tolérance et d'évaluer l'impact sur le modèle interne d'information manquante ou d'information qui ne serait pas à jour.

7.2.5.4 Accès aux données et extraction

Pour les fins du processus d'autorisation du modèle interne et du processus de surveillance, l'Autorité s'attend à ce que les données se rapportant aux activités de l'assureur soient disponibles et fassent l'objet d'un suivi de conformité en continu.

Pour ce faire, l'assureur doit veiller à ce que :

1. les bases/dépôts de données et les sous-programmes d'extraction, de consultation et de récupération y afférents soient conçus de manière à satisfaire à ses exigences spécifiques de données;
2. l'accès aux données soit sans restriction en période normale et en période de tension. Il ne doit pas être limité par aucune entente d'impartition des services de tenue des données avec un ou plusieurs fournisseurs externes. En dépit de ces ententes, l'assureur doit être en mesure de fournir toute donnée ou information dans les délais prescrits;
3. les contrôles d'accès et la diffusion des données reposent sur les rôles et les responsabilités des utilisateurs et sur les saines pratiques de l'industrie en termes de ségrégation des fonctions, le tout certifié par les fonctions internes de conformité et d'audit de l'assureur.

7.2.5.5 Stockage, conservation et archivage des données

La composante « stockage, conservation et archivage des données » de la tenue des données permet à l'assureur de satisfaire aux demandes de données ou d'information relativement à la gestion du risque des garanties de fonds distincts.

L'assureur doit :

1. établir des politiques et procédures documentées concernant le stockage, la conservation et l'archivage;

-
2. conserver des copies de sauvegarde des banques, des bases ou des fichiers de données pertinents;
 3. s'assurer que les versions électroniques de toutes les données et de toute l'information pertinente sont accessibles et utilisables en tout temps;
 4. s'assurer des niveaux appropriés de planification antisinistre et de capacité de reprise et de continuité du processus afin d'atténuer le risque de perte ou d'intégrité des données.

7.2.6 Test d'utilisation

Le test d'utilisation est le processus qui permet de s'assurer que l'utilisation du modèle interne par l'assureur est adéquate pour gérer les risques associés aux garanties de fonds distincts. Le test d'utilisation doit être appliqué de façon continue à l'échelle de l'assureur. Ce test doit être vu comme un élément complémentaire aux principes de gouvernance.

7.2.6.1 Gestion et test d'utilisation

L'Autorité s'attend à ce que le modèle interne ne soit pas uniquement utilisé aux fins du calcul du capital requis, mais aussi qu'il fasse partie intégrante du processus décisionnel, ainsi que du processus de gestion des risques liés aux garanties de fonds distincts sur une base continue.

Le lien entre le modèle interne et les décisions prises par l'assureur doit être documenté adéquatement.

Lorsqu'une décision ayant un impact important sur l'assureur est contraire à celle qui aurait été prise en se basant uniquement sur le modèle interne, l'assureur doit justifier et documenter son choix. Il pourrait alors être pertinent de revoir le modèle interne en tenant compte de l'écart entre la décision et les résultats du modèle.

Par ailleurs, la haute direction est responsable de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que le modèle interne est utilisé dans les processus de décision, notamment dans :

1. la reddition de compte périodique à la haute direction et au conseil d'administration;
2. la planification stratégique;
3. l'évaluation des expositions aux risques des garanties de fonds distincts (p. ex., la concentration des risques, la diversification des risques, etc.);
4. le développement de nouveaux produits;
5. l'évaluation de l'appétit et des limites de risque;
6. l'établissement des provisions techniques;
7. l'évaluation du risque lié aux stratégies d'affaires;

-
8. le calcul et l'établissement de la cible interne de capital (capital économique);
 9. la stratégie de couverture;
 10. la tarification.

De plus, l'assureur doit identifier et documenter tous les usages du modèle interne qui sont susceptibles d'influer sur ses opérations.

7.2.6.2 Utilisation homogène et cohérente

L'utilisation du modèle interne doit être homogène à l'échelle de l'entreprise, et ses résultats doivent être cohérents avec ceux présentés dans les états financiers. Les hypothèses déterministes et les modèles stochastiques ainsi que la structure de modélisation doivent être les mêmes pour l'évaluation des provisions techniques, le calcul du capital requis (sauf pour les exceptions mentionnées à la section 7.2.8), la stratégie de couverture et la tarification. Advenant qu'il y ait des différences, l'assureur doit en fournir la liste à l'Autorité de même que les justifications de celles-ci. L'assureur doit aussi démontrer que les utilisateurs du modèle interne ont une connaissance adéquate de ce dernier, incluant ces différences, en fonctions de leur rôle respectif.

De plus, l'assureur doit disposer de personnel en nombre suffisant qui est qualifié dans le fonctionnement du modèle interne. L'assureur doit démontrer que la technologie de l'information liée au modèle interne est utilisée adéquatement par son personnel. Chaque membre du personnel doit avoir un accès au modèle interne qui est conforme à ses fonctions.

7.2.6.3 Compréhension du modèle interne

L'Autorité s'attend à ce que la haute direction, le conseil d'administration et le chef de la gestion des risques possèdent une compréhension adéquate des éléments suivants du modèle interne :

1. les objectifs du modèle interne et l'utilisation qui en est effectuée au sein de l'assureur;
2. les principaux risques entourant le modèle interne, ses limites et ses faiblesses;
3. les enjeux liés au modèle interne en période de tension et dans le cours normal des affaires en ce qui a trait, entre autres, au capital requis.

Par conséquent, l'assureur doit mettre en œuvre des mécanismes permettant de bien comprendre les caractéristiques et le comportement du modèle interne, ce qui englobe des séances de sensibilisation, des réunions et des discussions entre le conseil d'administration, la haute direction, la fonction de gestion des risques et l'audit interne. L'assureur doit documenter ces discussions et le contenu des séances de sensibilisation. Cette documentation doit être transmise à l'Autorité à sa demande. L'Autorité s'attend à ce que l'information suivante soit présentée lors de ces rencontres :

1. une description sommaire des risques propres au modèle interne, notamment l'existence d'écarts de modélisation résultant de l'incapacité à reproduire le

rendement des fonds distincts (risque de base) et l'effet des approximations sur le modèle interne (p.ex. méthode de reproduction de fonds, méthode de compression des données, écarts entre la réalité et le modèle interne¹³³, nombre de scénarios, etc.);

2. une description sommaire des risques non modélisés par le modèle interne;
3. l'impact d'une augmentation de la proportion des fonds investis dans les fonds dont le rendement est lié au marché boursier et de l'offre de certains fonds plutôt que d'autres;
4. les éléments importants de la stratégie de couverture sur son efficacité et son coût :
 - a. les risques mitigés et non mitigés par la stratégie de couverture;
 - b. l'effet des balises de transaction sur l'efficacité de la stratégie de couverture;
 - c. le risque de liquidité associé aux appels de marges et de collatéraux, particulièrement dans des situations favorables des marchés;
 - d. l'impact d'une baisse du degré de solvabilité de l'assureur sur les transactions de dérivés;
 - e. les problèmes qui peuvent survenir lorsqu'il y a défaillance dans les contrôles internes à l'égard des opérations liées à la stratégie de couverture.

L'Autorité s'attend à ce que le conseil d'administration de l'assureur (ou un comité désigné par celui-ci) et la haute direction possèdent une compréhension suffisante des rapports de gestion qui leur sont transmis. Cette compréhension englobe la reddition de compte effectuée dans le processus de validation.

De plus, le conseil d'administration et la haute direction doivent avoir à la fois des informations qualitatives et quantitatives sur les risques couverts et non couverts par les stratégies d'atténuation des risques.

7.2.7 Exigences quantitatives sans reconnaissance d'une stratégie de couverture

L'assureur a l'opportunité de choisir une des deux méthodes décrites dans la présente section. Lors de sa première demande d'autorisation pour l'utilisation de son modèle interne aux fins du calcul du capital requis applicable aux fonds distincts, l'assureur doit déterminer de façon irrévocable la méthode qu'il entend utiliser pour calculer le capital requis.

¹³³ Par exemple. Il pourrait s'agir d'utilisation d'obligations dans le modèle interne et de swaps dans la réalité pour couvrir les sensibilités au taux d'intérêt ou d'utilisation d'indices boursiers dans le modèle interne et de contrat à terme dans la réalité pour couvrir les sensibilités aux marchés boursiers.

Comme les deux méthodes présentées ci-dessous ne permettent pas la reconnaissance d'une stratégie de couverture, un assureur qui aurait des positions en vertu d'une telle stratégie doit en tenir compte aux chapitres 3 à 5. Par exemple, il lui est permis d'utiliser les actifs détenus dans le cadre de la stratégie de couverture afin de compenser des positions longues sur actions, comme décrit à la section 5.2.4.

7.2.7.1 Méthode globale

Selon cette méthode, le TBCR est d'abord déterminé. Il correspond à la valeur des engagements relativement aux garanties offertes sur les fonds distincts calculée à une ECU (95) à l'aide du modèle interne dont l'utilisation a été préalablement autorisée par l'Autorité.

Le calcul de l'ECU (95) correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes :

- résultat obtenu en recourant à des marges d'évaluation explicites pour les écarts défavorables sur les facteurs de risque non vérifiés par scénario;
- résultat obtenu sans recourir à de telles marges.

Le TBCR net est alors obtenu en soustrayant le crédit pour cession en réassurance du TBCR. Enfin, le capital requis s'obtient en soustrayant les provisions techniques nettes détenues du TBCR net.

7.2.7.2 Méthode en fonction des dates de paiement prévues

Selon cette méthode, les flux de trésorerie sont regroupés sous trois catégories selon l'échéance et assortis des niveaux de confiance suivants :

- échéance dans un an ou moins, ECU (98);
- échéance entre un et cinq ans, ECU (95) ;
- échéance dans plus de cinq ans, ECU (90).

Voici la façon de déterminer le TBCR à l'aide de cette méthode :

1. Un grand nombre de scénarios stochastiques de rendement de placements est généré, par exemple au moins 5000.
2. Les flux de trésorerie des garanties liées aux fonds distincts correspondant à ces scénarios sont calculés en fonction de la durée du passif.
3. Pour chaque scénario, les flux de trésorerie sont regroupés selon leur échéance dans les intervalles de temps suivants :
 - 1 an ou moins;
 - plus de 1 an, mais de 5 ans ou moins;
 - plus de 5 ans.

-
4. Pour chaque scénario et chaque intervalle de temps, la valeur actualisée de la différence des prestations à payer et des primes de garantie à recevoir est calculée.
 5. Le résultat correspond à quatre distributions de valeurs actualisées basées sur les périodes de flux de trésorerie suivantes :
 - 1 an ou moins – la distribution 5a;
 - plus de 1 an, mais de 5 ans ou moins – la distribution 5b;
 - plus de 5 ans – la distribution 5c;
 - toutes les périodes combinées (c.-à-d. sans regroupement des flux de trésorerie) – la distribution 5d.
 6. Le TBCR est la somme de ce qui suit :
 - le TBCR pour les flux de trésorerie de 1 an ou moins (la quantité T_1 définie dans les étapes 8 à 12);
 - le TBCR pour les flux de trésorerie de plus de 1 an, mais de 5 ans ou moins (la quantité T_2 définie dans les étapes 8 et 13);
 - le TBCR pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans (la quantité T_3 définie dans les étapes 14 à 22).
 7. Le capital requis est égal au TBCR, calculé à l'étape 6, auquel on soustrait le moins élevé des montants suivants :
 - les provisions techniques relatives aux garanties des fonds distincts inscrites au bilan de l'assureur et calculées conformément aux *Normes de pratique* de l'ICA (désignées par L dans les étapes suivantes);
 - les provisions techniques relatives aux garanties des fonds distincts établies sur la base d'une ECU (85) (la quantité L_s définie dans les étapes 8 et 9).

En terme de symboles, le capital requis est égal à :

$$T_1 + T_2 + T_3 - \min(L; L_s)$$

ou 0, si ce montant est négatif.

Détermination de L_s , T_1 et T_2

8. En se basant sur l'exemple présenté à l'étape 1, les 5000 scénarios sont triés en fonction de la distribution des valeurs actualisées des périodes combinées de flux de trésorerie (la distribution 5d), c'est-à-dire sans tenir compte des regroupements de flux de trésorerie. En fonction du tri obtenu, le scénario avec la plus grande

valeur actualisée est désigné scénario 1 et le scénario avec la plus petite valeur actualisée est désigné scénario 5000.

9. *Détermination de L_s* : La valeur actualisée moyenne basée sur les scénarios 1 à 750 de la distribution 5d (la valeur actualisée des flux de trésorerie pour toutes les périodes combinées) est calculée et désignée L_s . Si la valeur obtenue est négative, une valeur nulle est attribuée à L_s . La quantité L_s représente les provisions techniques relatives aux garanties des fonds distincts établies sur la base d'une ECU (85).
10. Les scénarios 501 à 5000 sont retranchés.
11. Les scénarios 1 à 500 sont triés à nouveau en fonction de la distribution des valeurs actualisées des flux de trésorerie de 1 an ou moins (la distribution 5a). En fonction du tri obtenu, le scénario avec la plus grande valeur actualisée des flux de trésorerie de 1 an ou moins est désigné scénario 1* et le scénario avec la plus petite valeur actualisée est désigné scénario 500*.
12. *Détermination de T_1* : La valeur actualisée moyenne basée sur les scénarios 1* à 100* de la distribution 5a (la valeur actualisée des flux de trésorerie de 1 an ou moins) est calculée et désignée T_1 . La quantité T_1 représente le TBCR pour les flux de trésorerie de 1 an ou moins. Il convient de souligner que la valeur de T_1 peut être négative.
13. *Détermination de T_2* : La valeur actualisée moyenne basée sur les scénarios 1 à 250 des flux de trésorerie de plus de 1 an, mais de 5 ans ou moins est calculée et désignée T_2 . Ce calcul est basé sur les scénarios 1 à 250 (c.-à-d. les scénarios obtenus du tri basé sur les périodes combinées de flux de trésorerie) et non sur les scénarios 1* à 250*. La quantité T_2 représente le TBCR pour les flux de trésorerie de plus de 1 an, mais de 5 ans ou moins. Il convient de souligner que la valeur de T_2 peut être négative.

Détermination de T_3

Le TBCR pour l'intervalle des flux de trésorerie de plus de 5 ans est déterminé ainsi :

- i) premièrement, des limites supérieure et inférieure au TBCR pour cet intervalle de flux de trésorerie ainsi que le TBCR sur la base d'une ECU (95) sont calculés;
- ii) ensuite, des montants de capital requis correspondant aux limites supérieure et inférieure ainsi qu'à valeur de l'ECU (95) du TBCR sont calculés en supposant que ces montants sont alloués aux trois intervalles de flux de trésorerie en proportion des montants correspondants de TBCR, sujets à un minimum de 0;
- iii) puis, le montant de capital requis de l'intervalle des flux de trésorerie de plus de 5 ans est calculé en utilisant la moyenne pondérée du montant de capital requis de cet intervalle du trimestre précédent et du montant du trimestre en cours sur la base d'une ECU (95), sous réserve des limites supérieure et inférieure au TBCR calculées précédemment ;

- iv) enfin, le TBCR pour l'intervalle des flux de trésorerie de plus de 5 ans est inféré du montant de capital requis calculé précédemment en se basant sur l'hypothèse mentionnée ci-dessus à l'effet que les montants de capital requis sont alloués aux trois intervalles de flux de trésorerie en proportion des montants correspondants de TBCR.

Les calculs détaillés sont décrits aux étapes 14 à 22 ci-dessous :

Détermination des limites supérieure et inférieure au TBCR et du TBCR sur la base d'une ECU (95)

14. Les scénarios 1 à 500 sont triés à nouveau en fonction de la distribution des valeurs actualisées des flux de trésorerie de plus de 5 ans (la distribution 5c). En fonction du tri obtenu, le scénario avec la plus grande valeur actualisée des flux de trésorerie de plus de 5 ans est désigné scénario 1*** et le scénario avec la plus petite valeur actualisée est désigné scénario 500***.
15. *Détermination de la limite supérieure T_3^S* : La valeur actualisée moyenne basée sur les scénarios 1*** à 250*** de la distribution 5c (la valeur actualisée des flux de trésorerie de plus de 5 ans) est calculée et désignée T_3^S . La quantité T_3^S représente une limite supérieure au TBCR pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans avant que ne soit établi le seuil minimal.
16. *Détermination de la limite inférieure T_3^I* : La valeur actualisée moyenne basée sur les scénarios 1*** à 500*** de la distribution 5c (la valeur actualisée des flux de trésorerie de plus de 5 ans) est calculée et désignée T_3^I . La quantité T_3^I représente une limite inférieure au TBCR pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans avant que ne soit établi le seuil minimal.
17. *Détermination de l'approximation de l'ECU (95) $T_3^{(95)}$* : La valeur actualisée moyenne basée sur les scénarios 1 à 250 des flux de trésorerie de plus de 5 ans est calculée et désignée $T_3^{(95)}$. Ce calcul est basé sur les scénarios 1 à 250 (c.-à-d. les scénarios obtenus du tri basé sur les périodes combinées de flux de trésorerie) et non sur les scénarios 1* à 250* ou les scénarios 1*** à 250***. La quantité $T_3^{(95)}$ représente la contribution au TBCR des flux de trésorerie de plus de 5 ans lorsqu'un TBCR sur la base d'une ECU (95) est calculé sans séparation des flux de trésorerie.

Détermination des montants de capital requis correspondant

18. *Détermination de la limite supérieure C_3^S*

$$C_3^S = 0 \quad \text{si } T_3^S \leq 0$$

$$C_3^S = \frac{T_3^S}{\max(T_1 + T_2; 0) + T_3^S} \times \max\{T_1 + T_2 + T_3^S - \min(L; L_s); 0\} \quad \text{si } T_3^S > 0$$

La quantité C_3^s représente une limite supérieure au montant de capital requis pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans du trimestre en cours.

19. *Détermination de la limite inférieure C_3^i :*

$$C_3^i = 0 \quad \text{si } T_3^i \leq 0$$

$$C_3^i = \frac{T_3^i}{\max(T_1+T_2;0)+T_3^i} \times \max\{T_1 + T_2 + T_3^i - \min(L; L_s); 0\} \quad \text{si } T_3^i > 0$$

La quantité C_3^i représente une limite inférieure au montant de capital requis pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans du trimestre en cours.

20. *Détermination de $C_3^{(95)}$:*

$$C_3^{(95)} = 0 \quad \text{si } T_3^{(95)} \leq 0$$

$$C_3^{(95)} = \frac{T_3^{(95)}}{\max(T_1+T_2;0)+T_3^{(95)}} \times \max\{T_1 + T_2 + T_3^{(95)} - \min(L; L_s); 0\} \quad \text{si } T_3^{(95)} > 0$$

La quantité $C_3^{(95)}$ correspond au montant de capital requis pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans du trimestre en cours qui est utilisé dans le calcul de la moyenne pondérée.

Détermination du montant de capital requis pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans à l'aide du calcul de la moyenne pondérée

21. *Détermination de C_3 : $C_3 = \max\{C_3^i; \min(C_3^s; 95\% \times C_3^p + 5\% \times C_3^{(95)})\}$, où C_3^p représente le montant de capital requis pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans du trimestre précédent. La quantité C_3 représente le montant de capital requis pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans du trimestre en cours.*

Détermination du TBCR correspondant pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans

22. Le TBCR pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans est $T_3 = \max(T_3^i; \min(T^*; T_3^s))$, où la quantité T^* se calcule comme suit : si $C_3 = 0$ alors $T^* = 0$. Autrement, si $C_3 > 0$ alors T^* est l'unique solution positive à l'équation $C_3 = \frac{T^*}{\max(T_1+T_2;0)+T^*} \times \max\{T_1 + T_2 + T^* - \min(L; L_s); 0\}$.

Il convient de souligner que les assureurs qui calculent les provisions techniques relatives aux garanties des fonds distincts et les exigences de capital sans séparer les frais de garantie des autres frais doivent ajouter le montant non amorti des frais d'acquisition reportés aux sommes des montants de TBCR aux étapes 6, 18, 19, 20 et 22 et au montant L_s de l'étape 9 afin de calculer correctement les montants de capital requis. Par exemple, à l'étape 18, le montant non amorti des frais d'acquisition reportés

serait ajouté à $T_1 + T_2 + T_3^S$, mais pas au numérateur ou dénominateur de $\frac{T_3^S}{\max(T_1+T_2;0)+T_3^S}$. Les assureurs ayant besoin de consignes plus précises à cet égard devraient communiquer par écrit avec l'Autorité.

La quantité L_s définit un plafond pour les provisions techniques relatives aux garanties des fonds distincts qui peuvent être soustraites du TBCR dans le calcul du montant de capital requis au titre des garanties de fonds distincts (se reporter à l'étape 7). Le calcul de L_s décrit à l'étape 9 génère une provision technique établie sur la base d'une ECU (85) et représente une mesure provisoire. Le calcul de L_s fera l'objet de révisions et pourrait être modifié lors d'un exercice financier futur afin qu'il concorde plus étroitement avec les *Normes de pratique* de l'ICA relatives à la provision technique maximale établie sur la base d'une ECU (80). D'autres aspects de cette méthode pourraient être révisés et modifiés dans l'avenir.

7.2.7.3 Critères d'étalonnage

Les critères énoncés dans la présente section s'appliquent aux exigences de capital au titre des garanties de fonds distincts pour les polices souscrites à compter du 1^{er} janvier 2011. Les critères d'étalonnage actuellement en vigueur continueront de s'appliquer aux polices souscrites avant le 1^{er} janvier 2011 jusqu'à ce qu'une nouvelle approche soit élaborée et mise en œuvre.

Critères d'étalonnage des indices boursiers

De nouveaux critères quantitatifs minimums d'étalonnage sont prescrits pour les scénarios utilisés aux fins de la modélisation du rendement total des indices boursiers suivants (les « indices énumérés ») :

- TSX;
- Actions de petite capitalisation, actions de moyenne capitalisation et actions spéciales du Canada;
- S&P 500;
- Actions de petite capitalisation, actions de moyenne capitalisation et actions spéciales des États-Unis;
- Actions MSCI World et MSCI EAEO.

Les scénarios relatifs au rendement réel des placements pour chacun des indices énumérés utilisés aux fins du calcul du TBCR doivent satisfaire aux critères figurant dans le tableau suivant :

	Période de temps	
	6 mois	1 an
Critères de l'extrémité gauche :		
2,5 ^e percentile du rendement pas plus élevé que	-25 %	-35 %
5 ^e percentile du rendement pas plus élevé que	-18 %	-26 %
10 ^e percentile du rendement pas plus élevé que	-10 %	-15 %
Critères de l'extrémité droite :		
90 ^e percentile du rendement pas moins élevé que	20 %	30 %
95 ^e percentile du rendement pas moins élevé que	25 %	38 %
97,5 ^e percentile du rendement pas moins élevé que	30 %	45 %

En outre, la moyenne arithmétique des scénarios de rendement réel des placements pour chaque indice énuméré sur une période d'un an (y compris la période d'un an à compter de la date d'évaluation) ne peut être supérieure à 10 %. Il faut satisfaire à tous ces critères pour que les scénarios d'un indice énuméré soient conformes aux nouveaux critères minimums d'étalonnage.

En plus des critères susmentionnés, les scénarios modélisés des indices de rendement global TSX doivent continuer à satisfaire aux critères d'étalonnage les plus récents publiés par l'ICA. En plus des critères susmentionnés, les scénarios modélisés des indices de rendement global S&P 500 doivent satisfaire aux critères d'étalonnage de l'*American Academy of Actuaries* appliqués aux actions¹³⁴.

Les scénarios utilisés pour modéliser les rendements d'un indice boursier qui n'est pas un indice énuméré ne doivent pas satisfaire aux mêmes critères d'étalonnage, mais ils doivent tout de même être cohérents avec les scénarios étalonnés utilisés pour modéliser les rendements des indices énumérés.

Corrélation : Les scénarios utilisés pour modéliser les rendements de divers indices boursiers doivent être positivement corrélés les uns avec les autres. À moins de pouvoir le justifier autrement, la corrélation entre les rendements générés de deux indices boursiers (qu'ils soient ou non énumérés) doit correspondre à au moins 70 %. Si les scénarios sont générés à l'aide d'un modèle qui fait la distinction entre les phases boursières à tendance positive et négative (p. ex., le modèle lognormal à changement de régime avec deux régimes), alors, à moins de pouvoir le justifier autrement, les scénarios doivent tenir compte du fait qu'il est très probable que les divers indices boursiers se retrouveront dans la même phase boursière au même moment et qu'il est

¹³⁴ Par exemple, comme publié dans le document de juin 2005 intitulé « Recommended Approach for Setting Regulatory Risk-Based Capital Requirements for Variable Annuities and Similar Products ».

très peu probable que les divers indices boursiers se retrouveront dans des phases différentes au même moment.

Critères d'étalonnage des indices obligataires

De nouveaux critères quantitatifs minimums d'étalonnage sont prescrits pour les scénarios utilisés pour modéliser les indices de rendement total des obligations qui suivent le rendement des obligations du gouvernement du Canada, des obligations du gouvernement des États-Unis ou des obligations de sociétés de qualité supérieure. Les scénarios de rendement réel des placements pour chaque indice utilisé dans le calcul du TBCR doivent présenter les caractéristiques spécifiées.

Critères de l'extrémité gauche

Des limites supérieures sont appliquées aux 2,5^e, 5^e et 10^e percentiles du rendement total sur un an des indices obligataires indiqués. Pour $p = 2,5, 5$ et 10 , le p^{e} percentile du rendement total sur un an ne peut être supérieur à

$$r - \max\left(D - \frac{1}{2}; 0\right) \times (a_p + b_p \times \sqrt{r}) - d_p$$

où :

- r équivaut au rendement annuel effectif, au moment de l'évaluation, d'une obligation du gouvernement à coupon zéro de durée D libellée en devises de l'indice obligataire;
- D correspond à la durée, en années, de l'indice obligataire au moment de l'évaluation;
- a_p et b_p sont les paramètres relatifs à la hausse des taux d'intérêt associée au p^{e} percentile (les valeurs de a_p et b_p sont décrites ci-après);
- d_p correspond à la diminution du rendement au percentile p attribuable aux pertes sur créances dues aux défauts et aux décotes qui sont associées à l'indice obligataire spécifique (les valeurs de d_p sont décrites ci-après).

Les valeurs de a_p pour un percentile spécifique dépendent de l'échéance résiduelle moyenne de l'indice obligatoire. Pour des échéances résiduelles de 1, 3, 5 et 10 ans, les valeurs de a_p sont indiquées dans le tableau suivant :

Percentile	Échéance résiduelle			
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
	a_p	a_p	a_p	a_p
2,5 ^e	2,00 %	1,60 %	1,20 %	0,80 %
5 ^e	1,70 %	1,35 %	1,00 %	0,70 %
10 ^e	1,30 %	1,05 %	0,80 %	0,50 %

Les valeurs de b_p sont indiquées dans le tableau suivant :

Percentile	b_p
2,5 ^e	5,00 %
5 ^e	4,20 %
10 ^e	3,30 %

La valeur de d_p pour tous les indices d'obligations gouvernementales est 0. Les valeurs de d_p pour d'autres catégories de crédit sont indiquées dans les tableaux suivants :

$d_{2,5}$	Échéance résiduelle			
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
AAA / AA	0,10 %	0,50 %	0,75 %	1,30 %
A	0,30 %	0,80 %	1,20 %	2,00 %
BBB	0,80 %	2,00 %	2,80 %	4,00 %

d_5	Échéance résiduelle			
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
AAA / AA	0,06 %	0,30 %	0,55 %	1,00 %
A	0,20 %	0,55 %	0,85 %	1,50 %
BBB	0,50 %	1,40 %	2,00 %	3,00 %

d_{10}	Échéance résiduelle			
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
AAA / AA	0,03 %	0,15 %	0,30 %	0,65 %
A	0,10 %	0,30 %	0,50 %	1,00 %
BBB	0,30 %	0,85 %	1,30 %	2,00 %

Pour des échéances résiduelles entre 1 et 10 ans, les valeurs de a_p et d_p sont définies par interpolation linéaire entre les échéances résiduelles les plus rapprochées dans les tableaux ci-dessus. Pour des échéances résiduelles de plus de 10 ans, les valeurs de a_p et d_p de l'échéance résiduelle de 10 ans doivent être utilisées. Pour des échéances résiduelles de moins d'un an, les valeurs de a_p et d_p de l'échéance résiduelle d'un an doivent être utilisées. Dans le cas d'indices comportant des obligations de plus d'une catégorie de crédit, la valeur de d_p devrait correspondre à la moyenne pondérée théorique du d_p de chaque obligation de l'indice.

Critère du rendement moyen

Une limite supérieure est appliquée au rendement total moyen composé prévu de chaque indice obligataire indiqué. La moyenne arithmétique des rendements moyens composés propres à un scénario calculée pendant la période de D années débutant à la date de l'évaluation ne peut pas être supérieure à :

$$r + s,$$

où :

les paramètres D et r sont définis ci-haut
et s représente la prime de risque de crédit moyenne.

La valeur de s est indiquée dans le tableau suivant :

Catégorie de crédit	s
Gouvernement	0,00 %
AA ou plus	0,85 %
A	1,10 %
BBB	1,45 %

Critères pour les indices d'autres obligations

Les scénarios utilisés pour modéliser les rendements d'un indice obligataire qui ne suit pas le rendement des obligations du gouvernement du Canada, des obligations du gouvernement des États-Unis ou des obligations de sociétés de qualité supérieure ne

sont pas tenus de satisfaire aux mêmes critères d'étalonnage, mais ils doivent tout de même être cohérents avec les scénarios étalonnés utilisés pour modéliser les rendements de ces indices et être élaborés de façon prudente.

Corrélation

Les scénarios utilisés pour modéliser les rendements de divers indices obligataires doivent être positivement corrélés les uns avec les autres. À moins de pouvoir le justifier autrement, la corrélation entre les rendements générés pour un indice boursier et un indice obligataire libellés dans la même devise doit correspondre à au plus 40 %.

L'assureur doit tenir compte des résultats historiques limités à l'égard d'environnements de taux d'intérêt très bas au moment de formuler des hypothèses relatives aux modèles de fonds obligataires et s'assurer que son modèle interne tient adéquatement compte des risques associés aux environnements de taux d'intérêt très faibles. Un assureur qui met en œuvre les nouveaux critères d'étalonnage ne doit pas modéliser de façon moins conservatrice ou ne doit pas appliquer aux indices obligataires un ensemble de scénarios moins conservateurs que maintenant.

Critères relatifs aux fonds distincts individuels

Si les moyennes pondérées des indices modélisés sont utilisées pour calculer les scénarios des rendements d'un fonds distinct individuel (avant déduction des frais), tous les scénarios de rendement de l'indice sur lesquels se fondent les scénarios de rendement des fonds distincts doivent satisfaire aux critères d'étalonnage ci-haut. L'assureur qui ne modélise pas les rendements des placements des fonds distincts (avant déduction des frais) à l'aide des moyennes pondérées des rendements des indices doit communiquer par écrit avec l'Autorité pour obtenir de l'information sur la manière d'étalonner les scénarios de rendement des fonds distincts.

7.2.7.4 Calcul du capital requis total

Le capital requis pour les polices assujetties à la section 7.2.7.3 (c.-à-d., les polices souscrites à compter du 1^{er} janvier 2011) sera calculé séparément du capital requis pour toutes les autres polices de garanties de fonds distincts.

Le capital requis pour l'ensemble de l'exposition de garantie de fonds distincts correspondra à la somme du capital requis des polices assujetties à la section 7.2.7.3 et du capital requis de toutes les autres polices. Pour ces deux groupes de polices, tout capital requis négatif doit être ramené à zéro avant le calcul de la somme.

7.2.7.5 Règles transitoires

Des règles transitoires s'appliquent pour déterminer le capital requis à l'aide de tout modèle interne dont l'utilisation a été nouvellement autorisée. Pendant la première année d'utilisation, l'assureur est tenu de maintenir le capital requis égal à la somme de 50 % du montant en vertu du modèle interne et de 50 % du montant en vertu des facteurs prescrits. Par la suite, l'assureur peut constituer la totalité du capital requis à

l'aide de son modèle interne et ce, à compter de la fin de l'exercice financier qui suit le premier anniversaire d'utilisation du modèle.

7.2.8 Exigences quantitatives avec reconnaissance d'une stratégie de couverture

Selon cette méthode, le TBCR est d'abord déterminé. Il correspond à la valeur des engagements relativement aux garanties offertes sur les fonds distincts calculée à une ECU (95) à laquelle on ajoute le risque de base et le risque opérationnel et on soustrait un crédit de diversification, où les calculs sont effectués à l'aide du modèle interne dont l'utilisation a été préalablement autorisée par l'Autorité. Le capital requis correspondra à l'écart entre le TBCR et les provisions techniques relatives aux garanties des fonds distincts portées au bilan de l'assureur. Aux fins de la présente section, les provisions techniques correspondent à toutes les provisions détenues pour les garanties de fonds distincts, incluant la provision non amortie des frais d'acquisition reportés (PFA). Le capital requis est ensuite ajusté pour amortir l'impact de la période courante.

Le calcul implique premièrement la génération d'un grand nombre de scénarios stochastiques de marchés *real-world*. Le nombre de scénarios retenu doit être suffisant de sorte à ce que tout changement de ceux-ci ne résulte pas en une variation importante du capital requis. Pour chacun de ces scénarios, l'assureur devra projeter tous les flux de trésorerie liés aux garanties offertes (i.e. les paiements en vertu de la garantie, les dépenses, les commissions, les ratios de frais de gestions perçus totaux, etc.). Lorsque l'assureur choisit l'approche de la présente section, tous ses fonds distincts munis d'une garantie doivent être inclus dans la projection et évalués de la même façon, qu'ils fassent l'objet d'une stratégie de couverture ou non.

L'assureur qui dispose d'une stratégie de couverture doit la reconnaître en vertu de cette approche. Il est important que la modélisation de cette stratégie soit la plus fidèle possible à la façon dont la stratégie est appliquée en réalité. Comme la stratégie de couverture est modélisée dans le calcul du capital requis, les actifs détenus au bilan en vertu de celle-ci ne doivent pas être pris en compte dans le calcul de la section 5.2.3. Cependant, ces actifs sont assujettis aux exigences liées au risque de crédit des chapitres 3 et 4.

Dans le cadre du calcul du TBCR selon cette approche, certaines considérations doivent être respectées en ce qui concerne les hypothèses et la modélisation. Ces considérations sont présentées plus en détails dans les sections ci-dessous.

7.2.8.1 Base d'évaluation

Le calcul de la valeur des engagements avec les MÉD et inefficacités de la couverture est sujet aux conditions suivantes :

1. Tout le portefeuille des polices comportant des garanties de fonds distincts doit être modélisé. Ainsi, les polices qui sont sujettes à la stratégie de couverture de même que les polices qui ne sont pas sujettes à la stratégie de couverture doivent être incluses dans les calculs.

-
2. Les hypothèses utilisées pour faire les calculs doivent être les hypothèses utilisées pour le calcul des provisions techniques et inclure les MÉD sauf pour les hypothèses ou les marges décrites dans la section 7.2.8.
 3. Tous les calculs doivent être effectués en utilisant l'ECU (95) comme mesure de risque.
 4. Pour la modélisation de la stratégie de couverture, l'utilisation de la méthode stochastique-sur-stochastique doit être fondée sur les principes de base, comme décrite dans le document de l'ICA intitulé *Prise en compte de la couverture dans l'évaluation des fonds distincts* et comme utilisée par l'assureur pour l'évaluation de ses provisions techniques.
 5. Les hypothèses actuarielles prescrites qui sont décrites dans la section 7.2.8.4 s'appliquent dans les boucles externes selon des scénarios *real-world*, et ce, autant pour les produits couverts que ceux non couverts.
 6. Les boucles internes servant à calculer le passif neutre au risque¹³⁵ et les grecques sont utilisées pour la modélisation de la stratégie de couverture. Les hypothèses de ces calculs doivent être les mêmes que celles qui servent officiellement à calculer le passif neutre au risque et les grecques sur une base quotidienne aux fins de la couverture.
 7. L'utilisation de la même approche de compression des données de l'en vigueur que celle utilisée aux fins de l'évaluation des provisions techniques, si une telle approche est utilisée.

7.2.8.2 Stratégie de couverture

L'assureur doit utiliser la même stratégie de couverture que celle en vigueur à la date d'évaluation. Entre autres, si des balises régissent le moment où l'assureur rééquilibre son portefeuille de couverture, celles-ci doivent être reflétées dans la modélisation. Par ailleurs, la modélisation ne doit pas sous-estimer l'impact des opérations réelles de rééquilibrage sur les risques, notamment en ce qui a trait à la fréquence de rééquilibrage du passif neutre au risque et aux actifs de couverture.

La stratégie de couverture ne peut pas être modélisée s'il existe des éléments qui pourraient affecter le maintien de la stratégie de couverture actuelle ou d'une partie de celle-ci à long terme. Par exemple, il pourrait exister des clauses au niveau des swaps permettant à la contrepartie d'y mettre fin advenant une baisse du degré de solvabilité de l'assureur sous un certain niveau.

7.2.8.3 Hypothèses économiques

Les projections *real-world* pour le risque de marché sont soumises aux critères d'étalonnage décrits à la section 7.2.7.3. Ces critères s'appliquent à toutes les polices, incluant celles émises avant le 1^{er} janvier 2011. De plus, les modèles de marchés

¹³⁵ Le passif neutre au risque représente la valeur de l'option financière calculée pour les besoins de la stratégie de couverture.

boursiers avec retour à la moyenne ne sont pas permis aux fins de la présente ligne directrice.

En ce qui concerne les taux d'actualisation des flux de trésorerie, ceux-ci doivent être cohérents avec les investissements faits par l'assureur au niveau des actifs supportant le TBCR des fonds distincts. De plus, les taux de réinvestissement de ces actifs doivent varier en fonction du scénario pour lequel ils actualisent les flux. Pour les produits pour lesquels une stratégie de couverture est présente, le taux d'actualisation des actifs supportant le TBCR des fonds distincts ne peut être utilisé que pour actualiser les marges et inefficacités de couverture. Pour le passif neutre au risque de la garantie, les taux d'actualisation doivent être cohérents avec la stratégie de couverture.

7.2.8.4 Hypothèses non économiques

Certaines marges ou hypothèses sont définies par l'Autorité. Toutes les hypothèses et les marges non spécifiées par l'Autorité doivent demeurer celles utilisées pour l'évaluation des provisions techniques et inclure les MÉD correspondantes.

Déchéance

Une marge de 40 % est appliquée à l'Hypothèse de meilleure estimation en remplacement de la MÉD du calcul des provisions techniques. La marge de déchéance doit être appliquée de telle sorte que celle-ci crée un impact défavorable pour l'assureur. Par exemple, si le fait d'augmenter le taux de déchéance de 40 % est plus favorable que de diminuer le taux de déchéance de 40 %, l'assureur doit diminuer l'hypothèse de déchéance de 40 %. Les marges liées à la déchéance doivent être réévaluées à chaque durée dans la projection et pour chaque contrat, non de façon globale. Le sens de la marge varie normalement en fonction du degré de parité (*moneyness*) de la garantie.

De plus, l'hypothèse finale incluant la marge de 40 % doit être modifiée de la façon suivante pour certains produits :

- Produits avec garantie de décaissement

Les déchéances avant la période de décaissement demeurent celles de l'assureur incluant la marge de 40 %, mais les déchéances durant la période de décaissement doivent être modifiées. L'Hypothèse de meilleure estimation de l'assureur incluant la marge de 40 % est utilisée au début de la période de décaissement et transite linéairement pour atteindre un taux de déchéance de 0,5 % à 10 ans après le début du décaissement. Ce taux de 0,5 % est ensuite conservé pour les 5 années suivantes et le taux de déchéance devient nul par la suite. Si la valeur de rachat du client devient nulle durant les années de décaissement, le taux de déchéance doit être nul à partir de ce moment.

L'hypothèse quant au montant de retrait périodique effectué par le client durant la période de décaissement doit correspondre au retrait maximum garanti au contrat.

- Produits avec garantie à maturité

Un taux de déchéance nul doit être utilisé lorsque le degré de parité (ratio de la valeur marchande sur la valeur garantie) du contrat descend sous une certaine valeur à une certaine durée avant l'échéance. Les taux de déchéance de l'Hypothèse de meilleure estimation incluant la marge de 40 % continuent de s'appliquer par ailleurs et lorsque le degré de parité remonte au-dessus du seuil.

Les degrés de parité sous lesquels le taux de déchéance doit être nul sont les suivants. Pour des fractions d'années, une interpolation linéaire des taux doit être effectuée.

Nombre d'années avant l'échéance	Degré de parité
0	100 %
1	80 %
2	70 %
3	60 %
4	50 %
5	40 %

Mortalité

Une marge de 16 % est appliquée à l'Hypothèse de meilleure estimation en remplacement de la MÉD du calcul des provisions techniques. La marge de mortalité doit être appliquée à la hausse ou à la baisse de telle sorte que celle-ci crée un impact défavorable pour l'assureur. Le sens de la marge doit créer un impact défavorable pour l'assureur pour chaque produit, ou de façon plus granulaire, et non de façon globale pour tous les fonds distincts.

Longévité pour les garanties de retraits seulement

L'hypothèse d'amélioration de la mortalité (meilleure estimation et MÉD) est remplacée pour toutes les années futures par l'utilisation d'une hypothèse de 300 % des taux annuels de base d'amélioration de la mortalité¹³⁶.

¹³⁶ Les taux de base sont ceux décrits dans la note de service de l'Institut canadien des actuaires (document 211072) : <http://www.cia-ica.ca/docs/default-source/2011/211072f.pdf>.

Dépenses

Une marge de 20 % est appliquée à l'Hypothèse de meilleure estimation concernant les frais de transactions des actifs servant à la stratégie de couverture (ex : swaps et futures), en remplacement de la MÉD du calcul des provisions techniques.

Une marge de 15 % est appliquée à l'Hypothèse de meilleure estimation pour les dépenses administratives en remplacement de la MÉD du calcul des provisions techniques.

7.2.8.5 Risque de base

La quantification du risque de base à l'égard de la reproduction des fonds dans la stratégie de couverture est faite à partir d'un calcul distinct. Par conséquent, si l'assureur modélise implicitement cet élément dans le calcul de ses provisions techniques, celui-ci doit être enlevé aux fins du calcul du capital requis. Le calcul suivant ne s'applique qu'à l'assureur muni d'une stratégie de couverture et seulement aux fonds couverts en vertu de la stratégie.

La formule pour le facteur de risque (FR) sera $FR = 20 \times B \times \sqrt{2 - 2A}$

où :

- A représente la corrélation historique entre les rendements des fonds distincts et les rendements des actifs utilisés pour la couverture;
- B représente l'écart type des rendements des fonds distincts.

Les corrélations historiques doivent être calculées sur une base hebdomadaire et couvrir les 52 semaines antérieures. Les rendements des deux sous-groupes d'éléments d'actifs se mesurent par l'augmentation de leur valeur au marché, nette des flux de trésorerie liés aux dépôts des titulaires de contrats ou des rééquilibrages du portefeuille de couverture.

Souvent, les assureurs vont utiliser des actifs pour la couverture basés sur des indices de marché alors que les fonds distincts ne sont pas des indices. Dans ce cas, les assureurs utilisent une certaine pondération de ces indices afin de représenter les fonds distincts. Au niveau des actifs de couverture, ceux-ci sont pondérés par le *delta* de chaque indice. Les données doivent donc être ajustées afin que la pondération entre les indices soit la même dans les actifs de couverture utilisés pour faire les calculs de la présente section et la pondération prévue au niveau des fonds distincts.

De plus, il se peut que l'assureur soit légèrement sur ou sous-couvert en fonction de sa position à l'intérieur des balises gérant ses transactions. Dans ce cas, les données doivent être ajustées par un facteur multiplicatif de sorte à supposer une couverture complète au début de chaque semaine.

L'écart type des rendements hebdomadaires des fonds distincts doit être déterminé à partir des hypothèses de volatilité utilisées dans la stratégie de couverture et être basé sur la distribution réelle entre les différents fonds distincts à la date du calcul.

Afin d'obtenir le montant de capital requis du risque de base (*RB*), *FR* est ensuite appliqué à la somme des positions au marché requises en vertu de la couverture à la fin de l'exercice (i.e. le *delta* total, incluant autant les fonds d'actions que les fonds obligataires).

Il est permis de séparer le calcul par type de garantie si la couverture est gérée de cette façon. L'assureur pourrait donc faire des calculs distincts pour les garanties à maturité, les garanties de revenu viager, les garanties au décès de même que pour les garanties avec des niveaux différents (p. ex., garanties à 100 % vs garanties à 75 %), pour ensuite sommer le montant de capital requis de chaque groupe pour obtenir le montant total.

Le détail de tous les calculs concernant le risque de base doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

7.2.8.6 Crédit pour diversification

Un crédit ou avantage de diversification se réalise lorsque le regroupement des risques produit des résultats inférieurs à la sommation des éléments de risque individuels.

Le capital requis des risques d'assurance et de marché des fonds distincts avant diversification est calculé sur la base d'une ECU (95) en utilisant le modèle de projection de l'assureur et les hypothèses économiques et non économiques définies dans les sections 7.2.8.3 et 7.2.8.4, à laquelle on ajoute le capital requis du risque de base (*RB*) selon la formule décrite à la section 7.2.8.5. Afin de déterminer l'ECU (95), la valeur des engagements selon les scénarios sont triés de sorte à définir les 5 % donnant la valeur la plus élevée. Les scénarios correspondants à la valeur de ces engagements seront par la suite utilisés afin de calculer le capital requis de chaque risque séparément (c.-à-d. qu'il n'est donc pas requis de refaire les calculs sur la totalité des scénarios, seuls ceux identifiés comme ayant servi à déterminer l'ECU (95) avant diversification seront utilisés). Le capital requis des risques suivants doit être calculé avec le modèle interne : déchéance (*A*), mortalité (*M*), longévité (*L*), dépenses (*D*), marché (*I*).

Le capital requis de chaque risque est déterminé en recalculant la valeur des engagements avec le modèle interne après avoir remplacé l'hypothèse avec MÉD prescrite par l'hypothèse de l'assureur incluant les marges pour écarts défavorables. Le remplacement se fait de façon cumulative.

Étapes des calculs avec le modèle interne

1. Calculer le capital requis total en utilisant toutes les hypothèses définies dans les sections 7.2.8.3 et 7.2.8.4 (économiques et non économiques).
2. Identifier les scénarios qui composent l'ECU (95) et qui serviront à effectuer les calculs 3 à 6 ci-dessous.
3. Refaire le calcul de l'étape 1, mais en remplaçant l'hypothèse de déchéance par

l'hypothèse avec MÉD utilisée par l'assureur dans le calcul de ses provisions techniques.

4. Refaire le calcul de l'étape 3, mais en remplaçant l'hypothèse de mortalité par l'hypothèse avec MÉD utilisée par l'assureur dans le calcul de ses provisions techniques.
5. Refaire le calcul de l'étape 4, mais en remplaçant l'hypothèse d'amélioration de mortalité par l'hypothèse avec MÉD utilisée par l'assureur dans le calcul de ses provisions techniques.
6. Refaire le calcul de l'étape 5, mais en remplaçant les hypothèses de dépense par les hypothèses avec MÉD utilisées par l'assureur dans le calcul de ses provisions techniques.

Calcul du capital requis de chaque risque

- *RB* est le montant résultant du calcul selon la section 7.2.8.5.
- *A* correspond à la différence entre la valeur des engagements calculée à l'étape 1 et à l'étape 3.
- *M* correspond à la différence entre la valeur des engagements calculée à l'étape 3 et à l'étape 4.
- *L* correspond à la différence entre la valeur des engagements calculée à l'étape 4 et à l'étape 5.
- *D* correspond à la différence entre la valeur des engagements calculée à l'étape 5 et à l'étape 6.
- *I* correspond à la différence entre la valeur des engagements calculée à l'étape 6 et les provisions techniques aux états financiers incluant la PFA.

Le capital requis des risques d'assurance et de marché après diversification (*RAM*) sera donné par la formule suivante :

$$RAM = \sqrt{\sum_{i,j=1}^5 \rho_{ij} \times CR_i \times CR_j}$$

où :

- CR_i est le capital requis du risque i ;
- Les montants de capital requis du risque de marché et du risque de base sont regroupés aux fins du calcul;

- ρ_{ij} est le facteur de corrélation entre les risques i et j , comme défini dans la matrice de corrélation suivante :

$i \backslash j$	Marché + Risque de base	Déch.	Mort.	Long.	Dép.
Marché + Risque de base	1				
Déchéance	0,25	1			
Mortalité	0	0	1		
Longévité	0	0	-0,25	1	
Dépenses	0	0	0	0	1

Cependant, la valeur de RAM ne peut pas être inférieure à la valeur la plus élevée de CR_i pour tous les risques i inclus dans la matrice.

Le crédit de diversification CD sera donné par la formule suivante :

$$CD = \sum_{i=1}^5 CR_i - RAM$$

Le crédit de diversification est toutefois limité à 30 % de la valeur de l'expression $\sum_{i=1}^5 CR_i$.

7.2.8.7 Capital requis avant ajustement

Le capital requis avant ajustement (CR_{brut}) pour les risques des fonds distincts est obtenu de la façon suivante :

$$CR_{brut} = (A + M + L + D + I + RB - CD)/1,25$$

Cependant, CR_{brut} ne peut être négatif.

7.2.8.8 Capital requis après ajustement

Le capital requis pour les risques de fonds distincts calculé dans la présente section peut être ajusté pour amortir l'impact de la période courante. Le montant pouvant être amorti correspond à la différence entre le capital requis avant ajustement calculé pour le trimestre courant et celui du trimestre précédent. L'amortissement de l'impact se fera sur

7 trimestres à raison de 1/7 de l'impact par trimestre en commençant par le trimestre courant.

Exemple : Amortissement de l'impact de la période courante

Trimestre	Capital requis avant ajustement (CR_{brut})	Variation de CR_{brut}	Capital requis après ajustement
0	100		100
1	121	21	$103 = 100 + (21) \times 1/7$
2	149	28	$110 = 103 + (21+28) \times 1/7$
3	128	(21)	$114 = 110 + (21+28-21) \times 1/7$
4	86	(42)	$112 = 114 + (21+28-21-42) \times 1/7$
5	72	(14)	$108 = 112 + (21+28-21-42-14) \times 1/7$
6	65	(7)	$103 = 108 + (21+28-21-42-14-7) \times 1/7$
7	44	(21)	$95 = 103 + (21+28-21-42-14-7-21) \times 1/7$
8	51	7	$85 = 95 + (28-21-42-14-7-21+7) \times 1/7$

Le détail du calcul du montant d'ajustement doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

7.2.8.9 Incertitudes liées aux paramètres du modèle interne

Les estimations des paramètres peuvent être sujettes à l'incertitude ou à des sources d'erreurs sur les données. L'assureur doit déterminer, documenter et présenter les incertitudes et sources d'erreurs liées à la quantification du risque.

Pour chaque source d'erreur, l'assureur doit déterminer si le degré de conservatisme est adéquat. De plus, les marges de conservatisme ne doivent pas être utilisées afin de corriger le modèle interne. Par ailleurs, l'Autorité s'attend à ce que les ajustements introduits dans la quantification des paramètres entraînent une augmentation du capital requis, notamment pour satisfaire les critères d'étalonnage. Aussi, lorsque des erreurs importantes d'estimation surviennent, l'assureur ne doit pas seulement ajouter des marges de conservatisme, mais il doit également en informer l'Autorité.

7.2.8.10 Approximations et simplifications

L'Autorité s'attend à ce que l'assureur porte attention aux approximations et aux simplifications. L'Autorité veut s'assurer que ces approximations et simplifications ne compromettent pas l'intégrité et la fiabilité des résultats des calculs du capital requis. Lorsque des approximations et des simplifications sont utilisées, l'Autorité s'attend à ce que celles-ci génèrent du conservatisme dans le modèle interne.

L'assureur doit s'assurer de leur aspect raisonnable notamment par rapport :

1. aux calculs de sensibilités (grecques) et effets croisés (grecques-croisés) dans les opérations quotidiennes de la stratégie de couverture ainsi que dans les projections *real-world* pour l'évaluation des inefficacités de couverture;
2. aux méthodes d'interpolation et d'extrapolation utilisées dans les courbes de taux des projections *real-world* et neutres au risque;
3. à la suffisance du nombre de points sur la courbe de taux swap pour les interpolations;
4. à la fréquence de rééquilibrage du portefeuille lié à la stratégie de couverture dans les projections comparativement à la réalité;
5. durée de la projection;
6. risque de devise;
7. aux méthodes de compression de données.

En ce qui concerne les méthodes de compression de données utilisées, l'assureur doit démontrer que l'extrait compressé possède des valeurs similaires à l'extrait complet, notamment :

1. le passif neutre au risque;
2. les grecques couvertes par la stratégie de couverture de même que celles non couvertes;
3. certains flux monétaires ou leur valeur actualisée (p. ex., les revenus, les prestations, etc.);
4. la valeur des fonds et la valeur garantie.

7.2.9 Changements et suivi

Lorsque l'assureur a obtenu l'autorisation permettant l'utilisation d'une approche par modèle interne, il doit fournir à l'Autorité un rapport détaillé sur l'état du modèle interne lorsque des changements significatifs ou non significatifs surviennent.

Tous les changements doivent être divulgués et documentés. L'assureur ne doit pas regrouper des changements qui auraient des impacts opposés de sorte à pouvoir les considérer comme un seul changement non significatif.

L'assureur doit établir une procédure d'encadrement des changements au modèle interne, laquelle sera sujette à l'examen de l'Autorité.

Par ailleurs, les changements doivent être effectués sur une copie du modèle interne de sorte à maintenir une séparation entre le modèle interne sur lequel les changements sont effectués et le modèle interne utilisé dans les opérations de l'assureur.

L'Autorité recommande à l'assureur de faire une planification adéquate lors de l'implantation de changements à son modèle interne. Il devrait communiquer avec l'Autorité dès le début du processus s'il anticipe que les changements pourraient être significatifs.

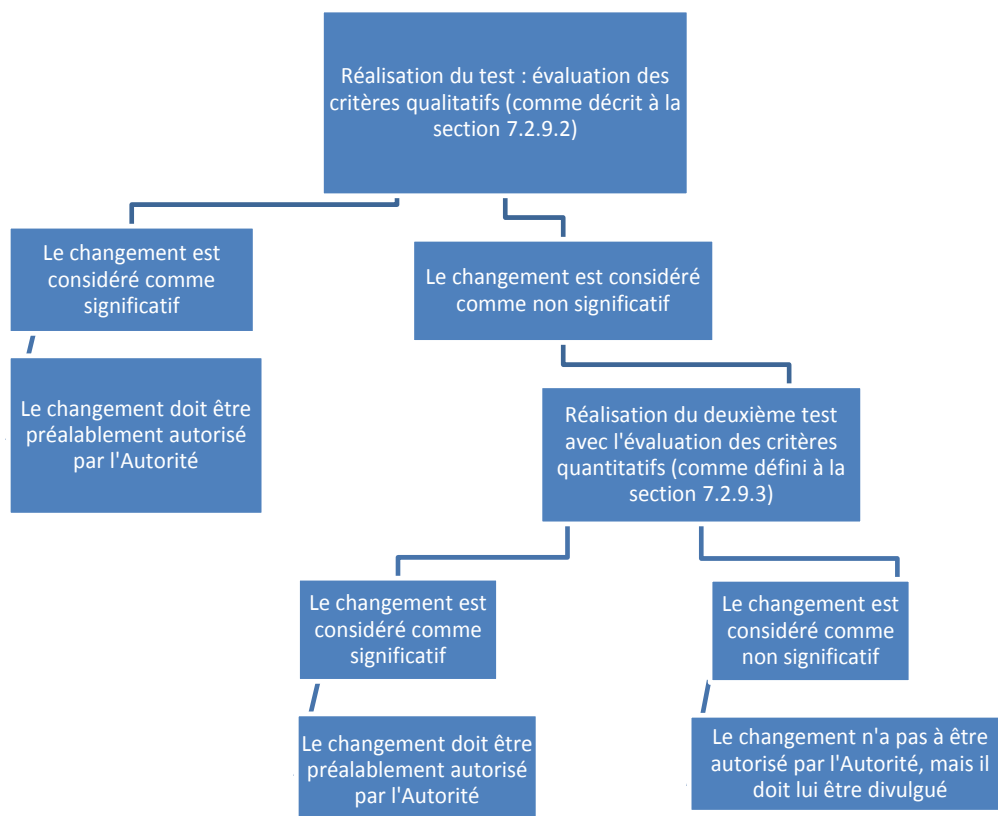
7.2.9.1 Importance relative des changements

La procédure d'encadrement des changements au modèle interne doit contenir une définition de l'importance relative des changements conforme à la section 7.2.9. Cette définition d'importance relative permettra d'encadrer la notion de changements significatifs et non significatifs décrits dans cette section. Afin d'évaluer adéquatement l'importance relative, l'assureur doit soumettre les changements à une combinaison de critères qualitatifs et quantitatifs.

De plus, les critères qualitatifs doivent minimalement considérer ceux qui sont décrits à la section 7.2.9.2. Pour effectuer une évaluation quantitative de l'importance relative, l'assureur doit examiner les changements en regard de la définition interne de l'importance relative dans la procédure de changement, qui doit minimalement contenir les exigences de la section 7.2.9.3.

Dans un premier temps, les critères qualitatifs doivent être considérés comme premier test. Si un changement ne peut pas être classé comme significatif après le premier test, alors ce changement doit être soumis au deuxième test, soit celui des critères quantitatifs.

Le diagramme suivant présente graphiquement les étapes de classification des changements.



7.2.9.2 Critères qualitatifs des changements significatifs

Un changement au modèle interne qui touche aux éléments suivants doit être divulgué à l'Autorité avant sa mise en vigueur afin qu'elle détermine si le changement doit être considéré comme significatif à ce stade-ci :

- la gouvernance : ceci inclut les rôles et responsabilités des parties impliquées ou responsables du modèle interne, incluant la haute direction et les membres du conseil d'administration;
- les politiques d'audit interne et de validation en regard du modèle interne;
- la procédure d'encadrement des changements au modèle interne;

- les fondements théoriques et la méthodologie du modèle interne¹³⁷;
- le périmètre d'utilisation du modèle interne ainsi que les risques modélisés¹³⁸;
- les données, leurs sources, leur nature et leur historique¹³⁹;
- l'adaptation du modèle interne suivant la mise en place de modifications à la stratégie de couverture;
- la plateforme technologique¹⁴⁰;
- le passage de la méthode globale à la méthode en fonction des dates de paiement prévues ou à la méthode avec reconnaissance de la couverture et vice-versa;
- d'autres aspects du modèle interne jugés importants par l'assureur ou par l'Autorité, ainsi que le cumul de plusieurs changements non significatifs¹⁴¹.

L'assureur doit fournir les justifications du changement. Les exigences relatives aux changements significatifs décrits à la section 7.2.9.4 s'appliquent si le changement est jugé significatif par l'Autorité. Autrement, si le changement est jugé non significatif par l'Autorité, il doit être soumis aux critères quantitatifs de la section 7.2.9.3.

7.2.9.3 Critères quantitatifs des changements significatifs

La présente section présente les critères quantitatifs pour déterminer si un changement doit être considéré comme significatif ou non. Le capital requis non ajusté des fonds distincts correspond à l'ECU (95) défini à la section 7.2.7.1, T_3^S défini à la section 7.2.7.2 ou CR_{brut} défini à la section 7.2.8.7, selon la méthode utilisée.

Un changement est significatif si :

1. il résulte en une baisse de 1 % ou plus du capital requis total; ou
2. il résulte en une baisse de 10 % ou plus du capital requis non ajusté des fonds distincts dans l'environnement actuel ou dans un environnement simulant une baisse instantanée des marchés boursiers de 25 %.

¹³⁷ Par exemple, changer le générateur de rendement de marchés boursiers pour passer d'un modèle à changement de régime log normal vers un modèle à un seul régime ou changer la formule d'abandon dynamique constitueraient des changements significatifs.

¹³⁸ Par exemple, l'ajout de nouveaux produits constituerait un changement significatif.

¹³⁹ Par exemple, un changement de la source des données, comme lors de la mise en place d'un nouveau système administratif, ou un changement à la date de début de l'historique utilisé pour déterminer certaines hypothèses constituent des changements significatifs. L'ajout d'une nouvelle année d'expérience récente à un historique, la mise à jour d'une hypothèse reposant sur une moyenne mobile et la mise à jour de paramètres macroéconomiques (p. ex., courbe de taux d'intérêt ou taux d'actualisation) ne constituent pas des changements significatifs selon les critères qualitatifs.

¹⁴⁰ Par exemple, la migration d'un modèle inclut dans le modèle interne vers l'utilisation d'un modèle externe ou la modification de la plateforme technologique supportant le modèle interne.

¹⁴¹ Plusieurs changements non significatifs peuvent exercer un impact significatif sur les assureurs. De ce fait, si pour une période donnée plusieurs changements non significatifs avaient lieu, l'Autorité pourrait exiger que le traitement soit effectué comme étant des changements significatifs.

Ces deux ratios doivent être calculés comme suit :

- au numérateur, la différence entre le capital requis non ajusté des fonds distincts avant et après le changement;
- au dénominateur, le capital requis (total ou non ajusté des fonds distincts) avant le changement.

De plus, les montants de capital requis utilisés dans les calculs de ratios ci-dessus doivent être calculés à la même date.

La mise à jour de paramètres macroéconomiques (p. ex., courbe de taux d'intérêt ou taux d'actualisation) ne constitue pas un changement significatif lorsque cette mise à jour découle de changements qui ne sont pas sous le contrôle de l'assureur (p. ex., mise à jour des taux initiaux dans le modèle CIR, changement du taux d'actualisation lorsque celui-ci est la courbe de taux swaps, etc.). Cependant, une telle mise à jour constitue un changement qui doit être rapporté dans l'historique des changements requis en vertu de la section 7.2.9.5.

7.2.9.4 Suivi des changements

Selon la nature des changements, l'assureur doit faire état de la situation à sa haute direction et à l'Autorité. De plus, l'Autorité s'attend à ce que l'assureur conserve un historique des changements.

Changements non significatifs

Un test quantitatif supplémentaire doit être effectué pour les changements qui ne sont pas significatifs selon les sections 7.2.9.2 et 7.2.9.3. Ainsi, tout changement qui résulte en une baisse de plus de 5 % du capital requis non ajusté des fonds distincts doit être divulgué à l'Autorité dans un délai raisonnable avant son implémentation. Le calcul de ce ratio doit être calculé conformément aux instructions de la section 7.2.9.3.

Tous les autres changements non significatifs doivent être divulgués à la haute direction de l'assureur et à l'Autorité au moins une fois par année financière ou lorsque demandé par l'Autorité.

Changements significatifs

Une autorisation de l'Autorité est nécessaire avant la mise en place de tout changement significatif pour le calcul du capital requis dans le cadre de la présente ligne directrice. En ce qui concerne l'utilisation du modèle interne à d'autres fins que ce calcul, il est possible pour l'assureur d'utiliser le modèle interne modifié pendant le processus d'autorisation de l'Autorité. Toutefois, il est important de divulguer à l'Autorité cet élément dans les plus brefs délais et de faire la demande d'autorisation.

L'approbation de la haute direction est requise avant toute demande d'autorisation à l'Autorité. L'assureur doit divulguer au conseil d'administration et à la haute direction la

nature et les motifs des changements. Tous les changements apportés au modèle interne et au processus de validation doivent avoir été validés par l'équipe de validation.

Aussi, le modèle interne existant doit continuer à être utilisé pour le calcul du capital requis tant que l'Autorité n'aura pas donné son autorisation à l'égard des modifications significatives proposées. L'Autorité pourra, à sa discrétion, considérer les modifications significatives proposées comme étant susceptibles d'avoir des impacts trop importants et demander à l'assureur de présenter une nouvelle demande d'autorisation d'utilisation du modèle interne.

La demande d'autorisation de changements soumise à l'Autorité doit contenir, minimalement, les éléments suivants :

1. une lettre de demande d'autorisation signée par la haute direction;
2. une opinion positive donnée par l'équipe de validation à l'égard des changements;
3. un test d'utilisation (c.-à-d. une démonstration de conformité aux exigences décrites à la section 7.2.6);
4. la date proposée pour l'entrée en vigueur des changements aux fins de la divulgation des ratios ESCAP à l'Autorité ou au public;
5. un document sommaire décrivant les changements proposés et résumant les conclusions de l'équipe de validation et des contrôles;
6. une étude d'impact documentée doit être présentée à l'Autorité (c.-à-d. analyse de sensibilité, contrôle ex post, impact sur le capital requis, impact sur les ratios ESCAP, etc.);
7. une identification des changements les plus importants touchant la documentation fournie à l'Autorité, tant au niveau des nouveaux documents que de ceux qui modifient les documents d'accompagnement initialement fournis;
8. le nom de la personne-ressource ou du coordonnateur des changements;
9. tout autre document pertinent lié à ces changements.

Il appartient à l'assureur de faire la démonstration de la nature des modifications proposées et du fait qu'elles doivent être considérées ainsi. De plus, les fonctions de contrôle clés (p. ex., la gestion des risques et la haute direction) de l'assureur ne doivent pas avoir reçu d'opinions défavorables données par les parties qui sont impliquées dans le processus de changement.

De plus, l'assureur doit décrire tous les changements organisationnels qui découlent des modifications proposées au modèle interne ou qui y sont liés.

7.2.9.5 Historique des changements

L'assureur doit documenter les changements apportés au modèle interne et permettre notamment de discerner ceux qui ont été effectués depuis la dernière divulgation des ratios ESCAP à l'Autorité ou au public.

Les données ci-après doivent être utilisées aux fins de suivi :

1. la date du changement;
2. le portefeuille visé;
3. la taille du portefeuille visé;
4. l'effet prévu et réel¹⁴² sur le capital requis et sur les ratios ESCAP;
5. le type de changement ou d'évènement;
6. la justification du changement.

Il incombe à l'assureur de tenir à jour et de documenter l'historique des changements. Cette documentation doit être présentée à l'Autorité à sa demande et aux conditions prévues dans la section 7.2.9. De plus, cette documentation doit permettre d'identifier le personnel responsable des changements.

7.2.10 Surveillance continue

Des rapports de surveillance périodiques doivent être détaillés et transmis à la haute direction de l'assureur et à l'Autorité lors de chaque divulgation des ratios ESCAP à l'Autorité ou au public. Ces rapports doivent contenir, minimalement :

1. les variations des ratios ESCAP liées aux fonds distincts, les variations du capital requis et une explication de ces variations¹⁴³;
2. un détail de la performance de la stratégie de couverture sur les neuf trimestres précédents (gains et pertes avec explications, mesure d'efficacité, etc.);
3. des tests de sensibilité des ratios ESCAP, du capital requis et des bénéfices nets face à une baisse des marchés boursiers d'au moins 25 %;
4. les exceptions aux politiques de l'assureur (p. ex., les dérogations à ces politiques, le dépassement des limites prévues dans la politique d'appétit et de tolérance au risque, etc.);
5. les analyses de concentration pour les contreparties les plus importantes liées à la stratégie de couverture.

L'information liée aux points 2 et 5 n'est requise que si l'assureur utilise la méthode avec reconnaissance de la couverture. Une version sommaire du rapport doit être transmise au conseil d'administration.

¹⁴² L'effet prévu est l'impact attendu et calculé (ou estimé) lors d'un test précédant la mise en place d'un changement. L'effet réel est l'impact calculé à la suite de la mise en place d'un changement.

¹⁴³ L'Autorité s'attend à obtenir des explications qualitatives sur le sens général des variations (p. ex., hausse des ventes, hausse/baisse des marchés boursiers, mouvement de la courbe de taux d'intérêt, etc.). L'assureur pourrait toutefois appuyer ses explications par certains montants lorsque nécessaire.

Si l'Autorité le juge nécessaire, elle pourra demander l'ajout de renseignements supplémentaires qui feront partie en permanence des rapports de surveillance périodiques.

L'Autorité s'attend à ce que l'assureur examine de nouvelles techniques d'analyse et les pratiques en évolution de l'industrie et les adopte si elles améliorent l'exactitude des estimations.

De plus, l'assureur doit disposer d'une liste des différents modèles utilisés dans le modèle interne ainsi que les objectifs visés par ceux-ci et tenir à jour cette dernière.

Si l'assureur ne satisfait pas aux exigences de la présente ligne directrice sur une base continue, l'Autorité pourra exiger que ce dernier détienne du capital supplémentaire.

En ce qui a trait aux paramètres du modèle interne, l'assureur doit réévaluer ces derniers :

- au moins une fois par année financière;
- à la suite d'évènements de marché ou d'évènements spécifiques affectant de façon importante le modèle interne;
- à la demande de l'Autorité.

7.3 Modalités relatives au calcul

7.3.1 Page 70.100 du formulaire ESCAP (selon la catégorie de fonds)

Les colonnes de la page 70.100 du formulaire ESCAP doivent être remplies comme suit :

Colonne 01 : *Valeur garantie*

Ce montant représente le montant de la valeur garantie de tous les fonds distincts. Si les fonds distincts sont assujettis à des garanties de différentes valeurs, par exemple, 100 % pour prestations de décès et 75 % à l'échéance; le montant le plus élevé devra être indiqué.

Colonne 02 : *Valeur marchande*

Ce montant correspond à la valeur marchande des fonds.

Colonne 03 : *TBCR*

Le détail du calcul basé sur les facteurs prescrits se retrouve à la section 7.1 (lignes 010 à 070 du formulaire ESCAP). Toutefois, si l'assureur utilise un modèle interne, le résultat sera reporté à la ligne 080 du formulaire ESCAP.

Si l'assureur utilise l'approche selon la méthode de la section 7.2.8, le TBCR représente 100 % du capital requis après ajustement selon le modèle interne (voir la section 7.2.8.8) auquel on ajoute les provisions techniques nettes détenues.

Colonne 04 : *Crédit pour cession en réassurance*

Ce montant est déterminé selon l'approche convenue avec l'Autorité.

Colonne 05 : *TBCR net*

Ce montant est déterminé comme suit :

TBCR – Crédit pour cession en réassurance

Colonne 07 : *Provisions techniques nettes détenues*

Ce montant correspond au total des provisions techniques nettes inscrites au bilan pour les risques liés aux garanties de fonds distincts, excluant l'impôt différé¹⁴⁴.

Colonne 08 : *Capital requis*

Ce montant est déterminé comme suit :

(TBCR net – Provisions techniques nettes détenues) × 1,25

La formule pour déterminer le capital requis comprend un facteur de 1,25 pour entraîner son montant au niveau cible d'intervention.

Les dispositions transitoires suivantes s'appliquent au capital requis déterminé à partir du modèle interne selon la méthode de la section 7.2.7 :

- la première année d'utilisation du modèle, le capital requis est calculé comme suit : 50 % du capital requis selon les facteurs prescrits + 50 % du capital requis selon le modèle interne;
- par la suite, il représente 100 % du capital requis selon le modèle interne.

Note : Le capital requis du risque relatif aux garanties des fonds distincts (ligne 920) ne doit pas être inférieur à zéro.

7.3.2 Page 70.200 du formulaire ESCAP (selon le lieu des opérations)

Les colonnes de la page 70.200 du formulaire ESCAP doivent être remplies comme suit :

¹⁴⁴ Le montant des provisions techniques nettes détenues ou tout montant similaire doit être calculé en accord avec le calcul du TBCR relativement à l'inclusion ou à l'exclusion de l'impôt différé.

Colonne 01 : *Valeur garantie*

Ce montant représente le montant de la valeur garantie de tous les fonds distincts. Si les fonds distincts sont assujettis à des garanties de différentes valeurs, par exemple, 100 % pour prestations de décès et 75 % à l'échéance; le montant le plus élevé devra être indiqué.

Colonne 02 : *Valeur marchande*

Ce montant correspond à la valeur marchande des fonds.

Colonne 03 : *TBCR*

Si l'assureur utilise l'approche selon la méthode de la section 7.2.8, le TBCR représente 100 % du capital requis après ajustement selon le modèle interne (voir la section 7.2.8.8) auquel on ajoute les provisions techniques nettes détenues.

Colonne 04 : *Crédit pour cession en réassurance*

Ce montant est déterminé selon l'approche convenue avec l'Autorité.

Colonne 05 : *TBCR net*

Ce montant est déterminé comme suit :

$$\text{TBCR} - \text{Crédit pour cession en réassurance}$$

Colonne 07 : *Provisions techniques nettes détenues*

Ce montant correspond au total des provisions techniques nettes inscrites au bilan pour les risques liés aux garanties de fonds distincts, excluant l'impôt différé¹⁴⁵.

Colonne 08 : *Capital requis*

Ce montant est déterminé comme suit :

$$(\text{TBCR net} - \text{Provisions techniques nettes détenues}) \times 1,25$$

La formule pour déterminer le capital requis comprend un facteur de 1,25 pour entraîner son montant au niveau cible d'intervention.

Les dispositions transitoires suivantes s'appliquent au capital requis déterminé à partir du modèle interne selon la méthode de la section 7.2.7 :

¹⁴⁵ Le montant des provisions techniques nettes détenues ou tout montant similaire doit être calculé en accord avec le calcul du TBCR relativement à l'inclusion ou à l'exclusion de l'impôt différé.

-
- la première année d'utilisation du modèle, le capital requis est calculé comme suit :
50 % du capital requis selon les facteurs prescrits + 50 % du capital requis selon le modèle interne;
 - par la suite, il représente 100 % du capital requis selon le modèle interne.

Note : Le montant inscrit à la cellule 7020090920 doit être identique à celui de la cellule 7010090920 de la page 70.100.

Chapitre 8. Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de perte découlant de processus, personnes ou systèmes inadéquats ou défaillants, ou d'événements extérieurs. Cette définition comprend le risque juridique¹⁴⁶, mais exclut le risque stratégique et d'atteinte à la réputation.

8.1 Formule du risque opérationnel

Le capital requis du risque opérationnel est la somme des éléments suivants :

- le capital requis lié au volume d'affaires;
- le capital requis lié à une augmentation importante du volume d'affaires;
- le capital requis général.

8.2 Expositions et facteurs du risque opérationnel

La présente section présente les expositions et les facteurs utilisés pour calculer le capital requis du risque opérationnel.

8.2.1 Capital requis lié au volume d'affaires

Le capital requis lié au volume d'affaires est déterminé en appliquant les facteurs suivants aux primes souscrites et aux primes de réassurance acceptée qui ont été perçues lors des 12 derniers mois et aux valeurs des comptes ou passifs des produits de type dépôt :

¹⁴⁶ Le risque juridique est composé notamment de l'exposition aux amendes, pénalités ou dommages découlant de mesures de surveillance, de même que de règlements privés.

Exposition	Facteur
Primes souscrites	2,50 %
Primes de réassurance acceptée	1,75 %
Produits de placement et rentes :	
Valeurs des comptes des fonds distincts avec garantie de tous les contrats	0,40 %
Valeurs des comptes des fonds distincts avec garantie des contrats couverts par une stratégie de couverture autorisée par l'Autorité (voir la section 7.2.8) ¹⁴⁷	0,40 %
Passifs des rentes en cours de paiement et équivalents de passif de rente pour les ententes de transfert de risque de longévité	0,15 %
Valeurs des comptes des polices d'assurance vie universelle	0,10 %
Valeurs des comptes des fonds communs de placement, des CPG, des autres produits de placement et des fonds distincts sans garantie et passifs des rentes en accumulation	0,10 %

Les primes souscrites des polices d'assurance vie individuelle et collective comprennent les primes d'assurance vie universelle, mais ne comprennent pas les primes des rentes et des ententes de transfert de risque de longévité, les dépôts de fonds communs de placement, les CPG, les dépôts de fonds distincts et les équivalents de primes pour les contrats de services administratifs seulement et de services de gestion de placements.

Pour la détermination du montant des primes de réassurance acceptée auquel le facteur de risque de 1,75 % s'applique, les primes de coassurance peuvent être réduites des allocations de réassurance telles que les commissions de cession qui comprennent les commissions d'agent, les taxes sur prime et les frais d'administration. Pour les ententes de coassurance à retenue de fonds et de coassurance modifiée, le facteur de 1,75 % s'applique à la partie de la somme brute accumulée à recevoir ou de la somme brute à recevoir au titre de la coassurance modifiée qui correspond aux primes réduites des allocations de réassurance (c.-à-d. le montant de prime doit être le même que celui de la coassurance régulière).

Les valeurs des comptes et des passifs auxquelles les facteurs des produits de placement et des rentes sont appliqués sont calculées avant la réduction pour la réassurance (lorsqu'applicable) et comprennent les PÉD. La valeur des passifs pour les produits acceptés en vertu d'ententes de coassurance modifiée est la valeur des passifs pro forma qui auraient été déterminés si ces produits avaient été acceptés en vertu de coassurance régulière.

¹⁴⁷ Même si la stratégie de couverture n'est que partielle à l'égard d'un contrat, la totalité de la valeur des comptes du contrat doit être incluse dans le calcul.

L'exigence de capital pour les ententes de transfert de risque de longévité qui acceptent le risque est la même que celle des produits de rente sous-jacents. Le passif de rente équivalent pour un swap est la valeur courante brute de la partie variable du swap, sans déduction ni compensation.

Les produits des filiales déconsolidées selon la section 1.3 sont exclus des exigences de risque opérationnel lié au volume d'affaires.

8.2.2 Capital requis lié à une augmentation importante du volume d'affaires

Le capital requis lié à une augmentation importante du volume d'affaires est calculé par région (voir la section 1.1.5). Les facteurs de la section 8.2.1 s'appliquent à l'excédent de l'augmentation d'une année à l'autre des primes souscrites, des primes de réassurance acceptées et des valeurs des comptes ou des passifs des produits de placement et des rentes¹⁴⁸ sur la limite de 20 %.

L'augmentation d'une année à l'autre des primes souscrites est définie comme le montant total des primes souscrites des 12 derniers mois qui excède 120 % des primes souscrites pendant la même période de l'année précédente. Elle est calculée distinctement pour chacun des produits suivants :

- l'assurance vie individuelle (y compris l'assurance vie universelle);
- l'assurance vie collective (y compris l'assurance vie universelle);
- les autres produits d'assurance (excluant les rentes).

L'augmentation d'une année à l'autre des primes de réassurance acceptées est définie comme le montant total des primes de réassurance acceptées des 12 derniers mois qui excède 120 % des primes acceptées pendant la même période de l'année précédente, sur l'ensemble des produits.

Pour les produits de placement et les passifs des rentes, l'augmentation d'une année à l'autre est calculée distinctement pour chacun des produits suivants :

- les valeurs des comptes des fonds distincts avec garantie;
- les passifs des rentes en cours de paiement et les équivalents de passif de rente pour les ententes de transfert de risque de longévité;
- les valeurs des comptes des polices d'assurance vie universelle;
- les valeurs des comptes des fonds communs de placement, des CPG, des autres produits de placement et des fonds distincts sans garantie et les passifs des rentes en accumulation.

¹⁴⁸ Le calcul de l'augmentation pour les produits de placement et les rentes doit seulement tenir compte des ventes brutes de l'année.

Afin de prendre en compte l'impact des variations de taux de change pendant les périodes de calcul, les primes des périodes courante et précédente, les valeurs des comptes et les passifs libellés en monnaie étrangère doivent être convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de déclaration de l'ESCAP¹⁴⁹. Par conséquent, les montants utilisés pour calculer l'augmentation importante du volume d'affaires peuvent ne pas correspondre aux montants présentés dans les états financiers de la période précédente et les primes peuvent ne pas correspondre aux montants présentés dans les états financiers de la période courante.

Dans le cas de l'acquisition d'une autre entité ou de l'acquisition d'un portefeuille de produits (p. ex., par la prise en charge en réassurance), les primes, valeurs des comptes, passifs ou équivalents de passif pour les périodes des exercices précédents (avant l'acquisition) correspondent à la somme des montants correspondants des deux entités ou portefeuilles de produits, soit la somme de ces montants pour l'assureur acquérant et pour l'assureur ou le portefeuille de produits acquis.

8.2.3 Capital requis général

Le capital requis général comprend deux éléments. Le premier élément est calculé ainsi :

- application d'un facteur de 5,75 % au capital requis total pour les exigences des risques de crédit, de marché et d'assurance, calculé après réduction pour toute forme de réassurance et réduit des crédits pour les produits avec participation, pour les produits ajustables, pour les dépôts de titulaires de police, pour les ajustements pour l'assurance collective et pour la diversification; plus
- application d'un facteur de 4,5 % au capital requis des garanties des fonds distincts.

Le deuxième élément est calculé par l'application d'un facteur de 2,5 % aux primes cédées en réassurance afin de compenser la sous-évaluation du premier élément découlant de son calcul qui est réduit pour la réassurance. Pour les produits de rente cédés, le montant qui doit être utilisé comme l'équivalent de la prime de réassurance cédée est le montant annuel des paiements de rente cédés au réassureur. Pour les risques cédés par des ententes de transfert de risque de longévité, le montant qui doit être utilisé comme l'équivalent de la prime de réassurance cédée est le montant brut des paiements de rente cédés (pour les swaps, ce montant est le paiement annuel brut de la partie variable du swap sans déductions ni compensations). Pour les ententes de coassurance, le facteur de risque de 2,5 % s'applique aux primes cédées, réduites des allocations de réassurance telles que les commissions de cession qui comprennent les commissions d'agent, les taxes sur prime et les frais d'administration.

¹⁴⁹ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

Indicateur	Facteur
Capital requis des risques de crédit, de marché et d'assurance	5,75 %
Capital requis des garanties des fonds distincts	4,5 %
Primes cédées en réassurance	2,5 %

Chapitre 9. Produits avec participation et produits ajustables

Les exigences de capital requis des produits avec participation et les produits ajustables sont calculées selon les chapitres précédents comme si ces produits étaient sans participation et non ajustables. Cependant, les produits avec participation et les produits ajustables permettent à l'assureur de partager le risque avec les titulaires de police par l'entremise d'avantages discrétionnaires. Par conséquent, l'assureur peut inclure des crédits pour les produits avec participation et pour les produits ajustables contractuellement dans le calcul du Coussin de solvabilité global, si certains critères sont respectés.

L'assureur doit calculer le crédit pour les produits avec participation par région (voir la section 1.1.5). Cependant, si le transfert des risques aux titulaires de police par une réduction des participations n'est pas homogène pour tous les produits avec participation d'une même région, l'assureur devra segmenter ses produits avec participation de la région en différents blocs sur la base de transferts de risques homogènes aux titulaires de police¹⁵⁰. Un bloc de produits segmentés peut contenir des actifs et passifs (p.ex., l'excédent, les PÉD et les fonds accessoires, incluant les actifs auxquels ils sont adossés) dont les risques ne sont pas transférés aux titulaires de police. Un montant individuel d'exigence de capital réduite du crédit pour les produits avec participation devra être calculé pour chacun des blocs avec participation.

Un crédit pour les produits ajustables doit être calculé pour chacun des produits ajustables d'une même région.

Une réduction importante des participations ou des ajustements importants apportés aux caractéristiques ajustables peuvent occasionner des impacts défavorables en raison des abandons, de l'antisélection, des hausses de dépenses unitaires ou des poursuites judiciaires entamées par les titulaires de police. Ces impacts défavorables ne doivent pas être reflétés dans les flux de trésorerie lors du calcul du crédit pour les produits avec participation et les produits ajustables.

9.1 Crédit pour les produits avec participation

9.1.1 Critères relatifs au crédit pour les produits avec participation

Un crédit pour les produits avec participation peut être utilisé pour réduire l'exigence de capital d'un bloc de produits avec participation à condition que les résultats liés à des éléments spécifiques de risque soient incorporés dans le processus d'ajustement annuel des participations de façon constante d'une année à l'autre. Un bloc de produits avec participation est admissible à un crédit s'il satisfait aux trois critères suivants.

1. La politique de l'assureur en matière de participation doit être divulguée publiquement. Elle doit indiquer clairement que les participations ne sont pas

¹⁵⁰ Les actifs et passifs dont les risques ne sont pas transférés aux titulaires de police et qui sont amalgamés et liés à plusieurs blocs de produits avec participation dans une même région doivent être attribués proportionnellement à des blocs de produits avec participation particuliers.

garanties et seront modifiées en fonction des résultats réels. L'assureur doit divulguer publiquement quels éléments des résultats réels sont incorporés dans le processus d'ajustement annuel des participations (p. ex., le revenu de placement ainsi que les résultats de défaut d'actif, de mortalité, de déchéance et de dépenses) et comment ces risques sont transférés aux titulaires de police.

2. L'assureur doit examiner périodiquement (au moins une fois l'an) l'échelle de participation en regard des résultats réels du compte avec participation (c.-à-d. en incluant tous les blocs de produits). Il doit être en mesure de démontrer à la satisfaction de l'Autorité quels éléments des résultats réels, en excédent des montants prévus dans l'échelle actuelle de participation, ont été transférés aux titulaires de police lors de l'ajustement annuel des participations. Il doit aussi être en mesure de démontrer que, dans la mesure où les déficits des montants prévus par rapport aux résultats globaux ne sont pas entièrement absorbés par des provisions additionnelles ou d'autres mécanismes de nivellement semblables, ils sont récupérés¹⁵¹ en valeur actualisée au moyen de réductions (uniformes ou décroissantes) de l'échelle de participation¹⁵². Les réductions de cette échelle nécessaires pour la récupération doivent être effectuées dans les deux ans suivant la constatation des déficits.
3. L'assureur doit être en mesure de démontrer à l'Autorité qu'il applique la politique de participation et les pratiques décrites précédemment.

L'actuaire doit expliquer dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital comment il s'est assuré que les produits avec participation admissibles satisfont aux critères précédents. La documentation appuyant ces explications doit être conservée et mise à la disposition de l'Autorité à sa demande.

9.1.2 Calcul du crédit pour les produits avec participation pour un bloc

Le crédit pour les produits avec participation pour un bloc admissible de produits avec participation tient compte de la valeur actualisée des flux de trésorerie des participations redressés. Le crédit pour les produits avec participation (CP_i) du bloc qui est utilisé pour calculer le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) est obtenu à l'aide de la formule suivante :

$$CP_i = \min \left[K_i - K_i^{\text{intérêt réduit}} + \left(1 - \frac{RTI_{i \text{ par}}}{\max(C_i^{\text{défavorable}}; RTI_{i \text{ par}})} \right) C_i^{\text{initial}}; K_i - K_i^{\text{seuil}} \right]$$

¹⁵¹ La récupération des déficits doit être démontrée sur la base de réductions de l'échelle de participation par rapport à ce qui aurait été versé en tenant compte uniquement des éléments de risque qui sont transférés aux titulaires de police. Une réduction de l'échelle de participation ne sera admise comme transfert de risque aux titulaires de police que si elle a été adoptée par une résolution du conseil d'administration de l'assureur.

¹⁵² Les réductions de l'échelle de participation doivent être nivelées ou représenter une récupération initiale importante ou accélérée des excédents. Pour les produits qui ne comportent pas de participations périodiques, les réductions des participations à l'échéance sont réputées constituer des réductions nivelées de l'échelle de participation.

où :

- C_i *initial* est égal à 75 % de la valeur actualisée des flux de trésorerie des participations redressés du bloc utilisés dans le calcul du risque de taux d'intérêt (voir la section 5.1.3.3), où ces flux sont actualisés à l'aide des Taux d'actualisation du scénario initial de la section 5.1.1;
- C_i *défavorable* est égal à 75 % de la valeur actualisée des flux de trésorerie des participations redressés du bloc utilisés dans le calcul du risque de taux d'intérêt où ces flux sont actualisés à l'aide des taux du scénario le plus défavorable retenu pour déterminer le capital requis du risque de taux d'intérêt;
- $RTI_{i, par}$ est le capital requis du risque de taux d'intérêt (voir la section 5.1.2.3) du bloc selon le scénario le plus défavorable qui sert à déterminer le capital requis du risque de taux d'intérêt;
- K_i est l'exigence diversifiée ajustée K du bloc (voir la section 11.2);
- K_i *intérêt réduit* est l'exigence diversifiée ajustée K pour tous les risques du bloc, mais avec le capital requis du risque de taux d'intérêt réduit. Ce montant est calculé en assignant la valeur égale à $\max(RTI_{i, par} - C_i \text{ défavorable}; 0)$ au capital requis du risque de taux d'intérêt du bloc et en laissant toutes les autres exigences de risque inchangées;
- K_i *seuil* est l'exigence diversifiée ajustée minimale du bloc. Ce montant est calculé en regroupant les éléments suivants dans le calcul de K ¹⁵³ :
 - i) 100 % du capital requis de tous les risques du bloc qui ne peuvent pas être transférés aux titulaires de police par un ajustement de l'échelle de participation¹⁵⁴;
 - ii) 10 % du capital requis du risque de taux d'intérêt du bloc, si le risque de taux d'intérêt peut être transféré aux titulaires de police par un ajustement de l'échelle de participation;
 - iii) 30 % du capital requis de tous les autres risques qui peuvent être transférés aux titulaires de police par un ajustement de l'échelle de participation.

Pour un bloc qui comprend des actifs et passifs dont le risque de taux d'intérêt est transféré aux titulaires de police et d'autres actifs et passifs dont le risque de taux d'intérêt n'est pas transféré aux titulaires de police, le montant combiné pour i) et

¹⁵³ Pour les risques d'assurance, les facteurs de pourcentage ci-dessous sont appliqués aux montants intermédiaires RA_i et NT_i qui sont utilisés pour calculer K .

¹⁵⁴ Ce capital requis comprend le capital requis des risques de crédit et de marché relié aux actifs adossés à l'excédent, aux PÉD et aux fonds accessoires si le rendement de ces actifs n'est pas transféré aux titulaires de police. Si le bloc comprend des actifs et passifs dont les risques ne sont pas transférés aux titulaires de polices et que ces actifs et passifs sont amalgamés avec des actifs et passifs dont les risques sont transférés aux titulaires de polices, les montants de capital requis des risques de crédit et de marché, autres que le risque de taux d'intérêt, pour les actifs et passifs dont les risques ne sont pas transférés doivent être déterminés à l'aide d'une attribution proportionnelle.

ii) ci-dessus qui doit être utilisé pour l'exigence du risque de taux d'intérêt lors du calcul de $K_{i,seuil}$ est :

$$100 \% \times RTI_{i,par, st} + 10 \% \times \max(RTI_{i,par} - RTI_{i,par, st}; 0)$$

où $RTI_{i,par, st}$ est défini à la section 5.1.2.3.

Exemple : Crédit pour les produits avec participation

Supposons que les montants de capital requis d'un bloc de produits avec participation soient les suivants :

Risque d'assurance	Capital requis (RA_i)	Composantes des risques de niveau et de tendance (NT_i)	$RA_i - 0,5 \times NT_i$
Mortalité	750 000	300 000	600 000
Longévité	0	0	0
Morbidité – incidence	0	0	0
Morbidité – cessation	0	0	0
Déchéance – fondés	500 000	200 000	400 000
Déchéance – sensibles	0	0	0
Dépenses	50 000	0	50 000
Total	1 300 000	500 000	

Autres risques	Capital requis
Risque de crédit	300 000
Risque de taux d'intérêt (RTI)	400 000
Autres risques de marché	250 000

De même, supposons que la valeur actualisée des participations redressées du bloc selon le scénario initial est de 800 000 et que cette valeur augmente à 1 200 000 selon le scénario défavorable qui sert à déterminer le capital requis du risque de taux d'intérêt. La valeur $C_{initial}$ du bloc est donc de $(75 \% \times 800\,000 =)$ 600 000 et la valeur de $C_{défavorable}$ est de $(75 \% \times 1\,200\,000 =)$ 900 000. Enfin, supposons que tous les risques associés au bloc, sauf le risque de mortalité, sont transférés aux titulaires de police au moyen d'ajustements aux participations.

L'exigence K pour ce bloc est égale à 1 913 534 (les montants intermédiaires du calcul sont $A = 832\,166$, $D = 1\,544\,525$ et $N = 2\,250\,000$; voir la section 11.2.4 pour un exemple qui présente les étapes dans le calcul de K). Puisque $RTI < C_{défavorable}$ pour le bloc, l'exigence $K_{\text{intérêt réduit}}$ est l'exigence K du bloc recalculée en utilisant un capital requis du risque de taux d'intérêt de 0 et elle est égale à 1 565 932 ($A = 832\,166$, $D = 1\,205\,277$ et $N = 1\,850\,000$). Le crédit potentiel en fonction de la capacité d'absorption des participations est donc le suivant :

$$1\,913\,534 - 1\,565\,932 + \left(1 - \frac{400\,000}{900\,000}\right) \times 600\,000 = 680\,935$$

Puisque tous les risques, sauf le risque de mortalité, sont transférés aux titulaires de police, l'exigence K_{seuil} du bloc est calculée en utilisant 100 % du capital requis du risque de mortalité, 10 % du capital requis du risque de taux d'intérêt et 30 % du capital requis des autres risques.

Risque d'assurance	Capital requis (RA_i)	Composantes des risques de niveau et de tendance (NT_i)	$RA_i - 0,5 \times NT_i$
Mortalité	750 000	300 000	600 000
Longévité	0	0	0
Morbidité – incidence	0	0	0
Morbidité – cessation	0	0	0
Déchéance – fondés	150 000	60 000	120 000
Déchéance – sensibles	0	0	0
Dépenses	15 000	0	15 000
Total	915 000	360 000	

Autres risques	Capital requis
Risque de crédit	90 000
Risque de taux d'intérêt (RTI)	40 000
Autres risques de marché	75 000

La valeur de K_{seuil} est donc de 987 966 ($A = 649 173$, $D = 772 354$ et $N = 1 120 000$) et le crédit maximal en fonction des exigences qui excèdent les seuils de l'ESCAP est donc le suivant :

$$1\ 913\ 534 - 987\ 966 = 925\ 568$$

Le crédit pour les produits avec participation *CP* du bloc est égal au moindre des deux montants, soit 680 935.

9.2 Crédit pour les produits ajustables contractuellement

9.2.1 Critères relatifs au crédit pour les produits ajustables

Les produits ajustables contractuellement sont admissibles à un crédit s'ils satisfont à tous les critères suivants.

1. L'ajustabilité contractuelle est à la seule discrétion de l'assureur et elle doit s'exercer pendant la durée du contrat.
2. Toutes les caractéristiques d'ajustabilité associées aux produits (p. ex., les primes, les frais et les sommes assurées) ont été divulguées explicitement dans le contrat.
3. L'assureur doit analyser périodiquement (au moins une fois l'an) les résultats des produits et considérer leur impact potentiel sur les ajustements. Bien que les analyses et les ajustements correspondants puissent être principalement prospectifs, l'assureur doit être en mesure de démontrer à la satisfaction de l'Autorité quels éléments des résultats réels sont considérés dans la procédure d'analyse.
4. L'ajustabilité est raisonnablement souple et l'assureur doit avoir mis à l'essai la souplesse raisonnable des caractéristiques d'ajustabilité lors de la tarification du produit ou par la suite. L'essai devrait prouver que l'assureur peut récupérer au moins la moitié des prestations imprévues liées au risque d'assurance (défini comme l'exigence de capital marginale pour les risques d'assurance du produit moins son Attribution de l'avoir relative aux risques d'assurance) en comparant les passifs des polices avec et sans ajustements futurs. Les essais d'ajustabilité ne doivent pas tenir compte des montants recouvrables par le biais d'ententes qui bénéficient d'un crédit distinct pour le capital requis du risque d'assurance, comme les conventions de non-responsabilité, les dépôts effectués par des titulaires de police et les provisions pour fluctuation des réclamations.
5. Si l'assureur prend un crédit pour une caractéristique ajustable, il doit avoir une politique interne documentée décrivant la façon dont il établit les ajustements ainsi que les éléments importants considérés dans leur établissement, notamment les pertes ou déficits liés aux résultats globaux réels. Tout crédit pris par l'assureur doit être calculé conformément à la façon prévue par la politique interne et doit refléter les politiques qui réduiraient ou limiteraient l'ajustabilité permise par le contrat si elles étaient suivies.
6. L'assureur doit être en mesure de démontrer à l'Autorité qu'il applique la politique d'ajustement et les pratiques décrites précédemment.

Un produit qui n'est ajustable que jusqu'à un certain âge ou qui ne prévoit qu'un ajustement unique peut être considéré admissible à condition qu'il satisfait à tous les critères précédents. L'assureur ne doit pas prendre un crédit pour un ajustement qui n'est plus disponible (p. ex., s'il a été utilisé ou est expiré) ou s'il ne l'exercerait pas, selon sa politique ou ses pratiques du passé, en cas de résultats défavorables ou de pertes. De même, un produit n'est pas admissible si l'ajustabilité n'est exerçable qu'après la durée du passif comme définie par les *Normes de pratique* de l'ICA.

Un produit qui est ajustable à la discrétion de l'assureur, mais qui est assujéti à une approbation d'une tierce partie, est admissible. Cependant, le crédit pour ce produit sera inférieur à celui des autres produits ajustables admissibles qui ne sont pas assujéti à une telle approbation.

Un produit comportant une disposition de maintien de la solvabilité (p.ex. certains produits sans participation émis par des sociétés de secours mutuels) peut être admissible s'il satisfait à tous les autres critères.

Un produit dont les caractéristiques ne peuvent pas être ajustées à la discrétion de l'assureur (notamment, les ajustements fondés sur une formule ou un indice) est traité comme un produit non ajustable¹⁵⁵.

L'actuaire doit expliquer dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital comment il s'est assuré que les produits ajustables admissibles satisfont aux critères précédents. La documentation appuyant ces explications doit être conservée et mise à la disposition de l'Autorité à sa demande.

9.2.2 Calcul du crédit pour les produits ajustables

Le crédit brut pour les produits ajustables (C_j) est calculé pour les deux catégories suivantes de produits admissibles qui génèrent des flux de trésorerie de passif ajustables contractuellement.

1. Les produits ajustables à la seule discrétion de l'assureur et qui ne nécessitent pas d'approbation d'une tierce partie.
2. Les produits ajustables à la seule discrétion de l'assureur et qui nécessitent une approbation d'une tierce partie.

Le crédit brut pour les produits ajustables est égal à la différence entre les flux de trésorerie non ajustés et les flux de trésorerie ajustés actualisés à l'aide des Taux d'actualisation du scénario initial décrits dans la section 5.1.1. Les flux de trésorerie ajustés sont fondés sur l'ajustement maximal possible du contrat, sujet à une limite, pour

¹⁵⁵ Il est possible toutefois qu'un produit avec un ajustement fondé sur une formule ou un indice possède aussi d'autres caractéristiques ajustables contractuellement à la seule discrétion de l'assureur, telles que les frais de protection d'assurance. Dans ces cas, seules les caractéristiques ajustables contractuellement à la seule discrétion de l'assureur sont traitées comme ajustables pour le calcul du crédit.

chaque caractéristique ajustable. La limite pour chaque caractéristique ajustable est définie selon que la caractéristique nécessite une approbation d'une tierce partie ou non.

Pour les produits comportant des caractéristiques ajustables qui ne nécessitent pas une approbation d'une tierce partie, la hausse ou la baisse de chaque caractéristique reconnue dans les flux de trésorerie ajustés est limitée à 50 % du niveau actuel de la caractéristique, appliquée linéairement sur une période de cinq ans (c.-à-d. 10 % par année)¹⁵⁶. Pour les produits comportant des caractéristiques ajustables qui nécessitent une approbation d'une tierce partie, la hausse ou la baisse de chaque caractéristique est limitée à 30 % du niveau actuel de la caractéristique, appliquée linéairement sur une période de cinq ans à la suite d'un délai d'attente de deux ans (c.-à-d. les ajustements de 6 % par année s'appliquent après le délai d'attente de deux ans)¹⁵⁷.

Une fois le crédit brut pour les produits ajustables (C_j) calculé pour un produit, son crédit pour les produits ajustables (CA_j) qui est utilisé pour calculer le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) est obtenu par la formule suivante :

$$CA_j = \min \left[C_j; 0,7 \times \left(K_{\text{sans par}} - K_{\text{sans par, sauf le produit ajustable } j} \right) \right]$$

où :

- $K_{\text{sans par}}$ est l'exigence diversifiée ajustée K (voir la section 11.2.4) calculée pour le bloc sans participation;
- $K_{\text{sans par, sauf le produit ajustable } j}$ est l'exigence diversifiée ajustée¹⁵⁸ K calculée pour le bloc sans participation, mais recalculée en excluant les exigences du produit ajustable admissible pour tous les risques d'assurance.

Exemple : Crédit pour les produits ajustables

Cet exemple repose sur l'exemple présenté à la fin de la section 11.2.4 où l'exigence $K_{\text{sans par}}$ du bloc de produits sans participation d'une région est égale à 1 495 198. Si ce bloc comprend un produit ajustable, il faut calculer le crédit brut pour les produits ajustables (C) et recalculer le capital requis du risque d'assurance du bloc en excluant les risques d'assurance liés au produit ajustable afin de déterminer le crédit pour les produits ajustables. Supposons que le crédit brut pour les produits ajustables est égal à 250 000 et que le tableau suivant présente le capital requis du risque d'assurance recalculé pour le bloc lorsque les risques d'assurance du produit ajustable sont enlevés du bloc de produits sans participation.

¹⁵⁶ L'assureur peut aussi limiter l'ajustement à 25 % du niveau actuel de la caractéristique et l'appliquer après un an.

¹⁵⁷ L'assureur peut aussi limiter l'ajustement à 10 % du niveau actuel de la caractéristique et l'appliquer après un an.

¹⁵⁸ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

Risque d'assurance	Capital requis (RA_i), excluant le produit ajustable	Composantes des risques de niveau et de tendance (NT_i), excluant le produit ajustable	$RA_i - 0,5 \times NT_i$
Mortalité	800 000	500 000	550 000
Longévité	3 000	3 000	1 500
Morbidité – incidence	50 000	10 000	45 000
Morbidité – cessation	2 500	1 000	2 000
Déchéance – fondés	200 000	90 000	155 000
Déchéance – sensibles	100 000	40 000	80 000
Dépenses	7 500	0	7 500
Total	1 163 000	644 000	

Le recalcul des montants A , D , N et K du bloc est ensuite effectué ainsi :

$$A = \sqrt{\sum_{i,j=1}^7 \rho_{ij} \times (RA_i - 0,5 \times NT_i) \times (RA_j - 0,5 \times NT_j)} = 633\,756$$

$$E = 200\,000 + 75\,000 = 275\,000 \text{ (valeur inchangée)}$$

$$D = \sqrt{E^2 + EA + A^2} = 807\,189$$

$$N = \sum_{i=1}^7 RA_i + E = 1\,163\,000 + 275\,000 = 1\,438\,000$$

$$NT = 644\,000$$

$$K_{\substack{\text{sans par,} \\ \text{sauf le produit} \\ \text{ajustable}}} = 0,8N + 0,1NT + \max\left(0,233N - 0,116NT - 1,033D + \frac{D^2}{N - 0,5NT}; 0\right) \\ = 1\,225\,154$$

Le crédit pour les produits ajustables du produit est alors :

$$CA = \min[250\,000; 0,7 \times (1\,495\,198 - 1\,225\,154)] = 189\,031$$

9.3 Produits avec participation ajustables contractuellement

Lorsqu'un produit avec participation comporte aussi une caractéristique ajustable permettant de transférer des pertes ou de prendre en compte des résultats défavorables

découlant de tous les risques, l'assureur peut prendre un crédit simultané pour les produits avec participation et pour les caractéristiques ajustables, comme décrit ci-dessous. Pour que l'assureur puisse prendre ce crédit, le produit doit respecter tous les critères pour les produits avec participation énumérés dans la section 9.1.1 et tous les critères pour les produits ajustables énumérés dans la section 9.2.1. De plus, l'assureur doit pouvoir exercer à sa seule discrétion, sans approbation d'une tierce partie, la caractéristique ajustable permettant de recouvrer des pertes ou prendre en compte des résultats défavorables qui résultent de toute raison (c.-à-d. que l'ajustabilité ne doit pas être limitée à des risques particuliers). Si le produit avec participation comporte une caractéristique ajustable ne permettant pas de transférer des pertes ou de prendre en compte des résultats défavorables découlant de tous les risques, l'assureur ne peut pas prendre le crédit de la présente section. Pour de tels produits, l'assureur peut prendre le crédit pour les produits avec participation ou le crédit pour les produits ajustables, mais pas les deux.

Si un produit est admissible pour les deux crédits, le crédit pour les produits ajustables doit être recalculé pour le produit à l'aide de la méthode pour les produits avec participation décrite à la section 9.1. Le crédit révisé pour les produits ajustables est obtenu par la formule suivante :

$$CA = \min \left[K - K_{\text{intérêt réduit}} + \left(1 - \frac{RTI}{\max(C_{\text{défavorable}}, RTI)} \right) C_{\text{initial}}; K - K_{\text{seuil aj}} \right]$$

où

- les définitions de K , $K_{\text{intérêt réduit}}$ et RTI sont celles de la section 9.1.2;
- C_{initial} est le crédit brut pour les produits ajustables défini à la section 9.2.2;
- $C_{\text{défavorable}}$ est le crédit brut pour les produits ajustables modifié par son actualisation aux taux du scénario le plus défavorable servant à déterminer le capital requis du risque de taux d'intérêt, plutôt que ceux du scénario initial;
- $K_{\text{seuil aj}}$ est calculé en regroupant les éléments suivants dans le calcul de K :
 - 30 % du capital requis de tous les risques d'assurance pour le bloc;
 - 100 % du capital requis de tous les autres risques pour le bloc.

Le crédit regroupé pour le produit est alors égal à :

$$\min(CP + CA; K - K_{\text{seuil global}})$$

où

- CP est le crédit pour les produits avec participation du produit;
- CA est le crédit recalculé pour les produits ajustables du produit;
- K est l'exigence diversifiée ajustée du bloc;
- $K_{\text{seuil global}}$ est calculé en regroupant les éléments suivants dans le calcul de K :

-
- 10 % du capital requis du risque de taux d'intérêt du bloc;
 - 30 % du capital requis de tous les autres risques du bloc.

Chapitre 10. Crédit pour la réassurance

Le présent chapitre décrit le traitement de la réassurance pour la détermination des ratios ESCAP, les exigences concernant les garanties liées à la réassurance non agréée et les conditions requises afin que l'assureur puisse prendre un crédit pour la réassurance.

10.1 Définitions

10.1.1 Réassurance agréée et non agréée

Dans la présente ligne directrice, les expressions « réassurance agréée » et « réassurance non agréée » réfèrent à l'Annexe A de la *Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance* donnée par l'Autorité. Les expressions « réassureur agréé » et « réassureur non agréé » réfèrent respectivement à un réassureur par rapport à ses ententes de réassurance agréée et de réassurance non agréée.

10.1.2 Passifs cédés

Dans le présent chapitre, les références aux passifs qui ont été « cédés » désigne les évaluations actuarielles d'obligations dues d'un réassureur en vertu d'une entente de réassurance, incluant les PÉD, mais avant toute réduction prise en compte pour la qualité de crédit du réassureur. Aux fins du présent chapitre, l'évaluation des produits réassurés doit être fondée sur le passif des polices cédé plutôt que sur l'actif de réassurance inscrit au bilan.

10.2 Base d'évaluation des passifs cédés

Les passifs des polices cédés par l'assureur en vertu de réassurance non agréée selon les définitions de la section 10.1 doivent être évalués, en conformité avec la MCAB, à l'aide d'hypothèses relatives aux actifs adossés aux passifs qui sont cohérentes avec les actifs utilisés pour garantir les obligations du réassureur. Aux fins d'évaluer les passifs cédés (totaux et police par police) en réassurance non agréée dans le présent chapitre, l'assureur doit présumer que les actifs adossés au passif cédé sont composés de la totalité ou d'une partie des éléments suivants :

- les actifs détenus par l'assureur qui sont utilisés pour adosser les fonds retenus du réassureur non agréé ou les autres montants qui lui sont dus;
- les actifs situés au Canada, pour lesquels l'assureur a une sûreté de premier rang valide et parfaite, en vertu de la loi applicable, qui sont utilisés pour obtenir le crédit accordé pour la réassurance non agréée (voir la section 10.4);
- les lettres de crédit détenues pour garantir le paiement du réassureur à l'assureur qui sont utilisées pour obtenir le crédit accordé pour la réassurance non agréée (voir la section 10.4). Ces montants doivent être traités, aux fins de l'évaluation, comme des quasi-espèces ne portant pas intérêt.

Si l'ensemble des actifs mentionnés ci-dessus ne suffit pas à adosser le passif cédé, les autres actifs adossant le passif cédé sont réputés être des actifs détenus par l'assureur cédant qui adossent son Capital disponible non affecté.

10.3 Déduction du Capital disponible pour la réassurance non agréée

L'assureur doit déduire du Capital disponible les passifs des polices cédés correspondant aux actifs de réassurance découlant de réassurance non agréée.

10.3.1 Exigence pour montant total positif de passifs cédés

Pour chaque réassureur non agréé, la valeur totale des passifs des polices cédés au réassureur, si elle est positive, doit être incluse dans les déductions de l'assureur (voir la section 2.1.2.10).

10.3.2 Exigence pour passifs cédés police par police compensés

Lorsque l'assureur cède des passifs police par police positifs et des passifs police par police négatifs au même réassureur non agréé, le montant des passifs police par police compensés cédés au réassureur correspond au moindre des totaux suivants :

- les passifs police par police positifs cédés au réassureur;
- les passifs police par police négatifs cédés au réassureur.

Ce montant compensé, réduit des ajustements apportés aux Passifs négatifs selon la section 2.1.2.9¹⁵⁹, doit être déduit du Capital de catégorie 1, comme Passif négatif et inclus dans le Capital de catégorie 2. Cette exigence équivaut aux exigences qui s'appliqueraient en vertu des sections 2.1.2.9 et 2.2.1.5 si l'assureur avait conservé des montants égaux de passifs police par police positifs et négatifs.

10.3.3 Exigence pour montant total négatif de passifs cédés

Quand la valeur totale des passifs des polices qu'un assureur a cédés à un réassureur non agréé particulier est négative, l'assureur doit déduire du Capital de catégorie 1 et inclure au Capital de catégorie 2 la valeur présentée des actifs inscrits au formulaire VIE qui provient de l'opération avec le réassureur¹⁶⁰ à moins que les actifs :

1. ne soient grevés d'aucune charge et qu'ils soient détenus au Canada sous la garde de l'assureur;
2. ne soient pas des comptes débiteurs;

¹⁵⁹ Aucune réduction de montant ajusté n'est permise pour les montants récupérables au rachat.

¹⁶⁰ Les actifs inscrits au formulaire VIE qui doivent être déduits excluent les actifs de réassurance négatifs et les passifs de réassurance dus au réassureur. La valeur des autres actifs découlant d'opérations avec le réassureur ne peut être compensée par les actifs de réassurance négatifs ou les passifs de réassurance dans le calcul du montant déduit du Capital de catégorie 1.

-
3. ne porte aucune exposition de crédit au réassureur non agréé ou à l'une ou l'autre de ses sociétés affiliées (les obligations du réassureur ou de l'une ou l'autre de ses sociétés affiliées qui ont été garanties par un tiers doivent être déduites du Capital de catégorie 1 et incluses dans le Capital de catégorie 2);
 4. aient été transférés à l'assureur de manière permanente, par exemple, ils pourraient en pas être remboursables si une éventualité survenait.

Le montant de déduction du Capital de catégorie 1 et d'ajout au Capital de catégorie 2 exigé pour chaque réassureur non agréé est limité à la valeur totale négative des passifs cédés au réassureur, réduite des ajustements qui sont apportés au montant des Passifs négatifs en vertu de la section 2.1.2.9¹⁶¹.

Exemple : Exigences pour des passifs cédés

1. Un assureur canadien cède un montant total de 100 \$ de passifs des polices à un réassureur non agréé. Ces passifs comprennent 300 \$ en passifs police par police positifs et 200 \$ en passifs police par police négatifs. Tous les produits cédés sont de l'assurance vie individuelle canadienne. En l'absence de tout véhicule de garantie (voir la section 10.4), l'assureur sera tenu, en vertu de la section 10.3.1, de déduire 100 \$ du Capital brut de catégorie 1. De plus, conformément à la section 10.3.2, l'assureur sera tenu de déduire 140 \$ (70 % de 200 \$) du Capital brut de catégorie 1 et d'ajouter ce montant au Capital de catégorie 2.
2. Un assureur canadien cède un montant total négatif de 400 \$ de passifs des polices à un réassureur non agréé. Ces passifs comprennent 100 \$ en passifs police par police positifs et 500 \$ en passifs police par police négatifs. Tous les produits cédés sont de l'assurance vie individuelle canadienne et le réassureur n'a aucun recours envers l'assureur en cas de déchéance totale ou partielle des polices cédées. En l'absence de tout véhicule de garantie, l'assureur sera tenu, en vertu de la section 10.3.2, de déduire 70 \$ (70 % de 100 \$) du Capital brut de catégorie 1 et d'ajouter ce montant au Capital de catégorie 2. Une autre déduction pourrait être requise en vertu de la section 10.3.3, dépendant des actifs que l'assureur reçoit en contrepartie de la cession du montant total négatif. Par exemple :
 - a. Si l'assureur reçoit 300 \$ comptant en échange de la cession des polices, aucune déduction supplémentaire n'est alors requise en vertu de la section 10.3.3 puisque le paiement comptant n'est pas interdit en vertu des critères de cette section.
 - b. Si l'assureur enregistre une créance de 350 \$ provenant du réassureur non agréé, il doit donc déduire 280 \$ (le moindre de 350 \$ et 70 % de 400 \$) de plus du Capital de catégorie 1 et ajouter ce montant au Capital de catégorie 2. La déduction est de 280 \$, et non de 350 \$ dans ce cas, car elle se limite au montant total négatif de passifs cédés ajusté par le facteur de 70 %.

¹⁶¹ Aucune réduction de montant ajusté n'est permise pour les montants récupérables au rachat.

-
- c. Si l'assureur ne reçoit rien en contrepartie de la cession des polices, aucune déduction supplémentaire n'est alors requise en vertu de la section 10.3.3. À remarquer toutefois que la cession en soi aura pour effet de réduire de 400 \$ le Capital disponible de catégorie 1 sous forme d'une diminution des bénéfices non répartis.

10.4 Fonds détenus et véhicules de garantie

La présente section décrit les conditions en vertu desquelles les déductions du Capital disponible conformément à la section 10.3 peuvent être réduites. Elle remplace les règles qui s'appliqueraient par ailleurs conformément aux sections 3.2 et 3.3. Dans le cas d'ententes de réassurance couvrant des polices émises hors Canada, toutes les exigences dont il est question dans la présente section s'appliquent, sauf que les véhicules de garantie peuvent aussi être détenus dans les pays où sont émises les polices.

10.4.1 Crédit disponible

L'assureur se voit accorder un crédit, pour chaque réassureur non agréé, qui correspond à la somme des éléments suivants.

- Les fonds détenus par l'assureur cédant pour son usage exclusif (p. ex., coassurance à retenue de fonds) pour garantir le paiement à l'assureur cédant par le réassureur de la part des prestations ou des passifs qui revient à ce dernier et dont il est responsable en vertu de l'entente de réassurance.
- La valeur des véhicules de garantie¹⁶² lui permettant de sécuriser l'exécution de ses engagements au Québec.

Les fonds détenus et les véhicules de garantie (les « garanties ») doivent être accessibles pendant toute la période où le réassureur a des obligations en vertu des ententes de réassurance pour lesquelles l'assureur cédant bénéficie d'un crédit. Si les clauses contractuelles visant les garanties sont susceptibles de varier au cours de la période, un crédit n'est autorisé que si l'assureur cédant bénéficie d'une option exclusive grâce à laquelle il peut conserver les garanties et que le coût de l'option, s'il en est, est pleinement reconnu et explicitement pris en compte en entier au moment où l'entente est conclue.

Dans l'ensemble, le montant du crédit accordé pour les lettres de crédit se limite à 30 % du montant total des passifs police par police positifs cédés à des réassureurs non agréés.

¹⁶² L'Autorité pourra, si elle le juge opportun, demander à l'assureur de lui fournir les documents nécessaires ou de respecter certaines formalités afin d'obtenir le crédit. Les assureurs sont invités à consulter le site Web de l'Autorité avant toute demande afin de voir si des instructions ont été publiées à cet égard.

Les actifs utilisés pour obtenir un crédit pour un réassureur non agréé particulier ne peuvent pas être des obligations du réassureur non agréé lui-même ou d'aucune de ses sociétés affiliées. Cela signifie que :

1. dans la mesure où il inscrit à titre d'actifs à son formulaire VIE des obligations du réassureur non agréé ou d'une de ses sociétés affiliées, il est interdit à l'assureur cédant de considérer un crédit pour des fonds détenus pour garantir le paiement du réassureur non agréé;
2. les actifs détenus à l'égard des véhicules de garantie ne peuvent être utilisés pour obtenir un crédit s'ils représentent des obligations du réassureur non agréé ou d'une de ses sociétés affiliées;
3. une lettre de crédit n'est pas acceptable si elle provient du réassureur non agréé ou d'une de ses sociétés affiliées.

10.4.2 Application aux exigences pour les passifs cédés

Le crédit disponible pour un réassureur non agréé peut être appliqué aux exigences suivantes de la section 10.3 :

- L'exigence pour montant total positif de passifs cédés (voir la section 10.3.1). Cette exigence peut être ramenée à zéro à l'aide du crédit disponible.
- L'exigence pour passifs cédés police par police compensés (voir la section 10.3.2). Cette exigence peut être ramenée à zéro pour un réassureur particulier, mais le crédit total appliqué à cette exigence ne doit pas dépasser la limite indiquée ci-après.

Le crédit total disponible qui peut être appliqué à la deuxième exigence à l'égard de tous les réassureurs ne doit pas dépasser le plus élevé de zéro et du résultat du calcul suivant :

$$N - \max(R - C; 0)$$

où :

- N est égal au total de l'exigence pour passifs cédés police par police compensés;
- R est égal à 50 % de la différence entre le Coussin de solvabilité global de l'assureur (calculé après réduction pour la réassurance agréée seulement) et l'Attribution de l'avoir;
- C est égal au Capital de catégorie 1, calculé en ne tenant pas compte de la déduction pour l'exigence pour passifs cédés police par police compensés (voir la section 10.3.2).

Si le crédit maximal pouvant être appliqué à la deuxième exigence est inférieur à l'exigence totale, la différence doit être déduite du Capital de catégorie 1 et ajoutée au Capital de catégorie 2 et elle ne peut être couverte par une garantie. Dans ce cas,

l'assureur cédant peut attribuer le crédit total maximal à des réassureurs non agréés particuliers comme bon lui semble.

Tout crédit disponible pour un réassureur non agréé particulier qui dépasse la somme des maximums autorisés en vertu des deux exigences ci-dessus ou qui n'est par ailleurs pas appliqué à l'égard de ces exigences peut être appliqué aux exigences de capital des polices cédées au réassureur, sous réserve des conditions de la section 10.5.

10.4.3 Exigences liées aux risques de crédit et de marché

Conformément au traitement du capital fondé sur la substitution qui est appliqué aux sûretés et aux garanties, l'assureur doit intégrer au capital requis les exigences de capital du risque de crédit (déterminées selon le chapitre 3) et du risque de marché (déterminées selon les sections 5.2 à 5.4) pour tous les actifs détenus à l'égard des véhicules de garantie qui servent à obtenir un crédit pour les exigences de capital liées aux passifs cédés à l'égard de la réassurance non agréée ou qui sont inclus dans les Dépôts admissibles. Un calcul distinct est aussi requis pour le risque de change (voir la section 5.6.8). Les actifs détenus à l'égard des véhicules de garantie qui ne servent pas à obtenir un crédit pour les exigences de capital liées aux passifs cédés et qui ne sont pas inclus dans les Dépôts admissibles sont exclus de tous les calculs d'exigence de capital. Parmi les actifs détenus à l'égard des véhicules de garantie, l'assureur cédant peut désigner les actifs (ou une partie de ceux-ci) qui servent à obtenir le crédit ou qui sont inclus dans les Dépôts admissibles et auxquels des exigences doivent être appliquées.

10.5 Calcul du capital requis ou des Dépôts admissibles

10.5.1 Conditions à remplir pour obtenir le crédit

Pour que l'assureur cédant puisse réduire son Coussin de solvabilité global à l'égard d'une entente de réassurance agréée ou faire un ajout aux Dépôts admissibles à l'égard d'une entente de réassurance non agréée, l'entente doit respecter tous les principes énoncés dans la *Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance*. L'entente doit également satisfaire à toutes les conditions de transfert efficace des risques énoncées dans la présente section. L'assureur cédant doit pouvoir démontrer que le changement du risque auquel il est exposé, résultant de l'entente, est proportionnel au montant de réduction de son Coussin de solvabilité global ou au montant reconnu dans les Dépôts admissibles.¹⁶³

¹⁶³ Sans que l'Autorité limite l'obligation des assureurs cédants de respecter le principe de transfert des risques à l'égard de toutes les opérations de réassurance, elle peut, si l'envergure du risque qu'encourt l'assureur cédant après l'opération de réassurance n'est pas claire et si elle juge pertinent d'offrir plus de certitude, fournir davantage de consignes (y compris des exigences quantitatives) dans le but de mettre en œuvre ce principe à l'égard de toute entente de réassurance. Les assureurs sont invités à communiquer par écrit avec l'Autorité pour discuter des ententes de réassurance dont la mesure de transfert des risques peut être peu claire ou pour lesquelles des consignes de mise en œuvre s'avèrent nécessaires.

Le transfert de risque doit être efficace dans toutes les circonstances où l'assureur cédant s'appuie sur le transfert pour couvrir l'exigence de capital. Pour évaluer une entente, l'assureur cédant doit tenir compte de toute disposition contractuelle dont il ne contrôle pas directement le respect et qui atténuerait l'efficacité du transfert de risque. Il s'agit notamment de dispositions qui :

1. permettraient au réassureur d'annuler unilatéralement l'entente (pour un motif autre que le non-paiement des primes de réassurance contractuelles);
2. augmenteraient le coût effectif de l'opération pour l'assureur cédant en raison d'une plus grande probabilité que le réassureur subisse une perte aux termes de l'entente;
3. obligeraient l'assureur cédant à modifier les risques transférés afin d'atténuer la probabilité que le réassureur subisse une perte aux termes de l'entente;
4. permettraient de mettre fin à l'entente en raison d'une plus grande probabilité que le réassureur subisse une perte;
5. pourraient dispenser le réassureur de l'obligation de verser en temps opportun des montants dus aux termes de l'entente;
6. pourraient permettre de devancer l'échéance de l'entente.

L'assureur cédant doit aussi tenir compte des circonstances où l'avantage du transfert de risque pourrait être miné. Ce peut être le cas, par exemple, si l'assureur cédant fournit un soutien à l'entente (y compris sans que ce soit prévu au contrat) dans le but de réduire la perte potentielle ou réelle du réassureur.

Pour déterminer si le transfert de risque est efficace, l'entente de réassurance doit être considérée comme un tout. Si l'entente comprend plusieurs contrats, tous les contrats, y compris ceux entre des tiers, doivent être pris en considération. L'assureur cédant doit aussi considérer l'ensemble de sa relation juridique avec le réassureur.

Aucune réduction du Coussin de solvabilité global ou reconnaissance dans les Dépôts admissibles n'est autorisée à l'égard d'ententes de réassurance comportant un risque de base élevé à l'égard des polices réassurées (p. ex., si les paiements aux termes de l'entente reposent sur un indicateur externe plutôt que sur les prestations réelles). Les actifs de réassurance découlant d'ententes pouvant comprendre du risque de base peuvent être assujettis à une exigence de capital du risque d'assurance en plus de celle du risque de crédit.

Pour évaluer l'efficacité du transfert de risque, la nature économique de l'entente doit primer sur la forme juridique et sur le traitement comptable.

10.5.2 Positions de risque conservées

Si une entente de coassurance ne couvre pas toutes les prestations jusqu'à concurrence de la somme du montant du passif des contrats d'assurance cédé et de l'exigence marginale du risque d'assurance des polices cédées, réduite des PÉD, (le « Niveau nécessaire »), l'assureur cédant doit augmenter son capital requis ou réduire la

limite reconnue dans les Dépôts admissibles. En particulier, toute entente de coassurance renfermant une disposition selon laquelle le réassureur est tenu de couvrir uniquement les prestations supérieures à un certain montant nécessitera un ajustement, sans égard au traitement comptable. Ces dispositions comprennent les suivantes (sans s'y limiter) :

- les bonifications (« *experience rating refunds* »);
- les provisions pour fluctuation des réclamations et les provisions pour fluctuation des réclamations de réassurance;
- les mécanismes variables de transfert de risque, à l'exception des dispositions précédentes, selon lesquels le montant des prestations réassurées est fonction des résultats antérieurs.

Si une entente de coassurance agréée ne couvre pas toutes les prestations jusqu'à concurrence du Niveau nécessaire, l'assureur cédant doit ajouter à son capital requis le montant total des prestations jusqu'à ce niveau auxquelles il est toujours exposé. Si une entente de coassurance non agréée ne couvre pas toutes les prestations jusqu'à concurrence du Niveau nécessaire, le montant $CS_0 - CS_1$ utilisé pour calculer la limite des Dépôts admissibles pour l'entente de coassurance (voir la section 6.7.1) doit être réduit par le montant total des prestations jusqu'au Niveau nécessaire auxquelles l'assureur cédant est toujours exposé.

Les ententes de réassurance, autres que de la coassurance, qui fournissent une protection par tranche ou en vertu desquelles l'assureur cédant conserve autrement une position de risque sont traitées comme de la réassurance en excédent de pertes et sont assujetties aux conditions énoncées à la section 6.7.5.

Le montant de la position de risque conservée par l'assureur cédant en vertu d'une entente de réassurance doit faire l'objet d'un nouveau calcul, conformément à l'entente, à chaque date du bilan.

10.5.3 Réassurance agréée

Toutes les exigences de capital pour lesquelles un crédit peut être obtenu pour la réassurance peuvent être calculées après réduction pour la réassurance agréée. Par exemple, les flux de trésorerie des passifs des polices cédés en réassurance agréée doivent être exclus des flux de trésorerie des passifs des polices utilisés pour calculer toutes les composantes du risque d'assurance de l'ESCAP.

L'exigence de risque de crédit de 2,5 % pour les actifs de réassurance agréée peut être réduite conformément aux critères de la présente section à l'aide de l'approche de substitution décrite à la section 10.4.3 si l'actif est garanti par une sûreté qui satisfait aux conditions énoncées dans l'introduction de la section 3.2 et dans la section 3.2.2¹⁶⁴ ou

¹⁶⁴ Les conditions pour les sûretés financières admissibles de la section 3.2.2 qui doivent être respectées pour la réassurance agréée sont celles qui sont applicables aux transactions sur les marchés de

par une garantie (incluant une lettre de crédit) qui satisfait aux conditions énoncées dans la section 3.3.

Si un assureur cède des affaires par des ententes de coassurance à retenue de fonds ou de coassurance modifiée qui constituent de la réassurance agréée, il est possible que les risques liés aux actifs dont il est question dans le chapitre 3 et les sections 5.2 à 5.4 soient transférés au réassureur. Par exemple, un tel transfert pourrait exister si le taux contractuel d'accumulation du passif de fonds retenus ou de l'ajustement de la coassurance modifiée n'est pas défini, mais dépend plutôt des rendements d'un portefeuille d'actifs détenus par l'assureur cédant. Le traitement aux fins du capital pour le transfert des risques liés aux actifs suit les traitements pour les sûretés (voir la section 10.4.3) ou les garanties (voir la section 3.3), selon le cas, qui sont tous deux fondés sur l'approche de substitution.

10.5.3.1 Fonds retenus et autres soldes dus aux réassureurs

L'exigence du risque de crédit lié aux actifs de réassurance découlant de réassurance agréée peut être réduite à l'égard :

- du passif de fonds retenus détenus par l'assureur cédant pour son usage exclusif (p. ex., la coassurance à retenue de fonds) pour garantir le paiement à l'assureur cédant par le réassureur de la part des prestations ou des passifs qui revient à ce dernier et dont il est responsable en vertu de l'entente de réassurance; et
- de tout autre passif de l'assureur cédant dû au réassureur pour lequel l'assureur cédant possède un droit juridique et contractuel lui permettant de compenser le montant à recouvrer du réassureur.

De tels passifs sont traités comme des sûretés pour l'actif de réassurance dû par le réassureur et le traitement aux fins du capital de l'actif de réassurance suit l'approche de substitution décrite à la section 10.4.3. Si les passifs ne sont pas assujettis à des fluctuations découlant de variations dans le prix des actifs, alors le facteur de risque de crédit associé au passif sujet à l'approche de substitution est de 0 %. Cependant, si la valeur du passif fluctue directement avec celle d'un ou de plusieurs actifs au bilan, alors :

- si le réassureur n'est pas une société affiliée à l'assureur cédant, les exigences du risque lié aux actifs pour les actifs au bilan sont éliminées. Si le réassureur est une société affiliée à l'assureur cédant, les exigences du risque lié aux actifs pour les actifs au bilan demeurent inchangées; et
- si les actifs au bilan ne sont pas des obligations du réassureur ou d'une de ses sociétés affiliées, les facteurs du risque de crédit associés au passif sont censés être les mêmes que ceux des actifs auxquels il est lié. Si une partie du passif est

capitaux et non celles applicables aux prêts garantis. Si une sûreté est libellée dans une monnaie différente de celle de l'actif de réassurance, sa valeur marchande doit être réduite de 30 %.

lié à un actif qui est une obligation du réassureur ou d'une de ses sociétés affiliées, cette partie du passif ne peut pas être reconnue comme une sûreté.

Exemple : Exigences des risques de crédit et de marché pour des affaires cédées par une entente de coassurance à retenue de fonds

1) En vertu d'une entente de coassurance à retenue de fonds, un assureur possède un actif de réassurance de 120 \$ dû par un réassureur agréé et un passif de fonds retenus de 100 \$ dû au réassureur. Le taux d'intérêt contractuel utilisé pour le solde des fonds retenus est de 2 % par année et l'assureur cédant ne transfère donc aucun risque lié aux actifs au réassureur. Une partie de 100 \$ du montant total de 120 \$ d'actif de réassurance est considérée garantie et l'autre partie de 20 \$ est considérée non garantie. Par conséquent, l'exigence du risque de crédit pour l'actif de réassurance est réduite de 3,00 \$ à :

$$0 \% \times 100 \$ + 2,5 \% \times 20 \$ = 0,50 \$$$

Les exigences des risques liés aux actifs pour les autres actifs au bilan de l'assureur demeurent inchangées.

2) Supposons plutôt que le montant d'accumulation contractuelle du passif de fonds retenus est égal au rendement du portefeuille suivant d'actifs au bilan, où aucun d'eux n'est une obligation du réassureur ou d'une de ses sociétés affiliées :

Actif	Valeur	Facteur
Obligation notée AA, échéance de 2 ans	25 \$	0,50 %
Obligation notée A, échéance de 5 ans	25 \$	2,00 %
Obligation notée BBB, échéance de 10 ans	25 \$	4,75 %
Actions ordinaires	25 \$	35 %

Si le réassureur n'est pas une société affiliée à l'assureur cédant, un montant total pour ces actifs de 10,56 \$ à titre d'exigences des risques liés aux actifs est soustrait du capital requis des risques de crédit et de marché de l'assureur. De plus, une partie de 50 \$ du portefeuille a un facteur d'actif inférieur à celui de l'actif de réassurance, ce qui permet à l'assureur cédant de traiter cette partie de l'actif de réassurance comme garantie; l'autre partie étant traitée comme non garantie. Par conséquent, l'exigence du risque de crédit pour l'actif de réassurance est réduite de 3,00 \$ à :

$$0,5 \% \times 25 \$ + 2,0 \% \times 25 \$ + 2,5 \% \times 70 \$ = 2,38 \$$$

10.5.3.2 Coassurance modifiée

Si une entente de coassurance modifiée agréée transfère au réassureur les risques liés aux actifs associés aux actifs au bilan, l'entente doit satisfaire à toutes les exigences de

la section 3.3 afin que l'assureur cédant puisse prendre un crédit (p. ex., la réassurance doit fournir une protection au moins aussi forte qu'une garantie et le réassureur ne peut pas être une société affiliée à l'assureur cédant). Si l'assureur peut prendre un crédit pour le transfert des risques liés aux actifs, le traitement aux fins du capital suit l'approche de substitution. Le facteur de risque de crédit de substitution est le facteur correspondant à la notation liée à la capacité de règlement du réassureur et à l'échéance de l'actif couvert, plutôt que le facteur de 2,5 %. Pour les actifs couverts par le transfert de risque qui sont assujettis aux facteurs de risque de marché, le facteur de substitution doit être le facteur de risque de crédit du réassureur correspondant à une échéance de 10 ans. Si la durée de l'entente de coassurance modifiée est plus courte que l'échéance d'un actif à revenu fixe couvert, le rajustement d'asymétrie d'échéances décrit à la section 3.3.7 doit être appliqué.

Exemple : Exigences des risques de crédit et de marché pour des affaires cédées par une entente de coassurance modifiée

Dans l'exemple 2) de la section précédente, si l'entente de réassurance est une entente de coassurance modifiée plutôt qu'une entente à retenue de fonds, si la durée de la réassurance est de 20 ans, si la notation liée à la capacité de règlement du réassureur est AA, si le rendement du portefeuille d'actifs est inclus dans l'ajustement de coassurance modifiée et si la réassurance satisfait à toutes les exigences de la section 3.3 (incluant que le réassureur est un garant admissible selon la section 3.3.4), les exigences des risques de crédit et de marché pour le portefeuille d'actifs diminuent de 10,56 \$ à 1,31 \$, en vertu des facteurs d'actif de substitution suivants :

Actif	Valeur	Facteur
Obligation notée AA, échéance de 2 ans	25 \$	0,50 %
Obligation notée A, échéance de 5 ans	25 \$	1,25 %
Obligation notée BBB, échéance de 10 ans	25 \$	1,75 %
Actions ordinaires	25 \$	1,75 %

10.5.4 Réassurance non agréée

Les véhicules de garantie qui sont utilisés pour obtenir un crédit pour la réassurance non agréée ou pour les exigences de capital du risque d'assurance sont assujettis à des exigences de capital additionnelles pour les risques de crédit et de marché (voir la section 10.4.3).

Si une entente de réassurance non agréée transfère au réassureur les risques liés aux actifs au bilan de l'assureur, l'assureur cédant ne bénéficie d'aucun crédit pour ces exigences, puisque le facteur de risque de crédit assigné à un réassureur non agréé est en fait de 100 % et ne mène donc pas à un crédit selon l'approche de substitution.

Dans la présente ligne directrice, l'expression « Dépôt excédentaire » représente la différence, si elle est positive, entre le crédit disponible pour un réassureur non agréé en vertu de la section 10.4.1 et le crédit appliqué aux exigences relatives aux passifs cédés au réassureur en vertu de la section 10.4.2. Si un réassureur non agréé a fait un Dépôt excédentaire, le montant total du dépôt ou une partie de celui-ci peut être inclus dans les Dépôts admissibles pour le calcul du Ratio ESCAP total et du Ratio ESCAP de base. La section 6.7.1 décrit la limite qui doit être appliquée au montant de Dépôt excédentaire qui peut être reconnu.

Chapitre 11. Regroupement et diversification des risques

Le regroupement des risques est l'approche utilisée pour calculer le total de chacun et de l'ensemble des éléments de risque. Un crédit ou avantage de diversification se réalise lorsque le regroupement des risques produit des résultats inférieurs à la sommation des éléments de risque individuels. Le terme « région » est défini à la section 1.1.5.

11.1 Diversification à l'intérieur des risques

Des crédits pour diversification sont appliqués à des composantes particulières des exigences de mortalité et de morbidité du chapitre 6. Le crédit de la section 11.1.1 est calculé après réduction pour la réassurance agréée. Dans le calcul du Coussin de solvabilité global utilisé pour déterminer les ratios ESCAP, les facteurs de fluctuation statistique de la section 11.1.2 sont calculés après réduction pour la réassurance agréée. Pour les coussins de solvabilité CS_1 , CS_2 et CS_3 définis à la section 6.7, les facteurs de fluctuation statistique sont projetés après réduction pour la réassurance agréée et sans tenir compte des éléments supplémentaires particuliers au calcul. Puisque les exigences des produits avec participation sont calculées sur une base individuelle (voir la section 9.1.2), aucun crédit de diversification à l'intérieur des risques n'est octroyé entre les risques similaires des produits avec participation et des produits sans participation.

11.1.1 Risques de niveau et de tendance de mortalité – crédit pour diversification entre les produits fondés sur la survie et les produits fondés sur les décès

Un crédit pour diversification est calculé entre les produits souscrits individuellement fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès. Il représente la différence entre la somme des composantes des risques de niveau et de tendance de mortalité des produits fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès (voir les sections 6.2.2 et 6.2.3) et la composante regroupée des risques de tendance et de niveau de mortalité. Le crédit est obtenu par la formule suivante :

$$\text{Crédit pour diversification} = CR_S + CR_D - CR_{regroupée}$$

où :

- CR_S est la somme des exigences de mortalité du risque de niveau et du risque de tendance déterminées respectivement selon les sections 6.2.2 et 6.2.3 des produits souscrits individuellement fondés sur la survie;
- CR_D est la somme des exigences de mortalité du risque de niveau et du risque de tendance déterminées respectivement selon les sections 6.2.2 et 6.2.3 des produits souscrits individuellement fondés sur les décès;
- $CR_{regroupée}$ est la composante regroupée des risques de niveau et de tendance de mortalité (après diversification) pour tous les produits fondés sur la survie et sur les décès calculée selon la formule ci-dessous.

La composante regroupée des risques de niveau et de tendance de mortalité suppose un facteur de corrélation de -75 % entre les produits fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès et est calculée comme suit :

$$CR_{regroupée} = \sqrt{CR_S^2 + CR_D^2 - 1,5 \times CR_S \times CR_D}$$

11.1.2 Crédits pour le risque de morbidité

Les exigences de capital du risque de morbidité déterminées selon la section 6.4 sont réduites pour certains produits par la multiplication d'un facteur de fluctuation statistique (« FFS ») aux exigences. Pour chaque FFS, les expositions sont regroupées par produit à l'intérieur de chaque région avant son application. Par exemple, toutes les expositions d'invalidité d'une région sont regroupées (RI individuelle – actifs, EP individuelle – actifs, RI individuelle – invalides, ILD collective – invalides, EP individuelle et collective – invalides et ICD collectives – actifs et invalides) avant l'application du FFS.

11.1.2.1 Crédit pour le risque de niveau

Les formules pour calculer les FFS de morbidité pour le risque de niveau sont présentées ci-dessous.

Invalidité

$$FFS(EC) = \begin{cases} 1, & \text{si } EC \leq 42\,000\,000 \$ \\ 0,9 + \frac{648}{\sqrt{EC}}, & \text{si } EC > 42\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où EC est l'exigence de capital du risque de niveau.

Maladies graves

$$FFS(CA) = \begin{cases} 1, & \text{si } CA \leq 300\,000\,000 \$ \\ 0,15 + \frac{14\,722}{\sqrt{CA}}, & \text{si } CA > 300\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où CA est le capital assuré total.

Soins de longue durée

$$FFS(EC) = \begin{cases} 1, & \text{si } EC \leq 75\,000\,000 \$ \\ 0,5 + \frac{4\,330}{\sqrt{EC}}, & \text{si } EC > 75\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où EC est l'exigence de capital du risque de niveau.

11.1.2.2 Crédit pour le risque de volatilité

Les formules pour calculer les FFS de morbidité pour le risque de volatilité sont présentées ci-dessous.

Invalidité

$$FFS(EC) = \begin{cases} 1, & \text{si } EC \leq 6\,000\,000 \$ \\ 0,7 + \frac{734}{\sqrt{EC}}, & \text{si } EC > 6\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où EC est l'exigence de capital du risque de volatilité.

Maladies graves

$$FFS(CA) = \begin{cases} 1, & \text{si } CA \leq 300\,000\,000 \$ \\ 0,15 + \frac{14\,722}{\sqrt{CA}}, & \text{si } CA > 300\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où CA est le capital assuré total.

Soins de longue durée

$$FFS(EC) = \begin{cases} 1, & \text{si } EC \leq 3\,000\,000 \$ \\ 0,3 + \frac{1\,212}{\sqrt{EC}}, & \text{si } EC > 3\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où EC est l'exigence de capital du risque de volatilité.

Assurance voyage et assurance prêt

$$FFS(EC) = \begin{cases} 1, & \text{si } EC \leq 5\,000\,000 \$ \\ 0,2 + \frac{1\,788}{\sqrt{EC}}, & \text{si } EC > 5\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où EC est l'exigence de capital du risque de volatilité.

Assurance maladie et dentaire (incluant les autres produits A-M collective)

$$FFS(EC) = \begin{cases} 1, & \text{si } EC \leq 3\,000\,000 \$ \\ 0,7 + \frac{519}{\sqrt{EC}}, & \text{si } EC > 3\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où EC est l'exigence de capital du risque de volatilité.

11.1.3 Risques de mortalité et de morbidité – crédit pour volume de portefeuille

Un crédit de diversification entre les régions est donné pour la composante du risque de niveau des exigences de mortalité et de morbidité. Pour chacune des exigences de mortalité, de morbidité liée à l'incidence et de morbidité liée à la cessation d'un bloc de produits d'une région, la composante du risque de niveau peut être réduite à l'aide de la formule suivante :

$$0,5 \times (N_0 - N_1)$$

où :

- N_0 est la composante du risque de niveau du bloc calculée à l'aide de la composante du risque de volatilité et des facteurs de fluctuation statistique de sa région;
- N_1 est la composante du risque de niveau du bloc calculée à l'aide de la composante du risque de volatilité et des facteurs de fluctuation statistique fondés sur le regroupement des portefeuilles de toutes les régions.

N_0 et N_1 sont calculés après réduction pour toute forme de réassurance.

11.2 Diversification entre les risques

Après les calculs distincts de chaque exigence de risque, celles-ci sont regroupées par région en trois étapes. Premièrement, une exigence post-diversification est calculée pour le risque d'assurance (A). Puis, une exigence diversifiée non ajustée est calculée pour tous les risques (D) en regroupant l'exigence nette du risque d'assurance avec les exigences des risques de crédit et de marché. Cette exigence diversifiée non ajustée est comparée à l'exigence non diversifiée (N) qui est égale à la somme des exigences de risque individuelles. L'exigence diversifiée ajustée (K) est calculée en se fondant sur D et N .

Si l'assureur désire prendre un crédit pour les produits avec participation ou les produits ajustables (voir le chapitre 9) ou pour la réassurance non agréée ou les provisions pour fluctuation des prestations de réassurance (voir la section 6.7), il doit calculer les montants A , D , N et K pour un ou plusieurs sous-ensembles de son portefeuille de produits.

11.2.1 Exigence du risque d'assurance (A)

L'exigence du risque d'assurance (A) est calculée en regroupant le capital requis des risques d'assurance d'une même région à l'aide d'une matrice de corrélation. La formule pour A est la suivante :

$$A = \sqrt{\sum_{i,j=1}^7 \rho_{ij} \times (RA_i - 0,5 \times NT_i) \times (RA_j - 0,5 \times NT_j)}$$

où :

- RA_i est le capital requis du risque d'assurance i , avant le crédit pour les produits avec participation et les produits ajustables;
- NT_i est la somme des composantes des risques de niveau et de tendance du risque d'assurance i (NT_i , la composante des risques de niveau et de tendance du risque relatif aux dépenses est supposée nulle);
- ρ_{ij} est le facteur de corrélation entre les risques d'assurance i et j , comme défini dans la matrice de corrélation suivante :

$i \backslash j$	Mort.	Long.	Morb. – incid.	Morb. – cess.	Déc. – fondés	Déc. – sensibles	Dép.
Mortalité	1						
Longévité	-0,25	1					
Morbidité – incidence	0,5	-0,25	1				
Morbidité – cessation	-0,25	0,5	0,25	1			
Déchéance – fondés	0,25	0,25	0,5	0,5	1		
Déchéance – sensibles	0	-0,25	0	-0,25	-0,5	1	
Dépenses	0,5	0,25	0,5	0,5	0,5	-0,25	1

Cependant, la valeur de A ne peut pas être inférieure à la valeur la plus élevée de l'expression $RA_i - 0,5 \times NT_i$ pour tous les risques d'assurance i inclus dans la matrice.

11.2.2 Exigence de risque diversifiée (D)

L'exigence diversifiée non ajustée (D) pour tous les risques est calculée en regroupant la somme des exigences des risques de crédit et de marché d'une région avec l'exigence de risque d'assurance de la même région. La corrélation entre les deux classes de risque est réputée être 50 %. Par conséquent, la formule pour D est la suivante :

$$D = \sqrt{E^2 + EA + A^2}$$

où :

- E est la somme des exigences du risque de crédit (pour les éléments au bilan et hors bilan) et du risque de marché;
- A est l'exigence du risque d'assurance définie dans la section précédente.

11.2.3 Exigence de risque non diversifiée (N)

L'exigence de risque non diversifiée (N) est calculée par région à l'aide de la formule suivante :

$$N = \sum_{i=1}^7 RA_i + E$$

où :

RA_i et E sont définis respectivement dans les sections 11.2.1 et 11.2.2.

11.2.4 Exigence diversifiée ajustée (K)

Après le calcul des exigences de risque diversifiée (D) et non diversifiée (N), l'exigence diversifiée ajustée (K) pour les risques d'assurance, de crédit et de marché d'une région est calculée à l'aide de la formule suivante :

$$K = 0,8 N + 0,1 NT + \max\left(0,233 N - 0,116 NT - 1,033 D + \frac{D^2}{N - 0,5 NT}; 0\right)$$

où :

$$NT = \sum_{i=1}^7 NT_i$$

Exemple : Calcul de l'exigence diversifiée ajustée

Supposons que les montants de capital requis du risque d'assurance d'un bloc de produits sans participation d'une région, incluant les composantes correspondantes des risques de niveau et de tendance, soient les suivants :

Risque d'assurance	Capital requis (RA_i)	Composantes des risques de niveau et de tendance (NT_i)
Mortalité	1 000 000	700 000
Longévité	3 000	3 000
Morbidité – incidence	50 000	10 000
Morbidité – cessation	2 500	1 000
Déchéance – fondés	300 000	150 000
Déchéance – sensibles	100 000	40 000
Dépenses	10 000	0
Total	1 465 500	904 000

Supposons aussi les montants de capital requis des autres risques du bloc soient les suivants :

Risque	Capital requis
Risque de crédit	200 000
Risque de marché	75 000

Afin de calculer l'exigence totale K du bloc, les montants $RA_i - 0,5 \times NT_i$ de chaque risque doivent d'abord être calculés. Les montants obtenus sont les suivants :

Risque d'assurance	$RA_i - 0,5 \times NT_i$
Mortalité	650 000
Longévité	1 500
Morbidité – incidence	45 000
Morbidité – cessation	2 000
Déchéance – fondés	225 000
Déchéance – sensibles	80 000
Dépenses	10 000

L'exigence du risque d'assurance A est calculée en regroupant les composantes ci-dessus à l'aide de la matrice de corrélation décrite à la section 11.2.1 et de la formule suivante :

$$A = \sqrt{\sum_{i,j=1}^7 \rho_{ij} \times (RA_i - 0,5 \times NT_i) \times (RA_j - 0,5 \times NT_j)} = 764\,421$$

Puisque la valeur la plus élevée de l'expression $RA_i - 0,5 \times NT_i$ est de 650 000, la valeur de A n'est pas augmentée pour tenir compte de ce minimum.

La valeur de E est obtenue en sommant les montants de capital requis des risques de crédit et de marché, comme ceci :

$$E = 200\,000 + 75\,000 = 275\,000$$

Il devient donc possible de calculer l'exigence de risque diversifiée D à l'aide de la formule suivante :

$$D = \sqrt{E^2 + EA + A^2} = 932\,834$$

L'exigence de risque non diversifiée N est obtenue à l'aide de la formule suivante :

$$N = \sum_{i=1}^7 RA_i + E = 1\,465\,500 + 275\,000 = 1\,740\,500$$

Le dernier montant requis pour calculer K est NT , obtenue à l'aide de la formule suivante :

$$NT = \sum_{i=1}^7 NT_i = 904\,000$$

À l'aide des valeurs connues de D , N et NT , l'exigence diversifiée ajustée finale K est calculée ainsi :

$$K = 0,8 N + 0,1 NT + \max\left(0,233 N - 0,116 NT - 1,033 D + \frac{D^2}{N - 0,5 NT}; 0\right) = 1\,495\,198$$

11.3 Coussin de solvabilité global

Le Coussin de solvabilité global est obtenu par la formule suivante :

$$\gamma \times \left(\sum_{\text{région}} K_{\text{sans par}} + \sum_i (K_{\text{par } i} - CP_i) - \sum_j CA_j + -CC + GFD + RO \right)$$

où :

- γ est le coefficient défini à la section 1.1.5;

-
- $K_{\text{sans par}}$ est l'exigence K calculée pour le bloc de produits sans participation de chacune des régions.
 - La deuxième sommation englobe tous les blocs de produits avec participation admissibles et la troisième sommation englobe tous les produits ajustables admissibles.
 - $K_{\text{par } i}$ est l'exigence diversifiée ajustée individuelle K des produits avec participation admissibles du bloc i .
 - CP_i est le crédit pour les produits avec participation des produits avec participation du bloc i , calculé selon la section 9.1.2.
 - CA_j est le crédit pour les produits ajustables du produit ajustable j , calculée selon la section 9.2.2.
 - CC est l'ensemble de tous les crédits pour les dépôts de titulaires de police et pour l'assurance collective selon les sections 6.7.2 et 6.7.3.
 - GFD est le capital requis du risque relatif aux garanties des fonds distincts.
 - RO est le capital requis du risque opérationnel.



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

LIGNE DIRECTRICE SUR LES EXIGENCES DE SUFFISANCE DU CAPITAL

Assurance de personnes

Janvier 2018

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Chapitre 1. Sommaire et exigences générales	2
1.1 Sommaire	2
1.2 Ratio minimal, ratio cible d'intervention et ratio cible interne de capital	6
1.3 Méthode comptable	9
1.4 Exigences générales	10
1.5 Définitions.....	16
Chapitre 2. Capital disponible	17
2.1 Capital de catégorie 1	17
2.2 Capital de catégorie 2.....	40
2.3 Composition du capital et limites	50
2.4 Disposition transitoire	51
Chapitre 3. Risque de crédit – éléments au bilan	53
3.1 Capital requis du risque de crédit pour les actifs au bilan	54
3.2 Sûretés.....	66
3.3 Garanties et dérivés de crédit.....	74
3.4 Titres adossés à des créances	81
3.5 Mises en pension, prises en pension et accords de prêt de titres	83
Annexe 3-A : Correspondance des notations	85
Chapitre 4. Risque de crédit – activités hors bilan	86
4.1 Contrats sur dérivé gré à gré	86
4.2 Compensation de contrats sur dérivé	89
4.3 Instruments hors bilan, autres que des dérivés.....	95
4.4 Engagements	97
Chapitre 5. Risque de marché	102
5.1 Risque de taux d'intérêt	102
5.2 Risque relatif aux actions.....	126
5.3 Risque lié à l'immobilier	135
5.4 Fonds communs de placement.....	137
5.5 Risque lié aux produits indexés	137
5.6 Risque de change.....	140
Annexe 5-A : Correspondance des notations	148
Chapitre 6. Risque d'assurance	149
6.1 Projection des flux de trésorerie de passif d'assurance	150
6.2 Risque de mortalité.....	152
6.3 Risque de longévité	159
6.4 Risque de morbidité.....	160
6.5 Risque de déchéance.....	166
6.6 Risque relatif aux dépenses	169

6.7	Crédit pour les ententes de réassurance et les ententes spéciales avec les titulaires de police.....	170
Chapitre 7. Risque relatif aux garanties des fonds distincts.....		176
7.1	Détermination du capital requis à partir des facteurs prescrits.....	176
7.2	Modèle interne.....	209
7.3	Modalités relatives au calcul.....	271
Chapitre 8. Risque opérationnel.....		276
8.1	Formule du risque opérationnel.....	276
8.2	Expositions et facteurs du risque opérationnel.....	276
Chapitre 9. Produits avec participation et produits ajustables.....		281
9.1	Crédit pour les produits avec participation.....	281
9.2	Crédit pour les produits ajustables contractuellement.....	286
9.3	Produits avec participation ajustables contractuellement.....	290
Chapitre 10. Crédit pour la réassurance.....		292
10.1	Définitions.....	293
10.2	Base d'évaluation des passifs cédés.....	293
10.3	Déduction du Capital disponible pour la réassurance non agréée.....	293
10.4	Fonds détenus et véhicules de garantie.....	296
10.5	Calcul du capital requis ou des Dépôts admissibles.....	298
Chapitre 11. Regroupement et diversification des risques.....		305
11.1	Diversification à l'intérieur des risques.....	305
11.2	Diversification entre les risques.....	308
11.3	Coussin de solvabilité global.....	312

Introduction

Objectif de la ligne directrice

La Loi sur les assurances, RLRQ, c. A-32 (la « Loi ») prescrit une exigence selon laquelle tout assureur doit suivre des pratiques de gestion saine et prudente¹. De plus, elle prévoit que des lignes directrices portant notamment sur la suffisance du capital peuvent être données aux assureurs².

Les lignes directrices visent essentiellement à accroître la transparence et la prévisibilité des critères sur lesquels l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») se base pour évaluer si les institutions financières respectent leur obligation de suivre des pratiques de gestion saine et prudente. La capacité des institutions de s'acquitter de leurs obligations envers les épargnants, les titulaires de police et les bénéficiaires³ constitue notamment l'une des composantes fondamentales présidant à l'atteinte de cet objectif. Les exigences de suffisance du capital à l'intention des assureurs de personnes présentées dans la présente ligne directrice traduisent ce principe.

Champ d'application

La présente ligne directrice est applicable aux assureurs titulaires d'un permis pour pratiquer l'assurance de personnes au Québec (les « assureurs »).

Date de prise d'effet

La présente ligne directrice prend effet le 1^{er} janvier 2018 et ne peut être appliquée avant cette date.

Interprétations

Puisque les exigences qui sont décrites dans la ligne directrice agissent essentiellement en qualité de guides à l'intention des assureurs, les modalités, termes et définitions qu'elle comporte peuvent ne pas couvrir toutes les situations qui se présentent dans la pratique. Ainsi, l'Autorité s'attend à ce que l'assureur lui soumette au préalable, le cas échéant, toutes situations dont la présente ligne directrice ne prévoirait pas le traitement ou dont le traitement proposé n'apparaîtrait pas s'appliquer de manière adéquate. Il en est de même de toute difficulté découlant de l'interprétation des exigences **exposées énoncées** dans la présente ligne directrice.

¹ Article 222.1 de la Loi.

² Articles 325.0.1 et 325.0.2 de la Loi.

³ Dans la présente ligne directrice, « titulaires de police » peut aussi faire référence aux « épargnants » et aux « bénéficiaires » selon le contexte.

Chapitre 1. Sommaire et exigences générales

Ce chapitre présente un sommaire des Exigences de suffisance du capital en assurance de personnes (l'« ESCAP »). Les éléments particuliers de l'ESCAP sont décrits de façon détaillée dans les chapitres suivants.

1.1 Sommaire

1.1.1 Ratios ESCAP

L'ESCAP mesure la suffisance du capital d'un assureur. Il fait partie d'un ensemble d'indicateurs utilisés par l'Autorité pour évaluer la condition financière d'un assureur. Les ratios ne doivent pas être utilisés isolément pour classer et noter des assureurs.

Les éléments considérés dans le calcul du capital comprennent ceux qui contribuent à la solidité financière pendant les périodes où l'assureur est soumis à des tensions et à la protection des titulaires de police et des créanciers en cas de liquidation.

Le **Ratio ESCAP total** est fondé sur la protection des titulaires de police et des créanciers en cas de liquidation de l'assureur. La formule suivante est utilisée pour le calculer :

$$\frac{\text{Capital disponible} + \text{Attribution de l'avoir} + \text{Dépôts admissibles}}{\text{Coussin de solvabilité global}}$$

Le **Ratio ESCAP de base** est fondé sur la solidité financière de l'assureur pendant les périodes où il est soumis à des tensions. La formule suivante est utilisée pour le calculer :

$$\frac{\text{Capital de catégorie 1} + 70 \% \text{ de l'Attribution de l'avoir} + 70 \% \text{ des Dépôts admissibles}}{\text{Coussin de solvabilité global}}$$

Les éléments composant ces formules sont décrits ci-dessous.

1.1.2 Capital disponible

Le Capital disponible est composé du capital ~~des~~ catégories 1 et 2, en tenant compte des déductions, des limites et des restrictions. Il comprend le capital des filiales consolidées aux fins de l'ESCAP (voir la section 1.3). Le Capital disponible est défini au chapitre 2.

1.1.3 Attribution de l'avoir

Le montant d'Attribution de l'avoir se trouvant au numérateur des Ratios ESCAP total et ESCAP de base (les « ratios ESCAP ») est fondé sur les provisions pour écarts défavorables (PÉD) calculées selon la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB) ou selon toute autre méthode prescrite en vertu des ~~normes~~ Normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires (ICA) et servant au calcul des passifs des contrats

d'assurance portés aux états financiers de l'assureur⁴. Toute PÉD incluse dans l'Attribution de l'avoir en lien avec un risque particulier doit correspondre à une PÉD incluse dans le passif total présenté dans les états financiers. Les PÉD particulières incluses dans l'Attribution de l'avoir utilisée pour calculer les ratios ESCAP sont les suivantes :

- ~~toutes~~ les PÉD liées aux hypothèses de scénarios des taux d'intérêt sans risque qui sont associées aux produits d'assurance, à l'exception des contrats de fonds distincts, calculées ~~en tenant compte de~~ après réduction pour toute ~~la~~ forme de réassurance; et
- ~~toutes~~ les PÉD pour les hypothèses non économiques ~~suivantes~~ qui sont associées aux produits d'assurance, à l'exception des contrats de fonds distincts, calculées ~~en tenant compte de la réassurance agréée uniquement~~⁵ après réduction pour la réassurance agréée uniquement : la mortalité des personnes assurées, la mortalité des rentiers, la morbidité, les retraits et retraits partiels, la déchéance antisélective, les frais et les options offertes aux détenteurs de polices⁶. Ces PÉD sont décrites dans les *Normes de pratique* de l'ICA.

Toutes les autres PÉD, incluant les PÉD pour les hypothèses économiques, autres que celles liées aux taux d'intérêt sans risque, (p. ex., celles liées aux écarts de crédit, aux devises et aux frais de placement), les PÉD pour les hypothèses non économiques autres que celles énumérées ci-dessus (p. ~~ex.~~ ~~les écarts de crédit et celles liées aux devises~~ celles liées au risque opérationnel) et les PÉD qui sont associées aux contrats de fonds distincts, sont exclues de l'Attribution de l'avoir.

La détermination du montant de l'Attribution de l'avoir doit être décrite clairement dans le *Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital*.

1.1.4 Dépôts admissibles

Sous réserve de limites, les Dépôts excédentaires des réassureurs non agréés (voir les sections 6.7.1 et 10.5.4) et les provisions pour fluctuation des réclamations (voir la section 6.7.4) peuvent être reconnus comme des Dépôts admissibles dans le calcul du Ratio ESCAP total et du Ratio ESCAP de base. La reconnaissance de ces montants est assujettie aux conditions de transfert des risques énoncées à la section 10.5.

⁴ Les approximations permises par les ~~normes~~ *Normes de pratique* de l'ICA qui sont utilisées pour calculer les PÉD doivent être utilisées également aux fins de l'ESCAP.

⁵ ~~Les PÉD incluses dans l'Attribution de l'avoir comprennent les PÉD pour le risque d'assurance de tous les produits que l'assureur a acceptés en vertu d'ententes de coassurance modifiée et excluent les PÉD pour le risque d'assurance des produits que l'assureur a cédés en vertu d'ententes de coassurance modifiée constituées en réassurance agréée.~~

⁶ Les PÉD incluses dans l'Attribution de l'avoir comprennent les PÉD pour le risque d'assurance de tous les produits que l'assureur a acceptés en vertu d'ententes de coassurance modifiée et excluent les PÉD pour le risque d'assurance des produits que l'assureur a cédés en vertu d'ententes de coassurance modifiée constituées en réassurance agréée.

La détermination du montant des Dépôts admissibles doit être décrite clairement dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

1.1.5 Coussin de solvabilité global et exigence marginale

Les exigences de capital des assureurs ont été établies à un niveau cible d'intervention visant à atteindre une espérance conditionnelle unilatérale de 99 % (« ECU (99) ») sur une période d'un an, incluant une provision terminale. Lorsque requis, ces exigences ont été établies en faisant preuve de jugement professionnel. Les exigences de capital de la présente ligne directrice servent à calculer les exigences de capital au niveau cible.

Le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) d'un assureur est égal à la multiplication de la somme ~~des exigences~~ du montant global de capital, ~~réduite requis, réduit~~ des crédits, pour chacune des six régions par un coefficient de 1,05. ~~La somme des exigences~~ Un montant global de capital ~~comprend requis est calculé pour les exigences pour chacun des cinq risques suivants~~ régions suivantes :

- Canada;
- États-Unis;
- Royaume-Uni;
- Europe (sauf le Royaume-Uni);
- Japon;
- autres pays.

Les passifs et les risques qui leur sont associés sont attribués aux régions selon l'endroit où la police originale qui est liée au passif a été souscrite. Les actifs adossés aux passifs sont attribués à la même région que celle des passifs auxquels ils sont adossés selon la MCAB. Les actifs adossés à l'excédent sont attribués à la région dans laquelle l'entité qui détient les actifs est établie.

Le montant global de capital requis pour une région comprend les montants de capital requis pour chacun des cinq risques suivants :

- risque de crédit (chapitres 3 et 4);
- risque de marché (chapitre 5);
- risque d'assurance (chapitre 6);
- risque relatif aux garanties de fonds distincts (chapitre 7);
- risque opérationnel (chapitre 8).

La somme des ~~exigences~~ montants de capital requis est réduite par des crédits suivants pour :

- les produits avec participation et produits ajustables admissibles (chapitre 9);

~~• les autres méthodes d'atténuation des risques) et de transfert de risque (chapitre 10);~~

~~• pour~~ la diversification des risques (chapitre 11).

De plus, l'assureur peut obtenir un crédit (par une réduction d'exigences de risque particulières ou la reconnaissance d'un montant

~~Le Coussin de solvabilité global utilisé dans les ratios ESCAP est calculé en tenant compte de~~ Dépôts admissibles) pour les mécanismes d'atténuation des risques suivants :

- la réassurance (capital requis du risque d'assurance, ainsi que celui d'autres risques pour lesquels la réassurance est reconnue explicitement);
- les sûretés, les garanties et les dérivés de crédit (exigence du risque de crédit pour les actifs à revenu fixe et les actifs de réassurance);
- les autres instruments dérivés employés à des fins de couverture (capital requis du risque de marché);
- la titrisation d'actif (capital requis du risque de crédit).

Tout mécanisme (incluant la titrisation) en vertu duquel un tiers accepte d'indemniser un assureur pour des prestations découlant du risque d'assurance (ou y consent) est traité comme de la réassurance aux fins des exigences de capital et est assujéti aux exigences du chapitre 10.

Les sûretés, les garanties et les dérivés de crédit peuvent être utilisés pour réduire les exigences du risque de crédit pour les actifs financiers à revenu fixe et pour les actifs de réassurance agréée. Leurs conditions d'utilisation et le traitement de capital à appliquer sont décrits dans les sections 3.2, 3.3 et 10.5.3. Les déductions du Capital disponible pour la réassurance non agréée décrites dans la section 10.3 peuvent être réduites par l'utilisation de véhicules de garantie sous réserve des conditions énoncées à la section 10.4. Les instruments dérivés employés à des fins de couvertures d'actions peuvent être utilisés pour réduire les exigences du risque de marché des actions, comme décrit dans la section 5.2.4, et les instruments dérivés employés comme couvertures du risque de change peuvent être utilisés pour réduire le capital requis du risque de change, comme décrit dans les sections 5.6.2 et 5.6.4. La titrisation peut être utilisée pour réduire le capital requis du risque de crédit, comme prévu au chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers. Les garanties qui fournissent une protection par tranche sont traitées comme de la titrisation synthétique et sont couvertes par les exigences de ce même chapitre.

La réassurance dont l'objectif est l'atténuation des risques de crédit ou de marché associés aux actifs au bilan de l'assureur cédant (p. ex., le risque relatif aux actions et le risque lié à l'immobilier), peu importe si elle atténue d'autres risques simultanément, doit satisfaire aux conditions et suivre le traitement de capital spécifiés aux sections 10.5.3 et 10.5.4 afin que l'assureur puisse réduire le capital requis pour ces risques.

Alors que le Coussin de solvabilité global est l'exigence de capital calculée pour l'ensemble des affaires d'un assureur, une exigence marginale est calculée pour une ~~portion~~partie des affaires. L'exigence marginale mesure l'impact sur le Coussin de solvabilité global de retirer une ~~portion~~partie des affaires, en tenant compte de l'incidence du crédit pour diversification des risques. Par exemple, si un assureur se compose des deux ~~blocs~~portefeuilles A et B et que ~~les montants de leurs coussins de solvabilité individuels sont respectivement de 30 et de 50 et que le Coussin de solvabilité global du bloc A, du bloc B et de de l'assureur sont respectivement 30, 50 et est de 70~~, l'exigence marginale du ~~bloc~~portefeuille A est égale à 20, soit la différence entre le Coussin de solvabilité global de l'assureur (70) et le ~~Coussin~~coussin de solvabilité ~~global~~individuel du ~~bloc~~portefeuille B (50). En d'autres mots, l'exigence marginale du ~~bloc~~portefeuille A représente l'impact sur le Coussin de solvabilité global de l'assureur de retirer ce ~~bloc~~portefeuille.

1.2 Ratio minimal, ratio cible d'intervention et ratio cible interne de capital

La gestion du capital constitue un processus très large qui englobe non seulement la mesure de la suffisance du capital, mais également l'ensemble des stratégies, politiques et procédures par lesquelles une institution détermine et planifie l'utilisation de son capital.

Alors que la présente ligne directrice définit les attentes de l'Autorité en matière de suffisance du capital essentielles à une gestion saine et prudente, la *Ligne directrice sur la gestion du capital*, donnée par l'Autorité, a pour objectif d'énoncer les principes devant guider et encadrer la gestion du capital au sein des institutions financières à un niveau davantage global, voire en amont de la détermination du niveau minimal de capital réglementaire.

Outre les principes visant la gestion du capital tels que :

- l'intégration aux activités de planification stratégique et au cadre de gestion des risques;
- la présence d'une solide structure de gouvernance;
- la mise en œuvre d'un cadre de gestion du capital aligné avec le profil de risque de l'institution et d'une stratégie propice au maintien de niveaux de capital adéquats;

la *Ligne directrice sur la gestion du capital* définit les attentes de l'Autorité quant aux différents niveaux de capital incrémentaux⁷ qu'une institution financière devrait maintenir, compte tenu des exigences réglementaires, de son profil de risque et de ses autres besoins actuels ou projetés. Ces niveaux sont établis en relation avec les exigences relatives au calcul du Ratio ESCAP total.

⁷ Capital réglementaire, cible interne de capital et capital excédentaire.

Dans le cadre de ses activités de surveillance, l'Autorité s'attend au maintien d'un Ratio ESCAP total de 100 % et d'un Ratio ESCAP de base de 70 %, ces derniers constituant les **ratios cibles d'intervention**. Ces ratios ont pour but de permettre à l'Autorité d'identifier rapidement les problèmes, d'intervenir ensuite en temps opportun lorsque la situation d'un assureur l'exige et d'avoir une assurance raisonnable que les mesures prises par l'assureur corrigeront les problèmes.

Aussi, pour la protection de ses titulaires de police, l'assureur doit minimalement et de façon continue maintenir un Ratio ESCAP total de 90 %. De même, pour sa solidité financière générale, l'assureur doit minimalement et de façon continue maintenir un Ratio ESCAP de base de ~~60~~55 %. Ces ratios constituent les **ratios minimaux**. Les ratios cibles d'intervention permettent ainsi d'absorber davantage de pertes inattendues en égard aux risques couverts par la présente ligne directrice que les ratios minimaux.

Les ratios cibles d'intervention et les ratios minimaux correspondent aux niveaux de capital réglementaire dont il est question dans la *Ligne directrice sur la gestion du capital*.

Toutefois, les ratios ESCAP ne reflètent pas expressément la prise en compte de tous les risques. En effet, ces ratios reposent sur des hypothèses simplificatrices propres à une approche standard d'évaluation. La quantification de plusieurs de ces risques par une telle méthodologie qui s'appliquerait à tous les assureurs n'est pas justifiée compte tenu, d'une part, du niveau d'exposition et du profil de risque qui varient d'un assureur à l'autre et, d'autre part, de la difficulté à les mesurer par une méthode standard.

Par conséquent, l'Autorité demande à chaque assureur d'évaluer l'adéquation globale de son capital par rapport à son profil de risque, et ce, dans une optique de gestion saine et prudente. Cette évaluation se fait par l'établissement de **ratios cibles internes de capital** excédant les ratios cibles d'intervention.

Pour établir ses ratios cibles internes de capital, l'assureur doit déterminer le niveau de capital nécessaire pour couvrir les risques liés à ses activités en prenant notamment en considération son appétit pour le risque et les résultats des tests de sensibilité selon différents scénarios et simulations⁸. Ainsi, en plus des risques qui sont déjà pris en compte par le calcul des ratios ESCAP, les ratios cibles internes de capital doivent également considérer d'autres risques, notamment :

- les risques résiduels de crédit, de marché et d'assurance; par exemple, certains risques liés aux transferts de risque sont des risques de marché non couverts par le calcul des ratios ESCAP;
- le risque de liquidité;
- le risque de concentration;
- les risques juridiques et réglementaires;

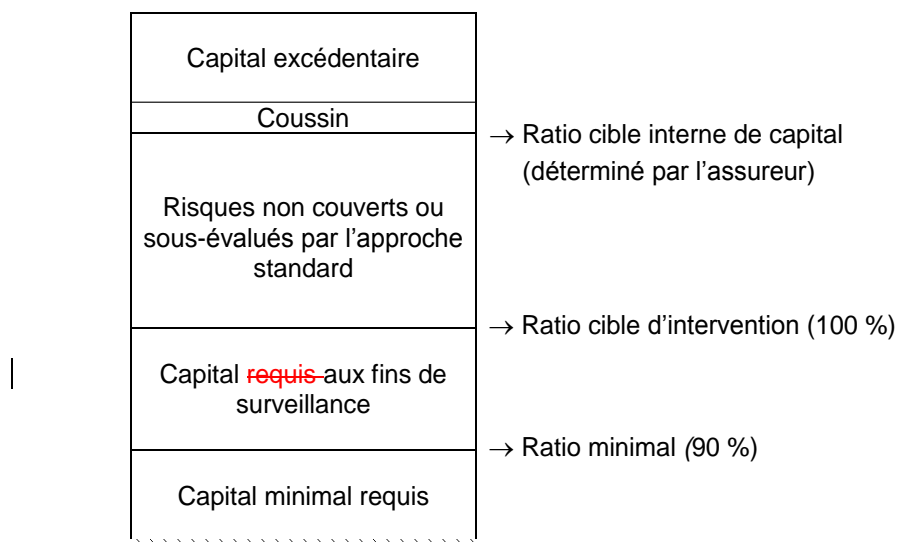
⁸ Afin de s'assurer que les ratios cibles internes de capital excèdent les ratios cibles d'intervention, l'assureur devrait exprimer ses niveaux de capital cibles internes établis en pourcentage de son Coussin de solvabilité global, évalué en fonction de la présente ligne directrice, et comparer le tout aux ratios minimaux et aux ratios cibles d'intervention.

- le risque stratégique;
- le risque de réputation.

La détermination des ratios cibles internes de capital permet donc à chaque assureur de tenir compte de ces risques de façon appropriée. Afin d'être cohérents avec le capital requis pour les risques couverts par le calcul des ratios ESCAP, le capital requis pour chacun des risques identifiés devra être déterminé à un niveau de confiance minimal équivalent à une ECU (99) sur une période d'un an, incluant une provision terminale. Cette exigence peut être satisfaite en s'inspirant, par exemple, de scénarios défavorables mais plausibles de l'examen dynamique de suffisance du capital (« EDSC »), ou encore de scénarios de simulation de crise. L'impact des différents scénarios devrait être comparé aux ratios cibles internes de capital proposés et non au ratio de capital actuel de l'assureur.

Les attentes de l'Autorité peuvent être illustrées graphiquement comme suit pour le Ratio ESCAP total :

Ratio minimal, ratio cible d'intervention et ratio cible interne de capital



Sur la base de ce graphique, l'assureur devra également prévoir un montant de capital (représenté par le coussin) pour tenir compte du caractère variable des ratios ESCAP et de la possibilité que ceux-ci chutent sous ses ratios cibles internes de capital dans le cadre de ses activités courantes en raison notamment de la volatilité normale des marchés et des résultats d'assurance. Des éléments tels que les limitations liées à l'accès au capital devraient également être considérés dans la détermination de ce coussin.

De plus, l'Autorité s'attend à ce qu'un assureur détienne du capital excédentaire au niveau de capital qu'il a déterminé pour son ratio cible interne de capital total, incluant le coussin. Ce capital pourrait être nécessaire afin de :

- maintenir ou atteindre une cote de solvabilité;
- considérer les innovations au sein de l'industrie en permettant, par exemple, le développement de nouveaux produits;
- tenir compte des tendances au chapitre des regroupements, notamment les possibilités d'acquisition de portefeuilles ou de sociétés;
- préparer l'assureur à l'évolution de la situation internationale, dont les développements professionnels normatifs comme les modifications aux normes comptables et actuarielles.

Les ratios cibles internes de capital doivent être divulgués dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital (voir la section 1.4.1). À la demande de l'Autorité, l'assureur doit lui transmettre un document qui justifie, par des explications s'appuyant sur une méthode et des données appropriées, les ratios cibles internes de capital qu'il a établis. L'Autorité peut demander la détermination de nouveaux ratios cibles internes de capital si les justifications ne permettent pas de démontrer, à sa satisfaction, la pertinence et la suffisance des ratios cibles soumis.

Dans le cadre de ses activités de surveillance, toute dérogation aux ratios cibles internes de capital entraînera une action de l'Autorité modulée en fonction des circonstances et des mesures de redressement adoptées par l'assureur pour respecter à nouveau les cibles établies.

1.3 Méthode comptable

Sauf indication contraire, les montants utilisés pour calculer le Capital disponible, l'Attribution de l'avoir, le Coussin de solvabilité global et leurs composantes sont fondés sur les montants présentés dans les états financiers de l'assureur ou utilisés pour les calculer ainsi que sur les autres informations financières incluses dans le relevé trimestriel VIE et le supplément annuel VIE. Ces montants sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus en vigueur au Canada (PCGR)⁹ ainsi qu'avec les instructions relatives à l'état annuel VIE et les avis relatifs à la comptabilité de l'Autorité.

~~Aux fins de l'ESCAP, le bilan, les~~ Ces états financiers et ~~les autres~~ informations financières doivent être ajustés comme décrit ci-dessous afin de déterminer les valeurs comptables assujetties à des exigences de l'assureur capital ou qui sont utilisées dans les calculs de l'ESCAP. Les états financiers et les informations selon les PCGR canadiens doivent être redressés aux fins de l'ESCAP et présentés ~~dans la page~~

⁹ Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a adopté les normes internationales d'information financière (IFRS) à titre de PCGR du Canada pour les entreprises ayant une obligation d'information du public, y compris les assureurs. La source principale des PCGR du Canada est le Manuel des Comptables professionnels agréés du Canada.

~~« Rapprochement de la déconsolidation » du supplément annuel ESCAP sont assujettis~~ conformément aux instructions ~~supplémentaires~~ suivantes :

- Les états financiers doivent être redressés afin que seules les filiales qui ne sont pas des filiales d'assurance de dommages ~~admissibles~~ ou des filiales financières réglementées dissemblables¹⁰ soient présentées sur une base consolidée.
- Les filiales d'assurance de dommages ~~admissibles~~ et les filiales financières réglementées dissemblables doivent être déconsolidées et présentées selon la méthode de la mise en équivalence.

En ce qui concerne le traitement des éléments liés aux filiales déconsolidées, seule la part de l'assureur en proportion de toutes les catégories de Capital disponible doit être considérée. Par exemple, si l'assureur détient un montant de 60 de l'avoir des actionnaires d'une filiale déconsolidée (~~capital~~Capital de catégorie 1 de la filiale) et un montant de 10 de débenture subordonnée (~~capital~~Capital de catégorie 2 de la filiale) et qu'un investisseur externe détient un montant de 20 de l'avoir des actionnaires de la filiale et un montant de 10 de débenture subordonnée, la part de l'assureur est de 70 % (soit $(60 + 10) / (60 + 20 + 10 + 10)$).

1.4 Exigences générales

1.4.1 Formulaire de divulgation prescrit et Rapport sur l'attestation ~~de~~ ~~conformité~~relative à la ligne directrice de capital

Les éléments des calculs requis par la présente ligne directrice et leurs résultats doivent être présentés dans le formulaire de divulgation prescrit ~~le~~ (le « formulaire ESCAP »). ~~Ce formulaire est composé des pages du relevé trimestriel ESCAP et le, auxquelles s'ajoutent les pages du supplément annuel ESCAP (le « formulaire ESCAP »).~~ pour le dépôt de fin d'année.

Le rapport requis en vertu des *Normes de pratique* de l'ICA (le « Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital ») doit comprendre l'énoncé d'opinion concernant le caractère approprié des calculs relatifs aux exigences de capital et, lorsqu'applicable, l'énoncé d'opinion concernant le caractère approprié des modèles internes utilisés pour déterminer le capital requis à l'égard des garanties de fonds distincts.

Le formulaire ESCAP ~~doit~~ et le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital doivent être transmis à l'Autorité selon les ~~instructions relatives~~exigences contenues dans l'Avis de l'Autorité relatif au dépôt de l'état et autres documents qui se ~~trouvent~~trouve sur le site Web de l'Autorité (<http://www.lautorite.qc.ca>).

~~Le rapport requis en vertu de la sous-section 2480 des normes de pratique de l'ICA (le « Rapport sur l'attestation de conformité à la ligne directrice de capital ») doit être mis à la disposition de l'Autorité à sa demande. Il doit comprendre l'énoncé d'opinion~~

¹⁰ Voir la section 2.1.2.7 pour les définitions de « filiales d'assurance de dommages ~~admissibles~~ » et de « filiales financières réglementées dissemblables ».

~~conformément au paragraphe 06 de cette sous-section et, lorsqu'applicable, l'énoncé d'opinion conformément au paragraphe 10 de la même sous-section.~~

1.4.2 Signature du représentant désigné et signature de l'actuaire

Le premier certificat apparaissant à la page titre du formulaire ESCAP doit être signé par un représentant de l'assureur désigné par le conseil d'administration. Dans le cas du ~~supplément annuel ESCAP~~ dépôt de fin d'année, cette personne ne doit pas être l'actuaire désigné en vertu des articles 298.3 et 298.4 de la Loi (l'« actuaire »).

Le second certificat apparaissant à la page titre du formulaire ESCAP n'est requis que pour le dépôt de fin d'année. Il doit être signé par l'actuaire.

1.4.3 Audit

Les ratios ESCAP doivent faire l'objet d'un audit selon les exigences présentées dans l'avis de l'Autorité publié au Bulletin de l'Autorité le 3 octobre 2013¹¹ ~~—avis à mettre à jour~~.

1.4.4 Hypothèses de meilleure estimation

Les Hypothèses de meilleure estimation utilisées pour calculer ~~les exigences de~~ capital ~~pour les~~ requis des risques d'assurance et de marché sont celles utilisées dans le scénario de base de la MCAB. Les Hypothèses de meilleure estimation consistent en :

- les hypothèses du scénario de base pour les taux d'intérêt comme spécifiées par les ~~normes~~ Normes de pratique de l'ICA; et
- la meilleure estimation de toutes les autres hypothèses, où ces hypothèses sont cohérentes avec le scénario de base des taux d'intérêt.

1.4.5 Utilisation d'approximations

L'assureur doit respecter les Normes de pratique de l'ICA concernant les critères d'importance et les approximations lorsqu'il utilise les approximations permises par l'ESCAP. Toutes les approximations utilisées, de même qu'une description des validations effectuées pour mesurer leur efficacité et des étapes suivies pour raffiner et corriger les approximations inefficaces, doivent être présentées dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

De plus, l'assureur doit respecter les instructions suivantes.

L'utilisation d'approximations pour les calculs de l'ESCAP n'est pas permise lorsque la plupart des données ou des informations sont disponibles à partir d'autres processus internes et qu'elles sont utilisées pour le calcul des passifs aux fins des états financiers. Par exemple, si un assureur effectue sa mise à l'essai des scénarios de la MCAB en

¹¹ (2013) vol. 10, n° 39, B.A.M.F., section 5.1.

temps réel, il ne pourra pas utiliser des flux de trésorerie d'actif et de passif d'une période précédente aux fins de l'ESCAP. Dans ce cas, les approximations pour l'ESCAP ne doivent être utilisées que si les calculs réels ne peuvent pas être effectués en temps réel (c.-à-d. que les calculs d'évaluation sont effectués avec les données d'une période précédente).

Une approximation utilisée par l'assureur doit être cohérente d'un trimestre à l'autre, à moins que la validation de son efficacité nécessite sa modification afin d'augmenter son exactitude ou qu'elle ne soit plus requise à la suite d'une amélioration des processus de l'assureur.

Les approximations suivantes peuvent être utilisées dans le calcul des éléments de l'ESCAP correspondants¹².

1. Sections 2.1.1.5, 2.1.2.6 et 2.2.1.4 : l'assureur peut approximer une exigence marginale de capital en utilisant les données du trimestre précédent pour déterminer le ratio de l'exigence marginale de capital sur le coussin de solvabilité individuel, puis en multipliant ce ratio par le coussin de solvabilité individuel courant. De plus, une approximation fondée sur les données du trimestre précédent peut être utilisée pour calculer l'Exigence marginale de capital des sections 2.1.1.5 et 2.2.1.4 si le montant de capital détenu par des tiers investisseurs ou attribuable à des parts des actionnaires sans contrôle demeure très inférieur à la limite applicable.
2. Section 2.1.2.9.2 : l'assureur peut utiliser les données du trimestre précédent pour déterminer les exigences individuelles et totales CR_{vol} , CR_{cat} , CR_{vol} et CR_{cat} .
3. Section 3.1.2 : les flux de trésorerie du trimestre précédent peuvent être utilisés pour approximer l'échéance effective des expositions au risque de crédit assujetties à cette section. Si cette approximation est utilisée, l'assureur doit appliquer des ajustements appropriés pour des changements importants à l'inventaire des actifs dus notamment aux cessions ou aux échéances qui se sont produits depuis la fin du trimestre précédent.

Dans un environnement de bas taux d'intérêt, lorsque l'assureur utilise l'approche fondée sur la moyenne pondérée pour calculer l'échéance effective des expositions avec des entreprises liées, il peut appliquer les poids en fonction des valeurs marchandes plutôt que des flux de trésorerie totaux non actualisés des expositions individuelles.
4. Sections 3.1.7 et 3.1.8 : l'assureur peut estimer les proportions de comptes débiteurs et de primes échues de moins de 60 jours et de 60 jours ou plus à l'aide des données du trimestre précédent.
5. Section 3.1.7 : l'assureur peut approximer les actifs de réassurance par réassureur aux fins de l'application du seuil de zéro à l'aide des données du trimestre précédent pour déterminer le pourcentage des passifs cédé à chaque réassureur, puis en multipliant ces pourcentages par le montant total actuel des passifs cédés.

¹² Seules les approximations de la liste suivante peuvent être utilisées aux fins du calcul des éléments qui ont un impact important sur les ratios ESCAP. D'autres approximations non importantes peuvent être utilisées dans le calcul des ratios ESCAP.

6. Sections 5.1.2 et 5.1.3 : les flux de trésorerie du trimestre précédent, en association avec les mises à jour et les ajustements utilisés par l'assureur dans sa mise à l'essai des scénarios de la MCAB avec les flux de trésorerie d'une période précédente, peuvent être utilisés pour déterminer le scénario le plus défavorable et projeter tous les flux de trésorerie.
7. Section 5.1.3.3 : les impacts défavorables liés au redressement des participations sur les bonifications d'assurance libérée peuvent être ignorés.
8. Sections 5.1.3.16 et 6.1 : l'impôt sur les revenus de placement et les écarts temporaires liés à l'impôt peuvent être projetés selon le pire scénario de taux d'intérêt de la MCAB plutôt que le scénario de base.
9. Section 5.6.1 : l'assureur peut approximer le montant maximal de la position courte de compensation pour une monnaie d'une région (voir la section 1.1.5) à l'aide de la formule suivante :

$$120 \% \times \frac{CRB_{monnaie}}{\sum CRB} \times CSI$$

où :

- $CRB_{monnaie}$ est le capital requis de base, défini ci-dessous, pour les affaires libellées dans la monnaie en cause;
- $\sum CRB$ est la somme des montants de capital requis de base de toutes les monnaies de la région;
- CSI est le coussin de solvabilité individuel de la région, dont le capital requis du risque de change est exclus, le capital requis du risque d'assurance est calculé après réduction pour toute forme de réassurance et tous les crédits pour la diversification à l'intérieur des risques, pour la diversification entre les risques, ainsi que pour les produits avec participation et pour les produits ajustables liés au montant global de capital requis sont pris en considération.

Le capital requis de base, $CRB_{monnaie}$, est la somme des montants suivants libellés dans la monnaie en cause :

- 2,8 % de tous les passifs;
- 0,24 % des montants nets au risque des produits d'assurance temporaire et des autres produits d'assurance vie qui n'accordent pas de valeurs de rachat importantes;
- 2,4 % des passifs :
 - des produits d'assurance vie qui accordent des valeurs de rachat importantes;
 - des produits avec participation;
 - des produits d'assurance accident, maladie et invalidité;
- 4,8 % des passifs de rente;

- 4,4 % des passifs de certificats de placement garanti (« CPG ») ou de la valeur notionnelle des CPG synthétiques (par ex. des « wraps »); et
- 4,8 % des valeurs garanties des fonds distincts.

Dans la sommation ci-dessus, les passifs d'assurance, les montants nets au risque et les valeurs garanties des fonds distincts doivent être fondés sur les Hypothèses de meilleure estimation et doivent être déterminés après réduction pour toute forme de réassurance. La valeur garantie des fonds distincts est définie comme étant la valeur actuarielle actualisée de toutes les prestations payables aux titulaires de police en supposant que la valeur de tous les comptes est nulle et le demeure pour toute la durée des polices.

Jusqu'à l'exercice de fin d'année 2018 inclusivement, l'assureur peut approximer le montant maximal de la position courte de compensation pour une monnaie d'une région à l'aide de la formule suivante :

$$120 \% \times \frac{P_{monnaie}}{\sum P} \times CSI$$

où :

- $P_{monnaie}$ est le montant de passif dans la monnaie en cause;
- $\sum P$ est le montant total des passifs de toutes les monnaies de la région.

- Sections 6.2.1 et 0 : l'assureur peut utiliser les flux de trésorerie décalés d'au plus un an pour la réalisation des tests utilisés pour déterminer quels produits sont fondés sur la survie ou les décès ou pour déterminer quels produits sont fondés sur les déchéances ou sensibles aux déchéances.
- Section 6.2.2.1 : l'assureur peut utiliser un décalage d'au plus un an pour le calcul du ratio de la composante du risque de volatilité calculée pour l'assurance vie individuelle sur le montant des réclamations prévues l'année suivante.
- Sections 6.4.3, 6.4.4, 6.5.3, 6.5.4 et 6.6.1 : pour les composantes de volatilité et de catastrophe des risques de morbidité et de déchéance, les chocs appliqués aux Hypothèses de meilleure estimation s'appliquent à la première année seulement, le choc étant nul par la suite. Si un assureur ne peut appliquer les chocs sur des années partielles de calendrier dû à une limitation liée à son logiciel, ce dernier peut appliquer le choc pour le reste de l'année de calendrier et un choc différent pour l'ensemble de l'année de calendrier suivante. Le second choc devrait être égal au choc de l'ESCAP multiplié par la proportion de l'année de calendrier en cours qui est écoulée. Par exemple, si l'assureur prépare le dépôt de l'ESCAP pour la fin du premier trimestre de l'année 20x1 et que l'ESCAP prévoit un choc de 30 %, alors l'assureur peut utiliser un choc de 30 % pour le reste de l'année 20x1 et un choc de 7,5 % pour l'ensemble de l'année 20x2.
Si cette approximation est utilisée pour le risque relatif aux dépenses, le second choc représentant le report provenant de la première année doit être ajouté au choc de 10 % dans la deuxième année.
- Section 6.5.3 : un assureur peut approximer le capital requis pour la composante de volatilité du risque de déchéance en déterminant la valeur actualisée des flux de

trésorerie soumis à un choc de +/- 30 % dans la première année et en soustrayant la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

14. Sections 6.7.1, 6.7.4 et 9.2 : afin de déterminer une exigence marginale de capital pour le risque d'assurance, l'assureur peut utiliser les données du trimestre précédent pour déterminer le ratio de l'exigence marginale de capital pour le risque d'assurance sur le coussin de solvabilité individuel pour le risque d'assurance, puis appliquer ce ratio au coussin de solvabilité individuel pour le risque d'assurance courant. Un assureur peut utiliser cette approximation si une variation par rapport au trimestre précédent (p. ex., du crédit pour diversification ou des poids relatifs des différents risques) n'a pas un impact important sur les résultats
15. Section 8.2.2 : jusqu'à l'exercice de fin d'année 2018 inclusivement, l'assureur peut omettre de convertir les primes, les valeurs des comptes et les passifs libellés dans une monnaie étrangère en dollars canadiens au taux de change courant.

1.4.5 1.4.6 Exercice jumelé de l'assurance de personnes et de l'assurance de dommages

Les états financiers d'un assureur exerçant à la fois en assurance de personnes et en assurance de dommages doivent être scindés en un secteur d'assurance de personnes et un secteur d'assurance de dommages en attribuant tous les éléments du bilan et tous les instruments hors bilan à l'un ou l'autre secteur. ~~La présente ligne directrice doit être appliquée au~~ Le secteur d'assurance de personnes ~~et la Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance du capital donnée par l'Autorité aux assureurs de dommages (TCM) doit être appliquée au secteur d'assurance de dommages.~~

~~Lorsque le Coussin de solvabilité global du secteur d'assurance de personnes est égal ou supérieur au montant obtenu en multipliant le capital minimal requis du secteur d'assurance de dommages par 1,5 :~~

- ~~le bilan global de l'assureur doit être utilisé pour déterminer le Capital disponible;~~

~~le secteur d'assurance de dommages~~ doit être traité comme s'il s'agissait d'une filiale d'assurance de dommages ~~admissible~~ et le traitement prévu par la présente ligne directrice pour ce type de filiale doit lui être appliqué (voir les sections 1.3, 2.1.2.7 et 2.2.3.2).

~~Lorsque le Coussin de solvabilité global du secteur d'assurance de personnes est inférieur au montant obtenu en multipliant le capital minimal requis du secteur d'assurance de dommages par 1,5, aucun élément attribué au secteur d'assurance de dommages ne doit être considéré dans l'application de la présente ligne directrice.~~

Dans le cas d'une

~~Le même traitement doit être appliqué à une~~ filiale exerçant à la fois en assurance de personnes et en assurance de dommages, ~~à l'exception que, si la son~~ secteur d'assurance de dommages doit aussi être traité comme s'il s'agissait d'une filiale ~~n'est pas soumise au TCM, l'application du TCM au secteur d'assurance de dommages de la filiale doit être à la satisfaction de l'Autorité pour que ce secteur soit considéré comme une filiale admissible. Si ce n'est pas le cas, ce secteur doit être considéré comme une filiale financière réglementée dissemblable~~ d'assurance de dommages et le traitement

prévu par la présente ligne directrice pour ce type de filiale doit lui être appliqué (voir les sections 1.3, 2.1.2.7 et 2.2.3.2).

1.5 Définitions

1.5.1 Concepts relatifs aux liens corporatifs et terminologie

À moins que le contexte ne l'indique autrement, les concepts relatifs aux liens corporatifs, tels que les filiales, ~~entreprises associées~~, coentreprises et entreprises liées, ainsi que la terminologie, doivent être interprétés dans la présente ligne directrice en fonction des dispositions des PCGR.

1.5.2 Participation notable dans une personne morale

Aux fins de la présente ligne directrice, un assureur a une participation notable dans une personne morale quand lui-même et les entités qu'il contrôle détiennent la propriété effective :

- soit d'un nombre total d'actions comportant plus de dix pour cent des droits de vote attachés à l'ensemble des actions en circulation de cette personne morale;
- soit d'un nombre total d'actions représentant plus de vingt-cinq pour cent de l'avoir des actionnaires de cette personne morale.

~~1.5.3 Région~~

~~Aux fins de l'ESCAP, le portefeuille de l'assureur est regroupé dans les six régions suivantes :~~

- ~~• Canada~~
- ~~• États-Unis~~
- ~~• Royaume-Uni~~
- ~~• Europe (sauf le Royaume-Uni)~~
- ~~• Japon~~
- ~~• Tous les autres pays~~

Chapitre 2. Capital disponible

Le présent chapitre définit les éléments composant le Capital disponible, énonce les critères de qualification des instruments de capital et établit les limites de composition du capital.

Les considérations fondamentales pour déterminer la qualification des éléments de capital d'un assureur comprennent :

1. la disponibilité, soit la mesure dans laquelle si l'élément de capital est entièrement payé et la mesure dans laquelle il est disponible pour absorber les pertes;
2. la permanence, soit la période pendant laquelle l'élément de capital est disponible pour absorber les pertes;
3. l'absence de charges et de frais de service obligatoires, soit la mesure dans laquelle l'élément de capital est libre de paiements ou de charges obligatoires; et
4. la subordination, soit la mesure et les circonstances dans lesquelles l'élément de capital est subordonné aux droits des titulaires de police et des créanciers généraux de l'assureur en cas d'insolvabilité ou de liquidation.

Le Capital disponible total comprend le capital de catégories 1 et 2 défini dans les sections 2.1 et 2.2 ci-dessous.

2.1 Capital de catégorie 1

2.1.1 Capital brut de catégorie 1

Le Capital brut de catégorie 1 est égal à la somme des éléments suivants :

Instruments de capital de catégorie 1

- les actions ordinaires émises par l'assureur satisfaisant aux critères énoncés à la section 2.1.1.1;
- les instruments de capital de catégorie 1 émis par l'assureur, autres que des actions ordinaires :
 - qui satisfont aux critères énoncés aux sections 2.1.1.2 à 2.1.1.4; ou
 - ~~qui ne satisfont pas aux critères énoncés aux sections 2.1.1.2 à 2.1.1.4, mais, s'ils ont été émis avant le 25 septembre 2014, qui satisfont aux critères inclus aux sections 2.2.5.1 ou 2.2.5.2 de la version de la Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres dont la prise d'effet était le 1^{er} janvier 2014, sous réserve des mesures de transition définies à la section 2.4.1;~~
 - ~~les instruments émis par des filiales consolidées de l'assureur et détenus par des tiers investisseurs;~~

➤ ~~qui satisfont aux critères de classification en actions ordinaires énoncés à la section 2.1.1.1 ou en instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, énoncés aux sections 2.1.1.2 à 2.1.1.4, sous réserve de la section 2.1.1.5 et des mesures de transition définies à la section 2.4.2;~~

➤ qui ne satisfont pas aux critères énoncés aux sections 2.1.1.2 à 2.1.1.4, mais, s'ils ont été émis avant le 25 septembre 2014, qui satisfont aux critères inclus aux sections 2.2.5.1 ou 2.2.5.2 de la version de la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres* dont la prise d'effet était le 1^{er} janvier 2014 (la « *Ligne directrice EMSFP 2014* »)¹³ (ces instruments sont assujettis aux mesures de transition définies à la section 2.4.1);

• les instruments émis par des filiales consolidées de l'assureur et détenus par des tiers investisseurs :

➤ qui satisfont aux critères de classification en actions ordinaires énoncés à la section 2.1.1.1 ou en instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, énoncés aux sections 2.1.1.2 à 2.1.1.4, sous réserve des 2.1.1.4 (ces instruments sont assujettis aux conditions de la section 2.1.1.5 et aux mesures de transition définies à la section 2.4.2); ou

➤ qui ne satisfont pas aux critères énoncés aux sections 2.1.1.2 à 2.1.1.4, mais, s'ils ont été émis avant le 25 septembre 2014, qui satisfont aux critères inclus aux sections 2.2.5.1 ou 2.2.5.2 de la *Ligne directrice EMSFP 2014* (ces instruments sont assujettis aux mesures de transition définies aux sections 2.4.1 et 2.4.2);

Éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital

- le surplus d'apport, incluant :
 - la prime d'émission résultant de l'émission d'instruments de capital inclus dans le Capital brut de catégorie 1¹⁴; et
 - les autres surplus d'apport résultant de sources autres que le profit (p. ex., les contributions et les fonds initiaux des membres d'une société mutuelle et les autres contributions des actionnaires en excédent des montants alloués au capital-actions pour les sociétés par actions), à l'exception des primes d'émission résultant de l'émission d'instruments de capital inclus dans le ~~capital~~Capital de catégorie 2;
- les bénéfices non répartis;
- le cumul ajusté des autres éléments du résultat global (« AÉRG »);
- le compte avec participation;

¹³ La *Ligne directrice EMSFP 2014* est disponible à partir de la page 1792 de la section 5.2 du Bulletin de l'Autorité du 19 décembre 2013, volume 10, n° 50.

¹⁴ Lorsque le remboursement de la prime est sujet à l'autorisation de l'Autorité.

- le compte sans participation des sociétés mutuelles;
- les éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables aux parts des actionnaires sans contrôle, ~~sous réserve qui satisfait aux conditions~~ de la section 2.1.1.5;
- ~~un ajustement~~ l'ajustement de l'avoir aux fins de l'ESCAP ~~tel que~~ défini ci-dessous.

Afin de déterminer le cumul ajusté des AÉRG, les éléments suivants sont renversés du montant ~~déclaré~~présenté total de cumul des AÉRG :

- l'impact des changements ~~dans~~à son propre risque de crédit, soit le cumul des gains et des pertes après impôt sur les passifs évalués à la juste valeur découlant de changements dans le risque de crédit de l'assureur;
- la réserve pour couverture de flux de trésorerie, soit le cumul des gains et des pertes de juste valeur sur les instruments dérivés détenus aux fins de couverture de flux de trésorerie relativement à la couverture d'éléments qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur au bilan (p. ex., prêts et titres de créance);
- les ~~biens immobiliers~~immeubles occupés par leur propriétaire, soit le cumul des gains de réévaluation de juste valeur après impôt sur les ~~biens immobiliers~~immeubles occupés par leur propriétaire (modèle de la réévaluation).

L'ajustement de l'avoir aux fins de l'ESCAP comprend le renversement des éléments suivants :

- l'impact des changements dans son propre risque de crédit, soit le cumul des gains et des pertes après impôt sur les passifs évalués à la juste valeur découlant de changements dans le risque de crédit de l'assureur;
- les éléments suivants liés aux ~~biens immobiliers~~immeubles :
 - les gains ou les pertes de juste valeur après impôt sur les ~~biens immobiliers~~immeubles occupés par leur propriétaire découlant de la conversion aux IFRS (modèle du coût)¹⁵;
 - le cumul des pertes de réévaluation après impôt sur les ~~biens immobiliers~~immeubles occupés par leur propriétaire (modèle de la réévaluation);
 - ~~le cumul des gains de juste valeur net après impôt suivant la transition aux IFRS sur les immeubles de placement qui ne sont pas adossés aux passifs de police selon la MCAB¹⁶;~~

¹⁵ Les montants renversés doivent correspondre à la différence entre le coût déterminé lors de la transition aux IFRS (soit au 1^{er} janvier 2010 pour les assureurs dont la fin d'exercice est le 31 décembre) et la valeur établie selon la moyenne mobile tout juste avant la conversion aux IFRS (soit au 31 décembre 2010 pour ces mêmes assureurs).

¹⁶ ~~Dans le cas d'un immeuble de placement acquis avant la transition aux IFRS, qui avait été classé antérieurement comme bien immobilier occupé par son propriétaire, le calcul du gain est fondé soit sur le coût présumé de l'immeuble lors de la transition aux IFRS (modèle du coût), soit sur sa valeur~~

- les gains ou les pertes jusqu'à la date de transfert sur les **biens immobiliers immeubles** occupés par leur propriétaire qui étaient classés auparavant comme immeubles de placement¹⁷;
- les éléments de participation discrétionnaire **déclarés présentés** comme une composante des capitaux propres qui est incluse dans le Capital brut de catégorie 1.

~~L'ajustement de l'avoir aux fins de l'ESCAP comprend aussi l'ajout du cumul des gains déclaré dans les AÉRG jusqu'à la date de transfert sur les immeubles de placement classés auparavant comme biens immobiliers occupés par leur propriétaire et qui ne sont pas adossés aux passifs de police selon la MCAB.~~

2.1.1.1 Critères d'admissibilité des actions ordinaires

Les instruments de capital classés comme actions ordinaires doivent satisfaire à tous les critères ci-dessous.

1. L'instrument représente la créance la plus subordonnée advenant la liquidation de l'assureur.
2. L'instrument donne droit à une réclamation sur les actifs résiduels proportionnelle à la part de capital émis, une fois que toutes les créances de rang supérieur ont été remboursées, en cas de liquidation (autrement dit, il s'agit d'une réclamation illimitée et variable et non pas fixe ou plafonnée).
3. L'instrument a une durée indéterminée et n'est jamais remboursé sauf en cas de liquidation, hormis les cas de rachat discrétionnaire ou les autres moyens de réduire sensiblement le capital de manière discrétionnaire dans les limites permises par la législation applicable et sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité.
4. Au moment de l'émission de l'instrument, l'assureur ne crée aucune attente à l'effet que l'instrument sera racheté, remboursé ou annulé et le matériel promotionnel ainsi que les dispositions statutaires ou contractuelles ne comportent aucune modalité qui pourrait susciter pareille attente.
5. Les distributions (y compris celles des bénéfices non répartis) sont effectuées à même les éléments distribuables. Le niveau des distributions n'est d'aucune façon

~~comptable tout juste après la transition aux IFRS (modèle de la réévaluation). Dans le cas d'un immeuble de placement reclassé similairement, mais acquis après la transition aux IFRS, le calcul du gain est fondé sur son coût d'acquisition initial.~~

¹⁷ Le montant du renversement est la différence entre le coût présumé ~~du bien immobilier~~ de l'immeuble à la date de transfert en **bien immobilier immeuble** occupé par son propriétaire et soit la valeur établie selon la moyenne mobile tout juste avant la transition aux IFRS réduite des amortissements ultérieurs (lorsqu'ils ont été comptabilisés) si ~~le bien immobilier~~ l'immeuble a été acquis avant la transition aux IFRS, soit le coût d'acquisition initial réduit des amortissements ultérieurs (lorsqu'ils ont été comptabilisés) si ~~le bien immobilier~~ l'immeuble a été acquis après la transition aux IFRS.

lié ou associé au montant payé à l'émission et n'est pas soumis à un plafond contractuel (sauf dans la mesure où un assureur ne peut effectuer des distributions que dans la limite du montant des éléments distribuables ou dans la mesure où la distribution effectuée sur le capital prioritaire doit être payée en premier).

6. Les distributions ne sont en aucun cas obligatoires. Le non-paiement ne constitue donc pas un événement de défaut.
7. Les distributions ne sont effectuées qu'une fois toutes les obligations juridiques et contractuelles honorées et les paiements sur les instruments de capital prioritaire effectués. Cela signifie qu'il n'y a pas de distributions préférentielles, même au titre d'autres éléments classés dans le capital de la plus haute qualité.
8. Ce sont ces instruments qui, lorsqu'ils sont émis, absorbent la première et, proportionnellement, la plus grande part des pertes, le cas échéant, dès qu'elles surviennent. Dans les instruments de capital de la plus haute qualité, chaque instrument absorbe les pertes pour assurer la continuité d'exploitation proportionnellement et *pari passu* avec tous les autres.
9. Le montant versé est comptabilisé en qualité de capitaux propres (et non de passif) lors de la détermination d'un bilan de liquidation (bilan d'insolvabilité).
10. L'instrument est émis directement et libéré¹⁸, et l'assureur ne peut pas avoir financé directement ou indirectement l'achat de l'instrument. Lorsque la contrepartie de l'instrument est autre qu'un montant en espèces, son émission doit être autorisée au préalable par l'Autorité.
11. Le montant versé en contrepartie de l'instrument n'est adossé ni à des sûretés ni à une garantie¹⁹ de l'émetteur ou d'une entreprise liée²⁰. De plus, il n'est assorti d'aucun dispositif rehaussant, sous une forme juridique ou économique, le rang de la créance.
12. L'émission de l'instrument n'est faite qu'avec l'accord exprès des propriétaires de l'assureur émetteur donné, soit directement, ou si la législation applicable le permet, par le conseil d'administration ou par d'autres personnes dûment autorisées par les propriétaires.

¹⁸ Un instrument de capital libéré s'entend généralement d'un instrument dont la contrepartie a été reçue en échange de l'instrument de façon définitive par l'assureur, est évaluée/évalué de manière fiable, est entièrement sous le contrôle de l'assureur et n'expose pas ce dernier directement ou indirectement au risque de crédit de l'investisseur.

¹⁹ Dans le contexte de la présente ligne directrice, les termes « sûretés » et « garanties » sont utilisés au sens générique.

²⁰ Une entreprise liée peut comprendre une société mère, une société sœur, une filiale ou toute autre société affiliée. Une société de portefeuille est une entreprise liée, qu'elle fasse ou non partie intégrante du groupe d'assurances consolidé.

13. L'instrument est clairement et séparément inscrit comme des capitaux propres au bilan de l'assureur, lequel est préparé conformément aux normes comptables en vigueur.

Les critères pour les actions ordinaires s'appliquent également aux sociétés sans capital-actions, par exemple les sociétés mutuelles d'assurance, en tenant compte de leur constitution et de leur structure juridique particulières. L'application des critères devrait permettre de préserver la qualité des instruments en exigeant qu'ils soient réputés être tout à fait équivalents aux actions ordinaires pour ce qui est de leur qualité de capital en égard à leur capacité d'absorber les pertes et qu'ils ne comportent pas de caractéristiques pouvant affaiblir la situation de l'assureur sur la base de la continuité de l'exploitation lorsque ce dernier est en difficulté.

2.1.1.2 Critères d'admissibilité des instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires

Des instruments, autres que des actions ordinaires, sont admissibles en qualité d'éléments de capital de catégorie 1 s'ils satisfont à tous les critères ci-dessous.

1. L'instrument est émis et acquitté en espèces ou, sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité, par d'autres moyens de paiement.
2. L'instrument est subordonné aux titulaires de police, aux créanciers ordinaires et aux détenteurs de dettes subordonnées de l'assureur.
3. L'instrument n'est adossé ni à des sûretés ni à une garantie de l'émetteur ou d'une autre entreprise liée et il n'est assorti d'aucun dispositif rehaussant, sous une forme juridique ou économique, le rang de la créance par rapport à ceux des titulaires de police et des créanciers²¹.
4. L'instrument a une durée indéterminée; autrement dit, il n'a pas de date d'échéance et il ne comporte ni progression²² ni aucune autre incitation au rachat²³.
5. L'instrument peut comporter une option de remboursement anticipé à l'initiative de l'émetteur, mais celle-ci ne peut être exercée qu'après un minimum de cinq ans.

²¹ En outre, si un assureur a recours à une entité *ad hoc* pour émettre du capital aux investisseurs et qu'il lui fournit un support explicite, (y compris par surdimensionnement d'une garantie,) ce soutien constituerait un rehaussement en violation ~~d'ce~~ ~~critère n° 3 ci-dessus~~.

²² Une progression s'entend d'une option d'achat assortie d'une augmentation préétablie de l'écart de crédit initial de l'instrument à une date ultérieure par rapport au taux initial de dividende (ou de distribution) après avoir pris en compte l'écart de swap entre l'indice de référence initial et le nouvel indice de référence. La conversion d'un taux fixe à un taux flottant (ou vice versa) accompagnée d'une option d'achat sans augmentation de l'écart de crédit ne constituerait pas une progression.

²³ ~~Parmi les autres incitatifs au rachat, mentionnons une~~ Une option d'achat assortie d'une exigence ou d'une option à l'intention de l'investisseur de convertir l'instrument en actions ordinaires si l'option n'est pas exercée. ~~est un exemple d'incitatif au rachat.~~

-
- a. Pour exercer une option de remboursement, l'assureur doit au préalable obtenir l'autorisation de l'Autorité.
 - b. Le comportement de l'assureur et les modalités de l'instrument ne doivent en rien laisser croire que l'option sera exercée.
 - c. L'assureur ne doit pas exercer l'option sauf s'il remplit l'une des conditions suivantes :
 - i. Il remplace l'instrument remboursé par un même montant de capital de qualité égale ou supérieure, y compris une hausse des bénéfices non répartis et à des conditions viables en fonction de son revenu²⁴.
 - ii. Il démontre que la position de son capital est supérieure aux ratios cibles internes de capital une fois l'option de rachat exercée²⁵.
6. Tout remboursement de principal (p. ex., par rachat ou remboursement anticipé) nécessite l'autorisation préalable de l'Autorité, et l'assureur ne doit pas présumer ni laisser croire au marché que cette autorisation lui sera accordée.
 7. Les paiements de dividendes ou de coupons doivent être entièrement discrétionnaires.
 - a. L'assureur doit avoir toute liberté d'annuler, à tout moment, les distributions ou paiements²⁶.
 - b. L'annulation des paiements discrétionnaires ne doit pas constituer un événement de défaut ou de crédit.
 - c. L'assureur doit avoir entièrement accès aux distributions annulées afin de s'acquitter de ses obligations à leur échéance.
 - d. L'annulation des distributions ou paiements ne doit pas imposer de restrictions à l'assureur, sauf en ce qui concerne les distributions aux détenteurs d'actions ordinaires.
 8. Le paiement de dividendes ou de coupons doit être imputé aux éléments distribuables.
 9. L'instrument ne peut pas comporter de clause liant le dividende au risque de crédit; autrement dit, le montant de dividende ou coupon ne peut pas être redéfini

²⁴ Les émissions de remplacement peuvent se faire lorsque l'instrument est remboursé, mais pas après.

²⁵ Les ratios cibles internes de capital sont définis à la section 1.2.

²⁶ Le pouvoir discrétionnaire d'annuler les distributions ou paiements à tout moment a notamment pour effet d'interdire les « dividendes forcés ». Un instrument assorti d'un mécanisme de dividende forcé oblige l'assureur émetteur à effectuer un paiement de dividende ou de coupon sur l'instrument s'il a fait un paiement sur un autre instrument de capital ou une autre action (normalement plus subordonné). Une telle obligation implique qu'il y a absence d'un pouvoir discrétionnaire d'annuler les distributions ou paiements en tout temps. En outre, l'expression « annuler les distributions ou paiements » veut dire révoquer pour toujours ces paiements. Les modalités qui obligent l'assureur à faire des distributions ou paiements en nature ne sont autorisées en aucun temps.

périodiquement en fonction, intégralement ou partiellement, du degré de solvabilité de l'assureur, par exemple sa cote de crédit ou ses ratios ESCAP²⁷.

10. L'instrument ne peut faire apparaître le passif supérieur à l'actif si la législation applicable détermine que, dans ce cas, l'assureur est insolvable.
11. Outre les actions privilégiées, les instruments inclus dans le **capitalCapital** de catégorie 1 doivent être comptabilisés comme des capitaux propres selon les normes comptables applicables.
12. L'instrument ne peut avoir été acheté par l'assureur ou par une entreprise liée sur laquelle l'assureur exerce son contrôle ou une influence notable, et l'assureur ne peut avoir financé directement ou indirectement l'achat de l'instrument.
13. L'instrument ne peut présenter de caractéristiques nuisant à la recapitalisation, comme des dispositions imposant à l'émetteur d'indemniser les investisseurs si un nouvel instrument est émis à un prix inférieur au cours d'une période déterminée.
14. Si l'instrument n'est pas émis directement par une entité opérationnelle²⁸ ou la société de portefeuille du groupe consolidé (p.- ex., il provient d'une entité *ad hoc*), le produit du placement doit être à la disposition immédiate et illimitée d'une entité opérationnelle ou de la société de portefeuille du groupe consolidé de telle manière que soient respectés ou dépassés tous les autres critères d'admissibilité dans le **capitalCapital** de catégorie 1²⁹.

Des instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, peuvent être achetés en tout temps aux fins d'annulation sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité. Il est entendu que l'achat aux fins d'annulation ne constitue pas une option d'achat au sens des critères d'admissibilité de la présente section.

Des options en cas d'événement fiscal ou réglementaire peuvent être exercées durant la vie d'un instrument sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité et pourvu que l'assureur n'ait pas été en mesure d'anticiper un événement du genre au moment de l'émission. Si l'assureur choisit d'inclure une option en cas d'événement réglementaire dans un instrument, cet événement doit être « la date, indiquée dans une lettre de l'Autorité à l'assureur, à laquelle l'instrument cessera d'être entièrement considéré

²⁷ L'assureur peut avoir recours à un indice général comme taux de référence dans lequel il est une entité de référence; cependant, le taux de référence ne doit pas afficher une corrélation importante avec la cote de crédit de l'assureur. Si l'assureur a l'intention d'émettre des instruments de capital dans le cadre desquels la marge est liée à un indice général dans lequel il est une entité de référence, celui-ci doit s'assurer que le dividende ou coupon n'est pas sensible au crédit.

²⁸ Une entité opérationnelle est une entité établie pour faire des affaires avec des clients dans le but d'enregistrer des bénéfices pour son propre compte.

²⁹ Il est entendu que les seuls actifs qu'une entité *ad hoc* peut détenir sont des instruments interentreprises émis par l'assureur ou une entreprise liée dont les modalités satisfont aux critères de **capitalCapital** de catégorie 1 ou les dépassent. Autrement dit, les instruments émis à l'entité *ad hoc* doivent satisfaire à tous les critères d'admissibilité du **capitalCapital** de catégorie 1 ou les dépasser comme si l'entité *ad hoc* en soi était un investisseur final – c'est-à-dire que l'assureur ne peut émettre un instrument de capital de moindre qualité ou une dette de rang supérieur à une entité *ad hoc* et faire en sorte que cette dernière émette des instruments de capital de qualité supérieure à des tiers investisseurs afin d'obtenir une reconnaissance en qualité de **capitalCapital** de catégorie 1.

comme un élément admissible de capital de catégorie 1 de l'assureur sur une base consolidée ».

Les mécanismes de suspension des versements de dividendes qui interrompent les versements sur les actions ordinaires ou les instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, sont autorisés pourvu que le mécanisme en question ne nuise pas à la discrétion totale que doit avoir en tout temps l'assureur d'annuler les versements ou les dividendes sur les instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, et qu'il n'ait pas pour effet d'empêcher la recapitalisation de l'assureur ~~tel qu'il est~~ comme mentionné dans le critère 13 ci-dessus. Par exemple, il ne serait pas admissible qu'un mécanisme de suspension des dividendes applicable à un instrument de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires :

- ait pour effet de suspendre les paiements sur un autre instrument qui lui, pour sa part, ne bénéficie pas de discrétion quant aux paiements susmentionnés;
- interdise les versements aux actionnaires pendant une période qui s'étend au-delà de la date de reprise des versements de dividendes ou des paiements sur cet instrument;
- empêche le fonctionnement normal de l'assureur ou toute activité de restructuration, y compris les acquisitions ou cessions.

Il est permis qu'un mécanisme de suspension des dividendes ait pour effet d'interdire des opérations qui s'apparentent au versement d'un dividende telles que le rachat discrétionnaire d'actions par l'assureur.

Une modification ou une variation des modalités d'un instrument de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, qui influe sur sa constatation en qualité de Capital disponible ne sera permise que si l'Autorité l'a autorisée au préalable³⁰.

L'assureur peut « rouvrir » l'offre d'instruments de capital pour augmenter le montant de principal de l'émission initiale à condition que les options de rachat ne puissent être exercées, avec l'autorisation préalable de l'Autorité, qu'à compter du cinquième anniversaire de la date d'échéance de la dernière tranche de titres qui a été rouverte. Cependant, il ne peut rouvrir l'offre si :

- sa date initiale d'émission était le 24 septembre 2014 ou avant; et
- elle ne satisfait pas aux critères de la présente section.

Les options de désendettement ne peuvent être exercées qu'à compter du cinquième anniversaire de la date de clôture et avec l'autorisation préalable de l'Autorité.

³⁰ La modification, la bonification ou le renouvellement d'un instrument émis en faveur d'une entreprise liée peuvent être visés par les dispositions de la Loi relative aux transactions avec des personnes intéressées et des personnes liées aux administrateurs et dirigeants.

2.1.1.3 Instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, émis à l'intention d'une société mère

En plus de devoir satisfaire aux critères d'admissibilité et aux exigences minimales stipulées dans la présente ligne directrice, les instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, émis par l'assureur à l'intention d'une société mère, directement ou indirectement, peuvent être inclus dans le Capital disponible pourvu que l'assureur avise l'Autorité de l'émission interentreprises et lui fournisse :

- une copie des modalités de l'instrument;
- le classement attendu de l'instrument aux fins du Capital disponible;
- la raison motivant la décision de ne pas émettre d'actions ordinaires au lieu de l'instrument de capital en question;
- la confirmation que le taux et les modalités de l'instrument sont au moins aussi avantageux pour l'assureur que les conditions du marché;
- la confirmation que l'incapacité de verser les dividendes ou les intérêts, selon le cas, sur l'instrument visé n'aura pas pour effet, maintenant ou ultérieurement, de rendre la société mère incapable de respecter ses propres obligations de service de la dette et d'entraîner l'application de dispositions de manquement réciproque ou des incidents de crédit aux termes d'ententes ou de contrats conclus par l'assureur ou la société mère.

2.1.1.4 Instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, émis par des succursales et des filiales à l'étranger

En plus de respecter les autres exigences prescrites dans la présente ligne directrice, si l'assureur souhaite inclure dans son Capital disponible consolidé des instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, émis par une succursale ou une filiale se trouvant à l'étranger, il doit fournir à l'Autorité :

- une copie des modalités de l'instrument;
- une attestation d'un membre de la haute direction de l'assureur et une analyse à l'appui préparée par l'assureur confirmant que l'instrument satisfait aux critères d'admissibilité régissant la catégorie de Capital disponible dans laquelle l'assureur souhaite inclure l'instrument sur une base consolidée;
- un engagement de la part de l'assureur et de la filiale confirmant que l'instrument ne sera pas remboursé, acheté à des fins d'annulation ou modifié sans l'autorisation préalable de l'Autorité. Cet engagement ne sera pas nécessaire si l'autorisation préalable de l'Autorité est intégrée aux modalités de l'instrument.

2.1.1.5 Filiales consolidées ayant émis des instruments de capital de catégorie 1 à des tiers investisseurs et parts des actionnaires sans contrôle

~~Les~~ Les instruments et éléments de capital suivants peuvent être admissibles en partie dans le capital consolidé de catégorie 1 de l'assureur mère³¹ :

- i. les actions ordinaires et les instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, émis par des filiales de l'assureur (sauf des filiales déconsolidées aux fins de la présente ligne directrice) et détenus par des tiers investisseurs; ~~et des~~
- ii. les éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables à des parts des actionnaires sans contrôle³² ~~peuvent être admissibles en partie dans le capital consolidé de catégorie 1 de l'assureur mère³³.~~

Un instrument de capital de catégorie 1 émis par une filiale consolidée et détenu par un tiers investisseur est inclus dans le capital consolidé de catégorie 1 si :

1. il est émis pour la capitalisation de la société mère et satisfait à tous les critères suivants :
 - a. la filiale utilise le produit de l'émission pour acheter un instrument semblable de l'assureur mère qui satisfait aux critères ~~des sections~~ de la section 2.1.1.1 ou des sections 2.1.1.2 à 2.1.1.4;
 - b. les modalités de l'émission, de même que les virements intersociétés, doivent faire en sorte que l'investisseur soit placé dans la même situation que si l'instrument était émis par l'assureur mère;
 - c. l'instrument détenu par le tiers investisseur ne peut être implicitement garanti par d'autres actifs (p.- ex., des espèces) détenus par la filiale;

ou
2. il a été émis avant le 28 octobre 2016 et est admissible en tant que Capital disponible selon la section 2.4.2.

³¹ Si les états financiers consolidés de l'assureur incluent une entité de fonds communs de placement sans levier financier qui n'est pas déduite du capital disponible et qu'une partie des unités des fonds n'est pas assujettie aux exigences de la section 5.4, toutes les parts des actionnaires sans contrôle dans l'entité de fonds communs de placement doivent être exclues du capital disponible de l'assureur.

³² Les éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables aux parts des actionnaires sans contrôle associées à une filiale consolidée sont composés des éléments de capital de catégorie 1 des parts des actionnaires sans contrôle liés à la filiale qui satisfont aux critères d'admissibilité du ~~capital~~ Capital de catégorie 1 et qui sont présentés aux capitaux propres dans le bilan de l'assureur, moins le montant des instruments de capital ~~de catégorie~~ des catégories 1 et 2 émis par la filiale et détenus par des tiers investisseurs qui y sont inclus.

~~³³ Si les états financiers consolidés de l'assureur incluent une entité de fonds communs de placement sans levier financier qui n'est pas déduite du capital disponible et qu'une portion des unités des fonds n'est pas assujettie aux exigences de la section 5.4, toutes les parts des actionnaires sans contrôle dans l'entité de fonds communs de placement doivent être exclues du capital disponible de l'assureur.~~

Les instruments de capital de catégorie 1 émis par une filiale consolidée et détenus par des tiers investisseurs qui ne satisfont pas aux critères précédents et les éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables à des parts des actionnaires sans contrôle peuvent être inclus dans le capital consolidé de catégorie 1 de l'assureur mère en appliquant la Limite de participation des tiers déterminée selon cette formule :

$$\begin{aligned} & \text{Pourcentage de participation des tiers} \\ & \times (\text{Exigence marginale de capital de la filiale} \\ & \quad + \text{Total des déductions du Capital disponible de la filiale}) \end{aligned}$$

où :

- « Pourcentage de participation des tiers » est égal au résultat de la division de :
 - la somme du montant total de tous les instruments de capital de catégories 1 et 2 émis par la filiale et détenus par des tiers investisseurs qui ne satisfont pas aux critères précédents et des éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables aux parts des actionnaires sans contrôle; par
 - la somme du Capital disponible et de l'Attribution de l'avoir de la filiale;
- « Exigence marginale de capital de la filiale »³⁴ est égal à :
 - la différence entre le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) de l'assureur et le Coussin de solvabilité global de l'assureur en excluant la filiale, où ces coussins sont calculés ~~en tenant compte de~~ après réduction pour toute la forme de réassurance, lorsque la somme des instruments de capital de catégories 1 et 2 émis par une filiale et détenus par des tiers et des éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables à des parts des actionnaires sans contrôle, est égale à au moins 1 % du Capital brut de catégorie 1; ou
 - l'exigence de capital de la filiale calculée selon les exigences réglementaires locales à un niveau local équivalent au niveau cible d'intervention de l'ESCAP³⁵, lorsque la somme des instruments de capital ~~de catégories~~ catégories 1 et 2 émis par une filiale et détenus par des tiers et des éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables à des parts des actionnaires sans contrôle, est inférieure à 1 % du Capital brut de catégorie 1.

Le détail du calcul du montant inclus dans le ~~capital~~ Capital de catégorie 1 doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital.

³⁴ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

³⁵ L'assureur doit communiquer par écrit avec l'Autorité pour déterminer l'équivalence du territoire local de la filiale si ce territoire n'a pas établi la mesure de confiance du niveau cible d'intervention à une ECU (99) ou une VAR (99,5).

2.1.2 Déductions du Capital brut de catégorie 1

Les éléments suivants sont déduits du Capital brut de catégorie 1 pour déterminer le Capital net de catégorie 1. Aucun facteur de risque de crédit n'est appliqué aux items qui sont déduits du Capital brut de catégorie 1.

2.1.2.1 Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels

Le montant d'écarts d'acquisition à déduire est le montant après déconsolidation des filiales selon la section 1.3, mais incluant les écarts d'acquisition inclus dans la valeur comptable des participations notables en actions (voir la section 1.5.2). Le montant à déduire doit être réduit des passifs d'impôt différé (« PID ») associés qui seraient éteints si les écarts d'acquisition ~~devenaient douteux ou~~ étaient ~~dépréciés ou~~ décomptabilisés.

De plus, tous les autres actifs incorporels (incluant ceux liés aux logiciels) doivent être déduits du Capital brut de catégorie 1. De même, les montants à déduire sont les montants après déconsolidation des filiales selon la section 1.3, mais incluant les ~~écarts d'acquisition~~ autres actifs incorporels inclus dans la valeur comptable des participations notables en actions (voir la section 1.5.2). Ces montants à déduire doivent être réduits des PID associés qui seraient éteints si les actifs incorporels ~~devenaient douteux ou~~ étaient ~~dépréciés ou~~ décomptabilisés.

2.1.2.2 Participations dans son propre ~~capital~~ Capital de catégorie 1

Les participations de l'assureur dans ses propres actions ordinaires (p. ex., des actions de trésorerie) et dans ses propres instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, détenues directement ou indirectement, sont déduites du Capital brut de catégorie 1, si elles n'ont pas été déjà décomptabilisées en vertu des IFRS.

De plus, tout instrument de capital de catégorie 1 que l'assureur pourrait être contractuellement obligé d'acheter doit être déduit du Capital brut de catégorie 1.

2.1.2.3 Participations croisées dans des instruments de capital de catégorie 1 de sociétés bancaires, d'assurance et financières

Les participations croisées dans des instruments de capital de catégorie 1 (p. ex., Assureur A détient des participations dans des instruments de capital de catégorie 1 d'Assureur B, qui détient en retour des participations dans des instruments de capital de catégorie 1 d'Assureur A) qui visent à gonfler artificiellement la position de capital de l'assureur directement ou indirectement sont déduites du Capital brut de catégorie 1.

2.1.2.4 Actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies

Chaque actif net au titre des régimes de retraite à prestations définies (incluant l'effet de la limitation au plafond de l'actif) est déduit du Capital brut de catégorie 1. Chaque actif doit être réduit des PID associés qui seraient éteints si l'actif ~~devenait douteux ou~~ était ~~déprécié ou~~ décomptabilisé. Les montants d'actif à déduire sont les montants après déconsolidation des filiales selon la section 1.3.

L'assureur peut réduire cette déduction du montant des remboursements disponibles d'actifs excédentaires au titre des régimes de retraite à prestations définies auxquels l'assureur a accès de manière illimitée et **inaliénables sans restrictions**, sous réserve de l'obtention d'une autorisation écrite préalable de l'Autorité³⁶. Le détail du calcul de la déduction doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation **de conformité relative** à la ligne directrice de capital.

2.1.2.5 Actifs d'impôt différé

Les ajustements décrits dans la présente section sont fondés sur les montants d'impôt différé non actualisés inscrits au bilan de l'assureur et sur les positions d'impôt différé de chaque entité juridique consolidée, à l'exception des filiales déconsolidées selon la section 1.3.

Les actifs d'impôt différé (« AID ») doivent être classés comme des AID découlant d'écart temporels (« AID temporels ») ou des AID autres que ceux découlant d'écart temporels (« AID non temporels »). Par exemple, les AID qui ont trait aux crédits d'impôt et au report de pertes d'exploitation sont classés comme des AID non temporels.

Aucun ajustement n'est requis selon la présente section pour les entités juridiques se trouvant dans une position nette de passif d'impôt différé (« PID »). Les ajustements associés aux entités juridiques se trouvant dans une position nette d'AID sont décrits dans les sections 2.1.2.5.1 et 2.1.2.5.2 ci-dessous.

Dans la présente section, les PID admissibles sont ceux qui peuvent compenser des AID aux fins comptables au niveau de l'entité juridique, sauf ceux qui ont fait l'objet d'une compensation avec les déductions pour les écarts d'acquisition, les autres actifs incorporels et les actifs au titre des régimes de retraite à prestations définies. Les PID admissibles sont attribués au prorata entre les AID temporels et les AID non temporels.

Le détail du calcul des montants liés aux AID doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation **de conformité relative** à la ligne directrice de capital.

2.1.2.5.1 AID – autres que ceux découlant d'écart temporels

L'assureur doit déduire 100 % des AID non temporels, réduits des PID admissibles, du Capital brut de catégorie 1.

2.1.2.5.2 AID – découlant d'écart temporels

³⁶ Afin d'obtenir cette autorisation, l'assureur doit démontrer à l'Autorité qu'il a clairement droit à l'excédent et qu'il a un accès illimité et sans **condition restrictions** aux actifs excédentaires du régime de retraite. L'Autorité pourra notamment demander comme justification un avis juridique indépendant acceptable et une autorisation préalable des participants au régime de retraite et de l'organisme de réglementation du régime de retraite.

L'assureur doit déduire le montant obtenu par la formule suivante du Capital brut de catégorie 1 :

$$\frac{\max[AIDT_{net} - 0,1 \times (C1_{brut} - C1_{déductions}); 0]}{0,9}$$

où :

- $AIDT_{net}$ est égal aux AID temporaires, réduits des PID admissibles.
- $C1_{brut}$ est égal au Capital brut de catégorie 1.
- $C1_{déductions}$ est égal à la somme de toutes les déductions au Capital brut de catégorie 1 des sections 2.1.2.1 à 2.1.2.5.1 et des sections 2.1.2.6 à 2.1.2.10.

Les AID temporaires inclus dans le Capital disponible sont soumis à une limite de 10 % du Capital net de catégorie 1. Ils sont assujettis à un facteur de risque de crédit de 25 % (voir la section 3.1.8).

Exemple : AID ~~exemple~~

L'exemple suivant présente les montants liés aux AID pour une entité juridique autonome :

Élément	Montant	Calcul
Capital brut de catégorie 1	4 075	
Toutes les déductions du Capital brut de catégorie 1, sauf celles liées aux deux types d'AID	2 000	
AID non temporaires	100	
AID temporaires	300	
PID associés aux écarts d'acquisition	50	
Autres PID	100	
Position nette d'AID	250	$= (100 + 300) - (50 + 100)$
PID attribués aux ADI non temporaires	25	$= 100 \times 100 / 400$; le calcul exclut les PID associés aux écarts d'acquisition
PID attribués aux ADI temporaires	75	$= 100 \times 300 / 400$; le calcul exclut les PID associés aux écarts d'acquisition
AID non temporaires, réduits des PID admissibles	75	$= 100 - 25$
AID temporaires, réduits des PID admissibles	225	$= 300 - 75$
Capital brut de catégorie 1, réduits des déductions des sections 2.1.2.1 à 2.1.2.5.1 et des sections 2.1.2.6 à 2.1.2.10	2 000	$= 4 075 - 2 000 - 75$
AID déduits du Capital brut de catégorie 1		
AID non temporaires	75	
AID temporaires	28	$= (225 - 10 \% \times 2 000) / 0,9$
Validation		
le montant inclus dans le Capital disponible n'excède pas	197	$= 225 - 28$
10 % du Capital net de catégorie 1	197	$= 10 \% \times (4 075 - 2 000 - 75 - 28)$
Exigence de capital pour les AID temporaires inclus dans le Capital disponible	49	$= 197 \times 25 \%$

2.1.2.6 Actifs grevés

Les actifs grevés en excédent du montant admissible sont déduits du Capital brut de catégorie 1³⁷. Le montant admissible, calculé pour chaque portefeuille d'actifs grevés et des passifs qu'ils garantissent³⁸, est égal à la somme de :

- la valeur des passifs au bilan garantis par les actifs grevés;
- l'exigence marginale de capital³⁹, limitée à zéro, à l'égard des actifs grevés et des passifs qu'ils garantissent.

La déduction est réduite du montant suivant :

- 50 % du montant calculé de déduction qui est lié aux biens immobiliers immeubles autrement grevés pour garantir des activités d'emprunt hypothécaire.

Aux fins de calculer le montant admissible, l'exigence marginale de capital est égale à la différence entre le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) de l'assureur et le Coussin de solvabilité global de l'assureur en excluant les actifs grevés et les passifs qu'ils garantissent, où ces coussins sont calculés en tenant compte de après réduction pour toute la forme de réassurance. Ce calcul doit utiliser les montants après déconsolidation des filiales selon la section 1.3.

Le montant au bilan des passifs garantis par des actifs grevés qui ne sont pas en excédent du montant admissible et ne sont pas déduits du Capital disponible est assujéti à la section 3.5 de la présente ligne directrice.

Les actifs grevés suivants sont exclus et ne doivent pas être inclus dans le calcul de la déduction pour actifs grevés décrit ci-dessus :

- les actifs relatifs aux opérations de financement de valeurs mobilières hors bilan (c.-à-d., prêts et emprunts de titres, ainsi que mises et prises en pension) qui n'ont pas pour effet de générer un passif au bilan;
- les actifs grevés pour garantir des passifs liés à des dérivés soumis à une compensation centrale et à des dérivés de gré à gré;
- les actifs grevés conformément aux règles prévues au Code civil du Québec pour garantir des activités d'emprunt hypothécaire.

Les actifs grevés relatifs aux opérations de financement de valeurs mobilières hors bilan qui sont exclus en vertu de 1) ci-dessus sont assujéti à la section 3.5 de la présente ligne directrice.

³⁷ Les actifs grevés sont tous assujéti aux exigences des risques de crédit et de marché des chapitres 3 et 5 étant donné que ces exigences peuvent compenser la déduction du Capital brut de catégorie 1.

³⁸ La caractéristique distinctive d'un portefeuille est que tous les actifs du portefeuille sont disponibles afin de couvrir n'importe lequel des passifs correspondants.

³⁹ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

2.1.2.7 Participations dans des instruments de capital de ~~catégorie 1 de filiales~~ d'assurance de dommages ~~admissibles~~ et de filiales financières réglementées dissemblables

Aux fins de la présente ligne directrice :

- une filiale d'assurance de dommages ~~admissible~~ est une filiale qui est un assureur de dommages ~~auquel s'applique le TCM ou auquel le TCM est appliqué à la satisfaction de l'Autorité~~ ou pourrait être considérée comme un assureur de dommages si elle était constituée au Canada;
- une filiale financière réglementée dissemblable est ~~soit une filiale qui n'est pas un assureur de personnes ou une filiale d'assurance de dommages admissible,~~ dont la réglementation ~~qui lui est applicable~~ lui requiert des exigences de suffisance de capital ~~ou soit une filiale qui, si elle était constituée au Canada, aurait de telles exigences.~~ Cette filiale n'est cependant pas un assureur de personnes ou une filiale d'assurance de dommages.

Pour une filiale d'assurance de ~~dommage admissible~~ dommages, la déduction totale dans le Capital disponible est égale à la somme des montants suivants (voir la section 1.3 pour les filiales dont le pourcentage de détention est inférieur à 100 %) :

- la somme de tous les montants déduits et reversés du Capital disponible de la filiale; ~~calculés selon la Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance du capital en assurances de dommages (le « TCM »);~~
- le montant obtenu en multipliant le capital minimal requis de la filiale ~~calculé selon le TCM~~ par 1,5.

À compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'au 31- décembre 2018, la déduction concernant les filiales d'assurance de ~~dommage admissibles~~ dommages peut être réduite du montant suivant pour chacune des filiales :

$$\frac{\left(1 - \frac{n}{16}\right) \times (\text{Somme de tous les montants déduits et reversés du Capital disponible} + 0,5 \times \text{Capital minimal requis})}{1}$$

~~Où n correspond au nombre de trimestres écoulés depuis le 31 décembre 2014.~~

$$\frac{\left(1 - \frac{n}{16}\right) \times (\text{Somme de tous les montants déduits et reversés du Capital disponible} + 0,5 \times \text{Capital minimal requis})}{1}$$

~~Où n correspond au nombre de trimestres écoulés depuis le 31 décembre 2014.~~

La déduction totale dans le Capital disponible doit être répartie ainsi :

- 50 % doit être déduit du capital net de catégorie 1 ~~doit être en proportion des placements de l'assureur dans les instruments financiers; et~~
- 50 % doit être déduit du capital brut de catégorie 1 ~~de la filiale au montant total de participation de l'assureur dans le capital des catégories 1 et 2 de la filiale.~~

Les participations dans des instruments financiers de filiales financières réglementées dissemblables sont déduites dans la catégorie de capital où l'instrument serait admissible s'il était émis par l'assureur lui-même. Lorsqu'un instrument émis par une filiale financière réglementée dissemblable satisfait aux critères énoncés à la section 2.1.1.1 ou à la section 2.1.1.2, il est déduit du Capital brut de catégorie 1. Si un instrument dans lequel l'assureur a investi ne satisfait pas aux critères d'admissibilité du capital ~~des~~ catégories 1 ou 2, l'instrument est déduit du Capital brut de catégorie 1.

Le montant déduit est la valeur comptable de la filiale déconsolidée ~~déclarée~~ présentée comme une participation évaluée selon la méthode comptable de la mise en équivalence, comme précisé dans la section 1.3. La déduction de ce montant comprend donc les écarts d'acquisition, les autres actifs incorporels, les actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies, les AID, les actifs grevés, le cumul des AÉRG et tous les autres actifs nets de la filiale déconsolidée, puisque la déconsolidation devrait renverser ces montants avant leurs déductions respectives du Capital brut de catégorie 1.

Lorsque l'assureur octroie une facilité telle qu'une lettre de crédit ou une garantie qui est traitée comme du capital⁴⁰ par la filiale financière réglementée dissemblable, le montant en entier de la facilité doit être déduit du Capital brut de catégorie 1⁴¹.

Aucun facteur de risque de crédit n'est appliqué aux participations dans des filiales financières réglementées dissemblables, ni aux lettres de crédit et garanties ou aux autres facilités octroyées à ces filiales lorsqu'elles ont été déduites du Capital disponible. Lorsque des lettres de crédit ~~ou des garanties~~ leur sont accordées et qu'elles ne sont pas déduites du Capital disponible, elles sont traitées comme ~~n'importe quel autre substitut direct~~ des substituts directs de crédit, conformément à la présente ligne directrice (voir les chapitres 3 et 4).

Les renseignements détaillés des calculs doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital.

2.1.2.8 Excédents des valeurs de rachat sur les passifs actuariels calculés globalement

Les excédents des valeurs de rachat sur les passifs actuariels (les « Excédents ») sont calculés globalement par groupe de produits ~~en tenant compte de~~ après réduction pour toute ~~la forme de~~ réassurance. La déduction du Capital brut de catégorie 1 est la somme

⁴⁰ C'est-à-dire que la facilité peut être utilisée en cas d'insuffisance du capital de la filiale financière réglementée dissemblable et elle est subordonnée aux droits de ses clients.

⁴¹ Bien que la facilité n'ait pas été utilisée, les ressources ne seraient pas disponibles pour couvrir les exigences de capital de l'assureur si elle était utilisée.

des Excédents ~~globaux (si positifs) de~~ calculés pour chaque groupe de produits, où les Excédents positifs d'un groupe sont égaux au plus élevé des Excédents globaux du groupe ou de zéro. Toutes les polices à l'intérieur d'un groupe doivent faire partie de la même branche d'activité (~~telle qu'il est~~ comme défini dans le formulaire VIE), être contractuellement similaires et doivent éventuellement accorder des valeurs de rachat notables. Les polices qui n'accordent jamais de valeurs de rachat ne peuvent pas servir à compenser les Excédents des polices qui en accordent. Les valeurs de rachat utilisées dans le calcul des Excédents doivent être réduites de tous les frais de rachat, ajustements à la valeur marchande et autres déductions que l'assureur pourrait raisonnablement s'attendre à appliquer lorsqu'une police est rachetée. Les passifs ~~de~~ ~~polices~~ des polices utilisés dans le calcul des Excédents comprennent les flux de trésorerie d'impôt différé selon les hypothèses d'évaluation requises par les ~~normes~~ Normes de pratique de l'ICA avant tout ajustement comptable pour la présentation de l'impôt différé au bilan.

2.1.2.9 Passifs actuariels négatifs calculés police par police

Le calcul des passifs actuariels négatifs (les « Passifs négatifs ») doit être effectué police par police ~~en tenant compte de~~ après réduction pour toute la forme de réassurance⁴². Les Passifs négatifs (calculés police par police) peuvent être ajustés par l'application d'un facteur en pourcentage, puis réduits des montants qui peuvent être récupérés en cas de rachat. La déduction du Capital brut de catégorie 1 est le montant total des Passifs négatifs ajustés (calculés police par police), réduits des montants récupérables au rachat, mais où le montant net pour chaque police est sujet à un minimum de zéro. Les passifs ~~de~~ ~~polices~~ des polices utilisés dans le calcul du montant des Passifs négatifs (calculés police par police) comprennent les flux de trésorerie d'impôt différé selon les hypothèses d'évaluation requises par les ~~normes~~ Normes de pratique de l'ICA, avant tout ajustement comptable pour la présentation de l'impôt différé au bilan.

Le montant de Passifs négatifs (calculés police par police) doit être calculé pour tous les produits de toutes les branches d'activité, incluant les affaires d'assurance collective et d'assurance ~~accident~~ contre les accidents et la maladie. Le calcul doit inclure :

- les Passifs négatifs de chaque certificat des polices d'assurance collective dont les primes ou les passifs sont basés sur les caractéristiques propres des assurés, comme les groupes associations ou l'assurance créancier;
- l'excédent, si positif, des frais d'acquisition différés de toute police sur ses frais de résiliation ou de rachat; et
- les provisions de remboursement négatives d'assurance collective lorsque la récupération n'est pas totalement certaine, calculées police par police.

⁴² Les Passifs négatifs comprennent ceux que l'assureur a acceptés en vertu d'ententes de coassurance modifiée et excluent ceux que l'assureur a cédés en vertu d'ententes de coassurance modifiée réputées constituer de la réassurance agréée.

Le Passif négatif pour une police peut être ajusté en le multipliant par un facteur de 70 %, s'il provient des portefeuilles suivants :

- les assurés actifs de produits canadiens d'assurance maladie individuelle canadienne souscrits individuellement;
- les produits canadiens d'assurance vie souscrits individuellement.
- ~~Aucun l'assurance vie individuelle canadienne.~~

L'ajustement n'est pas permis pour les appliqué aux Passifs négatifs associés à tout autre portefeuille. Le Passif négatif ajusté d'une police peut ensuite être réduit encore jusqu'à un minimum de zéro par la somme des montants suivants récupérables au rachat :

- 85 % du remboursement net de commission de la police;
- y multiplié par 70 % de l'exigence marginale du risque d'assurance de la police, où y est le coefficient défini à la section 1.1.5; et
- un montant défini ci-dessous si la police est acceptée en vertu d'un traité de réassurance temporaire renouvelable annuellement (« TRA »).

Pendant, le montant total maximum de la réduction pour les montants récupérables au rachat qui est applicable à la déduction du capital de catégorie 1 pour les Passifs négatifs ajustés (calculés police par police) est limité à 25 % du montant suivant :

- le Capital brut de catégorie 1; moins
- la somme de toutes les déductions du Capital brut de catégorie 1 utilisées dans le calcul du Capital net de catégorie 1 selon la section 2.1.2, excluant les Passifs négatifs; moins
- le montant total des Passifs négatifs ajustés (calculés police par police) sans aucune réduction pour les montants récupérables au rachat.

Afin d'utiliser tout montant récupérable au rachat pour compenser le Passif négatif ajusté d'une police, le montant doit être calculé pour cette police isolément. Les sections suivantes fournissent des détails supplémentaires sur le calcul de chacun des montants.

2.1.2.9.1 Remboursements nets de commission

Le remboursement net de commission pour une police est égal à $S \times C$, où S est le facteur utilisé pour ajuster le Passif négatif de la police (soit 70 % ou 100 %) et C est le remboursement de commission de la police que l'assureur pourrait raisonnablement s'attendre à récupérer lorsque la police est rachetée. Le montant de remboursement utilisé doit être basé sur le barème de remboursement de la police et il doit être réduit de toute commission cédée ou allocation de réassurance.

2.1.2.9.2 Exigences marginales du risque d'assurance

L'exigence marginale du risque d'assurance pour une police est égale à la somme des exigences marginales de la police pour chacun des risques d'assurance. Dans le calcul de la compensation du Passif négatif ajusté d'une police, l'exigence marginale du risque d'assurance de la police doit être réduite de tout montant de crédit dont l'assureur a bénéficié pour les dépôts du titulaire de police [et les ajustements pour l'assurance collective](#) (voir ~~la section~~ [les sections 6.7](#))-6.7.2 et 6.7.3). Chaque exigence marginale de la police doit être calculée ~~en tenant compte de~~ [après réduction](#) pour toute ~~la~~ [forme de](#) réassurance. Toutes les exigences marginales de police des produits avec participation et des produits ajustables admissibles doivent être multipliées par 30 %. Le Passif négatif ajusté d'une police ne peut pas être compensé par une exigence marginale du risque d'assurance si l'assureur a ~~réduit son capital requis par la prise~~ [pris](#) en compte ~~d'une~~ [une](#) provision pour fluctuation des réclamations de réassurance couvrant la police [dans son calcul des Dépôts admissibles](#).

Pour une police se trouvant dans une région (voir la section [1.5.31.1.5](#)), l'exigence marginale de la police pour le risque de mortalité est obtenue par cette formule :

$$0,4 \times \left(\frac{cr_{vol}^2 + 2 \times cr_{cat} \times CR_{cat} - cr_{cat}^2}{\sqrt{CR_{vol}^2 + CR_{cat}^2}} + cr_n + cr_t \right)$$

où⁴³ :

- cr_{vol} est la composante de volatilité du risque de mortalité de la police;
- cr_{cat} est la composante de catastrophe du risque de mortalité de la police;
- CR_{vol} est la composante de volatilité du risque de mortalité pour toutes les affaires de la région de la police;
- CR_{cat} est la composante de catastrophe du risque de mortalité pour toutes les affaires de la région de la police;
- cr_n est la composante de niveau du risque de mortalité de la police;
- cr_t est la composante de tendance du risque de mortalité de la police.

L'exigence marginale de la police pour le risque relatif aux dépenses est égale à 40 % de l'exigence totale de la police pour ce risque. Pour tous les autres risques, l'exigence marginale de la police est obtenue par cette formule :

$$0,4 \times \left(\frac{2 \times cr_{vol} \times CR_{vol} + 2 \times cr_{cat} \times CR_{cat} - cr_{vol}^2 - cr_{cat}^2}{\sqrt{CR_{vol}^2 + CR_{cat}^2}} + cr_n + cr_t \right)$$

⁴³ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section [1.4.5](#).

où⁴⁴ :

- cr_{vol} est la composante de volatilité du risque d'assurance particulier de la police (multipliée par le facteur de fluctuation statistique de la région de la police, s'il y a lieu);
- cr_{cat} est la composante de catastrophe du risque d'assurance particulier de la police;
- CR_{vol} est la composante de volatilité du risque d'assurance particulier pour toutes les affaires de la région de la police;
- CR_{cat} est la composante de catastrophe du risque d'assurance particulier pour toutes les affaires de la région de la police;
- cr_n est la composante de niveau du risque d'assurance particulier de la police (multipliée par le facteur de fluctuation statistique de la région de la police, s'il y a lieu);
- cr_t est la composante de tendance du risque d'assurance particulier de la police.

2.1.2.9.3 Polices acceptées en vertu d'un traité TRA

Si une police a été acceptée en vertu d'un traité de réassurance TRA admissible (défini comme un traité dont les primes sont pleinement garanties et qui ne confère pas de partage de profits), l'ajustement qui peut être utilisé pour réduire le Passif négatif de la police est le suivant :

$$PN \times \min\left(\frac{A - B}{A}; 0,25\right)$$

où :

- PN est le Passif négatif ajusté de la police;
- A est le total des Passifs négatifs ajustés pour toutes les polices incluses dans les traités de réassurance TRA admissibles de l'assureur, calculés police par police;
- B est le total des Passifs négatifs ajustés pour tous les traités de réassurance TRA admissibles de l'assureur, calculés traité par traité.

2.1.2.10 Autres items déduits du Capital brut de catégorie 1

Les items suivants doivent être déduits du Capital brut de catégorie 1 :

- ~~la somme des toutes les exigences liées aux passifs de police positifs~~ cédés dans le cadre d'ententes de réassurance non agréée, ~~moins la valeur des véhicules de~~

⁴⁴ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

~~garanties~~ réduites des crédits applicables (voir ~~le chapitre 10~~); les sections 10.3 et 10.4);

- les options achetées pour lesquelles l'assureur choisit une déduction en vertu de la section 5.2.3.3.

2.1.3 Capital net de catégorie 1 et Capital de catégorie 1

Le Capital net de catégorie 1 est égal au Capital brut de catégorie 1 moins les déductions du Capital brut de catégorie 1.

L'assureur dont les déductions du Capital brut de catégorie 2 sont supérieures au Capital brut de catégorie 2 doit déduire l'excédent du Capital net de catégorie 1. ~~Par conséquent, le~~ Le Capital de catégorie 1 est égal au Capital net de catégorie 1 moins 50 % de la déduction totale pour les participations dans des filiales d'assurance de dommages et moins les déductions du ~~capital~~ Capital brut de catégorie 2 qui excèdent le Capital brut de catégorie 2 (voir la section 2.2.4).

2.2 Capital de catégorie 2

2.2.1 Capital brut de catégorie 2

Le Capital brut de catégorie 2 est égal à la somme des éléments suivants :

- les instruments de capital de catégorie 2 émis par l'assureur :
 - qui satisfont aux critères énoncés aux sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3; ou
 - ~~➤ qui ne satisfont pas aux critères énoncés aux sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3, mais, s'ils ont été émis avant le 25 septembre 2014, qui satisfont aux critères inclus aux sections 2.3.2.1 ou 2.3.2.2 de la version de la Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres dont la prise d'effet était le 1^{er} janvier 2014, sous réserve des mesures de transition définies à la section 2.4.1;~~
 - ~~• les instruments émis par des filiales consolidées de l'assureur et détenus par des tiers investisseurs;~~
 - ~~➤ qui satisfont aux critères de classification en capital de catégorie 2 énoncés aux sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3, sous réserve de la section 2.4.1~~ **Erreur! Source du renvoi introuvable.** ~~et des mesures de transition définies à la section 2.4.2;~~
 - qui ne satisfont pas aux critères énoncés aux sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3, mais, s'ils ont été émis avant le 25 septembre 2014, qui satisfont aux critères inclus aux sections 2.3.2.1 ou 2.3.2.2 de la ~~version de la~~ Ligne directrice ~~sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres dont la prise d'effet était le 1^{er} janvier~~ EMSFP 2014, ~~sous réserve des~~ (ces instruments sont assujettis aux mesures de transition définies ~~aux sections~~ à la section 2.4.1 ~~et 2.4.2~~);

• les instruments émis par des filiales consolidées de l'assureur et détenus par des tiers investisseurs :

- qui satisfont aux critères de classification en Capital de catégorie 2 énoncés aux sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3 (ces instruments sont assujettis aux conditions de la section 2.2.1.4 et aux mesures de transition définies à la section 2.4.2); ou
 - qui ne satisfont pas aux critères énoncés aux sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3, mais, s'ils ont été émis avant le 25 septembre 2014, qui satisfont aux critères inclus aux sections 2.3.2.1 ou 2.3.2.2 de la Ligne directrice EMSFP 2014 (ces instruments sont assujettis aux mesures de transition définies aux sections 2.4.1 et 2.4.2);
- les éléments de capital de catégorie 2, autres que des instruments de capital, définis à la section 2.2.1.5.

2.2.1.1 Critères d'admissibilité des instruments de capital de catégorie 2

Les instruments ne pourront être admis en qualité d'éléments de capital de catégorie 2 qu'à condition de satisfaire à tous les critères ci-dessous.

1. L'instrument est émis et payé en espèces ou, sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité, par d'autres moyens de paiement.
2. L'instrument est subordonné aux titulaires de police et aux créanciers ordinaires de l'assureur.
3. L'instrument n'est adossé ni à des sûretés ni à une garantie de l'émetteur ou d'une autre entreprise liée et il n'est assorti d'aucun dispositif rehaussant, sous une forme juridique ou économique, le rang de la créance par rapport à ~~ceux~~celles des titulaires de police et des créanciers ordinaires.
4. Échéance :
 - a. L'échéance initiale de l'instrument est d'au moins cinq ans.
 - b. Sa reconnaissance dans le Capital disponible durant les cinq dernières années précédant l'échéance s'effectue sur la base d'un amortissement linéaire.
 - c. L'instrument ne comporte ni progression⁴⁵ ni aucune autre incitation au rachat.

~~45 — Une progression s'entend d'une option d'achat assortie d'une augmentation préalable de l'écart de crédit initial de l'instrument à une date ultérieure par rapport au taux initial de dividende (ou de distribution) après avoir pris en compte l'écart de swap entre l'indice de référence initial et le nouvel indice de référence. La conversion d'un taux fixe à un taux flottant (ou vice versa) accompagnée d'une option d'achat sans augmentation de l'écart de crédit ne constituerait pas une progression.~~ Une progression s'entend d'une option d'achat assortie d'une augmentation préalable de l'écart de crédit initial de l'instrument à une date ultérieure par rapport au taux initial de dividende (ou de distribution)

-
5. L'instrument peut comporter une option de remboursement anticipé à l'initiative de l'émetteur, mais celle-ci ne peut être exercée qu'après un minimum de cinq ans.
 - a. Pour exercer une option de remboursement, l'assureur doit au préalable obtenir l'autorisation de l'Autorité.
 - b. Le comportement de l'assureur et les modalités de l'instrument ne doivent en rien laisser croire que l'option sera exercée⁴⁶.
 - c. L'assureur ne doit pas exercer l'option sauf s'il remplit l'une des conditions suivantes :
 - i. s'il remplace l'instrument remboursé par un même montant de capital de qualité égale ou supérieure, y compris une hausse des bénéfices non répartis et à des conditions viables en fonction de son revenu^{47,24};
 - ii. s'il démontre que la position de son capital est supérieure aux ratios cibles internes de capital une fois l'option de rachat exercée⁴⁸.
 6. L'investisseur ne doit pas avoir le droit de précipiter les paiements programmés (principal ou intérêts), sauf en cas de faillite, d'insolvabilité ou de liquidation.
 7. L'instrument ne peut pas comporter de clause liant le dividende au risque de crédit; autrement dit, le montant du dividende ou coupon ne peut pas être redéfini périodiquement en fonction, intégralement ou partiellement, du degré de solvabilité de l'assureur, par exemple sa cote de crédit ou ses ratios ESCAP⁴⁹.
-

après avoir pris en compte l'écart de swap entre l'indice de référence initial et le nouvel indice de référence. La conversion d'un taux fixe à un taux flottant (ou vice versa) accompagnée d'une option d'achat sans augmentation de l'écart de crédit ne constituerait pas une progression.

⁴⁶ Une option d'achat de l'instrument après cinq ans, mais avant le début de la période d'amortissement, ne sera pas réputée être un incitatif au rachat tant et aussi longtemps que l'assureur ne fait rien pour laisser croire qu'il exercera son option d'achat.

⁴⁷ ~~Les émissions de remplacement peuvent se faire en même temps que l'instrument est remboursé, mais pas après.~~ Les émissions de remplacement peuvent se faire lorsque l'instrument est remboursé, mais pas après.

⁴⁸ ~~Les ratios cibles internes de capital sont définis à la section 1.2.~~ Les ratios cibles internes de capital sont définis à la section 1.2.

⁴⁹ ~~L'assureur peut avoir recours à un indice général comme taux de référence dans lequel il est une entité de référence; cependant, le taux de référence ne doit pas afficher une corrélation importante avec le degré de solvabilité de l'assureur. Si l'assureur a l'intention d'émettre des instruments de capital dans le cadre desquels la marge est liée à un indice général dans lequel il est une entité de référence, celui-ci doit s'assurer que le dividende ou coupon n'est pas sensible au crédit.~~ L'assureur peut avoir recours à un indice général comme taux de référence dans lequel il est une entité de référence; cependant, le taux de référence ne doit pas afficher une corrélation importante avec la cote de crédit de l'assureur. Si l'assureur a l'intention d'émettre des instruments de capital dans le cadre desquels la marge est liée à un indice général dans lequel il est une entité de référence, celui-ci doit s'assurer que le dividende ou coupon n'est pas sensible au crédit.

8. L'instrument ne peut avoir été acheté par l'assureur ou par une entreprise liée sur laquelle l'assureur exerce son contrôle ou une influence notable et l'assureur ne peut avoir financé directement ou indirectement l'achat de l'instrument.
9. Si l'instrument n'est pas émis directement par une entité opérationnelle⁵⁰ ou la société de portefeuille du groupe consolidé (p.- ex., par une entité *ad hoc*), le produit du placement doit être à la disposition immédiate et illimitée d'une entité opérationnelle ou de la société de portefeuille du groupe consolidé de telle manière que soient respectés ou dépassés tous les autres critères d'admissibilité du ~~capital~~Capital de catégorie 2⁵¹.

Les instruments de capital de catégorie 2 ne doivent pas renfermer de clauses ou de dispositions restrictives en cas de rendement insuffisant qui permettraient au détenteur d'accélérer le remboursement, à moins d'insolvabilité, de faillite ou de liquidation de l'émetteur.

Des instruments de capital de catégorie 2 peuvent être achetés en tout temps aux fins d'annulation, sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité. Il est entendu que l'achat aux fins d'annulation ne constitue pas une option de remboursement anticipé au sens des critères d'admissibilité de la présente section.

Des options en cas d'événement fiscal ou réglementaire peuvent être exercées durant la vie d'un instrument sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité et pourvu que l'assureur n'ait pas été en mesure d'anticiper un événement du genre au moment de l'émission. Si l'assureur choisit d'inclure un événement réglementaire dans un instrument de capital de catégorie 2, cet événement doit être « la date, indiquée dans une lettre de l'Autorité à l'assureur, à laquelle l'instrument cessera d'être entièrement considéré comme un élément admissible de capital de catégorie 2 de l'assureur ou inclus comme Capital disponible total fondé sur les risques, sur une base consolidée ».

Une modification ou une variation des modalités d'un instrument de capital de catégorie 2 qui influence son admissibilité à titre de Capital disponible ne sera permise que si l'Autorité l'a autorisée au préalable⁵².

⁵⁰ ~~Une entité opérationnelle est une entité établie pour faire des affaires avec des clients dans le but d'enregistrer des bénéfices pour son propre compte.~~ Une entité opérationnelle est une entité établie pour faire des affaires avec des clients dans le but d'enregistrer des bénéfices pour son propre compte.

⁵¹ Il est entendu que les seuls actifs qu'une entité *ad hoc* peut détenir sont des instruments interentreprises émis par l'assureur ou une entreprise liée dont les modalités satisfont aux critères de ~~capital~~Capital de catégorie 2 ou les dépassent. Autrement dit, les instruments émis à l'entité *ad hoc* doivent satisfaire à tous les critères d'admissibilité du ~~capital~~Capital de catégorie 2 ou les dépasser comme si l'entité *ad hoc* en soi était un investisseur final – c'est-à-dire que l'assureur ne peut émettre une dette de rang supérieur à une entité *ad hoc* et faire en sorte que cette dernière émette des instruments ~~financiers de qualité supérieure~~de capital admissibles à des tiers investisseurs afin d'obtenir une reconnaissance en qualité de ~~capital~~Capital de catégorie 2.

⁵² ~~La modification, la bonification ou le renouvellement d'un instrument émis en faveur d'une entreprise liée peuvent être visés par les dispositions de la Loi relatives aux transactions avec des personnes intéressées et des personnes liées aux administrateurs et dirigeants.~~ La modification, la bonification ou le renouvellement d'un instrument émis en faveur d'une entreprise liée peuvent être

L'assureur peut « rouvrir » l'offre d'instruments de capital pour augmenter le montant de principal de l'émission initiale à condition que les options de rachat ne puissent être exercées, avec l'autorisation préalable de l'Autorité, qu'à compter du cinquième anniversaire de la date d'échéance de la dernière tranche de titres qui a été rouverte. Cependant, il ne peut rouvrir l'offre si :

- sa date initiale d'émission était le 24 septembre 2014 ou avant; et
- elle ne satisfait pas aux critères de la présente section.

Les options de désendettement ne peuvent être exercées qu'à compter du cinquième anniversaire de la date de clôture et avec l'autorisation préalable de l'Autorité.

Les passifs financiers de l'assureur qui ne sont pas admissibles à titre de Capital disponible sont assujettis à l'exigence du risque de taux d'intérêt (voir la section 5.1).

2.2.1.2 Instruments de capital de catégorie 2 émis à l'intention d'une société mère

En plus de devoir satisfaire aux critères d'admissibilité et aux exigences minimales stipulées dans la présente ligne directrice, les instruments de capital de catégorie 2 émis par l'assureur à l'intention d'une société mère, directement ou indirectement, peuvent être inclus dans le ~~capital~~Capital de catégorie 2 pourvu que l'assureur avise l'Autorité de l'émission interentreprises et lui fournisse :

- une copie des modalités de l'instrument;
- le classement attendu de l'instrument aux fins du Capital disponible;
- la raison motivant la décision de ne pas émettre d'actions ordinaires au lieu de l'instrument de capital en question;
- la confirmation que le taux et les modalités de l'instrument sont au moins aussi avantageux pour l'assureur que les conditions du marché;
- la confirmation que l'incapacité de verser les dividendes ou les intérêts, selon le cas, sur l'instrument visé n'aura pas pour effet, maintenant ou ultérieurement, de rendre la société mère incapable de respecter ses propres obligations de service de la dette et d'entraîner l'application de dispositions de manquement réciproque ou des incidents de crédit aux termes d'ententes ou de contrats conclus par l'assureur ou la société mère.

visés par les dispositions de la Loi relative aux transactions avec des personnes intéressées et des personnes liées aux administrateurs et dirigeants.

2.2.1.3 Instruments de capital de catégorie 2 émis par des succursales et des filiales à l'étranger

Les instruments de créance émis par une succursale ou une filiale d'un assureur qui est située à l'étranger doivent être régis par les lois canadiennes. L'Autorité peut toutefois renoncer à cette exigence si l'assureur peut démontrer qu'un niveau de subordination comparable à ce que prévoient les lois canadiennes peut être réalisé.

En plus de satisfaire aux autres exigences prescrites dans la présente ligne directrice, si l'assureur souhaite inclure dans son Capital disponible consolidé un instrument de capital émis par une succursale ou une filiale qui se trouve à l'étranger, il doit fournir à l'Autorité :

- une copie des modalités de l'instrument;
- une attestation d'un membre de la haute direction de l'assureur et une analyse à l'appui préparée par l'assureur confirmant que l'instrument satisfait aux critères d'admissibilité régissant la catégorie de Capital disponible dans laquelle l'assureur souhaite inclure l'instrument sur une base consolidée;
- un engagement de la part de l'assureur et de la filiale confirmant que l'instrument ne sera pas remboursé, acheté à des fins d'annulation ou modifié sans l'autorisation préalable de l'Autorité. Cet engagement ne sera pas nécessaire si l'autorisation préalable de l'Autorité est intégrée aux modalités de l'instrument.

2.2.1.4 Filiales consolidées ayant émis des instruments de capital de catégorie 2 à des tiers investisseurs

Les instruments de capital de catégorie 2 émis par des filiales de l'assureur (sauf des filiales déconsolidées aux fins de la présente ligne directrice) et détenus par des tiers investisseurs peuvent être admissibles en partie dans le capital consolidé de catégorie 2 de l'assureur mère.

Un instrument de capital de catégorie 2 émis par une filiale consolidée et détenu par un tiers investisseur est inclus dans le capital consolidé de catégorie 2 si :

1. il est émis pour la capitalisation de la société mère et satisfait à tous les critères suivants :
 - a. la filiale utilise le produit de l'émission pour acheter un instrument semblable de l'assureur mère qui satisfait aux critères des sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3;
 - b. les modalités de l'émission, de même que les virements intersociétés, doivent faire en sorte que l'investisseur soit placé dans la même situation que si l'instrument était émis par l'assureur mère;
 - c. l'instrument détenu par le tiers investisseur ne peut être effectivement garanti par d'autres actifs (p.-ex., des espèces) détenus par la filiale;

ou

2. il a été émis avant le 28 octobre 2016 et est admissible en tant que Capital disponible selon la section 2.4.2.

Le montant qui peut être inclus dans le capital consolidé de catégorie 2 de l'assureur mère pour les instruments de capital de catégorie 2 émis par une filiale et détenus par des tiers investisseurs qui ne satisfont pas aux critères précédents est égal au moindre de :

- la valeur des instruments de capital de catégorie 2 émis par la filiale et détenus par des tiers investisseurs qui ne satisfont pas aux critères précédents;
- la différence entre la Limite de participation des tiers calculée à la section 2.1.1.5 et le montant des instruments de capital et des éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables aux parts des actionnaires sans contrôle, inclus dans le capital consolidé de catégorie 1 qui sont émis par la filiale et détenus par des tiers investisseurs;
- 50 % de la Limite de participation des tiers calculée à la section 2.1.1.5.

Le détail du calcul du montant inclus dans le ~~capital~~Capital de catégorie 2 doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~relative à la ligne directrice de capital.

2.2.1.5 Éléments de capital de catégorie 2, autres que des instruments de capital

Les éléments de capital de catégorie 2, autres que des instruments de capital, sont les suivants :

- tous les montants déduits du Capital brut de catégorie 1 pour les Passifs négatifs (voir la section ~~2.1.2.9~~2.1.2.9), l'exigence pour passifs cédés police par police compensés (voir la section 10.3.2) et l'exigence pour montant total négatif de passifs cédés (voir la section 10.3.3);
- 75 % du montant déduit du Capital brut de catégorie 1 pour les excédents des valeurs de rachat sur les passifs actuariels (voir la section 2.1.2.8);
- l'Actif admissible des régimes de retraite, soit 50 % de la déduction du Capital brut de catégorie 1 pour les actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies (voir la section 2.1.2.4);
- le montant d'ajustement pour amortir l'impact de la période courante sur le Capital disponible lié aux passifs (actifs) nets au titre des régimes de retraite à prestations définies;
- ~~le montant déduit de l'avoir pour le cumul des gains de juste valeur net après impôt suivant la transition aux IFRS sur les immeubles de placement qui ne sont pas adossés aux passifs de police selon la MCAB (voir la section 2.1.1);~~

- la prime d'émission résultant de l'émission d'instruments de capital inclus dans le ~~capital~~Capital de catégorie 2⁵³.

L'assureur peut faire le choix non récurrent d'amortir l'impact sur le Capital disponible lié aux passifs (actifs) nets au titre des régimes de retraite à prestations définies. L'impact pouvant être amorti dans chaque période est composé de la variation dans chaque période :

- a) du cumul des réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies ~~déclaré~~présenté dans les AÉRG qui est inclus dans le Capital brut de catégorie 1;
- b) de la déduction des actifs nets au titre des régimes de retraite à prestations définies du Capital brut de catégorie 1 (voir la section 2.1.2.4);
- c) de l'Actif admissible des régimes de retraite inclus dans le ~~capital~~Capital de catégorie 2.

Le montant pouvant être amorti dans chaque période correspond à la somme des impacts obtenus en a), b) et c) ci-dessus. Il s'amortit sur une base linéaire sur la durée de la période d'amortissement. Cette période s'étend sur douze trimestres et débute la première journée du trimestre courant. Cette décision est irrévocable et l'assureur devra continuer d'amortir à chaque trimestre le nouvel impact sur le Capital disponible des périodes subséquentes. Le détail du calcul du montant d'ajustement doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~relative à la ligne directrice de capital.

2.2.2 Amortissement des instruments de capital de catégorie 2

Les instruments de capital de catégorie 2 sont soumis à un amortissement linéaire au cours des cinq dernières années précédant l'échéance. ~~Ainsi, à~~À mesure que l'échéance de ces instruments devient imminente, les soldes en cours doivent être amortis selon la séquence suivante :

Années résiduelles	Admis dans le capital
5 ans et plus	100 %
entre 4 et 5 ans	80 %
entre 3 et 4 ans	60 %
entre 2 et 3 ans	40 %
entre 1 et 2 ans	20 %
moins d'un an	0 %

⁵³ Une prime d'émission qui n'est pas admissible à titre de ~~capital~~Capital de catégorie 1 ne sera admissible à titre de ~~capital~~Capital de catégorie 2 que si les actions qui l'ont générée sont admissibles à titre de ~~capital~~Capital de catégorie 2.

L'amortissement doit être calculé à la fin de chaque trimestre d'exercice sur la base du tableau ci-dessus. L'amortissement doit ainsi débuter pendant le premier trimestre qui se termine dans la cinquième année civile avant l'échéance. Par exemple, si un instrument échoit le 31 octobre 2025, il y a amortissement de 20 % de l'émission le 1^{er} novembre 2020. C'est cet amortissement qui doit être inscrit dans le formulaire ESCAP au 31 décembre 2020. Un amortissement supplémentaire de 20 % doit être reflété dans chaque formulaire ESCAP au 31 décembre subséquent.

Le détail du calcul de l'amortissement doit être inclus dans le Rapport sur l'attestation de ~~conformité~~ relative à la ligne directrice de capital.

2.2.3 Déductions du Capital brut de catégorie 2

Les éléments suivants sont déduits du Capital brut de catégorie 2. Aucun facteur de risque de crédit n'est appliqué aux items qui sont déduits du Capital brut de catégorie 2.

2.2.3.1 Participations dans son propre ~~capital~~ Capital de catégorie 2

Les participations de l'assureur dans ses propres instruments de capital de catégorie 2, détenus directement ou indirectement, sont déduites du Capital brut de catégorie 2, s'ils n'ont pas déjà été décomptabilisés en vertu des IFRS.

De plus, tout instrument de capital de catégorie 2 que l'assureur pourrait être contractuellement obligé d'acheter doit être déduit du Capital brut de catégorie 2.

2.2.3.2 Participations dans des instruments de capital de ~~catégorie 2 de filiales~~ d'assurance de dommages ~~admissibles~~ et de filiales financières réglementées dissemblables

Pour une filiale d'assurance de ~~dommage admissible~~ dommages, la déduction totale dans le Capital disponible est égale à la somme des montants suivants (voir la section 1.3 pour les filiales dont le pourcentage de détention est inférieur à 100 %) :

- la somme de tous les montants déduits et reversés du Capital disponible de la filiale calculés selon le TCM;
- le montant obtenu en multipliant le capital minimal requis de la filiale calculé selon le TCM par 1,5.

À compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2018, la déduction concernant les filiales d'assurance de ~~dommage admissibles~~ dommages peut être réduite du montant suivant pour chacune des filiales :

$$\frac{\left(1 - \frac{n}{16}\right) \times (\text{Somme de tous les montants déduits et reversés du Capital disponible} + 0,5 \times \text{Capital minimal requis})}{\text{Où } n \text{ correspond au nombre de trimestres écoulés depuis le 31 décembre 2014.}}$$

$$\left(1 - \frac{n}{16}\right) \times (\text{Somme de tous les montants déduits et renversés du Capital disponible} + 0,5 \times \text{Capital minimal requis})$$

~~Où n correspond au nombre de trimestres écoulés depuis le 31 décembre 2014.~~

La déduction totale dans le Capital disponible doit être répartie ainsi :

- 50 % doit être déduit dans le capital ~~de catégorie 2 doit être en proportion des placements de l'assureur dans les instruments financiers de catégorie 2 de la filiale au montant total de participation de l'assureur~~ net de catégorie 1; et
- 50 % doit être déduit dans le capital ~~des catégories 1 et 2 de la filiale~~ brut de catégorie 2.

Les participations dans des instruments financiers de filiales financières réglementées dissemblables (voir la section 2.1.2.7) sont déduites dans la catégorie de capital où l'instrument serait admissible s'il était émis par l'assureur lui-même. Lorsqu'un instrument émis par une filiale financière réglementée dissemblable satisfait aux critères énoncés à la section 2.2.1.1, il est déduit du Capital brut de catégorie 2. Si un instrument dans lequel l'assureur a investi ne satisfait pas aux critères d'admissibilité du capital de catégorie ~~1 ou de catégorie 2~~, l'instrument est déduit du Capital brut de catégorie 1- (voir la section 2.1.2.7).

~~_____ Lorsque l'assureur octroie une facilité telle qu'une lettre de crédit ou une garantie qui est traitée comme du capital⁶⁴ par la filiale financière réglementée dissemblable, le montant en entier de la facilité doit être déduit du Capital brut de catégorie 2⁶⁵.~~

Un facteur de risque de crédit n'est pas appliqué aux participations dans des filiales financières réglementées dissemblables, ni aux ~~lettres de crédit et garanties ou aux autres facilités octroyées à ces filiales lorsqu'elles ont été déduites du Capital disponible. Lorsque des lettres de crédit leur sont accordées et qu'elles ne sont pas déduites du Capital disponible, elles sont traitées comme n'importe quel autre substitut direct de crédit, conformément à la présente ligne directrice (voir les chapitres 3 et 4).~~

Les renseignements détaillés des calculs doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital.

2.2.3.3 Participations croisées dans des instruments de capital de catégorie 2 de sociétés bancaires, d'assurance et financières

Les participations croisées dans des instruments de capital de catégorie 2 (p. ex., Assureur A détient des participations dans des instruments de capital de catégorie 2 d'Assureur B, qui détient en retour des participations dans des instruments de capital de

⁶⁴ ~~C'est à dire que la facilité peut être utilisée en cas d'insuffisance du capital de la filiale financière réglementée dissemblable et elle est subordonnée aux droits de ses clients.~~

⁶⁵ ~~Bien que la facilité n'ait pas été utilisée, les ressources ne seraient pas disponibles pour couvrir les exigences de capital de l'assureur si elle était utilisée.~~

catégorie 2 d'Assureur A), convenues directement ou indirectement, qui visent à gonfler artificiellement la position de capital de l'assureur sont déduites du Capital brut de catégorie 2.

2.2.4 Capital net de catégorie 2 et Capital de catégorie 2

Le Capital net de catégorie 2 est égal au Capital brut de catégorie 2 moins les déductions du Capital brut de catégorie 2 décrites dans la section 2.2.3.

Toutefois, le Capital net de catégorie 2 ne doit pas être inférieur à zéro. Si le total des déductions du Capital brut de catégorie 2 est supérieur au Capital brut de catégorie 2, l'excédent doit être déduit du Capital net de catégorie 1 (voir la section 2.1.3).

Puisque le Capital de catégorie 2 ne peut pas être supérieur au Capital net de catégorie 1, le Capital de catégorie 2 est égal au moindre du Capital net de catégorie 2 et du Capital net de catégorie 1.

2.3 Composition du capital et limites

Les exigences de composition du capital et les limites suivantes s'appliquent aux éléments de capital après la prise en compte des déductions et des ajustements prescrits. Aux fins du calcul des limites décrites ci-dessous, les instruments assujettis aux mesures de transition définies aux sections 2.4.1 et 2.4.2 sont exclus des instruments de capital de catégorie 1, autres que des actions ordinaires, et des instruments de capital de catégorie 2.

1. Le ~~capital~~Capital de catégorie 1 ~~de l'assureur~~ doit être constitué essentiellement de l'avoir des actionnaires et de l'avoir des titulaires de police. Par conséquent, le total des éléments suivants doit être égal ou supérieur à 75 % du Capital net de catégorie 1 :
 - a. les actions ordinaires émises par l'assureur qui satisfont aux critères de la section 2.1.1.1;
 - b. les instruments émis par des filiales consolidées de l'assureur et détenus par des tiers investisseurs, qui satisfont les critères d'admissibilité des actions ordinaires énoncés à la section 2.1.1.1 et sous réserve de la section 2.1.1.5;
 - c. le surplus d'apport :
 - i. la prime d'émission résultant de l'émission d'instruments de capital de catégorie 1 inclus dans le calcul de cette limite;
 - ii. les autres surplus d'apport résultant de sources autres que le profit (p.- ex., les contributions et les fonds initiaux des membres d'une société mutuelle et les autres contributions des actionnaires en excédent des montants alloués au capital-actions pour les sociétés par actions), à l'exception des primes d'émission résultant de l'émission d'instruments de capital qui ne sont pas inclus dans le calcul de la présente limite;

-
- d. les bénéfices non répartis;
 - e. le cumul ajusté des AÉRG;
 - f. le compte avec participation;
 - g. le compte sans participation des sociétés mutuelles;
 - h. les éléments de capital de catégorie 1, autres que des instruments de capital, attribuables aux parts des actionnaires sans contrôle, sous réserve de la section 2.1.1.5;
 - i. l'ajustement de l'avoir aux fins de l'ESCAP ~~tel que~~ défini à la section 2.1.1.
2. Le Capital ~~net~~ de catégorie 2 ~~de l'assureur~~ (en tenant compte de l'amortissement des instruments de capital) ne doit pas être supérieur à 100 % du Capital net de catégorie 1.

2.4 Disposition transitoire

2.4.1 Instruments de capital émis avant le 25 septembre 2014

Les instruments de capital émis avant le 25 septembre 2014 qui ne satisfont pas aux critères d'admissibilité définis aux sections 2.1.1.1, 2.1.1.2 à 2.1.1.4 et 2.2.1.1 à 2.2.1.3, mais qui satisfont aux critères définis aux sections 2.2.5.1 ou 2.2.5.2 de la ~~version de la Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres dont la prise d'effet était le 4^{er} janvier~~ Ligne directrice EMSFP 2014, sont assujettis au traitement suivant.

1. Les instruments demeurent admissibles comme du Capital disponible jusqu'à la première date de remboursement au pair ou la date de prise d'effet d'une caractéristique constituant un incitatif au rachat (c.-à-d. la date de prise d'effet de l'échéance), si cette date est antérieure.
2. Le cas échéant, les options en cas d'événement réglementaire ne pourront pas être exercées jusqu'à la fin de la période d'admissibilité de l'instrument.
3. Si la date de prise d'effet d'une échéance d'un instrument de capital de catégorie 2 se trouve pendant la période d'admissibilité et que l'émetteur choisit de ne pas exercer l'option de rachat malgré l'incitatif au rachat, l'instrument demeurera admissible dans le Capital disponible en autant qu'il satisfasse aux critères d'admissibilité définis dans les sections 2.2.1.1 à 2.2.1.3.
4. Les règles d'amortissement du ~~capital~~ Capital de catégorie 2 s'appliquent encore aux instruments de catégorie 2 pendant les cinq dernières années précédant leur échéance.
5. Pendant la période d'admissibilité, les entités *ad hoc* associée à des instruments novateurs ~~de catégorie~~ des catégories 1 et 2 ne doivent, en aucun temps, détenir des actifs qui excèdent sensiblement le montant global des instruments novateurs. L'Autorité considérera que la structure excède sensiblement les instruments novateurs si l'excédent est supérieur à 25 % dans le cas d'une structure fondée sur un actif et à 3 % dans le cas d'une structure fondée sur un prêt. Les montants supérieurs à ces limites doivent être autorisés par l'Autorité.

Les dispositions précédentes s'appliquent aux instruments émis par l'assureur ainsi qu'à ceux émis par des filiales consolidées à des tiers investisseurs.

2.4.2 Filiales consolidées ayant émis des instruments de capital à des tiers investisseurs

Un instrument de capital de catégorie 1 ou de catégorie 2 émis par une filiale de l'assureur et détenu par un tiers investisseur est admissible en tant que Capital disponible consolidé si :

1. il satisfait aux critères d'admissibilité du capital ~~de catégorie~~ des catégories 1 ou ~~de catégorie 2~~ :
 - a. inclus aux sections 2.2.5.1, 2.2.5.2, 2.3.2.1 ou 2.3.2.2 de la ~~version de la~~ Ligne directrice ~~sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres dont la prise d'effet était le 1^{er} janvier~~ EMSFP 2014, sous réserve des mesures de transition définies à la section 2.4.1, s'il a été émis avant le 25 septembre 2014;
 - b. énoncés aux sections 2.1.1.1, 2.1.1.2 à 2.1.1.4 ou 2.2.1.1 à 2.2.1.3, s'il a été émis avant le 28 octobre 2016;
- et
2. il satisfait aux critères suivants :
 - a. l'instrument n'est pas échu ou n'a pas été remboursé;
 - b. la première date de remboursement au pair qui suit le 27 octobre 2016 n'est pas passée;

Si un si l'instrument tel instrument n'a pas d'échéance, ni de date de remboursement au pair, il n'est plus admissible à partir du 1er janvier ~~2029~~ 2028.

Chapitre 3. Risque de crédit – éléments au bilan

Le risque de crédit est le risque de perte découlant d'un défaut potentiel d'une partie ayant une obligation financière auprès de l'assureur. Le capital requis considère le risque de défaut lui-même, ainsi que le risque que l'assureur subisse des pertes en raison de la détérioration de la solvabilité du créancier. Les facteurs de risque de crédit s'appliquent notamment aux obligations financières suivantes : les prêts, les titres de créance, les actifs et les comptes débiteurs de réassurance, les instruments dérivés~~et~~, les montants dus des titulaires de police, des agents et des courtiers ~~et les autres actifs~~.

~~Le~~L'exigence de capital ~~requis~~ pour les actifs au bilan est ~~calculé~~calculée en appliquant des facteurs de risque de crédit aux valeurs au bilan de ces actifs. Les mêmes facteurs s'appliquent aux actifs adossant les produits avec participation et produits ajustables admissibles. Une réduction du capital requis en raison de l'effet potentiel d'atténuation des risques lié aux réductions des participations ou à l'ajustabilité contractuelle est calculée séparément pour les produits avec participation et produits ajustables (voir le chapitre 9). ~~Des sûretés, des garanties et des dérivés de crédit peuvent être utilisés afin de réduire le capital requis du risque de crédit~~⁵⁶. Un facteur de risque de crédit de 0 % est attribué aux éléments constituant un portefeuille de titres dont une garantie octroyée par la Caisse de dépôt et placement du Québec en vigueur le 27 octobre 2016 supprime en tout temps tout risque de crédit pour l'assureur. Les attributs de cette garantie doivent être les mêmes que ceux mentionnés dans la section 3.3. Un facteur de risque de crédit de zéro est appliqué aux actifs déduits du Capital disponible. Le revenu de placements couru doit être ~~déclaré~~présenté avec l'actif auquel il se rapporte et obtenir le même facteur que ce dernier.

De plus, l'exigence de ~~capital du~~risque de crédit pour certains types de risques liés aux actifs est calculée en utilisant des techniques qui diffèrent de l'application des facteurs réguliers.

- ~~Le~~L'exigence de capital ~~requis~~ pour les titres adossés à des créances est ~~décri~~décrite dans la section 3.4.
- ~~Le~~L'exigence de capital ~~requis~~ pour les mises en pension, prises en pension et accords de prêt de titres est ~~décri~~décrite dans la section 3.5.
- Les actifs adossant les produits indexés ne sont pas assujettis à des facteurs de risque de crédit. Ils sont plutôt inclus dans le calcul ~~du facteur~~ de corrélation décrit dans la section 5.5.
- Les actifs détenus par les titulaires de police dans les fonds distincts de l'assureur ne sont pas assujettis aux exigences du présent chapitre⁵⁷.

⁵⁶ Le capital requis du risque de crédit peut aussi être réduit en vertu de certaines ententes de réassurance agréées, comme décrit à la section 10.5.3.

⁵⁷ Voir la section 5.4 pour le traitement des actifs des entités consolidées de fonds communs de placement.

~~Un facteur de risque de crédit de 0 % est attribué aux éléments constituant un portefeuille de titres dont une garantie octroyée par la Caisse de dépôt et placement du Québec en vigueur le 27 octobre 2016 supprime en tout temps tout risque de crédit pour l'assureur. Les attributs de cette garantie doivent être les mêmes que ceux mentionnés dans la section 3.3.~~

Le calcul du capital requis pour les items hors bilan est décrit dans le chapitre 4.

3.1 Capital requis du risque de crédit pour les actifs au bilan

La valeur comptable des actifs au bilan est utilisée pour calculer ~~leurs exigences de leur~~ capital requis du risque de crédit.

3.1.1 Utilisation de notations

Plusieurs facteurs du présent chapitre dépendent des notations attribuées à un actif ou à un débiteur. Pour utiliser un facteur fondé sur une notation, l'assureur doit satisfaire à toutes les conditions énoncées dans la présente section. Les assureurs peuvent reconnaître les notations de crédit des agences de notation suivantes :

- DBRS;
- Fitch Ratings;
- Moody's Investors Service;
- Standard & Poor's Ratings Services;
- ~~Fitch Ratings.~~

L'Annexe 3-A présente la correspondance entre les catégories de notation utilisées dans la présente ligne directrice et par différentes agences de notation. Il faut noter que les catégories de notation de l'ESCAP ne comprennent pas de modificateurs.

L'assureur doit choisir les agences de notation auxquelles il entend recourir puis utiliser de manière cohérente les notations de ces dernières pour chaque type de créance. L'assureur ne peut pas sélectivement choisir entre les évaluations fournies par différentes agences de notation.

Les notations utilisées pour déterminer un facteur doivent être disponibles publiquement, c'est-à-dire qu'elles doivent être publiées sous une forme facilement disponible et incluses dans la matrice de transition de l'agence de notation. En conséquence, les notations qui sont mises à la seule disposition des parties à une transaction ou à quelques parties ne respectent pas cette exigence.

Si l'assureur s'en remet à plusieurs agences de notation et qu'il n'existe qu'une seule notation pour une créance en particulier, c'est cette notation qui devra être utilisée pour en déterminer ~~le~~ exigence de capital ~~requis~~. S'il existe deux notations effectuées par des agences de notation choisies par l'assureur produisant des notes différentes, il doit appliquer le facteur de risque de crédit qui correspond à la plus faible des deux notations. Si le nombre de notations produites par les agences de notation choisies par

l'assureur dépasse deux, l'assureur doit exclure l'une des notations qui correspond au plus faible facteur de risque de crédit, puis utiliser la notation qui correspond au plus faible facteur de risque de crédit qui subsiste (c.-à-d. que l'assureur doit utiliser la deuxième notation la plus élevée parmi celles qui sont disponibles, en tenant compte de toutes les occurrences de la notation la plus élevée).

Lorsque l'assureur détient une émission particulière de titres à laquelle s'applique une ou des notations portant sur cette émission, le facteur de risque de crédit de la créance sera basé sur ces notations. Lorsque la créance de l'assureur n'est pas un placement dans un titre portant une notation explicite, les conditions qui suivent sont appliquées.

1. Lorsque l'emprunteur dispose d'une notation explicite pour un titre d'emprunt émis, mais que la créance de l'assureur n'est pas un placement dans ce titre particulier, une notation BBB- ou mieux à l'égard du titre noté ne peut être appliquée à la créance non évaluée de l'assureur que si cette créance est de rang égal (*pari passu*) ou supérieur à tous égards à celui de la créance évaluée. Autrement, la notation de crédit ne peut être utilisée et la créance de l'assureur doit être traitée comme une obligation non notée.
2. Lorsque l'emprunteur bénéficie d'une notation d'émetteur, celle-ci s'applique habituellement aux créances de premier rang non garanties de cet émetteur. En conséquence, seules les créances de premier rang de cet émetteur peuvent bénéficier d'une notation de qualité supérieure (BBB- ou mieux). Les autres créances non évaluées de l'émetteur sont traitées comme des créances non notées. Si la notation de l'émetteur ou de l'une de ses émissions est BB+ ou moins, cette notation doit être utilisée pour déterminer l'exigence de capital requis pour une créance non évaluée de l'émetteur.
3. Les évaluations à court terme sont censées concerner une émission donnée. Elles ne peuvent être utilisées que pour déduire les facteurs de risque de crédit appliqués aux créances provenant du titre noté et ne peuvent être étendues à d'autres créances à court terme. Une évaluation à court terme ne peut en aucun cas être utilisée pour appuyer l'exigence de capital requis d'une créance à long terme non évaluée.
4. Lorsque le facteur de risque de crédit portant sur une exposition non évaluée repose sur la notation d'une exposition équivalente de l'emprunteur, des notations en devises étrangères doivent être utilisées pour les expositions en devises étrangères. Les notations en dollars canadiens, si elles sont distinctes, ne doivent être utilisées que pour établir les facteurs de risque de crédit des créances libellées en dollars canadiens.

Les conditions supplémentaires qui suivent s'appliquent à l'utilisation des notations.

1. Les évaluations externes appliquées à une personne morale faisant partie d'un groupe ne peuvent être utilisées pour établir les facteurs de risque de crédit des autres personnes morales du groupe.
2. Aucune notation ne peut être induite pour une personne morale non évaluée en se fondant sur les actifs qu'elle possède.

3. Afin d'éviter la double comptabilisation des facteurs de rehaussement du crédit, l'assureur ne peut reconnaître l'atténuation du risque de crédit en vertu des sections 3.2 et 3.3 si le rehaussement du crédit a déjà été pris en compte dans la notation explicite de l'émission.
4. L'assureur ne peut pas reconnaître une notation si cette notation est au moins en partie basée sur un soutien non financé (p. ex., des garanties, du rehaussement de crédit et des facilités de trésorerie) fournie par l'assureur lui-même ou l'une de ses ~~filiales~~ sociétés affiliées.
5. L'évaluation doit prendre en considération et refléter le montant total de l'exposition au risque de crédit encourue par l'assureur pour tous les paiements qui lui sont dus. Plus particulièrement, si le capital et les intérêts sont dus à l'assureur, l'évaluation doit prendre en considération et refléter la totalité du risque de crédit lié tant au principal qu'aux intérêts.

L'assureur ne peut pas se fonder sur une évaluation non sollicitée pour déterminer le facteur de risque de crédit d'un actif, sauf pour un actif représentant une exposition à un État pour lequel il n'existe pas d'évaluation sollicitée.

3.1.2 Facteurs de risque de crédit fondés sur des notations externes

Les facteurs de risque de crédit dans le tableau ci-dessous s'appliquent aux expositions de crédit notées qui satisfont aux critères ~~exposés énoncés~~ dans la section 3.1.1. Ces facteurs peuvent être utilisés pour les expositions suivantes : les obligations, les prêts, les prêts hypothécaires, les garanties et expositions hors bilan. Cependant, ces facteurs ne peuvent pas être utilisés pour des expositions à des réassureurs ~~et des titres adossés à des créances.~~ (voir la section 3.1.7), des titres adossés à des créances (voir la section 3.4) et des instruments de capital (incluant les dettes subordonnées) émises par des institutions financières canadiennes ou étrangères qui sont admissibles comme capital réglementaire pour l'émetteur (voir la section 5.2.2). Les facteurs varient selon la notation et l'échéance effective de l'exposition.

Notation ⁵⁸ Catégorie de notation ⁵⁹	Échéance effective en années					
	1	2	3	4	5	10
AAA	0,25 %	0,25 %	0,50 %	0,50 %	1,00 %	1,25 %
AA	0,25 %	0,50 %	0,75 %	1,00 %	1,25 %	1,75 %

⁵⁸ ~~---~~

~~Annexe 3-1 contient un tableau présentant les notations équivalentes de DBRS, Moody's Investors Service, Standard & Poor's Ratings Services et Fitch Ratings.~~

⁵⁹ L'Annexe 3-A contient un tableau présentant les notations équivalentes de DBRS, Fitch Ratings, Moody's Investors Service et Standard & Poor's Ratings Services.

A	0,75 %	1,00 %	1,50 %	1,75 %	2,00 %	3,00 %
BBB	1,50 %	2,75 %	3,25 %	3,75 %	4,00 %	4,75 %
BB	3,75 %	6,00 %	7,25 %	7,75 %	8,00 %	8,00 %
B	7,50 %	10,00 %	10,50 %	10,50 %	10,50 %	10,50 %
Inférieure à B	15,50 %	18,00 %	18,00 %	18,00 %	18,00 %	18,00 %

Dans le cas des échéances effectives comprises entre 1 et 10 ans, le facteur applicable doit être déterminé par interpolation linéaire entre les deux échéances effectives les plus proches indiquées dans le tableau ci-dessus. Pour les échéances effectives supérieures à 10 ans, il conviendrait d'utiliser le facteur correspondant à l'échéance effective de 10 ans. Dans le cas des échéances effectives inférieures à 1 an, il conviendrait d'utiliser le facteur correspondant à l'échéance effective de 1 an.

Pour un instrument dont l'échéance des flux de trésorerie est déterminée, l'échéance effective⁶⁰ est définie ainsi :

$$\text{Échéance effective (E)} = \frac{\sum_t t \times FT_t}{\sum_t FT_t}$$

où :

FT_t sont les flux de trésorerie (principal, intérêts et frais) que doit contractuellement payer l'emprunteur à la période t .

Si l'assureur ne peut pas calculer l'échéance effective des paiements contractuels selon la formule ci-dessus, il peut utiliser à titre d'échéance effective la durée restante maximale (en années) que l'emprunteur peut prendre pour s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles (principal, intérêts et frais) selon les conditions de l'accord de prêt. Normalement, ceci correspondra à l'échéance nominale de l'instrument.

Si une obligation négociée comprend une option intégrée d'encaissement anticipé à l'avantage de son détenteur, l'assureur peut utiliser les flux de trésorerie jusqu'à la date de prise d'effet de la clause pour calculer l'échéance effective si le rendement jusqu'à cette date est supérieur au rendement à l'échéance en se fondant sur la valeur marchande courante de l'obligation. Pour tout titre de créance, l'existence d'une clause de remboursement anticipé n'a pas d'impact sur le calcul de l'échéance effective.

Pour les dérivés soumis à un accord général de compensation, l'échéance moyenne pondérée des transactions doit être utilisée lors du calcul de l'échéance effective. De plus, le montant notionnel de chaque transaction doit être utilisé pour pondérer l'échéance.

⁶⁰ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

Lorsque l'assureur a des expositions multiples avec une entité ou avec des entreprises liées⁶¹, il doit regrouper toutes les expositions au sein de chaque notation **et catégorie d'actif** (p. ex., hypothèques notées A, obligations et prêts notés BBB) avant de calculer l'échéance effective pour les expositions^{62, 63}.

3.1.3 Titres à court terme

Un facteur de 0,3 % s'applique aux dépôts à vue, chèques, acceptations et obligations semblables auprès d'institutions de dépôts réglementées assujetties aux exigences de solvabilité du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (Comité de Bâle) et dont la date d'échéance originale est inférieure à trois mois.

Les facteurs de risque de crédit dans le tableau ci-dessous s'appliquent aux titres à court terme notés qui satisfont aux critères énoncés dans la section 3.1.1.

Facteur	Titres à court terme
0,3 % Catégorie de notation ⁶⁴	Dépôts à vue, chèques, acceptations et obligations semblables auprès d'institutions de dépôts réglementées assujetties aux exigences de solvabilité du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (Comité de Bâle) et dont la date d'échéance originale est inférieure à trois mois Facteur
0,3 % C1	A-1, P-1, F1 ou R-10,3 %
0,6 % C2	A-2, P-2, F2 ou R-20,6 %
2,5 % C3	A-3, P-3, F3 ou R-32,5 %
10 % Toutes les autres notations à court terme	Toutes les autres notations, incluant celles de qualité inférieure ainsi que les notes B et C 10 %

⁶¹ Une entreprise liée peut comprendre une société mère, une société sœur, une filiale ou toute autre société affiliée.

⁶² L'échéance effective pour les expositions avec des entreprises liées au sein de chaque notation peut être également calculée comme la moyenne pondérée des échéances effectives des expositions individuelles. Le poids devant être appliqué à l'échéance de chaque exposition est égal au résultat de la division des flux de trésorerie totaux non actualisés de l'exposition aux flux de trésorerie totaux non actualisés de toutes les expositions des entreprises liées.

⁶³ ~~L'échéance effective pour les expositions avec des entreprises liées au sein de chaque notation peut être également calculée comme la moyenne pondérée des échéances effectives des expositions individuelles. Le poids devant être appliqué à l'échéance de chaque exposition est égal au résultat de la division des flux de trésorerie totaux non actualisés de l'exposition aux flux de trésorerie totaux non actualisés de toutes les expositions des entreprises liées.~~ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁶⁴ L'Annexe 3-A contient un tableau présentant les notations équivalentes de DBRS, Fitch Ratings, Moody's Investors Service et Standard & Poor's Ratings Services.

3.1.4 Entités admissibles pour un facteur de 0 %

Les obligations, billets et autres titres des entités qui suivent sont admissibles à un facteur de risque de crédit de 0 % :

- le gouvernement du Canada;
- les États notés AA- ou mieux et leurs banques centrales, à condition qu'une telle notation s'applique à la devise dans laquelle une obligation est libellée⁶⁵;
- les États non notés pour lesquels les participants à l'« Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public⁶⁶ » ont assigné une classification de risque pays de 0 ou 1 aux obligations libellées dans la monnaie nationale de l'État;
- les gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada;
- les mandataires des gouvernements du Canada, de ses provinces et territoires dont les dettes constituent, en vertu de leurs lois habilitantes, des obligations directes de ces gouvernements;
- la Banque des règlements internationaux;
- le Fonds monétaire international;
- la Communauté européenne et la Banque centrale européenne;
- les banques multilatérales de développement ci-après :
 - Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD);
 - Société financière internationale (SFI);
 - Banque asiatique de développement (BAsD);
 - Banque africaine de développement (BAfD);
 - Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD);
 - Banque interaméricaine de développement (BID);
 - Banque européenne d'investissements (BEI);
 - Fonds européen d'investissement (FEI);
 - Banque nordique d'investissement (NIB);
 - Banque de développement des Caraïbes (CDB);
 - Banque islamique de développement (BID);
 - Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB);
 - La Facilité internationale de financement pour la vaccination (IFFIm);

⁶⁵ Les obligations des États notés moins de AA- ne peuvent pas se voir attribuer un facteur de 0 % et sont plutôt assujetties aux exigences énoncées à la section 3.1.5.3.1.2.

⁶⁶ Cette classification peut être consultée sur le site Web de l'OCDE (<http://www.oecd.org>), à la page « Crédits à l'exportation » du thème « Échanges ».

- Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA);
- les entités du secteur public, sur des territoires situés à l'extérieur du Canada où :
 - la notation des territoires est de AA- ou mieux; et
 - l'organisme national de surveillance des banques des territoires d'origine autorise les banques sous sa surveillance à utiliser un coefficient de pondération de 0 % pour les entités du secteur public, en vertu de l'Accord de Bâle;
- les bourses et chambres de compensation reconnues qui servent de contreparties centrales⁶⁷ pour les opérations de financement par dérivés et titres.

3.1.5 Titres de créance non notés

Les titres à court terme non notés dont l'échéance originale est inférieure à un an se voient attribuer le facteur de risque de crédit correspondant à une notation ~~A-3, P-3, F3~~ ou ~~R-3~~ de la catégorie C3, à moins qu'un émetteur dispose de titres à court terme dont l'évaluation justifie une exigence de capital de 10 %. Si un émetteur a de tels titres en circulation, toutes les créances non notées de l'émetteur, qu'elles soient à court ou à long terme, se voient également imposer un facteur de risque de crédit de 10 %, à moins que l'assureur utilise des techniques reconnues d'atténuation du risque de crédit (voir les sections 3.2 et 3.3) pour ces créances.

Lorsqu'il n'est pas possible d'induire une notation pour une obligation ou un prêt en utilisant les règles de la section 3.1.1, l'assureur doit utiliser le facteur de risque de 6 %. Ce facteur s'applique aussi aux instruments dérivés ou autres transactions sur les marchés de capitaux pour lesquels une notation ne peut pas être induite. Cependant, les obligations non notées de municipalités québécoises se voient attribuer les facteurs applicables aux expositions de crédit notées A selon la section 3.1.2.

⁶⁷ Une contrepartie centrale (« CPC ») est une entité qui en s'interposant entre les contreparties à des contrats négociés sur un ou plusieurs marchés financiers, devient la contrepartie en droit, agissant comme acquéreur face à tout vendeur et cédant face à tout acheteur. Une contrepartie centrale admissible (« CPCA ») est une entité qui détient un permis pour exercer en tant que contrepartie centrale (incluant un permis délivré par confirmation et exemption) et qui est autorisée par l'organisme de réglementation ou de supervision pertinent à exercer en tant que tel pour les produits offerts. Ceci est assujéti à la disposition que la CPC est soumise à la supervision prudentielle du territoire où elle est établie et que l'organisme de réglementation ou de supervision de ce territoire a mis en place et indiqué publiquement qu'il applique en permanence à cette CPC des règles et réglementations nationales conformes aux *Principes pour les infrastructures de marchés financiers* du CSPR-OICV. Pour être admissible au facteur de 0 %, la CPC doit couvrir par des sûretés, sur une base journalière, ses expositions au risque de crédit envers toutes ses contreparties, de manière à assurer sa protection à l'égard du risque de crédit. Le facteur de 0 % ne peut pas être appliqué aux opérations qui ont été refusées par la CPC, ni à l'égard des placements en actions, des fonds de garantie ou des obligations de fonds de défaut liés à la CPC. Lorsqu'une CPC exerce dans un territoire qui ne possède pas un organisme de réglementation de CPC qui applique les Principes à la CPC, l'Autorité peut déterminer si la CPC satisfait à cette définition.

3.1.6 Prêts hypothécaires⁶⁸

L'assureur peut utiliser un facteur fondé sur les notations de la section 3.1.2 pour un prêt hypothécaire si ce prêt satisfait aux critères d'utilisation des notations énoncés à la section 3.1.1. Pour les autres prêts hypothécaires, les facteurs suivants s'appliquent :

Facteur	Catégorie de prêt hypothécaire
0 %	Prêts hypothécaires garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (« SCHL ») ou assurés en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (« LNH ») ou de programmes provinciaux d'assurance hypothécaire équivalents
Voir ci-dessous	Prêts hypothécaires garantis par des assureurs hypothécaires privés
2 %	Prêts hypothécaires résidentiels admissibles et marges de crédit hypothécaire résidentiel admissibles
6 %	Prêts hypothécaires commerciaux (bureaux, magasins de détail, usines, hôtels, autres)
6 %	Prêts hypothécaires résidentiels non admissibles et marges de crédit hypothécaire résidentiel non admissibles
10 %	Prêts hypothécaires garantis par des terrains non aménagés (p. ex., financement de travaux de construction), autres que des terrains servant à l'agriculture ou à l'extraction de minéraux. Un immeuble récemment construit ou rénové sera considéré comme en construction jusqu'à ce qu'il soit achevé et loué à 80 %
10 %	Portion Partie d'un prêt hypothécaire qui est fondée sur une augmentation de valeur due à un changement de vocation du bien hypothéqué
18 %	Prêts hypothécaires douteux dépréciés et restructurés, réduits des radiations et des provisions spécifiques

Lorsqu'un prêt hypothécaire est en grande partie assurée par un assureur hypothécaire privé qui détient une garantie de sécurité auprès du gouvernement du Canada (p. ex., une garantie accordée en vertu de la Loi sur la protection de l'assurance hypothécaire résidentielle⁶⁹), l'assureur doit prendre en compte l'effet d'atténuation du risque exercé par la garantie en comptabilisant la partie de l'exposition qui est couverte par la garantie de sécurité du gouvernement du Canada de la même manière que s'il s'agissait d'une exposition couverte directement par ce dernier. Le reste de l'exposition doit être traité comme une exposition au garant de l'hypothèque selon les règles énoncées à la section 3.3.

Les prêts hypothécaires et les marges de crédit hypothécaires résidentiels doivent satisfaire à l'un des critères suivants afin d'être admissibles au facteur de 2 % :

⁶⁸ Les titres adossés à des créances hypothécaires, à des créances hypothécaires avec flux groupés ou à toute autre créance ne sont pas assujettis à la présente section, mais à la section 3.4.

⁶⁹ L.C. 2011, ch. 15, art. 20.

1. Le prêt ou la marge de crédit est garanti par une hypothèque de premier rang sur un immeuble résidentiel en copropriété ou possédant un à quatre logements, est consenti à une ou plusieurs personnes ou garanti par une ou plusieurs personnes, n'est pas en souffrance depuis 90 jours ou plus et son ratio prêt-valeur ne dépasse pas 80 %.
2. Le prêt ou la marge de crédit est garanti par une hypothèque subsidiaire de premier rang ou non, sur un immeuble résidentiel en copropriété ou possédant un à quatre logements, est consenti à une ou plusieurs personnes ou garanti par une ou plusieurs personnes, à la condition qu'aucune autre partie que l'assureur ne détienne une hypothèque de premier rang ou intermédiaire sur ledit immeuble. De plus, le prêt ou la marge de crédit ne doit pas être en souffrance depuis 90 jours ou plus et le ratio prêt-valeur de tous les prêts détenus par l'assureur et garantis par le même immeuble ne dépasse pas 80 %.

Les participations dans des propriétés hôtelières ou détenues en multipropriété ne sont pas admissibles au facteur de 2 %.

3.1.7 Actifs de réassurance et comptes débiteurs

Facteur	Actifs de réassurance et comptes débiteurs
0,7 %	Comptes débiteurs découlant de réassurance agréée
0,7 %	Primes de réassurance exigibles d'assureurs assujettis à une réglementation fédérale ou provinciale
2,5 %	Actifs de réassurance découlant de réassurance agréée
5 %	Comptes débiteurs de moins de 60 jours ⁷⁰ , incluant les comptes débiteurs découlant de réassurance non agréée
10 %	Comptes débiteurs de 60 jours ou plus ⁷¹ , incluant les comptes débiteurs découlant de réassurance non agréée

Les définitions de réassurance agréée et non agréée se trouvent à la section 10.1. ~~Le montant d'exposition servant à calculer l'exigence~~ L'exigence de risque de crédit pour les actifs capital liée à un actif de réassurance ~~liés à de la réassurance~~ agréée qui est calculée à l'aide du facteur de 2,5 % peut être ~~réduit des montants suivants :~~ réduite en raison de circonstances particulières (voir la section 10.5.3).

- ~~les fonds détenus par l'assureur cédant pour son usage exclusif (p. ex., la réassurance à retenue de fonds) pour garantir le paiement à l'assureur cédant par le réassureur de la part des prestations ou des passifs qui revient à ce dernier et dont il est responsable en vertu de l'entente de réassurance;~~

⁷⁰ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁷¹ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

- ~~tout autre passif de l'assureur cédant dû au réassureur pour lequel l'assureur cédant possède un droit juridique et contractuel lui permettant de compenser le montant à recouvrer du réassureur.~~

Les actifs de réassurance ~~positifs~~ négatifs peuvent être compensés par les actifs de réassurance ~~négatifs~~ positifs pour chacun des réassureurs ~~et le~~. Le montant total des actifs de réassurance par réassureur ~~doit être~~ est limité à zéro⁷² à l'intérieur de chaque bloc homogène de produits avec participation d'une même région (voir le chapitre 9) et de chaque bloc de produits sans participation d'une même région. Les véhicules de garantie fournis par les réassureurs dans le cadre de réassurance agréée peuvent être reconnus, sous réserve de la satisfaction aux critères des sections 3.2 et 3.3.

3.1.8 Autres éléments

Facteur	Autres éléments
0 %	Espèces conservées dans les locaux de l'assureur
0 %	Gains non réalisés et créances courues sur les contrats à terme de gré à gré, les swaps, les options achetées et les instruments dérivés similaires lorsqu'ils ont été pris en compte dans le calcul des instruments hors bilan
0 %	Tout élément déduit du Capital disponible, y compris les écarts d'acquisition, les autres actifs incorporels, les actifs d'impôt différé et les placements dans les filiales déconsolidées et considérées selon la méthode de la mise en équivalence selon la section 1.3
0 %	Primes échelonnées impayées non échues
5 %	Primes échues depuis moins de 60 jours ⁷³ , incluant les primes échelonnées
10 %	Primes échues depuis 60 jours ou plus ⁷⁴ , incluant les primes échelonnées
10 %	Valeur comptable d'éléments divers (p. ex., soldes débiteurs de représentants, mobilier et agencements , frais payés d'avance et reportés)
10 %	Montant du remboursement disponible des actifs remboursements disponibles d'actifs excédentaires au titre des régimes de retraite à prestations définies inclus dans le capital Capital de catégorie 1 (voir la section 2.1.2.4)
10 %	Titres et autres catégories de placements qui ne font l'objet d'aucun traitement explicite dans les sections 3.1, 0, 5.3 ou 5.4
20 %	Actifs détenus pour la vente ⁷⁵

⁷² Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁷³ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁷⁴ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁷⁵ Un assureur peut utiliser le facteur de 20 % ou une option de reclassement. Si l'assureur choisit d'utiliser le facteur de 20 %, les passifs détenus pour la vente qui sont liés doivent être inclus dans le calcul ~~du~~ l'exigence de capital ~~requis~~. En vertu de l'option de reclassement, les actifs détenus pour la vente sont reclassés dans le bilan selon leur nature. Par exemple, des ~~biens immobiliers~~ immeubles détenus pour la vente pourraient être reclassés immeubles de placement ou un groupe d'actifs destinés à être cédés qui est classé comme étant détenu pour la vente pourrait être reconsolidé. Si

Facteur	Autres éléments
25 %	Actifs d'impôt différé non déduits du Capital disponible

3.1.9 Contrats de location

3.1.9.1 Preneur

Lorsque l'assureur est le preneur en vertu d'un contrat de location simple, aucun capital n'est requis. Dans le cas d'un contrat de location-financement, l'exigence de capital pour le bien loué, ~~tel qu'inscrit~~ selon sa présentation au bilan de l'assureur, est ~~basé~~ basée sur l'immeuble loué sous-jacent selon la section 5.3.

3.1.9.2 Bailleur

L'assureur peut utiliser un facteur de 0 % pour les contrats de location qui représentent une obligation directe d'une entité admissible selon la section 3.1.4 au facteur de risque de crédit de 0 %. Ce même facteur peut également être appliqué à un contrat de location garanti par une telle entité si la garantie est conforme aux critères de reconnaissance en vertu de la section 3.3. Le facteur de 0 % ne peut être utilisé pour les contrats de location d'assureurs qui n'ont pas de recours direct à une entité admissible à un facteur de 0 % selon les modalités de l'obligation, même si l'entité est le preneur sous-jacent.

Dans le cas d'un contrat de location-financement, un facteur de risque de crédit de 6 % s'applique si seul l'équipement est grevé pour le contrat de location. Si le contrat de location est aussi grevé de la garantie générale du preneur et que le contrat est noté ou qu'une notation peut lui être induite en vertu de la section 3.1.1, le facteur de risque de crédit pour le contrat est le même que celui octroyé selon la section 3.1.2 pour une obligation ayant la même notation et la même échéance effective que le contrat. Une notation doit être applicable au débiteur direct de l'instrument détenu par l'assureur (ou par le garant direct, si la constatation est autorisée en vertu de la section 3.3), qui peut ne pas être le preneur sous-jacent. Si une notation ne peut être induite, le facteur de risque de crédit est de 6 %.

cette option est choisie, les dépréciations résultant de la réévaluation des actifs au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts anticipés de la vente ne doivent pas être renversées lors du reclassement ou de la reconsolidation; les dépréciations doivent être maintenues dans l'avoir aux fins de l'ESCAP. Les dépréciations doivent être appliquées aux actifs reclassés et reconsolidés conformément avec la méthode de dépréciation des actifs détenus pour la vente. Si un assureur applique cette option à un groupe d'actifs destinés à être cédés, un formulaire ESCAP pro forma incluant l'impact anticipé de la vente doit accompagner le formulaire régulier lors de sa transmission à l'Autorité. Dans le formulaire pro forma, le calcul doit inclure tous les éléments ayant un impact sur les résultats (par exemple, le profit ou la perte projeté lors de la vente et l'impact projeté des autres transactions et ententes conclues en relation avec la vente), peu importe s'ils ont été reconnus à la date du bilan. Le détail des ajustements requis au formulaire pro forma doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital.

Les renseignements détaillés des calculs et des facteurs utilisés doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital.

3.1.10 Actifs ~~douteux~~dépréciés et restructurés

Les exigences de la présente section pour les actifs ~~douteux~~dépréciés et restructurés remplacent les exigences qui s'appliquent normalement à un actif productif. Elles doivent être appliquées en remplacement, plutôt qu'en addition des exigences qui étaient exigées pour l'actif avant qu'il ne devienne ~~douteux~~déprécié ou ne soit restructuré.

Un facteur de 18 % s'applique à la ~~fraction~~partie non couverte d'un actif (c.-à-d. la ~~portion~~partie non couverte par une sûreté ou une garantie) qui est ~~douteux~~déprécié, qui a été restructuré ou pour lequel il existe un doute raisonnable au sujet de la collecte rapide du montant intégral du principal et de l'intérêt (y compris le prêt qui, d'après les modalités du contrat, accuse un retard de plus de 90 jours) et qui ne comporte pas de notation externe de la part d'une agence mentionnée à la section 3.1.1. Ce facteur est appliqué à la valeur comptable nette de l'actif au bilan, et défini comme le solde du principal de l'actif réduit des radiations et des provisions spécifiques. Aux fins de la définition de la ~~fraction~~partie couverte d'un actif en souffrance, la sûreté et les garanties admissibles sont les mêmes qu'aux sections 3.2 et 3.3.

Un actif est réputé restructuré lorsque l'assureur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, fait à ce dernier une concession qu'il n'accorderait pas en d'autres circonstances. Le facteur de 18 % continuera de s'appliquer aux actifs restructurés jusqu'à ce que les flux de trésorerie aient été perçus pour au moins un an, conformément aux modalités de la restructuration.

3.1.11 Offre de protection de crédit

Lorsque l'assureur garantit un titre de créance (p. ex., au moyen de la vente d'un dérivé de crédit) ou qu'il reproduit synthétiquement les flux de trésorerie d'un titre de créance (p. ex., à l'aide de la réassurance), il doit détenir le même montant de capital que s'il avait détenu le titre directement. ~~Cette exposition doit~~Ces expositions doivent être ~~inscrite en tant qu'instrument~~présentées comme des instruments hors bilan conformément au ~~formulaire ESCAP~~chapitre 4.

Lorsque l'assureur fournit une protection de crédit sur une tranche de titrisation notée BBB- ou mieux au moyen d'un dérivé de crédit au premier défaut à partir d'un panier d'actifs, ~~l'exigence de~~ capital ~~requis~~est ~~calculé~~calculée comme étant le produit de la valeur notionnelle du dérivé et du facteur de risque de crédit correspondant à la notation de la tranche, pourvu que cette notation représente une évaluation de la tranche sous-jacente ne tenant pas compte de la protection de crédit fournie par l'assureur. Si le produit sous-jacent n'a pas reçu de notation externe, l'assureur peut soit 1) traiter la valeur notionnelle intégrale du dérivé à titre de position de première perte dans une structure par tranches et appliquer un facteur de risque de crédit de 60 % (voir la section 3.4.3), ou il peut 2) calculer ~~l'exigence de~~ capital ~~requis~~ comme étant le produit de la valeur notionnelle et de la somme des facteurs de risque de crédit pour chaque

actif du panier. Dans le cas d'un dérivé de crédit au second défaut où le produit sous-jacent n'a pas de notation externe, l'assureur peut exclure de la somme l'actif du panier ayant le facteur de risque de crédit le plus faible s'il recourt à la deuxième approche.

3.2 Sûretés

Une transaction assortie de sûretés désigne toute transaction dans laquelle :

- l'assureur a une exposition effective ou potentielle au risque de crédit;
- l'exposition effective ou potentielle est couverte en totalité ou en partie par des sûretés fournies par la contrepartie⁷⁶ ou par un tiers pour le compte de celle-ci.

Les conditions suivantes doivent être respectées avant qu'un allègement de capital soit autorisé pour toute forme de transactions assorties de sûretés.

1. L'effet des sûretés ne peut être pris en compte deux fois. En conséquence, les créances faisant l'objet d'une notation spécifique intégrant déjà l'existence d'une couverture ne peuvent bénéficier d'une reconnaissance additionnelle liée à l'existence des sûretés. Tous les critères de la section 3.1.1 au sujet de l'utilisation des notations demeurent applicables aux transactions assorties de sûretés.
2. Toute la documentation utilisée dans le cadre de prises de sûretés doit être exécutoire pour toutes les parties et être valide juridiquement dans toutes les juridictions concernées. L'assureur doit vérifier ces aspects préalablement au moyen de recherches suffisantes et fonder sa conclusion sur une base juridique appuyée. Ces recherches doivent être actualisées, au besoin, pour garantir la validité juridique permanente de cette documentation.
3. Le mécanisme juridique par lequel la sûreté est donnée en garantie ou transférée doit permettre de s'assurer que l'assureur peut à son gré la réaliser ou acquérir la propriété de l'actif grevé en cas de défaut, d'insolvabilité ou de faillite (ou d'un ou plusieurs autres incidents de crédit définis dans la documentation relative à la transaction) de la contrepartie (et, le cas échéant, du gardien de la sûreté). En outre, l'assureur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour remplir les conditions relevant de la législation applicable aux sûretés dont il bénéficie afin de s'assurer qu'il pourra exercer celles-ci (~~par exemple~~ *ex.* en faisant inscrire ses droits sur les sûretés) ou les compenser valablement, dans le cas de remise par transfert de propriété de l'actif grevé.
4. Il ne doit pas exister de corrélation positive importante entre la qualité de crédit de la contrepartie et la valeur de la sûreté. Par exemple, les titres émis par la contrepartie, ou par toute ~~entité de son groupe~~ *société affiliée* ne sont donc pas admissibles.

⁷⁶ Dans la présente section, le terme « contrepartie » est utilisé pour désigner une partie vis-à-vis de laquelle un assureur inscrit une exposition de crédit au bilan ou hors bilan ou une exposition potentielle de crédit. Cette exposition peut, par exemple, prendre la forme d'un prêt en espèces ou en titres (où la contrepartie serait généralement appelée l'emprunteur), de titres fournis comme sûreté, d'un engagement ou d'une exposition dans le cadre d'un contrat sur dérivé de gré à gré.

5. La réalisation d'une sûreté le moment venu implique que l'assureur doit disposer de procédures claires et rigoureuses lui permettant de garantir que toutes les conditions juridiques requises en cas de défaut de la contrepartie ou de réalisation de la sûreté sont bien observées et que cette dernière peut rapidement être réalisée.
6. Lorsque la sûreté est détenue par un gardien, l'assureur doit prendre des dispositions appropriées pour s'assurer que ce dernier opère bien une ségrégation entre les sûretés et ses propres actifs.

Les transactions assorties de sûretés sont classées selon qu'elles sont 1) des prêts sur police, 2) des transactions sur les marchés de capitaux ou 3) d'autres formes de prêt garanti. La catégorie des transactions sur les marchés de capitaux comprend les transactions assimilables aux pensions (mises/prises en pension et prêts/emprunts de titres) et d'autres transactions sur les marchés de capitaux (transactions sur dérivés de gré à gré et prêts sur marge).

L'actuaire doit expliquer dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital comment il s'est assuré que les sûretés satisfont aux conditions précédentes. La documentation appuyant ces explications doit être conservée et mise à la disposition de l'Autorité à sa demande.

3.2.1 Avances sur police

Les prêts à l'égard desquels des polices d'assurance sont fournies à titre de sûreté auront un facteur de risque de crédit de 0 % s'ils satisfont les conditions suivantes.

1. Le prêt et la police doivent tous deux être émis par l'assureur, qui doit continuer à les détenir.
2. La durée du prêt ne dépasse pas la durée de la police.
3. L'assureur a le droit légal de compensation et l'intention d'exercer ce droit si le prêt n'est pas remboursé ou si la police est annulée.
4. Les sommes dues aux termes du prêt, y compris les intérêts non versés, ne sont jamais supérieures aux sommes à être versées aux termes de la police.
5. La police se terminera si le solde du prêt excède sa valeur de rachat.

Si l'une ou l'autre de ces conditions n'est pas respectée, un facteur de risque de crédit de 10 % doit être appliqué au prêt.

3.2.2 Sûretés financières admissibles

Les sûretés suivantes peuvent être acceptées aux fins des prêts garantis et des transactions sur les marchés de capitaux.

- Les titres de créance notés par une agence de notation reconnue (voir la section 3.1.1) lorsque les titres sont :

-
- | ➤ notés ~~BB-~~ ou mieux et émis par une entité admissible à un facteur d'obligation de 0 %;
 - | ➤ notés ~~BBB-~~ ou mieux et émis par d'autres entités (y compris des banques, des assureurs et des courtiers en valeurs mobilières); ou
 - | ➤ à court terme et notés ~~A-3/P-3~~S3 ou mieux.
- Les titres de créance non notés par une agence de notation reconnue lorsqu'ils remplissent tous les critères suivants :
 - Les titres sont émis par une banque canadienne dont les actions sont notées sur une bourse reconnue.
 - L'échéance initiale des titres est inférieure à un an.
 - Les titres entrent dans la catégorie de créance de premier rang.
 - Toutes les émissions de titres de créance effectuées par la banque qui sont de même rang ont été notées au moins ~~BBB-~~ ou ~~A-3/P-3~~S3 par une agence de notation reconnue.
 - Les actions (y compris les obligations convertibles en actions) entrant dans la composition d'un indice principal.
 - L'or.
 - Les fonds communs de placement lorsque :
 - leur cours est publié chaque jour;
 - les fonds se limitent à investir dans les instruments susmentionnés⁷⁷.

En outre, les sûretés qui suivent peuvent être prises en compte pour des transactions sur les marchés de capitaux :

- les actions (y compris les obligations convertibles en actions) n'entrant pas dans la composition d'un des principaux indices, mais qui sont inscrites à une bourse reconnue, et les fonds communs de placement qui comprennent ces actions et obligations.

Pour être prise en compte dans une transaction sur prêts garantis, une sûreté doit être transportée en garantie au minimum pour la durée du prêt. Pour être prise en compte dans une transaction sur les marchés de capitaux, elle doit être garantie de manière à ce que la sûreté ne puisse être libérée à moins que ce ne soit justifié par les fluctuations du marché, que la transaction ne soit réglée ou que la sûreté ne soit remplacée par une sûreté dont la valeur est à tout le moins égale.

⁷⁷ Cependant, l'utilisation d'instruments dérivés par un fonds commun de placement uniquement pour couvrir les placements réputés « sûretés financières admissibles » ne doit pas empêcher les parts de ce fonds commun d'être reconnues comme des sûretés financières admissibles.

3.2.3 Prêts garantis

Les sûretés reçues à l'égard de prêts garantis doivent être réévaluées à la valeur du marché au moins aux six mois. La valeur marchande de la sûreté qui est libellée dans une devise différente de celle du prêt doit être réduite de 30 %. La fraction partie d'un prêt garanti par la valeur marchande de sûretés financières admissibles se voit attribuer le facteur de risque de crédit applicable à l'instrument de sûreté, sous réserve d'un seuil de 0,375 %, en tenant compte de l'exception ci-après. L'excédent du prêt se voit attribuer le facteur de risque se rapportant à la contrepartie.

Un facteur de risque de crédit de 0 % peut être utilisé pour une transaction de prêt garanti, si :

1. le prêt et la sûreté sont libellés dans la même devise; et
2. la sûreté se compose intégralement de titres admissibles à un facteur de risque de crédit de 0 %; et
3. la valeur marchande de la sûreté est au moins 25 % supérieure à la valeur comptable du prêt.

3.2.4 Transactions sur les marchés de capitaux

3.2.4.1 Introduction

Lorsqu'il accepte une sûreté pour une transaction sur les marchés de capitaux, l'assureur doit calculer une exposition redressée pour la contrepartie aux fins de suffisance de capital dans le but de tenir compte des effets de cette sûreté. À l'aide de décotes, l'assureur doit redresser le montant de 1) l'exposition vis-à-vis de la contrepartie ainsi que 2) la valeur de la sûreté reçue dans le cadre des obligations de la contrepartie. Ces ajustements sont faits afin de tenir compte de la possible variation de ces montants⁷⁸, occasionnée par les fluctuations de marché. Il en résulte, tant pour l'exposition que pour la sûreté, des montants ajustés en fonction de la volatilité. Sauf dans le cas où un volet de la transaction porte sur des liquidités, le montant ajusté est plus élevé dans le cas de l'exposition et plus faible pour la sûreté. De surcroît, si l'exposition et la sûreté sont libellées dans des devises différentes, un ajustement supplémentaire à la baisse doit être effectué sur le montant ajusté de la sûreté afin de tenir compte de la volatilité liée aux possibles fluctuations de change futures.

Si le montant de l'exposition est supérieur à celui de la sûreté, les deux étant ajustés en fonction de la volatilité (y compris tout autre ajustement au titre du risque de change), l'exigence de capital requis correspond à la différence entre ces deux montants, multipliée par le facteur de risque de crédit approprié pour la contrepartie.

La section 3.2.4.2 décrit le niveau de chaque décote utilisée. Les décotes dépendent du type d'instrument et du type de transaction. Les montants des décotes sont ensuite calibrés en utilisant la racine carrée d'une formule liée au temps, en fonction de la

⁷⁸ Le montant des expositions peut varier, par exemple lorsque les titres sont prêtés.

fréquence des appels de marge. La section 3.2.4.3 énonce les conditions selon lesquelles l'assureur peut utiliser des décotes de 0 % pour certains types de transactions assimilées à des pensions comprenant des obligations d'État. Enfin, la section 3.2.4.4 décrit le traitement des accords généraux de compensation.

3.2.4.2 Calcul de l'exigence de capital

Pour une transaction sur les marchés de capitaux assortie de sûreté, le montant de l'exposition après atténuation du risque se calcule ainsi :

$$E^* = \max (-0 ; [E \times (-1 + D_e) - S \times (-1 - D_s - D_{fx})])$$

où :

- E^* est la valeur de l'exposition après atténuation du risque;
- E est la valeur actuelle de l'exposition;
- D_e est la décote appropriée pour l'exposition;
- S est la valeur actuelle de la sûreté reçue;
- D_s est la décote appropriée pour la sûreté;
- D_{fx} est la décote appropriée pour asymétrie des devises entre la sûreté et l'exposition.

Le montant de l'exposition après atténuation du risque est multiplié par le facteur de risque de crédit approprié pour la contrepartie afin d'obtenir les exigences rattachées à la transaction assortie de sûreté.

Lorsque la sûreté se compose d'un panier d'actifs, la décote à appliquer à ce panier correspond à la moyenne des décotes applicables aux actifs du panier, la moyenne étant pondérée en fonction de la valeur marchande des actifs du panier.

Le tableau ci-après présente les décotes standard, exprimées en pourcentage :

Notation de l'émission de titres de créances	Échéance résiduelle	Titres admissibles au facteur de risque de crédit de 0 %	Autres titres	Titrisations
AAA à AA-/A-1 S1	≤ 1 an	0,5	1	2
	>1 an et ≤ 3 ans	2	3	8
	>3 an et ≤ 5 ans		4	
	>5 an et ≤ 10 ans	4	6	16
	> 10 ans		12	
A+ à BBB- A-2/A-3/P-3 S2 et S3 Titres de créances bancaires non notés	≤ 1 an	1	2	4
	>1 an et ≤ 3 ans	3	4	12
	>3 an et ≤ 5 ans		6	
	>5 an et ≤ 10 ans	6	12	24
	> 10 ans		20	
BB+ à BB-	Toutes	15	Non admissible	Non admissible
Actions et obligations convertibles des grands indices et or		20		
Autres actions et obligations convertibles inscrits sur une bourse reconnue		30		
Fonds communs de placement		Plus forte décote applicable à tout titre dans lequel le fonds peut investir		

La décote standard applicable au risque de change, quand l'exposition et la sûreté sont libellées dans des devises différentes, est de 8 %.

Pour les transactions dans lesquelles l'assureur prête des espèces, la décote qui doit être appliquée à l'exposition est de 0 %⁷⁹. Pour les transactions dans lesquelles l'assureur prête des instruments non admissibles (c.-à-d. des titres de société de qualité inférieure à BBB-), la décote applicable à l'exposition doit être la même que celle applicable à une action négociée sur une bourse reconnue n'entrant pas dans la composition d'un des grands indices.

⁷⁹ Un assureur peut appliquer une décote de 0 % pour les espèces reçues comme sûreté si les espèces en question sont détenues au Canada sous forme d'un dépôt à l'une des filiales bancaires de l'assureur.

Dans le cas des transactions garanties sur dérivés hors cote, le terme $E \times (-1 + D_e)$ de l'équation E^* , qui représente le montant de l'exposition rajusté en fonction de la volatilité avant atténuation du risque, est remplacé par le montant d'exposition pour la transaction sur dérivés calculé à l'aide de la méthode d'évaluation du risque courant décrite dans la section 4.1. Il s'agit du coût de remplacement positif de la transaction, majoré de l'exposition future possible, ou pour une série de contrats admissibles pour compensation, du coût de remplacement net des contrats, majoré de A_{Net} (voir la section 4.2.2 pour la définition). La décote pour le risque de change doit être appliquée en cas de non-concordance entre la devise de la sûreté et celle du règlement, mais aucun rajustement supplémentaire au-delà d'une décote simple pour risque de change n'est requis si la mesure de la sûreté, du règlement et de l'exposition comporte plus de deux devises.

Toutes les décotes standard énumérées ci-dessus sont ensuite calibrées en utilisant la racine carrée d'un facteur lié au temps, selon la formule suivante :

$$D_t = D \times \sqrt{\frac{N+T-1}{10}}$$

$$D_t = D \times \sqrt{\frac{N+T-1}{10}}$$

où :

- D_t représente une décote utilisée pour calculer le montant de l'exposition après atténuation du risque;
- D est la décote standard susmentionnée pour l'exposition ou la sûreté;
- N représente le nombre réel de jours ouvrables entre les appels de marge en vertu de la transaction;
- T équivaut à 5 pour des transactions assimilées aux pensions et 10 pour toutes les autres transactions sur les marchés des capitaux.

3.2.4.3 Conditions d'utilisation des décotes de 0 %

L'assureur peut appliquer des décotes de 0 % à l'exposition et à la sûreté pour les transactions assimilées aux pensions qui satisfont aux conditions suivantes et pour lesquelles la contrepartie est un participant principal du marché, selon les critères ci-après.

1. L'exposition et la sûreté sont des liquidités ou des titres émis par le gouvernement du Canada ou par les gouvernements provinciaux ou territoriaux du Canada.
2. L'exposition et la sûreté sont libellées dans la même devise.
3. Soit il s'agit d'une opération à un jour, soit l'exposition et la sûreté sont réévaluées quotidiennement à la valeur marchande et soumises à un appel de marge quotidien.

-
4. Suite à un défaut d'appel de marge par une contrepartie, le délai requis entre la dernière réévaluation à la valeur marchande ayant précédé ce défaut et la réalisation⁸⁰ de la sûreté ne peut pas dépasser quatre jours ouvrables.
 5. Le règlement de la transaction s'effectue par le biais d'un système de règlement reconnu pour ce type de transaction.
 6. L'accord est couvert par une documentation standard du marché pour les transactions assimilables aux pensions sur les titres concernés.
 7. La documentation régissant la transaction précise que, si la contrepartie ne respecte pas l'obligation de livrer les liquidités, les titres ou la marge de garantie, ou si elle vient à faire défaut, la transaction peut être immédiatement résiliable.
 8. En cas de défaut, que la contrepartie soit ou non insolvable ou en faillite, l'assureur a le droit **inaliénablesans restrictions** et le caractère exécutoire de saisir immédiatement la sûreté et de la réaliser à son profit.

Les intervenants principaux comprennent les entités ci-dessous :

- emprunteurs souverains, banques centrales et organismes publics;
- banques et courtiers en valeurs mobilières;
- autres établissements financiers (y compris les assureurs) bénéficiant d'une note AA- ou mieux;
- fonds communs de placement réglementés et soumis à des exigences de capital ou de niveau d'endettement;
- caisses de retraite réglementées;
- organismes de compensation reconnus.

3.2.4.4 Traitement des transactions assimilables aux pensions régies par des accords généraux de compensation

Les effets des accords de compensation bilatérale couvrant les transactions assimilables aux pensions sont pris en compte au cas par cas s'ils sont légalement exécutoires dans chaque juridiction concernée, lors d'un défaut de la contrepartie, que celle-ci soit ou non insolvable ou en faillite. En outre, les accords de compensation doivent :

1. accorder à la partie non défaillante le droit de résilier et de dénouer rapidement toutes les transactions découlant de l'accord en cas de défaut, y compris en cas d'insolvabilité ou de faillite de la contrepartie;

⁸⁰ Cela ne signifie pas que l'assureur doit toujours réaliser la sûreté, mais plutôt qu'il le peut dans les délais impartis.

2. procéder à la compensation des gains et pertes sur les transactions (y compris la valeur de toute sûreté) résiliées et dénouées à cet effet afin que seul un montant net soit dû par une partie à l'autre;
3. autoriser la réalisation ou la compensation rapide de la sûreté en cas de défaut;
4. être légalement exécutoire, en lien avec les droits découlant des dispositions ci-dessus, dans chaque juridiction concernée, en cas de défaut sans égard à l'insolvabilité ou à la faillite de la contrepartie.

Pour les transactions assimilables aux pensions régies par des accords généraux de compensation, le montant de l'exposition, après atténuation du risque, est calculé comme suit :

$$E^* = \max (-0 ; [\sum E - \sum S + \sum (-E_t \times D_t) + \sum (-E_{fx} \times D_{fx})])$$

où :

- E^* est la valeur de l'exposition après atténuation du risque;
- E est la valeur actuelle de l'exposition;
- S est la valeur actuelle de la sûreté reçue;
- E_t est la valeur absolue de l'exposition nette sur un titre donné faisant partie de l'accord;
- D_t est la décote appropriée pour E_t ;
- E_{fx} est la valeur absolue de l'exposition nette dans chaque devise faisant partie de l'accord qui est différente de la devise de règlement;
- D_{fx} est la décote appropriée à l'asymétrie de devises.

Toutes les autres règles liées au calcul des décotes figurant à la section 3.2.4.2 s'appliquent de la même manière à l'assureur utilisant des accords de compensation bilatérale couvrant les transactions assimilables aux pensions.

3.3 Garanties et dérivés de crédit

Lorsque les garanties⁸¹ ou dérivés de crédit sont directs, explicites, irrévocables et **inconditionnels sans restrictions**, et que l'assureur a rempli certaines conditions opérationnelles minimales en matière de gestion des risques, celui-ci sera autorisé à prendre en compte l'effet des protections acquises sous cette forme aux fins du calcul de ses exigences de capital. Le traitement du capital repose sur l'approche de substitution, en vertu de laquelle la **fraction partie** couverte de l'exposition vis-à-vis de la contrepartie obtient le facteur de risque de crédit du garant ou du vendeur de protection et la partie non couverte conserve le facteur de risque de crédit de la contrepartie. Ainsi, seules les garanties octroyées ou les protections fournies par les entités ayant un

⁸¹ Les lettres de crédit pour lesquelles l'assureur est le bénéficiaire sont incluses dans la définition de garanties et obtiennent le même traitement.

facteur de risque inférieur à celui de la contrepartie entraînent une réduction des exigences de capital. Plusieurs garants et fournisseurs de protection sont admissibles.

L'actuaire doit expliquer dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital comment il s'est assuré que les garanties et dérivés de crédit satisfont aux conditions de la présente section. La documentation appuyant ces explications doit être conservée et mise à la disposition de l'Autorité à sa demande.

3.3.1 Exigences opérationnelles communes aux garanties et dérivés de crédit

L'effet de la protection de crédit ne peut être pris en compte deux fois. En conséquence, aucune reconnaissance au niveau du capital n'est accordée à la protection de crédit à l'égard des créances faisant l'objet d'une notation spécifique intégrant déjà l'existence de cette protection. Tous les critères de la section 3.1.1 au sujet de l'utilisation de notations demeurent applicables aux garanties et dérivés de crédit.

Une garantie (contre-garantie) ou un dérivé de crédit doit satisfaire à tous les critères ci-dessous pour être reconnu dans le calcul du capital requis.

1. Il doit représenter une créance directe sur le fournisseur de la protection et porter explicitement sur des expositions spécifiques ou un portefeuille d'expositions afin de définir clairement et de manière irréfutable l'étendue de la couverture.
2. Sauf en cas de non-paiement par l'acquéreur de la prime due au titre du contrat de protection, il doit être irrévocable et ne doit comporter ainsi aucune clause autorisant le fournisseur de protection à annuler unilatéralement la couverture ou permettant d'en augmenter le coût effectif par suite d'une détérioration de la qualité du crédit de la créance couverte⁸².
3. Il doit être également inconditionnel; aucune clause du contrat de protection qui ne relèverait pas de la volonté directe de l'assureur ne pouvant dispenser le fournisseur de la protection de son obligation de paiement rapide au cas où la contrepartie initiale n'aurait pas effectué les paiements dus.
4. Toute la documentation utilisée pour justifier les garanties et les dérivés de crédit doit être contraignante pour toutes les parties et valide juridiquement dans toutes les juridictions concernées. L'assureur doit vérifier ces aspects préalablement au moyen de recherches juridiques suffisantes et fonder sa conclusion sur une base juridique solide. Ces recherches doivent être actualisées, au besoin, pour garantir la certitude juridique permanente de cette documentation⁸³.

3.3.2 Exigences opérationnelles complémentaires pour les garanties

Une garantie peut être reconnue si elle satisfait aux conditions suivantes.

⁸² À noter que la condition d'irrévocabilité ne nécessite pas que les échéances de la protection de crédit et de l'exposition concordent, mais plutôt que l'échéance convenue ex ante ne puisse pas être réduite ex post par le fournisseur de la protection.

⁸³ L'avis juridique et la documentation sur lequel il se fonde doivent être mis à la disposition de l'Autorité sur demande.

-
1. En cas de défaut ou de non-paiement de la contrepartie, l'assureur peut rapidement poursuivre le garant pour qu'il s'acquitte de tous les arriérés au titre du contrat régissant la transaction. Le garant peut s'acquitter de l'ensemble des arriérés par un paiement unique à l'assureur ou il peut assumer les obligations futures de paiement de la contrepartie couverte par la garantie. L'assureur doit avoir le droit de recevoir ces paiements du garant sans être obligé de poursuivre la contrepartie en justice pour qu'elle s'acquitte de ses arriérés.
 2. La garantie est une obligation explicitement couverte par un contrat qui engage la responsabilité du garant.
 3. Sauf disposition de la phrase suivante, la garantie couvre tous les types de paiements que l'emprunteur est censé effectuer au titre du contrat régissant la transaction, par exemple le montant notionnel et les marges de garantie. Si une garantie ne couvre que le paiement du principal, il convient de traiter les intérêts et autres paiements non couverts comme montants non garantis, conformément à la section 3.3.5.

3.3.3 Exigences opérationnelles complémentaires pour les dérivés de crédit

Un dérivé de crédit peut être reconnu s'il satisfait aux conditions suivantes.

1. Les incidents de crédit précisés par les parties contractantes doivent couvrir au minimum :
 - a. le non-paiement des montants dus au titre des conditions de l'engagement sous-jacent alors en vigueur (compte tenu toutefois d'un délai de grâce correspondant étroitement à celui prévu par l'engagement sous-jacent);
 - b. la faillite, l'insolvabilité ou l'incapacité du débiteur de régler ses dettes, son impossibilité de respecter ses échéances de paiement ou la reconnaissance par écrit de celle-ci et autres événements analogues;
 - c. la restructuration de l'engagement sous-jacent impliquant l'abandon ou le report du principal, des intérêts ou des commissions avec, pour conséquence, une perte sur prêt (telle qu'amortissement, provision spécifique ou autre débit similaire porté au compte de résultat).
2. Si le dérivé de crédit couvre des engagements qui n'incluent pas l'engagement sous-jacent, c'est l'avant-dernier élément de la présente série qui précisera si l'asymétrie d'actifs peut être autorisée.
3. Le dérivé de crédit ne doit pas expirer avant l'échéance du délai de grâce éventuellement nécessaire pour la survenance d'un défaut à l'égard de l'engagement sous-jacent par suite d'une absence de paiement.
4. Les dérivés de crédit qui prévoient un règlement en liquidités ne sont pris en compte pour le calcul du capital que s'il existe une procédure d'évaluation solide permettant une estimation fiable de la perte. Les évaluations de l'actif sous-jacent

ultérieures à l'incident de crédit doivent se faire dans des délais très précis. Si l'actif de référence précisé dans le contrat du dérivé de crédit pour le règlement en liquidités est différent de l'actif sous-jacent, c'est ~~le septième~~ l'avant-dernier élément de la présente série qui ~~déterminera~~ précisera si l'asymétrie d'actifs peut être autorisée.

5. S'il est nécessaire, pour effectuer le règlement, que l'acheteur de la protection ait le droit ou la capacité de transférer l'actif sous-jacent au fournisseur de la protection, il doit être prévu dans les conditions de cet actif que l'autorisation d'une telle cession ne peut être raisonnablement refusée.
6. L'identité des parties chargées de décider si un incident de crédit s'est effectivement produit doit être clairement établie. Cette décision n'incombe d'ailleurs pas au seul vendeur de la protection; l'acheteur doit également avoir le droit ou la capacité d'informer le fournisseur de la survenance d'un tel incident.
7. Une asymétrie entre l'actif sous-jacent et l'actif de référence aux termes du contrat sur dérivé de crédit (c.-à-d. l'actif utilisé pour déterminer la valeur du règlement en liquidités ou l'actif livrable) peut être autorisée : 1) si l'actif de référence est d'un rang égal ou inférieur à celui de l'actif sous-jacent et 2) si l'actif sous-jacent et l'actif de référence émanent du même emprunteur (c.-à-d. la même entité juridique) et s'il existe des clauses de défaut croisé ou de remboursement anticipé croisé dont le caractère exécutoire est assuré.
8. Une asymétrie entre l'actif sous-jacent et l'actif utilisé pour déterminer si un incident de crédit s'est produit peut être autorisée : 1) si ce dernier actif est de rang égal ou inférieur à celui de l'actif sous-jacent et 2) si l'actif sous-jacent et l'actif de référence émanent du même emprunteur (c.-à-d. la même entité juridique) et s'il existe des clauses de défaut croisé et de remboursement anticipé croisé dont le caractère exécutoire est assuré.

Seuls les swaps sur défaillance et les swaps sur rendement total dont la protection du crédit est équivalente à celle de garanties sont susceptibles d'être pris en compte. Si, après avoir acheté une protection par le biais d'un swap sur rendement total, l'assureur comptabilise les paiements nets reçus à ce titre comme des revenus nets, mais n'enregistre pas la détérioration correspondante de la valeur de l'actif couvert (soit en réduisant sa juste valeur, soit en augmentant les provisions), cette protection ne sera pas prise en compte.

Les autres types de dérivés de crédit ne sont pas pris en compte.

3.3.4 Garants et fournisseurs de protection admissibles

La protection accordée par les entités suivantes peut être prise en compte par l'assureur :

- les entités admissibles à un facteur de risque de crédit de 0 % en vertu de la section 3.1.4;

- les entités du secteur public, les banques et les courtiers en valeurs mobilières possédant une notation externe et assujetties à un facteur de risque de crédit inférieur à celui de la contrepartie;
- d'autres entités possédant présentement une notation externe BBB- ou mieux, mais qui possédait une notation de A- ou mieux lorsque la protection de crédit a été fournie. Ceci comprend une protection de crédit fournie par ~~la société mère et les filiales des sociétés affiliées~~ à l'emprunteur, ~~de même que les entreprises qui lui sont liées~~, lorsqu'elles sont assujetties d'un facteur de risque de crédit inférieur à celui de l'emprunteur.

Toutefois, l'assureur ne peut reconnaître une garantie ou une protection de crédit liée à une exposition à un tiers lorsque la garantie ou la protection de crédit est fournie par une ~~entreprise liée~~ société affiliée à l'assureur. Ce traitement traduit le principe selon lequel les garanties d'un groupe d'entreprises liées ne peuvent se substituer au capital de l'assureur.

3.3.5 Traitement du capital

La ~~fraction~~ partie couverte de l'exposition vis-à-vis de la contrepartie reçoit le facteur de capital du fournisseur de protection et la partie non couverte conserve le facteur de la contrepartie sous-jacente.

Si le montant garanti (ou sur lequel porte la protection de crédit) est inférieur à celui de l'exposition et si les ~~fractions~~ parties protégée et non protégée sont de même rang, c'est-à-dire que l'assureur et le garant se partagent proportionnellement les pertes, un allègement du capital est possible, également sur une base proportionnelle : la ~~fraction~~ partie protégée de l'exposition bénéficie alors du traitement applicable aux garanties/dérivés de crédit admissibles, l'autre ~~fraction~~ partie étant considérée comme non garantie. Si l'assureur transfère une partie du risque relatif à une exposition, en une ou plusieurs tranches, à un ou des vendeurs de la protection, tout en conservant un certain niveau de risque, et que le risque transféré et le risque conservé ne sont pas de même rang, il peut obtenir une protection soit pour la tranche supérieure (soit une position de deuxième perte), soit pour la tranche inférieure (soit une position de première perte). Dans ce cas, ce sont les dispositions définies au chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers qui s'appliquent.

Les seuils d'importance relative s'appliquant aux paiements pour lesquels aucuns paiements ne sont faits en cas de défaut sont traités à titre de positions de première perte dans une structure par tranches et se voient affectés un facteur de risque de crédit de 60 % en vertu de la section 3.4.3.

3.3.6 Asymétries de devises

Lorsque la protection de crédit est libellée dans une devise différente de celle de l'exposition, entraînant une asymétrie, le montant de l'exposition censée être protégée

représentera 70 % du montant nominal de la protection de crédit, convertie au taux de change en vigueur.

3.3.7 Asymétries d'échéances

Une asymétrie d'échéances existe lorsque l'échéance résiduelle d'une protection de crédit est inférieure à celle de l'exposition sous-jacente. En cas d'asymétrie d'échéances et que l'échéance initiale de la protection de crédit est inférieure à un an, la protection n'est pas reconnue. Par conséquent, l'échéance de la protection pour les expositions à échéance initiale de moins d'un an doit concorder pour être prise en compte. De plus, la protection de crédit à échéance résiduelle d'au plus trois mois n'est pas reconnue en cas d'asymétrie d'échéances. La protection de crédit est partiellement prise en compte dans les autres cas assortis d'une asymétrie d'échéances selon les conditions définies ci-dessous.

L'échéance de l'exposition sous-jacente et celle de la protection de crédit doivent être définies avec prudence. L'échéance effective de l'exposition sous-jacente doit être considérée comme la date la plus éloignée possible à laquelle la contrepartie doit s'acquitter de son obligation, en tenant compte de tout délai de grâce applicable. Pour la protection de crédit, on doit tenir compte des options implicites qui peuvent en réduire la durée, afin d'utiliser l'échéance effective la plus proche possible. Si l'option d'achat est laissée à la discrétion du vendeur de la protection, l'échéance sera toujours fixée à la date de la première option d'achat. Si l'option d'achat est laissée à la discrétion de l'assureur acheteur de la protection, mais que les clauses de l'accord à l'origine de la couverture comportent une incitation positive pour cet assureur à anticiper la transaction avant son échéance contractuelle, c'est la durée allant jusqu'à la première option d'achat qui sera censée être l'échéance effective. Par exemple, si le coût de progression des taux se produit de concert avec une option d'achat ou si le coût réel de la protection augmente avec le temps alors que la qualité du crédit demeure inchangée ou s'améliore, l'échéance effective correspondra à l'échéance résiduelle jusqu'à la première option d'achat.

En cas d'asymétrie d'échéances, le rajustement suivant est appliqué :

$$P_a = P \times \frac{t - 0,25}{T - 0,25}$$

où :

- P_a est la valeur de la protection de crédit ajustée pour asymétrie d'échéances;
- P est le montant nominal de la protection de crédit, ajusté pour asymétrie de devises, le cas échéant
- t est le moins élevé entre T et l'échéance résiduelle de l'accord de protection de crédit, exprimée en années
- T est le moins élevé entre 5 et l'échéance résiduelle de l'exposition, exprimée en années.

3.3.8 Contre-garanties souveraines

Une créance peut être couverte par une garantie, contre-garantie elle-même indirectement par un emprunteur souverain; elle peut alors être considérée comme bénéficiant d'une garantie souveraine, aux conditions suivantes.

1. L'État souverain fournissant la contre-garantie soit admissible au facteur de risque de crédit de 0 %.
2. La contre-garantie souveraine couvre tous les éléments de risque de crédit de la créance.
3. La garantie initiale et la contre-garantie satisfont l'une et l'autre à toutes les exigences opérationnelles pour les garanties, sauf que la contre-garantie ne doit pas forcément être directement et explicitement liée à la créance initiale.
4. La couverture est adéquate et aucun historique de données ne laisse supposer que la couverture de la contre-garantie n'équivaut pas, en fait, à celle d'une garantie directe d'emprunteur souverain.

3.3.9 Garanties consenties par des entités du secteur public

L'assureur ne peut pas reconnaître les garanties offertes par des entités du secteur public, y compris les administrations provinciales et territoriales du Canada, qui nuiraient à la concurrence du secteur privé. L'assureur doit s'adresser au gouvernement du pays hôte (souverain) pour déterminer si une entité du secteur public est en concurrence avec le secteur privé.

3.3.10 Autres aspects liés au traitement de l'atténuation du risque de crédit

L'assureur qui utilise plusieurs techniques d'atténuation du risque de crédit (p. ex., une sûreté et une garantie couvrant partiellement une exposition) pour couvrir une même exposition doit subdiviser cette dernière en parties couvertes chacune par un type d'instrument (p. ex., l'une correspond à la sûreté et l'autre à la garantie) et calculer séparément l'exigence de capital de chaque partie. Lorsque la protection de crédit octroyée par un seul fournisseur présente des échéances différentes, elle doit être subdivisée en protections distinctes.

Il arrive qu'un assureur obtienne une protection de crédit sur un panier de signatures de référence et que le premier cas de défaut parmi ces signatures déclenche la mise en œuvre de la protection de crédit; l'incident de crédit met aussi un terme au contrat. Dans ce cas, l'assureur peut prendre en compte la protection de crédit pour l'actif du panier qui a la plus faible exigence de capital, mais seulement si son montant nominal est inférieur ou égal à celui du dérivé de crédit. Dans le cas où le second défaut parmi les actifs du panier déclenche la protection de crédit, l'assureur ayant obtenu cette protection par le biais de ce produit ne peut prendre en compte la protection sur l'actif du panier qui a l'exigence de capital la plus faible que si la protection au premier défaut a également été obtenue ou si l'un des actifs du panier a déjà fait l'objet d'un défaut.

3.4 Titres adossés à des créances

La catégorie des titres adossés à des créances comprend toutes les titrisations, notamment les titres adossés à des créances hypothécaires et les titres adossés à des créances hypothécaires avec flux groupés, ainsi que les autres expositions résultant de la stratification ou du découpage en tranches d'une exposition de crédit sous-jacente. Pour les expositions découlant de transactions de titrisation, l'assureur doit prendre connaissance du chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers afin de déterminer s'il y a des fonctions fournies (p. ex., du rehaussement de crédit et des facilités de trésorerie) qui exigent du capital pour le risque de crédit. Le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital doit indiquer les fonctions fournies et, s'il y a lieu, présenter le calcul de l'exigence de capital découlant de ces fonctions.

3.4.1 Titres hypothécaires LNH

Le facteur applicable aux titres hypothécaires garantis par la SCHL en vertu de la LNH est de 0 %, puisque les engagements de la SCHL constituent des obligations légales du gouvernement du Canada.

3.4.2 Titres hypothécaires à détention indirecte

Les titres hypothécaires à détention indirecte se voient affecter l'exigence de capital des prêts hypothécaires sous-jacents, pourvu que toutes les conditions suivantes soient remplies.

1. Le bloc de prêts hypothécaires sous-jacents ne contient que des prêts hypothécaires qui étaient entièrement productifs au moment où le titre a été créé.
2. Les titres absorbent leur juste part des pertes, au prorata.
3. Une structure d'accueil a été établie pour la titrisation et l'administration des prêts hypothécaires mis en commun.
4. Les prêts hypothécaires sous-jacents sont confiés à un tiers indépendant qui les détient au nom des personnes ayant investi dans les titres et qui de ce fait les détiennent.
5. Les accords portant sur la structure d'accueil et le fiduciaire comportent le respect des obligations suivantes.
 - a. Si on emploie un administrateur pour exécuter les fonctions administratives, la structure d'accueil et le fiduciaire doivent surveiller le rendement de l'administrateur ou de l'agent.
 - b. La structure d'accueil ou le fiduciaire doivent fournir des renseignements détaillés et réguliers sur la structure et le rendement des prêts hypothécaires mis en commun.

-
- c. La structure d'accueil et le fiduciaire doivent être juridiquement distincts de l'initiateur des prêts hypothécaires mis en commun.
 - d. La structure d'accueil et le fiduciaire doivent être responsables pour tout dommage ou perte aux investisseurs causés par leur mauvaise gestion des prêts hypothécaires mis en commun ou celle de leur agent.
 - e. Le fiduciaire doit détenir en priorité les droits sur les prêts hypothécaires sous-jacents au nom des détenteurs des titres.
 - f. L'accord doit prévoir pour le fiduciaire l'obligation de prendre des mesures clairement énoncées dans les cas de défaut d'un débiteur hypothécaire.
 - g. Le détenteur du titre doit avoir une part au prorata dans les prêts hypothécaires sous-jacents, sinon la structure qui émet le titre ne doit avoir que des éléments de passif liés à l'émission du titre hypothécaire.
 - h. Les flux de trésorerie des prêts hypothécaires sous-jacents doivent correspondre aux exigences des flux de trésorerie du titre sans recours indu à un revenu de réinvestissement.
 - i. La structure d'accueil ou le fiduciaire ne peut investir des flux de trésorerie avant la distribution aux investisseurs que dans des instruments à court terme du marché monétaire (sans aucun risque important de réinvestissement) ou dans de nouveaux prêts hypothécaires entièrement productifs.

Un facteur de 12 % est attribué aux titres hypothécaires à détention indirecte qui ne respectent pas les normes précitées. Les titres à coupon zéro et les autres catégories de titres (les dettes résiduelles prioritaires et de second rang) qui assument plus que leur part des pertes au prorata se voient attribuer un facteur de 12 %. Les titres hypothécaires émis en tranches sont assujettis au traitement de capital décrit dans le chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers.

Si le bloc sous-jacent d'actifs se compose de prêts hypothécaires ayant des exigences de capital différentes, l'exigence applicable au titre correspond à la plus élevée applicable au bloc d'actifs. Dans le cas où le bloc sous-jacent d'actifs comprend des prêts hypothécaires devenus dépréciés, la proportion du titre attribuable à ces prêts doit être traitée comme un prêt déprécié selon les exigences de la section 3.1.10.

Les renseignements détaillés du calcul et des facteurs utilisés doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

3.4.3 Autres titres adossés à des créances

Les exigences de capital pour tous les autres titres adossés à des créances sont fondées sur leurs notations externes. Afin d'utiliser des notations externes pour déterminer l'exigence de capital, l'assureur doit respecter toutes les exigences opérationnelles pour l'utilisation des notations énoncées au chapitre 6 (Dispositions

relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers.

Pour les titres adossés à des créances (autres que les retitrisations) notés BBB- ou mieux, l'exigence de capital est la même que l'exigence prescrite dans la section 3.1.2 pour une obligation ayant la même notation et la même échéance que le titre. Si la notation d'un titre adossé à des créances ~~se situe entre~~ est de BB- et BB+, l'assureur peut reconnaître la notation seulement s'il est un tiers investisseur dans le titre, et non son initiateur. Le facteur de risque de crédit pour un titre adossé à des créances (autre qu'une retitrisation) dont la notation ~~se situe entre~~ est de BB- et BB+ dans lequel l'assureur est un tiers investisseur est 300 % de l'exigence pour une obligation dont la notation ~~se situe entre~~ est de BB- et BB+ et ayant la même échéance que le titre.

Les facteurs de risque de crédit pour des titres adossés à des créances qui sont à court terme (autres que des retitrisations) et qui sont notés A-3/F3/P-3/R-3S3 ou mieux sont les mêmes que ceux prescrits dans la section 3.1.3 pour les obligations à court terme ayant la même notation.

Le facteur de risque de crédit pour les retitrisations notées BBB- ou mieux, ou A-3/F3/P-3/R-3S3 ou mieux, est 200 % du facteur de risque applicable à un titre adossé à des créances ayant la même notation et la même échéance que la retitrisation.

Le facteur de risque de crédit pour tout autre titre adossé à des créances qui n'est pas mentionné précédemment (y compris les titres non notés) est de 60 %.

Voir le chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers au sujet des exigences de capital supplémentaires qui peuvent découler des expositions à la titrisation. Les renseignements détaillés du calcul des exigences de capital supplémentaires doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital.

3.5 Mises en pension, prises en pension et accords de prêt de titres

Une mise en pension de titres représente un accord en vertu duquel un cédant accepte de vendre des titres à un prix déterminé et de les racheter à une date déterminée à un prix déterminé. Puisque la transaction est assimilée à une mesure de financement au plan comptable, les titres demeurent inscrits au bilan. Compte tenu du fait que ces titres sont temporairement attribués à une autre partie, le facteur de risque de crédit alloué à l'exposition doit être le plus élevé des deux éléments suivants :

- le facteur du titre devant être racheté;
- le facteur relié à une exposition à la contrepartie de la transaction, compte tenu de toute sûreté admissible (voir la section 3.2).

Une prise en pension est le contraire d'une mise en pension et suppose l'achat et la revente ultérieure d'un titre. Les prises en pension sont assimilées à des prêts garantis, ce qui traduit la réalité économique de la transaction. Le risque doit donc être mesuré

comme une exposition à la contrepartie. Lorsque l'actif temporairement acquis est un titre qui répond à la définition de sûreté admissible au sens de la section 3.2, le montant de l'exposition peut être réduit en conséquence.

Dans le cadre d'un prêt de titres, un assureur peut agir à titre de mandant en procédant au prêt de ses propres titres ou encore en qualité de mandataire en accordant des prêts de titres pour le compte de ses clients. Lorsque l'assureur agit à titre de mandant, l'exigence de capital correspond au plus élevé des deux éléments suivants :

- l'exigence de capital applicable au titre prêté; ou
- l'exigence de capital relative à une exposition de l'emprunteur des titres. L'exposition de l'emprunteur peut être réduite lorsque l'assureur détient une sûreté admissible, comme décrit à la section 3.2. Lorsque l'assureur accorde un prêt de titres par l'entremise d'un mandataire et reçoit une garantie explicite que les titres seront recouverts, il peut considérer ce mandataire comme l'emprunteur, sous réserve des conditions énoncées à la section 3.3.

Lorsque l'assureur agissant à titre de mandataire accorde un prêt de titres pour le compte d'un client en vertu d'une entente assortie d'une garantie prévoyant que les titres prêtés seront recouverts faute de quoi l'assureur en remboursera la valeur marchande, l'assureur doit calculer l'exigence de capital comme s'il agissait à titre de mandat. L'exigence de capital correspond à une exposition envers l'emprunteur des titres, où le montant d'exposition peut être réduit lorsque l'assureur détient une sûreté admissible, comme décrit à la section 3.2.

Les méthodes décrites ci-haut ne s'appliquent pas aux mises en pension ou aux prêts de titres adossant les produits indexés de l'assureur [comme décrits](#) à la section 5.5. Si l'assureur conclut une entente de mise en pension ou de prêt mettant en cause des actifs du genre, l'exigence de capital correspond à l'exigence pour l'exposition à la contrepartie ou à l'emprunteur (en tenant compte de la sûreté admissible) à laquelle vient s'ajouter l'exigence applicable en vertu de la section 5.5.

Annexe 3-A : Correspondance des notations

Notation des titres à long terme				
Notation C catégorie de notation	DBRS	Fitch Ratings	Moody's Investors Service	Standard & Poor's Ratings Services
AAA	AAA	AAA	Aaa	AAA
AA	AA(high) à AA(low)	AA+ à AA-	Aa1 à Aa3	AA+ à AA-
A	A(high) à A(low)	A+ à A-	A1 à A3	A+ à A-
BBB	BBB(high) à BBB(low)	BBB+ à BBB-	Baa1 à Baa3	BBB+ à BBB-
BB	BB(high) à BB(low)	BB+ à BB-	Ba1 à Ba3	BB+ à BB-
B	B(high) à B(low)	B+ à B-	B1 à B3	B+ à B-
Inférieure à B	CCC ou inférieure	Inférieure à B-	Inférieure à B3	Inférieure à B-

Notation des titres à court terme				
Catégorie de notation	DBRS	Fitch Ratings	Moody's Investors Service	Standard & Poor's Ratings Services
S1	R-1 (high) à R-1 (low)	F1+, F1	P-1	A-1+, A-1
S2	R-2 (high) à R-2 (low)	F2	P-2	A-2
S3	R-3	F3	P-3	A-3
Autres	Inférieure à R-3	Inférieure à F3	NP	Inférieure à A-3

Chapitre 4. Risque de crédit – activités hors bilan

L'expression « activité hors bilan » utilisée dans la présente ligne directrice englobe des dérivés, des garanties, des engagements et des accords contractuels similaires dont le montant total du principal notionnel peut ne pas être comptabilisé au bilan. Ces instruments sont assujettis à une exigence de capital en vertu du présent chapitre, peu importe qu'ils aient été comptabilisés ou non à la juste valeur au bilan.

Le risque principal associé aux activités hors bilan de l'assureur est le défaut de la contrepartie à la transaction (c.-à-d. le risque de crédit de contrepartie). La valeur nominale d'un instrument hors bilan ne constitue pas toujours l'exposition au risque de crédit de l'instrument. Afin d'estimer l'exposition de crédit potentielle des instruments hors bilan, l'assureur doit utiliser un montant d'équivalent-crédit. La méthode pour déterminer le montant d'équivalent-crédit des instruments dérivés est décrite dans les sections 4.1 et 4.2. Afin de déterminer l'exposition approximative potentielle de crédit pour les activités hors bilan non couvertes par les sections 4.1 et 4.2, la valeur nominale de l'instrument doit être multipliée par un facteur de conversion du crédit pour obtenir un montant d'équivalent-crédit (voir les sections 4.3 et 4.4). Le montant d'équivalent-crédit qui en résulte est ensuite assujéti du facteur de risque de crédit approprié attribuable à la contrepartie (voir la section 3.1), ou, le cas échéant, du facteur attribué aux sûretés (voir la section 3.2) ou au garant (voir la section 3.3). Une réduction du capital requis en raison de l'effet potentiel d'atténuation des risques lié aux réductions des participations ou à l'ajustabilité contractuelle est calculée séparément pour les produits avec participation et produits ajustables (voir le chapitre 9).

L'assureur doit aussi consulter le chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base* donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers. Ce chapitre énonce le cadre réglementaire pour les transactions de titrisation, incluant celles qui génèrent des expositions hors bilan.

4.1 Contrats sur dérivé gré à gré

Les contrats à terme (de gré à gré), les swaps, les options achetées et les instruments dérivés de gré à gré similaires requièrent un traitement spécial puisque les assureurs sont exposés au risque de crédit, non pour la totalité de leur valeur nominale, mais seulement pour le coût potentiel de remplacement du flux de trésorerie (sur les contrats faisant apparaître un gain) en cas de défaillance de la contrepartie. Les montants en équivalent-crédit sont calculés au moyen de la méthode d'évaluation du risque courant et se voient appliquer le facteur de défaut d'actif approprié à la contrepartie. En vertu de la section 3.1.4, un facteur de défaut d'actif de 0 % s'applique aux opérations sur dérivés effectuées par l'entremise de contreparties centrales admissibles.

La majoration servant au calcul du montant en équivalent-crédit dépend de l'échéance du contrat et de la volatilité des taux et des prix qui sous-tendent ce type d'instrument. Les options achetées hors cote doivent être incluses avec les mêmes facteurs de conversion que les autres instruments.

-
- Les contrats sur taux d'intérêt comprennent :
 - les swaps de taux d'intérêt dans une seule monnaie;
 - les swaps de base;
 - les contrats à terme de taux d'intérêt et les produits avec des caractéristiques semblables;
 - les contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt;
 - les options sur taux d'intérêt achetées.

 - Les contrats sur devises comprennent :
 - les contrats sur or⁸⁴;
 - les swaps de devises;
 - les swaps simultanés de taux et de devises;
 - les contrats de change à terme;
 - les contrats à terme standardisés sur devises;
 - les options sur devises achetées.

 - Les contrats sur actions comprennent :
 - les contrats à terme standardisés;
 - les contrats à terme de gré à gré;
 - les swaps;
 - les options achetées;
 - les instruments dérivés similaires sur actions particulières ou sur indices d'actions.

 - Les contrats sur métaux précieux (p. ex., argent, platine et palladium), sauf les contrats sur or, comprennent :
 - les contrats à terme standardisés;
 - les contrats à terme de gré à gré;
 - les swaps;
 - les options achetées;
 - les instruments dérivés similaires sur métaux précieux.

 - Les contrats sur les autres produits de base comprennent :

⁸⁴ Les contrats sur or sont traités comme des contrats sur devises aux fins du calcul du risque de crédit.

- les contrats à terme standardisés;
- les contrats à terme de gré à gré;
- les swaps;
- les options achetées;
- les instruments dérivés similaires ayant pour éléments sous-jacents des contrats sur produits énergétiques, productions agricoles ou métaux non-ferreux (p. ex., aluminium, cuivre et zinc);
- autres contrats sur les métaux non précieux.

L'assureur doit calculer le montant d'équivalent-crédit attribuable à ces contrats en utilisant la méthode d'évaluation du risque courant. En vertu de cette méthode, l'assureur additionne :

- le coût de remplacement total (obtenu par l'évaluation au prix du marché) de tous ses contrats à valeur positive;

et

- un montant correspondant à l'exposition potentielle future de crédit (la majoration), calculée en multipliant le montant du principal notionnel par l'un des facteurs suivants :

Échéance résiduelle	Taux d'intérêt	Devises et or	Actions	Métaux précieux (sauf or)	Produits de base
Jusqu'à un an	0,0 %	1,0 %	6,0 %	7,0 %	10,0 %
De plus d'un an à cinq ans	0,5 %	5,0 %	8,0 %	7,0 %	12,0 %
Plus de cinq ans	1,5 %	7,5 %	10,0 %	8,0 %	15,0 %

Les considérations supplémentaires suivantes doivent être prises en compte.

1. Pour les contrats comportant plusieurs échanges successifs de principal, les facteurs doivent être multipliés par le nombre de paiements prévus au contrat et restant dus.
2. Pour les contrats dont la structure prévoit un règlement des positions aux dates de paiement déterminées et dont les termes sont redéfinis à ces dates de manière à ce que leur valeur marchande soit ramenée à zéro, l'échéance résiduelle est égale à la durée restant à courir jusqu'à la date du paiement suivant. Pour les contrats sur taux d'intérêt à échéance résiduelle supérieure à un an se conformant aux conditions précédentes, le facteur de majoration est assujéti à un plancher de 0,5 %.

-
3. Les contrats qui n'entrent pas expressément dans l'une des colonnes du tableau précédent sont assimilables aux contrats sur produits de base.
 4. En ce qui concerne les swaps taux variable contre taux variable dans une monnaie unique, aucun facteur de majoration ne sera calculé puisque l'exposition au crédit est évaluée uniquement sur la base de la valeur marchande.
 5. Les majorations sont calculées par rapport aux montants effectifs et non apparents de notionnel. Lorsque le notionnel effectif se trouve amplifié du fait de la structure de la transaction, par exemple par effet de levier, l'assureur doit déterminer l'exposition potentielle future en fonction du notionnel effectif. Par exemple, un notionnel présenté de 1 million \$ dont les paiements seraient calculés au double du TIOL (LIBOR) aurait un notionnel effectif de 2 millions \$.
 6. Les majorations pour exposition potentielle future de crédit doivent être établies pour tous les contrats hors cote (sauf les swaps à taux variable contre taux variable dans une seule monnaie), que le coût de remplacement soit positif ou négatif.
 7. Aucune majoration pour exposition potentielle future n'est requise pour les dérivés de crédit. Le montant d'un dérivé en équivalent-crédit représente le montant le plus élevé entre sa valeur marchande et zéro.

4.2 Compensation de contrats sur dérivé

4.2.1 Conditions pour la compensation

L'assureur est autorisé à compenser les contrats sur la base de la novation ou toute forme de compensation juridiquement valide. La novation désigne un contrat écrit bilatéral entre deux contreparties en vertu duquel toute obligation d'une partie envers l'autre de livrer une monnaie précisée à une date déterminée est automatiquement éteinte et remplacée par l'obligation de verser un montant unique, lequel résulte de la compensation des montants dont chaque contrepartie était redevable envers l'autre en vertu de toutes les obligations éteintes.

L'assureur désirent compenser des transactions par novation ou par une autre forme de compensation bilatérale doit démontrer au préalable à l'Autorité que les conditions suivantes sont réunies.

1. L'assureur doit avoir conclu avec chaque contrepartie un contrat ou un accord de compensation créant une seule obligation juridique couvrant toutes les transactions compensées. Par l'effet d'un tel mécanisme, l'assureur assume une seule obligation de paiement ou ne peut réclamer qu'un montant unique selon la somme nette des valeurs positives et négatives, au prix du marché, de toutes ses transactions avec cette contrepartie en cas de manquement, de faillite ou de liquidation ou dans des circonstances semblables.

-
2. L'assureur doit disposer d'avis juridiques⁸⁵ écrits et fondés prévoyant, en cas de contestation juridique, que les autorités judiciaires et administratives concernées décideront que l'exposition en vertu de l'accord de compensation équivaut au montant net sous le régime :
 - a. des lois en vigueur là où les contreparties ont été constituées en personne morale et des lois de toute instance applicables aux succursales en cause;
 - b. des lois régissant chacune des transactions; et,
 - c. des lois régissant tout contrat ou accord requis aux fins de compensation.
 3. L'assureur applique des procédures internes pour s'assurer qu'avant d'inclure une transaction dans une tranche de compensation aux fins du capital, la transaction est prise en compte dans les avis juridiques qui satisfont aux critères susmentionnés.
 4. L'assureur doit avoir adopté des procédures pour permettre un réexamen des caractéristiques juridiques des dispositifs de compensation en fonction des modifications éventuelles des lois afin de préserver la validité de ces dispositifs.
 5. L'assureur conserve tous les documents nécessaires dans ses dossiers et les met à la disposition de l'Autorité sur demande.

Aucun contrat contenant une disposition de dégagement ne sera admissible à la compensation aux fins du calcul des exigences de capital. Une disposition de dégagement s'applique en cas de manquement de l'une des contreparties pour dégager partiellement ou totalement l'autre partie de l'obligation de lui verser des paiements.

4.2.2 Calcul de l'exposition

L'exposition de crédit afférent aux transactions avec compensation bilatérale sur contrats à terme (de gré à gré), swaps, options achetées et instruments dérivés similaires correspond à la somme du coût de remplacement net au prix du marché, s'il est positif, et d'une exposition potentielle future de crédit (une majoration) calculée sur le principal notionnel de chacun des contrats sous-jacents. Toutefois, aux fins du calcul de l'exposition potentielle future de crédit associée aux contrats assujettis à des accords de compensation exécutoires et dont le principal notionnel équivaut aux flux de trésorerie, le principal notionnel correspond aux encaissements nets échus à chaque date d'évaluation et pour chaque devise.

Ces contrats sont réputés en constituer un seul parce que la compensation des contrats dans une même devise venant à échéance à la même date réduira à la fois le coût de remplacement et l'exposition potentielle future de crédit. L'exposition courante (c.-à-d. le

⁸⁵ Les avis juridiques doivent généralement être reconnus comme tels par le milieu juridique dans le pays d'origine de l'entreprise ou dans un mémoire juridique portant d'une manière raisonnée sur tous les enjeux pertinents.

coût de remplacement) des régimes de compensation multilatérale est en fonction des règles de répartition des pertes de la chambre de compensation.

Les majorations brutes doivent être calculées en fonction des obligations juridiques au titre des flux de trésorerie, dans toutes les monnaies. On y arrive en compensant toutes les sommes à recevoir et à payer dans la même monnaie, pour chaque date d'évaluation. Les obligations de flux de trésorerie compensées sont converties en dollars canadiens en utilisant les cours à terme actuels pour chaque date d'évaluation. Une fois converties, les sommes à recevoir à chaque date d'évaluation sont additionnées, et la majoration brute est calculée en multipliant la somme à recevoir par le facteur de majoration approprié.

L'exposition potentielle future de crédit pour les transactions compensées (A_{Net}) est égale à la somme des éléments suivants :

- 40 % de la majoration calculée selon la méthode en vigueur (A_{Brut})⁸⁶;
- 60 % du produit obtenu en multipliant A_{Brut} par RNP, où RNP est le ratio du niveau de coût de remplacement net sur le niveau du coût de remplacement positif des transactions assujetties à des accords de compensation exécutoires.

Le RNP peut être calculé pour chaque contrepartie ou pour l'ensemble d'un portefeuille pour toutes les transactions assujetties à des accords de compensation exécutoires. Dans le premier cas, un RNP distinct est calculé pour chaque contrepartie. Dans le deuxième, un seul RNP est établi et appliqué à toutes les contreparties. L'assureur doit choisir une méthode et l'utiliser de façon cohérente par accord de compensation et par exercice.

4.2.2.1 Étapes du calcul du montant en équivalent-crédit des contrats compensés

Étape 1 Pour chaque contrepartie assujettie à la compensation bilatérale, déterminer les majorations et le coût de remplacement pour chaque transaction. Une feuille de calcul semblable à celle figurant ci-dessous peut servir à cette fin.

⁸⁶ A_{Brut} est égal à la somme des expositions potentielles futures de crédit (c.-à-d. au produit obtenu en multipliant le principal notionnel de chaque opération par le facteur de majoration approprié selon la section 4.1) pour toutes les opérations assujetties à des accords de compensation exécutoires.

Contrepartie					
Transaction	Principal notionnel (1)	Facteur de majoration (voir 4.1) (2)	Exposition potentielle future de crédit (1) x (2) = (3)	Coût de remplacement positif (4)	Coût de remplacement négatif (5)
1					
2					
etc.					
Total			A_{Brut}	R⁺	R⁻

Étape 2 Calculer le coût de remplacement net pour chacune des contreparties. Ce coût est égal au plus élevé de zéro et de la somme des coûts de remplacement positifs et négatifs ($R^+ + R^-$). Le coût de remplacement négatif d'une contrepartie ne peut servir à compenser le coût de remplacement positif d'une autre contrepartie.

Étape 3 Calculer le RNP. Dans le cas d'un assureur utilisant la méthode d'un RNP distinct par contrepartie, le RNP est égal au résultat obtenu en divisant le coût de remplacement net calculé à l'étape 2 par le coût de remplacement positif (R^+ calculé à l'étape 1).

Aux fins de la méthode d'un RNP par portefeuille, le RNP correspond au résultat obtenu en divisant la somme des coûts de remplacement nets pour chacune des contreparties assujetties à la compensation bilatérale par la somme des coûts de remplacement positifs pour ces mêmes contreparties.

Exemple : Calcul du RNP

Transaction	Contrepartie 1		Contrepartie 2		Contrepartie 3	
	Principal notionnel	Valeur au prix du marché	Principal notionnel	Valeur au prix du marché	Principal notionnel	Valeur au prix du marché
Transaction 1	100	10	50	8	30	-3
Transaction 2	100	-5	50	2	30	1
Coût de remplacement positif (R ⁺)		10		10		1
Coût de remplacement net (« RN »)		5		10		0
RNP (par contrepartie)	0,5		1		0	
RNP (portefeuille)	$\Sigma RN / \Sigma R^+ = 15/21 = 0,71$					

Étape 4 Calculer A_{Net} pour chacune des contreparties assujetties à la compensation bilatérale. Toutefois, le RNP applicable dépendra de ce que l'assureur utilise la méthode du RNP distinct par contrepartie ou la méthode du RNP par portefeuille. L'assureur doit choisir la méthode qu'il désire utiliser, puis l'appliquer à toutes les transactions compensées.

Pour les contrats **compensés** où le coût de remplacement net > 0, A_{Net} est égal à : $(0,4 \times A_{Brut}) + (0,6 \times RNP \times A_{Brut})$.

Pour les contrats **compensés** où le coût de remplacement net est nul, A_{Net} est égal à : $(0,4 \times A_{Brut})$

Étape 5 Calculer le montant en équivalent-crédit pour chaque contrepartie en faisant la somme du coût de remplacement net (calculé à l'étape 2) et de A_{Net} (calculée à l'étape 4).

Note : Des contrats peuvent inclure des compensations entre différents types d'instruments dérivés (p. ex., taux d'intérêt, devises et actions). Dans ce cas, l'assureur doit allouer le coût de remplacement net aux types d'instruments dérivés au prorata du coût de remplacement net des types d'instruments dont le coût de remplacement brut est positif.

Exemple du calcul de la compensation : Compensation de l'exposition potentielle future de crédit des contrats assujettis à la compensation par novation

Supposons qu'un assureur a six contrats avec la même contrepartie, de même qu'un accord de compensation exécutoire avec cette même contrepartie :

Contrat	Principal notionnel	Évaluation à la valeur du marché
A	10	1
B	20	-2
C	10	-1
D	40	4
E	30	3
F	20	-2

Les contrats A et B sont assujettis à la compensation par novation, tout comme les contrats C et D. De ce fait, les deux contrats sont remplacés par un seul. Ainsi, pour calculer les exigences de capital, l'assureur remplacerait les contrats A et B par le contrat A+ et les contrats C et D par le contrat C+, pour ensuite compenser les montants notionnels et calculer le nouveau montant évalué à la valeur du marché.

Contrat	Principal notionnel	Évaluation à la valeur du marché
A+	10	-1
C+	30	3
E	30	3
F	20	-2

Supposons que le facteur de majoration de tous les contrats est de 5 %. L'exposition potentielle future de crédit est calculée pour chaque contrat. A_{Brut} est la somme des expositions potentielles futures de crédit :

Contrat	Principal notionnel	Facteur de majoration (5 %)	Exposition de crédit potentielle	Coût de remplacement positif	Coût de remplacement négatif
A+	10	0,05	0,5	0	-1
C+	30	0,05	1,5	3	0
E	30	0,05	1,5	3	0
F	20	0,05	1,0	0	-2
Total			4,5	6	-3

Le coût de remplacement net est de 3 (c.-à-d. 6 - 3; soit le plus élevé de zéro et de la somme des coûts de remplacement positifs et négatifs).

Le RNP est de 0,5 (c.-à-d. 3 / 6; soit le résultat obtenu en divisant le coût de remplacement net par le coût de remplacement positif).

A_{Net} est égal à $(0,4 \times 4,5) + (0,6 \times 0,5 \times 4,5) = 3,15$.

Le montant en équivalent-crédit est de 6,15 (c.-à-d. 3 + 3,15; soit la somme du coût de remplacement net et de A_{Net}).

4.3 Instruments hors bilan, autres que des dérivés

Les définitions incluses dans la présente section s'appliquent aux expositions hors bilan qui ne sont pas des dérivés couverts par la section 4.1.

4.3.1 Substituts directs de crédit (facteur de conversion de 100 %)

Les substituts directs de crédit comprennent les garanties et les instruments équivalents qui garantissent des créances financières. Avec un substitut direct de crédit, le risque de perte pour l'assureur dépend directement de la solvabilité de la contrepartie.

Les substituts directs de crédit peuvent prendre les formes suivantes.

- Les garanties accordées au nom de clients et en vertu desquelles l'assureur pourrait être tenu d'assumer les obligations financières de ces clients en cas de défaut de ces derniers; par exemple, des garanties de :
 - paiement de dettes existantes relatives à des services;
 - paiement relatif à un contrat d'achat;
 - paiement de baux financiers, de prêts ou de prêts hypothécaires;
 - paiement de chèques non certifiés;
 - versement de taxes (de vente) à l'État;

-
- paiement de dettes existantes relatives à l'achat de marchandises;
 - paiement d'une prestation de retraite sans capitalisation; et
 - obligations financières assumées par le biais de la réassurance.
- Les garanties financières à première demande ou autres obligations irrévocables et équivalentes servant de garanties financières, comme les lettres de crédit soutenant l'émission d'effets de commerce.
 - Les participations à risque dans des acceptations bancaires et les participations à risque dans des lettres de crédit financières; les participations à risque constituent des garanties de la part de l'assureur participant en vertu desquelles, si le client concerné ne respecte pas ses obligations, il indemnise l'émetteur du montant total d'intérêt et de principal qui lui est attribuable.
 - Les opérations de prêt de titres, lorsque l'assureur est responsable envers son client de tout manquement à recouvrer les titres prêtés.

4.3.2 Engagements de mise et de prise en pension (facteur de conversion de 100 %)

Une mise en pension est une transaction par laquelle la vente d'un titre ou d'un autre actif s'accompagne d'un engagement simultané de la part du vendeur de racheter l'actif de l'acheteur initial à un prix prédéterminé après une période déterminée. Une prise en pension consiste en l'achat d'un titre ou d'un autre actif avec engagement simultané de la part de l'acheteur qu'après une période déterminée, l'acheteur revendra l'actif au vendeur initial à un prix prédéterminé. Si ces transactions ne sont pas comptabilisées au bilan, elles doivent être **déclaréesprésentées** parmi les engagements hors bilan et assorties d'un facteur de conversion de crédit de 100 %.

4.3.3 Achats à terme d'actifs⁸⁷ (facteur de conversion de 100 %)

Il s'agit d'engagements d'acheter un prêt, un titre ou tout autre actif à une date future déterminée, habituellement selon des modalités prédéterminées.

4.3.4 Dépôts terme contre terme (facteur de conversion de 100 %)

Il s'agit d'un accord entre deux parties en vertu duquel l'une paie et l'autre reçoit un taux d'intérêt convenu sur un dépôt qui doit être placé par une partie auprès de l'autre à une date ultérieure prédéterminée. De tels dépôts se distinguent des contrats à terme de taux d'intérêt du fait que le dépôt est effectivement effectué.

4.3.5 Actions et titres partiellement libérés (facteur de conversion de 100 %)

Il s'agit de transactions où seule une partie du prix d'émission ou de la valeur nominale d'un titre acheté a été payée et où l'émetteur peut réclamer le solde (ou un autre

⁸⁷ Cette catégorie ne comprend pas une transaction au comptant dont le contrat prévoit qu'elle doit être réglée à l'intérieur de la période normale de règlement.

versement), soit à une date prédéterminée au moment de l'émission, soit à une date future non précisée.

4.3.6 Éventualités liées à des transactions (facteur de conversion de 50 %)

Les éventualités liées à des transactions ont trait aux activités commerciales courantes d'une contrepartie, lorsque le risque de perte pour l'assureur dépend de la vraisemblance d'un événement futur indépendant de la solvabilité de la contrepartie. Essentiellement, les éventualités liées à des transactions sont des garanties qui soutiennent l'exécution particulière de transactions ou d'entreprises non financières ou commerciales plutôt que les obligations financières générales de clients. Les garanties liées à l'exécution excluent explicitement les postes liés à l'inexécution d'obligations financières.

Les garanties liées à l'exécution et les garanties non financières comprennent des engagements tels que des garanties de bonne exécution, les contre-garanties, les indemnités et les garanties de bonne exécution à première demande. Ces garanties représentent les obligations qui garantissent l'exécution de contrats ou d'activités non financières ou commerciales, notamment les accords garantissant :

- le rendement des sous-traitants et des fournisseurs;
- les contrats de main-d'œuvre et de matériaux;
- la livraison de marchandise, les soumissions et les cautionnements de soumission;
- les garanties de remboursement de cautions ou de charges payées d'avance dans les cas de non-exécution.

4.3.7 Éventualités liées à des activités commerciales (facteur de conversion de 20 %)

Ces instruments comprennent les éléments à court terme à dénouement automatique liés à des activités commerciales comme les lettres de crédit commerciales et les lettres de crédit documentaires émises par l'assureur et qui ont ou auront comme garantie l'expédition concernée.

Les lettres de crédit émises au nom d'une contrepartie adossées à des lettres de crédit dont la contrepartie est bénéficiaire (« lettres adossées ») doivent être **déclarées** **présentées** comme des lettres de crédit documentaires.

Les lettres de crédit notifiées par l'assureur pour lesquelles l'assureur agit comme agent de remboursement ne doivent pas être considérées comme un actif à risque.

4.4 Engagements

Les engagements sont des accords qui obligent un assureur, à la demande **d'un** **client** **d'une** **contrepartie** :

- à accorder du crédit sous la forme de prêts ou de participation à des prêts, de créances au titre de baux financiers, de prêts hypothécaires, de découverts, d'acceptations, de lettres de crédit, de garanties ou de substituts de prêts; ou
- à acheter des prêts, des titres, **des comptes débiteurs** ou d'autres actifs.

~~Normalement, les engagements supposent un contrat ou un accord écrit et une forme quelconque de contrepartie, telle qu'une commission d'engagement.~~

Le risque lié à la prise d'un engagement est que l'assureur soit contraint à accorder du crédit ou à acheter des actifs à des conditions moins favorables que celles du marché. La présence d'une forme de contrepartie, comme un frais d'engagement, pourrait normalement signifier que l'assureur fournit un avantage financier potentiel au tiers qui nécessiterait une exigence de capital.

Les engagements pour lesquels l'assureur a un droit absolu de refus, a le droit sans restrictions d'établir le taux d'intérêt d'emprunt au moment de l'exercice ou pour lesquels le prix d'achat de l'actif est sa juste valeur marchande ne sont pas assujettis à une exigence de capital. Les engagements excluent les avances sur police non utilisées, c'est-à-dire la **portion** partie de la valeur de rachat d'une police qui n'a pas fait l'objet d'une avance sur police.

4.4.1 Échéance

L'assureur doit utiliser l'échéance initiale ~~(telle que définie ci-dessous)~~ pour la déclaration des engagements.

4.4.1.1 Échéance initiale

L'échéance initiale d'un engagement doit être mesurée à compter de la date où l'engagement a été accepté par le client, peu importe si l'engagement est révocable ou irrévocable, conditionnel ou sans condition, jusqu'à la première des dates suivantes :

- la date prévue d'échéance de l'engagement; ou
- la date à laquelle l'assureur peut, à son choix, annuler sans condition l'engagement.

Une clause de détérioration importante ne donne pas une protection suffisante à l'égard d'un engagement pour que celui-ci soit considéré comme révocable sans condition.

Lorsque l'assureur s'engage à accorder une facilité à une date future (un engagement à terme), il faut mesurer l'échéance initiale de l'engagement à compter de la date d'acceptation de l'engagement jusqu'à la date finale où elle peut être utilisée.

4.4.1.2 Renégociation d'un engagement

Si les parties s'entendent, un engagement peut être renégocié avant son échéance. Si la renégociation requiert une évaluation du crédit du client conformément aux normes de l'assureur en matière de crédit et confère à cet assureur une entière discrétion pour ce

qui est du renouvellement ou de la prorogation de l'engagement et de la modification d'autres modalités de l'engagement, l'engagement initial peut, à la date d'acceptation des nouvelles modalités par le client, être considéré comme étant à échéance; dans ce cas, un nouvel engagement peut être appliqué. Si de nouvelles modalités ne sont pas négociées, l'engagement initial demeure en vigueur jusqu'à l'échéance initiale. Le processus de renégociation doit être clairement documenté.

Dans le cas de transactions en consortium et à participation, l'assureur participant doit pouvoir exercer ses droits de renégociation indépendamment des autres membres du consortium.

Lorsque ces conditions ne sont pas toutes remplies, la date initiale de l'engagement doit être utilisée pour déterminer l'échéance.

4.4.2 Facteurs de conversion en équivalent-crédit

Le facteur de conversion en équivalent-crédit qui s'applique à un engagement dépend de son échéance. On considère que les engagements à longue échéance comportent un risque plus élevé parce que la période entre les réévaluations du crédit est relativement longue et qu'il y a relativement peu d'occasions de retirer l'engagement si la qualité du crédit du tireur se détériore.

Les facteurs de conversion qu'il faut appliquer aux engagements sont classés dans les catégories suivantes.

Facteur de conversion de 50 %

- Engagements et engagements à terme avec une échéance initiale de plus d'un an.
- Facilités d'émission garantie et facilités de prise ferme renouvelables (voir la section 4.4.3.6).
- Partie non encore utilisée d'un engagement à consentir un prêt qui sera utilisé en un certain nombre de tranches, certaines dans un délai inférieur à un an et certaines dans un délai supérieur à un an.

Facteur de conversion de 20 %

- Engagements et engagements à terme avec une échéance initiale d'un an ou moins.

Facteur de conversion de 0 %

- Engagements révocables sans condition par l'assureur, à tout moment et sans préavis, ou devenant automatiquement caducs en cas de dégradation de la solvabilité de l'emprunteur. Cela suppose que l'assureur réalise au moins une fois par année une évaluation en bonne et due forme de la facilité, ce qui lui permet de relever toute détérioration apparente de la qualité du crédit. Les engagements vis-à-vis de la clientèle de détail sont révocables sans condition si l'assureur est

contractuellement autorisé à les annuler dans les limites permises par la réglementation relative à la protection des consommateurs et les dispositions législatives connexes.

4.4.3 Types particuliers d'engagements

4.4.3.1 Engagements sans échéance ou variables

Un facteur de conversion en équivalent-crédit de 0 % s'applique aux engagements sans échéance ou variables, ~~comme qui sont révocables sans condition à tout moment et sans préavis, tels que~~ les marges de cartes de crédit, les marges personnelles de crédit et les autorisations de découvert de comptes chèques personnels qui ne sont pas utilisées ~~et qui sont révocables sans condition à tout moment.~~

4.4.3.2 Engagements permanents non confirmés

Les engagements variables qui sont révocables par l'assureur à tout moment sous réserve d'un préavis ne constituent pas des engagements révocables sans condition et font l'objet d'un facteur de conversion de 50 %. Les engagements à long terme doivent être révocables sans préavis pour faire l'objet du facteur de 0 %.

4.4.3.3 Engagements utilisés dans un certain nombre de tranches

Un facteur de conversion en équivalent-crédit de 50 % s'applique à un engagement de consentir un prêt (ou d'acheter un actif) qui doit être utilisé en un certain nombre de tranches, certaines dans un délai d'un an ou moins et certaines dans un délai de plus d'un an. Dans ces cas, il ne faut accorder aucune importance à la capacité de renégocier les modalités des tranches ultérieures. Souvent, ces engagements portent sur des projets immobiliers dont l'assureur peut difficilement se retirer sans mettre son placement en danger.

Lorsque la facilité comporte des tranches non liées et lorsque les conversions sont permises entre les tranches de plus d'un an et de moins d'un an (c.-à-d. lorsque l'emprunteur peut choisir les termes de l'échéance des engagements) un facteur de conversion de 50 % s'applique à tout l'engagement.

Lorsque la facilité comporte des tranches non liées et lorsque les conversions ne sont pas permises entre les tranches de plus d'un an et de moins d'un an, chaque tranche peut alors être convertie séparément, selon son échéance.

4.4.3.4 Engagements portant sur des montants variables

Dans le cas des engagements qui portent sur des montants qui varient pendant la durée de l'engagement, comme le financement d'une entreprise sujette à une variation saisonnière des flux de trésorerie, le facteur de conversion doit s'appliquer au montant inutilisé maximal qui peut être utilisé pendant le reste de la durée de l'engagement.

4.4.3.5 Engagements à consentir un prêt comportant une échéance de plus d'un an

Un engagement à consentir un prêt comportant une échéance de plus d'un an, mais qui doit être utilisé dans un délai inférieur à un an peut être traité comme un instrument à échéance de moins d'un an, à la condition que toute partie non utilisée de l'engagement soit automatiquement annulée à la fin de la période pendant laquelle il peut être utilisé.

Toutefois, si par une combinaison d'utilisations, de remboursements, de nouvelles utilisations, ou d'autres options, le client peut avoir accès à une marge de crédit au-delà d'un an, sans que l'assureur ait la possibilité d'annuler sans condition l'engagement en moins d'un an, l'engagement est converti à 50 %.

4.4.3.6 Facilités d'émission garantie et facilités de prise ferme renouvelables

Les facilités d'émission garantie et les facilités de prise ferme renouvelables sont des ententes en vertu desquelles un emprunteur peut émettre des billets à court terme, pour des échéances variant normalement entre trois et six mois, jusqu'à concurrence d'une limite fixée sur une période de temps prolongée, souvent au moyen d'offres répétées à un syndicat soumissionnaire. Si à un moment quelconque, les effets ne sont pas vendus par le soumissionnaire à un prix acceptable, un souscripteur à forfait (ou un groupe de souscripteurs à forfait) les achète à un prix prescrit.

4.4.3.7 Engagements portant sur des transactions hors bilan

En cas d'engagement à fournir un élément hors bilan, l'assureur doit prendre le plus bas des deux facteurs de conversion en équivalents-crédits applicables.

Chapitre 5. Risque de marché

Le risque de marché découle de variations potentielles dans les taux ou les prix de divers marchés, tels que les marchés obligataires, de change, des actions et des marchandises. L'exposition à ce risque provient d'activités d'investissement ainsi que d'autres activités commerciales qui créent des positions au bilan et hors bilan. Le risque de marché aux fins de l'ESCAP comprend les risques liés aux taux d'intérêt, aux actions, à l'immobilier ainsi que le risque de change. ~~Les risques relatifs aux garanties des fonds distincts sont couverts dans le chapitre 7.~~ Une réduction du capital requis en raison de l'effet potentiel d'atténuation des risques lié aux réductions des participations ou à l'ajustabilité contractuelle est calculée séparément pour les produits avec participation et produits ajustables (voir le chapitre 9).

Un facteur de risque de marché de 0 % est attribué aux éléments constituant un portefeuille de titres dont une garantie octroyée par la Caisse de dépôt et placement du Québec en vigueur le 27 octobre 2016 supprime en tout temps tout risque de marché pour l'assureur. Les attributs de cette garantie doivent être les mêmes que ceux mentionnés dans la section 3.3.

Les risques relatifs aux garanties des fonds distincts sont couverts dans le chapitre 7. Par conséquent, aucune exigence du présent chapitre ne s'applique aux passifs liés à ces garanties et aux actifs qui leurs sont adossés sous la MCAB (incluant les couvertures), ni aux actifs détenus par les titulaires de police dans les fonds distincts de l'assureur (et aux passifs liés), sauf les exigences liées aux couvertures décrites aux sections 5.2.3 et 5.2.4.

Les sections 0 à 5.4 concernent des risques de marché associés à des actifs particuliers. Elles ne s'appliquent pas à des actifs adossés à des produits indexés qui sont inclus dans le calcul du facteur de corrélation de la section 5.5. Le revenu de placements couru des actifs assujettis au risque de marché doit être présenté avec l'actif auquel il se rapporte et obtenir le même facteur que ce dernier.

Un engagement à acheter un actif négocié qui est exposé au risque de marché doit être traité comme une option de vente vendue selon la section 5.2.3.3. L'exigence de capital pour un engagement à acheter un actif non négocié est égale au produit de la valeur de l'engagement, du facteur de conversion en équivalent-crédit applicable de la section 4.4 et du facteur de risque de marché applicable.

5.1 Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque de perte financière découlant de la fluctuation des taux d'intérêt sur le marché. La dimension la plus importante de ce risque est l'impact net attribuable à la volatilité des taux d'intérêt sur le désappariement entre les flux de trésorerie des actifs ~~sensibles aux taux d'intérêt~~ et ~~les~~ passifs ~~des polices~~ sensibles aux taux d'intérêt.

Une méthode fondée sur la projection des flux de trésorerie est utilisée pour mesurer l'impact économique de chocs soudains sur les taux d'intérêt. Le capital requis ~~pour le~~ risque de taux d'intérêt correspond à la perte maximale selon quatre scénarios de choc

prescrits différents. Pour chaque scénario, la perte est définie comme la diminution de la position nette de l'assureur à la suite de la réévaluation des flux de trésorerie des actifs et des passifs en raison du changement des ~~taux~~Taux d'actualisation du scénario initial à ceux du scénario de choc. La position nette utilisée pour mesurer la perte de chaque scénario est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie des actifs (incluant les actifs appuyant le capital ou l'excédent) et celle des flux de trésorerie des passifs. Le capital requis ~~pour le~~du risque de taux d'intérêt est calculé ~~distinctement~~ pour chaque région (voir la section 1.5.3), ~~sauf pour les activités au Canada et aux États-Unis~~.1.1.5).

~~5.1.1~~ Capital requis combiné pour les activités au Canada et aux États-Unis

~~Dans le cas d'un assureur qui exerce des activités au Canada et aux États-Unis, le capital requis pour ces activités est calculé sur une base combinée. Il doit reposer sur le scénario de choc engendrant la perte cumulée la plus élevée pour les deux pays. Les pertes des scénarios sont calculées en assumant que les gains dans un pays ne peuvent pas compenser les pertes dans l'autre pays. Par conséquent, si un scénario donne lieu à un capital requis négatif pour un pays, le capital requis de ce dernier sera fixé à zéro afin de calculer l'exigence de capital combinée de ce scénario.~~

~~5.1.2~~5.1.1 Taux d'actualisation du scénario initial

~~Pour le~~Les Taux d'actualisation du scénario initial, ~~les taux d'actualisation~~ correspondent à des taux d'intérêt sans risque majorés d'écarts, qui tendent vers un taux d'intérêt ultime (« TIU ») majoré d'un écart ultime. Des ~~taux~~Taux d'actualisation du scénario initial sont prescrits pour le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Europe (sauf le Royaume-Uni) et le Japon. Les ~~taux~~Taux d'actualisation du scénario initial pour ~~toutes~~ les autres ~~devises~~pays sont ceux des États-Unis.

Les taux d'intérêt sans risque sont basés sur les taux suivants :

- Canada – les taux au comptant des obligations du gouvernement du Canada
- États-Unis – les taux au comptant des bons du Trésor américain
- Royaume-Uni – les taux au comptant des obligations souveraines de référence du Royaume-Uni
- Europe (sauf le Royaume-Uni) – les taux au comptant des obligations du gouvernement de l'Allemagne
- Japon – les taux au comptant des obligations du gouvernement du Japon

Le TIU pour le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni est un taux au comptant de 4,5 %. Les TIU pour l'Europe (sauf le Royaume-Uni) et le Japon sont respectivement de 2,8 % et de 1,0 %.

Les taux d'intérêt au comptant sans risque utilisés dans le scénario initial sont déterminés selon la méthode suivante.

- a) Pour les flux de trésorerie ~~entre le jour 0 et la 20^e année~~ de l'année 0 à l'année 20, les taux d'intérêt sont les taux d'intérêt au comptant sans risque publiés.
- b) Pour les flux de trésorerie entre ~~la 20^e l'année 20 et la 70^e année~~ l'année 20 et ~~la 70^e année~~ l'année 70, les taux d'intérêt sont obtenus par interpolation linéaire entre le taux au comptant de ~~la 20^e année~~ l'année 20 et le TIU.
- c) Pour les flux de trésorerie ~~de l'année 70 et au-delà de la 70^e année~~, les taux d'intérêt sont le TIU.

Les écarts sont définis selon la méthode suivante.

- a) ~~Pour la 1^{re}~~ De l'année 0 à l'année 20, l'écart est 90 % de l'écart moyen du marché ~~sur l'échéance 1 an.~~
- ~~b) Entre la 1^{re} année et la 10^e année, l'écart provient de l'interpolation linéaire de 90 % de l'écart moyen du marché sur l'échéance 1 an à 90 % de l'écart moyen du marché sur l'échéance 10 ans.~~
- ~~c) Entre la 10^e année et la 20^e année, l'écart provient de l'interpolation linéaire de 90 % de l'écart moyen du marché sur l'échéance 10 ans à 90 % de l'écart moyen du marché sur l'échéance 20 ans.~~
- d) ~~b) Entre la 20^e année et la 70^e année~~ Entre l'année 20 et l'année 70, l'écart provient de l'interpolation linéaire de 90 % de l'écart moyen du marché sur l'échéance 20 ans à un écart ultime de 80 points de base.
- e) ~~c) Au~~ À l'année 70 et au-delà ~~de la 70^e année~~, l'écart ultime est de 80 points de base.

Les écarts moyens du marché ~~sur les échéances 1 an, 10 ans et entre l'année 0 et l'année 20~~ ans sont déterminés à l'aide des écarts ~~de~~ du marché à la date d'évaluation d'après un indice reconnu d'obligations de ~~sociétés~~ sociétés de qualité supérieure choisi par l'assureur. L'indice retenu doit être publié par un fournisseur d'information fiable et doit être utilisé uniformément d'une période à l'autre. ~~Les écarts sur les obligations libellées en devise américaines doivent être utilisés pour le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni et les écarts sur les obligations libellées en euro doivent être utilisés pour l'Europe (sauf le Royaume-Uni). Les écarts utilisés pour le Japon doivent être égaux à la multiplication des écarts sur les obligations libellées en devise américaines par le ratio du TIU du Japon au TIU des États-Unis.~~ Afin d'être reconnu, un indice d'obligations de sociétés de qualité supérieure doit respecter les critères suivants :

1. l'indice est composé d'obligations de sociétés avec une notation de BBB ou supérieure;
2. l'indice est composé d'une sélection représentative des obligations de sociétés de qualité supérieure de la juridiction qu'il couvre (p. ex., la distribution des notations et des secteurs est alignée avec celle du vaste marché obligataire corporatif de qualité supérieure de la juridiction); et

3. l'indice est produit par un fournisseur fiable⁸⁸.

Les ~~taux~~Taux d'actualisation du scénario initial, y compris ses composantes de taux d'intérêt sans risque et d'écarts, de même que les indices utilisés et la méthodologie pour les obtenir doivent être divulgués dans le Rapport sur l'attestation de conformité relative à la ligne directrice de capital pour chacune des durées et chaque région.

Détermination des taux d'actualisation du scénario initial

Ce qui suit explique le calcul des taux au comptant sans risque et des écarts du marché pour les blocs de produits avec et sans participations.

Taux au comptant sans risque

Étape 1 : obtenir les taux de rendement au pair sans risque

L'assureur recueillerait premièrement les taux de rendement au pair sans risque (semestriels). Ces taux peuvent être obtenus de différentes sources, notamment :

- *Taux de rendement des titres du Trésor canadiens avec des échéances de 10 ans ou moins* : une source où ces taux peuvent être obtenus est le site Web de la Banque du Canada :
 - Bons du trésor (échéances d'un an ou moins) : <http://www.banqueducanada.ca/taux/taux-dinteret/bons-du-tresor/recherche-dix-dernieres-annees/>
 - Obligations (échéances de plus d'un an) : <http://www.banqueducanada.ca/taux/taux-dinteret/rendements-des-obligations-recherche-dix-dernieres-annees/>

Les séries pertinentes pour des échéances pertinentes sont les suivantes :

Échéance	Séries
3 mois	V39065
6 mois	V39066
1 an	V39067
2 ans	V39051

⁸⁸ Un fournisseur fiable devrait au minimum construire des indices de référence avec un processus transparent et objectif ainsi que produire des indices qui sont une représentation fidèle du segment de marché visé et qui utilisent une approche de rebalancement qui reflète les changements de marché en temps opportun et de manière ordonnée.

3 ans	V39052
5 ans	V39053
7 ans	V39054
10 ans	V39055

- *Taux de rendement des titres du Trésor canadiens avec des échéances de 10 ans ou plus* : une source où ces taux peuvent être obtenus est <https://fr.investing.com/rates-bonds/canada-20-year-bond-yield-historical-data>. Par exemple, le taux au 31 décembre 20xx peut être obtenu sous la colonne « Dernier ».
- *Taux de rendement des titres du Trésor américains* : une source où ces taux peuvent être obtenus est le site Web du Département du Trésor des États-Unis : <https://www.treasury.gov/resource-center/data-chart-center/interest-rates/Pages/TextView.aspx?data=yield>.
- *Bloomberg* : les assureurs possédant un accès à Bloomberg pourraient obtenir les taux de rendement au pair d'obligations de référence d'émetteurs souverains qui peuvent être appropriés pour les cinq régions de l'ESCAP à l'aide des codes de courbe suivants :

Région	Code de courbe	Nom de la courbe
Canada	I7	CAD Canada Sovereign Curve
États-Unis	I25	US Treasury Actives Curve
Royaume-Uni	I22	GBP United Kingdom Sovereign Curve
Europe (sauf le Royaume-Uni)	I13	EURO Benchmarks Curve
Japon	I18	JPY Japan Sovereign Curve

Par exemple, les taux de rendement au pair des obligations souveraines canadiennes pourraient être obtenus de la façon suivante :

- Entrer « GC I7 ».
- Sélectionner la date de fin de trimestre appropriée comme date de la courbe.
- Récupérer la donnée « Mid-YTM » (taux semestriel de rendement à l'échéance) en plaçant le curseur sur chaque échéance de la courbe de rendement ou en exportant les données dans un fichier Excel.

Bien que les taux obtenus ci-dessus soient liés à une devise spécifique, il est présumé que leur utilisation est appropriée pour tous les produits d'une région (p. ex., les taux en euros seraient utilisés pour tous les produits européens).

Étape 2 : convertir les taux de rendement au pair en taux au comptant

Les formules suivantes seraient utilisées pour convertir des taux de rendement semestriels au pair en taux au comptant (taux à coupon zéro) :

$$Taux_{coupon\ zéro,t} = \begin{cases} (1 + \frac{Taux_{semestriel\ pair,t}}{2})^2 - 1, & \text{si } t = \frac{1}{2} \\ \left[100 \times (1 + \frac{Taux_{semestriel\ pair,t}}{2}) / VA_{dernier\ paiement,t} \right]^{\frac{1}{t}} - 1, & \text{si } t \geq 1 \end{cases}$$

$$VA_{dernier\ paiement,t} = 100 \left(1 - \frac{Taux_{semestriel\ pair,t}}{2} \sum_{n=1}^{t \times 2 - 1} VA_{n/2} \right)$$

$$VA_t = \frac{1}{(1 + Taux_{zéro\ coupon,t})^t}$$

Les taux d'intérêt au pair sans risque qui ne sont pas obtenus directement peuvent être déterminés en utilisant une interpolation linéaire (p. ex., pour les durées 4, 6, etc.). Les valeurs de $Taux_{coupon\ zéro,t}$ pour $t = 1, 2, \dots, 20$ déterminées à l'aide des formules ci-dessus constitueraient la courbe de taux au comptant sans risque.

Écarts du marchéÉtape 1 : sélectionner un indice d'obligations de sociétés de qualité supérieure

Le tableau suivant fournit des exemples d'indices qui sont réputés respecter les critères afin d'être reconnus comme des indices d'obligations de sociétés de qualité supérieure :

Région	Indice
Canada	<ul style="list-style-type: none"> FTSE TMX All Corporate Bond Index Bloomberg CAD Investment Grade Corporate Bond Index (code de courbe de Bloomberg BCAD)
États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> Barclays USD Liquid Investment Grade Corporate Index Bank of America Merrill Lynch US Corporate Bond Index Citi Corporate Investment Grade Index Bloomberg USD Investment Grade Corporate Bond Index (code de courbe de Bloomberg BS76)
Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> S&P UK Investment Grade Index Bloomberg GBP Investment Grade European Corporate Bond Index (code de courbe de Bloomberg BGBP)
Europe (sauf le Royaume-Uni)	<ul style="list-style-type: none"> S&P Eurozone Investment Grade Corporate Bond Index Bloomberg EUR Investment Grade European Corporate Bond Index (code de courbe Bloomberg BS78)

Étape 2 : Obtenir les taux de rendement au pair des obligations de sociétés de qualité supérieure

De façon similaire au processus décrit plus haut pour obtenir les taux de rendement au pair sans risque, les taux de rendement au pair des obligations de qualité supérieure doivent être obtenus de sources appropriées pour les échéances pertinentes (c.-à-d. 3 mois, 6 mois, 1 an, 2 ans, etc.). L'assureur utiliserait toutes les échéances disponibles et il n'en utiliserait moins que lorsque qu'il y est contraint par la source de données.

À titre d'exemple, les taux de rendement au pair des obligations de sociétés américaines pourraient être obtenus dans Bloomberg de la façon suivante :

- Entrer « GC BS76 ».
- Sélectionner la date de fin de trimestre appropriée comme date de la courbe.
- Récupérer la donnée « Mid-YTM » en plaçant le curseur sur chaque échéance de la courbe ou en exportant les données dans un fichier Excel.

Il existe plusieurs territoires (p. ex., Canada, Royaume-Uni, Japon) pour lesquels un assureur ne pourrait pas trouver de courbes préétablies de taux de rendement d'obligations de sociétés de qualité supérieure qui fournissent toute l'information nécessaire. Pour ces territoires, l'assureur pourrait utiliser un outil de construction de courbes pour recueillir les taux de rendement obligataires requis. De façon plus générale, l'assureur pourrait extraire les données de chaque composante de l'indice et construire la courbe en appliquant des filtres appropriés et en utilisant un modèle approprié d'ajustement de la courbe. Par exemple, une courbe de taux de rendement d'obligations de sociétés de qualité supérieure canadiennes pourrait être construite à l'aide de l'outil de construction de courbes de Bloomberg en utilisant la procédure suivante :

- Entrer « SRCH ».
- Sélectionner « Asset Classes – Corporates ».
- Appliquer les filtres suivants :
 - Security Status: Active
 - Country of Incorporation: Canada
 - Currency: Canadian Dollar
 - Maturity Type: Bullet or Callable or Puttable
 - Coupon Type: Fixed
 - Security Type: Exclude Inflation-Linked Note
 - BICS Classification: Exclude government
 - Bloomberg Composite Rating: Investment Grade
- Enlever les observations aberrantes (si requis).

- Cliquer sur « Actions » et sauvegarder la courbe.
- Entrer « CRV ».
- Cliquer sur « Fitted Curve ».
- Sélectionner « Bond Search ».
- Sélectionner la courbe sauvegardée.
- Cliquer sur « Construct Curve ».
- Sélectionner « Regression: N-S-S (Nelson-Siegel-Svensson) » pour ajuster la courbe.
- Sauvegarder la courbe.
- Entrer « GC » et le nom de la courbe de l'écran précédent.
- Sélectionner la date de fin de trimestre appropriée.
- Récupérer la donnée « Mid-YTM » en plaçant le curseur sur chaque échéance de la courbe ou en exportant les données dans un fichier Excel.

D'autres filtres pourraient être appliqués en fonction de la nature du marché des obligations de sociétés dans un territoire en particulier. Par exemple, les obligations de sociétés indexées sur l'inflation sont communes au Royaume-Uni et ces dernières faussent la courbe des taux de rendement des obligations. Par conséquent, celles-ci devraient être exclues.

Mis à part Bloomberg, les assureurs qui souscrivent à une source de données provenant d'un fournisseur d'indice peuvent recevoir la donnée « Mid-YTM » d'échéances clés de façon regroupée. Dans certains cas, les données individuelles pour toutes les obligations de l'indice sont fournies. Si c'est le cas, l'assureur appliquerait les filtres appropriés (similaire à ceux présentés plus haut) et utiliser un modèle approprié d'ajustement de la courbe.

Il y a plusieurs méthodes pour extraire les taux de rendement au pair d'un indice. L'assureur choisirait une méthode appropriée compte tenu des données dont il dispose (p. ex., il utiliserait les données sur les obligations sous-jacentes si elles sont disponibles et il n'utiliserait les données sommaires, telles que la donnée « Mid-YTM » pour un sous-ensemble d'échéances clés, que si les données plus détaillées ne sont pas facilement disponibles). La méthodologie utilisée serait cohérente d'une période à l'autre.

Étape 3 : convertir les taux de rendement au pair des obligations de sociétés de qualité supérieure en taux au comptant

Les formules et les considérations énoncées à l'étape 2 pour les *Taux au comptant sans risque* seraient utilisées pour effectuer cette conversion.

5.1.2 Scénarios de choc

Les flux de trésorerie d'actif et de passif sont actualisés à la durée zéro à l'aide des taux d'actualisation des quatre scénarios de choc prescrits. Le scénario de choc retenu pour déterminer le capital requis est celui qui produit la plus petite valeur actualisée nette (c.-à-d. la différence entre les valeurs actualisées des actifs et des passifs) des flux de trésorerie après avoir pris en compte des récupérations résultant des réductions des participations. Le scénario de choc retenu pour le capital requis peut être différent selon la ~~location du risque, sauf pour le Canada et les États-Unis (voir la section 5.1.1)~~ région.

5.1.2.1 Spécification des scénarios de choc

Pour chaque scénario de choc, les taux d'actualisation annualisés sont calculés selon la méthode suivante.

- a) Pour les taux d'actualisation ~~avant~~ jusqu'à la 20^e année, les ~~taux~~ Taux d'actualisation du scénario initial sont ajustés en calculant :
 - i) ~~l'ajustement du~~ un ajustement au taux d'actualisation de 90 jours (T ou S);
 - ii) ~~l'ajustement du~~ un ajustement au taux d'actualisation de 20 ans (B ou C);
 - iii) les ajustements pour toutes les années intermédiaires par interpolation linéaire des coefficients servant à calculer les ajustements (~~T~~) et (~~B~~-ii) ci-dessus.
- b) Entre la 20^e et la 70^e année, les taux d'actualisation sont déterminés par interpolation linéaire entre le taux d'actualisation de 20 ans ajusté et le taux d'actualisation ultime ajusté.
- c) ~~Au-delà de~~ À la 70^e année ~~et au-delà~~, un ajustement (L) est fait au taux d'actualisation ultime.

Les quatre scénarios de choc par rapport au scénario initial sont les suivants :

1. Baisse du taux d'intérêt à court terme (~~après~~ en additionnant le choc ~~T2~~), T.), baisse du taux d'intérêt à long terme (~~après~~ en additionnant le choc ~~B2~~)B.) et baisse du TIU (~~après~~ en soustrayant le choc L).
2. Hausse du taux d'intérêt à court terme (~~après~~ en additionnant le choc ~~S1~~), S.), hausse ou baisse du taux d'intérêt à long terme (~~après~~ en additionnant le choc ~~C2~~)C.) et baisse du TIU (~~après~~ en soustrayant le choc L).
3. Hausse du taux d'intérêt à court terme (~~après~~ en additionnant le choc ~~T1~~), T.), hausse du taux d'intérêt à long terme (~~après~~ en additionnant le choc ~~B1~~)B.) et hausse du TIU (~~après~~ en additionnant le choc L).
4. Baisse du taux d'intérêt à court terme (~~après~~ en additionnant le choc ~~S2~~), S.), hausse du taux d'intérêt à long terme (~~après~~ en additionnant le choc ~~C1~~)C.) et hausse du TIU (~~après~~ en additionnant le choc L).

Les chocs de taux d'intérêt à utiliser (~~T1, T2, S1, S2, B1, B2, C1~~T, S, B et ~~C2~~C) correspondent aux fonctions ~~linéaires~~ suivantes :

~~T1 est égal des racines carrées des taux d'intérêt sans risque courants, soumis à~~
 ~~$0,139\sqrt{\max(r_{0,25}; 0,005)} + 0,0049$ un plancher de 0,5 % :~~

~~T2 est égal à~~ $T_{\pm} = 0,0049 \pm 0,139\sqrt{\max(r_{0,25}; 0,005)}$ ~~$-0,0049$~~

~~S1 est égal à~~ $S_{\pm} = 0,0039 \pm 0,111\sqrt{\max(r_{0,25}; 0,005)}$ ~~$+0,0039$~~

~~S2 est égal à~~ $0,111\sqrt{\max(r_{0,25}; 0,005)}$ ~~$-0,0039$~~

~~B1 est égal à~~ $0,102\sqrt{\max(r_{20}; 0,005)} + 0,0028$

~~B2 est égal à~~ $0,102\sqrt{\max(r_{20}; 0,005)}$ ~~$-0,0028$~~

~~C1 est égal à~~ $0,007\sqrt{\max(r_{20}; 0,005)} + 0,0023$

~~C2 est égal à~~ $0,007\sqrt{\max(r_{20}; 0,005)}$ ~~$-0,0023$~~

$$B_{\pm} = 0,0028 \pm 0,102\sqrt{\max(r_{20}; 0,005)}$$

$$C_{\pm} = 0,0023 \pm 0,007\sqrt{\max(r_{20}; 0,005)}$$

où :

~~r est exprimé en nombre décimal (p. ex., 0,05 pour 5 %);~~

- $r_{0,25}$ est égal au taux d'intérêt sans risque de 90 jours courant;
- r_{20} est égal au taux d'intérêt sans risque de 20 ans courant;
- ~~r est exprimé en nombre décimal (p. ex., 0,05 pour 5 %).~~

Les chocs ~~précédents peuvent être exprimés par les formules suivantes des changements~~ des taux d'intérêt interpolés ~~des taux à la durée t pour~~ selon les quatre scénarios de choc, qui sont tous ajoutés aux ~~taux~~ Taux d'actualisation du scénario initial ~~jusqu'à la durée 20~~ peuvent être exprimés par les formules suivantes :

i) $-(0,139468 - 0,001873t)\sqrt{\max(r_t; 0,005)} + (0,00492658 - 0,00010633t)$

ii) $(0,112699 - 0,005997t)\sqrt{\max(r_t; 0,005)} + (0,00394084 - 0,00008336t)$

iii) $(0,139468 - 0,001873t)\sqrt{\max(r_t; 0,005)} + (0,00492658 - 0,00010633t)$

iv) $-(0,112699 - 0,005997t)\sqrt{\max(r_t; 0,005)} + (0,00394084 - 0,00008336t)$

où :

~~r_t est égal au taux d'intérêt sans risque pour l'échéance t , lorsque t est compris entre 90 jours et 20 ans.~~

Aucun plancher de zéro ne s'applique aux ~~taux d'intérêt~~ Taux d'actualisation du scénario ~~de base~~ initial et des scénarios de choc et aucun ajustement n'est apporté si un taux d'intérêt est négatif.

Le choc L appliqué au TIU, qui est une baisse dans les deux premiers scénarios et une hausse dans les deux derniers scénarios, est égal à 40 points de base pour le Canada, les États-Unis ~~et~~, le Royaume-Uni ~~et les autres pays~~, 25 points de base pour l'Europe (sauf le Royaume-Uni) et 20 points de base pour le Japon.

Les taux d'actualisation de chacun des scénarios de choc doivent être divulgués dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital pour chacune des durées et chaque région.

5.1.2.2 Détermination du scénario le plus défavorable⁸⁹

Afin de déterminer le scénario de choc le plus défavorable qui est utilisé pour calculer le capital requis, la perte de l'assureur en vertu ~~du d'un~~ scénario de choc (« PSC ») pour ~~une~~ chaque région doit être calculée à l'aide de la formule suivante :

$$PSC = RTI_{\text{sans par brut}} + \sum_i \max(RTI_{i \text{ par brut}} - F_{i \text{ choc}}; 0)$$

où :

- $RTI_{\text{sans par brut}}$ est ~~l'exigence brute de~~ capital requis du risque de taux d'intérêt ~~pour les~~ produits sans participation d'une région en vertu du scénario de choc; ~~elle~~ est ~~égale~~ égal à la baisse (ou la valeur négative de la hausse) de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie des actifs et des passifs liés aux produits sans participation de la région par rapport au scénario initial.
- ~~RTI_{par}~~ La sommation englobe tous les blocs de produits avec participation de la région (voir le chapitre 9).
- $RTI_{i \text{ par brut}}$ est ~~l'exigence brute de~~ capital requis du risque de taux d'intérêt ~~pour les~~ du bloc de produits avec participation de la région en vertu du scénario de choc; ~~elle~~ est ~~égale~~ égal à la baisse (ou la valeur négative de la hausse) de la valeur actualisée nette de tous les flux de trésorerie des actifs et ~~des~~ passifs ~~des produits avec participation de la région~~ du bloc de produits avec participation par rapport au scénario initial. Tous les actifs et les passifs du bloc sont inclus, peu importe si le risque de taux d'intérêt sur les actifs et les passifs est transféré aux titulaires de police.
- $RTI_{i \text{ par st brut}}$ est le capital requis du risque de taux d'intérêt pour les actifs et passifs d'un bloc de produits avec participation dont le risque de taux d'intérêt n'est pas transféré aux titulaires de police (p. ex., l'excédent, les PÉD et les fonds

⁸⁹ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

accessoires, incluant les actifs auxquels ils sont adossés); il est égal à la baisse (ou la valeur négative de la hausse) de la valeur actualisée nette de tous les flux de trésorerie de ces éléments par rapport au scénario initial.

- Si les pertes découlant du risque de taux d'intérêt peuvent être récupérées par des réductions des participations, $F_{choc}F_{i\ choc}$ est égal à 75 % de la valeur actualisée des flux de trésorerie des participations redressés ~~pour les produits avec participation de la région du bloc~~ qui sont utilisés dans le calcul du risque de taux d'intérêt (voir la section 5.1.3.3) à l'aide des taux d'actualisation du scénario de choc. Si les pertes découlant du risque de taux d'intérêt ne peuvent pas être récupérées par des réductions des participations, $F_{choc}F_{i\ choc}$ est égal à zéro.

~~S'il existe plusieurs blocs de polices avec participation dans une région (voir le chapitre 9), le montant $\max(RTI_{par} - F_{choc}; 0)$ doit être calculé pour chaque bloc et tous les montants doivent être sommés pour déterminer la perte en vertu d'un scénario de choc.~~

Le scénario le plus défavorable utilisé pour calculer le capital requis ~~pour le~~ du risque de taux d'intérêt ~~pour les régions autres que le Canada et les États-Unis~~ est le scénario qui produit la ~~perte~~ valeur la plus élevée de PSC selon les explications précédentes. ~~Pour le Canada et les États-Unis, le même scénario défavorable est utilisé pour calculer le capital requis du risque de taux d'intérêt des deux régions. Il s'agit du scénario qui produit la valeur suivante la plus élevée :~~

$$\max(PSC_{Canada}; 0) + \max(PSC_{États-Unis}; 0)$$

5.1.2.3 Capital requis du risque de taux d'intérêt

Lorsque l'assureur a déterminé le scénario le plus défavorable, ~~l'exigence pour chaque région, le capital requis~~ du risque de taux d'intérêt ~~pour les~~ des produits sans participation d'une région est ~~égale au montant~~ $RTI_{sans\ par}$ égal à :

$$RTI_{sans\ par} = \max(RTI_{sans\ par\ brut}; 0)$$

en vertu de ce scénario, ~~sous réserve d'un montant minimum de zéro. L'exigence de.~~ Le capital requis du risque de taux d'intérêt pour ~~les~~ chaque bloc de produits avec participation d'une région ~~(ou un bloc de polices, s'il existe plusieurs blocs)~~ avant la prise en compte de l'effet des participations est ~~égale au montant~~ RTI_{par} en vertu du scénario le plus défavorable, ~~sous réserve d'un montant minimum de zéro~~⁹⁰. ~~L'exigence de~~ égal à :

⁹⁰ ~~Si l'exigence brute de risque de taux d'intérêt pour un bloc de polices avec participation est positive en vertu du scénario le plus défavorable, l'assureur a l'option de choisir de traiter le bloc comme des polices sans participation en vertu de ce scénario. Si l'assureur fait ce choix :~~

i) ~~l'exigence brute de risque de taux d'intérêt pour le bloc de polices avec participation (sans tenir compte de réductions aux participations) est ajoutée à l'exigence brute de risque de taux d'intérêt pour les produits sans participation, avant l'application du seuil de zéro à l'exigence pour les produits sans participation;~~

$$RTI_{i \text{ par}} = \max(RTI_{i \text{ par brut}}; 0)$$

en vertu du scénario le plus défavorable⁹¹. Le capital requis du risque de taux d'intérêt, pour la partie qui ne transfère pas de risques d'un bloc de produits avec participation, qui est utilisé pour calculer le seuil de l'exigence des produits avec participation (voir la section 9.1.2) est égal à :

$$RTI_{i \text{ par st}} = \max(RTI_{i \text{ par st brut}}; 0)$$

Bien que le même scénario soit utilisé pour le Canada et les États-Unis, les montants de capital requis du risque de taux d'intérêt pour ces régions sont calculés distinctement, selon l'hypothèse que les gains d'une région ne peuvent pas compenser les pertes de l'autre région.

Le capital requis du risque de taux d'intérêt pour chaque bloc de ~~polices~~ produits avec participation est ~~utilisée~~ utilisé pour le calcul de l'exigence individuelle ~~pour le~~ du bloc (voir la section 11.2) et de son crédit pour les produits avec participation (voir la section 9.1.2). Le montant ~~F_{choc}~~ $F_i \text{ choc}$ utilisé pour déterminer le scénario le plus défavorable doit être conforme aux montants $C_i \text{ défavorable}$ et $K_i \text{ seuil}$ utilisés pour déterminer le crédit pour les produits avec participation pour un bloc dans la section 9.1.2.

La détermination du scénario de choc le plus défavorable et de l'exigence de risque de taux d'intérêt ~~pour les~~ des produits avec participation doit être décrite dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital pour chaque région.

Exemple : Risque de taux d'intérêt

Le scénario de choc le plus défavorable du risque de taux d'intérêt est déterminé selon le gain ou la perte du bloc de produits sans participation de la région en vertu de chaque scénario ($RTI_{\text{sans par brut}}$), le gain ou la perte des blocs de produits avec participation de la région ($RTI_{i \text{ par brut}}$ et $RTI_{i \text{ par st brut}}$) et du montant disponible des participations pour transférer les pertes liées aux taux d'intérêt du bloc de produits avec participation ($F_i \text{ choc}$). Les montants $RTI_{\text{sans par brut}}$, $RTI_{i \text{ par brut}}$ et $RTI_{i \text{ par st brut}}$ correspondent aux montants bruts de capital requis des blocs de produits sans participation et avec participation,

~~ii) l'exigence de risque de taux d'intérêt pour le bloc de polices avec participation utilisée dans le calcul de l'exigence individuelle pour le bloc et de son crédit pour les produits avec participation est fixée à zéro.~~

⁹¹ Si le capital requis du risque de taux d'intérêt pour un bloc de produits avec participation est positif en vertu du scénario le plus défavorable, l'assureur a l'option de choisir de traiter le bloc comme des produits sans participation en vertu de ce scénario. Si l'assureur fait ce choix :

1. le capital requis du risque de taux d'intérêt du bloc de produits avec participation (sans tenir compte de réductions aux participations) est ajouté au capital requis du risque de taux d'intérêt des produits sans participation, avant l'application du seuil de zéro au capital requis des produits sans participation;
2. le capital requis du risque de taux d'intérêt du bloc de produits avec participation utilisé dans le calcul du capital requis individuel du bloc et de son crédit pour les produits avec participation est fixé à zéro.

avant le prise en compte des seuils. Ils seront donc positifs s'il y a une perte dans le bloc en vertu d'un scénario et négatifs s'il y a un gain dans le bloc en vertu d'un scénario.

Les prémisses qui sous-tendent la mesure de perte par scénario *PSC* sont que les gains du bloc de produits avec participation seront ultimement transférés aux titulaires de police (et ne pourront donc pas compenser les pertes des produits sans participation) et que les pertes du bloc de produits avec participation en vertu d'un scénario ne doivent pas être prises en compte si elles peuvent être transférées aux titulaires de police par une réduction des participations.

Dans la situation où tout le risque de taux d'intérêt est transféré aux titulaires de police et que les participations d'un assureur sont amplement suffisantes pour absorber les pertes des blocs de produits avec participation, le scénario de choc le plus défavorable sera uniquement déterminé par les gains ou les pertes du bloc de produits sans participation, puisque le terme $\max(RTI_{i\ par\ brut} - F_{i\ choc}; RTI_{i\ par\ st\ brut}; 0)$ sera nul pour tous les scénarios.

Dans l'exemple suivant, le scénario de choc le plus défavorable est le scénario 2 s'il n'y a dans la région qu'un bloc de produits avec participation qui ne comporte aucun élément ne transférant pas le risque et si les valeurs de $RTI_{sans\ par\ brut}$, $RTI_{par\ brut}$ et F_{choc} selon chacun des scénarios sont les suivantes :

Scénario	$RTI_{sans\ par\ brut}$	$RTI_{par\ brut}$	F_{choc}	<i>PSC</i>
1	800	800	5 000	800
2	1 400	-100	5 500	1 400
3	-600	2 500	4 000	-600
4	1 000	-700	3 000	1 000

Selon le scénario 2, l'assureur utilisera une valeur de $RTI_{sans\ par} = 1\ 400$ pour le capital requis du risque de taux d'intérêt dans le calcul de $K_{sans\ par}$, une valeur de $RTI_{par} = 0$ pour le capital requis du risque de taux d'intérêt dans les calculs de K , K_{seuil} et $K_{int\ér\et\ réduit}$ du bloc de produits avec participation et une valeur de $C_{défavorable} = 5\ 500$ dans le calcul du crédit du bloc de produits avec participation.

Si le montant disponible des participations est faible ou si les participations ne peuvent pas être utilisées pour transférer le risque de taux d'intérêt, les pertes du bloc de produits avec participation peuvent alors affecter la détermination du scénario de choc le plus défavorable. Par exemple, le scénario de choc le plus défavorable devient le scénario 3 si F_{choc} change ainsi selon chacun des scénarios :

Scénario	$RTI_{sans\ par\ brut}$	$RTI_{par\ brut}$	F_{choc}	<i>PSC</i>
1	800	800	90	1 510

2	1 400	-100	100	1 400
3	-600	2 500	80	1 820
4	1 000	-700	50	1 000

Selon le scénario 3, l'assureur utilisera une valeur de $RTI_{sans\ par} = 0$ pour le capital requis du risque de taux d'intérêt dans le calcul de $K_{sans\ par}$, une valeur de $RTI_{par} = 2\ 500$ pour le capital requis du risque de taux d'intérêt dans les calculs de K , K_{seuil} et $K_{int\ér\et\ r\édu\it}$ du bloc de produits avec participation et une valeur de $C_{d\éfavorable} = 80$ dans le calcul du crédit du bloc de produits avec participation. Dans cette situation, l'assureur aurait toutefois avantage à traiter le bloc de produits avec participation comme des produits sans participation pour le risque de taux d'intérêt. S'il prend cette décision, il utilisera une valeur de $RTI_{sans\ par} = 1\ 900$ pour le capital requis du risque de taux d'intérêt dans le calcul de $K_{sans\ par}$ et une valeur de $RTI_{par} = 0$ pour le capital requis du risque de taux d'intérêt dans les calculs de K , K_{seuil} et $K_{int\ér\et\ r\édu\it}$, alors que $C_{d\éfavorable}$ sera encore égal à 80.

Il faut noter que, si les participations d'un assureur sont disponibles, mais que ce dernier utilise une valeur de 0 pour F_{choc} dans tous les scénarios pour déterminer le scénario de choc le plus défavorable parce qu'il ne peut pas transférer le risque de taux d'intérêt, il doit utiliser 100 % du capital requis du risque de taux d'intérêt des produits avec participation dans le calcul de K_{seuil} .

5.1.45.1.3 Projection des flux de trésorerie⁹²

Les flux de trésorerie sont déterminés à la date du bilan. Ils sont projetés ~~en tenant compte de~~ après réduction pour toute ~~la~~ forme de réassurance (c.-à-d. ~~que~~ que, si un passif d'assurance est adossé en partie ou en tout par un actif de réassurance au bilan, les flux de trésorerie de passif sont réduits des flux de trésorerie de tous les passifs adossés d'assurance cédée et ~~que~~ les flux de trésorerie de tous les actifs de réassurance adossés sont exclus des flux de trésorerie de l'actif)⁹³. Il ne doit y avoir aucune hypothèse de réinvestissement des flux de trésorerie de l'actif. Les flux de trésorerie de passif doivent inclure les ~~marges pour écarts défavorables (« MÉD »)~~ d'assurance projetées selon la MCAB. Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs (sauf les flux de trésorerie des passifs des produits avec participation, des produits ajustables ~~et~~, des produits indexés ~~et de l'impôt futur~~) qui sont sensibles aux taux d'intérêt doivent changer selon le scénario de taux d'intérêt.

⁹² Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

⁹³ Les flux de trésorerie de passif sont réduits des flux de trésorerie des passifs cédés en vertu d'ententes de réassurance à retenue de fonds et les flux de trésorerie des passifs ~~des~~ ~~aux~~ réassureurs assumés en vertu d'ententes de réassurance à retenue de fonds sont inclus dans les flux de trésorerie de passif. Si une entente de coassurance modifiée transfère effectivement le risque de taux d'intérêt lié à un passif d'assurance et à un portefeuille d'actifs qui lui sont adossés, les flux de trésorerie du passif et des actifs doivent être exclus de la projection des flux de trésorerie.

Pour les produits avec participation, ajustables, indexés et les produits qui ne sont pas sensibles aux taux d'intérêt, les mêmes flux de trésorerie de passif sont utilisés pour tous les scénarios de taux d'intérêt. Pour les produits avec participation, les flux de trésorerie des participations redressés doivent être projetés selon la méthode décrite dans la section 5.1.3.3 et tous les autres flux de trésorerie doivent être projetés selon les Hypothèses de meilleure estimation auxquelles sont ajoutées les MÉD de risque d'assurance. Les flux de trésorerie ne doivent pas être ajustés pour tenir compte de réductions ou d'augmentations prévues des participations attribuables à la hausse ou à la baisse des taux d'intérêt de chaque scénario. Une réduction du capital requis en raison de l'effet potentiel d'atténuation des risques lié aux réductions des participations ou à l'ajustabilité contractuelle est calculée séparément pour les produits avec participation et produits ajustables (voir le chapitre 9).

Le traitement des flux de trésorerie des actifs et des passifs particuliers est décrit ci-dessous.

5.1.4.15.1.3.1 Actifs avec flux de trésorerie fixes

Un flux de trésorerie fixe correspond à un montant précis fixé par contrat et ~~dont la~~ valeur ne dépend pas des prix du marché ou des taux d'intérêt futurs. Un flux de trésorerie est considéré fixe par contrat s'il est payable peu importe le respect de certaines conditions par le payeur (c.-à-d. qu'il ne dépend pas de l'atteinte d'un niveau cible de rentabilité par le payeur) et que le manquement d'en faire le paiement serait considéré comme un cas de défaut. Pour les actifs avec des flux de trésorerie fixes, l'assureur doit projeter les mêmes flux de trésorerie que ceux utilisés pour l'évaluation au bilan. ~~Les flux de trésorerie d'actif qui sont inclus dans l'évaluation des passifs selon la MCAB doivent être projetés en étant réduits des frais d'investissement. Il ne doit pas y avoir d'hypothèse de réinvestissement des et tous les autres flux de trésorerie de l'actif d'actif doivent être projetés sans être réduits des frais d'investissement.~~

5.1.4.25.1.3.2 MÉD selon la MCAB et provisions pour perte comptables

Les flux de trésorerie projetés ne doivent pas refléter l'impact des pertes prévues de C-1 selon la MCAB, des MÉD de C-1 selon la MCAB, ni les provisions pour perte comptables du bilan selon IFRS 9. Pour plus de clarté, aucun montant ne doit réduire les flux de trésorerie d'actif en lien avec ces trois éléments, ni aucun montant ne doit augmenter les flux de trésorerie de passif en lien avec ces éléments.

Les flux de trésorerie de passif doivent être projetés en reflétant l'impact des MÉD du risque d'assurance selon la MCAB. Pour plus de clarté, ~~toutes les hypothèses~~ chaque hypothèse d'assurance ~~utilisées~~ utilisée pour projeter les flux de trésorerie de passif ~~doivent~~ doit être ~~égales~~ égale à l'Hypothèse de meilleure estimation majorée des MÉD du risque d'assurance selon la MCAB, soit l'hypothèse utilisée pour les états financiers de l'assureur.

Tous les flux de trésorerie doivent être projetés sans refléter l'impact des provisions C-3 et des provisions du risque de change de la MCAB.

5.1.4.35.1.3.3 Participations des passifs avec participation

Les flux de trésorerie des participations utilisés dans le scénario initial sont différents de ceux projetés en vertu de la MCAB. ~~Les~~ Dans le scénario initial, les flux de trésorerie des participations de la MCAB doivent être projetés de nouveau afin de produire des flux de trésorerie des participations redressés par l'application d'un ajustement nivelé (p. ex., déterminé à l'aide d'un processus itératif) à l'échelle de participation afin que l'excédent au bilan du bloc de ~~polices~~ produits avec participation soit maintenu en vertu des Taux d'actualisation du scénario initial ~~en utilisant les taux~~ de l'ESCAP. En d'autres mots, la valeur actualisée des actifs en excédent des passifs calculée à l'aide des ~~taux~~ Taux d'actualisation du scénario initial doit être égale à l'excédent au bilan. ~~Tous les flux de trésorerie de l'actif et du passif, incluant les flux de trésorerie à la durée zéro et les flux de trésorerie des participations redressés, décrits dans les sous-sections de la section 5.1.4 doivent être utilisés pour ce calcul.~~

Si une partie des participations est projetée en vertu de la MCAB de sorte à d'être distribuée sous la forme d'assurance libérée additionnelle, la même proportion des participations redressées doit être projetée de sorte à être distribuée sous forme d'assurance libérée additionnelle⁹⁴.

Dans la nouvelle projection de l'échelle de participation, l'assureur doit seulement inclure les flux de trésorerie de l'actif et du passif dont les rendements sont transférés aux titulaires de police par des variations des participations. Si les revenus d'investissement liés à l'excédent et aux PÉD (incluant les fonds accessoires) ne sont pas des éléments qui sont transférés aux titulaires de police, ces flux de trésorerie doivent être exclus. Si les actifs qui doivent être exclus sont mêlés avec d'autres actifs, l'assureur doit les enlever en présumant qu'ils sont adossés dans une proportion fixe du total (en pratique, un pourcentage fixe de réduction des actifs à toutes les durées peut être présumé).

Les flux de trésorerie des participations redressés qui sont projetés pour le scénario initial doivent demeurer identiques pour tous les scénarios de choc.

Exemple : Redressement des participations des passifs avec participation

Un assureur possède un bloc de produits avec participation avec des flux de trésorerie totaux sous-jacents (incluant les actifs supportant l'excédent provenant de composantes avec et sans transfert) tel qu'illustré en (A). L'assureur utilise les taux d'actualisation de la MCAB pour déterminer la valeur actualisée nette totale des flux de trésorerie pour les produits avec participation, ce qui engendre un excédent au bilan selon la MCAB de 445 \$ en (B). Dans certaines situations, les flux de trésorerie des actifs (p. ex., les titres à revenu non fixe) sont projetés différemment dans l'ESCAP comparativement à la MCAB. L'excédent au bilan résultant de ces flux financiers et des Taux d'actualisation du scénario initial de l'ESCAP est 338 \$ (D), lequel est différent de l'excédent sous la MCAB. Dans l'ESCAP, l'assureur (en utilisant un processus itératif (E), (F)) applique un ajustement nivelé à l'échelle de participations de sorte que les flux de trésorerie du passif ajustés (G), actualisés en utilisant les Taux d'actualisation du scénario initial de

⁹⁴ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

l'ESCAP, génère une valeur actualisée totale (H) égale à l'excédent au bilan de 445 \$ (B) calculé initialement en vertu de la MCAB.

Année	Taux d'actualisation du scénario de base de la MCAB	Taux d'actualisation du scénario initial de l'ESCAP
1	2,48 %	1,48 %
2	2,52 %	1,52 %
3	2,66 %	1,66 %
4	2,81 %	1,81 %
5	2,99 %	1,99 %

Durée	Flux de trésorerie totaux des produits avec participation									
	(A)					(C)				
	MCAB					ESCAP (Avant l'ajustement à l'échelle de participation de 10 %)				
	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)
	Autre	Part.	Total			Autre	Part.	Total		
Année 0	900	300	30	330	570	1 000	300	30	330	670
Année 1	900	400	40	440	460	850	400	40	440	410
Année 2	900	550	55	605	295	850	550	55	605	245
Année 3	800	800	80	880	-80	760	800	80	880	-120
Année 4	700	900	90	990	-290	675	900	90	990	-315
Année 5	500	1 000	100	1 100	-600	480	1 000	100	1 100	-620
Total	4 700	3 950	395	4 345	355	4 615	3 950	395	4 345	270

Durée	Valeur actualisée totale des flux de trésorerie									
	(B)					(D)				
	MCAB					ESCAP (Avant l'ajustement à l'échelle de participation de 10 %)				
	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)
	Autre	Part.	Total			Autre	Part.	Total		
Année 0	900	300	30	330	570	1 000	300	30	330	670
Année 1	889	395	40	435	454	844	397	40	437	407
Année 2	867	530	53	583	284	831	538	54	591	240
Année 3	749	749	75	824	-75	729	768	77	845	-115
Année 4	635	817	82	899	-263	634	845	85	930	-296

Année 5	438	876	88	964	-526	439	915	92	1 007	-567
Total	4 479	3 667	367	4 034	445	4 477	3 763	376	4 139	338

Durée	Flux de trésorerie totaux des produits avec participation									
	(E)					(G)				
	ESCAP (Ajustement itératif à l'échelle de participation) (Échelle de participation de 8 %)					ESCAP (Après l'ajustement à l'échelle de participation) (Échelle de participation de 7,2 %)				
	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)
	Autre	Part.	Total			Autre	Part.	Total		
Année 0	1 000	300	24	324	676	1 000	300	21	321	679
Année 1	850	400	32	432	418	850	400	29	429	421
Année 2	850	550	44	594	256	850	550	39	589	261
Année 3	760	800	64	864	-104	760	800	57	857	-97
Année 4	675	900	72	972	-297	675	900	64	964	-289
Année 5	480	1 000	80	1 080	-600	480	1 000	72	1 072	-592
Total	4 615	3 950	316	4 266	349	4 615	3 950	283	4 233	382

Durée	Valeur actualisée totale des flux de trésorerie									
	(F)					(H)				
	ESCAP (Ajustement itératif à l'échelle de participation) (Échelle de participation de 8 %)					ESCAP (Après l'ajustement à l'échelle de participation) (Échelle de participation de 7,2 %)				
	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)	Actif	Passif			Net (Excédent au bilan)
	Autre	Part.	Total			Autre	Part.	Total		
Année 0	1 000	300	24	324	676	1 000	300	21	321	679
Année 1	844	397	32	429	415	844	397	28	425	418
Année 2	831	538	43	581	250	831	538	38	576	255
Année 3	729	768	61	829	-100	729	768	55	823	-93
Année 4	634	845	68	913	-279	634	845	61	906	-272
Année 5	439	915	73	989	-549	439	915	66	981	-541
Total	4 477	3 763	301	4 064	413	4 477	3 763	269	4 033	445

5.1.4.45.1.3.4 Obligations et billets remboursables ou encaissables par anticipation et à taux variable

Pour le scénario initial et les scénarios de choc, les flux de trésorerie associés à une obligation remboursable par anticipation qui comporte des coupons fixes doivent être projetés jusqu'à la ~~prochaine date de remboursement si sa valeur marchande selon le scénario est supérieure au pair et jusqu'à la dernière date de remboursement si sa valeur marchande selon le scénario est inférieure au pair. Les obligations et les billets à taux variable doivent être déclarés à leur valeur marchande comme un flux de trésorerie à la durée zéro~~ date de rachat (c.-à-d. une des dates de remboursement ou la date

d'échéance) à laquelle la valeur actualisée des flux de trésorerie aux taux d'intérêt du scénario produit la valeur la plus faible. Pour une obligation encaissable par anticipation qui comporte des coupons fixes, les flux de trésorerie du scénario initial et des scénarios de choc doivent être projetés jusqu'à la date de rachat à laquelle la valeur actualisée des flux de trésorerie aux taux d'intérêt du scénario produit la valeur la plus élevée.

~~5.1.4.5~~ **Biens immobiliers**

~~Dans le cas des biens immobiliers~~ Les obligations et les billets à taux variable doivent être présentés à leur valeur marchande comme un flux de trésorerie à la durée zéro.

5.1.3.5 Immeubles

L'assureur doit inclure, à la durée zéro, l'excédent de la valeur de l'immeuble au bilan (y compris les participations à titre de commanditaire dans des sociétés en commandite dont l'objet est la gestion d'immeubles, comme si l'assureur détenait directement les ~~biens immobiliers~~immeubles détenus par ces sociétés), ~~l'assureur~~) sur la valeur actualisée des flux de trésorerie fixes en utilisant les Taux d'actualisation du scénario initial. Lorsqu'aucun flux de trésorerie n'est projeté, la valeur au bilan totale de l'immeuble doit être incluse comme un flux de trésorerie à la durée zéro. Le montant des flux de trésorerie à la durée zéro doit être le même pour tous les scénarios de taux d'intérêt.

L'assureur doit inclure les flux de trésorerie fixes des baux dans la période au cours de laquelle le contrat prévoit qu'ils seront reçus. Aucune hypothèse de renouvellement des contrats ou des baux ne doit être supposée. Les loyers payés d'avance doivent être traités comme un flux de trésorerie à la durée zéro. Les flux de trésorerie doivent exclure les remboursements projetés pour les frais ~~d'opération~~d'exploitation qui sont payés par le locateur (p. ex., les impôts fonciers et les coûts des services publics). Les flux de trésorerie d'un bail dont les modalités prévoient une période en franchise de loyer suivie d'une période avec loyer doivent être inclus dans la valeur actualisée des flux de trésorerie du bail. ~~L'assureur doit inclure, à la durée zéro, l'excédent de la valeur du bien immobilier au bilan sur la valeur actualisée des flux de trésorerie fixes en utilisant les taux d'actualisation du scénario initial. Lorsqu'aucun flux de trésorerie n'est projeté, la valeur totale du bien immobilier au bilan doit être incluse comme un flux de trésorerie à la durée zéro. Le montant des flux de trésorerie à la durée zéro doit être le même pour tous les scénarios de taux d'intérêt.~~

~~5.1.4.6~~**5.1.3.6 Actions privilégiées et instruments novateurs**

Pour les actions privilégiées et les instruments novateurs qui ne constituent pas des participations notables (voir la section 1.5.2), les dividendes prévus jusqu'à la première date de remboursement par anticipation ou de rachat doivent être traités comme des flux de trésorerie fixes, alors que le produit de rachat doit être traité comme un flux de trésorerie à la date de rachat. L'assureur doit inclure, comme un flux de trésorerie à la durée zéro, l'excédent de la valeur au bilan du placement sur la valeur actualisée des flux de trésorerie fixes en utilisant les ~~taux~~Taux d'actualisation du scénario initial. Dans le cas des ~~placements~~actions privilégiées à taux variable et des actions privilégiées présentement rachetables, l'assureur doit traiter la valeur marchande totale comme un

flux de trésorerie à la durée zéro. Le montant des flux de trésorerie à la durée zéro doit être le même pour tous les scénarios de taux d'intérêt.

5.1.4.7 5.1.3.7 Placements à revenu non fixe

Les placements à revenu non fixe (« RNF ») comprennent tous les actifs⁹⁵ qui n'ont pas de flux de trésorerie fixés par contrat. Les actions et les placements en infrastructure sans flux de trésorerie fixés par contrat en sont des exemples. Cependant, les biens immobiliers immeubles, les actions privilégiées et les instruments novateurs sont exclus de la définition de la présente section puisqu'ils sont traités distinctement dans l'exigence de risque de taux d'intérêt.

Afin de refléter approximativement la portion partie non sensible aux taux d'intérêt des flux de dividendes d'un placement RNF, 33 % de la valeur du placement⁹⁶ est projetée comme des flux de trésorerie qui échoient après la durée zéro, alors que la portion partie restante de la valeur du placement (67 %) est maintenue comme un flux de trésorerie à la durée zéro. Pour tout $t \geq 1$, un flux de trésorerie selon la proportion suivante de la valeur du placement est projeté comme un flux de trésorerie de l'année t :

$$\frac{4,1 \times 0,89^t}{A_t} \%$$

où :

A_t est le facteur d'actualisation du scénario initial de la durée t à la durée zéro.

5.1.4.8 5.1.3.8 Fonds de placement – Produits indexés

Si l'exigence du risque des produits indexés est utilisée (voir la section 5.5), les flux de trésorerie du passif doivent être égaux aux flux de trésorerie de l'actif dans chaque scénario. Cependant, les garanties de taux d'intérêt minimum doivent être reflétées si elles sont plus élevées que les flux de trésorerie de l'actif.

Si l'exigence du risque des produits indexés n'est pas utilisée, les flux de trésorerie du passif doivent être les mêmes que ceux utilisés pour l'évaluation au bilan. Si aucune garantie de taux d'intérêt minimum ne s'applique, la valeur du compte doit être incluse comme un flux de trésorerie à la durée zéro. Les flux de trésorerie pour la portion partie des frais de gestion des placements utilisée pour couvrir les frais de placement et les autres frais d'administration doivent être inclus avec les flux de trésorerie des actifs et des passifs.

⁹⁵ Ils incluent les actifs reproduits synthétiquement (voir la section 5.2.3).

⁹⁶ Pour les positions de couverture par actions qui reçoivent un crédit selon la section 5.2.4, la valeur équivalente au delta de la position de couverture doit être utilisée comme la valeur du placement.

5.1.4.95.1.3.9 Fonds de placement – Produits sans transfert de risque direct

Si la valeur du compte d'une police est liée à un fonds obligataire, mais ne varie pas directement avec la valeur du fonds obligataire, les flux de trésorerie du fonds doivent être projetés de manière à ce que la valeur du fonds change selon la variation des taux d'intérêt de chaque scénario. ~~Dans le cas des fonds communs de placement et des fonds de placement qui détiennent des actifs sans flux de trésorerie fixes (p. ex., des actions et des biens immobiliers), l'assureur doit inclure la valeur marchande du fonds comme un flux de trésorerie à la durée zéro.~~

Dans le cas des fonds communs de placement ou des fonds de placement qui détiennent des actifs sans flux de trésorerie fixes (p. ex., des actions et des immeubles), l'assureur doit traiter les fonds selon la catégorie des actifs détenus par ceux-ci. Par exemple, les fonds d'actions doivent être traités selon la section 5.1.3.7 et les immeubles doivent être traités selon la section 5.1.3.5. Si ces traitements ne peuvent pas être appliqués (p.ex., si les flux de trésorerie des baux des immeubles ne sont pas connus), la valeur au bilan du fonds doit être incluse comme un flux de trésorerie à la durée zéro.

5.1.4.105.1.3.10 Créances titrisées

Dans le cas des créances titrisées dont les flux de trésorerie sont fixes, l'assureur doit projeter les flux de trésorerie fixes sous-jacents. Dans le cas des créances titrisées dont les flux de trésorerie ne sont pas fixes, l'assureur doit utiliser la valeur au bilan comme un flux de trésorerie à la durée zéro.

5.1.4.115.1.3.11 Instruments de capital émis par l'assureur

Les instruments de capital émis par l'assureur lui-même et qui sont admissibles en tant que Capital disponible selon le chapitre 2 (comme les actions privilégiées et les dettes subordonnées) doivent être exclus de la projection des flux de trésorerie de passif.

5.1.4.125.1.3.12 Swaps de taux d'intérêt et de devises

~~Dans le cas d'un swap de taux d'intérêt, un flux de trésorerie nominal doit être ajouté aux flux de trésorerie de l'actif ou du passif à l'échéance du volet à taux fixe du swap. Un montant compensatoire doit être ajouté aux flux de trésorerie à la durée zéro. Le montant compensatoire déclaré peut être positif ou négatif, et constituer un actif ou un passif. Cependant, tout flux de trésorerie nominal déclaré doit faire en sorte que, lorsque les scénarios de taux d'intérêt sont appliqués, la variation de la valeur actualisée des flux de trésorerie nominaux correspond à la variation de la valeur marchande du swaps. Si un swap est lié à un investissement spécifique, il peut être compensé à l'aide des flux de trésorerie d'intérêt déclarés à l'égard de l'investissement.~~

~~La courbe de taux d'intérêt sans risque soumise au choc doit être utilisée pour déterminer les flux de trésorerie variables de l'actif ou du passif. Le taux contractuel doit servir à déterminer les flux de trésorerie fixes de l'actif ou du passif. Tous les flux de trésorerie doivent être actualisés à l'aide des taux d'actualisation du même scénario. Si le modèle de l'assureur utilisé pour l'évaluation aux états financiers peut projeter~~

~~adéquatement la partie variable du swap, alors les flux de trésorerie de l'actif peuvent être mis à jour pour les taux d'intérêt de chaque scénario de choc. Cependant, aucune portion de l'écart de taux du swap ne peut être ajoutée aux taux d'actualisation d'aucun scénario.~~

Les flux de trésorerie projetés pour un swap de taux d'intérêt doivent inclure ceux qui sont prévus être payés ou reçus en vertu de la partie fixe du swap. De plus, pour un swap dont l'assureur effectue les paiements fixes, le montant notionnel du swap doit être projeté comme une rentrée de fonds à la durée zéro et comme une sortie de fonds à son échéance. Pour un swap dont l'assureur reçoit les paiements fixes, le montant notionnel du swap doit être projeté comme une sortie de fonds à la durée zéro et comme une rentrée de fonds à son échéance.

Les mêmes traitements s'appliquent à la partie d'un swap de devises qui effectue ou reçoit les paiements fixes.

~~5.1.4.13~~ **5.1.3.13 Autres instruments dérivés sur taux d'intérêt**

Les instruments dérivés sur taux d'intérêt, autres que des swaps, doivent être inclus comme du flux de trésorerie d'actif ou de passif à la durée zéro dans tous les scénarios. Dans chaque scénario, le flux de trésorerie à la durée zéro pour le dérivé est égal à la juste valeur du dérivé selon les taux d'intérêt sans risque du scénario. Les justes valeurs sous les scénarios de choc doivent être calculées en ne présumant aucun changement à la volatilité sous-jacente des taux d'intérêt.

~~5.1.4.14~~ **5.1.3.14 Hypothèques inversées et prêts garantis**

Dans le cas des hypothèques inversées et des prêts garantis à taux d'intérêt fixe, les flux de trésorerie doivent être projetés à l'aide des Hypothèses de meilleure estimation (y compris les hypothèses de mortalité). Si les actifs comportent des taux d'intérêt variables, ils doivent être ~~déclarés~~ présentés à titre de flux de trésorerie à la durée zéro. Si le modèle de l'assureur utilisé pour l'évaluation aux états financiers peut projeter adéquatement les actifs à taux d'intérêt variable, alors les flux de trésorerie de l'actif peuvent être mis à jour pour les taux d'intérêt de chaque scénario de choc.

~~5.1.4.15~~ **5.1.3.15 Avances sur police**

Dans le cas des avances sur police dont le taux d'intérêt est fixe ou assujéti à des maximums garantis, les flux de trésorerie doivent être projetés en utilisant des hypothèses de mortalité et de déchéance cohérentes avec celles utilisées pour l'évaluation des polices correspondantes. Dans le cas des avances sur police à taux variable sans maximum garanti, le montant des avances doit être ~~déclaré~~ présenté à titre de flux de trésorerie à la durée zéro.

~~5.1.4.16~~ **5.1.3.16 Impôts différés**

Les flux de trésorerie projetés doivent inclure les flux de trésorerie découlant de l'impôt sur les revenus de placement et des écarts temporaires liés à l'impôt projetés selon la

MCAB⁹⁷. Aucun autre flux de trésorerie lié à l'impôt ne doit être inclus dans la projection. Les flux de trésorerie liés aux écarts temporaires liés à l'impôt ne doivent pas être projetés de nouveau pour refléter le scénario de taux d'intérêt.

~~5.1.4.17~~ 5.1.3.17 Hypothèses dynamiques liées aux taux d'intérêt

Si l'assureur projette les flux de trésorerie d'assurance selon la MCAB à l'aide d'hypothèses dynamiques (p. ex., pour les déchéances) qui varient en fonction des taux d'intérêt, les flux de trésorerie de passif projetés dans le scénario initial des taux d'intérêt et dans les scénarios de choc doivent refléter ces hypothèses (c.-à-d. que les hypothèses établies dynamiquement de chaque scénario de taux d'intérêt doivent varier de façon à être conformes au scénario).

~~5.1.4.18~~ 5.1.3.18 Flux de trésorerie liés à l'inflation

La projection des flux de trésorerie de dépenses et de paiements de prestation liés à des ajustements au coût de la vie doit tenir compte de l'impact d'une hypothèse d'inflation qui varie conformément avec chaque scénario. Les taux d'inflation doivent conserver la même relation avec les taux d'intérêt sans risque que celle retenue pour l'évaluation selon la MCAB. Par exemple, si un assureur génère des taux d'inflation dynamiques sous la MCAB, le même générateur doit être utilisé pour produire des taux d'inflation du scénario initial et des scénarios de choc qui sont conformes avec ces scénarios.

~~5.1.4.19~~ — Passif-dépôts

5.1.3.19 Autres instruments financiers

La ~~valeur au bilan~~ projection des flux de trésorerie pour les passifs ~~de type dépôt~~ qui sont classés comme des instruments financiers aux états financiers et qui ne sont pas couverts dans les sections précédentes dépend de l'existence ou non d'une option de remboursement à la demande du titulaire du contrat. Si l'instrument n'est pas remboursable, l'assureur doit projeter les mêmes flux de trésorerie que ceux utilisés pour l'évaluation au bilan. Si l'instrument est remboursable à la demande du titulaire du contrat, les flux de trésorerie doivent être projetés en vertu du scénario initial et des scénarios de choc jusqu'à la date de remboursement où la valeur actualisée des flux de trésorerie selon les taux du scénario est la plus élevée. Plus particulièrement, la valeur au bilan des passifs de type dépôt doit être traitée comme un flux de trésorerie à la durée zéro.

~~5.1.4.20~~ 5.1.3.20 Assurance vie universelle

Pour la plupart des produits, on ne doit projeter que les flux de trésorerie contractuels et il ne doit y avoir aucune hypothèse de réinvestissement. L'assurance vie universelle (VU) est une exception puisque le contrat survit à toute période d'intérêt garantie du compte d'investissement. Il faut donc une hypothèse de réinvestissement afin de

⁹⁷ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

généraliser les taux crédités qui sont utilisés pour projeter des flux de trésorerie de meilleure estimation pour les primes, les frais et les prestations liés aux polices, ainsi que les dépenses.

L'assureur doit utiliser les ~~taux~~Taux d'actualisation du scénario initial et des scénarios de choc (voir les sections 5.1.1 et 5.1.2) afin d'actualiser les flux de trésorerie de VU. Les taux crédités doivent varier adéquatement en fonction du scénario testé, incluant le scénario initial. La relation entre les taux crédités redressés aux fins de l'ESCAP et les taux d'actualisation de l'ESCAP sous chaque scénario doit être cohérente et doit maintenir le même lien qui existe entre les taux crédités réels et les taux d'actualisation qui sont dérivés des actifs (à revenu fixe et à revenu non fixe) adossés aux produits VU particuliers en vertu du scénario de base de la MCAB.

Si le contrat d'assurance vie universelle comporte des garanties de taux d'intérêt minimum, l'effet de ces garanties doit être pris en compte dans le scénario testé.

Si le rendement d'une garantie du compte d'investissement d'un contrat d'assurance vie universelle est lié à celui d'actifs particuliers et que ces derniers sont détenus par l'assureur, les flux de trésorerie de ces actifs et passifs doivent être inclus avec les flux de trésorerie des autres produits indexés (voir la section 5.5). Si les actifs adossés ne sont pas détenus, les flux de trésorerie doivent être projetés à l'aide d'hypothèses compatibles avec celles utilisées pour l'évaluation au bilan, puis ajustés selon le scénario testé.

~~Les flux de trésorerie d'assurance vie universelle ne sont pas ajustés en fonction de l'évolution prévue des taux de déchéance et des frais liés aux dépenses attribuable aux changements des taux d'intérêt de chaque scénario. Une exigence pour ces changements est incluse dans le capital requis du risque d'assurance.~~

5.2 Risque relatif aux actions

Le risque relatif aux actions est le risque de perte financière découlant de la fluctuation potentielle du cours des actions ordinaires et de leurs dérivés. Il comprend les éléments risque systémique et risque particulier influant sur la fluctuation du cours des actions.

5.2.1 Actions ordinaires

~~Le~~L'exigence de capital ~~requis~~ de tous les investissements considérés comme des actions ordinaires (y compris les titres d'indice boursier, les portefeuilles d'actions sous gestion, les fiducies de revenu, les sociétés en commandite dont l'objet n'est pas la gestion d'immeubles et les participations en coentreprise) doit être ~~calculé~~calculée en appliquant un facteur à la valeur marchande de l'investissement. Le facteur de base est de 35 % pour les actions des marchés développés et 45 % pour les actions des autres marchés. Le facteur de base est augmenté de 5 points de base (c.-à-d. à 40 % ou 50 %) si :

- les actions ne sont pas cotées sur une bourse publique reconnue (p. ex., les placements en actions privés);

- la participation de l'assureur dans les actions constitue une participation notable (voir la section 1.5.2) sans contrôle.

Actions ordinaires	
35 %	Participation dans des actions cotées des marchés développés qui ne constitue pas une participation notable
40 %	Participation dans des actions non cotées des marchés développés ou qui constitue une participation notable
45 %	Participation dans des actions cotées des autres marchés qui ne constitue pas une participation notable
50 %	Participation dans des actions non cotées des autres marchés ou qui constitue une participation notable

Le facteur pour une participation notable doit s'appliquer à la valeur de la participation réduite du montant des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels qui lui sont associés qui est déduit du Capital brut de catégorie 1 selon la section 2.1.2.1.

Les marchés développés comprennent les pays définis comme marchés développés par au moins deux des cinq fournisseurs de données suivants : Dow Jones & Company, FTSE Group, MSCI Inc., Russell Investments et Standard and Poor's.

Les facteurs de risque relatif aux actions ordinaires pour les participations notables ne s'appliquent pas à une participation dans une entité de fonds communs de placement qui constitue une participation notable si l'entité n'utilise pas de levier financier pour accroître son avoir en empruntant sur les marchés, ni pour majorer ses placements. L'exigence de capital doit plutôt s'appliquer aux actifs de l'entité de fonds communs de placement en fonction des exigences de la section 5.4. Par exemple, les facteurs pour les participations notables ne s'appliquent pas lorsque l'assureur possède une participation notable dans un fonds communs de placement par l'entremise d'une transaction qui est structurée de telle manière à transférer les rendements inaltérés (c.-à-d. sans garantie de rendement) dans la participation notable au porteur des parts du fonds.

Le traitement pour la compensation de positions longues et courtes d'actions identiques ou étroitement corrélées est décrit dans la section 5.2.4.

5.2.2 Actions privilégiées

~~L~~ L'exigence de capital ~~requis~~ pour les actions privilégiées dépend de leurs notations. ~~Elle~~ Elle est ~~calculé~~ calculée en appliquant les facteurs présentés dans le tableau suivant à leurs valeurs marchandes. L'Annexe 5-A présente la correspondance entre les catégories de notation utilisées dans le tableau ci-dessous et par différentes agences de notation. La section 3.1.1 énonce les exigences liées à l'utilisation des notations.

Actions privilégiées Catégorie de notation	Facteur
3-%P1	AAA, AA, Pfd-1 ou P-13 %
5-%P2	A, Pfd-2 ou P-25 %
40-%P3	BBB, Pfd-3 ou P-310 %
20-%P4	BB, Pfd-4 ou P-420 %
P5 et sans notation de risque des actions ordinaires	B ou inférieure, Pfd-5 ou P-5 et non notées Facteur de risque des actions ordinaires

~~Les facteurs pour les actions privilégiées s'appliquent à tous~~ Pour les investissements dans des instruments de capital, autres que des actions ordinaires, ~~(incluant les dettes subordonnées)~~ ou privilégiées, émis par des institutions financières canadiennes ou étrangères qui sont admissibles en capital selon les normes de solvabilité du territoire d'origine de l'institution financière, ~~(p. ex., les dettes subordonnées)~~, le facteur applicable est le plus élevé des facteurs suivants :

1. le facteur pour les actions privilégiées associé à :
 - a. la notation des émissions de premier rang non garanties; ou
 - b. si l'émetteur n'a pas de notation pour des émissions de premier rang non garanties, la notation la plus élevée assignée à ses titres de créance non garantis en circulation;
2. le facteur de risque de crédit défini à la section 3.1 qui est associé à la notation et à l'échéance de l'instrument de capital.

5.2.3 Actifs reproduits synthétiquement et produits dérivés

La présente section décrit ~~le~~ exigence de capital ~~requis~~ pour les transactions qui augmentent l'exposition de l'assureur au risque de marché et pour lesquelles le plein montant notionnel de la transaction peut ne pas être inscrit au bilan, telles que les transactions de produits dérivés. L'assureur doit ~~inscrire le~~ calculer des exigences de capital en fonction du montant d'exposition ~~total dans le formulaire ESCAP et maintenir du capital requis afin de couvrir tout le~~ du risque sous-jacent ~~total~~ assumé ~~pour~~ en vertu de ces transactions, peu importe ~~la façon dont~~ si elles sont comptabilisées au bilan ~~et de la façon dont elles le sont~~.

La présente section s'applique aux actifs adossés aux passifs des garanties des fonds distincts, à l'exception des actifs qui servent clairement de couvertures pour le risque de garantie des fonds distincts de l'assureur dans le cadre d'une stratégie de couverture autorisée par l'Autorité (voir la section 7.2.8). Aucun capital additionnel n'est requis en vertu de la présente section pour les couvertures des passifs de produits indexés qui ont été prises en compte dans le calcul du facteur de corrélation selon la section 5.5 ~~ou pour~~

~~les options de vente achetées qui servent clairement de couvertures pour le risque de garantie des fonds distincts de l'assureur. Pour les couvertures de garantie de fonds distincts mises en place dans le cadre d'un programme de couvertures autorisé par l'Autorité, celle-ci déterminera au moment de l'autorisation si les couvertures sont soumises ou non aux exigences de la présente section.~~

~~L'exigence de capital pour certaines couvertures peut être réduit jusqu'à un minimum de zéro si l'assureur est en mesure de démontrer, à la satisfaction de l'Autorité, que les pertes sur ces couvertures dans le cadre de scénarios particuliers seraient compensées par la diminution de ses passifs relatifs aux garanties des fonds distincts. Cette réduction s'applique lorsque l'assureur conclut des transactions (y compris des positions courtes sur actions) qui :~~

- ~~• servent à couvrir le risque de garantie des fonds distincts de l'assureur;~~
- ~~• ne servent pas de compensation ou de couverture à l'égard d'autres positions détenues par l'assureur afin de réduire le capital requis; et~~
- ~~• n'ont pas été acceptées dans le cadre d'un programme de couverture autorisé par l'Autorité;~~

~~En pareil cas, l'assureur doit communiquer par écrit avec l'Autorité pour obtenir toutes les précisions sur le calcul des exigences de capital pour ces couvertures. Les renseignements détaillés du calcul doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation de conformité à la ligne directrice de capital.~~

Les exigences de la présente section s'appliquent distinctement des exigences de risque de crédit de la contrepartie découlant de transactions hors bilan. Les exigences pour les coûts potentiels de remplacement définies dans la section 3.1 et dans le chapitre 4 s'appliquent aussi aux transactions décrites dans la présente section.

5.2.3.1 Position courte sur actions

~~Le~~L'exigence de capital requis pour une position courte sur actions ou sur indices qui ne compense pas en partie ou en entier une position longue en actions est ~~le~~la même que pour une position longue de la même ampleur. Les positions dont la compensation peut être reconnue et le traitement correspondant sont décrits dans la section 5.2.4.

5.2.3.2 Contrats à terme et swap

~~Le~~L'exigence de capital requis pour une position de contrat à terme d'actions ou d'indices est ~~le~~la même que pour la position au comptant équivalente. ~~Elle~~ Elle doit être inscrit dans le formulaire ESCAP présentée comme si la position était courante. ~~Le~~ L'exigence de capital requis pour un swap est ~~le~~la même que ~~celui~~celle d'une série de transactions de contrats à terme qui reproduit le swap.

Exemple : Contrat à terme et swap

- 1) Un assureur a réalisé une transaction de contrat à terme standardisé pour acheter des actions à une date future. L'assureur doit inscrire une exposition en actions d'un montant égal à la valeur marchande courante totale des actions sous-jacentes au contrat à terme.

Exemple :

- 2) Un assureur a réalisé une transaction de swap, dont le terme est d'un an, pendant laquelle il paiera le rendement total (coupons et gain de capital) d'une obligation d'État avec une échéance de 10 ans et recevra le rendement sur un indice d'actions notionnel qui valait 100 M\$ au moment de la transaction. La valeur de l'indice d'actions est maintenant de 110 M\$. L'assureur doit inscrire une exposition en actions de 110 M\$ pour la position longue dans l'indice et ~~une exposition~~ des flux de trésorerie de passif dans le calcul du risque de taux d'intérêt pour la position courte dans l'obligation.

5.2.3.3 Options sur actions

La méthode devant être utilisée pour déterminer ~~le~~ l'exigence de capital ~~requis~~ pour les options sur actions qui ont été achetées et pour celles qui ont été vendues est décrite ci-dessous. Cette méthode ne doit pas être appliquée aux options sur actions intégrées dans les produits vendus aux titulaires de police. ~~Le~~ L'exigence de capital ~~requis pour~~ le ~~du~~ risque de marché ~~pour les~~ des polices intégrant une option sur actions doit être ~~calculé~~ calculée en utilisant la méthodologie pour les produits indexés (voir la section 5.5) ou celle pour les garanties de fonds distincts (voir le chapitre 7) selon le produit en cause.

~~Le~~ L'exigence de capital ~~requis~~ pour une option (ou une combinaison d'options sur la même action sous-jacente) est ~~déterminé~~ déterminée par la construction d'une matrice à deux dimensions des variations de valeur de la position d'option selon divers scénarios de marché, à l'aide du modèle d'évaluation utilisé pour les états financiers. Dans la première dimension de la matrice, l'assureur doit évaluer le prix de la position d'option sur une fourchette couvrant une étendue correspondant à l'exigence de risque des actions au-dessus et au-dessous de la valeur courante de l'action ou de l'indice sous-jacent, divisée en intervalles égaux présentant au moins sept observations (incluant l'observation courante). La deuxième dimension de la matrice comporte un changement dans la volatilité de l'action ou de l'indice sous-jacent égal à $\pm 25\%$ de sa volatilité courante. ~~Le~~ L'exigence de capital ~~requis~~ pour la position d'option est alors ~~égal~~ égale à la plus importante baisse de valeur calculée dans la matrice. L'application de la méthode et la description détaillée de l'analyse réalisée doivent être divulguées dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital⁹⁸.

⁹⁸ L'assureur doit pouvoir démontrer une compréhension détaillée du modèle d'évaluation utilisé pour construire la matrice de scénarios. Le modèle doit être revu et testé de façon indépendante sur une base continue à la satisfaction de l'Autorité. Les prix de marché, les volatilités et les autres entrants dans le modèle d'évaluation doivent faire l'objet de vérifications par une personne objective et qualifiée qui n'est pas proche ou sinon impliquée dans les transactions ou qui ne possède pas un pouvoir de

Pour une option achetée, comme alternative à la construction d'une matrice de scénarios, l'assureur peut déduire la valeur comptable de l'option du Capital disponible de catégorie 1.

Exemple : Option sur actions

Un assureur a vendu une option d'achat sur une action canadienne cotée sur une bourse publique. Cette action possède maintenant une valeur marchande de 100 \$ et une volatilité de 20 %. La première dimension de la matrice doit couvrir une étendue de valeurs de 65 \$ à 135 \$, divisée en six intervalles de 11,67 \$ chacun, et la deuxième dimension devrait supposer que la volatilité demeure à 20 %, augmente à 25 % (= 20 % + 25 % × 20 %) ou diminue à 15 % (= 20 % - 25 % × 20 %). Si la variation de la valeur de la position d'option de l'assureur selon les divers scénarios de marché est telle que celle présentée dans le tableau ci-dessous, alors l'exigence de capital requis pour l'option est de 25,83 \$.

Gain (perte) attribuable à la variation de la valeur de l'option

Volatilité	Valeur de l'action						
	65,00 \$	76,67 \$	88,33 \$	100,00 \$ (courante)	111,67 \$	123,33 \$	135,00 \$
15 %	10,36 \$	9,65 \$	7,11 \$	1,86 \$	(5,78 \$)	(14,85 \$)	(24,54 \$)
20 % (courante)	10,01 \$	8,59 \$	5,36 \$	0,00 \$	(7,21 \$)	(15,72 \$)	(24,99 \$)
25 %	9,37 \$	7,31 \$	3,58 \$	(1,89 \$)	(8,85 \$)	(16,96 \$)	(25,83 \$)

5.2.3.4 Obligations indexées sur actions

La valeur comptable inscrite au bilan d'une obligation indexée sur actions ou indices doit être décomposée en la somme d'un montant « revenu fixe » (équivalent à la valeur actualisée des paiements garantis minimums de l'obligation) et d'un montant représentant la valeur de l'option intégrée dans l'obligation. La portion « revenu fixe » de l'obligation doit être classée comme une exposition en obligation assujettie à l'exigence de risque de crédit fondée sur la notation et l'échéance de l'obligation, et le montant résiduel doit être traité comme une option sur actions.

Exemple : Obligation indexée sur actions

décision à ce sujet. Un assureur qui n'applique pas la méthode de la matrice à la satisfaction de l'Autorité doit déduire la valeur comptable totale de l'option achetée du Capital disponible de catégorie 1.

Un assureur a acheté une obligation indexée sur actions détenant la notation A d'une banque canadienne pour 10 000 \$. L'obligation garantit le paiement dans deux ans du prix d'achat de 10 000 \$ plus le prix d'achat multiplié par 65,7 % du pourcentage d'accroissement (si positive) du S&P 500 jusqu'à l'échéance de l'obligation. L'assureur utilise le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes pour la préparation de ses états financiers. La volatilité implicite de l'indice d'actions est de 25 %, la courbe de rendement est nivelée, le taux sans risque annuel est de 5 % et le taux d'emprunt annuel de la banque émettrice est de 6,5 %. ~~Le~~L'exigence de capital ~~requis~~ total pour cette obligation est de $(88,17 \$ + 1\,118,92 \$ + 17,09 \$) = 1\,224,18 \$$, soit la somme des trois exigences suivantes.

1. Une exigence pour obligation

La valeur de la ~~portion~~partie « revenu fixe » de l'obligation est de $10\,000 \$ / (1,065 \%)^2 = 8\,816,59 \$$. L'exigence de risque de crédit, basée sur la notation A et l'échéance de deux ans de l'obligation, est de 1 % de ce montant, soit 88,17 \$.

2. Une exigence pour option

La valeur de l'option d'achat intégrée dans l'obligation, incluant le risque de crédit de l'émetteur, est le montant résiduel, soit 1 183,41 \$. Dans la matrice de scénarios d'option, la plus grande perte se produira si la valeur de l'indice diminue de 35 %, conjointement avec une baisse de la volatilité de l'indice jusqu'à 18,75 %. Il s'agit d'une diminution de la valeur de l'option de 1 118,92 \$, soit ~~le~~l'exigence de capital ~~requis~~ pour l'option.

3. Une exigence de risque de crédit de contrepartie (selon le chapitre 4)

Le montant d'exposition de l'option est calculé à l'aide de la méthode d'évaluation du risque courant de cette façon :

Évaluation au prix du marché positive + Facteur × Notionnel

$$= 1\,183,41 \$ + 8 \% \times 6\,570 \$$$

$$= 1\,709,01 \$$$

Puisque l'obligation porte la notation A, l'exigence de capital est de 1 % du montant d'exposition courant, soit 17,09 \$.

5.2.3.5 Obligations convertibles

~~Le~~L'exigence de capital ~~requis~~d'une obligation convertible est ~~égal~~égale à la somme ~~du~~de l'exigence de capital ~~requis~~du risque de crédit pour la ~~portion~~partie « revenu fixe » de l'obligation et de l'exigence pour options sur actions pour le bon de souscription intégré dans l'obligation. ~~Le~~L'exigence de capital ~~requis~~pour la ~~portion~~partie « revenu fixe » est ~~égal~~égale à la multiplication du facteur de risque de crédit de l'obligation (basé sur sa notation et son échéance) par la valeur actualisée des paiements garantis minimums de l'obligation. ~~Le~~L'exigence de capital ~~requis~~pour le bon de souscription

intégré doit être ~~calculé~~calculée en utilisant la méthode de la matrice des scénarios (voir la section 5.2.3.3) pour les options sur actions, où les gains et les pertes sont basés sur la variation de la valeur de la ~~portion~~partie « bon de souscription » de l'obligation (si la méthode d'évaluation détermine une valeur explicite à cette ~~portion~~partie) ou sur la variation de la valeur globale de l'obligation.

Une méthode alternative pouvant être utilisée par l'assureur est de classer la valeur au bilan globale de l'obligation convertible comme une exposition en actions et de calculer ~~le~~l'exigence de capital~~-requis~~ de l'obligation en appliquant le facteur de risque de marché des actions à la valeur de l'obligation.

5.2.4 Reconnaissance des couvertures par actions

Les couvertures par actions ou par options de positions en actions peuvent être reconnues si elles respectent les conditions de la présente section. Cependant, elles ne peuvent pas être reconnues si elles sont :

~~5.2.4.11.1.1 Compensation des positions longues et courtes sur actions~~

- ~~Les positions sur actions~~ adossées aux passifs des titulaires de produits indexés pour lesquels un facteur est calculé conformément à la section 5.5 ~~ne peuvent pas être considérées comme une compensation d'une autre position. Les couvertures qui compensent une position en actions ne peuvent être reconnues que si la partie qui fournit la couverture est un garant admissible, selon la définition établie à la section 3.3.4.;~~ ou
- utilisées dans le cadre d'une stratégie de couverture pour les garanties de fonds distincts lorsque l'assureur utilise la méthode avec reconnaissance de cette stratégie présentée à la section 7.2.8.

Aussi, de telles couvertures ne peuvent être reconnues que si la partie qui fournit la couverture est un garant admissible selon la section 3.3.4.

5.2.4.1 Compensation des positions longues et courtes sur actions

Actifs de référence identiques

Les positions longues et courtes dans la même action ou le même indice sous-jacent peuvent être considérées comme des positions symétriques. Un montant d'exigence de capital~~-requis~~ doit donc être détenu uniquement pour la position nette.

Actifs de référence étroitement corrélés

Lorsque les titres ou les indices sous-jacents associés à une position longue et à une position courte ne sont pas exactement les mêmes, mais qu'ils sont étroitement corrélés (p. ex., un indice boursier général et un sous-indice de grandes capitalisations), l'assureur doit calculer le facteur d'exigence de capital~~-requis~~ à l'égard de la position combinée au moyen de la méthode de facteur de corrélation décrite dans la

section 1.1.1. Cependant, le facteur maximum est le double du facteur pour les actions ordinaires approprié dans ce cas-ci. Si l'assureur n'a pas détenu la position courte pendant toute la période de référence du calcul du facteur de corrélation, mais que le titre ou l'indice sur lequel repose la position courte a eu un cours publié au moins chaque semaine lors des deux dernières années, l'assureur peut faire le calcul comme s'il avait détenu la position courte pendant toute la période. Cependant, le rendement des positions courtes gérées activement ne peut être induit pour les périodes pendant lesquelles les positions n'étaient pas réellement détenues et les fonds communs de placement qui sont gérés activement à l'externe ne peuvent pas être considérés comme des positions courtes compensatoires dans une relation de couverture inexacte. Les renseignements détaillés du calcul doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital.

5.2.4.2 Reconnaissance des couvertures par options

~~Les couvertures par options d'une position en actions ne peuvent être reconnues que si le fournisseur de la couverture est un garant admissible, selon la définition à la section 3.3.4. Les couvertures par options du risque de garantie des fonds distincts ne peuvent pas être prises en compte dans le calcul du capital requis lié aux garanties des fonds distincts sans l'autorisation explicite de l'Autorité. L'Autorité indiquera la forme et le montant de cette prise en compte au moment de l'autorisation. Les couvertures d'options relatives au risque de garantie de fonds distincts dont la prise en compte est ainsi acceptée ne peuvent pas être appliquées à d'autres risques d'actions.~~

Actifs de référence identiques

Si l'actif de référence d'une option est exactement le même que celui sur lequel repose une position en actions, l'assureur peut exclure la détention d'actions dans son calcul ~~d'exigence~~ de capital ~~requis~~ pour ses expositions en actions et considérer plutôt la variation de valeur intégrée de la position d'actions avec l'option dans la construction de la matrice de scénarios (voir la section 5.2.3.3).

Actifs de référence étroitement corrélés

Si l'actif de référence d'une option n'est pas exactement le même que celui sur lequel repose une position en actions, mais qu'il est étroitement corrélé à ce dernier, il faut calculer le facteur ~~d'exigence~~ de capital ~~requis~~ à l'égard de la compensation des positions courtes et longues de l'actif de référence de l'option et de l'actif sur lequel repose la position en actions en utilisant la méthode décrite dans la section 0. L'assureur peut alors exclure la détention d'actions dans son capital requis pour ses expositions en actions et considérer plutôt la variation de valeur intégrée de la position d'actions avec l'option dans la construction de la matrice de scénarios (voir la section 5.2.3.3). Cependant, la variation de l'actif de référence de l'option selon chaque scénario doit être considérée comme étant supérieure ou inférieure à la variation de l'action (afin de générer une valeur inférieure à la position de l'option) d'un montant égal ~~au~~ ~~à l'exigence~~ de capital ~~requis~~ pour des positions symétriques. Aucun autre ajustement ne doit être apporté aux changements présumés de volatilité d'actif dans les scénarios pour tenir compte de l'asymétrie des actifs. Les renseignements détaillés du calcul doivent être

inclus dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital.

Exemple : Couverture par options

Un assureur détient une position longue sur un indice boursier principal dans un marché développé et détient également une option d'achat et une option de vente sur différents indices étroitement corrélés à l'indice principal. Le facteur F le plus élevé au cours des quatre trimestres précédents entre l'indice de référence de l'option d'achat et l'indice principal, calculé conformément à la section 1.1.1, est de 3 %, et le facteur F le plus élevé des quatre trimestres précédents entre l'indice de référence de l'option de vente et l'indice principal est de 1 %. L'assureur devra donc construire une matrice de scénarios dans laquelle le cours de l'indice principal se situerait entre 35 % en-dessous et 35 % au-dessus de sa valeur actuelle, tandis que l'indice sous-jacent de l'option d'achat se situerait entre 38 % en-dessous et 32 % au-dessus de sa valeur actuelle, et l'indice sous-jacent de l'option de vente se situerait entre 34 % en-dessous et 36 % au-dessus de sa valeur actuelle. Dans les scénarios de la colonne du centre de la matrice, l'indice principal conservera sa valeur actuelle, tandis que l'indice sous-jacent de l'option d'achat sera inférieur de 3 % à sa valeur actuelle et l'indice sous-jacent de l'option de vente sera supérieur de 1 % à sa valeur actuelle.

Il faut noter que, pour une position courte en options, la direction de l'ajustement pour tenir compte de la corrélation sera contraire à celle d'une position longue en options. Ainsi, si l'assureur avait vendu les options d'achat et de vente au lieu de les acheter, l'indice sous-jacent de l'option d'achat se serait situé entre 32 % en-dessous et 38 % au-dessus de sa valeur actuelle dans la matrice de scénarios et l'indice sous-jacent de l'option de vente se serait situé entre 36 % en-dessous et 34 % au-dessus de sa valeur actuelle.

5.3 Risque lié à l'immobilier

Le risque de marché lié à l'immobilier est le risque de perte financière découlant de la fluctuation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie des ~~placements immobiliers~~ immeubles de placement et des détentions d'autres immobilisations corporelles. Cette exigence s'applique aussi aux participations à titre de commanditaire dans des sociétés en commandite dont l'objet est la gestion d'immeubles, comme si l'assureur détenait directement les ~~biens immobiliers~~ immeubles détenus par ces sociétés.

5.3.1 Immeubles de placement

La valeur comptable des immeubles de placement comporte deux volets : les baux en vigueur et la valeur résiduelle de l'immeuble. Pour les baux en vigueur, ~~l'exigence de capital requis est~~ calculée pour le risque de crédit (voir la section 3.1.9.2) et pour le risque de taux d'intérêt (voir la section 5.1). Le montant d'exposition utilisé pour déterminer l'exigence du risque de crédit est la valeur actualisée des flux de trésorerie des baux contractuels, incluant les remboursements projetés pour les frais ~~d'opération~~ d'exploitation payés par le locateur, à l'aide des ~~taux d'intérêt~~ Taux

d'actualisation du scénario initial décrits dans la section 5.1.1. La valeur résiduelle d'un immeuble de placement est la ~~juste~~-valeur au bilan à la date du bilan, réduite de la valeur actualisée des flux de trésorerie fixes prévus au contrat, ~~tels que~~ déterminés ~~dans~~ conformément à la section 5.1.3.5, mais incluant les flux de trésorerie des loyers payés d'avance. ~~Le~~-L'exigence de capital ~~requis~~ pour la valeur résiduelle de l'immeuble est ~~calculé~~calculée en appliquant un facteur de 30 % à cette valeur.

Les renseignements détaillés des calculs et des facteurs utilisés doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

5.3.2 Autres immobilisations corporelles

Dans le cas des ~~biens immobiliers~~immeubles occupés par leur propriétaire⁹⁹, ~~le~~l'exigence de capital ~~requis~~ correspond à la différence (si positive) entre leur valeur aux fins de l'ESCAP et 70 % de leur juste valeur à la date du bilan, où leur valeur aux fins de l'ESCAP est la suivante :

- la valeur établie selon la moyenne mobile tout juste avant la transition aux IFRS réduite des amortissements ultérieurs (lorsqu'ils ont été comptabilisés) si les ~~biens immobiliers~~immeubles ont été acquis avant la transition aux IFRS;
- le coût d'acquisition initial réduit des amortissements ultérieurs (lorsqu'ils ont été comptabilisés) si ~~le bien immobilier~~ les immeubles ont été acquis après la transition aux IFRS.

Dans le cas ~~des~~ de toutes les autres immeubles sans flux de trésorerie garantis par contrat, y compris les biens relatifs au pétrole et au gaz, ~~des~~les terres à bois, ~~des~~ et les propriétés agricoles ~~et de tous les autres biens immobiliers, usines et équipements sans flux de trésorerie garantis par contrat, le~~, l'exigence de capital ~~requis~~ correspond à la différence (si positive) entre la valeur ~~du bien immobilier~~ au bilan de l'immeuble à la date du bilan et 70 % de sa juste valeur à la même date.

Si la juste valeur d'un ~~bien immobilier~~immeuble n'est pas disponible, ~~le~~l'exigence de capital ~~requis~~ est ~~égal~~égale à 30 % de sa valeur au bilan. ~~Le~~L'exigence de capital ~~requis~~ doit être ~~calculé~~calculée individuellement pour chaque ~~bien immobilier~~immeuble.

L'exigence de capital pour les autres immobilisations corporelles est égale à 30 % de leur valeur au bilan.

Les renseignements détaillés des calculs ~~et des facteurs utilisés~~ doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~relative à la ligne directrice de capital.

⁹⁹ Si l'assureur loue à un tiers une ~~portion~~partie d'un ~~bien immobilier~~immeuble qu'il occupe, il peut traiter le bail comme si celui-ci portait sur un local d'un immeuble de placement.

5.4 Fonds communs de placement

Le facteur pour les placements en fonds communs de placement¹⁰⁰, fonds indiciel négociable en bourse, fonds distincts et fiducies d'investissement immobilier sans levier¹⁰¹ est la moyenne pondérée des facteurs **des risques de marché et de crédit** s'appliquant aux actifs dans lesquels le fonds est autorisé à investir. Le calcul des pondérations et des facteurs repose sur l'hypothèse que le fonds investit en premier lieu, et jusqu'à la limite maximale autorisée par son prospectus ou sa notice annuelle (si elle est plus à jour), dans des catégories d'actifs auxquelles s'applique l'exigence de capital la plus élevée. Ensuite, on doit supposer que le fonds investit, jusqu'aux limites maximales autorisées, dans des catégories d'actifs pour lesquelles l'exigence de capital est de moins en moins élevée, jusqu'à ce qu'une répartition de 100 % soit atteinte. Le facteur s'appliquant aux fonds communs de placement correspond à la somme des produits des pondérations et des facteurs correspondant à la répartition présumée des placements.

En l'absence de limites spécifiques relatives aux catégories d'actifs, ou si le fonds ne respecte pas les limites énoncées dans son prospectus ou sa notice annuelle, la valeur totale du fonds est soumise à l'exigence de capital la plus élevée qui s'applique à un des titres que détient le fonds ou dans lequel il est autorisé à investir. Un fond qui utilise un levier est traité comme un placement en actions et se voit affecter le facteur de risque relatif aux actions approprié pour le fonds selon la section 5.2.1.

Les renseignements détaillés du calcul et du coefficient utilisé doivent être inclus dans le Rapport sur l'attestation **de conformité relative** à la ligne directrice de capital.

5.5 Risque lié aux produits indexés

5.5.1 Portée d'application

Les facteurs du risque de crédit de la section 3.1 et les exigences du risque de marché des sections ~~5.4~~ 5.4 ne s'appliquent pas aux actifs adossés aux produits indexés. Ces actifs doivent tous être segmentés et inclus dans la page appropriée du formulaire ESCAP. Ils font l'objet de facteurs fondés sur la corrélation historique entre les rendements hebdomadaires des actifs et des passifs selon la section 1.1.1.

¹⁰⁰ Si le bilan consolidé de l'assureur inclut une entité de fonds communs de placement sans levier financier et que le placement dans cette entité n'est pas déduit du Capital disponible, les exigences de la présente section s'appliquent à la **portion partie** des fonds dont le rendement est retenu par l'assureur pour son propre compte. Les exigences de la présente section ne s'appliquent pas à la **portion partie** des fonds pour laquelle l'assureur peut démontrer à la satisfaction de l'Autorité (1) que des titulaires de police ou des investisseurs externes en détiennent la propriété, (2) l'existence d'une obligation contractuelle de transférer tout le rendement et (3) que l'assureur est en mesure de suivre et de distinguer ces unités de celles détenues pour son propre compte. La **portion partie** des fonds à laquelle ne s'appliquent pas les exigences de la présente section est assujettie aux exigences du risque lié aux produits indexés de la section 5.5.

¹⁰¹ Les fonds utilisant un levier sont ceux qui émettent des titres de créance ou des actions privilégiées, ou qui emploient des instruments dérivés financiers pour accroître le rendement. Les fonds dont le levier n'est pas important peuvent être considérés comme des fonds sans levier.

Le calcul du facteur de corrélation peut être utilisé pour les produits indexés, comme les polices d'assurance vie universelle, qui possèdent les caractéristiques suivantes.

- Les actifs et passifs de ces contrats sont détenus dans le fonds général de l'assureur.
- La police précise le rendement auquel le titulaire a droit. Le rendement est fondé sur un indice, qui peut être soumis à un plancher. Voici des exemples de ce genre de rendements :
 - le même rendement qu'un indice public particulier. Il peut s'agir, entre autres, d'un indice boursier public, d'un indice obligataire, d'un indice mis à jour par une institution financière, etc.
 - le même rendement que ce que rapporte un des fonds distincts ou fonds communs de placement de l'assureur;
 - le même rendement que ce que rapporte un fonds commun de placement d'une autre société.
- L'assureur peut investir dans des actifs autres que ceux qui constituent les indices.

Les conditions suivantes doivent être respectées.

1. Tous les actifs adossés aux produits indexés doivent être segmentés en sous-groupes.
2. Pour chacun des indices dont il est question dans les produits, il faut maintenir un sous-groupe distinct d'actifs.
3. Les rendements (à la valeur marchande) de chaque sous-groupe d'actifs doivent être suivis.
4. Tous les transferts vers, ou depuis, un sous-groupe d'actifs doivent être effectués à la valeur marchande.

~~5.5.2~~ Capital requis

5.5.2 Exigence de capital

Le facteur F applicable à un sous-groupe particulier d'actifs est obtenu par cette formule :

$$F = 20 \times (C - B + B \times \sqrt{2 - 2A})$$

où :

- A représente la corrélation historique entre les rendements crédités aux fonds des titulaires de police et les rendements des actifs du sous-groupe;
- B correspond au minimum entre l'écart type des rendements des actifs et l'écart type des rendements crédités aux fonds des titulaires de police;

- C correspond au maximum entre l'écart type des rendements des actifs et l'écart type des rendements crédités aux fonds des titulaires des polices.

Il faut calculer un facteur pour chacun des sous-groupes d'actifs.

Les corrélations historiques et les écarts types doivent être calculés sur une base hebdomadaire et couvrir les 52 semaines antérieures. Les rendements des sous-groupes d'actifs se mesurent par l'augmentation de leur valeur marchande, réduite des flux de trésorerie des titulaires de police.

Le facteur F des 52 semaines antérieures doit être calculé à chaque trimestre. L'exigence de capital est égale au produit du plus élevé des facteurs trimestriels calculés pour les quatre derniers trimestres à la juste valeur des actifs dans le sous-groupe d'actifs à la fin du trimestre.

Au lieu d'utiliser les fonds des titulaires de police dans les calculs, l'assureur peut se servir des valeurs de rachat ou les passifs ~~de police~~des polices pour mesurer la corrélation. La même base doit être appliquée pour toutes les périodes.

Les facteurs des risques de crédit et de marché doivent être appliqués aux actifs adossés :

- à des produits indexés qui ne sont pas segmentés en sous-groupes;
- à des produits indexés pour lesquels il est impossible de calculer F ;
- à de nouveaux fonds pendant les trois premiers trimestres. En tenant compte de l'exigence d'utiliser le plus élevé des facteurs trimestriels calculés pour les quatre derniers trimestres, ceci signifie que l'exigence correspond à celle des actifs sous-jacents pour les 18 premiers mois d'existence des nouveaux fonds.

Par simplification, l'assureur peut choisir d'appliquer le facteur pour les actions ordinaires selon la section 5.2.1, approprié aux actifs énumérés ci-dessus.

Lorsque la stratégie d'investissement utilisée repose sur des indices synthétiques, il existe certains risques de crédit que le titulaire de police n'assume pas directement. Par exemple, il peut s'agir du risque de crédit relatif aux titres à revenu fixe et au risque de contrepartie relatif aux instruments dérivés qui sont achetés dans le cadre des stratégies reposant sur des indices synthétiques. ~~Le~~L'exigence de capital ~~requis~~ pour ces risques de crédit doit être ~~détenu~~détenue par l'assureur, en plus des exigences relatives aux produits indexés requises par la présente section.

Dans le cas des produits indexés comportant une garantie de prestation minimale de décès, l'exigence ~~appropriée~~ à l'égard des garanties en cas de décès liées aux fonds distincts doit être appliquée. Cette exigence peut être obtenue à l'aide de la méthode décrite dans le chapitre 7.

5.6 Risque de change

Le risque de change est le risque de perte financière attribuable aux changements du montant et de l'échéance des flux de trésorerie à la suite de la fluctuation des taux de change. Le calcul du capital requis ~~pour le~~du risque de change comporte ~~deux~~trois étapes. La première étape vise à mesurer l'exposition dans chaque monnaie. La deuxième étape vise à calculer l'exigence de capital pour le portefeuille de positions dans des monnaies différentes. ~~En résumé, l'exigence de capital est égale à, soit 30 % de la~~ somme des montants suivants :

- le montant le plus ~~élevé~~élevé de (i) la somme des positions longues ouvertes nettes dans chaque monnaie et (ii) la somme des positions courtes ouvertes nettes dans chaque monnaie, ~~à laquelle on ajoute ; la position ouverte nette sur l'or¹⁰², indépendamment du signe de celle-ci. Une exigence au titre de la volatilité des monnaies est ensuite ajoutée, le cas échéant.~~
- la position ouverte nette sur l'or¹⁰³, indépendamment du signe de celle-ci.

Une exigence au titre de la volatilité des monnaies est ensuite ajoutée, le cas échéant. Lors de la dernière étape, le capital requis global du risque de change est attribué aux blocs des produits avec et sans participation de chaque région.

5.6.1 Mesure de l'exposition dans une seule monnaie

La position ouverte nette dans chaque monnaie (y compris l'or) est égale au total des montants suivants :

- la position nette au comptant, soit l'excédent du total de l'actif sur celui du passif, dans la monnaie en cause, y compris l'intérêt couru et les dépenses à payer, mais à l'exception des provisions pour risque de change conservées dans les passifs des contrats d'assurance. La position nette au comptant est calculée ~~en tenant compte de~~après réduction pour toute ~~la~~forme de réassurance (c.-à-d. que les flux de trésorerie de passif sont réduits des flux de trésorerie de tous les passifs d'assurance cédée et que tous les flux de trésorerie des actifs de réassurance sont exclus des flux de trésorerie de l'actif)¹⁰⁴;
- la position nette à terme (soit tous les montants nets des opérations de change à terme, y compris les contrats à terme sur monnaie et le principal des swaps de monnaies);
- les garanties (et instruments semblables) dont l'activation future est certaine et qui seront probablement irrécouvrables;

¹⁰² ~~L'or est traité comme une position de change et non comme une marchandise, parce que sa volatilité correspond davantage à celle des devises.~~

¹⁰³ L'or est traité comme une position de change et non comme une marchandise, parce que sa volatilité correspond davantage à celle des devises.

¹⁰⁴ Les flux de trésorerie de passif sont réduits des flux de trésorerie des passifs cédés en vertu d'ententes de réassurance à retenue de fonds et les passifs dus aux réassureurs en vertu d'ententes de réassurance à retenue de fonds sont inclus dans les flux de trésorerie de passif.

-
- les revenus futurs non courus et les dépenses futures qui ne sont pas à payer mais déjà entièrement couverts par l'assureur (voir la section 5.6.5);
 - une position courte de compensation¹⁰⁵ jusqu'à 120 % du ~~Coussin~~ coussin de solvabilité ~~global~~ individuel pour les actifs et les passifs libellés dans la monnaie en cause. La valeur du pourcentage peut être choisie par l'assureur et elle peut varier par monnaie. ~~Le capital requis pour les polices~~ Le coussin de solvabilité individuel des produits libellés dans une monnaie particulière doit être calculé en regroupant toutes les exigences ~~pour le risque de crédit, le risque de marché (sauf le risque de change) et le risque d'assurance~~ découlant des actifs et des passifs dans la monnaie, en- :
 - excluant le capital requis du risque de change;
 - calculant le capital requis du risque d'assurance après réduction pour toute forme de réassurance; et
 - prenant compte ~~des~~ tous les crédits pour ~~les produits avec participation et pour les produits ajustables, pour~~ la diversification à l'intérieur des risques ~~et~~, pour la diversification entre les risques, ainsi que pour les produits avec participation et pour les produits ajustables liés ~~à ces~~ aux exigences regroupées (voir les chapitres 9 et 11);
 - tout autre élément représentant un gain ou une perte sur devises.

¹⁰⁵ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

Exemple : Compensation du risque de change

Supposons qu'un assureur de personnes détient les positions d'actif et de passif suivantes :

Devise	Valeur des actifs libellés en devise étrangère (CAD)	Valeur des passifs libellés en devise étrangère (CAD)
USD	1 000	500
EUR	210	200
GBP	300	400
JPY	0	0
Autres devises	400	200
Total	1 910	1 300

Devise	Coussin de solvabilité individuel
USD	37,50
EUR	10,00
GBP	12,50
JPY	-
Autres devises	15,00
Total	75,00

La compensation est définie comme une position courte pouvant aller jusqu'à 120 % du coussin de solvabilité individuel dans chaque devise. Dans cet exemple, le coussin de solvabilité individuel pour le dollar américain est de 37,50, de sorte que la compensation maximale admise est de $120\% \times 37,50 = 45$ pour l'exposition au dollar américain. Une compensation de 10 est utilisée pour la position en euro (100 % de 10) afin de réduire l'exposition nette à l'euro à zéro. L'exposition à la livre sterling est négative (position courte), donc aucune compensation n'est calculée puisque toute compensation augmenterait la position courte sur la livre sterling. Pour les autres devises, la compensation permise maximale est de $120\% \times 15 = 18$. On peut noter que tout pourcentage, jusqu'à 120 %, peut être utilisé par l'assureur pour générer la plus faible exposition nette dans chaque devise.

Devise	Compensation possible
USD	45,00
EUR	10,00
GBP	0
JPY	0
Autres devises	18,00
Total	73,00

Les positions structurelles suivantes et les couvertures connexes sont exclues du calcul des positions ouvertes nettes sur monnaie :

- les actifs adossés à l'excédent qui sont entièrement déduits du Capital disponible de l'assureur (p. ex., les écarts d'acquisition);
- les positions acquises en rapport avec le placement net de capital dans une entreprise étrangère et qui ont pour conséquences comptables de réduire ou d'éliminer ce qui constituerait par ailleurs un changement de l'ajustement à la conversion de devises;
- les positions en actifs et passifs correspondant à des placements dans des entreprises étrangères et qui sont entièrement déduits du Capital disponible de l'assureur (voir la section 2.1.2).

5.6.2 Traitement des options

Si l'assureur a acheté ou vendu des options sur devises, il doit exécuter le calcul de la matrice des scénarios décrit dans la section 5.2.3.3, où les variations de la valeur mesurée correspondent à celles de la position ouverte nette de la monnaie et des options combinées, et où la fourchette des valeurs utilisées pour la monnaie dans la matrice est de 30 % supérieure et inférieure à sa valeur courante, plutôt que 35 %. L'ampleur de la position ouverte nette dans la monnaie après ajustement pour tenir compte des options équivaut alors à 3,33 fois la plus importante baisse de la valeur de l'option dans la rangée du centre de la matrice. Si cette baisse s'opère dans une colonne où la valeur de la monnaie diminue, la position doit être traitée comme longue, et si elle est constatée dans une colonne où la valeur de la monnaie augmente, cette position doit être réputée courte.

Si la plus importante baisse de toute la matrice des scénarios est supérieure à la plus importante baisse de valeur de sa rangée du centre, la différence représente ~~le l'exigence de capital requis~~ pour volatilité ~~de la monnaie~~ des monnaies et ce montant est ajouté à l'exigence de capital ~~pour le~~ du risque de change.

5.6.3 Traitement des opérations peu importantes

Le risque de change est évalué sur une base consolidée. Sur le plan technique, il peut être peu commode d'inclure certaines positions sur monnaie dont les montants sont négligeables. Dans ces cas, la limite interne pour chaque monnaie peut être substituée aux positions, sous réserve d'un contrôle ex post adéquat des positions effectives par rapport à ces limites. Dans ces circonstances, le montant des limites doit être ajouté à la position ouverte nette dans chaque monnaie, quel qu'en soit le signe.

5.6.4 Mesure des positions à terme sur monnaies

Les positions à terme sur monnaies doivent être évaluées aux cours de change courants du marché au comptant. Il ne conviendrait pas d'utiliser des cours de change à terme puisque, dans une certaine mesure, ils tiennent compte des écarts entre les taux d'intérêt courants. L'assureur qui fonde normalement sa gestion comptable sur les valeurs actualisées nettes devrait les utiliser pour chaque position, sur la base des taux d'intérêt courants avec une évaluation aux taux courants au comptant, pour mesurer leurs positions à terme sur les monnaies et sur l'or.

5.6.5 Intérêt couru et non acquis, revenu à recevoir et non acquis et dépenses à payer et non dues

L'intérêt couru, le revenu à recevoir et les dépenses à payer sont traités comme une position s'ils sont sujets aux fluctuations des taux de change. L'intérêt et le revenu futurs attendus mais non acquis ainsi que les dépenses prévues non dues peuvent être inclus si leur montant est connu avec certitude et entièrement couvert par des contrats de change à terme. L'assureur doit appliquer un régime uniforme à l'intérêt et au revenu non acquis ainsi qu'aux dépenses non dues, et ce régime doit être expliqué dans des politiques écrites. La sélection des positions qui sont uniquement favorables à une réduction de la position globale n'est pas permise.

5.6.6 Calcul du capital requis pour le portefeuille

Le montant nominal (ou valeur actualisée nette) de la position ouverte nette sur chaque devise et sur l'or est converti en dollars canadiens sur la base du cours au comptant. Le capital requis est égal à 30 % de la position ouverte nette globale, qui est égale à la somme des montants suivants :

- le plus élevé (en valeur absolue) de la somme des positions courtes ouvertes nettes et de celle des positions longues ouvertes nettes réduite des compensations;
- la position ouverte nette (courte ou longue) sur l'or, (indépendamment du signe).

Le capital requis est majoré du total des exigences pour le risque de volatilité de chaque devise, le cas échéant, pour établir le capital requis final global.

5.6.7 Exemple**Exemple : Capital requis du risque de change pour un portefeuille**

Un assureur détient les positions de change nettes suivantes. Ces positions ouvertes ont été converties en dollars canadiens, sur la base du cours au comptant. Le signe plus (+) dénote une position d'actif; le signe moins (-) reflète une position de passif. Ces positions comprennent la valeur d'options dont le l'exigence de capital requis pour volatilité de la monnaie des monnaies est de 10.

YENJPY	EUROEUR	£GBP	F\$SCHF	\$USUSD	OR
+50	+100	+150	-20	-180	-35
+300			-200		-35

Dans cet exemple, l'assureur détient des positions longues dans trois monnaies (yen, euro et livre sterling), des positions courtes dans deux autres monnaies (le franc suisse et le dollar US américain) et une position courte sur l'or. La ligne du milieu du tableau précédent indique la position ouverte nette dans chacune des monnaies et dans l'or. La somme des positions longues sur des monnaies est de +300 et celle des positions courtes sur des monnaies est de -200.

L'exigence Le capital requis du risque de change est calculée calculé d'après la somme du montant le plus élevé de la somme des valeurs absolues des positions nettes longues ou courtes et de la valeur absolue de la position sur l'or. Le facteur utilisé est 30 %. Ainsi Dans cet exemple, la position longue globale (300) serait ajoutée à la position sur l'or (35), d'où une l'obtention d'une position globale de 335. Ce résultat est ensuite multiplié par 30 %, ce qui donne une exigence de un capital requis de 100,50 \$. Enfin, le l'exigence de capital requis pour volatilité de la monnaie des monnaies de 10 est ajoutée ajoutée à ce montant, pour une exigence de résultant en un capital totale requis global de 110,50 \$.

5.6.7 Attribution du capital requis pour un portefeuille

Après le calcul du capital requis global du risque de change, ce capital est attribué par région en proportion de la contribution des positions nettes longues de change ou des positions nettes courtes de change de la région (selon celles qui sont utilisées pour calculer le capital requis) au capital requis global du risque de change. À l'intérieur d'une région, le capital requis est attribué entre les blocs de produits avec et sans participation en proportion de la répartition des passifs dans la région.

Exemple : Attribution du capital requis global du risque de change

En suivi à l'exemple de la section précédente, le capital requis global de 100,50 \$ est attribué au Japon, à l'Europe (sauf le Royaume-Uni) et au Royaume-Uni de cette façon :

- Japon : $50 / 300 \times 100,50 \$ = 16,75 \$$

- Europe (sauf le Royaume-Uni) : $100 / 300 \times 100,50 \$ = 33,50 \$$
- Royaume-Uni : $150 / 300 \times 100,50 \$ = 50,25 \$$

Puisque le capital requis global est fondé sur les positions longues plutôt que sur les positions courtes, la position courte sur le franc suisse n'entraîne pas une attribution additionnelle à l'Europe (sauf le Royaume-Uni) et aucun capital requis n'est attribué aux États-Unis.

Si on retrouve un bloc de produits sans participation et deux blocs de produits avec participation au Royaume-Uni dont les passifs sont les suivants :

- Sans participation : 800
- Bloc 1 de produits avec participation : 300
- Bloc 2 de produits avec participation : 400

Alors, le capital requis de 50,25 \$ attribué au Royaume-Uni est réattribué de cette façon :

- Sans participation : 26,80 \$
- Bloc 1 de produits avec participation : 10,05 \$
- Bloc 2 de produits avec participation : 13,40 \$

5.6.8 Réassurance non agréée

Un calcul d'exigence distinct doit être effectué pour chaque groupe de passifs qui est adossé par un portefeuille distinct d'actifs en vertu d'ententes de réassurance non agréée. Un portefeuille est défini par le fait que tous ses actifs sont disponibles pour acquitter tous les passifs correspondants. Chaque calcul doit tenir compte des passifs cédés ainsi que des actifs qui appuient le crédit prévu à la section 10.4.1, y compris les Dépôts excédentaires. Si certains actifs appuyant les passifs cédés sont conservés par l'assureur cédant (p. ex., ~~des~~ la coassurance à retenue de fonds ~~retenus~~), le passif correspondant de l'assureur doit être traité comme un actif dans le calcul des positions ouvertes ~~pour les~~ polices cédées. Si les passifs cédés sont libellés dans une monnaie étrangère, cette devise doit être utilisée comme la devise de base dans le calcul de l'exigence (le dollar canadien est alors traité comme une monnaie étrangère).

L'exigence du risque de change pour chaque groupe de passifs cédés est ajoutée à l'exigence de l'assureur, sans compenser les positions ouvertes entre les affaires cédées et les affaires de l'assureur conservées ou entre différents groupes de polices cédées.

5.6.9 Exonération de l'exigence pour risque de change

L'assureur opérant sur devises pour des volumes négligeables et ne prenant pas de positions de change pour son propre compte peut être exonéré d'exigences ~~pour le~~ risque de change si :

-
- le volume de ses opérations de change (c.-à-d., le plus élevé de la somme des positions longues brutes et de celle des positions courtes brutes dans toutes les devises) ne dépasse pas 100 % de son Capital disponible total; et
 - sa position de change ouverte nette globale ne dépasse pas 2 % de son Capital disponible total.

Toute exonération doit être justifiée dans le Rapport sur l'attestation ~~de~~ **conformité relative** à la ligne directrice de capital.

Annexe 5-A : Correspondance des notations

Notation des actions privilégiées / obligations				
Catégorie de notation	DBRS	Fitch Ratings	Moody's Investors Service	Standard & Poor's Ratings Services
P1	Pfd-1 / AAA à AA(low)	AAA à AA-	Aaa à Aa3	P-1 / AAA à AA-
P2	Pfd-2 / A(high) à A(low)	A+ à A-	A1 à A3	P-2 / A+ à A-
P3	Pfd-3 / BBB(high) à BBB(low)	BBB+ à BBB-	Baa à Baa3	P-3 / BBB+ à BBB-
P4	Pfd-4 / BB(high) à BB(low)	BB+ à BB-	Ba1 à Ba3	P-4 / BB+ à BB-
P5	Pfd-5 et D / inférieure à BB(low)	Inférieure à BB-	Inférieure à Ba3	P-5 / Inférieure à BB-

Chapitre 6. Risque d'assurance

Le risque d'assurance est le risque de perte découlant de l'obligation de payer des prestations et des dépenses sur les polices d'assurance et les rentes qui excèdent les montants prévus. Le risque d'assurance comprend les risques suivants :

- le risque de mortalité sur l'assurance vie;
- le risque de longévité sur les rentes;
- le risque de morbidité sur ~~l'assurance~~ les assurances revenu d'invalidité (RI), invalidité, ~~maladie grave~~, de courte (ICD) et de longue durée (ILD), contre les ~~maladies graves~~ (MG), soins de longue durée ~~et accident~~(SLD), exonération des primes (EP) et contre les accidents et la maladie; (A-M);
- le risque de déchéance et de comportement des titulaires de police;
- le risque relatif aux dépenses.

Le capital requis ~~pour le~~du risque d'assurance couvre le risque que les résultats d'assurance réels soient défavorables en comparaison avec les Hypothèses de meilleure estimation (voir la section 1.4.4). Le capital requis considère les résultats défavorables découlant des composantes suivantes :

- i) la mauvaise estimation du niveau des Hypothèses de meilleure estimation (risque de niveau);
- ii) la mauvaise estimation de la tendance future des Hypothèses de meilleure estimation (risque de tendance);
- iii) le risque de volatilité dû aux fluctuations aléatoires;
- iv) le risque de catastrophe dû à un événement unique de grande envergure.

~~Les exigences de~~Le capital ~~pour le~~requis du risque d'assurance ~~sont déterminées~~est déterminé à l'aide d'une méthode fondée sur la projection des flux de trésorerie qui mesure l'impact économique d'un choc unique ou s'échelonnant sur plusieurs années sur les Hypothèses de meilleure estimation des taux de mortalité, d'amélioration future de la mortalité, de morbidité, de déchéance et de dépenses. Une exigence de capital est calculée pour les composantes ~~de risque~~des risques de niveau, de tendance, de volatilité et de catastrophe pour chaque risque d'assurance. À l'exception de la composante ~~de~~du risque de volatilité de mortalité, l'exigence de capital de chaque composante est calculée comme la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et celle des flux de trésorerie de meilleure estimation. Pour chaque région (voir la section ~~4.5.3~~1.1.5), les composantes sont calculées par police, totalisées par produit et additionnées sur l'ensemble des produits par composante de risque. La composante ~~de~~du risque de volatilité de mortalité est fondée sur une formule prescrite et elle est calculée globalement par produit. Pour cette composante, le montant de capital requis pour le regroupement des produits au sein d'une même région est égal à la racine carrée de la somme du capital requis au carré pour chaque produit. Les composantes de capital requis ~~pour les~~des produits avec participation et produits

ajustables sont calculées comme si les produits étaient sans participation et non ajustables.

Sauf indication contraire, les quatre composantes de risque pour chaque type de risque d'assurance sont regroupées à l'aide de la formule suivante en faisant la racine carrée de la somme des composantes du risque de volatilité au carré et du risque de catastrophe au carré, à laquelle sont ajoutées les composantes du risque de niveau et du risque de tendance :

$$CR_{risque} = \sqrt{(CR_{vol}^2 + CR_{cat}^2)} + CR_{niveau} + CR_{tendance}$$

où :

- CR_{risque} est le capital requis total ~~pour le~~du risque d'assurance particulier;
- CR_{vol} est la composante de capital requis ~~pour le~~du risque de volatilité;
- CR_{cat} est la composante de capital requis ~~pour le~~du risque de catastrophe;
- CR_{niveau} est la composante de capital requis ~~pour le~~du risque de niveau;
- $CR_{tendance}$ est la composante de capital requis ~~pour le~~du risque de tendance.

Chacune des composantes de risque est soumise à un plancher de zéro par région. Le capital requis du risque de volatilité est calculé à l'aide de formules qui couvrent une année complète, alors que le risque de capital du risque de catastrophe est calculé à l'aide de chocs qui surviennent pendant la première année en débutant la journée qui suit la date d'évaluation.

Le regroupement du capital requis des ~~exigences du risque~~risques d'assurance est décrit dans le chapitre 11. Les ~~exigences montants de risque~~capital requis sont ~~regroupées~~regroupés séparément pour les produits sans participation et pour les blocs de produits avec participation (voir le chapitre 9). ~~Un calcul distinct d'exigence de capital pour chaque risque est effectué par région en regroupant les produits de l'assureur et de ses différentes filiales qui sont des assureurs au Canada et en regroupant les produits des succursales et des différentes filiales qui sont des assureurs ailleurs qu'au Canada au sein de chacune des régions respectives. Les différents produits d'une même région doivent être traités comme une seule entité consolidée.~~

Les méthodologies présentées dans le présent chapitre ne sont pas appliquées aux produits de garantie liée aux fonds distincts, aux instruments financiers ou aux régimes d'avantages sociaux non assurés en assurance collective en vertu desquels l'assureur n'assume aucun risque et ne détient aucun passif pour les réclamations. Ces produits doivent être exclus du calcul de l'exigence du risque d'assurance.

6.1 Projection des flux de trésorerie de passif d'assurance

Les flux de trésorerie utilisés pour déterminer le capital requis ~~pour le~~du risque d'assurance sont calculés à l'aide des Hypothèses de meilleure estimation selon la

section 1.4.4. Les flux de trésorerie de meilleure estimation et ceux soumis au choc sont projetés sur la durée des passifs par région. Les flux de trésorerie de meilleure estimation ne tiennent pas compte des MÉD de la MCAB. ~~Tous les flux de trésorerie de meilleure estimation et ceux soumis au choc prennent en considération la réassurance agréée (voir le chapitre 10)¹⁰⁶ et peuvent refléter les reprises futures prévues de réassurance en autant que toutes les dispositions des reprises soient considérées correctement.~~ L'échelle de participation des produits avec participation ne doit pas refléter l'impact des chocs du risque d'assurance.

Tous les flux de trésorerie de meilleure estimation et ceux soumis au choc sont projetés après réduction pour la réassurance agréée (voir le chapitre 10)¹⁰⁷ à l'exception des ententes de réassurance en excédent de pertes (voir la section 6.7.5)¹⁰⁸. Pour les coussins de solvabilité CS₁, CS₂ et CS₃ définis à la section 6.7, les flux de trésorerie sont projetés après réduction pour la réassurance agréée et sans tenir compte des éléments supplémentaires particuliers au calcul. Les flux de trésorerie projetés peuvent refléter les reprises futures planifiées de réassurance en autant que toutes les dispositions des reprises soient aussi considérées.

Les flux de trésorerie projetés doivent ~~exclure tous~~ inclure les flux de trésorerie ~~liés à l'impôt sur le revenu, tels que ceux~~ découlant de l'impôt sur les revenus de placement et des écarts temporaires liés à l'impôt qui sont projetés selon la MCAB¹⁰⁹. Aucun autre flux de trésorerie liés à l'impôt sur le revenu ne doit être inclus dans la projection. Les flux de trésorerie des écarts temporaires liés à l'impôt ne doivent pas être projetés de nouveau pour refléter les chocs du risque d'assurance.

Aux fins du calcul ~~des exigences~~ du capital requis du risque d'assurance, les flux de trésorerie de meilleure estimation et ceux soumis au choc sont actualisés avec les taux prescrits selon la région où ~~les produits ont été vendus initialement (leurs passifs sont inclus, plutôt que selon la monnaie dans laquelle le passif est libellé).~~ leurs passifs sont libellés. Les flux de trésorerie, y compris les participations des produits avec participation, ne doivent pas être redressés afin de refléter les taux d'actualisation prescrits.

Les taux d'actualisation au comptant sont nivelés et sont les suivants :

- 5,3 % pour le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni;

¹⁰⁶ ~~Les flux de trésorerie comprennent ceux qui correspondent aux passifs acceptés en vertu d'ententes de coassurance modifiée et excluent ceux qui correspondent aux produits cédés en vertu d'ententes de coassurance modifiée réputées constituer de la réassurance agréée.~~

¹⁰⁷ Les flux de trésorerie comprennent ceux qui correspondent aux passifs acceptés en vertu d'ententes de coassurance modifiée et excluent ceux qui correspondent aux produits cédés en vertu d'ententes de coassurance modifiée réputées constituer de la réassurance agréée.

¹⁰⁸ L'approche de projection des flux de trésorerie pourrait ne pas être appropriée pour les produits acceptés en vertu d'ententes de réassurance en excédent de pertes. Avant d'accepter une entente de réassurance en excédent de pertes, l'assureur doit communiquer avec l'Autorité afin de s'assurer que l'entente soit reflétée adéquatement dans le calcul de son Coussin de solvabilité global.

¹⁰⁹ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

- 3,6 % pour l'Europe, sauf le Royaume-Uni;
- 1,8% pour le Japon;
- 5,3 % pour les autres ~~régions~~ pays.

Pour le calcul du capital requis, les produits d'assurance collective souscrits individuellement doivent être traités comme des produits d'assurance individuelle. Les flux de trésorerie de passif d'assurance collective peuvent être projetés sur la durée du passif ou au-delà de celle-ci. L'assureur peut projeter les flux de trésorerie de l'assurance collective (sauf les passifs liés aux assurés invalides) sur la durée de la période de garantie des taux de prime (normalement la date de renouvellement), conformément à la MCAB. Il peut aussi choisir de les projeter sur une période complète d'un an et utiliser un facteur réduit si la durée de la période de garantie des taux de prime est inférieure à un an. Dans les cas où la durée résiduelle du passif est inférieure à un an et que les flux de trésorerie de passif des assurés actifs ~~pour les polices des produits~~ d'assurance collective sont projetés sur une durée complète d'un an, un facteur de 75 % est appliqué aux montants de prestation de décès utilisés pour déterminer le risque de volatilité de mortalité de la section 6.2 et aux flux de trésorerie projetés qui sont utilisés pour déterminer les exigences pour tous les autres risques de mortalité et de morbidité des sections 6.2 et 6.4.

6.2 Risque de mortalité

Le risque de mortalité est le risque relatif à la variabilité des flux de trésorerie du passif due à la survenance des décès. Les composantes des risques de niveau et de tendance sont calculées pour tous les produits d'assurance vie individuelle et d'assurance vie collective souscrits individuellement qui sont exposés au risque de mortalité. Les composantes des risques de volatilité et de catastrophe sont calculées pour tous les produits d'assurance vie individuelle et collective qui sont exposés au risque de mortalité. Le capital requis ~~pour le~~ risque de mortalité est calculé pour les produits de décès et ~~mortalité accidentelle~~ mutilation accidentels (« DMA ») et pour toute autre exposition au risque de mortalité du fonds général. Cependant, aucun capital requis ~~pour le~~ risque de mortalité n'est calculé pour les produits assujettis aux risques de longévité ou de morbidité, tels que les rentes différées, l'exonération des primes et les maladies graves.

Le capital requis ~~pour le~~ risque de mortalité est calculé pour chaque région à l'aide de la formule suivante :

$$CR_{mortalité} = \sqrt{(CR_{vol}^2 + CR_{cat}^2)} + CR_{niveau} + CR_{tendance}$$

Un crédit de diversification est accordé pour les composantes des risques de niveau et de tendance entre les produits d'assurance vie souscrits individuellement fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès décrits ci-dessous (voir la section 11.1.1).

Toutes les projections de flux de trésorerie ainsi que tous les montants de prestation et de passif utilisés pour déterminer le capital requis ~~pour le~~ risque de mortalité sont

calculés ~~en tenant compte de~~ après réduction pour la réassurance agréée (voir la section 10.1).

Le montant net au risque pour une police ou un ensemble de produits, souscrits directement ou acceptés en vertu de réassurance, consiste à l'excédent du capital assuré net total ~~pour les~~ des polices en question sur le passif actuariel net total ~~pour de~~ ces mêmes polices, où les montants de capital assuré et de passif actuariel ~~tiennent compte de~~ sont réduits pour la réassurance agréée.

Aux fins du capital requis ~~pour le~~ du risque de mortalité, les prestations de décès de base comprennent la couverture d'assurance temporaire supplémentaire, la couverture des produits avec participation découlant des participations (bonifications d'assurance libérée et bonifications d'assurance temporaire) et la hausse des prestations de décès associée aux polices d'assurance vie universelle (c.-à-d. les polices dont la prestation de décès se compose de la somme du capital assuré et des fonds investis).

6.2.1 Désignation des produits fondés sur la survie ~~ou~~ des produits fondés sur les décès

Le capital requis ~~pour le~~ du risque de mortalité est calculé séparément pour les produits fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès. Tous les produits d'assurance vie individuelle et d'assurance vie collective souscrits individuellement soumis à un risque de mortalité doivent d'abord être désignés produits fondés sur la survie ou fondés sur les décès aux fins de regroupement.

L'assureur doit regrouper ses polices en portefeuilles de produits similaires ayant des caractéristiques similaires, puis déterminer si chaque portefeuille est fondé sur la survie ou sur les décès à l'aide du test décrit ci-dessous. Les composantes des risques de niveau et de tendance doivent être combinées pour ce test.

Le test est réalisé en calculant avec les taux ~~d'évaluation de la MCAB ou les taux d'actualisation~~ décrits dans la section 6.1 la valeur actualisée des flux de trésorerie¹¹⁰ pour chaque portefeuille où un choc de risque de niveau de -15 % est appliqué à l'Hypothèse de meilleure estimation des taux de mortalité et un choc de risque de tendance de +75 % est appliqué à l'Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la mortalité. L'assureur doit comparer le résultat de ce calcul à la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation, à l'aide des mêmes taux d'actualisation. Si la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc est supérieure à la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation, le portefeuille est désigné comme étant fondé sur les décès. Dans le cas contraire, il est désigné comme étant fondé sur la survie.

6.2.2 Risque de niveau

Une composante ~~de~~ du risque de niveau est calculée pour tous les produits d'assurance vie individuelle et d'assurance vie collective souscrits individuellement qui sont exposés

¹¹⁰ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

au risque de mortalité. La composante du risque de niveau de mortalité est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation pour toutes les durées, déterminée séparément pour les produits fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès.

Afin d'éviter tout double comptage avec le risque de volatilité de mortalité, la composante du risque de niveau est réduite par la **portionpartie** liée à la hausse de l'Hypothèse de meilleure estimation de mortalité pour la première année suivant la date du bilan. Le capital requis pour la première année est calculé comme la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation où le choc de niveau est appliqué seulement la première année et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.2.2.1 Produits fondés sur la survie

Le choc du risque de niveau **pour lesdes** produits fondés sur la survie est une hausse permanente de l'Hypothèse de meilleure estimation des taux de mortalité à chaque âge. Les taux de mortalité augmentés sont calculés à l'aide de la formule suivante :

$$(1 + \text{Facteur}) \times \text{Taux de mortalité de meilleure estimation}$$

Dans cette formule, le terme Facteur est le moindre de :

- a) 11 % plus 20 % du ratio de la composante du risque de volatilité calculée pour l'assurance vie individuelle sur le montant des réclamations prévues l'année suivante¹¹¹, réduit de la réassurance;
- b) 25 %.

Le ratio en a) ci-dessus est le même pour tous les produits d'assurance vie individuelle à l'intérieur d'une région. ~~L'assureur peut approximer ce ratio à l'aide de données décalées d'au plus un an. Par exemple, pour les exigences de la fin de l'exercice courant, l'assureur peut utiliser la composante du risque de volatilité et le montant des réclamations prévues calculés l'année précédente pour déterminer le ratio. La méthode d'approximation devra être décrite dans le Rapport sur l'attestation de conformité à la ligne directrice de capital¹¹².~~

6.2.2.2 Produits fondés sur les décès

Le choc de risque de niveau **pour lesdes** produits fondés sur les décès est une baisse permanente de 15 % de l'Hypothèse de meilleure estimation des taux de mortalité à chaque âge pour chaque police, à toutes les durées de la police (c.-à-d. -15 % pour toutes les années).

¹¹¹ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

¹¹² La composante de volatilité utilisée dans le calcul du ratio est celle de l'ensemble des produits avec et sans participations de la région, laquelle sera inférieure à la somme des composantes pour les produits avec et sans participations calculées séparément.

6.2.3 Risque de tendance

La composante du risque de tendance est calculée pour tous les produits d'assurance vie individuelle et d'assurance vie collective souscrits individuellement qui sont exposés au risque de mortalité. La composante du risque de tendance de mortalité est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation pour toutes les durées, déterminée séparément pour les produits fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès.

6.2.3.1 Produits fondés sur la survie

Le choc de risque de tendance ~~pour les~~ produits fondés sur la survie est une baisse de 75 % de l'Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la mortalité pendant 25 ans, suivie d'aucune amélioration (c.-à-d. une baisse de 100 %) par la suite.

6.2.3.2 Produits fondés sur les décès

Le choc de risque de tendance ~~pour les~~ produits fondés sur les décès est une hausse permanente de 75 % de l'Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la mortalité à toutes les durées.

6.2.4 Risque de volatilité

La composante du risque de volatilité est calculée pour tous les produits d'assurance vie individuelle et collective qui sont exposés au risque de mortalité. Elle est calculée globalement (c.-à-d. pour les produits fondés sur la survie et les décès) par région pour l'ensemble des produits.

Afin de calculer cette composante, l'assureur doit répartir son portefeuille de produits d'assurance en groupes de produits similaires. Les produits de décès de base et les produits DMA ne doivent pas être inclus dans un même groupe. De même, les produits d'assurance individuelle ne peuvent pas être regroupés avec les produits d'assurance collective.

La composante du risque de volatilité est calculée à l'aide de la formule suivante :

$$\sqrt{\sum_{\text{Décès de base}} CR^2} + \sqrt{\sum_{\text{DMA}} CR^2}$$

où :

- ces sommations sont faites sur l'ensemble des groupes de produits de décès de base et de produits DMA respectivement;
- CR est l'élément de volatilité pour le groupe de produits.

La formule pour CR est la suivante :

$$CR = 2,7 \times A \times E/F$$

où :

- A est l'écart-type des prestations de décès nets projetées de l'année suivante pour le groupe de produits (incluant les prestations projetées après la durée du passif pour les **polices produits** d'assurance collective) et est défini par la formule suivante :

$$A = \sqrt{\sum q(1-q)c^2}$$

où :

- q est l'Hypothèse de meilleure estimation de taux de mortalité d'une police particulière;
- c est le capital assuré de la police, **réduit de** après **réduction** pour la réassurance agréée ;
- la sommation est faite sur l'ensemble des polices. Le calcul doit être basé sur les prestations au niveau de la police, plutôt que sur les prestations par assuré. Plusieurs polices couvrant le même assuré peuvent être considérées comme des polices distinctes, mais des couvertures différentes d'un même assuré sous une seule police doivent être regroupées. Si ce regroupement ne peut se faire en raison des limites des systèmes, l'assureur doit en approximer l'impact et le prendre en compte dans **l'exigence** la **composante** du risque de volatilité de mortalité;
- E est le montant net au risque total pour toutes les polices dans le groupe;
- F est le capital assuré net total pour toutes les polices dans le groupe.

Lorsque les données disponibles ne sont pas suffisantes pour calculer A pour un groupe de produits, mais que les montants de capital assuré net de chaque police ou certificat (pour les produits d'assurance collective) dans le groupe sont connus, l'approximation suivante doit être utilisée pour calculer A :

$$A \approx \sqrt{\frac{P \times \sum c^2}{F}}$$

où :

- P est la valeur projetée des prestations de décès nets totaux de l'année suivante pour toutes les polices dans le groupe (incluant les prestations projetées après les dates de renouvellement des polices);

- la sommation est faite sur l'ensemble des polices ou certificats (pour les produits d'assurance collective) dans le groupe et c est le capital assuré net de la police ou du certificat;
- F est le capital assuré net total ~~pour les~~des polices dans le groupe.

Lorsque les données disponibles ne sont pas suffisantes pour calculer A pour un groupe de produits et que les montants de capital assuré net ne sont pas tous connus, une approximation de A pour le groupe peut être obtenue en utilisant un groupe comparable de produits de l'assureur pour lequel la composante **du risque** de volatilité peut être calculée de façon exacte. Pour le groupe dont la composante **du risque** de volatilité est déterminée de façon approximative, A peut être calculé à l'aide de l'approximation suivante :

$$A \approx \frac{A_c \times \sqrt{N_c}}{P_c} \times \sqrt{P} \times \sqrt{\max\left(\frac{F}{n}; \frac{P}{N}\right)}$$

où :

- A_c est A calculé de façon exacte pour le groupe comparatif;
- N_c et N sont respectivement les nombres projetés totaux de décès de l'année suivante pour toutes les polices dans le groupe comparatif et pour toutes les polices dans le groupe pour lequel A est déterminé de façon approximative;
- P_c et P sont respectivement les valeurs projetées des prestations de décès nettes totales de l'année suivante pour toutes les polices dans le groupe comparatif et pour toutes les polices dans le groupe pour lequel A est déterminé de façon approximative;
- F est le capital assuré net total ~~pour les~~des polices dans le groupe pour lequel A est déterminé de façon approximative;
- n est le nombre total d'assurés couverts par les polices dans le groupe pour lequel A est déterminé de façon approximative.

L'utilisation de l'approximation précédente est soumise aux conditions suivantes :

1. Il n'existe aucun élément permettant de conclure qu'il y a une probabilité importante que la distribution des montants nets de capital assuré du groupe comparatif, mesurée par le ratio de l'écart-type à la moyenne, est moins dispersée que celle du groupe pour lequel A est déterminé de façon approximative. Il ne peut pas être approprié de baser l'approximation sur l'ensemble du portefeuille de produits de même type de l'assureur. L'actuaire de l'assureur doit être en mesure d'expliquer, à la satisfaction de l'Autorité, en quoi l'utilisation de l'approximation basée sur le groupe comparatif produit des résultats appropriés.
2. L'assureur doit utiliser des groupes comparatifs de produits d'assurance individuelle pour la détermination des approximations des groupes de produits d'assurance individuelle et des groupes comparatifs de produits d'assurance

collective pour les approximations des groupes de produits d'assurance collective. L'assureur peut utiliser des groupes de produits de décès de base pour la détermination des approximations des groupes de produits DMA, mais il ne peut pas utiliser des groupes de produits DMA pour la détermination des approximations des groupes de produits de décès de base.

3. Pour tout groupe de produits utilisé comme groupe comparatif, le nombre d'assurés couverts par le groupe comparatif doit être supérieur ou égal au nombre total d'assurés couverts par tous les groupes pour lesquels les approximations sont basées sur le groupe comparatif.
4. Si cette approximation est utilisée pour des groupes de produits de décès de base d'assurance individuelle, l'ensemble des groupes ne doit pas représenter une proportion importante du portefeuille de produits global de l'assureur.

Pour les groupes de polices comprenant uniquement des polices d'assurance collective traditionnelle parrainées par l'employeur, l'assureur peut utiliser l'approximation précédente sans se baser sur un groupe de produits comparables en remplaçant le facteur du groupe de comparaison $A_c \times \sqrt{N_c}/P_c$ par 1,75 dans l'approximation. Le facteur de 1,75 peut être utilisé pour approximer A pour un groupe, seulement si chaque police d'assurance collective dans le groupe exige que les employés sont tenus de rester activement au travail pour le promoteur du régime afin de maintenir la couverture. En particulier, un tel groupe ne doit pas contenir des couvertures d'assurance créateur, association, publipostage ou personnes à charge.

Lorsque les données disponibles ne sont pas suffisantes pour calculer A pour un groupe de produits et que l'écart-type des montants de capital assuré net n'est pas connu, l'approximation suivante peut également être utilisée pour calculer A :

$$A \approx \sqrt{P} \times \sqrt{c_{min} + c_{max} - \frac{c_{min} \times c_{max}}{F/n}}$$

où :

- P est la valeur projetée des prestations de décès nets totaux de l'année suivante pour toutes les polices dans le groupe (incluant les prestations projetées après les dates de renouvellement des polices);
- c_{min} est plus petit ou égal au plus petit montant de capital assuré net parmi toutes les polices (ou certificats) couvrant un seul assuré dans le groupe;
- c_{max} est le montant le plus élevé de capital assuré net ou de limite de rétention parmi toutes les polices (ou certificats) couvrant un seul assuré dans le groupe;
- F est le capital assuré net total pour les des polices dans le groupe;
- n est le nombre total d'assurés couverts par les polices dans le groupe.

La valeur du montant de capital assuré net moyen F/n utilisée dans la formule précédente doit être exacte et ne peut pas être basée sur une estimation. Si l'assureur ne peut pas établir avec certitude le montant de capital assuré net moyen et une limite inférieure c_{min} aux montants de capital assuré net, il doit utiliser la valeur $c_{min} = 0$ dans la formule. L'approximation se résume alors à :

$$A \approx \sqrt{P \times c_{max}}$$

L'utilisation d'une approximation pour le calcul de A et son choix doivent être décrits clairement dans le Rapport sur l'attestation **de conformité relative** à la ligne directrice de capital.

6.2.5 Risque de catastrophe

La composante du risque de catastrophe est calculée pour tous les produits d'assurance vie individuelle et collective qui sont exposés au risque de mortalité. Elle est calculée globalement (c.-à-d. produits fondés sur la survie et les décès) par région pour l'ensemble des produits.

Le choc du risque de catastrophe correspond à une hausse absolue du nombre de décès par mille assurés dans l'année suivant la date du bilan (incluant les prestations projetées après les dates de renouvellement des **polices produits** d'assurance collective). Il varie selon la région des produits de la façon suivante :

Canada	1,0
États-Unis	1,2
Royaume-Uni	1,2
Europe, sauf le Royaume-Uni	1,5
Autres régions	2,0

Le risque de catastrophe de mortalité des produits DMA doit être calculé avec **6020** % des chocs ci-dessus.

La composante du risque de catastrophe est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation, pour toutes les années.

6.3 Risque de longévité

Le risque de longévité est le risque relatif à la hausse des flux de trésorerie du passif due à la hausse de l'espérance de vie résultant de variations dans le niveau et la tendance des taux de mortalité.

Le capital requis **pour le** risque de longévité est calculé pour chaque région à l'aide de la formule suivante :

$$CR_{long\acute{e}vit\acute{e}} = CR_{niveau} + CR_{tendance}$$

6.3.1 Risque de niveau

La composante du risque de niveau de longévité est calculée pour tous les produits de rente qui sont exposés au risque de longévité. La composante du risque de niveau est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation. Le choc requis est une baisse permanente des Hypothèses de meilleure estimation des taux de mortalité à tous les âges comme ceci :

Rentes non enregistrées – Canada, États-Unis et Royaume-Uni	-20 %
Rentes enregistrées – Canada	-10 %
Rentes enregistrées – États-Unis et Royaume-Uni	-12 %
Autres rentes Rentes non enregistrées et enregistrées – autres régions	-15 %

Les rentes enregistrées sont définies comme étant celles achetées avec de l'épargne retraite admissible aux crédits d'impôt (c.-à-d. avant impôt).

6.3.2 Risque de tendance

La composante du risque de tendance de longévité est calculée pour tous les produits de rente qui sont exposés au risque de longévité. Le choc requis pour le risque de tendance est une hausse permanente de 75 % de l'Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la mortalité. Le choc s'applique à chaque année d'amélioration de la mortalité sur la durée des contrats. Pour plus de clarté, les flux de trésorerie soumis au choc du risque de tendance correspondent aux flux de trésorerie de meilleure estimation auxquels est appliquée 175 % de l'Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la mortalité.

La composante du risque de tendance de longévité est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.4 Risque de morbidité

Le risque de morbidité est le risque relatif à la variabilité des flux de trésorerie du passif due à l'incidence des réclamations d'assurance invalidité ou maladie (y compris l'assurance contre les maladies graves) des titulaires de police, ainsi qu'aux taux de cessation. Les taux de cessation sont définis comme la proportion des assurés invalides qui ne sont plus invalides à la fin d'une année, peu importe si c'est en raison d'un rétablissement ou d'un décès.

~~Les produits suivants sont exposés au risque de morbidité :~~

~~• Assurance revenu d'invalidité (RI) individuelle – assurés actifs et invalides~~

- ~~Assurance invalidité de courte (ICD) et de longue durée (ILD) collective assurés actifs et invalides~~
- ~~Assurance contre les maladies graves (MG), individuelle ou collective (produits ajustables et non ajustables)~~
- ~~Assurance soins de longue durée (SLD), individuelle ou collective (produits ajustables et non ajustables) assurés actifs et invalides~~
- ~~Assurance maladie et soins dentaires collective (incluant les autres produits d'assurance accident-maladie collective)~~
- Assurance exonération des primes (EP) individuelle et collective
- Assurance voyage individuelle et collective
- Assurance crédit individuelle et collective
- ~~Autres produits d'assurance accident-maladie (A-M) individuelle (incluant les garanties d'assurance mutilation incluses dans les polices DMA)~~

Les chocs de morbidité ont été établis afin d'inclure l'impact du risque de mortalité ~~sur les produits ci-dessus~~.

Les produits d'assurance collective exposés au risque de morbidité qui sont souscrits individuellement sont assujettis aux chocs applicables aux produits d'assurance individuelle, plutôt qu'à ceux applicables aux produits d'assurance collective.

Les avenants de remboursement des primes doivent être inclus dans les flux de trésorerie des produits sous-jacents. Les variations du passif de l'avenant de remboursement des primes doivent être prises en considération dans le calcul du capital requis.

Dans les cas où l'assureur n'utilise pas des hypothèses de taux d'incidence et de cessation dans le calcul de ses passifs selon la MCAB, les chocs des taux d'incidence et de cessation doivent être appliqués aux primes nettes souscrites ajustées selon le ratio prestations-primes attendu (c.-à-d. que les chocs en pourcentage prescrits pour les hypothèses de taux d'incidence ou de cessation doivent plutôt être appliqués aux primes nettes souscrites ajustées selon le ratio prestations-primes pour les composantes des risques de niveau, de volatilité et de catastrophe). Le ratio prestations-primes attendu doit inclure les prestations encourues ainsi que les prestations encourues, mais non déclarées (PEMND).

Des exigences de capital requis ~~pour le~~ risque de morbidité sont calculées pour les risques de niveau, de tendance, de volatilité et de catastrophe. Le capital requis total ~~pour le~~ risque de morbidité est calculé séparément pour chaque région à l'aide de la formule suivante :

$$CR_{\text{morbidité}} = \sqrt{CR_{\text{vol}}^2 + CR_{\text{cat}}^2} + CR_{\text{niveau}} + CR_{\text{tendance}}$$

6.4.1 Risque de niveau

La composante du risque de niveau est calculée pour les produits qui sont exposés au risque de morbidité. La base d'exposition à laquelle s'applique le choc varie selon le statut de l'assuré : actif ou invalide.

Pour les assurés actifs **souscrits individuellement** ayant une période de couverture garantie de plus de 12 mois, le choc pour le risque de niveau est une hausse permanente des Hypothèses de meilleure estimation des taux d'incidence de morbidité pour chaque âge. **Les assurés actifs ayant une période de couverture garantie de 12 mois ou moins et les produits d'assurance collective qui ne sont pas souscrits individuellement ne sont pas assujettis au choc pour le risque de niveau.**

Pour les assurés invalides, le choc pour le risque de niveau est une baisse permanente des Hypothèses de meilleure estimation des taux de cessation de morbidité pour chaque âge. Les chocs des taux de cessation de morbidité pour le risque de niveau s'appliquent aux assurés qui sont invalides à la date du bilan. Pour les PEMND, si l'approche fondée sur l'approximation (c.-à-d. primes nettes souscrites ajustées selon le ratio prestations-primes attendu) n'est pas utilisée, un facteur doit être appliqué au passif des PEMND. Ce facteur est égal au ratio de la composante **du risque** de niveau ~~du coussin de solvabilité du risque~~ lié à la cessation de morbidité (avant les crédits pour le risque de morbidité décrits dans la section 11.1.2) sur la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation pour chaque catégorie de produit du risque de morbidité (p. ex., RI ~~individuelle~~ – invalides, ILD ~~collective~~ – invalides, ICD ~~individuelle et collective~~ – invalides).

Les hypothèses des taux de mortalité ne doivent pas changer en raison des chocs aux taux d'incidence ou de cessation puisque ces chocs ~~comprennent~~ **considèrent** implicitement l'impact ~~du risque de~~ **changements potentiels aux taux** de mortalité.

Les facteurs pour les chocs du risque de niveau sont les suivants :

Base d'exposition	Type de produit	Facteur de choc
Taux d'incidence	RI individuelle - actifs	+25 %
	EP individuelle - actifs	+25 %
	MG individuelle	+35 %
	SLD individuelle - actifs	+30 %
	Autres produits A-M- individuelle	+20 %
Taux de cessation	RI individuelle - invalides	-25 %
	ILD collective - invalides	-25 %
	ICD individuelle et collective - invalides	-25 %
	EP individuelle et collective - invalides	-30 %
	SLD individuelle et collective - invalides	-25 %

La composante du risque de niveau de morbidité est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation. Les composantes ~~pour le~~ risque de niveau de morbidité des produits d'assurance invalidité, MG et SLD peuvent être réduites par un crédit de diversification à l'intérieur des risques déterminé à l'aide d'un facteur de fluctuation statistique (voir la section 11.1.2).

6.4.2 Risque de tendance

Une composante ~~de~~ risque de tendance est calculée pour les produits couvrant les types d'assurés suivants :

- les assurés actifs des produits avec une période de couverture garantie de deux ans ou plus, comme l'assurance MG individuelle, l'assurance RI individuelle et les autres produits ~~d'~~assurance A-M-~~individuelle~~;
- les assurés invalides des produits offrant une protection d'invalidité, comme les produits d'assurance ILD, RI et EP.

Si aucune Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la morbidité n'est utilisée, ~~l'exigence~~ la composante du risque de tendance est de zéro.

Le choc du risque de tendance est une baisse permanente de 100 % de l'Hypothèse de meilleure estimation d'amélioration future de la morbidité. Les flux de trésorerie soumis au choc pour le risque de tendance sont calculés à l'aide des flux de trésorerie de meilleure estimation et d'une hypothèse de taux annuels d'amélioration future de la morbidité de 0 %.

La composante du risque de tendance de morbidité est la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.4.3 Risque de volatilité

La composante du risque de volatilité est calculée par l'application d'un choc unique aux taux d'incidence de la première année pour tous les assurés actifs qui sont exposés au risque de morbidité. Pour les produits d'assurance individuelle, le choc pour le risque de volatilité applicable la première année est calculée indépendamment du choc utilisé pour le risque de niveau (voir la section 6.4.1). Les hypothèses de taux de cessation ne doivent pas être changées en raison des chocs appliqués aux taux d'incidence.

Les facteurs applicables la première année¹¹³ pour les chocs du risque de volatilité sont les suivants :

Base d'exposition	Type de produit	Facteur de choc
Taux d'incidence	RI individuelle - actifs	+25 %
	EP individuelle - actifs	+25 %
	MG individuelle	+50 %
	SLD individuelle - actifs	+30 %
	Assurance maladie individuelle	+15 %
	Assurance dentaire individuelle	+20 %
	Assurance voyage individuelle	+30 %
	Assurance crédit prêt individuelle	+30 %
	Autres produits A-M individuelle	+30 %
	ICD et ILD collective – actifs	+25 %
	EP collective – actifs	+25 %
	MG collective	+50 %
	SLD collective – actifs	+30 %
	Assurance maladie collective (incluant les autres produits A-M collective)	+15 %
	Assurance dentaire collective	+20 %
	Assurance voyage collective	+50 %
	Assurance crédit prêt collective	+50 %

La composante du risque de volatilité de morbidité est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

Les composantes ~~pour le~~ risque de volatilité de morbidité des produits d'assurance invalidité, MG, SLD, voyage ainsi que dentaire et maladie collective (incluant les autres produits d'assurance A-M collective) peuvent être réduites par un crédit de

¹¹³ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

diversification à l'intérieur des risques déterminé à l'aide de facteurs de fluctuation statistique (voir la section 11.1.2).

6.4.4 Risque de catastrophe

La composante du risque de catastrophe est calculée par l'application d'un choc unique aux taux d'incidence de la première année¹¹⁴ pour tous les assurés actifs qui sont exposés au risque de morbidité. Le choc s'applique comme un multiple à l'Hypothèse de meilleure estimation de morbidité (c.-à-d. $(1 + \text{Facteur de choc}) \times \text{Hypothèse de meilleure estimation}$). ~~Les chocs de catastrophe ne s'appliquent pas aux taux d'incidence de l'assurance maladie ou dentaire collective, de l'assurance voyage individuelle ou collective et de l'assurance prêt.~~

~~Aucun choc de catastrophe ne s'applique aux taux d'incidence de l'assurance maladie et dentaire collective, de l'assurance voyage individuelle et collective et de l'assurance crédit.~~

Les facteurs pour les chocs du risque de catastrophe sont les suivants :

Base d'exposition	Type de produit	Facteur de choc
Taux d'incidence	RI individuelle - actifs	+25 %
	ICD et ILD collective – actifs	+25 %
	EP individuelle et collective – actifs	+25 %
	MG individuelle	+5 %
	MG collective	+5 %
	SLD individuelle et collective – actifs	+10 %
	Autres produits d'AA-M (à l'exception des produits invalidité et MG)	+25 %

La composante du risque de catastrophe de morbidité est la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.5 Risque de déchéance

Le risque de déchéance ~~(y compris le risque relatif au comportement des titulaires de police)~~ est le risque relatif à la variabilité des flux de trésorerie du passif due à l'incidence des déchéances ~~et des autres comportements~~ des titulaires de police. Le risque de déchéance comprend le risque découlant des options permettant la

¹¹⁴ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

déchéance partielle ou totale des contrats d'assurance par les titulaires de police ainsi que la diminution, l'interruption ou la reprise de la couverture d'assurance (p. ex., l'option de réduire les primes des contrats d'assurance vie universelle).

Le capital requis du risque de déchéance est calculé pour tous les produits des polices d'assurance vie individuelle, RI individuelle (assurés actifs), MG individuelle, SLD individuelle (assurés actifs) et des autres produits d'assurance A-M ~~individuelle~~ qui sont exposés au risque de déchéance.

Les chocs de déchéance sont appliqués aux produits d'assurance individuelle, y compris les produits d'assurance collective souscrits individuellement. Des exigences de risque de déchéance sont calculées pour les risques de niveau et de tendance combinés, ainsi que pour les risques de volatilité et de catastrophe. Lorsqu'un choc augmente le taux de déchéance au-delà de 97,5 %, le taux de déchéance soumis au choc est limité à 97,5 %. Les flux de trésorerie soumis au choc ne doivent inclure aucune hypothèse d'amélioration future de la tendance des déchéances. Si l'assureur utilise des hypothèses de déchéance dynamiques qui varient selon les taux d'intérêt, l'Hypothèse de meilleure estimation doit être la même que celle retenue dans le scénario de base de la MCAB et elle ne doit pas être ajustée pour refléter les taux d'actualisation prescrits (voir la section 6.1) utilisés pour calculer l'exigence de capital.

Aux fins d'agrégation, l'exigence ~~pour les~~ produits fondés sur les déchéances est calculée séparément de l'exigence ~~pour les~~ produits sensibles aux déchéances.

Le capital requis du risque de déchéance est calculé séparément pour chaque région à l'aide de la formule suivante :

$$CR_{déchéance} = \sqrt{CR_{vol}^2 + CR_{cat}^2} + CR_{niveau+tendance}$$

6.5.1 Désignation des produits fondés sur les déchéances et des produits sensibles aux déchéances¹¹⁵

Les produits fondés sur les déchéances et les produits sensibles aux déchéances sont présumés être corrélés négativement aux fins de l'ESCAP. La direction du choc de déchéance doit être testée afin de déterminer si les produits sont fondés sur les déchéances ou sensibles aux déchéances. L'assureur doit utiliser le regroupement de produits qu'il a mis en place pour établir ses Hypothèses de meilleure estimation de déchéance (afin de générer des portefeuilles de produits similaires ayant des caractéristiques similaires), puis tester chaque portefeuille individuel en appliquant simultanément les chocs de niveau, de tendance et de volatilité afin de déterminer s'il est fondé sur les déchéances ou sensible aux déchéances. Aux fins du test de désignation, les chocs doivent être d'abord appliqués comme une hausse des taux de déchéance (sensibles aux déchéances) pour toutes les années de la police, puis comme une baisse des taux de déchéance (fondés sur les déchéances) pour toutes les années

¹¹⁵ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

de la police. La désignation s'effectue par portefeuille en fonction de la valeur actualisée la plus élevée selon les taux d'évaluation de la MCAB ou les taux d'actualisation décrits dans la section 6.1, même si (il faut noter que la valeur actualisée pour chacun des tests est peut être inférieure à la valeur actualisée de meilleure estimation, en tenant compte de après réduction pour la réassurance agréée). Lorsque la désignation est faite, elle est utilisée pour l'application des chocs appropriés pour le risque de catastrophe et le calcul des exigences des produits fondés sur les déchéances et sensibles aux déchéances incluses dans la matrice de diversification.

6.5.2 Risques de niveau et de tendance

Une composante combinée est calculée pour les risques de niveau et de tendance. Le choc combiné consiste en un changement permanent de ± 30 % des Hypothèses de meilleure estimation des taux de déchéance pour chaque âge et chaque durée, où les chocs de déchéance sont appliqués de manière conforme à la façon dont les MÉD de déchéance sont appliquées aux fins d'évaluation¹¹⁶. Pour l'application des chocs des risques de niveau et de tendance, l'assureur peut déterminer leur direction en comparant les valeurs de rachat avec les passifs calculés avec les taux d'évaluation de la MCAB ou les taux d'actualisation définis à la section 6.1.

La composante combinée pour les risques de niveau et de tendance est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.5.3 Risque de volatilité

Le choc pour le risque de volatilité est égal à ± 30 % dans la première année¹¹⁷ et est calculé séparément du choc utilisé pour les risques de niveau et de tendance (voir la section 6.5.2). Le choc doit être appliqué de manière conforme à la façon dont les MÉD de déchéance sont appliquées aux fins d'évaluation. Le choc de première année sur les taux de déchéance est la somme des impacts d'un choc de ± 30 % pour les risques de niveau et de tendance et d'un choc de ± 30 % pour le risque de volatilité.¹¹⁶ Les flux de trésorerie soumis au choc après la première année sont les flux de trésorerie de meilleure estimation affectés par le choc de la première année. L'exigence de risque de chaque portefeuille est soumise à un plancher de zéro.

La composante du risque de volatilité Le choc de première année sur les taux de déchéance est égale à la différence entre la valeur actualisée somme des impacts d'un choc de ± 30 % pour les risques de niveau et de tendance et d'un choc de ± 30 % pour le risque de volatilité. Par conséquent, le choc de volatilité du risque de déchéance peut être calculé ainsi :

VA des flux de trésorerie (taux de déchéance soumis au choc et la valeur actualisée de ± 60 % dans la première année) – VA des flux de trésorerie de

¹¹⁶ Comme décrit dans la note éducative de l'ICA *Marges pour écarts défavorables*, publiée en novembre 2006. L'exigence de capital globale obtenue pour chaque portefeuille devra être positive.

¹¹⁷ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

~~meilleure estimation~~ (taux de déchéance soumis au choc de $\pm 30\%$ dans la première année¹¹⁸)

où $\pm 60\%$ représente la somme des chocs de volatilité et de niveau et tendance du risque de déchéance et $\pm 30\%$ représente seulement le choc de niveau et tendance.

L'exigence de risque de chaque portefeuille est soumise à un plancher de zéro.

6.5.4 Risque de catastrophe

Les chocs du risque de catastrophe sont les suivants :

- pour les produits sensibles aux déchéances, une hausse absolue de 20 points de pourcentage à l'Hypothèse de meilleure estimation de déchéance de la première année¹¹⁹ seulement;
- pour les produits fondés sur les déchéances, une baisse proportionnelle de 40 % de l'Hypothèse de meilleure estimation de déchéance de la première année¹²⁰ seulement.

La composante du risque de catastrophe de chacun des portefeuilles ne peut pas être négative.

La composante du risque de catastrophe de déchéance est égale à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.6 Risque relatif aux dépenses

Le risque relatif aux dépenses est le risque relatif à la variabilité défavorable des dépenses qui sont engagées pour le service des contrats d'assurance ou de réassurance (p.- ex., la variabilité des flux de trésorerie du passif pour les dépenses due à la variation des polices en vigueur, à des réclamations, des résiliations et des rachats excédentaires, à la diminution des nouvelles affaires et à d'autres circonstances pouvant avoir un impact sur les dépenses unitaires).

Tous les frais d'administration qui sont estimés (y compris les frais en fonction des primes, autres que les commissions, et les frais de réclamations) sont soumis au choc. Le choc ne doit pas être appliqué aux écarts temporaires liés à l'impôt qui sont reflétés dans le passif, ni aux dépenses qui sont garanties par des contrats avec des tiers.

Le capital requis du risque relatif aux dépenses est calculé globalement pour les risques de niveau, de tendance, de volatilité et de catastrophe pour chaque région.

¹¹⁸ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

¹¹⁹ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

¹²⁰ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

6.6.1 Risques de volatilité, de niveau, de tendance et de catastrophe

Le choc combiné consiste en un choc permanent aux Hypothèses de meilleure estimation de dépense, incluant l'inflation¹²¹, pour tous les produits d'assurance¹²². Le choc consiste en une hausse de 20 % en première année suivie d'une hausse permanente de 10 % pour toutes les années subséquentes de la police. **Il est appliqué aux frais d'administration.** Les taxes sur les primes et l'impôt sur le revenu de placement sont exclus.

Le capital requis ~~pour le~~ risque relatif aux dépenses est égal à la différence entre la valeur actualisée des flux de trésorerie soumis au choc et la valeur actualisée des flux de trésorerie de meilleure estimation.

6.7 Crédit pour les ententes de réassurance et les ententes spéciales avec les titulaires de police

6.7.1 Réassurance non agréée

Dans le cas d'ententes de réassurance non agréée (voir la section 10.1.1), les Dépôts excédentaires obtenus de la part du réassureur (voir la section 10.5.4) afin de servir à garantir les prestations en vertu d'une entente de réassurance particulière ou d'un groupement d'ententes peuvent être reconnus comme des Dépôts admissibles dans le calcul du Ratio ESCAP total et du Ratio ESCAP de base (voir la section 1.1). Les Dépôts excédentaires qui peuvent être reconnus sont assujettis à la limite suivante :

$$\min\left(\frac{CD + AA}{CS_2}; 1,5\right) \times (CS_0 - CS_1 - C) - PÉD$$

où :

- *CD* est le Capital disponible total de l'assureur;
- *AA* est l'Attribution de l'avoir (voir la section 1.1.3) calculée ~~en tenant compte de~~après réduction pour toute ~~la~~forme de réassurance;
- *CS₀* est le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) pour l'ensemble du portefeuille de produits de l'assureur, calculé ~~en tenant compte uniquement de~~après réduction pour la réassurance agréée **uniquement** (c.-à-d. sans ~~tenir compte de~~réduction pour la réassurance non agréée);
- *CS₁* est le Coussin de solvabilité global¹²³, calculé ~~en tenant compte de~~après réduction pour la réassurance agréée, ~~mais~~et excluant :

¹²¹ ~~L'hypothèse~~L'Hypothèse de meilleure estimation d'inflation est la même que celle retenue dans le scénario de base de la MCAB et ne doit pas être ajustée pour refléter les taux d'actualisation prescrits (voir la section 6.1) utilisés pour calculer l'exigence de capital.

¹²² Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

¹²³ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

- les risques d'assurance réassurés en vertu des ententes de réassurance non agréée [garanties par les Dépôts excédentaires](#), et;
- l'exigence du risque de change liée ~~aux~~ [ces](#) ententes de réassurance non agréée (voir la section ~~5.6.8~~5.6.8);
- CS_2 est le Coussin de solvabilité global, calculé ~~en tenant compte de~~ [après réduction pour](#) toute ~~la~~ [forme de](#) réassurance, ~~mais en~~ [excluant](#) toutes les exigences de risque de change liées à la réassurance non agréée;
- C est le montant des positions de risque conservées (voir la section 10.5.2) en vertu des ententes de réassurance non agréée [garanties par les Dépôts excédentaires](#);
- $PÉD$ est la $PÉD$ selon la MCAB pour les risques d'assurance réassurés en vertu des ententes de réassurance non agréée [garanties par les Dépôts excédentaires](#).

Dans l'étape intermédiaire du calcul de CS_0 , CS_1 et CS_2 , la quantité E (voir la section 11.2.2) comprend toutes les exigences ~~pour les~~ [des](#) risques ~~liés à l'actif de crédit et de marché~~ associés aux véhicules de garantie liés à la réassurance non agréée (voir la section 10.4.3~~+~~), ~~sauf les exigences du risque de change en cause dans le calcul~~. Les [facteurs de fluctuation statistique](#) (voir la section 11.1) utilisés dans les calculs de CS_0 , CS_1 et CS_2 varieront selon le Coussin de solvabilité global calculé. Le montant de capital requis du risque opérationnel est égal pour CS_0 , CS_1 et CS_2 et il est calculé comme spécifié dans le chapitre 8 sans aucune modification.

Tous les Dépôts excédentaires reconnus dans les Dépôts admissibles doivent être pleinement disponibles, selon les modalités des ententes, pour couvrir les prestations découlant des risques pour lesquels l'assureur prend un crédit. Si une ~~portion~~ [partie](#) d'un Dépôt excédentaire n'est pas disponible, selon les modalités de l'entente, pour couvrir les prestations découlant d'un risque qui est inclus dans la limite ci-dessus, cette ~~portion~~ [partie](#) du dépôt ne peut pas être reconnue dans les Dépôts admissibles. Par exemple, si la limite des Dépôts admissibles pouvant être reconnue est de 500 M\$, mais qu'une entente de réassurance non agréée ne couvre que les prestations excédentaires jusqu'à un montant de 300 M\$, alors la ~~portion~~ [partie](#) du dépôt excédant 300 M\$ ne peut pas être reconnue dans les Dépôts admissibles, même si le montant total couvert en vertu de l'entente de réassurance excède le Niveau nécessaire défini à la section 10.5.2.

[Le calcul de la limite et des Dépôts admissibles doivent être décrits dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.](#)

6.7.2 Dépôts de titulaires de police

Les dépôts admissibles de titulaires de police¹²⁴, sauf les passifs actuariels et les provisions pour prestations à payer ainsi que les provisions pour remboursements dus, peuvent être utilisés pour réduire ~~l'exigence~~ [le capital requis](#) du risque d'assurance d'une police. Ces dépôts doivent satisfaire aux critères suivants.

¹²⁴ Les dépôts effectués par des agents ou des courtiers peuvent aussi être reconnus s'ils satisfont aux mêmes critères que les dépôts admissibles effectués par des titulaires de police.

1. Ils sont effectués par les titulaires de police.
2. Ils sont disponibles pour le règlement des réclamations (p. ex., les provisions pour fluctuations des réclamations et pour la stabilisation des primes et les provisions accumulées pour bonification).
3. Ils ne sont remboursés aux titulaires de police qu'après l'expiration de la police, déduction faite des montants déjà affectés.

Lorsque l'assureur est en mesure de recouvrer à l'égard d'un dépôt des prestations excédentaires pour une police particulière, au premier dollar et sur une base de coassurance à 100 %, le montant de la réduction du ~~capital requis~~ **Coussin de solvabilité global** se limite au moins élevé du montant du dépôt et de la somme des exigences marginales de la police (~~telles que définies dans~~ voir la section 2.1.2.9.22.1.2.9.2) pour chaque risque d'assurance atténué par le dépôt, calculées ~~en tenant compte de~~ **après réduction pour** toute ~~la~~ **forme de** réassurance. Si le montant que l'assureur est en mesure de recouvrer à l'égard d'un dépôt est assujéti à une entente de partage de risques, l'assureur ne peut prendre le crédit du dépôt que si les deux parts des prestations que lui et le titulaire de police assument en vertu de l'entente ne diminuent pas au fil de l'augmentation des réclamations excédentaires totales. Si l'assureur peut prendre le crédit du dépôt aux termes d'une entente de partage de risques, le montant de la réduction du ~~capital requis~~ **Coussin de solvabilité global** se limite au moins élevé du montant du dépôt et la ~~portion~~ **partie** des exigences marginales de la police qui serait attribuée au titulaire de police selon la formule de partage des risques.

L'utilisation d'un crédit doit être décrite clairement dans le Rapport sur l'attestation ~~de~~ **conformité relative** à la ligne directrice de capital.

6.7.3 Ajustements pour l'assurance collective

Le ~~capital requis~~ **Coussin de solvabilité global** peut être réduit si une couverture d'assurance collective incluse dans le calcul ~~de l'exigence~~ **du capital requis** du risque d'assurance est munie d'une caractéristique de réduction de risque qui permet le transfert complet du risque. Les caractéristiques admissibles sont les suivantes :

- une « garantie de risque inexistant »;
- le remboursement de déficit par le titulaire de police, sans obligation de renouvellement de la police à l'échéance;
- une convention de non-responsabilité en vertu de laquelle le titulaire de police est légalement redevable à l'assureur.

Le montant de réduction du ~~capital requis~~ **Coussin de solvabilité global** est égal au produit d'un facteur d'ajustement et de la somme des exigences marginales de la police (voir la section 2.1.2.9.22.1.2.9.2), calculées ~~en tenant compte de~~ **après réduction pour** toute ~~la~~ **forme de** réassurance. Le facteur d'ajustement est de 95 % si le titulaire de la police d'assurance collective est un gouvernement fédéral, provincial ou territorial du Canada et de 85 % pour tous les autres titulaires de police.

Lorsqu'une police est munie d'une de ces caractéristiques de réduction de risque, mais que le montant maximal exigible auprès du titulaire de police (selon les dispositions du contrat d'assurance) est sujet à une limite, le crédit pour la caractéristique de réduction de risque doit être calculé comme le crédit pour dépôts admissibles décrit dans la section 6.7.2, avec les adaptations suivantes :

- le montant maximal exigible doit remplacer le montant du dépôt dans le calcul;
- le montant de crédit est multiplié par 95 % si le titulaire de la police est un gouvernement fédéral, provincial ou territorial du Canada et par 85 % pour les autres titulaires de police.

~~Les régimes d'avantages sociaux non assurés en vertu desquels l'assureur ne prend pas les réclamations en charge doivent être exclus des calculs de l'exigence du risque d'assurance.~~

L'utilisation d'ajustements doit être décrite dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital.

6.7.4 Provisions pour fluctuation des réclamations de réassurance et ententes similaires

Les provisions pour fluctuation des réclamations, les dépôts ou les positions de risque conservées par l'assureur cédant afin de réduire le risque du réassureur aux termes d'une entente de réassurance peuvent être inclus dans les Dépôts admissibles ~~du réassureur~~. Ces provisions pour fluctuation des réclamations, ~~dépôts ou positions de risque~~ qui peuvent être ~~reconnues~~ reconnus sont ~~assujetties~~ assujettis à la limite obtenue par la formule suivante :

$$\min\left(\frac{CD + AA}{CS_0}; 1,5\right) \left(\frac{CD + AA}{CS_2}; 1,5\right) \times (CS_0 - CS_1 - d)(CS_2 - CS_3 - d) - PÉD$$

où :

- ~~CD est le Capital disponible total de l'assureur;~~
- ~~, AA est l'Attribution de l'avoir (voiret CS₂ sont définis dans la section 4.1.3) calculée en tenant compte de toute la réassurance;~~6.7.1;
- ~~CS₀CS₃ est le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) pour l'ensemble du portefeuille de produits du réassureur¹²⁵, calculé en tenant compte de après réduction pour toute la forme de réassurance;~~
- ~~CS₄ est le Coussin de solvabilité global, calculé en tenant compte de toute la réassurance, mais, et excluant toutes les exigences de risque de change liées à la réassurance non agréée ainsi que l'entente de réassurance pour laquelle le~~

¹²⁵ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

~~dépôt~~ la provision pour fluctuation des réclamations ou une autre entente a été effectuée mise en place;

- d est le montant de réduction appliquée au Coussin de solvabilité global en raison des dépôts des titulaires de police ~~et des ajustements pour l'assurance collective~~ (voir les sections 6.7.2 et 6.7.3) pour les produits acceptés en vertu de l'entente de réassurance;
- PÉD est la PÉD selon la MCAB, calculée ~~en tenant compte de~~ après réduction pour toute la forme de réassurance, pour les risques d'assurance acceptés en vertu de l'entente.

L'ajout d'un montant dans les Dépôts admissibles et le calcul de la limite doivent être décrits dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital.

6.7.5 Crédit pour réassurance en excédent de ~~prestations~~ pertes

L'assureur cédant peut réduire ~~son-ses~~ exigences de capital requis du risque d'assurance pour ~~le risque d'assurance s'il~~ les risques qu'il a réassuré ~~ses risques~~ réassurés en vertu ~~d'une entente~~ d'ententes de réassurance en excédent de ~~prestations (stop loss reinsurance)~~ pertes (incluant la réassurance catastrophe). Un crédit est ~~calculé~~ calculé séparément pour le capital requis de chaque exigence du risque d'assurance avant la diversification entre les risques ~~et elle~~. Pour chaque composante, sauf celle du risque de volatilité de mortalité, le crédit est ~~égale~~ déterminé en calculant l'augmentation de la valeur de l'actif de réassurance correspondant à ~~l'entente~~ une entente de réassurance en excédent de ~~prestations~~ pertes résultant des chocs particuliers de ~~chaque exigence~~ la composante (c.-à-d. que les flux de trésorerie projetés pour la composante n'incluent pas les montants récupérés en vertu de l'entente). Pour la composante du risque de volatilité de mortalité, le crédit est déterminé en calculant la réduction de la variance des prestations de décès nets de l'année suivante.

Toute réduction du capital requis ~~pour le~~ du risque d'assurance est assujettie à l'autorisation préalable de l'Autorité. Pour obtenir cette autorisation, l'assureur cédant devra démontrer la validité de son modèle pour évaluer l'actif de l'entente de réassurance en excédent de ~~prestations~~ pertes sous l'effet des chocs pertinents du risque d'assurance. Comme exigence minimale d'autorisation, le modèle d'évaluation doit englober plus que l'évaluation déterministe d'un seul ensemble de flux de trésorerie.

Si le réassureur qui fournit la protection en excédent de ~~prestations~~ pertes est assujetti aux exigences de la présente ligne directrice, l'assureur cédant doit garder dans ses registres la certification de l'actuaire du réassureur établissant que le réassureur a inclus toutes les réductions ~~déclarées~~ présentées par l'assureur cédant dans son propre calcul du risque d'assurance en vertu de l'ESCAP. Si l'entente de réassurance en excédent de ~~prestations~~ pertes constitue de la réassurance non agréée en vertu de la section 10.1, le traitement des Dépôts excédentaires donnés pour couvrir ~~l'exigence~~ le capital requis du risque d'assurance cédé est le même que celui décrit dans la section 6.7.1.

L'utilisation d'un crédit doit être décrite clairement dans le Rapport sur l'attestation de conformité relative à la ligne directrice de capital.

Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital
Assurance de personnes
Chapitre 6
Autorité des marchés financiers

175

Janvier 2018

Chapitre 7. Risque relatif aux garanties des fonds distincts

~~La présente exigence~~ Le capital requis du présent chapitre vise à tenir compte du risque relatif aux garanties de ~~placement ou de~~ rendement ~~aux~~ des fonds distincts ou à des produits ~~semblables. On détermine en général~~ offrant des garanties similaires. Le capital requis pour ce risque peut être déterminé en utilisant des facteurs prescrits ou ~~autorisés ou en utilisant~~ un modèle interne ~~autorisé~~.

~~Exigences~~ L'utilisation des facteurs prescrits est décrite à la section 7.1. L'assureur peut choisir une des deux méthodes décrites, sous réserve des conditions qui y sont spécifiées.

Afin de pouvoir utiliser un modèle interne, une autorisation préalable de l'Autorité est nécessaire. À cette fin, l'assureur devra satisfaire aux conditions décrites dans la section 1.1. Trois méthodes existent pour évaluer le risque des garanties des fonds distincts avec un modèle interne. Une seule méthode reconnaît les stratégies de couverture des marchés des capitaux (les « stratégies de couverture ») et est présentée à la section 7.2.8. Les deux autres méthodes sont présentées à la section 7.2.7. Lorsque l'assureur a obtenu une autorisation de l'Autorité pour utiliser une de ces méthodes, il ne peut pas en utiliser une autre sans obtenir une nouvelle autorisation.

Un assureur qui utilise des stratégies d'atténuation des risques autres que les stratégies de couverture, comme par exemple des ententes de réassurance, doit communiquer avec l'Autorité afin de connaître l'approche à utiliser.

7.1 Détermination du capital requis à partir des facteurs prescrits

~~Les assureurs ont~~ L'assureur qui n'a pas fait approuver son modèle interne conformément aux modalités décrites à la section 1.1 doit déterminer le capital requis en utilisant les facteurs prescrits.

L'assureur a l'opportunité de choisir une des deux méthodes décrites dans la présente section. Lors du premier exercice où ~~celle~~ présente section est applicable, ~~les assureurs doivent~~ l'assureur doit déterminer de façon irrévocable la méthode ~~qu'ils entendent~~ qu'il entend utiliser pour calculer ~~l'exigence nette de~~ le capital requis.

7.1.1 Méthode globale

7.1.1.1 Total brut du capital requis (TBCR)

Des facteurs sont prévus pour une gamme de produits standardisés couvrant les prestations de décès minimales garanties (PDMG) et les prestations à échéance minimales garanties (PEMG) couramment offertes pour les garanties de fonds distincts au Canada et aux États-Unis. Suit une description générale des gammes de produits modélisées. On trouvera des précisions à ce sujet au tableau 54 (page 194).

Les gammes de PDMG modélisées comprennent :

- **Remboursement des primes (RP)** : prestation de décès garantie équivalant au plus élevé de la valeur du compte et des primes versées.
- **Cumul annuel de 5 % (CUMUL)** : prestation garantie dont le montant augmente au taux composé de 5 % par année à chaque anniversaire du contrat, le montant garanti étant bloqué à l'âge de 80 ans.
- **Valeur maximale à l'anniversaire/rétablissement annuel (VMA)** : rétablissement annuel automatique de la garantie à chaque anniversaire du contrat, le rétablissement étant bloqué à l'âge de 80 ans.
- **Contrat de report sur 10 ans (PDMG_10)** : la garantie peut être rétablie et l'échéance résiduelle est rétablie à 10 ans. Aucun rétablissement n'est permis dans les 10 dernières années avant l'échéance du contrat.

Les gammes de PEMG modélisées comprennent :

- **Date d'échéance fixe (FIXE)** : la garantie est uniforme et s'applique jusqu'à la date d'échéance fixe.
- **Contrat de report sur 10 ans à l'échéance (PEMG_10)** : la garantie peut être rétablie et l'échéance résiduelle est rétablie à 10 ans. Aucun rétablissement n'est permis dans les 10 dernières années avant l'échéance du contrat.
- **Garantie minimale de rachat après 10 ans (GMRE_10)** : la garantie s'applique 10 ans après ~~la délivrance~~ l'émission du contrat. Si la valeur garantie à 10 ans est plus élevée que la valeur au compte lors du rachat, une prestation additionnelle égale à la différence est versée.

Il est prévu que le ~~calcul du total brut du capital requis (« TBCR »)~~ aux fins ~~des EMSFP~~ de l'ESCAP s'appliquera séparément à chaque police, c'est-à-dire individuellement. Si l'assureur procède par « cellule », il prendra soin de regrouper uniquement les polices largement semblables. Autrement dit, toutes les polices d'une « cellule » doivent comporter des caractéristiques largement semblables en ce qui a trait aux attributs susceptibles d'avoir une incidence sur le capital fondé sur le risque (p.-ex., définition des prestations garanties, âge atteint, durée de la police, échéance résiduelle, ratio de la valeur marchande à la valeur garantie, composition de l'actif, etc.). Le TBCR et les provisions techniques nettes détenues aux fins de déterminer les exigences de capital pour les fonds distincts à l'aide de facteurs prescrits ou autorisés ne doivent pas inclure l'impôt différé.

Le TBCR d'un portefeuille correspond à la somme des TBCR calculés pour chaque police ou chaque cellule. Le résultat pour une police ou une cellule donnée peut être négatif, nul ou positif. Par contre, le TBCR du portefeuille ne peut être négatif.

Le TBCR d'une police donnée est égal à :

$$TBCR = VG \times \hat{f}(\tilde{\theta}) - VC \times \hat{g}(\tilde{\theta})$$

où :

- VG = prestation minimale garantie courante;
- VC = solde courant;
- $\hat{f}(\tilde{\theta})$ = facteur de coût des prestations;
- $\hat{g}(\tilde{\theta})$ = facteur de marge de compensation;
- $\tilde{\theta}$ est un vecteur qui définit les caractéristiques de risque de la police.

Les facteurs $\hat{f}(\tilde{\theta})$ et $\hat{g}(\tilde{\theta})$ sont décrits de façon plus détaillée à l'étape 4 (voir la section 7.1.1.6). Le TBCR est calculé séparément pour chaque prestation minimale garantie (décès, échéance et rachat).

Les hypothèses types des facteurs du TBCR sont décrites dans la section 7.1.1.2.

Le calcul du TBCR d'une police ou d'une cellule comporte quatre (4) grandes étapes :

Étape 1 - Classification de l'actif sous-jacent (voir la section 7.1.1.3);

Étape 2 - Détermination des attributs de risque (voir la section 7.1.1.4);

Étape 3 - Repérage des nœuds appropriés (voir la section 7.1.1.5);

Étape 4 - Détermination du capital requis à l'aide des fonctions fournies (voir la section 7.1.1.6).

Dans un premier temps, l'assureur doit classer la valeur de l'actif de la police ou de la cellule visée en transposant l'actif sous-jacent total dans l'une des catégories de fonds prescrites. Des facteurs de TBCR sont prévus pour chaque catégorie d'actif.

La deuxième étape consiste à déterminer (ou à dériver) les attributs appropriés de la police ou de la cellule visée. Les attributs permettant d'accéder aux tableaux de facteurs et de calculer les valeurs nécessaires sont les suivants :

- type de produit (« définition de la garantie »), P ;
- niveau de garantie, G ;
- ajustement en fonction de la valeur garantie au retrait partiel (« ajustement PDMG/PEMG »), A ;
- type de fonds, F ;
- âge atteint par le titulaire de police, X (pour les PDMG seulement, réduire de quatre ans pour les femmes);

-
- âge à l'échéance du contrat, M (pour les PDMG seulement, réduire de quatre ans pour les femmes);
 - période d'ici la prochaine échéance, T ;
 - ratio de la valeur du compte à la valeur garantie, ϕ ;
 - total « équivalent » des frais fondés sur le compte, RFG (« ratio des frais de gestion »);
 - taux d'utilisation du rétablissement, R (le cas échéant);
 - taux de rachat « dans le cours », S (prestations de rachat garanties seulement).

Autres valeurs requises pour chaque police :

- valeur totale du compte servant au calcul des prestations garanties, VC ;
- PDMG, PEMG et GMRE courantes;
- Écart total net disponible pour couvrir les prestations garanties (« marge de compensation »), α .

Les étapes suivantes (repérage des nœuds appropriés et détermination du capital requis à l'aide des fonctions fournies) sont expliquées respectivement dans les sections 7.1.1.5 et 7.1.1.6. Une application a été mise au point pour faciliter la tâche aux assureurs. L'assureur qui ne peut l'utiliser devra concevoir son propre logiciel. Le cas échéant, il devra communiquer par écrit avec l'Autorité pour obtenir des consignes précises sur la façon de mettre au point ses propres fonctions de recherche et d'extraction. Un exemple montrant le calcul des divers facteurs de l'exigence appliqués à une police fictive est présenté à la section [7.1.1.8-7.1.1.70](#).

Dans la section 7.1.1, « VG » désigne collectivement les PDMG, les PEMG et les GMRE. De même, « VC » désigne le solde du compte ou sa valeur marchande. Le total « équivalent » des frais au compte doit inclure tous les montants imputés aux comptes des titulaires de police et s'exprimer sous forme d'écart nivelé par année (en points de base). Cette valeur est le ratio des frais de gestion (RFG) et correspond au quotient obtenu en divisant le montant moyen (en dollars) imputé aux fonds des titulaires de police pour une année donnée par la valeur moyenne du compte. Le RFG varie normalement selon le type de fonds et représente la somme des frais de gestion des placements, des charges au titre de la mortalité et des dépenses, des frais de garantie, des primes de risque, etc. L'écart total disponible pour couvrir les prestations garanties (c.-à-d. le coût des PDMG, des PEMG et des GMRE) est la « marge de compensation » (α) et doit faire abstraction des frais et des charges fondées sur l'écart (p.- ex., les frais de maintien, les frais de gestion des placements, les commissions de suivi, les montants nécessaires à l'amortissement des frais d'acquisition reportés, etc.). La description du calcul du RFG et de α figure à la section sur le redressement des marges de compensation (voir la section 7.1.1.8).

La définition des PDMG, des PEMG et des GMRE d'une police ou d'une cellule donnée ne correspond peut-être pas exactement à celles fournies. Dans certains cas, il peut être raisonnable d'utiliser les facteurs et les formules d'un autre type de produit. Dans d'autres cas, l'assureur peut déterminer le TBCR à partir de deux définitions de garantie distinctes et interpoler les résultats pour obtenir une valeur appropriée qu'elle attribuera à la police ou à la cellule en question. Par contre, si le type de police est suffisamment différent de ceux fournis et s'il n'y a pas de façon évidente ou commode d'obtenir un résultat raisonnable, l'assureur devra ~~suivre les instructions de la~~ [section 7.2:communiquer par écrit avec l'Autorité.](#)

La formule générale du TBCR est la suivante :

$$TBCR = VG \times h(\circ) \times w(\circ) \times f(\circ) - \frac{\alpha}{100} \times VC \times g(\circ)$$

où :

- VG = prestation minimale garantie courante (en dollars);
- VC = solde courant (en dollars);
- $f(\circ) = f(\tilde{\theta})$ = facteur de coût par 1 \$ de VG ;
- $g(\circ) = g(\tilde{\theta})$ = facteur de marge de compensation par 1 \$ de VC (selon l'hypothèse d'un écart disponible de 100 points de base);
- $h(\circ) = h(\tilde{\theta})$ = facteur pour diversification de l'actif;
- $w(\circ) = w(\tilde{\theta})$ = facteur pour diversification chronologique.

Ainsi, $\tilde{\theta}$ représente globalement les attributs de risque (p.- ex., type de produit, niveau de garantie, catégorie d'actif, âge atteint, etc.) de la police, ou un quelconque sous-ensemble pertinent de ces attributs. En outre, α correspond à l'écart net (la marge de compensation, exprimée en points de base par année) disponible pour couvrir les prestations garanties.

Si un produit comporte plus d'une garantie, à moins que l'assureur ne propose une solution de rechange justifiable pour répartir la marge totale disponible entre les divers types de garantie (p.- ex., des charges pour le risque expressément définies), la répartition doit se faire en fonction des coûts bruts proportionnels des prestations garanties. Un exemple de ce concept se retrouve à la section 7.1.1.8.

Concrètement, $f(\circ)$, $g(\circ)$, $h(\circ)$ et $w(\circ)$ sont des valeurs interpolées à partir du tableau des facteurs. L'emploi de ce tableau est discuté plus en détails à l'étape 4 (voir la section 7.1.1.6). Cette grille des facteurs est un vaste tableau de valeurs préétablies créé par modélisation stochastique pour un large éventail de combinaisons de l'ensemble des attributs de risque. Cet ensemble est défini par les caractéristiques des polices et des produits qui influent sur le profil de risque des activités : type des produits (définition des garanties), catégorie de fonds, âge atteint, ratio VC/VG , échéance résiduelle, etc.

7.1.1.2 Hypothèses pour les facteurs publiés de la méthode du TBCR

Chaque nœud du tableau des facteurs est le résultat de la modélisation d'une cellule donnée suivant l'hypothèse d'un dépôt unique de 100 \$.

Tableau 1 :- Hypothèses du modèle et caractéristiques du produit

Frais de compte (<i>RFG</i>)	Variet selon la catégorie de fonds; voir le tableau 2 de la présente section (page 183).
Marge de compensation de base	100 points de base par année
Description des PDMG	<ul style="list-style-type: none"> ▪ RP = remboursement des primes ▪ CUMUL = cumul de 5 % (taux composé), bloqué à l'âge de 80 ans ▪ VMA = rétablissement annuel (valeur maximale à l'anniversaire), bloqué à l'âge de 80 ans ▪ PDMG_10 = contrat de report sur 10 ans
Description des PEMG et des GMRE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ FIXE = date d'échéance fixe ▪ GMRE_10 = prestation avec garantie minimale de rachat après 10 ans ▪ PEMG_10 = prestation avec report sur 10 ans à l'échéance
Ajustement de la VG au retrait	La valeur marchande au prorata et la valeur au pair sont testées séparément.
Frais de rachat	Ignorés (Nuls).
Taux de déchéance de base	6 % par année pour toutes les durées; voir aussi « Facteur de déchéance dynamique ».
Retraits partiels	Taux nivelé de 4 % par année pour toutes les durées (en % de la VC). Aucune dynamique.
Taux de report (renouvellement)	85 % tous les 10 ans (PDMG_10 et PEMG_10 seulement).
Facteur de déchéance dynamique	<p>Taux de déchéance réel = $\lambda \times$ (Taux de déchéance de base), où :</p> $\lambda = \min \left[\lambda^+; \max \left[\lambda^-; \left[a + b \times \left(\frac{VG}{VC} \right) \right] \times [c + d \times \min(h; T)] \right] \right]$ <p>$\lambda^+ = 1,6667$, $\lambda^- = 0,3333$, $a = -0,0952$, $b = 0,8010$, $c = 0,6279$, $d = 0,0654$, $h = 10$ et $T =$ période d'ici la prochaine échéance.</p>
Mortalité	100 % de la table 1986-1992 de l'ICA pour les hommes, âge au dernier anniversaire, agrégée, ultime

Frais fixes, frais annuels	Ignorés (Nuls).
Taux d'escompte	Taux annuel effectif de 5,5 % (non dynamique).
Rétablissement facultatif de la VG	Dès que le ratio VC/VG dépasse 115 % (maximum de 2 rétablissements par année). Aucun rétablissement autorisé au cours des 10 ans précédant l'échéance finale du contrat.
Rachat « dans le cours » (GMRE_10 seulement)	Dès que la prestation est payable (10 ans après l'émission ou le dernier rétablissement) et que le ratio VC/VG est inférieur à 85 %.

Notes afférentes au développement des facteurs

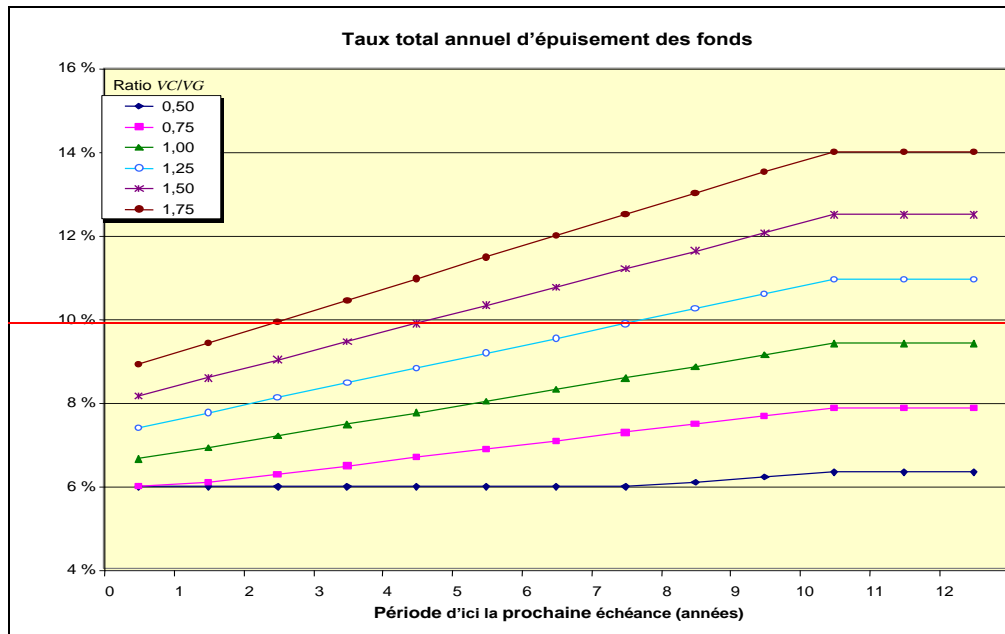
- Le cumul des PDMG est composé (ni intérêt simple, ni majoré à chaque anniversaire) et s'applique à la valeur garantie lors du cumul précédent.
- Le taux de déchéance de base est le taux de résiliation des polices (rachats). On présume que la résiliation (le rachat) survient tout au long de l'année de la police, et non uniquement à l'anniversaire.
- On présume que les retraits partiels surviennent à la fin de chaque période (trimestre).
- Les frais de compte (*RFG*) représentent la somme (annuelle, en points de base) des montants imputés aux fonds des titulaires de police (p.- ex., la somme des frais de gestion des placements, des charges au titre de la mortalité et des dépenses, des primes de risque, des frais de police et d'administration, etc.). On présume que ces frais surviennent tout au long de l'année de la police, et non uniquement à l'anniversaire.
- Dans le cas des PDMG_10 et des PEMG_10, le contrat est reconduit pour 10 ans, et ce, tous les 10 ans. La prestation garantie est rétablie à Z % de la VC (après versement d'une prestation majorée à échéance pour les garanties « dans le cours »), où Z vaut habituellement 75 ou 100.
- La garantie minimale de rachat à l'échéance (GMRE_10) s'applique 10 ans après l'émission du contrat. Si la valeur garantie à 10 ans est plus élevée que la valeur au compte lors du rachat, une prestation additionnelle égale à la différence est versée.

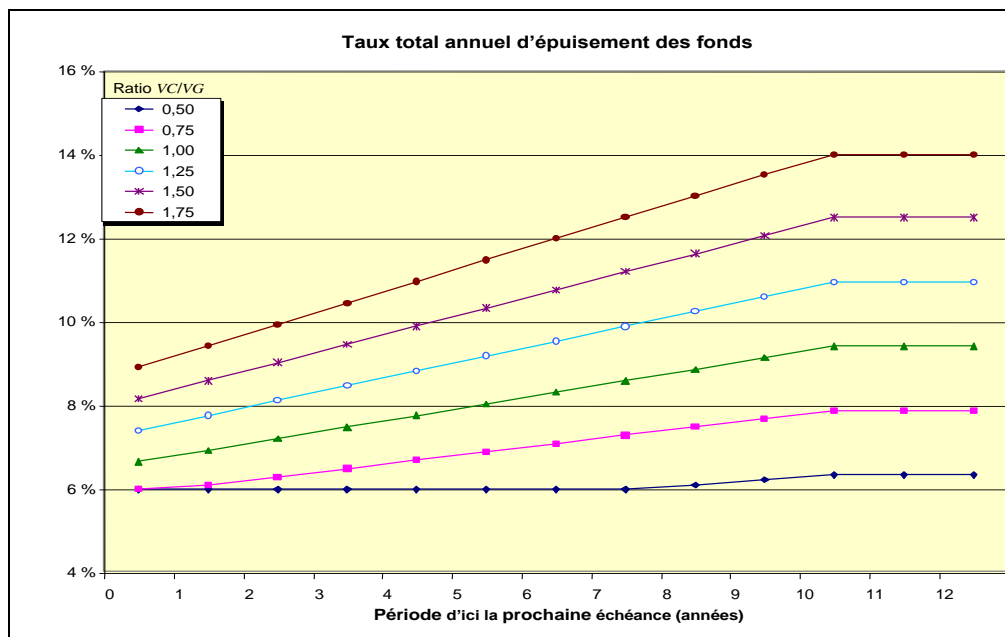
Tableau 2 :- Frais de compte (points de base par année)

Catégorie d'actif / Fonds	Frais de compte (RFG)
Marché monétaire	110
Revenu fixe (obligations)	200
Équilibré	250
Titres à faible volatilité	265
Titres très diversifiés	265
Titres à risque intermédiaire	280
Titres dynamiques/exotiques	295

Les taux annualisés d'épuisement total des fonds (c.-à-d. comprenant le taux fixe de retrait partiel annuel de 4 %) pour divers ratios VC/VG et différentes échéances résiduelles sont indiqués à la figure au graphique 1.

Figure Graphique 1 :- Taux d'épuisement des fonds (déchéance + retrait partiel) selon le ratio VC/VG et l'échéance résiduelle





7.1.1.3 Étape 1 - Classification de l'actif sous-jacent

Les critères suivants doivent servir à choisir les facteurs, les paramètres et les formules de l'actif sous-jacent que représente une prestation garantie donnée. Lorsque disponible, la volatilité du rendement total annualisé à long terme du fonds (ou une référence appropriée) devrait respecter les limites prescrites. À cette fin, l'expression « long terme » s'entend du double de la période de projection moyenne qui serait appliquée lors de l'essai du produit dans un modèle stochastique (habituellement au moins 25 ans).

Lorsque les données relatives au fonds ou la référence sont insuffisantes ou non fiables, l'actif sous-jacent du fonds devrait être promu à une catégorie de volatilité supérieure à la catégorie autrement désignée. Dans le cadre de l'examen de la classification des actifs, on doit tenir compte de la volatilité supplémentaire des rendements attribuable à la présence d'un risque sur les devises, des effets de liquidité (acheteur-vendeur), de la vente à découvert et des positions spéculatives.

Les actifs sous-jacents et les fonds doivent être classés dans l'une des sept (7) catégories d'actif suivantes :

1. Marché monétaire
2. Revenu fixe
3. Équilibré
4. Titres à faible volatilité

-
5. Titres très diversifiés
 6. Titres à risque intermédiaire
 7. Titres dynamiques/exotiques

Marché monétaire/court terme. Le fonds est investi dans des instruments du marché monétaire à échéance résiduelle moyenne de moins de 365 jours.

Revenu fixe. Les fonds sont investis principalement dans des titres à revenu fixe de qualité supérieure. Jusqu'à 25 % des sommes contenues dans cette catégorie peuvent être investies dans des titres boursiers diversifiés ou dans des obligations à rendement élevé. La volatilité prévue du rendement de cette catégorie de fonds sera inférieure à celle des fonds équilibrés.

Équilibré. Cette catégorie renferme des titres à revenu fixe et une plus grande proportion de titres boursiers. La ~~portion~~ « proportion » « revenu fixe » doit être supérieure à 25 % du portefeuille. En outre, ~~toute portion~~ la proportion de titres dynamiques ou « spécialisés » ne doit pas dépasser le tiers (33,3 %) du total des titres boursiers détenus. Si le fonds contrevient à l'une de ces règles, il doit être classé comme fonds d'investissement en actions. La volatilité à long terme de ces fonds oscille habituellement entre 8 % et 13 %.

Titres à faible volatilité. Ce fonds est comparable au fonds de titres très diversifiés et s'accompagne des caractéristiques supplémentaires indiquées ci-après. Seuls les fonds qui seraient par ailleurs groupés dans les titres très diversifiés sont admissibles à ce fonds. Dans le cas des fonds étrangers, la volatilité doit tenir compte de l'incidence du taux de change.

La volatilité prévue du fonds devrait être inférieure à 15,5 % (sur une base annuelle) et la ~~portion~~ proportion de titres dynamiques/exotiques du fonds ~~de titres~~ devrait être inférieure à 33,3 % du montant des titres boursiers totaux établi selon la valeur marchande. En outre, l'ensemble de l'actif doit remplir au moins l'une des conditions suivantes :

- le fonds conserve en permanence des soldes d'encaisse et de revenu fixe relativement élevés (plus de 10 % de la valeur marchande de l'actif) dans le cadre de sa stratégie de placement;
- le fonds est axé sur le « revenu » et renferme une proportion importante (plus de 10 % de la valeur marchande de l'actif) d'actions à dividendes élevés et périodiques qui sont automatiquement réinvestis dans le fonds.

Titres très diversifiés. Les fonds sont investis dans un portefeuille très diversifié de titres canadiens, américains et internationaux. La ~~portion~~ partie des titres internationaux doit comprendre des titres liquides sur des marchés bien développés. Les fonds regroupés dans cette catégorie affichent une volatilité à long terme comparable à celle

du TSX. La volatilité à long terme de ces fonds devrait normalement osciller entre 13 % et 19 %.

Titres à risque intermédiaire. Cette catégorie de fonds comporte des caractéristiques du portefeuille de titres très diversifiés et du portefeuille de titres dynamiques. La volatilité à long terme de ces fonds oscille entre 19 % et 25 %.

Titres dynamiques/exotiques. Cette catégorie se compose de fonds plus risqués auquel cas le risque peut provenir a) de marchés sous-développés, b) de marchés incertains, c) d'une grande volatilité du rendement, d) d'une grande spécificité (p.- ex., ~~un secteur~~ une branche d'activité ~~précis~~ précise), etc. De façon générale, ces fonds (ou ce marché de référence) n'ont pas suffisamment d'antécédents pour permettre le calcul d'une volatilité à long terme ou encore, leur volatilité est très élevée. Cette catégorie doit être employée chaque fois que la volatilité prévue à long terme (sur une base annuelle) ne peut être déterminée ou dépasse 25 %.

Sélection de catégories de placement pertinentes. La sélection de catégorie de placements pertinente doit s'effectuer au niveau auquel s'applique la garantie. Dans le cas de garanties s'appliquant à chaque dépôt, la sélection du fonds est simple. Cependant, lorsque la garantie s'applique à plusieurs dépôts ou à un contrat global, l'approche peut être plus compliquée. Dans ce cas, il convient de déterminer pour chaque police la catégorie dans laquelle les placements doivent être regroupés et de classer les actifs qui s'y rapportent en conséquence.

On a alors recours à un processus individuel qui désigne les fonds « regroupés », détermine le profil de risque des fonds détenus (permet éventuellement de calculer la volatilité attendue à long terme des fonds d'après les repères du marché indiqués) et permet de classer l'actif total sous-jacent dans l'une des catégories définies. L'actif sous-jacent s'entend ici des actifs composant les fonds (options d'investissement des fonds distincts ou du compte général) sur la base desquels la garantie sera déterminée. Par exemple, si la garantie s'applique séparément pour chaque année de dépôt dans le contrat, le processus susmentionné serait appliqué de façon distincte pour ce qui est de l'exposition au risque chaque année de dépôt.

En somme, le jumelage de la garantie au titre des prestations (c.-à-d. l'actif sous-jacent qui s'applique au calcul des prestations minimales garanties) à l'une des catégories d'actif prescrites comporte plusieurs étapes :

1. Jumeler chaque option d'investissement des fonds distincts ou du compte général à l'une des catégories d'actif prescrites. Le jumelage de certains fonds ira de soi, mais, dans d'autres cas, il faudra passer en revue la politique d'investissement, les repères de rendement, la composition et la volatilité à long terme du fonds.
2. Combiner les engagements jumelés pour déterminer la volatilité à long terme prévue du portefeuille actuel de fonds. Cela exige un calcul fondé sur la volatilité à long terme prévue de chaque fonds et sur la corrélation entre les catégories d'actif prescrites indiquées au tableau 3 (page 187).

3. Évaluer la composition de l'actif et la volatilité prévue (calculée à l'étape 2) du portefeuille actuel pour déterminer la catégorie d'actif qui reflète la mieux l'actif sous-jacent, en tenant dûment compte des contraintes et des directives mentionnées précédemment dans la présente section.

À l'étape 1, l'assureur ne doit utiliser les résultats réels du fonds, soit les rendements historiques comprenant les réinvestissements, que pour guider la détermination de la volatilité à long terme prévue. En raison de la limitation des données et de changements des objectifs, des styles ou de la gestion des placements (p.- ex., regroupement de fonds, révision de la politique sur les placements, différents gestionnaires de fonds, etc.), l'assureur pourrait devoir accorder plus de poids à la volatilité à long terme prévue des rendements de référence du fonds. De façon générale, l'assureur doit faire preuve de prudence et ne pas être trop optimiste en supposant que les rendements futurs seront systématiquement moins volatiles que les marchés sous-jacents.

À l'étape 2, l'assureur doit calculer la « volatilité des fonds actuels détenus » (σ pour le fonds sous-jacent à classer) au moyen de la formule suivante, en utilisant les facteurs de volatilité et de corrélations figurant au tableau 3.

$$\sigma = \sqrt{\sum_{i=1}^n \sum_{j=1}^n w_i w_j \rho_{ij} \sigma_i \sigma_j}$$

où :

- $w_i = \frac{VC_i}{\sum_k VC_k}$ représente la valeur relative du fonds i exprimée en proportion de la valeur totale du contrat;
- ρ_{ij} est le facteur de corrélation entre les catégories d'actif i et j ;
- σ_i est la volatilité de la catégorie d'actif i (tableau 3).

Tableau 3:- Facteurs de volatilité et corrélations des catégories d'actif prescrites

VOLATILITÉ ANNUELLE		COMPTE GÉNÉRAL	MARCHÉ MONÉTAIRE	REVENU FIXE	ÉQUILIBRÉ	TITRES À FAIBLE VOLATILITÉ	TITRES TRÈS DIVERSIFIÉS	TITRES À RISQUE INTERMÉD.	TITRES DYNAMIQUES
1 %	COMPTE GÉNÉRAL	1	0,50	0,15	0	0	0	0	0
1 %	MARCHÉ MONÉTAIRE	0,50	1	0,20	0	0	0	0	0
6 %	REVENU FIXE	0,15	0,20	1	0,50	0,25	0,25	0,20	0,10

VOLATILITÉ ANNUELLE		COMPTE GÉNÉRAL	MARCHÉ MONÉTAIRE	REVENU FIXE	ÉQUILIBRÉ	TITRES À FAIBLE VOLATILITÉ	TITRES TRÈS DIVERSIFIÉS	TITRES À RISQUE INTERMÉD.	TITRES DYNAMIQUES
11 %	ÉQUILIBRÉ	0	0	0,50	1	0,80	0,95	0,75	0,65
15 %	TITRES À FAIBLE VOLATILITÉ	0	0	0,25	0,80	1	0,80	0,75	0,65
17 %	TITRES TRÈS DIVERSIFIÉS	0	0	0,25	0,95	0,80	1	0,75	0,65
22 %	TITRES À RISQUE INTERMÉD.	0	0	0,20	0,75	0,75	0,75	1	0,70
26 %	TITRES DYNAMIQUES	0	0	0,10	0,65	0,65	0,65	0,70	1

~~Par exemple, supposons~~ **Exemple : Classification des fonds**

Supposons que trois fonds (à revenu fixe, à titres très diversifiés et à titres dynamiques) sont offerts à des clients pour un produit comportant une garantie visant l'ensemble du contrat (c.-à-d. pour tous les fonds détenus aux termes de la police). ~~La valeur des fonds détenus (en dollars) pour cinq exemples de polices est présentée au tableau 4.~~

Tableau 4 : Exemple de classement des fonds

La valeur des fonds détenus (en dollars) pour cinq exemples de polices est présentée dans ce tableau :

	1	2	3	4	5
VM Fonds X (revenu fixe) :	5 000 \$	6 000 \$	8 000 \$	-	5 000 \$
VM Fonds Y (titres très diversifiés) :	9 000 \$	5 000 \$	2 000 \$	5 000 \$	-
VM Fonds Z (titres dynamiques) :	1 000 \$	4 000 \$	-	5 000 \$	5 000 \$
Valeur marchande totale :	15 000 \$	15 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$
VM Totale – Portefeuille de titres	10 000 \$	9 000 \$	2 000 \$	10 000 \$	5 000 \$
Pourcentage de revenu fixe (A) :	33 %	40 %	80 %	0 %	50 %
Test de revenu fixe (A>75 %) :	Non	Non	Oui	Non	Non
% de titres dynamiques (B) :	10 %	44 %	S.O.	50 %	100 %
Test du portefeuille équilibré (A>25 % et B<33,3 %) :	Oui	Non	S.O.	Non	Non
Volatilité des fonds détenus :	12,0 %	12,1 %	6,5 %	19,6 %	13,6 %
Classification du fonds :	Équilibré	Titres très diversifié¹²⁶	Revenu fixe	Titres à risque intermédiaire	Titres très diversifiés

~~* Bien que la volatilité laisse supposer un « fonds équilibré », les critères de fonds équilibré n'ont pas été respectés. Ce portefeuille passe au niveau de celui des titres très diversifiés. Dans le cas des fonds classés dans les titres très diversifiés, il faudrait procéder à une analyse supplémentaire pour déterminer s'ils peuvent être reclassés parmi les titres à faible volatilité. Dans l'exemple précité, aucun ne satisfait aux critères.~~

La volatilité des fonds détenus pour la police n° 1 correspond à $\sqrt{A + B} = 12,04 \%$.

où :

¹²⁶ Bien que la volatilité laisse supposer un « fonds équilibré », les critères de fonds équilibré n'ont pas été respectés. Ce portefeuille passe au niveau de celui des titres très diversifiés. Dans le cas des fonds classés dans les titres très diversifiés, il faudrait procéder à une analyse supplémentaire pour déterminer s'ils peuvent être reclassés parmi les titres à faible volatilité. Dans l'exemple précité, aucun ne satisfait aux critères.

$$A = \left(\frac{5}{15} \times 0,06\right)^2 + \left(\frac{9}{15} \times 0,17\right)^2 + \left(\frac{1}{15} \times 0,26\right)^2$$

$$= 1,1104 \%$$

$$B = 2 \cdot \left(\frac{5}{15} \cdot \frac{9}{15}\right) (0,25 \times 0,06 \times 0,17) + 2 \cdot \left(\frac{5}{15} \cdot \frac{1}{15}\right) (0,10 \times 0,06 \times 0,26) + 2 \cdot \left(\frac{9}{15} \cdot \frac{1}{15}\right) (0,65 \times 0,17 \times 0,26)$$

$$= 0,3388 \%$$

Il importe de noter que la volatilité serait sous-estimée si nous devons supposer l'absence de toute corrélation (p.- ex., tous les rendements sur les marchés sont indépendants) puisque *B* contribue de façon importante à la valeur finale.

7.1.1.4 Étape 2 - Détermination des attributs de risque

La démarche par tableaux appliquée au TBCR produit une grille multidimensionnelle en testant un grand nombre de combinaisons des attributs des polices. Les résultats sont exprimés sous forme de facteurs. Le TBCR est calculé en consultant (au moyen d'une « clé ») les vastes tableaux multidimensionnels de valeurs et en procédant par interpolation linéaire multidimensionnelle. La « clé » de recherche dépend des attributs de risque de la police définie ainsi :

$$\tilde{\theta} = (P, G, A, F, X, M, T, \phi, \Delta, R, S)$$

où :

- ϕ est le ratio *VC/VG* de la prestation garantie à l'étude;
- Δ est le « Delta *RFG* »;
- *R* est le taux d'utilisation de l'option de rétablissement facultatif (le cas échéant);
- *S* est le taux de rachat « dans le cours » des polices *GMRE_10*.

Le « Delta *RFG* » est calculé d'après la différence entre le *RFG* réel et sa valeur présumée aux fins d'essai des facteurs (tableau 2, page 183), sous réserve d'un plafond (plancher) de 100 points de base (-100 points de base). On trouvera des précisions au tableau 54 (page 194).

Pour les PDMG, on compte $4 \times 2 \times 2 \times 7 \times 4 \times 4 \times 5 \times 7 \times 3 \times 2 = 376\,320$ « nœuds » dans le tableau des facteurs de base. L'interpolation ne sera permise que pour six (6) dimensions : l'âge à l'échéance du contrat (*M*), l'âge atteint (*X*), la période d'ici la prochaine échéance (*T*), le ratio *VC/VG* (ϕ), le Delta *RFG* (Δ) et le taux d'utilisation de l'option de rétablissement (*R*). Le taux de rachat « dans le cours » ne s'applique pas aux PDMG.

Pour les PEMG, on compte $3 \times 2 \times 2 \times 7 \times 1 \times 7 \times 5 \times 7 \times 3 \times 2 \times 2 = 246\,960$ « nœuds » dans le tableau des facteurs de base. L'interpolation ne sera permise que pour six (6) dimensions : l'âge à l'échéance du contrat (M), la période d'ici la prochaine échéance (T), le ratio VC/VG (ϕ), le Delta RFG (Δ), le taux d'utilisation de l'option de redressement (R) et le taux de rachat « dans le cours » (S). Le taux de rachat « dans le cours » (S) ne s'applique qu'au produit « GMRE_10 ». Les tests des PEMG et des GMRE supposent que tous les assurés ont atteint l'âge de 55 ans à la date de calcul.

Des fonctions sont prévues pour aider l'assureur à appliquer la méthodologie du TBCR. Ces fonctions, qui sont décrites plus en détails à l'étape 4 (voir la section 7.1.1.6), effectuent la recherche nécessaire dans les tableaux de facteurs et les interpolations linéaires multidimensionnelles qui s'y rattachent. Si un assureur ne peut utiliser les outils à sa disposition, il devra développer son propre logiciel. Dans ce cas, l'assureur devrait communiquer par écrit avec l'Autorité pour obtenir des consignes précises.

Les facteurs PDMG et PEMG/GMRE se retrouvent, respectivement, dans les fichiers « GMDBFactors_CTE95.csv » et « GMMBFactors_CTE95.csv ». Il s'agit de fichiers texte renfermant des valeurs séparées par des virgules où chaque ligne indique les facteurs d'une police d'essai d'après la clé de recherche qui s'y rattache. Les lignes se terminent par des caractères de nouvelle ligne et d'interligne. Des facteurs sont également prévus au niveau de confiance ECU (80); les fichiers pertinents sont « GMDBFactors_CTE80.csv » et « GMMBFactors_CTE80.csv ». Les facteurs des fichiers « GMDBFactors_CTE95.csv » et « GMMBFactors_CTE95.csv » doivent être utilisés pour déterminer le capital requis.

Chaque ligne des tableaux de facteurs comporte trois colonnes, qui sont décrites plus en détails ci-après.

1	2	3
Identificateur d'essai (clé)	Facteur de coût de base ou de diversification	Facteur de marge de compensation de base ou zéro (s.o.)

Chaque cas d'essai (c.-à-d., un nœud sur la grille multidimensionnelle des facteurs) peut être identifié spécifiquement au moyen de sa clé, soit l'enchaînement des clés d'attributs des polices pertinentes (ou un sous-ensemble quelconque de ces dernières) précédé de l'un des codes de facteur. Les codes de facteur sont décrits ci-après :

Code de facteur	Description
1	Facteurs de « coût » et de « marge de compensation » de base des PDMG
2	Facteurs de « coût » et « marge de compensation » de base des PEMG et des GMRE
3	Facteurs de redressement pour diversification de l'actif pour les options des PDMG
4	Facteurs de redressement pour diversification de l'actif pour les options des PEMG et des GMRE
5	Facteurs de redressement pour diversification chronologique pour les options des PDMG
6	Facteurs de redressement pour diversification chronologique pour les options des PEMG et des GMRE

Facteur de coût de base. Il s'agit du terme $f(\circ)$ de la formule du TBCR. Les valeurs du tableau des facteurs représentent un niveau de confiance ECU (95) (ou ECU (80)) de la distribution de l'échantillon¹²⁷ de la valeur actualisée des flux de trésorerie des prestations minimales garanties (excédant la valeur du compte) pour toutes les années futures (c.-à-d. jusqu'à l'échéance du contrat ou après 30 ans, selon la première éventualité), normalisée selon la valeur garantie courante¹²⁸. Les clés des attributs des polices pour les facteurs de coût figurent au tableau 54 (page 194).

Facteur de marge de compensation de base. Il s'agit du terme $g(\circ)$ de la formule du TBCR. Les valeurs du tableau des facteurs représentent un niveau de confiance ECU (95) (ou ECU (80)) de la distribution de l'échantillon de la valeur actualisée des flux de trésorerie des facteurs de marge de compensation pour toutes les années futures (c.-à-d. jusqu'à l'échéance du contrat ou après 30 ans, selon la première éventualité), normalisée selon le solde courant du compte. Les facteurs de marge de compensation de base reposent sur l'hypothèse $\hat{\alpha} = 100$ points de base de « marge de compensation » (écart net disponible pour couvrir les prestations garanties). Les clés des attributs des polices pour les facteurs de marge de compensation figurent au tableau 54 (page 194).

Facteur de redressement pour diversification de l'actif. Il s'agit du terme $h(\circ)$ de la formule du TBCR. Le terme $h(\circ) = h(P, G, R, S)$ est un facteur d'ajustement qui reflète les avantages de la diversification des fonds (composition de l'actif) pour l'assureur (c.-à-d. à l'échelle de l'ensemble du portefeuille). À noter que $h(\circ) \leq 1$ dépend du type de produit P , du niveau de garantie G , du taux d'utilisation de l'option de rétablissement R

¹²⁷ En fait, la distribution de l'échantillon de la « valeur actualisée du coût net » = VA(demandes de prestations) – VA(marge de compensation) a servi à déterminer les résultats de scénarios qui reposent sur la mesure de risque ECU (95). Les « facteurs de coût » et les « facteurs de marge de compensation de base » sont calculés d'après les mêmes scénarios.

¹²⁸ En d'autres termes, les « facteurs de coût de base » sont exprimés « par 1 \$ de prestations garanties courantes » et les « facteurs de marge de compensation » le sont « par 1 \$ de solde du compte » sur la base d'un écart disponible de 100 points de base par année.

(le cas échéant) et du taux de rachat « dans le cours » S (GMRE seulement). Les clés de recherche des facteurs de redressement pour diversification de l'actif figurent au tableau 65 (page 195).

Le facteur de redressement (DF) doit être égal à 1 dans les fonctions $Cout$ et $TBFPR$ (voir la page 200).

Facteur de redressement pour diversification chronologique. Il s'agit du terme $w(\circ)$ de la formule du TBCR. Le terme $w(\circ) = w(P, G, F, R, S)$ est un facteur de redressement qui vise à saisir les avantages (c.-à-d. la réduction nette du coût des prestations garanties) d'un profil d'échéances dispersé. Ce redressement s'applique uniquement au facteur de garantie à l'échéance, et non aux facteurs des prestations de décès. À noter que $w(\circ) \leq 1$ dépend aussi de catégorie de fonds F . Si l'assureur ne satisfait pas au critère de redressement pour diversification chronologique, alors $w(\circ) = 1$ (c.-à-d., il n'y a aucun avantage pour diversification chronologique).

Même si la structure autorise d'autres valeurs, le facteur de redressement pour diversification chronologique des PDMG est fixé à 1. Les clés de recherche des facteurs de redressement pour diversification chronologique figurent au tableau 76 (page 196).

Ce facteur est fixé à 0 ou à 1 d'après les résultats d'un test de diversification chronologique.

Pour exécuter le test, les échéances en vigueur pour chaque produit et chaque garantie à l'échéance doivent être groupées selon le nombre de trimestres jusqu'à l'échéance (p.- ex., 1, 2, ..., N). Dans le cas des polices à durée limitée assorties d'une option de renouvellement (« report »), la date d'échéance la plus rapprochée (et non la date d'échéance finale de la police) doit être utilisée. La valeur marchande pour chaque trimestre futur est déterminée à partir de la valeur marchande à la date du calcul.

Si la valeur marchande courante au cours d'un trimestre donné est supérieure à 10 % de la valeur totale, le portefeuille échoue le test. Si la valeur marchande courante au cours de chaque trimestre est égale ou inférieure à 10 % de la valeur totale, le portefeuille réussit le test. Si le portefeuille échoue le test, le facteur DT est fixé à 0 dans les fonctions $Cout$ et $TBFPR$ (voir la page 200). Dans les autres cas, il est fixé à 1.

Tableau 5-4 : Grille de nœuds des facteurs de coût et de marge de compensation

Attributs des polices		Clé : Valeurs possibles et description
Type de produit, <i>P</i> .	PDMG	0 : Remboursement des primes. 1 : Cumul (5 % par année). 2 : Valeur maximale à l'anniversaire (VMA). 3 : Report sur 10 ans.
	PEMG & GMRE	0 : Échéance fixe. 1 : Valeur de rachat (10 ans) (prestation versée au rachat). 2 : <i>Non utilisé</i> . 3 : Report sur 10 ans.
Niveau de garantie (% des dépôts), <i>G</i> .		0 : 75 % 1 : 100 %
Ajustement de la <i>VG</i> au retrait partiel, <i>A</i> .		0 : Au prorata, selon la valeur marchande. 1 : Au pair.
Catégorie de fonds, <i>F</i> .		0 : <i>Non utilisé</i> . 1 : Marché monétaire. 2 : Revenu fixe (obligations). 3 : Équilibré. 4 : Titres à faible volatilité. 5 : Titres très diversifiés. 6 : Titres à risque intermédiaire. 7 : Titres dynamiques/exotiques.
Âge à l'échéance du contrat, <i>M</i> . (années depuis la date d'évaluation)	PDMG	0 : 5 ans 1 : 15 ans 2 : 25 ans 3 : 30 ans
	PEMG & GMRE	0 : 1 an 4 : 10 ans 1 : 3 ans 5 : 20 ans 2 : 5 ans 6 : 30 ans 3 : 8 ans
Âge atteint (dernier anniversaire), <i>X</i> .	PDMG	0 : 35 2 : 65 1 : 55 3 : 75
	PEMG & GMRE	0 : 55
Période d'ici la prochaine échéance, <i>T</i> . (années depuis la date d'évaluation)		0 : 1 an 3 : 8 ans 1 : 3 ans 4 : 10+ ans 2 : 5 ans
Ratio solde courant à valeur garantie, ϕ .		0 : 0,25 4 : 1,25 1 : 0,50 5 : 1,50 2 : 0,75 6 : 2,00 3 : 1,00
Écart entre les charges annuelles du compte et les hypothèses du tableau 2 à la page 183 (« Delta <i>RFG</i> »), Δ		0 : -100 points de base 1 : 0 point de base 2 : +100 points de base
Taux d'utilisation de l'option de rétablissement, <i>R</i> .		0 : 0 % 1 : 100 %

Attributs des polices		Clé : Valeurs possibles et description
Taux de rachat « dans le cours » (GMRE seulement), S.		0 : 0 % 1 : 100 %

Il importe de noter que les clés de recherche des tableaux de facteurs définissent certaines valeurs de façon différente des paramètres (arguments) qui sont transmis aux fonctions de recherche et d'extraction, comme l'indique le tableau ci-après. On trouvera des précisions à l'étape 4 (voir la section 7.1.1.6).

Attribut de la police	Définition de la clé	Argument de la fonction
Âge à l'échéance du contrat, M	Années depuis la date d'évaluation, soit « Âge à l'échéance du contrat » moins « Âge atteint »	Âge réel à l'échéance du contrat
Ratio VC/VG , ϕ	Ratio du solde courant (VC) à la valeur garantie (VG)	VC et VG sont fournis séparément
Delta RFG , Δ	« RFG réel » moins « RFG présumé », en points de base. Les taux du RFG présumé sont indiqués au tableau 2 (page 183).	Le RFG (taux annualisé, en points de base par année) est transmis directement

Tableau 65 : Grille de nœuds des facteurs de redressement pour diversification de l'actif

Attribut de la police		Clé : Valeurs possibles et description
Type de produit, P .	PDMG	0 : Remboursement des primes. 1 : Cumul (5 % par année). 2 : Valeur maximale à l'anniversaire (VMA). 3 : Report sur 10 ans.
	PEMG & GMRE	0 : Échéance fixe. 1 : Valeur de rachat (10 ans) (prestation versée au rachat). 2 : <i>Non utilisé.</i> 3 : Report sur 10 ans.
Niveau de garantie (% des dépôts), G .		0 : 75 % 1 : 100 %
Taux d'utilisation de l'option de rétablissement, R .		0 : 0 % 1 : 100 %
Taux de rachat « dans le cours » (GMRE seulement), S.		0 : 0 % 1 : 100 %

Tableau 7-6 : Grille de nœuds des facteurs de redressement pour diversification chronologique

Attribut de la police		Clé : Valeurs possibles et description
Type de produit, <i>P</i> .	PDMG	0 : Remboursement des primes. 1 : Cumul (5 % par année). 2 : Valeur maximale à l'anniversaire (VMA). 3 : Report sur 10 ans.
	PEMG & GMRE	0 : Échéance fixe. 1 : Valeur de rachat (10 ans) (prestation versée au rachat). 2 : <i>Non utilisé.</i> 3 : Report sur 10 ans.
Niveau de garantie (% des dépôts), <i>G</i> .		0 : 75 % 1 : 100 %
Catégorie de fonds, <i>F</i> .		0 : <i>Non utilisé.</i> 1 : Marché monétaire. 2 : Revenu fixe (obligations) 3 : Équilibré. 4 : Titres à faible volatilité. 5 : Titres très diversifiés. 6 : Titres à risque intermédiaire. 7 : Titres dynamiques/exotiques.
Taux d'utilisation de l'option de rétablissement, <i>R</i> .		0 : 0 % 1 : 100 %
Taux de rachat « dans le cours » (GMRE seulement), <i>S</i> .		0 : 0 % 1 : 100 %

7.1.1.5 Étape 3 - Repérage des nœuds appropriés

Le tableau 87 fournit certains exemples de clés de recherche (en supposant que les charges en fonction des fonds, en taux annuel, sont égales à l'hypothèse de base, d'où $\Delta = 0$), tandis que le tableau 98 indique les valeurs des « coûts de base » et « marge de compensation de base » tirées du tableau des facteurs pour un échantillon de polices à PDMG et à PEMG. Toutes les polices de l'échantillon du tableau 98 utilisent un niveau de garantie de 100 %, des *RFG* de base et aucun rétablissement. Comme nous l'avons vu, les facteurs de marge de compensation de base des tableaux reposent sur l'hypothèse d'un écart disponible de 100 points de base. Les facteurs de marge de compensation sont donc établis par le ratio $\frac{\alpha}{100}$, où α = la marge de compensation réelle (en points de base par année) de la police évaluée. Par conséquent, le facteur de marge de la 7^e police représente exactement la moitié du facteur pour le nœud « 11105214210 » (la 4^e police de l'échantillon au tableau 98), soit $0,02093 = 0,5 \times 0,04187$.

Si un produit comporte plus d'une option (c.-à-d., une prestation garantie), à moins que l'assureur ne propose une solution de rechange justifiable pour répartir la marge totale disponible entre les divers types de garantie (p.- ex., des charges pour le risque clairement définies), la répartition doit se faire en fonction des coûts bruts proportionnels des prestations garanties. Un exemple de cette répartition se retrouve à la section 7.1.1.7.

| **Tableau 8÷7 :** Exemples de clés de recherche

CLÉ	TYPE DE NŒUD	PRODUIT / %VG	AJUST. VG	CATÉGOR. DE FONDS	ÂGE ATT. / ÂGE ÉCH.	PROCH. ÉCH.	VC/VG	% UTILIS. RÉTABL.	% ÉCH. DLC
10103214110	A	PDMG-RDP / 100 %	Prorata	Équilibré	65 / 80	10+	50 %	0 %	S.O.
200150444110	A	PEMG-Fixe / 75 %	Au pair	Titres très diversifiés	55 / 75	5	125 %	100 %	S.O.
3311	B	PDMG_10 / 100 %	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	100 %	S.O.
43100	B	PEMG_10 / 100 %	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.	0 %	S.O.
611411	C	GMRE_10 / 100 %	S.O.	Titres à faible volatilité	S.O.	S.O.	S.O.	100 %	100 %

A = Facteurs de coût de base et de marge de compensation; B = Facteurs de redressement pour diversification de l'actif; C = Facteurs de redressement pour diversification chronologique.

| **Tableau 9÷8 :** Exemples de nœuds de la grille des facteurs de base

CLÉ	PRODUIT	AJUST. VG	CATÉGOR. DE FONDS	ÂGE ATT. / ÂGE ÉCH.	PROCH. ÉCH.	VC/VG	COMP.	FACTEUR DE COÛT	FACTEUR DE MARGE
10113124310	PDMG RDP	Au pair	Équilibré	55 / 80	10+	1,00	100	0,01802	0,05762
10113214310	PDMG RDP	Au pair	Équilibré	65 / 80	10+	1,00	100	0,03926	0,04747
10113302310	PDMG RDP	Au pair	Équilibré	75 / 80	5	1,00	100	0,04443	0,02653
11105214210	PDMG Cumul 5 %	Prorata	Titres très diversifiés	65 / 80	10+	0,75	100	0,16780	0,04187
11105214310	PDMG Cumul 5 %	Prorata	Titres très diversifiés	65 / 80	10+	1,00	100	0,13091	0,04066
11105214410	PDMG Cumul 5 %	Prorata	Titres très diversifiés	65 / 80	10+	1,25	100	0,09925	0,03940
11105214210	PDMG Cumul 5 %	Prorata	Titres très diversifiés	65 / 80	10+	0,75	50	0,16780	0,02093
231050513100	PEMG_10	Prorata	Titres très diversifiés	55 / 75	3	1,00	100	0,32250	0,05609
231050523100	PEMG_10	Prorata	Titres très diversifiés	55 / 75	5	1,00	100	0,25060	0,05505
231050533100	PEMG_10	Prorata	Titres très diversifiés	55 / 75	8	1,00	100	0,16758	0,05545

7.1.1.6 Étape 4 - Détermination du capital requis à l'aide des fonctions fournies

Des fonctions spéciales ont été prévues dans le fichier « SegFundFactorCalc.dll » (bibliothèque de liaisons dynamiques C++) pour l'extraction des facteurs de « coût », de « marge de compensation » et de « diversification » dans les fichiers de facteurs et pour

l'exécution de l'interpolation linéaire multidimensionnelle. Des fonctions personnalisées intégrées à une « macro complémentaire » Microsoft® Visual Basic sont incluses dans le fichier « AMFCalcFacteurs.xla » afin de permettre l'appel des routines de C++ dans Microsoft Excel avec VBA¹²⁹. Les arguments des fonctions sont décrits dans le tableau 409. Tous les paramètres ne s'appliquent pas à toutes les fonctions (c.-à-d., certaines sont facultatives et (ou) ne s'appliquent pas). Les clés des paramètres d'entrée sont présentées au tableau 54 (page 194).

Les instructions d'installation de l'application sont présentées à la section 7.1.1.7.

¹²⁹ *Visual Basic Edition Applications.*

Tableau 109 : Paramètres d'entrée (arguments) des fonctions de recherche/extraction fournies

Paramètre d'entrée – Nom de la variable	Type de variable	Description
<i>B</i> – BenefitType	Entier long	Code de type de prestation (1= PDMG, 2= PEMG/GMRE).
<i>P</i> – ProductCode	Entier long	Code de définition de produit.
<i>G</i> – GuarCode	Entier long	Code de niveau de garantie.
<i>A</i> – GVAadjustCode	Entier long	Ajustement de la VG au retrait partiel.
<i>F</i> – FundCode	Entier long	Code de catégorie de fonds.
<i>M</i> – FinalMatAge	Virgule flottante double	Âge du rentier à l'échéance du contrat (en années).
<i>X</i> – AttainedAge	Virgule flottante double	Âge atteint par le rentier (en années).
<i>T</i> – TimeToMat	Virgule flottante double	Période avant la date de la prochaine échéance (en années).
<i>VCVG</i> – MVGV	Virgule flottante double	Ratio du solde du compte à la valeur garantie (<i>VC</i> / <i>VG</i>).
<i>RFG</i> – MER	Virgule flottante double	Total équivalent des frais du compte (annualisée, en points de base).
<i>R</i> – ResetUtil	Virgule flottante double	Taux d'utilisation du rétablissement (de 0 à 1).
<i>S</i> – SurrenderUtil	Virgule flottante double	Taux de rachat « dans le cours » (de 0 à 1).
<i>MC</i> – RiskCharge	Virgule flottante double	Marge de compensation (annualisée, en points de base).
<i>VC</i> – AccountValue	Virgule flottante double	Solde actuel du compte, en dollars.
<i>VG</i> – GuarValue	Virgule flottante double	Valeur garantie actuelle, en dollars.
<i>DF</i> – FundDivAdj	Virgule flottante double	Fraction du redressement pour diversification de l'actif reflété dans le facteur de coût rajusté (de 0 à 1).
<i>DT</i> – TimeDivAdj	Virgule flottante double	Fraction du redressement pour diversification chronologique reflété dans le facteur de coût rajusté (de 0 à 1).

Voir la page 192 pour les instructions de configuration des paramètres des facteurs *DF* et *DT*.

Selon la notation utilisée précédemment,

$$TBCR = VG \times h(\circ) \times w(\circ) \times \text{facteur de coût de base} - \frac{\alpha}{100} \times VC \\ \times \text{facteur de marge de base}$$

$$\begin{aligned}
 &= VG \times h(\circ) \times w(\circ) \times f(\tilde{\theta}) - \frac{\alpha}{100} \times VC \times g(\tilde{\theta}) \\
 &= VG \times \hat{f}(\tilde{\theta}) - VC \times \hat{g}(\tilde{\theta}) \\
 &= \hat{F}(\tilde{\theta}) - VC \times \hat{G}(\tilde{\theta})
 \end{aligned}$$

Les fonctions VBA sont les suivantes :

Cout(B; P; G; A; F; M; X; T; VC; VG; RFG; R; S; MC; DF; DT)

Calcule le *coût en dollars rajustés* $\hat{F}(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant. Les arguments S et MC sont obligatoires, bien que les calculs ne tiennent pas compte de l'argument MC (c.-à-d., la marge de compensation n'a aucune incidence sur la composante du « coût »). De plus, les calculs de PDMG ne tiennent pas compte de l'argument S (c.-à-d., S = 0 si B = 1). Les facteurs DF et DT sont facultatifs et on présume une valeur zéro s'ils sont absents.

Marge(B; P; G; A; F; M; X; T; VC; VG; RFG; R; S; MC; DF; DT)

Calcule la *marge de compensation en dollars rajustés* $\hat{G}(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant. L'argument S est obligatoire, bien que les calculs de PDMG n'en tiennent pas compte (c.-à-d., S = 0 si B = 1). Les facteurs DF et DT sont quant à eux facultatifs et les calculs n'en tiennent pas compte (c.-à-d., les facteurs de diversification s'appliquent uniquement à la composante du « coût »).

TBFPR(B; P; G; A; F; M; X; T; VC; VG; RFG; R; S; MC; DF; DT)

Calcule le *TBCR en dollars rajustés* $\hat{F}(\tilde{\theta}) - \hat{G}(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant. L'argument S est obligatoire, bien que les calculs de PDMG n'en tiennent pas compte (c.-à-d., S = 0 si B = 1). Les facteurs DF et DT sont facultatifs et on présume une valeur zéro s'ils sont absents.

L'utilisation de la fonction *Cout* avec $VC = VC/VG$, $VG = 1$ et $DF = DT = 0$ permet d'extraire le *facteur de coût de base* $f(\tilde{\theta})$. De la même manière, le *facteur de marge de base* $g(\tilde{\theta})$ peut être obtenu en appelant la fonction *Marge* avec $VG = VG/VC$, $VC = 1$ et $MC = 100$.

À des fins de référence, la liste des routines C++ sous-jacentes se retrouve ci-après. Ces outils sont également disponibles à titre de fonctions VBA; leur nom est alors précédé du préfixe « x » (p.- ex., xFacteurCoutPDMG).

FacteurCoutPDMG(P; G; A; F; M; X; T; VCVG; RFG; R)

Calcule le *facteur coût de base* des PDMG $f(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant.

FacteurMargePDMG(P; G; A; F; M; X; T; VCVG; RFG; R; MC)

Calcule le *facteur de marge de compensation calibré* des PDMG $\hat{g}(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant. Dans ce cas particulier, le facteur de marge de compensation de base (c.-à-d., par tableau) a déjà été calibré par le ratio $\frac{\alpha}{100}$ pour tenir compte de la marge disponible réelle. Pour extraire le facteur par tableau $g(\tilde{\theta})$, utilisez $MC = 100$.

DiversificationFondsPDMG(P; G; R)

Calcule le *facteur de redressement pour diversification de l'actif* des PDMG $h(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant.

DiversificationChronoPDMG(P; G; F; R)

Calcule le *facteur de redressement pour diversification chronologique* des PDMG $w(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant. Actuellement, $w(\tilde{\theta}) = 1$ pour tous les nœuds; cet appel de fonction n'est donc pas requis pour les PDMG.

FacteurCoutPEMG(P; G; A; F; M; X; T; VCVG; RFG; R; S)

Calcule le *facteur de coût de base* des PEMG/GMRE $f(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant.

FacteurMargePEMG(P; G; A; F; M; X; T; VCVG; RFG; R; S; MC)

Calcule le *facteur de marge de compensation calibré* des PEMG/GMRE $\hat{g}(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant. Dans ce cas particulier, le facteur de marge de compensation de base (c.-à-d., par tableau) a déjà été calibré par le ratio $\frac{\alpha}{100}$ pour tenir compte de la marge disponible réelle. Pour extraire le facteur par tableau $g(\tilde{\theta})$, utilisez $MC = 100$.

DiversificationFondsPEMG(P; G; R; S)

Calcule le *facteur de redressement pour diversification de l'actif* des PEMG/GMRE $h(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant.

DiversificationChronoPEMG(P; G; F; R; S)

Calcule le *facteur de redressement pour diversification chronologique* des PEMG/GMRE $w(\tilde{\theta})$, avec interpolation entre les nœuds, le cas échéant.

7.1.1.7 Installation et utilisation des routines de calcul de facteurs de l'Autorité

Les fichiers indiqués au tableau 4410 incluent les outils « Calcul de facteurs de l'AMF » fournis par l'Autorité pour permettre à l'assureur de calculer le TBCR pour les options PDMG, PEMG et GMRE.

Tableau 44-10 : Outils de calcul de facteurs de l'Autorité– Fichiers requis

Nom du fichier	Description
Setup.exe	Programme de configuration de Windows® servant à décompresser et à installer les outils de calcul.
AMFCalcFacteurs.xla	Macro complémentaire Microsoft® Excel Visual Basic. Cette fonctionnalité sert d'interface avec les routines C++ pour en permettre l'appel directement à partir de classeurs Microsoft® Excel (elles peuvent être appelées de la même manière que les fonctions Excel intégrées).
SegFundFactorCalc.dll	Bibliothèque de liaisons dynamiques C++ qui inclut les fonctions de recherche et d'interpolation décrites dans la section 7.1.1.7.
GMDBFactors_CTE95.csv GMMBFactors_CTE95.csv	Fichiers de valeurs séparées par des virgules (format texte) contenant les facteurs et les paramètres décrits à l'étape 2 (voir la section 7.1.1.4). Chacune des « lignes » du fichier correspond à une police d'essai identifiée par les clés de recherche du tableau 54 (page 194). Ces lignes incluent trois (3) entrées et se termine par des caractères de retour à la ligne et d'interligne. Voir l'étape 2 (voir la section 7.1.1.4) pour plus de détails. Des fichiers comprenant des facteurs au niveau de confiance ECU (80) sont également fournis.

Installation initiale des routines de calcul de facteurs de l'Autorité

Exécuter l'utilitaire de configuration et suivre les instructions à l'écran. Cette opération permettra de décompresser les fichiers et d'enregistrer le fichier DLL dans le registre des programmes de Windows.

Utilisation des routines de calcul de facteurs de l'Autorité

- Ouvrir « AMFCalcFacteurs.xla » dans Microsoft® Excel.
- Lorsque la boîte de dialogue s'affiche, sélectionner le niveau de confiance ECU approprié pour le calcul (ECU (95) ou ECU (80)). Cette fonction permet de contrôler les tableaux de facteurs qui sont lus en mémoire. Ainsi, pour un classeur donné, on ne peut accéder qu'à un seul ensemble de fichiers de facteurs (c.-à-d. ECU (80) ou ECU (95)).

Notes au sujet des fonctions VBA :

- La macro complémentaire Microsoft® doit être chargée (dans Excel) avant d'appeler les fonctions VBA.

- Les fichiers de facteurs et la macro complémentaire Microsoft® Excel (*.xla) devront se retrouver dans le même répertoire.
- Pour afficher le programme VBA, appuyez sur « Alt-F11 ».
- Comme pour les fonctions Excel intégrées, un appel de fonction Excel de type VBA doit être précédé du caractère « + » ou « = ».

Exemple : Outil de calcul

~~Dans cet exemple~~ Supposons les paramètres de police et de produit figurent dans le tableau ci-dessous. De même, il est présumé que le portefeuille satisfait aux critères d'application des facteurs de redressement pour diversification chronologique. ~~Les paramètres de police et de produit figurent au tableau 12.~~

Tableau 12 : ~~Résultats pour des PEMG à 10 ans avec rétablissements facultatifs, PDMG avec RDP nivelé sans rétablissements~~

Paramètre / Attribut	Valeur	Description / Notes
Valeur du compte (VC)	90,00 \$	Valeur totale du compte à la date d'évaluation, en dollars.
Dépôt initial	100,00 \$	Dépôt initial, en dollars.
PDMG (VG)	100,00 \$	Prestation de décès minimale garantie courante, en dollars.
PEMG (VG)	100,00 \$	Prestation à échéance minimale garantie courante, en dollars.
Niveau de garantie	100 %	Valeur garantie initiale en % du dépôt initial.
Sexe	Femme	Réduire l'âge de 4 ans pour X et M (PDMG seulement).
Âge atteint réel (X)	62	Âge atteint à la date d'évaluation (en années).
Âge à l'échéance du contrat (M)	85	Âge à l'échéance du contrat (en années).
Période avant la prochaine échéance (T), PDMG	23	Période avant la prochaine date d'échéance/de report (en années).
Période avant la prochaine échéance (T), PEMG	3	Période avant la prochaine date d'échéance/de report (en années).
Ajustement de VG	Prorata	VG ajustée au prorata de la VM au retrait partiel.
Catégorie de fonds	Titres très diversifiés	Garantie du contrat jumelée à des titres très diversifiés selon les instructions de classification des fonds de l'étape 1 (voir la section 7.1.1.3).

Paramètre / Attribut	Valeur	Description / Notes
<i>RFG</i>	265	Total des charges imputées aux titulaires de police (en points de base).
Code de produit PDMG (<i>P</i>)	0	Code de définition de produit selon la clé de recherche du tableau 54 (page 194).
Code de produit PEMG (<i>P</i>)	3	Code de définition de produit selon la clé de recherche du tableau 54 (page 194).
Code de niveau de garantie (<i>G</i>)	1	Code de garantie selon la clé du tableau 54 (page 194).
Code d'ajustement de <i>VG</i> (<i>A</i>)	0	Ajustement de la <i>VG</i> au retrait partiel selon le tableau 54 (page 194).
Code de fonds (<i>F</i>)	5	Code de catégorie de fonds selon la clé de recherche du tableau 54 (page 194).
Recours au rétablissement des PEMG (<i>R</i>)	0,35	Taux d'utilisation du rétablissement (de 0 à 1).
Rachat « dans le cours » (<i>S</i>)	0	Taux de rachat « dans le cours » (de 0 à 1).
Écart total attribué (<i>MC</i>)	80	Marge de compensation totale combinée (PDMG et PEMG) (points de base par année).
Diversification de l'actif (<i>DF</i>)	1	Crédit pour diversification de l'actif.
Diversification chronologique (<i>DT</i>)	1	Crédit pour diversification chronologique (PEMG).

D'après les notations de la [page 167](#) section 7.1.1.1,

$$TBCR = VG \times h(\circ) \times w(\circ) \times \text{facteur de coût de base} - \frac{\alpha}{100} \times VC \\ \times \text{facteur de marge de base}$$

$$= VG \times h(\circ) \times w(\circ) \times f(\tilde{\theta}) - \frac{\alpha}{100} \times VC \times g(\tilde{\theta})$$

$$= VG \times \hat{f}(\tilde{\theta}) - VC \times \hat{g}(\tilde{\theta})$$

$$= \hat{F}(\tilde{\theta}) - VC \times \hat{G}(\tilde{\theta})$$

$$\hat{f}_{PDMG}(\tilde{\theta}) = \text{Cout}(1; 0; 1; 0; 5; 81; 58; 23; 0,9; 1; 265; 0; 0; 80; 1; 1) \\ = 0,04592$$

$$\hat{f}_{PEMG}(\tilde{\theta}) = \text{Cout}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 0,9; 1; 265; 0,35; 0; 80; 1; 1) \\ = 0,32849$$

À défaut de charges de risque précises et bien définies pour chaque prestation garantie, l'écart total des frais est attribué en fonction du coût de la prestation, ce qui donne (en points de base par année) :

$$\alpha_{PDMG} = \frac{0,04592}{(0,04592+0,32849)} \times 80 = 0,12264 \times 80 = 9,81 \text{ points de base par année pour couvrir les PDMG et } \alpha_{PEMG} = 80 - 9,81 = 70,19 \text{ points de base par année pour couvrir les PEMG.}$$

$$\hat{f}_{PDMG}(\tilde{\theta}) = \text{Cout}(1; 0; 1; 0; 5; 81; 58; 23; 90; 100; 265; 0; 0; 9,81; 1; 1)$$

$$\underline{\quad} = 4,59 \text{ \$} = 0,04592 \times 100 \text{ \$}$$

$$\hat{f}_{PEMG}(\tilde{\theta}) = \text{Cout}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 90; 100; 265; 0,35; 0; 70,19; 1; 1)$$

$$\underline{\quad} = 32,85 \text{ \$} = 0,32849 \times 100 \text{ \$}$$

À titre indicatif, les *facteurs de coût de base* (avant redressement pour diversification) sont les suivants :

$$f_{PDMG}(\tilde{\theta}) = \text{Cout}(1; 0; 1; 0; 5; 81; 58; 23; 0,9; 1; 265; 0; 0; 9,81)$$

$$\underline{\quad} = 0,04794$$

$$f_{PEMG}(\tilde{\theta}) = \text{Cout}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 0,9; 1; 265; 0,35; 0; 70,19)$$

$$\underline{\quad} = 0,36461$$

$$g_{PDMG}(\tilde{\theta}) = \text{Marge}(1; 0; 1; 0; 5; 81; 58; 23; 0,9; 1; 265; 0; 0; 100)$$

$$\underline{\quad} = 0,04697$$

$$g_{PEMG}(\tilde{\theta}) = \text{Marge}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 0,9; 1; 265; 0,35; 0; 100)$$

$$\underline{\quad} = 0,06890$$

$$\hat{G}_{PDMG}(\tilde{\theta}) = \text{Marge}(1; 0; 1; 0; 5; 81; 58; 23; 90; 100; 265; 0; 0; 9,81)$$

$$\underline{\quad} = 0,41 \text{ \$} = 0,04697 \times 90 \text{ \$} \times \left(\frac{9,81}{100}\right)$$

$$\hat{G}_{PEMG}(\tilde{\theta}) = \text{Marge}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 90; 100; 265; 0,35; 0; 70,19)$$

$$\underline{\quad} = 4,35 \text{ \$} = 0,06890 \times 90 \text{ \$} \times \left(\frac{70,19}{100}\right)$$

$$TBFP_{PDMG} = \text{TBFP}(1; 0; 1; 0; 5; 81; 58; 23; 90; 100; 265; 0; 0; 9,81; 1; 1)$$

$$\underline{\quad} = 4,18 \text{ \$}$$

$$\underline{\quad} = 4,59 \text{ \$} - 0,41 \text{ \$}$$

$$TBFP_{PEMG} = \text{TBFP}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 90; 100; 265; 0,35; 0; 70,19; 1; 1)$$

$$\underline{\quad} = 28,50 \text{ \$}$$

$$\underline{\quad} = 32,85 \text{ \$} - 4,35 \text{ \$}$$

Finalement, le TBCR de la police est de $4,18 \text{ \$} + 28,50 \text{ \$} = 32,68 \text{ \$}$.

Les facteurs de redressement pour diversification de l'actif et pour diversification chronologique peuvent aussi être obtenus au moyen d'autres fonctions en fixant DF ou DT à zéro tel que selon ce qui est requis et en résolvant l'autre facteur.

Par exemple, si $DF = 1$ et $DT = 0$, la composante PEMG correspond à ce qui suit :

$0,34307 = \text{Cout}(2; 3; 1; 0; 5; 85; 62; 3; 0,9; 1; 265; 0,35; 0; 80; 1; 0)$.

Par contre, si $DF = 1$ et $DT = 1$, nous avons obtenu $\hat{f}_{PEMG}(\tilde{\theta}) = 0,32849$ (voir plus haut dans la présente section). Le facteur de redressement pour diversification chronologique des PEMG est donc égal à $0,9575 = \frac{0,32849}{0,34307}$.

7.1.1.8 Redressement des marges de compensation

Les frais de compte totaux équivalents (« *RFG* ») visent à tenir compte de tous les montants déduits des fonds des titulaires de police, et non uniquement ceux couramment exprimés sous forme de frais fondés sur les écarts. Le *RFG* doit comprendre, entre autres, les frais de gestion des placements, les charges au titre de la mortalité et des dépenses, les frais d'administration, les frais de police et les primes de risque. Il devra être exprimé en points de base par année correspondant au montant imputé à la valeur du compte. Il pourrait être nécessaire d'estimer l'équivalent du *RFG* si des droits sont prélevés sur les comptes des titulaires de police, mais ne sont pas exprimés en points de base de la valeur du compte.

La marge de compensation, α , représente le montant total disponible pour couvrir les prestations garanties et l'amortissement de l'allocation pour frais de rachat non amortis après prise en compte de la plupart des autres dépenses liées aux polices (dont les frais généraux). La marge de compensation, exprimée en points de base annuels imputés à la valeur du compte, doit être réputée disponible en permanence dans tous les scénarios futurs. Par contre, la marge de compensation ne doit pas inclure les frais par police comme les droits annuels liés aux polices puisqu'ils font partie des frais fixes. Il est souvent utile d'interpréter la marge de compensation sous la forme $\alpha = RFG - X$, où X correspond à la somme des montants suivants :

- les frais de gestion des placements et de consultation;
- les commissions, les bonis (dividendes) et les paiements incitatifs;
- les frais de maintien;
- les montants requis pour amortir les frais d'acquisition non amortis (après déduction des droits de rachat applicables).

7.1.1.9 ~~Exigence nette de~~ Détermination du capital requis

Pour la détermination ~~de l'exigence nette de~~ du capital requis, le TBCR doit être calculé séparément pour ces deux ensembles de polices :

Ensemble 1 : les polices souscrites avant le 1^{er} janvier 2011;

Ensemble 2 : les polices souscrites à compter du 1^{er} janvier 2011.

Le TBCR pour la totalité de l'exposition de garantie de fonds distincts (le TBCR total) correspondra à la somme de 115 % du TBCR de l'Ensemble 1 et de 130 % du TBCR de l'Ensemble 2.

Le ~~Capital~~TBCR net-requis est obtenu en soustrayant le crédit pour cession en réassurance du TBCR total. Enfin, ~~l'exigence nette de~~ le capital requis s'obtient en soustrayant ~~le crédit pour programme de couverture et les~~ provisions techniques nettes détenues au ~~Capital~~TBCR net-requis.

7.1.2 Méthode en fonction des dates de paiement prévues

Pour la détermination ~~de l'exigence nette de~~ du capital requis, les calculs des étapes suivantes doivent être réalisés séparément pour ces deux ensembles de polices :

Ensemble 1 : les polices souscrites avant le 1^{er} janvier 2011;

Ensemble 2 : les polices souscrites à compter du 1^{er} janvier 2011.

Étape 1 : Attribution des contrats à trois groupes

Les contrats de garanties liées aux fonds distincts sont attribués à trois groupes en fonction de l'échéance résiduelle et de l'âge du rentier à la date de fin du trimestre :

Groupe	Caractéristiques
1	Contrats dont l'échéance résiduelle est de 1 an ou moins <i>ou</i> dont l'âge du rentier est de 85 ans ou plus.
2	Contrats dont l'échéance résiduelle est de plus de 1 an <i>et</i> dont l'âge du rentier est de moins de 85 ans, <i>à l'exclusion</i> des contrats dont l'échéance résiduelle est de plus de 5 ans et dont l'âge du rentier est de moins de 80 ans.
3	Contrats dont l'échéance résiduelle est de plus de 5 ans <i>et</i> dont l'âge du rentier est de moins de 80 ans.

Étape 2 : Répartition des provisions techniques à l'égard des garanties liées aux fonds distincts aux trois groupes

Les provisions techniques à l'égard des garanties liées aux fonds distincts pour l'ensemble du portefeuille (déterminées en conformité avec les ~~normes~~Normes de pratique de l'ICA) sont réparties aux trois groupes en fonction des exigences d'après une ECU (80) calculées avec le logiciel de l'Autorité. En particulier, si P sont les provisions techniques à l'égard des garanties liées aux fonds distincts pour l'ensemble du portefeuille (déterminées en conformité avec les ~~normes~~Normes de pratique de l'ICA), E_i est la somme des exigences d'après une ECU (80) pour les contrats du groupe

i calculées avec le logiciel de l'Autorité et P est positif, alors la provision technique répartie au groupe i est :

$$P_i = \alpha_i \times P$$

où :

$$\alpha_i = \frac{\max(E_i; 0)}{\max(E_1; 0) + \max(E_2; 0) + \max(E_3; 0)}$$

si :

$P \leq 0$, alors la provision technique répartie à chaque groupe est 0.

Étape 3 : Calcul ~~de l'exigence nette de~~ du capital requis pour les contrats du groupe 1

L'exigence nette de Le capital requis pour les contrats du groupe 1 est calculée calculé comme étant la différence entre le TBCR pour les contrats du groupe 1 et P_1 , la provision technique répartie au groupe 1. Le TBCR pour les contrats du groupe 1 correspond à la somme des montants de TBCR de chacun des contrats du groupe 1.

Le TBCR de chacun des contrats du groupe 1 est égal à :

$$\text{ECU (95)} + 50 \% \times (\text{ECU (95)} - \text{ECU (80)}),$$

où :

les valeurs ECU (80) et ECU (95) sont calculées avec le logiciel de l'Autorité.

Étape 4 : Calcul ~~de l'exigence nette de~~ du capital requis pour les contrats du groupe 2

L'exigence nette de Le capital requis pour les contrats du groupe 2 est calculée calculé comme étant la différence entre le TBCR pour les contrats du groupe 2 et P_2 , la provision technique répartie au groupe 2. Le TBCR pour les contrats du groupe 2 correspond à la somme des montants de TBCR de chacun des contrats du groupe 2. Le TBCR de chacun des contrats du groupe 2 est égal à une ECU (95), où les valeurs de l'ECU (95) sont calculées avec le logiciel de l'Autorité.

Étape 5 : Calcul ~~de l'exigence nette de~~ du capital requis pour les contrats du groupe 3

L'exigence nette de Le capital requis pour les contrats du groupe 3 est calculée calculé comme étant la somme de :

- 95 % de l'exigence nette de du capital requis à la fin du trimestre précédent pour les contrats classés dans le groupe 3 à la fin du trimestre précédent; et

- 5 % de l'excédent des montants de l'ECU (95) à la fin du trimestre en cours pour le groupe 3 sur P_3 ,

sous réserve :

- d'un plancher égal à $\text{ECU (95)} - 25 \% \times (\text{ECU (95)} - \text{ECU (80)}) - P_3$; et
- d'un plafond égal à $\text{ECU (95)} - P_3$.

Dans cette étape, ECU (80) et ECU (95) représentent respectivement les sommes des montants de l'ECU (80) et de l'ECU (95) du trimestre en cours pour le groupe 3 calculés avec le logiciel de l'Autorité.

Étape 6 : Calcul ~~de l'exigence nette de~~ du capital requis pour l'ensemble du portefeuille

~~L'exigence nette de~~ Le capital requis pour la totalité du portefeuille est ~~calculée~~ calculé comme étant la somme de 115 % des montants ~~d'exigence nette de~~ capital requis de l'Ensemble 1 obtenus aux étapes 3, 4 et 5 et de 130 % des montants ~~d'exigence nette de~~ capital requis de l'Ensemble 2 obtenus aux étapes 3, 4 et 5.

Informations additionnelles

~~Les assureurs~~ L'assureur qui ~~utilisent~~ utilise cette méthode ~~doivent~~ doit le divulguer dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital et y produire des renseignements sur les montants ~~d'exigence nette de~~ capital requis en fonction des groupes prédéfinis relatifs à l'échéance résiduelle et à l'âge du rentier.

L'Autorité s'attend à ce que les assureurs qui utilisent cette méthode effectuent annuellement, ou plus fréquemment si nécessaire, des projections prospectives des exigences de capital, particulièrement lorsque les profils d'échéance résiduelle et d'âge de rentier de ses contrats sont tels qu'il est prévu qu'un nombre important de contrats vont migrer d'un groupe prédéfini à un autre.

~~7.2 — Facteurs personnalisés et modèles internes~~

7.2 Modèle interne

L'Autorité peut permettre l'utilisation ~~de modèles internes~~ d'un modèle interne¹³⁰ aux fins ~~de l'imposition d'exigences de~~ du calcul du capital ~~applicables~~ requis du risque relatif aux ~~garanties des~~ fonds distincts, et ce, tant pour les affaires canadiennes que pour les

¹³⁰ L'expression « modèle interne » recouvre l'ensemble des processus, méthodes, contrôles, modèles ainsi que les systèmes informatiques et de collecte de données qui permettent d'évaluer le risque des fonds distincts.

Un modèle est un sous-élément du modèle interne. Aux fins de la présente ligne directrice, un modèle est défini comme étant l'assemblage de concepts représentant de manière simplifiée une chose réelle en vue de la comprendre et d'en prédire le comportement à l'aide de notions statistiques, financières, économiques, mathématiques ou autres. Un modèle comprend des hypothèses, des données et des algorithmes.

affaires étrangères. ~~Ainsi, les assureurs qui souhaitent utiliser leurs modèles internes pour calculer des facteurs propres à un produit particulier ou à une entente de réassurance particulière ou~~ Ainsi, l'assureur qui souhaite utiliser son modèle interne afin de déterminer ~~l'exigence nette de le~~ capital ~~pour les~~ requis des fonds distincts ~~doivent~~ doit satisfaire aux conditions énoncées ci-après et obtenir une autorisation préalable de l'Autorité.

Au moment de la transmission de la demande ~~d'autorisation~~ à l'Autorité, ~~les assureurs devraient~~ l'assureur doit être en mesure de démontrer que ~~les modèles~~ le modèle soumis ~~sont~~ est entièrement ~~documentés, en place~~ documenté et ~~efficaces~~ utilisé. De plus, les principales limites ~~des modèles devraient du~~ modèle interne doivent être connues et documentées de même que les circonstances où ~~les modèles fonctionnent~~ le modèle interne fonctionne efficacement ou non.

7.2.1 — Exigences générale pour l'utilisation Une description détaillée des **modèles internes**

7.2.1.1 — Examen et évaluation

~~Les modèles devraient faire l'objet d'un examen ou d'une évaluation par une personne compétente qui n'a pas participé à l'élaboration ou à la mise en œuvre des modèles. Sont reconnues « compétentes » les personnes ayant les habiletés d'analyse et les compétences spécifiques requises pour comprendre et évaluer les modèles. Dans ce contexte, l'examen devrait porter tant sur les modèles que sur les hypothèses retenues. L'examen devrait au moins englober l'évaluation des éléments suivants :~~

- ~~• l'intégrité, la fiabilité de même que la validation des données qui a été effectuée;~~
- ~~• le fonctionnement des modèles;~~
- ~~• l'existence et la pertinence de la méthode de validation des modèles et des hypothèses;~~
- ~~• la réplique des résultats de la modélisation;~~
- ~~• la suffisance de la documentation.~~

7.2.1.2 — Lettre d'appui

~~De plus, au moment de faire la demande initiale ou d'en soumettre une nouvelle, l'actuaire devra fournir une lettre d'appui faisant état de la pertinence des modèles, du caractère raisonnable des résultats, ainsi que du bien fondé de la réduction du capital s'il y a lieu.~~

7.2.1.3 — Modifications d'un modèle

~~Si un modèle qui a déjà été soumis à l'Autorité est sensiblement remanié, l'assureur devra soumettre son nouveau modèle à l'Autorité afin de continuer à bénéficier de l'autorisation. De la même façon, tout programme modifié devra se conformer aux exigences de la section 7.2.~~

~~Toutes autres modifications devront être clairement divulguées~~se trouve dans le Rapport sur l'attestation de conformité à la ligne directrice de capital.

~~7.2.1.4~~ **Conformité permanente aux les prochaines sections. Les** exigences

~~La documentation certifiant la conformité à toutes les exigences énumérées ci-dessus doit être conservée. Tous les documents pertinents doivent pouvoir être consultés par l'Autorité. L'Autorité pourra modifier ou révoquer toute décision préalablement rendue s'il est constaté que le modèle n'est plus conforme aux exigences de la section 7.2.~~

~~7.2.2~~ **Exigences particulières pour l'utilisation des modèles internes afin de calculer les facteurs propres à un produit particulier ou à une entente particulière**

~~L'assureur qui utilise l'approche factorielle et qui évalue un type de produit sensiblement différent de ceux présentés dans les tableaux ou qui évalue une convention de réassurance complexe doit recourir à des modèles stochastiques pour calculer les facteurs propres à un produit particulier ou à une entente particulière. Pour établir des facteurs pertinents, l'assureur doit communiquer par écrit avec l'Autorité afin d'obtenir des précisions.~~

~~Avec le temps, il se peut que les hypothèses sous-tendant les facteurs autorisés couvrant l'utilisation de stratégies de couverture ne tiennent pas compte des nouveaux résultats et qu'elles ne concordent plus avec les hypothèses de l'évaluation courante. Dans ces situations, il pourrait y avoir incohérence entre le TBCR calculé à l'aide des facteurs autorisés et celui déterminé à l'ECU (95) à l'aide du modèle stochastique des'appliquent qu'à l'assureur et des hypothèses de l'évaluation courante qui a fait une demande à cet effet.~~

7.2.1 Principales phases menant à l'obtention de l'autorisation

Le processus menant à l'autorisation pour l'utilisation du modèle interne est composé de quatre phases distinctes et consécutives, soit :

1. le dépôt de la demande formelle;
2. les travaux de mise en œuvre aux fins du calcul du capital requis et la réalisation de calculs parallèles;
3. l'octroi de l'autorisation;
4. la surveillance continue.

Afin de s'assurer de la pertinence du processus et d'autoriser l'assureur à utiliser son modèle interne aux fins du calcul du capital requis, les trois premières phases doivent être complétées.

7.2.1.1 Phase 1 : dépôt de la demande formelle

Lors de la Phase 1, l'assureur soumet à l'Autorité la demande formelle ainsi que différents documents nécessaires au processus d'autorisation.

Documents exigés

La demande formelle soumise à l'Autorité doit inclure, notamment, les documents suivants :

1. une lettre de présentation du chef de la gestion des risques destinée à l'Autorité incluant les informations suivantes :
 - a. l'état d'avancement des travaux de mise en œuvre ainsi que l'autoévaluation de conformité aux exigences décrites aux sections 0 à 7.2.8 (les « Exigences ») en précisant la nature et l'ampleur des travaux qui doivent être complétés;
 - b. le détail des informations ayant été soumises au conseil d'administration (ou à un (des) comité(s) désigné(s) par celui-ci) en regard des travaux de mise en œuvre du modèle interne;
2. une copie de la résolution :
 - a. d'un (des) comité(s) désigné(s) par le conseil d'administration lui recommandant d'approuver la demande formelle à être transmise à l'Autorité, le cas échéant;
 - b. du conseil d'administration, approuvant que la demande formelle soit soumise;
3. une description du processus d'autoévaluation de conformité aux Exigences, incluant les rôles et responsabilités de chacun des intervenants;
4. une autoévaluation de conformité par rapport aux Exigences selon les quatre axes¹³¹;
5. une attestation de l'adéquation de l'autoévaluation de conformité aux Exigences de la part du chef de la gestion des risques;
6. une liste des travaux effectués par l'équipe de validation et l'audit interne, notamment ceux qui ont mené aux opinions, ceux à l'égard des opérations ainsi que ceux à l'égard des contrôles internes opérationnels visant le processus d'autorisation. À la demande de l'Autorité, une description de ces travaux pourrait être exigée;
7. une documentation conformément aux Exigences;
8. les écarts de conformité aux Exigences pour lesquels l'assureur entend demander une exemption à l'Autorité;

¹³¹ Ces quatre axes sont : le cadre formel, l'opérationnalisation du cadre formel, la reddition de compte ainsi que les contrôles en place. Les définitions des quatre axes sont présentées à la section 7.2.1.5. Il est possible qu'un ou plusieurs axes ne soient pas pertinents pour certaines mesures de succès.

9. le plan de mise en œuvre approuvé par le conseil d'administration ainsi qu'une opinion de forme négative donnée par l'audit interne au sujet de ce dernier, notamment à l'égard de la capacité à réaliser le plan de mise en œuvre et de la suffisance des ressources financières et humaines;
10. une opinion de forme positive donnée par l'audit interne quant à l'ensemble des documents exigés dans le dépôt de la demande formelle, à l'adéquation de l'autoévaluation de conformité aux Exigences ainsi qu'à la conception et à l'efficacité des contrôles internes opérationnels mis en place.

À la suite de l'obtention des renseignements, l'Autorité examinera la nécessité d'obtenir des informations additionnelles qu'elle pourra demander à l'assureur si elle le juge nécessaire. De plus, l'Autorité discutera avec l'assureur afin de s'assurer que son plan de mise en œuvre est cohérent et réaliste.

Autoévaluation

L'assureur doit soumettre à l'Autorité une autoévaluation de conformité aux Exigences. La démonstration doit être effectuée en fonction de la décomposition des Exigences selon quatre axes auxquels seront associés des mesures de succès.

Plan de mise en œuvre

L'assureur doit soumettre à l'Autorité son plan de mise en œuvre. L'assureur doit veiller à ce que les renseignements suivants y figurent :

1. les plans d'action présentant les différentes initiatives permettant de résorber les écarts, le cas échéant;
2. un échéancier détaillé pour la mise en œuvre des différents plans d'action associés aux écarts identifiés, le cas échéant;
3. le détail des ressources financières allouées ainsi que le nombre et l'expertise des ressources humaines;
4. le document type (c.-à-d., gabarit) qui sera utilisé pour produire le rapport trimestriel de suivi et de conformité aux Exigences.

De plus, une reddition de compte quant à l'avancement des travaux par rapport au plan de mise en œuvre sera exigée à la fonction de gestion des risques sur une base trimestrielle jusqu'à l'obtention de l'autorisation.

L'Autorité assurera un suivi périodique de l'évolution des travaux visant la conformité aux Exigences. L'Autorité s'attend à ce que les travaux de l'assureur progressent selon le plan de mise en œuvre soumis.

L'assureur peut effectuer des travaux de mise en œuvre pendant la Phase 1. Dans ce cas, les exigences prévues au Volet 2A s'appliquent à ces derniers.

7.2.1.2 Phase 2 : travaux de mise en œuvre et calculs parallèles

La Phase 2 se décompose en deux volets : le volet de travaux de mise en œuvre et le volet de calculs parallèles. Ces deux volets sont décrits ci-dessous.

Volet 2A : travaux de mise en œuvre

Lors de ce volet, l'assureur doit fournir à l'Autorité le rapport trimestriel de suivi et de conformité aux Exigences, lequel comprend :

1. la mise à jour trimestrielle de l'échéancier;
2. la mise à jour trimestrielle de l'autoévaluation de conformité aux Exigences;
3. la mise à jour trimestrielle de la documentation satisfaisant les Exigences;
4. les documents relatifs à la demande d'autorisation transmis au conseil d'administration (ou à un (des) comité(s) désigné(s) par celui-ci) au cours du trimestre;
5. les écarts de conformité aux Exigences pour lesquels l'assureur entend demander une exemption à l'Autorité;
6. l'opinion de forme négative donnée par l'audit interne à l'égard du rapport trimestriel de suivi et de conformité aux Exigences;
7. l'opinion de forme négative donnée par l'équipe de validation à l'égard des aspects techniques du modèle interne utilisé relativement aux Exigences.

Volet 2B : calculs parallèles

L'Autorité examine la validité du calcul du capital requis lors du Volet 2B. Avant le début du Volet 2B, les écarts de conformité quantitatifs vis-à-vis des Exigences doivent être résolus. Les écarts de conformité vis-à-vis des Exigences qui n'ont pas d'impact quantitatif peuvent être traités en parallèle pendant le présent volet. Le cas échéant, les exigences prévues au Volet 2A s'appliquent.

Au cours du Volet 2B, l'assureur doit produire et communiquer à l'Autorité un rapport sur les résultats de ses calculs de capital requis pour quatre trimestres consécutifs.

L'Autorité examinera les travaux en cours et déterminera si l'assureur peut progresser à la phase suivante.

7.2.1.3 Phase 3 : octroi de l'autorisation

Lors de cette phase, l'Autorité accorde une autorisation sous réserve de l'adéquation des résultats obtenus aux phases précédentes ainsi qu'à la satisfaction des Exigences.

Une mise à jour de la demande formelle présentée à la Phase 1 doit être soumise à l'Autorité à la fin des travaux de mise en œuvre, laquelle doit tenir compte de tous les changements survenus depuis le dépôt initial de la demande. Cette demande actualisée doit inclure les documents suivants :

1. une autoévaluation de conformité aux Exigences;
2. une attestation de l'adéquation de l'autoévaluation de conformité aux Exigences à jour et signée par le chef de la gestion des risques;
3. une opinion de forme positive donnée par l'unité chargée de l'audit interne et par l'équipe de validation couvrant :
 - a. l'ensemble des documents transmis à l'Autorité;
 - b. l'adéquation de l'autoévaluation de conformité aux Exigences selon les quatre axes, incluant les Exigences techniques qui sont décrites dans ces documents;
 - c. la conception et l'efficacité des contrôles internes opérationnels mis en place;
4. une copie de la résolution indiquant que le conseil d'administration a reçu toutes les informations nécessaires afin d'assumer ses responsabilités en regard du modèle interne;
5. les écarts de conformité aux Exigences pour lesquels l'assureur a demandé une exemption à l'Autorité.

L'octroi de l'autorisation signifie que l'assureur doit utiliser son modèle interne aux fins du calcul de son capital requis.

7.2.1.4 Phase 4 : surveillance continue

Cette dernière phase débute dès que l'autorisation finale est octroyée. À partir de cette date, l'assureur doit se conformer sur une base continue aux Exigences.

De plus, il doit démontrer que les processus et procédures mis en place demeurent efficaces. Pour ce faire, le chef de la gestion des risques doit soumettre annuellement à l'Autorité une attestation de conformité aux Exigences comportant les informations suivantes :

1. les écarts de conformité aux Exigences pour lesquels l'assureur a demandé une exemption à l'Autorité. Sur une base annuelle, une réévaluation du statut de ces exemptions (p. ex., sur la base de la variation des positions ou des portefeuilles) doit être présentée ainsi que les justifications appuyant le maintien ou l'abandon des exemptions;
2. les modifications apportées au modèle interne aux fins du calcul du capital requis;
3. l'autoévaluation de conformité aux Exigences.

L'audit interne doit donner une opinion de forme négative portant sur les deux premiers points énumérés ci-haut. L'équipe de validation doit donner une opinion de forme positive à l'égard des aspects techniques du modèle interne utilisé relativement aux Exigences et du deuxième point ci-haut. De plus, l'audit interne doit soumettre annuellement à l'Autorité une opinion de forme positive par rapport aux éléments revus

dans le cadre de sa revue annuelle prévue dans sa planification pluriannuelle portant sur :

1. l'adéquation de l'autoévaluation de conformité aux Exigences selon les quatre axes ainsi que l'attestation de conformité du chef de la gestion des risques à l'égard de cette dernière;
2. la conception et l'efficacité des contrôles internes opérationnels mis en place.

Dans ses travaux de l'année, l'audit interne doit au minimum inclure les éléments qui ont subi une modification depuis sa révision précédente.

Aussi, l'assureur doit fournir un rapport de surveillance périodique à l'Autorité. Le contenu de ce rapport est défini à la section 7.2.10.

Changements

Si des changements sont apportés au modèle interne, l'assureur doit démontrer à l'Autorité qu'il respecte toujours les Exigences. La notion de changements significatifs et non significatifs ainsi que les attentes de l'Autorité à l'égard de ces changements sont présentées à la section 7.2.9.

Écarts de conformité non résolus

S'il existe des écarts de conformité aux Exigences qui sont non résolus (c.-à-d., qui ont été jugés non significatifs par l'Autorité) après la date de l'octroi de l'autorisation et pour lesquels l'Autorité n'a pas accordé d'exemption, ceux-ci doivent être résorbés dans un délai défini par l'Autorité qui ne dépasse pas trois ans. Au cours de cette période, un rapport trimestriel de suivi et de conformité aux Exigences doit être soumis à l'Autorité. Une attestation annuelle du chef de la gestion des risques doit être soumise à l'Autorité indiquant l'avancement des travaux liés aux écarts de conformité non résolus. De plus, l'audit interne doit donner trimestriellement une opinion de forme négative sur le rapport trimestriel de suivi et de conformité aux Exigences et doit donner annuellement une opinion de forme négative sur l'attestation du chef de la gestion des risques.

L'audit interne doit donner une opinion de forme positive vis-à-vis l'autoévaluation de conformité aux Exigences lorsque les écarts de conformité sont résolus.

7.2.1.5 Définition des quatre axes

L'autoévaluation de conformité aux Exigences doit être faite sur la base des quatre axes suivants. L'utilisation de ces axes permet d'encadrer l'autoévaluation et de s'assurer que l'ensemble des Exigences soit couvert. Il est possible qu'un ou plusieurs axes ne soient pas pertinents pour certaines mesures de succès. L'autoévaluation doit être faite seulement pour les axes qui sont pertinents pour chaque mesure de succès.

Cadre formel

Axe qui englobe l'encadrement formel mis en place par l'assureur - À ce titre, il faut retrouver, notamment, les politiques, méthodologies, mandats ainsi que les rôles et responsabilités approuvés par le conseil d'administration.

Opérationnalisation du cadre formel

Axe qui couvre les moyens qui sont utilisés pour s'assurer que le cadre formel est opérationnalisé au sein de l'assureur - Cet axe réfère aux systèmes et procédures ainsi qu'à la documentation qui y est associée pour permettre le fonctionnement efficace du cadre formel.

Reddition de compte

Axe qui couvre l'ensemble des moyens qui sont utilisés pour communiquer notamment au chef de la gestion des risques, à la haute direction et au conseil d'administration, le statut de l'assureur par rapport au cadre formel - Ces moyens peuvent prendre la forme d'un statut par rapport à l'évolution d'un projet ou de la conformité par rapport à une limite sur une base continue. La reddition de comptes doit comporter des mécanismes formels et faire l'objet de suivis par la haute direction et le conseil d'administration.

Contrôles

Axe qui traite des contrôles mis en place pour s'assurer, entre autres, que le cadre formel est adéquatement opérationnalisé et que les données sources et les calculs sont fiables.

Documentation ~~C'est pourquoi l'actuaire devra examiner périodiquement cette relation pour s'assurer que le TBCR détonu en utilisant les facteurs autorisés n'est pas considérablement moindre que celui calculé à l'ECU (95) à l'aide du modèle stochastique de l'assureur et des hypothèses de l'évaluation courante. Si le TBCR calculé à l'aide de facteurs déjà autorisés est considérablement inférieur au TBCR calculé à l'ECU (95) à l'aide du modèle stochastique de l'assureur et des hypothèses de l'évaluation courante, l'assureur devra utiliser le TBCR plus élevé et demander à l'Autorité l'autorisation d'utiliser de nouveaux facteurs ou présenter une demande pour utiliser son modèle interne afin de calculer les exigences de capital.~~

~~7.2.3 Exigences particulières pour l'utilisation des modèles internes afin de déterminer l'exigence nette de capital~~

~~7.2.2 Les assureurs ont~~

L'Autorité s'attend à ce que la documentation du modèle interne soit complète, cohérente et à jour. L'Autorité s'attend à ce que la documentation (c.-à-d. les documents élaborés par l'assureur, livres, articles scientifiques, documents élaborés par des tierces parties, etc.) soit suffisante pour qu'un expert indépendant (interne ou externe) soit en mesure de répliquer, au besoin, les résultats obtenus et de porter un jugement sur les

travaux effectués en ce qui a trait au modèle interne. Des travaux qui ont été effectués par des tierces parties ne soustraient pas l'assureur aux exigences de documentation.

S'il existe des différences entre les hypothèses, les modèles stochastiques ou la structure de modélisation qui sont utilisés pour l'évaluation des provisions techniques, le calcul du capital requis, la stratégie de couverture et la tarification, celles-ci doivent être clairement identifiées dans la documentation et les justifications de ces différences doivent être documentées.

La documentation doit notamment comprendre les éléments suivants :

1. La description des produits et des fonds de placement :
 - a) la description sommaire des produits, la représentation mathématique des produits dans le modèle interne ainsi que les écarts entre les produits vendus dans la réalité et leur représentation mathématique;
 - b) la description du portefeuille selon les facteurs de risque importants :
 - la garantie;
 - la durée avant l'échéance de la garantie;
 - la phase d'accumulation et de décaissement;
 - l'âge des titulaires de polices;
 - c) la description des fonds de placement :
 - la valeur des actifs;
 - le style de gestion;
 - la politique de placement;
 - la répartition de l'actif sous gestion avec leurs indices de référence respectifs;
 - d) un sommaire des frais de gestion et des frais chargés pour la garantie par produit et catégorie de fonds de placement;
 - e) la description des frais généraux, des commissions, des charges au rachat et des échelles de récupération de commissions.
2. La description du modèle interne :
 - a) la description de la méthode d'évaluation aux fins du calcul du TBCR :
 - approche bifurquée ou approche globale;
 - méthode globale ou méthode en fonction des dates de paiements prévus;
 - avec ou sans reconnaissance de la stratégie de couverture;
 - niveau d'agrégation (produit, année d'émission, segment du marché, etc.);
 - taux d'actualisation;
 - b) la description des données utilisées pour les calculs et leur provenance;

-
- c) la description du générateur de nombre aléatoire;
- d) la description du générateur de scénarios économiques real-world :
- son étendue (taux d'intérêt, indices obligataires, indices de marchés boursiers, inflation, etc.);
 - justification du choix du générateur retenu;
 - nombre de scénarios et fréquence des projections (pas de temps);
 - détermination des paramètres et données utilisées;
 - description mathématique des modèles (p. ex., un modèle de taux d'intérêt, un modèle pour générer des rendements boursiers, un modèle pour générer des rendements obligataires, etc.);
 - description des données utilisées;
 - description détaillée des méthodes de calibration des modèles économétriques;
 - modélisation des actifs de couverture;
 - analyse du risque de base pour la méthode de reproduction de fonds pour les fonds avec les expositions les plus élevés;
- e) la description du générateur de scénarios économiques neutres au risque utilisé dans le cadre de la stratégie de couverture :
- son étendue (taux d'intérêt, indices obligataires, indices de marchés boursiers, inflation, etc.);
 - justification du choix du générateur retenu;
 - nombre de scénarios et fréquence des projections (pas de temps);
 - détermination des paramètres et données utilisées;
 - description mathématique des sous-modèles (p. ex., un modèle de taux d'intérêt et un modèle pour générer des rendements boursiers);
 - description des données utilisées;
 - description détaillée des méthodes de calibration des modèles économétriques;
- f) la description et la justification des hypothèses non économiques, notamment :
- les taux de mortalité et, s'il y a lieu, leur taux d'amélioration;
 - les taux de déchéance, incluant les fonctions liées à la détermination des taux dynamiques;
 - les transferts entre les fonds;
 - les rééquilibrages d'actifs entre les fonds et à l'intérieur des fonds;
 - les réinitialisations des garanties;
 - le moment du décaissement pour les garanties de retrait;
 - le choix de l'option de décaissement pour les garanties de retrait;
 - le montant du décaissement périodique;
 - les frais généraux;

- g) la description des calculs des sensibilités dans les opérations quotidiennes de la stratégie de couverture de même que dans les projections real-world pour le calcul des inefficacités de couverture;
- h) la méthode de compression des données, le cas échéant;
- i) le détail des technologies et logiciels utilisés;
- j) les descriptions mathématiques et les références utilisées (articles scientifiques, livres, etc.) liées au modèle interne;
- k) la description de la modélisation des instruments financiers liés à la stratégie de couverture;
- l) la description de la méthodologie de reproduction des fonds à l'intérieur du modèle interne;
- m) les taux d'actualisation utilisés pour escompter les flux de trésorerie et la justification de ceux-ci;
- n) la durée de la période de projection retenue.

3. Gouvernance du modèle interne :

- a) la description des rôles et responsabilités des principaux utilisateurs et autres intervenants;
- b) le curriculum vitae des principaux utilisateurs, des membres de l'équipe de conception et des membres de l'équipe de validation;
- c) la documentation formelle de l'appétit pour le risque lié aux garanties de fonds distincts, des niveaux de tolérance aux risques, des limites d'exposition aux risques et des mécanismes de surveillance en découlant, le cas échéant;
- d) les pratiques relatives à la tenue des données et aux changements au modèle interne devant inclure un accès restreint;
- e) le processus d'agrégation des données et de production des rapports nécessaires à l'établissement de la valeur des engagements relatifs aux garanties de fonds distincts;
- f) les mesures mises en place pour assurer l'objectivité et l'indépendance des principaux utilisateurs et autres intervenants;
- g) les mécanismes permettant d'assurer la relève des personnes-clés.

4. Stratégie de couverture :

- a) la description de la stratégie de couverture (p. ex., couverture delta/rho, produits couverts et non couverts, niveau de la couverture, etc.);
- b) le niveau et la justification du choix des balises de rééquilibrage;
- c) les informations relatives aux ententes avec les contreparties pour les swaps, notamment une description sommaire de l'entente, le montant

nominal en vigueur par contrepartie, l'existence de clauses permettant à la contrepartie de mettre fin à l'entente;

- d) la description des instruments financiers utilisés dans le portefeuille de couverture (contrats à terme de gré à gré ou standardisés, swaps, transactions entre lignes d'affaire au sein de l'assureur le cas échéant, etc.);
- e) la description du processus quotidien des opérations de couverture en précisant les services qui ont été impartis;
- f) les rapports de gains et perte et une description de la mesure d'efficacité liés à la stratégie de couverture.

5. Analyse de sensibilité :

L'assureur doit effectuer une analyse de sensibilité, minimalement, sur :

- a) le choc lors d'approximation numérique des lettres grecques (« grecques »), le cas échéant;
- b) les paramètres de la méthode de reproduction des fonds;
- c) les balises de transaction;
- d) le paramètre de choix de l'option de décaissement pour les garanties de retrait;
- e) le taux d'actualisation des erreurs de couverture.

6. Simulation de crise :

La présente section est complémentaire à la *Ligne directrice sur les simulations de crise*.

Plusieurs scénarios de simulation de crise doivent être élaborés par l'assureur. Ces scénarios doivent minimalement inclure des chocs de marchés boursiers et de taux d'intérêt. Les scénarios doivent mettre en lumière le risque du portefeuille de fonds distincts¹³². Par exemple, l'assureur doit minimalement considérer les scénarios suivants :

- a) taux d'intérêt demeurant faibles sur une longue période;
- b) baisse des marchés boursiers sur une longue période;
- c) forte volatilité;
- d) baisse du degré de solvabilité de l'assureur (appels de marge / contrats swaps);
- e) manque de liquidité sur les marchés;

¹³² Par exemple, une baisse des marchés boursiers sur les trois prochains mois pourrait ne pas permettre de mettre en lumière le risque d'un produit avec une concentration de maturités éloignée ou pour des garanties de décaissement n'ayant pas débuté.

- f) dépôts supplémentaires de la part des titulaires de polices.

Une version sommaire de l'analyse des simulations de crise doit être présentée à la haute direction.

L'Autorité peut, à sa discrétion, exiger que l'assureur ajoute des éléments spécifiques à sa documentation.

7.2.3 Gouvernance

L'assureur qui prévoit utiliser un modèle interne doit démontrer à l'Autorité que sa gouvernance, ses mécanismes de contrôle interne et l'utilisation d'un modèle interne sont suffisamment avancés. La présente section précise des aspects de gouvernance supplémentaires qui ne sont pas considérés dans la *Ligne directrice sur la gouvernance*¹³³, la *Ligne directrice sur les critères de probité et de compétence*¹³⁴ et la *Ligne directrice sur la gestion intégrée des risques*¹³⁵.

Quoique la *Ligne directrice sur la gouvernance*, la *Ligne directrice sur les critères de probité et de compétence* et la *Ligne directrice sur la gestion intégrée des risques* soient applicables, il est à noter que l'assureur n'a pas à produire d'autoévaluation par rapport à celles-ci aux fins du processus d'autorisation visant à reconnaître l'utilisation d'un modèle interne.

7.2.3.1.1 Rôles et responsabilités de la haute direction et du conseil d'administration

La haute direction et le conseil d'administration sont responsables de s'assurer que les exigences pour l'utilisation du modèle interne sont respectées.

La haute direction et le conseil d'administration doivent désigner des personnes ayant la responsabilité de :

1. approuver une politique de gouvernance qui s'assure d'une séparation entre les fonctions de supervision. Ceci comprend une séparation claire entre la conception¹³⁶ et la validation du modèle interne;
2. s'assurer que les ressources humaines, financières et matérielles suffisent pour que les fonctions de supervision puissent mener à bien leurs tâches;
3. s'assurer que les exercices de validation se fassent sur une base récurrente minimale annuelle;

¹³³ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la gouvernance*, avril 2009.

¹³⁴ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur les critères de probité et de compétence*, juin 2012.

¹³⁵ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la gestion intégrée des risques*, avril 2009.

¹³⁶ La conception comprend le développement et l'implémentation du modèle interne.

4. mettre en place des mécanismes afin de s'assurer que les conclusions des activités de validation et de revue des processus soient transmises à la haute direction et au conseil d'administration;
5. s'assurer que les contrôles internes soient efficaces;
6. s'assurer que les exigences de la tenue de données soient satisfaites (voir la section 7.2.5 « Tenue de données »);
7. s'assurer que les exigences du test d'utilisation soient satisfaites (voir la section 7.2.6 « Test d'utilisation »);
8. s'assurer que le modèle interne soit doté d'une documentation complète, cohérente et à jour (voir la section 0 « Documentation »);
9. approuver l'utilisation du modèle interne pour déterminer le capital requis et approuver les changements significatifs au modèle interne (voir la section 7.2.9 « Changements et suivi »);
10. s'assurer que la stratégie de couverture soit dotée de politiques et procédures adéquates;
11. s'assurer que la stratégie de couverture soit toujours opérationnelle en cas de départ du personnel ou en cas de problème technologique (p. ex., panne informatique);
12. s'assurer qu'un suivi de l'efficacité de la stratégie de couverture soit effectué;
13. s'assurer qu'un plan soit en place pour assurer la continuité des activités.

7.2.3.2 Rôles et responsabilités supplémentaires de la haute direction

La haute direction applique les politiques approuvées par le conseil d'administration. La gestion des activités financières de l'entreprise se fait avec transparence notamment en informant le conseil d'administration et l'Autorité des situations qui ont un impact important sur le modèle interne et l'efficacité de la stratégie de couverture.

L'Autorité s'attend aussi à ce que la haute direction s'assure :

1. qu'il y ait un processus de reddition de compte en place pour s'assurer que les conclusions et recommandations de l'équipe de validation et de l'audit interne soient considérées par les instances décisionnelles¹³⁷. En particulier, l'équipe de validation, par le biais du chef de la gestion des risques, et l'audit interne doivent avoir l'opportunité, minimalement une fois par année, de présenter leurs constatations au conseil d'administration (ou un comité désigné par celui-ci);
2. que les activités de l'équipe de conception, de l'équipe de validation et de l'audit interne ne soient pas biaisées par toute forme d'influence au sein de l'assureur. La conception, la validation et l'audit du modèle interne doivent être effectuées par des parties qui ne profiteront ni directement ni indirectement des résultats découlant de celui-ci. En particulier, l'Autorité s'attend à ce que la rémunération

¹³⁷ Les instances décisionnelles sont définies dans la *Ligne directrice sur la gouvernance*.

des responsables de l'équipe de conception, de l'équipe de validation et de l'audit interne soit indépendante des résultats du modèle interne. De plus, ces équipes doivent être indépendantes des équipes responsables de la tarification ou du calcul des provisions techniques, soit les utilisateurs du modèle interne. L'assureur doit présenter à l'Autorité la documentation à cet effet;

3. que les politiques de gestion des risques de l'assureur renferment des attributions aux fins de l'élaboration, de la mise en œuvre, de la tenue à jour continue et de l'application de pratiques visant à satisfaire aux exigences de l'utilisation du modèle interne.

7.2.3.3 Équipe de conception

L'équipe de conception s'occupe du développement et de l'implémentation du modèle interne et peut effectuer sa propre validation. Cependant, l'équipe de validation doit revoir leurs travaux.

L'équipe de conception doit s'assurer de la « transparence » du modèle interne. Par « transparence », on entend la capacité de tiers, notamment les auditeurs externes ou des organismes de surveillance de l'assureur, d'observer et de comprendre les objectifs du modèle interne. Les travaux de l'équipe de conception doivent être documentés.

7.2.3.4 Fonction de gestion des risques

La fonction de gestion des risques doit être indépendante des branches d'activité, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être impliquée dans la génération des bénéfices (p. ex., la tarification ou le calcul des provisions techniques). De plus, elle doit avoir une rémunération cohérente avec l'indépendance de la fonction, particulièrement celle des responsables de la validation.

Ses responsabilités en regard du modèle interne sont de :

1. former une équipe de validation;
2. déterminer et implanter un cadre de validation du modèle interne et d'utilisation de jugement d'expert qui considère :
 - a) la stratégie d'affaires;
 - b) l'appétit pour le risque, la tolérance et les limites aux risques ainsi que les métriques utilisées;
 - c) le profil de risque lié à l'ensemble des opérations de l'assureur;
 - d) la définition de l'importance d'un risque à l'égard des garanties de fonds distincts et du risque de modèle (comme défini à la section 7.2.4 « Validation et audit interne »).
3. s'assurer que les sources de risque de modèle soient gérées et que les extrants du modèle interne soient suffisamment fiables et stables afin que la haute direction puisse prendre des décisions adéquates;

4. recommander ou non l'utilisation du modèle interne.

Par ailleurs, cette fonction est la responsable ultime des simulations de crise et prend en compte tous les risques importants¹³⁸ associés aux opérations de l'assureur, dont ceux liés à la stratégie de couverture. Elle a ainsi accès à toutes les activités de l'assureur.

En raison de son indépendance, la fonction de gestion des risques et l'équipe de validation ne peuvent pas participer au développement ni à l'implémentation du modèle interne¹³⁹.

7.2.3.5 Fonction d'audit interne

La fonction d'audit interne fournit, avec la plus grande indépendance, une assurance au conseil d'administration et à la haute direction sur la qualité et l'efficacité des contrôles internes et du programme de gouvernance. Elle considère toutes les activités liées au modèle interne et doit évaluer également les interactions avec les autres activités de l'assureur. Sa fonction est permanente et distincte de la fonction de gestion des risques. La fonction d'audit interne doit avoir un mandat clair et des ressources suffisantes et qualifiées.

L'Autorité s'attend à ce que l'audit interne examine l'efficacité des mécanismes de contrôle interne qui ont pour but d'assurer le respect des exigences de l'utilisation de modèle interne. Pour ce faire, l'assureur doit fournir un rapport à l'Autorité contenant minimalement :

1. une description de l'étendue de l'audit effectué;
2. une évaluation de l'efficacité opérationnelle du modèle interne;
3. une évaluation de l'efficacité opérationnelle de la stratégie de couverture.

En prévision de l'autorisation de l'utilisation d'un modèle interne, les activités de l'audit interne doivent minimalement comprendre :

1. une mise en correspondance des exigences de l'approche par modèle interne et du programme d'audit;
2. un plan détaillé d'audit qui indique les activités à examiner annuellement et celles qui sont visées par un cycle prédéterminé pour évaluer le respect des exigences d'utilisation du modèle interne;
3. une revue des contrôles et processus sur une base récurrente, avec une fréquence annuelle minimale;

¹³⁸ Comme indiqué dans la Ligne directrice sur la gestion intégrée des risques.

¹³⁹ Cas particulier, les utilisateurs directs qui manipulent les extraits du modèle interne ne sont pas considérés indépendants puisqu'ils font partie du risque de modèle (voir la section 7.2.4 « Validation et audit interne »).

4. une vérification du processus d'escalade qui doit être en place pour faciliter la circulation de l'information vers la haute direction;
5. une description de la portée de l'audit et une évaluation de la conception et de l'efficacité des mécanismes de contrôle interne visant à assurer le respect de toutes les exigences de l'utilisation du modèle interne;
6. un examen des rapports produits par l'équipe de validation et un examen de l'efficacité des mécanismes de contrôle interne pour assurer l'indépendance de l'équipe de validation;
7. le détail des travaux de l'audit interne qui seraient impartis à une autre fonction qui respecte les mêmes critères d'indépendance;
8. une évaluation de la pertinence des ressources et des compétences requises pour la conduite des travaux d'audit et de validation;
9. une présentation de leurs constatations au conseil d'administration;
10. une évaluation de la gestion des risques et de la gouvernance entourant le modèle interne.

Le comité d'audit doit rencontrer régulièrement la fonction de gestion des risques. Le but de ces rencontres est de s'assurer, en se basant sur les analyses communiquées par l'audit interne, que l'ensemble des risques est adéquatement couvert.

7.2.3.6 Dérogations au modèle interne

Dans le cadre de ses opérations, il est possible que l'assureur déroge des résultats de son modèle interne lors de la prise de certaines décisions, par exemple, lors de la tarification, dans sa stratégie de couverture ou lors du calcul des provisions techniques. Lorsqu'il fait usage de telles dérogations, l'assureur doit s'assurer :

1. que les politiques qui précisent les cas où il est possible d'effectuer des dérogations sont adéquates;
2. que les dérogations sont adéquatement justifiées et documentées;
3. que les dérogations n'indiquent pas une faiblesse dans le modèle interne.

En particulier, l'Autorité veut s'assurer que le modèle interne autorisé aux fins du calcul du capital requis quantifie adéquatement les risques de l'assureur. Advenant un grand nombre de dérogations au modèle interne, l'assureur doit s'assurer de mettre en place des mesures correctives.

7.2.4 Validation et audit interne

Compte tenu de l'importance que revêt le risque de modèle, la conformité de l'assureur aux exigences énoncées dans la présente section constituera un facteur important dans la décision de l'Autorité d'autoriser initialement l'assureur à recourir à son modèle interne et à l'appliquer en permanence par la suite. L'Autorité s'attend à ce que le modèle interne soit validé et qu'il y ait une revue des processus liés à ce dernier.

L'Autorité s'attend à ce que l'équipe de validation et l'audit interne possèdent l'expertise, les ressources et l'indépendance nécessaires pour apprécier la conception, le fonctionnement et la quantification des risques du modèle interne. L'Autorité s'attend à obtenir une description documentée des compétences de ces équipes.

Lorsque l'équipe de validation ou de l'audit interne ne possède pas l'expertise technique nécessaire, l'assureur doit sélectionner d'autres experts indépendants (internes ou externes). De plus, si l'Autorité le juge nécessaire, elle peut demander à des experts externes d'effectuer, en partie ou en totalité, les travaux de l'équipe de validation.

L'Autorité s'attend à ce que les rôles des experts composant l'équipe de validation et l'audit interne soient énoncés et documentés.

Le risque de modèle se définit comme étant le risque que des conséquences défavorables se produisent ou que des décisions inappropriées soient prises en raison des lacunes ou des limites du modèle, de son implémentation incorrecte, de l'utilisation d'hypothèses ou de données erronées ou d'un choix de modèle inapproprié.

Par ailleurs, un modèle interne qui a été conçu par un tiers ne soustrait pas l'équipe de validation et l'audit interne de ses responsabilités. L'assureur se doit de posséder une compréhension suffisante et une documentation complète du modèle interne développé à l'externe. Puisque des risques supplémentaires sont liés à l'utilisation de tiers pour des tâches importantes, il est essentiel de vérifier que l'assureur ait mis en place des contrôles adéquats et de s'assurer de la continuité des tâches confiées à des tiers.

De plus, la pertinence des données externes utilisées et l'uniformité par rapport aux données internes doivent être analysées et documentées. Enfin, les conclusions des activités de validation et de revue des processus doivent faire l'objet de reddition de compte à la haute direction et au conseil d'administration.

7.2.4.1 Équipe de validation

L'assureur doit tenir compte de toutes les données et questions importantes qui se rapportent à la validation du modèle interne.

Notamment, l'Autorité s'attend à ce que l'équipe de validation comprenne les risques à l'égard des garanties de fonds distincts. De plus, elle doit comprendre la stratégie de couverture et les risques résiduels non couverts. L'équipe de validation doit évaluer le développement et l'implémentation du modèle interne.

La validation du développement du modèle interne

L'équipe de validation doit analyser le modèle interne, les hypothèses ainsi que leurs interactions.

Par conséquent l'équipe de validation doit :

1. s'assurer que l'étalonnage des modèles économétriques est adéquat et que tout ajustement apporté n'est pas effectué à des fins de réduction du capital requis;

2. s'assurer que les modèles économétriques se comportent comme attendu, notamment relativement aux faits stylisés (p. ex., modèle de taux d'intérêt avec inversions de courbe, modèle de marché boursier qui génère des effets similaires aux crises financières, modèle de marché boursier qui génère de la corrélation négative entre la volatilité et les rendements, etc.);
3. s'assurer que l'historique de données favorise un ensemble large de scénarios des marchés afin de déterminer notamment les corrélations entre les indices de référence et les écarts de rendement par rapport aux taux sans risque;
4. s'assurer que les modèles économétriques sont robustes (p. ex., l'ajout de nouvelles données historiques ne doit pas avoir d'impact important sur les résultats produits par le modèle interne);
5. démontrer à l'Autorité que l'assureur ne fait pas preuve de moins de conservatisme dans le calcul du capital requis que dans les autres calculs effectués dans le cadre de leurs opérations;
6. s'assurer que les limites du modèle interne ont été clairement identifiées et documentées;
7. exécuter des analyses de sensibilité sur les risques pris individuellement et de façon agrégée;
8. considérer l'importance des risques en situation où la garantie est très dans le cours (p. ex., situation pour laquelle le ratio de la valeur marchande sur la valeur garantie est faible);
9. valider que les applications mises en œuvre sont identiques aux modèles théoriques;
10. déterminer toutes les limitations connues du processus courant de la validation, le cas échéant. Lorsqu'il y a de telles limitations, l'équipe de validation doit les documenter;
11. documenter les composantes qui ne sont pas prises en compte dans la validation;
12. s'assurer que les approximations sont adéquates et n'augmentent pas excessivement l'instabilité du modèle interne;
13. vérifier le caractère raisonnable de l'utilisation du jugement d'expert et documenter ses conclusions;
14. effectuer des tests unitaires visant à reproduire les calculs pour les expositions importantes;
15. valider la qualité des données;
16. s'assurer, dans la mesure du possible, que le contrôle ex post (backtesting) et que les comparaisons des modèles avec des modèles concurrents (benchmarking) sont effectués adéquatement et que le risque de modèle soit considéré.

La validation de l'implémentation du modèle interne

L'équipe de validation doit s'assurer que le modèle interne développé est bien implémenté. Pour ce faire, l'équipe de validation doit :

1. s'assurer qu'il n'y a pas d'erreur dans le code du programme informatique et dans son exécution;
2. vérifier que le traitement des données d'entrée soit complet.

Autres éléments de validation

Enfin, l'équipe de validation doit s'assurer que :

1. L'infrastructure technologique est adéquate.
2. Les postes des états financiers et les résultats du modèle interne sont cohérents.
3. La tenue des données est adéquate (voir section 7.2.5 « Tenue de données »).
4. Le test d'utilisation est satisfaisant (voir section 7.2.6 « Test d'utilisation »).
5. La documentation satisfait les exigences (voir section 0 « Documentation »).
6. Les exigences quantitatives sont respectées (voir section 7.2.7 « Exigences quantitatives sans reconnaissance d'une stratégie de couverture » et 7.2.8 « Exigences quantitatives avec reconnaissance d'une stratégie de couverture »).
7. Les changements sont adéquats et effectués de façon conforme (voir section 7.2.9 « Changements et suivi »).

Par ailleurs, les risques importants relevés par l'équipe de validation doivent faire l'objet d'une étude plus approfondie dans les simulations de crise.

Aussi, l'équipe de validation doit faire un suivi périodique de ses propres recommandations et conclusions.

7.2.4.2 Audit interne

L'assureur doit s'assurer que ses processus et ses contrôles sont adéquats. L'audit interne a la responsabilité d'effectuer une revue des processus relatifs :

1. à la tenue de données;
2. à la cohérence entre les postes des états financiers et les résultats du modèle interne¹⁴⁰;
3. à la qualité et à la performance de l'infrastructure technologique;
4. à la documentation du modèle interne;
5. aux changements apportés au modèle interne;
6. aux travaux de l'équipe de validation;

¹⁴⁰ La revue des processus doit inclure les processus qui font le lien entre les résultats du modèle interne et les postes des états financiers de sorte à ce que les états financiers reflètent les résultats du modèle interne. L'objectif n'est pas de vérifier la concordance des soldes ou de la divulgation financière.

-
7. à la divulgation des problèmes rencontrés et au processus d'escalade;
 8. à la détermination du personnel autorisé à effectuer des modifications au modèle interne;
 9. à la stratégie de couverture.

L'audit interne doit aussi s'assurer que les utilisateurs :

1. ont les autorisations pour utiliser le modèle interne;
2. ont les compétences et l'expérience pour utiliser le modèle interne;
3. comprennent le risque de modèle et les limites du modèle interne;
4. comprennent la tolérance et les limites aux risques de l'assureur;
5. n'omettent pas de fournir des informations importantes qui ont un impact sur les processus décisionnels en s'assurant qu'il y ait des procédures et contrôles en place à cette fin;
6. font la synthèse de l'information de façon pertinente pour que la haute direction puisse bien comprendre l'exposition courante de l'assureur aux garanties de fonds distincts;
7. sont en mesure d'expliquer tous les écarts entre les gains et pertes et les résultats du modèle interne;
8. n'effectuent pas des changements au modèle interne sans autorisation ou ne modifient pas les intrants sans autorisation.

L'audit interne doit s'assurer que l'assureur satisfait aux exigences du test d'utilisation. De plus, il doit faire un suivi périodique de ses propres recommandations et conclusions. L'audit interne peut également, à sa discrétion ou à la demande de l'Autorité, effectuer certaines validations techniques.

Contrôles internes liés aux opérations de la stratégie de couverture

Pour l'assureur doté d'une stratégie de couverture, les opérations quotidiennes liées à la stratégie nécessitent des dispositifs efficaces de contrôle.

En effet, une défaillance des contrôles rend l'assureur vulnérable aux possibilités de fraudes internes ou d'erreurs pouvant entraîner de lourdes pertes. Ainsi, l'audit interne doit s'assurer que :

1. les opérateurs de marché sont identifiés lorsqu'ils effectuent des opérations et ces derniers ont un accès qui est conforme à leurs fonctions (c.-à-d., sécurité);
2. les confirmations de transactions intrajournalières entre le front office de l'assureur et le front office de la contrepartie sont enregistrées et conservées;
3. les confirmations de transactions intrajournalières entre le back office de l'assureur et le back office de la contrepartie sont enregistrées et conservées;

4. le back office peut confirmer les opérations avec chaque contrepartie pour en valider l'authenticité et l'exactitude;
5. le suivi sur les opérations du front office par le middle office est efficace relativement au respect des balises de rééquilibrage des actifs de couverture;
6. les processus sont en place pour traiter les transactions ayant des écarts de concordance;
7. les définitions sont clairement établies pour les cas majeurs de non-concordance et les facteurs qui déclenchent un processus d'escalade;
8. la structure hiérarchique du front office et l'étanchéité entre les fonctions des front office, middle office et back office sont adéquates, en particulier à l'égard de l'indépendance du back office;
9. le fonctionnement des balises de rééquilibrage est documenté, le cas échéant.

Par ailleurs, étant donné que les balises de rééquilibrage représentent le cœur du fonctionnement de la stratégie de couverture, toute dérogation aux ordres de rééquilibrage des positions venant du modèle interne doivent être adéquatement justifiées et documentées (voir la section 7.2.3.6). De plus, les conséquences des délais dans la réalisation du rééquilibrage, une fois la balise atteinte, sur la performance de la couverture, doivent être documentées.

7.2.4.3 Documentation

L'assureur doit documenter la validation et la revue de l'audit interne des processus de son modèle interne afin de s'assurer que toutes les parties chargées de l'examen des documents comprennent la portée, la méthodologie ainsi que les conclusions tirées des activités de validation et de revue des processus.

7.2.4.4 Ajustements après la validation et la revue des processus

L'assureur doit ajuster son modèle interne pour tenir compte des conclusions tirées des travaux de l'équipe de validation et de l'audit interne. Le chef de la gestion des risques doit être avisé des lacunes importantes qui ont été constatées. Les mesures correctives doivent être mises en place dans un délai raisonnable et elles doivent être documentées.

L'assureur doit établir des processus périodiques (fréquence minimale annuelle) pour valider son modèle interne et revoir les processus qui y sont associés. La validation et la revue des processus qui y sont associés sont également tributaires de situations ou événements spéciaux.

De plus, une procédure de résolution doit être implémentée afin de concilier les opinions données par l'équipe de conception, par l'équipe de validation et par l'audit interne.

7.2.5 Tenue de données

Les données extraites des systèmes d'information de l'assureur constituent une assise importante aux fins de l'établissement et de l'utilisation du modèle interne. En effet, les données recueillies servent notamment d'intrants pour la projection de l'en vigueur et lors de l'établissement des hypothèses de projection.

Afin de mener à bien la mise en œuvre du modèle interne, l'assureur doit relever les défis que posent la gestion des données et l'exécution des programmes informatiques. La présente section précise les attentes de l'Autorité en énonçant les exigences de la tenue de données pour l'assureur qui adopte un modèle interne pour les garanties de fonds distincts.

L'Autorité s'attend à ce que l'assureur tienne compte de l'ensemble des données disponibles et des enjeux importants se rapportant aux intrants de son modèle interne et à ce qu'il dispose des données de nature à étayer efficacement ses processus de mesure et de gestion du risque des garanties de fonds distincts.

Toutes les données qui ont servi à l'évaluation et à la gestion du risque des garanties de fonds distincts doivent être conservées de façon adéquate. L'assureur doit stocker des données historiques globales pour l'ensemble des entités juridiques et des zones géographiques. Ces données doivent notamment porter sur les nouveaux dépôts, les rachats, les transferts entre les fonds, l'exercice des réinitialisations et les choix entre les différentes options de décaissement.

L'expression « tenue des données » s'entend des principales composantes du cycle de gestion des données, notamment la collecte des données, leur traitement, l'accès à celles-ci et leur extraction, de même que leur conservation et leur stockage. L'assureur a la responsabilité de mettre en place un cadre de tenue de données et doit documenter chacune des composantes mentionnées ci-dessus conformément aux exigences de la présente section.

7.2.5.1 Gouvernance entourant le processus de tenue de données

La haute direction doit jouer un rôle dans l'identification, l'évaluation et la gestion des risques afférents à la tenue de données.

De ce fait, l'Autorité s'attend à ce que la haute direction :

1. mette en place un cadre de gestion de données et s'assure que les procédures afférentes sont documentées;
2. établisse à l'échelle de l'organisation une procédure de gestion des données et s'assure que les moyens adéquats sont déployés afin d'obtenir une participation active des instances ayant une responsabilité sur ces données (c.-à-d., la gestion des risques, la conformité, le responsable de la branche d'activité, la gestion des technologies de l'information), en vue d'atteindre cet objectif;

3. veille à ce que la tenue des données garantisse la sécurité, la confidentialité, l'intégrité et la vérifiabilité des données tout au long du cycle de gestion des données, incluant des normes minimales de qualité;
4. veille à ce que l'assureur détienne les infrastructures technologiques permettant l'accessibilité des données en temps opportun, tant en période normale qu'en période de tension et qu'elles demeurent accessibles advenant un changement significatif dans l'architecture de données;
5. instaure des programmes de validation et de vérification indépendants des diverses fonctions de tenue des données;
6. voit à ce que des procédures adéquates soient en place et que les responsabilités soient définies afin de s'assurer de la conformité au cadre de gestion des données¹⁴¹;
7. s'assure que toutes les données nécessaires à l'évaluation des garanties de fonds distincts sont disponibles à cette fin.

De plus, la structure de l'assureur ne doit pas faire obstacle aux capacités de tenue de données sur les risques au niveau consolidé ou à tout autre niveau pertinent au sein de l'organisation (p. ex., au niveau non consolidé ou au niveau de chaque juridiction où l'assureur exerce ses activités). En d'autres termes, les processus de tenue de données ne doivent pas être affectés par les choix de l'assureur relativement à sa nature juridique ou à son implantation géographique.

7.2.5.2 Collecte de données

Dans l'évaluation du capital requis, la « collecte des données » consiste à déterminer les éléments de données requis à partir de diverses sources internes et externes, à les valider et à les extraire pour ensuite les acheminer vers les bases ou dépôts de données opérationnels appropriés.

Ainsi, l'assureur doit :

1. documenter la définition, la collecte et le regroupement des données en indiquant notamment la ventilation des données par produits ainsi que des flux de données ou d'autres identificateurs, au besoin;
2. instituer des normes de sécurité, d'intégrité, d'intégralité, d'exactitude, de vérifiabilité, de pertinence et de disponibilité des données;
3. repérer des lacunes dans les données, prendre les mesures correctives nécessaires et, le cas échéant, documenter les solutions manuelles ou informatisées utilisées pour satisfaire aux exigences en matière de données;
4. instaurer, au besoin, des normes, politiques et procédures d'épuration des données, de concordance, de validation des champs, de reformatage ainsi que de décomposition des données, le cas échéant;

¹⁴¹ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la conformité*, avril 2009.

5. mettre en place des procédures de détection et de signalement d'erreurs entre les séries de données et les systèmes sources (en aval ou externes). Cette procédure de détection et signalement d'erreurs doit être documentée et accessible aux fonctions de contrôle de l'assureur. De plus, des rapports périodiques doivent être préparés à la haute direction en indiquant les mesures de correction des erreurs signalées.

7.2.5.3 Traitement des données

La partie « traitement des données » comprend une grande variété de tâches liées à la gestion des données, entre autres la décomposition du traitement en de multiples processus informatiques ou manuels, la transmission, l'authentification de la source, la validation, le rapprochement, etc.

Le processus de traitement des données de l'assureur doit :

1. assurer des niveaux appropriés de validation initiale et d'épuration des données pour chaque processus ainsi que lors d'une conciliation avec des processus connexes, le cas échéant;
2. instaurer des procédures adéquates de contrôle des modifications apportées aux données, notamment l'origine de la modification, l'autorisation, les modifications de programme, les tests, le traitement en parallèle, les approbations, la mise en production et les contrôles;
3. limiter les manipulations des données afin de réduire le risque opérationnel. Par manipulation de données, on entend aussi bien les manipulations manuelles qu'automatisées. En ce qui concerne les données sur les contrats, l'Autorité s'attend à ce que la majorité des données utilisées proviennent directement des systèmes administratifs et qu'il y ait peu de données provenant d'autres sources;
4. établir une procédure et une infrastructure de traitement des données relativement au suivi du cycle de vie des contrats qui concerne entre autres les dépôts, les rachats, le moment du déclenchement et le choix de l'option de décaissement, les réinitialisations, les transferts entre fonds et le suivi des erreurs. Ces données sont essentielles entre autres lors de la détermination ou de l'adéquation de certaines hypothèses;
5. garantir des niveaux appropriés de validation et d'épuration initiales des données afin d'éviter l'introduction de biais. Les biais introduits doivent être documentés;
6. mettre en place les contrôles afin de s'assurer qu'un personnel autorisé ayant l'expertise adéquate effectue le traitement;
7. assurer un degré approprié de sauvegarde en cas de sinistre et de reprise des activités afin d'atténuer la perte des données ou de leur intégrité;
8. instaurer des procédures adéquates de contrôle du changement en ce qui a trait aux modifications apportées au cadre de traitement des données.

L'assureur doit spécifier des procédures afin d'établir des seuils de tolérance et d'évaluer l'impact sur le modèle interne d'information manquante ou d'information qui ne serait pas à jour.

7.2.5.4 Accès aux données et extraction

Pour les fins du processus d'autorisation du modèle interne et du processus de surveillance, l'Autorité s'attend à ce que les données se rapportant aux activités de l'assureur soient disponibles et fassent l'objet d'un suivi de conformité en continu.

Pour ce faire, l'assureur doit veiller à ce que :

1. les bases/dépôts de données et les sous-programmes d'extraction, de consultation et de récupération y afférents soient conçus de manière à satisfaire à ses exigences spécifiques de données;
2. l'accès aux données soit sans restriction en période normale et en période de tension. Il ne doit pas être limité par aucune entente d'impartition des services de tenue des données avec un ou plusieurs fournisseurs externes. En dépit de ces ententes, l'assureur doit être en mesure de fournir toute donnée ou information dans les délais prescrits;
3. les contrôles d'accès et la diffusion des données reposent sur les rôles et les responsabilités des utilisateurs et sur les saines pratiques de l'industrie en termes de ségrégation des fonctions, le tout certifié par les fonctions internes de conformité et d'audit de l'assureur.

7.2.5.5 Stockage, conservation et archivage des données

La composante « stockage, conservation et archivage des données » de la tenue des données permet à l'assureur de satisfaire aux demandes de données ou d'information relativement à la gestion du risque des garanties de fonds distincts.

L'assureur doit :

1. établir des politiques et procédures documentées concernant le stockage, la conservation et l'archivage;
2. conserver des copies de sauvegarde des banques, des bases ou des fichiers de données pertinents;
3. s'assurer que les versions électroniques de toutes les données et de toute l'information pertinente sont accessibles et utilisables en tout temps;
4. s'assurer des niveaux appropriés de planification antisinistre et de capacité de reprise et de continuité du processus afin d'atténuer le risque de perte ou d'intégrité des données.

7.2.6 Test d'utilisation

Le test d'utilisation est le processus qui permet de s'assurer que l'utilisation du modèle interne par l'assureur est adéquate pour gérer les risques associés aux garanties de fonds distincts. Le test d'utilisation doit être appliqué de façon continue à l'échelle de l'assureur. Ce test doit être vu comme un élément complémentaire aux principes de gouvernance.

7.2.6.1 Gestion et test d'utilisation

L'Autorité s'attend à ce que le modèle interne ne soit pas uniquement utilisé aux fins du calcul du capital requis, mais aussi qu'il fasse partie intégrante du processus décisionnel, ainsi que du processus de gestion des risques liés aux garanties de fonds distincts sur une base continue.

Le lien entre le modèle interne et les décisions prises par l'assureur doit être documenté adéquatement.

Lorsqu'une décision ayant un impact important sur l'assureur est contraire à celle qui aurait été prise en se basant uniquement sur le modèle interne, l'assureur doit justifier et documenter son choix. Il pourrait alors être pertinent de revoir le modèle interne en tenant compte de l'écart entre la décision et les résultats du modèle.

Par ailleurs, la haute direction est responsable de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que le modèle interne est utilisé dans les processus de décision, notamment dans :

1. la reddition de compte périodique à la haute direction et au conseil d'administration;
2. la planification stratégique;
3. l'évaluation des expositions aux risques des garanties de fonds distincts (p. ex., la concentration des risques, la diversification des risques, etc.);
4. le développement de nouveaux produits;
5. l'évaluation de l'appétit et des limites de risque;
6. l'établissement des provisions techniques;
7. l'évaluation du risque lié aux stratégies d'affaires;
8. le calcul et l'établissement de la cible interne de capital (capital économique);
9. la stratégie de couverture;
10. la tarification.

De plus, l'assureur doit identifier et documenter tous les usages du modèle interne qui sont susceptibles d'influer sur ses opérations.

7.2.6.2 Utilisation homogène et cohérente

L'utilisation du modèle interne doit être homogène à l'échelle de l'entreprise, et ses résultats doivent être cohérents avec ceux présentés dans les états financiers. Les hypothèses déterministes et les modèles stochastiques ainsi que la structure de modélisation doivent être les mêmes pour l'évaluation des provisions techniques, le calcul du capital requis (sauf pour les exceptions mentionnées à la section 7.2.8), la stratégie de couverture et la tarification. Advenant qu'il y ait des différences, l'assureur doit en fournir la liste à l'Autorité de même que les justifications de celles-ci. L'assureur doit aussi démontrer que les utilisateurs du modèle interne ont une connaissance adéquate de ce dernier, incluant ces différences, en fonctions de leur rôle respectif.

De plus, l'assureur doit disposer de personnel en nombre suffisant qui est qualifié dans le fonctionnement du modèle interne. L'assureur doit démontrer que la technologie de l'information liée au modèle interne est utilisée adéquatement par son personnel. Chaque membre du personnel doit avoir un accès au modèle interne qui est conforme à ses fonctions.

7.2.6.3 Compréhension du modèle interne

L'Autorité s'attend à ce que la haute direction, le conseil d'administration et le chef de la gestion des risques possèdent une compréhension adéquate des éléments suivants du modèle interne :

1. les objectifs du modèle interne et l'utilisation qui en est effectuée au sein de l'assureur;
2. les principaux risques entourant le modèle interne, ses limites et ses faiblesses;
3. les enjeux liés au modèle interne en période de tension et dans le cours normal des affaires en ce qui a trait, entre autres, au capital requis.

Par conséquent, l'assureur doit mettre en œuvre des mécanismes permettant de bien comprendre les caractéristiques et le comportement du modèle interne, ce qui englobe des séances de sensibilisation, des réunions et des discussions entre le conseil d'administration, la haute direction, la fonction de gestion des risques et l'audit interne. L'assureur doit documenter ces discussions et le contenu des séances de sensibilisation. Cette documentation doit être transmise à l'Autorité à sa demande. L'Autorité s'attend à ce que l'information suivante soit présentée lors de ces rencontres :

1. une description sommaire des risques propres au modèle interne, notamment l'existence d'écarts de modélisation résultant de l'incapacité à reproduire le rendement des fonds distincts (risque de base) et l'effet des approximations sur le modèle interne (p.ex. méthode de reproduction de fonds, méthode de compression

des données, écarts entre la réalité et le modèle interne¹⁴², nombre de scénarios, etc.);

2. une description sommaire des risques non modélisés par le modèle interne;
3. l'impact d'une augmentation de la proportion des fonds investis dans les fonds dont le rendement est lié au marché boursier et de l'offre de certains fonds plutôt que d'autres;
4. les éléments importants de la stratégie de couverture sur son efficacité et son coût :
 - a. les risques mitigés et non mitigés par la stratégie de couverture;
 - b. l'effet des balises de transaction sur l'efficacité de la stratégie de couverture;
 - c. le risque de liquidité associé aux appels de marges et de collatéraux, particulièrement dans des situations favorables des marchés;
 - d. l'impact d'une baisse du degré de solvabilité de l'assureur sur les transactions de dérivés;
 - e. les problèmes qui peuvent survenir lorsqu'il y a défaillance dans les contrôles internes à l'égard des opérations liées à la stratégie de couverture.

L'Autorité s'attend à ce que le conseil d'administration de l'assureur (ou un comité désigné par celui-ci) et la haute direction possèdent une compréhension suffisante des rapports de gestion qui leur sont transmis. Cette compréhension englobe la reddition de compte effectuée dans le processus de validation.

De plus, le conseil d'administration et la haute direction doivent avoir à la fois des informations qualitatives et quantitatives sur les risques couverts et non couverts par les stratégies d'atténuation des risques.

7.2.7 Exigences quantitatives sans reconnaissance d'une stratégie de couverture

L'assureur a l'opportunité de choisir une des deux méthodes décrites dans la présente section. Lors de ~~leura~~ première demande d'autorisation pour l'utilisation de ~~modèles internes~~ son modèle interne aux fins ~~de l'imposition d'exigences de~~ du calcul du capital ~~applicables~~ requis applicable aux fonds distincts, ~~les assureurs doivent~~ l'assureur doit déterminer de façon irrévocable la méthode ~~qu'ils entendent~~ qu'il entend utiliser pour calculer ~~l'exigence nette de~~ capital requis.

Comme les deux méthodes présentées ci-dessous ne permettent pas la reconnaissance d'une stratégie de couverture, un assureur qui aurait des positions en vertu d'une telle

¹⁴² Par exemple. Il pourrait s'agir d'utilisation d'obligations dans le modèle interne et de swaps dans la réalité pour couvrir les sensibilités au taux d'intérêt ou d'utilisation d'indices boursiers dans le modèle interne et de contrat à terme dans la réalité pour couvrir les sensibilités aux marchés boursiers.

stratégie doit en tenir compte aux chapitres 3 à 5. Par exemple, il lui est permis d'utiliser les actifs détenus dans le cadre de la stratégie de couverture afin de compenser des positions longues sur actions, comme décrit à la section 5.2.4.

~~7.2.3.1~~ 7.2.7.1 Méthode globale

Selon cette méthode, le TBCR est d'abord déterminé. Il correspond ~~au coût calculé~~ à la valeur des engagements relativement aux garanties offertes sur les fonds distincts calculée à une ECU (95) à l'aide ~~des modèles internes~~ du modèle interne dont l'utilisation a été préalablement autorisée par l'Autorité.

Le calcul de l'ECU (95) correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes :

- résultat obtenu en recourant à des marges d'évaluation explicites pour les écarts défavorables sur les facteurs de risque non vérifiés par scénario;
- résultat obtenu sans recourir à de telles marges.

Le ~~Capital~~TBCR net-requis est alors obtenu en soustrayant le crédit pour cession en réassurance du TBCR. Enfin, ~~l'exigence nette de~~ le capital requis s'obtient en soustrayant ~~le crédit pour programme de couverture et~~ les provisions techniques nettes détenues ~~au Capital~~ du TBCR net-requis.

~~7.2.3.2~~ 7.2.7.2 Méthode en fonction des dates de paiement prévues

Selon cette méthode, les flux de trésorerie sont regroupés sous trois catégories selon l'échéance et assortis des niveaux de confiance suivants :

- échéance dans un an ou moins, ECU (98);
- échéance entre un et cinq ans, ECU (95) ;
- échéance dans plus de cinq ans, ECU (90).

Voici la façon de déterminer le TBCR à l'aide de cette méthode :

1. Un grand nombre de scénarios stochastiques de rendement de placements est généré, par exemple au moins 5000.
2. Les flux de trésorerie des garanties liées aux fonds distincts correspondant à ces scénarios sont calculés en fonction de la durée du passif.
3. Pour chaque scénario, les flux de trésorerie sont regroupés selon leur échéance dans les intervalles de temps suivants :
 - 1 an ou moins;
 - plus de 1 an, mais de 5 ans ou moins;
 - plus de 5 ans.

-
4. Pour chaque scénario et chaque intervalle de temps, la valeur actualisée de la différence des prestations à payer et des primes de garantie à recevoir est calculée.
5. Le résultat correspond à quatre distributions de valeurs actualisées basées sur les périodes de flux de trésorerie suivantes :
- 1 an ou moins – la distribution 5a;
 - plus de 1 an, mais de 5 ans ou moins – la distribution 5b;
 - plus de 5 ans – la distribution 5c;
 - toutes les périodes combinées (c.-à-d. sans regroupement des flux de trésorerie) – la distribution 5d.
6. Le TBCR est la somme de ce qui suit :
- le TBCR pour les flux de trésorerie de 1 an ou moins (la quantité T_1 définie dans les étapes 8 à 12);
 - le TBCR pour les flux de trésorerie de plus de 1 an, mais de 5 ans ou moins (la quantité T_2 définie dans les étapes 8 et 13);
 - le TBCR pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans (la quantité T_3 définie dans les étapes 14 ~~et~~ à 22).
7. ~~L'exigence nette de~~ Le capital requis est ~~égale~~ égal au TBCR, calculé à l'étape 6, auquel on soustrait le moins élevé des montants suivants :
- les provisions techniques relatives aux garanties des fonds distincts inscrites au bilan de l'assureur et calculées conformément aux ~~normes~~ Normes de pratique de l'ICA (désignées par L dans les étapes suivantes);
 - les provisions techniques relatives aux garanties des fonds distincts établies sur la base d'une ECU (85) (la quantité L_s définie dans les étapes 8 et 9).
- En terme de symboles, ~~l'exigence nette de~~ le capital requis est ~~égale~~ égal à :

$$T_1 + T_2 + T_3 - \min(L; L_s)$$

ou 0, si ce montant est négatif.

Détermination de L_s , T_1 et T_2

8. En se basant sur l'exemple présenté à l'étape 1, les 5000 scénarios sont triés en fonction de la distribution des valeurs actualisées des périodes combinées de flux de trésorerie (la distribution 5d), c'est-à-dire sans tenir compte des regroupements de flux de trésorerie. En fonction du tri obtenu, le scénario avec la plus grande valeur actualisée est désigné scénario 1 et le scénario avec la plus petite valeur actualisée est désigné scénario 5000.

-
9. *Détermination de L_s* : La valeur actualisée moyenne basée sur les scénarios 1 à 750 de la distribution 5d (la valeur actualisée des flux de trésorerie pour toutes les périodes combinées) est calculée et désignée L_s . Si la valeur obtenue est négative, une valeur nulle est attribuée à L_s . La quantité L_s représente les provisions techniques relatives aux garanties des fonds distincts établies sur la base d'une ECU (85).
 10. Les scénarios 501 à 5000 sont retranchés.
 11. Les scénarios 1 à 500 sont triés à nouveau en fonction de la distribution des valeurs actualisées des flux de trésorerie de 1 an ou moins (la distribution 5a). En fonction du tri obtenu, le scénario avec la plus grande valeur actualisée des flux de trésorerie de 1 an ou moins est désigné scénario 1* et le scénario avec la plus petite valeur actualisée est désigné scénario 500*.
 12. *Détermination de T_1* : La valeur actualisée moyenne basée sur les scénarios 1* à 100* de la distribution 5a (la valeur actualisée des flux de trésorerie de 1 an ou moins) est calculée et désignée T_1 . La quantité T_1 représente le TBCR pour les flux de trésorerie de 1 an ou moins. Il convient de souligner que la valeur de T_1 peut être négative.
 13. *Détermination de T_2* : La valeur actualisée moyenne basée sur les scénarios 1 à 250 des flux de trésorerie de plus de 1 an, mais de 5 ans ou moins est calculée et désignée T_2 . Ce calcul est basé sur les scénarios 1 à 250 (c.-à-d. les scénarios obtenus du tri basé sur les périodes combinées de flux de trésorerie) et non sur les scénarios 1* à 250*. La quantité T_2 représente le TBCR pour les flux de trésorerie de plus de 1 an, mais de 5 ans ou moins. Il convient de souligner que la valeur de T_2 peut être négative.

Détermination de T_3

Le TBCR pour l'intervalle des flux de trésorerie de plus de 5 ans est déterminé ainsi :

- i) premièrement, des limites supérieure et inférieure au TBCR pour cet intervalle de flux de trésorerie ainsi que le TBCR sur la base d'une ECU (95) sont calculés;
- ii) ensuite, des montants ~~d'exigence nette~~ de capital requis correspondant aux limites supérieure et inférieure ainsi qu'à valeur de l'ECU (95) du TBCR sont calculés en supposant que ces montants sont alloués aux trois intervalles de flux de trésorerie en proportion des montants correspondants de TBCR, sujets à un minimum de 0;
- iii) puis, le montant ~~d'exigence nette~~ de capital requis de l'intervalle des flux de trésorerie de plus de 5 ans est calculé en utilisant la moyenne pondérée du montant ~~d'exigence nette~~ de capital requis de cet intervalle du trimestre précédent et du montant du trimestre en cours sur la base d'une ECU (95), sous réserve des limites supérieure et inférieure au TBCR calculées précédemment ;

- iv) enfin, le TBCR pour l'intervalle des flux de trésorerie de plus de 5 ans est inféré du montant ~~d'exigence nette~~ de capital requis calculé précédemment en se basant sur l'hypothèse mentionnée ci-dessus à l'effet que les montants ~~d'exigence nette~~ de capital requis sont alloués aux trois intervalles de flux de trésorerie en proportion des montants correspondants de TBCR.

Les calculs détaillés sont décrits aux étapes 14 à 22 ci-dessous :

Détermination des limites supérieure et inférieure au TBCR et du TBCR sur la base d'une ECU (95)

14. Les scénarios 1 à 500 sont triés à nouveau en fonction de la distribution des valeurs actualisées des flux de trésorerie de plus de 5 ans (la distribution 5c). En fonction du tri obtenu, le scénario avec la plus grande valeur actualisée des flux de trésorerie de plus de 5 ans est désigné scénario 1*** et le scénario avec la plus petite valeur actualisée est désigné scénario 500***.
15. *Détermination de la limite supérieure T_3^s* : La valeur actualisée moyenne basée sur les scénarios 1*** à 250*** de la distribution 5c (la valeur actualisée des flux de trésorerie de plus de 5 ans) est calculée et désignée T_3^s . La quantité T_3^s représente une limite supérieure au TBCR pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans avant que ne soit établi le seuil minimal.
16. *Détermination de la limite inférieure T_3^i* : La valeur actualisée moyenne basée sur les scénarios 1*** à 500*** de la distribution 5c (la valeur actualisée des flux de trésorerie de plus de 5 ans) est calculée et désignée T_3^i . La quantité T_3^i représente une limite inférieure au TBCR pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans avant que ne soit établi le seuil minimal.
17. *Détermination de l'approximation de l'ECU (95) $T_3^{(95)}$* : La valeur actualisée moyenne basée sur les scénarios 1 à 250 des flux de trésorerie de plus de 5 ans est calculée et désignée $T_3^{(95)}$. Ce calcul est basé sur les scénarios 1 à 250 (c.-à-d. les scénarios obtenus du tri basé sur les périodes combinées de flux de trésorerie) et non sur les scénarios 1* à 250* ou les scénarios 1*** à 250***. La quantité $T_3^{(95)}$ représente la contribution au TBCR des flux de trésorerie de plus de 5 ans lorsqu'un TBCR sur la base d'une ECU (95) est calculé sans séparation des flux de trésorerie.

Détermination des montants ~~d'exigence nette~~ de capital requis correspondant

18. *Détermination de la limite supérieure C_3^s*

$$C_3^s = 0 \quad \text{si } T_3^s \leq 0$$

$$C_3^s = \frac{T_3^s}{\max(T_1 + T_2; 0) + T_3^s} \times \max\{T_1 + T_2 + T_3^s - \min(L; L_s); 0\} \quad \text{si } T_3^s > 0$$

La quantité C_3^s représente une limite supérieure au montant de ~~l'exigence nette de~~ capital requis pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans du trimestre en cours.

19. Détermination de la limite inférieure C_3^i :

$$C_3^i = 0 \quad \text{si } T_3^i \leq 0$$

$$C_3^i = \frac{T_3^i}{\max(T_1+T_2;0)+T_3^i} \times \max\{T_1 + T_2 + T_3^i - \min(L; L_s); 0\} \quad \text{si } T_3^i > 0$$

La quantité C_3^i représente une limite inférieure au montant de ~~l'exigence nette de~~ capital requis pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans du trimestre en cours.

20. Détermination de $C_3^{(95)}$:

$$C_3^{(95)} = 0 \quad \text{si } T_3^{(95)} \leq 0$$

$$C_3^{(95)} = \frac{T_3^{(95)}}{\max(T_1+T_2;0)+T_3^{(95)}} \times \max\{T_1 + T_2 + T_3^{(95)} - \min(L; L_s); 0\} \quad \text{si } T_3^{(95)} > 0$$

La quantité $C_3^{(95)}$ correspond au montant de ~~l'exigence nette de~~ capital requis pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans du trimestre en cours qui est utilisé dans le calcul de la moyenne pondérée.

Détermination du montant de ~~l'exigence nette de~~ capital requis pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans à l'aide du calcul de la moyenne pondérée

21. Détermination de C_3 : $C_3 = \max\{C_3^i; \min(C_3^s; 95\% \times C_3^p + 5\% \times C_3^{(95)})\}$, où C_3^p représente le montant de ~~l'exigence nette de~~ capital requis pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans du trimestre précédent. La quantité C_3 représente le montant de ~~l'exigence nette de~~ capital requis pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans du trimestre en cours.

Détermination du TBCR correspondant pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans

22. Le TBCR pour les flux de trésorerie de plus de 5 ans est $T_3 = \max(T_3^i; \min(T^*; T_3^s))$, où la quantité T^* se calcule comme suit : si $C_3 = 0$ alors $T^* = 0$. Autrement, si $C_3 > 0$ alors T^* est l'unique solution positive à l'équation $C_3 = \frac{T^*}{\max(T_1+T_2;0)+T^*} \times \max\{T_1 + T_2 + T^* - \min(L; L_s); 0\}$.

Il convient de souligner que les assureurs qui calculent les provisions techniques relatives aux garanties des fonds distincts et les exigences de capital sans séparer les frais de garantie des autres frais doivent ajouter le montant non amorti des frais d'acquisition reportés aux sommes des montants de TBCR aux étapes 6, 18, 19, 20 et 22 et au montant L_s de l'étape 9 afin de calculer correctement les montants ~~d'exigence~~ nette de capital requis. Par exemple, à l'étape 18, le montant non amorti des frais

d'acquisition reportés serait ajouté à $T_1 + T_2 + T_3^S$, mais pas au numérateur ou dénominateur de $\frac{T_3^S}{\max(T_1 + T_2; 0) + T_3^S}$. Les assureurs ayant besoin de consignes plus précises à cet égard devraient communiquer par écrit avec l'Autorité.

La quantité L_s définit un plafond pour les provisions techniques relatives aux garanties des fonds distincts qui peuvent être soustraites du TBCR dans le calcul du montant ~~d'exigence nette~~ de capital requis au titre des garanties de fonds distincts (se reporter à l'étape 7). Le calcul de L_s décrit à l'étape 9 génère une provision technique établie sur la base d'une ECU (85) et représente une mesure provisoire. Le calcul de L_s fera l'objet de révisions et pourrait être modifié lors d'un exercice financier futur afin qu'il concorde plus étroitement avec ~~la norme~~ les Normes de pratique de l'ICA relatives à la provision technique maximale établie sur la base d'une ECU (80). D'autres aspects de cette méthode pourraient être révisés et modifiés dans l'avenir.

~~7.2.3.3~~ 7.2.7.3 Critères d'étalonnage

Les critères énoncés dans la présente section s'appliquent aux exigences de capital au titre des garanties de fonds distincts pour les polices souscrites à compter du 1^{er} janvier 2011. Les critères d'étalonnage actuellement en vigueur continueront de s'appliquer aux polices souscrites avant le 1^{er} janvier 2011 jusqu'à ce qu'une nouvelle approche soit élaborée et mise en œuvre.

Critères d'étalonnage des indices boursiers

De nouveaux critères quantitatifs minimums d'étalonnage sont prescrits pour les scénarios utilisés aux fins de la modélisation du rendement total des indices boursiers suivants (les « indices énumérés ») :

- TSX;
- Actions de petite capitalisation, actions de moyenne capitalisation et actions spéciales du Canada;
- S&P 500;
- Actions de petite capitalisation, actions de moyenne capitalisation et actions spéciales des États-Unis;
- Actions MSCI World et MSCI EAEO.

Les scénarios relatifs au rendement réel des placements pour chacun des indices énumérés utilisés aux fins du calcul ~~des exigences totales~~ du TBCR doivent satisfaire aux critères figurant dans le tableau suivant :

	Période de temps	
	6 mois	1 an
Critères de l'extrémité gauche :		
2,5 ^e percentile du rendement pas plus élevé que	-25 %	-35 %
5 ^e percentile du rendement pas plus élevé que	-18 %	-26 %
10 ^e percentile du rendement pas plus élevé que	-10 %	-15 %
Critères de l'extrémité droite :		
90 ^e percentile du rendement pas moins élevé que	20 %	30 %
95 ^e percentile du rendement pas moins élevé que	25 %	38 %
97,5 ^e percentile du rendement pas moins élevé que	30 %	45 %

En outre, la moyenne arithmétique des scénarios de rendement réel des placements pour chaque indice énuméré sur une période d'un an (y compris la période d'un an à compter de la date d'évaluation) ne peut être supérieure à 10 %. Il faut satisfaire à tous ces critères pour que les scénarios d'un indice énuméré soient conformes aux nouveaux critères minimums d'étalonnage.

En plus des critères susmentionnés, les scénarios modélisés des indices de rendement global TSX doivent continuer à satisfaire aux critères d'étalonnage ~~publiés dans le rapport de mars 2002 de l'ICA à tous les percentiles sur les horizons de cinq ans et de dix ans~~ les plus récents publiés par l'ICA. En plus des critères susmentionnés, les scénarios modélisés des indices de rendement global S&P 500 doivent satisfaire aux critères d'étalonnage de l'*American Academy of Actuaries* appliqués aux actions¹⁴³ ~~à tous les percentiles sur les horizons de cinq, dix et vingt ans~~.

Les scénarios utilisés pour modéliser les rendements d'un indice boursier qui n'est pas un indice énuméré ne doivent pas satisfaire aux mêmes critères d'étalonnage, mais ils doivent tout de même être cohérents avec les scénarios étalonnés utilisés pour modéliser les rendements des indices énumérés.

Corrélation : Les scénarios utilisés pour modéliser les rendements de divers indices boursiers doivent être positivement corrélés les uns avec les autres. À moins de pouvoir le justifier autrement, la corrélation entre les rendements générés de deux indices boursiers (qu'ils soient ou non énumérés) doit correspondre à au moins 70 %. Si les scénarios sont générés à l'aide d'un modèle qui fait la distinction entre les phases boursières à tendance positive et négative (p.- ex., le modèle lognormal à changement de régime avec deux régimes), alors, à moins de pouvoir le justifier autrement, les scénarios doivent tenir compte du fait qu'il est très probable que les divers indices

¹⁴³ Par exemple, comme publié dans le document de juin 2005 intitulé « Recommended Approach for Setting Regulatory Risk-Based Capital Requirements for Variable Annuities and Similar Products ».

boursiers se retrouveront dans la même phase boursière au même moment et qu'il est très peu probable que les divers indices boursiers se retrouveront dans des phases différentes au même moment.

Critères d'étalonnage des indices obligataires

De nouveaux critères quantitatifs minimums d'étalonnage sont prescrits pour les scénarios utilisés pour modéliser les indices de rendement total des obligations qui suivent le rendement des obligations du gouvernement du Canada, des obligations du gouvernement des États-Unis ou des obligations de sociétés de qualité supérieure. Les scénarios de rendement réel des placements pour chaque indice utilisé dans le calcul ~~des exigences totales~~ du TBCR doivent présenter les caractéristiques spécifiées.

Critères de l'extrémité gauche

Des limites supérieures sont appliquées aux 2,5^e, 5^e et 10^e percentiles du rendement total sur un an des indices obligataires indiqués. Pour $p = 2,5, 5$ et 10 , le p^{e} percentile du rendement total sur un an ne peut être supérieur à

$$r - \max\left(D - \frac{1}{2}; 0\right) \times (a_p + b_p \times \sqrt{r}) - d_p$$

où :

- r équivaut au rendement annuel effectif, au moment de l'évaluation, d'une obligation du gouvernement à coupon zéro de durée D libellée en devises de l'indice obligataire;
- D correspond à la durée, en années, de l'indice obligataire au moment de l'évaluation;
- a_p et b_p sont les paramètres relatifs à la hausse des taux d'intérêt associée au p^{e} percentile (les valeurs de a_p et b_p sont décrites ci-après);
- d_p correspond à la diminution du rendement au percentile p attribuable aux pertes sur créances dues aux défauts et aux décotes qui sont associées à l'indice obligataire spécifique (les valeurs de d_p sont décrites ci-après).

Les valeurs de a_p pour un percentile spécifique dépendent de l'échéance résiduelle moyenne de l'indice obligatoire. Pour des échéances résiduelles de 1, 3, 5 et 10 ans, les valeurs de a_p sont indiquées dans le tableau suivant :

Percentile	Échéance résiduelle			
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
	a_p	a_p	a_p	a_p
2,5 ^e	2,00 %	1,60 %	1,20 %	0,80 %
5 ^e	1,70 %	1,35 %	1,00 %	0,70 %
10 ^e	1,30 %	1,05 %	0,80 %	0,50 %

Les valeurs de b_p sont indiquées dans le tableau suivant :

Percentile	b_p
2,5 ^e	5,00 %
5 ^e	4,20 %
10 ^e	3,30 %

La valeur de d_p pour tous les indices d'obligations gouvernementales est 0. Les valeurs de d_p pour d'autres catégories de crédit sont indiquées dans les tableaux suivants :

$d_{2,5}$	Échéance résiduelle			
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
AAA / AA	0,10 %	0,50 %	0,75 %	1,30 %
A	0,30 %	0,80 %	1,20 %	2,00 %
BBB	0,80 %	2,00 %	2,80 %	4,00 %

d_5	Échéance résiduelle			
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
AAA / AA	0,06 %	0,30 %	0,55 %	1,00 %
A	0,20 %	0,55 %	0,85 %	1,50 %
BBB	0,50 %	1,40 %	2,00 %	3,00 %

d_{10}	Échéance résiduelle			
	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
AAA / AA	0,03 %	0,15 %	0,30 %	0,65 %
A	0,10 %	0,30 %	0,50 %	1,00 %
BBB	0,30 %	0,85 %	1,30 %	2,00 %

Pour des échéances résiduelles entre 1 et 10 ans, les valeurs de a_p et d_p sont définies par interpolation linéaire entre les échéances résiduelles les plus rapprochées dans les tableaux ci-dessus. Pour des échéances résiduelles de plus de 10 ans, les valeurs de a_p et d_p de l'échéance résiduelle de 10 ans doivent être utilisées. Pour des échéances résiduelles de moins d'un an, les valeurs de a_p et d_p de l'échéance résiduelle d'un an doivent être utilisées. Dans le cas d'indices comportant des obligations de plus d'une catégorie de crédit, la valeur de d_p devrait correspondre à la moyenne pondérée théorique du d_p de chaque obligation de l'indice.

Critère du rendement moyen

Une limite supérieure est appliquée au rendement total moyen composé prévu de chaque indice obligataire indiqué. La moyenne arithmétique des rendements moyens composés propres à un scénario calculée pendant la période de D années débutant à la date de l'évaluation ne peut pas être supérieure à :

$$r + s,$$

où :

les paramètres D et r sont définis ci-haut
et s représente la prime de risque de crédit moyenne.

La valeur de s est indiquée dans le tableau suivant :

Catégorie de crédit	s
Gouvernement	0,00 %
AA ou plus	0,85 %
A	1,10 %
BBB	1,45 %

Critères pour les indices d'autres obligations

Les scénarios utilisés pour modéliser les rendements d'un indice obligataire qui ne suit pas le rendement des obligations du gouvernement du Canada, des obligations du gouvernement des États-Unis ou des obligations de sociétés de qualité

supérieure ne sont pas tenus de satisfaire aux mêmes critères d'étalonnage, mais ils doivent tout de même être cohérents avec les scénarios étalonnés utilisés pour modéliser les rendements de ces indices et être élaborés de façon prudente.

Corrélation

Les scénarios utilisés pour modéliser les rendements de divers indices obligataires doivent être positivement corrélés les uns avec les autres. À moins de pouvoir le justifier autrement, la corrélation entre les rendements générés pour un indice boursier et un indice obligataire libellés dans la même devise doit correspondre à au plus 40 %.

~~Les assureurs doivent~~ L'assureur doit tenir compte des résultats historiques limités à l'égard d'environnements de taux d'intérêt très bas au moment de formuler des hypothèses relatives aux modèles de fonds obligataires et s'assurer que ~~leurs modèles tiennent~~ son modèle interne tient adéquatement compte des risques associés aux environnements de taux d'intérêt très faibles. Un assureur qui met en œuvre les nouveaux critères d'étalonnage ne doit pas modéliser de façon moins conservatrice ou ne doit pas appliquer aux indices obligataires un ensemble de scénarios moins conservateurs que maintenant.

Critères relatifs aux fonds distincts individuels

Si les moyennes pondérées des indices modélisés sont utilisées pour calculer les scénarios des rendements d'un fonds distinct individuel (avant déduction des frais), tous les scénarios de rendement de l'indice sur lesquels se fondent les scénarios de rendement des fonds distincts doivent satisfaire aux critères d'étalonnage ci-haut. ~~Les assureurs~~ L'assureur qui ne ~~modélisent~~ modélise pas les rendements des placements des fonds distincts (avant déduction des frais) à l'aide des moyennes pondérées des rendements des indices ~~doivent~~ doit communiquer par écrit avec l'Autorité pour obtenir de l'information sur la manière d'étalonner les scénarios de rendement des fonds distincts.

~~7.2.3.4~~ **7.2.7.4 Calcul de l'exigence nette de du capital totale requis total**

~~L'exigence nette de~~ Le capital requis pour les polices assujetties à la section 7.2.7.3 (c.-à-d., les polices souscrites à compter du 1^{er} janvier 2011) sera ~~calculée~~ calculé séparément ~~de l'exigence totale~~ du capital requis pour toutes les autres polices de garanties de fonds distincts.

~~L'exigence nette de~~ Le capital requis pour l'ensemble de l'exposition de garantie de fonds distincts correspondra à la somme ~~du capital requis~~ des ~~exigences pour les~~ polices assujetties à la section 7.2.7.3 et ~~pour du capital requis de~~ toutes les autres polices. Pour ces deux groupes de polices, ~~toute exigence individuelle négative~~ tout capital requis négatif doit être ~~ramené~~ ramené à zéro avant le calcul de la somme.

~~7.2.3.5~~ **7.2.7.5 Règles transitoires**

Des règles transitoires s'appliquent ~~à tous les modèles utilisés~~ pour déterminer le ~~TBCR~~ capital requis à l'aide de tout modèle interne dont l'utilisation a été nouvellement

autorisée. Pendant la première année d'utilisation, l'assureur est tenu de maintenir le ~~TBCR capital requis~~ égal à la somme de 50 % du ~~capital requis montant~~ en vertu ~~des modèles internes~~ du modèle interne et de 50 % du ~~capital requis montant~~ en vertu des facteurs ~~réguliers ou autorisés au préalable~~ prescrits. Par la suite, l'assureur peut constituer la totalité du ~~TBCR capital requis~~ à l'aide de ~~ses modèles internes~~ son modèle interne et ce, à compter de la fin de l'exercice financier qui suit le premier anniversaire d'utilisation ~~des modèles~~ du modèle.

7.2.8 Exigences quantitatives avec reconnaissance d'une stratégie de couverture

Selon cette méthode, le TBCR est d'abord déterminé. Il correspond à la valeur des engagements relativement aux garanties offertes sur les fonds distincts calculée à une ECU (95) à laquelle on ajoute le risque de base et le risque opérationnel et on soustrait un crédit de diversification, où les calculs sont effectués à l'aide du modèle interne dont l'utilisation a été préalablement autorisée par l'Autorité. Le capital requis correspondra à l'écart entre le TBCR et les provisions techniques relatives aux garanties des fonds distincts portées au bilan de l'assureur. Aux fins de la présente section, les provisions techniques correspondent à toutes les provisions détenues pour les garanties de fonds distincts, incluant la provision non amortie des frais d'acquisition reportés (PFA). Le capital requis est ensuite ajusté pour amortir l'impact de la période courante.

Le calcul implique premièrement la génération d'un grand nombre de scénarios stochastiques de marchés *real-world*. Le nombre de scénarios retenu doit être suffisant de sorte à ce que tout changement de ceux-ci ne résulte pas en une variation importante du capital requis. Pour chacun de ces scénarios, l'assureur devra projeter tous les flux de trésorerie liés aux garanties offertes (i.e. les paiements en vertu de la garantie, les dépenses, les commissions, les ratios de frais de gestions perçus totaux, etc.). Lorsque l'assureur choisit l'approche de la présente section, tous ses fonds distincts munis d'une garantie doivent être inclus dans la projection et évalués de la même façon, qu'ils fassent l'objet d'une stratégie de couverture ou non.

L'assureur qui dispose d'une stratégie de couverture doit la reconnaître en vertu de cette approche. Il est important que la modélisation de cette stratégie soit la plus fidèle possible à la façon dont la stratégie est appliquée en réalité. Comme la stratégie de couverture est modélisée dans le calcul du capital requis, les actifs détenus au bilan en vertu de celle-ci ne doivent pas être pris en compte dans le calcul de la section 5.2.3. Cependant, ces actifs sont assujettis aux exigences liées au risque de crédit des chapitres 3 et 4.

Dans le cadre du calcul du TBCR selon cette approche, certaines considérations doivent être respectées en ce qui concerne les hypothèses et la modélisation. Ces considérations sont présentées plus en détails dans les sections ci-dessous.

7.2.8.1 Base d'évaluation

Le calcul de la valeur des engagements avec les MÉD et inefficacités de la couverture est sujet aux conditions suivantes :

7.3—~~Tout~~ Crédit pour l'utilisation de stratégies d'atténuation des risques

~~La présente section vise à guider les assureurs de personnes qui souhaitent faire reconnaître la réduction du risque réalisée grâce à des stratégies d'atténuation des risques, dont notamment, la réassurance et la couverture des marchés de capitaux. À cet égard, la présente section énonce plus précisément les exigences minimales concernant la reconnaissance d'un crédit pour réassurance et pour fins de couverture dans le calcul de l'exigence de capital requis.~~

~~Les autres stratégies d'atténuation des risques auxquelles l'assureur peut avoir recours doivent, avant d'être utilisées, être soumises à l'Autorité pour fins d'autorisation quant à l'éventuelle reconnaissance du crédit qui serait accordé en conséquence.~~

7.3.1—Crédit pour réassurance

1. le portefeuille des polices comportant des garanties de fonds distincts doit être modélisé. Ainsi, les polices qui sont sujettes à la stratégie de couverture de même que les polices qui ne sont pas sujettes à la stratégie de couverture doivent être incluses dans les calculs.
2. Les hypothèses utilisées pour faire les calculs doivent être les hypothèses utilisées pour le calcul des provisions techniques et inclure les MÉD sauf pour les hypothèses ou les marges décrites dans la section 7.2.8.
3. Tous les calculs doivent être effectués en utilisant l'ECU (95) comme mesure de risque.
4. Pour la modélisation de la stratégie de couverture, l'utilisation de la méthode stochastique-sur-stochastique doit être fondée sur les principes de base, comme décrite dans le document de l'ICA intitulé *Prise en compte de la couverture dans l'évaluation des fonds distincts* et comme utilisée par l'assureur pour l'évaluation de ses provisions techniques.
5. Les hypothèses actuarielles prescrites qui sont décrites dans la section 7.2.8.4 s'appliquent dans les boucles externes selon des scénarios *real-world*, et ce, autant pour les produits couverts que ceux non couverts.
6. Les boucles internes servant à calculer le passif neutre au risque¹⁴⁴ et les grecques sont utilisées pour la modélisation de la stratégie de couverture. Les hypothèses de ces calculs doivent être les mêmes que celles qui servent officiellement à calculer le passif neutre au risque et les grecques sur une base quotidienne aux fins de la couverture.
7. L'utilisation de la même approche de compression des données de l'en vigueur que celle utilisée aux fins de l'évaluation des provisions techniques, si une telle approche est utilisée.

¹⁴⁴ Le passif neutre au risque représente la valeur de l'option financière calculée pour les besoins de la stratégie de couverture.

7.2.8.2 Stratégie de couverture

L'assureur doit utiliser la même stratégie de couverture que celle en vigueur à la date d'évaluation. Entre autres, si des balises régissent le moment où l'assureur rééquilibre son portefeuille de couverture, celles-ci doivent être reflétées dans la modélisation. Par ailleurs, la modélisation ne doit pas sous-estimer l'impact des opérations réelles de rééquilibrage sur les risques, notamment en ce qui a trait à la fréquence de rééquilibrage du passif neutre au risque et aux actifs de couverture.

La stratégie de couverture ne peut pas être modélisée s'il existe des éléments qui pourraient affecter le maintien de la stratégie de couverture actuelle ou d'une partie de celle-ci à long terme. Par exemple, il pourrait exister des clauses au niveau des swaps permettant à la contrepartie d'y mettre fin advenant une baisse du degré de solvabilité de l'assureur sous un certain niveau.

7.2.8.3 Hypothèses économiques

Les projections *real-world* pour le risque de marché sont soumises aux critères d'étalonnage décrits à la section 7.2.7.3. Ces critères s'appliquent à toutes les polices, incluant celles émises avant le 1^{er} janvier 2011. De plus, les modèles de marchés boursiers avec retour à la moyenne ne sont pas permis aux fins de la présente ligne directrice.

En ce qui concerne les taux d'actualisation des flux de trésorerie, ceux-ci doivent être cohérents avec les investissements faits par l'assureur au niveau des actifs supportant le TBCR des fonds distincts. De plus, les taux de réinvestissement de ces actifs doivent varier en fonction du scénario pour lequel ils actualisent les flux. Pour les produits pour lesquels une stratégie de couverture est présente, le taux d'actualisation des actifs supportant le TBCR des fonds distincts ne peut être utilisé que pour actualiser les marges et inefficacités de couverture. Pour le passif neutre au risque de la garantie, les taux d'actualisation doivent être cohérents avec la stratégie de couverture.

7.2.8.4 Hypothèses non économiques

Certaines marges ou hypothèses sont définies par l'Autorité. Toutes les hypothèses et les marges non spécifiées par l'Autorité doivent demeurer celles utilisées pour l'évaluation des provisions techniques et inclure les MÉD correspondantes.

Déchéance

Une marge de 40 % est appliquée à l'Hypothèse de meilleure estimation en remplacement de la MÉD du calcul des provisions techniques. La marge de déchéance doit être appliquée de telle sorte que celle-ci crée un impact défavorable pour l'assureur. Par exemple, si le fait d'augmenter le taux de déchéance de 40 % est plus favorable que de diminuer le taux de déchéance de 40 %, l'assureur doit diminuer l'hypothèse de déchéance de 40 %. Les marges liées à la déchéance doivent être réévaluées à chaque durée dans la projection et pour chaque contrat, non de façon globale. Le sens de la marge varie normalement en fonction du degré de parité (*moneyness*) de la garantie.

De plus, l'hypothèse finale incluant la marge de 40 % doit être modifiée de la façon suivante pour certains produits :

- Produits avec garantie de décaissement

Les déchéances avant la période de décaissement demeurent celles de l'assureur incluant la marge de 40 %, mais les déchéances durant la période de décaissement doivent être modifiées. L'Hypothèse de meilleure estimation de l'assureur incluant la marge de 40 % est utilisée au début de la période de décaissement et transite linéairement pour atteindre un taux de déchéance de 0,5 % à 10 ans après le début du décaissement. Ce taux de 0,5 % est ensuite conservé pour les 5 années suivantes et le taux de déchéance devient nul par la suite. Si la valeur de rachat du client devient nulle durant les années de décaissement, le taux de déchéance doit être nul à partir de ce moment.

L'hypothèse quant au montant de retrait périodique effectué par le client durant la période de décaissement doit correspondre au retrait maximum garanti au contrat.

- Produits avec garantie à maturité

Un taux de déchéance nul doit être utilisé lorsque le degré de parité (ratio de la valeur marchande sur la valeur garantie) du contrat descend sous une certaine valeur à une certaine durée avant l'échéance. Les taux de déchéance de l'Hypothèse de meilleure estimation incluant la marge de 40 % continuent de s'appliquer par ailleurs et lorsque le degré de parité remonte au-dessus du seuil.

Les degrés de parité sous lesquels le taux de déchéance doit être nul sont les suivants. Pour des fractions d'années, une interpolation linéaire des taux doit être effectuée.

~~Dans le cas de réassurance pouvant être exprimée directement au moyen des facteurs établis, le crédit peut être calculé à partir de ceux-ci. Lorsque la convention de réassurance est plus complexe et ne peut être exprimée à l'aide des facteurs établis, les répercussions possibles doivent être modélisées. Cela pourrait se produire par exemple, lorsqu'en vertu d'une entente de réassurance, l'assureur cédant retient le montant des prestations à un niveau prédéterminé (une « franchise ») et demande au réassureur d'assumer les prestations au-delà de ce niveau, à concurrence d'un plafond de prestations de réassurance (p. ex. un plafond annuel de paiements en vertu de l'entente). Pour les modalités relatives à l'utilisation de modèles, consultez la section 7.2.~~

~~Les dispositions relatives au traitement de la réassurance qui se retrouvent au chapitre 10 s'appliquent également aux fonds distincts.~~

~~7.3.2 — Crédit pour couverture des marchés de capitaux~~

~~L'Autorité pourrait reconnaître des crédits pour les assureurs de personnes qui souhaitent réduire leurs exigences de capital dans le cadre des exigences de suffisance du capital par le biais des programmes de couverture servant à gérer les risques de marché et d'assurance inhérents aux fonds distincts.~~

~~Les assureurs qui souhaitent obtenir un crédit de capital pour des programmes de couverture des fonds distincts doivent remplir les conditions énoncées ci-dessous et faire une demande préalable à l'Autorité. Chaque demande devra être accompagnée des documents suivants :~~

~~Copies des autorisations pertinentes données par le conseil d'administration;~~



- ~~• Documentation étayant ces autorisations;~~
- ~~• Preuve de respect des exigences opérationnelles;~~
- ~~• Rapports incluant les analyses techniques;~~
- ~~• Copie du rapport d'examen et d'évaluation indépendants accompagnés d'une lettre d'appui de l'actuaire.~~

~~Chacun des points précédents fait l'objet d'une section détaillée ci-dessous.~~

~~Tout autre document pertinent et connexe au programme de couverture doit pouvoir être consulté par l'Autorité au siège de l'assureur.~~

~~7.3.2.1 — Exposé des conditions~~

~~Voici les conditions minimales à remplir en vue d'obtenir un crédit de capital dans le cadre des exigences de suffisance du capital lorsqu'il y a utilisation de stratégies de couverture.~~

~~Un « modèle » tel qu'on l'entend dans la section 7.3.2 désigne un modèle de projection des flux de trésorerie retenu par l'assureur qui tient compte à la fois du rendement des placements et des caractéristiques du passif des fonds distincts. Ledit modèle doit pouvoir évaluer précisément les options des marchés financiers dans le contexte de simulations du rendement des placements fondées sur l'expérience pratique et appropriées aux projections actuarielles. Les validations effectuées dans ce contexte doivent être maintenues aux fins de contrôles ultérieurs.~~

~~7.3.2.2 — Approbation du conseil d'administration~~

~~Puisque tout programme de couverture exige une solide expertise de gestion des risques, l'assureur doit être doté de politiques, de processus, de contrôles, de mécanismes de gestion et d'autorisations émanant de son conseil d'administration qui témoignent de la présence d'un solide cadre de gestion des risques et de son efficacité tout en respectant les lignes directrices données aux assureurs par l'Autorité,~~

~~notamment la *Ligne directrice sur la gouvernance* et la *Ligne directrice sur la gestion intégrée des risques*.~~

~~Le programme d'atténuation des risques liés aux fonds distincts doit être soumis à la haute direction et au conseil d'administration. Il doit être explicitement approuvé par ce dernier ou par un de ses comités appropriés. Au besoin, le conseil d'administration ou son comité doit aussi approuver les politiques traitant des instruments dérivés, des limites de capacité et des limites opérationnelles de l'assureur.~~

~~7.3.2.3 Documentation~~

~~Un document faisant un état détaillé de l'ensemble des principes, des techniques et des processus d'exécution du modèle devrait être disponible aux fins d'examen par l'équipe de vérification, les directions opérationnelles et la haute direction de même que par l'Autorité. Les documents devant être transmis à l'Autorité devraient inclure une description de ce qui suit :~~

- ~~• le bien-fondé du recours à la couverture;~~
- ~~• le programme de couverture, y compris tout critère de rééquilibrage;~~
- ~~• les produits auxquels ce programme doit s'appliquer;~~
- ~~• le plan d'exécution du programme;~~
- ~~• les instruments dérivés ou d'atténuation des risques dont traite le programme de couverture;~~
- ~~• les critères de mesure du risque de base, du risque de liquidité, du risque de contrepartie et de tout autre risque important lié au programme de couverture;~~
- ~~• la capacité du modèle de faire une évaluation neutre au risque des marchés de capitaux (mesure-Q) à l'intérieur d'une évaluation fondée sur les résultats réels (mesure-P);~~
- ~~• les méthodes, les modèles et leurs limites;~~
- ~~• l'utilisation des modèles de couverture dans le cadre des opérations courantes de gestion des risques;~~
- ~~• le processus d'examen et d'approbation des nouveaux modèles de couverture ou de leurs modifications;~~
- ~~• les critères de validation des modèles de couverture;~~
- ~~• le processus et les critères d'analyse de l'efficacité de la couverture et le lien avec les critères de validation des modèles;~~
- ~~• la fréquence des examens des modèles et leurs types;~~
- ~~• les limites de risque (niveaux globaux et seuils);~~
- ~~• les procédures de recours à la hiérarchie chez l'assureur aux fins de dérogation aux limites;~~
- ~~• les analyses de scénarios extrêmes et leur fréquence;~~

- ~~la justesse des scénarios extrêmes choisis;~~
- ~~les exigences en matière de rapports et de contrôle;~~
- ~~le système utilisé à l'appui des contrôles et des rapports;~~
- ~~les contrôles assurant l'intégrité des données et des résultats;~~
- ~~les compétences et l'expertise exigées des personnes responsables de l'exécution et du contrôle des programmes de couverture;~~
- ~~les curriculum vitæ des personnes responsables de l'élaboration, de l'exécution et de la gestion des programmes de couverture.~~

7.3.2.4 — Exigences opérationnelles

~~Le programme doit être entièrement documenté, en place et être efficace depuis au moins trois mois avant que la demande de crédit ne soit transmise à l'Autorité.~~

7.3.2.5 — Rapports et analyse technique

~~La haute direction doit recevoir les rapports décrivant les résultats du programme de couverture au moins chaque mois et des résumés des éléments pertinents devraient parvenir au conseil d'administration au moins chaque trimestre. Les rapports doivent définir les critères de mesure, quantifier l'exposition aux principaux risques, analyser l'efficacité de la couverture (les résultats effectifs du programme) et tout risque résiduel, décrire les répercussions financières et préciser les plans d'actions qui conviennent. Ils doivent aussi faire la preuve du respect des politiques internes et des limites pertinentes.~~

~~Les rapports produits suite à la demande initiale de crédit doivent être disponibles pour examen par l'Autorité.~~

~~L'analyse qui sous-tend les rapports doit comprendre :~~

- ~~une description quantitative et qualitative portant sur le risque de marché, l'impact des perturbations du marché liées à la liquidité et les caractéristiques des passifs;~~
- ~~une description et les justifications relatives aux scénarios extrêmes testés;~~
- ~~les hypothèses clés;~~
- ~~une démonstration de l'efficacité de la couverture en situation normale et extrême;~~
- ~~une description des risques résiduels.~~

~~Les analyses de scénarios extrêmes devraient être pertinentes au contexte et devraient mettre en relief les risques touchant le programme de couverture, les caractéristiques des passifs et les particularités des produits. Ces analyses devraient être effectuées au moins chaque mois, suivant le calendrier des rapports à la haute direction, et comprendre des scénarios défavorables déterministes. Elles pourraient comprendre également des scénarios stochastiques. Elles doivent tenir compte de tous les risques clés propres à la stratégie de couverture, par exemple l'illiquidité notamment lorsque les options financières requises pour rééquilibrer le portefeuille ne sont pas disponibles, les~~

~~changements de corrélation entre les catégories d'actif et l'inexécution du programme de couverture.~~

~~Les principales limites des modèles devraient être connues et documentées de même que les circonstances où les modèles fonctionnent efficacement ou non. La modélisation devra suivre les consignes énoncées à la section 2.3 qui traite de la « Modélisation des couvertures » du rapport final du « Groupe de travail de l'ICA sur les garanties de placements des fonds distincts » publié en mars 2002.~~

~~7.3.2.6 Examen et évaluation~~

~~Le programme de couverture et les modèles utilisés pour mettre en place la stratégie de couverture devraient faire l'objet d'un examen ou d'une évaluation par une personne compétente qui n'a pas participé à l'élaboration, à la mise en œuvre ou à l'exécution du programme de couverture ou des modèles. Sont reconnues « compétentes » les personnes ayant les habiletés d'analyse et les compétences spécifiques requises pour comprendre et évaluer le programme de couverture. Dans ce contexte, l'examen devrait viser les modèles, les hypothèses, les rapports à la haute direction et l'infrastructure globale de gestion des risques.~~

~~L'examen devrait au moins englober une évaluation des éléments suivants :~~

- ~~• l'intégrité, la fiabilité de même que la validation des données qui a été effectuée;~~
- ~~• le fonctionnement des modèles;~~
- ~~• l'existence et la pertinence de la méthode de validation des modèles et des hypothèses ;~~
- ~~• la réplique des résultats de la modélisation;~~
- ~~• la capacité des modèles à saisir précisément la stratégie de couverture;~~
- ~~• la pertinence du programme d'analyse de scénarios extrêmes, y compris l'utilisation de leurs résultats;~~
- ~~• la suffisance de la documentation appuyant le programme (y compris les modèles et les hypothèses);~~
- ~~• le caractère adéquat du mécanisme d'examen des résultats de couverture et la relation avec les critères de validation des modèles.~~

~~7.3.2.7 Lettre d'appui~~

~~De plus, au moment de présenter une demande ou d'en soumettre une nouvelle, l'actuaire devra fournir une lettre d'appui faisant état de la pertinence des modèles, du programme de couverture et des analyses de scénarios extrêmes, du caractère raisonnable des résultats, ainsi que du bien fondé de la réduction du capital, s'il y a lieu, dans le cadre des scénarios extrêmes.~~

7.3.2.8 — Modifications du programme

~~Si un programme de couverture qui a déjà été soumis à l'Autorité est remanié de façon importante, l'assureur devra soumettre son nouveau programme à l'Autorité afin de continuer à bénéficier du crédit de capital ou que son crédit soit réévalué. Toutefois, si l'assureur met fin à un programme, il devra en aviser l'Autorité par écrit et le crédit de capital ne sera plus accordé.~~

~~Voici des exemples de changements importants :~~

- ~~• modification de l'approbation du conseil d'administration;~~
- ~~• modification d'un modèle;~~
- ~~• modification du programme de couverture;~~
- ~~• modification d'efficacité de la couverture.~~

~~Tout programme modifié devra se conformer aux exigences de la section 7.3.2.~~

7.3.2.9 — Montant de réduction maximale autorisée

~~Les stratégies de couverture des risques de marché et d'assurance des fonds distincts sont un phénomène relativement nouveau et en évolution. Pour tenir compte des risques opérationnels et d'exécution liés à la mise en œuvre de ces stratégies, la réduction de capital sera limitée à 50 % des résultats obtenus par modélisation. Cette limite sera revue au fur et à mesure que l'industrie et l'Autorité se familiariseront avec l'exécution des stratégies.~~

~~Le crédit de capital est déterminé à l'aide des modèles, décrits précédemment, qui incorporent précisément le programme de couverture en place et que le conseil d'administration a approuvé. Ces modèles doivent servir au calcul des provisions techniques liées à ces produits. Pour établir le pourcentage de réduction attribuable à l'utilisation d'un programme de couverture, les coûts déterminés sur la base d'une ECU (95) doivent être calculés :~~

- ~~1. en l'absence d'un programme de couverture; et~~
- ~~2. avec couverture.~~

~~Les deux séries de calculs doivent reposer sur les mêmes hypothèses et scénarios sous-jacents. La réduction admissible sera donc limitée à 50 % de l'écart entre les deux valeurs, exprimée en pourcentage des coûts déterminés sur la base d'une ECU (95) sans couverture. Cette réduction s'applique au Capital net requis (« CNR ») afin d'obtenir le montant de réduction maximale autorisée.~~

~~Par~~ conséquent, le **pourcentage maximal de réduction admissible** sera égal à :

Nombre d'années avant l'échéance	Degré de parité
0	100 %
1	80 %
2	70 %
3	60 %
$0,50 \times 4$	(coûts sans couverture) - (coûts avec couverture) 50 %
5	coûts sans couverture 40 %

~~et~~ Mortalité

Une marge de 16 % est appliquée à l'Hypothèse de meilleure estimation en remplacement de la MÉD du calcul des provisions techniques. La marge de mortalité doit être appliquée à la hausse ou à la baisse de telle sorte que celle-ci crée un impact défavorable pour l'assureur. Le sens de la marge doit créer un impact défavorable pour l'assureur pour chaque produit, ou de façon plus granulaire, et non de façon globale pour tous les fonds distincts.

Longévité pour les garanties de retraits seulement

L'hypothèse d'amélioration de la mortalité (meilleure estimation et MÉD) est remplacée pour toutes les années futures par l'utilisation d'une hypothèse de 300 % des taux annuels de base d'amélioration de la mortalité¹⁴⁵.

Dépenses

Une marge de 20 % est appliquée à l'Hypothèse de meilleure estimation concernant les frais de transactions des actifs servant à la stratégie de couverture (ex : swaps et futures), en remplacement de la MÉD du calcul des provisions techniques.

¹⁴⁵ Les taux de base sont ceux décrits dans la note de service de l'Institut canadien des actuaires (document 211072) : <http://www.cia-ica.ca/docs/default-source/2011/211072f.pdf>.

Une marge de 15 % est appliquée à l'Hypothèse de meilleure estimation pour les dépenses administratives en remplacement de la MÉD du calcul des provisions techniques.

7.2.8.5 Risque de base

La quantification du risque de base à l'égard de la reproduction des fonds dans la stratégie de couverture est faite à partir d'un calcul distinct. Par conséquent, si l'assureur modélise implicitement cet élément dans le calcul de ses provisions techniques, celui-ci doit être enlevé aux fins du calcul du capital requis. Le calcul suivant ne s'applique qu'à l'assureur muni d'une stratégie de couverture et seulement aux fonds couverts en vertu de la stratégie.

La formule pour le facteur de risque (FR) sera $FR = 20 \times B \times \sqrt{2 - 2A}$

où :

- A représente la corrélation historique entre les rendements des fonds distincts et les rendements des actifs utilisés pour la couverture;
- B représente l'écart type des rendements des fonds distincts.

Les corrélations historiques doivent être calculées sur une base hebdomadaire et couvrir les 52 semaines antérieures. Les rendements des deux sous-groupes d'éléments d'actifs se mesurent par l'augmentation de leur valeur au marché, nette des flux de trésorerie liés aux dépôts des titulaires de contrats ou des rééquilibrages du portefeuille de couverture.

Souvent, les assureurs vont utiliser des actifs pour la couverture basés sur des indices de marché alors que les fonds distincts ne sont pas des indices. Dans ce cas, les assureurs utilisent une certaine pondération de ces indices afin de représenter les fonds distincts. Au niveau des actifs de couverture, ceux-ci sont pondérés par le *delta* de chaque indice. Les données doivent donc être ajustées afin que la pondération entre les indices soit la même dans les actifs de couverture utilisés pour faire les calculs de la présente section et la pondération prévue au niveau des fonds distincts.

De plus, il se peut que l'assureur soit légèrement sur ou sous-couvert en fonction de sa position à l'intérieur des balises gérant ses transactions. Dans ce cas, les données doivent être ajustées par un facteur multiplicatif de sorte à supposer une couverture complète au début de chaque semaine.

L'écart type des rendements hebdomadaires des fonds distincts doit être déterminé à partir des hypothèses de volatilité utilisées dans la stratégie de couverture et être basé sur la distribution réelle entre les différents fonds distincts à la date du calcul.

Afin d'obtenir le montant de capital requis du risque de base (RB), FR est ensuite appliqué à la somme des positions au marché requises en vertu de la couverture à la fin de l'exercice (i.e. le *delta* total, incluant autant les fonds d'actions que les fonds obligataires).

Il est permis de séparer le calcul par type de garantie si la couverture est gérée de cette façon. L'assureur pourrait donc faire des calculs distincts pour les garanties à maturité, les garanties de revenu viager, les garanties au décès de même que pour les garanties avec des niveaux différents (p. ex., garanties à 100 % vs garanties à 75 %), pour ensuite sommer le montant de capital requis de chaque groupe pour obtenir le montant total.

Le détail de tous les calculs concernant le risque de base doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

7.2.8.6 Crédit pour diversification

Un crédit ou avantage de diversification se réalise lorsque le regroupement des risques produit des résultats inférieurs à la sommation des éléments de risque individuels.

Le capital requis des risques d'assurance et de marché des fonds distincts avant diversification est calculé sur la base d'une ECU (95) en utilisant le modèle de projection de l'assureur et les hypothèses économiques et non économiques définies dans les sections 7.2.8.3 et 7.2.8.4, à laquelle on ajoute le capital requis du risque de base (*RB*) selon la formule décrite à la section 7.2.8.5. Afin de déterminer l'ECU (95), la valeur des engagements selon les scénarios sont triés de sorte à définir les 5 % donnant la valeur la plus élevée. Les scénarios correspondants à la valeur de ces engagements seront par la suite utilisés afin de calculer le capital requis de chaque risque séparément (c.-à-d. qu'il n'est donc pas requis de refaire les calculs sur la totalité des scénarios, seuls ceux identifiés comme ayant servi à déterminer l'ECU (95) avant diversification seront utilisés). Le capital requis des risques suivants doit être calculé avec le modèle interne : déchéance (*A*), mortalité (*M*), longévité (*L*), dépenses (*D*), marché (*I*).

Le capital requis de chaque risque est déterminé en recalculant la valeur des engagements avec le modèle interne après avoir remplacé l'hypothèse avec MÉD prescrite par l'hypothèse de l'assureur incluant les marges pour écarts défavorables. Le remplacement se fait de façon cumulative.

Étapes des calculs avec le modèle interne

1. Calculer le capital requis total en utilisant toutes les hypothèses définies dans les sections 7.2.8.3 et 7.2.8.4 (économiques et non économiques).
2. Identifier les scénarios qui composent l'ECU (95) et qui serviront à effectuer les calculs 3 à 6 ci-dessous.
3. Refaire le calcul de l'étape 1, mais en remplaçant l'hypothèse de déchéance par l'hypothèse avec MÉD utilisée par l'assureur dans le calcul de ses provisions techniques.
4. Refaire le calcul de l'étape 3, mais en remplaçant l'hypothèse de mortalité par l'hypothèse avec MÉD utilisée par l'assureur dans le calcul de ses provisions techniques.
5. Refaire le calcul de l'étape 4, mais en remplaçant l'hypothèse d'amélioration de mortalité par l'hypothèse avec MÉD utilisée par l'assureur dans le calcul de ses

provisions techniques.

6. Refaire le calcul de l'étape 5, mais en remplaçant les hypothèses de dépense par les hypothèses avec MÉD utilisées par l'assureur dans le calcul de ses provisions techniques.

Calcul du capital requis de chaque risque

- RB est le montant résultant du calcul selon la section 7.2.8.5.
- A correspond à la différence entre la valeur des engagements calculée à l'étape 1 et à l'étape 3.
- M correspond à la différence entre la valeur des engagements calculée à l'étape 3 et à l'étape 4.
- L correspond à la différence entre la valeur des engagements calculée à l'étape 4 et à l'étape 5.
- D correspond à la différence entre la valeur des engagements calculée à l'étape 5 et à l'étape 6.
- I correspond à la différence entre la valeur des engagements calculée à l'étape 6 et les provisions techniques aux états financiers incluant la PFA.

Le capital requis des risques d'assurance et de marché après diversification (RAM) sera donné par la formule suivante :

$$RAM = \sqrt{\sum_{i,j=1}^5 \rho_{ij} \times CR_i \times CR_j}$$

où :

- CR_i est le capital requis du risque i ;
- Les montants de capital requis du risque de marché et du risque de base sont regroupés aux fins du calcul;
- ρ_{ij} est le facteur de corrélation entre les risques i et j , comme défini dans la matrice de corrélation suivante :

$i \backslash j$	Marché + Risque de base	Déch.	Mort.	Long.	Dép.
Marché + Risque de	1				

base					
Déchéance	0,25	1			
Mortalité	0	0	1		
Longévité	0	0	-0,25	1	
Dépenses	0	0	0	0	1

Cependant, la valeur de RAM ne peut pas être inférieure à la valeur la plus élevée de CR_i pour tous les risques i inclus dans la matrice.

Le crédit de diversification CD sera donné par la formule suivante :

$$CD = \sum_{i=1}^5 CR_i - RAM$$

Le crédit de diversification est toutefois limité à 30 % de la valeur de l'expression $\sum_{i=1}^5 CR_i$.

7.2.8.7 Capital requis avant ajustement

Le capital requis avant ajustement (CR_{brut}) pour les risques des fonds distincts est obtenu de la façon suivante :

$$CR_{brut} = (A + M + L + D + I + RB - CD)/1,25$$

Cependant, CR_{brut} ne peut être négatif.

7.2.8.8 Capital requis après ajustement

Le capital requis pour les risques de fonds distincts calculé dans la présente section peut être ajusté pour amortir l'impact de la période courante. Le montant pouvant être amorti correspond à la différence entre le capital requis avant ajustement calculé pour le trimestre courant et celui du trimestre précédent. L'amortissement de l'impact se fera sur 7 trimestres à raison de 1/7 de l'impact par trimestre en commençant par le trimestre courant.

Exemple : Amortissement de l'impact de la période courante

Trimestre	Capital requis avant ajustement (CR_{brut})	Variation de CR_{brut}	Capital requis après ajustement
0	100		100

1	121	21	$103 = 100 + (21) \times 1/7$
2	149	28	$110 = 103 + (21+28) \times 1/7$
3	128	(21)	$114 = 110 + (21+28-21) \times 1/7$
4	86	(42)	$112 = 114 + (21+28-21-42) \times 1/7$
5	72	(14)	$108 = 112 + (21+28-21-42-14) \times 1/7$
6	65	(7)	$103 = 108 + (21+28-21-42-14-7) \times 1/7$
7	44	(21)	$95 = 103 + (21+28-21-42-14-7-21) \times 1/7$
8	51	7	$85 = 95 + (28-21-42-14-7-21+7) \times 1/7$

Le détail du calcul du montant d'ajustement doit être présenté dans le Rapport sur l'attestation relative à la ligne directrice de capital.

7.2.8.9 Incertitudes liées aux paramètres du modèle interne

Les estimations des paramètres peuvent être sujettes à l'incertitude ou à des sources d'erreurs sur les données. L'assureur doit déterminer, documenter et présenter les incertitudes et sources d'erreurs liées à la quantification du risque.

Pour chaque source d'erreur, l'assureur doit déterminer si le degré de conservatisme est adéquat. De plus, les marges de conservatisme ne doivent pas être utilisées afin de corriger le modèle interne. Par ailleurs, l'Autorité s'attend à ce que les ajustements introduits dans la quantification des paramètres entraînent une augmentation du capital requis, notamment pour satisfaire les critères d'étalonnage. Aussi, lorsque des erreurs importantes d'estimation surviennent, l'assureur ne doit pas seulement ajouter des marges de conservatisme, mais il doit également en informer l'Autorité.

7.2.8.10 Approximations et simplifications

L'Autorité s'attend à ce que l'assureur porte attention aux approximations et aux simplifications. L'Autorité veut s'assurer que ces approximations et simplifications ne compromettent pas l'intégrité et la fiabilité des résultats des calculs du capital requis. Lorsque des approximations et des simplifications sont utilisées, l'Autorité s'attend à ce que celles-ci génèrent du conservatisme dans le modèle interne.

L'assureur doit s'assurer de leur aspect raisonnable notamment par rapport :

1. aux calculs de sensibilités (grecques) et effets croisés (grecques-croisés) dans les opérations quotidiennes de la stratégie de couverture ainsi que dans les projections *real-world* pour l'évaluation des inefficacités de couverture;
2. aux méthodes d'interpolation et d'extrapolation utilisées dans les courbes de taux des projections *real-world* et neutres au risque;
3. à la suffisance du nombre de points sur la courbe de taux swap pour les interpolations;

4. à la fréquence de rééquilibrage du portefeuille lié à la stratégie de couverture dans les projections comparativement à la réalité;
5. durée de la projection;
6. risque de devise;
7. aux méthodes de compression de données.

En ce qui concerne les méthodes de compression de données utilisées, l'assureur doit démontrer que l'extrait compressé possède des valeurs similaires à l'extrait complet, notamment :

1. le passif neutre au risque;
2. les grecques couvertes par la stratégie de couverture de même que celles non couvertes;
3. certains flux monétaires ou leur valeur actualisée (p. ex., les revenus, les prestations, etc.);
4. la valeur des fonds et la valeur garantie.

7.2.9 Changements et suivi

Lorsque l'assureur a obtenu l'autorisation permettant l'utilisation d'une approche par modèle interne, il doit fournir à l'Autorité un rapport détaillé sur l'état du modèle interne lorsque des changements significatifs ou non significatifs surviennent.

Tous les changements doivent être divulgués et documentés. L'assureur ne doit pas regrouper des changements qui auraient des impacts opposés de sorte à pouvoir les considérer comme un seul changement non significatif.

L'assureur doit établir une procédure d'encadrement des changements au modèle interne, laquelle sera sujette à l'examen de l'Autorité.

Par ailleurs, les changements doivent être effectués sur une copie du modèle interne de sorte à maintenir une séparation entre le modèle interne sur lequel les changements sont effectués et le modèle interne utilisé dans les opérations de l'assureur.

L'Autorité recommande à l'assureur de faire une planification adéquate lors de l'implantation de changements à son modèle interne. Il devrait communiquer avec l'Autorité dès le début du processus s'il anticipe que les changements pourraient être significatifs.

7.2.9.1 Importance relative des changements

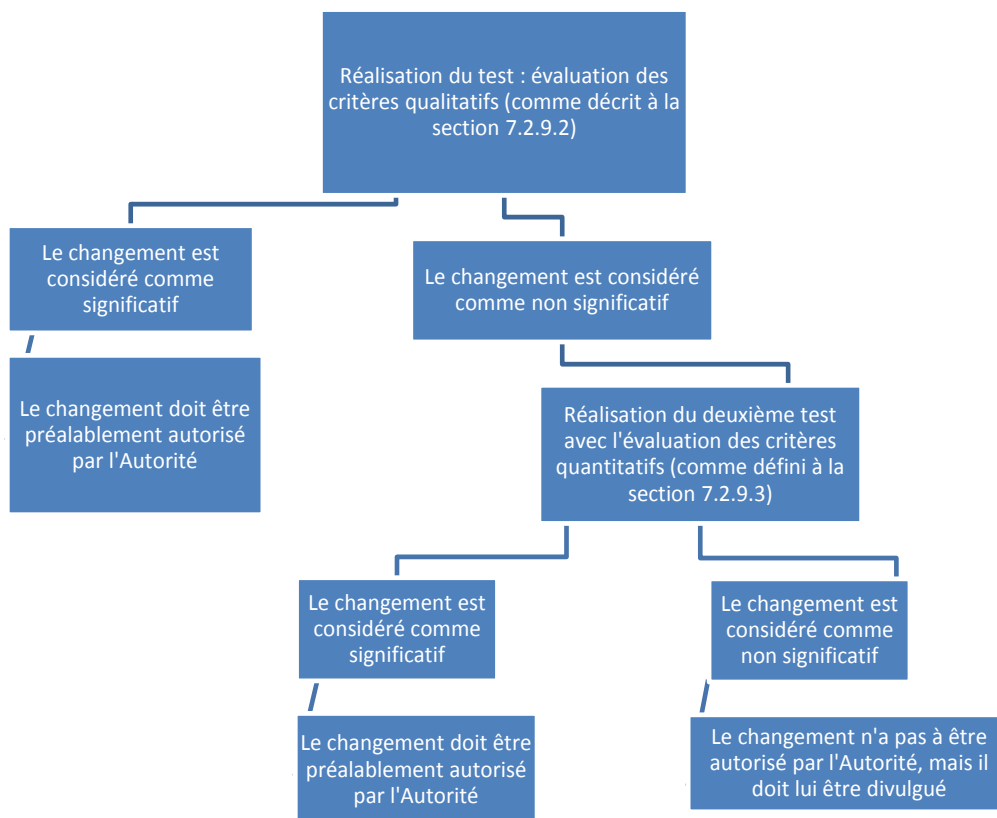
La procédure d'encadrement des changements au modèle interne doit contenir une définition de l'importance relative des changements conforme à la section 7.2.9. Cette définition d'importance relative permettra d'encadrer la notion de changements significatifs et non significatifs décrits dans cette section. Afin d'évaluer adéquatement

l'importance relative, l'assureur doit soumettre les changements à une combinaison de critères qualitatifs et quantitatifs.

De plus, les critères qualitatifs doivent minimalement considérer ceux qui sont décrits à la section 7.2.9.2. Pour effectuer une évaluation quantitative de l'importance relative, l'assureur doit examiner les changements en regard de la définition interne de l'importance relative dans la procédure de changement, qui doit minimalement contenir les exigences de la section 7.2.9.3.

Dans un premier temps, les critères qualitatifs doivent être considérés comme premier test. Si un changement ne peut pas être classé comme significatif après le premier test, alors ce changement doit être soumis au deuxième test, soit celui des critères quantitatifs.

Le diagramme suivant présente graphiquement les étapes de classification des changements.



7.2.9.2 Critères qualitatifs des changements significatifs

Un changement au modèle interne qui touche aux éléments suivants doit être divulgué à l'Autorité avant sa mise en vigueur afin qu'elle détermine si le changement doit être considéré comme significatif à ce stade-ci :

- la gouvernance : ceci inclut les rôles et responsabilités des parties impliquées ou responsables du modèle interne, incluant la haute direction et les membres du conseil d'administration;
- les politiques d'audit interne et de validation en regard du modèle interne;
- la procédure d'encadrement des changements au modèle interne;
- les fondements théoriques et la méthodologie du modèle interne¹⁴⁶;
- le périmètre d'utilisation du modèle interne ainsi que les risques modélisés¹⁴⁷;
- les données, leurs sources, leur nature et leur historique¹⁴⁸;
- l'adaptation du modèle interne suivant la mise en place de modifications à la stratégie de couverture;
- la plateforme technologique¹⁴⁹;
- le passage de la méthode globale à la méthode en fonction des dates de paiement prévues ou à la méthode avec reconnaissance de la couverture et vice-versa;
- d'autres aspects du modèle interne jugés importants par l'assureur ou par l'Autorité, ainsi que le cumul de plusieurs changements non significatifs¹⁵⁰.

L'assureur doit fournir les justifications du changement. Les exigences relatives aux changements significatifs décrits à la section 7.2.9.4 s'appliquent si le changement est jugé significatif par l'Autorité. Autrement, si le changement est jugé non significatif par l'Autorité, il doit être soumis aux critères quantitatifs de la section 7.2.9.3.

¹⁴⁶ Par exemple, changer le générateur de rendement de marchés boursiers pour passer d'un modèle à changement de régime log normal vers un modèle à un seul régime ou changer la formule d'abandon dynamique constitueraient des changements significatifs.

¹⁴⁷ Par exemple, l'ajout de nouveaux produits constituerait un changement significatif.

¹⁴⁸ Par exemple, un changement de la source des données, comme lors de la mise en place d'un nouveau système administratif, ou un changement à la date de début de l'historique utilisé pour déterminer certaines hypothèses constituent des changements significatifs. L'ajout d'une nouvelle année d'expérience récente à un historique, la mise à jour d'une hypothèse reposant sur une moyenne mobile et la mise à jour de paramètres macroéconomiques (p. ex., courbe de taux d'intérêt ou taux d'actualisation) ne constituent pas des changements significatifs selon les critères qualitatifs.

¹⁴⁹ Par exemple, la migration d'un modèle inclut dans le modèle interne vers l'utilisation d'un modèle externe ou la modification de la plateforme technologique supportant le modèle interne.

¹⁵⁰ Plusieurs changements non significatifs peuvent exercer un impact significatif sur les assureurs. De ce fait, si pour une période donnée plusieurs changements non significatifs avaient lieu, l'Autorité pourrait exiger que le traitement soit effectué comme étant des changements significatifs.

7.2.9.3 Critères quantitatifs des changements significatifs

La présente section présente les critères quantitatifs pour déterminer si un changement doit être considéré comme significatif ou non. Le capital requis non ajusté des fonds distincts correspond à l'ECU (95) défini à la section 7.2.7.1, T_3^S défini à la section 7.2.7.2 ou CR_{brut} défini à la section 7.2.8.7, selon la méthode utilisée.

Un changement est significatif si :

1. il résulte en une baisse de 1 % ou plus du capital requis total; ou
2. il résulte en une baisse de 10 % ou plus du capital requis non ajusté des fonds distincts dans l'environnement actuel ou dans un environnement simulant une baisse instantanée des marchés boursiers de 25 %.

Ces deux ratios doivent être calculés comme suit :

- au numérateur, la différence entre le capital requis non ajusté des fonds distincts avant et après le changement;
- au dénominateur, le capital requis (total ou non ajusté des fonds distincts) avant le changement.

De plus, les montants de capital requis utilisés dans les calculs de ratios ci-dessus doivent être calculés à la même date.

La mise à jour de paramètres macroéconomiques (p. ex., courbe de taux d'intérêt ou taux d'actualisation) ne constitue pas un changement significatif lorsque cette mise à jour découle de changements qui ne sont pas sous le contrôle de l'assureur (p. ex., mise à jour des taux initiaux dans le modèle CIR, changement du taux d'actualisation lorsque celui-ci est la courbe de taux swaps, etc.). Cependant, une telle mise à jour constitue un changement qui doit être rapporté dans l'historique des changements requis en vertu de la section 7.2.9.5.

7.2.9.4 Suivi des changements

Selon la nature des changements, l'assureur doit faire état de la situation à sa haute direction et à l'Autorité. De plus, l'Autorité s'attend à ce que l'assureur conserve un historique des changements.

Changements non significatifs

Un test quantitatif supplémentaire doit être effectué pour les changements qui ne sont pas significatifs selon les sections 7.2.9.2 et 7.2.9.3. Ainsi, tout changement qui résulte en une baisse de plus de 5 % du capital requis non ajusté des fonds distincts doit être divulgué à l'Autorité dans un délai raisonnable avant son implémentation. Le calcul de ce ratio doit être calculé conformément aux instructions de la section 7.2.9.3.

Tous les autres changements non significatifs doivent être divulgués à la haute direction de l'assureur et à l'Autorité au moins une fois par année financière ou lorsque demandé par l'Autorité.

Changements significatifs

Une autorisation de l'Autorité est nécessaire avant la mise en place de tout changement significatif pour le calcul du capital requis dans le cadre de la présente ligne directrice. En ce qui concerne l'utilisation du modèle interne à d'autres fins que ce calcul, il est possible pour l'assureur d'utiliser le modèle interne modifié pendant le processus d'autorisation de l'Autorité. Toutefois, il est important de divulguer à l'Autorité cet élément dans les plus brefs délais et de faire la demande d'autorisation.

L'approbation de la haute direction est requise avant toute demande d'autorisation à l'Autorité. L'assureur doit divulguer au conseil d'administration et à la haute direction la nature et les motifs des changements. Tous les changements apportés au modèle interne et au processus de validation doivent avoir été validés par l'équipe de validation.

Aussi, le modèle interne existant doit continuer à être utilisé pour le calcul du capital requis tant que l'Autorité n'aura pas donné son autorisation à l'égard des modifications significatives proposées. L'Autorité pourra, à sa discrétion, considérer les modifications significatives proposées comme étant susceptibles d'avoir des impacts trop importants et demander à l'assureur de présenter une nouvelle demande d'autorisation d'utilisation du modèle interne.

La demande d'autorisation de changements soumise à l'Autorité doit contenir, minimalement, les éléments suivants :

1. une lettre de demande d'autorisation signée par la haute direction;
2. une opinion positive donnée par l'équipe de validation à l'égard des changements;
3. un test d'utilisation (c.-à-d. une démonstration de conformité aux exigences décrites à la section 7.2.6);
4. la date proposée pour l'entrée en vigueur des changements aux fins de la divulgation des ratios ESCAP à l'Autorité ou au public;
5. un document sommaire décrivant les changements proposés et résumant les conclusions de l'équipe de validation et des contrôles;
6. une étude d'impact documentée doit être présentée à l'Autorité (c.-à-d. analyse de sensibilité, contrôle ex post, impact sur le capital requis, impact sur les ratios ESCAP, etc.);
7. une identification des changements les plus importants touchant la documentation fournie à l'Autorité, tant au niveau des nouveaux documents que de ceux qui modifient les documents d'accompagnement initialement fournis;
8. le nom de la personne-ressource ou du coordonnateur des changements;
9. tout autre document pertinent lié à ces changements.

Il appartient à l'assureur de faire la démonstration de la nature des modifications proposées et du fait qu'elles doivent être considérées ainsi. De plus, les fonctions de contrôle clés (p. ex., la gestion des risques et la haute direction) de l'assureur ne doivent pas avoir reçu d'opinions défavorables données par les parties qui sont impliquées dans le processus de changement.

De plus, l'assureur doit décrire tous les changements organisationnels qui découlent des modifications proposées au modèle interne ou qui y sont liés.

7.2.9.5 Historique des changements

L'assureur doit documenter les changements apportés au modèle interne et permettre notamment de discerner ceux qui ont été effectués depuis la dernière divulgation des ratios ESCAP à l'Autorité ou au public.

Les données ci-après doivent être utilisées aux fins de suivi :

1. la date du changement;
2. le portefeuille visé;
3. la taille du portefeuille visé;
4. l'effet prévu et réel¹⁵¹ sur le capital requis et sur les ratios ESCAP;
5. le type de changement ou d'évènement;
6. la justification du changement.

Il incombe à l'assureur de tenir à jour et de documenter l'historique des changements. Cette documentation doit être présentée à l'Autorité à sa demande et aux conditions prévues dans la section 7.2.9. De plus, cette documentation doit permettre d'identifier le personnel responsable des changements.

7.2.10 Surveillance continue

Des rapports de surveillance périodiques doivent être détaillés et transmis à la haute direction de l'assureur et à l'Autorité lors de chaque divulgation des ratios ESCAP à l'Autorité ou au public. Ces rapports doivent contenir, minimalement :

1. les variations des ratios ESCAP liées aux fonds distincts, les variations du capital requis et une explication de ces variations¹⁵²;
2. un détail de la performance de la stratégie de couverture sur les neuf trimestres précédents (gains et pertes avec explications, mesure d'efficacité, etc.);

¹⁵¹ L'effet prévu est l'impact attendu et calculé (ou estimé) lors d'un test précédant la mise en place d'un changement. L'effet réel est l'impact calculé à la suite de la mise en place d'un changement.

¹⁵² L'Autorité s'attend à obtenir des explications qualitatives sur le sens général des variations (p. ex., hausse des ventes, hausse/baisse des marchés boursiers, mouvement de la courbe de taux d'intérêt, etc.). L'assureur pourrait toutefois appuyer ses explications par certains montants lorsque nécessaire.

3. des tests de sensibilité des ratios ESCAP, du capital requis et des bénéfices nets face à une baisse des marchés boursiers d'au moins 25 %;
4. les exceptions aux politiques de l'assureur (p. ex., les dérogations à ces politiques, le dépassement des limites prévues dans la politique d'appétit et de tolérance au risque, etc.);
5. les analyses de concentration pour les contreparties les plus importantes liées à la stratégie de couverture.

L'information liée aux points 2 et 5 n'est requise que si l'assureur utilise la méthode avec reconnaissance de la couverture. Une version sommaire du rapport doit être transmise au conseil d'administration.

Si l'Autorité le juge nécessaire, elle pourra demander l'ajout de renseignements supplémentaires qui feront partie en permanence des rapports de surveillance périodiques.

L'Autorité s'attend à ce que l'assureur examine de nouvelles techniques d'analyse et les pratiques en évolution de l'industrie et les adopte si elles améliorent l'exactitude des estimations.

De plus, l'assureur doit disposer d'une liste des différents modèles utilisés dans le modèle interne ainsi que les objectifs visés par ceux-ci et tenir à jour cette dernière.

Si l'assureur ne satisfait pas aux exigences de la présente ligne directrice sur une base continue, l'Autorité pourra exiger que ce dernier détienne du capital supplémentaire.

En ce qui a trait aux paramètres du modèle interne, l'assureur doit réévaluer ces derniers :

- au moins une fois par année financière;
- à la suite d'évènements de marché ou d'évènements spécifiques affectant de façon importante le modèle interne;
- à la demande de l'Autorité.

~~Le montant de réduction maximale autorisée sera de :~~

~~CNR x pourcentage maximal de réduction admissible.~~

7.47.3 Modalités relatives au calcul

7.4.17.3.1 Page ~~95.010~~70.100 du formulaire ESCAP (selon la catégorie de fonds)

Les colonnes de la page ~~95.010~~70.100 du formulaire ESCAP doivent être remplies comme suit :

Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital
Assurance de personnes
Chapitre 7

271

Autorité des marchés financiers

Janvier 2018

Colonne 01 : *Valeur garantie*

Ce montant représente le montant de la valeur garantie de tous les fonds distincts. Si les fonds distincts sont assujettis à des garanties de différentes valeurs, par exemple, 100 % pour prestations de décès et 75 % à l'échéance; le montant le plus élevé devra être indiqué.

Colonne 02 : *Valeur marchande*

Ce montant correspond à la valeur marchande des fonds.

Colonne 03 : ~~Total brut du capital requis~~ *TBCR*

Le détail du calcul basé sur les facteurs prescrits se retrouve à la section 7.1 ~~et celui basé sur les facteurs propres à un produit particulier déterminés par des modèles internes se retrouve à la section 7.2~~ (lignes 010 à ~~060070~~ du formulaire ESCAP). Toutefois, si l'assureur utilise ~~des modèles~~ *un modèle interne*, le résultat sera reporté à la ligne ~~070080~~ du formulaire ESCAP.

Si l'assureur utilise l'approche selon la méthode de la section 7.2.8, le TBCR représente 100 % du capital requis après ajustement selon le modèle interne (voir la section 7.2.8.8) auquel on ajoute les provisions techniques nettes détenues.

Colonne 04 : *Crédit pour cession en réassurance*

Ce montant est déterminé ~~à la section 7.3.1~~ selon l'approche convenue avec l'Autorité.

Colonne 05 : ~~Capital~~ *TBCR net requis*

Ce montant est déterminé comme suit :

TBCR

~~Ce montant est déterminé comme suit :~~

~~Total brut du capital requis~~ – Crédit pour cession en réassurance

~~Colonne 06 : Crédit pour programmes de couverture~~

~~Ce montant correspond à la réduction maximale et est déterminé comme suit :~~

~~Pourcentage maximal de réduction admissible x Capital net requis~~

~~Le pourcentage maximal de réduction admissible est de 50 % de celui obtenu par les modèles. Consultez la section 7.3.2.~~

Colonne 07 : *Provisions techniques nettes détenues*

Ce montant correspond au total des provisions techniques nettes inscrites au bilan pour les risques liés aux garanties de fonds distincts, excluant l'impôt différé¹⁵³.

Colonne 08 : *Capital requis*

montant est déterminé comme suit :

$$(\text{TBCR net} - \text{Provisions techniques nettes détenues}) \times 1,25$$

La formule pour déterminer le capital requis comprend un facteur de 1,25 pour entraîner son montant au niveau cible d'intervention.

Les dispositions transitoires suivantes s'appliquent au capital requis déterminé à partir du modèle interne selon la méthode de la section 7.2.7 :

- la première année d'utilisation ~~des modèles~~ du modèle, le ~~total brut du~~ capital requis est calculé comme suit : 50 % du capital requis selon les facteurs prescrits + 50 % du capital requis selon ~~les modèles internes~~ le modèle interne;
- par la suite, il représente 100 % du capital requis selon ~~les modèles internes~~ le modèle interne.

Note : Le capital requis du risque relatif aux garanties des fonds distincts (ligne 920) ne doit pas être inférieur à zéro.

7.3.2 Page 70.200 du formulaire ESCAP (selon le lieu des opérations)

Les colonnes de la page 70.200 du formulaire ESCAP doivent être remplies comme suit :

Colonne 01 : *Valeur garantie*

Ce montant représente le montant de la valeur garantie de tous les fonds distincts. Si les fonds distincts sont assujettis à des garanties de différentes valeurs, par exemple, 100 % pour prestations de décès et 75 % à l'échéance; le montant le plus élevé devra être indiqué.

Colonne 02 : *Valeur marchande*

Ce montant correspond à la valeur marchande des fonds.

Colonne 03 : *TBCR*

Si l'assureur utilise ~~uniquement~~ l'approche ~~factorielle~~, ~~alors~~ selon la méthode de la section 7.2.8, le ~~total brut du capital requis~~ TBCR représente 100- % du capital requis

¹⁵³ Le montant des provisions techniques nettes détenues ou tout montant similaire doit être calculé en accord avec le calcul du TBCR relativement à l'inclusion ou à l'exclusion de l'impôt différé.

~~selon les facteurs~~ après ajustement selon le modèle interne (voir la section 7.2.8.8) auquel on ajoute les provisions techniques nettes détenues.

Colonne 04 : *Crédit pour cession en réassurance*

Ce montant est déterminé ~~à la section 7.3.1.~~ selon l'approche convenue avec l'Autorité.

Colonne 05 : *Capital TBCR net requis*

Ce montant est déterminé comme suit :

~~Total brut du capital requis~~ TBCR – Crédit pour cession en réassurance

~~Colonne 06 : Crédit pour programmes de couverture correspond à la réduction maximale et est déterminé comme suit :~~

~~Pourcentage maximal de réduction admissible~~ × Capital net requis

~~Le pourcentage maximal de réduction admissible est de 50 % de celui obtenu par les modèles. Consultez la section 7.3.2.~~

Colonne 07 : *Provisions techniques nettes détenues*

Ce montant correspond au total des provisions techniques nettes inscrites au bilan pour les risques liés aux garanties de fonds distincts, excluant l'impôt différé^{66, 154}.

Colonne 08 : ~~Exigence nette de capital~~ Capital requis

Ce montant est déterminé comme suit :

~~(Capital TBCR net requis – Crédit pour programmes de couverture – Provisions techniques nettes détenues) × 1,25~~

La formule ~~de l'exigence nette de~~ pour déterminer le capital requis comprend un facteur de 1,25 pour entraîner ~~le capital requis son montant~~ au niveau cible d'intervention.

Les dispositions transitoires suivantes s'appliquent au capital requis déterminé à partir du modèle interne selon la méthode de la section 7.2.7 :

- la première année d'utilisation du modèle, le capital requis est calculé comme suit : 50 % du capital requis selon les facteurs prescrits + 50 % du capital requis selon le modèle interne;
- par la suite, il représente 100 % du capital requis selon le modèle interne.

¹⁵⁴ Le montant des provisions techniques nettes détenues ou tout montant similaire doit être calculé en accord avec le calcul du TBCR relativement à l'inclusion ou à l'exclusion de l'impôt différé.

Note : Le montant inscrit à la ~~ligne 100 de la colonne 08 (page 95.020 du formulaire ESCAP)~~ cellule 7020090920 doit être identique à celui de la ~~ligne 099~~ cellule 7010090920 de la ~~colonne 08 en page 95.01070.100~~.

Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital 275
Assurance de personnes
Chapitre 7
Autorité des marchés financiers Janvier 2018

Chapitre 8. Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de perte découlant de processus, personnes ou systèmes inadéquats ou défaillants, ou d'événements extérieurs. Cette définition comprend le risque juridique¹⁵⁵, mais exclut le risque stratégique et d'atteinte à la réputation.

8.1 Formule du risque opérationnel

Le capital requis ~~pour le~~ risque opérationnel est la somme des éléments suivants :

- le capital requis lié au volume d'affaires;
- le capital requis lié à une augmentation importante du volume d'affaires;
- le capital requis général.

8.2 Expositions et facteurs du risque opérationnel

La présente section présente les expositions et les facteurs utilisés pour calculer le capital requis ~~pour le~~ risque opérationnel.

8.2.1 Capital requis lié au volume d'affaires

Le capital requis lié au volume d'affaires est déterminé en appliquant les facteurs suivants aux primes ~~directes~~ ~~souscrites~~ et aux primes de réassurance acceptée qui ont été perçues lors des 12 derniers mois et aux valeurs des comptes ou passifs ~~pour~~ ~~les~~ ~~des~~ produits de type dépôt :

¹⁵⁵ Le risque juridique est composé notamment de l'exposition aux amendes, pénalités ou dommages découlant de mesures de surveillance, de même que de règlements privés.

Exposition	Facteur
Primes directes perçues ¹⁵⁶ souscrites	2,50 %
Primes de réassurance acceptée ¹⁵⁷	1,75 %
Produits de placement et rentes :	
Valeurs des comptes des produits fonds distincts avec garantie de placement et des passifs ¹⁵⁸ de rente : tous les contrats	0,40 %
Fonds distincts Valeurs des comptes des fonds distincts avec garantie des contrats couverts par une stratégie de couverture autorisée par l'Autorité (voir la section 7.2.8) ¹⁵⁹	0,40 %
Passifs de rente des rentes en cours de paiement et équivalents de passif de rente pour les ententes de transfert de risque de longévité	0,15 %
Vie Valeurs des comptes des polices d'assurance vie universelle	0,10 %
Fonds Valeurs des comptes des fonds communs de placement, des CPG, des autres produits de placement et des fonds distincts sans garantie et passifs de rente des rentes en accumulation	0,10 %

~~Les fonds distincts sans garantie doivent utiliser le facteur des fonds communs de placement.~~ Les primes souscrites des polices d'assurance vie individuelle et collective comprennent les primes d'assurance vie universelle, mais ne comprennent pas les primes des rentes et des ententes de transfert de risque de longévité, les dépôts de fonds communs de placement, les CPG, les dépôts de fonds distincts et les équivalents de primes pour les contrats de services administratifs seulement et de services de gestion de placements.

Pour la détermination du montant des primes de réassurance acceptée auquel le facteur de risque de 1,75 % s'applique, les primes de coassurance peuvent être réduites des allocations de réassurance telles que les commissions de cession qui comprennent les commissions d'agent, les taxes sur prime et les frais d'administration. Pour les ententes de coassurance à retenue de fonds et de coassurance modifiée, le facteur de 1,75 % s'applique à la partie de la somme brute accumulée à recevoir ou de la somme brute à

¹⁵⁶ ~~Les primes directes pour les polices d'assurance vie individuelle et collective comprennent les primes d'assurance vie universelle, mais ne comprennent pas les dépôts de fonds communs de placement, les CPG, les dépôts de fonds distincts et les équivalents de primes pour les contrats de services administratifs seulement et de services de gestion de placements.~~

¹⁵⁷ ~~Pour les ententes de coassurance, le facteur de risque de 1,75 % s'applique aux primes de réassurance acceptée, réduites des allocations de réassurance telles que les commissions de cession qui comprennent les commissions d'agent, les taxes sur prime et les frais d'administration.~~

¹⁵⁸ ~~Les valeurs des passifs auxquels sont appliqués les facteurs sont calculées avant la réassurance (lorsqu'applicable) et comprennent les PÉD.~~

¹⁵⁹ Même si la stratégie de couverture n'est que partielle à l'égard d'un contrat, la totalité de la valeur des comptes du contrat doit être incluse dans le calcul.

recevoir au titre de la coassurance modifiée qui correspond aux primes réduites des allocations de réassurance (c.-à-d. le montant de prime doit être le même que celui de la coassurance régulière).

Les valeurs des comptes et des passifs auxquelles les facteurs des produits de placement et des rentes sont appliqués sont calculées avant la réduction pour la réassurance (lorsqu'applicable) et comprennent les PÉD. La valeur des passifs pour les produits acceptés en vertu d'ententes de coassurance modifiée est la valeur des passifs pro forma qui auraient été déterminés si ces produits avaient été acceptés en vertu de coassurance régulière.

L'exigence de capital pour les ententes de transfert de risque de longévité qui acceptent le risque est la même que celle des produits de rente sous-jacents. Le passif de rente équivalent pour un swap est la valeur courante brute de la partie variable du swap, sans déduction ni compensation.

Les produits des filiales déconsolidées selon la section 1.3 sont exclus des exigences de risque opérationnel lié au volume d'affaires.

8.2.2 Capital requis lié à une augmentation importante du volume d'affaires

Le capital requis lié à une augmentation importante du volume d'affaires est calculé par région (voir la section ~~4.5.3~~.1.1.5). Les facteurs de la section 8.2.1 s'appliquent à l'excédent de l'augmentation d'une année à l'autre des primes ~~directes perçues~~souscrites, des primes de réassurance ~~acceptée~~acceptées et des valeurs des comptes ~~pour les~~ou des passifs des produits de placement ~~ou~~et des ~~passifs pour les~~rentes¹⁶⁰ sur la limite de 20 %.

~~Pour les primes souscrites directes, l'augmentation~~L'augmentation d'une année à l'autre¹⁶⁴ des primes souscrites est définie comme le montant total des primes souscrites des 12 derniers mois qui excède 120 % des primes souscrites pendant la même période de l'année précédente. Elle est calculée distinctement pour ~~les~~chacun des produits suivants :

- l'assurance vie individuelle (y compris l'assurance vie universelle);
- l'assurance vie collective (y compris l'assurance vie universelle);
- les autres produits d'assurance (excluant les rentes).

¹⁶⁰ Le calcul de l'augmentation pour les produits de placement et les rentes doit seulement tenir compte des ventes brutes de l'année.

¹⁶⁴ ~~Un facteur de risque de 2,50 % s'applique au montant total des primes directes souscrites lors des 12 derniers mois qui excède la limite d'augmentation de 20 % par rapport aux primes directes souscrites lors de la même période de l'année précédente.~~

~~Pour les primes de réassurance, l'augmentation~~ L'augmentation d'une année à l'autre¹⁶² des primes de réassurance acceptées est ~~calculée pour les~~ définie comme le montant total des primes ~~suivantes~~ :

~~les~~ de réassurance acceptées des 12 derniers mois qui excède 120 % des primes acceptées pendant la même période de l'année précédente, sur l'ensemble des produits.

Pour les ~~valeurs des comptes des~~ produits de placement et les passifs des rentes, l'augmentation d'une année à l'autre est calculée distinctement pour ~~les~~ chacun des produits suivants :

- les valeurs des comptes des fonds distincts avec garantie;
- les passifs ~~de rente (incluant les PÉD)~~ des rentes en cours de paiement et les équivalents de passif de rente pour les ententes de transfert de risque de longévité;
- ~~l'assurance~~ les valeurs des comptes des polices d'assurance vie universelle;
- les valeurs des comptes des fonds communs de placement, ~~les~~ des CPG, ~~les~~ des autres produits de placement et des fonds distincts sans garantie et les passifs ~~de~~ ~~rente~~ des rentes en accumulation.

Afin de prendre en compte l'impact des variations de taux de change pendant les périodes de calcul, les primes des périodes courante et précédente, les valeurs des comptes et les passifs libellés en monnaie étrangère doivent être convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de déclaration de l'ESCAP¹⁶³. Par conséquent, les montants utilisés pour calculer l'augmentation importante du volume d'affaires peuvent ne pas correspondre aux montants présentés dans les états financiers de la période précédente et les primes peuvent ne pas correspondre aux montants présentés dans les états financiers de la période courante.

Dans le cas de l'acquisition d'une autre entité ou de l'acquisition d'un portefeuille de produits (p. ex., par la prise en charge en réassurance), les primes, valeurs des comptes, passifs ou équivalents de passif pour les périodes des exercices précédents (avant l'acquisition) correspondent à la somme des ~~primes perçues distinctement par~~ ~~les~~ montants correspondants des deux entités ou portefeuilles de produits, soit la somme ~~des primes de~~ ~~de~~ ces montants pour l'assureur acquérant et ~~de~~ pour l'assureur ou ~~du~~ portefeuille de produits acquis.

¹⁶² ~~Un facteur de risque de 1,75 % pour les primes acceptées s'applique au montant total des primes de réassurance acceptées lors des 12 derniers mois qui excède la limite d'augmentation de 20 % par rapport aux primes acceptées lors de la même période de l'année précédente.~~

¹⁶³ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

8.2.3 Capital requis général

Le capital requis général comprend deux éléments. Le premier élément est calculé ainsi :

- application d'un facteur de 5,75 % au capital requis total pour les exigences des risques de crédit, de marché et d'assurance, calculé ~~en tenant compte de~~ ~~après réduction pour~~ toute la forme de réassurance et réduit des crédits pour les produits avec participation, pour les produits ajustables, pour les dépôts de titulaires de police, pour les ajustements pour l'assurance collective et pour la diversification; plus
- application d'un facteur de 4,5 % au capital requis ~~pour les~~des garanties des fonds distincts.

Le deuxième élément est calculé par l'application d'un facteur de 2,5 % aux primes cédées en réassurance¹⁶⁴ afin de compenser la sous-évaluation du premier élément découlant de son calcul qui ~~tient compte de~~ est réduit pour la réassurance. Pour les produits de rente cédés, le montant qui doit être utilisé comme l'équivalent de la prime de réassurance cédée est le montant annuel des paiements de rente cédés au réassureur. Pour les risques cédés par des ententes de transfert de risque de longévité, le montant qui doit être utilisé comme l'équivalent de la prime de réassurance cédée est le montant brut des paiements de rente cédés (pour les swaps, ce montant est le paiement annuel brut de la partie variable du swap sans déductions ni compensations). Pour les ententes de coassurance, le facteur de risque de 2,5 % s'applique aux primes cédées, réduites des allocations de réassurance telles que les commissions de cession qui comprennent les commissions d'agent, les taxes sur prime et les frais d'administration.

Indicateur	Facteur
Capital requis pour les des risques de crédit, de marché et d'assurance	5,75 %
Capital requis pour les des garanties des fonds distincts	4,5 %
Primes cédées en réassurance	2,5 %

¹⁶⁴ ~~Pour les ententes de coassurance, le facteur de risque de 2,5 % s'applique aux primes cédées, réduites des allocations de réassurance telles que les commissions de cession qui comprennent les commissions d'agent, les taxes sur prime et les frais d'administration.~~

Chapitre 9. Produits avec participation et produits ajustables

Les exigences de capital requis ~~pour les~~ produits avec participation et les produits ajustables sont calculées selon les chapitres précédents comme si ces produits étaient sans participation et non ajustables. Cependant, les produits avec participation et les produits ajustables permettent à l'assureur de partager le risque avec les titulaires de police par l'entremise d'avantages discrétionnaires. Par conséquent, l'assureur peut inclure des crédits pour les produits avec participation et pour les produits ajustables contractuellement dans le calcul du Coussin de solvabilité global, si certains critères sont respectés.

L'assureur doit calculer le crédit pour les produits avec participation par région (voir la section ~~4.5.3~~-1.1.5). Cependant, si le transfert des risques aux titulaires de police par une réduction des participations n'est pas homogène pour tous les produits avec participation d'une même région, l'assureur devra segmenter ses produits avec participation de la région en différents blocs sur la base de transferts de risques homogènes aux titulaires de police¹⁶⁵. **Un bloc de produits segmentés peut contenir des actifs et passifs (p.ex., l'excédent, les PÉD et les fonds accessoires, incluant les actifs auxquels ils sont adossés) dont les risques ne sont pas transférés aux titulaires de police.** Un montant individuel d'exigence de capital réduite du crédit pour les produits avec participation devra être calculé pour chacun des blocs **avec participation**.

Un crédit pour les produits ajustables doit être calculé pour chacun des produits ajustables d'une même région.

Une réduction importante des participations ou des ajustements importants apportés aux caractéristiques ajustables peuvent occasionner des impacts défavorables en raison des abandons, de l'antisélection, des hausses de dépenses unitaires ou des poursuites judiciaires entamées par les titulaires de police. Ces impacts défavorables ne doivent pas être reflétés dans les flux de trésorerie lors du calcul du crédit pour les produits avec participation et les produits ajustables.

9.1 Crédit pour les produits avec participation

9.1.1 Critères relatifs au crédit pour les produits avec participation

Un crédit pour les produits avec participation peut être utilisé pour réduire ~~le~~ exigence de capital ~~requis~~ d'un bloc de produits avec participation à condition que les résultats liés à des éléments spécifiques de risque soient incorporés dans le processus d'ajustement annuel des participations de façon constante d'une année à l'autre. Un bloc de produits avec participation est admissible à un crédit s'il satisfait aux trois critères suivants.

¹⁶⁵ Les actifs et passifs dont les risques ne sont pas transférés aux titulaires de police et qui sont amalgamés et liés à plusieurs blocs de produits avec participation dans une même région doivent être attribués proportionnellement à des blocs de produits avec participation particuliers.

1. La politique de l'assureur en matière de participation doit être divulguée publiquement. Elle doit indiquer clairement que les participations ne sont pas garanties et seront modifiées en fonction des résultats réels. L'assureur doit divulguer publiquement quels éléments des résultats réels sont incorporés dans le processus d'ajustement annuel des participations (p. ex., le revenu de placement ainsi que les résultats de défaut d'actif, de mortalité, de déchéance et de dépenses) et comment ces risques sont transférés aux titulaires de police.
2. L'assureur doit examiner périodiquement (au moins une fois l'an) l'échelle de participation en regard des résultats réels du compte avec participation (c.-à-d. en incluant tous les blocs de produits). Il doit être en mesure de démontrer à la satisfaction de l'Autorité quels éléments des résultats réels, en excédent des montants prévus dans l'échelle actuelle de participation, ont été transférés aux titulaires de police lors de l'ajustement annuel des participations. Il doit aussi être en mesure de démontrer que, dans la mesure où les déficits des montants prévus par rapport aux résultats globaux ne sont pas entièrement absorbés par des provisions additionnelles ou d'autres mécanismes de nivellement semblables, ils sont récupérés¹⁶⁶ en valeur actualisée au moyen de réductions (uniformes ou décroissantes) de l'échelle de participation¹⁶⁷. Les réductions de cette échelle nécessaires pour la récupération doivent être effectuées dans les deux ans suivant la constatation des déficits.
3. L'assureur doit être en mesure de démontrer à l'Autorité qu'il applique la politique de participation et les pratiques décrites précédemment.

L'actuaire doit expliquer dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital comment il s'est assuré que les produits avec participation admissibles satisfont aux critères précédents. La documentation appuyant ces explications doit être conservée et mise à la disposition de l'Autorité à sa demande.

9.1.2 Calcul du crédit pour les produits avec participation pour un bloc

Le crédit pour les produits avec participation pour un bloc admissible de produits avec participation tient compte de la valeur actualisée des flux de trésorerie des participations redressés. Le crédit pour les produits avec participation (CP_i) ~~pour le~~ du bloc qui est utilisé pour calculer le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) est obtenu à l'aide de la formule suivante :

¹⁶⁶ La récupération des déficits doit être démontrée sur la base de réductions de l'échelle de participation par rapport à ce qui aurait été versé en tenant compte uniquement des éléments de risque qui sont transférés aux titulaires de police. Une réduction de l'échelle de participation ne sera admise comme transfert de risque aux titulaires de police que si elle a été adoptée par une résolution du conseil d'administration de l'assureur.

¹⁶⁷ Les réductions de l'échelle de participation doivent être nivelées ou représenter une récupération initiale importante ou accélérée des excédents. Pour les produits qui ne comportent pas de participations périodiques, les réductions des participations à l'échéance sont réputées constituer des réductions nivelées de l'échelle de participation.

$$CP_i = \min \left[K_i - K_i^{\text{intérêt réduit}} + \left(1 - \frac{RTI_i}{\max(C_i^{\text{défavorable}}; RTI_i)} \right) \left(1 - \frac{RTI_{i \text{ par}}}{\max(C_i^{\text{défavorable}}; RTI_{i \text{ par}})} \right) C_i^{\text{initial}}; K_i - K_i^{\text{seuil}} \right]$$

où :

- C_i^{initial} est égal à 75 % de la valeur actualisée des flux de trésorerie des participations redressés ~~pour le~~ bloc utilisés dans le calcul du risque de taux d'intérêt (voir la section 5.1.3.3), où ces flux sont actualisés à l'aide des ~~taux~~ Taux d'actualisation du scénario initial ~~du chapitre 5;~~ de la section 5.1.1;
- $C_i^{\text{défavorable}}$ est égal à 75 % de la valeur actualisée des flux de trésorerie des participations redressés ~~pour le~~ bloc utilisés dans le calcul du risque de taux d'intérêt où ces flux sont actualisés à l'aide des taux du scénario le plus défavorable retenu pour déterminer l'exigence capital requis du risque de taux d'intérêt;
- $RTI_{i \text{ par}}$ est l'exigence capital requis du risque de taux d'intérêt (voir la section 5.1.35.1.2.3) ~~pour le~~ bloc selon le scénario le plus défavorable qui sert à déterminer l'exigence capital requis du risque de taux d'intérêt;
- K_i est l'exigence diversifiée ajustée ~~K~~ ~~pour le~~ bloc (voir la section 11.2);
- $K_i^{\text{intérêt réduit}}$ est l'exigence diversifiée ajustée ~~K~~ pour tous les risques du bloc, mais avec l'exigence capital requis du risque de taux d'intérêt ~~réduit~~ réduit. Ce montant est calculé en assignant la valeur égale à $\max(RTI_{i \text{ par}} - C_i^{\text{défavorable}}; 0)$ à l'exigence au capital requis du risque de taux d'intérêt du bloc et en laissant toutes les autres exigences de risque inchangées;
- K_i^{seuil} est l'exigence diversifiée ajustée minimale ~~pour le~~ bloc. Ce montant est calculé en regroupant les éléments suivants dans le calcul de K^{168} :
 - i) 100 % ~~des exigences pour~~ du capital requis de tous les risques du bloc qui ne peuvent pas être transférés aux titulaires de police par un ajustement de l'échelle de participation¹⁶⁹;

¹⁶⁸ - Pour les risques d'assurance, les facteurs de pourcentage ci-dessous sont appliqués aux montants intermédiaires RA_i et NT_i qui sont utilisés pour calculer K .

¹⁶⁹ Ce capital requis comprend le capital requis des risques de crédit et de marché relié aux actifs adossés à l'excédent, aux PÉD et aux fonds accessoires si le rendement de ces actifs n'est pas transféré aux titulaires de police. Si le bloc comprend des actifs et passifs dont les risques ne sont pas transférés aux titulaires de polices et que ces actifs et passifs sont amalgamés avec des actifs et passifs dont les risques sont transférés aux titulaires de polices, les montants de capital requis des risques de crédit et de marché, autres que le risque de taux d'intérêt, pour les actifs et passifs dont les risques ne sont pas transférés doivent être déterminés à l'aide d'une attribution proportionnelle.

- ii) 10 % ~~de l'exigence brute~~ du capital requis du risque de taux d'intérêt ~~pour le~~ bloc, si le risque de taux d'intérêt peut être transféré aux titulaires de police par un ajustement de l'échelle de participation;
- iii) 30 % ~~de l'exigence~~ du capital requis de tous les autres risques qui peuvent être transférés aux titulaires de police par un ajustement de l'échelle de participation.

~~Les exigences du risque de taux d'intérêt RTI_i et celles utilisées pour le calcul de tous les montants K ci-dessus ne peuvent pas être négatives.~~

Pour un bloc qui comprend des actifs et passifs dont le risque de taux d'intérêt est transféré aux titulaires de police et d'autres actifs et passifs dont le risque de taux d'intérêt n'est pas transféré aux titulaires de police, le montant combiné pour i) et ii) ci-dessus qui doit être utilisé pour l'exigence du risque de taux d'intérêt lors du calcul de $K_{i,seuil}$ est :

$$100 \% \times RTI_{i,par\ st} + 10 \% \times \max(RTI_{i,par} - RTI_{i,par\ st}; 0)$$

où $RTI_{i,par\ st}$ est défini à la section 5.1.2.3.

Exemple : Crédit pour les produits avec participation

Supposons que les montants de capital requis d'un bloc de produits avec participation soient les suivants :

Risque d'assurance	Capital requis (RA_i)	Composantes des risques de niveau et de tendance (NT_i)	$RA_i - 0,5 \times NT_i$
Mortalité	750 000	300 000	600 000
Longévité	0	0	0
Morbidité – incidence	0	0	0
Morbidité – cessation	0	0	0
Déchéance – fondés	500 000	200 000	400 000
Déchéance – sensibles	0	0	0
Dépenses	50 000	0	50 000
Total	1 300 000	500 000	

Autres risques	Capital requis
----------------	----------------

Risque de crédit	300 000
Risque de taux d'intérêt (RTI)	400 000
Autres risques de marché	250 000

De même, supposons que la valeur actualisée des participations redressées du bloc selon le scénario initial est de 800 000 et que cette valeur augmente à 1 200 000 selon le scénario défavorable qui sert à déterminer le capital requis du risque de taux d'intérêt. La valeur $C_{initial}$ du bloc est donc de $(75 \% \times 800\,000 =)$ 600 000 et la valeur de $C_{défavorable}$ est de $(75 \% \times 1\,200\,000 =)$ 900 000. Enfin, supposons que tous les risques associés au bloc, sauf le risque de mortalité, sont transférés aux titulaires de police au moyen d'ajustements aux participations.

L'exigence K pour ce bloc est égale à 1 913 534 (les montants intermédiaires du calcul sont $A = 832\,166$, $D = 1\,544\,525$ et $N = 2\,250\,000$; voir la section 11.2.4 pour un exemple qui présente les étapes dans le calcul de K). Puisque $RTI < C_{défavorable}$ pour le bloc, l'exigence $K_{intérêt\ réduit}$ est l'exigence K du bloc recalculée en utilisant un capital requis du risque de taux d'intérêt de 0 et elle est égale à 1 565 932 ($A = 832\,166$, $D = 1\,205\,277$ et $N = 1\,850\,000$). Le crédit potentiel en fonction de la capacité d'absorption des participations est donc le suivant :

$$1\,913\,534 - 1\,565\,932 + \left(1 - \frac{400\,000}{900\,000}\right) \times 600\,000 = 680\,935$$

Puisque tous les risques, sauf le risque de mortalité, sont transférés aux titulaires de police, l'exigence K_{seuil} du bloc est calculée en utilisant 100 % du capital requis du risque de mortalité, 10 % du capital requis du risque de taux d'intérêt et 30 % du capital requis des autres risques.

Risque d'assurance	Capital requis (RA_i)	Composantes des risques de niveau et de tendance (NT_i)	$RA_i - 0,5 \times NT_i$
Mortalité	750 000	300 000	600 000
Longévité	0	0	0
Morbidité – incidence	0	0	0
Morbidité – cessation	0	0	0
Déchéance – fondés	150 000	60 000	120 000
Déchéance – sensibles	0	0	0
Dépenses	15 000	0	15 000

Total	915 000	360 000	
--------------	----------------	----------------	--

Autres risques	Capital requis
Risque de crédit	90 000
Risque de taux d'intérêt (RTI)	40 000
Autres risques de marché	75 000

La valeur de K_{seuil} est donc de 987 966 ($A = 649 173$, $D = 772 354$ et $N = 1 120 000$) et le crédit maximal en fonction des exigences qui excèdent les seuils de l'ESCAP est donc le suivant :

$$1 913 534 - 987 966 = 925 568$$

Le crédit pour les produits avec participation CP du bloc est égal au moindre des deux montants, soit 680 935.

9.2 Crédit pour les produits ajustables contractuellement

9.2.1 Critères relatifs au crédit pour les produits ajustables

Les produits ajustables contractuellement sont admissibles à un crédit s'ils satisfont à tous les critères suivants.

1. L'ajustabilité contractuelle est à la seule discrétion de l'assureur et elle doit s'exercer pendant la durée du contrat.
2. Toutes les caractéristiques d'ajustabilité associées aux produits (p. ex., les primes, les frais et les sommes assurées) ont été divulguées explicitement dans le contrat.
3. L'assureur doit analyser périodiquement (au moins une fois l'an) les résultats des produits et considérer leur impact potentiel sur les ajustements. Bien que les analyses et les ajustements correspondants puissent être principalement prospectifs, l'assureur doit être en mesure de démontrer à la satisfaction de l'Autorité quels éléments des résultats réels sont considérés dans la procédure d'analyse.
4. L'ajustabilité est raisonnablement souple et l'assureur doit avoir mis à l'essai la souplesse raisonnable des caractéristiques d'ajustabilité lors de la tarification du produit ou par la suite. L'essai devrait prouver que l'assureur peut récupérer au moins la moitié des prestations imprévues liées au risque d'assurance ~~en comparant les passifs de police~~ (défini comme l'exigence de capital marginale pour les risques d'assurance du produit moins son Attribution de l'avoir relative aux risques d'assurance) en comparant les passifs des polices avec et sans ajustements futurs. Les essais d'ajustabilité ne doivent pas tenir compte des montants recouvrables par le biais d'ententes qui bénéficient d'un crédit distinct pour l'exigence capital requis du risque d'assurance, comme les conventions de

non-responsabilité, les dépôts effectués par des titulaires de police et les provisions pour fluctuation des réclamations.

5. Si l'assureur prend un crédit pour une caractéristique ajustable, il doit avoir une politique interne documentée décrivant la façon dont il établit les ajustements ainsi que les éléments importants considérés dans leur établissement, notamment les pertes ou déficits liés aux résultats globaux réels. Tout crédit pris par l'assureur doit être calculé conformément à la façon prévue par la politique interne et doit refléter les politiques qui réduiraient ou limiteraient l'ajustabilité permise par le contrat si elles étaient suivies.
6. L'assureur doit être en mesure de démontrer à l'Autorité qu'il applique la politique d'ajustement et les pratiques décrites précédemment.

Un produit qui n'est ajustable que jusqu'à un certain âge ou qui ne prévoit qu'un ajustement unique peut être considéré admissible à condition qu'il satisfait à tous les critères précédents. L'assureur ne doit pas prendre un crédit pour un ajustement qui n'est plus disponible (p. ex., s'il a été utilisé ou est expiré) ou s'il ne l'exercerait pas, selon sa politique ou ses pratiques du passé, en cas de résultats défavorables ou de pertes. De même, un produit n'est pas admissible si l'ajustabilité ~~est exercée au renouvellement~~ n'est exercable qu'après la durée du contrat, mais que le titulaire passif comme définie par les Normes de police n'a aucune obligation pratique de renouvellement¹⁷⁰ l'ICA.

Un produit qui est ajustable à la discrétion de l'assureur, mais qui est assujéti à une approbation d'une tierce partie, est admissible. Cependant, le crédit pour ce produit sera inférieur à celui des autres produits ajustables admissibles qui ne sont pas assujéti à une telle approbation.

Un produit comportant une disposition de maintien de la solvabilité (p.ex. certains produits sans participation émis par des sociétés de secours mutuels) peut être admissible s'il satisfait à tous les autres critères.

Un produit dont les caractéristiques ne peuvent pas être ajustées à la discrétion de l'assureur (notamment, les ajustements fondés sur une formule ou un indice) est traité comme un produit non ajustable¹⁷⁰.

L'actuaire doit expliquer dans le Rapport sur l'attestation ~~de conformité~~ relative à la ligne directrice de capital comment il s'est assuré que les produits ajustables admissibles satisfont aux critères précédents. La documentation appuyant ces explications doit être conservée et mise à la disposition de l'Autorité à sa demande.

9.2.2 Calcul du crédit pour les produits ajustables

¹⁷⁰ Il est possible toutefois qu'un produit avec un ajustement fondé sur une formule ou un indice possède aussi d'autres caractéristiques ajustables contractuellement à la seule discrétion de l'assureur, telles que les frais de protection d'assurance. Dans ces cas, seules les caractéristiques ajustables contractuellement à la seule discrétion de l'assureur sont traitées comme ajustables pour le calcul du crédit.

Le crédit brut pour les produits ajustables (C_j) est calculé pour les deux catégories suivantes de produits admissibles qui génèrent des flux de trésorerie de passif ajustables contractuellement.

1. Les produits ajustables à la seule discrétion de l'assureur et qui ne nécessitent pas d'approbation d'une tierce partie.
2. Les produits ajustables à la seule discrétion de l'assureur et qui nécessitent une approbation d'une tierce partie.

Le crédit brut pour les produits ajustables est égal à la différence entre les flux de trésorerie non ajustés et les flux de trésorerie ajustés actualisés à l'aide des ~~taux~~ Taux d'actualisation du scénario initial décrits dans la section 5.1.1. Les flux de trésorerie ajustés sont fondés sur l'ajustement maximal possible du contrat, sujet à une limite, pour chaque caractéristique ajustable. La limite pour chaque caractéristique ajustable est définie selon que la caractéristique nécessite une approbation d'une tierce partie ou non.

Pour les produits comportant des caractéristiques ajustables qui ne nécessitent pas une approbation d'une tierce partie, la hausse ou la baisse de chaque caractéristique reconnue dans les flux de trésorerie ajustés est limitée à 50 % du niveau actuel de la caractéristique, appliquée linéairement sur une période de cinq ans (c.-à-d. 10 % par année)¹⁷¹. Pour les produits comportant des caractéristiques ajustables qui nécessitent une approbation d'une tierce partie, la hausse ou la baisse de chaque caractéristique est limitée à 30 % du niveau actuel de la caractéristique, appliquée linéairement sur une période de cinq ans à la suite d'un délai d'attente de deux ans (c.-à-d. les ajustements de 6 % par année s'appliquent après le délai d'attente de deux ans)¹⁷².

Une fois le crédit brut pour les produits ajustables (C_j) calculé pour un produit, son crédit pour les produits ajustables (CA_j) qui est utilisé pour calculer le Coussin de solvabilité global (voir la section 11.3) est obtenu par la formule suivante :

$$CA_j = \min \left[C_j; 0,7 \times \left(K_{\text{sans par}} - K_{\text{sans par, sauf le produit ajustable } j} \right) \right]$$

où :

- $K_{\text{sans par}}$ est l'exigence diversifiée ajustée K (voir la section 11.2.4) calculée pour le bloc sans participation;
- $K_{\text{sans par, sauf le produit ajustable } j}$ est l'exigence diversifiée ajustée¹⁷³ K calculée pour le bloc sans participation, mais recalculée en excluant les exigences du produit ajustable admissible pour tous les risques d'assurance.

¹⁷¹ L'assureur peut aussi limiter l'ajustement à 25 % du niveau actuel de la caractéristique et l'appliquer après un an.

¹⁷² L'assureur peut aussi limiter l'ajustement à 10 % du niveau actuel de la caractéristique et l'appliquer après un an.

¹⁷³ Une approximation peut être utilisée en vertu de la section 1.4.5.

Exemple : Crédit pour ~~autres mécanismes d'atténuation des risques et les produits ajustables~~

Cet exemple repose sur l'exemple présenté à la fin de ~~transfert de risque~~ la section 11.2.4 où l'exigence $K_{sans\ par}$ du bloc de produits sans participation d'une région est égale à 1 495 198. Si ce bloc comprend un produit ajustable, il faut calculer le crédit brut pour les produits ajustables (C) et recalculer le capital requis du risque d'assurance du bloc en excluant les risques d'assurance liés au produit ajustable afin de déterminer le crédit pour les produits ajustables. Supposons que le crédit brut pour les produits ajustables est égal à 250 000 et que le tableau suivant présente le capital requis du risque d'assurance recalculé pour le bloc lorsque les risques d'assurance du produit ajustable sont enlevés du bloc de produits sans participation.

9.3 Introduction

~~Les mécanismes d'atténuation des risques, autres que les produits avec participation et les produits ajustables (voir le chapitre 9), pour lesquels un assureur peut obtenir un crédit en vertu de la présente ligne directrice sont les suivants (les exigences de risque auxquelles ils peuvent s'appliquer sont inscrites entre parenthèses) :~~

- ~~• la réassurance (exigences du risque d'assurance);~~
- ~~• les sûretés (exigence du risque de crédit pour les actifs à revenu fixe et les actifs de réassurance);~~

Risque d'assurance	Capital requis (RA_i), excluant le produit ajustable	Composantes des risques de niveau et de tendance (NT_i), excluant le produit ajustable	$RA_i - 0,5 \times NT_i$
Mortalité	800 000	500 000	550 000
Longévité	3 000	3 000	1 500
Morbidité – incidence	50 000	10 000	45 000
Morbidité – cessation	2 500	1 000	2 000
Déchéance – fondés	200 000	90 000	155 000
Déchéance – sensibles	100 000	40 000	80 000
Dépenses	7 500	0	7 500
Total	1 163 000	644 000	

Le recalcul des montants A , D , N et K du bloc est ensuite effectué ainsi :

$$A = \sqrt{\sum_{i,j=1}^7 \rho_{ij} \times (RA_i - 0,5 \times NT_i) \times (RA_j - 0,5 \times NT_j)} = 633\,756$$

$$E = 200\,000 + 75\,000 = 275\,000 \text{ (valeur inchangée)}$$

$$D = \sqrt{E^2 + EA + A^2} = 807\,189$$

$$N = \sum_{i=1}^7 RA_i + E = 1\,163\,000 + 275\,000 = 1\,438\,000$$

$$NT = 644\,000$$

$$K_{\substack{\text{sans par,} \\ \text{sauf le produit} \\ \text{ajustable}}} = 0,8N + 0,1NT + \max\left(0,233N - 0,116NT - 1,033D + \frac{D^2}{N - 0,5NT}; 0\right) \\ = 1\,225\,154$$

Le crédit pour les produits ajustables du produit est alors :

$$CA = \min[250\,000; 0,7 \times (1\,495\,198 - 1\,225\,154)] = 189\,031$$

9.3 Produits avec participation ajustables contractuellement

Lorsqu'un produit avec participation comporte aussi une caractéristique ajustable permettant de transférer des pertes ou de prendre en compte des résultats défavorables découlant de tous les risques, l'assureur peut prendre un crédit simultané pour les produits avec participation et pour les caractéristiques ajustables, comme décrit ci-dessous. Pour que l'assureur puisse prendre ce crédit, le produit doit respecter tous les critères pour les produits avec participation énumérés dans la section 9.1.1 et tous les critères pour les produits ajustables énumérés dans la section 9.2.1. De plus, l'assureur doit pouvoir exercer à sa seule discrétion, sans approbation d'une tierce partie, la caractéristique ajustable permettant de recouvrer des pertes ou prendre en compte des résultats défavorables qui résultent de toute raison (c.-à-d. que l'ajustabilité ne doit pas être limitée à des risques particuliers). Si le produit avec participation comporte une caractéristique ajustable ne permettant pas de transférer des pertes ou de prendre en compte des résultats défavorables découlant de tous les risques, l'assureur ne peut pas prendre le crédit de la présente section. Pour de tels produits, l'assureur peut prendre le crédit pour les produits avec participation ou le crédit pour les produits ajustables, mais pas les deux.

Si un produit est admissible pour les deux crédits, le crédit pour les produits ajustables doit être recalculé pour le produit à l'aide de la méthode pour les produits avec participation décrite à la section 9.1. Le crédit révisé pour les produits ajustables est obtenu par la formule suivante :

$$CA = \min \left[K - K_{\substack{\text{intérêt} \\ \text{réduit}}} + \left(1 - \frac{RTI}{\max(C_{\text{défavorable}}; RTI)} \right) C_{\text{initial}}; K - K_{\text{seuil aj}} \right]$$

où

Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital
Assurance de personnes
Chapitre 9

290

Autorité des marchés financiers

Janvier 2018

- les définitions de K , $K_{\text{intérêt réduit}}$ et RTI sont celles de la section 9.1.2;
- C_{initial} est le crédit brut pour les produits ajustables défini à la section 9.2.2;
- $C_{\text{défavorable}}$ est le crédit brut pour les produits ajustables modifié par son actualisation aux taux du scénario le plus défavorable servant à déterminer le capital requis du risque de taux d'intérêt, plutôt que ceux du scénario initial;
- $K_{\text{seuil aj}}$ est calculé en regroupant les éléments suivants dans le calcul de K :
 - 30 % du capital requis de tous les risques d'assurance pour le bloc;
 - 100 % du capital requis de tous les autres risques pour le bloc.

Le crédit regroupé pour le produit est alors égal à :

$$\min(CP + CA ; K - K_{\text{seuil global}})$$

où

- CP est le crédit pour les produits avec participation du produit;
- CA est le crédit recalculé pour les produits ajustables du produit;
- K est l'exigence diversifiée ajustée du bloc;
- $K_{\text{seuil global}}$ est calculé en regroupant les éléments suivants dans le calcul de K :
 - 10 % du capital requis du risque de taux d'intérêt du bloc;
 - 30 % du capital requis de tous les autres risques du bloc.

Chapitre 10. Crédit pour la réassurance

- Le présent chapitre décrit le traitement de la réassurance pour la détermination des ratios ESCAP, les exigences concernant les garanties et les dérivés de crédit (exigence du risque de crédit pour les actifs à revenu fixe et les actifs de liées à la réassurance);
- les autres instruments dérivés employés à des fins de couverture (exigence du risque de marché);
- la titrisation de l'actif (exigence du risque de crédit).

Tout mécanisme (incluant la titrisation) en vertu duquel non agréée et les conditions requises afin que l'assureur puisse prendre un tiers accepte d'indemniser un assureur pour toute obligation ou risque qui serait normalement reflété dans les passifs de police ou le capital requis du risque d'assurance (ou y consent) est traité comme de la crédit pour la réassurance aux fins des exigences de capital et est assujéti aux exigences des sections 10.2 à 10.6 ci-dessous.

~~Les sûretés, les garanties et les dérivés de crédit peuvent être utilisés pour réduire les exigences du risque de crédit pour les actifs financiers à revenu fixe. Leurs conditions d'utilisation et le traitement de capital à appliquer sont décrits dans les sections 3.2 et 3.3. L'exigence du risque de crédit pour les actifs de réassurance décrite dans la section 10.4 peut être réduite par l'utilisation de véhicules de garantie sous réserve des conditions énoncées à la section 10.5. Les instruments dérivés employés à des fins de couvertures d'actions peuvent être utilisés pour réduire les exigences du risque de marché des actions, comme décrit dans la section 5.2.4, et les instruments dérivés employés comme couvertures du risque de change peuvent être utilisés pour réduire les exigences du risque de change, comme décrit dans les sections 5.6.2 et 5.6.4. La titrisation peut être utilisée pour réduire les exigences du risque de crédit, tel que prévu au chapitre 6 (Dispositions relatives à la titrisation) de la Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base donnée par l'Autorité aux coopératives de services financiers. Les garanties qui fournissent une protection par tranche sont traitées comme de la titrisation synthétique et sont couvertes par les exigences de ce même chapitre.~~

~~La réassurance dont l'objectif est l'atténuation du risque de crédit associé aux actifs au bilan de l'assureur cédant, peu importe si elle atténue d'autres risques simultanément, doit satisfaire aux conditions et suivre le traitement de capital spécifiés pour les mécanismes d'atténuation des risques qui sont admissibles pour réduire l'exigence du risque de crédit (soit, les garanties, les dérivés de crédit et la titrisation). Bien que les mécanismes d'atténuation des risques et la réassurance partagent certaines caractéristiques, les marchés visés et leurs caractéristiques particulières propres montrent assez de différences pour nécessiter des traitements de capital distincts.~~

9.4.10.1 Définitions

9.4.10.1.1 Réassurance agréée et non agréée

Dans la présente ligne directrice, les expressions « réassurance agréée » et « réassurance non agréée » réfèrent à l'Annexe A de la *Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance* donnée par l'Autorité. Les expressions « réassureur agréé » et « réassureur non agréé » réfèrent respectivement à un réassureur par rapport à ses ententes de réassurance agréée et de réassurance non agréée.

9.4.210.1.2 Passifs cédés

Dans le présent chapitre, les références aux passifs qui ont été « cédés » désigne les évaluations actuarielles d'obligations dues d'un réassureur en vertu d'une entente de réassurance, incluant les PÉD, mais avant toute réduction prise en compte pour la qualité de crédit du réassureur. Aux fins du présent chapitre, l'évaluation des produits réassurés doit être fondée sur le passif ~~de police~~des polices cédé plutôt que sur l'actif de réassurance inscrit au bilan.

9.510.2 Base d'évaluation des passifs cédés

Les passifs ~~de police~~des polices cédés par l'assureur en vertu de réassurance non agréée selon les définitions de la section 10.1 doivent être évalués, en conformité avec la MCAB, à l'aide d'hypothèses relatives aux actifs adossés aux passifs qui sont cohérentes avec les actifs utilisés pour garantir les obligations du réassureur. Aux fins d'évaluer les passifs cédés (totaux et police par police) en réassurance non agréée dans le présent chapitre, l'assureur doit présumer que les actifs adossés au passif cédé sont composés de la totalité ou d'une ~~partie~~partie des éléments suivants :

- les actifs détenus par l'assureur qui sont utilisés pour adosser les fonds retenus du réassureur non agréé ou les autres montants qui lui sont dus;
- les actifs situés au Canada, pour lesquels l'assureur a une sûreté de premier rang valide et parfaite, en vertu de la loi applicable, qui sont utilisés pour obtenir le crédit accordé pour la réassurance non agréée (voir la section 10.4);
- les lettres de crédit détenues pour garantir le paiement du réassureur à l'assureur qui sont utilisées pour obtenir le crédit accordé pour la réassurance non agréée (voir la section 10.4). Ces montants doivent être traités, aux fins de l'évaluation, comme des quasi-espèces ne portant pas intérêt.

Si l'ensemble des actifs mentionnés ci-dessus ne suffit pas à adosser le passif cédé, les autres actifs adossant le passif cédé sont réputés être des actifs détenus par l'assureur cédant qui adossent son Capital disponible non affecté.

9.610.3 Déduction du Capital disponible pour la réassurance non agréée

L'assureur doit déduire du Capital disponible les passifs ~~de police~~des polices cédés correspondant aux actifs de réassurance découlant de réassurance non agréée.

9.6.110.3.1 Exigence pour montant total positif de passifs cédés

Pour chaque réassureur non agréé, la valeur totale des passifs ~~de police~~des polices cédés au réassureur, si elle est positive, doit être incluse dans les déductions de l'assureur (voir la section 2.1.2.10).

9.6.210.3.2 Exigence pour passifs cédés police par police compensés

Lorsque l'assureur cède des passifs police par police positifs et des passifs police par police négatifs au même réassureur non agréé, le montant des passifs police par police compensés cédés au réassureur correspond au moindre des totaux suivants :

- les passifs police par police positifs cédés au réassureur;
- les passifs police par police négatifs cédés au réassureur.

Ce montant compensé, réduit des ajustements apportés aux Passifs négatifs selon la section 2.1.2.9¹⁷⁴, doit être déduit du ~~capital~~Capital de catégorie 1, comme Passif négatif et inclus dans le ~~capital~~Capital de catégorie 2. Cette exigence équivaut aux exigences qui s'appliqueraient en vertu des sections 2.1.2.9 et 2.2.1.5 si l'assureur avait conservé des montants égaux de passifs police par police positifs et négatifs.

9.6.310.3.3 Exigence pour montant total négatif de passifs cédés

Quand la valeur totale des passifs ~~de police~~des polices qu'un assureur a cédés à un réassureur non agréé particulier est négative, l'assureur doit déduire du ~~capital~~Capital de catégorie 1 et inclure au ~~capital~~Capital de catégorie 2 la valeur ~~déclarée~~présentée des actifs inscrits au formulaire VIE qui provient de l'opération avec le réassureur¹⁷⁵ à moins que les actifs :

1. ne soient grevés d'aucune charge et qu'ils soient détenus au Canada sous la garde de l'assureur;
2. ne soient pas des comptes débiteurs;
3. ne porte aucune exposition de crédit au réassureur non agréé ou à l'une ou l'autre de ses sociétés affiliées (les obligations du réassureur ou de l'une ou l'autre de ses sociétés affiliées qui ont été garanties par un tiers doivent être déduites du ~~capital~~Capital de catégorie 1 et incluses dans le ~~capital~~Capital de catégorie 2);
4. aient été transférés à l'assureur de manière permanente, par exemple, ils pourraient en pas être remboursables si une éventualité survenait.

¹⁷⁴ Aucune réduction de montant ajusté n'est permise pour les montants récupérables au rachat.

¹⁷⁵ Les actifs inscrits au formulaire VIE qui doivent être déduits excluent les actifs de réassurance négatifs et les passifs de réassurance dus au réassureur. La valeur des autres actifs découlant d'opérations avec le réassureur ne peut être compensée par les actifs de réassurance négatifs ou les passifs de réassurance dans le calcul du montant déduit du ~~capital~~Capital de catégorie 1.

Le montant de déduction du ~~capital~~Capital de catégorie 1 et d'ajout au ~~capital~~Capital de catégorie 2 exigé pour chaque réassureur non agréé est limité à la valeur totale négative des passifs cédés au réassureur, réduite des ajustements qui sont apportés au montant des Passifs négatifs en vertu de la section 2.1.2.9¹⁷⁶.

9.6.4—Exemples

Exemple : Exigences pour des passifs cédés

1. Un assureur canadien cède un montant total de 100 \$ de passifs ~~de police~~des polices à un réassureur non agréé. Ces passifs comprennent 300 \$ en passifs police par police positifs et 200 \$ en passifs police par police négatifs. Tous les produits cédés sont de l'assurance vie individuelle canadienne. En l'absence de tout véhicule de garantie (voir la section 10.4), l'assureur sera tenu, en vertu de la section 10.3.1, de déduire 100 \$ du Capital brut de catégorie 1. De plus, conformément à la section 10.3.2, l'assureur sera tenu de déduire 140 \$ (70 % de 200 \$) du Capital brut de catégorie 1 et d'ajouter ce montant au ~~capital~~Capital de catégorie 2.
2. Un assureur canadien cède un montant total négatif de 400 \$ de passifs ~~de police~~des polices à un réassureur non agréé. Ces passifs comprennent 100 \$ en passifs police par police positifs et 500 \$ en passifs police par police négatifs. Tous les produits cédés sont de l'assurance vie individuelle canadienne et le réassureur n'a aucun recours envers l'assureur en cas de déchéance totale ou partielle des polices cédées. En l'absence de tout véhicule de garantie, l'assureur sera tenu, en vertu de la section 10.3.2, de déduire 70 \$ (70 % de 100 \$) du Capital brut de catégorie 1 et d'ajouter ce montant au ~~capital~~Capital de catégorie 2. Une autre déduction pourrait être requise en vertu de la section 10.3.3, dépendant des actifs que l'assureur reçoit en contrepartie de la cession du montant total négatif. Par exemple :
 - a. Si l'assureur reçoit 300 \$ comptant en échange de la cession des polices, aucune déduction supplémentaire n'est alors requise en vertu de la section 10.3.3 puisque le paiement comptant n'est pas interdit en vertu des critères de cette section.
 - b. Si l'assureur enregistre une créance de 350 \$ provenant du réassureur non agréé, il doit donc déduire 280 \$ (le moindre de 350 \$ et 70 % de 400 \$) de plus du ~~capital~~Capital de catégorie 1 et ajouter ce montant au ~~capital~~Capital de catégorie 2. La déduction est de 280 \$, et non de 350 \$ dans ce cas, car elle se limite au montant total négatif de passifs cédés ajusté par le facteur de 70 %.
 - c. Si l'assureur ne reçoit rien en contrepartie de la cession des polices, aucune déduction supplémentaire n'est alors requise en vertu de la section 10.3.3. À remarquer toutefois que la cession en soi aura pour effet de réduire de 400 \$ le

¹⁷⁶ ~~Aucune réduction de montant ajusté n'est permise pour les montants récupérables au rachat.~~
Aucune réduction de montant ajusté n'est permise pour les montants récupérables au rachat.

Capital disponible de catégorie 1 sous forme d'une diminution des bénéfices non répartis.

9.7.10.4 Fonds détenus et véhicules de garantie

La présente section décrit les ~~formes d'atténuation du risque de crédit pour lesquelles~~ conditions en vertu desquelles les déductions du Capital disponible conformément à la section 10.3 peuvent être réduites. Elle remplace les règles qui s'appliqueraient par ailleurs conformément aux sections 3.2 et 3.3. ~~Dans le cas d'ententes de réassurance couvrant des polices émises hors Canada, toutes les exigences dont il est question dans la présente section s'appliquent, sauf que les véhicules de garantie peuvent aussi être détenus dans les pays où sont émises les polices.~~

9.7.10.4.1 Crédit disponible

L'assureur se voit accorder un crédit, pour chaque réassureur non agréé, qui correspond à la somme des éléments suivants.

- Les fonds détenus par l'assureur cédant pour son usage exclusif (p. ex., ~~réassurance~~coassurance à retenue de fonds) pour garantir le paiement à l'assureur cédant par le réassureur de la part des prestations ou des passifs qui revient à ce dernier et dont il est responsable en vertu de l'entente de réassurance.
- La valeur des véhicules de garantie¹⁷⁷ lui permettant de sécuriser l'exécution de ses engagements au Québec.

Les fonds détenus et les véhicules de garantie (les « garanties ») doivent être accessibles pendant toute la période où le réassureur a des obligations en vertu des ententes de réassurance pour lesquelles l'assureur cédant bénéficie d'un crédit. Si les clauses contractuelles visant les garanties sont susceptibles de varier au cours de la période, un crédit n'est autorisé que si l'assureur cédant bénéficie d'une option exclusive grâce à laquelle il peut conserver les garanties et que le coût de l'option, s'il en est, est pleinement reconnu et explicitement pris en compte en entier au moment où l'entente est conclue.

Dans l'ensemble, le montant du crédit accordé pour les lettres de crédit se limite à 30 % du montant total des passifs police par police positifs cédés à des réassureurs non agréés.

Les actifs utilisés pour obtenir un crédit pour un réassureur non agréé particulier ~~doivent réduire de façon importante le risque attribuable à la qualité du crédit du réassureur. Tout particulièrement, les actifs utilisés~~ ne peuvent pas être des obligations

¹⁷⁷ L'Autorité pourra, si elle le juge opportun, demander à l'assureur de lui fournir les documents nécessaires ou de respecter certaines formalités afin d'obtenir le crédit. Les assureurs sont invités à consulter le site Web de l'Autorité avant toute demande afin de voir si des instructions ont été publiées à cet égard.

~~d'apparentés~~ du réassureur non agréé ~~(c.-à-d., des obligations du réassureur proprement dit, de sa société mère, lui-même ou de l'une de ses filiales ou sociétés affiliées)~~. Cela signifie que :

1. dans la mesure où il inscrit à titre d'actifs à son formulaire VIE des obligations ~~d'un apparenté~~ du réassureur non agréé ou ~~d'une de ses sociétés affiliées~~, il est interdit à l'assureur cédant de considérer un crédit pour des fonds détenus pour garantir le paiement ~~d'un~~ réassureur non agréé;
2. les actifs détenus à l'égard des véhicules de garantie ne peuvent être utilisés pour obtenir un crédit s'ils représentent des obligations ~~d'un apparenté~~ du réassureur non agréé ou ~~d'une de ses sociétés affiliées~~;
3. une lettre de crédit n'est pas acceptable si elle provient ~~d'un apparenté~~ du réassureur non agréé ou ~~d'une de ses sociétés affiliées~~.

~~9.7.2~~10.4.2 Application aux exigences pour les passifs cédés

Le crédit disponible pour un réassureur non agréé peut être appliqué aux exigences suivantes de la section 10.3 :

- L'exigence pour ~~le~~ montant total positif de passifs cédés ~~au réassureur~~ (voir la section 10.3.1). Cette exigence peut être ramenée à zéro à l'aide du crédit disponible.
- L'exigence pour ~~les~~ passifs cédés police par police compensés ~~cedées au réassureur~~ (voir la section 10.3.2). Cette exigence peut être ramenée à zéro pour un réassureur particulier, mais le crédit total appliqué à cette exigence ne doit pas dépasser la limite indiquée ci-après.

Le crédit total disponible qui peut être appliqué à la deuxième exigence à l'égard de tous les réassureurs ne doit pas dépasser le plus élevé de zéro et du résultat du calcul suivant :

$$N - \max(-R - C; 0)$$

où :

- N est égal ~~à~~ au total de l'exigence ~~totale~~ pour ~~les~~ passifs cédés police par police compensés ~~cedées aux réassureurs non agréés~~;
- R est égal à 50 % de la différence entre le Coussin de solvabilité global de l'assureur (calculé ~~en tenant compte de~~ après réduction pour la réassurance agréée seulement) et l'Attribution de l'avoir;
- C est égal au Capital de catégorie 1, ~~ce montant étant~~ calculé ~~sans déduire en ne tenant pas compte de la déduction pour~~ l'exigence pour ~~les~~ passifs cédés police par police compensés ~~cedées aux réassureurs non agréés~~. (voir la section 10.3.2).

Si le crédit maximal pouvant être appliqué à la deuxième exigence est inférieur à l'exigence totale, la différence doit être déduite du ~~capital~~ Capital de catégorie 1 et

ajoutée au ~~capital~~Capital de catégorie 2 et elle ne peut être couverte par une garantie. Dans ce cas, l'assureur cédant peut attribuer le crédit total maximal à des réassureurs non agréés particuliers comme bon lui semble.

Tout crédit disponible pour un réassureur non agréé particulier qui dépasse la somme des maximums autorisés en vertu des deux exigences ci-dessus ou qui n'est par ailleurs pas appliqué à l'égard de ces exigences peut être appliqué aux exigences de capital ~~pour les~~des polices cédées au réassureur, sous réserve des conditions de la section 10.5.

~~9.7.3~~10.4.3 Exigences liées ~~au risque d'actif~~aux risques de crédit et de marché

Conformément au traitement du capital fondé sur la substitution qui est appliqué aux sûretés et aux garanties, l'assureur doit intégrer au capital requis les exigences de capital ~~pour le~~du risque de crédit (déterminées selon le chapitre 3) et ~~le~~du risque de marché (déterminées selon les sections 0 à 5.4) pour tous les actifs détenus à l'égard des véhicules de garantie qui servent à obtenir un crédit pour les ~~passifs cédés ou les exigences de capital du risque d'assurance à l'égard de la réassurance non agréée~~exigences de capital liées aux passifs cédés à l'égard de la réassurance non agréée ou qui sont inclus dans les Dépôts admissibles. Un calcul distinct est aussi requis pour le risque de change (voir la section 5.6.8). Les actifs détenus à l'égard des véhicules de garantie qui ne servent pas à obtenir un crédit pour les exigences de capital liées aux passifs cédés et qui ne sont pas inclus dans les Dépôts admissibles sont exclus de tous les calculs d'exigence de capital. Parmi les actifs détenus à l'égard des véhicules de garantie, l'assureur cédant peut désigner les actifs (ou une partie de ceux-ci) qui servent à obtenir le crédit ou qui sont inclus dans les Dépôts admissibles et auxquels des exigences doivent être appliquées.

~~9.8~~10.5 Calcul du capital requis ou des Dépôts admissibles

~~9.8.1~~10.5.1 Conditions à remplir pour obtenir le crédit

Pour que l'assureur cédant puisse réduire son Coussin de solvabilité global à l'égard d'une entente de réassurance agréée ou faire un ajout aux Dépôt admissibles à l'égard d'une entente de réassurance non agréée, l'entente doit respecter tous les principes énoncés dans la *Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la réassurance*. L'entente doit également satisfaire à toutes les conditions de transfert efficace des risques énoncées dans la présente section. L'assureur cédant doit pouvoir démontrer que le changement du risque auquel il est exposé, résultant de l'entente, est proportionnel au montant de réduction de son Coussin de solvabilité global ou au montant reconnu dans les Dépôts admissibles.¹⁷⁸

¹⁷⁸ Sans que l'Autorité limite l'obligation des assureurs cédants de respecter le principe de transfert des risques à l'égard de toutes les opérations de réassurance, elle peut, si l'envergure du risque qu'encourt l'assureur cédant après l'opération de réassurance n'est pas claire et si elle juge pertinent d'offrir plus de certitude, fournir davantage de consignes (y compris des exigences quantitatives) dans le but de mettre en œuvre ce principe à l'égard de toute entente de réassurance. Les assureurs sont invités à communiquer par écrit avec l'Autorité pour discuter des ententes de réassurance dont la mesure de

Le transfert de risque doit être efficace dans toutes les circonstances où l'assureur cédant s'appuie sur le transfert pour couvrir l'exigence de capital. Pour évaluer une entente, l'assureur cédant doit tenir compte de toute disposition contractuelle dont il ne contrôle pas directement le respect et qui atténuerait l'efficacité du transfert de risque. Il s'agit notamment de dispositions qui :

1. permettraient au réassureur d'annuler unilatéralement l'entente (pour un motif autre que le non-paiement des primes de réassurance contractuelles);
2. augmenteraient le coût effectif de l'opération pour l'assureur cédant en raison d'une plus grande probabilité que le réassureur subisse une perte aux termes de l'entente;
3. obligeraient l'assureur cédant à modifier les risques transférés afin d'atténuer la probabilité que le réassureur subisse une perte aux termes de l'entente;
4. permettraient de mettre fin à l'entente en raison d'une plus grande probabilité que le réassureur subisse une perte;
5. pourraient dispenser le réassureur de l'obligation de verser en temps opportun des montants dus aux termes de l'entente;
6. pourraient permettre de devancer l'échéance de l'entente.

L'assureur cédant doit aussi tenir compte des circonstances où l'avantage du transfert de risque pourrait être miné. Ce peut être le cas, par exemple, si l'assureur cédant fournit un soutien à l'entente (y compris sans que ce soit prévu au contrat) dans le but de réduire la perte potentielle ou réelle du réassureur.

Pour déterminer si le transfert de risque est efficace, l'entente de réassurance doit être considérée comme un tout. Si l'entente comprend plusieurs contrats, tous les contrats, y compris ceux entre des tiers, doivent être pris en considération. L'assureur cédant doit aussi considérer l'ensemble de sa relation juridique avec le réassureur.

Aucune réduction du Coussin de solvabilité global ou reconnaissance dans les Dépôts admissibles n'est autorisée à l'égard d'ententes de réassurance comportant un risque de base élevé à l'égard des polices réassurées (p. ex., si les paiements aux termes de l'entente reposent sur un indicateur externe plutôt que sur les prestations réelles). Les actifs de réassurance découlant d'ententes pouvant comprendre du risque de base peuvent être assujettis à une exigence de capital ~~pour le~~ risque d'assurance en plus de celle ~~pour le~~ risque de crédit.

Pour évaluer l'efficacité du transfert de risque, la nature économique de l'entente doit primer sur la forme juridique et sur le traitement comptable.

transfert des risques peut être peu claire ou pour lesquelles des consignes de mise en œuvre s'avèrent nécessaires.

9.8.2 10.5.2 Positions de risque conservées

Si une entente de ~~réassurance~~coassurance ne couvre pas toutes les prestations jusqu'à concurrence de la somme du montant du passif des contrats d'assurance cédé et de l'exigence marginale du risque d'assurance ~~pour les~~des polices cédées, réduite des PÉD, (le « Niveau nécessaire »), l'assureur cédant doit augmenter son capital requis ou réduire la limite reconnue dans les Dépôts admissibles. En particulier, toute entente de ~~réassurance fournissant une protection par tranche ou~~coassurance renfermant une disposition selon laquelle le réassureur est tenu de couvrir uniquement les prestations supérieures à un certain montant nécessitera un ajustement, sans égard au traitement comptable. Ces dispositions comprennent les suivantes (sans s'y limiter) :

- les bonifications (« *experience rating refunds* »);
- les provisions pour fluctuation des réclamations et les provisions pour fluctuation des réclamations de réassurance;
- les mécanismes variables de transfert de risque, à l'exception des dispositions précédentes, selon lesquels le montant des prestations réassurées est fonction des résultats antérieurs.

Si une entente de ~~réassurance~~coassurance agréée ne couvre pas toutes les prestations jusqu'à concurrence du Niveau nécessaire, l'assureur cédant doit ajouter à son capital requis le montant total des prestations jusqu'à ce niveau auxquelles il est toujours exposé. Si une entente de ~~réassurance~~coassurance non agréée ne couvre pas toutes les prestations jusqu'à concurrence du Niveau nécessaire, le montant $CS_0 - CS_1$ utilisé pour calculer la limite des Dépôts admissibles pour l'entente de ~~réassurance~~coassurance (voir la section 6.7.1) doit être réduit par le montant total des prestations jusqu'au Niveau nécessaire auxquelles l'assureur cédant est toujours exposé.

Les ententes de réassurance, autres que de la coassurance, qui fournissent une protection par tranche ou en vertu desquelles l'assureur cédant conserve autrement une position de risque sont traitées comme de la réassurance en excédent de pertes et sont assujetties aux conditions énoncées à la section 6.7.5.

Le montant de la position de risque conservée par l'assureur cédant en vertu d'une entente de réassurance doit faire l'objet d'un nouveau calcul, conformément à l'entente, à chaque date du bilan.

9.8.3 10.5.3 Réassurance agréée

~~Tous~~Toutes les ~~calculs liés aux~~exigences de capital ~~pour lesquelles un crédit peut être obtenu pour la réassurance~~ peuvent être ~~faits en tenant compte de~~calculées après réduction pour la réassurance agréée. Par exemple, les flux de trésorerie des passifs ~~de police~~des polices cédés ~~à des réassureurs agréés~~en réassurance agréée doivent être ~~soustraits~~exclus des flux de trésorerie des passifs ~~de police~~des polices utilisés pour calculer ~~une exigence~~toutes les composantes du risque d'assurance de l'ESCAP.

L'exigence de risque de crédit de 2,5 % pour les actifs de réassurance agréée peut être réduite conformément aux critères de la présente section à l'aide de l'approche de substitution décrite à la section 10.4.3 si l'actif est garanti par une sûreté qui satisfait aux conditions énoncées dans l'introduction de la section 3.2 et dans la section 3.2.2¹⁷⁹ ou par une garantie (incluant une lettre de crédit) qui satisfait aux conditions énoncées dans la section 3.3.

Si un assureur cède des affaires par des ententes de coassurance à retenue de fonds ou de coassurance modifiée qui constituent de la réassurance agréée, il est possible que les risques liés aux actifs dont il est question dans le chapitre 3 et les sections 0 à 5.4 soient transférés au réassureur. Par exemple, un tel transfert pourrait exister si le taux contractuel d'accumulation du passif de fonds retenus ou de l'ajustement de la coassurance modifiée n'est pas défini, mais dépend plutôt des rendements d'un portefeuille d'actifs détenus par l'assureur cédant. Le traitement aux fins du capital pour le transfert des risques liés aux actifs suit les traitements pour les sûretés (voir la section 10.4.3) ou les garanties (voir la section 3.3), selon le cas, qui sont tous deux fondés sur l'approche de substitution.

10.5.3.1 Fonds retenus et autres soldes dus aux réassureurs

L'exigence du risque de crédit lié aux actifs de réassurance découlant de réassurance agréée peut être réduite à l'égard :

- du passif de fonds retenus détenus par l'assureur cédant pour son usage exclusif (p. ex., la coassurance à retenue de fonds) pour garantir le paiement à l'assureur cédant par le réassureur de la part des prestations ou des passifs qui revient à ce dernier et dont il est responsable en vertu de l'entente de réassurance; et
- de tout autre passif de l'assureur cédant dû au réassureur pour lequel l'assureur cédant possède un droit juridique et contractuel lui permettant de compenser le montant à recouvrer du réassureur.

De tels passifs sont traités comme des sûretés pour l'actif de réassurance dû par le réassureur et le traitement aux fins du capital de l'actif de réassurance suit l'approche de substitution décrite à la section 10.4.3. Si les passifs ne sont pas assujettis à des fluctuations découlant de variations dans le prix des actifs, alors le facteur de risque de crédit associé au passif sujet à l'approche de substitution est de 0 %. Cependant, si la valeur du passif fluctue directement avec celle d'un ou de plusieurs actifs au bilan, alors :

- si le réassureur n'est pas une société affiliée à l'assureur cédant, les exigences du risque lié aux actifs pour les actifs au bilan sont éliminées. Si le réassureur est une société affiliée à l'assureur cédant, les exigences du risque lié aux actifs pour les actifs au bilan demeurent inchangées; et

¹⁷⁹ Les conditions pour les sûretés financières admissibles de la section 3.2.2 qui doivent être respectées pour la réassurance agréée sont celles qui sont applicables aux transactions sur les marchés de capitaux et non celles applicables aux prêts garantis. Si une sûreté est libellée dans une monnaie différente de celle de l'actif de réassurance, sa valeur marchande doit être réduite de 30 %.

- si les actifs au bilan ne sont pas des obligations du réassureur ou d'une de ses sociétés affiliées, les facteurs de risque de crédit associés au passif sont censés être les mêmes que ceux des actifs auxquels il est lié. Si une partie du passif est lié à un actif qui est une obligation du réassureur ou d'une de ses sociétés affiliées, cette partie du passif ne peut pas être reconnue comme une sûreté.

Exemple : Exigences des risques de crédit et de marché pour des affaires cédées par une entente de coassurance à retenue de fonds

1) En vertu d'une entente de coassurance à retenue de fonds, un assureur possède un actif de réassurance de 120 \$ dû par un réassureur agréé et un passif de fonds retenus de 100 \$ dû au réassureur. Le taux d'intérêt contractuel utilisé pour le solde des fonds retenus est de 2 % par année et l'assureur cédant ne transfère donc aucun risque lié aux actifs au réassureur. Une partie de 100 \$ du montant total de 120 \$ d'actif de réassurance est considérée garantie et l'autre partie de 20 \$ est considérée non garantie. Par conséquent, l'exigence du risque de crédit pour l'actif de réassurance est réduite de 3,00 \$ à :

$$0 \% \times 100 \$ + 2,5 \% \times 20 \$ = 0,50 \$$$

Les exigences des risques liés aux actifs pour les autres actifs au bilan de l'assureur demeurent inchangées.

2) Supposons plutôt que le montant d'accumulation contractuelle du passif de fonds retenus est égal au rendement du portefeuille suivant d'actifs au bilan, où aucun d'eux n'est une obligation du réassureur ou d'une de ses sociétés affiliées :

Actif	Valeur	Facteur
Obligation notée AA, échéance de 2 ans	25 \$	0,50 %
Obligation notée A, échéance de 5 ans	25 \$	2,00 %
Obligation notée BBB, échéance de 10 ans	25 \$	4,75 %
Actions ordinaires	25 \$	35 %

Si le réassureur n'est pas une société affiliée à l'assureur cédant, un montant total pour ces actifs de 10,56 \$ à titre d'exigences des risques liés aux actifs est soustrait du capital requis des risques de crédit et de marché de l'assureur. De plus, une partie de 50 \$ du portefeuille a un facteur d'actif inférieur à celui de l'actif de réassurance, ce qui permet à l'assureur cédant de traiter cette partie de l'actif de réassurance comme garantie; l'autre partie étant traitée comme non garantie. Par conséquent, l'exigence du risque de crédit pour l'actif de réassurance est réduite de 3,00 \$ à :

$$0,5 \% \times 25 \$ + 2,0 \% \times 25 \$ + 2,5 \% \times 70 \$ = 2,38 \$$$

10.5.3.2 Coassurance modifiée

Si une entente de coassurance modifiée agréée transfère au réassureur les risques liés aux actifs associés aux actifs au bilan, l'entente doit satisfaire à toutes les exigences de la section 3.3 afin que l'assureur cédant puisse prendre un crédit (p. ex., la réassurance doit fournir une protection au moins aussi forte qu'une garantie et le réassureur ne peut pas être une société affiliée à l'assureur cédant). Si l'assureur peut prendre un crédit pour le transfert des risques liés aux actifs, le traitement aux fins du capital suit l'approche de substitution. Le facteur de risque de crédit de substitution est le facteur correspondant à la notation liée à la capacité de règlement du réassureur et à l'échéance de l'actif couvert, plutôt que le facteur de 2,5 %. Pour les actifs couverts par le transfert de risque qui sont assujettis aux facteurs de risque de marché, le facteur de substitution doit être le facteur de risque de crédit du réassureur correspondant à une échéance de 10 ans. Si la durée de l'entente de coassurance modifiée est plus courte que l'échéance d'un actif à revenu fixe couvert, le rajustement d'asymétrie d'échéances décrit à la section 3.3.7 doit être appliqué.

Exemple : Exigences des risques de crédit et de marché pour des affaires cédées par une entente de coassurance modifiée

Dans l'exemple 2) de la section précédente, si l'entente de réassurance est une entente de coassurance modifiée plutôt qu'une entente à retenue de fonds, si la durée de la réassurance est de 20 ans, si la notation liée à la capacité de règlement du réassureur est AA, si le rendement du portefeuille d'actifs est inclus dans l'ajustement de coassurance modifiée et si la réassurance satisfait à toutes les exigences de la section 3.3 (incluant que le réassureur est un garant admissible selon la section 3.3.4), les exigences des risques de crédit et de marché pour le portefeuille d'actifs diminuent de 10,56 \$ à 1,31 \$, en vertu des facteurs d'actif de substitution suivants :

Actif	Valeur	Facteur
Obligation notée AA, échéance de 2 ans	25 \$	0,50 %
Obligation notée A, échéance de 5 ans	25 \$	1,25 %
Obligation notée BBB, échéance de 10 ans	25 \$	1,75 %
Actions ordinaires	25 \$	1,75 %

10.5.4 Réassurance non agréée

Les véhicules de garantie qui sont utilisés pour obtenir un crédit pour la réassurance non agréée ou pour les exigences de capital du risque d'assurance sont assujettis ~~aux~~ à des exigences de capital additionnelles pour les risques ~~d'actif~~ de crédit et de marché (voir la section 10.4.3 ~~et~~).

Si une entente de réassurance non agréée transfère au réassureur les risques liés aux actifs au bilan de l'assureur, l'assureur cédant ne bénéficie d'aucun crédit pour ces

exigences, puisque le facteur de risque de ~~change (voir la section 5.6.8)~~ crédit assigné à un réassureur non agréé est en fait de 100 % et ne mène donc pas à un crédit selon l'approche de substitution.

Dans la présente ligne directrice, l'expression « Dépôt excédentaire » représente la différence, si elle est positive, entre le crédit disponible pour un réassureur non agréé en vertu de la section 10.4.1 et le crédit appliqué aux exigences relatives aux passifs cédés au réassureur en vertu de la section 10.4.2. Si un réassureur non agréé a fait un Dépôt excédentaire, le montant total du dépôt ou une partie de celui-ci peut être inclus dans les Dépôts admissibles pour le calcul du Ratio ESCAP total et du Ratio ESCAP de base. La section 6.7.1 décrit la limite qui doit être appliquée au montant de Dépôt excédentaire qui peut être reconnu.

~~Chapitre 10.~~ Chapitre 11. Regroupement et diversification des risques

Le regroupement des risques est l'approche utilisée pour calculer le total de chacun et de l'ensemble des éléments de risque. Un crédit ou avantage de diversification se réalise lorsque le regroupement des risques produit des résultats inférieurs à la sommation des éléments de risque individuels. Le terme « région » est défini à la section 1.1.5.

~~40.111.1~~ Diversification à l'intérieur des risques

Des crédits pour diversification sont appliqués à des composantes particulières des exigences de mortalité et de morbidité du chapitre 6. ~~Puisque les exigences pour les~~ Le crédit de la section 11.1.1 est calculé après réduction pour la réassurance agréée. Dans le calcul du Coussin de solvabilité global utilisé pour déterminer les ratios ESCAP, les facteurs de fluctuation statistique de la section 11.1.2 sont calculés après réduction pour la réassurance agréée. Pour les coussins de solvabilité CS_1 , CS_2 et CS_3 définis à la section 6.7, les facteurs de fluctuation statistique sont projetés après réduction pour la réassurance agréée et sans tenir compte des éléments supplémentaires particuliers au calcul. ~~Puisque les exigences des~~ produits avec participation sont calculées sur une base individuelle (voir la section 9.1.2), aucun crédit de diversification à l'intérieur des risques n'est octroyé entre les risques similaires des produits avec participation et des produits sans participation.

~~40.1.111.1~~ Risques de niveau et de tendance de mortalité – crédit pour diversification entre les produits fondés sur la survie et les produits fondés sur les décès

Un crédit pour diversification est calculé entre les produits souscrits individuellement fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès. Il représente la différence entre la somme des composantes ~~pour les~~des risques de niveau et de tendance de mortalité ~~pour les~~des produits fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès (voir les sections 6.2.2 et 6.2.3) et la composante regroupée des risques de tendance et de niveau de mortalité. Le crédit est obtenu par la formule suivante :

$$\text{Crédit pour diversification} = \{CR_S + CR_D\} - CR_{\text{regroupée}}$$

où :

- CR_S est la somme des exigences de mortalité ~~pour le~~du risque de niveau et ~~le~~du risque de tendance déterminées respectivement selon les sections 6.2.2 et 6.2.3 ~~pour les~~des produits souscrits individuellement fondés sur la survie;
- CR_D est la somme des exigences de mortalité ~~pour le~~du risque de niveau et ~~le~~du risque de tendance déterminées respectivement selon les sections 6.2.2 et 6.2.3 ~~pour les~~des produits souscrits individuellement fondés sur les décès;

- $CR_{regroupée}$ est la composante regroupée des risques de niveau et de tendance de mortalité (après diversification) pour tous les produits fondés sur la survie et sur les décès calculée selon la formule ci-dessous.

La composante regroupée des risques de niveau et de tendance de mortalité suppose un facteur de corrélation de -75 % entre les produits fondés sur la survie et ceux fondés sur les décès et est calculée comme suit :

$$CR_{regroupée} = \sqrt{CR_S^2 + CR_D^2 - 1,5 \times CR_S \times CR_D}$$

40.1.211.1.2 Crédits pour le risque de morbidité

Les exigences de capital ~~pour le~~ risque de morbidité déterminées selon la section 6.4 sont réduites pour certains produits par la multiplication d'un facteur de fluctuation statistique (« FFS ») aux exigences. Pour chaque FFS, les expositions sont regroupées par produit ~~et à l'intérieur de chaque~~ région avant son application. Par exemple, toutes les expositions d'invalidité ~~d'une région~~ sont regroupées (RI individuelle – actifs, EP individuelle – actifs, RI individuelle – invalides, ILD collective – invalides, EP individuelle et collective – invalides et ICD collectives – actifs et invalides) avant l'application du FFS.

40.1.211.1.2.1 ~~40.1.2.1~~11.1.2.1 Crédit pour le risque de niveau

Les formules pour calculer les FFS de morbidité pour le risque de niveau sont présentées ci-dessous.

Invalidité

$$FFS(EC) = \begin{cases} 1, & \text{si } EC \leq 42\,000\,000 \$ \\ 0,9 + \frac{648}{\sqrt{EC}}, & \text{si } EC > 42\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où EC est l'exigence de capital ~~pour le~~ risque de niveau.

Maladies graves

$$FFS(CA) = \begin{cases} 1, & \text{si } CA \leq 300\,000\,000 \$ \\ 0,15 + \frac{14\,722}{\sqrt{CA}}, & \text{si } CA > 300\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où CA est le capital assuré total, ~~réduit de la réassurance~~.

Soins de longue durée

$$FFS(EC) = \begin{cases} 1, & \text{si } EC \leq 75\,000\,000 \$ \\ 0,5 + \frac{4\,330}{\sqrt{EC}}, & \text{si } EC > 75\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où EC est l'exigence de capital ~~pour le~~ risque de niveau.

~~10.1.2.2~~ 11.1.2.2 **Crédit pour le risque de volatilité**

Les formules pour calculer les FFS de morbidité pour le risque de volatilité sont présentées ci-dessous.

Invalidité

$$FFS(EC) = \begin{cases} 1, si EC \leq 6\,000\,000 \$ \\ 0,7 + \frac{734}{\sqrt{EC}}, si EC > 6\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où EC est l'exigence de capital ~~pour le~~ risque de volatilité.

Maladies graves

$$FFS(CA) = \begin{cases} 1, si CA \leq 300\,000\,000 \$ \\ 0,15 + \frac{14\,722}{\sqrt{CA}}, si CA > 300\,000\,000 \$ \end{cases} \quad SFF(B) =$$

$$\begin{cases} 1, si B \leq \$125,000,000 \\ 0,2 + \frac{8,944}{\sqrt{B}}, si B > \$125,000,000 \end{cases} \quad SFF(B) = \begin{cases} 1, si B \leq \$250,000,000 \\ 0,25 + \frac{11,858}{\sqrt{B}}, si B > \$250,000,000 \end{cases}$$

où CA est le capital assuré total, ~~réduit de la réassurance.~~

Soins de longue durée

$$FFS(EC) = \begin{cases} 1, si EC \leq 3\,000\,000 \$ \\ 0,3 + \frac{1\,212}{\sqrt{EC}}, si EC > 3\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où EC est l'exigence de capital ~~pour le~~ risque de volatilité.

Assurance voyage et assurance prêt

$$FFS(EC) = \begin{cases} 1, si EC \leq 5\,000\,000 \$ \\ 0,2 + \frac{1\,788}{\sqrt{EC}}, si EC > 5\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où EC est l'exigence de capital ~~pour le~~ risque de volatilité.

Assurance collective maladie et dentaire (incluant les autres produits A-M collective)

$$FFS(EC) = \begin{cases} 1, & \text{si } EC \leq 3\,000\,000 \$ \\ 0,7 + \frac{519}{\sqrt{EC}}, & \text{si } EC > 3\,000\,000 \$ \end{cases}$$

où EC est l'exigence de capital ~~pour le~~ risque de volatilité.

40.1.311.1.3 Risques de mortalité et de morbidité – crédit pour volume de portefeuille

Un crédit de diversification entre les régions est donné pour la composante du risque de niveau des exigences de mortalité et de morbidité. ~~À l'intérieur de~~ Pour chacune des exigences de mortalité, de morbidité liée à l'incidence et de morbidité liée à la cessation ~~d'un bloc de produits d'une région~~, la composante ~~pour le~~ risque de niveau peut être réduite à l'aide de la formule suivante :

$$0,5 \times (N_0 - N_1)$$

où :

- N_0 est la ~~somme des composantes de~~ composante du risque de niveau ~~calculées par région du bloc~~ calculée à l'aide de la composante du risque de volatilité et des facteurs de fluctuation statistique ~~calculés séparément pour chaque~~ de sa région;
- N_1 est la composante ~~regroupée~~ du risque de niveau du bloc calculée ~~pour l'ensemble des régions~~ à l'aide de la composante du risque de volatilité et des facteurs de fluctuation statistique fondés sur le regroupement des portefeuilles de toutes les régions.

N_0 et N_1 sont calculés ~~en tenant compte de~~ après réduction pour toute ~~la~~ forme de réassurance.

40.211.2 Diversification entre les risques

Après les calculs distincts de chaque exigence de risque, celles-ci sont regroupées par région en trois étapes. Premièrement, une exigence post-diversification est calculée pour le risque d'assurance (A). Puis, une exigence diversifiée non ajustée est calculée pour tous les risques (D) en regroupant l'exigence nette ~~pour le~~ risque d'assurance avec les exigences des risques de crédit et de marché. Cette exigence diversifiée non ajustée est comparée à l'exigence non diversifiée (N) qui est égale à la somme des exigences de risque individuelles. L'exigence diversifiée ajustée (K) est calculée en se fondant sur D et N .

Si l'assureur désire prendre un crédit pour les produits avec participation ou les produits ajustables (voir le chapitre 9) ou pour la réassurance non agréée ou les provisions pour fluctuation des prestations de réassurance (voir la section 6.7), il doit calculer les ~~montant~~ montants A , D , N et K pour un ou plusieurs sous-ensembles de son portefeuille de produits.

10.2.111.2.1 Exigence ~~pour le~~ risque d'assurance (A)

L'exigence ~~pour le~~ risque d'assurance (A) est calculée en regroupant ~~les exigences du risque~~ le capital requis des risques d'assurance d'une même région à l'aide d'une matrice de corrélation. La formule pour A est la suivante :

$$A = \sqrt{\sum_{i,j=1}^7 \rho_{ij} \times (RA_i - 0,5 \times NT_i) \times (RA_j - 0,5 \times NT_j)} \sqrt{\sum_{i,j=1}^7 \rho_{ij} \times (RA_i - 0,5 \times NT_i) \times (RA_j - 0,5 \times NT_j)}$$

où :

- RA_i est le capital requis ~~pour le~~ risque d'assurance i , avant le crédit pour les produits avec participation et les produits ajustables;
- NT_i est la somme des composantes des risques de niveau et de tendance ~~pour le~~ risque d'assurance i (NT_7 , la composante des risques de niveau et de tendance ~~pour le~~ risque relatif aux dépenses est ~~assumées~~supposée nulle);
- ρ_{ij} est le facteur de corrélation entre les risques d'assurance i et j , comme défini dans la matrice de corrélation suivante :

$i \backslash j$	Mort.	Long.	Morb. – incid.	Morb. – cess.	Déc. – haussefondés	Déc. – baissesensibles	Dép.
Mortalité	1						
Longévité	-0,25	1					
Morbidité – incidence	0,5	-0,25	1				
Morbidité – cessation	-0,25	0,5	0,25	1			
Déchéance – haussefondés	0,25	0,25	0,5	0,5	1		
Déchéance – baissesensibles	0	-0,25	0	-0,25	-0,5	1	
Dépenses	0,5	0,25	0,5	0,5	0,5	-0,25	1

Cependant, la valeur de A ne peut pas être inférieure à la valeur la plus élevée de l'expression $RA_i - 0,5 \times NT_i$ pour tous les risques d'assurance i inclus dans la matrice.

40.2.211.2.2 Exigence de risque diversifiée (D)

L'exigence diversifiée non ajustée (D) pour tous les risques est calculée en regroupant la somme des exigences des risques de crédit et de marché d'une région avec l'exigence de risque d'assurance de la même région. La corrélation entre les deux classes de risque est réputée être 50 %. Par conséquent, la formule pour D est la suivante :

$$D = \sqrt{E^2 + EA + A^2}$$

où :

- E est la somme des exigences pour le risque de crédit (pour les éléments au bilan et hors bilan) et pour le risque de marché;
- A est l'exigence pour le risque d'assurance définie dans la section précédente.

40.2.311.2.3 Exigence de risque non diversifiée (N)

L'exigence de risque non diversifiée (N) est calculée par région à l'aide de la formule suivante :

$$N = \sum_{i=1}^7 RA_i + E$$

où :

RA_i et E sont définis respectivement dans les sections 11.2.1 et 11.2.2.

40.2.411.2.4 Exigence diversifiée ajustée (K)

Après le calcul des exigences de risque diversifiée (D) et non diversifiée (N), l'exigence diversifiée ajustée (K) pour les risques d'assurance, de crédit et de marché d'une région est calculée à l'aide de la formule suivante :

$$K = 0,8 N + 0,1 NT + \max\left(0,233 N - 0,116 NT - 1,033 D + \frac{D^2}{N - 0,5 NT}; 0\right)$$

où :

$$NT = \sum_{i=1}^7 NT_i$$

Exemple : Calcul de l'exigence diversifiée ajustée

Supposons que les montants de capital requis du risque d'assurance d'un bloc de produits sans participation d'une région, incluant les composantes correspondantes des risques de niveau et de tendance, soient les suivants :

Risque d'assurance	Capital requis (RA_i)	Composantes des risques de niveau et de tendance (NT_i)
Mortalité	1 000 000	700 000
Longévité	3 000	3 000
Morbidité – incidence	50 000	10 000
Morbidité – cessation	2 500	1 000
Déchéance – fondés	300 000	150 000
Déchéance – sensibles	100 000	40 000
Dépenses	10 000	0
Total	1 465 500	904 000

Supposons aussi les montants de capital requis des autres risques du bloc soient les suivants :

Risque	Capital requis
Risque de crédit	200 000
Risque de marché	75 000

Afin de calculer l'exigence totale K du bloc, les montants $RA_i - 0,5 \times NT_i$ de chaque risque doivent d'abord être calculés. Les montants obtenus sont les suivants :

Risque d'assurance	$RA_i - 0,5 \times NT_i$
Mortalité	650 000
Longévité	1 500
Morbidité – incidence	45 000
Morbidité – cessation	2 000
Déchéance – fondés	225 000
Déchéance – sensibles	80 000

Dépenses	10 000
----------	--------

L'exigence du risque d'assurance A est calculée en regroupant les composantes ci-dessus à l'aide de la matrice de corrélation décrite à la section 11.2.1 et de la formule suivante :

$$A = \sqrt{\sum_{i,j=1}^7 \rho_{ij} \times (RA_i - 0,5 \times NT_i) \times (RA_j - 0,5 \times NT_j)} = 764\,421$$

Puisque la valeur la plus élevée de l'expression $RA_i - 0,5 \times NT_i$ est de 650 000, la valeur de A n'est pas augmentée pour tenir compte de ce minimum.

La valeur de E est obtenue en sommant les montants de capital requis des risques de crédit et de marché, comme ceci :

$$E = 200\,000 + 75\,000 = 275\,000$$

Il devient donc possible de calculer l'exigence de risque diversifiée D à l'aide de la formule suivante :

$$D = \sqrt{E^2 + EA + A^2} = 932\,834$$

L'exigence de risque non diversifiée N est obtenue à l'aide de la formule suivante :

$$N = \sum_{i=1}^7 RA_i + E = 1\,465\,500 + 275\,000 = 1\,740\,500$$

Le dernier montant requis pour calculer K est NT , obtenue à l'aide de la formule suivante :

$$NT = \sum_{i=1}^7 NT_i = 904\,000$$

À l'aide des valeurs connues de D , N et NT , l'exigence diversifiée ajustée finale K est calculée ainsi :

$$K = 0,8 N + 0,1 NT + \max\left(0,233 N - 0,116 NT - 1,033 D + \frac{D^2}{N - 0,5 NT}; 0\right) = 1\,495\,198$$

10.311.3 Coussin de solvabilité global

Le Coussin de solvabilité global est obtenu par la formule suivante :

$$\gamma \times \left(\sum_{\text{région}} K_{\text{sans par}} + \sum_i (K_{\text{par } i} - CP_i) - \sum_j CA_j + -CC + GFD + RO \right)$$

où :

-
- γ est le coefficient défini à la section 1.1.5;
 - | • $K_{\text{sans par}}$ est l'exigence K calculée pour le bloc ~~des~~ produits sans participation de chacune des régions.
 - La deuxième sommation englobe tous les blocs de produits avec participation admissibles et la troisième sommation englobe tous les produits ajustables admissibles.
 - | • $K_{\text{par } i}$ est l'exigence diversifiée ajustée individuelle K ~~pour les~~ produits avec participation admissibles du bloc i .
 - CP_i est le crédit pour les produits avec participation des produits avec participation du bloc i , calculé selon la section 9.1.2.
 - CA_j est le crédit pour les produits ajustables du produit ajustable j , calculée selon la section 9.2.2.
 - CC est l'ensemble de tous les crédits pour les dépôts de titulaires de police et pour l'assurance collective selon les sections 6.7.2 et 6.7.3.
 - | • GFD est ~~l'exigence nette de le~~ capital ~~pour le~~ requis du risque relatif aux garanties des fonds distincts.
 - | • RO est ~~l'exigence de le~~ capital ~~pour le~~ requis du risque opérationnel.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DE PERMIS DES ASSUREURS, DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE ET DES STATUTS DES COOPÉRATIVES DE SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Agréments et autorisations de mise en marché de dérivés
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Avis de publication

Avis conjoint des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières – Avis du personnel 23-319 – L'internalisation des flux d'ordres et le marché canadien

(Voir section 7.1 du présent bulletin)

Avis de publication

Avis 31-351 du personnel des ACVM, Avis 17-0229 de l'OCRCVM et Bulletin #0736-M de l'ACFM – Conformité aux obligations relatives à l'Ombudsman des services bancaires et d'investissement

(Voir section 3.1 du présent bulletin)

Avis de publication

Protocole d'entente en matière de consultation, de coopération et d'échange d'information concernant les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

(Voir section 3.1 du présent bulletin)

Avis de publication.

Avis 11-337 du personnel des ACVM : Avis de modifications locales en Alberta, Au Manitoba et au Nouveau-Brunswick

(Texte publié ci-dessous)

Canadian Securities
AdministratorsAutorités canadiennes
en valeurs mobilières

Avis 11-337 du personnel des ACVM

Avis de modifications locales en Alberta, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick

Le 7 décembre 2017

Un territoire peut, à l'occasion, apporter des modifications à des règlements d'application pancanadienne ou multilatérale, ou à des instructions générales, dont l'incidence se limite à lui. Les ACVM considèrent que ces modifications peuvent tout de même avoir un intérêt ou une importance dans d'autres territoires et publient donc le présent avis pour indiquer celles mises en œuvre en Alberta, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick. À titre informatif, les membres des ACVM des autres territoires mettront à jour les textes visés sur leur site Web en conséquence.

Les modifications locales dont il est question dans le présent avis comprennent celles figurant aux Annexes A à D. Ces modifications locales visent les textes suivants :

- le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (Alberta, Manitoba et Nouveau-Brunswick);
- l'*Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires* (Manitoba et Nouveau-Brunswick);
- le *Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* (Alberta, Manitoba et Nouveau-Brunswick);
- le *Règlement 14-101 sur les définitions* (Nouveau-Brunswick).

Les versions consolidées des règlements et instructions générales figurant sur le site Web des membres des ACVM seront mises à jour afin de tenir compte de ces modifications, au besoin. Pour toute question concernant le présent avis, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Sylvia Pateras
Autorité des marchés financiers
Tél : 514 395-0337, poste 2536
sylvia.pateras@lautorite.qc.ca

Kari Horn
Alberta Securities Commission
Tél : 403 297-4698
kari.horn@asc.ca

-2-

Chris Besko
Commission des valeurs mobilières du
Manitoba
Tél : 204 945-2561
Chris.Besko@gov.mb.ca

Susan Powell
Commission des services financiers et
des services aux consommateurs
(Nouveau-Brunswick)
Tél : 506 643-7697
susan.powell@fcnb.ca

Steven Dowling
Securities Division, Île-du-Prince-Édouard
Tél : 902 368-4551
sddowling@gov.pe.ca

Jeff Mason
Bureau du surintendant des valeurs
mobilières, Nunavut
Tél : 867 975-6591
JMason@gov.nu.ca

John O'Brien, Superintendent of securities
Office of the Superintendent of Securities,
Service NL
Tél : 709 729-4909
johnobrien@gov.nl.ca

Simon Thompson
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Tél : 416 593-8261
sthompson@osc.gov.on.ca

Sonne Udemgba
Financial and Consumer Affairs Authority of
Saskatchewan
Tél : 306 787-5879
sonne.udemgba@gov.sk.ca

H. Jane Anderson
Nova Scotia Securities Commission
Tél : 902 424-0179
jane.anderson@novascotia.ca

Rhonda Horte
Bureau du surintendant des valeurs mobilières
du Yukon
Tél : 867 667-5466
rhonda.horte@gov.yk.ca

Thomas Hall
Ministère de la Justice
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Tél : 867 767-9260, poste 82180
tom_hall@gov.nt.ca

-3-

ANNEXE A

**Modifications locales au Règlement 11-102 sur le régime de passeport
en Alberta, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick**

1. *Le présent règlement modifie le Règlement 11-102 sur le régime de passeport.*
2. *L'Annexe D est modifiée par le remplacement de la rangée suivante :*

«

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières		s.o.			Règlement 61-101								Règlement 61-101

»;

par la suivante :

«

Disposition	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Québec	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Île-du-Prince-Édouard	Terre-Neuve-et-Labrador	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Ontario
Mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières	s.o.	Règlement 61-101	s.o.	Règlement 61-101		s.o.	Règlement 61-101			s.o.			Règlement 61-101

».

Ces modifications sont entrées en vigueur en Alberta, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick le 31 juillet 2017.

-4-

ANNEXE B**Modifications locales à l'Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires au Manitoba et au Nouveau-Brunswick**

L'Annexe C de l'Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires est modifiée par l'addition, sous les colonnes « Territoire » et « Dispositions législatives », de ce qui suit :

« Manitoba	Paragraphes 3 à 8 de l'article 148.4
Nouveau-Brunswick	Article 148.1 ».

Ces modifications sont entrées en vigueur le 2 juin 2017 pour le Manitoba et le 28 juin 2016 pour le Nouveau-Brunswick.

-5-

ANNEXE C

**Modifications locales au Règlement 13-101 sur le Système électronique
de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)
en Alberta, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick**

1. *Le présent règlement modifie le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR).*

2. *L'Annexe A – Les documents à déposer en format électronique est modifiée, à la section II, Autres émetteurs (assujettis ou non assujettis), et sous le titre C, Acquisition de titres, par le remplacement de la rubrique 3 par la suivante :*
 - « 3. Rapport sur une offre publique de rachat AB, MB, ON, QC et NB ».

3. *L'Annexe A – Les documents à déposer en format électronique est modifiée, à la section II, Autres émetteurs (assujettis ou non assujettis), et sous le titre D, Opérations de fermeture et opérations avec une partie liée, par le remplacement des rubriques 1 et 2 par les suivantes :*
 - « 1. Opération de fermeture AB, MB, ON, QC et NB
 2. Opération avec une partie liée AB, MB, ON, QC et NB ».

4. *L'Annexe A – Les documents à déposer en format électronique est modifiée, à la section III, Tiers déposants, par le remplacement de la rubrique 5 par la suivante :*
 - « 5. Rapport sur une offre publique d'achat AB, MB, ON, QC et NB ».

Ces modifications sont entrées en vigueur en Alberta, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick le 31 juillet 2017.

-6-

ANNEXE D**Modification locale au Règlement 14-101 sur les définitions
au Nouveau-Brunswick**

L'Annexe C du Règlement 14-101 sur les définitions est modifiée par le remplacement de « Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick » par « Commission des services financiers et des services aux consommateurs ».

Cette modification est entrée en vigueur le 1^{er} février 2017.

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Aucune information.

6.2.2 Publication

DÉCISION N° 2017-PDG-0130

Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires* (le « Règlement »), conformément au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 175 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 27 avril 2017, [(2017) B.A.M.F., vol. 14, n° 16, section 6.2.1] du projet de Règlement accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la *Loi sur les règlements*, RLRQ, c. R-18.1, conformément au quatrième alinéa de l'article 175 de la Loi;

Vu les modifications apportées au projet de Règlement à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 28 septembre 2017, [(2017) B.A.M.F., vol. 14, n° 38, section 6.2.2] du texte révisé du projet de Règlement;

Vu l'obligation de soumettre un règlement pris en vertu de l'article 175 de la Loi au ministre des Finances (le « Ministre »), qui peut l'approuver avec ou sans modification, conformément au deuxième alinéa de l'article 175 de la Loi;

Vu le projet de Règlement présenté par la Direction principale de l'encadrement des dérivés et la recommandation du surintendant des marchés de valeurs de l'approuver et d'autoriser sa transmission au Ministre pour approbation;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la transmission au Ministre pour approbation.

Fait le 2 novembre 2017.

Louis Morisset
Président-directeur général

DÉCISION N° 2017-PDG-0131***Instruction générale relative au Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires***

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») prévu à l'article 96 de la *Loi sur les instruments dérivés*, RLRQ, c. I-14.01 (la « Loi »), d'établir des instructions générales qui indiquent comment l'Autorité entend exercer ses pouvoirs discrétionnaires aux fins de l'administration de la Loi;

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir une instruction générale prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 27 avril 2017, [(2017) B.A.M.F., vol. 14, n° 16, section 6.2.1] du projet de l'*Instruction générale relative au Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires* (l'« instruction générale »);

Vu les modifications apportées au projet de l'instruction générale à la suite de cette consultation;

Vu la publication pour information au Bulletin le 28 septembre 2017, [(2017) B.A.M.F., vol. 14, n° 38, section 6.2.2] du texte révisé du projet de l'instruction générale;

Vu la décision n° 2017-PDG-0130, en date du 2 novembre 2017, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires* et a autorisé sa transmission au ministre des Finances pour approbation, conformément à l'article 175 de la Loi;

Vu le projet de l'instruction générale présenté par la Direction principale de l'encadrement des dérivés et la recommandation du surintendant des marchés de valeurs de l'approuver et d'autoriser sa publication;

En conséquence :

L'Autorité établit l'*Instruction générale relative au Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision et autorise sa publication au Bulletin.

L'*Instruction générale relative au Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires* prend effet le 12 décembre 2017.

Fait le 2 novembre 2017.

Louis Morisset
Président-directeur général

Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires et ses concordantsⁱ

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en versions française et anglaise, le règlement suivant :

- *Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, le texte révisé, en versions française et anglaise, de l'*Instruction générale relative au Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires*.

Avis de publication

Le règlement a été pris par l'Autorité le 2 novembre 2017, a reçu l'approbation ministérielle requise et entrera en vigueur le 12 décembre 2017.

L'arrêté ministériel approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 6 décembre 2017 et est reproduit ci-dessous. L'instruction générale prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

Le 7 décembre 2017

ⁱ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

A.M., 2017-12**Arrêté numéro I-14.01-2017-12 du ministre des Finances en date du 22 novembre 2017**

Loi sur les instruments dérivés
(chapitre I-14.01)

CONCERNANT le Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires

VU que le paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 175 de la Loi sur les instruments dérivés (chapitre I-14.01) prévoit que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ce paragraphe;

VU que les quatrième et cinquième alinéas de l'article 175 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les deuxième et sixième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 175 est soumis à l'approbation du ministre des Finances, qui peut l'approuver avec ou sans modification et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique le règlement;

VU que le projet de Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 14, n^o 16 du 27 avril 2017;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté le 2 novembre 2017, par la décision n^o 2017-PDG-0130, le Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 22 novembre 2017

Le ministre des Finances,
CARLOS LEITÃO

Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires

Loi sur les instruments dérivés
(chapitre I-14.01, a. 175, 1^{er} al., par. 1^o)

Définition

1. Dans le présent règlement, on entend par «option binaire» un contrat ou un instrument qui ne prévoit que les caractéristiques suivantes :

a) un montant fixe préétabli si le sous-jacent sur lequel porte le contrat ou l'instrument satisfait à une ou à plusieurs conditions préétablies;

b) un montant nul ou un autre montant fixe préétabli si le sous-jacent sur lequel porte le contrat ou l'instrument ne satisfait pas à une ou à plusieurs conditions préétablies.

Interdiction de faire des opérations sur options binaires avec des personnes physiques

2. Nul ne peut faire de publicité sur des options binaires auprès de personnes physiques, leur en offrir, leur en vendre ou conclure avec elles quelque autre opération sur options binaires.

Interdiction de faire des opérations sur options binaires avec des personnes autres que des personnes physiques

3. Nul ne peut faire de publicité sur des options binaires auprès de personnes créées ou utilisées uniquement pour faire des opérations sur options binaires, ni ne peut leur en offrir, leur en vendre ou conclure avec elles quelque autre opération sur options binaires.

Options binaires à échéance de 30 jours ou plus

4. Les articles 2 et 3 ne s'appliquent pas aux options binaires dont l'échéance est de 30 jours ou plus.

Dispense – Dispositions générales

5. 1) Sauf au Québec, l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Alberta, en Ontario et en Saskatchewan, la dispense prévue au paragraphe 1 est accordée conformément à la loi visée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3), vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

Date d'entrée en vigueur

6. 1) Le présent règlement entre en vigueur le 12 décembre 2017.

2) En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 12 décembre 2017.

67571

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 91-102 SUR L'INTERDICTION VISANT LES OPTIONS BINAIRES

Introduction

Le *Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires* (le « règlement ») vise à protéger les investisseurs éventuels contre la fraude liée aux options binaires.

La présente instruction générale a pour objet de présenter le point de vue des membres participants (« nous ») des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») sur diverses questions ayant trait au règlement.

Nous sommes préoccupés par les plaintes que nous avons reçues concernant la mise en marché de produits appelés communément « options binaires » auprès de personnes physiques. Il s'avère que nombre de ces produits ainsi que les plateformes qui les offrent servent à des activités frauduleuses. Certaines personnes en ont fait la promotion en indiquant de manière trompeuse qu'ils étaient légaux et offerts légalement, alors qu'elles n'étaient pas autorisées à les offrir aux personnes physiques au Canada. Le règlement interdit expressément toute publicité, offre, vente ou autre opération relative à des options binaires, au sens du règlement, auprès de personnes physiques.

Nous considérons qu'une personne fait des opérations sur valeurs mobilières ou sur dérivés dans un territoire intéressé si elle offre ou sollicite des opérations sur valeurs mobilières ou sur dérivés auprès de personnes qui se trouvent dans ce territoire, y compris par l'intermédiaire d'un site Web ou d'autres moyens électroniques.

Définitions et interprétation

Les expressions utilisées, mais non définies dans le règlement et dans la présente instruction générale s'entendent au sens prévu par la législation en valeurs mobilières, notamment le *Règlement 14-101 sur les définitions* (chapitre V-1.1, r. 3). L'expression « législation en valeurs mobilières » est définie dans ce règlement et s'entend notamment de la loi et des autres textes traitant des valeurs mobilières et des dérivés.

Interprétation des expressions utilisées mais non définies dans le règlement

Article 1 – Définition de l'expression « option binaire »

L'expression définie « option binaire » vise à englober divers produits communément appelés options binaires ou s'apparentant de près à de tels produits, quel que soit leur nom. Les options binaires reçoivent parfois d'autres appellations, notamment « option tout ou rien » (*all-or-nothing option*), « option actif ou rien » (*asset-or-nothing option*), « option numérique » (*digital option*), « option à rendement fixe » (*fixed-return option*) et « option une touche » (*one-touch option*), ou encore, en anglais, *bet option* ou *cash-or-nothing option*.

Les options binaires reposent sur l'issue d'une proposition de type oui/non, à savoir si un actif, une valeur ou un événement sous-jacent satisfait ou non à une ou à plusieurs conditions préétablies dans le contrat ou l'instrument, au moment ou dans le délai prévu dans celui-ci. Le moment ou le délai dans lequel il doit être satisfait à la ou aux conditions préétablies peut être très court, se calculant parfois en heures, voire en minutes.

Exercice automatique

Habituellement, les options binaires s'exercent automatiquement : lorsque le contrat ou l'instrument est conclu, ni l'acheteur ni le vendeur n'a de décision à prendre. L'acheteur, selon le cas :

- a le droit de recevoir un montant fixe s'il est satisfait à la ou aux conditions préétablies, c'est-à-dire que l'acheteur est dans le cours;

- perd la totalité ou la quasi-totalité du montant payé pour conclure le contrat s'il n'est pas satisfait à la ou aux conditions préétablies, c'est-à-dire que l'acheteur est hors du cours.

Exemples de proposition de type oui/non

La proposition de type oui/non est structurée en fonction du rendement d'un sous-jacent ou de la survenue d'un événement précisé se rapportant au sous-jacent.

Pour l'application du règlement, par « sous-jacent », nous entendons toute chose ou tout événement dont la valeur ou les obligations de paiement de l'option binaire sont fonction. Ainsi, le sous-jacent pourrait être :

- une élection ou un taux d'intérêt de référence;
- une valeur mobilière, un indice, une monnaie, un métal précieux ou toute autre marchandise, un cours, un prix, un taux, un point de référence, une variable ou toute autre chose.

La proposition de type oui/non sur laquelle l'option binaire repose pourrait être, par exemple:

- si la valeur du dollar canadien s'établira au-dessus de 0,75 \$ américain un jour donné;
- si le cours d'une action de la société ABC sera supérieur à 14,37 \$ à tout moment entre deux dates données;
- si le cours de l'or sera inférieur à 1 082 \$ à 15 h 42 un jour donné;
- si le cours du pétrole s'établira dans une fourchette de 48,00 \$ à 49,99 \$ à un moment quelconque d'un jour donné;
- si un candidat particulier sera élu;
- si un taux d'intérêt de référence augmentera de 25 points de base;
- si on rapportera plus de deux centimètres de pluie à un endroit précis un jour donné.

Impossibilité d'acheter ou de vendre le sous-jacent

Généralement, une option binaire ne confère pas au vendeur ou à l'acheteur le droit ou l'obligation d'acheter, de vendre, de recevoir ou de livrer le sous-jacent. Dans le cas, par exemple, d'une option binaire dont la proposition de type oui/non est fondée sur la valeur d'un titre inscrit à la cote, l'option prévoirait le règlement en espèces, et non la livraison du titre sous-jacent. De même, si une telle proposition était fondée sur la variation du cours de l'or, l'option prévoirait le règlement en espèces, et non la livraison de lingots d'or.

Structure de paiement

D'ordinaire, les seuls droits conférés à l'acheteur ou au vendeur par l'option binaire sont le droit de recevoir ou l'obligation de payer *a)* un montant fixe préétabli s'il est satisfait à la ou aux conditions préétablies, et *b)* un montant nul ou un autre montant fixe préétabli dans le cas contraire. Par « montant fixe », nous entendons un montant fixe en espèces et non un taux d'intérêt fixe ou tout autre type de montant.

La définition de l'expression « option binaire » vise à englober les contrats qui prévoient le paiement de montants définis et distincts (par exemple, 1 \$, 10 \$, 50 \$). Nous estimons qu'un contrat prévoyant une structure de paiement continu qui est fonction du rendement d'un sous-jacent ne répond pas à la définition de cette expression au sens du règlement.

Observations générales

Nous sommes d'avis que certains contrats ne constituent pas des « options binaires » pour l'application du règlement, notamment les suivants :

- les contrats dont l'exercice n'entraîne pas le paiement d'un montant monétaire fixe préétabli, comme une garantie de taux hypothécaire;
- les contrats d'assurance et les contrats ou instruments assurant le paiement d'un revenu ou d'une rente qui sont conclus avec un assureur titulaire d'un permis et réglementés comme un produit d'assurance en vertu de la législation du Canada ou d'un territoire étranger en matière d'assurance;
- les billets de loterie délivrés par une société d'État des loteries et des jeux, les paris sportifs réglementés et les bingos réglementés tenus dans une salle de bingo titulaire d'un permis.

Article 2 – Interdiction de faire des opérations sur options binaires avec des personnes physiques

L'article 2 interdit toute publicité, offre ou vente d'options binaires auprès d'une personne physique, puisque de telles activités sont des éléments de ce qui constitue une « opération ». Les mots « ou conclure avec elles quelque autre opération » englobent le démarchage et tout autre élément de la notion d'« opération », y compris tout acte visant la réalisation d'une opération.

Article 3 – Interdiction de faire des opérations sur options binaires avec des personnes autres que des personnes physiques

L'article 3 interdit de faire de la publicité sur des options binaires auprès de personnes créées ou utilisées uniquement pour faire des opérations sur options binaires, de leur en offrir ou de leur en vendre. L'article 3 vise à renforcer l'interdiction prévue à l'article 2 en empêchant la partie qui offre des options binaires de se soustraire à l'interdiction en faisant créer par leurs clients éventuels une personne morale ou un autre type d'entité dans le but de faire des opérations sur options binaires.

Article 4 – Options binaires à échéance de 30 jours ou plus

L'article 4 soustrait à l'interdiction prévue aux articles 2 et 3 toute option binaire dont l'échéance est de 30 jours ou plus. Par « échéance », nous entendons la période allant du moment où l'option binaire est conclue jusqu'au moment ou jusqu'à l'expiration du délai, prévu dans le contrat ou l'instrument, dans lequel il doit être satisfait à la ou aux conditions préétablies. Par exemple, une option binaire dont l'échéance initiale est de 30 jours ou plus à compter du moment où elle peut commencer à faire l'objet d'opérations ne serait pas visée par le règlement.

Une option binaire dont la date d'échéance tombe 30 jours ou plus après la date à laquelle elle est conclue n'échapperait pas à cette interdiction si le moment ou le délai prévu dans lequel il doit être satisfait à la ou aux conditions préétablies est de moins de 30 jours à compter de la conclusion de l'option.

Observations générales

Nous rappelons aux participants au marché que les options binaires qui ne sont pas soumises au règlement sont en tout état de cause des dérivés ou des valeurs mobilières dans tous les territoires du Canada. Quiconque en fait la publicité, en offre, en vend ou fait quelque autre opération sur celles-ci au Canada est assujéti à la législation en valeurs mobilières du Canada, notamment aux dispositions en matière de prévention de la fraude et aux obligations d'inscription, de conduite sur le marché et d'information. De plus, dans les territoires du Canada où les options binaires sont réglementées comme des valeurs mobilières, une opération sur option binaire peut être un placement assujéti à l'obligation de prospectus.

L'offre de services ou de produits d'investissement à des personnes au Canada, que ce soit au téléphone, en ligne ou en personne, est une activité réglementée. Il peut être risqué d'investir par le truchement de plateformes ou de courtiers non inscrits exploités à l'extérieur du Canada. Ce type d'investissement est un indice courant de fraude. Les investisseurs sont invités à visiter sontilsinscrits.ca pour vérifier l'inscription de toute personne qui offre des produits d'investissement tels que des options binaires aux Canadiens. Quiconque ayant fait des investissements par le truchement d'une plateforme de négociation d'options binaires ou ayant des doutes à son sujet devrait communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières de son territoire. Les ACVM invitent également tous les investisseurs à visiter alerteoptionsbinaires.ca.

M.O., 2017-12**Order number I-14.01-2017-12 of the Minister of Finance dated 22 November 2017**

Derivatives Act
(chapter I-14.01)

CONCERNING the Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options

WHEREAS subparagraph 1 of first paragraph of section 175 of the Derivatives Act (chapter I-14.01) stipulates that the *Autorité des marchés financiers* may make regulations concerning the matters referred to in this subparagraph;

WHEREAS the fourth and fifth paragraphs of section 175 of the said Act stipulate that a draft regulation shall be published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (chapter R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the second and sixth paragraphs of the said section stipulate that every regulation made under section 175 must be submitted to the Minister of Finance for approval with or without amendment and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or any later date specified in the regulation;

WHEREAS the draft Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options was published in the *Bulletin de l'Autorité des marchés financiers*, volume 14, no. 16 of April 27, 2017;

WHEREAS the Authority made, on November 2, 2017, by the decision no. 2017-PDG-0130, Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options;

WHEREAS there is cause to approve this regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options appended hereto.

November 22, 2017

CARLOS LEITÃO,
Minister of Finance

Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options

Derivatives Act
(chapter I-14.01, s. 175, 1st par., subpar. (1))

Definition

1. In this Regulation, “binary option” means a contract or instrument that provides for only

(a) a predetermined fixed amount if the underlying interest referenced in the contract or instrument meets one or more predetermined conditions, and

(b) zero or another predetermined fixed amount if the underlying interest referenced in the contract or instrument does not meet one or more predetermined conditions.

Trading binary options with an individual prohibited

2. No person may advertise, offer, sell or otherwise trade a binary option with or to an individual.

Trading binary options with a person other than an individual prohibited

3. No person may advertise, offer, sell or otherwise trade a binary option with or to a person that was created, or is used, solely to trade a binary option.

Binary options having a term to maturity of 30 days or longer

4. Sections 2 and 3 do not apply in respect of a binary option having a term to maturity of 30 days or longer.

Exemption – general

5. (1) Except in Québec, the regulator or the securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario, only the regulator may grant an exemption.

(3) Except in Alberta, Ontario and Saskatchewan, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V-1.1, r. 3) opposite the name of the local jurisdiction.

Effective date

6. (1) This Regulation comes into force on December 12, 2017.

(2) In Saskatchewan, despite subsection (1), if these regulations are filed with the Registrar of Regulations after December 12, 2017, these regulations come into force on the day on which they are filed with the Registrar of Regulations.

103209

POLICY STATEMENT TO REGULATION 91-102 RESPECTING PROHIBITION OF BINARY OPTIONS

Introduction

The purpose of *Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options* (the “Regulation”) is to help protect would-be investors from binary options fraud.

The purpose of this Policy Statement is to state the view of the participating members (“we”) of the Canadian Securities Administrators (the “CSA”) on various matters related to the Regulation.

We are concerned by complaints we have received regarding the marketing of products commonly called “binary options” to individuals. Many of these products and the platforms offering them have been identified as vehicles to commit fraud. Some persons have used misleading information to promote these products as legal and legally offered, despite not being authorized to offer these products to individuals in Canada. The Regulation explicitly prohibits advertising, offering, selling or otherwise trading a binary option, as defined in the Regulation, with or to an individual.

We consider a person to be trading in securities or derivatives in a local jurisdiction if that person offers or solicits transactions in securities or derivatives to persons in that local jurisdiction, including through a website or other electronic means.

Definitions and interpretation

Unless defined in the Regulation or this Policy Statement, terms used in the Regulation and in this Policy Statement have the meaning given to them in securities legislation, including in *Regulation 14-101 respecting Definitions*. “Securities legislation” is defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions*, and includes statutes and other instruments related to both securities and derivatives.

Interpretation of terms used or defined in the Regulation

Section 1 – Definition of “binary option”

The defined term “binary option” is intended to capture a range of products that are commonly called binary options, or are materially similar to products that are commonly called binary options, regardless of how they are named. Binary options are sometimes called a variety of other names, including but not limited to “all-or-nothing options”, “asset-or-nothing options”, “bet options”, “cash-or-nothing options”, “digital options”, “fixed-return options” and “one-touch options”.

Binary options are based on the outcome of a yes/no proposition, expressed as whether an underlying asset, event or value meets one or more predetermined conditions specified in the contract or instrument, at the time or during the time period specified in the contract or instrument. The specified time or time period for determining whether the predetermined condition or conditions are met can be very short, sometimes hours or even minutes.

Automatic exercise

Binary options typically exercise automatically; once the contract or instrument is entered into, there is no decision for either the buyer or the seller to make. The buyer either

- is entitled to receive a fixed amount if the predetermined condition or conditions are met, i.e., the buyer is “in-the-money”, or
- loses all or nearly all of the amount that was paid to enter into the contract if the predetermined condition or conditions are not met, i.e., the buyer is “out-of-the-money”.

Example yes/no propositions

The yes/no proposition is structured on the performance of an underlying interest or the occurrence of a specified event in connection with the underlying interest.

For the purposes of the Regulation, we interpret “underlying interest” as the event or thing that the value or payment obligations of the binary option is based on, derived from or referenced to. The underlying interest of a binary option could be, for example

- an election or a benchmark interest rate, or
- a security, index, currency, precious metal or any other commodity, price, rate, benchmark, variable or any other thing.

Examples of yes/no propositions that a binary option could be based on include whether:

- the value of the Canadian dollar will be above US \$0.75 on a particular day;
- the price of a share in ABC Company will be above \$14.37 at any time between two particular dates;
- the price of gold will be below \$1082 at 3:42 pm on a particular day;
- the price of oil will be in the range of \$48.00 – \$49.99 at any time on a particular day;
- a given candidate will be elected;
- a benchmark interest rate will rise by 25 basis points; or
- there will be more than one inch of rain reported at a specified location on a specific day.

No right to buy or sell the underlying interest

A binary option typically does not grant the buyer or seller any right or obligation to buy, sell, receive or deliver an underlying interest referenced in the contract or instrument. For example, if the yes/no proposition of a binary option is based on the value of a listed security, the binary option would provide for settlement in cash and would not provide for delivery of the underlying security. Similarly, if the yes/no proposition of a binary option is based on the movement in the price of gold, the binary option would provide for settlement in cash and would not provide for delivery of physical gold.

Payout structure

Typically, the only rights under a binary option for the buyer or seller are an entitlement to receive or an obligation to pay (a) a predetermined fixed amount if the predetermined condition or conditions are met, and (b) zero or another predetermined fixed amount if the predetermined condition or conditions are not met. We interpret “fixed amount” to refer to a fixed monetary amount and not to a fixed interest rate or other type of amount.

The definition of “binary option” is intended to capture contracts that provide for defined, discrete payout amounts (e.g., \$1.00, \$10.00, \$50.00). We are of the view that a contract with a continuous payout structure that is dependent on the performance of an underlying interest would not meet the definition of “binary option” in the Regulation.

General comments

There are certain contracts we do not consider to be “binary options” for the purposes of the Regulation. These contracts include, but are not limited to:

- a contract that is exercised without payout of a predetermined fixed monetary amount, such as a mortgage rate guarantee;
- an insurance contract or income or annuity contract or instrument that is entered into with a licenced insurer and is regulated as insurance under insurance legislation in Canada or a foreign jurisdiction; and
- a lottery ticket from a governmental lottery or gaming commission, regulated sports betting and bingo at a licensed bingo hall.

Section 2 – Trading binary options with an individual prohibited

Section 2 prohibits advertising, offering or selling a binary option to an individual. Advertising, offering and selling are elements of “trade” or “trading”. The phrase “or otherwise trade” includes soliciting and all other elements of “trade” or “trading”, including an act in furtherance of a trade.

Section 3 – Trading binary options with a person other than an individual prohibited

Section 3 prohibits advertising, offering or selling a binary option to a person that was created, or is used, solely to trade a binary option. Section 3 is designed to support the prohibition in section 2, by preventing a party that offers a binary option from avoiding the prohibition by having their proposed client create a corporation or other type of entity to trade binary options.

Section 4 – Binary options having a term to maturity of 30 days or longer

Section 4 carves out from the prohibition in sections 2 and 3 a binary option having a term to maturity of 30 days or longer. We consider “term to maturity” to mean, inclusively, the time the binary option is entered into until the time specified, or the expiry of the time period specified, in the contract or instrument for determining whether the predetermined condition or conditions are met. For example, if the original term to maturity of a binary option is 30 days or longer from the time it was first made available for trading, the binary option would not be caught by the Regulation.

A binary option that has a maturity date of 30 days or more from the date the binary option is entered into would not be excluded from the prohibition if the time or time period specified for determining whether the predetermined condition or conditions are met is less than 30 days from the date the binary option is entered into.

General

We remind market participants that binary options that are not subject to the Regulation are nevertheless derivatives and/or securities in each jurisdiction of Canada. Any person advertising, offering, selling or otherwise trading such products to persons in Canada is subject to securities legislation in Canada including, for example, anti-fraud provisions and requirements respecting registration, market conduct and disclosure. Furthermore, in jurisdictions of Canada where binary options are regulated as securities, trading a binary option may be a distribution subject to the prospectus requirement.

Offering investment services or products to persons in Canada, whether by telephone, online or in-person, is a regulated activity. Investing through unregistered offshore platforms or dealers can be risky and is a common red flag for investment fraud. We encourage all investors to visit aretheyregistered.ca to check the registration of any person offering investment products, including binary options, to Canadians. Anyone who has invested with, or has concerns about, a binary options trading platform should contact their local securities regulator. We also encourage all investors to visit binaryoptionsfraud.ca.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

Aucune information.

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Aucune information.

6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
FONDS DE PLACEMENT MARCHÉ MONÉTAIRE DU BARREAU DU QUÉBEC	1 ^{er} décembre 2017	Québec
Atlantic Power Corporation	5 décembre 2017	Ontario
EPCOR Utilities Inc.	30 novembre 2017	Alberta
Fonds d'obligations de sociétés à court terme \$ US RBC Fonds d'obligations mondiales et de devises RBC Fonds stratégique d'obligations à revenu \$ US RBC Fonds de valeur américain O'Shaughnessy RBC (Non couvert) Fonds spécifique d'actions mondiales neutre en devises RBC Fonds d'actions mondiales à faible volatilité neutre en devises QUBE RBC	1 ^{er} décembre 2017	Ontario
FortisAlberta Inc.	30 novembre 2017	Alberta
Le Groupe Stars inc.	4 décembre 2017	Ontario
PowerShares 1-5 Year Laddered All Government Bond Index ETF	29 novembre 2017	Ontario
Timbercreek Financial Corp.	29 novembre 2017	Ontario
TransCanada PipeLines Limited	1 ^{er} décembre 2017	Alberta

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
K-Bro Linen Inc.	4 décembre 2017	Alberta
Neo Performance Materials Inc.	1 ^{er} décembre 2017	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Exemplar Growth and Income Fund	29 novembre 2017	Ontario
Exemplar Investment Grade Fund		
Exemplar Leaders Fund		
Exemplar Performance Fund		
Exemplar Tactical Corporate Bond Fund		
First Asset Resource Fund Inc.	29 novembre 2017	Ontario
Mandat privé Fidelity Actions	5 décembre 2017	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
internationales		
Mandat privé Fidelity Actions internationales - Devises neutres		
Mandat privé Fidelity Actions mondiales		
Mandat privé Fidelity Actions mondiales - Devises neutres		
Mandat privé Fidelity Répartition de l'actif		
Mandat privé Fidelity Répartition de l'actif – Devises neutres		
Mandat privé Fidelity Croissance et revenu américains		
Fiducie de placement Fidelity Actions internationales		
Fiducie de placement Fidelity Actions mondiales		

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Canadienne Impériale de Commerce	5 décembre 2017	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	5 décembre 2017	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	5 décembre 2017	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	5 décembre 2017	3 novembre 2017

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Canadienne Impériale de Commerce	5 décembre 2017	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	5 décembre 2017	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	5 décembre 2017	3 novembre 2017
Banque Canadienne Impériale de Commerce	5 décembre 2017	3 novembre 2017
Banque de Montréal	29 novembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	29 novembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	30 novembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	30 novembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	30 novembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	30 novembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	30 novembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	30 novembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	30 novembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	30 novembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	1 ^{er} décembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	1 ^{er} décembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	1 ^{er} décembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	1 ^{er} décembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	1 ^{er} décembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	1 ^{er} décembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	1 ^{er} décembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	1 ^{er} décembre 2017	17 mai 2016
Banque de Montréal	4 décembre 2017	17 mai 2016

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque de Montréal	5 décembre 2017	17 mai 2016
Banque Nationale du Canada	28 novembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	28 novembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	28 novembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	28 novembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	28 novembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	29 novembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	29 novembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	30 novembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	30 novembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	1 ^{er} décembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	1 ^{er} décembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	1 ^{er} décembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	4 décembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	4 décembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	4 décembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	4 décembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	5 décembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	5 décembre 2017	4 juillet 2016
Banque Nationale du Canada	5 décembre 2017	4 juillet 2016
Banque Royale du Canada	20 novembre 2017	21 janvier 2016
Banque Royale du Canada	20 novembre 2017	21 janvier 2016
Banque Royale du Canada	20 novembre 2017	21 janvier 2016
Banque Royale du Canada	21 novembre 2017	21 janvier 2016
Banque Royale du Canada	22 novembre 2017	21 janvier 2016

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Royale du Canada	23 novembre 2017	21 janvier 2016
Banque Royale du Canada	23 novembre 2017	21 janvier 2016
Brookfield Office Properties Inc.	30 novembre 2017	29 août 2016
Enbridge Inc.	5 décembre 2017	14 septembre 2017
Enbridge Income Fund Holdings Inc.	30 novembre 2017	14 décembre 2015
Fairfax Financial Holdings Limited	29 novembre 2017	19 octobre 2017
Keyera Corp.	1 ^{er} décembre 2017	8 septembre 2017
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque de Nouvelle-Écosse	29 novembre 2017	31 octobre 2016
La Banque Toronto-Dominion	1 ^{er} décembre 2017	13 juin 2016
La Banque Toronto-Dominion	4 décembre 2017	13 juin 2016
La Banque Toronto-Dominion	5 décembre 2017	13 juin 2016
La Banque Toronto-Dominion	5 décembre 2017	13 juin 2016
Pembina Pipeline Corporation	30 novembre 2017	27 juillet 2017
Société financière IGM Inc.	5 décembre 2017	29 novembre 2016

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1^{er} octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Aintree Resources Inc.	2017-11-07	1 029 200 \$
Atlas Engineered Products Ltd.	2017-11-06	4 226 400 \$
Blackstone Tactical Opportunities Fund – H L.P.	2017-07-11	38 114 000 \$
Capital One Financial Corporation	2017-10-31	32 159 229 \$
Chakana Copper Corp.	2017-11-07 au 2017-11-09	10 000 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Chesapeake Energy Corporation	2017-10-12	2 506 872 \$
Complexe Hôtelier La Cache du Lac Champlain inc.	2017-10-27 au 2017-11-01	6 535 000 \$
Complexe Hôtelier La Cache du Lac Champlain inc.	2017-11-06 au 2017-11-14	810 000 \$
Complexe Hôtelier La Cache du Lac Champlain inc.	2017-11-17 au 2017-11-27	537 500 \$
Crystal Lake Mining Corporation	2017-11-07	420 000 \$
Cypress Semiconductor Corporation	2017-11-06	1 274 600 \$
Fiducie de revenu résidentiel Equiton	2017-11-06 au 2017-11-14	104 920 \$
FV Pharma Inc.	2017-11-01	6 528 500 \$
Golden Leaf Holdings Ltd.	2017-11-02	20 379 557 \$
good natured Products Inc.	2017-11-20	163 000 \$
Green Relief Inc.	2017-11-06	5 438 000 \$
ICM (IX) Real Estate Trust	2017-11-16	1 626 603 \$
Institut Mondial de l'Investisseur Actif inc.	2017-11-10	52 000 \$
Kelt Exploration Ltd.	2017-10-27	10 819 869 \$
Kensington Private Equity Fund	2017-11-03	4 260 239 \$
Plateau Uranium Inc.	2017-11-08	1 800 000 \$
Prestige Hospitality Opportunity Fund - I	2017-11-06	102 599 \$
Pure Gold Mining Inc.	2017-11-01	19 187 697 \$
Quadron Cannatech Corporation	2017-10-31	1 451 600 \$
Redevances Aurifères Osisko Itée	2017-11-03	116 000 000 \$
Reliq Health Technologies Inc.	2017-11-02	5 000 000 \$
Ressources Explor inc.	2017-11-07	874 405 \$
Sage Gold Inc.	2017-11-14	176 506 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Société en commandite Brightspark 01-17	2017-09-28	1 227 896 \$
Société en commandite Brightspark 06-16	2017-11-06	624 000 \$
Source Energy Services Ltd.	2017-11-07	65 004 750 \$
Stria Lithium Inc.	2017-11-09	287 500 \$
Sun Life Short Term Private Fixed Income Plus Fund	2017-10-31	30 000 000 \$
Tempbridge inc.	2017-10-31	3 073 250 \$
Trez Capital Prime Trust	2017-11-06 au 2017-11-10	749 746 \$
Trez Capital Yield Trust	2017-11-06 au 2017-11-10	4 009 935 \$
Trez Capital Yield Trust US	2017-11-06 au 2017-11-08	173 355 \$
Trez Capital Yield Trust US (Canadian \$)	2017-11-02	75 000 \$
UBS AG, Jersey Branch	2017-11-01 au 2017-11-07	6 518 735 \$
UBS AG, Jersey Branch	2017-11-08 au 2017-11-15	4 035 666 \$
UBS AG, Zurich Branch	2017-11-14	200 486 \$
United Rentals (North America), Inc.	2017-09-22	14 174 558 \$
Westboro Mortgage Investment Corp.	2017-10-31	2 290 810 \$
Wind Tre S.p.A.	2017-11-03	1 483 300 \$

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Atlantic Power Corporation

Vu la demande présentée par Atlantic Power Corporation (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 28 novembre 2017 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2 de l'article 2.2 et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V-1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V-1.1, r. 3, et les termes définis suivants :

« annexes » : les annexes aux formulaires américains 10-K et 10-Q de l'émetteur, ainsi que les annexes à tout autre document américain de l'émetteur préparé conformément à la Loi de 1934, lesquelles seront intégrées par renvoi dans le prospectus;

« dispense permanente » : la dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2 de l'article 2.2 du Règlement 41-101 d'établir une version française des annexes;

« dispense temporaire » : la dispense temporaire de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2 de l'article 2.2 du Règlement 41-101 d'établir une version française des documents visés;

« documents visés » : la circulaire de sollicitation de procurations datée du 28 avril 2017, le rapport annuel sur formulaire 10-K de l'émetteur daté du 2 mars 2017, les états financiers annuels consolidés audités de l'émetteur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 ainsi que le rapport de gestion annuel correspondant et le rapport financier intermédiaire consolidé de l'émetteur sur formulaire 10-Q pour la période intermédiaire terminée le 30 septembre 2017 ainsi que le rapport de gestion intermédiaire correspondant;

« prospectus » : le prospectus préalable de base provisoire, le prospectus préalable de base et les suppléments s'y rapportant;

« prospectus préalable de base » : le prospectus préalable de base se rapportant au prospectus préalable de base provisoire, ainsi que toute version modifiée de celui-ci;

« prospectus préalable de base provisoire » : le prospectus préalable de base provisoire que l'émetteur prévoit déposer auprès de l'Autorité le ou vers le 4 décembre 2017, lequel vise un placement d'un montant global de 250 000 000 \$ US d'actions ordinaires, de titres d'emprunt, de bons de souscription, de reçus de souscription et d'unités, ainsi que toute version modifiée de celui-ci;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2;

Vu la demande visant à obtenir la dispense temporaire et la dispense permanente;

Vu les considérations suivantes :

1. L'émetteur est un émetteur assujéti dans chacun des territoires du Canada;
2. L'émetteur est assujéti à la Loi de 1934 et se conforme à celle-ci;
3. Le dépôt par l'émetteur des documents exigés en vertu de la Loi de 1934 a pour conséquence d'intégrer les annexes par renvoi dans le prospectus;

4. Tout document intégré par renvoi dans un prospectus fait partie intégrante de celui-ci;
5. Du fait de leur intégration par renvoi dans le prospectus, les annexes doivent être établies en français ou en français et en anglais;
6. En vertu de la législation en valeurs mobilières du Québec, les documents contenus aux annexes n'auraient pas eu à être intégrés par renvoi dans le prospectus, n'eût été l'intégration par renvoi dans le prospectus des documents exigés en vertu de la Loi de 1934;
7. Tous les documents pour lesquels une version française est exigée par la législation en valeurs mobilières du Québec seront traduits;

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde :

1. la dispense temporaire à la condition que les documents visés soient traduits en français et que la version française de ces documents soit déposée auprès de l'Autorité dans les meilleurs délais, mais au plus tard au moment du dépôt du prospectus préalable de base;
2. la dispense permanente.

Fait à Montréal, le 30 novembre 2017.

Gilles Leclerc
Surintendant des marchés de valeurs

Décision n°: 2017-SMV-0062

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.7 AGRÉMENTS ET AUTORISATIONS DE MISE EN MARCHÉ DE DÉRIVÉS

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Tembec Inc.

Le 30 novembre 2017

Dans l'affaire de
la législation en valeurs mobilières du
Québec et de l'Ontario (les « territoires »)

et

Dans l'affaire du
traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti

et

Dans l'affaire de
Tembec Inc. (le « déposant »)

Décision

Contexte

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable de chacun des territoires (le « décideur ») a reçu du déposant une demande en vue d'obtenir une décision en vertu de la législation en valeurs mobilières des territoires (la « législation ») révoquant son état d'émetteur assujetti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujetti (la « décision souhaitée »).

Dans le cadre du traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti (demandes sous régime double) :

- (a) l'Autorité des marchés financiers est l'autorité principale à l'égard de la présente demande;
- (b) le déposant a donné avis qu'il entend se prévaloir du paragraphe 1 de l'article 4C.5 du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* (le « Règlement 11-102 ») dans les territoires suivants : la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'île du Prince-Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut;
- (c) la présente décision est celle de l'autorité principale et fait foi de la décision de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable en Ontario.

Interprétation

Les expressions définies dans le *Règlement 14-101 sur les définitions*, le *Règlement 11-102* et le *Règlement 14-501Q sur les définitions* ont le même sens dans la présente décision lorsqu'elles y sont employées, sauf si elles y reçoivent une autre définition.

Déclarations

La présente décision est fondée sur les déclarations de faits suivantes du déposant :

1. il n'est pas émetteur assujéti du marché de gré à gré en vertu du *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*;
2. ses titres en circulation, y compris les titres de créance, sont détenus en propriété véritable, directement ou indirectement, par moins de 15 porteurs dans chacun des territoires du Canada et moins de 51 porteurs au total à l'échelle mondiale;
3. aucun de ses titres, y compris les titres de créance, n'est négocié, au Canada ou à l'étranger, sur un marché au sens du *Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché*, ni au moyen d'aucun autre mécanisme permettant aux acheteurs et aux vendeurs de titres de se rencontrer et par lequel des données de négociation sont rendues publiques;
4. il demande la révocation de son état d'émetteur assujéti dans tous les territoires du Canada dans lesquels il est émetteur assujéti; et
5. il ne contrevient à la législation en valeurs mobilières d'aucun territoire.

Décision

Les décideurs estiment que la décision respecte les critères prévus par la législation qui leur permettent de la rendre.

La décision des décideurs en vertu de la législation est de rendre la décision souhaitée.

Martin Latulippe
 Directeur de l'information continue
 Autorité des marchés financiers

Décision n°: 2017-IC-0022

Tembec Industries Inc.

En conséquence, l'Autorité révoque l'état d'émetteur assujéti de Tembec Industries Inc..

Décision n°: 2017-IC-0023

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION*RAPPORTS TRIMESTRIELS*

	Date du document
BRP INC.	2017-10-31
CALLITAS HEALTH INC.	2017-09-30
DOLLARAMA INC.	2017-10-29
FOUNTAIN ASSET CORP.	2017-09-30
GENDIS INC.	2017-10-31
HUNTINGTON EXPLORATION INC.	2017-09-30
LULULEMON ATHLETICA INC.	2017-10-29
MAJOR DRILLING GROUP INTERNATIONAL INC.	2017-10-31
REITMANS (CANADA) LIMITEE	2017-10-28
ROOTS CORPORATION	2017-10-28
TECSYS INC.	2017-10-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
BANQUE CANADIENNE IMPERIALE DE COMMERCE	2017-10-31
BANQUE DE MONTREAL	2017-10-31
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA	2017-10-31
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2017-10-31
BANQUE TORONTO-DOMINION (LA)	2017-10-31
FIDUCIE D'ACTIFS BNC	2017-10-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRE BMO	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL BMO	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL BMO II	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL CIBC	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD III	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD IV	2017-10-31
INPUT CAPITAL CORP.	2017-09-30
NUANCE COMMUNICATIONS, INC.	2017-09-30
REDKNEE SOLUTIONS INC.	2017-09-30

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
BANQUE CANADIENNE IMPERIALE DE COMMERCE	2017-10-31
BANQUE DE MONTREAL	2017-10-31
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA	2017-10-31
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2017-10-31
BANQUE TORONTO-DOMINION (LA)	2017-10-31
FIDUCIE D'ACTIFS BNC	2017-10-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRE BMO	2017-10-31

<i>RAPPORTS ANNUELS</i>	
	Date du document
FIDUCIE DE CAPITAL BMO	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL BMO II	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL CIBC	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD III	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD IV	2017-10-31
INPUT CAPITAL CORP.	2017-09-30
NUANCE COMMUNICATIONS, INC.	2017-09-30
REDKNEE SOLUTIONS INC.	2017-09-30

<i>CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION</i>	
	Date du document
CORPORATION PHARMACEUTIQUE NYMOX	
ERGORECHERCHE LTEE.	
SHAW COMMUNICATIONS INC.	

<i>NOTICE ANNUELLE</i>	
	Date du document
BANQUE CANADIENNE IMPERIALE DE COMMERCE	2017-10-31
BANQUE DE MONTREAL	2017-10-31
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA	2017-10-31
BANQUE NATIONALE DU CANADA	2017-10-31
BANQUE TORONTO-DOMINION (LA)	2017-10-31
EXCO TECHNOLOGIES LIMITED	2017-09-30
FIDUCIE D'ACTIFS BNC	2017-10-31
FIDUCIE DE BILLETS SECONDAIRE BMO	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL BMO	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL BMO II	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL CIBC	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD III	2017-10-31
FIDUCIE DE CAPITAL TD IV	2017-10-31
INPUT CAPITAL CORP.	2017-09-30
NUANCE COMMUNICATIONS, INC.	2017-09-30
ORGANIGRAM HOLDINGS INC.	2016-08-31
REDKNEE SOLUTIONS INC.	2017-09-30

ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Liste des symboles employés pour les déclarations en format SEDI (Système électronique de déclaration des initiés)

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI	45 : Contrepartie d'un bien
1 : Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	46 : Contrepartie de services
2 : Filiale de l'émetteur assujetti	47 : Acquisition ou aliénation par don
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de 10 % des titres d'un émetteur assujetti (<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation	48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs
4 : Administrateur d'un émetteur assujetti	Dérivés émis par l'émetteur
5 : Dirigeant d'un émetteur assujetti	50 : Attribution d'options
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	51 : Levée d'options
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	52 : Expiration d'options
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié	53 : Attribution de bons de souscription
NATURE DE L'OPÉRATION	54 : Exercice de bons de souscription
Généralités	55 : Expiration de bons de souscription
00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	56 : Attribution de droits de souscription
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 : Exercice de droits de souscription
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément	58 : Expiration de droits de souscription
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	59 : Exercice au comptant
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	Dérivés émis par un tiers
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers
35 : Dividende en actions	72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
36 : Conversion ou échange	73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers
37 : Division ou regroupement d'actions	Divers
38 : Rachat – annulation	90 : Changements relatifs à la propriété
40 : Vente à découvert	97 : Autres
	99 : Correction d'information
	NATURE DE L'EMPRISE
	D : Propriété directe
	I : Propriété indirecte
	C : Contrôle
	AUTRES MENTIONS
	O : Opération originale
	M : Première modification
	M' : Deuxième modification
	M'' : Troisième modification, etc.
	R : Opération déclarée hors délai (en retard).

AVIS

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Les initiés assujettis doivent déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
49 North Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
MacNeill, Tom	4, 7, 5, 3	O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	55 000	0.0650	SK
Abitibi Royalties Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Abitibi Royalties Inc.	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	8.9000	QC
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	600	8.9000	QC
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	8.2600	QC
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	600	8.1017	QC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	900	8.0133	QC
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	700	8.0000	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(5 400)		QC
Absolute Software Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Olsen, Errol	5	O	2017-11-27	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 383	7.0000	BC
		M	2017-11-27	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 706	7.0000	BC
<i>Droits Phantom Share Units</i>								
Olsen, Errol	5	O	2017-11-27	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 383)	7.0000	BC
		M	2017-11-27	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 706)	7.0000	BC
Advantage Oil & Gas Ltd.								
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Angevine, Jill Terilee	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 036		AB
Balog, Stephen	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	864		AB
Fagerheim, Grant Bradley	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 036		AB
Haggis, Paul	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	950		AB
McIntosh, Ronald A	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 382		AB
Agellan Commercial Real Estate Investment Trust								
<i>Parts</i>								
Barazzuol, Renzo	4, 6							
Sandpiper Opportunity Fund 3 Limited Partnership	PI	O	2017-11-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 100	12.0500	ON
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	11.8000	ON
Manji, Salim	6							
Sandpiper Opportunity Fund 3 Limited Partnership	PI	O	2017-11-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 100	12.0500	ON
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	11.8000	ON
Manji, Samir Aziz	6							
Sandpiper Opportunity Fund 3 Limited Partnership	PI	O	2017-11-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 100	12.0500	ON
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	11.8000	ON
Sandpiper GP Inc.	3							
Sandpiper Opportunity Fund 3 Limited Partnership	PI	O	2017-11-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 100	12.0500	ON
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	11.8000	ON
AIRBOSS OF AMERICA CORP.								
<i>Actions ordinaires</i>								
AirBoss of America Corp.	1	O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	11.0000	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(2 100)		ON
Akita Drilling Ltd.								
<i>Actions sans droit de vote</i>								
Charlton, Loraine	4							
GT/CMC RBC RESP	PI	O	2017-12-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50	8.4600	AB
RBC RSP	PI	O	2017-12-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	73	8.4600	AB
SON GTC RBC RSP	PI	O	2017-12-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6	8.4600	AB
Coleman, Raymond	5	O	2017-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	357	7.2000	AB

Emetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Alamos Gold Inc.								
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Barwell, Christine	5	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(14 513)	8.4400	ON
Cormier, John Andrew	5	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(18 867)	8.4400	ON
Fisher, Gregory S.	5	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(14 513)	8.4400	ON
McCluskey, John	4, 5	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(87 079)	8.4400	ON
McGrath, Aoife Mairead	5	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(5 805)	8.4400	ON
Parsons, Scott Kyle	5	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(4 644)	8.4400	ON
Porter, James	5	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(34 832)	8.4400	ON
Albert Mining Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Audet, André	4	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 000	0.0500	QC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43 000	0.0500	QC
Alexandria Minerals Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Henry, Walter	4	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 000	0.0550	ON
AltaGas Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cornhill, David Wallace	4							
RRSP	PI	O	2017-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	29.0400	AB
		O	2017-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	29.0100	AB
		O	2017-12-06	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	29.0100	AB
Altus Group Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Johnston, Colin Boyd	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	6 500	23.8500	ON
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 500)	36.0000	ON
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	1 500	23.8500	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	36.0000	ON
McSweeney, Niall	5							
Niall McSweeney ITF Finn Technology Trust	PI	O	2017-11-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	35.6600	ON
		O	2017-11-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	35.6500	ON
		O	2017-11-24	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 900)	35.6000	ON
<i>Options</i>								
Johnston, Colin Boyd	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(6 500)	23.8500	ON
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(1 500)	23.8500	ON
American Core Sectors Dividend Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
American Core Sectors Dividend Fund	1	O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	500	11.7000	AB
Amerigo Resources Ltd								
<i>Actions ordinaires</i>								
Dean, Steven	4, 5							
Dean Holdings Trust	PI	O	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(63 100)	1.0616	BC
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(29 400)	1.0651	BC
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	1.0600	BC
Aritzia Inc.								
<i>Droits Deferred Share Unit</i>								
Bensadoun, Aldo	4	O	2017-11-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 603		BC
Currie, John Edward	4	O	2017-11-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 603		BC
Holmes, Ryan	4	O	2017-11-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 603		BC
Labistour, David Barrie	4	O	2017-11-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 603		BC
Senk, Glen Todd	4	O	2017-11-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 603		BC
ATCO LTD.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Actions sans droit de vote Class I</i>								
Sentgraf Enterprises Ltd.	3	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	45.9090	AB
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	45.8000	AB
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	45.8496	AB
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	450181.0000	AB
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	46.0500	AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	45.6925	AB
Southern, Margaret E								
Trustee (Spousal Trust)	3	PI	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	45.9090	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	45.8000	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	45.8496	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	46.0181	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	46.0500	AB
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	45.6925	AB
Southern, Nancy C.								
Trustee (Spousal Trust)	4, 7, 6, 5	PI	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	45.9090	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	45.8000	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	45.8496	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	46.0181	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	46.0500	AB
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	45.6925	AB
Southern-Heathcott, Linda A.								
Trustee (Spousal Trust)	7, 6	PI	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	45.9090	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	45.8000	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	45.8496	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	46.0181	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	46.0500	AB
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	45.6925	AB
ATS Automation Tooling Systems Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
McCuaig, Stewart	5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	15 000	10.8000	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	15.9000	ON
<i>Droits RSU</i>								
Galloway, Carl	5	O	2017-12-01	D	58 - Expiration de droits de souscription	(2 000)		ON
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(1 500)	15.2300	ON
Gyles, Chuck	5	O	2017-12-01	D	58 - Expiration de droits de souscription	(5 500)		ON
Kramer, Tom	5	O	2017-12-01	D	58 - Expiration de droits de souscription	(5 500)		ON
McCuaig, Stewart	5	O	2017-12-01	D	58 - Expiration de droits de souscription	(5 500)		ON
Perrella, Maria	5	O	2017-12-01	D	58 - Expiration de droits de souscription	(14 000)		ON
<i>Options</i>								
McCuaig, Stewart	5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	10.8000	ON
<i>RSU</i>								
Hart, Chris	5	O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(3 900)	15.2300	ON
Aurinia Pharmaceuticals Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Eglite, Erik	5	O	2017-07-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 800	5.1200USD	BC
Aurora Cannabis Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Battley, Cam	5	O	2017-11-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 116		BC
		O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.5800	BC
		M	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.5800	BC
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	8.4600	BC
Belot, Neil	5	O	2017-11-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 116		BC
		O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	231 884	2.3100	BC

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
		M	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	231 884	2.3100	BC
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250 000)	7.5500	BC
Booth, Terry	4							
Lola Ventures Inc.	PI	O	2017-11-29	I	57 - Exercice de droits de souscription	47 101		BC
Cleiren, Allan John	5	O	2017-05-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	1 887	6.5000	BC
		M	2017-11-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 887	6.5000	BC
		O	2017-11-02	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	33 000	3.0000	BC
Nancy Cleiren	PI	O	2017-08-17	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	39 000	2.4880	BC
		M	2017-08-17	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	39 000	2.4888	BC
Dobler, Stephen	4							
1771472 Alberta Ltd.	PI	O	2017-11-02	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	116 667	3.0000	BC
		M	2017-11-02	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	117 000	3.0000	BC
		O	2017-11-29	I	57 - Exercice de droits de souscription	18 116		BC
		O	2017-12-01	I	54 - Exercice de bons de souscription	116 667	4.0000	BC
		M	2017-12-01	I	54 - Exercice de bons de souscription	117 000	4.0000	BC
Ibbott, William Glen	5	O	2017-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Singer, Michael	4	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	100 000		BC
Whitehead, Nicholas	5	O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 500)	8.5400	BC
<i>Bons de souscription</i>								
Dobler, Stephen	4							
1771472 Alberta Ltd.	PI	O	2017-11-02	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	116 667	4.0000	BC
		M	2017-11-02	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	116 667	4.0000	BC
		M	2017-11-02	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	117 000	4.0000	BC
		O	2017-12-01	I	54 - Exercice de bons de souscription	(116 667)	4.0000	BC
		M	2017-12-01	I	54 - Exercice de bons de souscription	(117 000)	4.0000	BC
<i>Débetures convertibles</i>								
Booth, Terry	4							
Lola Ventures Inc.	PI	O	2017-11-28	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 38 461.00	6.5000	BC
		M	2017-11-28	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 250 000.00	6.5000	BC
<i>Débetures convertibles WTS-Aurora Canna-SPL - convertible at \$6.50 a share</i>								
Cleiren, Allan John	5	O	2017-05-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-11-29	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	\$ 100.00	1000.0000	BC
<i>Options</i>								
Battley, Cam	5	O	2017-11-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(18 116)		BC
		O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.5800	BC
		M	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.5800	BC
Belot, Neil	5	O	2017-11-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(18 116)		BC
		O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(231 884)	2.3100	BC
		M	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(231 884)	2.3100	BC
Booth, Terry	4							
Lola Ventures Inc.	PI	O	2017-11-29	I	57 - Exercice de droits de souscription	(47 101)		BC
Cleiren, Allan John	5	O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	(1 887)	2.7900	BC
		M	2017-11-29	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 887)	2.7900	BC
Dobler, Stephen	4							
1771472 Alberta Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	57 - Exercice de droits de souscription	(18 116)		BC
Singer, Michael	4	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(100 000)		BC
Avigilon Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Jung, Wan	4							
Lila Jung	PI	O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	20.7500	BC
		O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 200	20.6500	BC
		O	2017-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 700)	20.8500	BC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 500	20.6500	BC
		O	2017-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 300)	20.8500	BC
		O	2017-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 300	20.7500	BC
Avivagen Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Dan, Aubrey	4							
Dancap Private Equity Inc.	PI	O	2017-11-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-11-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000	1.0000	ON
Grant, Kathryn Vanessa Austin	4	O	2017-11-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 000	1.0000	ON
<i>Bons de souscription</i>								
Dan, Aubrey	4							
Dancap Private Equity Inc.	PI	O	2017-11-21	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-11-30	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	250 000		ON
Grant, Kathryn Vanessa Austin	4	O	2017-11-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 000		ON
Banque de Montréal								
<i>Deferred Share Units</i>								
Babiak, Jan	4	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	133	99.5600	QC
Brochu, Sophie	4	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	174	99.5600	QC
Cope, George	4	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	327	99.5600	QC
Edwards, Christine A.	4	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	228	99.5600	QC
Eichenbaum, Martin Stewart	4	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	59	99.5600	QC
Farmer, Ron	4	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	524	99.5600	QC
Huber, Linda Susan	4	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	7	99.5600	QC
Mitchelmore, Lorraine	4	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	59	99.5600	QC
Orsino, Philip	4	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	677	99.5600	QC
Prichard, John Robert Stobo	4, 7	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	738	99.5600	QC
		O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	108	99.5600	QC
RICHER LA FLÈCHE, ERIC	4	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	139	99.5600	QC
Wilson III, Don Matthew	4	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	370	99.5600	QC
<i>Performance Share Units</i>								
Ares, Jean-Michel	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	266	99.5600	QC
Casper, David Robert	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	313	99.5600	QC
Dousmanis-Curtis, Alexandra	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	173	99.5600	QC
Flynn, Thomas Earl	7	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	305	99.5600	QC
Fowler, Cameron McAskile	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	325	99.5600	QC
Ouellette, Gilles Gerard	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	338	99.5600	QC
Rajpal, Surjit	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	396	99.5600	QC
Rudderham, Richard D.	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	171	99.5600	QC
Techar, Frank J.	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	621	99.5600	QC
White, William Darryl	7, 5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	667	99.5600	QC
<i>Restricted Share Units</i>								
Ares, Jean-Michel	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	859	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(27 380)	98.9200	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(16 291)	98.9200	QC
Begy, Christopher Blake	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	165	99.5600	QC
		M	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	165	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(5 271)	98.8200	QC
Casper, David Robert	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	94	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(10 571)	98.9200	QC
Cronin, Patrick	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	1 093	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(38 453)	98.9200	QC
Dousmanis-Curtis, Alexandra	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	50	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(5 655)	98.9200	QC
Fish, Simon Adrian	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	217	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(8 214)	98.9200	QC
Flynn, Thomas Earl	7	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	153	99.5600	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Fowler, Cameron McAskile	5	O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(17 112)	98.9200	QC
		O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	92	99.5600	QC
		M	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	93	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(10 267)	98.9200	QC
Ouellette, Gilles Gerard	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	173	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(19 371)	98.9200	QC
Rajpal, Surjit	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	204	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(18 794)	98.9200	QC
Roche, Catherine Margaret	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	65	99.5600	QC
Rotenberg, Joanna Michelle	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	234	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(6 914)	98.9200	QC
Rudderham, Richard D.	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	85	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(9 528)	98.9200	QC
Techar, Frank J.	5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	505	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(34 910)	98.9200	QC
White, William Darryl	7, 5	O	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	146	99.5600	QC
		M	2017-11-28	D	35 - Dividende en actions	147	99.5600	QC
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(16 331)	98.9200	QC
Banque Nationale du Canada								
<i>Unités d'actions assujetties à des restrictions (UAR) / (RSU)</i>								
Davis, Brian A.	7	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(10 891)	63.2300	QC
Gagnon, Martin	5	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(2 802)	63.2300	QC
Girouard, Denis	7	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(22 259)	63.2300	QC
Lavigne, Martin	5	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(1 073)	63.2300	QC
Pascoe, Ricardo	5	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(43 653)	63.2300	QC
<i>Unités d'actions assujetties à un critère de performance</i>								
Bonnell, William	5	O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(329)		QC
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(13 980)	63.2300	QC
Fagnoule, Dominique	5	O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(205)		QC
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(8 737)	63.2300	QC
Giard, Diane	5	O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(586)		QC
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(24 902)	63.2300	QC
Jeannot, Lynn	5	O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(205)		QC
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(8 737)	63.2300	QC
Parent, Ghislain	5	O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(329)		QC
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(13 980)	63.2300	QC
Pascoe, Ricardo	5	O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(530)		QC
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(22 543)	63.2300	QC
Vachon, Louis	4, 5	O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 851)		QC
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(78 640)	63.2300	QC
Banque Royale du Canada								
<i>Actions ordinaires</i>								
McGregor, Alex Douglas	5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	10 412	58.6480	QC
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 403)	101.7293	QC
<i>Options</i>								
McGregor, Alex Douglas	5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(10 412)	58.6480	QC
Baylin Technologies Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
2385796 ONTARIO INC.	3	O	2017-11-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	2 510 638	2.3500	ON
Day, Stockwell	4	O	2017-11-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	4 254	2.3500	ON
Dewey, Randy	4, 5	O	2017-11-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	9 200	2.3500	ON
Gavrilovic, Milorad	7	O	2017-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Jones, Douglas Aubrey	4	O	2017-11-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de	6 383	2.3500	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
Kirshman, Jerry	7	O	2017-11-28	D	prospectus 00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-11-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	10 000	2.3500	ON
Royer, Jeffrey	4, 3							
2385796 Ontario Inc.	PI	O	2017-11-28	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	2 510 638	2.3500	ON
SIMMONDS, DONALD E.	4							
Blyth Investments Inc.	PI	O	2017-11-28	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	42 553	2.3500	ON
Wolfe, Michael Andrew	5	O	2017-11-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	10 000	2.3500	ON
Wolkin, Harold Morton	4	O	2017-11-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	106 383	2.3500	ON
<i>Deferred Share Units</i>								
Day, Stockwell	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	980		ON
Jones, Douglas Aubrey	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	490		ON
Reiter, Barry	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 307		ON
SIMMONDS, DONALD E.	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	980		ON
Wolkin, Harold Morton	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 451		ON
<i>Stock Options</i>								
Gavrilovic, Milorad	7	O	2017-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Kirshman, Jerry	7	O	2017-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
BioHEP Technologies Ltd.								
<i>Billets convertibles</i>								
Johnson, Douglas Brian	3	O	2017-12-04	D	36 - Conversion ou échange	\$ 2 400 000.00	0.0250	BC
Pathfinder Asset Management Limited	3	O	2017-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Birchcliff Energy Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Carlsen, Christopher Andrew	5							
Scotia McLeod - Cash Account - Joint	PI	O	2017-12-06	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	4.3100	AB
Humphreys, David	5							
RBC Dominion Securities RRSP Account - DH	PI	O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	5.0000	AB
BlackBerry Limited (formerly Research In Motion Limited)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fairfax Financial Holdings Limited	3							
Allied World Assurance Company, Ltd.	PI	O	2013-11-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-11-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	2 900 000	13.7000	ON
NGIC	PI	O	2017-11-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 900 000)	13.7000	ON
Northbridge Financial Corp.	PI	O	2013-11-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-11-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	2 900 000	13.7000	ON
		O	2017-11-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 900 000)	13.7000	ON
Wilson, Mark George	5	O	2013-12-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-01	D	97 - Autre	78 902		ON
<i>Deferred Share Units</i>								
Alsop, Laurie Frances Smaldone	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 849		ON
Daniels, Michael Alan	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 849		ON
Dattels, Timothy	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 849		ON
Lynch, Richard John	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 849		ON
Stymiest, Barbara Gayle	4, 5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 298		ON
Watsa, V. Prem	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 208		ON
Wouters, Wayne Gordon	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 849		ON
<i>Performance Restricted Share Units</i>								
Wilson, Mark George	5	O	2013-12-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-01	D	97 - Autre	17 760		ON
<i>Restricted Share Units</i>								

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur nominale	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
Wilson, Mark George	5	O	2017-12-01	D	97 - Autre	(56 497)		ON
Blue Ribbon Income Fund (formerly Citadel Diversified Investment Trust)								
<i>Parts de fiducie</i>								
Blue Ribbon Income Fund	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7400	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7400	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7000	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7000	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7400	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7400	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7900	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7900	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.8300	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.8300	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.8100	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.8100	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.8000	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.8000	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7400	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7400	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7600	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7600	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7500	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7500	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	200	9.7600	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	9.7600	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7600	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7600	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	9.7300	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 900)	9.7300	ON
Boardwalk Real Estate Investment Trust								
<i>Parts de fiducie</i>								
Boardwalk Real Estate Investment Trust	1	O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	100		AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(100)		AB
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 011	100.0000	AB
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(4 011)		AB
Bombardier Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Classe B/ Class B Shares (Subordinate Voting)</i>								
Lévesque, Sylvain	5	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	3.0300	QC
Boralex inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Decostre, Patrick	7, 5	O	2017-12-04	D	40 - Vente à découvert	(2 946)	23.3600	QC
		O	2017-12-06	D	51 - Exercice d'options	2 946	17.3100	QC
		M	2017-12-05	D	51 - Exercice d'options	2 946	17.3100	QC
<i>Options Options d'achat d'actions ordinaires</i>								
Decostre, Patrick	7, 5	O	2017-12-06	D	51 - Exercice d'options	(2 946)	17.3100	QC
		M	2017-12-05	D	51 - Exercice d'options	(2 946)	17.3100	QC
Brookfield Asset Management Inc.								
<i>Actions ordinaires Class A Limited Voting</i>								
Blidner, Jeffrey Miles	4, 5	O	2017-11-30	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(6 000)	53.4900	ON
Blidner Family Foundation	PI	O	2017-11-30	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	6 000	53.4900	ON
Brookfield Asset Management Inc.	1	O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	150 000	53.2484	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(150 000)		ON
Kingston, Brian William	5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	50 439	21.0800	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 439)	53.5080	ON
Lawson, Brian	6, 5	O	2017-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	205 629		ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur nominale	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
<i>Options</i>								
Kingston, Brian William	5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	21.0800	ON
<i>Restricted Shares</i>								
Lawson, Brian	6, 5	O	2017-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(205 629)		ON
BRP Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
BRP Inc.	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	43.3507	QC
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	43.7926	QC
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	44.1807	QC
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	44.2777	QC
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	44.2403	QC
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	44.3583	QC
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	137 200	44.1022	QC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	44.2029	QC
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	44.6508	QC
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	45.2738	QC
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	44.7849	QC
		O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	19 800	45.2420	QC
		M	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	45.2420	QC
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	45.3640	QC
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	45.8519	QC
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	46.1981	QC
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	46.0393	QC
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	7 400	46.1093	QC
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	14 200	46.3577	QC
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	46.1910	QC
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	19 700	46.1672	QC
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	46.0025	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	46.6305	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(534 900)		QC
BSM Technologies Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
BSM Technologies Inc.	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	1.2500	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	1.2600	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	1.2400	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	6 100	1.2764	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	1.2600	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	1.2600	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	1.2500	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	7 400	1.2535	ON
CAE Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
CAE INC.	1	O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	9 200	21.9400	QC
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	22.0000	QC
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.2000	QC
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.1200	QC
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.4500	QC
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.6100	QC
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.7500	QC
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.7900	QC
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.6500	QC
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.6200	QC
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.7600	QC
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.7900	QC
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.8200	QC
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	22.7000	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation		22.7100	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(140 200)	22.5600	QC
Calfrac Well Services Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mathison, Ronald	4, 6							
Matco Investments Ltd.	PI	O	2015-08-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	4.8876	AB
Calian Group Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ford, Kevin Lee	5	O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	15 000	19.7000	ON
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 400)	33.4700	ON
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 900)	33.4000	ON
Thera, Patrick Joseph	5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	7 000	20.5400	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	32.1594	ON
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Thera, Patrick Joseph	5	O	2017-11-24	D	56 - Attribution de droits de souscription	840	34.5800	ON
<i>Options</i>								
Ford, Kevin Lee	5	O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	19.7000	ON
Thera, Patrick Joseph	5	O	2017-11-24	D	50 - Attribution d'options	12 000	34.5800	ON
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(7 000)	20.5400	ON
Callidus Capital Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Braslyn Ltd.	3	O	2017-11-24	D	35 - Dividende en actions	71 736		ON
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 800	10.2150	ON
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 600	10.2391	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 800	10.2525	ON
Lewis, Joseph C. Braslyn Ltd.	3 PI	O	2017-11-24	C	35 - Dividende en actions	71 736		ON
		O	2017-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 800	10.2150	ON
		O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 600	10.2391	ON
		O	2017-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 800	10.2525	ON
Calyx Bio-Ventures Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Watson, Graeme	4	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.0500	BC
<i>Options</i>								
Watson, Graeme	4	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(100 000)		BC
Canada Goose Holdings Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Baker, Carrie	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	40 650	0.0190	ON
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 650)	34.2962	ON
Koumettis, Nikolaos	7	O	2017-11-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options</i>								
Baker, Carrie	5	O	2017-07-05	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	0.0190	ON
		M	2017-07-05	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	0.0190	ON
		O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(40 650)	0.0190	ON
Cameron, Scott	5	O	2017-03-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2017-03-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Forrest, David Martin	5	O	2017-11-13	D	51 - Exercice d'options	(14 814)	1.7879	ON
		M	2017-11-13	D	51 - Exercice d'options	(14 814)	1.7879	ON
Heimpel Butts, Jodi Lynn	4	O	2017-11-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-11-20	D	50 - Attribution d'options	23 748		ON
Koumettis, Nikolaos MacKillop, Kara	7 5	O	2017-11-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-11-13	D	51 - Exercice d'options	(42 000)	0.2505	ON
		M	2017-11-13	D	51 - Exercice d'options	(42 000)	0.2505	ON
Moran, John	5	O	2017-11-13	D	51 - Exercice d'options	(40 000)	1.7879	ON
		M	2017-11-13	D	51 - Exercice d'options	(40 000)	1.7879	ON
Orr, Spencer	5	O	2017-11-13	D	51 - Exercice d'options	(95 865)	0.0190	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		M	2017-11-13	D	51 - Exercice d'options	(95 865)	0.0190	ON
Pat, Jacob	5	O	2017-11-13	D	51 - Exercice d'options	(8 333)	0.0190	ON
		M	2017-11-13	D	51 - Exercice d'options	(8 333)	0.0190	ON
Porjadjian, Jacqueline	5	O	2017-03-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2017-03-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Wood, Richard	5							
9236724 Canada Inc.	PI	O	2017-11-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-11-20	I	50 - Attribution d'options	15 832		ON
Wyss, Hans-Peter	7	O	2017-11-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Canadian High Income Equity Fund								
<i>Parts</i>								
Canadian High Income Equity Fund	1	O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.4500	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.4500	ON
Canadian Life Companies Split Corp.								
<i>Class A Shares</i>								
Finch, S. Wayne	4, 5							
Quadravest Inc.	PI	O	2017-11-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	6.4100	ON
Canadian Natural Resources Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cusson, Réal, Michel	5	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	28.0600	AB
		M	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	28.0600	AB
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	45.0300	AB
		M	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	45.0300	AB
Laut, Stephen W.	5	O	2017-11-27	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 175)	42.8100	AB
		O	2017-11-27	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(2 300)	42.8100	AB
<i>Options</i>								
Cusson, Réal, Michel	5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(25 000)		AB
		M	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(25 000)		AB
Canadian Oil Recovery & Remediation Enterprises Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lorenzo, John Michael	4							
Bourgine Holdings Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.0200	ON
Canadian Spirit Resources Inc.								
<i>Options</i>								
Couillard, John Raymond Richard	4, 5	O	2017-12-05	D	52 - Expiration d'options	(75 000)		AB
Gardner, Donald Ross	4	O	2017-12-05	D	52 - Expiration d'options	(75 000)		AB
HILL, DEAN GORDON	5	O	2017-12-05	D	52 - Expiration d'options	(170 000)		AB
Smolarchuk, Paul Arnold	5	O	2017-12-05	D	52 - Expiration d'options	(170 000)		AB
Sorensen, Alfred	4	O	2017-12-05	D	52 - Expiration d'options	(600 000)		AB
Canadian Utilities Limited								
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>								
Booth, Robert T.	4	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	119	37.9240	AB
Kathie Booth	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30	37.9240	AB
Francis, Robert, B	4	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30	37.9240	AB
Rayfield, Michael	4	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	120	37.9240	AB
Sentgraf Enterprises Ltd.	3	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 730	37.9200	AB
Southern, Margaret E	3							
Trustee (Spousal Trust)	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 730	37.9200	AB
Southern, Nancy C.	4, 7, 6, 5							

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Trustee (Spousal Trust)	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 730	37.9200	AB
Southern-Heathcott, Linda A.	4							
Trustee (Spousal Trust)	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 730	37.9200	AB
Canlan Ice Sports Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
The Article 6 Marital Trust created under the First Amended	3	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	3.9500	BC
Cardinal Energy Ltd.								
<i>Restricted Bonus Awards</i>								
Wollmann, Robert Ernest Law	5	O	2017-11-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	330 000		AB
Carube Copper Corp. (formerly Miocene Resources Limited)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ackert, Jeff	4, 5	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0500	ON
Cascades inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lemaire, Bernard	3							
Gestion Bernard Lemaire inc.	PI	O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(71 800)	12.7100	QC
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	12.7200	QC
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	12.7800	QC
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	12.7400	QC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	12.6700	QC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(118 500)	12.6900	QC
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 300)	12.6600	QC
Lemaire, Laurent	3							
Gestion Alexandra Jolin inc.	PI	O	2017-11-28	I	90 - Changements relatifs à la propriété	350 000	12.6200	QC
Gestion Laurent Lemaire inc.	PI	O	2017-11-28	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(350 000)	12.6200	QC
Cathedral Energy Services Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Wilks, Dan	3							
Dan and Staci Wilks	PI	O	2017-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 306 700	1.7153	AB
Celestica Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Chawla, Mandeep	5	O	2017-05-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 200	13.5700	ON
DelBianco, Elizabeth	7, 5	O	2017-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 775	13.5700	ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Chawla, Mandeep	5	O	2017-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 583)	13.5700	ON
DelBianco, Elizabeth	7, 5	O	2017-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 036)	13.5700	ON
McCaughy, Michael	7, 5	O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(22 143)	13.5700	ON
McIntosh, Glen	5	O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(19 929)	13.5700	ON
Centerra Gold Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Perron, Jacques	4	O	2017-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14)	7.4800	ON
		M	2017-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16)	7.4800	ON
Ceres Global Ag Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Day, Robert William	5	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	3.6400USD	ON
Princeton Holdings Limited	3	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	4.5800	ON
CES Energy Solutions Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ahrens, Burton Joel	4	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	6.1900	AB
Zinger, Kenneth Earl	5	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	5.8700	AB
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	6.2000	AB
Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée								

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur nominale	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
Actions ordinaires								
Canadian Pacific Railway Limited	1	O	2016-06-13	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		AB
		M	2017-06-13	D	38 - Rachat ou annulation	(40 000)		AB
		O	2016-06-27	D	38 - Rachat ou annulation	(3 300)		AB
		M	2017-06-27	D	38 - Rachat ou annulation	(3 300)		AB
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	216.9483	AB
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	215.8131	AB
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	14 700	215.2041	AB
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		AB
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	14 900	215.0408	AB
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		AB
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	10 200	217.1538	AB
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(14 700)		AB
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(14 900)		AB
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	(10 200)		AB
Chorus Aviation Inc.								
<i>Class B Voting Shares</i>								
Copp, Colin	5	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	100	4.5000	NS
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	9.8000	NS
FLYNN, Rick	5	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	50 000	4.5000	NS
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 476)	9.7731	NS
		O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	52 503	4.5000	NS
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(32 000)	9.7508	NS
		O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	47 497	4.5000	NS
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 946)	9.7500	NS
		O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	50 000	4.5000	NS
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 476)	9.7608	NS
Osborne, Gary James	7	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	15 000	4.5000	NS
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	9.8000	NS
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	1 200	4.5000	NS
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	9.7700	NS
TAPSON, Scott	5	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	26 500	4.5000	NS
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(26 500)	9.8000	NS
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	15 200	4.5000	NS
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 200)	9.7500	NS
<i>Options</i>								
Copp, Colin	5	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(100)	4.5000	NS
FLYNN, Rick	5	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	4.5000	NS
		O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	(52 503)	4.5000	NS
		O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(47 497)	4.5000	NS
		O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	4.5000	NS
Osborne, Gary James	7	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	4.5000	NS
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(1 200)	4.5000	NS
TAPSON, Scott	5	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(26 500)	4.5000	NS
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(15 200)	4.5000	NS
CI Financial Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gramegna, Mike	7	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	455	28.8200	ON
Jamieson, Douglas J.R.	5	O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	477	28.7600	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(477)	28.9037	ON
<i>Options</i>								
Gramegna, Mike	7	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	27.0300	ON
Jamieson, Douglas J.R.	5	O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	(10 834)	27.0300	ON
Clarke Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Clarke Inc.	1	O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	9.8000	NS

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.0000	NS
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	800	10.0300	NS
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	600	9.9500	NS
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	400	10.0000	NS
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	61 900	10.0000	NS
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(64 800)		NS
Luborsky, Brian Alan	4							
Saundra Liptrap	PI	O	2017-11-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	10.0000	NS
		O	2017-11-27	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	10.0000	NS
Cogeco Communications Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote</i>								
Dorval, Nathalie	5	O	2017-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(136)	92.5900	QC
		O	2017-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(99)	92.5400	QC
Cogeco Inc								
<i>Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote</i>								
Cogeco Inc.	1	O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 144	86.4200	QC
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	2 144	85.0500	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(4 288)		QC
Pinard, Andrée	5	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	96.2400	QC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(161)	96.2200	QC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	96.2300	QC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(199)	96.1900	QC
COLLIERS INTERNATIONAL GROUP INC.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Hemming, Robert	7	O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 600)	79.7500	ON
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 600)	79.7500	ON
Compagnie D'Assurance Générale Co-operators								
<i>Actions privilégiées Class A Series B</i>								
Daniel, Kevin	7	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	100.0000	ON
Hanna, Paul	7	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	100.0000	ON
McCombie, Richard Allen	7	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	100.0000	ON
Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada								
<i>Actions ordinaires</i>								
Canadian National Railway Company	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	83 800	79.9090USD	QC
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(83 800)		QC
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	83 600	80.1216	QC
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(83 600)		QC
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	83 581	80.2759USD	QC
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	84 100	80.2269USD	QC
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(83 581)		QC
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(84 100)		QC
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	84 200	80.0661USD	QC
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	(84 200)		QC
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	84 000	80.2532USD	QC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(84 000)		QC
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	83 700	80.5945USD	QC
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(83 700)		QC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	83 684	80.8559USD	QC
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(83 684)		QC
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	83 800	80.4864USD	QC
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(83 800)		QC
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	84 100	80.1451USD	QC
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	(84 100)		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	84 500	79.8310USD	QC
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(84 500)		QC
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	84 200	80.1318USD	QC
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(84 200)		QC
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	84 895	79.6918USD	QC
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(84 895)		QC
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	84 700	79.6156USD	QC
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(84 700)		QC
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	84 500	79.8117USD	QC
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	(84 500)		QC
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	85 076	79.4370USD	QC
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(85 076)		QC
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	102 900	79.2553USD	QC
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(102 900)		QC
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	86 800	78.2438USD	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(86 800)		QC
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	98 400	75.9737USD	QC
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(98 400)		QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	87 600	77.5965USD	QC
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(87 600)		QC
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	84 500	101.7383	QC
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(84 500)		QC
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	84 700	101.5036	QC
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(84 700)		QC
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée								
<i>Actions ordinaires</i>								
Exxon Mobil Corporation	3							
Roytor & Co.	PI	O	2017-11-29	I	38 - Rachat ou annulation	(118 542)	39.5400	AB
		O	2017-11-30	I	38 - Rachat ou annulation	(119 206)	39.8000	AB
		O	2017-12-01	I	38 - Rachat ou annulation	(118 201)	39.6300	AB
		O	2017-12-04	I	38 - Rachat ou annulation	(117 374)	39.4800	AB
Imperial Oil Limited	1	O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	51 608	39.6252	AB
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(51 608)	39.6252	AB
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	51 949	39.3447	AB
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(51 949)	39.3447	AB
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	52 347	39.7366	AB
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(52 347)	39.7366	AB
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	118 155	39.4000	AB
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(118 155)	39.4000	AB
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	118 935	39.3000	AB
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(118 935)	39.3000	AB
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	119 847	39.6900	AB
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(119 847)	39.6900	AB
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	51 777	39.5480	AB
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(51 777)	39.5480	AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	52 067	39.8638	AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(52 067)	39.8638	AB
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	118 542	39.5400	AB
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(118 542)	39.5400	AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	119 206	39.8000	AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(119 206)	39.8000	AB
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	51 628	40.0931	AB
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(51 628)	40.0931	AB
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	51 267	39.5826	AB
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(51 267)	39.5826	AB
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	118 201	39.6300	AB

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(118 201)	39.6300	AB
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	117 374	39.4800	AB
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(117 374)	39.4800	AB
Cona Resources Ltd. (formerly, Northern Blizzard Resources Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Flatt, James Gordon	6							
WEF GP (Canadian) Corp.	PI	O	2017-11-28	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 551 615	3.6000	AB
WEF GP (International) Ltd.	PI	O	2017-11-28	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 551 615)	3.6000	AB
Kim, Andrew	6							
WEF GP (Canadian) Corp.	PI	O	2017-11-28	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 551 615	3.6000	AB
WEF GP (International) Ltd.	PI	O	2017-11-28	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 551 615)	3.6000	AB
Morgan, Robert J.	4, 5	O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.1500	AB
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.1000	AB
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.1400	AB
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.2200	AB
		M	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.2200	AB
Waterous, Adam	4, 6							
WEF GP (Canadian) Corp.	PI	O	2017-11-28	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 551 615	3.6000	AB
WEF GP (International) Ltd.	PI	O	2017-11-28	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 551 615)	3.6000	AB
WEF GP (Canadian) Corp.	3	O	2017-11-28	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 551 615	3.6000	AB
WEF GP (International) Ltd.	3	O	2017-11-28	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(2 551 615)	3.6000	AB
Condor Petroleum Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Disbrow, Robert	3							
Disc. Accounts	PI	O	2017-11-27	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	29 560	0.6000	AB
Registered Accounts	PI	O	2017-11-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 400	0.6000	AB
Constellation Software Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Symons, Barry Alan	5							
IA Securities	PI	O	2017-11-30	I	97 - Autre	2 000		ON
IA Securities - Spouse's account	PI	O	2017-11-30	I	97 - Autre	(2 000)		ON
Continental Precious Minerals Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bernholtz, Martin	4	O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(35 000)	0.3060	ON
Corporation Aurifère Monarques (auparavant RESSOURCES MONARQUES INC.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lacoste, Jean-Marc	4, 5	O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 500)	0.2800	QC
		O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	0.2750	QC
		O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(366 500)	0.2700	QC
Corporation d'Investissements OneCap								
<i>Actions ordinaires</i>								
Depatie, Jean	4	O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	125 000	0.1100	QC
Gosselin, Réjean	4, 5	O	2017-12-04	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(586 500)		QC
REER	PI	O	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	120 000	0.1100	QC
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	62 000	0.1000	QC
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	38 500	0.1050	QC
		O	2017-12-04	I	90 - Changements relatifs à la propriété	586 500		QC
Corporation Financière Power								
<i>Swap sur actions - Position acheteur PFC 2015-03</i>								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2017-12-01	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)	35.4260	QC
<i>Swap sur actions - Position acheteur PFC 2016-03</i>								
POWER FINANCIAL CORPORATION	1	O	2017-12-01	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)	35.4260	QC
Corus Entertainment Inc.								

Emetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
Actions sans droit de vote Class B								
O'Brien, Michael Wilfrid	6	O	2017-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	11.6000	ON
Shaw, Bradley	3	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	11.3400	ON
BSS HMS Investments Ltd.	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	11.3400	ON
BSS LJS Investments Ltd.	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	11.3400	ON
BSS PBS Investments Ltd.	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	11.3400	ON
BSS SMS Investments Ltd.	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	11.3400	ON
Michelle Shaw	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4	11.3400	ON
Shaw, Jim	3	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12	11.3400	ON
SP Capital Corp.	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6	11.3400	ON
Shaw, JR	3							
Carol M. Shaw	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	115	11.3400	ON
Shaw, Julie Marie	4	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	94	11.3400	ON
1922812 Alberta Ltd.	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	11.3400	ON
1922829 Alberta Ltd.	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	11.3400	ON
Eman Holdings Ltd.	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11	11.3400	ON
Deferred Share Units (DSUs) - Director Plan								
Bissonnette, Peter	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 078	12.2300	ON
D'Avella, Michael	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 484	12.2300	ON
Fraschetti, John Anthony	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 538	11.7500	ON
Roozen, Catherine M.	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 181	11.7500	ON
Royer, Terrance Eldon	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 074	11.7500	ON
Shaw, Julie Marie	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	598	11.7500	ON
Crescent Point Energy Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Goldthorpe, Edward	4	O	2017-05-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	7.4477USD	AB
Crosswinds Holdings Inc. (formerly C.A. Bancorp Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Crosswinds Holdings Inc. (formerly C.A. Bancorp Inc.)	1	O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	1.3000	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	1.3000	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	1.3000	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	1.3000	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	1.3000	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	1.3000	ON
		O	2017-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	1.3000	ON
		O	2017-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	1.3000	ON
Crown Capital Partners Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Crown Capital Partners Inc.	1	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	9.7460	AB
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)		AB
Cymat Technologies Ltd.								
<i>Options</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Gill, Jon David	4	O	2012-03-19	D	52 - Expiration d'options	(2 500)		ON
		O	2012-10-17	D	52 - Expiration d'options	(17 500)		ON
		O	2013-11-20	D	52 - Expiration d'options	(20 000)		ON
		O	2015-05-03	D	52 - Expiration d'options	(22 500)		ON
		O	2016-06-20	D	52 - Expiration d'options	(22 000)		ON
		O	2016-10-16	D	52 - Expiration d'options	(29 280)		ON
		O	2014-05-11	D	52 - Expiration d'options	(20 000)		ON
Johnson, Harold James	5	O	2017-12-01	D	52 - Expiration d'options	(80 000)	0.2500	ON
Kleebaum, Darryl Gregory	5	O	2017-11-30	D	52 - Expiration d'options	(80 000)	0.2500	ON
Mazza, Martin Joseph	4	O	2012-03-19	D	52 - Expiration d'options	(500)		ON
		O	2012-10-16	D	52 - Expiration d'options	(17 500)		ON
		O	2013-11-20	D	52 - Expiration d'options	(20 000)		ON
		O	2014-05-11	D	52 - Expiration d'options	(20 000)		ON
		O	2015-05-03	D	52 - Expiration d'options	(22 500)		ON
		O	2016-06-20	D	52 - Expiration d'options	(22 500)		ON
		O	2016-10-16	D	52 - Expiration d'options	(29 280)		ON
		O	2011-08-04	D	52 - Expiration d'options	(10 500)		ON
Detour Gold Corporation								
<i>Options</i>								
Anwyll, Edward William Drew	5	O	2017-12-04	D	52 - Expiration d'options	(45 000)		ON
Doyle, Robert Emmet	4	O	2017-12-04	D	52 - Expiration d'options	(12 500)		ON
Heredia, Alberto Francis	5	O	2017-12-04	D	52 - Expiration d'options	(10 000)	26.5000	ON
Hibbard, Ingrid Jo-Ann	4	O	2017-12-04	D	52 - Expiration d'options	(12 500)	26.5000	ON
Kenyon, John Michael	4	O	2017-12-04	D	52 - Expiration d'options	(37 500)	26.5000	ON
Martin, Paul Douglas	4, 5	O	2017-12-04	D	52 - Expiration d'options	(40 000)	26.5000	ON
Mavor, James Whyte	5	O	2017-12-04	D	52 - Expiration d'options	(20 000)	26.5000	ON
Morrison, Alexander	4	O	2017-12-04	D	52 - Expiration d'options	(12 500)	26.5000	ON
Rubenstein, Jonathan A.	4	O	2017-12-04	D	52 - Expiration d'options	(12 500)	26.5000	ON
Teevan, Derek	5	O	2017-12-04	D	52 - Expiration d'options	(25 000)	26.5000	ON
Diagnos Inc.								
<i>Options</i>								
Larente, André	4, 5	O	2017-12-06	D	52 - Expiration d'options	(362 000)	0.1700	QC
Dream Industrial Real Estate Investment Trust								
<i>Parts</i>								
Dream Office Real Estate Investment Trust	3							
Dream Office LP	PI	O	2017-11-23	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	2 858 000	8.7500	ON
Dream Office Real Estate Investment Trust								
<i>Parts de fiducie Series A</i>								
Cooper, Michael	4, 7, 5							
Dream Asset Management Corporation	PI	O	2017-11-27	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	51 600	21.5710	ON
		O	2017-11-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	46 100	21.4878	ON
		O	2017-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	39 600	21.4964	ON
Dream Asset Management Corporation	5	O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	51 600	21.5710	ON
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	46 100	21.4878	ON
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	39 600	21.4964	ON
Dream Office Real Estate Investment Trust	1	O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	53 849	21.2280	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(53 849)		ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	11 600	21.2500	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(11 600)		ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	54 249	21.3068	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(54 249)		ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	54 249	21.3670	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(54 249)		ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	54 249	21.5172	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	(54 249)		ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	54 249	21.4893	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre		opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(54 249)		ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	54 249	21.5871	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(54 249)		ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	54 249	21.8094	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(54 249)		ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	20 349	21.6624	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(20 349)		ON
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	5 249	21.6441	ON
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	(5 249)		ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	14 049	21.6145	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(14 049)		ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	20 749	21.6276	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(20 749)		ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	22 749	21.5201	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(22 749)		ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	33 249	21.4851	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(33 249)		ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	50 549	21.7048	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(50 549)		ON
East Coast Investment Grade Income Fund								
<i>Parts</i>								
Arrow Capital Management Inc.	7							
East Coast Investment Grade II Fund	PI	O	2017-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 500)	10.0927	ON
		O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 200)	10.1000	ON
		O	2017-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	10.1000	ON
		O	2017-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	10.0604	ON
		O	2017-12-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(96 300)	10.0607	ON
Emera Incorporated								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bennett, Robert Ross	5	O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 189)	48.6400	NS
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	48.6200	NS
Enercare Inc. (formerly The Consumers' Waterheater Income Fund)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Macdonald, John	5	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 500)	20.0230	ON
European Dividend Growth Fund								
<i>Parts</i>								
European Dividend Growth Fund	1	O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7500	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7500	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7300	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7300	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	9.7400	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(2 500)	9.7400	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	9.7700	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	9.7700	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.8000	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.8000	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	300	9.6900	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	9.6900	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	9.7000	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(2 700)	9.7000	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	9.7500	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	9.7500	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	9.6900	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	9.6900	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	9.7000	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(2 700)	9.7000	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Exchange Income Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Exchange Income Corporation	1	O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	6 000	36.7705	MB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	8 500	36.7807	MB
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(53 000)		MB
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(14 500)		MB
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	6 200	36.6635	MB
Exco Technologies Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kernaghan, Edward James Kernwood Limited	3 PI	O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 600	9.3000	ON
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	9.2900	ON
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 900	9.2500	ON
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	9.2400	ON
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	9.2300	ON
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	9.2200	ON
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	9.2100	ON
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	9.2000	ON
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 100	9.3000	ON
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	9.2900	ON
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	9.2800	ON
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 600	9.2700	ON
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	9.2500	ON
EXFO Inc. (anciennement EXFO Ingénierie Électro-Optique Inc.)								
<i>Deferred Share Units</i>								
Allard, Pierre-Paul Côté, François	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 011	4.3500USD	QC
Logothetis, Angela	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 348	5.5900	QC
Séguin, Claude	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 540	4.3500USD	QC
Tornes, Randy Earl	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 869	5.5900	QC
		O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 023	4.3500USD	QC
EXPLOR RESOURCES INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Dupont, Chris	4, 5	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.0600	QC
Exploration Dios Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Girard, Marie-José	4, 5, 3	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.0800	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.0800	QC
Exploration Khalkos Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bureau, Roger	6, 3	O	2017-11-28	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	10 000 000	0.1000	QC
Orimex Consultants Inc.	PI	O	2017-11-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-11-28	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	12 000 000	0.1000	QC
Cloutier, Luc	6	O	2011-12-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2017-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M'	2011-12-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Carmen Cloutier	PI	O	2011-12-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2017-11-28	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M'	2011-12-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Feer Luc Cloutier	PI	O	2011-12-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2017-11-28	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M'	2011-12-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Les Entreprises Luc Cloutier Inc.	PI	O	2011-12-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2017-11-28	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M'	2011-12-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Reer Carmen Cloutier	PI	O	2011-12-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2017-11-28	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M'	2011-12-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Reer Luc Cloutier	PI	O	2011-12-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2017-11-28	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M'	2011-12-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Dupuis, Gilles	6	O	2015-12-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2015-12-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
GDupuisCÉLI	PI	O	2015-12-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2015-12-08	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Exploration Puma Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Robillard, Marcel	4, 5	O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.0900	QC
		O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.0850	QC
Fiducie dactifs durables non traditionnels Dream								
<i>Parts</i>								
Cooper, Michael	7, 5							
Dream Asset Management Corporation	PI	O	2017-11-27	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	6.3000	ON
		O	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	6.2600	ON
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 200	6.2987	ON
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 500	6.2987	ON
Dream Asset Management Corporation	5	O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	6.3000	ON
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	6.2600	ON
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 200	6.2987	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 500	6.2987	ON
Dream Hard Asset Alternatives Trust	1	O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	13 490	6.2886	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(13 490)		ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	11 090	6.3597	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(11 090)		ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	13 490	6.3423	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(13 490)		ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	4 390	6.3136	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(4 390)		ON
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	5 490	6.3400	ON
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	(5 490)		ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	13 490	6.3593	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(13 490)		ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	13 490	6.3174	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(13 490)		ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	9 690	6.3033	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(9 690)		ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	13 490	6.3155	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(13 490)		ON
Filo Mining Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lundin, Adam Ian	4, 5	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 394		BC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 000	2.5000	BC
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	2.5000	BC
Financière Sun Life inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Blair, Carolyn Diane	5							
RBC Investor & Treasury Services	PI	O	2017-11-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	235	48.2600	ON
		O	2017-11-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 497)	49.7600	ON
Royal Trust Corporation of Canada	PI	O	2016-12-31	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 984)		ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Porteur inscrit								
Sun Life Financial	1	O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	93 000	49.4035	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	93 000	49.5153	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	104 000	50.2625	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	104 000	50.5289	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	104 000	50.8200	ON
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	113 000	50.4233	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	113 000	50.6083	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	113 000	50.2248	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	112 300	50.6900	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	111 000	51.2083	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(186 000)		ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(312 000)		ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(226 000)		ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(113 000)		ON
Finning International Inc.								
<i>Performance Share Units</i>								
Hogg, Mark Stephen	5	O	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
<i>Restricted Share Unit (RSU)</i>								
Hogg, Mark Stephen	5	O	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Firan Technology Group Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bourne, Bradley Collier	5	O	2017-11-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	15 000	3.6100	ON
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	3.6100	ON
First Majestic Silver Corp.								
<i>Options</i>								
Neumeyer, Keith	4, 5	O	2017-11-28	D	52 - Expiration d'options	(200 000)	22.4500	BC
SHAW, DAVID ANDREW	4	O	2017-11-29	D	52 - Expiration d'options	(10 929)	22.4500	BC
First Mining Finance Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Neumeyer, Keith	4	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.5300	BC
Fonds de placement immobilier PRO								
<i>Parts</i>								
Lawlor, Gordon G.	5							
GDRJL Holdings Inc.	PI	O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 000	2.2400	QC
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIENNES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE RIDGEWOOD								
<i>Parts</i>								
Ridgewood Capital Asset Management Managed Accounts	3	PI						
		O	2017-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 130	14.9900	ON
		O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 695	14.9900	ON
		O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 545)	14.9900	ON
		O	2017-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 674	14.9900	ON
		O	2017-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(776)	14.9900	ON
		O	2017-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	14.9900	ON
		O	2017-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(667)	14.9900	ON
Fortis Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bennett, David	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	77	47.7231	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	102	46.9494	NF
Delaney, Phonse	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	164	47.7231	NF
Phonse and Lisa Delaney Joint Account	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	165	46.9494	NF
TD Waterhouse	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	187	46.9494	NF

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
TD Waterhouse (RRSP)	PI	O	2017-12-01	I	d'actionnariat 30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	31	46.9494	NF
Duke, Nora	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	281	47.7231	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	645	46.9494	NF
Ernst, Albert	7	O	2017-12-01	D	35 - Dividende en actions	79		NF
Francis, Trina Michelle	5	O	2017-06-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	44.2768	NF
		M	2017-06-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	106	44.2768	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	47.7231	NF
Gosse, Karen J.	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	47.7231	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	150	46.9494	NF
Brian	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8	46.9494	NF
Nathan	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	47.7231	NF
Zachary	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	47.7231	NF
Hollett, Lindsay	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10	47.7231	NF
Holloway, Gretchen	7	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 034	47.7231	NF
Hutchens, David Gerard	7	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3	47.7231	NF
Laurito, James P.	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17	47.7231	NF
Ludlow, Earl	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	346	47.7231	NF
Investors Group	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	165	46.9494	NF
O'Dea, Regan	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	47.7231	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1	46.9494	NF
Perry, Barry	4, 5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	203	47.7231	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 019	46.9494	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38	46.9494	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20	46.9494	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	902	46.9494	NF
Elizabeth	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	46.9494	NF
Karen Perry	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	46.9494	NF
Nadine Perry	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	163	47.7231	NF

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
		O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	88	46.9494	NF
		O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20	46.9494	NF
Roberts, Jamie	7	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	66	47.7231	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	210	46.9494	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	46.9494	NF
Smith, Gary Joseph	7	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	512	47.7231	NF
Smith, Karl W.	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	436	47.7231	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	661	46.9494	NF
Stephen Smith	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	18	47.7231	NF
Spinney, James	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	83	47.7231	NF
<i>Deferred Share Unit</i>								
Borgard, Lawrence	4	O	2017-05-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2017-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	648	46.2250	NF
		O	2017-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6	45.7350	NF
		O	2017-10-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	673	44.5941	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12	47.7231	NF
McWatters, Ralph Henry Harry	4	O	2017-01-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	723	41.4597	NF
		O	2017-04-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	310	42.4800	NF
		M	2017-03-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	310	42.4800	NF
		O	2017-04-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	679	44.1280	NF
		O	2017-06-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	306	44.2768	NF
		O	2017-07-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	649	46.2250	NF
		O	2017-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	304	45.7350	NF
		O	2017-10-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	673	44.5941	NF
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	319	47.7231	NF
<i>Performance Share Units (ITC)</i>								
Apsey, Linda	7	O	2016-10-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2017-03-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	39 181	41.4597	NF
Holloway, Gretchen	7	O	2016-10-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2017-03-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 295	41.4597	NF
Jipping, Jon	7	O	2016-10-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2017-03-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 239	41.4597	NF
<i>Restricted Share Units (ITC)</i>								
Apsey, Linda	7	O	2016-10-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2017-03-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 590	41.4597	NF
Holloway, Gretchen	7	O	2016-10-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2017-03-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 147	41.4597	NF
Jipping, Jon	7	O	2016-10-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NF
		O	2017-03-08	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 119	41.4597	NF

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Fountain Asset Corp (formerly, GC-Global Capital Corp.)								
<i>Options</i>								
Parks, Andrew	4, 5	O	2017-10-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-11-08	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		ON
Genworth MI Canada Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hurley, Brian Leo	4, 5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	448	42.6200	ON
Levings, Stuart Kendrick	4	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	104	42.6200	ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	2	2.0000	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	24	42.6200	ON
Sweeney, Craig	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	34	42.6200	ON
<i>Deferred Share Units</i>								
Bolger, Andrea Elaine	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	21	42.6200	ON
Horn, Sidney M.	4	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	344	42.6200	ON
Kelly, Brian Michael	4, 7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	185	42.6200	ON
Parkinson, Neil Reginald	4	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	10	42.6200	ON
Walker, John Logan	4	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	181	42.6200	ON
<i>Executive DSU</i>								
Hurley, Brian Leo	4, 5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	250	42.6200	ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	212	42.6200	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	58	42.6200	ON
<i>Performance Share Unit</i>								
Artinian, Vania	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	26	42.6200	ON
Carbonelli, Cecilia	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	30	42.6200	ON
Hewat, Mary-Jo	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	25	42.6200	ON
Levings, Stuart Kendrick	4	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	339	42.6200	ON
Macdonell, Winsor James	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	103	42.6200	ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	168	42.6200	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	109	42.6200	ON
Neziol, Jason	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	8	42.6200	ON
Spitali, Jim	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	8	42.6200	ON
Sweeney, Craig	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	85	42.6200	ON
Watson, Timothy Scott	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	35	42.6200	ON
Williams, Aaron James Glyndwr	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	29	42.6200	ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Artinian, Vania	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	25	42.6200	ON
Carbonelli, Cecilia	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	30	42.6200	ON
Hewat, Mary-Jo	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	32	42.6200	ON
Levings, Stuart Kendrick	4	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	168	42.6200	ON
Macdonell, Winsor James	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	52	42.6200	ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	85	42.6200	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	54	42.6200	ON
Neziol, Jason	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	38	42.6200	ON
Pinto, Jonathan	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	33	42.6200	ON
Piroli, Robert John	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	35	42.6200	ON
Spitali, Jim	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	14	42.6200	ON
Sweeney, Craig	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	43	42.6200	ON
Watson, Timothy Scott	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	35	42.6200	ON
Williams, Aaron James Glyndwr	7	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	29	42.6200	ON
Glen Eagle Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lavigueur, Denis	3	O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1800	QC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1850	QC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.1800	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(14 000)	0.1853	QC
		M	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	0.1853	QC

Emetteur	Relation	État opé-	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Global Dividend Growers Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Global Dividend Growers Income Fund	1	O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	900	12.4156	AB
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	12.3909	AB
Global Healthcare Income & Growth Fund								
<i>Parts</i>								
Global Healthcare Income & Growth Fund	1	O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.5600	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.5600	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.6000	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.6000	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.6200	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.6200	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.6300	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.6300	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.7000	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.7000	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.7000	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.7000	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	8.6900	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	8.6900	ON
Gluskin Sheff + Associates Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Beeston, Paul	5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	613		ON
		M	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	613		ON
Davis, Virginia Ann	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	173		ON
		M	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	173		ON
Gobert, Wilfred Arthur	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	622		ON
		M	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	622		ON
Halperin, Stephen	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	326		ON
		M	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	326		ON
Lockhart, Nancy	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	356		ON
		M	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	356		ON
Themens, Pierre-Andre	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	634		ON
		M	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	634		ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Aubin, Amy Jean	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	26		ON
Bantis, Jim Demetris	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	1 008		ON
LiChong, Jeannine Nietlan	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	1 532		ON
Mann, Peter McDaniel	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	1 626		ON
Moody, Jeffrey	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	1 126		ON
Morris, David Roy	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	167		ON
Pupulin, Heather	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	12		ON
Quinn, Lindsay	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	232		ON
Rosenberg, David Aaron	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	76		ON
Woodward, John Anthony	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	75		ON
Zaltz, Peter Aaron	5	O	2017-11-30	D	35 - Dividende en actions	1 939		ON
goeasy Ltd. (formerly, easyhome Ltd.)								
<i>Deferred Share Unit Plan</i>								
Appel, David Harry	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	96		ON
Basian, Karen	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	96		ON
Doniz, Susan	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	96		ON
Johnson, Donald Kenneth	4, 3	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	96		ON
Morrison, Sean	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	96		ON
Thomson, David J.	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	96		ON
Goldman Sachs U.S. Income Builder Trust								
<i>Parts Class A</i>								

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
Goldman Sachs U.S. Income Builder Trust	1	O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.9400	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	7.9400	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.8900	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.8900	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.8900	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.8900	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.8700	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	7.8700	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.8800	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.8800	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.8600	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.8600	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.8500	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.8500	ON
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	7.8700	ON
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	7.8700	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.8700	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.8700	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.9000	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.9000	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	7.8700	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(2 200)	7.8700	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	7.9200	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	7.9200	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	800	7.9200	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	7.9200	ON
Gran Tierra Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
GMT Capital Corp	3							
Bay II Resource Partners LP	PI	O	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 700	2.1300USD	AB
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43 200	2.2400USD	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	64 400	2.3200USD	AB
Bay Resource Partners LP	PI	O	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27 900	2.1300USD	AB
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	52 900	2.2400USD	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	79 000	2.3200USD	AB
Bay Resource Partners Offshore Master Fund LP	PI	O	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	49 400	2.1300USD	AB
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	93 900	2.2400USD	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	140 100	2.3200USD	AB
K2 Bay Resource Partners Master Fund Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	2.1300USD	AB
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 600	2.2400USD	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 300	2.3200USD	AB
Thomas E Claugus	PI	O	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	2.1300USD	AB
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 600	2.2400USD	AB
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 900	2.3200USD	AB
Great-West Lifeco Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Great-West Lifeco Inc.	1	O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	433 173	35.2503	MB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(433 173)		MB
Group Forage Major Drilling Group International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Larocque, Denis Joseph	5	O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	6.5700	NB
Tennant, David Buchanan	4							
David B Tennant Professional Corporation	PI	O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	6.6000	NB
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	6.4560	NB
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	6.5400	NB
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	6.5800	NB

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	6.5500	NB
Groupe Aecon Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Beck, John Michael	4, 5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48 095	19.5800	ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Beck, John Michael	4, 5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(105 991)	19.5800	ON
Fushman, Yonni David	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(6 438)	19.5800	ON
MacCallum, Alistair	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(4 496)	19.5800	ON
Smales, David Andrew	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(48 358)	19.5800	ON
Groupe BMTC Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Groupe BMTC Inc.	1	O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	28 400	12.3800	QC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(28 400)		QC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	600	12.3500	QC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(600)		QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	12.3800	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		QC
Groupe CGI inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Classe A</i>								
Forman, Stuart	5							
RRSP Sunlife	PI	O	2017-11-30	I	90 - Changements relatifs à la propriété	300		QC
SPP Sunlife	PI	O	2017-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	663	65.1217	QC
		O	2017-11-30	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(300)		QC
Groupe Colabor Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Briscoe, Robert John	4, 5, 3							
Robraye Management Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 000	0.7700	QC
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.7700	QC
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.7600	QC
Groupe Sportscene Inc.								
<i>Actions ordinaires SPS.MV.A</i>								
Pilon, François-Xavier	5	O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	6.8100	QC
		O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	7.0200	QC
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	6.8100	QC
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	7.0200	QC
Groupe Stingray Digital Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Boyko, Éric	4, 5, 3	O	2017-11-29	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(7 017)		QC
9122150 Canada Inc.	PI	O	2017-11-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	7 017		QC
Groupe TMX Limitee								
<i>Actions ordinaires</i>								
Chicoyne, Denyse	4	O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	69.5200	ON
Laurent Cloutier	PI	O	2017-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150	69.3100	ON
		O	2017-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50	69.4800	ON
Michelle Chicoyne	PI	O	2017-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250	69.2800	ON
Groupe Vision New Look Inc. (auparavant Lunetterie New Look Inc.)								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Rouleau, Caroline	5	O	2017-11-27	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 490)	33.7000	QC
RRSP C. Rouleau	PI	O	2017-11-27	I	97 - Autre	1 490	33.7000	QC
		M	2017-11-27	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 490	33.7000	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Healthcare Special Opportunities Fund								
<i>Parts de fiducie Class A Units</i>								
LDIC Inc.	3							
Various managed accounts	PI	O	2017-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 114)	9.5568	ON
Hudbay Minerals Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
GMT Capital Corp	3							
Bay II Resource Partners LP	PI	O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 300	7.5300USD	ON
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 800	7.2100USD	ON
Bay Resource Partners LP	PI	O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 900	7.5300USD	ON
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 300	7.2100USD	ON
Bay Resource Partners Offshore Master Fund LP	PI	O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	72 400	7.5300USD	ON
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	34 300	7.2100USD	ON
K2 Bay Resource Partners Master Fund Ltd.	PI	O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	7.5300USD	ON
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	7.2100USD	ON
Thomas Claugus	PI	O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 700	7.5300USD	ON
		O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 100	7.2100USD	ON
Imaflex Inc.								
<i>Options</i>								
Ripplinger, John	5	O	2017-11-28	D	50 - Attribution d'options	150 000		QC
IMAX Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
IMAX Corporation	1	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(47 757)		ON
Ruby, G. Mary	5	O	2017-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	935		ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(502)	24.0815USD	ON
Vance, Jeff	5	O	2017-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	935		ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(502)	24.0815USD	ON
Welton, Mark	5	O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 985)	25.8148USD	ON
		O	2017-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 095		ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 731)	24.0815USD	ON
<i>Droits Restricted Share Unit</i>								
Ruby, G. Mary	5	O	2017-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(935)		ON
Vance, Jeff	5	O	2017-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(935)		ON
Welton, Mark	5	O	2017-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 095)		ON
Imperial Metals Corporation								
<i>Droits 2017</i>								
Deepwell, Andre Henry	5	O	2003-05-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(90 000)	0.0250	BC
<i>Fairholme Capital Management, L.L.C.</i>								
The Fairholme Fund	3							
	PI	O	2017-11-28	C	97 - Autre	(39 800)	0.0600	BC
		O	2017-11-29	C	97 - Autre	(76 000)	0.0400	BC
		O	2017-11-30	C	97 - Autre	(71 000)	0.0300	BC
		O	2017-12-01	C	97 - Autre	(67 000)	0.0255	BC
The Fairholme Partnership, LP	PI	O	2017-11-28	C	97 - Autre	(16 200)	0.0600	BC
		O	2017-11-29	C	97 - Autre	(31 000)	0.0400	BC
		O	2017-11-30	C	97 - Autre	(29 000)	0.0300	BC
		O	2017-12-01	C	97 - Autre	(27 000)	0.0255	BC
Indigo Books & Music Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Schwartz, Gerald Wilfred	4, 6, 3							
Trilogy Retail Holdings Inc.	PI	O	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 000	18.3643	ON
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	18.4138	ON
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	18.7500	ON
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 900	18.9866	ON
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Actions ordinaires</i>								
Charest, Yvon	4, 5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	10 000	19.2300	QC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	60.5000	QC
		O	2017-12-05	D	51 - Exercice d'options	10 000	19.2300	QC
		O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	61.0000	QC
Ricard, Denis	5	O	2017-12-05	D	51 - Exercice d'options	3 000	32.0800	QC
		O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	60.9000	QC
Tremblay, Michel	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	10 000	43.3800	QC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	59.8535	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	59.9000	QC
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	10 000	43.3800	QC
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	60.2021	QC
<i>Options</i>								
Charest, Yvon	4, 5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	19.2300	QC
		O	2017-12-05	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	19.2300	QC
Ricard, Denis	5	O	2017-12-05	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	32.0800	QC
Tremblay, Michel	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	43.3800	QC
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	43.3800	QC
Innergex énergie renouvelable Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Innergex énergie renouvelable inc.	1	O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	3 294	13.6654	QC
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	30 194	13.8007	QC
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	22 594	13.9531	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(56 082)		QC
INTELLIPHARMACEUTICS INTERNATIONAL INC.								
<i>Droits DSU</i>								
Smith, Eldon	4	O	2017-12-04	D	46 - Contrepartie de services	8 660		ON
		M	2017-12-04	D	46 - Contrepartie de services	8 660		ON
<i>Options</i>								
AKYEMPON, CHRISTIAN KWEKU	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	10 000		ON
Campbell, Michael	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	25 000	1.1500	ON
Keirstead, Kenneth	4	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	40 000	1.1500	ON
Madhani, Bahadur	4	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	40 000		ON
Odidi, Amina	4, 5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	70 000		ON
Odidi, Isa	4, 5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	70 000		ON
Smith, Eldon	4	O	2017-11-30	D	46 - Contrepartie de services	40 000	1.1500	ON
Yat, Patrick Najum	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	15 000		ON
Inventronics Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
MONETTE, SERGE	3	O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.2150	MB
Iron Bridge Resources Inc. (formerly RMP Energy Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Iron Bridge Resources Inc. (formerly RMP Energy Inc.)	1	O	2017-11-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	63 168	0.6663	AB
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(63 168)	0.6663	AB
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	17 000	0.6829	AB
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(17 000)	0.6829	AB
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	0.6863	AB
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(4 000)	0.6863	AB
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	0.6640	AB
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)	0.6640	AB
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	30 000	0.6500	AB
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(30 000)	0.6500	AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	21 500	0.6500	AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(21 500)	0.6500	AB
K-Bro Linen Inc.								

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Actions ordinaires</i>								
Curtis, Sean Philip	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 933	52.4300	AB
Gannon, Jeffrey Ronald	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	782	52.4300	AB
Graham, Ronald James	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 230	52.4300	AB
McCurdy, Linda Jane	4, 5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 848	52.4300	AB
Ostrzyzek, Jerzy Marek	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	723	52.4300	AB
Plaquin, Kristie Lynn	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	834	52.4300	AB
Utahara, Ryo	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	444	52.4300	AB
Kelt Exploration Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Dales, Robert John	4	O	2017-12-06	D	51 - Exercice d'options	50 000	6.4700	AB
		O	2017-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	7.2000	AB
Guinan, William Charles	4, 5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	10 000	6.4700	AB
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 700)	7.3500	AB
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	20 000	6.4700	AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 296)	7.3600	AB
Hohm, Ashley Dawn	5	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	7.0000	AB
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	7.3250	AB
<i>Options</i>								
Dales, Robert John	4	O	2017-12-06	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	6.4700	AB
Guinan, William Charles	4, 5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	6.4700	AB
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	6.4700	AB
Kerr Mines Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Marrelli, Carmelo	5	O	2017-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Newbury, Andrew	5	O	2017-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Bons de souscription Common Share Purchase Warrants</i>								
Marrelli, Carmelo	5	O	2017-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Newbury, Andrew	5	O	2017-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options</i>								
Marrelli, Carmelo	5	O	2017-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Newbury, Andrew	5	O	2017-12-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Kingsway Financial Services Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Baqar, Hassan Raza	5	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	196	5.1178USD	ON
Fitzgerald, John Taylor Maloney Fitzgerald	4, 5	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	326	5.1178USD	ON
Hickey, William A.	5	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	294	5.1178USD	ON
Swets, Jr., Larry Gene	4, 5, 3	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	407	5.1178USD	ON
Klondike Silver Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Munday, Maxwell Anthony	3							
Florence Munday & Otis Munday Foundation	PI	O	2017-11-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 600 000)		BC
Munday - Maxwell & Gaylene - Association	PI	O	2017-11-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 600 000		BC
Munday Home Sales Ltd.	PI	O	2017-12-01	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	8 000 000	0.0500	BC
<i>Bons de souscription</i>								
Munday, Maxwell Anthony	3							
Munday Home Sales Ltd.	PI	O	2017-12-01	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	8 000 000	0.0500	BC
La Societe Canadian Tire Limitee								

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
Actions sans droit de vote Class A								
Canadian Tire Corporation, Limited	1	O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	21 000	161.8947	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(21 000)		ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	21 000	162.6769	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(21 000)		ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	21 000	162.9160	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(21 000)		ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	21 000	163.1742	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(21 000)		ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	21 000	162.1453	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(21 000)		ON
Actions sans droit de vote Class A (CT Savings Plan)								
Collver, Robyn Anne	7, 5, 3	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	213	151.9946	ON
		O	2017-12-01	D	35 - Dividende en actions	4	152.4004	ON
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(310)	162.2900	ON
La Societe de Gestion AGF Limitee								
Actions ordinaires Class B								
Guay, Charles	4	O	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Actions ordinaires Deferred Share Units								
BUCHAN, JANE MELISSA	4	O	2017-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	374	8.2200	ON
Camilli, Kathleen Mary	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	608	8.2200	ON
Davis, Sarah Ruth	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 886	8.2200	ON
Derry, Douglas	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 099	8.2200	ON
Smith Jr., Winthrop	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	608	8.2200	ON
Squibb, Geoffrey Wayne	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 315	8.2200	ON
Actions ordinaires ESP Vested								
MCCREADIE, KEVIN ANDREW	5	O	2017-12-01	D	36 - Conversion ou échange	64 676	8.2200	ON
		O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(35 692)	8.2200	ON
Actions ordinaires Restricted Share Units								
MCCREADIE, KEVIN ANDREW	5	O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(64 676)	8.2200	ON
Laboratoires Engagement inc.								
Actions ordinaires								
Paterson, G. Scott	4	O	2017-11-28	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	1 600 000	0.0500	QC
Bons de souscription								
Paterson, G. Scott	4	O	2017-11-28	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	800 000	0.0700	QC
Options								
Anderson, Gilman	4	O	2016-09-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-11-17	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.0650	QC
Boyer, Gilbert	5	O	2017-11-17	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.0650	QC
Lev, Bruce	4	O	2016-09-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-11-17	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.0650	QC
Paterson, G. Scott	4	O	2017-11-17	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.0650	QC
Spiegel, Robert Neil	4, 5	O	2017-11-17	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.0650	QC
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.								
Unités d'actions différées								
Bastarache, Lise	4	O	2017-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	584	24.4900	QC
		O	2017-12-02	D	35 - Dividende en actions	121	24.5100	QC
Dutil, Marcel E.	4	O	2017-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	938	24.4900	QC
		O	2017-12-02	D	35 - Dividende en actions	405	24.5100	QC
Forget, Nicole	4	O	2017-12-02	D	35 - Dividende en actions	26	24.5100	QC
Hanley, Michael	4	O	2017-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	512	24.4900	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-12-02	D	35 - Dividende en actions	15	24.5100	QC
Lamothe, Marie Josee	4	O	2017-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	410	24.4900	QC
		O	2017-12-02	D	35 - Dividende en actions	13	24.5100	QC
Molson, Andrew	4	O	2017-12-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	540	24.4900	QC
		O	2017-12-02	D	35 - Dividende en actions	35	24.5100	QC
Mussely Tsoufidou, Cora	4	O	2017-12-02	D	35 - Dividende en actions	33	24.5100	QC
Thabet, Annie	4	O	2017-12-02	D	35 - Dividende en actions	31	24.5100	QC
Le Groupe Stars Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Goldstein, Marlon	5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	20 000	7.9500	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 465)	22.8000USD	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 700)	22.9500USD	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 083)	22.9000USD	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(852)	22.8500USD	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	23.0000USD	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	22.7500USD	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	22.8250USD	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	22.8750USD	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	22.9750USD	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	23.0050USD	ON
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	10 000	7.9500	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 045)	23.5500USD	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	23.3000USD	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(655)	23.2000USD	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	23.4000USD	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	23.5000USD	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	23.4500USD	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	23.3750USD	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	23.2250USD	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	23.1250USD	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	23.1500USD	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	23.2500USD	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	23.2050USD	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	23.2550USD	ON
<i>Options</i>								
Goldstein, Marlon	5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	7.9500	ON
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	7.9500	ON
Les Aliments Maple Leaf Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Maple Leaf Foods Inc.	1	O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	33.9889	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		ON
Les Entreprises Cara Limitée								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Cara Operations Limited	1	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28 437	23.9200	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(28 437)	23.9200	ON
Les Producteurs Affinor inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Brown, Mark Thomas	5	O	2017-12-05	D	51 - Exercice d'options	3 500	0.1100	BC
		O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 500)	0.1100	BC
<i>Options</i>								
Brown, Mark Thomas	5	O	2017-12-05	D	51 - Exercice d'options	(3 500)	0.1100	BC
Les Ressources Komet Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bégin, Roby	4							
9181-3469 Qc Inc.	PI	O	2017-11-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(320 000)	0.3550	QC
		M	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(320 000)	0.3550	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Les Vêtements de Sport Gildan Inc.								
<i>Contrat à terme d'achat hors bourse Cash Settled</i>								
Gildan Activewear Inc.	1	O	2014-12-19	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	56.8513USD	QC
		M	2014-12-19	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	28.3635USD	QC
		M'	2015-11-26	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	28.3635USD	QC
		M''	2016-12-05	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	27.7553USD	QC
		M'''	2017-11-28	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1	28.1409USD	QC
LiCo Energy Metals Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
REIMER, GREG	4	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500 000)	0.1550	BC
TFSA	PI	O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(135 000)	0.1600	BC
LIONS GATE ENTERTAINMENT CORP.								
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>								
Malone, John C.	4							
Malone Starz 2015 Charitable Remainder Unitrust	PI	O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	31.6500USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	31.6400USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	31.6100USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	31.5800USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	31.5700USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(102)	31.5500USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2)	31.5000USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	31.5200USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	31.5600USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(398)	31.5400USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	31.5100USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	31.4800USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	31.4850USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	31.4900USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	31.4650USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	31.4700USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(499)	31.5300USD	BC
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	31.4750USD	BC
Lithium Americas Corp.								
<i>Options</i>								
Fraser, Jean Margaret	4	O	2017-11-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-11-27	D	50 - Attribution d'options	60 000		BC
Logistec Corporation								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class B</i>								
LOGISTEC CORPORATION	1	O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	200	43.5100	QC
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	200	44.5000	QC
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	44.0000	QC
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	44.0100	QC
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	900	44.2500	QC
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	100	44.0000	QC
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	300	44.0000	QC
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	800	44.0000	QC
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	44.0000	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 700)		QC
Loiselle, Réjean	7	O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	44.5000	QC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	44.5000	QC
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	44.5000	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
LOGISTEC CORPORATION	1	O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	42.2400	QC
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	46.0000	QC
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	400	44.4400	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(700)		QC
LXRandCo, Inc. (formerly Gibraltar Growth Corporation)								
<i>Class B Shares</i>								
Mannella, Luc	4							
Consultations Desma Inc.	PI	O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	4.9500	ON
Madison Pacific Properties Inc.								
<i>Actions sans droit de vote Class C</i>								
Heung, Raymond	3							
YP Heung Foundation	PI	O	2017-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 200)	3.1500	BC
		O	2017-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	3.1100	BC
		O	2017-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	3.1000	BC
Magna International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Galifi, Vincent Joseph	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	70 000	28.5100	ON
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44 890)	71.9900	ON
<i>Options</i>								
Galifi, Vincent Joseph	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(70 000)	28.5100	ON
Maple Gold Mines Ltd.								
<i>Bons de souscription (Pre-Offering Warrants)</i>								
Charland, Sean	4	O	2016-06-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-11-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	20 000	0.0800	QC
		M	2017-11-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	20 000	0.0800	QC
Marquee Energy Ltd. (formerly, Alberta Oilsands Inc.)								
<i>Options director's and agent's</i>								
Bolinger, Howard	5	O	2017-06-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-12-06	D	50 - Attribution d'options	3 500 000		AB
Goodisman, Adrian Howard	4	O	2017-11-29	D	52 - Expiration d'options	(750 000)		AB
		O	2017-11-29	D	52 - Expiration d'options	(400 000)		AB
Jenkins, Adam	5	O	2017-12-06	D	50 - Attribution d'options	2 500 000		AB
Lermeyer, Robert Paul	5	O	2017-12-06	D	50 - Attribution d'options	2 500 000		AB
Moase, Paul	4	O	2017-11-29	D	52 - Expiration d'options	(750 000)		AB
		O	2017-11-29	D	52 - Expiration d'options	(400 000)		AB
Sokolow, Leonard Jay	4	O	2017-11-29	D	52 - Expiration d'options	(750 000)		AB
		O	2017-11-29	D	52 - Expiration d'options	(400 000)		AB
Washenfelder, David John	5	O	2017-12-06	D	50 - Attribution d'options	2 500 000		AB
Yip, Sammy Shee	5	O	2017-12-06	D	50 - Attribution d'options	2 500 000		AB
Martinrea International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Di Tosto, Alfred	5	O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	15.0300	ON
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	15.0400	ON
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	15.0500	ON
Johnson, Bruce Norman	5	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	980	15.2750	ON
<i>Options Options to purchase common shares</i>								
Di Tosto, Alfred	5	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(35 000)		ON
Mason Graphite Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Marcotte, Simon	5	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	2.6270	QC
		O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	2.6410	QC
MAYA OR & ARGENT INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Sofronis, Nikolaos	4	O	2017-11-28	D	54 - Exercice de bons de souscription	1 153 846	0.2000	QC
		O	2017-11-28	D	54 - Exercice de bons de souscription	806 419	0.3500	QC

Emetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
		O	2017-11-28	D	54 - Exercice de bons de souscription	416 667	0.1500	QC
<i>Bons de souscription</i>								
Sofronis, Nikolaos	4	O	2017-11-28	D	54 - Exercice de bons de souscription	(1 153 846)	0.2000	QC
		O	2017-11-28	D	54 - Exercice de bons de souscription	(806 419)	0.3500	QC
		O	2017-11-28	D	54 - Exercice de bons de souscription	(416 667)	0.1500	QC
MCAN Mortgage Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
loussoufovitch, Gleb	7							
Computershare- ESOP	PI	O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(9)	17.6842	ON
Jandrisits, William John	4, 7, 5							
Computershare (ESOP)	PI	O	2017-10-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	83	17.1851	ON
		O	2017-11-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	83	17.2100	ON
		O	2017-11-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(12 170)	17.7000	ON
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	17.9700	ON
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	56	17.9700	ON
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(79)	17.9300	ON
		O	2017-12-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(55)	17.6842	ON
RBC Action Direct	PI	O	2017-11-30	I	90 - Changements relatifs à la propriété	12 170	17.7000	ON
Tyas, John	5							
Computershare	PI	O	2017-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	41	14.9700	ON
		O	2017-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	14.6100	ON
		O	2017-07-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	41	14.9900	ON
		O	2017-07-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40	15.0000	ON
		O	2017-08-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	41	14.8419	ON
		O	2017-08-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40	15.3800	ON
		O	2017-09-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	41	15.0200	ON
		O	2017-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7	15.1100	ON
		O	2017-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	39	15.6500	ON
		O	2017-10-13	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38	15.9100	ON
		O	2017-10-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35	17.1900	ON
		O	2017-11-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35	17.2100	ON
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(21)	17.9700	ON
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34	17.9300	ON
MedReleaf Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								

Emetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
Arbib, Stephen	3							
AJA Holdings 2013 Inc.	PI	O	2017-12-04	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(332 326)	16.5500	ON
MENA Investment Network Inc.	PI	O	2017-12-04	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(181 669)	16.5500	ON
MEG Energy Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
McQUEEN, Diana Janet	4	O	2017-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 005	5.6300	AB
<i>Restricted Share Units</i>								
McQUEEN, Diana Janet	4	O	2017-12-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 005)	5.6300	AB
Mercer International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lee, Jimmy S.H.	4, 5	O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	13.9565USD	BC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 000)	13.9284USD	BC
Metaux Russel Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Britton, Marion Eleanor	5	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	28.8000	ON
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	28.9000	ON
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	28.7000	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 300)	28.9000	ON
		O	2017-12-05	D	51 - Exercice d'options	25 000	26.7000	ON
<i>Options</i>								
Britton, Marion Eleanor	5	O	2017-12-05	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	26.7000	ON
Methanex Corporation								
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Cook, Phillip Henry	4	O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(1 726)		BC
Hamilton, Tom	4	O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(3 453)		BC
Kostelnik, Robert	4	O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(1 726)		BC
<i>Droits Share Appreciation Rights</i>								
AITKEN, BRUCE	4	O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(69 000)	31.7300USD	BC
Middlefield Healthcare & Life Sciences Dividend Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Middlefield Healthcare & Life Sciences Dividend Fund	1	O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	9.5388	AB
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	9.4111	AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	9.5011	AB
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	7 800	9.4826	AB
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	8 200	9.4845	AB
Middlefield Healthcare & Wellness Dividend Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Middlefield Healthcare & Wellness Dividend Fund	1	O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	9.6412	AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	4 200	9.7243	AB
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	8 500	9.6812	AB
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	9.6179	AB
MINT Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
MINT Income Fund	1	O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	900	6.7233	AB
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	6.7212	AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	6.7703	AB
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	6.7258	AB
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	900	6.7400	AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(39 700)	6.8017	AB
Mobi724 Global Solutions Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Vienneau, Marcel	5, 3	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	300 000	0.1500	QC
<i>Options</i>								
Vienneau, Marcel	5, 3	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(300 000)	0.1500	QC
		O	2017-12-05	D	97 - Autre	(75 000)	0.9600	QC
Mogo Finance Technology Inc.								

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Actions ordinaires</i>								
Liston, Thomas Craig	4	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	15 000	1.8900	BC
Mohamed, Minhas	4	O	2017-11-30	D	97 - Autre	179		BC
<i>Options</i>								
Liston, Thomas Craig	4	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	1.8900	BC
Morien Resources Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Morien Resources Corp	1	O	2017-10-30	D	38 - Rachat ou annulation	71 000	0.6300	NS
		O	2017-10-31	D	38 - Rachat ou annulation	26 500	0.6300	NS
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	0.6300	NS
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	331 500	0.6300	NS
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	206 500	0.6200	NS
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	0.6000	NS
		O	2017-10-31	D	38 - Rachat ou annulation	(71 000)		NS
		O	2017-10-31	D	38 - Rachat ou annulation	(26 500)		NS
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		NS
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(331 500)		NS
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(206 500)		NS
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		NS
Morneau Shepell Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Morneau, Sr., William Frank	5							
Morneau Investments Inc	PI	O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(50 000)	22.2500	ON
Neptune Technologies & Bioressources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Brouillette, François-Karl	5	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(55 000)	1.8927	QC
Vaugeois, Marc	5	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(15 000)	2.0200	QC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	(48 200)	2.0178	QC
Nevsun Resources Ltd.								
<i>Options</i>								
Bourchier, Frazer William	5	O	2017-12-05	D	52 - Expiration d'options	(300 000)	4.2700	BC
Giuffre, Joseph Paul	5	O	2017-12-05	D	52 - Expiration d'options	(300 000)	4.2700	BC
Manojlovic, Peter Michael	5	O	2017-12-05	D	52 - Expiration d'options	(150 000)	4.2700	BC
Romaine, Todd	5	O	2017-12-05	D	52 - Expiration d'options	(150 000)	4.2700	BC
Trebilcock, Scott	5	O	2017-12-05	D	52 - Expiration d'options	(200 000)	4.2700	BC
New Pacific Metals Corp. (formerly New Pacific Holdings Corp.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Neal, Gordon	6							
Neal & Company C	PI	O	2016-09-30	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	6 000	1.6250	BC
Simpson, Stephen Paul	6	O	2017-11-28	D	11 - Acquisition ou aliénéation effectuée privément	156 085		BC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	10 000	1.4000	BC
Newfoundland Capital Corporation Limited								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>								
Newfoundland Capital Corporation Limited	1							
Newfoundland Capital Corporation Limited	PI	O	2017-12-01	I	38 - Rachat ou annulation	15 000	12.3998	NS
		O	2017-12-01	I	38 - Rachat ou annulation	(15 000)	12.3998	NS
		O	2017-12-04	I	38 - Rachat ou annulation	23 700	12.4000	NS
		O	2017-12-04	I	38 - Rachat ou annulation	(23 700)	12.4000	NS
NGEx Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Zebra Holdings and Investments S.à.r.l.	3	O	2017-11-30	D	11 - Acquisition ou aliénéation effectuée privément	1 867		BC
Northern Empire Resources Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Allen, Michael	4, 5	O	2017-11-28	D	15 - Acquisition ou aliénéation au moyen d'un prospectus	55 500	0.9000	BC
Cardey, Darryl	4, 5	O	2017-11-28	D	16 - Acquisition ou aliénéation en vertu d'une dispense de	100 000	0.9000	BC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Coeur Mining, Inc.	3	O	2017-11-28	D	prospectus 16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	2 100 000	0.9000	BC
Fleming, Adrian Wallace	4	O	2017-11-28	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	111 100	0.9000	BC
Forster, Shayla	5	O	2017-06-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-11-28	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	11 100	0.9000	BC
Hurst, Douglas	4	O	2017-11-28	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	555 500	0.9000	BC
Paterson, James R.	4	O	2017-11-28	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	44 400	0.9000	BC
Robins, John Edward	4, 5	O	2017-11-28	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	100 000	0.9000	BC
Chilcotin Capital	PI	O	2017-11-28	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	150 000	0.9000	BC
Kelly Taylor	PI	O	2014-12-11	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-11-28	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	711 112	0.9000	BC
		O	2017-07-21	C	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	646 666	0.7500	BC
Scott, Robert James	5							
GSBC Financial Management Inc.	PI	O	2017-03-31	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-11-28	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	47 500	0.9000	BC
Northern Superior Resources Inc.								
<i>Options</i>								
Meldrum, Daniel Glen	5	O	2017-11-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Morris, Thomas, Findlay	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	600 000	0.0500	ON
Rothberg, Daniel Alan	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	200 000		ON
WEBB, JEANNINE PATRICIA MARIE	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	600 000	0.0500	ON
Northisle Copper and Gold Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Corman, Francis Dale	5	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	110 000	0.0900	BC
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0900	BC
		O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	54 000	0.0900	BC
<i>Options</i>								
McClintock, John	4, 5	O	2017-11-30	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	0.1700	BC
NOVAGOLD RESOURCES INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
DEISLEY, DAVID LEE	5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	100 000	4.3800	BC
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(88 664)	4.9400	BC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 336)	4.9100	BC
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	50 000	4.3800	BC
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(44 694)	4.9000	BC
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 306)	4.9000	BC
HENNESSEY, MELANIE	5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	37 500	4.3800	BC
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(32 916)	4.9900	BC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	4.9400	BC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(84)	4.9500	BC
Kaplan, Thomas	4	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	130 050	4.3800	BC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(113 924)	5.0000	BC
Lang, Gregory Anthony	5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	110 000	4.3800	BC
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(98 528)	4.8900	BC
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 778)	4.8800	BC
Nauman, Clynton R.	4	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	130 050	4.3800	BC
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(17 030)	5.0100	BC
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(113 020)	5.0400	BC
		M	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(113 020)	5.0400	BC
Rimelman, Ronald	5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	90 000	4.3800	BC
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(79 476)	4.9600	BC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 524)	4.9500	BC
Van Nieuwenhuysse, Rick	4, 5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	130 050	4.3800	BC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(114 843)	4.9600	BC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(27 176)	5.0100	BC
RBC Dominion Securities	PI	O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(122 824)	5.0100	BC
Walsh, Anthony P.	4	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	130 050	4.3800	BC
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(114 153)	4.9900	BC
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 897)	5.0000	BC
<i>Droits Deferred Share Unit</i>								
Dowdall, Sharon Elizabeth	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 125		BC
Kaplan, Thomas	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 249		BC
		M	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 249	4.9792	BC
Leathley, Gillyeard(Gil) James	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 125		BC
Levental, Igor	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 125		BC
Madhavpeddi, Kalidas	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 125		BC
McConnell, Gerald James	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 249		BC
Nauman, Clynton R.	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 124		BC
Van Nieuwenhuysse, Rick	4, 5							
Solium Capital	PI	O	2017-12-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	1 124		BC
Walsh, Anthony P.	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 125	4.9792	BC
<i>Droits Performance Share Unit</i>								
DEISLEY, DAVID LEE	5	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	57 700		BC
		O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	57 700		BC
		O	2017-12-04	D	58 - Expiration de droits de souscription	(208 400)		BC
HENNESSEY, MELANIE	5	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 100		BC
		O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 100		BC
		O	2017-12-04	D	58 - Expiration de droits de souscription	(92 000)		BC
Lang, Gregory Anthony	5	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	185 000		BC
		O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	185 000		BC
		O	2017-12-04	D	58 - Expiration de droits de souscription	(534 700)		BC
Ottewell, David	5	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	61 700		BC
		O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	61 700		BC
		O	2017-12-04	D	58 - Expiration de droits de souscription	(164 100)		BC
Rimelman, Ronald	5	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 100		BC
		O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 100		BC
		O	2017-12-04	D	58 - Expiration de droits de souscription	(52 800)		BC
Williams, Richard	5	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	38 150		BC
		O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	38 150		BC
		O	2017-12-04	D	58 - Expiration de droits de souscription	(101 400)		BC
<i>Options</i>								
DEISLEY, DAVID LEE	5	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	326 600	3.8500USD	BC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	4.3800	BC
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	4.3800	BC
Dowdall, Sharon Elizabeth	4	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	104 400	5.0000	BC
		O	2017-12-04	D	52 - Expiration d'options	(130 050)	4.3800	BC
HENNESSEY, MELANIE	5	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	185 200		BC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(37 500)	4.3800	BC
Kaplan, Thomas	4	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(130 050)	4.3800	BC
		O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	100 100		BC
Lang, Gregory Anthony	5	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	1 047 400	3.8500USD	BC
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(110 000)	4.3800	BC
Leathley, Gillyeard(Gil) James	4	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	104 400	5.0000	BC
Levental, Igor	4	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	100 100	3.8500USD	BC
Madhavpeddi, Kalidas	4	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	100 100	3.8500USD	BC
McConnell, Gerald James	4	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	104 400	5.0000	BC
Nauman, Clynton R.	4	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(130 050)	4.3800	BC
		O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	100 100	3.8500USD	BC
Ottewell, David	5	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	349 400	3.8500USD	BC
Rimelman, Ronald	5	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	119 600	3.8500USD	BC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Emetteur								
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Van Nieuwenhuysse, Rick	4, 5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(90 000)	4.3800	BC
		O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(130 050)	4.3800	BC
		O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	104 400	5.0000	BC
Walsh, Anthony P.	4	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(130 050)	4.3800	BC
		O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	104 400	5.0000	BC
Williams, Richard	5	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	216 000	3.8500USD	BC
Novelion Therapeutics Inc.								
<i>Options</i>								
Stewart, Murray	5	O	2017-11-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
<i>Restricted Stock Unit</i>								
Stewart, Murray	5	O	2017-11-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
NUVISTA ENERGY LTD.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Stein, Deborah Susan	4	O	2017-12-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 450	8.0000	AB
<i>Options</i>								
Andreachuk, Ross Lloyd	5	O	2017-11-27	D	52 - Expiration d'options	(10 000)	10.7900	AB
Asman, Kevin Garth	5	O	2017-11-27	D	52 - Expiration d'options	(11 666)	10.7900	AB
Lawford, Michael	5	O	2017-11-27	D	52 - Expiration d'options	(13 333)	10.7900	AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(5 500)	8.0400	AB
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(5 500)	8.0400	AB
McDavid, Douglas Christopher	5	O	2017-11-29	D	59 - Exercice au comptant	(5 000)	8.0400	AB
		O	2017-11-27	D	52 - Expiration d'options	(12 666)	10.7900	AB
Truba, Joshua Thomas	5	O	2017-11-27	D	52 - Expiration d'options	(10 000)	10.7900	AB
Wright, Jonathan Andrew	5	O	2017-11-27	D	52 - Expiration d'options	(27 333)	10.7900	AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(25 000)	8.0400	AB
Nuvo Pharmaceuticals Inc. (formerly, Nuvo Research Inc.)								
<i>Options</i>								
Chicoine, Daniel	4	O	2017-12-06	D	52 - Expiration d'options	(53 846)		ON
London, John	4, 5	O	2017-12-06	D	52 - Expiration d'options	(53 846)		ON
NYX Gaming Group Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pollard Equities Limited	3	O	2017-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Bons de souscription</i>								
Pollard Equities Limited	3	O	2017-11-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Obsidian Energy Ltd. (formerly Penn West Petroleum Ltd.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cormier Jackson, Maureen Ellen	4	O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	1.6200	AB
OceanaGold Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cadzow, Mark David	5							
Forsyth Barr Custodians Ltd - Nominees Account	PI	O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)		ON
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(45 000)		ON
Holmes, Michael Harvey Lou	5	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 110)		ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(93)		ON
Oncolytics Biotech Inc.								
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Brown, Deborah	4	O	2017-11-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 729		AB
Holtham, Angela Frances	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 729		AB
Lievonen, John Mark	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 729		AB
Pisano, Wayne	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 729		AB
Rice, William Glenn	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 729		AB
Seizinger, Bernd Robert	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 729		AB
ONEX CORPORATION								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Onex Corporation	1	O	2017-11-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 319	92.2500	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-11-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 619	92.2500	ON
		O	2017-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 319	92.2500	ON
		O	2017-11-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	92.4400	ON
		O	2017-11-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	92.4400	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(23 319)		ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(5 619)		ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)		ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)		ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(6 319)		ON
Options								
Heersink, Ewout R.	4, 5	O	2017-12-04	D	59 - Exercice au comptant	(50 000)	35.2000	ON
Orca Gold Inc.								
Actions ordinaires								
Jackson, Lawrence Simon	5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	150 000	0.4000	BC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(98 000)	0.6109	BC
Options								
Jackson, Lawrence Simon	5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(150 000)	0.4000	BC
Orla Mining Ltd.								
Actions ordinaires								
Lassonde, Pierre	3	O	2017-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	1.3950	BC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	59 900	1.5480	BC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	1.5500	BC
Pages Jaunes Limitée								
Actions ordinaires								
Lapierre, Marie-Josée	5	O	2017-11-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Bons de souscription								
Lapierre, Marie-Josée	5	O	2017-11-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Options								
Andrews, Caroline	5	O	2017-11-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Performance Share Unit								
Andrews, Caroline	5	O	2017-11-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Bélanger, Yan	5	O	2017-11-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Lapierre, Marie-Josée	5	O	2017-11-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Restricted Share Unit								
Andrews, Caroline	5	O	2017-11-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Bélanger, Yan	5	O	2017-11-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Lapierre, Marie-Josée	5	O	2017-11-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Pan American Silver Corp.								
Actions ordinaires								
Carroll, Michael Louis	4	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	14.8300USD	BC
Pan Global Resources Inc.								
Options								
Baxter, Robert William	4, 5	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	400 000		BC
Cepeliauskas, Christina	5	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.2000	BC
Downey, Patrick	4	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.2000	BC
Kerzner, Brian	4	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.2000	BC
Moody, Timothy	5	O	2017-04-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	600 000		BC
Parsons, Robert Brian	4	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.2000	BC
Pinsky, Max	5	O	2017-12-01	D	50 - Attribution d'options	100 000		BC
Park Lawn Corporation								
Deferred Share Units								
Casagrande, Winz Martina	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	336		ON
Leeder, James Joseph	4, 5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	305		ON
Powers, Timothy Ashton	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	397		ON
Scott, Steven	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	672		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Smith, Paul G.	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	336		ON
Ward, William John	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	672		ON
Partners Real Estate Investment Trust								
<i>Deferred Units</i>								
Anthony, Grant	4, 3	O	2017-11-30	D	46 - Contrepartie de services	3 757		ON
Domenico, Jane	5	O	2017-11-30	D	46 - Contrepartie de services	199		ON
Harris, Paul Henry	5	O	2017-11-30	D	46 - Contrepartie de services	199		ON
Kimberley, Allan Scott	4	O	2017-11-30	D	46 - Contrepartie de services	209		ON
Nyilassy, Simon	4	O	2017-11-30	D	46 - Contrepartie de services	211		ON
Ross, Charles Ian	4	O	2017-11-30	D	46 - Contrepartie de services	210		ON
West, Derrick	5	O	2017-11-30	D	46 - Contrepartie de services	199		ON
Pason Systems Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Boston, Kevin	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	6 000		AB
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	17.9500	AB
		O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	5 000		AB
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	18.2500	AB
McLean, Bryce	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	10 000		AB
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	18.3840	AB
Smith, Russell	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	4 700		AB
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 700)	18.0200	AB
		O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	4 500		AB
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	18.1000	AB
<i>common share options</i>								
Ando, Melinda	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	15 000		AB
Boston, Kevin	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(6 000)		AB
		O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(5 000)		AB
		O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	50 000		AB
Faber, Jonathan	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	75 000		AB
Kuru, Timur	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	100 000		AB
Lo, Kevin Chi Hin	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	50 000		AB
McLean, Bryce	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(10 000)		AB
		O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	45 000		AB
Olesen, Lars	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	45 000		AB
Smith, Russell	5	O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(4 700)		AB
		O	2017-11-30	D	51 - Exercice d'options	(4 500)		AB
		O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	45 000		AB
van Beurden, Ryan	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	45 000		AB
<i>Options</i>								
Elliott, David Robert	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	15 000		AB
		M	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	18 127		AB
Kessler, Marcel	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	150 000		AB
<i>Parts PSU</i>								
Boston, Kevin	5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	240 000		AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(241 667)		AB
Faber, Jonathan	5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	315 000		AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(310 000)		AB
Kessler, Marcel	5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	600 000		AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(650 000)		AB
Kuru, Timur	5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	325 000		AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(133 333)		AB
Lo, Kevin Chi Hin	5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	120 000		AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(128 750)		AB
McLean, Bryce	5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	120 000		AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(60 000)		AB
Olesen, Lars	5	O	2017-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre		opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
		M	2017-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(33 333)		AB
Smith, Russell	5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	200 000		AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(244 833)		AB
van Beurden, Ryan	5	O	2017-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		M	2017-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	150 000		AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(40 000)		AB
RSU								
Ando, Melinda	5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	2 700		AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(1 631)		AB
		O	2017-05-31	D	59 - Exercice au comptant	(833)		AB
Elliott, David Robert	5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 762		AB
		O	2017-11-30	D	59 - Exercice au comptant	(3 075)		AB
Pathfinder Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Pathfinder Convertible Debenture Fund	1	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	8.4575	AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 800)	8.4900	AB
Peak Positioning Technologies Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
JOSEPH, Johnson	4, 5	O	2017-11-27	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(450 000)		QC
<i>Options</i>								
Landreville, Jean	5	O	2017-11-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-11-28	D	50 - Attribution d'options	375 000	0.0550	QC
PHX Energy Services Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
PHX Energy Services Corp	1	O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	2.0000	AB
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(2 600)		AB
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	104 200	2.2000	AB
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(104 200)		AB
Points International Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Points International Ltd.	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	167	11.0400USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	276	11.0500USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	74	11.0600USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	29	11.0700USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	49	11.0900USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	157	11.1100USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	35	11.1200USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	75	11.1300USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	60	11.1400USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	16	11.1600USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	35	11.1700USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	27	11.1900USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	22	11.2100USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	135	11.2200USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	38	11.2400USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	282	11.2700USD	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	23	11.4000USD	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.0900USD	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.1000USD	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.1100USD	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.1200USD	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.1300USD	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	300	11.1400USD	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur nominale	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.1600USD	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.1700USD	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2200USD	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2400USD	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.1800USD	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.1900USD	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	400	11.2000USD	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2100USD	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2200USD	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2300USD	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	11.2400USD	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.2500USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.8200USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.8400USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.8500USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.8700USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 250	10.8800USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	600	10.8900USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	600	10.9000USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	750	10.9100USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.9400USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.9500USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.9600USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.9700USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	400	11.0000USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2200USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2400USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2500USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.2600USD	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.3000USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	164	10.2300USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.3100USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.3200USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.3300USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	250	10.3400USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.3600USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.3700USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.4000USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.4300USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.4350USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.4700USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.4800USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	300	10.4900USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.5000USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	400	10.5100USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	400	10.5200USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.5300USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.5500USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.5900USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.6200USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.6800USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	74	10.6900USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.7000USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.7400USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	300	10.7500USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.7600USD	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié Porteur inscrit								
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.7900USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.8000USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	512	10.8100USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.8900USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.9000USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	306	10.2800USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	240	10.2900USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	35	10.3000USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.3200USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	399	10.3300USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.3500USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.3600USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	260	10.3700USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	390	10.3800USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	220	10.3900USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.4050USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	400	10.4300USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	10	10.4500USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.4600USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	440	10.4700USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	150	10.4800USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.4900USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	400	10.5000USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	50	10.5200USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.5500USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.5700USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.6100USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.7000USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	300	10.8100USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.4000USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.4600USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.4900USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.5000USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.6000USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.6500USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.6600USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.7000USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	300	10.7100USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.7600USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	700	10.7700USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	400	10.7800USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.7900USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.8200USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.8300USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.8400USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.8500USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.8600USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.8700USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	400	10.9300USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	400	11.0000USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.3200USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.3400USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.4000USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.4100USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.4400USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.7200USD	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur nominale	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.8000USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.9100USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.9800USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.0000USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.0500USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.1400USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2000USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2400USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2800USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.3200USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.3700USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.4500USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.5200USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.5600USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	88	11.5700USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	40	11.5800USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	172	11.5900USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.6000USD	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	300	11.5500USD	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.5600USD	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.5700USD	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	300	11.5800USD	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.5900USD	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.6000USD	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.6100USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.4700USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.5000USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.5200USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.5400USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.5500USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.5600USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.5700USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.5800USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.6000USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.6100USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.6200USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.6800USD	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.5200USD	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	3	11.6400USD	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	21	11.6600USD	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	109	11.6700USD	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.6800USD	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.6900USD	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	756	11.7000USD	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	111	11.7100USD	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.7200USD	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.8900USD	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.9200USD	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.9600USD	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.9700USD	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.9900USD	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.0000USD	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.0200USD	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.0300USD	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0400USD	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0500USD	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur nominale	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0900USD	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.8300USD	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	216	11.9200USD	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.9600USD	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	500	11.9900USD	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.0000USD	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0200USD	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0400USD	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	184	12.0600USD	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.8300USD	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.8400USD	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.8500USD	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.8600USD	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.8700USD	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.9000USD	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.9100USD	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.9200USD	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.9500USD	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.9700USD	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0000USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	48	11.9800USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	12	11.9900USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	564	12.0000USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	59	12.0100USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	23	12.0200USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0300USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	40	12.0400USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	128	12.0500USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	34	12.0600USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	55	12.0700USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	25	12.0750USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	128	12.0800USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	276	12.0900USD	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.9300USD	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.9600USD	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.9900USD	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.0000USD	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0050USD	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0100USD	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.0200USD	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.0300USD	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.9200USD	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.9300USD	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.9700USD	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	324	12.0100USD	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0200USD	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	206	12.0300USD	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	355	12.0400USD	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	215	12.0500USD	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.7700USD	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.7900USD	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	300	11.8000USD	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.8600USD	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.8800USD	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.8900USD	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.9100USD	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur nominale	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.9400USD	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.0300USD	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0400USD	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.0600USD	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.3500USD	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	90	11.3600USD	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.3900USD	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.4200USD	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	300	11.4300USD	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	110	11.4600USD	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.4800USD	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	500	11.4900USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.9700USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	10.9900USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	11.0000USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.0100USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.0200USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.0300USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.0400USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	50	11.0500USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.0600USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.0900USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	48	11.1700USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.1800USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.1900USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2200USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.2400USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.3700USD	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.4100USD	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.4200USD	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.4500USD	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.4600USD	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.4700USD	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.4800USD	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	11.4900USD	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	11.5000USD	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.5200USD	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(47 392)		ON
Polaris Infrastructure Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Goodwood Inc.		3						
various funds managed by Goodwood Inc.	PI	O	2017-11-27	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	525	17.0900	ON
		O	2017-11-27	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	400	17.1000	ON
Postmedia Network Canada Corp.								
<i>Class NC Variable Voting Shares</i>								
Melchiorre, Anthony		3						
Chatham Asset High Yield Master Fund, Ltd.	PI	O	2017-11-30	C	97 - Autre	(4 211 354)		ON
		O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	702 353	2.0000	ON
Various Funds Managed by Chatham Asset Management, LLC	PI	O	2017-11-30	C	97 - Autre	4 211 354		ON
		O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénéation effectuée sur le marché	422 807	2.0000	ON
Potash Ridge Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Phillips, Ross Arnold		5						
Bons de souscription								
Phillips, Ross Arnold	5	O	2017-11-27	D	54 - Exercice de bons de souscription	16 667	0.0800	ON
						(16 667)	0.0800	ON
Power Corporation du Canada								

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Lemay, Stéphane	5							
REER / RRSP	PI	O	2017-11-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 460)	32.9560	QC
Vial, Arnaud	5	O	2017-12-05	D	51 - Exercice d'options	2 500	29.8900	QC
		O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	32.8000	QC
Options								
Vial, Arnaud	5	O	2017-12-05	D	51 - Exercice d'options	(2 500)	29.8900	QC
<i>Swap sur actions - Position acheteur PCC 2015-03</i>								
Power Corporation of Canada	1	O	2017-12-01	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)	32.7199	QC
<i>Swap sur actions - Position acheteur PCC 2016-03</i>								
Power Corporation of Canada	1	O	2017-12-01	D	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)	32.7199	QC
Precision Drilling Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Culbert, Michael Robert	4	O	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Actions privilégiées</i>								
Culbert, Michael Robert	4	O	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Bons de souscription</i>								
Culbert, Michael Robert	4	O	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Deferred Share Units</i>								
Culbert, Michael Robert	4	O	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Deferred Share Units - effective January 1, 2012</i>								
Culbert, Michael Robert	4	O	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Options								
Culbert, Michael Robert	4	O	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Performance Shares Units</i>								
Culbert, Michael Robert	4	O	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Restricted Share Units</i>								
Culbert, Michael Robert	4	O	2017-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Premium Income Corporation								
<i>Class A Shares</i>								
Top 10 Canadian Financial Trust	8	O	2017-10-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 600	7.4781	ON
		O	2017-10-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 800	7.5887	ON
		O	2017-10-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 400	7.6881	ON
		O	2017-11-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 900	7.6785	ON
		O	2017-11-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 700	7.7065	ON
		O	2017-11-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 100	7.7574	ON
		O	2017-11-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	26 300	7.9078	ON
		O	2017-11-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 600	8.0040	ON
		O	2017-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(664)	8.0046	ON
		O	2017-11-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(156)	8.0000	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(440)	7.9194	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 150)	7.9089	ON
Top 10 Split Trust	8	O	2017-10-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 700	7.4781	ON
		O	2017-10-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 600	7.5887	ON
		O	2017-10-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 800	7.6881	ON
		O	2017-11-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 400	7.6785	ON
		O	2017-11-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 800	7.7065	ON
		O	2017-11-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 100	7.7574	ON
		O	2017-11-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 700	7.9078	ON
		O	2017-11-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 300	8.0040	ON
		O	2017-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(776)	8.0046	ON
		O	2017-11-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(184)	8.0000	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre		opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(510)	7.9194	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 350)	7.9089	ON
World Financial Split Corp.	8	O	2017-10-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-10-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 400	7.4781	ON
		O	2017-10-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 600	7.5887	ON
		O	2017-10-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 400	7.6881	ON
		O	2017-11-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 300	7.6785	ON
		O	2017-11-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	7.7065	ON
		O	2017-11-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	21 200	7.7574	ON
		O	2017-11-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	45 500	7.9078	ON
		O	2017-11-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28 600	8.0040	ON
		O	2017-11-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 160)	8.0046	ON
		O	2017-11-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(260)	8.0000	ON
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(750)	7.9194	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	7.9089	ON
Probe Metals Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Marrelli, Carmelo	5							
Marrelli Capital Limited	PI	O	2015-03-13	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-11-29	C	51 - Exercice d'options	5 000	0.1900	ON
		O	2017-11-29	C	51 - Exercice d'options	8 333	0.2600	ON
		O	2017-11-29	C	51 - Exercice d'options	8 333	0.2800	ON
		O	2017-11-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 666	0.1900	ON
<i>Options</i>								
Marrelli, Carmelo	5	O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	0.1900	ON
		O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	(8 333)	0.2600	ON
		O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	(8 333)	0.2800	ON
ProMetic Sciences de la Vie inc.								
<i>Bons de souscription</i>								
CLULOW, KURT STEFAN VICTOR	4							
Structured Alpha LP	PI	O	2017-11-30	C	53 - Attribution de bons de souscription	54 000 000	1.7000	QC
Thomvest Asset Management Inc.	3							
Structured Alpha LP	PI	O	2017-11-30	I	53 - Attribution de bons de souscription	54 000 000		QC
Pulse Seismic Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pulse Seismic Inc.	1	O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	3.1600	AB
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	3.1141	AB
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	3.1182	AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	3.1800	AB
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	3.1180	AB
PYROGENÈSE CANADA INC.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Carabin, Pierre	5	O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(47 000)	0.6834	QC
Quebecor inc.								
<i>Actions à droit de vote multiple Catégorie A</i>								
Les Placements Péladeau inc.	3	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	34 271 728		QC
Mulroney, Brian	4, 5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 000		QC
Péladeau, Érik	4	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	100		QC
Péladeau, Pierre Karl	6, 5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	6 400		QC
Holding Péladeau inc.	PI	O	2017-11-16	I	37 - Division ou regroupement d'actions	658 800		QC
Les Placements Péladeau inc.	PI	O	2017-11-16	I	37 - Division ou regroupement d'actions	34 271 728		QC
<i>Actions à droit de vote subalterne Catégorie B</i>								
La Couture, Jean	4							
9150-6626 QUÉBEC INC.	PI	O	2017-11-16	I	37 - Division ou regroupement d'actions	6 000		QC
LALANDE, Sylvie	4	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 000		QC
Les Placements Péladeau inc.	3	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	39 600		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Novak, Jean	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 992		QC
Paré, Robert	4	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	16 500		QC
Péladeau, Érik	4	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	100		QC
Cie de Publication Alpha inc.	PI	O	2017-11-16	I	37 - Division ou regroupement d'actions	100		QC
Péladeau, Pierre Karl	6, 5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	274 920		QC
Gestion MTRP inc.	PI	O	2017-11-16	I	37 - Division ou regroupement d'actions	50 000		QC
Les Placements Péladeau inc.	PI	O	2017-11-16	I	37 - Division ou regroupement d'actions	39 600		QC
RBC Investissements	PI	O	2017-11-16	I	37 - Division ou regroupement d'actions	50 000		QC
Pruneau, Jean-François	5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	300		QC
Quebecor inc.	1	O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	48.5665	QC
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	19 700	49.2377	QC
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	49.2465	QC
		O	2017-11-15	D	37 - Division ou regroupement d'actions	13 600	48.4259	QC
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	153 500	48.4600	QC
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	19 800	49.1811	QC
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.8206	QC
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.9407	QC
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.9900	QC
		O	2017-11-22	D	37 - Division ou regroupement d'actions	39 800	24.8550	QC
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.7413	QC
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.7823	QC
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.5686	QC
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.3815	QC
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.5875	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	40 000	24.5762	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(646 400)		QC
Robitaille, Lyne	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	180		QC
Sabourin, Denis	5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 120		QC
Tremblay, Marc	7, 5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	4 200		QC
<i>Droits</i>								
Pruneau, Jean-François	5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	54 580		QC
Tremblay, Marc	7, 5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	39 030		QC
<i>Options</i>								
Brouillette, Manon	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	50 000		QC
Pruneau, Jean-François	5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	250 000		QC
Tremblay, Marc	7, 5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	90 000		QC
<i>Unité d'action différée</i>								
BROSSEAU, ANDRE	4	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	2 087		QC
La Couture, Jean	4	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	28 459		QC
LALANDE, Sylvie	4	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	22 572		QC
Mulroney, Brian	4, 5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	81 338		QC
Paré, Robert	4	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	8 309		QC
Péladeau, Érik	4	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	4 503		QC
Provost, Normand	4	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	3 494		QC
<i>Unités d'actions différées - dirigeants 2016</i>								
Brosseau, Sylvain	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	172		QC
Brouillette, Manon	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	12 082		QC
Lauzière, France	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	3 479		QC
Lizotte, Donald	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	316		QC
Pruneau, Jean-François	5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	19 537		QC
Sasseville, J. Serge	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	5 587		QC
Tremblay, Marc	7, 5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	9 830		QC
Tremblay, Martin	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	1 419		QC
<i>Unités d'actions liées à la performance - dirigeants 2016</i>								
Brosseau, Sylvain	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	211		QC
Brouillette, Manon	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	14 768		QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Lauzière, France	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	3 865		QC
Lizotte, Donald	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	351		QC
Pruneau, Jean-François	5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	12 380		QC
Sasseville, J. Serge	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	3 539		QC
Tremblay, Marc	7, 5	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	6 226		QC
Tremblay, Martin	7	O	2017-11-16	D	37 - Division ou regroupement d'actions	901		QC
Quincaillerie Richelieu Ltée								
<i>Unités d'actions différées</i>								
Chicoyne, Denyse	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	472	34.4400	QC
Courteau, Robert	4, 5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	544	34.4400	QC
Gauvin, Mathieu	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	544	34.4400	QC
Pomerleau, Pierre	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	472	34.4400	QC
Poulin, Marc	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	472	34.4400	QC
Proteau, Jocelyn	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	472	34.4400	QC
Vachon, Sylvie	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	472	34.4400	QC
Rambler Metals and Mining plc								
<i>Options</i>								
Williams, Norman	5	O	2016-08-22	D	50 - Attribution d'options	3 400 000	0.0781	AB
Real Matters Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Allen, Lisa	5							
RRSP	PI	O	2017-05-05	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	8.9500	ON
Liuzza Jr., Nicholas Reyland	7	O	2017-12-01	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(18 000)		ON
Red Pine Exploration Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Newman, G. Michael	4	O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250 000)	0.1200	ON
REIT INDEXPLUS Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
REIT INDEXPLUS Income Fund	1	O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	300	12.5667	AB
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.5100	AB
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	400	12.5000	AB
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	700	12.5000	AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	12.5500	AB
Ressources Cartier inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Agnico Eagle Mines Limited	3	O	2017-12-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	4 208 500	0.2000	QC
Massé, Daniel	4	O	2017-12-05	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	30 000	0.3300	QC
Ressources Falco Ltée (formerly Falco Pacific Resource Group Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ferron, Claude	4	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	25 000	0.4500	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	0.9700	QC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	30 000	0.4500	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	0.9700	QC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	25 000	0.4500	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	0.9718	QC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	30 000	0.4500	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	0.9900	QC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	30 000	0.4500	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	0.9900	QC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	25 000	0.4500	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	0.9746	QC
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	25 000	0.4500	QC
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	0.9958	QC
Lessard, Luc	4, 5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	260 000	0.4500	QC

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Options</i>								
Ferron, Claude	4	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	0.4500	QC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	0.4500	QC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	0.4500	QC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	0.4500	QC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	0.4500	QC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	0.4500	QC
		O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	0.4500	QC
Lessard, Luc	4, 5	O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(260 000)	0.4500	QC
Ressources Minières Radisson Inc.								
<i>Actions ordinaires Catégorie A</i>								
Bouchard, Mario	4, 5							
Admirio Industriel	PI	O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.1450	QC
		O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.1500	QC
		O	2017-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.1500	QC
Levesque, Jacques	5	O	2017-09-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-12-06	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.1500	QC
2541-8203 Québec inc.	PI	O	2017-09-12	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-12-06	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.1500	QC
<i>Bons de souscription</i>								
Levesque, Jacques	5	O	2017-09-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-12-06	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000	0.1500	QC
2541-8203 Québec inc.	PI	O	2017-09-12	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-12-06	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	50 000	0.1500	QC
Ressources Teck Limitée								
<i>Class B Subordinate Voting Shares</i>								
Teck Resources Limited	1	O	2017-11-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300 000	29.4134	BC
		O	2017-11-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	78 100	29.5493	BC
		O	2017-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250 000	29.8500	BC
		O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400 000	29.3413	BC
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400 000	29.2518	BC
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400 000	29.0834	BC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400 000	29.7324	BC
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(300 000)		BC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 128 100)		BC
Resverlogix Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Shenzhen Hepalink Pharmaceutical Co., Ltd.	3	O	2017-12-01	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	60 416 667	1.4400	AB
<i>Bons de souscription</i>								
Shenzhen Hepalink Pharmaceutical Co., Ltd.	3	O	2017-12-01	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	5 000 023		AB
Richards Packaging Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Prupas, David Lewis	7							
Prupas 2015 Joint Partnership Trust account	PI	O	2004-04-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	30.1760	ON
RIOCAN REAL ESTATE INVESTMENT TRUST								
<i>Parts de fiducie</i>								
RioCan Real Estate Investment Trust	1	O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.7700	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.7750	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	24.7800	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur nominale	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	400	24.7900	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	300	24.7950	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	24.8000	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.8050	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	24.8100	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	24.8200	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.8250	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	24.8300	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.8350	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	24.8400	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	400	24.8450	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	13 000	24.8500	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	24.8550	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	34 500	24.8600	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	24.8650	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	30 300	24.8700	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	800	24.8750	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	8 200	24.8800	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	200	24.8850	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	24.8900	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	800	24.9000	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	400	24.9100	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 117	24.9200	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	400	24.9250	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	24.9300	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	24.9400	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.9450	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	24.9500	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	900	24.9600	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	600	24.9700	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	500	24.9800	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(127 617)		ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	(127 317)		ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.8500	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	800	24.8700	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	24.8750	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	24.8800	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	24.8850	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	7 317	24.8900	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	800	24.8950	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	12 800	24.9000	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	500	24.9050	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	9 700	24.9100	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	900	24.9150	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	12 100	24.9200	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	400	24.9250	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	27 800	24.9300	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	400	24.9350	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	19 200	24.9400	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	300	24.9450	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	26 300	24.9500	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	24.9550	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	24.9600	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	200	24.6950	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	400	24.7000	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	900	24.7300	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur nominale	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	800	24.7400	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.7450	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 100	24.7500	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.7550	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	24.7600	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	24.7700	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.7750	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	24.7800	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	24.7900	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	5 700	24.8000	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	200	24.8050	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	24.8100	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	800	24.8200	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	200	24.8250	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	800	24.8300	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	24.8400	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.8450	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	24.8500	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	600	24.8550	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	24.8600	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	200	24.8650	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	24.8700	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	600	24.8750	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	11 700	24.8800	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	300	24.8850	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	5 800	24.8900	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	200	24.8950	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	21 600	24.9000	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	600	24.9050	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	24.9100	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	300	24.9150	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	6 600	24.9200	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.9250	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	24.9300	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.9350	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 817	24.9400	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	8 600	24.9500	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	24.9600	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	900	24.9700	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	24.9800	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	24.9900	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	25.0000	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	25.0300	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	25.0400	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	600	25.0600	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	600	25.0500	ON
		O	2017-12-01	D	38 - Rachat ou annulation	800	25.0700	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(127 617)		ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	24.8300	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.8400	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	9 100	24.8500	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	6 700	24.8600	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	9 100	24.8700	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	400	24.8750	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	23 600	24.8800	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	300	24.8850	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié Porteur inscrit								
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	20 400	24.8900	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	10 300	24.8950	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	38 000	24.9000	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	900	24.9050	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	24.9100	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	24.9150	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	400	24.9200	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	800	24.9250	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	24.9300	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	24.9350	ON
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 017	24.9400	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(127 617)		ON
		O	2017-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	(127 617)		ON
		M	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	(127 617)		ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	600	24.5800	ON
		O	2017-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	800	24.5900	ON
		M	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	800	24.5900	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	100	24.5950	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	24.6000	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	24.6100	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	24.6200	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	600	24.6300	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	400	24.6400	ON
		O	2017-12-06	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	24.6500	ON
		M	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	24.6500	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	800	24.6600	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	24.6700	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 700	24.6800	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	24.6900	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	24.7000	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	24.7100	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	24.7200	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	24.7300	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	7 400	24.7400	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	300	24.7450	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	16 900	24.7500	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	24.7550	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	8 000	24.7600	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	24.7650	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	9 100	24.7700	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	24.7750	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	24.7800	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	400	24.7850	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	9 617	24.7900	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	400	24.7950	ON
		O	2017-12-05	D	38 - Rachat ou annulation	27 700	24.8000	ON
Rocky Mountain Dealerships Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ascott, David	5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	30 000	12.8900	AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	13.6001	AB
Ganden, Garrett Andrew Wyatt	4, 5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	50 000	12.8900	AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	13.6002	AB
Palmer, Jerald	5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	15 000	12.8900	AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	13.6001	AB
Wood, James Randall	5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	15 000	12.8900	AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	13.5200	AB

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Options								
Ascott, David	5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(30 000)	12.8900	AB
Ganden, Garrett Andrew Wyatt	4, 5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	12.8900	AB
Palmer, Jerald	5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	12.8900	AB
Wood, James Randall	5	O	2017-12-04	D	51 - Exercice d'options	(15 000)	12.8900	AB
Rogers Communications Inc.								
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>								
Gemmell, Robert	4	O	2017-04-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2017-04-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Horn, Alan Douglas	4, 7, 6,							
	5							
The Rogers Foundation	PI	O	2017-12-04	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	301 840		ON
		O	2017-12-04	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(301 840)	66.2600	ON
		O	2015-12-23	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	413 200		ON
		O	2015-12-23	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(413 200)	48.6100	ON
		O	2016-04-06	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	785 546		ON
		O	2016-04-06	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(785 546)	50.9200	ON
Rogers Control Trust	3							
1995 Holdings ULC	PI	O	2017-12-04	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	301 840	66.2600	ON
		O	2017-12-04	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(301 840)		ON
Rogers Entreprises (2015) Inc.	PI	O	2017-12-04	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(301 840)	66.2600	ON
Rogers Holdings (2016) Inc.	PI	O	2017-12-04	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	301 840	66.2600	ON
Rogers, Edward	4, 7, 6,							
	5							
The Rogers Foundation	PI	O	2017-12-04	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	301 840		ON
		O	2017-12-04	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(301 840)	66.2600	ON
		O	2015-12-23	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	413 200		ON
		O	2015-12-23	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(413 200)	48.6100	ON
		O	2016-04-06	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	785 546		ON
		O	2016-04-06	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(785 546)	50.9200	ON
Rogers, Melinda M.	4, 7, 6							
The Rogers Foundation	PI	O	2017-12-04	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	301 840		ON
		O	2017-12-04	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(301 840)	66.2600	ON
		O	2015-12-23	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	413 200		ON
		O	2015-12-23	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(413 200)	48.6100	ON
		O	2016-04-06	C	47 - Acquisition ou aliénation par don	785 546		ON
		O	2016-04-06	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(785 546)	50.9200	ON
Restricted Share Units								
Prevost, Dean	5	O	2017-09-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 750		ON
Williams, Jamie John	5	O	2017-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	276		ON
		O	2017-12-01	D	59 - Exercice au comptant	(8 621)	67.8024	ON
Rogers Sugar Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ross, M. Dallas H.	4	O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	6.2300	BC
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	6.2300	BC
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	6.2100	BC
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16	6.2100	BC
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	6.2100	BC
Savaria Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Drutz, Peter Allen	4	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	17.8000	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	17.8200	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	17.8400	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	17.8100	QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Fraser, Alison	7	O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	17.8300	QC
Secure Energy Services Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
WADSWORTH, GEORGE	7	O	2017-12-01	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(750)		AB
Senvest Capital Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Senvest Capital Inc.	1	O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	900	240.0000	QC
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	900	240.0000	QC
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	900	240.0000	QC
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	200	240.0000	QC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	239.9010	QC
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	240.0000	QC
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	239.9900	QC
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	235.1090	QC
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	235.5960	QC
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	235.6600	QC
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	600	235.6600	QC
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	239.4560	QC
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	700	244.0000	QC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(11 200)		QC
Seven Generations Energy Ltd.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Canada Pension Plan Investment Board	3	O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	751 200	17.0400	AB
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300 000	17.0500	AB
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250 000	17.5000	AB
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400 500	18.0700	AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	152 802	18.1000	AB
Johnsen, Jordan	5	O	2017-12-04	D	54 - Exercice de bons de souscription	9 000	3.7500	AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 000)	18.0971	AB
<i>Bons de souscription Performance</i>								
Johnsen, Jordan	5	O	2017-12-04	D	54 - Exercice de bons de souscription	(9 000)	3.7500	AB
SHAW COMMUNICATIONS INC.								
<i>Actions sans droit de vote Class "B"</i>								
Shaw, Bradley	4, 5	O	2017-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	35	27.7429	AB
BSS HMS Investments Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	44	27.7429	AB
BSS LJS Investments Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	44	27.7429	AB
BSS PBS Investments Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	44	27.7429	AB
BSS SMS Investments Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	44	27.7429	AB
Michelle Shaw	PI	O	2017-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2	27.7429	AB
Shaw, Heather Ann	3							
HAS MCM Estates Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	44	27.7429	AB
Shaw, Jim	4	O	2017-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	8	27.7429	AB
Shaw, JR	4, 5, 3	O	2017-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	8 392	27.7429	AB
		O	2017-12-01	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 300 000)		AB
Carol M. Shaw	PI	O	2017-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	292	27.7429	AB
JR CM Investments Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime	66	27.7429	AB

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Shaw Family Foundation	PI	O	2017-12-01	I	d'actionnariat 47 - Acquisition ou aliénation par don	1 300 000		AB
Shaw, Julie	5	O	2017-11-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	106	27.7429	AB
1922812 Alberta Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	27.7429	AB
1922829 Alberta Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	27.7429	AB
Eman Holdings Ltd.	PI	O	2017-11-29	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	52	27.7429	AB
Directors' Deferred Share Units (DDSU)								
Keating, Gregory John	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	525	28.7900	AB
Pew, Paul Kenneth	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	896	28.8000	AB
Royer, Jeffrey	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	564	28.7800	AB
Vogel, Carl E.	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	311	22.3700USD	AB
Weatherill, Sheila Christine	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	495	28.8000	AB
ShawCor Ltee								
Actions ordinaires								
Pierroz, Paul Anthony	5	O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19	27.5000	ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	27.9200	ON
Shopify Inc.								
Actions à droit de vote multiple Class B Multiple Voting Shares								
Lutke, Tobias Albin	4, 5							
7910240 Canada Inc.	PI	O	2017-11-29	I	36 - Conversion ou échange	(183 860)		ON
Actions à droit de vote subalterne Class A Subordinate Voting Shares								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2017-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 178		ON
Forsyth, Brittany Jean	5	O	2017-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 045		ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(577)	98.2485USD	ON
		O	2017-12-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(468)	94.9000USD	ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2017-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 045		ON
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(577)	98.2485USD	ON
Lutke, Tobias Albin	4, 5							
7910240 Canada Inc.	PI	O	2017-11-27	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(9 000)	114.5046USD	ON
		O	2017-11-29	I	36 - Conversion ou échange	183 860		ON
		O	2017-12-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(6 400)	100.1824USD	ON
RSU								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2017-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 178)		ON
Forsyth, Brittany Jean	5	O	2017-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 045)		ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2017-12-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 045)		ON
Sierra Metals Inc. (formerly Exploration Dia Bras Inc.)								
Actions ordinaires								
Arias, J. Alberto	4, 6							
Arias Resource Capital Fund II (Mexico) L.P.	PI	O	2017-11-29	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	82 788	3.3000	ON
		O	2017-11-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	7 117	3.3000	ON
Arias Resource Capital Fund II L.P.	PI	O	2017-11-29	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 459 151	3.3000	ON
		O	2017-11-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	125 431	3.3000	ON
Renaud, Philip	4	O	2017-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(132 548)	3.3000	ON
Sierra Wireless, Inc.								
Actions ordinaires								
Dodson, Bill Gary	5	O	2017-11-27	D	51 - Exercice d'options	3 000	20.9800	BC
		O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	29.3400	BC
Krause, Jason Lawrence	5	O	2017-11-27	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 553		BC
		M	2017-11-27	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 088		BC

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
Thexton, Kent Paul	4	O	2017-11-27	D	51 - Exercice d'options	1 213	20.9800	BC
		O	2017-11-27	D	51 - Exercice d'options	3 782	11.6400	BC
		O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 213)	29.4300	BC
		O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 782)	29.0700	BC
		O	2017-11-27	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 028		BC
		M	2017-11-27	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 870		BC
Options								
Dodson, Bill Gary	5	O	2017-11-27	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	20.9800	BC
Thexton, Kent Paul	4	O	2017-11-27	D	51 - Exercice d'options	(1 213)	20.9800	BC
		O	2017-11-27	D	51 - Exercice d'options	(3 782)	11.6400	BC
Restricted Share Units								
Krause, Jason Lawrence	5	O	2017-11-27	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 553)		BC
Thexton, Kent Paul	4	O	2017-11-27	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 028)		BC
SILVERCORP METALS INC.								
<i>Actions ordinaires without par value</i>								
Simpson, Stephen Paul	4	O	2017-11-28	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(9 571)		BC
		M	2017-11-28	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(9 571)		BC
Options								
Feng, Rui	4, 5	O	2017-12-03	D	52 - Expiration d'options	(125 000)	5.4000	BC
Kong, David TokPay	4	O	2017-12-03	D	52 - Expiration d'options	(10 000)		BC
Liu, Yikang	4	O	2017-12-03	D	52 - Expiration d'options	(6 500)	5.4000	BC
Simpson, Stephen Paul	4	O	2017-12-03	D	52 - Expiration d'options	(10 000)	5.4000	BC
SmartCentres Real Estate Investment Trust (formerly, Smart Real Estate Investment Trust)								
<i>Class C Series 5 LP3 Units</i>								
Goldhar, Mitchell	3							
SmartCentres Realty Inc.	PI	O	2017-11-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(14 998)	25.4700	ON
		O	2017-11-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 484)	25.4500	ON
<i>Parts de société en commandite Class B Series 5 LP3 Units</i>								
Goldhar, Mitchell	3							
SmartCentres Realty Inc.	PI	O	2017-11-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	12 941	29.5200	ON
		O	2017-11-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(12 941)	29.5200	ON
The Smartcentres Realty - CWT Partnership	PI	O	2017-11-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	12 941	29.5200	ON
<i>Special Voting Units</i>								
Goldhar, Mitchell	3							
SmartCentres Realty Inc.	PI	O	2017-11-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	12 941		ON
		O	2017-11-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(12 941)		ON
The Smartcentres Realty - CWT Partnership	PI	O	2017-11-29	I	90 - Changements relatifs à la propriété	12 941		ON
Société Asbestos Limitée								
<i>Actions ordinaires</i>								
MONETTE, SERGE	3	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.3550	QC
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.4000	QC
Société d'exploration minière Vior inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fedosiewich, Mark Brian	5	O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.1150	QC
		O	2017-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.1100	QC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.1200	QC
		O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.1100	QC
Société financière IGM Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bachand, Jean-Claude	7	O	1997-10-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			MB
		O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	44.3500	MB
Source Energy Services Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
McMahon, James	4							
2024748 Alberta LP	PI	O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	9.1500	AB

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Spectral Medical Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Businskas, Anthony	5	O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	0.3100	ON
Spin Master Corp.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Beder, Adam	5	O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	54.1130	ON
Sprott Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Grosdanis, James John RESP	7 PI	O	2017-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 000)	2.3000	ON
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Dewhurst, Ronald Richard	4	O	2017-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 023	2.2900	ON
Lee, Jack Chuck	4	O	2017-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 463	2.2900	ON
Ranson, Sharon Margaret	4	O	2017-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 792	2.2900	ON
Roddy, James Thomas	4	O	2017-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 222	2.2900	ON
ZIGROSSI, ROSEMARY	4	O	2017-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 629	2.2900	ON
SSR Mining Inc. (Silver Standard Resources Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pangbourne, Alan Nigel	5	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 450	10.6400	BC
STEP Energy Services Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
ARC Energy Fund 6	3	O	2017-12-01	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(1 791 974)	12.2500	AB
ARC Energy Fund 8	3	O	2017-12-01	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(3 515 026)	12.2500	AB
Suncor Energie Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Suncor Energy Inc.	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	162 287	34.4161USD	AB
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(162 287)		AB
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	161 212	34.6441USD	AB
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	(161 212)		AB
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	711 688	35.3238USD	AB
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(711 688)		AB
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	710 980	35.4628USD	AB
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	(710 980)		AB
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	703 955	35.9067USD	AB
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(703 955)		AB
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	77 944	36.1072USD	AB
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(77 944)		AB
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	700 915	36.0750USD	AB
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	(700 915)		AB
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	700 458	36.2110USD	AB
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(700 458)		AB
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	77 990	36.3817USD	AB
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(77 990)		AB
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	707 553	35.8691USD	AB
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(707 553)		AB
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	711 471	35.5469USD	AB
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(711 471)		AB
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	715 836	35.1892USD	AB
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	(715 836)		AB
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	715 194	35.3480USD	AB
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(715 194)		AB
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	718 022	35.0793USD	AB
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(718 022)		AB
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	714 592	35.2160USD	AB
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	(714 592)		AB
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	712 717	35.3778USD	AB

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre		opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(712 717)		AB
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	430 000	35.4242USD	AB
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(430 000)		AB
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	724 998	34.9578USD	AB
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(724 998)		AB
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	724 939	34.8523USD	AB
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(724 939)		AB
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	726 435	34.6189USD	AB
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(726 435)		AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	720 074	34.7970USD	AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(720 074)		AB
Superior Plus Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Summers, Elizabeth	5	O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	11.9100	ON
Surge Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Brown, Daniel Curt	5	O	2017-11-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	562	2.0600	AB
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	570	2.0300	AB
Bye, Murray	5							
Murray Bye - RSP	PI	O	2017-11-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	617	2.0600	AB
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	513	2.0300	AB
de Leeuw, Gerard A.	5	O	2017-10-17	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	556	2.0800	AB
		O	2017-10-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	312	2.1600	AB
		O	2017-11-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	565	2.0600	AB
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	332	2.0300	AB
Elekes, Margaret Ann	5							
RRSP	PI	O	2017-11-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	485	2.0600	AB
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	492	2.0300	AB
Ferguson, Gordon Paul	5							
Lynne Ferguson RRSP	PI	O	2017-11-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	311	2.0600	AB
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	271	2.0300	AB
Paul Ferguson RRSP	PI	O	2017-11-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	313	2.0600	AB
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	271	2.0300	AB
Symphony Floating Rate Senior Loan Fund								
<i>Parts Class A</i>								
Symphony Floating Rate Senior Loan Fund	1	O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	500	8.9000	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	8.9000	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.9000	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.9000	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.8300	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.8300	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.8000	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.8000	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.8200	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.8200	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	8.7900	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	8.7900	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	8.8000	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	8.8000	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	8.8000	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(2 300)	8.8000	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.8000	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.8000	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.8100	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.8100	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.7700	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.7700	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.7900	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.7900	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	8.7500	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	8.7500	ON
Tamarack Valley Energy Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cruikshank, Ken	5	O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	2.5971	AB
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 400)	2.6500	AB
Hozjan, Ronald Steve	5	O	2017-11-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	2.6500	AB
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	2.7100	AB
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	2.8100	AB
<i>Droits Restricted Stock Units</i>								
Boyce, Jeff	4	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 008		AB
Bradley, Noralee	4	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 008	2.5800	AB
Currie, Ian Robert	4	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 008	2.5800	AB
Leach, John Glenn	4	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 008	2.5800	AB
MacKenzie, David Roy	4	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 008	2.5800	AB
Price, Floyd Ray	4	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	34 884	2.5800	AB
Setoguchi, Curtis Dean	4	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 008	2.5800	AB
Spitzer, Robert	4	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	31 008	2.5800	AB
Taseko Mines Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
McManus, John	5	O	2017-11-24	D	51 - Exercice d'options	700	0.9800	BC
		O	2017-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	2.8000	BC
		O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	9 800	0.9800	BC
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 800)	2.7500	BC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	40 000	0.9800	BC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	2.7500	BC
<i>Options</i>								
McManus, John	5	O	2017-11-24	D	51 - Exercice d'options	(700)	0.9800	BC
		O	2017-11-29	D	51 - Exercice d'options	(9 800)	0.9800	BC
		O	2017-12-01	D	51 - Exercice d'options	(40 000)	0.9800	BC
Taylor North American Equity Opportunities Fund								
<i>Parts</i>								
Taylor North American Equity Opportunities Fund	1	O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.2500	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.2500	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	100	12.3500	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	12.3500	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.3900	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.3900	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.3500	ON

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur nominale	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.3500	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.6800	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.6800	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	12.6200	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(1 700)	12.6200	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	12.8300	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	12.8300	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	12.6100	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	12.6100	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	12.6200	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	12.6200	ON
Tech Leaders Income Fund								
<i>Parts</i>								
Tech Leaders Income Fund	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.7300	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	10.7300	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.8000	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	10.8000	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	10.8000	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	(1 700)	10.8000	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	10.8000	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	10.8000	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.8000	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	10.8000	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.7500	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	10.7500	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	300	10.6000	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	10.6000	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	10.6400	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	(1 200)	10.6400	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.6400	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	10.6400	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	400	10.7700	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	10.7700	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.7800	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	10.7800	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	600	10.6700	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	10.6700	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	600	10.7000	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	10.7000	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.7900	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	10.7900	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.9000	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	10.9000	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.7700	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	10.7700	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	10.9200	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 000)	10.9200	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	10.7300	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	10.7300	ON
Technologies Relevium inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Timperio, Michel	4	O	2017-11-29	D	54 - Exercice de bons de souscription	250 000	0.1500	QC
<i>Bons de souscription</i>								
Timperio, Michel	4	O	2017-11-29	D	54 - Exercice de bons de souscription	(250 000)	0.1500	QC
TELUS Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
Bates, Philip	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	314		BC
Computershare	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 417		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	436		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	364		BC
Blair, Joshua Andrew	5	O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 167	47.9755	BC
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 419		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 277		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 755		BC
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 299	47.9755	BC
French, Douglas	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	789		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	50		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	64		BC
		O	2017-11-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 434		BC
Fuller, David	5	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 202		BC
Computershare	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	394		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	805		BC
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 832	47.9755	BC
Geheran, Tony	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	56		BC
Computershare	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 337		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	64		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	127		BC
Gratton, Francois	5	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	372		BC
Computershare	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	161		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	420		BC
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 839	47.9755	BC
McIntosh, Sandy	5	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	892		BC
Computershare	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	195		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	272		BC
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 189	47.9755	BC

Émetteur	Relation	État opé-ration	Date de l'opération	Em-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Mercier, Monique	5							
Computershare	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 184		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	590		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	805		BC
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 858	47.9755	BC
<i>Spadotto, Eros</i>								
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 300	1300.0000	BC
		M	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 300		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	953		BC
		O	2017-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	294		BC
<i>Restricted Share Units</i>								
<i>Bates, Philip</i>								
	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 019		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(392)		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(20 599)	48.2585	BC
<i>Blair, Joshua Andrew</i>								
	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 737		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 061)		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 488)	47.8719	BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(51 139)	48.2585	BC
<i>French, Douglas</i>								
	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 529		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(9 153)	48.2585	BC
<i>Fuller, David</i>								
	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 130		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 767)		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 329)	47.8719	BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(44 079)	48.2585	BC
<i>Geheran, Tony</i>								
	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 516		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(294)		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(18 370)	48.2585	BC
<i>Gratton, Francois</i>								
	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 517		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(392)		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(20 603)	42.2585	BC

Émetteur	Relation	État	Date	Em-	Opération	Nombre de titres	Prix	Autorité
Titre	tion	opé-	de	prise	Description	ou valeur	unitaire	principale
Initié		ration	l'opération		de l'opération	acquis		
Porteur inscrit						ou aliénés		
McIntosh, Sandy	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 570		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(343)		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(17 924)	48.2585	BC
Mercier, Monique	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 362		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(981)		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 733)	47.8719	BC
		M	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 733)	47.8719	BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(24 352)	48.2585	BC
Spadotto, Eros	7	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 287		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 963)		BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 131)	47.8719	BC
		M	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(2 131)	47.8719	BC
		O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(48 704)	48.2585	BC
Tesco Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ramsay, Douglas Robert	4	O	2016-11-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 266	4.0000USD	AB
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 266)	4.0000USD	AB
<i>Droits RSUs - Restricted Stock Units</i>								
Ramsay, Douglas Robert	4	O	2017-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 266)		AB
TFI International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
TFI International Inc.	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(27 198)		QC
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 798	30.9900	QC
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	51 198	31.2000	QC
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	12 798	31.2000	QC
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	284 200	31.1700	QC
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	42 298	31.1900	QC
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	49 798	31.0900	QC
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	44 298	30.9400	QC
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	49 198	31.0070	QC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	1 798	31.2300	QC
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	51 198	31.0090	QC
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	51 198	30.4700	QC
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	19 798	31.1360	QC
The Descartes Systems Group Inc.								
<i>Deferred Share Unit</i>								
Close, Deborah	4	O	2017-12-04	D	97 - Autre	662		ON
Hewat, Christopher Allen	4	O	2017-12-04	D	97 - Autre	468		ON
Maple, Dennis Ray	4	O	2017-12-04	D	97 - Autre	218		ON
O'Hagan, Jane	4	O	2017-12-04	D	97 - Autre	629		ON
Walker, John Joseph	4	O	2017-12-04	D	97 - Autre	629		ON
<i>Restricted Stock Unit - Cash-settled</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Brett, Allan	5	O	2017-11-30	D	97 - Autre	(414)		ON
Diederik, Raimond	5	O	2017-11-30	D	97 - Autre	(1 110)		ON
Gardner, Edward James	5	O	2017-11-30	D	97 - Autre	(1 291)		ON
Jones, Christopher	5	O	2017-11-30	D	97 - Autre	(1 266)		ON
Pagan, John Scott	7, 5	O	2017-11-30	D	97 - Autre	(339)		ON
Parker, Robert	5	O	2017-11-30	D	97 - Autre	(949)		ON
Ryan, Edward	5	O	2017-11-30	D	97 - Autre	(365)		ON
Verhoeve, Michael	7, 5	O	2017-11-30	D	97 - Autre	(705)		ON
Wood, Kenneth Edward	5	O	2017-11-30	D	97 - Autre	(1 090)		ON
Thomson Reuters Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Thomson Reuters Corporation	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	39 500	56.8417	ON
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	29 500	44.1522USD	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	46 900	56.8771	ON
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	32 300	44.3648USD	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	47 400	56.8208	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	31 800	44.5279USD	ON
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	(69 000)		ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	48 200	56.8224	ON
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	31 000	44.5740USD	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	48 200	56.9585	ON
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	31 000	44.5310USD	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	49 500	56.2474	ON
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	29 700	44.1959USD	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	50 500	56.3135	ON
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	28 700	44.3739USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	51 200	56.5916	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	28 000	44.6255USD	ON
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(396 000)		ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	51 600	56.3143	ON
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	27 600	44.2564USD	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	51 600	56.5709	ON
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	27 600	44.4098USD	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	51 800	56.2854	ON
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	27 400	44.0458USD	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	51 900	56.2199	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	28 400	44.1111USD	ON
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	(316 800)		ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	51 400	56.0787	ON
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	27 800	43.8535USD	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	51 700	56.1947	ON
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	28 600	43.9187USD	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	52 100	56.2904	ON
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	28 200	44.0650USD	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	52 100	56.0137	ON
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	28 200	44.0036USD	ON
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	79 200	56.4821	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	51 000	56.4335	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	28 200	44.3040USD	ON
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(479 600)		ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	50 700	56.5288	ON
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	28 500	44.3569USD	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	50 600	57.0771	ON
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	28 600	44.5661USD	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	50 900	57.1731	ON
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	28 300	44.4702USD	ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	47 900	56.9932	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	31 300	44.2188USD	ON
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(231 500)		ON
ThreeD Capital Inc. (formerly Brownstone Energy Inc.)								
<i>Options</i>								
Inwentash, Sheldon	4, 6, 5	O	2017-11-30	D	50 - Attribution d'options	1 500 000		ON
Titanium Corporation Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kaufield, Jennifer Ann	5	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	99 900		AB
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(79 900)	1.3500	AB
Moran, Kevin Leslie Murray	5	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	137 000		AB
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(109 600)	1.3500	AB
Nelson, Scott Eugene	5	O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	1.3500	AB
		O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	263 100		AB
		O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(110 500)	1.3500	AB
Stevens, John	4							
Arva Limited	PI	O	2017-11-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300 000	1.3500	AB
John Stevens RRSP	PI	O	2017-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 600	1.3200	AB
John W. Stevens Family Trust	PI	O	2016-11-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-11-28	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	1.3500	AB
<i>Deferred Share Units</i>								
Kadey, Moss	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 258		AB
Macdonald, David Charles Wray	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 387		AB
Sangster, Brant G.	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 265		AB
Slavens, Eric W.	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 735		AB
Stevens, John	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 385		AB
<i>Droits Restricted Share Units</i>								
Kaufield, Jennifer Ann	5	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 214		AB
Nelson, Scott Eugene	5	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	15 273		AB
<i>Options</i>								
Kaufield, Jennifer Ann	5	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(99 900)		AB
Moran, Kevin Leslie Murray	5	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(137 000)		AB
Nelson, Scott Eugene	5	O	2017-11-28	D	51 - Exercice d'options	(263 100)		AB
Torex Gold Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Stanford, Frederick McLae	4, 5	O	2017-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 030		ON
<i>Droits Restricted Share Units ("RSU's")</i>								
Stanford, Frederick McLae	4, 5	O	2017-11-30	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 030)		ON
Toromont Industries Ltd.								
<i>Droits Deferred Share Units (cash settled)</i>								
Chisholm, Jeffrey Scott	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	289		ON
Cranston, Cathryn Elizabeth	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	289		ON
Franklin, Robert	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	289		ON
GALLOWAY, DAVID ALEXANDER	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	289		ON
Gill, James Wendell	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	289		ON
Hill, Wayne S.	4, 5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	289		ON
McCallum, John S.	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	289		ON
Ogilvie, Robert M.	4, 5	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	601		ON
Rethy, Katherine Anne	4	O	2017-11-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	289		ON
Toronto Hydro Corporation								
<i>Débetures</i>								
Lethbridge, Ave Gabriella	7	O	2013-05-07	D	97 - Autre	(\$ 3 000.00)		ON
		O	2017-11-14	D	97 - Autre	(\$ 3 000.00)		ON
		M	2017-11-14	D	97 - Autre	(\$ 3 000.00)		ON
Priore, Bernardo Dino	7	O	2017-11-14	D	97 - Autre	(\$ 3 000.00)		ON
Wong, Robert Yui-Fai	7	O	2017-11-14	D	97 - Autre	(\$ 3 000.00)		ON

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Torstar Corporation								
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>								
Harvey, Campbell Russell	4, 3	O	2017-11-27	D	90 - Changements relatifs à la propriété	128 394	1.5500	ON
CAHARVEY Investments Limited	PI	O	2017-11-27	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(128 394)	1.5500	ON
<i>Class A Voting Shares</i>								
Harvey, Campbell Russell	4, 3	O	2017-11-27	D	90 - Changements relatifs à la propriété	150 730	1.5500	ON
CAHARVEY Investments Limited	PI	O	2017-11-27	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(150 730)	1.5500	ON
Total Energy Services Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Chow, George K.	4							
Spousal RRSP Wendy Chow	PI	O	2017-06-27	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	15.1000	AB
Halyk, Daniel Kim	4, 5	O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	15.0000	AB
		O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	15.0000	AB
Pachkowski, Bruce Lawrence	4	O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	15.0700	AB
Growth Trust	PI	O	2017-12-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 000)	15.0400	AB
TransCanada Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
vandal, thierry	4	O	2017-11-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	261	61.6400	AB
Tree Island Steel Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Tree Island Steel Ltd. (formerly known as Tree Island Wire I	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	2.8747	BC
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	5 500	2.8636	BC
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	2.2307	BC
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	2.1618	BC
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	2.1683	BC
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	2.1109	BC
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	4 800	2.1685	BC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	2.2057	BC
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 700	2.2740	BC
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	2.2522	BC
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	2 700	2.2880	BC
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	2.3062	BC
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	5 200	2.1978	BC
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	2.2997	BC
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	2.3374	BC
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	2.4417	BC
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	2.4300	BC
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	2.3991	BC
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	5 400	2.4562	BC
		O	2017-11-28	D	38 - Rachat ou annulation	3 900	2.4382	BC
		O	2017-11-29	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	2.4050	BC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	4 000	2.3857	BC
Trez Capital Mortgage Investment Corporation								
<i>Class A Shares</i>								
George, Zachary R.	4							
FrontFour Master Fund, Ltd.	PI	O	2017-11-27	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 482	4.2761	BC
		O	2017-11-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	4.2653	BC
		O	2017-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	4.2862	BC
		O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	59 205	4.2793	BC
		O	2017-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 325	4.2732	BC
FrontFour Opportunity Fund	PI	O	2017-11-27	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	118	4.2761	BC
		O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	795	4.2793	BC
		O	2017-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	575	4.2732	BC
Trez Capital Mortgage Investment Corporation	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	4.9800	BC

Émetteur	Relation	État	Date	Em- prise	Opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Autorité principale
Titre	tion	opé- ration	de l'opération		Description de l'opération	acquis ou aliénés		
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	4.9800	BC
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	100	4.9800	BC
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	90	4.9800	BC
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 500	5.0000	BC
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	400	5.0000	BC
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	200	5.0000	BC
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.0000	BC
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	90	5.0000	BC
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	5.0096	BC
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	90	5.0100	BC
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	4 100	5.0154	BC
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	500	5.0300	BC
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	90	5.0000	BC
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	5.0024	BC
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	90	5.0300	BC
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	5.0000	BC
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	90	5.0100	BC
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	4 690	5.0000	BC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	4.9665	BC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	90	4.9900	BC
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	5.0000	BC
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	90	5.0000	BC
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	4 690	5.0000	BC
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	5.0000	BC
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	90	4.9900	BC
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	4 400	4.9991	BC
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	200	5.0000	BC
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	90	5.0000	BC
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	490	4.9961	BC
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(130 630)		BC
Trez Capital Senior Mortgage Investment Corporation								
<i>Class A Shares</i>								
Trez Capital Senior Mortgage Investment Corporation	1	O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	(27 780)		BC
		O	2017-11-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 500	2.9928	BC
		O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	3.0000	BC
		O	2017-11-03	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	3.0000	BC
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	3.0000	BC
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	3 230	2.9999	BC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	400	3.0000	BC
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	3 200	3.0000	BC
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	30	3.0000	BC
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	3 230	2.9998	BC
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(17 790)		BC
Trican Well Service Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Trican Well Service Ltd.	1	O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	300 000	4.5746	AB
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	458 628	4.5123	AB
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	311 700	4.5306	AB
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	300 000	4.6339	AB
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(758 628)		AB
		O	2017-11-20	D	38 - Rachat ou annulation	375 700	4.5299	AB
		O	2017-11-21	D	38 - Rachat ou annulation	458 628	4.4914	AB
		O	2017-11-22	D	38 - Rachat ou annulation	300 000	4.6098	AB
		O	2017-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	200 000	4.6380	AB
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	300 000	4.8100	AB
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(1 746 028)		AB

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-11-27	D	38 - Rachat ou annulation	267 800	4.6328	AB
		O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(767 800)		AB
Tricon Capital Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Tricon Capital Group Inc.	1	O	2017-11-30	D	38 - Rachat ou annulation	(217 500)		ON
Trilogy Metals Inc. (formerly NovaCopper Inc.)								
<i>Droits Deferred Share Unit</i>								
Giardini, Tony Serafino	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 400		BC
Lang, Gregory Anthony	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 400		BC
Madhavpeddi, Kalidas	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 400		BC
McConnell, Gerald James	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 399		BC
Stairs, Janice Alayne	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 399		BC
Walters, Diana	4	O	2017-12-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 400		BC
Trisura Group Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Doyle, James Gabriel	7, 5	O	2017-06-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Approved Retirement Plan	PI	O	2017-06-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	27.0000	ON
Garner, John Nigel	7	O	2017-06-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	152 563		ON
George, Michael James	7	O	2017-06-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	206 223		ON
		O	2017-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	26.9900	ON
Taylor, Robert Edward	7	O	2017-06-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	76 435		ON
<i>Actions privilégiées Cumulative Preference Shares, Series 1</i>								
Garner, John Nigel	7	O	2017-06-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	12 200		ON
George, Michael James	7	O	2017-06-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	11 200		ON
Taylor, Robert Edward	7	O	2017-06-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2017-12-01	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 800		ON
TSO3 inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Précourt, Karine	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	301	2.4900	QC
Tessman, Harold Robert	5	O	2017-11-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	611	2.4900	QC
Tucows Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Karp, Allen	4							
Karpkorp #1	PI	O	2017-11-27	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(624)		ON
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	63.3000USD	ON
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	81.8000	ON
		O	2017-11-30	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	81.5000	ON
Urbana Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Caldwell, Thomas Scott	4							
Dorothy Caldwell, RRSP	PI	O	2017-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(683)		ON
Thomas S. Caldwell & Dorothy Caldwell, J/T	PI	O	2017-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 274		ON
Thomas S. Caldwell, RRSP	PI	O	2017-12-01	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(591)		ON
Val-d'Or Mining Corporation (formerly Nunavik Nickel Mines Ltd.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Shewchuk, Lukas C.W.	4	O	2017-11-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Bons de souscription</i>								
Shewchuk, Lukas C.W.	4	O	2017-11-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Vanadiumcorp Resource Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Munday, Maxwell Anthony	3							
Florence Munday & Otis Munday Foundation	PI	O	2017-11-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(4 000 000)		BC
Munday - Maxwell & Gaylene - Association	PI	O	2017-11-30	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	4 000 000		BC
Velan Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Velan Inc.	1	O	2017-11-02	D	38 - Rachat ou annulation	500	18.0000	QC
		O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	18.0000	QC
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	500	18.5000	QC
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	18.5000	QC
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	18.3490	QC
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	600	18.2000	QC
VersaBank								
<i>Actions ordinaires</i>								
Koay, Chong-Wooi	5							
Questrade - RRSP	PI	O	2017-11-28	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Questrade - taxable account	PI	O	2017-11-28	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options</i>								
TAYLOR, DAVID ROY	4, 5							
Avstar	PI	O	2017-11-30	I	52 - Expiration d'options	(906)		ON
Village Farms International, Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
DeGiglio, Michael Anthony	4, 5, 3	O	2017-11-14	D	46 - Contrepartie de services	300 000	3.8000	BC
		O	2017-11-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300 000)	3.8000	BC
Vista Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Stevenson, Tracy	4	O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.6100USD	BC
Western Uranium Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Wilder, Andrew	4, 5							
Bedford Bridge Fund LLC	PI	O	2017-11-22	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(11 800)	0.8500USD	ON
WesternOne Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Matheson, Joseph Lee Grant	4							
Ewing Morris & Co. Investment Partners Ltd.	PI	O	2017-11-27	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 700	1.2961	BC
		O	2017-11-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	1.3442	BC
		O	2017-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 400	1.3304	BC
		O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 200	1.3500	BC
		O	2017-12-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	1.3500	BC
<i>Débitures convertibles</i>								
Matheson, Joseph Lee Grant	4							
Ewing Morris & Co. Investment Partners Ltd.	PI	O	2017-11-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 7 000.00	83.7871	BC
		O	2017-11-30	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 9 000.00	85.0000	BC
WestJet Airlines Ltd.								
<i>Actions ordinaires - Voting</i>								
WestJet Airlines Ltd	1	O	2017-11-06	D	38 - Rachat ou annulation	76 477	25.7213	AB
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	71 377	25.6753	AB
		O	2017-11-07	D	38 - Rachat ou annulation	508 000	25.6000	AB
		O	2017-11-08	D	38 - Rachat ou annulation	76 477	25.3750	AB
		O	2017-11-09	D	38 - Rachat ou annulation	76 477	25.2297	AB
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	76 477	25.2022	AB
		O	2017-11-13	D	38 - Rachat ou annulation	76 477	25.7669	AB
		O	2017-11-14	D	38 - Rachat ou annulation	76 477	25.8277	AB
		O	2017-11-15	D	38 - Rachat ou annulation	76 477	25.9597	AB
		O	2017-11-16	D	38 - Rachat ou annulation	76 477	26.4007	AB

Emetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	76 477	26.5344	AB
		O	2017-11-10	D	38 - Rachat ou annulation	(732 331)		AB
		O	2017-11-17	D	38 - Rachat ou annulation	(382 385)		AB
		O	2017-11-24	D	38 - Rachat ou annulation	(152 954)		AB
Whitecap Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fagerheim, Grant Bradley	4, 5	O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 200	8.9100	AB
Penny Fagerheim	PI	O	2017-12-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	8.9100	AB
<i>Performance Awards</i>								
Armstrong, Joel Maxwell	5	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 000	8.6400	AB
Christensen, Daniel James	5	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 000	8.6400	AB
Dunlop, Darin Roy	5	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 000	8.6400	AB
Fagerheim, Grant Bradley	4, 5	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	45 000	8.6400	AB
Kang, Thanh Chan	5	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 000	8.6400	AB
Lebsack, Peter Gary	5	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 000	8.6400	AB
Mombourquette, David Michael	5	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 000	8.6400	AB
Zdunich, Jeffery Byron	5	O	2017-11-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000	8.6400	AB
<i>Subscription Receipts</i>								
Armstrong, Joel Maxwell	5	O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	11 364	8.8000	AB
Christensen, Daniel James	5	O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	5 682	8.8000	AB
CULBERT, Heather J.	4	O	2017-05-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	11 364	8.8000	AB
Dunlop, Darin Roy	5	O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	10 228	8.8000	AB
Fagerheim, Grant Bradley	4, 5	O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	34 199	8.8000	AB
Penny Fagerheim	PI	O	2017-12-04	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	6 136	8.8000	AB
Fletcher, Gregory Scott	4	O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	5 000	8.8000	AB
Gilbert, Daryl Harvey	4	O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	30 000	8.8000	AB
Kang, Thanh Chan	5	O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	9 172	8.8000	AB
Nguyet Huynh	PI	O	2017-12-04	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	4 329	8.8000	AB
Lebsack, Peter Gary	5	O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	11 364	8.8000	AB
Mombourquette, David Michael	5	O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	11 364	8.8000	AB
Stickland, Kenneth	4	O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	5 000	8.8000	AB
Zawalsky, Grant A.	4	O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	5 682	8.8000	AB
Zdunich, Jeffery Byron	5	O	2017-12-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	11 364	8.8000	AB
Xebec Adsorption Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
ARNSBY, SIMON DAVID	3	O	2015-11-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2015-11-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M'	2015-11-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M''	2015-11-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2017-11-27	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	83 500	0.5700	QC
		O	2017-11-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	96 000	0.5600	QC
		O	2017-12-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.5600	QC
		O	2017-12-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.5600	QC
Zargon Oil & Gas Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Doetzel, Randolph John	5	O	2017-11-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	0.4000	AB
ZCL Composites Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
ZCL Composites Inc	1	O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	17 400	10.9000	AB
		O	2017-12-04	D	38 - Rachat ou annulation	(17 400)	10.9000	AB

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

L'information publiée dans cette annexe provient du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Vous y trouverez une liste des opérations d'initiés assujettis déclarées hors délai pour lesquels l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») agit à titre d'autorité principale. Ces opérations sont codifiées « R ». Veuillez accéder à SEDI (www.sedi.ca) pour consulter les opérations d'initiés assujettis déclarées hors délai pour lesquels l'Autorité n'agit pas à titre d'autorité principale.

L'Autorité rappelle aux initiés assujettis qu'ils doivent, en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (« LVM »), déclarer en format SEDI leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti de façon exacte et claire, et ce, dans un délai de **cinq jours**, sauf dans certains cas précis.

L'initié assujetti qui ne respecte pas le délai prescrit pour déposer une déclaration d'initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire. La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 de la LVM et à l'article 271.14 du *Règlement sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, r. 50. Une sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés assujettis pour lesquels l'Autorité agit à titre d'autorité principale.

L'Autorité rappelle qu'elle prendra les mesures appropriées envers les initiés récidivistes, notamment au moyen de poursuites pénales à l'égard de ces derniers. Un initié qui ne dépose pas sa déclaration en temps opportun commet une faute grave, puisqu'il prive ainsi les investisseurs de renseignements pouvant influencer leur décision d'investissement.

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
Anderson, Gilman	Laboratoires Engagement inc.	2017-11-17	2017-11-30	QC
Boyer, Gilbert	Laboratoires Engagement inc.	2017-11-17	2017-11-30	QC
Fedosiewich, Mark Brian	Société d'exploration minière Vior inc.	2017-11-20	2017-11-30	QC
Lev, Bruce	Laboratoires Engagement inc.	2017-11-17	2017-11-30	QC
Paterson, G. Scott	Laboratoires Engagement inc.	2017-11-17	2017-12-04	QC
Spiegel, Robert Neil	Laboratoires Engagement inc.	2017-11-17	2017-11-30	QC

**ANNEXE 4 - LISTE DES TITRES POUVANT CONSTITUER DES ACTIONS VALIDES POUR
L'APPLICATION DU RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS II**

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Date maximale d'admissibilité
Acasti Pharma Inc.	Actions inscrites	2014-01-24	Actions ordinaires	2017-12-31
CO ₂ Solution inc.	Actions inscrites	2014-11-03	Actions ordinaires	2017-12-31
Diagnocure Inc.	Actions inscrites	2014-01-01	Actions ordinaires	2017-12-31
Groupe CVTech inc.	Actions inscrites	2014-08-12	Actions ordinaires	2017-12-31
Junex inc.	Actions inscrites	2014-10-16	Actions ordinaires	2017-12-31
Lumenpulse inc.	Actions inscrites	2014-03-19	Action ordinaires	2017-12-31
Mines Richmont Inc.	Actions inscrites	2014-04-10	Actions ordinaires	2017-12-31
Neptune Technologies et Bioressources Inc.	Actions inscrites	2014-01-01	Actions ordinaires	2017-12-31
Opsens inc.	Actions inscrites	2014-01-21	Actions ordinaires	2017-12-31
Pétrolia Inc.	Actions inscrites	2014-02-21	Actions ordinaires	2017-12-31

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Avis de publication.

Avis conjoint des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières – Avis du personnel 23-319 – L'internalisation des flux d'ordres et le marché canadien

(Texte publié ci-dessous)

Avis conjoint des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

Avis du personnel 23-319

L'internalisation des flux d'ordres et le marché canadien

Le 5 décembre 2017

Le personnel des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières sont au courant des inquiétudes que soulève, chez certaines parties intéressées, l'internalisation des flux d'ordres

Compte tenu de ces inquiétudes, et vu nos propres préoccupations, nous – les ACVM et l'OCRCVM – voulons recueillir des renseignements afin de comprendre les pratiques en cours et la manière dont elles s'insèrent dans notre régime de réglementation actuel. Le but de cet exercice est de déterminer les mesures à prendre (s'il y a lieu) pour faire en sorte qu'il n'y ait aucune incidence négative sur le marché canadien.

Le Groupe TMX propose de réunir des parties intéressées qui discuteront de ces préoccupations dans le cadre d'une table ronde du secteur. Nous appuyons les efforts que déploient les membres du secteur pour discuter des enjeux importants sur le marché canadien, et les opinions et idées exprimées durant cette table ronde seront très utiles pour notre examen.

Les enjeux sont complexes, et il y a divers facteurs à prendre en considération. Nous continuerons d'examiner ces questions et mènerons une consultation publique au cours des prochains mois.

Si vous avez des questions, veuillez les adresser à l'une ou l'autre des personnes suivantes :

Serge Boisvert Autorité des marchés financiers serge.boisvert@lautorite.qc.ca	Kent Bailey Commission des valeurs mobilières de l'Ontario kbailey@osc.gov.on.ca
Sasha Cekerevac Alberta Securities Commission sasha.cekerevac@asc.ca	Bruce Sinclair British Columbia Securities Commission bsinclair@bcsc.bc.ca
Kevin McCoy OCRCVM kmccoy@iiroc.ca	

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

7.3.1 Consultation

Aucune information

7.3.2 Publication

Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS »^{MD}) – Modifications d'ordre technique apportées aux Procédés et méthodes de la CDS – Modifications d'ordre administratif – Novembre 2017

L'Autorité des marchés financiers publie l'avis d'entrée en vigueur de modifications d'ordre technique visant à corriger des erreurs de grammaire et de renvoi et à améliorer la mise en forme stylistique des Procédés et méthodes.

Les modifications prendront effet dès la réception, par la CDS, des approbations réglementaires requises.

(Les textes sont reproduits ci-après).

Avis d'entrée en vigueur – Modifications d'ordre technique – Modifications d'ordre administratif,
novembre 2017

AVIS D'ENTRÉE EN VIGUEUR – MODIFICATIONS D'ORDRE TECHNIQUE APPORTÉES AUX PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE LA CDS

MODIFICATIONS D'ORDRE ADMINISTRATIF – NOVEMBRE 2017

A. DESCRIPTION DES MODIFICATIONS PROPOSÉES DES PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE LA CDS

Les modifications présentées ci-après sont d'ordre administratif et sont apportées dans le cadre normal de la révision des Procédés et méthodes de la CDS à l'intention des adhérents (les « Procédés et méthodes de la CDS »). Elles s'avèrent nécessaires dans un souci de correction et d'amélioration de la mise en forme stylistique.

ANGLAIS

Veuillez prendre note que la version anglaise comprend des modifications d'ordre technique qui ne figurent pas dans la version française et qui sont apportées aux fins de la concordance des deux versions, de la cohérence du texte ou de la qualité linguistique.

Procédés et méthodes à l'intention des adhérents aux Services de livraison de la CDS

- Chapitre 1, Services de livraison, section 1.2, Service de messagerie utilisé pour les services de livraison – Suppression de la phrase suivante qui fait référence à la boîte postale scellée, laquelle a été abandonnée : « Ce relevé est déposé dans la boîte postale scellée de l'adhérent le jour ouvrable suivant. »
- Chapitre 8, Service de livraison internationale, section 8.1, Règlements au moyen du Service de livraison avec New York – Suppression du paragraphe suivant qui fait référence à la boîte postale scellée, laquelle a été abandonnée : « La CDS transmet un relevé quotidien des services de messagerie présentant un sommaire des enveloppes reçues ainsi que de leur valeur déclarée. Ce relevé est déposé dans la boîte postale scellée de l'adhérent le jour ouvrable suivant. »

Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS

- Chapitre 1, Introduction aux rapports de la CDS, section 1.2, Liste de rapports – Suppression de la référence au rapport « CNS Consolidated Trade Summary » en raison de l'élimination de ce rapport. Suppression de doublons de rapports dans la liste (en français seulement).
- Chapitre 1, Introduction aux rapports de la CDS, section 1.2, Liste de rapports – Suppression de la référence au rapport « Supplemental Consolidated Trade Summary report (Cycles 1 and 2) » en raison de l'élimination de ce rapport.
- Chapitre 10, Rapports du Service de règlement net continu, section 10.5, Rapport d'écart de cote du RNC – Suppression du passage suivant en raison de la modification de l'horaire du processus de traitement : « et une autre fois après le processus RNC/RNL ».
- Chapitre 10, Rapports du Service de règlement net continu, section 10.9, Rapport de mise à jour des positions au RNC en cours – Suppression du passage suivant en raison de la modification de l'horaire du processus de traitement : « et une autre fois après le processus RNC/RNL ».
- Chapitre 10, Rapports du Service de règlement net continu, section 10.10, Rapport de mise à jour des positions au RNC avec date de valeur – Suppression du passage suivant en raison de la modification de l'horaire du processus de traitement : « et une autre fois après le processus RNC/RNL ».
- Chapitre 13, Rapport sur les droits et privilèges, section 13.33, Rapport de retrait de soumission non confirmé – Agent dépositaire – Suppression de la section, laquelle fait référence à ce rapport qui a été éliminé.
- Chapitre 13, Rapport sur les droits et privilèges, section 13.34, Rapport de retrait de soumission non confirmé – Adhérent – Suppression de la section, laquelle fait référence à ce rapport qui a été éliminé.
- Chapitre 16, Rapports internationaux – Suppression de l'entrée « Rapport CNS Consolidated Trade Summary » qui fait référence à ce rapport qui a été éliminé.

Avis d'entrée en vigueur – Modifications d'ordre technique – Modifications d'ordre administratif, novembre 2017

- Chapitre 16, Rapports internationaux – Suppression de l'entrée « Rapport Supplemental Consolidated Trade Summary (Cycles 1 and 2) » qui fait référence à ce rapport qui a été éliminé.
- Chapitre 16, Rapports internationaux, section 16.6, Rapport CNS Consolidated Trade Summary – Suppression de la section, laquelle fait référence à ce rapport qui a été éliminé.
- Chapitre 16, Rapports internationaux, section 16.29, Rapport Supplemental Consolidated Trade Summary (Cycles 1 and 2) – Suppression de la section, laquelle fait référence à ce rapport qui a été éliminé.

Guide de l'utilisateur et Procédés et méthodes du CDSX

- Chapitre 1, Introduction au CSDX, section 1.12, Services additionnels – Suppression de l'élément « Service de liaison avec le JASDEC » qui fait référence à cet adhérent dont la Convention d'adhésion a été résiliée (en date du 30 septembre 2017).
- Chapitre 3, Activités d'émission, section 3.6.5, Visualisation des renseignements sur l'admissibilité et les restrictions – Suppression de l'entrée « JSS – Service de liaison avec le JASDEC » qui fait référence à cet adhérent dont la Convention d'adhésion a été résiliée (en date du 30 septembre 2017).
- Chapitre 4, Blocs et composantes détachées inscrites en compte – Suppression du point « Dépôt de composantes matérielles démembrées » dans la liste à puces en raison des changements touchant les produits matériels démembrés.
- Chapitre 4, Blocs et composantes détachées inscrites en compte, section 4.4.1, Démembrement des obligations du marché intérieur faisant l'objet de restrictions au CDSX – Suppression de la section en raison des changements touchant les produits matériels démembrés.
- Chapitre 4, Blocs et composantes détachées inscrites en compte, section 4.4.2, Démembrement d'euro-obligations faisant l'objet de restrictions au CDSX – Suppression de la section en raison des changements touchant les produits matériels démembrés.
- Chapitre 4, Blocs et composantes détachées inscrites en compte, section 4.4.3, Démembrement des obligations du marché américain faisant l'objet de restrictions au CDSX – Suppression de la section en raison des changements touchant les produits matériels démembrés.
- Chapitre 6, Activités de dépôt – Suppression du point « Obligations coupons détachés matérielles » dans la liste à puces en raison des changements touchant les produits matériels démembrés.
- Chapitre 6, Activités de dépôt, section 6.4, Dépôt de valeurs – Correction d'une coquille (en anglais seulement).
- Chapitre 8, Activités de droits et privilèges, section 8.4.3, Retrait des sélections de choix confirmées, sous-section non numérotée, Dates limites aux fins de retrait – Suppression de l'étape 8 qui fait référence au Rapport de retrait de soumission non confirmé – Adhérent, lequel a été éliminé.
- Chapitre 8, Activités de droits et privilèges, section 8.1, Heures limites pour les activités de droits et privilèges – Après « À la date d'expiration de l'option », ajout de « à 10 h » afin de préciser l'heure d'échéance.

Procédés et méthodes de l'adhérent au Service de liaison directe avec la DTC

- Chapitre 1, À propos du Service de liaison directe avec la DTC, section 1.4, Facturation, sous-section non numérotée, Facturation de la CDS – Suppression du paragraphe indiquant que la CDS distribue dans les boîtes postales des adhérents des documents envoyés par la DTCC, puisque les boîtes postales scellées ont été abandonnées.

Adhésion aux services de la CDS

- Table des matières – Suppression du point 6.3, Boîtes postales scellées et les clés, qui fait référence aux boîtes postales scellées, lesquelles ont été abandonnées.
- Table des matières – Suppression du point 7.17, Service de liaison avec le JASDEC, qui fait référence à cet adhérent dont la Convention d'adhésion a été résiliée (en date du 30 septembre 2017).
- Chapitre 1, Introduction à la CDS, section 1.1, Gestion de l'accès aux systèmes et aux services de la CDS – Suppression du passage « des boîtes postales scellées et des clés » au troisième point de la liste à puces en raison de l'abandon des boîtes postales scellées.

Avis d'entrée en vigueur – Modifications d'ordre technique – Modifications d'ordre administratif, novembre 2017

- Chapitre 6, Dispositions relatives à l'accès aux locaux de la CDS – Suppression du point « Boîtes postales scellées et les clés » dans la liste à puces en raison de l'abandon des boîtes postales scellées et des clés.
- Chapitre 6, Dispositions relatives à l'accès aux locaux de la CDS, section 6.3, Boîtes postales scellées et les clés – Suppression de la section qui fait référence aux boîtes postales scellées, lesquelles ont été abandonnées.
- Chapitre 7, Adhésion aux services de la CDS et retrait des services de la CDS, section 7.17, Service de liaison avec le JASDEC – Suppression de la section, laquelle fait référence à cet adhérent dont la Convention d'adhésion a été résiliée (en date du 30 septembre 2017).

Procédés et méthodes de mise en gage et de règlement

- Chapitre 4, Modifier une mise en gage, section 4.8, Demande de règlement partiel – Mise à jour de la première phrase qui était incomplète au sujet de la mise en gage nécessaire à un règlement partiel, où « sur réception de nouvelles valeurs » devient « sur réception de nouvelles valeurs ou d'espèces ».

Procédés et méthodes relatifs au règlement et aux opérations

- Chapitre 1, Introduction au règlement et aux opérations, section 1.8, Livraisons internationales – Suppression du point « le Service de liaison avec le JASDEC », dans la liste à puces, qui fait référence à cet adhérent dont la Convention d'adhésion a été résiliée (en date du 30 septembre 2017).

Glossaire de la CDS

- Glossaire – Suppression de l'entrée « Service de liaison avec la JASDEC » qui fait référence à cet adhérent dont la Convention d'adhésion a été résiliée (en date du 30 septembre 2017).
- Acronymes et abréviations – Suppression de l'entrée « JASDEC » qui fait référence à cet adhérent dont la Convention d'adhésion a été résiliée (en date du 30 septembre 2017).

Demande d'adhésion à la CDS

- Annexe C (page 20) – Suppression de la référence aux boîtes postales scellées, lesquelles ont été abandonnées.
- Mise à jour de l'adresse de Services de dépôt et de compensation CDS inc. qui est maintenant le 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3.
 - Appendice B (page 26)
 - Appendice C (page 27)
 - Appendice D (page 28)
 - Appendice E (page 29)
 - Appendice H (page 36) [NdT : Le contenu de l'appendice est en anglais seulement.]
 - Appendice L (page 51)

Formulaires CDSX

- CDSX174F – Remplacement de la désignation des fondés de pouvoir : Mise à jour de l'adresse de la CDS qui est maintenant le 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3.
- CDSX218F – Demande de transmission de données : Modification de la liste des fichiers de données en fonction de ceux qui sont actuellement à la disposition des adhérents :
 - suppression de « 0020 Fichier sommaire sur les opérations au RNC consolidées de la NSCC »;
 - ajout de « 0028-02 Fichier sommaire des opérations consolidées de la NSCC (CTS) en format CSV »;
 - ajout de « Fichier sommaire des opérations consolidées de la NSCC (CTS) en format lisible par machine ».
- CDSX377F – InterLink/SWIFT Service – Demande de messages : Correction d'une coquille (en anglais seulement). Corrections grammaticales (en français seulement). Correction d'une traduction.
- CDSX798F – CDS – Services en ligne, Soutien – Détails afférents à l'admissibilité aux services, Fonctions du grand livre :

Avis d'entrée en vigueur – Modifications d'ordre technique – Modifications d'ordre administratif, novembre 2017

- Suppression de l'entrée « JSS – livraison sans contrepartie » en raison de la résiliation de la Convention d'adhésion de l'adhérent. Correction d'une coquille (en français seulement).
- Mise à jour du logo, remplacé par celui de TMX CDS.
- CDSX811F – Formulaire de réclamation : Mise à jour de l'adresse de la CDS qui est maintenant le 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3.
- CDSX831F – Lettre d'autorisation :
 - Mise à jour de l'adresse de la CDS qui est maintenant le 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3.
- CDSX832F – Présentation de l'avis juridique :
 - Mise à jour de l'adresse de la CDS qui est maintenant le 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3.
- CDSX836F – Service de secours sur place de la CDS, Demande d'abonnement :
 - Mise à jour du logo, remplacé par celui de TMX CDS.
 - Mise à jour de l'adresse de la CDS qui est maintenant le 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3.
- CDSX837F – Avis d'accès (terminal) partagé à l'intention des adhérents :
 - Mise à jour du logo, remplacé par celui de TMX CDS.
 - Mise à jour de l'adresse de la CDS qui est maintenant le 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3.
- CDSX843F – Demande d'accès aux services Web à l'intention des adhérents de la CDS : Correction du nom Service de demande de certificat relatif au formulaire NR7-R, remplacé par Service de paiement CDS-DTCC.
- CDSX858F – Désignation du tiers pour l'enregistrement d'opérations et autorisation (« TEO ») :
 - Mise à jour du logo, remplacé par celui de TMX CDS.
 - Mise à jour de l'adresse de la CDS qui est maintenant le 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3.
- SMS012F – Formulaire de confirmation des valeurs inscrites :
 - Déplacement du logo de TMX CDS, maintenant en haut à gauche.
 - Mise à jour de l'adresse de la CDS qui est maintenant le 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3.
 - Correction d'une coquille (en anglais seulement). Correction de diverses formulations (en français seulement).
- SMS013F – Lettre de demande :
 - Mise à jour de l'adresse de la CDS qui est maintenant le 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3.
 - Correction de coquilles (en anglais seulement). Correction de diverses formulations (en français seulement).

FRANÇAIS

Veuillez prendre note que la version française comprend des modifications d'ordre technique qui ne figurent pas dans la version anglaise et qui sont apportées aux fins de la concordance des deux versions, de la cohérence du texte ou de la qualité linguistique.

Les modifications suivantes sont uniquement apportées dans les versions françaises.

Procédés et méthodes de l'agent des transferts

- Chapitre 1, Introduction, section 1.4, Fonctions du gardien au CDSX – Révision de la traduction de cette section afin d'être cohérent avec la version anglaise : « Fonctions du gardien au CDSX » devient « Fonctions de garde du CDSX » [*CDSX custodian functions*]. Correction d'une coquille dans le tableau.
- Chapitre 4, Traitement des demandes de dépôt de valeurs, section 4.4, Interrogation des dépôts de valeurs au CDSX – Uniformisation des occurrences de traduction de *transfer agents* pour « agents des transferts », en remplacement de « agents de transfert ».

Avis d'entrée en vigueur – Modifications d'ordre technique – Modifications d'ordre administratif, novembre 2017

Guide de l'utilisateur et Procédés et méthodes du CDSX

- Chapitre 3, Activités d'émission, section 3.2.4, Émissions inscrites en compte seulement – Ajout de « différé » à « avec certificat » dans la liste à puces afin d'être conforme à la version anglaise [*deferred certificate*, dans ce contexte].
- Chapitre 3, Activités d'émission, section 3.8, Établissement d'émissions autres que celles du marché monétaire, point 1 – Révision de la traduction du point 1 afin d'être conforme à la version anglaise.
- Chapitre 3, Activités d'émission, section 3.8, Établissement d'émissions autres que celles du marché monétaire, point 7 – Aux fins d'uniformisation, modification de « sans certificats » à « sans certificat » [*non-certificated*], et de « avec certificats différés » à « avec certificat différé » [*deferred certificate*, dans ce contexte].
- Chapitre 7, Activités de retrait, section 7.3, Demande de retrait de valeurs – Suppression du paragraphe commençant par « Les heures limites en vigueur [...] » afin d'être conforme à la version anglaise.

Les modifications des Procédés et méthodes de la CDS sont soumises à l'examen et à l'approbation du Comité d'analyse du développement stratégique (CADS) de la CDS. Le CADS choisit ou révisé les projets de développement des systèmes de la CDS et les autres modifications proposées par les adhérents et la CDS, il en établit l'ordre de priorité et il en surveille le déroulement. Les membres du CADS, qui comprennent des représentants des adhérents de la CDS, se réunissent tous les mois.

Les modifications susmentionnées ont été examinées et approuvées par le CADS le 23 novembre 2017.

Les modifications proposées des Procédés et méthodes peuvent être consultées et téléchargées à partir de la page Documentation du site Web de la CDS, au <https://www.cds.ca/cds-services/user-resources/user-documentation>.

B. CLASSIFICATION – MODIFICATIONS D'ORDRE TECHNIQUE

Les modifications proposées dans le présent avis sont considérées comme étant d'ordre technique, portant sur des procédures d'exploitation courantes et des pratiques administratives relatives aux services de règlement, et elles visent à corriger des erreurs de grammaire et de renvoi et à améliorer la forme stylistique.

C. DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE LA CDS

La CDS est reconnue à titre de chambre de compensation par l'Autorité des marchés financiers en vertu de l'article 169 de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec, ainsi qu'à titre d'agence de compensation par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario en vertu du paragraphe 21.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario et par la British Columbia Securities Commission en vertu du paragraphe 24d) de la *Securities Act* de la Colombie-Britannique. De plus, la CDS est réputée être la chambre de compensation pour le CDSX^{MD}, système de compensation et de règlement désigné par la Banque du Canada en vertu de l'article 4 de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements*.

La CDS a établi que les modifications entreraient en vigueur dès la réception des approbations réglementaires requises.

Avis d'entrée en vigueur – Modifications d'ordre technique – Modifications d'ordre administratif,
novembre 2017

D. QUESTIONS

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet du présent avis, veuillez communiquer avec :

Andrea Weissler
Documentaliste, Gouvernance et surveillance d'entreprise
Services de dépôt et de compensation CDS inc.
100, rue Adelaide Ouest
Toronto (Ontario) M5H 1S3
Téléphone : 416 365-8406
Courriel : andrea.weissler@tmx.com

CHAPITRE 1 SERVICES DE LIVRAISON
Personnel autorisé

Actuellement, la CDS utilise Brink's^{MD} Canada à titre de fournisseur de service de messagerie par véhicules blindés.

Veillez informer le service de messagerie par véhicules blindés si la valeur de l'envoi est supérieure à 50 millions de dollars.

La CDS transmet un relevé quotidien des services de messagerie présentant un sommaire des enveloppes reçues par un adhérent ainsi que leur valeur déclarée (le cas échéant). ~~Ce relevé est déposé dans la boîte postale scellée de l'adhérent le jour ouvrable suivant.~~ Pour toute erreur, veuillez communiquer avec la caisse-titre de la CDS le jour même. Tout écart relevé après la date de livraison doit être signalé au Service à la clientèle de la CDS.

1.3 Personnel autorisé

Les adhérents doivent présenter une carte d'identité de messenger ou une lettre d'autorisation afin de cueillir des enveloppes aux bureaux de la CDS.

1.4 Frais d'omission de cueillette

Des frais sont imputés pour toute omission de cueillir une enveloppe avant la fermeture quotidienne des bureaux. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le barème de prix de la société Services de dépôt et de compensation CDS inc.

CHAPITRE 8

Service de livraison internationale

Le service de livraison internationale est un service de messagerie par véhicules blindés bidirectionnel utilisé par les adhérents afin de livrer des titres non négociables, des titres négociables et des documents (c.-à-d., des rapports et des avis) de la CDS à la Depository Trust Company (« DTC »), à la National Securities Clearing Corporation (« NSCC ») ou à l'agent des transferts approprié. Les livraisons sont effectuées de l'une des manières suivantes :

- **Règlements au moyen du Service de liaison avec New York** – L'adhérent dépose à la CDS les enveloppes de règlement pour le Service de liaison avec New York. Un service de messagerie par véhicules blindés livre les enveloppes à la NSCC pour le Service interurbain de règlement par enveloppes (« SIRE »).
- **Dépôts au moyen du Service de liaison avec New York ou du Service de liaison directe avec la DTC** – L'adhérent dépose à la CDS les dépôts pour le Service de liaison avec New York. Un service de messagerie par véhicules blindés livre les enveloppes à la DTC.
- **Dépôts et retraits de titres américains au CDSX** – L'adhérent dépose à la CDS les dépôts de titres destinés à la DTC. Un service de messagerie par véhicules blindés livre les enveloppes à la DTC.

Remarque : Pour tous les services, la DTC communique directement avec l'adhérent pour les questions afférentes au Bureau du contrôle des avoirs étrangers.

8.1 Règlements au moyen du Service de liaison avec New York

Les enveloppes du SIRE sont utilisées aux fins de règlement au moyen du Service de liaison avec New York.

Ce service peut être utilisé aux fins de livraison des types de titres et de documents suivants :

- titres non négociables;
- titres négociables;
- autres documents.

~~La CDS transmet un relevé quotidien des services de messagerie présentant un sommaire des enveloppes reçues ainsi que de leur valeur déclarée. Ce relevé est déposé dans la boîte postale scellée de l'adhérent le jour ouvrable suivant.~~

Pour toute erreur, veuillez communiquer avec la CDS le jour même. Tout écart relevé après la date de livraison doit être signalé au Service à la clientèle de la CDS.

CHAPITRE 1 À PROPOS DU SERVICE DE LIAISON DIRECTE AVEC LA DTC

Facturation

Remarque : Les adhérents ne peuvent pas demander une augmentation provisoire de leur plafond de débit net.

1.4 Facturation

La facturation des services de liaison directe avec la DTC se divise en deux étapes :

- facturation de la DTCC;
- facturation de la CDS.

Facturation de la DTCC

La facturation de la DTCC comporte le montant net payable à la DTCC ou payable par cette dernière pour le mois précédent (y compris les frais afférents à Omgeo). Ce montant est payé par l'intermédiaire du compte de règlement de la DTCC de chaque adhérent le quinzième jour de chaque mois ou le premier jour ouvrable suivant ce jour s'il tombe un jour férié.

À l'occasion, l'adhérent peut recevoir un crédit dans son compte de règlement lorsque la DTCC calcule ses réductions relatives au service et à l'utilisation. Ces crédits ne font pas partie du cycle de facturation ni de la facturation de la CDS.

Facturation de la CDS

Le septième jour ouvrable de chaque mois, la CDS envoie une facture à chaque adhérent. Sur la facture, les éléments suivants apparaissent à la section Internationale :

- le montant facturable à la DTCC des deux mois précédents;
- la majoration de ce montant par la CDS;
- les frais de la CDS relatifs aux activités du mois précédent.

Pour déterminer le montant de la majoration de la CDS, cette dernière obtient le total de la DTCC et Omgeo, y soustrait tous les frais relatifs aux ADR et calcule la majoration appropriée conformément à la liste des prix des produits à l'intention des adhérents.

~~Au septième jour ouvrable du mois, la CDS distribue ses factures mensuelles et une copie de la facture du Service de liaison directe avec la DTC envoyée par la DTCC, dans les boîtes postales des adhérents.~~

Le paiement en dollars américains est prélevé par la CDS au moyen du Service de règlement des valeurs le neuvième jour ouvrable du mois et apparaît au rapport CNS CASH RECONCILIATION STATEMENT. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*.

Service de livraison avec la SEB

Lien de garde unilatéral établi par la CDS avec la Skandinaviska Enskilda Banken AB (SEB) dans le but de simplifier les virements électroniques de titres suédois entre la CDS et la SEB.

Service de liaison avec Euroclear France

Lien de garde unilatéral établi par la CDS avec Euroclear France dans le but de simplifier les virements électroniques de titres français, admissibles tant à la CDS qu'à Euroclear France, entre les deux services de dépôt.

~~Service de liaison avec la JASDEC~~

~~Lien de garde unilatéral établi par la CDS avec le Japan Securities Depository Center, Inc. (JASDEC) dans le but de simplifier les virements électroniques de titres canadiens, admissibles tant à la CDS qu'à la JASDEC, entre les deux services de dépôt.~~

Service de liaison avec New York (SLNY)

Service de la CDS qui permet aux adhérents de cette dernière d'accéder aux services de compensation de la National Securities Clearing Corporation (NSCC) aux fins de compensation et de règlement des opérations hors cote auprès de maisons de courtage de valeurs des États-Unis. Les abonnés du service ont accès au marché américain par l'intermédiaire de tous les produits et services offerts par la Depository Trust Company (DTC), la NSCC et OMGEO (grâce à des comptes cautionnés par la CDS à la DTC et à la NSCC) sans avoir à devenir membres de la DTC ou de la NSCC.

Service de liaison directe avec la DTC (SLDDTC)

Service de la CDS qui permet aux adhérents de cette dernière d'utiliser les services de garde, de compensation et de règlement institutionnels de la Depository Trust Company (DTC) et de procéder au règlement individuel. Les abonnés du service ont accès au marché américain par l'intermédiaire de tous les produits et services offerts par la DTC et OMGEO (grâce à des comptes cautionnés par la CDS à la DTC) sans avoir à devenir membres de la DTC.

Acronymes et abréviations

ACP	Association canadienne des paiements
ACT	service automatisé de confirmation de transactions
BDN^{MD}	Base de données nationale d'inscription
CDCC	Corporation canadienne de compensation de produits dérivés
CDS^{MD}	La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée
DAV	dispositif d'appariement virtuel
DRS	Service d'inscription directe
DT	demande de transfert
DTC	The Depository Trust Company
DTCC	The Depository Trust & Clearing Corporation
FPV	Fichier principal des valeurs
IDUC	identificateur de l'unité du client
IRMS	<i>Internal Risk Management System</i>
ISIN	numéro international d'identification des valeurs mobilières
JASDEC	Japan Securities Settlement Depository Center, Inc.
MPIC	mode de paiement par inscription comptable
NASDAQ	National Association of Securities Dealers Automated Quotations
NELTC^{MC}	Notification en ligne — transfert de comptes
NSCC	National Securities Clearing Corporation
RI	règlement individuel
RNC	règlement net continu
RNL	règlement net par lots
RPC	règlement par certificats
SAE	Service d'avertissement électronique
SCRIBE^{MC}	<i>System for Canadian Real-Time Information Broadcast Electronically</i> (système pour la diffusion d'information canadienne par voie électronique en temps réel)
SEB	Skandinaviska Enskilda Banken AB
SEDAR^{MD}	Système électronique de données, d'analyse et de recherche
SEEIR	Service d'enregistrement électronique des instructions de règlement
SIDP	Services d'information et de droits et privilèges sur les valeurs
SGCR	Système de garde et de compensation réseau
SGG	Système de gestion de la garantie
SGR	Système de gestion des rapports

CHAPITRE 1 INTRODUCTION AU CDSX
Services additionnels

Pour plus de renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*.

1.12 Services additionnels

Les adhérents peuvent souscrire à des services additionnels offerts au CDSX, notamment :

- le service InterLink – Une solution de recharge à l'utilisation des systèmes en direct de la CDS pour transmettre les détails des transactions, recevoir des messages relatifs aux transactions et aux systèmes. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Services interactifs et par lots de la CDS - Renseignements techniques*.
- des fonctions limitées au grand livre du Service de dépôt – Les adhérents qui doivent utiliser un grand livre du Service de dépôt pour la séparation de valeurs du marché monétaire peuvent avoir un accès limité au CDSX. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Adhésion aux services de la CDS*.
- le service Notification en ligne - transfert de compte (NELTC) – ce service facilite les échanges de données sur les comptes clients entre les abonnés. Il permet de remplacer les demandes de transfert sur papier et les listes de biens connexes utilisées pour effectuer un transfert de comptes clients d'un courtier à un autre. Le service NELTC permet le transfert électronique des renseignements et offre un processus de confirmation en ligne. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Guide de l'utilisateur du service NELTC*.
- le Service de Bulletins – la CDS rédige et diffuse des bulletins d'information afférents aux activités cruciales résultant de l'émission quotidienne de valeurs, de l'échange quotidien de valeurs, du traitement quotidien de droits et privilèges sur valeurs et des liens internationaux. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Bulletins de la CDS](#) du site Web de la CDS (www.cds.ca).
- le service de transmission des fichiers – ce service offre les détails des transactions du CDSX et les renseignements sur les titres et les droits et privilèges, les détails des positions au grand livre et les renseignements sur les activités de la DTCC au début et à la fin de la journée. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Services interactifs et par lots de la CDS - Renseignements techniques*.
- le Service d'appariement des opérations – Un service qui effectue l'appariement des opérations non boursières. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes relatifs au règlement et aux opérations*.

CHAPITRE 1 INTRODUCTION AU CDSX
Services additionnels

- le Service de règlement net continu – Un service qui établit le solde net des opérations admissibles avec des positions au RNC avec date de valeur. Les positions au RNC qui ont atteint leur date de valeur deviennent des positions au RNC en cours et sont soumises aux fins du règlement RNC. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes relatifs au règlement et aux opérations*.
- le Service d'opérations en fonds seulement liées à des CPG – Un service qui permet aux émetteurs et aux acheteurs de CPG de régler les fonds, quotidiennement et sans intermédiaire, liés à de nouveaux CPG, aux paiements à l'échéance, aux versements d'intérêt, aux commissions et aux remboursements anticipés. Ces opérations non boursières sont créées au moyen de fichiers par lots par un centre de traitement à façon des CPG (par ex., CANNEX).
- l'Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées – cette interface permet aux adhérents de soumettre au CDSX des opérations institutionnelles appariées, et ce, au moyen d'un dispositif d'appariement virtuel (DAV). Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes relatifs au règlement et aux opérations*.
- les services internationaux — La CDS offre les services internationaux suivants :
 - Service de liaison directe avec la DTC;
 - Service de liaison avec CAVALI;
 - Service de virements transfrontaliers entre la CDS et la DTC;
 - Service de liaison avec Euroclear France;
 - ~~Service de liaison avec le JASDEC;~~
 - Service de liaison avec New York;
 - Service de liaison avec la SEB.
- le Service système d'établissement du solde net SOLA – Le CDSX offre une passerelle aux adhérents qui utilisent l'application d'établissement du solde net des titres à revenu fixe SOLA de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (« CDCC »). Au moyen du CDSX, les utilisateurs de SOLA peuvent soumettre, modifier et confirmer des opérations non boursières de pension sur titres et des opérations en espèces non boursières aux fins d'établissement du solde net et de novation à la CDCC.

Pour souscrire à ces services, veuillez consulter le guide *Adhésion aux services de la CDS*.

CHAPITRE 3 ACTIVITÉS D'ÉMISSION
Visualisation des renseignements sur les valeurs confirmées

PÉRIODE DE CARACTÉRISTIQUES

```

HB18 SERVICES DE DEPOT ET DE COMPENSATION CDS INC. 14:32:59 03-03-21
INTERRO PERIODE DE CARACTERISTIQUES
LYDI

NUMERO DE VALEUR: CA 50186E1007 RET PR1 SECURITY (CAD)
TYPE DE CARAC: DIV DIVIDENDE
DATE D'EFFET : 2004-02-02

DATE LIMITE: 2005-01-01 REGLE DATE CLOT REG: 0
INITIATEUR: I
INDIC DE PERIODICITE : N NBRE JRS/MOIS:
FREQUENCE - CARACT:

INDIC DE PRD : IND DE DIVIDENDE AVEC CHOIX:
-----DATES DE PAIEM-----
1ER : PRECEDENT: SUIV:
IND DE SUPPRESS : N
REMARQUE:

PF: 1/AIDE 3/SRTIE 4/MENU 5/REGEN 6/SUIVANT 9/MESS 10/SAUV
OPTION: _ DONNEES:

```

5. Pour visualiser des détails de taux particuliers, appuyez sur PF6. L'écran **DÉTAIL DES CARACTÉRISTIQUES** à la page 72 apparaît.

DÉTAIL DES CARACTÉRISTIQUES

```

HB19 SERVICES DE DEPOT ET DE COMPENSATION CDS INC. 14:33:10 03-03-21
INTERRO DETAIL DES CARACTERISTIQUES LIGNE: 1 DE
LYDI

NO DE VALEUR: CA 50186E1007 RET PR1 SECURITY (CAD)
TYPE DE CAR: DIV DIVIDENDE
ENTREE EN VIG: 2004-02-02 EXPIRATION: 2005-01-01

MONNAIE NO DE VALEUR TYPE DE TAUX SOUMETTRE IND
----- TAUX ----- OU RECEV. SUP
-----

PF: 1/AIDE 3/SRTIE 4/MENU 5/REGENERER 7/RECULER 8/AVANCER 9/MESS 10/SAUV
OPTION: _ DONNEES:

```

6. Consultez les détails afférents aux caractéristiques.

3.6.5 Visualisation des renseignements sur l'admissibilité et les restrictions

Lorsqu'une valeur est établie au CDSX, la CDS détermine l'admissibilité de la valeur aux services de la CDS et applique des restrictions sur les fonctionnalités du CDSX.

CHAPITRE 3 ACTIVITÉS D'ÉMISSION
Visualisation des renseignements sur les valeurs confirmées

Pour visualiser les caractéristiques d'admissibilité et les restrictions d'une valeur :

1. Accédez à l'écran **LISTE DE VALEURS** à la page 65. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Visualisation des renseignements sur les valeurs confirmées](#) à la page 64.
2. Tapez 5 dans le champ CH en regard de la valeur pertinente et appuyez sur ENTRÉE. L'écran **SÉLECTION DE VALEUR** à la page 65 apparaît. Cet écran contient les renseignements sur l'admissibilité de la valeur au CDSX.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ADMISSIBILITÉ

```

HBIA SERVICES DE DEPOT ET DE COMPENSATION CDS INC. 14:33:40 03-03-21
INTERRO RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ADMISSIBILITE
LYDI
NO VALEUR: CA 50186E1007 NOM ABREGE: RET PRI SECURITY (CAD)

SERVICE D'ADMISS      DATE ENTR VIGU      SUPPR
CNS                    2003-02-26
DCS                    2000-05-10
DTC                    2000-05-10
JSS                    2000-07-06

PF: 1/AIDE 3/SRTIE 4/MENU 5/REGENERER 6/SUIVANT 9/MESS 10/SAUV
OPTION: _  DONNEES:
  
```

3. Vérifiez les champs indiqués dans le tableau ci-dessous.

Champ	Description
SERVICE D'ADMISS	Services auxquels la valeur est admissible : DCS – Services offerts par le CDSX; RNC – Services offerts par le Service de règlement net continu; DTC – Service de virements transfrontaliers entre la CDS et la DTC; EOC – Service de liaison avec Euroclear France; JSS – Service de liaison avec le JASDEC; SEB – Service de liaison avec la SEB; SNS – Service système d'établissement du solde net SOLA.
DATE ENTR VIGU	Date à laquelle l'admissibilité au service entrera en vigueur.
SUPPR	Indique si l'admissibilité a été supprimée.

4. Pour visualiser les restrictions relatives à la valeur, appuyez sur PF6. L'écran **RESTRICTIONS DE FONCTIONS – RENSEIGNEMENTS** à la page 74 apparaît.

CHAPITRE 4

Blocs et composantes détachées inscrites en compte

Le Service d'inscription en compte de composantes détachées de la CDS permet aux adhérents de démembrer des valeurs, de les reconstituer et de les mettre en blocs.

Remarque : Ce service n'est pas offert pour les titres émis par le Trésor américain. Les adhérents désirant effectuer le démembrement de titres émis par le Trésor américain doivent utiliser le *Commercial Book Entry System* du Trésor américain. Les adhérents qui choisissent de virer des titres démembrés émis par le Trésor américain à la CDS doivent demander à cette dernière de rendre l'effet démembré admissible au CDSX. L'effet démembré, une fois admis au CDSX, sera établi de la même manière qu'un titre ordinaire émis par le Trésor américain. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Demande d'admissibilité d'émissions au CDSX](#) à la page 50.

Les activités relatives aux composantes détachées et aux blocs inscrits en compte sont les suivantes :

- Démembrement des valeurs – Les adhérents peuvent démembrer les valeurs en divisant les titres d'emprunt détenus dans leur compte séparé, comme indiqué dans le tableau ci-dessous

Type de valeur	Peut être démembrée comme suit...
Obligations	En composantes individuelles d'intérêt, de capital et de paiement (d'intérêt ou de capital), qui correspondent aux paiements individuels. Chaque paiement d'intérêt ou de capital sur l'obligation sous-jacente est traité comme un versement à échéance de la composante correspondante.
Valeurs adossées à des créances	En composantes de paiement mensuel et de capital.

La CDS soutient la création de composantes détachées non conformes. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Demande de démembrement d'un titre d'emprunt](#) à la page 91.

- Mise en bloc des valeurs – Les adhérents peuvent mettre en bloc les composantes détachées inscrites en compte en prenant une partie ou la totalité des composantes d'intérêt ou de capital restantes d'une valeur et en créant de nouvelles valeurs portant un nouveau numéro ISIN distinct et des positions distinctes. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Mise en bloc de valeurs inscrites en compte](#) à la page 102.

CHAPITRE 4 BLOCS ET COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE

- Reconstitution de valeurs – Les adhérents peuvent reconstituer des valeurs en rassemblant les composantes individuelles d'intérêt, de capital ou de paiement relatives à la valeur initiale émise. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Reconstitution de valeurs](#) à la page 95.
- ~~Dépôt de composantes matérielles démembrées — Les adhérents peuvent déposer des coupons et des composantes résiduelles (composantes d'obligations détachées) d'obligations qui ont été démembrées manuellement. Les obligations coupons détachés sont crédités à leur compte sous l'ISIN de la composante détachée inscrite en compte de la CDS appropriée. Une fois déposée, l'obligation coupons détachés ne peut pas faire l'objet d'un retrait avant l'échéance. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Remplissez le VIREMENT ENTRE ADHÉRENTS \(CDSX225F\)](#) et télécopiez le formulaire au service d'Exploitation de la CDS à Toronto. La CDS confirme l'opération et la position se règle, à la page 106.~~
- Traitement des droits et privilèges des composantes détachées, des blocs et des valeurs reconstituées – La CDS traite les droits et privilèges des composantes détachées, des blocs et des valeurs reconstituées séparément des événements des titres sous-jacents d'après les règles et les restrictions. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Droits et privilèges relatifs aux composantes détachées, aux blocs et aux valeurs reconstituées](#) à la page 209.
- Rapports des composantes détachées et des blocs – Des redressements au grand livre des composantes détachées sont effectués pour créer des positions au grand livre pour les activités de composantes détachées et de blocs. Les transactions de redressement de composantes détachées figurent au Rapport DES TRANSACTIONS RÉGLÉES le jour où le redressement est effectué.

Les adhérents peuvent repérer les transactions exécutées à l'égard des composantes démembrées en :

- sélectionnant le type de transaction J dans le **Rapport** DES TRANSACTIONS RÉGLÉES à l'écran **Sélection** le même jour.
- révisant le **Rapport** TRANSACTIONS QUOTIDIENNES le lendemain. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*.

Le guide *Les services de la CDS pour les valeurs démembrées : Aperçu à l'intention des négociateurs et des gestionnaires de placements* fournit des renseignements supplémentaires sur les services offerts par la CDS en matière d'obligations coupons détachés et de blocs. Pour consulter ce document, veuillez accéder à la section [Services de la CDS relatifs aux composantes détachées](#) du site Web de la CDS (www.cds.ca).

CHAPITRE 4 BLOCS ET COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE
Demande de démembrement d'un titre d'emprunt

2. Vérifiez dans les bulletins d'admissibilité si les numéros ISIN de composantes détachées inscrites en compte ont été attribués à la valeur sous-jacente.
 Si des numéros ISIN n'ont pas été attribués aux composantes détachées inscrites en comptes, vous devez en faire la demande comme indiqué à la section [Demande d'ISIN pour les composantes détachées et les blocs inscrits en compte](#) à la page 85, puis passez à l'[étape 3](#).
3. Remplissez une DEMANDE DE COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE (CDSX047F) pour chaque valeur sous-jacente démembrée comme suit :
 - entrez la valeur nominale de la valeur à démembrer (le chiffre doit être entier);
 - entrez le nombre de composantes d'intérêt ou de paiement, de composantes de capital et le nombre total de composantes;
 - ne tenez pas compte de la section réservée aux titres de participation;
 - faites appel à un signataire autorisé pour :
 - signer le formulaire, si vous l'envoyez par télécopieur;
 - approuver le courriel, si vous envoyez le formulaire par courriel.
4. Transmettez le formulaire par télécopieur ou par courriel au service d'Exploitation de la CDS à Toronto au plus tard à 10 h, heure de l'Est (8 h, heure des Rocheuses et 7 h, heure du Pacifique) pour un traitement la journée même ou après 10 h, heure de l'Est (8 h, heure des Rocheuses et 7 h, heure du Pacifique) pour un traitement le lendemain.

La CDS procède à un redressement au grand livre des composantes détachées pour :

- débiter la valeur sous-jacente du compte séparé de l'adhérent;
- créditer au compte séparé de l'adhérent chaque composante détachée liée à la valeur sous-jacente.

4.4.1 ~~Démembrement des obligations du marché intérieur faisant l'objet de restrictions au CDSX~~

~~Les adhérents peuvent démembrer des émissions qui sont normalement non admissibles aux activités du CDSX si l'ensemble des valeurs déposées est démembré sans délai. La valeur nominale maximum de chaque certificat ne doit pas être supérieure à 40 000 000 \$ quotidiennement et le nombre de certificats traités ne doit pas dépasser 20 par adhérent par jour.~~

~~Les valeurs assorties de coupons seront refusées si elles ne satisfont pas aux normes suivantes :~~

- ~~chaque coupon doit porter un numéro de série entier visible et lisible;~~

CHAPITRE 4 BLOCS ET COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE
Demande de démembrement d'un titre d'emprunt

- ~~tous les coupons restants doivent être joints (sauf ceux qui arrivent à échéance dans les 15 jours);~~
- ~~tous les coupons doivent être intacts (c. à d. ne pas être endommagés ou collés);~~
- ~~les coupons arrivant à échéance dans les 15 jours doivent être détachés.~~

~~Pour démembrement des obligations du marché intérieur émis par un émetteur canadien :~~

1. ~~Assurez-vous que les certificats sont entièrement immatriculés (si les certificats peuvent être immatriculés) ou immatriculés quant au capital seulement (si les certificats ne peuvent pas être entièrement immatriculés) au nom suivant :~~
~~CDS & CO.~~
~~C.P. 1038, Station A~~
~~25, The Esplanade~~
~~Toronto (Ontario) M5W 1E0~~
2. ~~Remplissez trois exemplaires de la DEMANDE DE COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE (CDSX047F) pour chaque émission comme suit :~~
 - ~~entrez la valeur nominale de la valeur à démembrement (le chiffre doit être entier);~~
 - ~~entrez le nombre de composantes d'intérêt, de capital ou de paiement et le nombre total de composantes;~~
 - ~~ne tenez pas compte de la section réservée aux titres de participation;~~
 - ~~faites signer le formulaire par un signataire autorisé;~~
 - ~~cochez la case Obligation faisant l'objet de restrictions jointe.~~
3. ~~Si les valeurs doivent être livrées à un autre centre, veuillez remplir un BORDEREAU DE CONTRÔLE LIVRAISON INTERURBAINE (CDSX184B) pour chaque destination. Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des Services de livraison de la CDS, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes à l'intention des adhérents aux Services de livraison de la CDS*.~~
4. ~~Joignez aux certificats deux exemplaires de la DEMANDE DE COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE. Joignez également un BORDEREAU DE CONTRÔLE LIVRAISON INTERURBAINE (CDSX184B), le cas échéant.~~
5. ~~Livrez les certificats et les formulaires au service d'Exploitation de la CDS à Toronto au plus tard à 10 h, heure de l'Est (8 h, heure des Rocheuses et 7 h, heure du Pacifique). La CDS signe chaque formulaire ENVELOPE SEAL (CDSX001), vérifie les certificats en présence du messenger, étampe ou appose ses initiales sur le formulaire et remet ce formulaire et le formulaire ENVELOPE SEAL au messenger.~~
~~Si les certificats sont refusés, apportez les changements nécessaires et soumettez de nouveau la demande.~~

CHAPITRE 4 BLOCS ET COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE
Demande de démembrement d'un titre d'emprunt

6. ~~Lorsque les rajustements sont effectués au grand livre pour la valeur dans votre compte, vérifiez le crédit de la façon habituelle.~~

~~La CDS traite la demande de composantes détachées de la façon habituelle.~~

4.4.2 Démembrement d'euro obligations faisant l'objet de restrictions au CDSX

~~Ce service est seulement disponible les jours d'ouverture de la CDS à Toronto et d'Euroclear.~~

~~Pour démembrement des euro obligations émises par un émetteur canadien qui sont admissibles au CDSX, mais qui comportent des restrictions :-~~

1. ~~Remplissez la DEMANDE DE COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE TITRES D'EMPRUNT DES MARCHÉS ÉTRANGERS (CDSX007F).~~
2. ~~Télécopiez le formulaire au service d'Exploitation de la CDS à Toronto avant 10 h, heure de l'Est (8 h, heure des Rocheuses et 7 h, heure du Pacifique) le jour précédant la livraison.~~
3. ~~Effectuez une livraison de nuit sans frais au compte de gardien de la CDS à Euroclear (BSDT A/C n° GDDF5940002, Euroclear n° 91770).~~
4. ~~Lorsqu'un rajustement au grand livre pour la valeur a été effectué, au terme de la livraison, vérifiez le crédit au Rapport TRANSACTIONS QUOTIDIENNES. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*.~~

~~La CDS traite la demande de la façon habituelle.~~

4.4.3 Démembrement des obligations du marché américain faisant l'objet de restrictions au CDSX

~~Ce service est seulement disponible les jours d'ouverture de la DTCC et de la CDS à Toronto.~~

~~Pour démembrement des obligations du marché américain faisant l'objet de restrictions au CDSX émises par un émetteur canadien :-~~

1. ~~Assurez vous que la liste de composantes démembrées pour l'ISIN existe pour l'émission indiquée sur la demande.~~
2. ~~Avant le démembrement, communiquez avec le service d'Exploitation de la CDS à Vancouver pour l'aviser d'un virement transfrontalier en provenance de la DTCC des obligations sous jacentes faisant l'objet de restrictions au CDSX.~~

CHAPITRE 4 BLOCS ET COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE

Reconstitution de valeurs

3. ~~Remplissez la DEMANDE DE COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE TITRES D'EMPRUNT DES MARCHÉS ÉTRANGERS (GDSX007F). Si vous envoyez le formulaire au service d'Exploitation de la CDS à Toronto, veuillez en remplir trois exemplaires.~~
4. ~~Envoyez les formulaires dûment remplis par télécopieur ou par courrier au service d'Exploitation de la CDS à Toronto avant 10 h, heure de l'Est (8 h, heure des Rocheuses et 7 h, heure du Pacifique).~~
5. ~~Effectuez une livraison sans contrepartie au compte 5099 de la CDS à la DTCC au plus tard à 10 h, heure de l'Est (8 h, heure des Rocheuses et 7 h, heure du Pacifique).~~
6. ~~Assurez-vous que l'IDUC apparaisse à l'écran de choix de livraison de la DTCC DTCC DELIVERY OPTION et que FOR STRIPPING PURPOSES soit indiqué dans le champ COMMENTS.~~
7. ~~Vérifiez que le dépôt de valeurs est crédité au bon compte.~~

Remarque : ~~La CDS peut refuser des livraisons si les étapes susmentionnées ne sont pas respectées.~~

4.5 Reconstitution de valeurs

Une fois créées, les composantes détachées peuvent être reconstituées en une valeur sous-jacente liée à l'émission originale. Il est possible de reconstituer une quantité de valeurs sous-jacentes au-delà de celle qui a été démembrée par inscription en compte en demandant à la CDS de traiter la demande au moyen de dispositifs de mise en bloc.

Pour reconstituer une valeur sous-jacente d'une émission originale, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

- Une liste **CDS – COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE – LISTE DE COMPOSANTES** à la page 86 doit exister pour la valeur de l'émission originale. Si la liste n'existe pas, en faire la demande.
- Les adhérents doivent reconstituer toutes les composantes d'intérêt et de capital liées à partir de la date en cours jusqu'à la date d'échéance de la composante de capital.
- Lors du traitement de la demande, les adhérents doivent disposer de chaque composante en quantité suffisante dans leur compte séparé pour la reconstitution de la valeur sous-jacente.

Si les adhérents ne disposent pas de quantités suffisantes de l'une ou de l'autre des composantes, la demande sera refusée.

CHAPITRE 6

Activités de dépôt

Les adhérents peuvent effectuer les dépôts suivants au CDSX :

- Fonds—dépôt de fonds en dollars canadiens ou américains dans leur compte de fonds seulement. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Dépôt de fonds](#) à la page 112;
- Valeurs—dépôt d'effets admissibles au CDSX seulement dans un compte général, un compte séparé ou un compte RER. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Dépôt de valeurs](#) à la page 115. La valeur de la garantie globale (VGG) est assujettie à des limites de secteur et peut être augmentée au moyen d'un dépôt de valeurs au compte général. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Adhésion aux services de la CDS*;
- ~~Obligations coupons détachés matérielles—dépôt d'obligations coupons détachés matérielles seulement issues d'obligations émises ou garanties par un gouvernement. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Dépôt de composantes détachées matérielles inscrites en comptes](#) à la page 104.~~

Les transactions entrées après les heures limites de dépôt au CDSX sont traitées le jour ouvrable suivant. Veuillez consulter les bulletins Échéanciers - Dépôts et retraits de la CDS offerts sur le site Web de la CDS (www.cds.ca) pour obtenir les heures limites.

6.1 Fonctions de dépôt

Pour traiter les demandes de dépôt, les adhérents peuvent utiliser les fonctions ci-dessous à partir de l'écran **DÉPÔT – MENU** à la page 112 :

- DEMANDER UN DÉPÔT DE FONDS – Sert à entrer les détails relatifs à un dépôt de fonds dans le compte de fonds de l'adhérent.
- INTERROGER UN DÉPÔT DE FONDS – Sert à visualiser toutes les demandes de dépôt de fonds présentées au cours de la journée qui ont été confirmées, non confirmées ou refusées.
- DEMANDER UN DÉPÔT DE VALEURS – Sert à demander le dépôt de valeurs admissibles au CDSX.
- INTERROGER UN DÉPÔT DE VALEURS – Sert à visualiser toutes les demandes de dépôt de fonds présentées au cours de la journée qui ont été confirmées, non confirmées ou refusées.

CHAPITRE 8 ACTIVITÉS DE DROITS ET PRIVILÈGES

Heures limites pour les activités de droits et privilèges

Lorsqu'un paiement partiel est reçu d'un agent payeur pour un événement, toutes les positions de valeurs pour cet événement sont retirées du compte de l'adhérent. Le produit reçu par la CDS de l'agent payeur est crédité aux comptes des adhérents de façon proportionnelle.

Dans le cas d'un paiement d'intérêt sur une obligation feuille d'érable de l'Espagne, l'adhérent doit s'assurer que ses dépôts auprès de l'agent effectuant la retenue correspondent à ses choix indiqués au CDSX afin de recevoir un taux favorable. Si ses dépôts auprès de l'agent effectuant la retenue ne correspondent pas à ses choix indiqués au CDSX, l'adhérent recevra l'ensemble du paiement à un taux défavorable. La CDS verra à ce que les droits et privilèges soient versés au taux défavorable. Si l'adhérent doit faire une réclamation subséquente afin de récupérer l'impôt retenu, il doit communiquer directement avec l'agent effectuant la retenue, dont les coordonnées sont indiquées dans le bulletin afférent à l'événement CDSX.

8.1 Heures limites pour les activités de droits et privilèges

Le tableau ci-dessous fait état des heures limites pour les activités de droits et privilèges :

Activités de droits et privilèges	Heure de l'Est	Heure des Rocheuses	Heure du Pacifique
Ouverture de l'accès en direct	7 h	5 h	4 h
Heure limite de dégagement des droits et privilèges le jour même	14 h 30	12 h 30	11 h 30
Heure limite d'entrée du choix de fonds (dollars canadiens ou américains)	16 h	14 h	13 h
Heure limite d'entrée du choix de la valeur	19 h 30	17 h 30	16 h 30

Les soumissions de valeurs sont acceptées jusqu'à l'arrêt du système. Les soumissions de fonds ne sont acceptées que jusqu'à l'exécution du processus de paiement dans la monnaie de la soumission.

Pour tous les choix facultatifs traités en vrac et qui entraînent la remise d'espèces par les adhérents (p. ex. des souscriptions de droits), le compte de fonds de l'adhérent est automatiquement débité, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Pour les instructions soumises et confirmées...	Le compte de fonds de l'adhérent est automatiquement débité...
Avant la date d'expiration de l'option	le matin de la date d'expiration
À la date d'expiration de l'option <u>à 10 h</u>	lorsque les instructions sont confirmées

8.2 Fonctions de droits et privilèges

Les fonctions de droits et privilèges que peuvent utiliser les adhérents sont :

CHAPITRE 8 ACTIVITÉS DE DROITS ET PRIVILÈGES

Calendrier des événements

8. ~~Le jour ouvrable suivant, consultez le RAPPORT DE RETRAIT DE SOUMISSION NON-CONFIRME—ADHERENT pour vérifier si l'agent dépositaire a confirmé les directives de sélection de choix à retirer. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS.~~

8.5 Calendrier des événements

La fonction CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS permet aux adhérents de consulter un rapport ou de produire un rapport sur les événements de droits et privilèges (confirmés et non confirmés uniquement) pour lesquels ils détiennent une position actuelle, une position à la date de clôture des registres ou une position rajustée à la date de clôture des registres. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le RAPPORT CALEN. EVENEMENT (RAPPORT CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS) par positions dans le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*.

Pour consulter ou produire un rapport au calendrier des événements :

1. Accédez à l'écran **MENU DES ÉVÉNEMENTS** à la page 149. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section **Accès à l'écran MENU DES ÉVÉNEMENTS** à la page 148.
2. Tapez le chiffre correspondant au CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS dans le champ SÉL et appuyez sur ENTRÉE. L'écran **RECHER CALENDRIER EVEN/SEL RAPPORT** à la page 184 apparaît.

RECHER CALENDRIER EVEN/SEL RAPPORT

```

FC10 SERVICES DE DEPOT ET DE COMPENSATION CDS INC. 11:14:54 03-03-21
INTERROG RECHER CALENDRIER EVEN/SEL RAPPORT
LYDI
ENTERER L'ID D'EVENEMENT :
OU REMPLISSEZ UN OU PLUSIEURS DES CHAMPS SUIVANTS :

NUMERO DE VALEUR : CA MESURE NECESSAIRE :
TYPE D'EVENEMENT : OBLIGATOIRE/FACULTATIF :
ETAT DE L'EVENEMENT :

CDS PAYABLE/PROCESS DATE : A
DATE EXPIRATION CDS : A
DATE CLO REG : A
DATE EX-DIV : A
DATE ENT UIG : A

PROD RAPPORT : N

PF: 1/AIDE 3/SRTIE 4/MENU 5/REGENERER 9/MESS
OPTION: DONNEES:

```

3. Remplissez un ou plusieurs champs afin de restreindre la recherche et appuyez sur ENTRÉE.

CHAPITRE 1 INTRODUCTION AUX RAPPORTS DE LA CDS
Liste de rapports

Catégorie de rapports	Nom du rapport	Code de rapport
Rapports du SEEIR	RAPPORT DES OPERATIONS EXEMPTÉES ET REFUSÉES	002010B
	Rapport NUMEROS SEEIR SUPPRIMÉS	002011B
Rapports sur le traitement des opérations institutionnelles	Rapport CONFIRMATIONS D'OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES PAR ADHÉRENT CONFIRMATEUR	000426, 000401
	Rapport SAISIES D'OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES PAR ADHÉRENT AYANT PROCÉDÉ À LA SAISIE	000427, 000402
	Rapport CONFIRMATIONS D'OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES PAR PÉRIODE DE RÈGLEMENT	000428, 000403
	Rapport SAISIES D'OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES PAR PÉRIODE DE RÈGLEMENT	000429, 000404
	STATISTIQUES SUR LES OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES AU SEIN DU SECTEUR	000405
	RAPPORT DONNÉES SUR OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES	000430F
Rapports internationaux	RAPPORT DE FACTURATION ACT	000357F
	REGISTRE DES OPÉRATIONS CDS – RAPPORT DES OPÉRATIONS RETIRÉES	003436
	REGISTRE DES OPÉRATIONS CDS – RAPPORT DES OPÉRATIONS RETIRÉES	000267
	Rapport REGISTRE DES OPÉRATIONS CDS – RAPPORT DES OPÉRATIONS NON APPARIEES	000933
	Rapport CNS ACCOUNTING SUMMARY REPORT FOR DTCC	003409
	Rapport CNS CASH RECONCILIATION STATEMENT	003401, 003408
	Rapport CNS CONSOLIDATED TRADE SUMMARY	004279
	Rapport CNS DAYTIME MISCELLANEOUS ACTIVITY	003426
	Rapport CNS DIVIDEND ACTIVITY	003405
	Rapport CNS DUE BILL ACTIVITY	003411
	Rapport CNS MISCELLANEOUS ACTIVITY	003402
	Rapport CNS POSITION REPORT PRIOR TO DAY CYCLE	003414
	Rapport CNS POSITION REPORT PRIOR TO NIGHT CYCLE	003413
	Rapport CNS PROJECTION	003406
Rapport CNS RECEIVE/DELIVER INSTRUCTION	000198	

CHAPITRE 1 INTRODUCTION AUX RAPPORTS DE LA CDS
Liste de rapports

Catégorie de rapports	Nom du rapport	Code de rapport
Rapport internationaux (suite)	Rapport CNS RECORD DATE	003403
	Rapport CNS SETTLEMENT ACTIVITY STATEMENT	003404, 003407
	Rapport CREDIT SUMMARY LISTING	003438
	Rapport CREDIT SUMMARY LISTING	003420, 003423
	Rapport DELIVER AND RECEIVE SETTLEMENT ACTIVITY	003430
	Rapport DELIVERIES RECEIVED AND DEBITED (DSS)	003419, 003422
	Rapport DELIVERIES RECEIVED AND DEBITED (IESS)	003416
	Rapport DIVIDEND REORGANIZATION CASH SETTLEMENT ITEMS	003432
	Rapport DOMESTIC INDEX RECEIPT	003429
	Rapport LIVRAISON INTERNATIONALE	003415
	Rapport LIVRAISON INTERNATIONALE	000142
	RAPPORT DE RAPPROCHEMENT DE GRANDS LIVRES INTERNATIONAUX – SOLDES DE LA DTC	000778
	Rapport LOCKED-IN TRADE EXCEPTION	001890
	RAPPORT DE CONFORMITE DU SERVICE ACT – NASDAQ/FINRA	00359F
	Rapport PARTICIPANT DAILY ACTIVITY STATEMENT	003442
	Rapport PARTICIPANT DAILY ACTIVITY STATEMENT	003428
	Rapport PARTICIPANT SETTLEMENT SUPER STATEMENT – DTC/NSCC REPORT	003440
	Rapport PARTICIPANT SETTLEMENT SUPER STATEMENT – DTC/NSCC REPORT	003494
	Rapport PARTICIPANT SETTLEMENT SUPER STATEMENT – DTC/NSCC REPORT	003424

**CHAPITRE 10 RAPPORTS DU SERVICE DE RÈGLEMENT NET CONTINU
RAPPORT D'ECART DE COTE DU RNC**

10.5 RAPPORT D'ECART DE COTE DU RNC

Code de rapport	000229
Disponible	7 h, heure de l'Est (5 h, heure des Rocheuses et 4 h, heure du Pacifique) quotidiennement
Données disponibles	Au début de la journée
Période d'archivage	6 mois
Ordre de tri	SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE (sauts de page) DATE DE VALEUR, SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE, ORGANISME DE COMPENSATION, ID DE L'OPÉRATION
Regroupement	SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE, ORGANISME DE COMPENSATION DIFFÉRENCE DE COTE TOTALE AFFÉRENTE AUX OPÉRATIONS EXTRAITES (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE, ORGANISME DE COMPENSATION) DIFFÉRENCE DE COTE TOTALE AFFÉRENTE AUX POSITIONS EN COURS DONT LE SOLDE NET A ÉTÉ ÉTABLI (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE, ORGANISME DE COMPENSATION) DIFFÉRENCE DE COTE GLOBALE (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE)

Ce rapport fait état des activités d'évaluation au marché pour le RNC. Il comprend la cotation des nouvelles opérations ainsi que les positions au RNC en cours et les positions au RNC avec date de valeur.

Ce rapport est généré lors du processus de traitement par lots de nuit ~~et une autre fois après le processus RNC/RNL~~. Il est également produit lors de l'évaluation au marché le jour même des positions au RNC en cours et avec date de valeur, le cas échéant.

Pour ce rapport, le champ ID de l'opération affiche :

- un ID généré pour les opérations évaluées au marché (Y04267-95501, par exemple);
- un champ vierge pour les positions au RNC (en cours ou avec date de valeur) évaluées au marché
- un ID de transaction et aucun type de transaction (04267-03501, par exemple) pour les redressements de positions internes au RNC.

10.6 RAPPORT DES OPERATIONS RNC – EXCEPTIONS

Code de rapport	000300
Disponible	Quotidiennement
Données disponibles	En fin de journée

**CHAPITRE 10 RAPPORTS DU SERVICE DE RÈGLEMENT NET CONTINU
RAPPORT DE MISE À JOUR DES POSITIONS AU RNC EN COURS**

10.9 RAPPORT DE MISE À JOUR DES POSITIONS AU RNC EN COURS

Code de rapport	000227
Disponible	7 h, heure de l'Est (5 h, heure des Rocheuses et 4 h, heure du Pacifique) quotidiennement
Données disponibles	Au début de la journée
Période d'archivage	35 jours
Ordre de tri	SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE, ID DE VALEUR, HORODATEUR
Regroupement	SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE MODIFICATION DE LA VALEUR - POSITIONS DONT LE SOLDE NET A ÉTÉ ÉTABLI (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE) MODIFICATION DE LA VALEUR - POSITIONS RÉGLÉES (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE) MODIFICATION DE LA VALEUR TOTALE - POSITIONS DONT LE SOLDE NET A ÉTÉ ÉTABLI (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE) MODIFICATION DE LA VALEUR TOTALE - POSITIONS RÉGLÉES (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE)

Ce rapport fait état des modifications apportées aux positions au RNC en cours. Le rapport est généré lors du processus de traitement par lots de nuit ~~et une autre fois après le processus RNC/RNL~~. Les codes d'activité suivants sont signalés :

- AL – allotment [attribution]
- BI – buy-in washout [effacement d'un rachat d'office]
- EN – entitlement [droits et privilèges]
- NT – netting [établissement du solde net]
- PM – participant merge [fusion d'adhérents]
- ST – settlement (BNS and real-time) [règlement (RNL et en temps réel)]

10.10 RAPPORT DE MISE A JOUR DES POSITIONS AU RNC AVEC DATE DE VALEUR

Code de rapport	000394
Disponible	7 h, heure de l'Est (5 h, heure des Rocheuses et 4 h, heure du Pacifique) quotidiennement
Données disponibles	Au début de la journée
Période d'archivage	35 jours

**CHAPITRE 10 RAPPORTS DU SERVICE DE RÈGLEMENT NET CONTINU
RAPPORT DE MISE A JOUR DES POSITIONS AU RNC AVEC DATE DE VALEUR**

Ordre de tri	SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE, DATE DE VALEUR, ID DE VALEUR, HORODATEUR
Regroupement	ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE MODIFICATION DE LA VALEUR - POSITIONS DONT LE SOLDE NET A ÉTÉ ÉTABLI (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE) MODIFICATION DE LA VALEUR TOTALE - POSITIONS DONT LE SOLDE NET A ÉTÉ ÉTABLI (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE)

Ce rapport fait état des modifications apportées aux positions au RNC avec date de valeur. Le rapport est généré lors du processus de traitement par lots de nuit ~~et une autre fois après le processus RNC/RNL~~. Les codes d'activité suivants sont signalés :

- AL – allotment [attribution]
- EN – entitlement [droits et privilèges]
- MV – movement of a value-dated CNS position that reached value date [mouvement d'une position au RNC avec date de valeur qui a atteint la date de valeur]
- NT – netting [établissement du solde net]
- PM – participant merge [fusion d'adhérents]

CHAPITRE 13

Rapports sur les droits et privilèges

Les rapports sur les droits et privilèges contiennent des renseignements sur les événements de droits et privilèges qui surviennent en rapport aux valeurs, notamment l'échéance et les événements d'intérêt.

Le tableau présenté ci-dessous fait état des rapports sur les droits et privilèges offerts et des codes (ID) des rapports.

Rapport	Code de rapport
Rapport RAP DECLARATION AU MOYEN FORM 1042-S (rapport sur la déclaration au moyen du formulaire 1042-S – données)	000234, 000091
RAPPORT DE POSITIONS APPELEES	000209
Rapport DATE LIMITE A LA CDS – LISTE DES EVENEMENTS A VENIR	REPORT01930
Rapport RECLAMATIONS POSITIONS RNC ET OPERATIONS EN COURS	000238F
Rapport RECLAM OPERATIONS REGL ET POSITIONS RNC EN COURS	00369F
SOUMISSION QUOTIDIENNE – RAPPORT DE SUIVI DE PAIEMENT	000106
RAPPORT DE CALCUL DES EFFETS PAYABLES	000239
RAPPORT SOUMISSION A L'ADJUDICATION A PRIX UNIFORME	000105F
RAPPORT CALEN. EVENEMENT (rapport calendrier des événements)	000086
RAPPORT INTERROG EVENEMENT (rapport interrogation des événements)	000085
Rapport PORTEURS INSCRITS POUR UN EVENEMENT	000205
Rapport DETENTEUR INSCRIT – PAPIER COMMERCIAL ECHEANCE REPORTABLE	000123
RAPPORT DE NUIT – DEGAGEMENT DE PAIEMENTS	000217
RAPPORT DE REFUS DE PAIEMENT PREVU – AGENT TRANSFERT	000367
RAPPORT DE PAIEMENTS PREVUS POUR LES ADHERENTS	000201
RAPPORT DE PAIEMENTS PREVUS POUR LES AGENTS PAYEURS	000203
RAPPORT DE REFUS D'INSTRUCTIONS DE CHOIX – AGENT DEPOSITAIRE	000250
RAPPORT DE REFUS D'INSTRUCTIONS DE CHOIX - ADHERENT	000251
RAPPORT D'ADMISSIBILITE À L'EMISSION DE DROITS – AGENT DEPOSITAIRE	000252

CHAPITRE 13 RAPPORTS SUR LES DROITS ET PRIVILÈGES
Rapport RAP DECLARATION AU MOYEN FORM 1042-S (rapport sur la déclaration au moyen du formulaire 1042-S –

Rapport	Code de rapport
RAPPORT D'ADMISSIBILITE A L'EMISSION DE DROITS – ADHERENT	000253
Rapport ARTICLES PRET DE TITRES – DONNEES DROITS ET PRIVILEGES	000171F
Rapport ARTICLES PRET DE TITRES – DROITS ET PRIVILEGES FUTURS	000172F
RAPPORT DE REPARTITION DE SOUSCRIPTION – AGENT DEPOSITAIRE	000254
RAPPORT DE REPARTITION DE SOUSCRIPTION – ADHERENT	000255
RAPPORT SOMMAIRE DES PAIEMENTS CONSOLIDES	001912
Rapport SOMMAIRE – DEGAGEMENT DE PAIEMENTS	000219
RAPPORT SOMMAIRE DES PAIEMENTS PREVUS – ADHERENTS	001910
RAPPORT SOMMAIRE DES PAIEMENTS PREVUS – AGENTS PAYEURS	001911
RAPPORT DE REPARTITION RELATIF A UNE OFFRE – AGENT DÉPOSITAIRE	000213
RAPPORT DE REPARTITION DE SOUMISSION – ADHERENT	000282
RAPPORT DE CONVERSION D'OPERATIONS – DDJ	000268
RAPPORT DE CONVERSION D'OPERATIONS – FDJ	000222
RAPPORT DE RETRAIT DE SOUMISSION NON CONFIRME – AGENT DEPOSITAIRE	000256
RAPPORT DE RETRAIT DE SOUMISSION NON CONFIRME – ADHERENT	000257
RAPPORT PAIEMENTS DES DROITS ET PRIVILEGES NON DEGAGES ET EN SUSPENS – AGENT TRANSFERT	000535
RAPPORT REP. DE PAIEM – EVEN. SUR TITRE REV. AMER. (rapport de répartition de paiement – événements sur titre de revenu américain)	000555, 002259
RAPPORT D'ATTRIBUTION DE RETENUE FISCALE AMERICAINE – EXTERNE	002367

13.1 Rapport RAP DECLARATION AU MOYEN FORM 1042-S (rapport sur la déclaration au moyen du formulaire 1042-S – données)

Code de rapport	000234 (au niveau de l'entreprise) 000091 (au niveau du grand livre)
Disponible	mensuellement
Données disponibles	En fin de journée
Période d'archivage	Sept ans

**CHAPITRE 13 RAPPORTS SUR LES DROITS ET PRIVILÈGES
RAPPORT DE RETRAIT DE SOUMISSION NON CONFIRME – AGENT DEPOSITAIRE**

Si l'événement est établi et confirmé avant la date de paiement, selon un mode de paiement de nuit ou le jour même, les renseignements liés à la conversion des opérations sont contenus dans le RAPPORT DE CONVERSION D'OPERATIONS – DDJ, le matin de la journée de la date du paiement. Si l'événement est créé à la date du paiement et que le paiement est émis ou déboursé à la date du paiement, les renseignements liés à la conversion des opérations sont contenus dans le rapport de fin de journée, le matin de la journée suivant la date du paiement. Si un événement frappé d'un état Submitted for Payment a été supprimé, les opérations annulées sont contenues dans le rapport de fin de journée.

13.33 RAPPORT DE RETRAIT DE SOUMISSION NON CONFIRME – AGENT DEPOSITAIRE

Code de rapport	000256
Disponible	Quotidiennement
Données disponibles	En fin de journée
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	DEPOSITARY AGENT (agent dépositaire), EVENT TYPE, (type d'événement) ISIN (ISIN), OPTION NUMBER (nombre de choix)
Regroupement	RETRAITS NON CONFIRMÉS (par choix) OPTIONS (par événement)

~~Ce rapport fait état des instructions de choix d'option pour lesquelles une demande de retrait d'une offre a été entrée par un adhérent de la CDS, mais n'a pas encore été confirmée par l'agent dépositaire.~~

13.34 RAPPORT DE RETRAIT DE SOUMISSION NON CONFIRME – ADHERENT

Code de rapport	000257
Disponible	Quotidiennement
Données disponibles	En fin de journée
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	COMPANY CODE (code de société), LEDGER (grand livre), DEPOSITARY AGENT (agent dépositaire), EVENT TYPE (type d'événement), ISIN, OPTION NUMBER (nombre de choix)
Regroupement	RETRAITS NON CONFIRMÉS (par choix) OPTIONS (par événement)

~~Ce rapport fait état des instructions de choix d'option pour lesquelles une demande de retrait d'une offre a été entrée par un adhérent de la CDS, mais n'a pas encore été confirmée par l'agent dépositaire.~~

CHAPITRE 16

Rapports internationaux

Les rapports internationaux comprennent des renseignements détaillés sur les transactions relatives aux services internationaux suivants :

- Service de liaison directe avec la DTC;
- Service de liaison avec New York.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces services, veuillez consulter le guide approprié.

Le tableau présenté ci-dessous fait état des types de rapports offerts et des codes (ID) des rapports.

Rapport	Code de rapport
RAPPORT DE FACTURATION ACT	000357F
REGISTRE DES OPERATIONS CDS – RAPPORT DES OPERATIONS RETIREES	000267
Rapport REGISTRE DES OPERATIONS CDS – RAPPORT DES OPERATIONS NON APPARIEES	000933
Rapport CNS ACCOUNTING SUMMARY REPORT FOR DTCC	003409
Rapport CNS CASH RECONCILIATION STATEMENT	003401, 003408
Rapport CNS CONSOLIDATED TRADE SUMMARY	004279
Rapport CNS DAYTIME MISCELLANEOUS ACTIVITY	003426
Rapport CNS DIVIDEND ACTIVITY	003405
Rapport CNS DUE BILL ACTIVITY	003411
Rapport CNS MISCELLANEOUS ACTIVITY	003402
Rapport CNS POSITION REPORT PRIOR TO DAY CYCLE	003414
Rapport CNS POSITION REPORT PRIOR TO NIGHT CYCLE	003413
Rapport CNS PROJECTION	003406
Rapport CNS RECEIVE/DELIVER INSTRUCTION	000198
Rapport CNS RECORD DATE	003403
Rapport CNS SETTLEMENT ACTIVITY STATEMENT	003404, 003407
Rapport CREDIT SUMMARY LISTING	003420, 003423
Rapport DELIVER AND RECEIVE SETTLEMENT ACTIVITY	003430
Rapport DELIVERIES RECEIVED AND DEBITED (DSS)	003419, 003422
Rapport DELIVERIES RECEIVED AND DEBITED (IESS)	003416
Rapport DIVIDEND REORGANIZATION CASH SETTLEMENT ITEMS	003432
Rapport DOMESTIC INDEX RECEIPT	003429

CHAPITRE 16 RAPPORTS INTERNATIONAUX
RAPPORT DE FACTURATION ACT

Rapport	Code de rapport
Rapport LIVRAISON INTERNATIONALE	000142
RAPPORT DE RAPPROCHEMENT DE GRANDS LIVRES INTERNATIONAUX – SOLDES DE LA DTC	000778
Rapport LOCKED-IN TRADE EXCEPTION	001890
RAPPORT DE CONFORMITE DU SERVICE ACT – NASDAQ/ FINRA	00359F
Rapport PARTICIPANT DAILY ACTIVITY STATEMENT	003428
Rapport SETTLEMENT SUPER STATEMENT – DTC/NSCC REPORT	003440
Rapport SUPPLEMENTAL CONSOLIDATED TRADE SUMMARY (CYCLES 1 AND 2)	003424

16.1 RAPPORT DE FACTURATION ACT

Source	CDS
Code de rapport	00357F
Disponible	Mensuellement
Données disponibles	La fin du mois (en fin de journée)
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	ID INTERVENANT MARCHÉ
Regroupement	Aucun

Ce rapport fait état de la répartition des éléments facturables pour chaque ID INTERVENANT MARCHÉ à l'égard d'une période de facturation donnée.

16.2 REGISTRE DES OPERATIONS CDS – RAPPORT DES OPERATIONS RETIREES

Source	CDS
Code de rapport	000267
Disponible	Quotidiennement
Données disponibles	La veille
Période d'archivage SGR	Sept ans
Ordre de tri	SECURITY NBR
Regroupement	Aucun

Le présent rapport fait état de toutes les opérations non appariées dont la date d'évaluation est échue et qui sont supprimées du rapport Rapport REGISTRE DES OPERATIONS CDS – RAPPORT DES OPERATIONS NON APPARIEES.

CHAPITRE 16 RAPPORTS INTERNATIONAUX
Rapport CNS CONSOLIDATED TRADE SUMMARY

- Settlement Reconciliation (rapprochement des règlements) – Cette section indique le résultat net du solde en espèces et des positions ouvertes de l'adhérent permettant de calculer le montant actuel du règlement en fonds (ligne 18) avant que se produisent les activités du cycle de jour.

La ligne 18 du rapport préliminaire fait état de la valeur actuelle du règlement en fonds avant le règlement du cycle de jour et constitue l'un des éléments de la feuille de travail de règlement en espèces. Le rapport final aide l'adhérent à rapprocher le règlement en fonds au RNC du jour ouvrable précédent. Il comprend les activités du jour même ne figurant pas sur le relevé préliminaire.

L'activité de recyclage est reportée aux lignes 19 et 20 pour calculer le règlement en fonds final au RNC. L'activité de recyclage est présentée en détail dans le rapport Rapport CNS SETTLEMENT ACTIVITY STATEMENT.

16.6 ~~Rapport CNS CONSOLIDATED TRADE SUMMARY~~

Source	DTCC
Code de rapport	004279
Disponible	Quotidiennement
Données disponibles	Un jour après la date de l'opération
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	SECURITY NUMBER
Regroupement	CLEARED GRAND TOTAL, CLEARED NET POSITIONS

~~Ce rapport fournit les renseignements suivants :~~

- ~~• un compte rendu par émission de valeurs de toutes les opérations comparées dont le règlement est prévu pour le jour ouvrable suivant;~~
- ~~• le nom du courtier de la contrepartie (représentant spécial) ainsi que le prix et le montant du contrat pour chaque opération;~~
- ~~• les achats et les ventes nets par émission;~~
- ~~• Le solde net de toutes les opérations exprimé par un montant net en dollars. Le montant net du contrat est indiqué dans le rapport préliminaire Rapport CNS CASH RECONCILIATION STATEMENT produit deux jours après l'opération;~~
- ~~• les opérations de solde de compensation hors RNC;~~
- ~~• toutes les transactions désignées par la GDS provenant de toute source.~~

16.7 Rapport CNS DAYTIME MISCELLANEOUS ACTIVITY

Source	DTCC
Code de rapport	003426

CHAPITRE 16 RAPPORTS INTERNATIONAUX
Rapport SETTLEMENT SUPER STATEMENT – DTC/NSCC REPORT

- dernière date à laquelle l'activité s'est produite;
- position d'ouverture;
- type d'activité qui s'est produit (p. ex. valeur à transférer, valeur séparée du compte libre et général ou valeur visée par un prêt);
- position de fermeture.

Tout écart décelé entre les activités indiquées dans les registres de l'adhérent et celles figurant dans le rapport doit être signalé au Service de rapprochement de la DTCC dans les plus brefs délais.

De plus, ce rapport établit un relevé de position mensuel indiquant l'état de toutes les positions de valeurs, y compris de celles pour lesquelles aucune activité n'a été enregistrée au cours du mois. Les adhérents doivent confirmer par écrit l'exactitude du relevé de position mensuel au plus tard 10 jours ouvrables après la diffusion du rapport à l'intention des adhérents.

16.28 Rapport SETTLEMENT SUPER STATEMENT – DTC/NSCC REPORT

Source	DTCC
Code de rapport	0003440
Disponible	Quotidiennement
Données disponibles	La veille
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	SUMMARY BALANCES, ACTIVITY BALANCES
Regroupement	DTC TOTALS, NSCC TOTALS, NET BALANCE, ACTIVITY BALANCE, POST ACTIVITY, FUNDS TRANSFER, SUSPENSES, ADJUSTMENTS, SPONSORED ADJ, SUB TOTALS, GRAND TOTALS

Le présent rapport fait état des activités quotidiennes et des montants que l'adhérent doit payer ou recevoir au cours du processus de paiement.

16.29 ~~Rapport SUPPLEMENTAL CONSOLIDATED TRADE SUMMARY (CYCLES 1 AND 2)~~

Source	DTCC
Code de rapport	003424
Disponible	Cycle 1 — 2 h, heure de l'Est (minuit, heure des Rocheuses et 23 h, heure du Pacifique) Cycle 2 — 13 h, heure de l'Est (11 h, heure des Rocheuses et 10 h, heure du Pacifique)
Données disponibles	Le jour précédent (cycle 1) Le jour même (cycle 2)

CHAPITRE 16 RAPPORTS INTERNATIONAUX
Rapport SUPPLEMENTAL CONSOLIDATED TRADE SUMMARY (CYCLES 1 AND 2)

Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	CUSIP
Regroupement	BOND TOTALS, NET BONDS, STOCK TOTALS, NET STOCKS, TOTALS TRADE, NET TRADES, CLEARED GRAND TOTALS et CLEARED NET POSITIONS

~~Le rapport du cycle 1 fait état des opérations de règlement en un jour et des opérations plus anciennes reçues entre 21 h et minuit, heure de l'Est (19 h et 22 h, heure des Rocheuses et 18 h et 21 h, heure du Pacifique) le jour du règlement.~~

~~Le rapport du cycle 2 fait état des opérations de règlement en deux jours et des opérations plus anciennes reçues entre minuit et midi, heure de l'Est (22 h et 10 h, heure des Rocheuses et 21 h et 9 h, heure du Pacifique) le jour du règlement.~~

TABLE DES MATIÈRES

5.1.4	Interrogation des profils de sociétés émettrices	87
5.1.5	Interrogation des profils de jours fériés	87
5.1.6	Interrogation des profils d'admissibilité des unités aux services . . .	88
5.1.7	Interrogation des profils d'admissibilité des grands livres aux services	89
5.1.8	Interrogation des autres adhésions	90
5.1.9	Interrogation des profils InterLink	90
5.1.10	Interrogation des profils des détails de souscription des sociétés . .	93
5.1.11	Interrogation des profils d'adhésion au Service de messagerie sur les droits et privilèges	93
Chapitre 6	Dispositions relatives à l'accès aux locaux de la CDS	95
6.1	Fondés de pouvoir autorisés	95
6.2	Cartes d'identité de messenger	96
6.2.1	Demande et autorisation de cartes d'identité de messenger	96
6.2.2	Annulation d'une carte d'identité de messenger	97
6.2.3	Avis à la CDS en cas de perte d'une carte d'identité de messenger .	97
6.3	Boîtes postales scellées et les clés	98
Chapitre 7	Adhésion aux services de la CDS et retrait des services de la CDS	99
7.1	Service automatisé de confirmation de transactions (« ACT »)	99
7.2	Service de virements transfrontaliers entre la CDS et la DTC	100
7.3	Services de secours à l'intention des adhérents de la CDS	101
7.4	Régions d'essai de la CDS	101
7.5	Œuvres de la CDS	102
7.6	CDSX	103
7.7	Fichier de la position du gardien au CDSX	103
7.8	Service de règlement net continu	103
7.8.1	Retrait du RNC	104
7.9	Rapports positions du RNC	104
7.10	Services de livraison	105
7.11	Service de rapports des dividendes déterminés	106
7.12	Service de liaison directe avec la DTC	107
7.13	Service de messagerie afférent aux droits et privilèges	108
7.14	Service de liaison avec Euroclear-France	108
7.15	Service de transmission de fichiers	109
7.16	InterLink	109
7.17	Service de liaison avec le JASDEC	109
7.18	Fonctions limitées du grand livre du Service de dépôt	109
7.19	Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées	110
7.20	Admissibilité des valeurs du marché monétaire et des autres valeurs	110
7.21	Abonnement au service relatif à la répartition fiscale à l'intention des organismes de placement collectif et des sociétés en commandite	111

CHAPITRE 1

Introduction à la CDS

La société Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS ») est la société centrale de compensation désignée pour tous les titres de créance et les titres participatifs admissibles au Canada. La CDS offre une variété de services automatisés aux institutions financières actives sur les marchés financiers canadiens et internationaux. Le présent guide est conçu pour aider les adhérents à accomplir les tâches suivantes :

- se familiariser avec la CDS;
- établir leur société auprès de la CDS;
- pourvoir leurs utilisateurs de l'accès aux systèmes en ligne de la CDS;
- accéder au CDSX et utiliser ses fonctions;
- demander des renseignements sur le profil des clients;
- gérer leur risque financier.

1.1 Gestion de l'accès aux systèmes et aux services de la CDS

La CDS est responsable de paramétrer l'accès initial aux systèmes et aux services en ligne. Ensuite, les adhérents de la CDS sont responsables de ce qui suit :

- se brancher aux systèmes en ligne de la CDS et y ouvrir une session. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le chapitre [Utilisation des systèmes de la CDS](#) à la page 23.
- désigner des gestionnaires de la sécurité interne et des gestionnaires de l'accès aux services pour paramétrer et gérer l'accès de leurs utilisateurs. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le chapitre [Gestion de l'accès en ligne](#) à la page 54.
- prendre des dispositions relatives à l'accès à l'établissement de la CDS, ce qui nécessite des fondés de pouvoir autorisés, ~~et des cartes d'identité de messagers, des boîtes postales scellées et des clés~~. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le chapitre [Dispositions relatives à l'accès aux locaux de la CDS](#) à la page 95.
- adhérer aux services de la CDS nécessaires à leurs activités à la CDS. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le chapitre [Adhésion aux services de la CDS et retrait des services de la CDS](#) à la page 99.

1.2 Rôles et responsabilités de l'adhérent

Le rôle d'un adhérent détermine les services de la CDS et les fonctions du CDSX auxquels il aura accès.

CHAPITRE 6

Dispositions relatives à l'accès aux locaux de la CDS

Lorsqu'ils prennent les dispositions initiales relatives à l'accès aux locaux et aux services de la CDS, les adhérents doivent prendre les arrangements nécessaires en ce qui concerne les éléments suivants :

- [Fondés de pouvoir autorisés](#) à la page 95
- [Cartes d'identité de messenger](#) à la page 96
- ~~[Boîtes postales scellées et les clés à la page 98.](#)~~

6.1 Fondés de pouvoir autorisés

Les adhérents doivent soumettre à la CDS une autorisation écrite contenant les noms et les spécimens de signature des personnes qui ont l'autorisation d'agir en leur nom pour utiliser les services de la CDS. N'importe quels deux fondés de pouvoir autorisés peuvent informer la CDS de la désignation d'une autre personne comme fondé de pouvoir autorisé. Chaque désignation demeure en vigueur jusqu'à ce que la CDS reçoive un avis écrit annulant la désignation du fondé de pouvoir.

Un fondé de pouvoir autorisé peut en tout temps soumettre une autorisation écrite à la CDS contenant les noms et les signatures de personnes pouvant agir au nom de l'adhérent (p. ex. des messagers).

Pour désigner une personne comme fondé de pouvoir autorisé :

1. Préparez les documents suivants, imprimés sur papier à correspondance officielle de la société :
 - une liste contenant les noms des personnes à qui l'autorisation est donnée, le nom de l'adhérent et l'IDUC de l'adhérent;
 - il faut inclure un spécimen de signature pour chaque personne dont le nom est compris dans la liste;
 - une lettre d'accompagnement signée par deux fondés de pouvoir autorisés par l'adhérent, formulant toute demande d'ajout, de modification ou de suppression.
2. Avisez les directeurs régionaux de la CDS en leur envoyant chacun une copie de la liste.

La liste initiale de fondés de pouvoir autorisés pour l'adhérent constitue l'Annexe B jointe au document *Règles à l'intention des adhérents*.

CHAPITRE 6 DISPOSITIONS RELATIVES À L'ACCÈS AUX LOCAUX DE LA CDS

Cartes d'identité de messenger

Les employés du service des activités de compensation prennent les arrangements nécessaires pour obtenir la carte d'identité permanente trois jours ouvrables plus tard. Sur la carte d'identité permanente figurent :

- le nom de la personne autorisée;
- le nom de l'adhérent;
- l'IDUC de l'adhérent;
- une photo de la personne autorisée;
- un spécimen de sa signature.

6.2.2 Annulation d'une carte d'identité de messenger

Pour annuler l'autorisation d'un employé, coupez la partie de la carte d'identité de messenger contenant la signature et retournez la carte au poste de sécurité de la CDS avec une lettre d'autorisation imprimée sur papier à correspondance officielle de la société.

La CDS considère que toutes les cartes d'identité de messenger sont valides, à défaut d'avis contraire.

6.2.3 Avis à la CDS en cas de perte d'une carte d'identité de messenger

En cas de perte d'une carte d'identité de messenger, soumettez une lettre d'autorisation signée par un fondé de pouvoir autorisé et imprimée sur papier à correspondance officielle de la société. La lettre doit comprendre les éléments suivants :

- la date du jour;
- l'IDUC de l'adhérent;
- le nom du messenger;
- le spécimen de signature du messenger.

À la réception de la lettre d'autorisation, le service des activités de compensation de la CDS fait ce qui suit :

1. Il compare la signature autorisée à celle contenue dans la base de données de signatures de catégorie B et appose ses initiales en regard de la signature autorisée pour confirmer son authenticité.
2. Il fait trois photocopies de la lettre et les transmet au service des activités bancaires, au service des activités de transfert et au messenger.

L'original est placé près de la fenêtre, bien à la vue de tous les employés du service des activités de compensation.

CHAPITRE 6 DISPOSITIONS RELATIVES À L'ACCÈS AUX LOCAUX DE LA CDS

Boîtes postales scellées et les clés

La lettre d'autorisation n'est valide que les jours pour lesquels elle est émise.

6.3 ~~Boîtes postales scellées et les clés~~

~~Les adhérents qui veulent livrer de la correspondance relative aux valeurs mobilières à d'autres adhérents peuvent le faire en localisant la boîte postale désignée de l'adhérent destinataire (identifiée par l'IDUC) et en glissant les documents à livrer dans la fente de la boîte postale.~~

~~On ne doit jamais déposer des valeurs mobilières ou d'autres objets de valeur dans une boîte postale scellée.~~

~~Il faut faire extrêmement attention de déposer les documents dans la boîte postale du bon destinataire.~~

~~Cueillette du contenu de la boîte postale scellée~~

~~Les messagers du destinataire qui ont une clé peuvent faire la cueillette du contenu de sa boîte postale scellée en tout temps les jours ouvrables.~~

~~Les destinataires doivent s'assurer qu'ils n'ont pas reçu de documents adressés à un autre adhérent. S'ils reçoivent des documents qui ne leur sont pas adressés, les destinataires doivent les redéposer dans la boîte postale scellée du bon destinataire.~~

~~Remplacement des clés perdues~~

~~S'il perd une clé, ou si un de ses employés ne remet pas sa clé en quittant son emploi, l'adhérent doit immédiatement aviser le directeur du comptoir du service des activités de compensation de la CDS par téléphone pour convenir des mesures à prendre (c. à d. fourniture de clés supplémentaires ou changement de serrure).~~

CHAPITRE 7 ADHÉSION AUX SERVICES DE LA CDS ET RETRAIT DES SERVICES DE LA CDS
Service de transmission de fichiers

7.15 Service de transmission de fichiers

Le service de transmission de fichiers fournit, au début et à la fin de la journée, les détails sur les transactions du CDSX de même que les renseignements sur les valeurs et les droits et privilèges ayant trait aux activités sur le marché intérieur et international. Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des services offerts, veuillez consulter le guide *Services interactifs et par lots de la CDS – Renseignements techniques*.

Les adhérents adhèrent à ce service en remplissant le formulaire intitulé DEMANDE DE TRANSMISSION DE DONNÉES (CDSX218F).

7.16 InterLink

InterLink est un service qui fournit aux adhérents du CDSX qui possèdent la série MQ (un produit de messagerie d'IBM) une solution de rechange au terminal 3270. Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de la messagerie InterLink, veuillez consulter le guide *Services interactifs et par lots de la CDS – Renseignements techniques*.

Les adhérents adhèrent au service en remplissant les formulaires suivants :

- SERVICE INTERLINK - DEMANDE DE MESSAGES (ADHÉRENT) (CDSX377F);
- SERVICE INTERLINK - DEMANDE DE MESSAGES (GARDIEN) (CDSX757F).

7.17 ~~Service de liaison avec le JASDEC~~

~~Le Service de liaison avec le JASDEC est un lien de garde unilatéral établi par la CDS avec le Japan Securities Depository Center Inc. (« JASDEC ») pour faciliter les virements de valeurs canadiennes inscrites en compte (admissible au Service de liaison avec le JASDEC) entre les deux dépositaires.~~

~~Afin d'adhérer ou de se retirer du service, les adhérents doivent remplir le formulaire SUPPORT – SERVICE ELIGIBILITY DETAILS LEDGER FUNCTIONS (CDSX798) des services en ligne de la CDS.~~

~~Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter les Procédés et méthodes relatifs aux Services internationaux.~~

7.18 Fonctions limitées du grand livre du Service de dépôt

Les adhérents qui ont besoin d'utiliser un grand livre de dépôt pour la garde séparée peuvent avoir un accès limité au CDSX. Chaque adhérent :

- doit avoir un IDUC séparé et un compte de valeurs inscrit au grand livre (une marge de crédit ne peut être attribuée à cet IDUC séparé et à ce grand livre);

CHAPITRE 4 MODIFIER UNE MISE EN GAGE

Demande de règlement partiel

4.7.1 Renouvellement des nouvelles mises en gage entrées pendant ou après le processus de paiement

Une nouvelle mise en gage qui comporte des modifications est entrée avec un état renouvelé. Si cette mise en gage est codée DK, l'initiateur de la mise en gage doit remettre le champ RENOUELER à Y afin que le destinataire de la mise en gage puisse la confirmer.

Pour renouveler une nouvelle mise en gage entrée pendant ou après le processus de paiement :

1. L'initiateur entre la demande de renouvellement en direct. L'état est établi à non confirmée (Si l'état de la mise en gage était déjà DK, cette dernière demeure codée DK).
2. Si la mise en gage est codée DK, l'initiateur doit modifier les détails et le destinataire doit confirmer la modification.
3. Quand les deux parties s'accordent sur les détails, une entente est prise en vue d'un échange de fonds (le cas échéant) afin de régler la mise en gage.
4. Le destinataire confirme la mise en gage renouvelée en direct.

Une fois confirmée, la mise en gage est réglée si les positions de valeurs sont suffisantes.

4.8 Demande de règlement partiel

Lorsqu'il modifie une mise en gage existante ou qu'il corrige une mise en gage codée DK, l'adhérent dégage un chèque de rétention, en tout ou en partie, sur réception de nouvelles valeurs ou d'espèces.

Remarque : Dans un règlement partiel, le montant des fonds que le prêteur devra dégager partiellement doit être égal à la VGG des valeurs reçues.

Exigences d'admissibilité

Le système ne traitera la demande de règlement partiel que si elle respecte les exigences suivantes :

- la mise en gage est confirmée, et sa date de valeur est la date du jour;
- la modification de la mise en gage correspond au dégagement d'un chèque de rétention (dégagement partiel ou total) en échange de l'augmentation de valeurs (au moins deux, au plus dix);
- il n'y a aucun autre échange de fonds (frais d'intérêt, virement ou augmentation du montant d'un chèque de rétention, par exemple);

CHAPITRE 1 INTRODUCTION AU RÈGLEMENT ET AUX OPÉRATIONS

Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées

1.6 Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées

L'Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées permet d'apparier des opérations institutionnelles au moyen d'un dispositif d'appariement virtuel (DAV) et de les soumettre ensuite à la CDS. Les opérations admissibles sont ensuite créées au CDSX à titre d'opérations non boursières confirmées.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le chapitre [Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées](#) à la page 65.

1.7 Service de virements transfrontaliers entre la CDS et la DTC

Un virement transfrontalier est une transaction inscrite en compte entre la CDS et la Depository Trust Company (« DTC »). Ce service est utilisé par les adhérents de la CDS pour virer des positions valeurs entre la CDS et la DTC.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de l'adhérent au Service de virements transfrontaliers entre la CDS et la DTC*.

1.8 Livraisons internationales

La Plateforme de messagerie internationale gère le traitement des livraisons internationales pour les services suivants :

- le Service de liaison avec Euroclear France;
- ~~le Service de liaison avec le JASDEC;~~
- le Service de liaison avec la SEB.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes relatifs aux Services internationaux*.

1.9 NELTC

Lorsqu'un virement de comptes engageant des valeurs admissibles au CDSX est amorcé et confirmé au service Notification en ligne — transfert de comptes (NELTC), une transaction d'opération est créée au CDSX. Cette opération peut représenter soit une livraison de valeurs sans contrepartie, soit un virement de fonds. Dans le cas des virements de fonds, le CDSX remplace l'ISIN de la valeur indiquée dans la demande de virement initiale par un ISIN de monnaie et attribue la valeur 0 comme quantité.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Guide de l'utilisateur du service NELTC*.

Demande d'adhésion : Annexe C Choix des services

Demande initiale Demande mise à jour

À : SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC.

De : _____
Nom du demandeur (Adhérent)

Nous demandons l'autorisation d'utiliser les services offerts par la CDS ci-après mentionnés :

Services de règlement :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> CDSX | <input type="checkbox"/> Service de liaison directe avec la DTC |
| <input type="checkbox"/> Service de liaison avec New York | <input type="checkbox"/> Règlement net continu |

Services d'établissement de rapports :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Service ACT | <input type="checkbox"/> Service de rapport sur les composantes détachées |
| <input type="checkbox"/> Service NELTC (<i>incluant l'utilisation du service NELTC du CDSX</i>) | <input type="checkbox"/> Service d'appariement des opérations* |

Services d'information :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Bulletins | <input type="checkbox"/> Message de droits et privilèges |
| <input type="checkbox"/> Service de transmission de données sur les droits et privilèges du CDSX | <input type="checkbox"/> Fichier principal des valeurs (FPV) du CDSX |

Autres services :

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Services de livraison | <input type="checkbox"/> Boîte postale scellée |
| <input type="checkbox"/> InterLink | <input type="checkbox"/> Service de secours sur place |
| | <input type="checkbox"/> Service sur les opérations transfrontalières (non abonné au Service de liaison avec New York ou au Service de liaison directe avec la DTC) |

* Obligatoire pour tous les membres de l'OCRCVM. Les adhérents non membres de l'OCRCVM doivent également remplir le formulaire CDSX800F.

Nom du demandeur (Adhérent)

Signature du fondé de pouvoir

Nom et titre du fondé de pouvoir

Date

CDSX789F (09/09)

Demande d'adhésion : Appendice B Échantillon de lettre de référence d'une banque

(Utiliser le papier à en-tête de l'institution financière)

Date

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
~~85, rue Richmond Ouest~~ 100, rue Adelaide Ouest
Toronto (Ontario) M5H ~~2C9~~ 1S3

À l'attention du secrétaire

Objet : (Nom du demandeur candidat à l'adhésion à la CDS)

Madame, Monsieur,

Nous sommes heureux de vous fournir cette lettre de référence signifiant notre appui sans réserve à l'approbation de l'adhésion aux services de compensation et de dépôt de la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. de (*nom du demandeur candidat à l'adhésion à la CDS*). La présente confirme que (*nom du demandeur candidat à l'adhésion à la CDS*) tient des comptes courants en règle à (*nom de l'institution financière*) depuis le (*date*).

Pour obtenir de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec moi, au (*numéro de téléphone*). Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Nom du représentant de l'institution financière

Titre

Numéro de téléphone

Numéro de télécopieur

Adresse électronique

CDSX792F (10/06)

Demande d'adhésion : Appendice C
Échantillon de lettre de référence d'organisme
d'autoréglementation (OAR)

(Utiliser le papier à en-tête de l'organisme d'autoréglementation, le cas échéant)

Date

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
~~85, rue Richmond Ouest~~ 100, rue Adelaide Ouest
Toronto (Ontario) M5H 2G9 1S3

À l'attention du secrétaire

Objet : Certificat de membre en règle

Madame, Monsieur,

La présente certifie que (nom du candidat à l'adhésion à la CDS) (« le candidat ») a rempli les exigences suivantes de (nom de l'organisme d'autoréglementation) (« OAR du territoire de vérification ») :

1. Le candidat a contracté une assurance globale auprès d'une institution financière satisfaisante aux yeux de l'OAR du territoire de vérification;
2. Le candidat est dûment inscrit et est un membre en règle de l'OAR du territoire de vérification;
3. Aux meilleures des connaissances et de l'appréciation du cadre de la haute direction responsable de la réglementation financière des membres au sein de l'OAR du territoire de vérification, le candidat satisfait à toutes les exigences appropriées.

Pour obtenir de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec moi au (*numéro de téléphone*).

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Nom du représentant de l'organisme d'autoréglementation

Titre

Numéro de téléphone

Numéro de télécopieur

Adresse électronique

CDSX793F (10/06)

Demande d'adhésion : Appendice D
Échantillon de lettre de référence de
l'Association canadienne des paiements

(Utiliser le papier à en-tête de l'Association canadienne des paiements, le cas échéant)

Date

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
~~85, rue Richmond Ouest~~ 100, rue Adelaide Ouest
Toronto (Ontario) M5H ~~2C9~~ 1S3

À l'attention du secrétaire

Objet : (Nom du demandeur candidat à l'adhésion à la CDS)

Madame, Monsieur,

La présente certifie que (*nom du demandeur candidat à l'adhésion à la CDS*) est membre adhérent et utilisateur du Système de transfert de paiements de grande valeur.

Pour obtenir de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec moi, au (**numéro de téléphone**).

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Nom du représentant de l'Association canadienne des paiements

Titre

Numéro de téléphone

Numéro de télécopieur

Adresse électronique

CDSX794F (10/06)

Demande d'adhésion : Appendice E Désignation et autorisation du centre de traitement à façon

À : SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC.

Par la présente, _____
Adhérent ou demandeur candidat à l'adhésion à la CDS (ci-après, « l'Adhérent »)

désigne : _____ (ci-après, le « Centre de traitement à façon »)

Personne-ressource au Centre de traitement à façon Numéro de téléphone

pour agir pour le compte et au nom de l'Adhérent dans le cadre de transactions effectuées au moyen des services de la CDS (ci-après, les « Services »), tels que définis dans la Convention d'adhésion et les règles relatives aux services de la CDS (ci-après, les « règles de la CDS »).

Par la présente, l'Adhérent autorise et enjoint la CDS à considérer valable et à accepter toute communication, transaction, autorisation ou instruction afférente aux activités de l'Adhérent aux Services (ci-après, les « Communications ») soumise par le Centre de traitement à façon identifié dans le mécanisme d'authentification de l'Adhérent (tel que défini dans les règles de la CDS). À moins et jusqu'à ce que la présente Désignation et autorisation soit modifiée ou annulée, la CDS pourra considérer valables et accepter les Communications soumises par le Centre de traitement à façon de la même manière que si elles avaient été soumises directement par l'Adhérent.

(Si le paragraphe ci-dessous n'est pas pertinent, veuillez le biffer et apposer vos initiales en regard du changement.)

De plus, l'Adhérent autorise et enjoint la CDS à fournir au Centre de traitement à façon, plutôt qu'à l'Adhérent, ou (seulement sur présentation d'une demande écrite de l'Adhérent) au Centre de traitement à façon et à l'Adhérent, les confirmations, avis, rapports et autres documents et communications ayant trait aux transactions de l'Adhérent afférentes aux Services.

Sous réserve des dispositions de la présente, l'Adhérent reconnaît qu'aucun élément de cette Désignation et autorisation ne modifie les droits ou les obligations de l'Adhérent et de la CDS tels que définis dans les règles de la CDS. Cette Désignation et autorisation demeurera pleinement en vigueur et exécutoire jusqu'à ce qu'elle soit modifiée ou annulée par l'Adhérent au moyen d'un avis écrit livré ou envoyé par télécopieur, au (416) 365-1984, ou par courrier de première classe régulier prépayé, à l'attention du chef du Service juridique, à l'adresse suivante : ~~85, rue richmond Ouest~~ 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 2C9 ~~1S3~~, ou par la CDS au moyen d'un avis écrit livré ou envoyé par télécopieur ou par courrier de première classe régulier prépayé à l'Adhérent, à l'attention de la personne-ressource inscrite aux registres de la CDS, à la dernière adresse inscrite. Le délai pour la présentation d'un tel avis est tel que le prescrivent les règles de la CDS ou les règles de la CDS modifiées de temps à autre, le cas échéant.

Signé le _____^e jour du mois de _____ 20 ____ .

Nom de l'Adhérent ou du demandeur candidat à l'adhésion

Par : _____
Nom et titre du fondé de pouvoir

Par : _____
Nom et titre du fondé de pouvoir CDS795F (05/03)

Demande d'adhésion : Appendice H
Avis juridique
(institution étrangère voulant adhérer au CDSX)

[Date]

[Name, address and firm of Attorney
providing the opinion]

CDS Clearing and Depository Services Inc.
~~85 Richmond Street West~~ 100 Adelaide Street West
Toronto, Ontario M5H ~~2C9~~ 1S3

Attention: Chief Legal Officer

Bank of Canada
234 Wellington Street
Ottawa, Ontario K1A 0G9

Attention: Assistant General Counsel

Dear Sir:

Re: Opinion relating to participation of (the "applicant") in the CDSX

In this opinion, the following terms have the meanings set out below:

- "**Canadian Branch**" means the Canadian branch or branches to be established by the Applicant; [delete if not applicable]
- "**Clearing House**" means an entity, other than the Bank of Canada or a stock exchange, which provides clearing or settlement services for a Canadian clearing and settlement system, whether or not such entity is a Central Counter-Party;
- "**CDS**" means CDS Clearing and Depository Services Inc., being the Clearing House for the CDSX;
- "**CDSX**" means the domestic clearing, settlement and depository services of CDS, being a designated clearing and settlement system within the meaning of the Payment Clearing and Settlement Act (Canada);
- "**CDSX Participant**" means a participant in the CDSX, as determined in accordance with the Participant Agreement and Rules;
- "**Incorporating Jurisdiction**" means the jurisdiction named in paragraph 1 below, under the laws of which the Applicant is incorporated or otherwise established;

Demande d'adhésion : Appendice L

Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées — Désignation du dispositif d'appariement virtuel (DAV) et autorisation

À : Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS »)

Par la présente, _____
Adhérent à la CDS (ci-après, « l'Adhérent »)

désigne : _____ (ci-après, le « DAV »)

Personne-ressource pour le DAV Numéro de téléphone Courriel

aux fins d'enregistrement des opérations appariées à la CDS pour le compte de l'Adhérent aux fins de règlement aux Services de la CDS, tels que ces termes sont définis dans les règles de la CDS à l'intention des adhérents (ci-après, les « règles de la CDS »).

Par la présente, l'Adhérent autorise et enjoint la CDS à considérer valable et à accepter toute instruction ou toute autre communication afférente à une opération appariée devant être réglée par l'Adhérent au moyen des Services (ci-après, les « instructions ») soumise à la CDS par le DAV à moins que la présente Désignation et autorisation soit annulée conformément aux dispositions stipulées ci-après.

De plus, l'Adhérent autorise et enjoint la CDS à fournir au DAV (sur présentation d'une demande à cet effet) les confirmations, avis et rapports ayant trait à l'état des opérations appariées rapportées par le DAV pour le compte de l'Adhérent (ci-après, les « Confirmations »), en plus de fournir de tels documents à l'Adhérent.

Sous réserve des dispositions de la présente, l'Adhérent reconnaît qu'aucun élément de la présente Désignation et autorisation ne modifie les droits ou les obligations de l'Adhérent et de la CDS tels que définis dans les règles de la CDS. La présente Désignation et autorisation demeurera pleinement en vigueur et exécutoire jusqu'à ce qu'elle soit annulée (i) soit par l'Adhérent au moyen d'un avis écrit livré ou envoyé, au moins trois jours ouvrables avant l'annulation, par télécopieur, au 416-365-1984, ou par courrier de première classe régulier prépayé, à l'attention du chef du Service juridique, à l'adresse suivante : ~~85, rue Richmond Ouest~~ 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario), M5H 2G9 1S3; (ii) soit par la CDS au moyen d'un avis écrit livré ou envoyé, au moins trois jours ouvrables avant l'annulation, par télécopieur ou par courrier de première classe régulier prépayé à l'Adhérent, à l'attention de la personne-ressource inscrite aux registres de la CDS, à la dernière adresse inscrite. Le délai pour la présentation d'un tel avis est tel que le prescrivent les règles de la CDS ou les règles de la CDS modifiées de temps à autre, le cas échéant. L'annulation de la présente Désignation et autorisation entrera en vigueur à l'ouverture des bureaux (i) deux jours ouvrables après la date d'entrée en vigueur de l'avis (nonobstant toute autre date antérieure éventuellement inscrite dans l'avis) ou (ii) à toute autre date ultérieure inscrite dans l'avis.

L'annulation de la présente Désignation et autorisation n'a aucune incidence sur l'état de (ni sur les droits et obligations respectifs de la CDS et de l'Adhérent relativement à) toute opération rapportée à la CDS par le DAV conformément à la Désignation et autorisation mais n'ayant pas été réglée au moment de l'entrée en vigueur de l'annulation (ci-après, les « Opérations non réglées »). Par conséquent, l'Adhérent reconnaît que des Opérations non réglées peuvent être réglées après l'annulation de la présente Désignation et autorisation. De plus, l'Adhérent autorise la CDS à fournir au DAV des Confirmations relativement à l'état des Opérations non réglées, et ce, peu importe si de telles Confirmations sont fournies après l'annulation de la présente Désignation et autorisation.

Signé le _____^e jour du mois de _____ 20_____.

Nom de l'Adhérent

Par : _____
Nom et titre du fondé de pouvoir

Par : _____
Nom et titre du fondé de pouvoir

CDSX808F (10/06)

***Veillez photocopier ce formulaire
sur le papier à en-tête de votre société
en prenant soin de cacher cette boîte.***

Date : _____

Destinataire : La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée
~~85 Richmond Street West, Toronto, M5H 2C9~~
 100, rue Adelaïde Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3

À l'attention de : Service à la clientèle (*Customer Services*)

Objet : **Remplacement de la désignation des fondés de pouvoir**

Conformément aux Règles de la CDS à l'intention des adhérents (Règle 3.1.1), nous remplaçons la Désignation des fondés de pouvoir précédente et désignons chaque personne dont le nom figure ci-dessous comme nouveau fondé de pouvoir autorisé à agir en notre nom pour tout ce qui concerne les services. Nous certifions que chaque personne occupe bien le poste indiqué sur la même ligne que son nom, et que le spécimen de signature qui figure sur la même ligne est sa signature authentique :

Nom	Titre	Spécimen de signature
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

La CDS considère comme valable ce remplacement de la désignation de fondés de pouvoir jusqu'à ce qu'elle soit informée d'un nouveau remplacement conformément aux Règles de la CDS à l'intention des adhérents (Règle 3.1.1).

fondé de pouvoir*

fondé de pouvoir*

* Les signatures doivent être de deux désignations précédentes.

CDSX174F (05/05)



Demande de transmission de données

Action : <input type="checkbox"/> Ajout <input type="checkbox"/> Modification <input type="checkbox"/> Suppression		Dénomination sociale :
Code de la société :	Unité :	
Grand livre :		
Autre :		

Transmission à destination de la CDS (en provenance d'un adhérent)

<input type="checkbox"/> Inscription d'opération	<input type="checkbox"/> Rapprochement international des grands livres	<input type="checkbox"/> Confirmation d'opération	<input type="checkbox"/> Fichier des paiements prévus	<input type="checkbox"/> Fonds CPG – seulement Fichier sur les opérations (CANNEX)
<input type="checkbox"/> Rapprochement des grands livres	<input type="checkbox"/> Rapprochement international des opérations	<input type="checkbox"/> Fichier sur les opérations ACT	<input type="checkbox"/> Prix du PRD	<input type="checkbox"/> Virement intercomptes

Transmission à destination d'un adhérent (en provenance de la CDS)

✓	Sous-type enreg.	Description	✓	Sous-type enreg.	Description
		Fichier sur les transactions de dépôt (FDJ) (0004) (tous)			Fichier sur les opérations (0009) (DDJ) (tous) (suite)
	0040	Dépôts de valeurs non confirmés		0096	Nouvelles opérations à ICXA
	0041	Dépôts de fonds purgés et dépôts de fonds et de valeurs refusés		0097	Nouvelles opérations à LQNT
		Fichier sur les opérations boursières intérieures (0012) (DDJ) (tous)		0098	Nouvelles opérations à CX2
	0071	Fichier sur l'appariement des opérations boursières intérieures			Fichier sur les opérations (0002) (FDJ) (tous)
	0072	Fichier sur l'appariement des opérations boursières intérieures – sous-adhérents		0023	Opérations boursières – opérations modifiées et en cours
		Fichier sur les mises à jour de grands livres (0001) (FDJ) (tous)		0024	Opérations boursières – opérations supprimées/purgées
	0001	Transactions évaluées au marché		0028	Opérations non boursières – opérations non réglées (confirmées, non confirmées)
	0002	Dépôts de valeurs confirmés et dépôts de fonds confirmés		0029	Opérations non boursières – opérations supprimées/purgées
	0003	Retraits confirmés, refusés et non confirmés			Fichier sur les transactions de retrait (0005) (FDJ)
	0004	Transactions de règlement d'opérations		0050	Retraits non confirmés
	0005	Transactions de règlement de mises en gage			Autres fichiers sortants du CDSX
	0006	Transactions de redressement de dépôts et de retraits		00031	Fichier sur les activités au RNC (DDJ)
	0007	Transactions de redressement de grands livres		0006	Fichier sur les activités au RNC (FDJ)
	0008	Transactions de virement intercomptes		0010	Fichier sur les positions inscrites en compte au RNC en fin de journée
	0009	Transactions de règlement au RNC		0011	Fichier de rapprochement des grands livres des gardiens
	0010	Paiement et réception au processus de paiement		0015	Fichier des positions du gardien
	0011	Paiement et réception de droits et privilèges		0017	Fichier sur les statistiques de traitement des opérations institutionnelles quotidien
	0013	Transactions de virement de fonds		0018	Fichier de données sur le traitement des opérations institutionnelles quotidien
	0014	Opérations sur devises		7040	Fichier sur les droits et privilèges – complet
		Fichier sur les mises en gage (0003) (FDJ) (tous)		7041	Fichier sur les droits et privilèges – modifications
	0030	Mises en gage existantes (régérées)		0021	Fichier sur les opérations échouées reportées pour l'OCRCVM
	0031	Transactions de mises en gage postdatées		0024	Fichier définitif des paiements prévus
	0032	Articles de prêt supprimés ou ajoutés		0014	Soldes du grand livre – date de clôture des registres aux fins de sollicitation de procurations
	0033	Mises en gage supprimées ou purgées		0008	Fichier sur les positions au grand livre
		Fichier sur les opérations (0009) (DDJ) (tous)		0020	Fichier sommaire sur les opérations au RNC consolidées de la NSCC
	0020	Nouvelles opérations à la CDCC		0007	Fichier sommaire de compte au RNC de la NSCC (données extraites)
	0022	Nouvelles opérations à la TSE et à la CDNX		7050	Fichier sur le profil des adhérents
	0025	Nouvelles opérations au CNQ		0023	Fichier appariement des paiements prévus
	0026	Nouvelles opérations au TCM		7030	Fichier principal des valeurs – complet
	0027	Opérations non boursières – opérations non réglées, reçues après la production du fichier de type 28		7031	Fichier principal des valeurs – modifications
	0070	Nouvelles opérations au CXD		0016	Fichier de déclaration au moyen du formulaire 1042-S – données (mensuel) Société Grand livre
	0080	Nouvelles opérations au LYNX		1000	Prix du PRD - refus
	0090	Nouvelles opérations au PURE		0025	Fichier de données sur les défauts de livraison au RNC
	0091	Nouvelles opérations au CHIX		0028-01	Fichier de données de sortie relatives aux opérations au format lisible par machine UTC de la NSCC
	0092	Nouvelles opérations à OMEG			0028-02 Fichier sommaire des opérations consolidées de la NSCC (CTS) en format CSV
	0093	Nouvelles opérations à l'AATS			0028-03 Fichier sommaire des opérations consolidées de la NSCC (CTS) en format lisible par machine
	0094	Nouvelles opérations à NEOE			
	0095	Nouvelles opérations à TMXS			



InterLink/SWIFT Service – Demande de messages

Adhérent de la CDS (demandeur) : _____ IDUC : _____ Grand livre : _____

Personne-ressource : _____ Tél. : _____

Tiers fournisseur de service (le cas échéant) : _____ Destinataire : _____
(obligatoire)

Transmission locale : _____ Responsable transmission : _____

Abonnement au service InterLink : Modifications **aux**des exigences de service
actuelles : Date : _____
(AAAA/MM/JJ)

Abonnement au service SWIFT : Modifications **aux**des exigences de service
actuelles : Date : _____
(AAAA/MM/JJ)

Code BIC : _____ Signature autorisée : _____

Nom du message	Numéro du message	Réception (I) ou envoi (O) CDS	Votre IDUC (✓)	Tiers fournisseur (✓)	Ajouter (✓)	Supprimer (✓)
Broadcast Notification Message	CDSN01N	O				
Virement de fonds						
Funds Transfer Entry	CDSA010	I				
Funds Transfer Reject	CDSA01R	O				
Funds Transfer Confirm	CDSA01C	O				
Funds Transfer Notify	CDSA01N	O				
Virement Intercomptes						
Inter-Account Movement Entry	CDSA020	I				
Inter-Account Movement Reject	CDSA02R	O				
Inter-Account Movement Confirm	CDSA02C	O				
Inter-Account Movement Notify	CDSA02N	O				
Opération non boursière						
Non-Exchange Trade Entry	CDST010	I				
Non-Exchange Trade Reject	CDST01R	O				
Non-Exchange Trade Confirm	CDST01C	O				
Non-Exchange Trade Notify	CDST01N	O				
Non-Exchange Trade Modify	CDST100	I				
Non-Exchange Trade Modify Rejection	CDST10R	O				
Non-Exchange Trade Modify Confirmation	CDST10C	O				
Non-Exchange Trade Modify Notification	CDST10N	O				
Non-Exchange Trade Settlement Notification	CDST90N	O				
Grand livre						
Ledger Position Update Notification	CDSU01N	O				
Default CUID required:						
Mise en gage						
Pledge Entry	CDSP020	I				
Pledge Modify	CDSP200	I				



Nom du message	Numéro du message	Réception (I) ou envoi (O) CDS	Votre IDUC (✓)	Tiers fournisseur (✓)	Ajouter (✓)	Supprimer (✓)
Pledge Seizure	CDSP210	I				
Pledge Add/Delete Loan Items	CDSP220	I				
Pledge Entry Confirmation	CDSP02C	O				
Pledge Entry Notification	CDSP02N	O				
Pledge Entry Rejection	CDSP02R	O				
Pledge Modify Confirmation	CDSP20C	O				
Pledge Modify Notification	CDSP20N	O				
Pledge Modify Rejection	CDSP20R	O				
Pledge Seizure Confirmation	CDSP21C	O				
Pledge Seizure Notification	CDSP21N	O				
Pledge Seizure Rejection	CDSP21R	O				
Pledge Add/Delete Loan Item Confirmation	CDSP22C	O				
Pledge Add/Delete Loan Item Notification	CDSP22N	O				
Pledge Add/Delete Loan Item Rejection	CDSP22R	O				
Pledge Notification (Short)	CDSP05N	O				
Pledge Settlement Notification	CDSP90N	O				
Pledge Pending Details Notification	CDSP10N	O				
Dépôt et retrait						
Security Deposit Entry	CDSD010	I				
Security Deposit Entry Confirmation	CDSD01C	O				
Security Deposit Entry Rejection	CDSD01R	O				
Security Deposit Entry Notification	CDSD01N	O				
Security Deposit Modify Notification	CDSD05N	O				
Withdrawal Entry	CDSW010	I				
Withdrawal Entry Confirmation	CDSW01C	O				
Withdrawal Entry Rejection	CDSW01R	O				
Withdrawal Modify Confirmation	CDSW05C	O				
Withdrawal Modify Notification	CDSW05N	O				
Withdrawal Modify Rejection	CDSW05R	O				
Withdrawal Entry Notification	CDSW01N	O				
Messages afférents aux opérations boursières						
Exchange Trade Entry	CDSY010	I				
Exchange Trade Confirm	CDSY01C	O				
Exchange Trade Reject	CDSY01R	O				
Exchange Trade Notify	CDSY01N	O				
Exchange Trade Modify Notify	CDSY10N	O				
Exchange Trade Settlement	CDSY90N	O				
Établissement du solde net au RNC - mise à jour des positions						
CNS Netting – Outstanding Position Update	CDSX01N	O				
CNS Netting – Value-dated Position Update	CDSX03N	O				
Position - Établissement du solde net au RNC - indicateur de contrôle de règlement (« SCI »)						
CNS Position - SCI Change	CDSX020	I				
CNS Position - SCI Change Confirmation	CDSX02C	O				
CNS Position - SCI Change Notification	CDSX02N	O				

Services de dépôt et de compensation CDS Inc.
CDSX377F – 2 (09/16)



CDS – Services en ligne

Soutien – Détails afférents à l'admissibilité aux services

Fonctions du grand livre

Code de la société :	Nom de la société :
----------------------	---------------------

Grand livre :

Description du service	Admissibilité		Date d'entrée en vigueur					
	Oui	Non	A	A	M	M	J	J
Rapport sur les positions du RNC (CDSX01N)	Oui	Non	A	A	M	M	J	J
RNC — opération intérieure libellée en dollars canadien	Oui	Non	A	A	M	M	J	J
RNC — opération intérieure libellée en dollars américains	Oui	Non	A	A	M	M	J	J
DTC — livraison sans contrepartie	Oui	Non	A	A	M	M	J	J
EOC — livraison sans contrepartie	Oui	Non	A	A	M	M	J	J
JSS — livraison sans contrepartie	Oui	Non	A	A	M	M	J	J
SEB — livraison sans contrepartie	Oui	Non	A	A	M	M	J	J

Signature :	Date :
-------------	--------

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
CDSX798F (05/07)



Annexe A Formulaire de réclamation

La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée
~~85, rue Richmond Ouest~~ 100, rue Adelaide Ouest
 Toronto (Ontario) M5H ~~2G9~~ 1S3

Désignation de l'adhérent :	
IDUC concerné :	Lieu :
Rempli par :	Téléphone :
Date :	Date de l'événement :
Montant de la réclamation (en dollars) :	Calcul de la réclamation :
Documentation pertinente jointe <input type="checkbox"/>	

Mesures prises afin de minimiser les pertes :

Remarques : Veuillez envoyer le formulaire de réclamation dûment rempli par courrier électronique à votre gestionnaire des relations avec la clientèle de la CDS. Veuillez inclure une description détaillée de l'événement sur du papier à en-tête de votre société. Toute la documentation pertinente doit être envoyée avec le présent formulaire.

CDSX811F (05/16)

Lettre d'autorisation de l'émetteur

Date :

Services de dépôt et de compensation CDS inc.

~~CDS Clearing and Depository Services Inc.~~~~85 Richmond Street West~~ 100, rue Adelaide Ouest~~Toronto, (Ontario)~~~~M5H 2C9~~ 1S3

Canada

À l'attention de :

À qui de droit,

Concernant l'émission par _____ (l'« Émetteur ») de titres d'emprunt des sociétés de l'Espagne (_____), l'Émetteur et _____,

ISIN no.

à titre de caution à l'égard desdits titres (la « Caution »), confirment par les présentes qu'elles ont donné à Acupay System LLC (« Acupay ») le mandat d'agent et autorisent la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. (la « CDS ») à fournir à Acupay les renseignements ayant trait aux avoirs des adhérents de la CDS dans lesdits titres tels qu'ils figurent dans le Rapport des détenteurs inscrits, ou dans un rapport similaire utilisé aux mêmes fins, de même qu'à leurs choix en matière d'allègement fiscal à l'égard de ces positions afin de faciliter la conformité aux directives de certification relatives à la retenue fiscale et au traitement des échanges indiquées en totalité dans la notice d'offre datée du _____ visant lesdits titres.

*L'Émetteur*_____
*La Caution*_____
~~Par:~~ Signature_____
~~Par:~~ Signature:_____
*Nom:*_____
*Nom:*_____
*Titre:*_____
Titre

Présentation de l'avis juridique

Date :

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
~~CDS Clearing and Depository Services Inc.~~
~~85 Richmond Street West~~ 100, rue Adelaide Ouest
 Toronto, (Ontario)
 M5H ~~2C9~~1S3
 Canada

À l'attention de :

À qui de droit,

Nous avons agi à titre de conseiller juridique en Espagne de _____ (l'« Émetteur »),
 aux fins, entre autres, de production d'un avis juridique (l'« Avis »), s'adressant à l'Émetteur à l'égard de l'émission de
 _____ cautionnée par
 _____ (détail des titres)
 _____ (la « Banque »). L'Avis est joint

à titre d'Annexe 1 et compte les points saillants importants suivants :

- Conformément à la loi _____, l'émission de titres par l'Émetteur sera assujettie à certaines exigences en matière de déclaration (ce qui comprend la divulgation de l'identité des détenteurs et des activités effectuées par l'Émetteur). Les obligations en matière de divulgation ont été mises en œuvre selon la _____ (titre complet en anglais et date de la loi) _____, (_____ (titre complet en espagnol et date de la loi) _____), telle qu'elle a été modifiée par la _____ (titre complet en anglais et date de la loi) _____ (_____ (titre complet en espagnol et date de la loi) _____).
- L'Émetteur, la Banque de même que l'agent financier et payeur ont convenu de certaines directives avec le service de compensation pertinent (c.-à-d., Services de dépôt et de compensation CDS inc. ou la « CDS ») et Acupay System LLC (« Acupay ») (tel qu'indiqué (i) à la section Taxation — Spanish Tax Considerations — Evidence of Beneficial Owner Residency in Connection with Interest Payments (Imposition – Incidences du droit fiscal espagnol – Preuve de résidence du propriétaire réel à l'égard des paiements d'intérêt [traduction]), de la notice d'offre préliminaire et de la notice d'offre; (ii) à l'Annexe A de la notice d'offre préliminaire et de la notice d'offre; et (iii) dans les modalités de l'entente avec Acupay). À notre avis, cette entente est conforme aux exigences en matière de déclaration établies par la loi _____, comme le confirme la loi _____ (titre de la loi en anglais).
- Étant donné que les directives mentionnées à l'alinéa _____ de l'Avis sont, à notre avis, conformes aux exigences en matière de déclaration établies par la loi _____ (telle qu'elle a été modifiée par la loi _____ et la loi _____), comme le confirme la loi _____ (titre de la loi en espagnol), nous croyons que l'adhésion de la CDS à ces directives de la façon décrite à l'Annexe A de la notice d'offre préliminaire et dans la notice d'offre ne présente aucun risque pour la CDS à l'égard des autorités fiscales de l'Espagne.

- De plus, si les directives mentionnées à l'alinéa _____ de l'Avis se révèlent inefficaces et que les adhérents de la CDS ne parviennent pas à recueillir et à fournir à l'Émetteur ou à la Banque tous les renseignements concernant l'identité et le pays de résidence des propriétaires réels en temps opportun, comme l'exigent les autorités fiscales de l'Espagne (auquel cas l'Émetteur retiendra au taux applicable à ce moment – actuellement ___% – tout paiement d'intérêt à l'égard du capital restant des titres pour lesquels les directives convenues se révèlent inefficaces, conformément à la notice d'offre préliminaire et la notice d'offre), la CDS ne devrait pas, à notre avis, courir de risque envers les autorités fiscales de l'Espagne.
- Si les renseignements sur le propriétaire réel soumis à l'Émetteur ou à la Banque se révèlent être faux ou inexacts ultérieurement, nous croyons que l'Émetteur sera tenu responsable par les autorités fiscales de l'Espagne en ce_
- qui a trait au versement insuffisant de retenues fiscales. De plus, nous sommes d'avis que la CDS ne sera pas tenue responsable, dans ce cas, par les autorités fiscales de l'Espagne. S'il ressort que le versement insuffisant de retenues fiscales découle d'une intention de nuire ou d'une négligence, les autorités fiscales de l'Espagne pourraient conclure qu'il y a eu fraude fiscale et imposer par la suite des sanctions à l'Émetteur. Les personnes ayant activement pris part à une telle fraude fiscale seront tenues solidairement responsables du versement insuffisant de retenues fiscales et se verront imposer les sanctions solidairement. Comme la CDS n'a pas connaissance ou accès aux renseignements sur le propriétaire réel, nous sommes d'avis qu'elle ne pourrait pas être réputée avoir activement pris part à la fraude fiscale présumée par les autorités fiscales de l'Espagne.

Veuillez agréer mes salutations distinguées.



Service de secours sur place de la CDS
Demande d'abonnement

À: **La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (« CDS »)**
~~85, rue Richmond Ouest~~, 100, rue Adelaide Ouest
Toronto (Ontario) M5H ~~2G9~~1S3
À l'attention du Service à la clientèle

De : _____
(l'« abonné »)

L'abonné présente une demande d'abonnement au Service de secours sur place de la CDS (le « Service »).

L'abonné convient que les frais mensuels d'accès au Service, plus les taxes applicables, lui seront imputés mensuellement sur sa facture d'abonné. Les frais supplémentaires et les autres frais afférents au Service, plus les taxes applicables, seront imputés à l'unité de facturation de l'abonné, le cas échéant.

L'abonné reconnaît que le Service est assujéti à la *Convention d'adhésion*, aux *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* et aux Procédés et méthodes et guides de l'utilisateur de la CDS.

La présente demande est faite pour le compte de l'abonné par le fondé de pouvoir dûment autorisé.

Fondé de pouvoir

Date

_____ 20_____

Logo TMX CDS

Avis d'accès (terminal) partagé à l'intention des adhérents

À: **La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (« CDS »)**
~~85, rue Richmond Ouest~~, 100, rue Adelaide Ouest
 Toronto (Ontario) M5H ~~2C9~~1S3
 À l'attention du Service à la clientèle

Par la présente, les adhérents suivants informent conjointement la CDS qu'ils se sont entendus pour partager l'accès au terminal et l'espace de travail afin d'accéder et d'avoir recours aux outils en ligne de la CDS comme installations de réserve dans des situations de défaillance temporaire du système ou du terminal, de la façon suivante :

L'adhérent A : _____ aura le droit d'accéder aux outils en ligne de la CDS et de les utiliser

 (nom de l'adhérent)

avec ses propres codes d'accès au(x) site(s) du terminal de l'adhérent B : _____

 (nom de l'adhérent)

Réciproquement, l'adhérent B aura le droit d'accéder aux outils en ligne de la CDS et de les utiliser avec ses propres codes d'accès au(x) site(s) du terminal de l'adhérent A.

Chacun des adhérents ci-dessus demande à la CDS de fournir l'accès en ligne à l'autre adhérent de la manière indiquée ci-dessus, au moment et selon les directives précisés dans le *Formulaire de demande par télécopieur d'accès (terminal) partagé à l'intention des adhérents*.

Chaque adhérent reconnaît que tout accès et toute entente entre les adhérents concernant l'accès partagé sont assujettis en tout temps à la *Convention d'adhésion*, aux *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* et aux Procédés et méthodes et guides de l'utilisateur de la CDS.

 Signature du fondé de pouvoir de l'adhérent A

 Date

 Signature du fondé de pouvoir de l'adhérent B

 Date

À l'usage de la CDS seulement :

 Signature du représentant du Service à la clientèle de la CDS

 Date

Le représentant du Service à la clientèle de la CDS doit envoyer une copie signée de cet avis au service de la Sécurité de l'information.

CDSX837F (11/08)



Date d'entrée en vigueur :

Demande d'accès aux services Web à l'intention des adhérents de la CDS

Dénomination sociale :	Adresse postale : (adresse municipale, ville, code postal)
Personne-ressource :	Code de société :
Téléphone :	

IDUC	Service d'avertissement électronique	Service de gestion des responsabilités liées aux événements de marché	Service de demande de certificat relatif au formulaire NPZ-R paiement CDS-DTCC	Statistiques relatives à la déclaration d'opérations TRAX	Demandes de transfert TRAX	Service de surveillance du Service de liaison avec New York	Suivi des droits et privilèges TRAX

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
CDSX843F (08/13) page 1

Avis de non-responsabilité

Ces services sont régis par les *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* et les Procédés et méthodes de la CDS.

Les retards liés à l'utilisation d'Internet et les pannes de réseau ne sont pas du ressort ou de la responsabilité de la CDS. En conséquence, l'accès aux services Web de la CDS et la réception des avis par le Web et par courriel créés par ces services peuvent faire l'objet de retards et d'interruptions. Les adhérents sont responsables de la maintenance de leurs connexions à Internet, s'ils reçoivent les avis par le Web, ou de la maintenance et du suivi des adresses de courriel désignées afin d'assurer la réception des avis par courriel.

Les avis par courriel provenant de la CDS ne sont pas encodés. Ainsi, la confidentialité et la sécurité des renseignements ne font l'objet d'aucune garantie.

En apposant sa signature ci-dessous, le fondé de pouvoir accepte, pour le compte de l'adhérent, l'avis de non-responsabilité susmentionné et toutes les modalités relatives au service, comme il est indiqué dans les Règles de la CDS à l'intention des adhérents et les Procédés et méthodes.

Autorisation du client

Nom :		
	Titre :	
Signature autorisée :	Date :	

À l'usage de la CDS seulement

<input type="checkbox"/>	Demande vérifiée par le Service à la clientèle	Nom :	Date :
<input type="checkbox"/>	Autorisation vérifiée par la Sécurité de l'information	Nom :	Date :
<input type="checkbox"/>	Demande remplie par la Sécurité de l'information	Nom :	Date :


 CDS^{NO} Changement pour le logo TMX CDS

Désignation du tiers pour l'enregistrement d'opérations et autorisation (« TEO »)

À : SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC. (« CDS »)

Par la présente, _____
adhérent à la CDS (ci-après, « l'Adhérent »)

désigne : _____ (ci-après, le TEO)

Personne-ressource du TEO

Numéro de téléphone

Courriel

aux fins d'enregistrement des opérations appariées à la CDS pour le compte de l'Adhérent aux fins de Règlement aux Services de la CDS, tels que ces termes sont définis dans les Règles de la CDS à l'intention des adhérents (ci-après, les « Règles de la CDS »).

Par la présente, l'Adhérent autorise et enjoint la CDS à considérer valable et à accepter toute instruction ou toute autre communication afférente à une opération appariée devant être réglée par l'Adhérent au moyen des Services (ci-après, les « Instructions ») soumise à la CDS par le TEO à moins que la présente Désignation et autorisation soit annulée conformément aux dispositions stipulées ci-après.

De plus, l'Adhérent autorise et enjoint la CDS à fournir au TEO (sur présentation d'une demande à cet effet) les confirmations, avis et rapports ayant trait à l'état des opérations appariées rapportées par le TEO pour le compte de l'Adhérent (ci-après, les « Confirmations »), en plus de fournir de tels documents à l'Adhérent.

Sous réserve des dispositions de la présente, l'Adhérent reconnaît qu'aucun élément de la présente Désignation et autorisation ne modifie les droits ou les obligations de l'Adhérent et de la CDS tels que définis dans les Règles de la CDS. La présente Désignation et autorisation demeurera pleinement en vigueur et exécutoire jusqu'à ce qu'elle soit annulée (i) soit par l'Adhérent au moyen d'un avis écrit livré ou envoyé, au moins trois jours ouvrables avant l'annulation, par télécopieur, au (416) 365-1984, ou par courrier de première classe régulier prépayé, à l'attention du vice-président, Service juridique et secrétaire, à l'adresse ~~85, Richmond St West~~ 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H ~~2C91S3~~; (ii) soit par la CDS au moyen d'un avis écrit livré ou envoyé, au moins trois jours ouvrables avant l'annulation, par télécopieur ou par courrier de première classe régulier prépayé à l'Adhérent, à l'attention de la personne-ressource inscrite aux registres de la CDS, à la dernière adresse inscrite. Le délai pour la présentation d'un tel avis est tel que le prescrivent les Règles de la CDS ou les Règles de la CDS modifiées de temps à autre, le cas échéant. L'annulation de la présente Désignation et autorisation entrera en vigueur à l'ouverture des bureaux (i) deux jours ouvrables après la date d'entrée en vigueur de l'avis (nonobstant toute autre date antérieure éventuellement inscrite dans l'avis) ou (ii) à toute autre date ultérieure inscrite dans l'avis.

L'annulation de la présente Désignation et autorisation n'a aucune incidence sur l'état de (ni sur les droits et obligations respectifs de la CDS et de l'Adhérent relativement à) toute opération rapportée à la CDS par le TEO conformément à la Désignation et autorisation mais n'ayant pas été réglée au moment de l'entrée en vigueur de l'annulation (ci-après, les « Opérations non réglées »). Par conséquent, l'Adhérent reconnaît que des Opérations non réglées peuvent être réglées après l'annulation de la présente Désignation et autorisation. De plus, l'Adhérent autorise la CDS à fournir au TEO des Confirmations relativement à l'état des Opérations non réglées, et ce, peu importe si de telles Confirmations sont fournies après l'annulation de la présente Désignation et autorisation.

Signé le ____^e jour du mois de _____ 20__ .

Nom de l'Adhérent

Par : _____
Nom et titre du fondé de pouvoir

Par : _____
Nom et titre du fondé de pouvoir

Services dépôt et de compensation CDS inc.
CDSX858F (08/12)



Formulaire de confirmation des valeurs inscrites

L'émetteur admissible, _____, par l'entremise d'un fondé de pouvoir dûment autorisé ou de son mandataire nommé (le cas échéant) _____, demande par les présentes à la CDS de lui fournir une confirmation des valeurs-positions inscrites (la « confirmation ») pour la valeur ou les valeurs immatriculées au nom du propriétaire pour compte de la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. (la « CDS »), CDS & CO., de la manière désignée dans la lettre de demande jointe datant du _____ et reconnaît que l'obtention d'une telle confirmation par la CDS est assujettie aux modalités stipulées au verso :

Calcul des frais :

Calcul des frais pour la demande jointe en fonction du nombre d'ISIN inclus dans la demande :

Province (~~doit être sélectionné~~ veuillez sélectionner) :-

Nombre d'ISIN (premier 10)	<input type="text"/>	x 105,00 \$	<input type="text"/>	\$
+ nombre d'ISIN (de 11 à 30)	<input type="text"/>	x 53,00 \$	<input type="text"/>	\$
+ nombre d'ISIN (plus de 30)	<input type="text"/>	x 27,00 \$	<input type="text"/>	\$
ISIN total	<input type="text"/>	Sous-total :	<input type="text"/>	\$

Plus TPS de 5 % :

ou TVH de 13,2 % : (résidents de la C.-B. de l'Ont., de T.-N.-L. et du N.-B.)

ou TVH de 14,3 % : (résidents de l'Î.-P.-É. de l'Ont., de T.-N.-L. et du N.-B.)

ou TVH de 15 % : (résidents de la N.-É.)

Plus TVQ de 9,975 % : (résidents du Québec)

Remarque :- Le montant calculé de la TVQ doit être arrondi au cent le plus près.

(numéro d'inscription de la CDS aux fins de la TPS ou de la TVH)

8 3 0 5 0 7 4 9 7 R T 0 0 0 1

(numéro d'inscription de la CDS)

1 2 1 5 3 2 5 5 5 1 T Q 0 0 0 1

Total : \$

Mode de paiement (veuillez en choisir un sélectionner) :

Paiement joint

Veuillez adresser le chèque ou la traite bancaire à l'ordre de :

CDS

85 Richmond Street West 100 Adelaide Street West
Toronto, ON M5H 2C9 1S3
Attn : Finance A/R

Demande de facture

L'émetteur ou le mandataire a déjà reçu une facture de la CDS. Veuillez utiliser les renseignements les plus récents au dossier sur la facturation.

ou

Veuillez utiliser les renseignements suivants :

Virements télégraphiques (en dollars canadiens seulement)

Beneficiary Bank (banque du bénéficiaire) : **BANK OF MONTREAL**
100 King Street West, Toronto, ON M5X 1A3

SWIFT BIC CODE (code BIC SWIFT) : **BOFMCAM2**
Beneficiary Acct. No. (numéro du compte du bénéficiaire) : **1594-223**
Transit No. (numéro de domiciliation) : **0002(2)**

Beneficiary (bénéficiaire) : **CDS**

85 Richmond Street West 100 Adelaide Street West, Toronto, ON M5H 2C9 1S3

Émetteur :		Mandataire (le cas échéant) :	
Personne-ressource aux fins de facturation :		Tél. :	Courriel :
Adresse aux fins de facturation :			
Ville :	Province :	Code postal :	Pays :

Demandé par :

Émetteur	Mandataire	Dénomination sociale du demandeur :	Signature autorisée :
Nom et titre du fondé de pouvoir :		Tél. :	Date :

Pour usage interne à la CDS seulement



Demande de confirmation acceptée par (signature de la CDS) :	Date :
Paiement reçu par (signature du Service des Finances de la CDS) :	Date :
Confirmation remplie publiée par (signature de la CDS) :	Date :

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
SMS012F (04/17)

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
SMS012F (04/17)



Modalités

1. Service de confirmation de valeurs inscrites (la « confirmation »). En soumettant ce formulaire, l'émetteur déclare que la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. (la « CDS »), par son propriétaire pour compte CDS & CO., est le ou un porteur inscrit d'une valeur admissible au service de dépôt de la CDS. L'émetteur, ou son mandataire autorisé, reconnaît que CDS & CO. détient les valeurs à titre de prête-nom pour le compte des adhérents de la CDS au service de dépôt, valeurs pour lesquelles la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. offre des services de règlement et de garde. La société Services de dépôt et de compensation CDS inc. a été autorisée par chaque adhérent à divulguer à un émetteur d'une valeur admissible le nombre total de valeurs admissibles de cet émetteur qu'elle détient pour le compte des adhérents de la CDS. La confirmation indique de telles positions à la fermeture des bureaux, après les rajustements nécessaires, à la date précisée et est transmise à l'émetteur dès que cela est possible.
2. Exactitude des données. La CDS traitera et émettra de nouveau une confirmation, dans les trois mois suivant la date de la confirmation initiale, si le demandeur prouve à la CDS de façon satisfaisante que la confirmation ne permettait pas le rapprochement avec le registre des émetteurs.
3. Limite de la responsabilité. L'émetteur ou le mandataire dûment autorisé de l'émetteur reconnaît et convient que ni la CDS ni l'une de ses sociétés affiliées ne peuvent être tenues responsables de la non-transmission d'une confirmation pour des raisons indépendantes de la volonté de la CDS. De plus, l'émetteur ou le mandataire dûment autorisé de l'émetteur reconnaît que la responsabilité totale de la CDS pour les dommages de tout genre, ou quelles qu'en soient les pertes subites, n'excède pas le montant total versé par l'émetteur ou le mandataire dûment autorisé de l'émetteur pour recevoir la confirmation dans les trois mois suivant immédiatement l'événement ayant occasionné une telle responsabilité.
4. Utilisation de la confirmation. L'émetteur qui a reçu une confirmation de la CDS ou toute personne qui reçoit une confirmation ou une copie de celle-ci, sauf conformément aux lois sur les valeurs mobilières, aux règles ou aux instructions applicables et plus spécifiquement, ne doit s'en servir qu'aux fins suivantes :
 - (a) un envoi de documents afférents aux détenteurs de titres;
 - (b) un effort pour influencer sur le vote des détenteurs de titres de l'émetteur;
 - (c) une offre d'acquisition d'actions de l'émetteur; ou
 - (d) toute autre question reliée aux affaires de l'émetteur.
5. Frais. La CDS impute des frais, conformément au barème des frais de la CDS en vigueur, pour les confirmations fournies dans le cadre de cette convention. La CDS se réserve le droit de modifier le barème des frais, de temps à autre, à son entière discrétion. Les modifications apportées au barème des frais après la soumission de la demande, mais avant l'envoi de la confirmation, n'ont toutefois aucune incidence sur le total des frais.
Remarque : Les frais pour les confirmations sont payables à l'avance (sauf au cas où le demandeur choisit de recevoir une facture pour la confirmation) à la « CDS » et doivent être joints à l'envoi de la présente convention à la CDS.
6. Taxes. Les frais demandés en vertu de la présente convention ne comprennent pas de taxes de vente ou de consommation fédérale, provinciale ~~ni~~ locale qui pourraient être imposées au terme de la transmission de la confirmation. Le cas échéant, ces taxes doivent être payées par le demandeur directement aux autorités fiscales; si toutefois la CDS est, selon elle, tenue par la loi de les prélever, elle ajoutera le montant aux frais que doit payer le demandeur.
7. Avis. Dans le cadre de la présente convention, tout avis doit être livré en personne ou par courrier recommandé à l'adresse du destinataire indiquée à la première page de la présente convention ou à l'adresse de facturation, le cas échéant. Les avis à la société CDS sont adressés à l'attention du Service à la clientèle, au ~~85, rue Richmond Ouest~~ 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H ~~2C9 1S3~~.
8. Mandataire de l'émetteur. Si la demande de confirmation a été présentée par le mandataire de l'émetteur pour le compte de l'émetteur, le mandataire de l'émetteur doit :
 - (a) déclarer et garantir qu'il a été dûment autorisé par l'émetteur à présenter cette demande, à recevoir la confirmation demandée et les avis fournis au besoin et à verser les frais demandés pour obtenir les confirmations;
 - (b) déclarer et garantir que cette demande est faite uniquement en rapport avec les affaires de l'émetteur; et
 - (c) accepter d'être lié par les modalités de la convention de la même façon que l'est l'émetteur.
9. Généralités. La présente convention ne peut être cédée par le demandeur sans le consentement écrit de la CDS et a force exécutoire auprès des parties, de leurs successeurs et ayants droit autorisés respectifs. La présente convention est régie par les lois de la province d'Ontario et les lois fédérales du Canada qui s'y appliquent et est interprétée conformément à ces lois.

Lettre de demande

La demande ~~Doit~~ être imprimée sur du papier à en-tête de l'émetteur ou du mandataire dûment autorisé.

Date : _____

~~Solutions de gestion de valeurs CDS inc.~~ Services de dépôt et de compensation CDS inc.

~~85, rue Richmond Ouest~~ 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (~~-ON~~) ~~M5H M5H 1S3 2C9~~

À l'attention du Service à la clientèle

Objet : Confirmation des ~~valeurs~~ positions inscrites pour _____
(désignation de la valeur)

~~Messieurs~~ Madame, Monsieur,

Veillez faire parvenir une confirmation des ~~valeurs~~ positions inscrites pour les ~~a~~ valeurs dont les renseignements sont

indiqués ci-après en date du _____
(date d'entrée en vigueur de la confirmation)

CUSIP/ISIN	Désignation de l'émission de la valeur	Montant
(numéro d'identification de l'émission de valeur)	(comprend toutes les caractéristiques aux fins d'identification comme la dénomination sociale de la valeur, le type de valeur, le taux d'intérêt, la date d'échéance, etc.)	(capital, valeur nominale ou nombre d'actions)

Joindre les pages supplémentaires et indiquer le nombre de pages jointes.

Nombre de pages jointes :

Veillez faire parvenir par la poste (ou par télécopieur) une confirmation remplie à l'attention de :

Nom et adresse ou numéro de télécopieur du destinataire de la confirmation.

Signature autorisée du représentant de l'émetteur ou du mandataire

Nom et titre du représentant de l'émetteur ou du mandataire

À L'USAGE EXCLUSIF DE LA ~~SOCIÉTÉ SOLUTIONS~~ CDS

CONFIRMATION :

Je, _____, confirme par la présente que les renseignements fournis ci-dessus et dans les pièces jointes sont :

Exacts **Inexacts** (*Veillez voir les remarques au sujet des différences.*)

Signature

Titre

Date

Annexe 1

SMS013F
(046/170)

CHAPITRE 1 SERVICES DE LIVRAISON
Personnel autorisé

Actuellement, la CDS utilise Brink's^{MD} Canada à titre de fournisseur de service de messagerie par véhicules blindés.

Veillez informer le service de messagerie par véhicules blindés si la valeur de l'envoi est supérieure à 50 millions de dollars.

La CDS transmet un relevé quotidien des services de messagerie présentant un sommaire des enveloppes reçues par un adhérent ainsi que leur valeur déclarée (le cas échéant). Pour toute erreur, veuillez communiquer avec la caisse-titre de la CDS le jour même. Tout écart relevé après la date de livraison doit être signalé au Service à la clientèle de la CDS.

1.3 Personnel autorisé

Les adhérents doivent présenter une carte d'identité de messenger ou une lettre d'autorisation afin de cueillir des enveloppes aux bureaux de la CDS.

1.4 Frais d'omission de cueillette

Des frais sont imputés pour toute omission de cueillir une enveloppe avant la fermeture quotidienne des bureaux. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le barème de prix de la société Services de dépôt et de compensation CDS inc.

CHAPITRE 8

Service de livraison internationale

Le service de livraison internationale est un service de messagerie par véhicules blindés bidirectionnel utilisé par les adhérents afin de livrer des titres non négociables, des titres négociables et des documents (c.-à-d., des rapports et des avis) de la CDS à la Depository Trust Company (« DTC »), à la National Securities Clearing Corporation (« NSCC ») ou à l'agent des transferts approprié. Les livraisons sont effectuées de l'une des manières suivantes :

- **Règlements au moyen du Service de liaison avec New York** – L'adhérent dépose à la CDS les enveloppes de règlement pour le Service de liaison avec New York. Un service de messagerie par véhicules blindés livre les enveloppes à la NSCC pour le Service interurbain de règlement par enveloppes (« SIRE »).
- **Dépôts au moyen du Service de liaison avec New York ou du Service de liaison directe avec la DTC** – L'adhérent dépose à la CDS les dépôts pour le Service de liaison avec New York. Un service de messagerie par véhicules blindés livre les enveloppes à la DTC.
- **Dépôts et retraits de titres américains au CDSX** – L'adhérent dépose à la CDS les dépôts de titres destinés à la DTC. Un service de messagerie par véhicules blindés livre les enveloppes à la DTC.

Remarque : Pour tous les services, la DTC communique directement avec l'adhérent pour les questions afférentes au Bureau du contrôle des avoirs étrangers.

8.1 Règlements au moyen du Service de liaison avec New York

Les enveloppes du SIRE sont utilisées aux fins de règlement au moyen du Service de liaison avec New York.

Ce service peut être utilisé aux fins de livraison des types de titres et de documents suivants :

- titres non négociables;
- titres négociables;
- autres documents.

Pour toute erreur, veuillez communiquer avec la CDS le jour même. Tout écart relevé après la date de livraison doit être signalé au Service à la clientèle de la CDS.

8.1.1 Préparation d'enveloppes du SIRE

Une enveloppe du SIRE est utilisée pour chaque titre transmis au moyen du Service de liaison avec New York.

CHAPITRE 1 À PROPOS DU SERVICE DE LIAISON DIRECTE AVEC LA DTC

Facturation

Remarque : Les adhérents ne peuvent pas demander une augmentation provisoire de leur plafond de débit net.

1.4 Facturation

La facturation des services de liaison directe avec la DTC se divise en deux étapes :

- facturation de la DTCC;
- facturation de la CDS.

Facturation de la DTCC

La facturation de la DTCC comporte le montant net payable à la DTCC ou payable par cette dernière pour le mois précédent (y compris les frais afférents à Omgeo). Ce montant est payé par l'intermédiaire du compte de règlement de la DTCC de chaque adhérent le quinzième jour de chaque mois ou le premier jour ouvrable suivant ce jour s'il tombe un jour férié.

À l'occasion, l'adhérent peut recevoir un crédit dans son compte de règlement lorsque la DTCC calcule ses réductions relatives au service et à l'utilisation. Ces crédits ne font pas partie du cycle de facturation ni de la facturation de la CDS.

Facturation de la CDS

Le septième jour ouvrable de chaque mois, la CDS envoie une facture à chaque adhérent. Sur la facture, les éléments suivants apparaissent à la section Internationale :

- le montant facturable à la DTCC des deux mois précédents;
- la majoration de ce montant par la CDS;
- les frais de la CDS relatifs aux activités du mois précédent.

Pour déterminer le montant de la majoration de la CDS, cette dernière obtient le total de la DTCC et Omgeo, y soustrait tous les frais relatifs aux ADR et calcule la majoration appropriée conformément à la liste des prix des produits à l'intention des adhérents.

Le paiement en dollars américains est prélevé par la CDS au moyen du Service de règlement des valeurs le neuvième jour ouvrable du mois et apparaît au rapport CNS CASH RECONCILIATION STATEMENT. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*.

Service de livraison avec la SEB

Lien de garde unilatéral établi par la CDS avec la Skandinaviska Enskilda Banken AB (SEB) dans le but de simplifier les virements électroniques de titres suédois entre la CDS et la SEB.

Service de liaison avec Euroclear France

Lien de garde unilatéral établi par la CDS avec Euroclear France dans le but de simplifier les virements électroniques de titres français, admissibles tant à la CDS qu'à Euroclear France, entre les deux services de dépôt.

Service de liaison avec New York (SLNY)

Service de la CDS qui permet aux adhérents de cette dernière d'accéder aux services de compensation de la National Securities Clearing Corporation (NSCC) aux fins de compensation et de règlement des opérations hors cote auprès de maisons de courtage de valeurs des États-Unis. Les abonnés du service ont accès au marché américain par l'intermédiaire de tous les produits et services offerts par la Depository Trust Company (DTC), la NSCC et OMGEO (grâce à des comptes cautionnés par la CDS à la DTC et à la NSCC) sans avoir à devenir membres de la DTC ou de la NSCC.

Service de liaison directe avec la DTC (SLDDTC)

Service de la CDS qui permet aux adhérents de cette dernière d'utiliser les services de garde, de compensation et de règlement institutionnels de la Depository Trust Company (DTC) et de procéder au règlement individuel. Les abonnés du service ont accès au marché américain par l'intermédiaire de tous les produits et services offerts par la DTC et OMGEO (grâce à des comptes cautionnés par la CDS à la DTC) sans avoir à devenir membres de la DTC.

Service de virements transfrontaliers entre la CDS et la DTC

Service de la CDS qui permet aux adhérents de virer des positions valeurs entre la CDS et la DTC.

service Rapports Web

Application qui permet aux adhérents d'accéder aux données de rapports de fin de journée grâce à l'utilisation de gabarits de rapports personnalisés.

Acronymes et abréviations

ACP	Association canadienne des paiements
ACT	service automatisé de confirmation de transactions
BDN^{MD}	Base de données nationale d'inscription
CDCC	Corporation canadienne de compensation de produits dérivés
CDS^{MD}	La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée
DAV	dispositif d'appariement virtuel
DRS	Service d'inscription directe
DT	demande de transfert
DTC	The Depository Trust Company
DTCC	The Depository Trust & Clearing Corporation
FPV	Fichier principal des valeurs
IDUC	identificateur de l'unité du client
IRMS	<i>Internal Risk Management System</i>
ISIN	numéro international d'identification des valeurs mobilières
MPIC	mode de paiement par inscription comptable
NASDAQ	National Association of Securities Dealers Automated Quotations
NELTC^{MC}	Notification en ligne — transfert de comptes
NSCC	National Securities Clearing Corporation
RI	règlement individuel
RNC	règlement net continu
RNL	règlement net par lots
RPC	règlement par certificats
SAE	Service d'avertissement électronique
SCRIBE^{MC}	<i>System for Canadian Real-Time Information Broadcast Electronically</i> (système pour la diffusion d'information canadienne par voie électronique en temps réel)
SEB	Skandinaviska Enskilda Banken AB
SEDAR^{MD}	Système électronique de données, d'analyse et de recherche
SEEIR	Service d'enregistrement électronique des instructions de règlement
SIDP	Services d'information et de droits et privilèges sur les valeurs
SGCR	Système de garde et de compensation réseau
SGG	Système de gestion de la garantie
SGR	Système de gestion des rapports
SLDDTC	Service de liaison directe avec la DTC

CHAPITRE 1 INTRODUCTION AU CDSX
Services additionnels

Pour plus de renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*.

1.12 Services additionnels

Les adhérents peuvent souscrire à des services additionnels offerts au CDSX, notamment :

- le service InterLink – Une solution de recharge à l'utilisation des systèmes en direct de la CDS pour transmettre les détails des transactions, recevoir des messages relatifs aux transactions et aux systèmes. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Services interactifs et par lots de la CDS - Renseignements techniques*.
- des fonctions limitées au grand livre du Service de dépôt – Les adhérents qui doivent utiliser un grand livre du Service de dépôt pour la séparation de valeurs du marché monétaire peuvent avoir un accès limité au CDSX. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Adhésion aux services de la CDS*.
- le service Notification en ligne - transfert de compte (NELTC) – ce service facilite les échanges de données sur les comptes clients entre les abonnés. Il permet de remplacer les demandes de transfert sur papier et les listes de biens connexes utilisées pour effectuer un transfert de comptes clients d'un courtier à un autre. Le service NELTC permet le transfert électronique des renseignements et offre un processus de confirmation en ligne. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Guide de l'utilisateur du service NELTC*.
- le Service de Bulletins – la CDS rédige et diffuse des bulletins d'information afférents aux activités cruciales résultant de l'émission quotidienne de valeurs, de l'échange quotidien de valeurs, du traitement quotidien de droits et privilèges sur valeurs et des liens internationaux. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Bulletins de la CDS](#) du site Web de la CDS (www.cds.ca).
- le service de transmission des fichiers – ce service offre les détails des transactions du CDSX et les renseignements sur les titres et les droits et privilèges, les détails des positions au grand livre et les renseignements sur les activités de la DTCC au début et à la fin de la journée. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Services interactifs et par lots de la CDS - Renseignements techniques*.
- le Service d'appariement des opérations – Un service qui effectue l'appariement des opérations non boursières. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes relatifs au règlement et aux opérations*.

CHAPITRE 1 INTRODUCTION AU CDSX
Services additionnels

- le Service de règlement net continu – Un service qui établit le solde net des opérations admissibles avec des positions au RNC avec date de valeur. Les positions au RNC qui ont atteint leur date de valeur deviennent des positions au RNC en cours et sont soumises aux fins du règlement RNC. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes relatifs au règlement et aux opérations*.
- le Service d'opérations en fonds seulement liées à des CPG – Un service qui permet aux émetteurs et aux acheteurs de CPG de régler les fonds, quotidiennement et sans intermédiaire, liés à de nouveaux CPG, aux paiements à l'échéance, aux versements d'intérêt, aux commissions et aux remboursements anticipés. Ces opérations non boursières sont créées au moyen de fichiers par lots par un centre de traitement à façon des CPG (par ex., CANNEX).
- l'Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées – cette interface permet aux adhérents de soumettre au CDSX des opérations institutionnelles appariées, et ce, au moyen d'un dispositif d'appariement virtuel (DAV). Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes relatifs au règlement et aux opérations*.
- les services internationaux — La CDS offre les services internationaux suivants :
 - Service de liaison directe avec la DTC;
 - Service de liaison avec CAVALI;
 - Service de virements transfrontaliers entre la CDS et la DTC;
 - Service de liaison avec Euroclear France;
 - Service de liaison avec New York;
 - Service de liaison avec la SEB.
- le Service système d'établissement du solde net SOLA – Le CDSX offre une passerelle aux adhérents qui utilisent l'application d'établissement du solde net des titres à revenu fixe SOLA de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés (« CDCC »). Au moyen du CDSX, les utilisateurs de SOLA peuvent soumettre, modifier et confirmer des opérations non boursières de pension sur titres et des opérations en espèces non boursières aux fins d'établissement du solde net et de novation à la CDCC.

Pour souscrire à ces services, veuillez consulter le guide *Adhésion aux services de la CDS*.

CHAPITRE 3 ACTIVITÉS D'ÉMISSION
Visualisation des renseignements sur les valeurs confirmées

PÉRIODE DE CARACTÉRISTIQUES

```

HB18 SERVICES DE DEPOT ET DE COMPENSATION CDS INC. 14:32:59 03-03-21
INTERRO PERIODE DE CARACTERISTIQUES
LYDI

NUMERO DE VALEUR: CA 50186E1007 RET PR1 SECURITY (CAD)
TYPE DE CARAC: DIV DIVIDENDE
DATE D'EFFET : 2004-02-02

DATE LIMITE: 2005-01-01 REGLE DATE CLOT REG: 0
INITIATEUR: I
INDIC DE PERIODICITE : N NBRE JRS/MOIS:
FREQUENCE - CARACT:

INDIC DE PRD : IND DE DIVIDENDE AVEC CHOIX:
-----DATES DE PAIEM-----
1ER : PRECEDENT: SUIV:
IND DE SUPPRESS : N
REMARQUE:

PF: 1/AIDE 3/SRTIE 4/MENU 5/REGEN 6/SUIVANT 9/MESS 10/SAUV
OPTION: _ DONNEES:

```

5. Pour visualiser des détails de taux particuliers, appuyez sur PF6. L'écran **DÉTAIL DES CARACTÉRISTIQUES** à la page 72 apparaît.

DÉTAIL DES CARACTÉRISTIQUES

```

HB19 SERVICES DE DEPOT ET DE COMPENSATION CDS INC. 14:33:10 03-03-21
INTERRO DETAIL DES CARACTERISTIQUES LIGNE: 1 DE
LYDI

NO DE VALEUR: CA 50186E1007 RET PR1 SECURITY (CAD)
TYPE DE CAR: DIV DIVIDENDE
ENTREE EN VIG: 2004-02-02 EXPIRATION: 2005-01-01

MONNAIE NO DE VALEUR TYPE DE TAUX SOUMETTRE IND
----- -- -- -- -- --
TAUX

PF: 1/AIDE 3/SRTIE 4/MENU 5/REGENERER 7/RECULER 8/AVANCER 9/MESS 10/SAUV
OPTION: _ DONNEES:

```

6. Consultez les détails afférents aux caractéristiques.

3.6.5 Visualisation des renseignements sur l'admissibilité et les restrictions

Lorsqu'une valeur est établie au CDSX, la CDS détermine l'admissibilité de la valeur aux services de la CDS et applique des restrictions sur les fonctionnalités du CDSX.

CHAPITRE 3 ACTIVITÉS D'ÉMISSION
Visualisation des renseignements sur les valeurs confirmées

Pour visualiser les caractéristiques d'admissibilité et les restrictions d'une valeur :

1. Accédez à l'écran **LISTE DE VALEURS** à la page 65. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Visualisation des renseignements sur les valeurs confirmées](#) à la page 64.
2. Tapez 5 dans le champ CH en regard de la valeur pertinente et appuyez sur ENTRÉE. L'écran **SÉLECTION DE VALEUR** à la page 65 apparaît. Cet écran contient les renseignements sur l'admissibilité de la valeur au CDSX.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'ADMISSIBILITÉ

SERVICE D'ADMISS	DATE ENTR VIGU	SUPPR
CNS	2003-02-26	
DCS	2000-05-10	
DTC	2000-05-10	
JSS	2000-07-06	

PF: 1/AIDE 3/SRTIE 4/MENU 5/REGENERER 6/SUIVANT 9/MESS 10/SAUV
 OPTION: _ DONNEES:

3. Vérifiez les champs indiqués dans le tableau ci-dessous.

Champ	Description
SERVICE D'ADMISS	Services auxquels la valeur est admissible : DCS – Services offerts par le CDSX; RNC – Services offerts par le Service de règlement net continu; DTC – Service de virements transfrontaliers entre la CDS et la DTC; EOC – Service de liaison avec Euroclear France; SEB – Service de liaison avec la SEB; SNS – Service système d'établissement du solde net SOLA.
DATE ENTR VIGU	Date à laquelle l'admissibilité au service entrera en vigueur.
SUPPR	Indique si l'admissibilité a été supprimée.

4. Pour visualiser les restrictions relatives à la valeur, appuyez sur PF6. L'écran **RESTRICTIONS DE FONCTIONS – RENSEIGNEMENTS** à la page 74 apparaît.

CHAPITRE 4

Blocs et composantes détachées inscrites en compte

Le Service d'inscription en compte de composantes détachées de la CDS permet aux adhérents de démembrer des valeurs, de les reconstituer et de les mettre en blocs.

Remarque : Ce service n'est pas offert pour les titres émis par le Trésor américain. Les adhérents désirant effectuer le démembrement de titres émis par le Trésor américain doivent utiliser le *Commercial Book Entry System* du Trésor américain. Les adhérents qui choisissent de virer des titres démembrés émis par le Trésor américain à la CDS doivent demander à cette dernière de rendre l'effet démembré admissible au CDSX. L'effet démembré, une fois admis au CDSX, sera établi de la même manière qu'un titre ordinaire émis par le Trésor américain. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Demande d'admissibilité d'émissions au CDSX](#) à la page 50.

Les activités relatives aux composantes détachées et aux blocs inscrits en compte sont les suivantes :

- Démembrement des valeurs – Les adhérents peuvent démembrer les valeurs en divisant les titres d'emprunt détenus dans leur compte séparé, comme indiqué dans le tableau ci-dessous

Type de valeur	Peut être démembrée comme suit...
Obligations	En composantes individuelles d'intérêt, de capital et de paiement (d'intérêt ou de capital), qui correspondent aux paiements individuels. Chaque paiement d'intérêt ou de capital sur l'obligation sous-jacente est traité comme un versement à échéance de la composante correspondante.
Valeurs adossées à des créances	En composantes de paiement mensuel et de capital.

La CDS soutient la création de composantes détachées non conformes. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Demande de démembrement d'un titre d'emprunt](#) à la page 91.

- Mise en bloc des valeurs – Les adhérents peuvent mettre en bloc les composantes détachées inscrites en compte en prenant une partie ou la totalité des composantes d'intérêt ou de capital restantes d'une valeur et en créant de nouvelles valeurs portant un nouveau numéro ISIN distinct et des positions distinctes. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Mise en bloc de valeurs inscrites en compte](#) à la page 99.

CHAPITRE 4 BLOCS ET COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE
Règles et restrictions relatives aux composantes détachées et aux blocs inscrits en compte

- Reconstitution de valeurs – Les adhérents peuvent reconstituer des valeurs en rassemblant les composantes individuelles d'intérêt, de capital ou de paiement relatives à la valeur initiale émise. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Reconstitution de valeurs](#) à la page 95.
- Traitement des droits et privilèges des composantes détachées, des blocs et des valeurs reconstituées – La CDS traite les droits et privilèges des composantes détachées, des blocs et des valeurs reconstituées séparément des événements des titres sous-jacents d'après les règles et les restrictions. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Droits et privilèges relatifs aux composantes détachées, aux blocs et aux valeurs reconstituées](#) à la page 209.
- Rapports des composantes détachées et des blocs – Des redressements au grand livre des composantes détachées sont effectués pour créer des positions au grand livre pour les activités de composantes détachées et de blocs. Les transactions de redressement de composantes détachées figurent au Rapport DES TRANSACTIONS RÉGLÉES le jour où le redressement est effectué.

Les adhérents peuvent repérer les transactions exécutées à l'égard des composantes démembrées en :

- sélectionnant le type de transaction J dans le **Rapport** DES TRANSACTIONS RÉGLÉES à l'écran **Sélection** le même jour.
- révisant le **Rapport** TRANSACTIONS QUOTIDIENNES le lendemain. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*.

Le guide *Les services de la CDS pour les valeurs démembrées : Aperçu à l'intention des négociateurs et des gestionnaires de placements* fournit des renseignements supplémentaires sur les services offerts par la CDS en matière d'obligations coupons détachés et de blocs. Pour consulter ce document, veuillez accéder à la section [Services de la CDS relatifs aux composantes détachées](#) du site Web de la CDS (www.cds.ca).

4.1 Règles et restrictions relatives aux composantes détachées et aux blocs inscrits en compte

Les règles et les restrictions suivantes s'appliquent aux composantes détachées et aux blocs inscrits en compte :

- Si l'obligation sous-jacente fait l'objet de restrictions en raison des exigences de traitement uniques, veuillez consulter la section [Démembrement des obligations du marché intérieur faisant l'objet de restrictions au CDSX](#) à la page 92.
- Pour les titres adossés à des créances hypothécaires et les obligations démembrées en composantes autres que d'intérêt et de capital, les numéros ISIN existants peuvent être utilisés seulement si les conditions relatives aux composantes existantes sont identiques à celles des nouvelles composantes.

CHAPITRE 4 BLOCS ET COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE

Reconstitution de valeurs

- entrez la valeur nominale de la valeur à démembler (le chiffre doit être entier);
 - entrez le nombre de composantes d'intérêt ou de paiement, de composantes de capital et le nombre total de composantes;
 - ne tenez pas compte de la section réservée aux titres de participation;
 - faites appel à un signataire autorisé pour :
 - signer le formulaire, si vous l'envoyez par télécopieur;
 - approuver le courriel, si vous envoyez le formulaire par courriel.
4. Transmettez le formulaire par télécopieur ou par courriel au service d'Exploitation de la CDS à Toronto au plus tard à 10 h, heure de l'Est (8 h, heure des Rocheuses et 7 h, heure du Pacifique) pour un traitement la journée même ou après 10 h, heure de l'Est (8 h, heure des Rocheuses et 7 h, heure du Pacifique) pour un traitement le lendemain.

La CDS procède à un redressement au grand livre des composantes détachées pour :

- débiter la valeur sous-jacente du compte séparé de l'adhérent;
- créditer au compte séparé de l'adhérent chaque composante détachée liée à la valeur sous-jacente.

4.5 Reconstitution de valeurs

Une fois créées, les composantes détachées peuvent être reconstituées en une valeur sous-jacente liée à l'émission originale. Il est possible de reconstituer une quantité de valeurs sous-jacentes au-delà de celle qui a été démembrée par inscription en compte en demandant à la CDS de traiter la demande au moyen de dispositifs de mise en bloc.

Pour reconstituer une valeur sous-jacente d'une émission originale, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

- Une liste **CDS – COMPOSANTES DÉTACHÉES INSCRITES EN COMPTE – LISTE DE COMPOSANTES** à la page 86 doit exister pour la valeur de l'émission originale. Si la liste n'existe pas, en faire la demande.
- Les adhérents doivent reconstituer toutes les composantes d'intérêt et de capital liées à partir de la date en cours jusqu'à la date d'échéance de la composante de capital.
- Lors du traitement de la demande, les adhérents doivent disposer de chaque composante en quantité suffisante dans leur compte séparé pour la reconstitution de la valeur sous-jacente.

Si les adhérents ne disposent pas de quantités suffisantes de l'une ou de l'autre des composantes, la demande sera refusée.

CHAPITRE 6

Activités de dépôt

Les adhérents peuvent effectuer les dépôts suivants au CDSX :

- Fonds—dépôt de fonds en dollars canadiens ou américains dans leur compte de fonds seulement. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Dépôt de fonds](#) à la page 112;
- Valeurs—dépôt d'effets admissibles au CDSX seulement dans un compte général, un compte séparé ou un compte RER. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Dépôt de valeurs](#) à la page 115. La valeur de la garantie globale (VGG) est assujettie à des limites de secteur et peut être augmentée au moyen d'un dépôt de valeurs au compte général. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Adhésion aux services de la CDS*.

Les transactions entrées après les heures limites de dépôt au CDSX sont traitées le jour ouvrable suivant. Veuillez consulter les bulletins Échéanciers - Dépôts et retraits de la CDS offerts sur le site Web de la CDS (www.cds.ca) pour obtenir les heures limites.

6.1 Fonctions de dépôt

Pour traiter les demandes de dépôt, les adhérents peuvent utiliser les fonctions ci-dessous à partir de l'écran **DÉPÔT – MENU** à la page 112 :

- DEMANDER UN DÉPÔT DE FONDS – Sert à entrer les détails relatifs à un dépôt de fonds dans le compte de fonds de l'adhérent.
- INTERROGER UN DÉPÔT DE FONDS – Sert à visualiser toutes les demandes de dépôt de fonds présentées au cours de la journée qui ont été confirmées, non confirmées ou refusées.
- DEMANDER UN DÉPÔT DE VALEURS – Sert à demander le dépôt de valeurs admissibles au CDSX.
- INTERROGER UN DÉPÔT DE VALEURS – Sert à visualiser toutes les demandes de dépôt de fonds présentées au cours de la journée qui ont été confirmées, non confirmées ou refusées.

Les adhérents qui s'abonnent au service InterLink peuvent envoyer des demandes de dépôt de valeurs au CDSX au moyen du service de messagerie InterLink. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Dépôt de valeurs](#) à la page 115.

CHAPITRE 8 ACTIVITÉS DE DROITS ET PRIVILÈGES

Heures limites pour les activités de droits et privilèges

Lorsqu'un paiement partiel est reçu d'un agent payeur pour un événement, toutes les positions de valeurs pour cet événement sont retirées du compte de l'adhérent. Le produit reçu par la CDS de l'agent payeur est crédité aux comptes des adhérents de façon proportionnelle.

Dans le cas d'un paiement d'intérêt sur une obligation feuille d'érable de l'Espagne, l'adhérent doit s'assurer que ses dépôts auprès de l'agent effectuant la retenue correspondent à ses choix indiqués au CDSX afin de recevoir un taux favorable. Si ses dépôts auprès de l'agent effectuant la retenue ne correspondent pas à ses choix indiqués au CDSX, l'adhérent recevra l'ensemble du paiement à un taux défavorable. La CDS verra à ce que les droits et privilèges soient versés au taux défavorable. Si l'adhérent doit faire une réclamation subséquente afin de récupérer l'impôt retenu, il doit communiquer directement avec l'agent effectuant la retenue, dont les coordonnées sont indiquées dans le bulletin afférent à l'événement CDSX.

8.1 Heures limites pour les activités de droits et privilèges

Le tableau ci-dessous fait état des heures limites pour les activités de droits et privilèges :

Activités de droits et privilèges	Heure de l'Est	Heure des Rocheuses	Heure du Pacifique
Ouverture de l'accès en direct	7 h	5 h	4 h
Heure limite de dégagement des droits et privilèges le jour même	14 h 30	12 h 30	11 h 30
Heure limite d'entrée du choix de fonds (dollars canadiens ou américains)	16 h	14 h	13 h
Heure limite d'entrée du choix de la valeur	19 h 30	17 h 30	16 h 30

Les soumissions de valeurs sont acceptées jusqu'à l'arrêt du système. Les soumissions de fonds ne sont acceptées que jusqu'à l'exécution du processus de paiement dans la monnaie de la soumission.

Pour tous les choix facultatifs traités en vrac et qui entraînent la remise d'espèces par les adhérents (p. ex. des souscriptions de droits), le compte de fonds de l'adhérent est automatiquement débité, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Pour les instructions soumises et confirmées...	Le compte de fonds de l'adhérent est automatiquement débité...
Avant la date d'expiration de l'option	le matin de la date d'expiration
À la date d'expiration de l'option à 10 h	lorsque les instructions sont confirmées

8.2 Fonctions de droits et privilèges

Les fonctions de droits et privilèges que peuvent utiliser les adhérents sont :

CHAPITRE 8 ACTIVITÉS DE DROITS ET PRIVILÈGES

Calendrier des événements

8.5 Calendrier des événements

La fonction CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS permet aux adhérents de consulter un rapport ou de produire un rapport sur les événements de droits et privilèges (confirmés et non confirmés uniquement) pour lesquels ils détiennent une position actuelle, une position à la date de clôture des registres ou une position rajustée à la date de clôture des registres. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le RAPPORT CALEN. EVENEMENT (RAPPORT CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS) par positions dans le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*.

Pour consulter ou produire un rapport au calendrier des événements :

1. Accédez à l'écran **MENU DES ÉVÉNEMENTS** à la page 149. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section **Accès à l'écran MENU DES ÉVÉNEMENTS** à la page 148.
2. Tapez le chiffre correspondant au CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS dans le champ SÉL et appuyez sur ENTRÉE. L'écran **RECHER CALENDRIER EVEN/SEL RAPPORT** à la page 184 apparaît.

RECHER CALENDRIER EVEN/SEL RAPPORT

```

FC10 SERVICES DE DEPOT ET DE COMPENSATION CDS INC. 11:14:54 03-03-21
INTERROG RECHER CALENDRIER EVEN/SEL RAPPORT
LYDI
ENTERER L'ID D'EVENEMENT :
OU REMPLISSEZ UN OU PLUSIEURS DES CHAMPS SUIVANTS :

NUMERO DE VALEUR : CA MESURE NECESSAIRE :
TYPE D'EVENEMENT : OBLIGATOIRE/FACULTATIF :
ETAT DE L'EVENEMENT :

CDS PAYABLE/PROCESS DATE : A
DATE EXPIRATION CDS : A
DATE CLO REG : A
DATE EX-DIV : A
DATE ENT UIG : A

PROD RAPPORT : N

PF: 1/AIDE 3/SRTIE 4/MENU 5/REGENERER 9/MESS
OPTION: DONNEES:
  
```

3. Remplissez un ou plusieurs champs afin de restreindre la recherche et appuyez sur ENTRÉE.

Pour produire le RAPPORT CALEN. EVENEMENT (RAPPORT CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS) par positions, tapez Y dans le champ PROD RAPPORT.

Remarque : La période ne peut dépasser sept jours civils.

4. L'écran **LISTE CALENDRIER ÉVÉNEMENT** à la page 185 apparaît faisant état d'une liste d'événements afférents aux positions détenues par l'adhérent.

CHAPITRE 1 INTRODUCTION AUX RAPPORTS DE LA CDS
Liste de rapports

Catégorie de rapports	Nom du rapport	Code de rapport
Rapports du SEEIR	RAPPORT DES OPERATIONS EXEMPTÉES ET REFUSÉES	002010B
	Rapport NUMEROS SEEIR SUPPRIMÉS	002011B
Rapports sur le traitement des opérations institutionnelles	Rapport CONFIRMATIONS D'OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES PAR ADHÉRENT CONFIRMATEUR	000426, 000401
	Rapport SAISIES D'OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES PAR ADHÉRENT AYANT PROCÉDÉ À LA SAISIE	000427, 000402
	Rapport CONFIRMATIONS D'OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES PAR PÉRIODE DE RÈGLEMENT	000428, 000403
	Rapport SAISIES D'OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES PAR PÉRIODE DE RÈGLEMENT	000429, 000404
	STATISTIQUES SUR LES OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES AU SEIN DU SECTEUR	000405
	RAPPORT DONNÉES SUR OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES	000430F
Rapports internationaux	RAPPORT DE FACTURATION ACT	000357F
	REGISTRE DES OPÉRATIONS CDS – RAPPORT DES OPÉRATIONS RETIRÉES	003436
	REGISTRE DES OPÉRATIONS CDS – RAPPORT DES OPÉRATIONS RETIRÉES	000267
	Rapport REGISTRE DES OPÉRATIONS CDS – RAPPORT DES OPÉRATIONS NON APPARÉES	000933
	Rapport CNS ACCOUNTING SUMMARY REPORT FOR DTCC	003409
	Rapport CNS CASH RECONCILIATION STATEMENT	003401, 003408
	Rapport CNS DAYTIME MISCELLANEOUS ACTIVITY	003426
	Rapport CNS DIVIDEND ACTIVITY	003405
	Rapport CNS DUE BILL ACTIVITY	003411
	Rapport CNS MISCELLANEOUS ACTIVITY	003402
	Rapport CNS POSITION REPORT PRIOR TO DAY CYCLE	003414
	Rapport CNS POSITION REPORT PRIOR TO NIGHT CYCLE	003413
	Rapport CNS PROJECTION	003406
Rapport CNS RECEIVE/DELIVER INSTRUCTION	000198	

CHAPITRE 1 INTRODUCTION AUX RAPPORTS DE LA CDS
Liste de rapports

Catégorie de rapports	Nom du rapport	Code de rapport
Rapport internationaux (suite)	Rapport CNS RECORD DATE	003403
	Rapport CNS SETTLEMENT ACTIVITY STATEMENT	003404, 003407
	Rapport CREDIT SUMMARY LISTING	003420, 003423
	Rapport DELIVER AND RECEIVE SETTLEMENT ACTIVITY	003430
	Rapport DELIVERIES RECEIVED AND DEBITED (DSS)	003419, 003422
	Rapport DELIVERIES RECEIVED AND DEBITED (IESS)	003416
	Rapport DIVIDEND REORGANIZATION CASH SETTLEMENT ITEMS	003432
	Rapport DOMESTIC INDEX RECEIPT	003429
	Rapport LIVRAISON INTERNATIONALE	000142
	RAPPORT DE RAPPROCHEMENT DE GRANDS LIVRES INTERNATIONAUX – SOLDES DE LA DTC	000778
	Rapport LOCKED-IN TRADE EXCEPTION	001890
	RAPPORT DE CONFORMITE DU SERVICE ACT – NASDAQ/FINRA	00359F
	Rapport PARTICIPANT DAILY ACTIVITY STATEMENT	003428
	Rapport PARTICIPANT SETTLEMENT SUPER STATEMENT – DTC/NSCC REPORT	003440

**CHAPITRE 10 RAPPORTS DU SERVICE DE RÈGLEMENT NET CONTINU
RAPPORT D'ECART DE COTE DU RNC**

10.5 RAPPORT D'ECART DE COTE DU RNC

Code de rapport	000229
Disponible	7 h, heure de l'Est (5 h, heure des Rocheuses et 4 h, heure du Pacifique) quotidiennement
Données disponibles	Au début de la journée
Période d'archivage	6 mois
Ordre de tri	SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE (sauts de page) DATE DE VALEUR, SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE, ORGANISME DE COMPENSATION, ID DE L'OPÉRATION
Regroupement	SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE, ORGANISME DE COMPENSATION DIFFÉRENCE DE COTE TOTALE AFFÉRENTE AUX OPÉRATIONS EXTRAITES (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE, ORGANISME DE COMPENSATION) DIFFÉRENCE DE COTE TOTALE AFFÉRENTE AUX POSITIONS EN COURS DONT LE SOLDE NET A ÉTÉ ÉTABLI (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE, ORGANISME DE COMPENSATION) DIFFÉRENCE DE COTE GLOBALE(par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE)

Ce rapport fait état des activités d'évaluation au marché pour le RNC. Il comprend la cotation des nouvelles opérations ainsi que les positions au RNC en cours et les positions au RNC avec date de valeur.

Ce rapport est généré lors du processus de traitement par lots de nuit. Il est également produit lors de l'évaluation au marché le jour même des positions au RNC en cours et avec date de valeur, le cas échéant.

Pour ce rapport, le champ ID de l'opération affiche :

- un ID généré pour les opérations évaluées au marché (Y04267-95501, par exemple);
- un champ vierge pour les positions au RNC (en cours ou avec date de valeur) évaluées au marché
- un ID de transaction et aucun type de transaction (04267-03501, par exemple) pour les redressements de positions internes au RNC.

10.6 RAPPORT DES OPERATIONS RNC – EXCEPTIONS

Code de rapport	000300
Disponible	Quotidiennement
Données disponibles	En fin de journée
Période d'archivage	Sept ans

**CHAPITRE 10 RAPPORTS DU SERVICE DE RÈGLEMENT NET CONTINU
RAPPORT DE MISE À JOUR DES POSITIONS AU RNC EN COURS**

10.9 RAPPORT DE MISE À JOUR DES POSITIONS AU RNC EN COURS

Code de rapport	000227
Disponible	7 h, heure de l'Est (5 h, heure des Rocheuses et 4 h, heure du Pacifique) quotidiennement
Données disponibles	Au début de la journée
Période d'archivage	35 jours
Ordre de tri	SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE, ID DE VALEUR, HORODATEUR
Regroupement	SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE MODIFICATION DE LA VALEUR - POSITIONS DONT LE SOLDE NET A ÉTÉ ÉTABLI (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE) MODIFICATION DE LA VALEUR - POSITIONS RÉGLÉES (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE) MODIFICATION DE LA VALEUR TOTALE - POSITIONS DONT LE SOLDE NET A ÉTÉ ÉTABLI (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE) MODIFICATION DE LA VALEUR TOTALE - POSITIONS RÉGLÉES (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE)

Ce rapport fait état des modifications apportées aux positions au RNC en cours. Le rapport est généré lors du processus de traitement par lots de nuit. Les codes d'activité suivants sont signalés :

- AL – allotment [attribution]
- BI – buy-in washout [effacement d'un rachat d'office]
- EN – entitlement [droits et privilèges]
- NT – netting [établissement du solde net]
- PM – participant merge [fusion d'adhérents]
- ST – settlement (BNS and real-time) [règlement (RNL et en temps réel)]

10.10 RAPPORT DE MISE A JOUR DES POSITIONS AU RNC AVEC DATE DE VALEUR

Code de rapport	000394
Disponible	7 h, heure de l'Est (5 h, heure des Rocheuses et 4 h, heure du Pacifique) quotidiennement
Données disponibles	Au début de la journée
Période d'archivage	35 jours

**CHAPITRE 10 RAPPORTS DU SERVICE DE RÈGLEMENT NET CONTINU
RAPPORT DE MISE A JOUR DES POSITIONS AU RNC AVEC DATE DE VALEUR**

Ordre de tri	SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE, DATE DE VALEUR, ID DE VALEUR, HORODATEUR
Regroupement	ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE MODIFICATION DE LA VALEUR - POSITIONS DONT LE SOLDE NET A ÉTÉ ÉTABLI (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, ORGANISME DE COMPENSATION, MONNAIE) MODIFICATION DE LA VALEUR TOTALE - POSITIONS DONT LE SOLDE NET A ÉTÉ ÉTABLI (par SOCIÉTÉ, GRAND LIVRE, MONNAIE)

Ce rapport fait état des modifications apportées aux positions au RNC avec date de valeur. Le rapport est généré lors du processus de traitement par lots de nuit. Les codes d'activité suivants sont signalés :

- AL – allotment [attribution]
- EN – entitlement [droits et privilèges]
- MV – movement of a value-dated CNS position that reached value date [mouvement d'une position au RNC avec date de valeur qui a atteint la date de valeur]
- NT – netting [établissement du solde net]
- PM – participant merge [fusion d'adhérents]

CHAPITRE 13 RAPPORTS SUR LES DROITS ET PRIVILÈGES
Rapport RAP DECLARATION AU MOYEN FORM 1042-S (rapport sur la déclaration au moyen du formulaire 1042-S –

Rapport	Code de rapport
RAPPORT D'ADMISSIBILITE A L'EMISSION DE DROITS – ADHERENT	000253
Rapport ARTICLES PRET DE TITRES – DONNEES DROITS ET PRIVILEGES	000171F
Rapport ARTICLES PRET DE TITRES – DROITS ET PRIVILEGES FUTURS	000172F
RAPPORT DE REPARTITION DE SOUSCRIPTION – AGENT DEPOSITAIRE	000254
RAPPORT DE REPARTITION DE SOUSCRIPTION – ADHERENT	000255
RAPPORT SOMMAIRE DES PAIEMENTS CONSOLIDES	001912
Rapport SOMMAIRE – DEGAGEMENT DE PAIEMENTS	000219
RAPPORT SOMMAIRE DES PAIEMENTS PREVUS – ADHERENTS	001910
RAPPORT SOMMAIRE DES PAIEMENTS PREVUS – AGENTS PAYEURS	001911
RAPPORT DE REPARTITION RELATIF A UNE OFFRE – AGENT DÉPOSITAIRE	000213
RAPPORT DE REPARTITION DE SOUMISSION – ADHERENT	000282
RAPPORT DE CONVERSION D'OPERATIONS – DDJ	000268
RAPPORT DE CONVERSION D'OPERATIONS – FDJ	000222
RAPPORT PAIEMENTS DES DROITS ET PRIVILEGES NON DEGAGES ET EN SUSPENS – AGENT TRANSFERT	000535
RAPPORT REP. DE PAIEM – EVEN. SUR TITRE REV. AMER. (rapport de répartition de paiement – événements sur titre de revenu américain)	000555, 002259
RAPPORT D'ATTRIBUTION DE RETENUE FISCALE AMERICAINE – EXTERNE	002367

13.1 Rapport RAP DECLARATION AU MOYEN FORM 1042-S (rapport sur la déclaration au moyen du formulaire 1042-S – données)

Code de rapport	000234 (au niveau de l'entreprise) 000091 (au niveau du grand livre)
Disponible	mensuellement
Données disponibles	En fin de journée
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	Aucun
Regroupement	Aucun

**CHAPITRE 13 RAPPORTS SUR LES DROITS ET PRIVILÈGES
RAPPORT PAIEMENTS DES DROITS ET PRIVILEGES NON DEGAGES ET EN SUSPENS – AGENT TRANSFERT**

Si l'événement est établi et confirmé avant la date de paiement, selon un mode de paiement de nuit ou le jour même, les renseignements liés à la conversion des opérations sont contenus dans le RAPPORT DE CONVERSION D'OPERATIONS – DDJ, le matin de la journée de la date du paiement. Si l'événement est créé à la date du paiement et que le paiement est émis ou déboursé à la date du paiement, les renseignements liés à la conversion des opérations sont contenus dans le rapport de fin de journée, le matin de la journée suivant la date du paiement. Si un événement frappé d'un état Submitted for Payment a été supprimé, les opérations annulées sont contenues dans le rapport de fin de journée.

13.33 RAPPORT PAIEMENTS DES DROITS ET PRIVILEGES NON DEGAGES ET EN SUSPENS – AGENT TRANSFERT

Code de rapport	000535
Disponible	Quotidiennement, selon des périodes prévues après 12 h (heure de l'Est), 10 h (heure des Rocheuses), 9 h (heure du Pacifique)
Données disponibles	Le jour même
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	MONNAIE, DATE DE PAIEMENT, FONDS, CODE DE VALEUR, AGENT PAYEUR
Regroupement	Aucun

Ce rapport fait état de tous les événements de droits et privilèges qui, à la date de paiement, comportent des paiements non dégagés ou en suspens pour les agents des transferts qui utilisent le service de rapprochement automatisé des paiements.

Ce rapport est offert aux agents des transferts qui s'abonnent au service de rapprochement de paiement prévu.

13.34 RAPPORT REP. DE PAIEM – EVEN. SUR TITRE REV. AMER. (rapport de répartition de paiement – événements sur titre de revenu américain)

Code de rapport	000555 (en fin de journée) 002259 (début de journée)
Disponible	Quotidiennement
Données disponibles	En fin de journée Au début de la journée
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	EVENT TYPE (type d'événement), SECURITY NUMBER (numéro de la valeur), OPTION NBR (nombre de choix)
Regroupement	Aucun

CHAPITRE 16

Rapports internationaux

Les rapports internationaux comprennent des renseignements détaillés sur les transactions relatives aux services internationaux suivants :

- Service de liaison directe avec la DTC;
- Service de liaison avec New York.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces services, veuillez consulter le guide approprié.

Le tableau présenté ci-dessous fait état des types de rapports offerts et des codes (ID) des rapports.

Rapport	Code de rapport
RAPPORT DE FACTURATION ACT	000357F
REGISTRE DES OPERATIONS CDS – RAPPORT DES OPERATIONS RETIREES	000267
Rapport REGISTRE DES OPERATIONS CDS – RAPPORT DES OPERATIONS NON APPARIEES	000933
Rapport CNS ACCOUNTING SUMMARY REPORT FOR DTCC	003409
Rapport CNS CASH RECONCILIATION STATEMENT	003401, 003408
Rapport CNS DAYTIME MISCELLANEOUS ACTIVITY	003426
Rapport CNS DIVIDEND ACTIVITY	003405
Rapport CNS DUE BILL ACTIVITY	003411
Rapport CNS MISCELLANEOUS ACTIVITY	003402
Rapport CNS POSITION REPORT PRIOR TO DAY CYCLE	003414
Rapport CNS POSITION REPORT PRIOR TO NIGHT CYCLE	003413
Rapport CNS PROJECTION	003406
Rapport CNS RECEIVE/DELIVER INSTRUCTION	000198
Rapport CNS RECORD DATE	003403
Rapport CNS SETTLEMENT ACTIVITY STATEMENT	003404, 003407
Rapport CREDIT SUMMARY LISTING	003420, 003423
Rapport DELIVER AND RECEIVE SETTLEMENT ACTIVITY	003430
Rapport DELIVERIES RECEIVED AND DEBITED (DSS)	003419, 003422
Rapport DELIVERIES RECEIVED AND DEBITED (IESS)	003416
Rapport DIVIDEND REORGANIZATION CASH SETTLEMENT ITEMS	003432
Rapport DOMESTIC INDEX RECEIPT	003429
Rapport LIVRAISON INTERNATIONALE	000142

CHAPITRE 16 RAPPORTS INTERNATIONAUX
RAPPORT DE FACTURATION ACT

Rapport	Code de rapport
RAPPORT DE RAPPROCHEMENT DE GRANDS LIVRES INTERNATIONAUX – SOLDES DE LA DTC	000778
Rapport LOCKED-IN TRADE EXCEPTION	001890
RAPPORT DE CONFORMITE DU SERVICE ACT – NASDAQ/ FINRA	00359F
Rapport PARTICIPANT DAILY ACTIVITY STATEMENT	003428
Rapport SETTLEMENT SUPER STATEMENT – DTC/NSCC REPORT	003440

16.1 RAPPORT DE FACTURATION ACT

Source	CDS
Code de rapport	00357F
Disponible	Mensuellement
Données disponibles	La fin du mois (en fin de journée)
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	ID INTERVENANT MARCHÉ
Regroupement	Aucun

Ce rapport fait état de la répartition des éléments facturables pour chaque ID INTERVENANT MARCHÉ à l'égard d'une période de facturation donnée.

16.2 REGISTRE DES OPERATIONS CDS – RAPPORT DES OPERATIONS RETIREES

Source	CDS
Code de rapport	000267
Disponible	Quotidiennement
Données disponibles	La veille
Période d'archivage SGR	Sept ans
Ordre de tri	SECURITY NBR
Regroupement	Aucun

Le présent rapport fait état de toutes les opérations non appariées dont la date d'évaluation est échue et qui sont supprimées du rapport Rapport REGISTRE DES OPERATIONS CDS – RAPPORT DES OPERATIONS NON APPARIEES.

CHAPITRE 16 RAPPORTS INTERNATIONAUX
Rapport CNS DAYTIME MISCELLANEOUS ACTIVITY

- Settlement Reconciliation (rapprochement des règlements) – Cette section indique le résultat net du solde en espèces et des positions ouvertes de l'adhérent permettant de calculer le montant actuel du règlement en fonds (ligne 18) avant que se produisent les activités du cycle de jour.

La ligne 18 du rapport préliminaire fait état de la valeur actuelle du règlement en fonds avant le règlement du cycle de jour et constitue l'un des éléments de la feuille de travail de règlement en espèces. Le rapport final aide l'adhérent à rapprocher le règlement en fonds au RNC du jour ouvrable précédent. Il comprend les activités du jour même ne figurant pas sur le relevé préliminaire.

L'activité de recyclage est reportée aux lignes 19 et 20 pour calculer le règlement en fonds final au RNC. L'activité de recyclage est présentée en détail dans le rapport Rapport CNS SETTLEMENT ACTIVITY STATEMENT.

16.6 Rapport CNS DAYTIME MISCELLANEOUS ACTIVITY

Source	DTCC
Code de rapport	003426
Disponible	16 h, heure de l'Est (14 h, heure des Rocheuses et 13 h, heure du Pacifique)
Données disponibles	Le jour même
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	ISIN
Regroupement	TOTAL RECEIVED, TOTAL DELIVERED ISIN

Ce rapport comprend les réorganisations, les emprunts d'actions et toute autre activité diverse reçues au RNC une fois que le cycle de jour a débuté.

16.7 Rapport CNS DIVIDEND ACTIVITY

Source	DTCC
Code de rapport	003405
Disponible	Quotidiennement
Données disponibles	La veille
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	SECURITY NUMBER
Regroupement	Aucun

Le jour précédant la date de paiement, ce rapport informe l'adhérent des dividendes et des intérêts qui doivent être débités ou crédités, selon le rapport Rapport CNS RECORD DATE antérieur.

CHAPITRE 16 RAPPORTS INTERNATIONAUX
Rapport PARTICIPANT DAILY ACTIVITY STATEMENT

16.26 Rapport PARTICIPANT DAILY ACTIVITY STATEMENT

Source	DTCC
Code de rapport	003428
Disponible	Quotidiennement
Données disponibles	La veille
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	Numéro de la valeur
Regroupement	TOTAL (pour chaque valeur par compte)

Le présent rapport fait état des activités quotidiennes suivantes, classées par nom et numéro de la valeur :

- dernière date à laquelle l'activité s'est produite;
- position d'ouverture;
- type d'activité qui s'est produit (p. ex. valeur à transférer, valeur séparée du compte libre et général ou valeur visée par un prêt);
- position de fermeture.

Tout écart décelé entre les activités indiquées dans les registres de l'adhérent et celles figurant dans le rapport doit être signalé au Service de rapprochement de la DTCC dans les plus brefs délais.

De plus, ce rapport établit un relevé de position mensuel indiquant l'état de toutes les positions de valeurs, y compris de celles pour lesquelles aucune activité n'a été enregistrée au cours du mois. Les adhérents doivent confirmer par écrit l'exactitude du relevé de position mensuel au plus tard 10 jours ouvrables après la diffusion du rapport à l'intention des adhérents.

16.27 Rapport PARTICIPANT SETTLEMENT SUPER STATEMENT – DTC/NSCC REPORT

Source	DTCC
Code de rapport	0003440
Disponible	Quotidiennement
Données disponibles	La veille
Période d'archivage	Sept ans
Ordre de tri	SUMMARY BALANCES, ACTIVITY BALANCES
Regroupement	DTC TOTALS, NSCC TOTALS, NET BALANCE, ACTIVITY BALANCE, POST ACTIVITY, FUNDS TRANSFER, SUSPENSES, ADJUSTMENTS, SPONSORED ADJ, SUB TOTALS, GRAND TOTALS

TABLE DES MATIÈRES

5.1.4	Interrogation des profils de sociétés émettrices	87
5.1.5	Interrogation des profils de jours fériés	87
5.1.6	Interrogation des profils d'admissibilité des unités aux services . . .	88
5.1.7	Interrogation des profils d'admissibilité des grands livres aux services	89
5.1.8	Interrogation des autres adhésions	90
5.1.9	Interrogation des profils InterLink	90
5.1.10	Interrogation des profils des détails de souscription des sociétés . .	93
5.1.11	Interrogation des profils d'adhésion au Service de messagerie sur les droits et privilèges.	93
Chapitre 6	Dispositions relatives à l'accès aux locaux de la CDS	95
6.1	Fondés de pouvoir autorisés	95
6.2	Cartes d'identité de messenger	96
6.2.1	Demande et autorisation de cartes d'identité de messenger	96
6.2.2	Annulation d'une carte d'identité de messenger	97
6.2.3	Avis à la CDS en cas de perte d'une carte d'identité de messenger .	97
Chapitre 7	Adhésion aux services de la CDS et retrait des services de la CDS	99
7.1	Service automatisé de confirmation de transactions (« ACT »)	99
7.2	Service de virements transfrontaliers entre la CDS et la DTC	100
7.3	Services de secours à l'intention des adhérents de la CDS	101
7.4	Régions d'essai de la CDS	101
7.5	Œuvres de la CDS	102
7.6	CDSX	103
7.7	Fichier de la position du gardien au CDSX	103
7.8	Service de règlement net continu	103
7.8.1	Retrait du RNC	104
7.9	Rapports positions du RNC	104
7.10	Services de livraison	105
7.11	Service de rapports des dividendes déterminés	106
7.12	Service de liaison directe avec la DTC	107
7.13	Service de messagerie afférent aux droits et privilèges	108
7.14	Service de liaison avec Euroclear-France	108
7.15	Service de transmission de fichiers	109
7.16	InterLink	109
7.17	Fonctions limitées du grand livre du Service de dépôt	109
7.18	Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées	110
7.19	Admissibilité des valeurs du marché monétaire et des autres valeurs	110
7.20	Abonnement au service relatif à la répartition fiscale à l'intention des organismes de placement collectif et des sociétés en commandite	111
7.21	Service de liaison avec New York	112
7.22	Service de liaison avec la SEB	113

CHAPITRE 1

Introduction à la CDS

La société Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS ») est la société centrale de compensation désignée pour tous les titres de créance et les titres participatifs admissibles au Canada. La CDS offre une variété de services automatisés aux institutions financières actives sur les marchés financiers canadiens et internationaux. Le présent guide est conçu pour aider les adhérents à accomplir les tâches suivantes :

- se familiariser avec la CDS;
- établir leur société auprès de la CDS;
- pourvoir leurs utilisateurs de l'accès aux systèmes en ligne de la CDS;
- accéder au CDSX et utiliser ses fonctions;
- demander des renseignements sur le profil des clients;
- gérer leur risque financier.

1.1 Gestion de l'accès aux systèmes et aux services de la CDS

La CDS est responsable de paramétrer l'accès initial aux systèmes et aux services en ligne. Ensuite, les adhérents de la CDS sont responsables de ce qui suit :

- se brancher aux systèmes en ligne de la CDS et y ouvrir une session. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le chapitre [Utilisation des systèmes de la CDS](#) à la page 23.
- désigner des gestionnaires de la sécurité interne et des gestionnaires de l'accès aux services pour paramétrer et gérer l'accès de leurs utilisateurs. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le chapitre [Gestion de l'accès en ligne](#) à la page 54.
- prendre des dispositions relatives à l'accès à l'établissement de la CDS, ce qui nécessite des fondés de pouvoir autorisés et des cartes d'identité de messagers. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le chapitre [Dispositions relatives à l'accès aux locaux de la CDS](#) à la page 95.
- adhérer aux services de la CDS nécessaires à leurs activités à la CDS. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le chapitre [Adhésion aux services de la CDS et retrait des services de la CDS](#) à la page 99.

1.2 Rôles et responsabilités de l'adhérent

Le rôle d'un adhérent détermine les services de la CDS et les fonctions du CDSX auxquels il aura accès.

CHAPITRE 6

Dispositions relatives à l'accès aux locaux de la CDS

Lorsqu'ils prennent les dispositions initiales relatives à l'accès aux locaux et aux services de la CDS, les adhérents doivent prendre les arrangements nécessaires en ce qui concerne les éléments suivants :

- [Fondés de pouvoir autorisés](#) à la page 95
- [Cartes d'identité de messenger](#) à la page 96

6.1 Fondés de pouvoir autorisés

Les adhérents doivent soumettre à la CDS une autorisation écrite contenant les noms et les spécimens de signature des personnes qui ont l'autorisation d'agir en leur nom pour utiliser les services de la CDS. N'importe quels deux fondés de pouvoir autorisés peuvent informer la CDS de la désignation d'une autre personne comme fondé de pouvoir autorisé. Chaque désignation demeure en vigueur jusqu'à ce que la CDS reçoive un avis écrit annulant la désignation du fondé de pouvoir.

Un fondé de pouvoir autorisé peut en tout temps soumettre une autorisation écrite à la CDS contenant les noms et les signatures de personnes pouvant agir au nom de l'adhérent (p. ex. des messagers).

Pour désigner une personne comme fondé de pouvoir autorisé :

1. Préparez les documents suivants, imprimés sur papier à correspondance officielle de la société :
 - une liste contenant les noms des personnes à qui l'autorisation est donnée, le nom de l'adhérent et l'IDUC de l'adhérent;
 - il faut inclure un spécimen de signature pour chaque personne dont le nom est compris dans la liste;
 - une lettre d'accompagnement signée par deux fondés de pouvoir autorisés par l'adhérent, formulant toute demande d'ajout, de modification ou de suppression.
2. Avisez les directeurs régionaux de la CDS en leur envoyant chacun une copie de la liste.

La liste initiale de fondés de pouvoir autorisés pour l'adhérent constitue l'Annexe B jointe au document *Règles à l'intention des adhérents*.

CHAPITRE 6 DISPOSITIONS RELATIVES À L'ACCÈS AUX LOCAUX DE LA CDS

Cartes d'identité de messenger

Les employés du service des activités de compensation prennent les arrangements nécessaires pour obtenir la carte d'identité permanente trois jours ouvrables plus tard. Sur la carte d'identité permanente figurent :

- le nom de la personne autorisée;
- le nom de l'adhérent;
- l'IDUC de l'adhérent;
- une photo de la personne autorisée;
- un spécimen de sa signature.

6.2.2 Annulation d'une carte d'identité de messenger

Pour annuler l'autorisation d'un employé, coupez la partie de la carte d'identité de messenger contenant la signature et retournez la carte au poste de sécurité de la CDS avec une lettre d'autorisation imprimée sur papier à correspondance officielle de la société.

La CDS considère que toutes les cartes d'identité de messenger sont valides, à défaut d'avis contraire.

6.2.3 Avis à la CDS en cas de perte d'une carte d'identité de messenger

En cas de perte d'une carte d'identité de messenger, soumettez une lettre d'autorisation signée par un fondé de pouvoir autorisé et imprimée sur papier à correspondance officielle de la société. La lettre doit comprendre les éléments suivants :

- la date du jour;
- l'IDUC de l'adhérent;
- le nom du messenger;
- le spécimen de signature du messenger.

À la réception de la lettre d'autorisation, le service des activités de compensation de la CDS fait ce qui suit :

1. Il compare la signature autorisée à celle contenue dans la base de données de signatures de catégorie B et appose ses initiales en regard de la signature autorisée pour confirmer son authenticité.
2. Il fait trois photocopies de la lettre et les transmet au service des activités bancaires, au service des activités de transfert et au messenger.

L'original est placé près de la fenêtre, bien à la vue de tous les employés du service des activités de compensation.

CHAPITRE 6 DISPOSITIONS RELATIVES À L'ACCÈS AUX LOCAUX DE LA CDS
Cartes d'identité de messenger

La lettre d'autorisation n'est valide que les jours pour lesquels elle est émise.

CHAPITRE 7 ADHÉSION AUX SERVICES DE LA CDS ET RETRAIT DES SERVICES DE LA CDS
*Service de transmission de fichiers***7.15 Service de transmission de fichiers**

Le service de transmission de fichiers fournit, au début et à la fin de la journée, les détails sur les transactions du CDSX de même que les renseignements sur les valeurs et les droits et privilèges ayant trait aux activités sur le marché intérieur et international. Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des services offerts, veuillez consulter le guide *Services interactifs et par lots de la CDS – Renseignements techniques*.

Les adhérents adhèrent à ce service en remplissant le formulaire intitulé DEMANDE DE TRANSMISSION DE DONNÉES (CDSX218F).

7.16 InterLink

InterLink est un service qui fournit aux adhérents du CDSX qui possèdent la série MQ (un produit de messagerie d'IBM) une solution de rechange au terminal 3270. Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de la messagerie InterLink, veuillez consulter le guide *Services interactifs et par lots de la CDS – Renseignements techniques*.

Les adhérents adhèrent au service en remplissant les formulaires suivants :

- SERVICE INTERLINK - DEMANDE DE MESSAGES (ADHÉRENT) (CDSX377F);
- SERVICE INTERLINK - DEMANDE DE MESSAGES (GARDIEN) (CDSX757F).

7.17 Fonctions limitées du grand livre du Service de dépôt

Les adhérents qui ont besoin d'utiliser un grand livre de dépôt pour la garde séparée peuvent avoir un accès limité au CDSX. Chaque adhérent :

- doit avoir un IDUC séparé et un compte de valeurs inscrit au grand livre (une marge de crédit ne peut être attribuée à cet IDUC séparé et à ce grand livre);
- ne peut effectuer plus de cinq livraisons par jour ouvrable au compte ou à partir du compte durant un mois;
- doit avoir soumis une Annexe C remplie et avoir payé les frais d'adhésion aux fonctions limitées;
- devra payer pour les services qu'il utilise conformément au barème de frais officiel de la CDS;
- peut déposer et retirer des valeurs.

Les livraisons de valeurs aux adhérents utilisant ce service doivent être des livraisons sans contrepartie effectuées après le processus de paiement.

CHAPITRE 4 MODIFIER UNE MISE EN GAGE

Demande de règlement partiel

4.7.1 Renouvellement des nouvelles mises en gage entrées pendant ou après le processus de paiement

Une nouvelle mise en gage qui comporte des modifications est entrée avec un état renouvelé. Si cette mise en gage est codée DK, l'initiateur de la mise en gage doit remettre le champ RENOUELER à Y afin que le destinataire de la mise en gage puisse la confirmer.

Pour renouveler une nouvelle mise en gage entrée pendant ou après le processus de paiement :

1. L'initiateur entre la demande de renouvellement en direct. L'état est établi à non confirmée (Si l'état de la mise en gage était déjà DK, cette dernière demeure codée DK).
2. Si la mise en gage est codée DK, l'initiateur doit modifier les détails et le destinataire doit confirmer la modification.
3. Quand les deux parties s'accordent sur les détails, une entente est prise en vue d'un échange de fonds (le cas échéant) afin de régler la mise en gage.
4. Le destinataire confirme la mise en gage renouvelée en direct.

Une fois confirmée, la mise en gage est réglée si les positions de valeurs sont suffisantes.

4.8 Demande de règlement partiel

Lorsqu'il modifie une mise en gage existante ou qu'il corrige une mise en gage codée DK, l'adhérent dégage un chèque de rétention, en tout ou en partie, sur réception de nouvelles valeurs ou d'espèces.

Remarque : Dans un règlement partiel, le montant des fonds que le prêteur devra dégager partiellement doit être égal à la VGG des valeurs reçues.

Exigences d'admissibilité

Le système ne traitera la demande de règlement partiel que si elle respecte les exigences suivantes :

- la mise en gage est confirmée, et sa date de valeur est la date du jour;
- la modification de la mise en gage correspond au dégagement d'un chèque de rétention (dégagement partiel ou total) en échange de l'augmentation de valeurs (au moins deux, au plus dix);
- il n'y a aucun autre échange de fonds (frais d'intérêt, virement ou augmentation du montant d'un chèque de rétention, par exemple);

CHAPITRE 1 INTRODUCTION AU RÈGLEMENT ET AUX OPÉRATIONS

Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées

1.6 Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées

L'Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées permet d'apparier des opérations institutionnelles au moyen d'un dispositif d'appariement virtuel (DAV) et de les soumettre ensuite à la CDS. Les opérations admissibles sont ensuite créées au CDSX à titre d'opérations non boursières confirmées.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le chapitre [Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées](#) à la page 65.

1.7 Service de virements transfrontaliers entre la CDS et la DTC

Un virement transfrontalier est une transaction inscrite en compte entre la CDS et la Depository Trust Company (« DTC »). Ce service est utilisé par les adhérents de la CDS pour virer des positions valeurs entre la CDS et la DTC.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de l'adhérent au Service de virements transfrontaliers entre la CDS et la DTC*.

1.8 Livraisons internationales

La Plateforme de messagerie internationale gère le traitement des livraisons internationales pour les services suivants :

- le Service de liaison avec Euroclear France;
- le Service de liaison avec la SEB.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes relatifs aux Services internationaux*.

1.9 NELTC

Lorsqu'un virement de comptes engageant des valeurs admissibles au CDSX est amorcé et confirmé au service Notification en ligne — transfert de comptes (NELTC), une transaction d'opération est créée au CDSX. Cette opération peut représenter soit une livraison de valeurs sans contrepartie, soit un virement de fonds. Dans le cas des virements de fonds, le CDSX remplace l'ISIN de la valeur indiqué dans la demande de virement initiale par un ISIN de monnaie et attribue la valeur 0 comme quantité.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le *Guide de l'utilisateur du service NELTC*.

Demande d'adhésion : Annexe C Choix des services

Demande initiale Demande mise à jour

À : SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC.

De : _____
Nom du demandeur (Adhérent)

Nous demandons l'autorisation d'utiliser les services offerts par la CDS ci-après mentionnés :

Services de règlement :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> CDSX | <input type="checkbox"/> Service de liaison directe avec la DTC |
| <input type="checkbox"/> Service de liaison avec New York | <input type="checkbox"/> Règlement net continu |

Services d'établissement de rapports :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Service ACT | <input type="checkbox"/> Service de rapport sur les composantes détachées |
| <input type="checkbox"/> Service NELTC (<i>incluant l'utilisation du service NELTC du CDSX</i>) | <input type="checkbox"/> Service d'appariement des opérations* |

Services d'information :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Bulletins | <input type="checkbox"/> Message de droits et privilèges |
| <input type="checkbox"/> Service de transmission de données sur les droits et privilèges du CDSX | <input type="checkbox"/> Fichier principal des valeurs (FPV) du CDSX |

Autres services :

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Services de livraison | <input type="checkbox"/> Service de secours sur place |
| <input type="checkbox"/> InterLink | <input type="checkbox"/> Service sur les opérations transfrontalières (non abonné au Service de liaison avec New York ou au Service de liaison directe avec la DTC) |

* Obligatoire pour tous les membres de l'OCRCVM. Les adhérents non membres de l'OCRCVM doivent également remplir le formulaire CDSX800F.

Nom du demandeur (Adhérent)

Signature du fondé de pouvoir

Nom et titre du fondé de pouvoir

Date

CDSX789F (09/09)

2014

20

Demande d'adhésion : Appendice B Échantillon de lettre de référence d'une banque

(Utiliser le papier à en-tête de l'institution financière)

Date

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
100, rue Adelaide Ouest
Toronto (Ontario) M5H 1S3

À l'attention du secrétaire

Objet : (Nom du demandeur candidat à l'adhésion à la CDS)

Madame, Monsieur,

Nous sommes heureux de vous fournir cette lettre de référence signifiant notre appui sans réserve à l'approbation de l'adhésion aux services de compensation et de dépôt de la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. de (*nom du demandeur candidat à l'adhésion à la CDS*). La présente confirme que (*nom du demandeur candidat à l'adhésion à la CDS*) tient des comptes courants en règle à (*nom de l'institution financière*) depuis le (*date*).

Pour obtenir de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec moi, au (*numéro de téléphone*). Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Nom du représentant de l'institution financière

Titre

Numéro de téléphone

Numéro de télécopieur

Adresse électronique

CDSX792F (10/06)

Demande d'adhésion : Appendice C
Échantillon de lettre de référence d'organisme
d'autoréglementation (OAR)

(Utiliser le papier à en-tête de l'organisme d'autoréglementation, le cas échéant)

Date

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
100, rue Adelaïde Ouest
Toronto (Ontario) M5H 1S3

À l'attention du secrétaire

Objet : Certificat de membre en règle

Madame, Monsieur,

La présente certifie que (nom du candidat à l'adhésion à la CDS) (« le candidat ») a rempli les exigences suivantes de (nom de l'organisme d'autoréglementation) (« OAR du territoire de vérification ») :

1. Le candidat a contracté une assurance globale auprès d'une institution financière satisfaisante aux yeux de l'OAR du territoire de vérification;
2. Le candidat est dûment inscrit et est un membre en règle de l'OAR du territoire de vérification;
3. Aux meilleures des connaissances et de l'appréciation du cadre de la haute direction responsable de la réglementation financière des membres au sein de l'OAR du territoire de vérification, le candidat satisfait à toutes les exigences appropriées.

Pour obtenir de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec moi au (*numéro de téléphone*).

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Nom du représentant de l'organisme d'autoréglementation

Titre

Numéro de téléphone

Numéro de télécopieur

Adresse électronique

CDSX793F (10/06)

Demande d'adhésion : Appendice D
Échantillon de lettre de référence de
l'Association canadienne des paiements

(Utiliser le papier à en-tête de l'Association canadienne des paiements, le cas échéant)

Date

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
100, rue Adelaide Ouest
Toronto (Ontario) M5H 1S3

À l'attention du secrétaire

Objet : (Nom du demandeur candidat à l'adhésion à la CDS)

Madame, Monsieur,

La présente certifie que (*nom du demandeur candidat à l'adhésion à la CDS*) est membre adhérent et utilisateur du Système de transfert de paiements de grande valeur.

Pour obtenir de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec moi, au (**numéro de téléphone**).

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Nom du représentant de l'Association canadienne des paiements

Titre

Numéro de téléphone

Numéro de télécopieur

Adresse électronique

CDSX794F (10/06)

Demande d'adhésion : Appendice E Désignation et autorisation du centre de traitement à façon

À : SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC.

Par la présente, _____
Adhérent ou demandeur candidat à l'adhésion à la CDS (ci-après, « l'Adhérent »)

désigne : _____(ci-après, le « Centre de traitement à façon »)

Personne-ressource au Centre de traitement à façon Numéro de téléphone

pour agir pour le compte et au nom de l'Adhérent dans le cadre de transactions effectuées au moyen des services de la CDS (ci-après, les « Services »), tels que définis dans la Convention d'adhésion et les règles relatives aux services de la CDS (ci-après, les « règles de la CDS »).

Par la présente, l'Adhérent autorise et enjoint la CDS à considérer valable et à accepter toute communication, transaction, autorisation ou instruction afférente aux activités de l'Adhérent aux Services (ci-après, les « Communications ») soumise par le Centre de traitement à façon identifié dans le mécanisme d'authentification de l'Adhérent (tel que défini dans les règles de la CDS). À moins et jusqu'à ce que la présente Désignation et autorisation soit modifiée ou annulée, la CDS pourra considérer valables et accepter les Communications soumises par le Centre de traitement à façon de la même manière que si elles avaient été soumises directement par l'Adhérent.

(Si le paragraphe ci-dessous n'est pas pertinent, veuillez le biffer et apposer vos initiales en regard du changement.)

De plus, l'Adhérent autorise et enjoint la CDS à fournir au Centre de traitement à façon, plutôt qu'à l'Adhérent, ou (seulement sur présentation d'une demande écrite de l'Adhérent) au Centre de traitement à façon et à l'Adhérent, les confirmations, avis, rapports et autres documents et communications ayant trait aux transactions de l'Adhérent afférentes aux Services.

Sous réserve des dispositions de la présente, l'Adhérent reconnaît qu'aucun élément de cette Désignation et autorisation ne modifie les droits ou les obligations de l'Adhérent et de la CDS tels que définis dans les règles de la CDS. Cette Désignation et autorisation demeurera pleinement en vigueur et exécutoire jusqu'à ce qu'elle soit modifiée ou annulée par l'Adhérent au moyen d'un avis écrit livré ou envoyé par télécopieur, au (416) 365-1984, ou par courrier de première classe régulier prépayé, à l'attention du chef du Service juridique, à l'adresse suivante : 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3, ou par la CDS au moyen d'un avis écrit livré ou envoyé par télécopieur ou par courrier de première classe régulier prépayé à l'Adhérent, à l'attention de la personne-ressource inscrite aux registres de la CDS, à la dernière adresse inscrite. Le délai pour la présentation d'un tel avis est tel que le prescrivent les règles de la CDS ou les règles de la CDS modifiées de temps à autre, le cas échéant.

Signé le ____^e jour du mois de ____ 20 ____ .

Nom de l'Adhérent ou du demandeur candidat à l'adhésion

Par : _____
Nom et titre du fondé de pouvoir

Par : _____
Nom et titre du fondé de pouvoir

CDS795F (05/03)

Demande d'adhésion : Appendice H
Avis juridique
(institution étrangère voulant adhérer au CDSX)

[Date]

[Name, address and firm of Attorney
providing the opinion]

CDS Clearing and Depository Services Inc.
100 Adelaide Street West
Toronto, Ontario M5H 1S3

Attention: Chief Legal Officer

Bank of Canada
234 Wellington Street
Ottawa, Ontario K1A 0G9

Attention: Assistant General Counsel

Dear Sir:

Re: Opinion relating to participation of (the "applicant") in the CDSX

In this opinion, the following terms have the meanings set out below:

- "**Canadian Branch**" means the Canadian branch or branches to be established by the Applicant; [delete if not applicable]
- "**Clearing House**" means an entity, other than the Bank of Canada or a stock exchange, which provides clearing or settlement services for a Canadian clearing and settlement system, whether or not such entity is a Central Counter-Party;
- "**CDS**" means CDS Clearing and Depository Services Inc., being the Clearing House for the CDSX;
- "**CDSX**" means the domestic clearing, settlement and depository services of CDS, being a designated clearing and settlement system within the meaning of the Payment Clearing and Settlement Act (Canada);
- "**CDSX Participant**" means a participant in the CDSX, as determined in accordance with the Participant Agreement and Rules;
- "**Incorporating Jurisdiction**" means the jurisdiction named in paragraph 1 below, under the laws of which the Applicant is incorporated or otherwise established;

Demande d'adhésion : Appendice L

Interface dédiée aux opérations institutionnelles appariées — Désignation du dispositif d'appariement virtuel (DAV) et autorisation

À : Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS »)

Par la présente, _____
Adhérent à la CDS (ci-après, « l'Adhérent »)

désigne : _____ (ci-après, le « DAV »)

Personne-ressource pour le DAV Numéro de téléphone Courriel

aux fins d'enregistrement des opérations appariées à la CDS pour le compte de l'Adhérent aux fins de règlement aux Services de la CDS, tels que ces termes sont définis dans les règles de la CDS à l'intention des adhérents (ci-après, les « règles de la CDS »).

Par la présente, l'Adhérent autorise et enjoint la CDS à considérer valable et à accepter toute instruction ou toute autre communication afférente à une opération appariée devant être réglée par l'Adhérent au moyen des Services (ci-après, les « instructions ») soumise à la CDS par le DAV à moins que la présente Désignation et autorisation soit annulée conformément aux dispositions stipulées ci-après.

De plus, l'Adhérent autorise et enjoint la CDS à fournir au DAV (sur présentation d'une demande à cet effet) les confirmations, avis et rapports ayant trait à l'état des opérations appariées rapportées par le DAV pour le compte de l'Adhérent (ci-après, les « Confirmations »), en plus de fournir de tels documents à l'Adhérent.

Sous réserve des dispositions de la présente, l'Adhérent reconnaît qu'aucun élément de la présente Désignation et autorisation ne modifie les droits ou les obligations de l'Adhérent et de la CDS tels que définis dans les règles de la CDS. La présente Désignation et autorisation demeurera pleinement en vigueur et exécutoire jusqu'à ce qu'elle soit annulée (i) soit par l'Adhérent au moyen d'un avis écrit livré ou envoyé, au moins trois jours ouvrables avant l'annulation, par télécopieur, au 416-365-1984, ou par courrier de première classe régulier prépayé, à l'attention du chef du Service juridique, à l'adresse suivante : 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3; (ii) soit par la CDS au moyen d'un avis écrit livré ou envoyé, au moins trois jours ouvrables avant l'annulation, par télécopieur ou par courrier de première classe régulier prépayé à l'Adhérent, à l'attention de la personne-ressource inscrite aux registres de la CDS, à la dernière adresse inscrite. Le délai pour la présentation d'un tel avis est tel que le prescrivent les règles de la CDS ou les règles de la CDS modifiées de temps à autre, le cas échéant. L'annulation de la présente Désignation et autorisation entrera en vigueur à l'ouverture des bureaux (i) deux jours ouvrables après la date d'entrée en vigueur de l'avis (nonobstant toute autre date antérieure éventuellement inscrite dans l'avis) ou (ii) à toute autre date ultérieure inscrite dans l'avis.

L'annulation de la présente Désignation et autorisation n'a aucune incidence sur l'état de (ni sur les droits et obligations respectifs de la CDS et de l'Adhérent relativement à) toute opération rapportée à la CDS par le DAV conformément à la Désignation et autorisation mais n'ayant pas été réglée au moment de l'entrée en vigueur de l'annulation (ci-après, les « Opérations non réglées »). Par conséquent, l'Adhérent reconnaît que des Opérations non réglées peuvent être réglées après l'annulation de la présente Désignation et autorisation. De plus, l'Adhérent autorise la CDS à fournir au DAV des Confirmations relativement à l'état des Opérations non réglées, et ce, peu importe si de telles Confirmations sont fournies après l'annulation de la présente Désignation et autorisation.

Signé le _____^e jour du mois de _____ 20_____.

Nom de l'Adhérent

Par : _____
Nom et titre du fondé de pouvoir

Par : _____
Nom et titre du fondé de pouvoir

CDSX808F (10/06)

***Veillez photocopier ce formulaire
sur le papier à en-tête de votre société
en prenant soin de cacher cette boîte.***

Date : _____

Destinataire : La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée
100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3

À l'attention de : Service à la clientèle (*Customer Service*)

Objet : **Remplacement de la désignation des fondés de pouvoir**

Conformément aux Règles de la CDS à l'intention des adhérents (Règle 3.1.1), nous remplaçons la Désignation des fondés de pouvoir précédente et désignons chaque personne dont le nom figure ci-dessous comme nouveau fondé de pouvoir autorisé à agir en notre nom pour tout ce qui concerne les services. Nous certifions que chaque personne occupe bien le poste indiqué sur la même ligne que son nom, et que le spécimen de signature qui figure sur la même ligne est sa signature authentique :

Nom	Titre	Spécimen de signature
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

La CDS considère comme valable ce remplacement de la désignation de fondés de pouvoir jusqu'à ce qu'elle soit informée d'un nouveau remplacement conformément aux Règles de la CDS à l'intention des adhérents (Règle 3.1.1).

fondé de pouvoir*

fondé de pouvoir*

* Les signatures doivent être de deux désignations précédentes.

CDSX174F (05/05)



Demande de transmission de données

Action : <input type="checkbox"/> Ajout <input type="checkbox"/> Modification <input type="checkbox"/> Suppression		Dénomination sociale :
Code de la société :	Unité :	
Grand livre :		
Autre :		

Transmission à destination de la CDS (en provenance d'un adhérent)

<input type="checkbox"/> Inscription d'opération	<input type="checkbox"/> Rapprochement international des grands livres	<input type="checkbox"/> Confirmation d'opération	<input type="checkbox"/> Fichier des paiements prévus	<input type="checkbox"/> Fonds CPG – seulement Fichier sur les opérations (CANNEX)
<input type="checkbox"/> Rapprochement des grands livres	<input type="checkbox"/> Rapprochement international des opérations	<input type="checkbox"/> Fichier sur les opérations ACT	<input type="checkbox"/> Prix du PRD	<input type="checkbox"/> Virement intercomptes

Transmission à destination d'un adhérent (en provenance de la CDS)

	Sous-type enreg.	Description		Sous-type enreg.	Description
		Fichier sur les transactions de dépôt (FDJ) (0004) (tous)			Fichier sur les opérations (0009) (DDJ) (tous) (suite)
	0040	Dépôts de valeurs non confirmés		0096	Nouvelles opérations à ICXA
	0041	Dépôts de fonds purgés et dépôts de fonds et de valeurs refusés		0097	Nouvelles opérations à LQNT
		Fichier sur les opérations boursières intérieures (0012) (DDJ) (tous)		0098	Nouvelles opérations à CX2
	0071	Fichier sur l'appariement des opérations boursières intérieures			Fichier sur les opérations (0002) (FDJ) (tous)
	0072	Fichier sur l'appariement des opérations boursières intérieures – sous-adhérents		0023	Opérations boursières – opérations modifiées et en cours
		Fichier sur les mises à jour de grands livres (0001) (FDJ) (tous)		0024	Opérations boursières – opérations supprimées/purgées
	0001	Transactions évaluées au marché		0028	Opérations non boursières – opérations non réglées (confirmées, non confirmées)
	0002	Dépôts de valeurs confirmés et dépôts de fonds confirmés		0029	Opérations non boursières – opérations supprimées/purgées
	0003	Retraits confirmés, refusés et non confirmés			Fichier sur les transactions de retrait (0005) (FDJ)
	0004	Transactions de règlement d'opérations		0050	Retraits non confirmés
	0005	Transactions de règlement de mises en gage			Autres fichiers sortants du CDSX
	0006	Transactions de redressement de dépôts et de retraits		00031	Fichier sur les activités au RNC (DDJ)
	0007	Transactions de redressement de grands livres		0006	Fichier sur les activités au RNC (FDJ)
	0008	Transactions de virement intercomptes		0010	Fichier sur les positions inscrites en compte au RNC en fin de journée
	0009	Transactions de règlement au RNC		0011	Fichier de rapprochement des grands livres des gardiens
	0010	Paiement et réception au processus de paiement		0015	Fichier des positions du gardien
	0011	Paiement et réception de droits et privilèges		0017	Fichier sur les statistiques de traitement des opérations institutionnelles quotidien
	0013	Transactions de virement de fonds		0018	Fichier de données sur le traitement des opérations institutionnelles quotidien
	0014	Opérations sur devises		7040	Fichier sur les droits et privilèges – complet
		Fichier sur les mises en gage (0003) (FDJ) (tous)		7041	Fichier sur les droits et privilèges – modifications
	0030	Mises en gage existantes (régérées)		0021	Fichier sur les opérations échouées reportées pour l'OCRCVM
	0031	Transactions de mises en gage postdatées		0024	Fichier définitif des paiements prévus
	0032	Articles de prêt supprimés ou ajoutés		0014	Soldes du grand livre – date de clôture des registres aux fins de sollicitation de procurations
	0033	Mises en gage supprimées ou purgées		0008	Fichier sur les positions au grand livre
		Fichier sur les opérations (0009) (DDJ) (tous)		0007	Fichier sommaire de compte au RNC de la NSCC (données extraites)
	0020	Nouvelles opérations à la CDCC		7050	Fichier sur le profil des adhérents
	0022	Nouvelles opérations à la TSE et à la CDNX		0023	Fichier appariement des paiements prévus
	0025	Nouvelles opérations au CNQ		7030	Fichier principal des valeurs – complet
	0026	Nouvelles opérations au TCM		7031	Fichier principal des valeurs – modifications
	0027	Opérations non boursières – opérations non réglées, reçues après la production du fichier de type 28		0016	Fichier de déclaration au moyen du formulaire 1042-S – données (mensuel) Société Grand livre
	0070	Nouvelles opérations au CXD		1000	Prix du PRD - refus
	0080	Nouvelles opérations au LYNX		0025	Fichier de données sur les défauts de livraison au RNC
	0090	Nouvelles opérations au PURE		0028-01	Fichier de données de sortie relatives aux opérations au format lisible par machine UTC de la NSCC
	0091	Nouvelles opérations au CHIX		0028-02	Fichier sommaire des opérations consolidées de la NSCC (CTS) en format CSV
	0092	Nouvelles opérations à OMEG		0028-03	Fichier sommaire des opérations consolidées de la NSCC (CTS) en format lisible par machine
	0093	Nouvelles opérations à l'AATS			
	0094	Nouvelles opérations à NEOE			
	0095	Nouvelles opérations à TMXS			

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
CDSX218F (01/17) page 1



InterLink/SWIFT Service – Demande de messages

Adhérent de la CDS (demandeur) : _____ IDUC : _____ Grand livre : _____

Personne-ressource : _____ Tél. : _____

Tiers fournisseur de service (le cas échéant) : _____ Destinataire : _____
(obligatoire)

Transmission locale : _____ Responsable transmission : _____

Abonnement au service InterLink : Modifications des exigences de service
actuelles : Date : _____
(AAAA/MM/JJ)

Abonnement au service SWIFT : Modifications des exigences de service
actuelles : Date : _____
(AAAA/MM/JJ)

Code BIC : _____ Signature autorisée : _____

Nom du message	Numéro du message	Réception (I) ou envoi (O) CDS	Votre IDUC (✓)	Tiers fournisseur (✓)	Ajouter (✓)	Supprimer (✓)
Broadcast Notification Message	CDSN01N	O				
Virement de fonds						
Funds Transfer Entry	CDSA010	I				
Funds Transfer Reject	CDSA01R	O				
Funds Transfer Confirm	CDSA01C	O				
Funds Transfer Notify	CDSA01N	O				
Virement intercomptes						
Inter-Account Movement Entry	CDSA020	I				
Inter-Account Movement Reject	CDSA02R	O				
Inter-Account Movement Confirm	CDSA02C	O				
Inter-Account Movement Notify	CDSA02N	O				
Opération non boursière						
Non-Exchange Trade Entry	CDST010	I				
Non-Exchange Trade Reject	CDST01R	O				
Non-Exchange Trade Confirm	CDST01C	O				
Non-Exchange Trade Notify	CDST01N	O				
Non-Exchange Trade Modify	CDST100	I				
Non-Exchange Trade Modify Rejection	CDST10R	O				
Non-Exchange Trade Modify Confirmation	CDST10C	O				
Non-Exchange Trade Modify Notification	CDST10N	O				
Non-Exchange Trade Settlement Notification	CDST90N	O				
Grand livre						
Ledger Position Update Notification	CDSU01N	O				
Default CUID required:						
Mise en gage						
Pledge Entry	CDSP020	I				
Pledge Modify	CDSP200	I				



Nom du message	Numéro du message	Réception (I) ou envoi (O) CDS	Votre IDUC (✓)	Tiers fournisseur (✓)	Ajouter (✓)	Supprimer (✓)
Pledge Seizure	CDSP210	I				
Pledge Add/Delete Loan Items	CDSP220	I				
Pledge Entry Confirmation	CDSP02C	O				
Pledge Entry Notification	CDSP02N	O				
Pledge Entry Rejection	CDSP02R	O				
Pledge Modify Confirmation	CDSP20C	O				
Pledge Modify Notification	CDSP20N	O				
Pledge Modify Rejection	CDSP20R	O				
Pledge Seizure Confirmation	CDSP21C	O				
Pledge Seizure Notification	CDSP21N	O				
Pledge Seizure Rejection	CDSP21R	O				
Pledge Add/Delete Loan Item Confirmation	CDSP22C	O				
Pledge Add/Delete Loan Item Notification	CDSP22N	O				
Pledge Add/Delete Loan Item Rejection	CDSP22R	O				
Pledge Notification (Short)	CDSP05N	O				
Pledge Settlement Notification	CDSP90N	O				
Pledge Pending Details Notification	CDSP10N	O				
Dépôt et retrait						
Security Deposit Entry	CDSD010	I				
Security Deposit Entry Confirmation	CDSD01C	O				
Security Deposit Entry Rejection	CDSD01R	O				
Security Deposit Entry Notification	CDSD01N	O				
Security Deposit Modify Notification	CDSD05N	O				
Withdrawal Entry	CDSW010	I				
Withdrawal Entry Confirmation	CDSW01C	O				
Withdrawal Entry Rejection	CDSW01R	O				
Withdrawal Modify Confirmation	CDSW05C	O				
Withdrawal Modify Notification	CDSW05N	O				
Withdrawal Modify Rejection	CDSW05R	O				
Withdrawal Entry Notification	CDSW01N	O				
Messages afférents aux opérations boursières						
Exchange Trade Entry	CDSY010	I				
Exchange Trade Confirm	CDSY01C	O				
Exchange Trade Reject	CDSY01R	O				
Exchange Trade Notify	CDSY01N	O				
Exchange Trade Modify Notify	CDSY10N	O				
Exchange Trade Settlement	CDSY90N	O				
Établissement du solde net au RNC - mise à jour des positions						
CNS Netting – Outstanding Position Update	CDSX01N	O				
CNS Netting – Value-dated Position Update	CDSX03N	O				
Établissement du solde net au RNC - indicateur de contrôle de règlement (« SCI »)						
CNS Position - SCI Change	CDSX020	I				
CNS Position - SCI Change Confirmation	CDSX02C	O				
CNS Position - SCI Change Notification	CDSX02N	O				

Services de dépôt et de compensation CDS Inc.
CDSX377F – 2 (09/16)



CDS – Services en ligne

Soutien – Détails afférents à l'admissibilité aux services

Fonctions du grand livre

Code de la société :	Nom de la société :									
Grand livre :										
Description du service	Admissibilité			Date d'entrée en vigueur						
Rapport sur les positions du RNC (CDSX01N)	<input type="checkbox"/>	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	A	A	M	M	J	J
RNC – opération intérieure libellée en dollars canadiens	<input type="checkbox"/>	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	A	A	M	M	J	J
RNC – opération intérieure libellée en dollars américains	<input type="checkbox"/>	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	A	A	M	M	J	J
DTC – livraison sans contrepartie	<input type="checkbox"/>	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	A	A	M	M	J	J
EOC – livraison sans contrepartie	<input type="checkbox"/>	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	A	A	M	M	J	J
SEB – livraison sans contrepartie	<input type="checkbox"/>	Oui	<input type="checkbox"/>	Non	A	A	M	M	J	J

Signature :	Date :
-------------	--------



Annexe A Formulaire de réclamation

La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée
100, rue Adelaide Ouest
Toronto (Ontario) M5H 1S3

Désignation de l'adhérent :	
IDUC concerné :	Lieu :
Rempli par :	Téléphone :
Date :	Date de l'événement :
Montant de la réclamation (en dollars) :	Calcul de la réclamation :
Documentation pertinente jointe <input type="checkbox"/>	

Mesures prises afin de minimiser les pertes :

Remarques : Veuillez envoyer le formulaire de réclamation dûment rempli par courrier électronique à votre gestionnaire des relations avec la clientèle de la CDS. Veuillez inclure une description détaillée de l'événement sur du papier à en-tête de votre société. Toute la documentation pertinente doit être envoyée avec le présent formulaire.

CDSX811F (05/16)

Lettre d'autorisation de l'émetteur

Date :

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
100, rue Adelaide Ouest
Toronto (Ontario)
M5H 1S3
Canada

À l'attention de :

À qui de droit,

Concernant l'émission par _____ (l'« Émetteur ») de titres d'emprunt des sociétés de l'Espagne (_____), l'Émetteur et _____, ISIN no.
à titre de caution à l'égard desdits titres (la « Caution »), confirment par les présentes qu'elles ont donné à Acupay System LLC (« Acupay ») le mandat d'agent et autorisent la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. (la « CDS ») à fournir à Acupay les renseignements ayant trait aux avoirs des adhérents de la CDS dans lesdits titres tels qu'ils figurent dans le Rapport des détenteurs inscrits, ou dans un rapport similaire utilisé aux mêmes fins, de même qu'à leurs choix en matière d'allègement fiscal à l'égard de ces positions afin de faciliter la conformité aux directives de certification relatives à la retenue fiscale et au traitement des échanges indiquées en totalité dans la notice d'offre datée du _____ visant lesdits titres.

L'Émetteur

La Caution

Signature

Signature

Nom

Nom

Titre

Titre

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
CDSX831F (03/09)

Présentation de l'avis juridique

Date :

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
100, rue Adelaide Ouest
Toronto (Ontario)
M5H 1S3
Canada

À l'attention de :

À qui de droit,

Nous avons agi à titre de conseiller juridique en Espagne de _____ (l'« Émetteur »),
aux fins, entre autres, de production d'un avis juridique (l'« Avis »), s'adressant à l'Émetteur à l'égard de l'émission de

_____ cautionnée par
(détail des titres)
_____ (la « Banque »). L'Avis est joint

à titre d'Annexe 1 et compte les points saillants importants suivants :

- Conformément à la loi _____, l'émission de titres par l'Émetteur sera assujettie à certaines exigences en matière de déclaration (ce qui comprend la divulgation de l'identité des détenteurs et des activités effectuées par l'Émetteur). Les obligations en matière de divulgation ont été mises en œuvre selon la _____
(titre complet en anglais et date de la loi)
(_____),
(titre complet en espagnol et date de la loi)
telle qu'elle a été modifiée par la _____
(titre complet en anglais et date de la loi)
(_____).
(titre complet en espagnol et date de la loi)
- L'Émetteur, la Banque de même que l'agent financier et payeur ont convenu de certaines directives avec le service de compensation pertinent (c.-à-d., Services de dépôt et de compensation CDS inc. ou la « CDS ») et Acupay System LLC (« Acupay ») (tel qu'indiqué (i) à la section Taxation – Spanish Tax Considerations – Evidence of Beneficial Owner Residency in Connection with Interest Payments (Imposition – Incidences du droit fiscal espagnol – Preuve de résidence du propriétaire réel à l'égard des paiements d'intérêt [traduction]), de la notice d'offre préliminaire et de la notice d'offre; (ii) à l'Annexe A de la notice d'offre préliminaire et de la notice d'offre; et (iii) dans les modalités de l'entente avec Acupay). À notre avis, cette entente est conforme aux exigences en matière de déclaration établies par la loi _____, comme le confirme la loi _____
(titre de la loi en anglais)
- Étant donné que les directives mentionnées à l'alinéa _____ de l'Avis sont, à notre avis, conformes aux exigences en matière de déclaration établies par la loi _____ (telle qu'elle a été modifiée par la loi _____ et la loi _____), comme le confirme la loi _____,
((titre de la loi en espagnol))
nous croyons que l'adhésion de la CDS à ces directives de la façon décrite à l'Annexe A de la notice d'offre préliminaire et dans la notice d'offre ne présente aucun risque pour la CDS à l'égard des autorités fiscales de l'Espagne.

- De plus, si les directives mentionnées à l'alinéa _____ de l'Avis se révèlent inefficaces et que les adhérents de la CDS ne parviennent pas à recueillir et à fournir à l'Émetteur ou à la Banque tous les renseignements concernant l'identité et le pays de résidence des propriétaires réels en temps opportun, comme l'exigent les autorités fiscales de l'Espagne (auquel cas l'Émetteur retiendra au taux applicable à ce moment – actuellement ___% – tout paiement d'intérêt à l'égard du capital restant des titres pour lesquels les directives convenues se révèlent inefficaces, conformément à la notice d'offre préliminaire et la notice d'offre), la CDS ne devrait pas, à notre avis, courir de risque envers les autorités fiscales de l'Espagne.
- Si les renseignements sur le propriétaire réel soumis à l'Émetteur ou à la Banque se révèlent être faux ou inexacts ultérieurement, nous croyons que l'Émetteur sera tenu responsable par les autorités fiscales de l'Espagne en ce qui a trait au versement insuffisant de retenues fiscales. De plus, nous sommes d'avis que la CDS ne sera pas tenue responsable, dans ce cas, par les autorités fiscales de l'Espagne. S'il ressort que le versement insuffisant de retenues fiscales découle d'une intention de nuire ou d'une négligence, les autorités fiscales de l'Espagne pourraient conclure qu'il y a eu fraude fiscale et imposer par la suite des sanctions à l'Émetteur. Les personnes ayant activement pris part à une telle fraude fiscale seront tenues solidairement responsables du versement insuffisant de retenues fiscales et se verront imposer les sanctions solidairement. Comme la CDS n'a pas connaissance ou accès aux renseignements sur le propriétaire réel, nous sommes d'avis qu'elle ne pourrait pas être réputée avoir activement pris part à la fraude fiscale présumée par les autorités fiscales de l'Espagne.

Veillez agréer mes salutations distinguées.



Service de secours sur place de la CDS
Demande d'abonnement

À : La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (« CDS »)
100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3
À l'attention du Service à la clientèle

De : _____
(l'« abonné »)

L'abonné présente une demande d'abonnement au Service de secours sur place de la CDS (le « Service »).

L'abonné convient que les frais mensuels d'accès au Service, plus les taxes applicables, lui seront imputés mensuellement sur sa facture d'abonné. Les frais supplémentaires et les autres frais afférents au Service, plus les taxes applicables, seront imputés à l'unité de facturation de l'abonné, le cas échéant.

L'abonné reconnaît que le Service est assujéti à la Convention d'adhésion, aux Règles de la CDS à l'intention des adhérents et aux Procédés et méthodes et guides de l'utilisateur de la CDS.

La présente demande est faite pour le compte de l'abonné par le fondé de pouvoir dûment autorisé.

Fondé de pouvoir

Date

_____, 20 ____ .

CDSX836F (04/09)



Avis d'accès (terminal) partagé à l'intention des adhérents

À : La Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée (« CDS »)
100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3
À l'attention du Service à la clientèle

Par la présente, les adhérents suivants informent conjointement la CDS qu'ils se sont entendus pour partager l'accès au terminal et l'espace de travail afin d'accéder et d'avoir recours aux outils en ligne de la CDS comme installations de réserve dans des situations de défaillance temporaire du système ou du terminal, de la façon suivante :

L'adhérent A : _____ aura le droit d'accéder aux outils en ligne de la CDS et de les utiliser
(nom de l'adhérent)

avec ses propres codes d'accès au(x) site(s) du terminal de l'adhérent B : _____
(nom de l'adhérent)

Réciproquement, l'adhérent B aura le droit d'accéder aux outils en ligne de la CDS et de les utiliser avec ses propres codes d'accès au(x) site(s) du terminal de l'adhérent A.

Chacun des adhérents ci-dessus demande à la CDS de fournir l'accès en ligne à l'autre adhérent de la manière indiquée ci-dessus, au moment et selon les directives précisés dans le Formulaire de demande par télécopieur d'accès (terminal) partagé à l'intention des adhérents.

Chaque adhérent reconnaît que tout accès et toute entente entre les adhérents concernant l'accès partagé sont assujettis en tout temps à la Convention d'adhésion, aux Règles de la CDS à l'intention des adhérents et aux Procédés et méthodes et guides de l'utilisateur de la CDS.

Signature du fondé de pouvoir de l'adhérent A

Date

Signature du fondé de pouvoir de l'adhérent B

Date

À l'usage de la CDS seulement :

Signature du représentant du Service à la clientèle de la CDS

Date

Le représentant du Service à la clientèle de la CDS doit envoyer une copie signée de cet avis au service de la Sécurité de l'information.

CDSX837F (11/08)



Date d'entrée en vigueur :

Demande d'accès aux services Web à l'intention des adhérents de la CDS

Dénomination sociale :		Code de société :		Adresse postale : (adresse municipale, ville, code postal)			
Personne-ressource :		Téléphone :					
IDUC	Service d'avertissement électronique	Service de gestion des responsabilités liées aux événements de marché	Service de paiement CDS-DTCC	Statistiques relatives à la déclaration d'opérations TRAX	Demandes de transfert TRAX	Service de surveillance du Service de liaison avec New York	Suivi des droits et privilèges TRAX

Avis de non-responsabilité

Ces services sont régis par les *Règles de la CDS à l'intention des adhérents* et les Procédés et méthodes de la CDS.

Les retards liés à l'utilisation d'Internet et les pannes de réseau ne sont pas du ressort ou de la responsabilité de la CDS. En conséquence, l'accès aux services Web de la CDS et la réception des avis par le Web et par courriel créés par ces services peuvent faire l'objet de retards et d'interruptions. Les adhérents sont responsables de la maintenance de leurs connexions à Internet, s'ils reçoivent les avis par le Web, ou de la maintenance et du suivi des adresses de courriel désignées afin d'assurer la réception des avis par courriel.

Les avis par courriel provenant de la CDS ne sont pas encodés. Ainsi, la confidentialité et la sécurité des renseignements ne font l'objet d'aucune garantie.

En apposant sa signature ci-dessous, le fondé de pouvoir accepte, pour le compte de l'adhérent, l'avis de non-responsabilité susmentionné et toutes les modalités relatives au service, comme il est indiqué dans les Règles de la CDS à l'intention des adhérents et les Procédés et méthodes.

Autorisation du client

Nom :		
	Titre :	
Signature autorisée :	Date :	

À l'usage de la CDS seulement

<input type="checkbox"/>	Demande vérifiée par le Service à la clientèle	Nom :	Date :
<input type="checkbox"/>	Autorisation vérifiée par la Sécurité de l'information	Nom :	Date :
<input type="checkbox"/>	Demande remplie par la Sécurité de l'information	Nom :	Date :



Formulaire de confirmation des valeurs inscrites

L'émetteur admissible, _____, par l'entremise d'un fondé de pouvoir dûment autorisé ou de son mandataire nommé (le cas échéant) _____, demande par les présentes à la CDS de lui fournir une confirmation des positions inscrites (la « confirmation ») pour la valeur ou les valeurs immatriculées au nom du propriétaire pour compte de la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. (la « CDS »), CDS & CO., de la manière désignée dans la lettre de demande jointe datant du _____ et reconnaît que l'obtention d'une telle confirmation par la CDS est assujettie aux modalités stipulées au verso :

(émetteur)
(nom du fondé de pouvoir ou du mandataire)
(date de la demande)

Calcul des frais :

Calcul des frais pour la demande jointe en fonction du nombre d'ISIN inclus dans la demande : Province **(veuillez sélectionner)**

Nombre d'ISIN (premier 10)	<input type="text"/>	x 105,00 \$	<input type="text"/>
+ nombre d'ISIN (de 11 à 30)	<input type="text"/>	x 53,00 \$	<input type="text"/>
+ nombre d'ISIN (plus de 30)	<input type="text"/>	x 27,00 \$	<input type="text"/>
ISIN total	<input type="text"/>	Sous-total :	<input type="text"/>

Plus TPS de 5 % :
ou TVH de 13 % (résidents de l'Ont., de T.-N.-L. et du N.-B.) :

ou TVH de 14 % (résidents de l'Î.-P.-É.) :

ou TVH de 15 % (résidents de la N.-É.) :

Plus TVQ de 9,975 % (résidents du Québec) :
Remarque : Le montant calculé de la TVQ doit être arrondi au cent le plus près.

Total :

(numéro d'inscription de la CDS aux fins de la TPS ou de la TVH)

8 3 0 5 0 7 4 9 7 R T 0 0 0 1

(numéro d'inscription de la CDS aux fins de la TVQ)

1 2 1 5 3 2 5 5 5 1 T Q 0 0 0 1

Mode de paiement (veuillez sélectionner) :

Paiement joint

Veuillez adresser le chèque ou la traite bancaire à l'ordre de :

CDS
100 Adelaide Street West
Toronto, ON M5H 1S3
Attn : Finance A/R

Virements télégraphiques (en dollars canadiens seulement)

Beneficiary Bank (banque du bénéficiaire) : **BANK OF MONTREAL**
100 King Street West, Toronto, ON M5X 1A3
SWIFT BIC CODE (code BIC SWIFT) : **BOFMCAM2**
Beneficiary Acct. No. (numéro du compte du bénéficiaire) : **1594-223**
Transit No. (numéro de domiciliation) : **0002(2)**

Beneficiary (bénéficiaire) : **CDS**
100 Adelaide Street West, Toronto, ON M5H 1S3

Demande de facture

L'émetteur ou le mandataire a déjà reçu une facture de la CDS. Veuillez utiliser les renseignements les plus récents au dossier sur la facturation.

ou

Veuillez utiliser les renseignements suivants :

Émetteur :		Mandataire (le cas échéant) :	
Personne-ressource aux fins de facturation :		Tél. :	Courriel :
Adresse aux fins de facturation :			
Ville :	Province :	Code postal :	Pays :

Demandé par :

<input type="checkbox"/> Émetteur	<input type="checkbox"/> Mandataire	Dénomination sociale du demandeur :	Signature autorisée :
Nom et titre du fondé de pouvoir :		Tél. :	Date :

Pour usage interne à la CDS seulement

Demande de confirmation acceptée par (signature de la CDS) :	Date :
Paiement reçu par (signature du Service des finances de la CDS) :	Date :
Confirmation remplie et envoyée par (signature de la CDS) :	Date :

Modalités

1. Service de confirmation de valeurs inscrites (la « confirmation »). En soumettant ce formulaire, l'émetteur déclare que la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. (la « CDS »), par son propriétaire pour compte CDS & CO., est le ou un porteur inscrit d'une valeur admissible au service de dépôt de la CDS. L'émetteur, ou son mandataire autorisé, reconnaît que CDS & CO. détient les valeurs à titre de prête-nom pour le compte des adhérents de la CDS au service de dépôt, valeurs pour lesquelles la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. offre des services de règlement et de garde. La société Services de dépôt et de compensation CDS inc. a été autorisée par chaque adhérent à divulguer à un émetteur d'une valeur admissible le nombre total de valeurs admissibles de cet émetteur qu'elle détient pour le compte des adhérents de la CDS. La confirmation indique de telles positions à la fermeture des bureaux, après les rajustements nécessaires, à la date précisée et est transmise à l'émetteur dès que cela est possible.
2. Exactitude des données. La CDS traitera et émettra de nouveau une confirmation, dans les trois mois suivant la date de la confirmation initiale, si le demandeur prouve à la CDS de façon satisfaisante que la confirmation ne permettait pas le rapprochement avec le registre des émetteurs.
3. Limite de la responsabilité. L'émetteur ou le mandataire dûment autorisé de l'émetteur reconnaît et convient que ni la CDS ni l'une de ses sociétés affiliées ne peuvent être tenues responsables de la non-transmission d'une confirmation pour des raisons indépendantes de la volonté de la CDS. De plus, l'émetteur ou le mandataire dûment autorisé de l'émetteur reconnaît que la responsabilité totale de la CDS pour les dommages de tout genre, ou quelles qu'en soient les pertes subites, n'excède pas le montant total versé par l'émetteur ou le mandataire dûment autorisé de l'émetteur pour recevoir la confirmation dans les trois mois suivant immédiatement l'événement ayant occasionné une telle responsabilité.
4. Utilisation de la confirmation. L'émetteur qui a reçu une confirmation de la CDS ou toute personne qui reçoit une confirmation ou une copie de celle-ci, sauf conformément aux lois sur les valeurs mobilières, aux règles ou aux instructions applicables et plus spécifiquement, ne doit s'en servir qu'aux fins suivantes :
 - (a) un envoi de documents afférents aux détenteurs de titres;
 - (b) un effort pour influencer sur le vote des détenteurs de titres de l'émetteur;
 - (c) une offre d'acquisition d'actions de l'émetteur; ou
 - (d) toute autre question reliée aux affaires de l'émetteur.
5. Frais. La CDS impute des frais, conformément au barème des frais de la CDS en vigueur, pour les confirmations fournies dans le cadre de cette convention. La CDS se réserve le droit de modifier le barème des frais, de temps à autre, à son entière discrétion. Les modifications apportées au barème des frais après la soumission de la demande, mais avant l'envoi de la confirmation, n'ont toutefois aucune incidence sur le total des frais. **Remarque** : Les frais pour les confirmations sont payables à l'avance (sauf au cas où le demandeur choisit de recevoir une facture pour la confirmation) à la «CDS » et doivent être joints à l'envoi de la présente convention à la CDS.
6. Taxes. Les frais demandés en vertu de la présente convention ne comprennent pas de taxes de vente ou de consommation fédérale, provinciale ou locale qui pourraient être imposées au terme de la transmission de la confirmation. Le cas échéant, ces taxes doivent être payées par le demandeur directement aux autorités fiscales; si toutefois la CDS est, selon elle, tenue par la loi de les prélever, elle ajoutera le montant aux frais que doit payer le demandeur.
7. Avis. Dans le cadre de la présente convention, tout avis doit être livré en personne ou par courrier recommandé à l'adresse du destinataire indiquée à la première page de la présente convention ou à l'adresse de facturation, le cas échéant. Les avis à la société CDS sont adressés à l'attention du Service à la clientèle, au 100, rue Adelaide Ouest, Toronto (Ontario) M5H 1S3.
8. Mandataire de l'émetteur. Si la demande de confirmation a été présentée par le mandataire de l'émetteur pour le compte de l'émetteur, le mandataire de l'émetteur doit :
 - (a) déclarer et garantir qu'il a été dûment autorisé par l'émetteur à présenter cette demande, à recevoir la confirmation demandée et les avis fournis au besoin et à verser les frais demandés pour obtenir les confirmations;
 - (b) déclarer et garantir que cette demande est faite uniquement en rapport avec les affaires de l'émetteur; et
 - (c) accepter d'être lié par les modalités de la convention de la même façon que l'est l'émetteur.
9. Généralités. La présente convention ne peut être cédée par le demandeur sans le consentement écrit de la CDS et a force exécutoire auprès des parties, de leurs successeurs et ayants droit autorisés respectifs. La présente convention est régie par les lois de la province d'Ontario et les lois fédérales du Canada qui s'y appliquent et est interprétée conformément à ces lois.

Lettre de demande

La demande doit être imprimée sur du papier à en-tête de l'émetteur ou du mandataire dûment autorisé.

Date : _____

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
100, rue Adelaide Ouest, Toronto (ON) M5H 1S3

À l'attention du Service à la clientèle

Objet : Confirmation des positions inscrites pour _____
(désignation de la valeur)

Madame, Monsieur,

Veillez faire parvenir une confirmation des positions inscrites pour les valeurs dont les renseignements sont indiqués ci-après en date du _____.
(date d'entrée en vigueur de la confirmation)

CUSIP/ISIN	Désignation de la valeur	Montant
<i>(numéro d'identification de l'émission de valeur)</i>	<i>(comprend toutes les caractéristiques aux fins d'identification comme la dénomination sociale de la valeur, le type de valeur, le taux d'intérêt, la date d'échéance, etc.)</i>	<i>(capital, valeur nominale ou nombre d'actions)</i>

Joindre les pages supplémentaires et indiquer le nombre de pages jointes.

Nombre de pages jointes :

Veillez faire parvenir par la poste (ou par télécopieur) une confirmation remplie à l'attention de :
Nom et adresse ou numéro de télécopieur du destinataire de la confirmation.

Signature autorisée du représentant de l'émetteur ou du mandataire

Nom et titre du représentant de l'émetteur ou du mandataire

A L'USAGE EXCLUSIF DE LA CDS

CONFIRMATION :

Je, _____, confirme par la présente que les renseignements fournis ci-dessus et dans les pièces jointes sont :

Exacts **Inexacts** (*Veillez voir les remarques au sujet des différences.*)

Signature

Titre

Date

MODIFICATIONS D'ORDRE ADMINISTRATIF –
OCTOBRE 2017

MODIFICATIONS EN FRANÇAIS SEULEMENT

CHAPITRE 1 INTRODUCTION
Fonctions du gardien aude garde du CDSX

- une participation à la correction des écarts de données de rapprochement;
- des services de livraison au comptoir et interurbains facilitant la livraison et la réception des certificats par les adhérents;
- les fonctions en direct du CDSX, la messagerie Interlink et les transmissions de fichiers par lots pour les processus de dépôt et de retrait;
- le traitement par lots des positions inscrites, aux fins de rapprochement;
- les résultats de l'appariement automatisé quotidien, par la CDS, des paiements prévus pour les événements de dividendes et d'intérêts, comme fournis par l'agent.

1.4 Fonctions ~~du gardien au~~ de garde du CDSX

Les fonctions ~~du CDSX destinées aux gardiens~~ de garde du CDSX permettent aux agents des transferts d'effectuer certaines tâches en ~~direct~~ ligne.

Remarque- : Bien ~~que ces fonctions du CDSX soient destinées au gardien~~ que l'on parle des fonctions de garde du CDSX, cela ne signifie pas que les agents des transferts aient le rôle de gardien aux yeux de la ~~-~~ CDS.

Le tableau ci-dessous dresse la liste des fonctions ~~du gardien au~~ de garde du -CDSX et les tâches qu'effectuent les agents des transferts.

Fonction	Permet
INTERROGER UNE VALEUR <u>INTERROGATION D'UNE ÉMISSION</u>	d'interroger les émissions existantes
DÉPÔTS ET RETRAITS	de confirmer, de refuser ou d'interroger les dépôts au CDSX de confirmer, de refuser ou d'interroger les retraits de valeurs au CDSX
GRAND LIVRE DU SYSTÈME	d'inscrire les positions au registre de l'émetteur aux fins de rapprochement
VISUALISATION <u>VISUALISATION DE RAPPORTS EN DIRECT</u> <u>LIGNE</u>	de visualiser des rapports en direct <u>ligne</u>

CHAPITRE 4 TRAITEMENT DES DEMANDES DE DÉPÔT DE VALEURS

Étude des demandes de dépôt de valeurs au moyen des rapports

3. Enregistrez l'inscription du certificat au nom de propriétaire pour compte de la CDS aux registres de l'émetteur et mettez à jour les bases de données pertinentes.
4. Confirmez la demande de dépôt de valeurs (veuillez consulter la section [Confirmation et refus des dépôts de valeurs](#) à la page 40).

4.3 Étude des demandes de dépôt de valeurs au moyen des rapports

Les agents des transferts peuvent faire le suivi des demandes de dépôt de valeurs grâce aux rapports suivants :

- le rapport RAPPORT DE DEPOT NON CONFIRME – INSTANTANE – Dresse la liste de toutes les demandes de dépôt de valeurs pour lesquelles le niveau de service est INS (instantané), par agent des transferts. Ce rapport est disponible sur le SGR à compter de 11 h, heure de l'Est (9 h, heure des Rocheuses et 8 h, heure du Pacifique).
 - le rapport RAPPORT DE DEPOT NON CONFIRME – REGULIER ET 24 HEURES – Dresse la liste de toutes les demandes de dépôt de valeurs pour lesquelles le niveau de service est REG (régulier) et 24H (24 heures), par agent des transferts. Ce rapport est disponible sur le SGR à compter de 15 h 01, heure de l'Est (13 h 01, heure des Rocheuses et 12 h 01, heure du Pacifique).
5. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*.

4.4 Interrogation des dépôts de valeurs au CDSX

Les agents ~~de transfert~~[des transferts](#) peuvent faire le suivi des dépôts de valeurs au moyen de la fonction INTERROGER UN DÉPÔT DE VALEURS et afficher les renseignements relatifs à tous les dépôts confirmés, non confirmés ou refusés.

Les agents ~~de transfert~~[des transferts](#) peuvent afficher les renseignements relatifs aux demandes de dépôt de valeurs afin de mieux prévoir la livraison et la cueillette de valeurs ou prendre les mesures nécessaires pour soumettre à nouveau les demandes refusées.

Cette fonction permet aux agents ~~de transfert~~[des transferts](#) de déterminer- :

- s'ils n'ont pas encore passé en revue la demande (non confirmée);
- s'ils ont accepté la demande (confirmée);
- s'ils ont refusé la demande.

Les dépôts de valeurs confirmés et refusés sont affichés jusqu'à la fin de la journée.

CHAPITRE 3 ACTIVITÉS D'ÉMISSION
Critères d'admissibilité des émissions

- Les distributions prévues et autres droits des actionnaires sont limités aux espèces, aux titres ou aux droits de vote.
- Si les paiements ne sont pas versés directement à la CDS par l'émetteur, celui-ci doit conclure un accord d'agent payeur avec la CDS.
- Aucune procédure spéciale n'est requise.

3.2.4 Émissions inscrites en compte seulement

Une émission inscrite en compte seulement est une émission dont la valeur totale est déposée à la CDS pour la durée de vie de l'émission et qui est habituellement présentée dans l'un des formats suivants :

- un certificat matériel détenu par la CDS;
- une émission d'inventaire de titres avec certificat différé détenue par un agent des transferts autorisé;
- une émission d'inventaire de titres sans certificat détenue par un agent des transferts autorisé.

Les critères d'admissibilité pour les émissions inscrites en compte seulement sont les mêmes que ceux qui s'appliquent aux émissions sans certificat, sauf dans les cas suivants :

- En plus des documents exigés pour les émissions sans certificat, les documents suivants sont requis :
 - l'*Entente de services relative aux valeurs inscrites en compte seulement*,
 - la *Reconnaissance pour les VICS*;
 - une ébauche ou un exemplaire du certificat.
- L'émetteur doit s'engager à respecter les engagements indiqués dans l'*Entente de services relative aux valeurs inscrites en compte seulement* en la faisant signer par les signataires autorisés (p. ex. un secrétaire général ou un directeur financier).
- Les certificats matériels ne sont pas disponibles pour les propriétaires réels, sauf dans les cas suivants :
 - Le certificat inscrit en compte seulement n'est transférable qu'en cas de circonstances exceptionnelles telles que celles définies dans le prospectus ou si la CDS ne l'accepte pas au Service de dépôt;
 - Les propriétaires réels ne peuvent acquérir les certificats matériels qu'en cas de circonstances exceptionnelles telles que celles définies dans le prospectus ou si la CDS ne l'accepte pas au Service de dépôt.
- Un certificat inscrit en compte seulement doit être disponible sous forme entièrement nominative ou dans un format d'émission d'inventaire de titres sans certificat différé auprès d'un agent des transferts autorisé.

CHAPITRE 3 ACTIVITÉS D'ÉMISSION
Établissement d'émissions autres que celles du marché monétaire

PRIX/TAUX DE VALEUR – DETAIL

```

INTERRO          PRIX/TAUX DE VALEUR-DETAIL          LIGNE:  0 DE  0
LYDI
DATE             : 2003-03-21          PASSER A LA LIGNE _
TAUX D'INTERET   : 0.00000000
TAUX RACHAT      : 0.00000000
TAUX CHANGE      : 0.89040000 CAD / USD
CODE VALEUR NOM ABREGE          UGG      INTERIEUR RNC      INTER      RNC
                                CA        CA        US        CA        US

PF: 1/AIDE 3/SRTIE 4/MENU 5/REGENERER 7/RECULER 8/AVANCER 9/MESS
OPTION:          DONNEES:
Tn

```

4. Vérifiez les détails indiqués dans le tableau ci-dessous.

Champ	Description
DATE	Date courante
TAUX D'INTÉRÊT	Actuellement non utilisé
TAUX ET MONNAIE RACHAT	Actuellement non utilisé
TAUX ET MONNAIE CHANGE	Le taux de change et la monnaie utilisés par le CDSX pour convertir en dollars canadiens les fonds reçus en dollars américains et en dollars américains les fonds reçus en dollars canadiens
VGG CA	Le prix de la VGG de la valeur calculé en appliquant une décote au prix en dollars canadiens
NATIONAL RNC (CA ET US)	Le cours actuel, en dollars canadiens et américains, utilisé pour évaluer au marché et établir le prix des règlements RNC nationaux

3.8 Établissement d'émissions autres que celles du marché monétaire

Pour demander l'établissement des nouvelles émissions ou des réémissions de valeurs autres que celles du marché monétaire (à l'exception des inscriptions en compte d'obligations coupons détachés et de blocs), suivez la procédure ci-dessous. Pour demander l'établissement des inscriptions en compte d'obligations coupons détachés et de blocs, veuillez consulter le chapitre [Blocs et composantes détachées inscrites en compte](#) à la page 82. Pour établir des émissions du marché monétaire, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes relatifs aux émissions du marché monétaire et aux droits et privilèges*.

CHAPITRE 3 ACTIVITÉS D'ÉMISSION
Établissement d'émissions autres que celles du marché monétaire

Une fois que les nouvelles émissions sont entrées et confirmées au CDSX, les valeurs peuvent se négocier normalement. Les adhérents peuvent établir et confirmer des opérations à l'égard des nouvelles émissions au moyen de NI comme type d'opération (nouvelle émission). Cependant, il n'y a aucun traitement spécial pour les opérations de type NI.

L'établissement du solde net des paiements des nouvelles émissions est effectué avec tous les autres règlements CDSX de la journée. Les fonds pour les nouvelles émissions sont versés et collectés au cours du processus de paiement.

Si la date de clôture d'une nouvelle émission n'est pas déterminée, le syndicat de prise ferme et le syndicat de placement doivent supprimer les opérations de la nouvelle émission au CDSX.

Pour traiter une nouvelle émission :

1. Le souscripteur présente une demande de numéro ISIN, et une demande d'admissibilité, au moyen de la section Services de la CDS Service d'attribution de numéros CUSIP du site Web de la CDS (www.cds.ca) ~~ou d'une lettre de demande à la CDS. Au même moment, le souscripteur transmet la documentation requise à la CDS (veuillez consulter la section Critères d'admissibilité des émissions à la page 49).~~

La CDS établit l'émission au CDSX ~~et transmet un avis de confirmation avec l'ISIN de la nouvelle émission. La CDS confirme l'émission au CDSX~~ après avoir reçu les documents finaux. Une fois que l'ISIN a été assigné, le preneur ferme reçoit une confirmation par courriel de la CDS. L'admissibilité de l'émission est établie une fois tous les documents finaux reçus.

2. Une fois l'émission confirmée par la CDS, le souscripteur établit une opération de distribution provisoire auprès du syndicat de prise ferme et du syndicat de placement au CDSX. L'opération a une date de valeur égale à la date de clôture.
3. Le syndicat de prise ferme et le syndicat de placement établissent des opérations du marché secondaire au CDSX, avec une date de valeur égale à la date de clôture de la nouvelle émission.

Pour un titre réémis, les opérations du marché secondaire peuvent être établies avec l'indicateur de contrôle de règlement (champ REGL) réglé à N (règlement retenu). Lorsque la valeur réémise est déposée, le syndicat de prise ferme et le syndicat de placement peuvent changer l'indicateur de contrôle de règlement à Y (règlement).

CHAPITRE 3 ACTIVITÉS D'ÉMISSION
Demande de blocs d'ISIN relatifs à des billets à moyen terme négociables

Champ	Description
NIVEAU DE SERVICE	INS – dépôt instantané
NOTE	Comprend les termes « NOUVELLE ÉMISSION » Le nom et numéro de téléphone d'une personne-ressource

5. Lorsque le dépôt de valeur est sauvegardé, l'AVIS DE DEPOT DE VALEUR - SAISIE s'imprime dans les bureaux du souscripteur ferme. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*. Le souscripteur ferme l'avis.
6. L'agent des transferts assiste à la clôture.
7. Si l'agent des transferts valide le titre avec émission d'inventaire avec ~~certificats différés~~certificat différé ou d'inventaire de titres sans ~~certificats~~certificat, il révisé les détails de la demande de dépôt dans l'AVIS DE DEPOT DE VALEUR - SAISIE à la date de clôture. À la date de clôture des nouvelles émissions, l'agent des transferts confirme la demande de dépôt de valeur au CDSX.

Un certificat n'est pas requis dans le cas des titres avec émission d'inventaire de titres avec ~~certificats différés~~certificat différé ou d'inventaire de titres sans ~~certificats~~certificat.

Si la CDS valide (ou garde) la valeur, le souscripteur doit livrer l'AVIS DE DEPOT DE VALEUR - SAISIE à la CDS avec les certificats immatriculés au nom de CDS & CO. pour que la CDS confirme la demande de dépôt au CDSX.

3.9 Demande de blocs d'ISIN relatifs à des billets à moyen terme négociables

Les programmes relatifs aux bons à moyen terme négociables (BMTN) se caractérisent par une série de billets dont l'échéance varie généralement de trois à dix ans. Les titres sont émis hebdomadairement, à la quinzaine, mensuellement, semestriellement ou lorsque les conditions du marché le justifient. La CDS traite ces programmes selon qu'il s'agit d'obligations directes, d'obligations non garanties, d'obligations partiellement garanties ou d'obligations générales.

Le service relatif aux bons à moyen terme négociables de la CDS facilite le traitement des avis à moyen terme. Pour commencer le traitement, l'émetteur ou l'agent financier demande un bloc d'ISIN qu'il attribuera au préalable aux billets faisant partie de son programme. Il demande également que le programme soit admissible au dépôt.

Par la suite, les émetteurs peuvent émettre un billet sur le marché au fur et à mesure que des fonds sont requis au moyen d'un des ISIN préattribués. Chaque billet peut être personnalisé en fonction des besoins de l'émetteur au moment de l'émission et peut être prorogéable, encaissable par anticipation, rachetable, convertible, échangeable ou posséder d'autres caractéristiques.

CHAPITRE 7 ACTIVITÉS DE RETRAIT

Demande de retrait de valeurs

4. Tapez un X dans le champ SEL en regard de l'instruction d'immatriculation à visualiser et appuyez sur ENTRÉE. L'écran **DÉTAIL DES INSTRUCTIONS D'INSCRIPTION** à la page 135 apparaît.

```

DÉTAIL DES INSTRUCTIONS D'INSCRIPTION
MWJ2 SERVICES DE DEPOT ET DE COMPENSATION CDS INC. 14:28:14 03-03-21
INTERROG DETAIL DES INSTRUCTIONS D'INSCRIPTION
LYDI
ID CLIENT : ABC123 LANGUE PREFEREE : E
NOM : MY CLIENT
ADRESSE : 95 RICHMOND STREET WEST
VILLE : TORONTO
PROU/ETAT : ONTARIO
PAYS : CANADA
CODE POSTAL: M5H 2C9
NAS : 123456789
PF: 1/AIDE 2/SUPPRIMER 3/SRTIE 4/MENU 5/REGENERER 9/MESS 10/SAUV
OPTION: _ DONNEES:

```

5. Étudiez les instructions d'immatriculation du client.

7.3 Demande de retrait de valeurs

Les adhérents peuvent saisir des demandes de dépôt de valeurs au CDSX par l'un ou l'autre des moyens suivants :

- entrée en ligne directement au CDSX;
- message InterLink (CDSW010) – Les adhérents qui s'abonnent au service InterLink peuvent envoyer des demandes de retrait de valeurs au CDSX au moyen du service de messagerie InterLink. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section intitulée Formats des messages afférents aux dépôts dans le guide *Services interactifs et par lots de la CDS – Renseignements techniques*.

Les adhérents peuvent s'abonner à ce service en remplissant le formulaire *Service InterLink/SWIFT – Demande de messages (CDSX377F)*.

- demandes de transfert TRAX – Les adhérents qui s'abonnent à l'application relative aux demandes de transfert TRAX peuvent envoyer des demandes de retrait de valeurs au CDSX au moyen d'une interface sur le Web. Le niveau de service des transactions de retrait créées au moyen de TRAX est par défaut REG (régulier); il peut être changé pour 24H (24 heures) ou INS (instantané). Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Adhésion aux services de la CDS*.

CHAPITRE 7 ACTIVITÉS DE RETRAIT

Demande de retrait de valeurs

Les retraits de valeurs sont saisis au CDSX et les déclarations, le cas échéant, sont soumises à la CDS aux fins de livraison à l'agent des transferts.

Bien que les demandes de retrait puissent être entrées et confirmées en tout temps lorsque le système est en service, le délai des services de garde pour les retraits (c.-à-d. la livraison et la réception) de certificats matériels dépend des ententes conclues entre l'agent des transferts et les adhérents.

~~Les heures limites en vigueur pour les activités de retrait de valeurs sont indiquées dans les bulletins Échéanciers—Dépôts et retraits. Pour consulter ces bulletins, veuillez accéder à la section [Bulletins de la CDS](#) du site Web de la CDS (www.cds.ca).~~

Les retraits instantanés à l'extérieur de la ville ne sont pas permis pour les émissions qui doivent être assorties de déclarations.

Les émissions peuvent être retirées du CDSX avant l'échéance, à condition que le gardien ait accès à une quantité suffisante de certificats. Les émissions sans certificat ne peuvent être retirées qu'une fois que l'agent payeur a traité l'événement de droits et privilèges.

Les demandes de retrait de valeurs confirmées ou refusées sont supprimées du CDSX à la fermeture des bureaux le jour ouvrable au cours duquel la demande a été confirmée ou refusée. Les demandes de valeurs qui n'ont pas été confirmées sont conservées au CDSX jusqu'à ce qu'elles soient confirmées ou refusées.

Pour les valeurs qui sont requises pour le traitement d'un événement de droits et privilèges (p. ex. à l'échéance), les retraits non confirmés sont refusés et supprimés par le CDSX à la fermeture des bureaux le jour ouvrable à la date de paiement, et le demandeur reçoit les droits et privilèges correspondants.

Remarque : La procédure pour le retrait de valeurs au moyen du Service de transfert à distance (retrait) est la même que pour les autres retraits à une exception près. Si la CDS ne détient pas une quantité suffisante en caisse afin de satisfaire la demande de retrait (par exemple : la quantité désirée est en transit du cédant), la CDS refuse le retrait.

Pour demander le retrait de valeurs au CDSX :

1. Accédez à l'écran **RETRAIT – MENU** à la page 130. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Accès à l'écran RETRAIT – MENU](#) à la page 130
2. Tapez le chiffre correspondant à DEMANDER UN RETRAIT DE VALEURS dans le champ SÉLECTION et appuyez sur ENTRÉE. L'écran **DEMANDE DE RETRAIT DE VALEUR** à la page 137 apparaît.

CHAPITRE 1 INTRODUCTION
Fonctions de garde du CDSX

- une participation à la correction des écarts de données de rapprochement;
- des services de livraison au comptoir et interurbains facilitant la livraison et la réception des certificats par les adhérents;
- les fonctions en direct du CDSX, la messagerie Interlink et les transmissions de fichiers par lots pour les processus de dépôt et de retrait;
- le traitement par lots des positions inscrites, aux fins de rapprochement;
- les résultats de l'appariement automatisé quotidien, par la CDS, des paiements prévus pour les événements de dividendes et d'intérêts, comme fournis par l'agent.

1.4 Fonctions de garde du CDSX

Les fonctions de garde du CDSX permettent aux agents des transferts d'effectuer certaines tâches en ligne.

Remarque : Bien que l'on parle des fonctions de garde du CDSX, cela ne signifie pas que les agents des transferts aient le rôle de gardien aux yeux de la CDS.

Le tableau ci-dessous dresse la liste des fonctions de garde du CDSX et les tâches qu'effectuent les agents des transferts.

Fonction	Permet
INTERROGATION D'UNE ÉMISSION	d'interroger les émissions existantes
DÉPÔTS ET RETRAITS	de confirmer, de refuser ou d'interroger les dépôts au CDSX de confirmer, de refuser ou d'interroger les retraits de valeurs au CDSX
GRAND LIVRE DU SYSTÈME	d'inscrire les positions au registre de l'émetteur aux fins de rapprochement
VISUALISATION DE RAPPORTS EN LIGNE	de visualiser des rapports en LIGNE

1.4.1 Heures et restrictions de traitement

Les heures limites standard du CDSX sont indiquées dans le tableau suivant.

Activité	Heure de l'Est	Heure des Rocheuses	Heure du Pacifique
Début de l'accès en direct	7 h 00	5 h 00	4 h 00
Fin du dégagement des droits et privilèges le jour même	14 h 30	12 h 30	11 h 30

CHAPITRE 4 TRAITEMENT DES DEMANDES DE DÉPÔT DE VALEURS

Étude des demandes de dépôt de valeurs au moyen des rapports

3. Enregistrez l'inscription du certificat au nom de propriétaire pour compte de la CDS aux registres de l'émetteur et mettez à jour les bases de données pertinentes.
4. Confirmez la demande de dépôt de valeurs (veuillez consulter la section [Confirmation et refus des dépôts de valeurs](#) à la page 40).

4.3 Étude des demandes de dépôt de valeurs au moyen des rapports

Les agents des transferts peuvent faire le suivi des demandes de dépôt de valeurs grâce aux rapports suivants :

- le rapport RAPPORT DE DEPOT NON CONFIRME – INSTANTANE – Dresse la liste de toutes les demandes de dépôt de valeurs pour lesquelles le niveau de service est INS (instantané), par agent des transferts. Ce rapport est disponible sur le SGR à compter de 11 h, heure de l'Est (9 h, heure des Rocheuses et 8 h, heure du Pacifique).
 - le rapport RAPPORT DE DEPOT NON CONFIRME – REGULIER ET 24 HEURES – Dresse la liste de toutes les demandes de dépôt de valeurs pour lesquelles le niveau de service est REG (régulier) et 24H (24 heures), par agent des transferts. Ce rapport est disponible sur le SGR à compter de 15 h 01, heure de l'Est (13 h 01, heure des Rocheuses et 12 h 01, heure du Pacifique).
5. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*.

4.4 Interrogation des dépôts de valeurs au CDSX

Les agents des transferts peuvent faire le suivi des dépôts de valeurs au moyen de la fonction INTERROGER UN DÉPÔT DE VALEURS et afficher les renseignements relatifs à tous les dépôts confirmés, non confirmés ou refusés.

Les agents des transferts peuvent afficher les renseignements relatifs aux demandes de dépôt de valeurs afin de mieux prévoir la livraison et la cueillette de valeurs ou prendre les mesures nécessaires pour soumettre à nouveau les demandes refusées.

Cette fonction permet aux agents des transferts de déterminer :

- s'ils n'ont pas encore passé en revue la demande (non confirmée);
- s'ils ont accepté la demande (confirmée);
- s'ils ont refusé la demande.

Les dépôts de valeurs confirmés et refusés sont affichés jusqu'à la fin de la journée.

CHAPITRE 3 ACTIVITÉS D'ÉMISSION
Critères d'admissibilité des émissions

- Les distributions prévues et autres droits des actionnaires sont limités aux espèces, aux titres ou aux droits de vote.
- Si les paiements ne sont pas versés directement à la CDS par l'émetteur, celui-ci doit conclure un accord d'agent payeur avec la CDS.
- Aucune procédure spéciale n'est requise.

3.2.4 Émissions inscrites en compte seulement

Une émission inscrite en compte seulement est une émission dont la valeur totale est déposée à la CDS pour la durée de vie de l'émission et qui est habituellement présentée dans l'un des formats suivants :

- un certificat matériel détenu par la CDS;
- une émission d'inventaire de titres avec certificat différé détenue par un agent des transferts autorisé;
- une émission d'inventaire de titres sans certificat détenue par un agent des transferts autorisé.

Les critères d'admissibilité pour les émissions inscrites en compte seulement sont les mêmes que ceux qui s'appliquent aux émissions sans certificat, sauf dans les cas suivants :

- En plus des documents exigés pour les émissions sans certificat, les documents suivants sont requis :
 - l'*Entente de services relative aux valeurs inscrites en compte seulement*;
 - la *Reconnaissance pour les VICS*;
 - une ébauche ou un exemplaire du certificat.
- L'émetteur doit s'engager à respecter les engagements indiqués dans l'*Entente de services relative aux valeurs inscrites en compte seulement* en la faisant signer par les signataires autorisés (p. ex. un secrétaire général ou un directeur financier).
- Les certificats matériels ne sont pas disponibles pour les propriétaires réels, sauf dans les cas suivants :
 - Le certificat inscrit en compte seulement n'est transférable qu'en cas de circonstances exceptionnelles telles que celles définies dans le prospectus ou si la CDS ne l'accepte pas au Service de dépôt;
 - Les propriétaires réels ne peuvent acquérir les certificats matériels qu'en cas de circonstances exceptionnelles telles que celles définies dans le prospectus ou si la CDS ne l'accepte pas au Service de dépôt.
- Un certificat inscrit en compte seulement doit être disponible sous forme entièrement nominative ou dans un format d'émission d'inventaire de titres sans certificat différé auprès d'un agent des transferts autorisé.

CHAPITRE 3 ACTIVITÉS D'ÉMISSION
Établissement d'émissions autres que celles du marché monétaire

PRIX/TAUX DE VALEUR – DETAIL

```

INTERRO          PRIX/TAUX DE VALEUR-DETAIL          LIGNE:  0 DE  0
LYDI
DATE             : 2003-03-21          PASSER A LA LIGNE _
TAUX D'INTERET   : 0.00000000
TAUX RACHAT      : 0.00000000
TAUX CHANGE      : 0.890400000 CAD / USD
CODE VALEUR NOM ABREGE          UGG      INTERIEUR RNC      INTER      RNC
                                CA        CA        US        CA        US

PF: 1/AIDE 3/SRTIE 4/MENU 5/REGENERER 7/RECULER 8/AVANCER 9/MESS
OPTION:          DONNEES:
Tn

```

4. Vérifiez les détails indiqués dans le tableau ci-dessous.

Champ	Description
DATE	Date courante
TAUX D'INTÉRÊT	Actuellement non utilisé
TAUX ET MONNAIE RACHAT	Actuellement non utilisé
TAUX ET MONNAIE CHANGE	Le taux de change et la monnaie utilisés par le CDSX pour convertir en dollars canadiens les fonds reçus en dollars américains et en dollars américains les fonds reçus en dollars canadiens
VGG CA	Le prix de la VGG de la valeur calculé en appliquant une décote au prix en dollars canadiens
NATIONAL RNC (CA ET US)	Le cours actuel, en dollars canadiens et américains, utilisé pour évaluer au marché et établir le prix des règlements RNC nationaux

3.8 Établissement d'émissions autres que celles du marché monétaire

Pour demander l'établissement des nouvelles émissions ou des réémissions de valeurs autres que celles du marché monétaire (à l'exception des inscriptions en compte d'obligations coupons détachés et de blocs), suivez la procédure ci-dessous. Pour demander l'établissement des inscriptions en compte d'obligations coupons détachés et de blocs, veuillez consulter le chapitre [Blocs et composantes détachées inscrites en compte](#) à la page 82. Pour établir des émissions du marché monétaire, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes relatifs aux émissions du marché monétaire et aux droits et privilèges*.

CHAPITRE 3 ACTIVITÉS D'ÉMISSION
Établissement d'émissions autres que celles du marché monétaire

Une fois que les nouvelles émissions sont entrées et confirmées au CDSX, les valeurs peuvent se négocier normalement. Les adhérents peuvent établir et confirmer des opérations à l'égard des nouvelles émissions au moyen de NI comme type d'opération (nouvelle émission). Cependant, il n'y a aucun traitement spécial pour les opérations de type NI.

L'établissement du solde net des paiements des nouvelles émissions est effectué avec tous les autres règlements CDSX de la journée. Les fonds pour les nouvelles émissions sont versés et collectés au cours du processus de paiement.

Si la date de clôture d'une nouvelle émission n'est pas déterminée, le syndicat de prise ferme et le syndicat de placement doivent supprimer les opérations de la nouvelle émission au CDSX.

Pour traiter une nouvelle émission :

1. Le souscripteur présente une demande de numéro ISIN, et une demande d'admissibilité par la suite, au moyen de la section Services de la CDS du site Web de la CDS (www.cds.ca).

La CDS établit l'émission au CDSX après avoir reçu les documents finaux. Une fois que l'ISIN a été assigné, le preneur ferme reçoit une confirmation par courriel de la CDS. L'admissibilité de l'émission est établie une fois tous les documents finaux reçus.

2. Une fois l'émission confirmée par la CDS, le souscripteur établit une opération de distribution provisoire auprès du syndicat de prise ferme et du syndicat de placement au CDSX. L'opération a une date de valeur égale à la date de clôture.
3. Le syndicat de prise ferme et le syndicat de placement établissent des opérations du marché secondaire au CDSX, avec une date de valeur égale à la date de clôture de la nouvelle émission.

Pour un titre réémis, les opérations du marché secondaire peuvent être établies avec l'indicateur de contrôle de règlement (champ REGL) réglé à N (règlement retenu). Lorsque la valeur réémise est déposée, le syndicat de prise ferme et le syndicat de placement peuvent changer l'indicateur de contrôle de règlement à Y (règlement).

4. Au plus tard à la date de clôture, le souscripteur demande un dépôt de valeur au CDSX pour le montant de la nouvelle émission ou de la valeur réémise et remplit les champs comme indiqué dans le tableau ci-dessous

Champ	Description
DATE DE DEMANDE	La date de clôture de la valeur

CHAPITRE 3 ACTIVITÉS D'ÉMISSION
Demande de blocs d'ISIN relatifs à des billets à moyen terme négociables

Champ	Description
NIVEAU DE SERVICE	INS – dépôt instantané
NOTE	Comprend les termes « NOUVELLE ÉMISSION » Les nom et numéro de téléphone d'une personne-ressource

5. Lorsque le dépôt de valeur est sauvegardé, l'AVIS DE DEPOT DE VALEUR - SAISIE s'imprime dans les bureaux du souscripteur ferme. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Procédés et méthodes de production de rapports de la CDS*. Le souscripteur ferme l'avis.
6. L'agent des transferts assiste à la clôture.
7. Si l'agent des transferts valide le titre avec émission d'inventaire avec certificat différé ou d'inventaire de titres sans certificat, il révisé les détails de la demande de dépôt dans l'AVIS DE DEPOT DE VALEUR - SAISIE à la date de clôture. À la date de clôture des nouvelles émissions, l'agent des transferts confirme la demande de dépôt de valeur au CDSX.

Un certificat n'est pas requis dans le cas des titres avec émission d'inventaire de titres avec certificat différé ou d'inventaire de titres sans certificat.

Si la CDS valide (ou garde) la valeur, le souscripteur doit livrer l'AVIS DE DEPOT DE VALEUR - SAISIE à la CDS avec les certificats immatriculés au nom de CDS & CO. pour que la CDS confirme la demande de dépôt au CDSX.

3.9 Demande de blocs d'ISIN relatifs à des billets à moyen terme négociables

Les programmes relatifs aux bons à moyen terme négociables (BMTN) se caractérisent par une série de billets dont l'échéance varie généralement de trois à dix ans. Les titres sont émis hebdomadairement, à la quinzaine, mensuellement, semestriellement ou lorsque les conditions du marché le justifient. La CDS traite ces programmes selon qu'il s'agit d'obligations directes, d'obligations non garanties, d'obligations partiellement garanties ou d'obligations générales.

Le service relatif aux bons à moyen terme négociables de la CDS facilite le traitement des avis à moyen terme. Pour commencer le traitement, l'émetteur ou l'agent financier demande un bloc d'ISIN qu'il attribuera au préalable aux billets faisant partie de son programme. Il demande également que le programme soit admissible au dépôt.

Par la suite, les émetteurs peuvent émettre un billet sur le marché au fur et à mesure que des fonds sont requis au moyen d'un des ISIN préattribués. Chaque billet peut être personnalisé en fonction des besoins de l'émetteur au moment de l'émission et peut être prorogéable, encaissable par anticipation, rachetable, convertible, échangeable ou posséder d'autres caractéristiques.

CHAPITRE 7 ACTIVITÉS DE RETRAIT

Demande de retrait de valeurs

4. Tapez un X dans le champ SEL en regard de l'instruction d'immatriculation à visualiser et appuyez sur ENTRÉE. L'écran **DÉTAIL DES INSTRUCTIONS D'INSCRIPTION** à la page 135 apparaît.

DÉTAIL DES INSTRUCTIONS D'INSCRIPTION

```

MWJ2 SERVICES DE DEPOT ET DE COMPENSATION CDS INC. 14:28:14 03-03-21
INTERROG DETAIL DES INSTRUCTIONS D'INSCRIPTION
LYDI
ID CLIENT : ABC123 LANGUE PREFEREE : E
NOM : MY CLIENT
ADRESSE : 95 RICHMOND STREET WEST
VILLE : TORONTO
PROU/ETAT : ONTARIO
PAYS : CANADA
CODE POSTAL: M5H 2C9
NAS : 123456789
PF: 1/AIDE 2/SUPPRIMER 3/SRTIE 4/MENU 5/REGENERER 9/MESS 10/SAUV
OPTION: _ DONNEES:

```

5. Étudiez les instructions d'immatriculation du client.

7.3 Demande de retrait de valeurs

Les adhérents peuvent saisir des demandes de dépôt de valeurs au CDSX par l'un ou l'autre des moyens suivants :

- entrée en ligne directement au CDSX;
- message InterLink (CDSW010) – Les adhérents qui s'abonnent au service InterLink peuvent envoyer des demandes de retrait de valeurs au CDSX au moyen du service de messagerie InterLink. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section intitulée Formats des messages afférents aux dépôts dans le guide *Services interactifs et par lots de la CDS – Renseignements techniques*.

Les adhérents peuvent s'abonner à ce service en remplissant le formulaire *Service InterLink/SWIFT – Demande de messages (CDSX377F)*.

- demandes de transfert TRAX – Les adhérents qui s'abonnent à l'application relative aux demandes de transfert TRAX peuvent envoyer des demandes de retrait de valeurs au CDSX au moyen d'une interface sur le Web. Le niveau de service des transactions de retrait créées au moyen de TRAX est par défaut REG (régulier); il peut être changé pour 24H (24 heures) ou INS (instantané). Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le guide *Adhésion aux services de la CDS*.

CHAPITRE 7 ACTIVITÉS DE RETRAIT

Demande de retrait de valeurs

Les retraits de valeurs sont saisis au CDSX et les déclarations, le cas échéant, sont soumises à la CDS aux fins de livraison à l'agent des transferts.

Bien que les demandes de retrait puissent être entrées et confirmées en tout temps lorsque le système est en service, le délai des services de garde pour les retraits (c.-à-d. la livraison et la réception) de certificats matériels dépend des ententes conclues entre l'agent des transferts et les adhérents.

Les retraits instantanés à l'extérieur de la ville ne sont pas permis pour les émissions qui doivent être assorties de déclarations.

Les émissions peuvent être retirées du CDSX avant l'échéance, à condition que le gardien ait accès à une quantité suffisante de certificats. Les émissions sans certificat ne peuvent être retirées qu'une fois que l'agent payeur a traité l'événement de droits et privilèges.

Les demandes de retrait de valeurs confirmées ou refusées sont supprimées du CDSX à la fermeture des bureaux le jour ouvrable au cours duquel la demande a été confirmée ou refusée. Les demandes de valeurs qui n'ont pas été confirmées sont conservées au CDSX jusqu'à ce qu'elles soient confirmées ou refusées.

Pour les valeurs qui sont requises pour le traitement d'un événement de droits et privilèges (p. ex. à l'échéance), les retraits non confirmés sont refusés et supprimés par le CDSX à la fermeture des bureaux le jour ouvrable à la date de paiement, et le demandeur reçoit les droits et privilèges correspondants.

Remarque : La procédure pour le retrait de valeurs au moyen du Service de transfert à distance (retrait) est la même que pour les autres retraits à une exception près. Si la CDS ne détient pas une quantité suffisante en caisse afin de satisfaire la demande de retrait (par exemple : la quantité désirée est en transit du cédant), la CDS refuse le retrait.

Pour demander le retrait de valeurs au CDSX :

1. Accédez à l'écran **RETRAIT – MENU** à la page 130. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter la section [Accès à l'écran RETRAIT – MENU](#) à la page 130
2. Tapez le chiffre correspondant à DEMANDER UN RETRAIT DE VALEURS dans le champ SÉLECTION et appuyez sur ENTRÉE. L'écran **DEMANDE DE RETRAIT DE VALEUR** à la page 137 apparaît.

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

8.

Entreprises de services monétaires et Contrats publics

- 8.1 Avis et communiqués
 - 8.2 Réglementation
 - 8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
 - 8.4 Autorisation de contracter / sous-contracter avec un organisme public
 - 8.5 Autres décisions
-

8.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

8.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

8.3 PERMIS D'EXPLOITATION D'ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

Aucune information.

8.4 AUTORISATION DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER AVEC UN ORGANISME PUBLIC

Aucune information.

8.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

9.

Régimes volontaires d'épargne-retraite

- 9.1 Avis et communiqués
 - 9.2 Réglementation
 - 9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire
d'épargne-retraite
 - 9.4 Autres décisions
-

9.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

9.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

9.3 AUTORISATION D'AGIR COMME ADMINISTRATEUR D'UN RÉGIME VOLONTAIRE D'ÉPARGNE-RETRAITE

Aucune information.

9.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.